

RECUEIL GÉNÉRAL

DES

LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES, ETC.

Depuis le mois de Juin 1789 jusqu'au mois d'Août 1830;

ANNOTÉ

Par M. LEPEC, Avocat à la Cour royale de Paris,

AVEC DES NOTICES

DE MM. ODILON BARROT, VATIMESNIL, YMBERT;

PUBLIÉ PAR L'ADMINISTRATION DU JOURNAL DES NOTAIRES.

SOUS LES AUSPICES

de plusieurs pairs de France, députés, magistrats, juriconsultes : MM. Portalis, Siméon,
Tribiat, Zangiacomi, de Ilauccy, de Noé, de Balzac, Bernard (de Rennes), Bignon,
Boissy-d'Anglas, Champagnet, Corneille, Dubois (de Nantes), Etienne,
Gillon, Havin, Mauguin, Passy, de Schonen, Teste, Mestadier,
Debelleyne, Merlin, Crémieux, etc., etc..

TOME NEUVIÈME.

A PARIS,

A L'ADMINISTRATION DU JOURNAL DES NOTAIRES ET DES AVOCATS,

Rue Condé, n° 40.

1839.

A

So

qu
no
ré
Lo

gé
co
Co
Re
me
à
tri

dis
br
ré
qu
et
s'a
lor

né
rel
ét
du
né
lé
ju
P.
sp

P
ic

se
P
ti
a
se
qu
les

1
lois
abso
seul
Lo
lation

Une Table chronologique termine chaque volume.

BIB. DOM.
LAVAL. S. J.

Z 151 a

BIBLIOTHÈQUE
"Les Foyers"
S J
60 - CHANTILLY

RECUEIL GÉNÉRAL

DES

LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES, ETC.

ABRÉVIATIONS.

ANN., 1, 135.....	Annales des contributions indirectes et des octrois, tome 1, page 135.
ANN., 1833, 15....	Annales des contributions directes et des octrois, année 1833, page 15.
ARR. du cons.....	Arrêt du conseil d'état.
ART.....	Article.
AVIS du cons.....	Avis du conseil d'état.
B., V, 79.....	Collection Baudouin, tome 5, page 79.
Bull. civ., III, 27....	Bulletin civil de la cour de cassation, tome 3, page 27.
Bull. crim., X, 509.	Bulletin criminel de la cour de cassation, tome 10, page 509.
CASS.....	Arrêt de la cour de cassation.
Circul. minist.....	Circulaire ministérielle.
Cod. civ.....	Code civil.
Cod. comm.....	Code de commerc.
Cod. inst. crim.....	Code d'instruction criminelle.
Cod. pén.....	Code pénal.
Cod. proc. civ.....	Code de procédure civile.
Collect. alphab.....	Collection alphabétique.
DALL.....	Dalloz.
Décis. minist.....	Décision ministérielle.
DUP., X, 50.....	Collection de Dupont, tome 10, page 50.
Bull. xxvii, n° 127.	Bulletin des lois, 1 ^{re} série, Bulletin n° 27, Loi n° 127.
Inst. minist.....	Instruction ministérielle.
Journ. du Pal. 2 ^e sem.	Journal du Palais, 2 ^e semestre.
Jur. du cons.....	Jurisprudence du conseil d'état.
L., III, 85.....	Collection du Louvre, tome 3, page 85.
MAC.....	Macarel.
Sect.....	Section.
Sén.-cons.....	Sénatus-consulte.
SIR., IV, 1, 27.....	Sirey, tome 4, 1 ^{re} partie, page 27.
SIR. et DEVILL.....	Sirey et Devilleneuve.
S. M.....	Sa Majesté.
Suiv.....	Suivans.
Tit.....	Titre.
Verb.....	Verbis.
Verbo.....	Verbo.

RECUEIL GÉNÉRAL

DES

LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES, ETC.,

Depuis le mois de Juin 1789 jusqu'au mois d'Août 1830;

ANNOTÉ

Par **M. LEPEC**, Avocat à la Cour royale de Paris;

AVEC DES NOTICES

DE MM. ODILON BARROT, VATIMESNIL, YMBERT;

PUBLIÉ PAR L'ADMINISTRATION DU JOURNAL DES NOTAIRES;

SOUS LES AUSPICES

de plusieurs pairs de France, députés, magistrats, jurisconsultes : MM. Portalis, Siméon, Tripier, Zangiacomi, de Haussy, de Noé, de Balzac, Bernard (de Rennes), Bignon, Boissy-d'Anglas, Champanhet, Cormenin, Dubois (de Nantes), Etienne, Gillon, Harin, Mauguin, Passy, de Schonen, Teste, Mestadier, Debelleyne, Merlin, Crémieux, etc., etc.

TOME NEUVIÈME.

A PARIS,

A L'ADMINISTRATION DU JOURNAL DES NOTAIRES ET DES AVOCATS,

Rue Condé, n° 10.

1839.

CONSULAT.

N° 1.—3 vendémiaire an 9 (25 septembre 1800).—**ARRÊTÉ** qui détermine un mode pour le remplacement dans la gendarmerie (1). (III, Bull. XLVI, n° 339.)

N° 2.—3 vendémiaire an 9 (25 septembre 1800).—**ARRÊTÉ** relatif aux fonctions de grand-juge dans les cours martiales maritimes (2). (III, Bull. XLVI, n° 340.)

Art. 1^{er}. Le préfet maritime, dans chaque port, remplira les fonctions qui étaient attribuées aux ordonnateurs de la marine par la loi du 20 septembre —12 octobre 1791, sur l'organisation des cours martiales maritimes.

2. En cas d'absence ou d'empêchement, le préfet maritime sera remplacé par celui des chefs de service qui, en vertu de l'article 84 du règlement du 7 floréal sur l'organisation de la marine, aura été désigné par le ministre pour remplir ses fonctions.

N° 3.—4 vendémiaire an 9 (26 septembre 1800).—**ARRÊTÉ** relatif aux tirages de la loterie nationale (3). (III, Bull. XLVI, n° 341.)

N° 4.—5 vendémiaire an 9 (27 septembre 1800).—**ARRÊTÉ** relatif au mode de délivrance des brevets d'invention (4). (III, Bull. XLVI, n° 343.)

Art. 1^{er}. A compter de ce jour, le certificat de demande d'un brevet d'invention sera délivré par le ministre de l'intérieur; et les brevets seront ensuite délivrés, tous les trois mois, par le premier consul, et promulgués dans le Bulletin des lois.

2. Pour prévenir l'abus que les brevetés peuvent faire de leurs titres, il sera inséré par annotation, au bas de chaque expédition, la déclaration suivante : — « Le gouvernement, en accordant un brevet d'invention sans « examen préalable, n'entend garantir en aucune manière, ni la priorité, « ni le mérite, ni le succès d'une invention. »

N° 5.—6 vendémiaire an 9 (28 septembre 1800).—**ARRÊTÉ** contenant règlement sur le canonage maritime (5). (III, Bull. XLVI, n° 344.)

(1) Ce mode a varié. — Voyez, à cet égard, les notes qui accompagnent le titre de l'arrêté du 17 pluviôse an 8 (6 février 1800).

(2) Voyez, sur l'organisation des cours martiales maritimes, le décret du 20 septembre—12 octobre 1791, et les notes qui résument la législation.

(3) Cet arrêté n'a plus d'intérêt depuis la suppression de la loterie prononcée, à partir du 1^{er} janvier 1836, par la loi de finances du 21—28 avril 1832, art. 48.

Voyez, au surplus, le résumé de la législation sur la loterie, dans les notes qui accompagnent le décret du 1^{er} vendémiaire an 6 (8 octobre 1797).

(4) Voyez, la loi du 31 décembre 1790—7 janvier 1791, et les notes.

(5) Tout ce qui concerne le canonage maritime (composition des compagnies, avancement, service à la mer, solde, etc.) a été réglé de nouveau par l'ordonnance générale du 21 février

N° 6.—7 vendémiaire an 9 (29 septembre 1800).—*ARRÊTÉ qui détermine les cas dans lesquels les maîtres ou patrons de bateaux sont exempts de service sur les vaisseaux de l'état.* (III, Bull. XLVI, n° 345.)

Art. 1^{er}. Aucun maître ou patron de bateau ne sera exempt du service sur les vaisseaux de la république. s'il n'est propriétaire ou conducteur d'une embarcation du port au moins de quinze tonneaux ; et il ne sera admis qu'un seul propriétaire par bateau.

2. L'exemption de service ne pourra également avoir lieu que pour les maîtres ou conducteurs de bateaux qui, ayant quarante ans révolus, auront fait dix-huit mois de campagne sur les vaisseaux de la république. Le service dans les arsenaux ne pourra être compté comme campagne.

3. Tous les maîtres et patrons qui n'auront pas atteint l'âge de quarante ans, pourront être commandés pour le service, quel que soit le temps qu'ils aient navigué pour l'état. — Les officiers d'administration chargés de l'inscription maritime dans les quartiers admettront en remplacement sur les bateaux de pêche, ou des matelots invalides, ou des marins exempts par leur âge (cinquante ans) du service des vaisseaux.

N° 7.—9 vendémiaire an 9 (1^{er} octobre 1800).—*ARRÊTÉ portant réduction des appointemens des officiers du génie maritime, d'administration, de santé, et autres entretenus de la marine.* (III, Bull. XLVII, n° 346.)

N° 8.—9 vendémiaire an 9 (1^{er} octobre 1800).—*ARRÊTÉ qui annule, pour cause d'incompétence, deux jugemens rendus au profit du citoyen Borel contre les fermiers du dernier bail de la ferme générale.* (III, Bull. XLVII, n° 347.)

Les consuls de la république, sur le rapport du ministre des finances ; —Vu la réclamation des fondés de pouvoir des anciens fermiers généraux, contre l'entreprise faite sur l'autorité administrative, par la seconde section du tribunal d'appel, séant à Paris, dans son jugement du 14 fructidor an 8, rendu au profit du citoyen Borel, se prétendant créancier des fermiers généraux ; —Vu les jugemens des 8 ventose et 14 fructidor an 8, l'article 27 de la loi du 21 fructidor an 3, l'article 52 de la constitution, et l'article 11 du règlement du 5 nivose sur l'organisation du conseil d'état ; —Considérant qu'aux termes de l'article 27 de la loi du 21 fructidor an 3, de l'article 52 de la constitution, et de l'article 11 du règlement d'organisation du conseil d'état, c'est à l'autorité administrative supérieure qu'il appartient de prononcer en cas de conflit d'attribution entre les autorités judiciaires et administratives (1) ; et que l'arrêté du 4 germinal an 8, qui déclare l'autorité administrative seule compétente, quant à présent, pour tout ce qui tient aux dettes de la ci-devant ferme générale, a été dicté par la justice ; qu'il ne prive aucun créancier personnel d'un ancien fermier général, du droit de poursuivre en paiement son débiteur ; et que, s'il prescrit aux créanciers de la ferme générale de faire connaître et liquider leurs créances contre elle dans les formes administratives conformément aux lois, c'est que tout son actif, bien supérieur à ses dettes, a été versé dans le trésor public, qui en a disposé : —Le conseil d'état entendu, —Arrêtent : —Le jugement du 8 ven-

—2 avril 1816, et par le règlement du 29 février—2 avril suivant, qui rendent le présent arrêté sans intérêt.

(1) Voyez l'arrêté du 23 fructidor an 8 (10 septembre 1800), qui proclame le même principe, et la note.

lose de la quatrième section du tribunal civil du département de la Seine et celui du 14 fructidor an 8 de la deuxième section du tribunal d'appel séant à Paris, l'un et l'autre au profit du citoyen *Borel*, contre les fermiers du dernier bail de la ferme générale, sont comme non avenues, ainsi que tout ce qui a pu être fait en exécution d'iceux.

N° 9. = 16 vendémiaire an 9 (8 octobre 1800). = ARRÊTÉ qui annule, pour cause d'incompétence, un jugement rendu par le tribunal de Sambre-et-Meuse, en conflit d'attribution avec l'administration centrale. (III, Bull. XLVII, n° 348.)

Les consuls de la république, vu, 1° six actes d'opposition faite à la vente du bâtiment dit ci-devant *chapitre de Saint-Remy*, situé au canton de Rochefort, département de Sambre-et-Meuse, à la requête des nommés *Pierre Klein, Henry Saive, Charles Lambert, Louis Guillam, Hubert Santé*, et de la citoyenne *Guillemine Jacquet*, se disant aux droits de l'ex-chanoine *Jacquet*; — 2° L'acte de sécularisation de la ci-devant abbaye de Saint Remy, du 6 avril 1792; — 3° L'acte, en date du 9 mai même année, contenant partage du bâtiment du ci-devant chapitre entre les chanoines qui le composaient; — 4° Le procès-verbal d'adjudication, sauf décade, en date du 22 vendémiaire an 8, au profit du citoyen *Chantau*; — 5° L'arrêté pris par ladite administration centrale, le 18 brumaire, qui établit le conflit d'attribution; — 6° Le jugement rendu par le tribunal de Sambre-et-Meuse, le 23 frimaire dernier; — Considérant, 1° qu'en cas de conflit d'attribution, au gouvernement seul, aux termes de l'article 27 de la loi du 24 fructidor an 3, appartenait le droit de régler la compétence; — 2° que l'adjudication faite le 22 vendémiaire a été effectuée antérieurement à toute réclamation; — 3° Qu'il s'agissait moins d'ailleurs de prononcer sur la propriété que sur la nature du bien; — 4° Qu'il résulte de l'acte de sécularisation, que les réclamans n'étaient que de simples bénéficiaires, dont la jouissance a cessé par la suppression de la corporation dont ils étaient membres, prononcée par la loi du 5 frimaire an 6; — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le jugement prononcé par le tribunal de Sambre-et-Meuse, le 23 frimaire dernier, entre le commissaire auprès de l'administration centrale de ce département, faisant pour la république, d'une part, et les opposans ci-dessus nommés, d'autre part, est considéré comme non avenu.

2. Sans s'arrêter auxdites oppositions, l'arrêté du 18 brumaire sera exécuté selon sa forme et teneur.

N° 10. = 16 vendémiaire an 9 (8 octobre 1800). = ARRÊTÉ relatif à l'état-major de l'armée (1). (III, Bull. XLIX, n° 360.)

N° 11. = 19 vendémiaire an 9 (11 octobre 1800). = ARRÊTÉ qui prescrit aux juges et suppléans un délai pour se faire recevoir. (III, Bull. XLVII, n° 351.)

Art. 1^{er}. Il sera pourvu au remplacement des juges et suppléans nommés en exécution de la loi du 27 ventose an 8, qui ne se seront pas fait recevoir d'ici au 15 brumaire.

2. Il en sera de même des juges et suppléans qui seront nommés à l'avenir, et qui ne se feront pas recevoir dans le mois, à compter du jour où leur nomination leur aura été notifiée.

(1) Voyez, sur la composition et l'organisation de l'état-major général, l'ordonnance du 22 juillet — 22 août 1818 : elle rend le présent arrêté sans intérêt.

N° 12. = 23 vendémiaire an 9 (15 octobre 1800). — **ARRÊTÉ** contenant une nouvelle organisation des bureaux de la liquidation générale de la dette publique (1). (III, Bull. XLVIII, n° 353.)

Art. 1^{er}. Le liquidateur général de la dette publique demeure exclusivement chargé des opérations de liquidation primitive déferées au liquidateur particulier de la trésorerie par les lois des 9 vendémiaire et 24 frimaire an 6 et 12 brumaire an 7.

2. Il continuera d'opérer définitivement, sous sa responsabilité, la liquidation de toutes les créances et réclamations soumises à sa vérification par l'article précédent; sauf le recours au ministre des finances, conformément aux lois des 3 brumaire an 4 et 24 frimaire an 6.

3. La liquidation des restes de dépenses, ainsi que celle des avances faites par le gouvernement, dans les divers ministères, pour service de toute nature des années 5 et 6, sera faite par le liquidateur général de la dette publique, sous sa responsabilité, comme les autres objets de liquidation de son attribution.

4. En conséquence, les ministres, ainsi que les parties intéressées à cette liquidation, remettront au liquidateur général de la dette publique tous les titres et pièces relatifs auxdites créances ou avances à liquider.

5. Les créances résultant de ladite liquidation continueront à être ordonnées par les ministres, chacun dans son département, en la forme ordinaire, sur la remise qui leur sera faite par les parties, de la reconnaissance du liquidateur général, qui préalablement en aura fait passer un état au ministre compétent.

6. Quant aux parties qui, ayant reçu des avances, se trouveraient redevables envers le trésor public, le liquidateur général en fera passer l'état au ministre des finances, accompagné des pièces établissant le débit, pour, par lui, les faire contraindre, s'il y a lieu, conformément à l'arrêté des consuls du 18 ventose an 8.

7. Les restes de dépenses dues en papier-monnaie, ainsi que les comptes des avances faites en cette même valeur par le gouvernement pour les divers services de la guerre, de la marine, de l'intérieur, ou autres qui auraient commencé en l'an 4 ou antérieurement, et qui se seraient prolongés dans cet exercice ou au-delà jusqu'à l'extinction des papiers-monnaie, seront à l'avenir liquidés par la commission de la comptabilité intermédiaire, sous sa responsabilité, comme les autres objets de son attribution, et conformément aux lois et arrêtés existants.

8. Cette commission sera de même chargée de liquider ceux des créanciers pour le service de l'an 5, qui, usant de la faculté que leur donne la loi du 24 frimaire an 6, préféreraient être liquidés et remboursés conformément au mode qu'elle prescrit.

9. En conséquence, les ministres et autres ordonnateurs, chacun dans son attribution, feront passer, sans délai, à la commission de la comptabilité intermédiaire, tous les titres, pièces et renseignements relatifs à cette partie de l'arriéré.—Ils se concerteront, chacun pour ce qui le concerne, avec ladite commission, sur les mesures à prendre à cet effet, tant pour leur propre décharge que pour la sûreté des créanciers et débiteurs.

10. Il ne sera point formé d'état séparé des liquidations faites par la com-

(1) Voyez, sur l'organisation de la liquidation de la dette publique, le résumé de la législation contenu dans le § 3 des notes qui accompagnent le titre du décret du 24 août (15, 16, 17 et)—13 septembre 1793).

mission, en exécution du présent arrêté; elles seront comprises indistinctement dans son état décadaire, qui sera dressé dans la forme prescrite par l'article 14 de la loi du 24 frimaire an 6.

11. La régie de l'enregistrement restera chargée des diverses parties de liquidation qui lui ont été confiées, attendu leur connexité avec la partie administrative des domaines nationaux.

12. Les résultats des travaux de la liquidation générale seront présentés tous les trois mois, par le liquidateur général, au ministre des finances, et soumis par lui aux consuls.

13. Les bureaux de la liquidation générale de la dette publique demeurent organisés, à compter du 1^{er} vendémiaire an 9, conformément à l'arrêté des consuls du 12 ventose an 8, et à l'état joint au présent arrêté. — Les traitemens et autres dépenses qui y sont portés, ne pourront excéder trois cent cinquante mille francs, qui feront partie du crédit du ministre des finances, et seront payés de la même manière que ceux de la trésorerie.

Etat des dépenses de la liquidation générale de la dette publique.

Le liquidateur général: son traitement, douze mille francs. — Conseil contentieux: quatre principaux commis-réviseurs, formant le conseil contentieux de la liquidation générale, trente-deux mille francs. — Chefs et sous-chefs: cinq chefs de division, dix sous-chefs, y compris le secrétaire général. — Liquidateurs: vingt-deux de première classe, douze de deuxième classe, douze de troisième classe, douze de quatrième classe. — Teneurs de livres: deux de première classe, deux de deuxième classe, trois de troisième classe, quatre de quatrième classe. — Commis aux écritures: cinq commis d'ordre, quatre commis aux écritures, trois commis aux écritures. — Total quatre-vingt-seize employés, à deux mille sept cents francs l'un dans l'autre, d'après la répartition qui en sera faite par le liquidateur général. — Dix gardiens de bureau, huit mille francs; un portier, huit cents francs; un homme de peine, six cents francs.

Frais de bureau.

Chauffage, impressions, papier, etc., vingt-six mille cinq cents francs; — Loyer de la maison occupée par le liquidateur général, en commun avec le ministre de la justice, depuis le 1^{er} germinal, trois mille cinq cents francs; — Dépenses imprévues, traduction de titres écrits en langues étrangères, trois mille francs.

N^o 13.—25 vendémiaire an 9 (17 octobre 1800).—ARRÊTÉ relatif à la police de la rivière de Bièvre. (III, Bull. XLVIII, n^o 354.)

Art. 1^{er}. A commencer de ce jour, la police de la rivière de Bièvre fera partie des attributions des préfets des départemens de la Seine, de Seine-et-Oise, et du préfet de police de Paris, chacun suivant la compétence qui lui est réglée par les lois et arrêtés du gouvernement.

2. Ils veilleront, chacun en ce qui le concerne, au maintien des dispositions de l'arrêt du conseil du 26 février 1732, relatives à la conservation des eaux de ladite rivière. — En conséquence, ils donneront des ordres pour qu'il soit fait un curage général et annuel de ladite rivière; savoir: pour la partie supérieure, dans le courant de messidor; et pour la partie inférieure, dans le courant de fructidor. — Ils feront tenir libre le cours des eaux de la rivière, depuis la fontaine Bouvière jusqu'à leur chute dans la Seine, ensemble celui des sources et ruisseaux y affluant, même dans les canaux où elles passent; à l'effet de quoi les saignées et ouvertures qui ont été faites

sans titre légal aux berges de ladite rivière, sources et ruisseaux, seront supprimées, et tous autres empêchemens quelconques, même les arbres qui se trouveront plantés dans leur lit et le long de ladite rivière, dans la distance d'un mètre quatre décimètres de berge, aux frais et dépens de ceux qui auront causé lesdits empêchemens et planté lesdits arbres; et ce, quinze jours après la sommation qui leur en aura été faite au domicile de leurs fermiers ou meuniers: en sorte que des canaux établis par titres, il en sorte autant d'eau qu'il en aura entré; ce qui sera justifié par les propriétaires desdits canaux ou passages; sinon, il sera donné des ordres pour la suppression desdits canaux et passages.—Ils feront entretenir et fortifier les berges de la rivière par les meuniers, chacun dans son étendue, en remontant d'un moulin à l'autre; de manière que les eaux ne puissent sortir de leur lit, ni passer au travers desdites berges pour se répandre dans les prés ou ailleurs.—Ils renouvelleront les défenses faites à tous les propriétaires riverains de la Bièvre, d'ouvrir de nouveaux canaux, de faire aucune saignée ou batardeau, soit au lit de ladite rivière, soit aux sources ou canaux y affluant, et d'établir une blanchisserie dans les prairies adjacentes, conformément aux dispositions de l'arrêt du 26 février 1732.—Enfin, ils maintiendront l'exécution dudit arrêt, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

3. La dépense du curage de la rivière, de l'entretien et de la conservation des eaux, continuera d'être, comme par le passé, à la charge des habitans du faubourg Marceau occupant les maisons sises le long de ladite rivière, et des meuniers des moulins désignés dans les arrêts du conseil sous la dénomination commune des intéressés à la conservation des eaux.

4. Le rôle de répartition sera fait par trois commissaires pris parmi les intéressés, et nommés, un par le préfet du département de la Seine, un par celui du département de Seine-et-Oise, et un par le préfet de police de Paris. La municipalité du douzième arrondissement et celles des communes où passe la rivière, remettront, à cet effet, un état des intéressés qui résident dans leur étendue.—Ce rôle ne sera exécutoire qu'après l'approbation des préfets, chacun, pour le territoire dépendant du département dont l'administration lui est confiée.

5. Ces trois commissaires détermineront le contingent de chaque propriétaire, d'après la consommation des eaux que la profession qu'il exerce entraîne, le nombre d'ouvriers qu'il emploie, l'étendue des terrains qu'il occupe, et autres données de même nature.

6. Le contingent de chaque propriétaire ou manufacturier sera payé dans le délai de six mois, à compter du 1^{er} nivose de l'an 9, et ainsi de suite pour chaque année; savoir: — Un tiers, deux mois après la mise du rôle en recouvrement; — Un tiers, deux mois après l'échéance du premier paiement; — Le dernier tiers, deux mois après l'échéance du second paiement; — De manière que la totalité du recouvrement soit opérée avant le 1^{er} messidor de chaque année, première époque du curage annuel.

7. Le préfet du département de la Seine nommera, parmi les intéressés, un percepteur qui sera chargé du recouvrement du rôle.

8. Les propriétés nationales seront soumises à la répartition; la cote qui leur sera appliquée, sera acquittée par la régie de l'enregistrement sur le produit desdites propriétés.

9. Les fonds provenant de la cotisation maintenue par le présent arrêté, seront uniquement employés à l'acquit des dépenses qu'entraînent la police et la conservation des eaux: en aucun cas, il ne pourra être levé une somme plus considérable que celle que nécessite cet objet.

N° 14. = 25 vendémiaire an 9 (17 octobre 1800). = *ARRÊTÉ relatif à la composition des corps municipaux des communes* (1). (III, Bull. XLVIII, n° 356.)

Art. 1^{er}. Les propriétaires forains pourront exercer les fonctions de membres des conseils municipaux des communes.

2. Les membres des conseils municipaux ne seront pas nécessairement portés au nombre fixé par la loi ; il suffira qu'il y ait le nombre nécessaire pour la délibération, c'est-à-dire les deux tiers.

N° 15. = 25 vendémiaire an 9 (17 octobre 1800). = *ARRÊTÉ relatif aux tables décennales de l'état civil* (2). (III, Bull. XLVIII, n° 357.)

La confection de la première des tables décennales des registres de l'état civil aura lieu, pour les dix premières années de l'ère républicaine, dans le cours de l'an 11, la seconde en l'an 21, et ainsi de suite de dix en dix ans.

N° 16. = 27 vendémiaire an 9 (19 octobre 1800). = *AVIS du conseil d'état portant que la retenue du vingtième ne peut plus avoir lieu sur les traitements et salaires publics*. (III, Bull. XLIX, n° 361.)

N° 17. = 28 vendémiaire an 9 (20 octobre 1800). = *ARRÊTÉ relatif aux individus inscrits sur la liste des émigrés* (3). (III, Bull. XLVIII, n° 358.)

TITRE 1^{er}. — Des inscriptions qui doivent être retranchées de la liste des émigrés.

Art. 1^{er}. Seront éliminées de la liste des émigrés les inscriptions concernant les individus ci-après désignés, savoir : — 1^o Ceux qui sont définitivement rayés par le conseil exécutif, le comité de législation de la convention nationale, la convention, le corps législatif et le directoire exécutif ; — 2^o Les individus rayés provisoirement par les administrations locales à qui la loi en donnait le droit, depuis le mois d'avril 1792 jusqu'au 1^{er} germinal an 3, depuis le 1^{er} brumaire an 4 jusqu'au 1^{er} prairial an 5, et depuis le 1^{er} vendémiaire an 6 jusqu'au 4 nivose an 8, à moins que les arrêtés de radiation n'aient été réformés par des actes de l'autorité supérieure ; — 3^o Les individus qui ont été portés sous les qualifications de laboureurs, journaliers, ouvriers, artisans et tous autres exerçant une profession mécanique, domestiques et gens à gages, femmes et enfans de tous les individus ci-dessus dénommés, sans qu'on puisse avoir égard, pour opérer ce retranchement, aux qualifications énoncées dans des certificats et actes autres que l'inscription ; — 4^o Les individus inscrits collectivement et sans dénomination individuelle, tels que ceux indiqués, en général, comme héritiers ou enfans d'un individu dénommé ; néanmoins la présente disposition n'aura pas l'effet

(1) Aujourd'hui, la composition des conseils municipaux est déterminée par la loi générale du 21—23 mars 1831, portant abrogation de toutes les lois précédentes.

(2) La confection de ces tables décennales a été ordonnée pour la première fois par l'art. 15 du tit. II du décret du 20—25 septembre 1792. Voyez le décret du 20 juillet 1807, qui prescrit des règles pour leur rédaction.

(3) Cette loi révèle un commencement d'indulgence envers les émigrés, et restreint considérablement les catégories de l'émigration : elle a préparé le sén.-cons. du 6 floréal an 10 (26 avril 1802), qui prononça une amnistie générale, sauf un petit nombre d'exceptions.

Voyez, sur les caractères de l'émigration, le mode d'inscription sur les listes, celui d'élimination et de radiation, les lois citées dans le § 1^{er} des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792 : elles résument la matière.

d'effacer l'inscription individuelle qui aurait pu être faite séparément de l'inscription collective; — 5° Les femmes, autres premièrement que celles dont les maris ou les enfans sont dans le cas des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 3; secondement, que celles qui ont émigré en abandonnant leurs maris; — 6° Les individus qui étaient mineurs de seize ans, au 4 nivose dernier; — 7° Les chevaliers de Malte présens à-Malte lors de la capitulation de cette île, conformément à la loi du 23 frimaire; — 8° Les individus sortis de France avant le 14 juillet 1789; — 9° Les noms des individus exécutés à mort par suite de jugemens de tribunaux révolutionnaires; — 10° Les ecclésiastiques qui, étant assujétis à la déportation, sont sortis du territoire français pour obéir à la loi; — 11° Les individus rayés d'après le travail de la commission créée par l'arrêté du 7 ventose an 8, et qui n'ont pas été écartés lors de la révision de ce travail (1).

2. Les éliminations qui seront faites en vertu de l'article précédent sont, dès à présent, déclarées nulles et non avenues, si elles avaient eu lieu par une fausse application de cet article. — Les agens du gouvernement en poursuivront la nullité devant les tribunaux civils; et si elle est prononcée, le nom de l'individu condamné sera rétabli sur la liste, sans que cependant la nullité de son élimination puisse être opposée ni par la république, ni par des particuliers, aux actes et contrats faits avec lui pendant le temps intermédiaire.

TITRE II. — *Des maintenues.*

3. Sont maintenus sur la liste des émigrés, — 1° Ceux qui ont porté les armes contre la France; — 2° Ceux qui, depuis le départ des ci-devant

(1) Sont dans le cas de l'élimination prescrite par cette disposition, les personnes mises en prévention d'émigration par une inscription dans leurs départemens, ou par le séquestre de leurs biens, et dont les noms ne sont pas ou sont mal inscrits sur la liste des émigrés. Arrêté des consuls, 13 frimaire an 10, *Sin.*, II, 2, 1. — La radiation de la liste des émigrés anéantit et rend sans effet toute inscription antérieure, même celle dont il n'est pas question dans l'arrêté de radiation. *Cass.*, 9 août 1825, *Sin.*, XXVI, 1, 115; *Bull. civ.*, XXVII, 280. — Les biens échus à l'état, par suite de partages de présuccession faits avec les ascendans d'émigrés, demeurent réunis à son domaine, encore que les prévenus parviennent à se faire rayer définitivement, et que les ascendans aient survécu à l'arrêté de radiation. Arr. des consuls, 5 germinal an 10, *Sin.*, II, 2, 22. — Aucune demande n'est admise de la part des émigrés rayés, soit relativement aux fruits et revenus des biens séquestrés, soit relativement au prix des ventes qui auraient eu lieu de ces biens; les biens vendus antérieurement à la radiation des inscrits et dont les acquéreurs ont été ou seraient déchus, doivent être revendus à la folle-enchère comme domaines nationaux. Arrêté du 29 messidor an 8, *Sin.*, III, 2, 494. — Cet arrêté doit être entendu en ce sens que les fruits et revenus dont il parle appartiennent à la république, et que les personnes rayées, sans distinction des prévenus d'émigration, de leurs ascendans ou descendans, n'ont droit qu'aux revenus échus postérieurement à leur radiation. Arr. des consuls, 29 messidor an 9, *Sin.*, I, 2, 585. — Les bois et forêts séquestrés ne seront pas rendus aux émigrés rayés, sauf indemnité. Arr. des consuls du 24 thermidor an 9, *Sin.*, III, 2, 499. — La jouissance, par la république, d'un usufruit reposant sur la tête d'émigrés, cesse lorsqu'ils sont rayés ou amnistiés, à compter du jour de leur décès, légalement constaté. Instruction du directeur général des domaines, 15 juillet 1807, *Sin.*, VIII, 2, 268. — Les prévenus d'émigration, qui ont obtenu leur radiation définitive, conservent les fruits qu'ils ont perçus pendant leur jouissance provisoire, ou lorsqu'il n'y a pas eu de séquestre. *Circl.* de la régie, 5 ventose an 12, *Sin.*, IV, 2, 628. — Les remboursemens faits à l'émigré en fraude des droits du fisc, ne sont nuls que relativement au fisc; l'émigré qui ultérieurement obtient sa radiation ne peut demander un nouveau paiement. *Cass.*, 15 ventose an 12, *Sin.*, IV, 2, 168; *Bull. civ.*, VI, 190.

L'émigré rayé, quoiqu'il reste sous la surveillance du gouvernement, peut réclamer la garde et le soin de l'éducation de ses enfans. *Cass.*, 6 thermidor an 12, *Sin.*, VII, 2, 928.

L'émigré rayé provisoirement a pu faire des actes conservatoires. *Paris*, 23 août 1808, *Sin.*, IX, 2, 12. — Il a pu, notamment, requérir une inscription d'hypothèque. *Cass.*, 5 septembre 1810, *Sin.*, XIII, 1, 418.

princes français, ont continué de faire partie de leur maison civile ou militaire ; — 3° Ceux qui ont accepté des ci-devant princes français, ou des puissances en guerre avec la France, des places de ministres, d'ambassadeurs, de négociateurs et d'agens ; — 4° Ceux qui ont été maintenus par le gouvernement d'après le travail de la commission établie en exécution de l'arrêté du 7 ventose an 8 ; — 5° Ceux qui n'ont pas réclamé avant le 4 nivose an 8, ainsi qu'il est prescrit par la loi du 12 ventose an 8, et par l'arrêté du 7 du même mois, à moins qu'ils ne se trouvent dans les cas énoncés au titre précédent.

4. La nullité prononcée par l'article 2 est applicable aux radiations qui seraient faites en contravention de l'article précédent.

TITRE III. — Du mode d'exécution des dispositions portées aux deux titres précédens.

5. Le supplément de la liste des émigrés, qui est encore manuscrit, sera imprimé.

6. Le ministre de la police fera préparer trois exemplaires de la liste générale et du supplément, qui seront divisés en neuf volumes à peu près égaux. Il retiendra l'un de ces exemplaires, en transmettra un autre au ministre de la justice, et déposera le troisième aux archives du conseil d'état.

7. Le ministre de la police fera dresser un état, divisé en neuf listes, comprenant les noms des individus rayés par le conseil exécutif, le comité de législation de la convention nationale, la convention nationale, le directoire exécutif ou le corps législatif, les administrations locales, et les noms des chevaliers de Malte présens à la capitulation de cette île. Chacune des listes contiendra les noms dont l'inscription se trouve dans l'un des volumes de la liste des émigrés. Cet état, en neuf listes, sera fait triple ; le ministre en retiendra un, enverra le second au ministre de la justice, et le troisième au secrétariat du conseil d'état.

8. Le ministre de la justice fera dresser, de la même manière, l'état en neuf listes des personnes condamnées à mort par jugemens de tribunaux révolutionnaires, et de celles dont la radiation a été arrêtée par le gouvernement, d'après le travail de la commission placée sous sa surveillance. Il transmettra un exemplaire de cet état au ministre de la police, et un autre au conseil d'état.

9. Les ministres de la justice et de la police feront choix chacun de neuf personnes. Le premier consul désignera neuf conseillers d'état. Ces citoyens feront opérer, chacun sur leur exemplaire, les éliminations prescrites par les dispositions du titre 1^{er}.

10. Les trois exemplaires seront confrontés dans la dernière décade de brumaire, pour ce qui regarde les éliminations qui doivent être faites en exécution des paragraphes 4 et 5 du titre 1^{er}. — La même confrontation sera faite, dans la dernière décade de frimaire, pour les éliminations prescrites par l'article 1^{er}.

11. S'il survient quelques difficultés dans l'une ou l'autre des confrontations, elles seront soumises aux consuls.

12. Les trois exemplaires des listes, signés par les ministres de la justice et de la police et les conseillers d'état, seront remis, pour être collationnés, aux secrétaires généraux du conseil d'état, des ministres de la justice et de la police, qui en resteront dépositaires.

13. Il sera expédié par le ministre de la police un arrêté particulier de

radiation à chacun des individus dont les noms auront été éliminés. — Ces arrêtés seront ainsi conçus :

Extrait de l'exemplaire de la liste des émigrés déposé au secrétariat du conseil d'état, et signé par les ministres de la justice et de la police et les conseillers d'état nommés en exécution de l'article 9 du règlement du 28 vendémiaire an 9; ledit extrait signé, *le secrétaire général du conseil d'état, J.-G. LOCAT.*

N inscrit sur le volume de la liste des émigrés, a été éliminé de ladite liste, en exécution de l'article 9 du règlement ci-dessus cité. — Vu l'extrait ci-dessus, le ministre de la police, spécialement autorisé par l'article 13 du règlement, arrête que N est définitivement rayé de la liste des émigrés, sous la condition exprimée dans l'article 16, lequel porte... — Qu'en conséquence, il rentrera dans la jouissance de ceux de ses biens qui n'auraient pas été vendus, sans qu'il puisse néanmoins prétendre à aucune indemnité pour ceux qui se trouveraient aliénés. — Il sera, toutefois, indemnisé de la valeur de ceux de ses biens qui, n'ayant pas été aliénés, auraient été retenus pour être consacrés à un service public.

14. Il sera placé à côté de chacun des noms qui resteront sur la liste, une note qui indiquera si la personne s'est pourvue avant le 4 nivose an 8, et si sa réclamation a été ajournée.

15. La liste générale, ainsi réduite, sera imprimée; et il sera statué ultérieurement sur chacun des individus qui y resteront inscrits.

TITRE IV. — De la garantie à exiger des Français rayés de la liste des émigrés, et de la surveillance à laquelle ils sont soumis.

16. Dans les deux décades qui suivront la publication du présent règlement, les individus déjà rayés de la liste des émigrés feront la promesse de fidélité à la constitution, devant le préfet du département, ou devant le sous-préfet de l'arrondissement communal où ils résideront.

17. Les individus qui seront rayés à l'avenir ne recevront leur arrêté de radiation qu'après avoir fait la promesse de fidélité.

18. Il sera dressé acte de ces promesses sur un registre spécialement affecté à cet usage. Ces actes seront signés par ceux qui feront la promesse; s'ils ne savent ou ne peuvent signer, il en sera fait mention.

19. Les sous-préfets enverront aux préfets de leurs départemens, et ceux-ci au ministre de la police, copie des actes inscrits mentionnés ci-dessus.

20. Le séquestre ne pourra être levé qu'en vertu d'une attestation du préfet, constatant que l'individu rayé a fait la promesse de fidélité à la constitution.

21. Les individus qui seront rayés de la liste des émigrés en exécution du présent règlement demeureront sous la surveillance du gouvernement pendant la durée de la guerre, et un an après la paix générale.

22. La surveillance établie par l'article précédent a pour objet spécial la tranquillité intérieure, et la jouissance paisible garantie par la constitution aux acquéreurs de domaines nationaux. — A tous autres égards, les individus sur lesquels elle porte demeureront sous la surveillance commune que la police exerce sur les autres citoyens (1).

23. Les femmes dont les noms, en conséquence du paragraphe 5 du titre I^{er}, auraient été éliminés, quoique leurs maris ou leurs enfans soient maintenus sur la liste des émigrés, pourront, si elles troublent la tranquillité publique, être expulsées du territoire français par arrêté du gouvernement.

(1) Voyez les notes sur l'art. 1^{er}, *in fine*.

N° 18. = 3 brumaire an 9 (25 octobre 1800). = **ARRÊTÉ** portant que l'autorité du préfet de police de Paris s'étendra sur tout le département de la Seine, et sur les communes de Saint-Cloud, Meudon et Sèvres (1). (III, Bull. XLIX, n° 363.)

Art. 1^{er}. Le préfet de police de Paris exercera son autorité dans toute l'étendue du département de la Seine, et dans les communes de Saint-Cloud, Meudon et Sèvres, du département de Seine-et-Oise, en ce qui touche les fonctions qui lui sont attribuées par l'arrêté des consuls du 12 messidor an 8

Art. 5, sur la mendicité et le vagabondage;

6, paragraphes 1, 2, 3, sur la police des prisons;

7, 8 et 9, sur les maisons publiques;

10, sur les attroupemens;

11, sur la librairie et l'imprimerie;

13, sur les poudres et salpêtres;

14, sur les émigrés;

19, sur la recherche des militaires et marins déserteurs, prisonniers de guerre, mais par droit de suite, lorsqu'ils se seront réfugiés de Paris dans les autres communes du département;

23, sur la salubrité;

24, paragraphe 4, sur les débordemens et débâcles;

26, sur la sûreté du commerce;

32, paragraphes 1, 2, 3, sur la surveillance des places, lieux publics;

33, sur les approvisionnemens.

2. Le préfet de police aura à cet effet sous ses ordres, pour cette partie de ses attributions seulement, les maires et adjoints des communes, et les commissaires de police dans les lieux où il y en a d'établis; il correspondra avec eux directement, ou par l'intermédiaire des officiers publics sous ses ordres; et il pourra requérir immédiatement, ou par ses agens, l'assistance de la garde nationale desdites communes.

3. Le préfet de police remplacera le préfet du département de la Seine, pour la délivrance des passeports à l'étranger.

N° 19. = 5 brumaire an 9 (27 octobre 1800). = **ARRÊTÉ** qui détermine les fonctions des commissaires généraux de police (2). (III, Bull. L, n° 373.)

N° 20. = 7 brumaire an 9 (29 octobre 1800). = **ARRÊTÉ** relatif aux places et postes de guerre des quatre départemens de la rive gauche du Rhin, et des neuf départemens réunis le 9 vendémiaire an 4. (III, Bull. XLIX, n° 371.)

N° 21. = 7 brumaire an 9 (29 octobre 1800). = **ARRÊTÉ** relatif à l'établissement de bureaux de pesage, mesurage et jaugeage publics (3). (III, Bull. L, n° 374.)

Art. 1^{er}. Dans toutes les villes où le besoin du commerce l'exigera, il sera

(1) Voyez l'arrêté du 12 messidor an 8 (1^{er} juillet 1800), portant établissement de la préfecture de police de Paris, et la note.

(2) Voyez la loi d'organisation administrative du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), art. 14, portant établissement des commissaires-généraux de police, et les notes.

Comme ces fonctionnaires ont été supprimés par décret du 28 mars—6 avril 1815, et n'ont pas été rétablis, le présent arrêté est sans intérêt.

(3) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 1^{er}—2 août 1793, sur l'uniformité des poids et mesures, le résumé de la législation concernant les bureaux de pesage, jaugeage et mesurage publics.

établi par le préfet, sur la demande des maires et adjoints, approuvée par le sous-préfet, des bureaux de pesage, mesurage et jaugeage publics, où tous les citoyens pourront faire peser, mesurer et jager leurs marchandises, moyennant une rétribution juste et modérée, qui, en exécution de l'article 21 de la loi du 15—28 mars 1790, sera proposée par les conseils généraux des municipalités, et fixée au conseil d'état, sur l'avis des sous-préfets et préfets.

2. Nul ne pourra exercer les fonctions de peseur, mesureur et jaugeur, sans prêter le serment de bien et fidèlement remplir ses devoirs : ce serment sera reçu par le président du tribunal de commerce, ou devant le juge de police du lieu.

3. Dans les lieux où il ne sera pas nécessaire d'établir des bureaux publics, les fonctions de peseur, mesureur et jaugeur, seront confiées, par le préfet, à des citoyens d'une probité et d'une capacité reconnues, lesquels prêteront le serment.

4. Aucune autre personne que lesdits employés ou préposés ne pourra exercer, dans l'enceinte des marchés, halles et ports, la profession de peseur, mesureur et jaugeur, à peine de confiscation des instrumens destinés au mesurage.

5. L'enceinte desdits marchés, halles et ports, sera déterminée et désignée d'une manière apparente par l'administration municipale, sous l'approbation du sous-préfet.

6. Les citoyens à qui les bureaux ou les fonctions de peseurs ou mesureurs publics seront confiés, seront obligés de tenir les marchés, halles et ports garnis d'instrumens nécessaires à l'exercice de leur état, et d'employés en nombre suffisant; faute de quoi, il y sera pourvu à leurs frais par la police, et ils seront destitués. — Ils ne pourront employer que des poids et mesures dûment étalonnés, certifiés, et portant l'inscription de leur valeur.

7. Il sera délivré aux citoyens qui le demanderont, par les peseurs et mesureurs publics, un bulletin qui constatera le résultat de leur opération.

8. L'infidélité dans les poids employés au pesage public sera punie, par voie de police correctionnelle, des peines prononcées par les lois contre les marchands qui vendent à faux poids ou fausse mesure.

N° 22. = 7 brumaire an 9 (29 octobre 1800). = ARRÊTÉ sur la solde de retraite pour l'armée navale (1). (III, Bull. LII, n° 382.)

N° 23. = 13 brumaire an 9 (4 novembre 1800). = ARRÊTÉ qui annule, pour cause d'incompétence, des poursuites commencées au tribunal de commerce de Lyon, contre le citoyen Segond, chef divisionnaire des étapes (2). (III, Bull. L, n° 375.)

Les consuls de la république, vu les pièces relatives à un conflit d'attribution qui s'est élevé entre le préfet du département du Rhône et le tribunal de commerce de Lyon, relativement aux poursuites dirigées par les citoyens Dena et Brun contre le citoyen Joseph Segond, chef divisionnaire des étapes et convois militaires établis dans la dix-neuvième division, en paiement de mandats par lui tirés au profit des citoyens Dena et Brun sur le citoyen Viger, caissier de l'administration des étapes, et protestés sur celui-ci, faute

(1) Aujourd'hui, les pensions de retraite de l'armée navale sont réglées par la loi générale du 18 avril—11 mai 1831 qui, par son art. 37, prononce l'abrogation de toutes les lois précédentes.

(2) Voyez l'arrêté du 23 fructidor an 8 (10 septembre 1800), et la note qui indique la législation sur les attributions de juridiction.

de paiement ; — Considérant que le citoyen *Segond* n'a rien fait que comme agent du gouvernement et dans l'ordre du service dont il était chargé ; qu'en cette qualité, il n'était pas tenu de payer personnellement les sommes qui ne se trouvaient pas dans les caisses de l'administration ; et que d'ailleurs la matière est tout administrative ; — Vu l'article 27 de la loi du 21 fructidor an 3, et l'article 11 du règlement du 5 nivose an 8 ; — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent que les poursuites commencées contre le citoyen *Segond*, pour le fait dont il s'agit, devant le tribunal de commerce de Lyon, seront discontinuées ; sauf aux citoyens *Dena* et *Brun* à poursuivre, s'il y a lieu, par les voies administratives, le paiement des sommes qu'ils prétendent leur être dues.

N° 24. = 13 brumaire an 9 (4 novembre 1800). = ARRÊTÉ qui substitue le bureau des douanes de La Ciboire à celui de Renans, pour les formalités du transit de l'Helvétie (III, Bull. L., n° 376.)

N° 25. = 13 brumaire an 9 (4 novembre 1800). = ARRÊTÉ relatif au mode d'exécution du système décimal des poids et mesures (1). (III, Bull. LII, n° 383.)

Art. 1^{er}. Conformément à la loi du 1^{er} vendémiaire an 4, le système décimal des poids et mesures sera définitivement mis à exécution pour toute la république, à compter du 1^{er} vendémiaire an 10.

2. Pour faciliter cette exécution, les dénominations données aux mesures et aux poids pourront, dans les actes publics comme dans les usages habituels, être traduites par les noms français qui suivent :

NOMS SYSTÉMATIQUES.	TRADUCTION.	VALEUR.
MESURES ITINÉRAIRES.		
Myriamètre	{ pourra être. traduit par Lieue..... le mot	10,000 mètres.
Kilomètre.....	Mille.....	1,000 mètres.
MESURES DE LONGUEUR.		
Décamètre.....	Perche.....	10 mètres.
MÈTRE.....		Unité fondamentale des poids et mesures : dix-millionième partie du quart du méridien terrestre.
Décimètre.....	Palme (Lc).....	10 ^e de mètre.
Centimètre.....	Doigt.....	100 ^e de mètre.
Millimètre.....	Trait.....	1,000 ^e de mètre.
MESURES AGRAIRES.		
Hectare.....	Arpent.....	10,000 mètres carrés.
Are.....	Perche carrée.....	100 mètres carrés.
Centiare.....	Mètre carré.....	
MESURES DE CAPACITÉ <i>pour les liquides.</i>		
Décalitre.....	Velte.....	10 décimètres cubes.
Litre.....	Pinte.....	Décimètre cube.
Décilitre.....	Verre.....	10 ^e de décimètre.

(1) Voyez le décret du 1^{er}—2 août 1793, portant établissement de l'uniformité des poids et mesures, et les notes qui résument toute la législation.

NOMS SYSTÉMATIQUES.	TRADUCTION.	VALEUR.
MESURES DE CAPACITÉ <i>pour les matières sèches.</i>		
Kilolitre.....	Muid.....	1 mètre cube ou 1,000 décimètres cubes.
Hectolitre.....	Setier.....	100 décimètres cubes.
Décalitre.....	Boisseau.....	10 décimètres cubes.
Litre.....	Pinte.....	Décimètre cube.
MESURES DE SOLIDITÉ.		
Stère.....		Mètre cube.
Décistère.....	Solive.....	10 ^e de mètre cube.
POIDS.		
.....	Millier.....	1,000 livres (poids du tonneau de mer).
.....	Quintal.....	100 livres.
Kilogramme.....	Livre.....	Poids de l'eau sous le volume du décimètre cube, contient 10 onces.
Hectogramme.....	Once.....	10 ^e de la livre, contient 10 gros.
Déca gramme.....	Gros.....	10 ^e de l'once, contient 10 deniers.
Gramme.....	Denier.....	10 ^e du gros, contient 10 grains.
Decigramme.....	Grain.....	10 ^e du denier.

3. La dénomination *mètre* n'aura point de synonyme dans la désignation de l'unité fondamentale des poids et mesures : aucune mesure ne pourra recevoir de dénomination publique, qu'elle ne soit un multiple ou un diviseur décimal de cette unité.

4. Le mesurage des étoffes sera fait par mètre, dixième et centième de mètre.

5. La dénomination *stère* continuera d'être employée dans le mesurage du bois de chauffage, et dans la désignation des mesures de solidité : dans les mesures des bois de charpente, on pourra diviser le stère en dix parties, qui seront nommées *solives*.

6. Les dénominations énoncées dans l'article 2 pourront être inscrites à côté des noms systématiques sur les mesures et les poids déjà fabriqués : elles pourront être inscrites ou seules, ou à côté des premiers noms, sur les poids et mesures qui seront fabriqués par la suite.

7. Dans tout acte public d'achat ou de vente, de pesage ou de mesurage, on pourra, suivant les dispositions précédentes, se servir de l'une ou de l'autre nomenclature.

8. Le ministre de l'intérieur adressera, dans le plus bref délai, à tous les préfets et sous-préfets, des mesures matrices pour servir de modèles : elles seront déposées au secrétariat. Ces mesures-modèles seront prises dans les poids et mesures aujourd'hui appartenant à la république : le surplus sera vendu, et toute fabrication pour le compte du gouvernement cessera.

9. Le ministre de l'intérieur présentera aux consuls, dans le plus court délai, d'après l'avis des préfets, le tableau des communes dans lesquelles il doit être établi des vérificateurs, en exécution de l'article 13 de la loi du 1^{er} vendémiaire an 4. — Il fera rédiger et publier les tableaux et instructions nécessaires à l'exécution des articles précédents.

N^o 26. = 14 brumaire an 9 (5 novembre 1800). = *ARRÊTÉ relatif au mode de nomination des aides-de-camp et adjoints* (1). (III, Bull. LIII, n^o 386.)

(1) Ce mode a changé. Voyez, à cet égard, l'ordonnance du 6—20 mai 1818, concernant la

N° 27. = 15 brumaire an 9 (6 novembre 1800). = *ARRÊTÉ relatif au paiement des sommes dues aux hospices civils, et au remplacement en capitaux de leurs biens aliénés* (1). (III, Bull. LII, n° 384.)

Art. 1^{er}. Les sommes qui restent dues aux hospices civils par les départemens de la guerre, de la marine et de l'intérieur, pour services des années 5, 6, 7 et 8, leur seront payées, sans délai, en capitaux des rentes appartenant à la république.

2. Ces paiemens seront faits à chaque hospice en rentes dues dans le département où il est situé.

3. Les administrateurs des hospices ne pourront aliéner lesdites rentes qu'à concurrence de leurs dettes, et après en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement, donnée sur l'avis du préfet du département, constatant la nécessité et les avantages de l'aliénation.

4. En cas de remboursement desdites rentes par les débiteurs, les administrations des hospices seront tenues d'en faire de suite le remplacement et l'emploi en acquisition de rentes sur la république, sauf les cas où l'hospice serait grevé de rentes constituées; le produit du remboursement des rentes foncières pourra alors, sous l'autorisation du préfet, être employé à l'extinction desdites dettes de l'hospice.

5. Toutes rentes appartenant à la république, dont la reconnaissance et le paiement se trouveraient interrompus, sont spécialement affectées aux hospices. — Les administrations des hospices recevront les avis que leur en donneront les préfets, sous-préfets, maires, notaires et autres fonctionnaires et citoyens qui auront connaissance de rentes de cette espèce; et, à leur première requête, les commissaires du gouvernement près les tribunaux seront tenus d'en poursuivre la restitution au profit desdits hospices.

6. Il en sera de même pour les domaines nationaux qui auraient été usurpés par des particuliers.

7. Une somme de quatre millions de revenu en domaines nationaux sera de plus employée au profit des différens hospices civils, en remplacement des biens qu'ils possédaient et qui ont été aliénés, d'après l'état qui en sera fourni par le ministre de l'intérieur.

8. La somme en capitaux de rentes foncières pour les dépenses publiques autres que celles des hospices ne pourra excéder vingt millions; et pour ce qui reste à disposer sur cette somme, on n'emploiera que les rentes dues dans les départemens dans lesquels on n'a pas aliéné les biens des hospices, ou qui en ont reçu le remplacement.

N° 28. = 15 brumaire an 9 (6 novembre 1800). = *ARRÊTÉ additionnel à celui du 27 prairial an 8, sur les franchises et contre-seings* (2). (III, Bull. LIII, n° 387.)

N° 29. = 17 brumaire an 9 (8 novembre 1800). = *ARRÊTÉ concernant le*

formation du corps royal d'état-major, tit. IV. Les dispositions de cette ordonnance rendent le présent arrêté sans intérêt.

(1) Voyez l'arrêté du 4 ventose an 9 (23 février 1801), qui affecte des rentes et des domaines nationaux aux besoins des hospices; l'arrêté additionnel du 7 messidor an 9 (26 juin 1801); et celui du 9 fructidor même année (27 août 1801), qui déclare communes aux bureaux de bienfaisance les dispositions de celui du 6 ventose précédent.

Voyez, au surplus, dans les notes qui accompagnent le décret du 23 messidor an 2 (11 juillet 1794), le résumé des lois concernant les biens des hospices.

(2) Voyez ce décret et la note.

mode de paiement des masses aux corps incomplets, et aux dépôts de ceux qui servent hors de l'Europe ou sont soldés par une puissance alliée. (III, Bull. LIII, n° 389.)

Il ne sera payé que la moitié des masses aux corps dont l'effectif ne s'élèvera pas à la moitié du complet. — Il ne sera payé que le tiers aux corps dont l'effectif n'atteindra pas le tiers du complet. — Il ne sera payé que le quart aux dépôts des corps qui sont hors de l'Europe, ou de ceux dont la solde est payée par une puissance alliée.

N° 30. = 24 brumaire an 9 (15 novembre 1800). = **ARRÊTÉ** qui détermine le montant et le mode de répartition des contributions directes et indirectes de l'an 9 dans les quatre départemens en deçà du Rhin. (III, Bull. LIII, n° 391.)

N° 31. = 25 brumaire an 9 (16 novembre 1800). = **ARRÊTÉ** qui ordonne la main-levée des séquestres et oppositions mis sur les biens des héritiers et co-intéressés des fermiers généraux des baux de David, Salzard et Mager. (III, Bull. LV, n° 400.)

N° 32. = 27 brumaire an 9 (18 novembre 1800). = **ARRÊTÉ** relatif aux inspecteurs en chef et aux quatre autres classes d'inspecteurs de la loterie nationale (1). (III, Bull. LIV, n° 392.)

N° 33. = 1^{er} frimaire an 9 (22 novembre 1800). = **EXPOSÉ** de la situation de la république. (III, Bull. LIV, n° 395.)

N° 34. = 2 frimaire an 9 (23 novembre 1800). = **ARRÊTÉ** portant que les pensions accordées à des militaires incurables seront converties en solde de retraite. (III, Bull. LIV, n° 396.)

N° 35. = 2 frimaire an 9 (23 novembre 1800). = **ARRÊTÉ** qui fixe la remise des directeurs des monnaies pour les frais de fonte et de fabrication des pièces d'argent de cinq francs. (III, Bull. LIV, n° 397.)

Art. 1^{er}. Il sera alloué aux directeurs des monnaies, pour les frais de fonte et fabrication des pièces d'argent de cinq francs, décrétées le 28 thermidor an 3, deux francs dix-sept centimes par kilogramme.

2. Il leur sera passé en compte, pour les déchets dans les fontes d'argent, cinq cents grammes par cent kilogrammes.

3. La présente fixation n'aura lieu que pour la fabrication de l'an 8.

N° 36. = 2 frimaire an 9 (23 novembre 1800). = **ARRÊTÉ** relatif à la formation d'une masse pour l'habillement et l'équipement des troupes d'artillerie de la marine (2). (III, Bull. LV, n° 401.)

N° 37. = 3 frimaire an 9 (24 novembre 1800). = **ARRÊTÉ** relatif aux rations des troupes à cheval. (III, Bull. LIV, n° 398.)

(1) Ce décret est devenu sans intérêt depuis la suppression de la loterie, prononcée par l'art. 48 de la loi de finances du 21—28 avril 1832, à partir du 1^{er} janvier 1836.

(2) Cette masse a été organisée et réglée de nouveau par l'ordonnance générale du 21 février—2 avril 1816, sect. X, qui rend le présent arrêté sans intérêt.

N° 38. = 4 frimaire an 9 (25 novembre 1800). = *ARRÊTÉ relatif aux fonctions et au traitement des membres de directoires et de conseils d'administration des hôpitaux militaires.* (III, Bull. LV, n° 402.)

Art. 1^{er}. Les fonctions de membres du directoire central des hôpitaux militaires, des directoires aux armées et des conseils d'administration des hôpitaux militaires, sont purement civiles.

2. Ceux d'entre eux qui jouissent d'une solde de retraite ou de réforme, pourront la cumuler avec le traitement attaché à cette fonction, conformément à l'article 5 de la loi du 28 fructidor an 7, et à l'avis du conseil d'état du 18 fructidor dernier, approuvé par le premier consul.

N° 39. = 5 frimaire an 9 (26 novembre 1800). = *ARRÊTÉ qui suspend toute exportation à l'étranger, de beurres et de chairs salés.* (III, Bull. LIV, n° 399.)

N° 40. = 9 frimaire an 9 (30 novembre 1800). = *ARRÊTÉ qui détermine l'époque de paiement des cautionnements des greffiers, avoués et huissiers.* (III, Bull. LV, n° 404.)

Les cautionnements des greffiers, avoués et huissiers, sont payables dans les délais prescrits par la loi du 7 ventose, et à partir de la publication de la loi du 27 du même mois dans chaque département.

N° 41. = 9 frimaire an 9 (30 novembre 1800). = *ARRÊTÉ qui prohibe la sortie du houblon.* (III, Bull. LV, n° 405.)

N° 42. = 9 frimaire an 9 (30 novembre 1800). = *LOI qui fixe pour l'an l'intérêt des cautionnements des receveurs généraux et particuliers des contributions, à sept pour cent sans retenue.* (III, Bull. LVII, n° 412.)

N° 43. = 11 frimaire an 9 (2 décembre 1800). = *LOI relative aux jugemens arbitraux obtenus par des communes, touchant la propriété de forêts prétendues nationales.* (III, Bull. LVII, n° 413.)

Art. 1^{er}. Les communes qui ont obtenu des jugemens arbitraux contre la république, touchant la propriété de forêts prétendues nationales, et qui ne les ont pas produits avec les pièces justificatives dans le délai prescrit par l'article 1^{er} de la loi du 28 brumaire an 7 (1), auront, à compter de la publication de la présente, un délai de six mois, passé lequel lesdits jugemens seront regardés comme non avenus.

2. Le délai pour en faire l'examen et statuer au désir des articles 2 et 3 de ladite loi, sera d'un an, à dater de la remise qui en aura été faite.—Le même délai est accordé, à compter de la publication de la présente, pour prononcer sur les jugemens et pièces justificatives précédemment produits, et sur lesquels il n'a pas été statué : ces délais expirés, les jugemens qui n'auront pas été attaqués par la voie d'appel auront leur plein et entier effet (2).

3. Toutes dispositions de lois contraires à la présente sont abrogées.

(1) Voyez cette loi, et les notes; et surtout la loi du 19—29 germinal an 11 (9—19 avril 1803), concernant la production des jugemens qui ont reconnu en faveur des communes des droits de propriété ou d'usage dans les forêts nationales, et les notes.

(2) Les mots *auront leur plein et entier effet* doivent s'entendre en ce sens, qu'un jugement dont il n'y a pas eu appel dans le délai fixé, ne peut plus être attaqué, même par la voie de la cassation, encore que le pourvoi soit fondé sur ce que l'état a été représenté par un fonctionnaire sans qualité. Cass., 24 avril 1822, Sire., XXII, 1, 304.

N° 44.—13 frimaire an 9 (4 décembre 1800).—**ARRÊTÉ** qui établit une chambre des avoués auprès du tribunal de cassation et de chaque tribunal d'appel et de première instance (1). (III, Bull. LVI, n° 408.)

Chambre des avoués et ses attributions.

Art. 1^{er}. Il est établi, auprès du tribunal de cassation, et de chaque tribunal d'appel et de première instance, une chambre des avoués, pour leur discipline intérieure; elle est composée de membres pris dans leur sein et nommés par eux.—Cette chambre prononce par voie de décision, lorsqu'il s'agit de police et discipline intérieure; et par forme de simple avis dans les autres cas.

2. Les attributions de ladite chambre seront, —1° De maintenir la discipline intérieure entre les avoués, et de prononcer l'application des censures de discipline ci-après établies; — 2° De prévenir ou concilier tous différends entre avoués, sur des communications, remises ou rétention de pièces, sur des questions de préférence ou concurrence dans les poursuites ou dans l'assistance aux levées des scellés et inventaires, et, en cas de non conciliation, émettre son opinion, par forme de simple avis, sur lesdites questions ou différends; — 3° De prévenir toute plainte et réclamation de la part de tiers contre des avoués, à raison de leurs fonctions; concilier celles qui pourraient avoir lieu; émettre son opinion, par forme de simple avis, sur les réparations civiles qui pourraient en résulter, et réprimer, par voie de discipline et censure, les infractions qui en seraient l'objet, sans préjudice de l'action publique devant les tribunaux, s'il y a lieu; — 4° De donner son avis, comme tiers, sur les difficultés qui peuvent s'élever lors de la taxe de tous frais et dépens, et même sur tous les articles soumis à la taxe, lorsqu'elle se poursuit contre partie, ou lorsque l'avoué fait défaut: cet avis pourra être donné par un des membres commis par la chambre à cet effet (2); — 5° De former dans son sein un bureau de consultation gratuite pour les citoyens indigens, dont la chambre distribue les affaires aux divers avoués, pour les suivre, quand il y a lieu; — 6° De délivrer, s'il y a lieu, tous certificats de moralité et de capacité aux candidats, lorsqu'elle en sera requise, soit par le tribunal, soit par les candidats que le tribunal présente à la nomination du premier consul, en remplacement des avoués morts ou démissionnaires; — 7° Enfin, de représenter tous les avoués du tribunal collectivement, sous le rapport de leurs droits et intérêts communs.

3. Tous avis de la chambre seront snjets à homologation, à l'exception des décisions sur les cas de police et de discipline intérieure, déterminés en l'article 8.

(1) Voyez le décret du 29 janvier (15, 16, 17, 18 décembre 1790 et) — 20 mars 1791, qui crée les avoués près les tribunaux de district, et les notes.

Voyez surtout les art. 93 et 94 de la loi du 27 ventose an 8 (8 mars 1800), portant création d'avoués près le tribunal de cassation, près chaque tribunal d'appel, et près chacun des tribunaux de première instance.

Et spécialement, sur les avoués près le tribunal de cassation, le décret du 25 juin 1806, portant qu'ils prendront le titre d'avocats; l'ordonnance du 10—30 septembre 1817, qui réunit, sous la dénomination d'ordre des avocats aux conseils du roi et à la cour de cassation, l'ordre des avocats aux conseils et le collège des avocats à la cour de cassation, fixe le nombre des titulaires, et contient des dispositions pour la discipline intérieure de l'ordre.

(2) Cet avis n'empêche pas les parties d'exiger la taxe du juge. Cass., 21 vendémiaire an 12, Str., IV, 2, 31.

Une chambre des avoués doit exécuter les commissions qui lui sont données par le tribunal: néanmoins, il n'y a pas irrévérence de sa part, lorsqu'elle refuse de délibérer sur un renvoi à elle fait par le tribunal, surtout lorsque, par des conclusions déposées au greffe, les avoués qui la composent déclarent qu'ils n'ont jamais eu l'intention de manquer au respect dû à ce tribunal. Paris, 1^{er} juin 1811, Journ. du pal., 2^e sem. 1811, page 103.

Organisation de la chambre.

4. La chambre des avoués est composée, — De quinze membres dans les tribunaux où le nombre des avoués est de deux cents et au dessus ; — De onze, lorsque les avoués sont au nombre de cent et plus, jusqu'à deux cents exclusivement ; — De neuf, lorsque les avoués sont au nombre de cinquante et plus, jusqu'à cent exclusivement ; — De sept, lorsque les avoués sont au nombre de trente et plus, jusqu'à cinquante exclusivement ; — De cinq, lorsque les avoués sont au nombre de vingt et plus, jusqu'à trente exclusivement ; — De quatre, lorsque le nombre des avoués est inférieur à vingt. — Et néanmoins la chambre peut délibérer valablement, quand les membres présents et votans forment au moins les deux tiers de ceux dont elle est composée.

5. Parmi les membres dont la chambre se compose, il y a, — 1° Un président, qui a voix prépondérante en cas de partage d'opinions : il convoque extraordinairement quand il le juge à propos, ou sur la réquisition motivée de deux autres membres ; il a la police d'ordre dans la chambre ; — 2° Un syndic, lequel est partie poursuivante contre les avoués inculpés : il est entendu préalablement à toutes délibérations de la chambre, qui est tenue de délibérer sur tous ses réquisitoires ; il a, comme le président, le droit de la convoquer ; il poursuit l'exécution de ses délibérations, dans la forme ci-après déterminée, et agit pour la chambre, dans tous les cas, et conformément à ce qu'elle a délibéré ; — 3° Un rapporteur, qui recueille les renseignements sur les affaires contre les avoués inculpés, et en fait le rapport à la chambre ; — 4° Un secrétaire, qui rédige les délibérations de la chambre : il est le gardien des archives, et délivre toutes expéditions ; — 5° Un trésorier, qui tient la bourse commune ci-après établie, fait les recettes et dépenses autorisées par la chambre, et en rend compte, à la fin de chaque trimestre, à la chambre assemblée, qui les arrête ainsi que de droit, et lui en donne sa décharge. — Indépendamment des attributions particulières données aux membres désignés dans le présent article, chacun d'eux a voix délibérative, ainsi que les autres membres, dans toutes les assemblées de la chambre, et néanmoins, lorsqu'il s'agit d'affaires où le syndic est partie contre un avoué inculpé, le syndic n'a que voix consultative, et n'est point compté parmi les votans, à moins que son opinion ne soit à décharge.

6. Les fonctions spéciales attribuées à chacun des cinq membres désignés dans l'article précédent peuvent être cumulées, lorsque le nombre des membres composant la chambre est au dessus de cinq ; et, néanmoins, les fonctions de président, de syndic et de rapporteur seront toujours exercées par trois personnes différentes. — Quel que soit le nombre des membres composant la chambre, la même cumulation peut avoir lieu momentanément, en cas d'absence ou d'empêchement d'un des membres désignés dans l'article précédent, lesquels, pour ce cas, se suppléent entre eux, ou peuvent même être suppléés par tel autre membre que ce soit de la chambre. — Les suppléans momentanés sont nommés par le président de la chambre, ou, s'il est absent, par la majorité des membres présents en nombre suffisant pour délibérer.

7. Outre les fonctions spéciales ci-dessus attribuées à quelques membres, et celles communes à tous dans les délibérations, chacun des membres de la chambre est sous-délégué, — 1° Pour faire les taxes des frais, qui lui sont réparties par le président de la chambre ; — 2° Pour l'examen et consultation des affaires des indigens, qui lui sont aussi réparties par le président de la chambre, à laquelle il les renvoie, avec son avis, pour, s'il y a lieu de les suivre, être, par le président, distribuées aux divers avoués ; — 3° Enfin, pour se trouver à la chambre des avoués chaque jour des audiences du tribunal, à l'effet de faciliter l'exercice des fonctions attribuées à ladite chambre.

Pouvoir de la chambre dans les moyens de discipline.

8. La chambre prononce contre les avoués, par forme de discipline, et suivant la gravité des cas, celles des dispositions suivantes qu'elle croit devoir leur appliquer; savoir : — 1° Le rappel à l'ordre; — 2° La censure simple, par la décision même; — 3° La censure avec réprimande, par le président, à l'avoué en personne, dans la chambre assemblée; — 4° L'interdiction de l'entrée de la chambre.

9. Si l'inculpation portée à la chambre contre un avoué paraît assez grave pour mériter la suspension de l'avoué inculqué, la chambre s'adjoint, par la voie du sort, d'autres avoués en nombre égal, plus un, à celui des membres dont elle est composée; et ainsi formée, la chambre émet son opinion sur la suspension et sa durée, par forme de simple avis. — Les voix sont recueillies, en ce cas, au scrutin secret, par *oui* ou par *non*; et l'avis ne peut être formé, si les deux tiers au moins des membres appelés à l'assemblée n'y sont présents. — Les dispositions de cet article ne sont point applicables aux avoués des tribunaux où leur nombre total n'est pas au moins triple de celui des membres de la chambre.

10. Quand l'avis émis par la chambre sera pour la suspension, il sera déposé au greffe du tribunal; expédition en sera remise au commissaire du gouvernement, qui en fera l'usage qui sera voulu par la loi.

Mode de procéder en la chambre.

11. Le syndic défère à la chambre les faits relatifs à la discipline; et il est tenu de les lui dénoncer, soit d'office, quand il en a eu connaissance, soit sur la provocation des parties intéressées, soit sur celle de l'un des membres de la chambre. — Les avoués inculpés sont cités à la chambre avec délai suffisant, qui ne peut être au dessous de cinq jours, à la diligence du syndic, par une simple lettre indicative de l'objet, signée de lui, et envoyée par le secrétaire, qui en tient note.

12. Quant aux différens entre avoués, et aux difficultés sur lesquelles la chambre est chargée d'émettre son avis, les avoués peuvent se présenter contradictoirement, et sans citation préalable, aux séances de la chambre; ils peuvent également y être cités, soit par simples lettres indicatives des objets, signées des avoués provoquans, et renvoyées par le secrétaire, auquel ils en laissent des doubles, soit par des citations ordinaires, dont ils déposent les originaux au secrétariat. Ces citations officielles, ou par lettres, sont données avec les mêmes délais que celles du syndic, après avoir été préalablement soumises au visa du président de la chambre.

13. La chambre prend ses délibérations dans les affaires particulières, après avoir entendu ou dûment appelé, dans la forme ci-dessus prescrite, les avoués inculpés ou intéressés, ensemble les tierces parties qui voudront être entendues, et qui, dans tous les cas, pourront se faire représenter ou assister par un avoué. — Les délibérations de la chambre sont motivées, et signées; sur la minute, par la majorité des membres présents : les expéditions ne le sont que par le président et le secrétaire. — Ces délibérations n'étant que de simples actes d'administration, d'ordre et de discipline intérieure, ou de simples avis, ne sont, dans aucun cas, sujettes au droit d'enregistrement, non plus que les pièces y relatives. — Les délibérations de la chambre sont notifiées, quand il y a lieu, dans la même forme que les citations; et il en est fait mention par le secrétaire, en marge desdites délibérations (1).

(1) Voyez l'arrêté du 2 thermidor an 10 (21 juillet 1802), qui interdit le recours en cassation contre les délibérations des chambres d'avoués, rendues en matière disciplinaire.

Nomination des membres de la chambre, et durée de leurs fonctions.

14. Les membres de la chambre sont nommés par l'assemblée générale des avoués, qui se réunissent à cet effet dans le lieu où siège le tribunal. — Lorsqu'il y a cent votans et au dessus, l'assemblée se divise par bureaux, qui ne peuvent être composés de moins de trente, ni de plus de cinquante. — Chaque bureau est présidé par le doyen d'âge des avoués présens; les deux plus âgés après lui font les fonctions de scrutateurs, et le plus jeune celles de secrétaire. — La nomination se fait au scrutin secret, par bulletin de liste, contenant un nombre de noms qui ne peut excéder celui des membres à nommer. — La majorité absolue des voix de l'assemblée générale est nécessaire pour la nomination.

15. Les membres de la chambre sont renouvelés tous les ans par tiers pour les nombres qui comportent cette division, et par portions les plus approximatives du tiers pour les autres nombres, en faisant alterner, chaque année, les portions inférieures et supérieures au tiers, à commencer par les inférieures; de manière que, dans tous les cas, aucun membre ne puisse rester en fonctions plus de trois ans consécutifs. — Le sort indique ceux des membres qui doivent sortir la première et la seconde année; et ensuite ils sortent par ancienneté de nomination. — Les membres sortans ne peuvent être réélus qu'après une année d'intervalle. — Il est fait exception aux dispositions du présent article, pour le cas où le nombre total des avoués n'est pas suffisant pour le renouvellement, qui alors n'a lieu que jusqu'à concurrence du nombre existant. Il n'y a de même pas lieu audit renouvellement, ni à la nomination primitive, si le nombre des avoués n'excède pas celui nécessaire pour la composition de la chambre, dont, en ce cas, ils sont membres de droit.

16. Les membres choisis pour composer la chambre, ou qui en sont membres de droit, nomment entre eux au scrutin secret, à la majorité absolue, le président, le syndic, le rapporteur, le secrétaire et le trésorier. — Cette nomination se renouvelle tous les ans, et les mêmes peuvent être réélus. — En cas de partage des voix, le scrutin est recommencé; et si le résultat est le même, le plus âgé des deux membres qui sont l'objet de ce partage, est nommé de droit, à moins qu'il n'ait rempli, pendant les deux années précédentes, la place à laquelle il s'agit de nommer, auquel cas la nomination de droit s'opère en faveur de son concurrent.

17. La nomination des membres de la chambre a lieu de droit le 15 fructidor de chaque année. Ils entrent en fonctions le 1^{er} vendémiaire suivant; et le même jour ils nomment le président et les autres officiers, qui entrent de suite en fonctions. — Les premières nominations, pour la mise en activité du présent règlement, se feront, savoir, à Paris, dans les deux décades de sa date; et dans les autres départemens, dans les deux décades qui suivront sa publication.

Fonds pour les dépenses de la chambre.

18. Il y a une bourse commune pour les dépenses des bureaux de la chambre. — Chaque membre de la chambre verse dans cette bourse commune la moitié des droits de présence à la taxe ou des droits de tiers qui lui sont attribués par les ordonnances. — Pour le surplus des fonds à fournir à la bourse commune, chaque avoué, même chacun des membres de la chambre, contribue de ses deniers, suivant ses facultés, et ainsi qu'il est réglé par elle, sans qu'il puisse néanmoins être exigé d'aucun d'eux, pour chaque année, au-delà d'une somme égale à l'intérêt annuel de son cautionnement. — Et les fonds qui se trouvent dans la bourse commune au-delà des dépenses annuelles

sont réservés et employés par la chambre pour subvenir aux besoins des pauvres qu'elle croit avoir le plus de droits à la bienfaisance des avoués.

N° 45.—13 frimaire an 9 (4 décembre 1800).—**ARRÊTÉ** qui fixe la répartition des cautionnemens à fournir par les payeurs généraux et caissiers du trésor public, et par les payeurs des divisions militaires, des armées et des ports (1). (III, Bull. LVII, n° 414.)

N° 46.—17 frimaire an 9 (8 décembre 1800).—**ARRÊTÉ** qui charge les préfets de surveiller la perception et l'emploi des deniers publics. (III, Bull. LVI, n° 409.)

Art. 1^{er}. Les préfets sont chargés de surveiller la perception et l'emploi des deniers publics dans leurs départemens respectifs.

2. Le ministre des finances donnera connaissance à chaque préfet, des fonds et des ordres de paiement successivement adressés au payeur du trésor public.

3. Le primidi de chaque décade, les payeurs et leurs préposés remettront au préfet de l'arrondissement la note de leur avoir en caisse, l'indication des paiemens par eux faits dans la décade précédente, et celle des paiemens restant à effectuer.

4. Le premier de chaque mois, le préfet vérifiera la caisse du payeur, arrêtera ses registres en recette et en dépense, et constatera le montant des fonds en caisse : les vérificateurs généraux seconderont les préfets pour cette opération ; et les préfets en transmettront les résultats au ministre des finances dans les premiers jours de chaque mois, pour le mois précédent.

5. Les corps qui éprouveraient du retard dans le paiement de la solde, et les porteurs d'ordonnances qui se trouveraient dans le même cas, s'adresseront aux préfets, qui y pourvoient, conformément aux instructions données par la trésorerie à ses payeurs, ou en référeront, s'il est nécessaire, au ministre des finances.

6. Dans aucun cas, les préfets ne pourront changer ni la destination ni le mode des paiemens prescrits par les instructions du ministre des finances ou du directeur général du trésor public.

N° 47.—19 frimaire an 9 (10 décembre 1800).—**ARRÊTÉ** relatif aux soldes de retraite et aux admissions à l'hôtel des Invalides, etc. (2). (III, Bull. LVI, n° 410.)

TITRE 1^{er}. — De la conversion des soldes provisoires en soldes de retraite.

Art. 1^{er}. Les militaires qui ont été admis à la solde provisoire, soit en vertu de la loi du 28 fructidor an 7, soit en conformité de l'arrêté du 11 prairial an 8, et qui n'ont point encore adressé au ministre de la guerre les titres qui justifient de leurs droits à la solde de retraite, ou les pièces nécessaires pour obtenir la conversion en soldes de retraite, de leurs anciennes pensions, les lui feront parvenir sans nul délai et avant le 15 nivose prochain, afin de pouvoir être compris dans le travail général sur la liquidation des soldes de retraite, qui doit être terminé le 1^{er} pluviôse prochain.

2. Les inspecteurs généraux termineront, avant le 15 nivose prochain, la revue des corps dont l'inspection leur est confiée ; ils devront également,

(1) Ces cautionnemens ont été fixés de nouveau, et en dernier lieu, par la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, art. 84, et par le tableau y annexé.

(2) Voyez, sur l'organisation de l'hôtel des Invalides, sur le mode d'admission, les pensions, etc., le décret général du 30 avril—16 mai 1799, et les notes qui résument la législation.

d'ici à cette époque, avoir adressé au ministre de la guerre l'état des militaires qui, par suite de blessures ou infirmités contractées à la guerre, leur auront paru susceptibles d'être admis à jouir de la solde de retraite.

3. Tous les militaires compris dans l'article ci-dessus, ainsi que ceux qui, réunis dans des dépôts particuliers, ont été précédemment reconnus incapables de continuer leurs services, et dans le cas d'obtenir leur solde de retraite, seront sur-le-champ congédiés, et mis en route pour se rendre dans leurs foyers et y jouir de ladite solde.

TITRE II. — Des admissions futures à la solde de retraite, ou à l'hôtel des Invalides, ou dans les demi-brigades de vétérans.

4. Hors le cas prévu par l'article 7 ci-après, il ne sera plus procédé qu'une fois par an, pour chaque corps, à l'admission des militaires, soit à l'hôtel des Invalides, soit à la solde de retraite, soit dans les vétérans en activité.

5. A dater du 1^{er} germinal prochain, nul militaire ne sera envoyé aux invalides, ou dans les demi-brigades de vétérans, ou dans ses foyers pour y jouir d'une solde de retraite, qu'en vertu d'un ordre préalable du ministre de la guerre.

6. Toute demande d'admission aux invalides, ou dans les demi-brigades de vétérans, ou à la solde de retraite, sera remise, motivée et appuyée de pièces justificatives, au conseil d'administration du corps, un mois avant la revue définitive de l'inspecteur général. — Ce conseil, après avoir vérifié les faits énoncés par le pétitionnaire, visé l'état des services ainsi que les pièces à l'appui de sa demande, et donné son opinion sur sa demande, remettra le tout à l'inspecteur général du corps. — L'inspecteur général, après avoir fait un nouvel examen des pièces et une nouvelle vérification des faits, adressera lesdites pièces, avec son avis, au ministre, qui prononcera.

7. Si, dans l'intervalle d'une revue définitive à l'autre, il se trouve des militaires que des blessures très graves rendent manifestement susceptibles d'obtenir leur solde de retraite, le conseil d'administration, après avoir exécuté les dispositions de l'article ci-dessus, remettra le tout à l'inspecteur aux revues, qui, après avoir fait les examens et vérifications prescrits à l'inspecteur général, adressera les pièces et son avis au ministre, lequel prendra de suite les ordres des consuls, et les transmettra à l'inspecteur aux revues chargé de la police du corps, qui en assurera l'exécution.

8. Les militaires qui seront congédiés avec ou sans solde de retraite, ou qui seront admis soit aux vétérans, soit aux invalides, recevront, avant leur départ, des feuilles de route pour se rendre dans leurs foyers : outre la solde d'activité qui leur sera payée pendant et pour leur route entière, ils jouiront de l'indemnité attribuée à leurs grades respectifs, en remplacement de l'étape; et ce, à raison de deux myriamètres, et demi par journée de marche.

9. Le ministre de la guerre adressera à chaque corps le modèle des états de proposition pour l'admission des militaires aux différentes récompenses ci-dessus dénommées.

10. Au moyen des dispositions ci-dessus, toute espèce de solde provisoire sera supprimée à dater du 1^{er} germinal prochain. — Au moyen des mêmes dispositions, et à dater de la même époque, les inspecteurs aux revues auront des contrôles, du jour de leur départ, tous les militaires qui auront été congédiés soit pour se rendre à l'hôtel des Invalides ou à une demi-brigade de vétérans, soit pour se retirer dans leurs foyers; mais ils assureront, par leurs revues, la solde d'activité desdits individus pour la durée entière de leur route. A l'effet de rembourser les corps de l'avance qu'ils auront fait

de ladite solde d'activité, mention particulière sera faite dudit motif sur la revue.

N° 48. = 19 frimaire an 9 (10 décembre 1800). = *ARRÊTÉ additionnel à celui du 1^{er} fructidor an 8, sur le service des étapes* (1). (III, Bull. LVI, n° 411.)

N° 49. = 22 frimaire an 9 (13 décembre 1800). = *ARRÊTÉ qui prescrit des changemens dans la dénomination et la circonscription des dix-septième et seizième divisions militaires*. (III, Bull. LVII, n° 416.)

N° 50. = 23 frimaire an 9 (14 décembre 1800). = *ARRÊTÉ relatif au recrutement des troupes de la marine* (2). (III, Bull. LVIII, n° 419.)

N° 51. = 25 frimaire an 9 (16 décembre 1800). = *ARRÊTÉ relatif au service et à la direction des parcs d'artillerie dans les ports de Brest, Toulon, Rochefort et Lorient*. (III, Bull. LVIII, n° 420.)

Art. 1^{er}. Dans chacun des ports de Brest, Toulon et Rochefort, il y aura, pour le service et la direction des parcs d'artillerie, un chef du parc, chef de brigade; un sous-chef du parc, chef de bataillon; un adjudant du parc, capitaine d'artillerie; un garde d'artillerie, sous-garde-magasin; un maître artificier. — Dans le port de Lorient, il y aura un chef du parc, chef de brigade; un adjudant, capitaine d'artillerie; un garde d'artillerie, sous-garde-magasin. — Et pour les quatre ports, onze officiers, quatre gardes du parc, trois maîtres artificiers; au total dix-huit.

2. Les chefs, sous-chefs et adjudans du parc, jouiront des appointemens attribués, dans les demi-brigades d'artillerie de la marine, aux officiers de leurs grades respectifs. — Ceux des gardes du parc seront fixés ainsi qu'il suit : à Brest, seize cents francs; à Toulon et Rochefort, quatorze cents francs; à Lorient, douze cents francs. — Les appointemens des maîtres artificiers seront, à Brest, de quatorze cents francs; à Toulon et Rochefort, de douze cents francs. — Les appointemens ci-dessus ne sont pas susceptibles de la réduction ordonnée par l'arrêté du 9 vendémiaire an 9.

3. Les frais de bureau relatifs au service du parc d'artillerie dans les ports seront déterminés ainsi qu'il suit : à Brest, dix-huit cents francs; à Toulon et Rochefort, quinze cents francs; à Lorient, douze cents francs.

4. Conformément à l'article 22 du règlement sur l'organisation de la marine, du 7 floréal an 8, les chefs des parcs d'artillerie seront chargés, sous l'autorité du préfet maritime, de la construction, réparation et entretien des affûts et attirails d'artillerie; de la confection des artifices de brûlots et autres artifices de guerre: ils dirigeront et inspecteront les fonderies ou fabriques d'armes établies dans les ports.

5. Ils seront chargés de l'examen et de la recette des armes, munitions et approvisionnement d'artillerie; ils en surveilleront l'arrangement et la conservation dans les parcs et magasins, et rendront compte au préfet maritime de tout ce qui peut intéresser le service qui leur est confié.

6. Ils tiendront un registre exact de toutes les bouches à feu existant au parc d'artillerie et sur les bâtimens armés, avec leur signalement, celui de leurs défauts, et le nom des fonderies dans lesquelles elles ont été fabriquées.

(1) Voyez la note qui accompagne l'arrêté du 1^{er} fructidor an 8 (19 août 1800).

(2) Aujourd'hui, le mode de recrutement de l'armée est déterminé par la loi générale du 21-23 mars 1832, portant, par son art. 50, abrogation de toutes celles précédentes.

7. D'après les ordres du préfet maritime, ils destineront les bouches à feu, armes, munitions et attirails d'artillerie nécessaires à l'armement des vaisseaux.

8. Ils auront une des clefs des magasins à poudre; l'autre sera entre les mains du préfet maritime: le garde du parc aura celle de l'enceinte extérieure.

9. Les chefs du parc veilleront particulièrement à ce qu'il soit procédé à toutes les opérations relatives à l'embarquement, débarquement et mouvement des poudres et artifices de guerre, avec toutes les précautions qu'exige la sûreté du service.

10. Ils feront visiter avec le plus grand soin, par les officiers et maîtres canonniers employés sous leurs ordres, les soutes et coffres à poudre des bâtimens qui entreront dans le port, afin de s'assurer qu'il n'y est resté aucune portion de poudre. — Ils demeureront responsables des plus légères négligences qui auraient été commises à cet égard, et qu'ils n'auraient pas dénoncées.

11. Les compagnies d'ouvriers, et celles d'apprentis canonniers-marins, sont sous leurs ordres; et ils rempliront, à leur égard, les fonctions de chef de brigade.

12. Le sous-chef secondera et suppléera le chef du parc dans toute l'étendue de ses fonctions. — Il sera particulièrement chargé, sous ses ordres, de surveiller la fabrication des bouches à feu qui s'exécuteront dans les fonderies établies dans le port.

13. Les adjudans du parc d'artillerie seront chargés de transmettre les ordres du chef du parc; de la surveillance générale du service, et de diriger l'embarquement et le débarquement des armes et munitions d'artillerie: ils seront toujours présents à l'ouverture des magasins à poudre. Celui de Lorient suppléera dans ses fonctions le chef du parc.

14. Le garde du parc d'artillerie sera comptable envers le garde-magasin du port; il sera sous l'autorité du chef du parc d'artillerie. — Les armes, munitions et attirails d'artillerie, seront placés sous sa garde, et il en demeurera responsable.

15. Les maîtres artificiers seront chargés, sous les ordres des officiers du parc, de l'exécution des artifices de guerre; ils commanderont et instruiront les détachemens de canonniers et apprentis canonniers-marins qui seront employés à ces travaux.

16. Les maîtres canonniers entretenus, lorsqu'ils ne seront pas embarqués, seront employés, sous les ordres des officiers du parc, aux différens détails de ce service.

17. Les officiers des parcs d'artillerie sont à la nomination du premier consul; savoir : — 1° Les chefs des parcs, parmi les directeurs d'artillerie des ports, les chefs de brigade et chefs de bataillon d'artillerie; — 2° Les sous-chefs des parcs, parmi les chefs d'artillerie des ports, les chefs de bataillon et capitaines d'artillerie de première classe; — 3° Les adjudans des parcs, parmi les chefs et sous-chefs d'artillerie des ports et les capitaines d'artillerie.

18. Lorsqu'il vaquera une place de garde du parc d'artillerie, le chef du parc présentera au préfet maritime la liste des trois maîtres canonniers entretenus, sergens-majors ou sergens d'artillerie qu'il croira les plus propres à ce service; le préfet maritime proposera au ministre celui des trois qu'il jugera mériter la préférence.

19. Lorsqu'il vaquera une place de maître artificier, le chef du parc remettra au préfet maritime la liste des trois maîtres canonniers ou sous-officiers d'artillerie qu'il estimera le plus en état de la remplir; le préfet maritime

proposera pour la place vacante, au ministre, celui des trois qui lui paraîtra devoir être préféré.

N° 52. = 25 frimaire an 9 (16 décembre 1800). = *ARRÊTÉ concernant le paiement des pensions accordées aux veuves et enfans des militaires et marins.* (III, Bull. LVIII, n° 421.)

N° 53. = 29 frimaire an 9 (20 décembre 1800). = *ARRÊTÉ relatif à l'organisation de la commission de comptabilité nationale* (1). (III, Bull. LVIII, n° 424.)

Art. 1^{er}. La commission de comptabilité nationale est chargée, en exécution de l'article 89 de la constitution, de vérifier et de régler les comptes des recettes et des dépenses de la république.

2. Après la vérification d'un compte, la commission de comptabilité nationale prendra un premier arrêté, dont elle informera, par lettre chargée, le comptable, pour qu'il ait à l'admettre ou le débattre, et fasse les justifications requises dans le délai de deux mois prescrit par la loi. Après ce délai, elle prendra un dernier arrêté, dont elle donnera également connaissance au comptable par lettre chargée.

3. La commission de comptabilité nationale, d'après la connaissance qu'elle aura prise de la situation des comptables, déclarera s'il y a lieu à main-lévéée et radiation, restriction ou translation des saisies, oppositions, inscriptions hypothécaires, assises sur leurs biens au nom de la république. — Elle en informera le ministre chargé de l'administration du trésor public, pour qu'il fasse suivre l'exécution. — Lorsque, par le résultat du règlement des comptes, les comptables se trouveront en avance, une expédition de ce règlement sera adressée au ministre des finances, pour qu'il ordonne le remboursement, et le fasse effectuer par le trésor public. — Lorsque les comptables seront quittes, la commission prononcera leur décharge conformément aux lois des 28 pluviôse an 3 et 18 frimaire an 4.

4. Dans le cas où les comptables refuseraient ou différeraient, soit de rendre leurs comptes à la comptabilité nationale, soit d'en solder les débits, et de lui en justifier aux époques prescrites par les lois et réglemens, la commission décernera contre eux des actes déclaratifs, et les adressera au ministre chargé spécialement de l'administration du trésor public, auquel il est ordonné de faire poursuivre, sans délai ni surséance, par l'agent du trésor public, lesdits comptables, leurs héritiers et ayans-cause, de la manière déterminée par la loi.

5. Les commissaires de la comptabilité nationale informeront le gouvernement des abus et malversations qu'ils découvriront dans le cours de leurs opérations.

6. Ils correspondront immédiatement avec les ministres. — Ils correspondront aussi immédiatement avec les divers agens du gouvernement, pour en obtenir les renseignemens et pièces dont leurs vérifications rendront la représentation nécessaire. — Ils informeront le gouvernement des difficultés sur lesquelles ils croiront ne pouvoir statuer.

7. Les décisions et arrêtés de la commission de comptabilité nationale recevront leur exécution provisoire, sans que le recours au gouvernement puisse la suspendre.

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 16—26 septembre 1807, portant institution de la cour des comptes, le résumé des lois concernant la comptabilité cette cour a remplacé la commission organisée par le présent arrêté.

8. La commission de comptabilité remettra au gouvernement, tous les trois mois, l'état de ses travaux; et à la fin de chaque année, elle lui en présentera le résultat général, qui sera rendu public. Elle proposera ses vues de réforme et d'amélioration dans les différentes parties de comptabilité.

9. Lorsqu'il vauera une place de commissaire à la comptabilité nationale, la commission en instruira le gouvernement.

10. Les commissaires de la comptabilité nationale régleront l'organisation de leurs bureaux et l'ordre des travaux, nommeront et révoqueront les employés, distribueront les grades et traitemens.

11. Le secrétaire général de la commission de comptabilité signera les ampliations, copies collationnées et extraits des arrêtés. — L'archiviste signera et délivrera, sous sa responsabilité, et dans les cas autorisés par les lois, tous extraits, certificats et copies collationnées des pièces déposées aux archives de la comptabilité. — Ils ne pourront communiquer ni laisser sortir des dépôts et hors du local de la comptabilité, aucun compte, registre ni papier, sans l'autorisation des commissaires.

12. Il est interdit aux employés de tous grades, et sous peine de destitution, de communiquer ni correspondre avec les comptables, de se charger directement ou indirectement de leur procuration, et de s'intéresser dans aucune ferme, régie nationale, entreprise ou marché qui donne lieu à comptabilité envers la république.

13. Les sept commissaires de la comptabilité nationale jouiront du même traitement que chacun des cinq précédemment établis.

14. Les dépenses des bureaux de la comptabilité nationale seront déterminées annuellement; la commission en remettra l'état au ministre des finances.

N° 54. = 1^{re} nivôse an 9 (22 décembre 1800). = *ARRÊTÉ relatif au décompte des sommes dues pour solde aux corps de troupe, aux officiers généraux des états-majors et autres militaires sans troupe* (1). (III, Bull. LVIII, n° 425.)

N° 55. = 3 nivôse an 9 (24 décembre 1800). = *ARRÊTÉ relatif à l'entretien des élèves du Prytanée*. (III, Bull. LX, n° 439.)

N° 56. = 15 nivôse an 9 (5 janvier 1801). = *ARRÊTÉ qui ordonne la liquidation des comptabilités, suites de marchés ou traités commencés dans les années 5 et 6*. (III, Bull. LX, n° 441.)

N° 57. = 15 nivôse an 9 (5 janvier 1801). = *ARRÊTÉ relatif aux traitemens de réforme des officiers de santé*. (III, Bull. LXI, n° 449.)

Art. 1^{er}. Les officiers de santé actuellement attachés au service des armées de terre ou de mer, par brevet ou commission ministérielle, obtiendront des traitemens de réforme, lorsqu'ils seront licenciés, en exécution des ordres du gouvernement, avant d'avoir rempli les conditions fixées par les lois pour jouir d'une solde de retraite.

2. Le traitement de réforme des officiers de santé sera fixé à raison de leur grade et de la durée de leurs services.

(1) Les dispositions du présent arrêté ont été remplacées par celles du règlement général du 25 germinal an 23 (15 avril 1805), sect. VI.

3. Il sera, pour chaque année de service, d'un trentième du *minimum* fixé, pour leurs grades respectifs, à la solde de retraite pour infirmités non provenant de blessures.

4. Néanmoins ceux qui n'auront pas plus de dix ans de service continu ne pourront obtenir ce traitement : il leur sera seulement alloué une gratification une fois payée, qui sera d'une année d'appointemens pour dix ans de service, d'une demi-année pour cinq ans ; et proportionnellement pour le nombre d'années entre dix et cinq ans, ou inférieur à cinq ans.

5. Les officiers de santé démissionnaires, ou qui demanderont eux-mêmes leur licenciement, ne pourront obtenir le traitement de réforme.

6. Nul ne pourra jouir du traitement de réforme attribué à son grade par les articles précédens, s'il n'a exercé, pendant deux ans, les fonctions de ce grade. Si les deux années ne sont pas complètes, le traitement de réforme sera réglé sur le grade immédiatement inférieur.

7. Il ne pourra, sous aucun prétexte, être appelé au service, des officiers de santé qui ne jouiront point d'un traitement de réforme, qu'au refus ou au défaut d'officiers de santé jouissant dudit traitement.

8. Les officiers de santé qui, appelés soit aux armées, soit au service des hôpitaux militaires, refuseront de se rendre au poste qui leur aura été assigné, ou n'y seront réellement point rendus au terme qui leur aura été fixé, ne pourront, sous aucun prétexte, continuer à jouir du traitement de réforme.

9. Les traitemens de réforme ci-dessus déterminés sont incompatibles avec toute espèce de traitement d'activité ou d'appointemens quelconques accordés par l'état pour le service des armées de terre ou de mer.

10. Au moyen du traitement de réforme ci-dessus déterminé, il ne sera plus accordé d'indemnité de licenciement aux officiers de santé qui recevront ordre de cesser leurs services.

11. Les traitemens de réforme seront payés de la même manière que les soldes de retraite.

12. Les gratifications seront soldées ainsi qu'il suit : — Deux mois d'appointemens, au plus, seront soldés au moment du licenciement ; et les mois excédans, mois par mois, au domicile de l'officier de santé réformé.

13. Les traitemens de réforme sont déterminés par les consuls, sur le rapport des ministres de la guerre ou de la marine.

N° 58. — 16 nivose an 9 (6 janvier 1801). — *Loi relative à l'organisation d'une nouvelle administration forestière* (1). (III, Bull. LXII, n° 454.)

Art. 1^{er}. La partie administrative des bois et forêts sera séparée de la régie de l'enregistrement, et confiée à cinq administrateurs qui résideront à Paris.

2. Les administrateurs auront sous leurs ordres des conservateurs, des inspecteurs, des sous-inspecteurs, des gardes généraux, des gardes particuliers, et des arpenteurs, dont le nombre, l'arrondissement, la résidence et le traitement, seront déterminés par le gouvernement.

3. Le nombre des conservateurs ne pourra excéder trente; celui des inspecteurs, deux cents; celui des sous-inspecteurs, trois cents; celui des gardes principaux, cinq cents; et celui des gardes particuliers, huit mille.

4. Le traitement annuel des agens forestiers, autres que les arpenteurs,

(1) Voyez, sur l'administration forestière, les notes qui accompagnent l'art. 1^{er} du décret du 15 septembre (20 août, 2, 3, 4 et) — 29 septembre 1791.

sera fixe : il ne pourra excéder, savoir : — Celui des administrateurs, dix mille francs ; — Celui des conservateurs, six mille francs ; — Celui des inspecteurs, trois mille cinq cents francs ; — Celui des sous-inspecteurs, deux mille francs ; — Celui des gardes principaux, douze cents francs ; — Et celui des gardes particuliers, cinq cents francs.

5. Les arpenteurs recevront, à titre de rétribution et pour tous frais, deux francs par hectare de bois dont ils auront fait le mesurage, et un franc cinquante centimes aussi par hectare de bois dont ils auront fait le récollement.

6. Les dépenses locales de l'administration forestière ne pourront excéder cinq millions, y compris la dépense de semis, plantations et améliorations, et celle de cinquante mille francs pour encouragemens.

7. Les fonctions attribuées par les lois actuelles aux divers agens forestiers, seront remplies par les agens ci-dessus dénommés. — Ils n'entreront en exercice qu'après avoir prêté serment, et fait enregistrer leur commission au tribunal civil de leur résidence (1).¹

8. Il sera fait un fonds pour les retraites, par une retenue sur les traitemens. Les retenues et les retraites seront réglées conformément à ce qui est prescrit pour la régie des domaines et enregistrement.

9. Les agens actuels de l'administration forestière cesseront leurs fonctions, au moment où ceux établis par la présente entreront en activité ; ils leur remettront, sous bref inventaire, les marteaux, plans, titres et papiers de l'administration, dont ils sont dépositaires.

10. Toutes dispositions de lois et réglemens sur les bois et le régime forestier auxquelles il n'est pas dérogé par la présente, continueront d'être exécutées jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

N° 59. = 17 nivose an 9 (7 janvier 1801). = *ARRÊTÉ relatif aux établissemens de santé de la marine et des colonies.* (III, Bull. LXII, n° 456.)

Art. 1^{er}. Tous les établissemens de santé de la marine et des colonies sont sous les ordres du ministre de la marine et des colonies, et dans les attributions de l'administration de chaque port ou de chaque colonie.

2. Il y aura trois hôpitaux maritimes à Brest, Toulon et Rochefort ; ces trois ports auront aussi une école de médecine navale. Il sera conservé un quatrième hôpital au port la Liberté, département de Lorient. En cas de nécessité, il pourra être établi dans d'autres ports des hôpitaux temporaires pendant la guerre.

3. Les citoyens au service de la marine, dans les ports où il n'y a pas d'hôpitaux maritimes, continueront d'être traités dans les hôpitaux militaires, et, à défaut de ceux-là, dans les hôpitaux civils des lieux, moyennant le prix convenu pour chaque journée de malade.

4. Il sera entretenu, pour le service fixe de la marine, pour les trois branches de l'art de guérir, le nombre d'officiers de santé ci-après : — Trois premiers médecins de la marine, trois consultants, trois premiers chirurgiens, trois premiers pharmaciens, résidant dans les ports de Brest, Toulon et Rochefort ; — Quatre médecins en second, quatre chirurgiens en second, et quatre pharmaciens en second, employés dans lesdits ports et dans celui de Lorient ; — Soixante-dix-huit officiers de santé de première

(1) Un garde forestier, qui a prêté son serment devant le juge du lieu où il est pour la première fois entré en fonctions, a capacité, lorsqu'il est transporté dans un autre arrondissement, pour y dresser des procès-verbaux sans avoir renouvelé son serment. Cass., 11 mai 1808. *Sir.*, VII, 2, 1198 ; et 19 février 1825, *Sir.*, XXV, 1, 331 ; Bull. crim., XXX, 85.

classe, parmi lesquels devront être pris neuf professeurs pour l'enseignement de la médecine et de la chirurgie, pour les ports de Brest, Toulon et Rochefort; soixante-dix-huit officiers de santé de deuxième classe; soixante-dix-huit de troisième classe; trois jardiniers-botanistes; trois garçons jardiniers.— Ils seront répartis dans les arrondissemens maritimes, ainsi qu'il sera jugé nécessaire pour le service des ports et des armées navales.

5. La solde des officiers de santé entretenus de la marine est réglée, conformément à la réduction ordonnée pour l'an 9 par l'arrêté du 9 vendémiaire, ainsi qu'il suit : — Aux officiers de santé en chef des armées navales, et aux consultants, quatre mille cinq cents francs à chacun, par an ; — Aux officiers de santé en second, trois mille francs ; — Aux officiers de santé de première classe, deux mille deux cent cinquante francs ; — A ceux employés comme professeurs, un supplément annuel de quatre cent cinquante francs ; — Aux officiers de santé de deuxième classe, dix-huit cents francs ; — A ceux de troisième classe, neuf cent soixante francs ; — Aux jardiniers-botanistes, dix-huit cents francs ; — Aux garçons jardiniers, huit cents francs.

6. Les officiers de santé embarqués recevront le tiers en sus des appointemens ci-dessus exprimés, pendant la durée de leur embarquement.

7. La nomination des officiers de santé, pour chacune des branches de l'art de guérir, sera faite par le premier consul, sur la présentation du ministre de la marine et des colonies.

8. Le conseil de santé établi dans chaque port est maintenu : il sera composé du premier médecin, du premier chirurgien, du premier pharmacien, de l'officier de santé consultant et d'un secrétaire pris parmi les officiers de santé. Ce conseil discutera toutes les parties relatives au service de santé ; il sera présidé par le commissaire de marine chargé des hôpitaux, lorsqu'il y sera question de comptabilité ou d'objets d'administration ; en son absence, par le plus ancien de service des officiers de santé qui en sont membres.

9. Le commissaire de marine chargé des hôpitaux remettra au chef d'administration les délibérations du conseil de santé qui sont susceptibles de lui être soumises ; le chef d'administration prononcera sur leur contenu, ou fera prononcer, s'il y a lieu, par le préfet maritime, qui lui-même les transmettra au ministre de la marine, s'il le juge nécessaire.

10. Les officiers de santé des colonies seront divisés en trois classes, et ne pourront prétendre à d'autres traitemens qu'à ceux qui sont fixés, par l'article 5, pour les officiers de santé de première, deuxième et troisième classes, en y joignant moitié en sus, pour chaque grade, pendant le séjour dans la colonie.

11. Il sera statué sur le nombre d'officiers de santé nécessaire pour chaque colonie ; et, dans aucun cas, le nombre de ceux de première classe ne pourra excéder le tiers de la totalité : il en sera de même pour ceux de la deuxième classe.

12. Les officiers de santé employés dans les colonies avant l'année 1792, et qui ont continué de l'être, seront compris dans le nombre des entretenus des colonies. Tous ceux qui ont été nommés par les divers agens du gouvernement depuis cette époque, seront réputés officiers de santé auxiliaires, et leur traitement cessera du moment qu'ils ne seront plus employés activement.

13. En temps de guerre, lorsque les besoins du service exigeront un plus grand nombre d'officiers de santé, soit pour le service des ports et armées navales, soit pour celui des colonies, il sera employé des auxiliaires instruits, qui ne recevront que la moindre paie de la troisième classe. — Ceux

qui seront appelés pour être embarqués sur les vaisseaux et autres bâtimens de la république, seront tenus de justifier de leurs connaissances, dans des examens prescrits par le règlement sur le service de santé. Les auxiliaires, ainsi employés, ne jouiront du traitement de deuxième classe que lorsqu'ils serviront en chef sur les vaisseaux ou frégates; ce traitement cessera du jour de leur débarquement.

14. Les auxiliaires qui auront le plus de service pourront passer, concurremment avec les étudiants, à l'état d'entretenus, à mesure qu'il y aura des places vacantes.

15. Les effets et ustensiles à l'usage des malades seront sous la surveillance de l'officier de santé embarqué en chef et sous la responsabilité du chirurgien en second. — A bord des vaisseaux et frégates de la république, un homme de l'équipage, sachant lire et écrire, sera, sous la dénomination d'infirmier, chargé de la garde et de la délivrance desdits effets et ustensiles, et jouira, pour ce service extraordinaire, d'un supplément de quinze francs. — Les cadres resteront à la charge du maître charpentier.

16. Le service de santé, tant dans les hôpitaux maritimes que sur les vaisseaux de la république et dans les colonies, sera fait conformément aux dispositions du règlement concernant le service de santé.

N° 60. = 1^{er} nivose an 9 (7 janvier 1801). — *ARRÊTÉ relatif à la manière dont les préfets doivent être représentés en cas d'absence* (1). (III, Bull. LXII, n° 457.)

Art. 1^{er}. Le préfet, en cas d'absence de son département, se fera représenter par un membre du conseil de préfecture, à son choix; en cas d'absence du chef-lieu de préfecture, mais non du département, il pourra se faire représenter par un membre du conseil de préfecture ou par le secrétaire général, à son choix.

2. Il est dérogé, quant à ce, à l'article 8 de l'arrêté des consuls du 17 ventose an 8.

N° 61. = 19 nivose an 9 (9 janvier 1801). — *Loi qui fait des fonds pour les dépenses des différens ministères en l'an 9, et détermine le mode de formation et de présentation des comptes généraux des recettes et dépenses publiques, pendant la même année.* (III, Bull. LXIII, n° 463.)

N° 62. = 23 nivose an 9 (13 janvier 1801). — *ARRÊTÉ relatif à la nourriture des détenus.* (III, Bull. LXII, n° 459.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} germinal prochain, les détenus dans les maisons d'arrêt, de justice, ou dans les prisons, ne recevront plus par jour, de la part de la nation, qu'une ration de pain et la soupe, ou la valeur en argent. Les détenus dans les dépôts de mendicité n'auront droit qu'à la ration de pain.

2. Les administrations locales procureront aux détenus les moyens convenables pour que, par le travail, ils puissent améliorer leur sort.

3. Le gouvernement reste chargé des frais de garde, réparations, etc.

4. Tous les marchés passés avec des fournisseurs pour nourriture des détenus seront annulés à cette époque.

N° 63. = 23 nivose an 9 (13 janvier 1801). — *ARRÊTÉ qui autorise les fa-*

(1) Voyez arrêté rectificatif du 13 germinal au 9 (3 avril 1801).

bricans de quincaillerie et de coutellerie à frapper leurs ouvrages d'une marque particulière. (III, Bull. LXII, n° 460.)

Les fabricans de quincaillerie et de coutellerie de la république sont autorisés à frapper leurs ouvrages d'une marque particulière assez distincte des autres marques pour ne pouvoir être confondue avec elles : la propriété de cette marque ne sera assurée qu'à ceux qui l'auront fait empreindre sur des tables communes, déposées à cet effet dans l'une des salles du chef-lieu de la sous-préfecture. Il leur sera délivré un titre qui en constatera le dépôt.

N° 64. =27 nivose an 9 (17 janvier 1801). = **ARRÊTÉ portant rétablissement de la compagnie d'Afrique.** (III, Bull. LXIII, n° 469.)

Art. 1^{er}. La compagnie d'Afrique, supprimée en 1792, est rétablie; et l'agence d'Afrique établie à Marseille cessera ses fonctions.

2. La créance de la compagnie sur l'état sera constatée d'après les inventaires authentiques qui furent dressés à l'époque de sa suppression.

3. La compagnie d'Afrique rentre dans la jouissance de ses établissemens en Barbarie, de ses comptoirs et dépendances, dans l'état où ils se trouvent; et la valeur estimative de ces objets ne pourra être comprise dans la liquidation de sa créance sur l'état.

4. Toutes les concessions commerciales accordées par la régence d'Alger d'après le traité de 1694, sont également rendues à la compagnie, pour les exploiter à ses risques et périls, à l'exception de la pêche du corail, qui exige des dispositions particulières.

5. Pour mettre la compagnie en état de rétablir l'activité de ses opérations, il lui sera compté, dès à présent, par le gouvernement, trois cent mille francs imputables sur la liquidation de sa créance sur l'état.

6. La direction de la compagnie sera rétablie, et sera composée d'un directeur principal et de deux adjoints pris dans le sein des actionnaires.

7. L'administration et les opérations commerciales de la compagnie sont sous la surveillance immédiate du ministre de l'intérieur.

8. Les lismes dues à la régence d'Alger et au bey de Tunis seront annuellement payées par le gouvernement, qui s'en indemniserà au moyen d'une rétribution à prélever sur la compagnie d'Afrique, et sur celle qui sera chargée de la pêche du corail.

9. Le gouvernement fixera la partie proportionnelle de ces lismes à payer par chacune de ces deux compagnies.

N° 65. =27 nivose an 9 (17 janvier 1801). = **ARRÊTÉ portant établissement d'une compagnie pour la pêche du corail** (1). (III, Bull. LXIII, n° 470.)

Art. 1^{er}. La pêche du corail sur les côtes d'Afrique sera faite par une compagnie spéciale, composée de douze cents actions, au moins de mille francs chacune.

2. Tout citoyen français, tout étranger établi ou qui s'établira en France, pourra devenir actionnaire de cette compagnie.

3. La compagnie ne pourra employer à la pêche du corail que des marins français ou étrangers établis ou qui s'établiront en France.

4. Tout bateau pêcheur ne pourra être armé ni recevoir son expédition que dans les ports de la république.

(1) Voyez la loi du 17 floréal an 10 (7 mai 1802), qui supprime cette compagnie, et qui en établit une nouvelle.

5. Aucun bateau pêcheur ne pourra consommer la quarantaine dans un port étranger.

6. L'administration de la compagnie résidera à Ajaccio, département de Liamone.

7. La compagnie sera tenue d'établir dans le port susdit une manufacture de corail : ce corail ne sera vendu à l'étranger qu'ouvré.

8. La compagnie aura, pour tout ce qui est relatif à la pêche du corail, la jouissance des magasins ou établissemens existant sur les côtes d'Afrique, moyennant une indemnité qui sera payée de gré à gré à l'ancienne compagnie du commerce d'Afrique.

9. Les lismes dues aux régences d'Alger, de Tunis et autres puissances barbaresques, seront payées annuellement par le gouvernement, qui s'en indemnisera au moyen d'une rétribution à prélever sur les deux compagnies : néanmoins la compagnie de la pêche du corail ne pourra être taxée au-delà de cent francs par an et par gondole.

10. Il sera pris des mesures pour établir au plus tôt à Ajaccio un lazaret où les bateaux pêcheurs consommeront leur quarantaine; à cet effet, la compagnie traitera avec le gouvernement.

11. L'administration de la compagnie de la pêche du corail est sous la surveillance du ministre de l'intérieur.

12. Le ministre de l'intérieur fera les réglemens nécessaires, soit pour terminer les relations qui devront exister entre la compagnie de la pêche et le gouvernement, et entre les deux compagnies, soit pour accélérer l'établissement de ladite pêche et de tout ce qui y est relatif, en suivant les bases du présent arrêté.

N° 66. — 27 nivôse an 9 (17 janvier 1801). — *ARRÊTÉ relatif aux saisies ou oppositions formées sur les ci-devant fermiers généraux* (1). (III, Bull. LXIII, n° 471.)

Les consuls..., arrêtent : — Toutes saisies ou oppositions pour raison de jugemens ou autres titres obtenus contre les ci-devant fermes et régies générales à raison de leur exploitation sont comme non-avenues, et les débiteurs personnels des ci-devant fermiers généraux seront tenus, nonobstant lesdites saisies ou oppositions, de s'acquitter envers eux; sauf aux porteurs desdits titres à se conformer aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 4 germinal an 8.

N° 67. — 27 nivôse an 9 (17 janvier 1801). — *ARRÊTÉ relatif au mode d'exécution du décret du 30 avril—13 mai 1791 sur la caisse des invalides*. (III, Bull. LXIII, n° 472.)

Art. 1^{er}. La loi du 30 avril—13 mai 1791, relative à la caisse des invalides de la marine, sera exécutée nonobstant les dispositions contraires, et sauf les modifications ci-après.

2. La retenue à faire au profit de la caisse de dépôt des invalides de la marine sera de trois centimes par franc sur toutes les dépenses de la marine et des colonies, et pareillement de trois centimes par franc sur les gages des marins employés par le commerce, et sur les bénéfices de ceux qui naviguent à la part. — Cette retenue aura lieu à compter du 1^{er} germinal prochain.

3. Les marchés actuellement existant continueront d'être exécutés, aux

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le titre du décret du 22 juillet (21 et) — 1^{er} août 1791, le résumé de la législation relative aux fermes et régies générales.

clauses et conditions qui y sont stipulées ; — Ceux à passer à l'avenir seront soumis à ladite retenue.

4. Les trésoriers des invalides de la marine seront tenus de fournir un cautionnement.

5. Les fonds provenant des droits et revenus affectés à la caisse des invalides de la marine , ou des prises, bris , naufrages, soldes et autres objets de nature à être versés ou déposés dans ladite caisse , sont réputés deniers publics.

6. Les officiers militaires, d'administration ou tous autres, qui auront droit à une pension excédant six cents francs, ne pourront obtenir au-delà de cette somme sur la caisse des invalides : le surplus leur sera payé par le trésor public, et il en sera fait mention dans leurs brevets.

N° 68. = 27 nivose an 9 (17 janvier 1801). = *ARRÊTÉ relatif à la renonciation des religieuses à leurs pensions de retraite pour opérer l'affranchissement de leurs dots* (1). (III, Bull. LXIII, n° 473.)

Art. 1^{er}. Les ex-religieuses qui voudront affranchir leurs familles du paiement de leurs dots en capital et intérêts, qui sont dues à la république comme représentant les ci-devant maisons religieuses supprimées, le pourront faire, en renonçant à la pension de retraite et aux arrérages qui en sont échus.

2. Dans ce cas, lesdites familles seront tenues de faire leur soumission de se charger desdites ex-religieuses, de les nourrir, entretenir tant qu'elles vivront, et de leur fournir tous les secours qui leur seront indispensables nécessaires.

3. Au moyen desdites renonciations et soumissions, qui seront rédigées en bonne et due forme, les dots desdites ex-religieuses, mentionnées en l'article 1^{er}, cesseront d'être exigibles au profit de la nation. Lesdites ex-religieuses, leurs familles ou tous autres débiteurs quelconques desdites dots, en demeureront entièrement quittes et libérés envers la république.

4. Les ex-religieuses envers qui les dispositions ci-dessus seront exécutées, seront rayées de la liste des pensionnaires de l'état, si elles s'y trouvent portées.

N° 69. = 30 nivose an 9 (20 janvier 1801). = *ARRÊTÉ qui défend la course sur les bâtimens russes*. (III, Bull. LXIII, n° 476.)

N° 70. = 2 pluviôse an 9 (22 janvier 1801). = *ARRÊTÉ relatif aux congés*

(1) Voyez l'art. 1^{er} du décret du 26 septembre—16 octobre 1791.

La faculté accordée aux religieuses de renoncer à la pension de l'état, pour conserver la propriété de leur dot, est personnelle aux religieuses : elle ne peut être exercée par leurs héritiers. Cass., 13 juin 1810, SIREY, XI, 1, 164 ; Bull. civ., XII, 117. — Lorsqu'une ex-religieuse a renoncé à sa pension de retraite et aux arrérages qui en sont échus, sa famille est affranchie du paiement de la dot en capital et intérêts, à la charge par la famille de faire sa soumission de se charger de l'ex-religieuse, et de lui fournir tous les secours qui lui seront nécessaires : celui des parens qui a fait cette soumission et qui l'a exécutée est subrogé au lieu et place du gouvernement pour toucher et recevoir le remboursement de la dot. Arr. du cons., 18 janvier 1813, SIREY, Jur. du cons., 2, 230. — La question de savoir si le père d'une religieuse qui lui avait constitué une dot, en a été libéré par l'arrêté du 27 nivose an 9, est du ressort de l'autorité administrative. Arr. du cons., 23 janvier 1813, SIREY, Jur. du cons., 2, 248.

accordés aux juges et aux commissaires près les tribunaux (1). (III, Bull. LXIV, n° 483.)

Les congés accordés aux juges et aux commissaires près les tribunaux, en vertu de la loi du 27 ventose dernier, ne pourront avoir d'effet hors de l'arrondissement du département où siègent ces mêmes tribunaux, sans une autorisation spéciale du ministre de la justice.

N° 71. = 2 pluviôse an 9 (22 janvier 1801). = *ARRÊTÉ qui détermine les fonctions des maires relativement aux conseils municipaux* (2). (III, Bull. LXIV, n° 484.)

Art. 1^{er}. Le maire de chaque commune est de droit membre du conseil municipal.

2. Il en a la présidence.

3. En cas d'absence, maladie ou autre empêchement, il est remplacé par un adjoint, en suivant, lorsqu'il y en a plusieurs, l'ordre de leur nomination. — Hors ce cas, les adjoints n'ont point entrée au conseil municipal.

4. Dans les villes de Lyon, Marseille et Bordeaux, où il y a plusieurs municipalités, le préfet désignera un des maires pour présider le conseil municipal.

5. Lorsque les comptes de l'administration du maire seront présentés au conseil municipal, le maire quittera la présidence, et sera remplacé par un membre du conseil municipal, choisi d'avance au scrutin secret, et à la pluralité, par les membres du conseil.

6. Le conseil municipal choisira de même un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

7. Le maire sera chargé seul de l'administration : il aura seulement la faculté d'assembler ses adjoints, de les consulter, lorsqu'il le jugera à propos, et de leur déléguer une partie de ses fonctions.

N° 72. = 6 pluviôse an 9 (26 janvier 1801). = *ARRÊTÉ qui fixe le nombre, les arrondissemens et la résidence des conservateurs des bois et forêts* (3). (III, Bull. LXV, n° 498.)

N° 73. = 7 pluviôse an 9 (27 janvier 1801). = *ARRÊTÉ relatif à la formation des listes des jurés* (4). (III, Bull. LXV, n° 500.)

Art. 1^{er}. Les listes qui devaient être formées en exécution de la loi du 6 germinal dernier, relative au mode de nomination des jurés, pour le tri-

(1) Voyez la loi du 27 ventose an 8 (18 mars 1800), art. 5, qui autorise la délivrance de ces congés.

(2) Voyez la loi d'organisation municipale du 21—23 mars 1831, dont les art. 9 et suiv. déterminent le mode de composition des conseils municipaux, et qui, par ses art. 23 et suiv. règle la convocation et la tenue de leurs assemblées.

(3) Voyez, dans les notes qui accompagnent le titre du décret du 15 septembre (20 août 2, 3, 4 et) — 29 septembre 1791, sur l'administration forestière, l'indication des réglemens qui ont désigné les arrondissemens forestiers.

Voyez spécialement le second décret du même jour; l'arrêté du 9 messidor an 13 (28 juin 1805), qui a créé une nouvelle division de la France en arrondissemens forestiers-maritimes l'ordonnance du 4—13 juin 1817, qui réduit le nombre des conservations et des conservateurs à six, et fixe leur résidence; et surtout celle du 17 juillet—24 août 1832, qui divise la France en quarante conservations forestières, et fixe la résidence des conservateurs : ces deux dernières ordonnances rendent le présent arrêté sans intérêt.

(4) Voyez, sur cet objet, les nombreuses lois citées dans les notes qui accompagnent le titre du décret du 16—29 septembre 1791, sur la procédure criminelle.

mestre courant, et qui ne le sont pas encore, le seront, au plus tard, dans le délai de deux décades, à compter de la publication du présent arrêté.— Les listes qui doivent être formées, en exécution de la même loi, pour les trimestres à venir, le seront quinze jours avant l'ouverture du trimestre pour lequel elles doivent servir.

2. En cas de retard dans l'envoi de ces listes aux tribunaux criminels, ils se serviront provisoirement de la dernière reçue, pour que le cours de la justice ne soit ni arrêté ni suspendu.

3. Les commissaires du gouvernement près des tribunaux criminels seront tenus d'avertir le ministre de la justice, en cas que les listes ne parviennent pas en temps utile.

4. Les préfets sont spécialement chargés de veiller à la formation des listes, et à leur envoi en temps utile : ils seront responsables du retard, s'ils ne font pas connaître ceux des fonctionnaires de leurs départemens auxquels il doit être imputé.

5. Les juges de paix prévenus de négligence sur ce point seront déférés au tribunal de cassation, comme coupables de forfaiture, aux termes du paragraphe 4 de l'article 644 de la loi du 3 brumaire an 4. — Les administrateurs négligens seront révoqués.

N° 74. = 7 pluviôse an 9 (27 janvier 1801). — ARRÊTÉ qui supprime, à compter du 1^{er} ventôse, suivant l'indemnité de logement accordée aux employés de l'administration des hôpitaux militaires. (III, Bull. LXV, n° 501.)

N° 75. = 7 pluviôse an 9 (27 janvier 1801). = LOI relative à la poursuite des délits en matière criminelle et correctionnelle (1). (III, Bull. LXVI, n° 503.)

Art. 1^{er}. Le commissaire du gouvernement, faisant les fonctions d'accusateur public près le tribunal criminel, aura, près du tribunal civil de chaque arrondissement communal du département, un substitut chargé de la recherche et de la poursuite de tous les délits dont la connaissance appartient soit aux tribunaux de police correctionnelle, soit aux tribunaux criminels.

2. A Paris, il y aura six substituts du commissaire près le tribunal criminel; il y en aura deux à Bordeaux, Lyon et Marseille : néanmoins, dans ces trois dernières villes, le gouvernement pourra, si le bien du service l'exige, porter le nombre des substituts à trois, et à douze pour Paris.

3. Les plaintes des parties, ainsi que toute dénonciation, soit officielle, soit civile, seront adressées aux substituts du commissaire près le tribunal criminel : elles pourront l'être aussi aux juges de paix et aux officiers de gendarmerie.

4. Les juges de paix, les officiers de gendarmerie, les maires et adjoints, les commissaires de police, sont également chargés de dénoncer les crimes et délits au substitut du commissaire près le tribunal criminel; de dresser les procès-verbaux qui y sont relatifs, et même de faire saisir les prévenus en cas de flagrant délit, et sur la clameur publique, sans préjudice des at-

(1) Voyez, relativement à la procédure criminelle et correctionnelle, les lois nombreuses citées dans les notes qui accompagnent le décret du 16—29 septembre 1791, sur le même objet.

Voyez spécialement une circulaire du ministre de la justice, en date du 21 floréal an 9, portant solution de cinquante-quatre questions sur l'exécution de la présente loi. *Sra.*, I, 2, 409.

tributions faites aux gardes champêtres et gardes forestiers, relativement aux délits commis dans leurs ressorts

5. Outre les cas spécifiés dans le précédent article, les juges de paix et les officiers de gendarmerie sont autorisés, quand un délit emportant peine afflictive aura été commis, et qu'il y aura des indices suffisants contre un prévenu, de le faire conduire devant le substitut du commissaire près le tribunal criminel.

6. Dans tous les cas, l'envoi soit des plaintes, dénonciations, procès-verbaux et déclarations, soit du prévenu, sera fait, sans délai, au substitut du commissaire près le tribunal criminel.

7. Le substitut du commissaire près le tribunal criminel décrètera contre le prévenu un mandat de dépôt, sur l'exhibition duquel le prévenu sera reçu et gardé dans la maison d'arrêt établie près le tribunal d'arrondissement : il en avertira dans les vingt-quatre heures le directeur du jury, lequel prendra communication de l'affaire, et sera tenu d'y procéder dans le plus court délai.

8. Le directeur du jury pourra, quand il le jugera convenable, recommencer tout acte de procédure et d'instruction fait par les fonctionnaires publics mentionnés en l'article 4.

9. Les témoins indiqués par le substitut ou par la partie plaignante seront appelés sur la citation du directeur du jury, et entendus par lui séparément, et hors de la présence du prévenu.

10. Le prévenu sera également amené par son ordre et interrogé par lui, avant d'avoir eu communication des charges et dépositions : lecture lui en sera donnée après son interrogatoire; et, s'il le demande, il sera de suite interrogé de nouveau.

11. Tous les autres genres de preuves autorisés par la loi seront aussi recueillis et constatés par le directeur du jury

12. Aucun acte de procédure et d'instruction ne sera fait par le directeur du jury, sans avoir entendu le substitut du commissaire près le tribunal criminel.

13. Le directeur du jury se transportera sur les lieux, quand il le jugera convenable, et, dans ce cas, il lui est alloué quatre francs par jour, ainsi qu'au substitut du commissaire près le tribunal criminel, et les deux tiers au greffier, quand la distance sera à plus de quinze milles de leur domicile.

14. Le directeur du jury pourra charger les juges de paix et les officiers de gendarmerie, de tout acte d'instruction et de procédure pour lequel il ne jugera pas son déplacement nécessaire.

15. Quand le directeur du jury trouve l'affaire suffisamment instruite, il en ordonne la communication au substitut du commissaire près le tribunal criminel, lequel est tenu, dans trois jours au plus, de donner ses réquisitions par écrit, ensuite desquelles le directeur du jury rend une ordonnance par laquelle, selon les différens cas, la nature et la gravité des preuves, il met le prévenu en liberté, ou le renvoie devant le tribunal de simple police, ou devant le tribunal de la police correctionnelle, ou devant le jury d'accusation. L'ordonnance, dans ce dernier cas, porte toujours mandat d'arrêt contre le prévenu, lequel peut cependant être mis provisoirement en liberté, dans les cas et selon les formes déterminées par la loi.

16. Dans tous les cas où l'ordonnance n'est pas conforme aux réquisitions, l'affaire est soumise au tribunal de l'arrondissement, qui n'en juge qu'après avoir entendu le substitut du commissaire près le tribunal criminel, et le directeur du jury, lequel ne peut prendre part à cette décision.

17. Dans les vingt-quatre heures qui suivent ce jugement, le substitut

peut, s'il le juge convenable, l'envoyer, avec les pièces, au commissaire près le tribunal criminel; et cependant, le même jugement s'exécute par provision, s'il porte la mise en liberté du prévenu.

18. Si le commissaire près le tribunal criminel est de l'avis du jugement, il le renvoie sans délai à son substitut pour le mettre définitivement à exécution : dans le cas contraire, il en réfère au tribunal criminel, qui peut réformer le jugement, non seulement à raison de la compétence, de tout excès de pouvoir, ou pour fausse application de la loi à la nature du délit, mais encore à raison des nullités qui pourraient avoir été commises dans l'instruction et la procédure. Ce jugement, ainsi que celui de première instance, sont rendus à la chambre du conseil.

19. Le commissaire près le tribunal criminel peut se pourvoir en cassation contre ce jugement du tribunal criminel, mais seulement à raison de la compétence, pour excès de pouvoir, ou pour fausse application de la loi à la nature du délit; l'affaire est portée directement à la section criminelle du tribunal de cassation, qui y statue en la chambre du conseil.

20. L'acte d'accusation est dressé par le substitut du commissaire près le tribunal criminel; le directeur du jury en fait lecture aux jurés en sa présence, ainsi que de toutes les pièces qui y sont relatives.

21. La partie plaignante ou dénonciatrice ne sera pas entendue devant le jury d'accusation; les témoins n'y seront pas non plus appelés : leurs dépositions lui seront remises avec les interrogatoires et toutes les pièces à l'appui de l'acte d'accusation.

22. Tout envoi, notification et exécution exigés par la loi, des ordonnances rendues par le directeur du jury, sont à la charge du substitut du commissaire près le tribunal criminel.

23. Le traitement du substitut du commissaire près le tribunal criminel sera le même que celui du commissaire près le tribunal civil de l'arrondissement.

24. Le substitut du commissaire près le tribunal criminel est à la nomination du premier consul, et révocable à sa volonté.

25. En cas d'empêchement du substitut du commissaire près le tribunal criminel dans les lieux où il est seul, il sera suppléé, dans l'exercice de ses fonctions, par le commissaire du gouvernement près le tribunal civil de l'arrondissement, ou son substitut.

26. Il n'est pas dérogé aux dispositions des lois antérieures qui n'ont rien de contraire à la présente.

N° 76. = 8 pluviôse an 9 (28 janvier 1801). = *Loi portant réduction des justices de paix* (1). (III, Bull. LXVII, n° 512.)

Art. 1^{er}. Il y aura, pour tout le territoire européen de la république, trois mille justices de paix au moins, et trois mille six cents au plus.

2. Les arrondissements des justices de paix se régleront, autant que les localités n'y apporteront pas d'obstacles, sur les bases combinées de la population et de l'étendue territoriale, et dans les proportions suivantes.

3. La population moyenne d'un arrondissement de justice de paix sera

(1) Il a été rendu, pour l'exécution de cette loi, un grand nombre d'arrêtés (un pour chaque département) qui ont réduit les justices de paix au nombre prescrit, et ont déterminé les communes du ressort de chacune d'elles : comme ces arrêtés ne sont qu'une nomenclature de lieux et n'offrent aucun intérêt législatif, nous avons cru pouvoir nous dispenser d'en reproduire le texte.

de dix mille habitants : l'arrondissement ne pourra en embrasser plus de quinze mille.

4. La moyenne étendue territoriale de l'arrondissement sera de deux cent cinquante kilomètres carrés ; elle ne pourra en comprendre plus de trois cent soixante-quinze, ni moins de cent vingt-cinq.

5. Néanmoins, et lorsque dans une étendue territoriale moindre de cent vingt-cinq kilomètres carrés, il existera une population supérieure à quinze mille habitants, la composition des arrondissements se fera d'après la seule base de la population.

6. Le territoire actuel des petites villes, bourgs et villages, ne pourra être scindé ni divisé de manière que partie en soit donnée à un arrondissement, et partie à un autre.—Ce territoire sera conservé dans son intégrité, et placé dans un seul et même arrondissement de justice de paix.

7. La règle énoncée dans le précédent article ne s'applique pas aux communes qui, par leur propre population, auront droit à l'établissement de plusieurs arrondissements de justice de paix dans leur sein.

8. Dans chaque arrondissement de justice de paix, formé de la réunion de plusieurs communes, le gouvernement désignera celle qui, soit à raison de sa centralité, soit par rapport à ses relations avec les autres communes du même arrondissement, en sera le chef-lieu.

9. A l'égard des villes dont la population excède cent mille habitants, le gouvernement pourra, sans consulter les bases ci-dessus posées, maintenir les arrondissements des justices de paix tels qu'ils existent, les modifier ou les réduire selon qu'il le jugera convenable, pourvu qu'au cas de réduction, le nombre des justices de paix n'y soit pas inférieur à celui des municipalités.

10. Jusqu'aux nouvelles démarcations de territoire et aux nominations constitutionnelles des juges de paix, ceux qui en remplissent aujourd'hui les fonctions continueront de les exercer dans les limites actuelles.

N° 77. = 11 pluviôse an 9 (31 janvier 1801). = **ARRÊTÉ** contenant fixation, pour l'an 8, des remises attribuées aux administrateurs et préposés de la régie de l'enregistrement et des domaines. (III, Bull. LXVI, n° 508.)

N° 78. = 13 pluviôse an 9 (2 février 1801). = **LOI** qui prescrit des formalités pour les demandes en concession de mines (1). (III, Bull. LXVII, n° 513.)

Art. 1^{er}. A l'avenir, lorsqu'une demande en concession de mines sera présentée au préfet de département, il pourra l'accorder deux mois après la réquisition faite au propriétaire de la surface de s'expliquer s'il entend ou non procéder à l'exploitation aux mêmes clauses et conditions imposées aux concessionnaires. Cette réquisition sera faite à la diligence du préfet de département.

2. A cet effet, toutes demandes en concession seront publiées et affichées dans le chef-lieu du département, dans celui de l'arrondissement, dans le lieu du domicile du demandeur, et dans toutes les communes que la demande pourra intéresser.

3. Les publications auront lieu devant la porte de la maison commune,

(1) Voyez, sur cet objet, le décret du 12 juillet (27 mars, 15 juin et)—28 juillet 1793, et les notes qui résument la législation.

Voyez surtout la loi du 21 avril 1810, et les notes étendues qui l'accompagnent.

un jour de décadi ; elles seront, ainsi que l'affiche, répétées trois fois aux lieux indiqués, de décade en décade, dans le cours du mois qui suivra immédiatement la demande.

4. Le préfet ne prononcera sur la demande en concession qu'un mois après les dernières affiches et publications.

5. Il est dérogé, quant aux dispositions ci-dessus, aux articles 10 et 11 du titre I^{er} de la loi du 12—28 juillet 1791.

N^o 79. = 15 pluviôse an 9 (4 février 1801). = *ARRÊTÉ relatif à la police et à l'administration du lazaret de Toulon, et des autres établissements de ce genre dans les ports du midi de la France* (1). (III, Bull. LXVI, n^o 509.)

Art. 1^{er}. Le lazaret établi à Toulon est sous l'autorité du ministre de la marine ; la surveillance en est confiée au préfet maritime de ce port.

2. La police et l'administration de cet établissement continueront d'appartenir aux conservateurs de santé.

3. Lesdits conservateurs de santé correspondront avec ceux du lazaret de Marseille, sur ce qui intéressera la santé publique, et ils se conformeront aux décisions que ces derniers leur transmettront.

4. Le préfet maritime de Toulon, ou, en cas d'absence, celui qui, dans l'ordre du service, le remplacera, sera membre nécessaire du bureau de santé. Il sera convoqué à toutes les séances ; il présidera le conseil, quand il y assistera ; et quand il n'y sera point présent, les délibérations ne recevront leur exécution qu'après lui avoir été communiquées.

5. Le lazaret de Marseille, et tous les autres établissements de ce genre qui pourraient être formés accidentellement dans les ports du midi de la France, autres que celui de Toulon, continueront à faire partie des attributions du ministre de l'intérieur.

6. Lesdits établissements seront sous la surveillance du préfet du département où ils seront établis ; la police et l'administration en resteront confiées aux conservateurs de santé de Marseille.

7. Les réglemens nécessaires pour déterminer le régime sanitaire, et les précautions générales à prendre dans chaque lazaret, seront faits par les ministres réunis de l'intérieur et de la marine. — Jusque-là, les réglemens actuellement en vigueur continueront à recevoir leur exécution ; et le préfet du département des Bouches-du-Rhône et le préfet maritime de Toulon y tiendront la main.

N^o 80. = 15 pluviôse an 9 (4 février 1801). = *ARRÊTÉ relatif au mode de recrutement des troupes de la marine* (2). (III, Bull. LXVI, n^o 510.)

N^o 81. = 16 pluviôse an 9 (5 février 1801). = *ARRÊTÉ additionnel à celui du 29 messidor an 8, relatif aux demandes en restitution de fruits et revenus*. (III, Bull. LXVI, n^o 511.)

L'article 1^{er} de l'arrêté du 29 messidor an 8, relatif aux demandes en restitution de fruits et revenus, etc., est applicable à tous les individus qui avaient obtenu, avant 1792, des pensions militaires ou civiles.

(1) Voyez la loi du 3—9 mars 1822, sur la police sanitaire, et les notes qui résument la législation. Voyez notamment, dans cette loi et dans l'ordonnance du 7—14 août 1822, rendue pour son exécution, les dispositions concernant la police des lazarets.

(2) Voyez la loi du 21—23 mars 1832, sur le recrutement de l'armée : cette loi, par son art. 50, a abrogé toutes celles antérieures sur le même objet.

N° 82.—17 pluviôse an 9 (6 février 1801). = *AVIS du conseil d'état portant que les notaires sont contraignables par corps au paiement des amendes prononcées contre eux pour contravention à la loi du 7 ventose an 8, sur les cautionnements* (1). (III, Bull. LXVII, n° 518.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi des consuls et sur le rapport de la section des finances, a discuté un rapport du ministre de la justice sur la question de savoir si l'on peut user de la contrainte par corps contre un notaire successivement condamné aux amendes prononcées par la loi du 7 ventose an 8, pour avoir continué et pour continuer encore d'exercer ses fonctions sans avoir fourni son cautionnement, et qui a été inutilement poursuivi pour le paiement de ces amendes, attendu qu'il n'a ni propriétés ni meubles, — Est d'avis que la voie de la contrainte par corps, dans le cas dont il s'agit, est autorisée et légale. — Suivant l'ancienne jurisprudence, les amendes de contravention étaient exigibles par corps, même lorsque le jugement n'en faisait pas mention, parce qu'il ne s'agissait pas d'un simple droit, mais d'une infraction à la loi, que le contrevenant était personnellement tenu de réparer par le paiement de la peine prononcée; et cette peine affectait ses biens et sa personne. — Cette jurisprudence subsiste encore aujourd'hui. — « Les amendes prononcées en matière de police correctionnelle » (dit l'article 41 de la loi du 19—22 juillet 1791) emportent la contrainte « par corps. » — La convention nationale, qui, par son décret du 9 mars 1793, l'a abolie pour dettes, l'a maintenue, par un autre décret du 30 du même mois, à l'égard des comptables, des fournisseurs ayant reçu des avances, et des autres débiteurs directs de la nation. — Elle avait si bien entendu n'abolir cette contrainte que pour dettes entre particuliers, qu'elle décréta, le 5 octobre suivant, que, jusqu'à la révision des lois pénales, le défaut de paiement des amendes prononcées par la police correctionnelle ne pourrait entraîner qu'une détention d'un mois, à l'égard de ceux qui sont insolubles. — Ainsi, l'ancienne jurisprudence non abrogée, la loi du 19—22 juillet 1791 et les décrets des 30 mars et 5 octobre 1793 se fortifient mutuellement, et ne permettent pas de douter que la voie de la contrainte par corps ne soit légale pour l'exécution des jugemens qui prononcent des amendes pour contravention aux lois qui les ont portées. — Les notaires qui exercent leurs fonctions en contravention à la loi du 7 ventose an 8, et contre lesquels les tribunaux appliquent correctionnellement les dispositions de l'article 8 de cette loi, sont donc contraignables par corps au paiement des amendes encourues et prononcées. — Vainement objecterait-on que l'article 41 de la loi du 19—22 juillet 1791 n'est applicable qu'aux délits spécifiés dans cette loi; que le décret du 5 octobre 1793 s'y rapporte uniquement, et que la contravention dont il s'agit aujourd'hui, n'ayant pu y être ni indiquée ni prévue, il n'y a point de lois d'après lesquelles on puisse user de la contrainte par corps pour le cas proposé par le ministre de la justice, celle du 7 ventose an 8, qui le concerne, ne faisant aucune mention de cette peine. — On répondra toujours avec raison que la contrainte par corps n'a point été abolie dans l'espèce; que l'article 41 de la loi du 19—22 juillet 1791 doit être entendu généralement de toutes les amendes que les juges sont autorisés à prononcer correctionnellement, et que le cas des notaires contrevenant à la loi du 7 ventose an 8 se trouve soumis aux dispositions de cet article, puisque c'est par la voie de police correctionnelle qu'ils sont et doivent être condamnés. — La loi du 15 germinal an 6, qui a rétabli la

(1) Voyez cette loi, et la note.

contrainte par corps, et qui a eu spécialement en vue l'intérêt du commerce, rappelle aussi qu'elle a lieu pour versements de deniers publics et nationaux. Cette disposition appuierait, s'il en était besoin, celles ci-dessus citées; mais elles suffisent pour faire demeurer constant qu'il n'y a aucune induction contraire à tirer du silence de la loi du 7 ventose an 8, dès que la contrainte par corps était établie par les lois antérieures, et qu'elles s'appliquent évidemment aux contraventions qui sont l'objet de la question du ministre de la justice. — Le conseil d'état pense donc qu'il n'est nullement besoin de provoquer une nouvelle loi sur cette matière, et que les notaires sont contraignables par corps au paiement des amendes prononcées contre eux pour contravention à l'article 8 de la loi du 7 ventose an 8.

N° 83. = 18 pluviôse an 9 (7 février 1801). = *LOI relative à l'établissement de tribunaux spéciaux* (1). (III, Bull. LXVIII, n° 527.)

TITRE I^{er}. — Formation et organisation du tribunal.

Art. 1^{er}. Il sera établi, dans les départemens où le gouvernement le jugera nécessaire, un tribunal spécial, pour la répression des crimes ci-après spécifiés (2).

2. Ce tribunal sera composé du président et des deux juges du tribunal criminel, de trois militaires ayant au moins le grade de capitaine, et de deux citoyens ayant les qualités requises pour être juges : ces derniers, ainsi que les trois militaires, seront désignés par le premier consul.

3. Le commissaire du gouvernement près le tribunal criminel, et le greffier du même tribunal, rempliront leurs fonctions respectives de commissaire du gouvernement et de greffier près le tribunal spécial.

4. Dans le cas où le gouvernement jugera nécessaire d'établir un tribunal criminel spécial dans le département de la Seine, les trois juges qui, par l'article 2, doivent être pris dans le tribunal criminel, seront choisis par le gouvernement dans les deux sections dont il est composé. — Le gouvernement pourra, dans ce même cas, établir un commissaire autre que celui du tribunal criminel.

5. Le tribunal spécial ne pourra juger qu'en nombre pair, à huit ou à six au moins : s'il se trouve sept juges à l'audience, le dernier, dans l'ordre déterminé par l'article 2, s'abstiendra.

TITRE II. — Compétence.

6. Le tribunal spécial connaîtra des crimes et délits emportant peine afflictive ou infamante, commis par des vagabonds et gens sans aveu, et par les

(1) Voyez le Code du 3 brumaire an 4 (25 octobre 1795), art. 516 et suiv., qui instituent des jurés spéciaux pour juger certains crimes; l'arrêté du 5 floréal an 9 (25 avril 1801), portant fixation du traitement des membres des tribunaux spéciaux institués par la présente loi; la loi du 23 floréal an 10 (13 mai 1802), qui attribue aux tribunaux spéciaux la connaissance des crimes commis par récidive et du crime de faux; celle du 13—23 floréal an 11 (3—13 mai 1803), qui leur attribue la connaissance du crime de contrebande avec attroupement et port d'armes; le décret du 13 prairial an 12 (7 juin 1804), qui proroge les fonctions des tribunaux spéciaux; celui du 17 messidor suivant (6 juillet 1804), qui donne à ces tribunaux le nom de *Cours de justice criminelle spéciale*; la loi du 19—29 pluviôse an 13 (8—18 février 1805), qui délègue à ces cours le jugement du crime de rébellion envers toute force armée; le Cod. inst. crim. de 1808, art. 553 et suiv., qui déterminent l'organisation et la compétence des cours spéciales; et les art. 63 de la charte de 1814 et 54 de la charte de 1830, portant abolition de ces cours.

Voyez enfin l'exposé des motifs de la présente loi dans *SIN.* I, 2, 439.

(2) Des tribunaux spéciaux ont été établis dans divers départemens, par arrêtés des 4 ventose an 9 (23 février 1801); 13 ventose an 10 (4 mars 1802); 22 prairial suivant (11 juin 1802); 21 fructidor même année (8 septembre 1802); et par le décret du 12 décembre 1806.

condamnés à peine afflictive, si lesdits crimes et délits ont été commis depuis l'évasion desdits condamnés, pendant la durée de la peine, et même avant leur réhabilitation civile (1).

7. Il connaîtra aussi du fait de vagabondage, et de l'évasion des condamnés (2).

8. Le tribunal connaîtra, contre toutes personnes, des vols sur les grandes routes, violences, voies de fait, et autres circonstances aggravantes du délit (3).

(1) En thèse générale, la compétence des cours de justice criminelle se détermine par la nature du fait résultant de l'instruction, combinée avec le fait allégué dans la plainte. Cass., 22 janvier 1807, *SIR.*, VII, 1, 552; *Bull. crim.*, XII, 37. — Ces cours sont des tribunaux d'exception, sans aucune juridiction sur les magistrats de la justice criminelle ordinaire: en conséquence elles n'ont, en thèse générale, et hors les cas formellement prévus par la loi, ni le droit d'indication de juridiction, ni celui d'ajonction de poursuites. Cass., 1^{er} mars 1810, *SIR.*, XI, 1, 56; *Bull. crim.*, XV, 60.

Le renvoi d'un fonctionnaire, par le gouvernement, à la justice criminelle, pour raison de deux délits distincts, ne fait pas qu'une cour spéciale compétente pour connaître de l'un des délits, le devienne pour connaître de l'autre délit dont la connaissance appartient aux tribunaux ordinaires. Cass., 15 avril 1808, *SIR.*, IX, 1, 384; *Bull. crim.*, XIII, 170. — Voyez encore ci-après les notes sur l'art. 25.

Pour établir la compétence des cours spéciales à raison du vagabondage, il n'est pas nécessaire que le fait de vagabondage soit dès lors constant par jugement; il suffit d'indices et de simples présomptions. Cass., 30 juillet 1812, *SIR.*, XIII, 1, 74; *Bull. crim.*, XVII, 338. — En matière de crimes commis par un vagabond ou forçat échappé du bagne, le complice du vagabond ou du forçat n'est point, par cela seul, et à cause de la qualité de l'auteur du délit, justiciable des tribunaux spéciaux; il y a, dans ce cas, divisibilité de l'instruction. Cass., 27 vendémiaire an 10, *SIR.*, II, 2, 374; *Bull. crim.*, VII, 46. — Jugé encore que le complice d'un vagabond ne peut, comme le vagabond lui-même, être jugé par un tribunal spécial, lorsque ce complice n'est mis en jugement qu'après la fin du procès fait à l'auteur principal. Cass., 22 avril 1808, *SIR.*, IX, 1, 383; *Bull. crim.*, XIII, 183.

L'art. 6 de la loi du 18 pluviôse an 9 ne peut être appliqué aux crimes commis par des détenus. Cass., 16 brumaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 508; *Bull. crim.*, X, 427.

Un tribunal spécial ne peut se déclarer compétent pour connaître d'un crime vaguement qualifié de *brigandage*. Cass., 30 floréal an 10, *SIR.*, II, 2, 386; *Bull. crim.*, VII, 343.

L'individu qui avait été condamné à une peine afflictive et infamante en pays étranger, et qui n'est rendu coupable d'un nouveau crime depuis la rémission de ce pays à la France, est justiciable des cours spéciales, lors même qu'il aurait subi sa peine avant la rémission, et qu'il aurait été considéré dans le pays comme réhabilité de fait. Cass., 17 janvier 1812, *SIR.*, XII, 1, 327; *Bull. crim.*, XVII, 16.

Pour les cas renvoyés aux cours spéciales, la juridiction militaire a cessé comme la juridiction civile. Cass., 12 février 1812, *SIR.*, XIII, 1, 232. — Décidé encore que les militaires sont justiciables des tribunaux spéciaux pour les crimes dont la connaissance est attribuée à ces tribunaux par les lois. Avis du cons., 27 et 28 floréal an 11, *SIR.*, III, 2, 116.

Les tribunaux spéciaux ne peuvent statuer sur des dommages-intérêts civils, prétendus par les parties dans les causes dont la connaissance leur est attribuée. Cass., 6 fructidor an 9, *SIR.*, II, 1, 26; *Bull. crim.*, VI, 541. — Cependant, ils peuvent connaître des demandes en dommages-intérêts formées devant eux par les accusés acquittés contre la partie plaignante. Cass., 3 thermidor an 11, *SIR.*, IV, 2, 21; et 14 thermidor an 12, *SIR.*, VII, 2, 609. — Les tribunaux civils sont seuls compétents pour connaître des contestations purement civiles qui s'élèvent ensuite d'un arrêt de la cour spéciale, soit que les contestations concernent l'exécution même de l'arrêt, quant aux prestations et indemnités, soit qu'elles se rapportent à des événements postérieurs à l'arrêt. Cass., 5 décembre 1806, *SIR.*, VI, 2, 596; *Bull. crim.*, XI, 375.

(2) Cet article ne s'applique pas à l'évasion des détenus pour dettes, qui a lieu par la négligence ou la connivence de l'huissier chargé de les garder. Cass., 30 avril 1807, *SIR.*, VII, 2, 709; *Bull. crim.*, XII, 167. — Il s'applique au gendarme qui, après avoir arrêté un condamné par contumace, le laisse évader avant qu'il se soit présenté en justice. Cass., 18 vendémiaire an 14, *SIR.*, VI, 2, 706.

(3) Cette disposition ne doit pas être entendue en ce sens que toute violence ou voie de fait, quoique non accompagnée de vol, soit de la compétence d'une cour spéciale, par cela seul que le délit a été commis sur une grande route. Cass., 23 mars 1809, *SIR.*, IX, 1, 287; *Bull. crim.*, XIV, 119. — Les vols commis sur les grandes routes sont de la compétence des cours spéciales,

9. Il connaîtra aussi, contre toutes personnes, des vols dans les campagnes et dans les habitations et bâtimens de campagne, lorsqu'il y aura effraction faite aux murs de clôture, au toit des maisons, portes et fenêtres extérieures, ou lorsque le crime aura été commis avec port d'armes et par une réunion de deux personnes au moins (1).

10. Il connaîtra de même, contre toutes personnes, mais concurremment avec le tribunal ordinaire, des assassinats prémédités (2).

11. Il connaîtra également, contre toutes personnes, mais exclusivement à tous autres juges, du crime d'incendie et de fausse monnaie, des assassinats préparés par des attroupemens armés (3); des menaces, excès et voies de fait exercés contre des acquéreurs de biens nationaux, à raison de leurs acquisitions; du crime d'embauchage (4), et de machinations pratiquées hors l'armée, et par des individus non militaires, pour corrompre ou suborner les gens de guerre, les réquisitionnaires et conscrits.

12. Il connaîtra des rassemblemens séditeux contre les personnes surprises en flagrant délit dans lesdits rassemblemens (5).

13. Si, après le procès commencé pour un des crimes ci-dessus mentionnés, l'accusé est inculpé sur d'autres faits, le tribunal spécial instruira et jugera, quelle que soit la nature de ces faits.

14. Il n'est point dérogé aux lois relatives aux émigrés: ne pourra néanmoins le tribunal spécial suspendre l'instruction et le jugement des procès de sa compétence, quand même il y aurait des prévenus d'émigration dans le nombre des accusés (6).

TITRE III. — Poursuite, instruction et jugement.

15. Tous les crimes attribués par le titre II au tribunal spécial seront poursuivis d'office et sans délai par le commissaire du gouvernement, encore qu'il n'y ait pas de partie plaignante (7).

encore que ces vols, n'étant pas accompagnés de violences et autres circonstances aggravantes, ne soient passibles que de peines correctionnelles. Cass., 26 floréal an 13, *Sir.*, V, 2, 17; Bull. crim., X, 246. — Les militaires sont justiciables, comme tous autres, des cours spéciales pour vol sur grande route. Cass., 22 décembre 1809, *Sir.*, X, 1, 262; Bull. crim., XIV, 395. — Celui qui, sur une grande route, et avec violence, se fait restituer ce qui lui est dû, ne commet pas un vol proprement dit, et les cours spéciales ne peuvent connaître de ce fait. Cass., 3 nivose an 13, *Sir.*, V, 1, 51; Bull. crim., IX, 277.

(1) Un militaire déserteur, prévenu d'un vol commis dans une église avec effraction, est justiciable des cours spéciales. Cass., 10 fructidor an 12, *Sir.*, IV, 2, 178.

(2) Voyez l'avis du cons. d'état du 28 floréal an 11 (18 mai 1803), interprétatif des art. 8, 9 et 10 de la présente loi, en ce qui concerne le jugement des militaires par les tribunaux spéciaux.

(3) On doit, pour l'application de cet article, considérer comme un attroupement avec armes un attroupement qui a eu lieu par des hommes armés de bâtons. Cass., 13 août 1807, *Sir.*, VII, 2, 788; Bull. crim., XII, 340. — Un attroupement pour charivari ne peut être considéré comme séditeux, encore que, par suite, il y ait des violences commises contre l'autorité publique. Cass., 6 octobre 1808, *Sir.*, IX, 1, 294; Bull. crim., XIII, 410.

(4) Voyez, sur le mode de jugement des embaucheurs, la loi du 13 brumaire an 5 (3 novembre 1796), art. 9, et les notes.

(5) Pour être justiciable d'une cour spéciale, lorsqu'on a fait partie d'un rassemblement, il faut avoir été surpris dans ce rassemblement. Cass., 21 fructidor an 12, *Sir.*, IV, 2, 726; Bull. crim., IX, 322.

(6) Voyez, sur le mode de jugement des émigrés, le décret du 13—16 septembre 1793, et les notes.

(7) La nécessité de la poursuite d'office par le ministère public exclut l'intervention de la partie civile, notamment dans les contestations en matière de faux. Cass., 28 fructidor an 12, *Sir.*, V, 2, 23. — Lorsqu'un testament est argué de faux, les personnes qui y sont gratifiées sont non recevables à intervenir dans la partie de l'instruction qui a pour objet la question de savoir si c'est par la voie criminelle ou si c'est par la voie civile qu'il doit être statué sur le faux prétendu. Cass., 8 octobre 1807, *Sir.*, VII, 2, 958.

16. Les plaintes pourront être reçues indistinctement par le commissaire du gouvernement, par ses substituts, par les officiers de gendarmerie ou de police qui seront en tournée, ou résidant dans le lieu du délit. — Elles seront signées par l'officier qui les recevra : elles le seront aussi par le plaignant ou par un procureur spécial ; et si le plaignant ne sait ou ne peut signer, il en sera fait mention.

17. Tous officiers de gendarmerie et tous autres officiers de police qui auront connaissance d'un crime, seront tenus de se transporter aussitôt par-tout ou besoin sera ; de dresser sur-le-champ, et sans déplacer, procès-verbal détaillé des circonstances du délit, et de tout ce qui pourra servir pour la décharge ou conviction, et de décerner tous mandats d'amener selon l'exigence des cas.

18. Les procès-verbaux seront envoyés ou remis, dans les vingt-quatre heures, au greffe du tribunal, ensemble les armes, meubles, hardes et papiers qui pourront servir à la preuve ; et le tout fera partie du procès.

19. S'il y a des personnes blessées, elles pourront se faire visiter par médecins et chirurgiens qui affirmeront leur rapport véritable ; et ce rapport sera joint au procès. — Le tribunal pourra néanmoins ordonner de nouvelles visites par des experts nommés d'office, lesquels prêteront serment, entre les mains du président, ou de tel autre juge par lui commis, de remplir fidèlement leur mission.

20. Tous officiers de gendarmerie, tous officiers de police, tous fonctionnaires publics, seront tenus d'arrêter ou faire arrêter les personnes surprises en flagrant délit, ou désignées par la clameur publique.

21. Tous officiers de gendarmerie ou de police seront tenus, en arrêtant un accusé, de faire inventaire des effets et papiers dont cet accusé se trouvera saisi, en présence de deux citoyens domiciliés dans le lieu le plus proche de celui de la capture, lesquels, ainsi que l'accusé, signeront l'inventaire, sinon déclareront la cause de leur refus, dont il sera fait mention, pour être le tout remis, dans trois jours au plus tard, au greffe du tribunal. — Il sera laissé à l'accusé copie dudit inventaire, ainsi que du procès-verbal de capture.

22. A l'instant même de la capture, l'accusé sera conduit dans les prisons du lieu, s'il y en a, sinon aux plus prochaines, et dans trois jours au plus tard, à celles du tribunal. — Les officiers de gendarmerie et de police ne pourront tenir l'accusé en chartre privée dans leurs maisons ou ailleurs.

23. Vingt-quatre heures après l'arrivée de l'accusé dans les prisons du tribunal, il sera interrogé : les témoins seront entendus séparément, et hors de la présence de l'accusé, le tout par un juge commis par le président (1).

24. Sur le vu de la plainte, des pièces y jointes, des interrogatoires et réponses, des informations, et le commissaire du gouvernement entendu, le tribunal jugera sa compétence sans appel : s'il déclare ne pouvoir connaître du délit, il renverra, sans retard, l'accusé et tous les actes du procès par-devant qui de droit ; dans le cas contraire, il procédera, également sans délai, à l'instruction et au jugement du fond (2).

(1 et 2) Pour que la cour spéciale soit régulièrement saisie, la délivrance du mandat d'arrêt est indispensable. Cass., 10 juillet 1807, *SIN.*, VIII, 1, 446; *Bull. crim.*, XII, 291. — Jugé encore que les cours spéciales, dans le cas où elles jugent sans jurés, sont affranchies, comme le sont les jurés eux-mêmes, de tout compte des moyens par lesquels elles ont formé leur conviction. Cass., 3 octobre 1807, *SIN.*, VII, 2, 1117. — Il est nécessaire, à peine de nullité, que l'arrêt de compétence soit déterminé par la conviction personnelle des juges : une cour spéciale ne peut donc déclarer sa compétence, d'après la nature du délit indiqué dans la plainte,

25. Le jugement de compétence sera signifié à l'accusé dans les vingt-quatre heures: le commissaire du gouvernement adressera, dans le même délai, expédition du jugement au ministre de la justice, pour être le tout transmis au tribunal de cassation.

sur le seul exposé du ministère public et sans avoir égard aux faits résultant de la procédure. Cass., 18 prairial an 13, *Sir.*, V, 1, 135, et VII, 2, 843; *Bull. crim.*, X, 261. — Jugé encore qu'une cour spéciale ne peut déclarer sa compétence avant d'avoir instruit la procédure par interrogatoires, informations, etc. Cass., 28 mai 1808, *Sir.*, IX, 1, 416; *Bull. crim.*, XII, 241. — Une cour spéciale ne peut rendre son arrêt de compétence sur l'instruction faite par le magistrat de sûreté; elle ne peut le rendre que sur l'instruction faite par un juge commis par le président. Cass., 3 décembre 1807, *Sir.*, VII, 2, 730, et VIII, 1, 261; *Bull. crim.*, XII, 438. — Est nul l'arrêt de compétence rendu par une cour spéciale sur l'instruction faite par le directeur du jury. Cass., 17 avril 1807, *Sir.*, VII, 2, 144; *Bull. crim.*, XII, 147. — Une cour spéciale ne peut se dispenser de vérifier elle-même l'existence matérielle du délit imputé au prévenu, bien que ce délit ait été déclaré constant par un tribunal civil. Cass., 7 floréal an 12, *Sir.*, IV, 2, 174; *Bull. crim.*, IX, 170. — Une cour spéciale ne peut baser sa compétence sur des faits contradictoires. Cass., 9 janvier 1808, *Sir.*, VIII, 1, 257; *Bull. crim.*, XIII, 9. — L'instruction et le jugement des délits dont la connaissance est attribuée aux cours spéciales, ne peuvent être ni suspendus ni retardés à raison d'autres délits dont le prévenu serait ultérieurement inculpé; ainsi, une cour spéciale ne peut se dessaisir de la connaissance d'un délit de vagabondage qui lui est soumis, sous le prétexte que l'accusé est en même temps prévenu d'un délit d'escroquerie. Cass., 13 avril 1810, *Sir.*, XI, 1, 61; *Bull. crim.*, XV, 99.

Une cour spéciale ne peut se déclarer compétente pour juger le prévenu d'un délit ordinaire, s'il n'y a prévention fondée à l'égard d'un délit extraordinaire qui soit connexe. Cass., 9 septembre 1808, *Sir.*, VIII, 1, 474; *Bull. crim.*, XIII, 409. — A plus forte raison ne peut-elle, lorsque sa compétence a été reconnue, juger, sous prétexte de connexité, un individu sur un délit ordinaire, lorsqu'il est reconnu totalement étranger au délit extraordinaire dont il avait été prévenu d'abord. Même arrêt. — Jugé encore que, lorsqu'une cour spéciale a été saisie de la connaissance d'un délit ordinaire, préparé par un délit spécial, si de l'instruction il résulte que le délit spécial n'a pas été commis, la cour ne peut plus connaître du délit ordinaire et doit renvoyer le prévenu devant ses juges naturels. Cass., 7 germinal an 13, *Sir.*, VII, 2, 859; *Bull. crim.*, X, 198. — Lorsque plusieurs personnes se sont rendues coupables de violences et de voies de fait contre des gendarmes venus pour arrêter un conscrit réinsénaire, qu'une seule de ces personnes avait récelé, il n'y a pas indivisibilité du délit complexe de recèlement du conscrit et de rébellion à la force armée, tellement que la cour spéciale, compétente pour connaître de la rébellion, le devienne par cela seul pour statuer sur le recèlement. Cass., 18 fructidor an 13, *Sir.*, VII, 2, 858; *Bull. crim.*, X, 363. — Lorsque le prévenu d'un crime spécial oppose qu'il a déjà été acquitté du crime qu'on lui impute, la cour criminelle doit prononcer sur cette exception en statuant sur sa compétence; elle ne peut joindre l'exception au fond du procès. Cass., 10 août 1809, *Sir.*, VII, 2, 1014; *Bull. crim.*, XIV, 295. — Un tribunal spécial, déclaré compétent, à raison de la nature des crimes imputés au prévenu, cesse de l'être alors que l'instruction établit que l'accusé n'est point coupable de l'espèce de crime qui le rendait justiciable de ce tribunal. Cass., 10 pluviose an 12, *Sir.*, IV, 2, 104; *Bull. crim.*, IX, 109; et 16 germinal an 12, *Sir.*, IV, 2, 104.

Le juge d'instruction commis par une cour spéciale ne peut à lui seul décider qu'il n'y a pas lieu à poursuivre; cette décision doit émaner de la cour elle-même. Cass., 12 pluviose an 13, *Sir.*, V, 1, 79; *Bull. crim.*, X, 118; 23 ventose an 13, *Sir.*, V, 2, 182; *Bull. crim.*, X, 189; et 11 août 1808, *Sir.*, XX, 1, 478; *Bull. crim.*, XIII, 356.

Une cour spéciale qui se déclare incompétente, ne peut préjuger la compétence d'une autre cour et déclarer constant le délit qui fait l'objet de la plainte. Cass., 28 février 1807, *Sir.*, VIII, 1, 324; *Bull. crim.*, XII, 85.

La cour spéciale, qui décharge un prévenu immédiatement après avoir rendu son arrêt de compétence, n'est pas tenue de le mettre en liberté avant que l'arrêt de compétence ait été confirmé par la cour de cassation. Cass., 5 pluviose an 13, *Sir.*, V, 2, 132. — Lorsqu'une cour spéciale a déclaré sa compétence, relativement au fait imputé à trois individus, et que son arrêt est insuffisamment motivé à l'égard de l'un des trois, la cassation est indivisible et a lieu même à l'égard des deux qui avaient été régulièrement déclarés justiciables de la cour. Cass., 24 novembre 1809, *Sir.*, X, 1, 142; *Bull. crim.*, XIV, 374. — Lorsqu'un arrêt de renvoi à une cour spéciale a été confirmé par arrêt de la cour de cassation, le prévenu peut former opposition à ce dernier arrêt, dans le cas où l'arrêt de renvoi ne lui a pas été notifié. Cass., 26 juin 1812, *Sir.*, XVII, 1, 346.

Les arrêts par lesquels les cours spéciales se déclarent incompétentes pour insuffisance de

26. La section criminelle du tribunal de cassation prendra connaissance de tous jugemens de compétence rendus par le tribunal spécial, et y statuera toutes autres affaires cessantes.

27. Ce recours ne pourra, dans aucun cas, suspendre l'instruction ni le jugement; il sera seulement sursis à toute exécution, jusqu'à ce qu'il ait été statué par le tribunal de cassation.

28. Après le jugement de compétence, nonobstant le recours au tribunal de cassation et sans y préjudicier, l'accusé sera traduit à l'audience publique du tribunal. Là, et en présence des témoins, lecture sera donnée de l'acte d'accusation dressé par le commissaire du gouvernement : les témoins seront ensuite successivement appelés. Le commissaire du gouvernement donnera ses conclusions; après lui, l'accusé ou son défenseur sera entendu (1).

29. Le débat étant terminé, le tribunal jugera le fond en dernier ressort et sans recours en cassation.—Les vols de la nature de ceux dont il est parlé dans les articles 8 et 9, seront punis de mort. Les menaces, excès et voies de fait exercés contre les acquéreurs de biens nationaux, seront punis de la peine d'emprisonnement; laquelle peine ne pourra excéder trois ans, ni être au dessous de six mois, sans préjudice de plus forte peine en cas de circonstances aggravantes. — Quant aux autres délits spécifiés dans le titre II, le tribunal se conformera aux dispositions du Code pénal du 25 septembre—6 octobre 1791 (2).

30. A compter du jour de la publication de la présente loi, tous les détenus pour crime de la nature de ceux mentionnés dans le titre II seront jugés par le tribunal spécial: en conséquence, il est enjoint à tous juges de les y renvoyer, avec les pièces, actes et procédures déjà commencés; et néanmoins, en cas de condamnation, on n'appliquera aux crimes antérieurs à la présente loi, que les peines portées contre ces délits par le Code pénal.

31. Le tribunal spécial demeurera révoqué de plein droit, deux ans après la paix générale.

N° 84. = 19 pluviôse an 9 (8 février 1801). — *ARRÊTÉ relatif au remplace-*

preuves (sur la prévention de faux) ont autorité de chose jugée tant que, sur de nouvelles plaintes, appuyées sur de nouvelles charges, il n'a pas été rendu un nouvel arrêt de compétence à raison du même fait. Cass., 18 mars 1809, Str., IX, 1, 271. — Lorsque la cour de cassation a cassé l'arrêt par lequel une cour spéciale s'était déclarée incompétente, et a renvoyé l'affaire devant une autre cour spéciale, pour être procédé conformément à la loi, la cour de renvoi ne peut, même en ces circonstances, statuer sur le fond sans rendre au préalable un arrêt de compétence. Cass., 9 mai 1806, Str., VII, 2, 879; Bull. crim., XI, 117.

La partie civile ne peut pas se pourvoir contre les décisions de la cour de justice criminelle spéciale. Cass., arrêt précité du 12 pluviôse an 13, Str., V, 1, 79; Bull. crim., X, 118.

L'arrêt de compétence rendu par une cour spéciale, à l'égard d'un contumace, est anéanti par le fait de son entrée en prison. Cass., 9 frimaire an 14, Str., VI, 2, 80; Bull. crim., X, 464. — Jugé encore que, lorsqu'une cour spéciale, après avoir jugé sa compétence, par arrêt rendu contre un contumace, a rendu un autre arrêt de condamnation, la comparution ou l'arrestation de l'accusé anéantit l'arrêt de compétence comme l'arrêt définitif, en sorte que le contumace ne peut plus être condamné sans que la cour statue de nouveau sur la compétence. Cass., 4 pluviôse an 13, Str., V, 2, 184; Bull. crim., X, 109.

(1) Les débats doivent avoir lieu publiquement, même en matière de viol. Cass., 17 mai 1810, Str., XI, 1, 71; Bull. crim., XV, 134. — Les tribunaux spéciaux ne peuvent déléguer le pouvoir d'entendre les témoins. Cass., 7 fructidor an 9, Str., II, 1, 28; Bull. crim., VI, 544.

(2) Les récréléurs d'effets volés sur une grande route ne sont pas passibles de la peine de mort, mais seulement de la peine portée, par le Code pénal du 25 septembre 1791, contre les vols commis avec des circonstances aggravantes. Cass., 14 pluviôse an 11, Str., III, 2, 405; Bull. crim., VIII, 136; et 10 germinal an 11, Str., III, 2, 419; Bull. crim., VIII, 201.

ment provisoire des juges nommés à des fonctions législatives. (III, Bull. LXVII, n° 520.)

Les consuls... , vu l'article 1^{er} de la loi du 30 germinal an 5, conçu en ces termes : — « Les citoyens qui exercent des fonctions publiques pour un « temps illimité ne perdent point leur place par l'acceptation des fonctions « législatives; leur remplacement, dans ce cas, n'est que provisoire: mais « ils ne peuvent cumuler un double traitement; ils touchent seulement celui « de membre du corps législatif; » — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent ce qui suit :

Art. 1^{er}. Lorsqu'un juge institué à vie acceptera des fonctions législatives, l'autorité qui l'avait nommé pourvoira à son remplacement pour le temps pendant lequel il remplira ces fonctions.

2. Le remplaçant jouira du traitement annexé à la place de juge.

N° 85. = 19 pluviôse an 9 (8 février 1801). = *ARRÊTÉ contenant désignation d'individus auxquels l'étape n'est point fournie en nature* (1). (III, Bull. LXVII, n° 522.)

Art. 1^{er}. Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 1^{er} fructidor an 8, relatif aux étapes, sont applicables aux individus ci-après désignés; savoir : — 1° Aux militaires allant en ordonnance, et dans l'impossibilité, bien constatée, de rentrer le même jour au lieu de gîte ou de cantonnement; — 2° Aux prisonniers de guerre et déserteurs étrangers marchant isolément; — 3° Aux charretiers d'artillerie conduisant des chevaux et convois; — 4° Aux femmes et enfants désignés en l'article 16 de l'arrêté du 7 thermidor an 8, relatif aux enfants de troupe et aux femmes à la suite de l'armée.

2. En conséquence, ces individus recevront, pendant leur route, les quinze centimes par lieue, en remplacement d'étape, sur les mandats des commissaires des guerres, ou, à leur défaut, des préfets et sous-préfets.

N° 86. = 23 pluviôse an 9 (12 février 1801). = *ARRÊTÉ relatif à la solde d'activité à laquelle ont droit les officiers qui ont été prisonniers de guerre.* (III, Bull. LXVII, n° 523.)

Les officiers qui ont été prisonniers de guerre ont seuls le droit de toucher, lorsqu'ils rentrent en activité de service, les deux mois de solde d'activité de leurs grades respectifs, accordés par l'arrêté du 7 nivôse an 7.

N° 87. = 27 pluviôse an 9 (16 février 1801). = *Loi relative aux réclamations des percepteurs et receveurs des contributions* (2). (III, Bull. LXX, n° 539.)

Art. 1^{er}. Les conseils de préfecture statueront, dans le plus court délai, sur toutes les réclamations des percepteurs et receveurs dont les caisses ont été volées ou pillées, des percepteurs dont les rôles ont été brûlés avant leur entier recouvrement, de ceux qui ont entre les mains des assignats ou mandats; sur les réclamations des contribuables qui doivent des impositions anciennes qu'ils auraient pu acquitter en valeurs mortes, de ceux qui présentent des *duplicata* de récépissés de grains ou des coupures de coupons d'emprunt forcé; enfin, sur toutes les difficultés relatives à des contributions

(1) Voyez l'arrêté du 6 germinal an 9 (27 mars 1801), qui contient une nouvelle rédaction de l'art. 2 du présent. Voyez aussi l'arrêté du 1^{er} fructidor an 8 (19 août 1800), et les notes.

(2) Voyez, sur les réclamations formées par les particuliers, les villes ou les communes, en matière de contribution foncière, la loi du 2 messidor an 7 (20 juin 1799), et les notes.

antérieures à l'an 9. — Les receveurs particuliers leur remettront, à cet effet, dans les deux mois, au plus tard, de la publication de la présente, des états détaillés desdites réclamations.

2. Les ordonnances prononcées sur les objets précédens seront prises pour comptant, et allouées dans les comptes.

3. Les sommes qui pourraient rester dues sur le principal de la contribution foncière des bois et autres biens nationaux, pour les années 5, 6 et 7, seront indistinctement acquittées en certificats de possession, et les centimes additionnels seulement en numéraire. — Il en sera usé de même pour l'an 8, dans les départemens non soumissionnés, et, dans les autres, au fur et à mesure que les receveurs généraux sont couverts du montant de leurs obligations.

4. Toutes les décharges et réductions accordées sur les contributions antérieures à l'an 9 seront passées définitivement en non valeurs, et également allouées dans les comptes des receveurs. Les contribuables qui auraient payé leurs cotes d'avance, seront remboursés par les percepteurs ou receveurs, sur le produit des restes des contributions de la même année, du montant des réductions qu'ils auront obtenues.

5. Le caissier général du trésor public et les receveurs généraux seront tenus de présenter à la comptabilité nationale leurs comptes en recette et dépense de l'exercice de l'an 8, avant le 1^{er} germinal de l'an 10.

N^o 88.—29 pluviôse an 9 (18 février 1801).—**ARRÊTÉ** qui détermine le mode de paiement des officiers militaires, d'administration, et autres employés au service de la marine (1). (III, Bull. LXVIII, n^o 529.)

Art. 1^{er}. Les officiers militaires, d'administration, et autres entretenus ou non entretenus, employés au service de la marine, seront payés, à compter du 1^{er} ventôse an 9 de la république, pour leurs conduites ou frais de voyage et vacations, conformément au tarif inséré en l'article 2.

2.

GRADES DES OFFICIERS MILITAIRES, D'ADMINISTRATION, et autres entretenus.	CONDUITES ou frais de voyage par myriamètre ou lieu.		VACATIONS PAR JOUR.	
	fr.	c.	fr.	c.
Préfet.	15	"	20	"
Vice-amiral.	15	"	20	"
Contre-amiral.	10	"	15	"
Inspecteur général du génie maritime.	10	"	15	"
Inspecteur du port.				
{ militaires.				
{ des constructions.				
Chefs.	7	"	12	"
{ des mouvemens.				
{ d'artillerie.				
{ d'administration.				
Commissaires principaux.				

(1) Voyez le décret du 17 avril 1812, qui établit un nouveau mode de paiement de ces dépenses. Ce décret paraît avoir abrogé toutes les dispositions analogues du présent: mais il n'a pas modifié la fixation des frais de voyage et vacations. Voyez aussi les art. 16 et 17 de l'ordonnance du 16 décembre 1815—28 février 1816, relatifs à ces dépenses.

GRADES DES OFFICIERS MILITAIRES, D'ADMINISTRATION, et autres entretenus.	CONDUITES ou frais de voyage par myriamètre ou lieue.	VACATIONS PAR JOUR.
Capitaine de vaisseau.....	fr. c.	fr. c.
Ingénieur de vaisseau de 1 ^{re} classe.....		
Commissaire de marine.....	6 "	10 "
Le premier des sous-inspecteurs.....		
Médecin....		
Chirurgien.. } en chef des armées navales.....	"	
Pharmacien..		
Capitaine de frégate.....		
Ingénieur de vaisseau de 2 ^e classe.....		
Commissaire-auditeur.....		
Professeur des élèves de navigation.....	3 "	8 "
Garde-magasin de 1 ^{re} classe.....		
Médecin....		
Chirurgien.. } en second des armées navales.....		
Pharmacien..		
Lieutenant de vaisseau.....		
Sous-inspecteur.....		
Sous-ingénieur de 1 ^{re} classe.....		
Sous-commissaire de marine.....		
Secrétaire du conseil d'administration.....		
Médecin....	4 "	7 "
Chirurgien.. } de 1 ^{re} classe.....		
Pharmacien..		
Capitaine de gendarmerie.....		
Greffier en chef de la cour martiale.....		
Garde-magasin de 2 ^e classe.....		
Enseigne de vaisseau.....		
Sous-ingénieur de 2 ^e classe.....		
Commis principaux.....		
Chirurgien de 2 ^e classe.....		
Pharmacien de 2 ^e classe.....		
Jardinier botaniste.....	3 "	5 50
Lieutenant de gendarmerie.....		
Sous-garde-magasin d'artillerie.....		
Sculpteur en chef.....		
Peintre en chef.....		
Premier maître mâture.....		
Aspirans.....		
Elèves du génie maritime.....		
Commis ordinaire de la marine.....		
Préposé à l'inscription maritime.....		
Syndics des marins.....		
Chirurgien et pharmacien de 3 ^e classe.....	2 50	4 "
Maréchaux-des-logis.....		
Brigadiers et gendarmes maritimes.....		
Pompiers, gardes-pompes à incendie, en chef.....		
Maîtres entretenus de toute classe et de toute profession.....		
Comites et argousins.....		
Premier maître chargé à bord, quoique non entretenu.....		
Premier commis des vivres embarqué.....	2 "	3 "
Sous-comites et sous-argousins.....		

3. Tout officier ou entretenu, pour obtenir ses frais de voyage ou vacations, sera tenu de produire l'ordre de service en vertu duquel il aura voyagé

4. Les vacations ne seront payées que pour le temps de la résidence seulement dans les lieux où les officiers ou entretenus auront été détachés, à compter du jour de l'arrivée inclusivement jusqu'à celui du départ exclusivement. Ces époques devront être constatées par un certificat de l'autorité à laquelle ils auront été adressés, ou par la municipalité.

5. Si un officier ou un entretenu en mission ou en route, était retenu, par des ordres supérieurs ou par des événemens de force majeure, au-delà du terme qui sera fixé ci-après, il sera tenu d'en rapporter des preuves authentiques, pour que ses vacations lui soient allouées.

6. Si un officier ou un entretenu, ou tout autre, reçoit l'ordre de prendre la poste, et que la conduite attribuée à son grade ne puisse suffire à cette dépense, il lui sera alloué, pour en tenir lieu, les frais de poste de deux chevaux et d'un guide; et il sera ajouté une moitié en sus de ces frais, pour tenir lieu de nourriture et de toute autre dépense en route. — Au moyen de cette disposition, l'officier, l'entretenu ou tout autre, ne sera pas admis à demander des dédommagemens pour achat, loyer ou réparation des voitures, ni pour toute autre dépense quelconque.

7. Un officier ou entretenu chargé d'une mission particulière qui exigera un séjour de plus d'un mois, ne pourra prétendre à la jouissance des vacations pendant cet intervalle; passé lequel, il ne lui sera accordé qu'un supplément montant au plus au tiers des appointemens attribués à son grade, et pour un temps limité, qui sera déterminé par le ministre de la marine, et qui ne pourra excéder quatre mois, Paris excepté. — Les ingénieurs, maîtres et contre-maîtres employés à l'exploitation et au martelage des bois, sont provisoirement exceptés de cette disposition; ils jouiront, pendant le temps qu'ils seront en activité dans les forêts, du traitement alloué à ce genre de service.

8. Il ne sera alloué aucune vacation ni conduite aux commissaires, sous-commissaires, commis d'administration, préposés, syndics des marins et autres employés à l'inscription maritime, qu'autant qu'ils sortiront du chef-lieu de leur quartier ou syndicat, et qu'ils justifieront d'un ordre du ministre de la marine, du chef d'administration ou commissaire principal de l'arrondissement, qui les ait autorisés à se déplacer pour un service extraordinaire.

9. Les officiers-mariniers, pilotes-côtiers, les divers préposés des vivres, les maîtres et autres employés surnuméraires de toute classe et profession, les matelots, les novices et les mousses, ainsi que les ouvriers de levée, voyageant pour le service, naufragés ou provenant des prisons ennemies, recevront trente centimes par myriamètre ou lieue; et il leur sera accordé le logement en route, conformément à l'arrêté du 2 ventose an 5.

10. Indépendamment des trente centimes par myriamètre ou lieue, et du logement en route, il sera alloué aux officiers-mariniers, pilotes-côtiers et ouvriers qui seront levés pour le service des vaisseaux de la république ou pour celui des ports et arsenaux, ou qui en seront congédiés pour retourner dans leurs quartiers, quinze kilogrammes ou livres pesant pour le port de leurs hardes et effets; dix kilogrammes ou livres aux matelots, novices et mousses.

11. Le prix du port des hardes, à raison de quinze kilogrammes pesant, sera payé sur le pied de seize centimes par myriamètre aux officiers-mariniers et ouvriers, compris le port d'outils de ces derniers; et à raison de dix kilogrammes ou livres pesant, sur le pied de dix centimes par myriamètre ou lieue, aux matelots, novices et mousses.

12. La loi du 27 brumaire an 3 ayant assimilé les marins, pour la conduite en route, aux militaires de terre, les commissaires des guerres et adminis-

trations municipales auront soin de ne délivrer aux marins et ouvriers voyageant pour le service, naufragés ou provenant des prisons ennemies, aucune feuille de route ni billet de logement, que sur la présentation d'ordres de levée; de congédiement ou passeports en forme, émanés des officiers d'administration de la marine, des divers agens préposés à l'inscription maritime, des commissaires aux relations commerciales, ou de tous autres chargés de l'échange des prisonniers de guerre.

13. Le port des hardes continuera à être payé aux marins et ouvriers voyageant pour le service, dans le chef-lieu du quartier, et il en sera fait mention sur l'ordre de levée.

14. En conformité de l'article 74 du titre X de la loi du 3 brumaire an 4, portant rétablissement des troupes d'artillerie de la marine, les dispositions relatives aux frais de route et déplacement alloués aux troupes d'infanterie de la république, seront applicables aux dites troupes d'artillerie de la marine.

15. Les grades, dénominations ou professions des divers agens employés au service de la marine, qui ne seraient pas prévus dans le présent arrêté, seront, d'après une décision motivée du chef d'administration ou commissaire principal chargé en chef du service, assimilés, pour le paiement des conduites ou vacations, aux grades, dénominations ou professions ci-dessus mentionnés qui auront le plus d'analogie, en observant de prendre la quotité des appointemens fixes pour un des premiers termes d'assimilation. Le chef d'administration ou commissaire principal rendra compte au ministre de la marine de la détermination prise à ce sujet.

N° 89. = 29 pluviose an 9 (18 février 1801). = *Loi relative à l'exercice des fonctions d'avoués près les tribunaux de première instance, d'appel et criminels* (1). (III, Bull. LXXI, n° 545.)

Art. 1^{er}. Dans les communes où sont établis un tribunal criminel et des tribunaux de première instance ou d'appel, les avoués immatriculés aux tribunaux d'appel ou de première instance, pourront concurremment exercer leur ministère près du tribunal criminel; à la charge par lesdits avoués, de faire inscrire et viser au greffe du tribunal criminel l'acte qui justifie leur qualité.

2. Les avoués déjà reçus près les tribunaux criminels pourront réciproquement exercer leur ministère près un des deux tribunaux, soit d'appel, soit de première instance, siégeant dans la même commune, en fournissant par eux, s'il y a lieu, le surplus du cautionnement, et en faisant inscrire et viser au greffe du tribunal qu'ils auront choisi l'acte qui justifie leur qualité.

3. Ce supplément sera payé, au plus tard, dans les trois mois qui suivront la date de l'inscription faite au greffe.

N° 90. = 4 ventose an 9 (23 février 1801). = *ARRÊTÉ qui fixe les époques de la réunion des conseils d'arrondissement et des conseils généraux de département*. (III, Bull. LXXIX, n° 536.)

Les conseils d'arrondissement s'assembleront le 1^{er} germinal de chaque année, et les conseils généraux de département le 15 du même mois, pour procéder aux opérations ordonnées par l'arrêté du 19 floréal an 8 (2).

(1) Voyez la loi du 29 janvier (15, 16, 17, 18 décembre 1790 et) — 30 mars 1791, qui établit les avoués, et les notes.

(2) Voyez cet arrêté, et la note. — Aujourd'hui, et d'après l'art. 12 de la loi du 22 — 25 juin

N° 91. = 4 ventose an 9 (23 février 1801). = *Loi qui affecte des rentes et des domaines nationaux aux besoins des hospices* (1). (III, Bull. LXXIII, n° 550.)

Art. 1^{er}. Toutes rentes appartenant à la république; dont la reconnaissance et le paiement se trouveraient interrompus, et tous domaines nationaux qui auraient été usurpés par des particuliers, sont affectés aux besoins des hospices les plus voisins de leur situation (2).

2. Les administrations des hospices recevront les avis que leur en donneront les préfets, sous-préfets, maires, notaires et autres fonctionnaires et citoyens qui auront connaissance de rentes ou domaines de cette espèce; et, à leur première requête, les commissaires du gouvernement près les tribunaux seront tenus d'en poursuivre la restitution au profit desdits hospices (3).

N° 92. = 7 ventose an 9 (26 février 1801). = *ARRÊTÉ qui fixe pour l'an 9 les dépenses administratives, d'instruction publique, et judiciaires, à la charge des départemens* (4). (III, Bull. LXXIII, n° 551.)

Art. 1^{er}. Les dépenses d'administration civile, d'instruction publique, et

1833, la réunion des conseils-généraux de département ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une ordonnance royale, qui détermine l'époque et la durée de la session.

(1) Voyez, sur l'administration des biens des hospices, le décret du 23 messidor an 2 (11 juillet 1794), et les notes. Voyez surtout l'arrêté du 15 brumaire an 9 (6 novembre 1800), relatif au remplacement, par des capitaux, des biens aliénés des hospices; celui du 7 messidor an 9 (20 juin 1801), explicatif de la présente loi; celui du 9 fructidor même année (27 août 1801), qui rend applicables aux bureaux de bienfaisance les dispositions de cette même loi; et celui du 27 frimaire an 11 (18 décembre 1802), contenant la désignation des rentes provenant de l'ancien domaine national, du clergé ou des corporations supprimées, qui sont censées appartenir aux hospices.

(2) Dans le sens de cette disposition, on doit entendre par *usurpation* toute possession injuste, à titre de prétendu propriétaire : ainsi, des bois domaniaux injustement décernés par une commune, peuvent être réputés usurpés, et être réclamés à ce titre par les hospices : vainement la commune alléguerait que sa possession, essentiellement publique, surtout lorsqu'il s'agit de bois, repousse toute idée d'usurpation. Colmar, 13 juillet 1824, *SIN.*, XXV, 2, 14. — On doit ranger parmi les domaines usurpés, et en conséquence leur appliquer les dispositions de la présente loi, des biens de fabrique dont la rente a cessé d'être servie à la régie, encore que le bail ne remonte pas plus haut qu'à l'année 1786. Avis du cons., 28 avril—31 mai 1807, *SIN.*, VII, 2, 113.

Les rentes celées au domaine et ayant appartenu à des corporations supprimées peuvent être dévolues aux hospices qui en ont fait la découverte dans le délai de six mois après la main-mise nationale; mais ce délai de six mois doit s'entendre des six mois qui ont couru à partir de la main-mise nationale jusqu'au jour de la découverte de la rente par l'hospice, et non pas du jour de l'arrêté du gouvernement qui a créé ce droit en faveur des hospices. Arr. du cons., 5 août 1809, *SIN.*, Jur. du cons., I, 284. — La loi du 4 ventose an 9 n'attribue pas aux hospices les rentes à l'égard desquelles il y a eu contrainte décernée, quoiqu'elles aient été découvertes par eux. Décret du 11 janvier 1808. — Ni une rente dont le service aurait été interrompu, mais qui aurait été découverte par des agens du domaine, à quelque époque que ces agens en aient fait la découverte, et encore qu'ils l'aient faite depuis l'arrêté du 15 brumaire an 9. Avis précité du cons., 28 avril 1807, *SIN.*, VII, 2, 113. — L'arrêté du 7 thermidor an 11 n'a pas dépouillé les hospices des rentes dont ils jouissaient, en vertu de la présente loi, pour les attribuer aux fabriques. Ordonnance du 23 février 1820, *SIN.*, XX, 2, 303.

(3) C'est au préfet à envoyer les hospices en possession des biens celés au domaine et réclamés par ces établissements : le recours à l'autorité n'est nécessaire qu'au cas de résistance de la part des détenteurs des biens; et dans tous les cas il appartient aux conseils de préfecture d'interpréter les actes de vente. Arr. du cons., 11 août 1810, *SIN.*, Jur. du cons., V, 190. — Les actes administratifs et même les décrets, qui envoient les hospices en possession des biens prétendus usurpés, ne contiennent qu'un simple abandon des droits du domaine, et ne jugent pas la question de propriété. Colmar, arrêt précité du 13 juillet 1824, *SIN.*, XXV, 2, 14.

(4) Voyez la loi du 11 frimaire an 7 (1^{re} décembre 1798), qui règle le mode des recettes et

de l'administration de la justice, dans les départemens, sont fixées, pour l'an 9, conformément au tableau annexé au présent.

2. Les préfets, à la fin de chaque mois ou de chaque trimestre, se feront rendre compte de la rentrée des centimes additionnels; et ils en répartiront le montant sur toutes les natures de dépenses, et à tous ceux qui y ont droit, proportionnellement à ce qui leur revient (1).

3. Les préfets ne pourront, dans les mandats qu'ils délivreront, excéder les sommes réglées pour chaque nature de dépense, ni appliquer à une partie les fonds demeurés libres sur une autre, sans une autorisation spéciale du ministre de l'intérieur, pour les dépenses d'administration civile et l'instruction publique, et du ministre de la justice, pour les dépenses de l'administration de la justice, à peine d'en demeurer responsables.

4. Conformément à l'article 6 de l'arrêté du 27 floréal an 8, les préfets feront verser, de la caisse du receveur général de leur département dans la caisse de celui du département où est situé le tribunal d'appel, le contingent qui aura été déterminé pour la dépense dudit tribunal, en suivant la règle prescrite par l'article 3 du présent arrêté.

5. Le surplus des centimes additionnels et de la moitié du fonds de non-valeurs qui restera disponible après le paiement de toutes les dépenses, pourra être appliqué, par le ministre de l'intérieur, aux départemens qui en auront le besoin le plus urgent.

6. Conformément à la loi du 28 pluviôse an 8, chaque préfet rendra compte au conseil général de département, de l'emploi des sommes mises à sa disposition. Toutes les dépenses seront examinées, vérifiées et débattues: et le procès-verbal, qui sera rédigé à ce sujet, sera adressé au gouvernement.

(Suit le tableau mentionné à l'article 1^{er}.)

N° 93. = 9 ventose an 9 (28 février 1801). = **ARRÊTÉ relatif aux prises qui seront faites par les vaisseaux et autres bâtimens de l'état** (2). (III , Bull. LXXI, n° 548.)

Art. 1^{er}. Tous vaisseaux, frégates, et autres bâtimens de guerre ennemis qui seront pris par les vaisseaux, frégates et autres bâtimens de l'état, ainsi que leur artillerie, agrès, apparaux, vivres et munitions, et les marchandises, pierreries, matières d'or et d'argent, et autres effets chargés sur les bâtimens capturés, appartiendront, en totalité, aux individus composant les états-majors et équipages des bâtimens preneurs.

2. A l'égard des corsaires, bâtimens armés en guerre et marchandises,

dépenses départementales; le décret du 11 juin 1810, portant fixation des dépenses départementales, et les budgets annuels des dépenses qui contiennent des dispositions sur le même objet.

(1) Voyez l'arrêté du 5 floréal an 9 (25 avril 1801), rendu pour l'exécution de cet article.

(2) Voyez le décret du 23 messidor an 2 (11 juillet 1794), qui porte des dispositions sur le même objet; celui du 1^{er} jour complémentaire an 3 (17 septembre 1795), qui détermine le mode de liquidation des prises faites par les vaisseaux de l'état; la loi du 3 brumaire an 4 (25 octobre 1795), concernant l'administration des prises en général, et l'arrêté du 5 prairial an 5 (24 mai 1797), rendu pour l'exécution de cette loi; la loi du 12 vendémiaire an 6 (3 octobre 1797), relative aux reprises faites par les troupes de la république sur les ennemis; l'arrêté du 25 messidor suivant (13 juillet 1798), qui fixe le mode de répartition des prises faites par les bâtimens de l'état; et l'avis du cons. d'état du 4 avril 1800, qui détermine les droits des garnisons, des forts et batteries de terre et des préposés des douanes, qui ont contribué à la prise des vaisseaux ennemis.

Les prises faites par les armateurs ou corsaires, en vertu de lettres de marque, sont l'objet d'une législation particulière. Voyez, à cet égard, l'arrêté général du 2 prairial an 11 (22 mai 1803), et les notes.

Voyez aussi l'arrêté du 6 germinal an 8 (27 mars 1800), portant création d'un conseil des prises, et les notes.

et navires marchands, pris également par les vaisseaux ou autres bâtimens de l'état, un tiers du produit net de la prise sera prélevé au profit de la caisse des invalides de la marine, et les deux autres tiers seront distribués entre les états-majors et équipages des bâtimens preneurs, conformément aux dispositions du présent arrêté.

3. Lorsque les besoins de la république exigeront d'acquérir, pour son service, les vaisseaux et frégates de guerre de vingt canons et au dessus, enlevés aux ennemis, le prix en sera payé aux équipages des bâtimens preneurs, des fonds de la marine, dans trois mois, au plus tard, de leur acquisition, sur le pied, savoir : — De cinq mille francs, pour chaque canon, monté sur affût, des vaisseaux de quatre-vingt-dix canons et au dessus ; — De quatre mille francs, pour ceux de quatre-vingts jusqu'à soixante canons inclusivement ; — Et de trois mille cinq cents francs, pour ceux des vaisseaux et frégates de vingt canons et au dessus, jusqu'à soixante.

4. Lorsque les vaisseaux ennemis mentionnés en l'article précédent auront été pris à l'abordage, le prix accordé aux équipages preneurs sera augmenté de deux cents francs par chaque canon.

5. Dans les prix ci-dessus fixés seront compris l'artillerie, les munitions de guerre et de bouche, la coque du vaisseau, les mâtures, agrès, appaux, et toutes les dépendances des vaisseaux de guerre et frégates pris sur les ennemis, à l'exception des pierreries, des matières d'or et d'argent, et autres marchandises faisant partie des cargaisons, qui pourront se trouver à bord, lesquelles appartiendront aux équipages des vaisseaux preneurs, indépendamment du prix payé pour la valeur des bâtimens.

6. Pourront pareillement être acquis pour le service de la république, tous autres bâtimens de guerre, corsaires et navires marchands ennemis, pris par les vaisseaux de l'état, ainsi que les canons, armes, agrès, appaux, vivres et autres munitions ou marchandises, en tout ou partie, qui se trouveront à bord desdits bâtimens, et qui pourront être employés utilement pour le service des arsenaux : le prix en sera payé dans le terme de trois mois, du jour de leur acquisition, des fonds de la marine, sur l'estimation qui en sera faite par les commissaires nommés à cet effet, pour la république, par l'officier de l'administration de la marine du port où les prises seront vendues, de concert avec les experts nommés par les équipages preneurs, ou, à leur défaut, par le syndic des classes.

7. Tout ce qui ne sera pas acquis pour le service de la république sera vendu de la manière et en la forme ci-après prescrites ; et tous les frais de procédure, garde-magasiner et autres, seront prélevés sur le produit brut des évaluations, estimations et ventes.

8. A l'égard des vaisseaux, frégates et autres bâtimens de guerre, ainsi que des corsaires ennemis qui seront coulés bas, brûlés ou autrement détruits par les vaisseaux, frégates et autres bâtimens de la république, il sera payé, des fonds de la marine, aux équipages des vaisseaux et autres bâtimens qui les auront détruits, savoir : — Huit cents francs pour chaque canon monté sur affût, des vaisseaux de ligne ennemis ; — Six cents francs pour chaque canon de frégate et autres bâtimens de guerre ; — Et quatre cents francs pour chaque canon de corsaire particulier.

9. Le produit des prises et gratifications revenant, soit à des armées navales, escadres ou divisions, soit à un vaisseau ou autre bâtiment de la république ayant une destination particulière, sera partagé, savoir : — Un tiers entre les officiers généraux, les commandans de vaisseaux, frégates et autres bâtimens, et les officiers et autres personnes composant les états-majors ; — Et les deux tiers restans, entre les équipages.

10. Le tiers attribué aux officiers généraux, commandans et états-majors, ne fera, dans tous les cas, qu'une seule masse dans laquelle tous les officiers d'une armée navale, escadre ou division, ou ceux d'un vaisseau ou autre bâtiment ayant une destination particulière, auront les parts réglées ci-après pour leur grade, sans avoir égard à la force des bâtimens, savoir : — Le vice-amiral, commandant avec le titre d'amiral, trente parts ; le vice-amiral, commandant en chef, vingt ; s'il ne commande pas en chef, quinze : le contre-amiral, commandant en chef, quinze ; s'il ne commande pas en chef, dix : le capitaine de pavillon d'un officier général, cinq ; le capitaine de vaisseau, commandant un vaisseau, cinq ; commandant une frégate, trois et demie : le capitaine de frégate, commandant une frégate ou un autre bâtiment, trois : employé en second ou autrement, deux ; le lieutenant de vaisseau, commandant une frégate ou autre bâtiment, deux ; ne commandant pas, une : enseigne de vaisseau, commandant un bâtiment, une ; ne commandant pas, une demi-part ; l'officier de santé de première classe, un quart ; l'agent comptable, un quart : l'aspirant de la marine, un huitième. — Les officiers d'administration de la marine et les officiers du génie maritime embarqués sur les bâtimens de l'état, auront des parts de prises réglées d'après la correspondance de leur grade avec les grades militaires.

11. Les officiers promus à un nouveau grade dans le cours d'une campagne, ainsi que les gens de l'équipage qui seront avancés, jouiront du nombre de parts attribué à leur nouveau grade, pour les prises qui auront été faites depuis le jour qu'ils l'auront obtenu.

12. Les deux tiers appartenant aux équipages seront répartis comme il suit, savoir : — Aux sergens-majors, quand ils feront les fonctions de capitaines d'armes ; aux premiers maîtres de manœuvre, aux premiers maîtres de canonage, aux premiers maîtres de timonerie, à chacun quatre parts ; — Aux sergens des troupes de la marine, aux premiers maîtres de charpentage, aux premiers maîtres de calfatage, aux premiers maîtres de voilerie, aux seconds maîtres de manœuvre, aux seconds maîtres de canonage, aux seconds maîtres de timonerie, aux pilotes-côtiers, aux officiers de santé de seconde classe, à chacun trois parts ; — Aux seconds maîtres de charpentage, aux seconds maîtres de calfatage, aux seconds maîtres de voilerie, aux contre-maîtres, à chacun deux parts et demie ; — Aux caporaux des troupes de la marine, aux quartiers-maîtres, aux aides de canonage, aux aides de timonerie, aux aides de charpentage, aux aides de calfatage, aux aides de voilerie, aux officiers de santé de troisième classe, aux maîtres armuriers et forgerons, à chacun deux parts ; — Aux matelots faisant les fonctions de gabiers, aux préposés des vivres, à chacun une part un vingt-neuvième ; — A chaque matelot, soldat, tambour et musicien, une part ; — A chaque novice, trois quarts de part ; — A chaque domestique et mousse, une demi-part.

13. Les officiers de l'armée de terre embarqués sur des vaisseaux ou autres bâtimens de l'état, ou sur des transports frétés par lui, et armés en guerre, auront part aux prises selon leur grade correspondant avec ceux de la marine ; et les sous-officiers et soldats des mêmes troupes seront traités comme ceux des troupes de la marine.

14. Dans toutes les expéditions où les troupes de terre agiront de concert avec les forces navales, soit contre une place, soit contre une colonie, le produit des prises faites lors de l'attaque ou à vue du lieu qu'on devra attaquer, sera partagé en commun par tous les individus de terre et de mer, et par égale portion, à égalité de grade, sans que toutefois l'officier commandant les forces de terre en chef, puisse, à raison de son grade, prétendre à une part plus forte que l'officier commandant les forces navales.

15. Le supplément de part attaché au commandement n'est alloué qu'à l'officier général, l'officier supérieur ou autre commandant en chef les forces de terre. Tout officier général, officier supérieur ou autre ne commandant point en chef, sera traité comme l'officier de mer du même grade, non commandant.

16. Lorsqu'une armée navale ou escadre sera à l'ancre dans un port ou une rade, s'il en est détaché, pour établir des croisières, une escadre ou division, et que ce détachement fasse des prises, le tiers de leur produit sera dévolu de droit aux vaisseaux détachés, sans partage avec le reste de l'armée ou escadre; et les deux autres tiers seront réunis à la masse générale du produit des prises, pour être partagés tant entre les vaisseaux qui auraient été détachés, qu'entre ceux qui seraient restés à l'ancre.

17. Le produit des prises faites par quelques détachemens de l'armée navale ou escadre qui sera en pleine mer appartiendra en commun à l'armée navale ou escadre, sans aucune distraction en faveur des vaisseaux qui auront fait ou amariné lesdites prises.

18. Toutes les fois que des divisions de bâtimens, ayant des instructions séparées, seront expédiées en même temps pour des missions différentes, les prises que chaque bâtiment ou chaque division pourra faire à la mer, lui appartiendront en entier, sans partage avec les autres, lorsque les bâtimens preneurs ne seront plus en vue de ceux qui auront une autre destination.

19. Lorsqu'un ou plusieurs bâtimens seront détachés par le commandant d'une armée navale ou escadre, soit à l'ancre, soit à la mer, avec ordre de ne plus se réunir à l'armée ou escadre dont ils seront détachés, les prises qu'ils feront après leur séparation, leur appartiendront en entier.

20. Dans le cas où, par des ordres subséquens, des divisions ou des bâtimens pourvus d'instructions séparées devront se réunir, les prises qu'ils feront de part et d'autre avant la réunion, appartiendront, sans partage, à la division ou au bâtiment qui les aura faites.

21. Si un vaisseau ou autre bâtiment, destiné à faire partie d'une division ou escadre, est chargé, par ordre du préfet maritime, d'une mission particulière, les prises qu'il peut faire pendant le cours de cette mission, lui appartiennent en entier, sans que la division ou escadre à laquelle il doit être réuni à son retour, puisse y rien prétendre.

22. Si une division déjà en mer doit être jointe à une autre non encore expédiée ou ayant à remplir quelque mission avant que la réunion puisse s'effectuer, et qu'il soit fait des prises avant cette réunion, soit par la division déjà en mer, soit par celle qui doit aller la joindre, elles appartiennent à la division du bâtiment preneur, sans que l'autre division puisse former la prétention d'en partager le produit.

23. Lorsque des bâtimens armés en course par des particuliers auront été requis par les commandans des escadres, vaisseaux ou autres bâtimens de l'état, de sortir avec eux des ports ou de les joindre à la mer; dans ces cas seulement, lesdits bâtimens armés en course participeront au produit des prises et aux gratifications pendant le temps qu'ils seront attachés aux escadres ou vaisseaux; et leur part sera fixée suivant le nombre de leurs canons montés sur affût, sans avoir égard à leur calibre ni à leur force d'équipage, et proportionnellement au nombre des canons des vaisseaux et autres bâtimens de l'état avec lesquels ils auront fait lesdites prises; — De sorte que si, par exemple, le bâtiment armé en course était de vingt canons, et que la division fût composée d'un vaisseau de quatre-vingts, d'un de soixante-quatorze, et d'une frégate de trente, il serait fait deux cent quatre

parts, desquelles cent quatre-vingt-quatre appartiendraient à la division, et les vingt autres, au bâtiment armé en course (1).

24. Dans le cas où lesdits vaisseaux, ou autres bâtimens de l'état, auraient été détachés d'une armée navale ou escadre mouillée dans le port, la part qui reviendra aux bâtimens armés en course sera réglée comme si les vaisseaux détachés formaient, eux seuls, une escadre particulière, sans avoir égard aux vaisseaux qui, étant restés à la mer, n'auraient pas contribué à la prise; et la part qui reviendra aux vaisseaux de l'état sera répartie de manière qu'ils auront le tiers comme preneurs, et qu'ils partageront les deux autres tiers avec le reste de l'escadre.

25. Dans tous les cas où les bâtimens armés en course, n'ayant pas été requis de se joindre aux vaisseaux de l'état, feront des prises à vue desdits vaisseaux, elles appartiendront en totalité aux bâtimens armés en course, qui, de leur côté, ne seront admis à aucun partage dans les prises que les vaisseaux de l'état pourraient faire à leur vue.

26. Les équipages des bâtimens de commerce employés pour le compte de l'état et soldés par lui, auront pareillement part aux prises suivant le grade que chaque individu a au service. — Cependant la part de chacun des individus employés sur lesdits bâtimens ne pourra excéder, pour le capitaine du bâtiment de commerce, la part d'un enseigne; pour le second capitaine, la part d'un premier maître; pour les autres officiers, la part d'un aspirant; pour les premiers et seconds maîtres du bâtiment de commerce, la part d'un contre-maître; pour les autres hommes de l'équipage, la part du matelot.

27. Les bâtimens armés en guerre et marchandises, et destinés pour les colonies, auront part aux prises faites par les vaisseaux qui leur serviront d'escorte, lorsqu'ils coopéreront à les faire, ce qui sera constaté par la vérification et comparaison des journaux tant du vaisseau commandant que du bâtiment convoyé.

28. Les équipages des bâtimens dont la présence inopinée aura facilité les prises seront traités dans le partage comme les équipages des bâtimens preneurs.

29. Les prises faites en commun par des armées combinées seront réparties à raison du nombre de vaisseaux de ligne, sans avoir égard aux frégates et autres bâtimens; et comme cette répartition n'est que de nation à nation, les frégates et autres bâtimens n'auront pas moins la part qui leur revient dans la masse attribuée à chaque armée alliée.

30. Un officier général commandant une armée ou escadre, sous les ordres du commandant d'une armée ou escadre alliée, sera traité, dans la répartition, comme s'il commandait en chef.

31. Les héritiers des marins tués dans les combats ou morts des suites de leurs blessures, toucheront les parts qui étaient dévolues aux marins dont ils héritent, non seulement dans les prises faites avant leur mort, mais encore dans celles qui seront faites pendant le mois qui la suivra, pourvu que la campagne n'ait pas été interrompue.

(1) Lorsqu'un corsaire en relâche dans un port réclame la permission de sortir pour courir sus à des bâtimens ennemis qui sont en vue, l'autorité maritime du port est en droit de lui imposer la condition qu'il fera sa sortie concurremment avec des bâtimens de l'état, et qu'en cas de prise, il y aura partage. Cette condition, acceptée au nom des armateurs du corsaire, les oblige aussi efficacement que s'ils l'eussent acceptée eux-mêmes.

S'il y a dénégation, tant de la part des armateurs que de celle des consignataires, relativement à l'acceptation de la condition, il n'est pas absolument besoin que la preuve de l'acceptation soit faite par écrit: en ce cas, il suffit de la déclaration assermentée du préfet maritime et du commissaire principal de marine. Décis. du cons. des prises, 2 novembre 1808, S. n., VII, 2, 1121.

32. Les marins débarqués pour cause de maladie ou de blessures auront part à toutes les prises qui seront faites après leur débarquement, s'ils retournent à leurs bords respectifs, ou s'ils réarment sur les bâtimens de l'escadre ou division d'où ils provenaient; mais s'ils restent à terre ou s'ils passent sur d'autres bâtimens, ils ne participeront qu'aux prises faites dans l'espace d'un mois, à compter du jour de leur débarquement. Le même traitement sera accordé aux héritiers des officiers ou gens de l'équipage qui, étant débarqués pour rétablir leur santé, mourront des suites de leurs blessures.

33. Pour être à portée de pourvoir au sort des blessés ou veuves et enfans des gens de mer tués dans les combats ou morts des suites de leurs blessures, il sera arrêté par les conseils d'administration établis dans les ports, un état des gratifications qu'il conviendra de leur accorder sur la caisse des invalides de la marine, indépendamment des demi-soldes ou pensions qui doivent être la récompense des blessés qui, par suite de leurs blessures, seront hors d'état de servir, ou celles qui seront accordées aux veuves dont la situation exigera ce secours.

34. En cas de vente des prises dans les ports étrangers, les commissaires des relations commerciales, chargés, par l'arrêté du 6 germinal an 8, de remplir les fonctions des administrateurs de la marine, ne pourront prétendre qu'à une rétribution d'un demi pour cent, qui sera prélevée sur le produit net de la vente.

35. Les ordonnateurs ou administrateurs de la marine dans les colonies, seront autorisés à poursuivre le jugement, et à faire procéder à la répartition des prises qui y seront conduites; mais la part du produit des prises revenant aux équipages preneurs, ne pourra être employée dans les colonies pour les besoins du service, que de leur consentement exprès et individuel.

36. Lorsque les prises auront été vendues dans les colonies, et que leur répartition devra se faire en France, les récépissés des trésoriers particuliers sur le payeur général de la marine, feront connaître les noms de tous les bâtimens copreneurs, ainsi que l'espèce des prises et les époques où elles auront été faites.

37. Le bordereau de la vente, ainsi que l'état de répartition, seront imprimés; et un exemplaire en sera envoyé à chaque quartier des classes auquel appartiendront les marins intéressés à la répartition, et un autre, dans le cas où des troupes auraient été embarquées, aux conseils d'administration des corps auxquels elles appartiennent.

38. Lorsque la vente des prises faites sur l'ennemi aura eu lieu dans d'autres ports que ceux de la république, la part qui reviendra aux bâtimens preneurs sera versée dans les ports où les bâtimens auront été désarmés; mais dans le cas où l'équipage aurait été congédié avant de pouvoir toucher la part de prise qui lui revient, chacun des hommes qui le composent touchera sa part sur la caisse de son quartier.

39. Lorsque les bâtimens français auront été repris par les bâtimens de l'état après avoir été vingt-quatre heures au pouvoir de l'ennemi, les bâtimens et leur cargaison appartiendront aux équipages preneurs, conformément aux articles 1 et 2: mais dans le cas où la reprise aura été faite avant les vingt-quatre heures, le droit de reconusse ne sera que du tiers de la valeur du navire repris et du tiers de sa cargaison; et si le bâtiment repris est un bâtiment de guerre, le tiers de sa valeur sera évalué suivant les dispositions de l'article 3.

40. Les procédures pour parvenir au jugement des prises faites par les escadres ou vaisseaux de la république, seront commencées, dans les vingt-

quatre heures qui suivront l'arrivée desdites prises, par l'officier d'administration de la marine du port de la république dans lequel elles auront été conduites, pour y être vendues, ou par le commissaire des relations commerciales, si c'est dans un port étranger, conformément à l'arrêté du 6 germinal an 8.

41. Les ventes définitives, les ventes provisoires, s'il y a lieu, et les liquidations des prises, seront faites conformément aux dispositions de l'arrêté du 6 germinal an 8.

42. Il est expressément défendu à tous individus composant les états-majors et équipages des vaisseaux, frégates et autres bâtimens de la république, comme à tous officiers, sous-officiers et soldats, soit de terre, soit de marine, embarqués comme garnison, de vendre à l'avance leurs parts éventuelles dans le produit des prises. Toute vente, cession ou transport, qui en auraient été faits, seront nuls et de nul effet : l'acquéreur perdra toute somme qu'il aurait payée pour ce genre de transaction, et sera, en outre, condamné à une amende de mille francs au profit de la caisse des invalides de la marine, pour chacune de celles qu'il se serait permises, conformément à la loi du 1^{er} octobre 1793.

N° 94. = 12 ventose an 9 (3 mars 1801). = *ARRÊTÉ qui règle les crédits des ministres pour l'an 9.* (III, Bull. LXXIII, n° 558.)

N° 95. = 13 ventose an 9 (4 mars 1801). = *LOI concernant la formation et le renouvellement des listes d'éligibilité prescrites par la constitution* (1). (III, Bull. LXXII, n° 549.)

N° 96. = 13 ventose an 9 (4 mars 1801). = *ARRÊTÉ relatif à une exposition publique et annuelle des produits de l'industrie française* (2). (III, Bull. LXXIII, n° 559.)

Art. 1^{er}. Il y aura chaque année, à Paris, une exposition publique des produits de l'industrie française, pendant les cinq jours complémentaires. Cette exposition fera partie de la fête destinée à célébrer l'anniversaire de la fondation de la république.

2. Tous les manufacturiers et artistes français qui voudront concourir à cette exposition, seront tenus de se faire inscrire, avant le 15 messidor,

(1) Cette loi, basée sur la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), se rapporte à un état de choses aboli depuis long-temps : plusieurs systèmes électoraux ont successivement remplacé celui que cette constitution avait établi ; et la formation des listes électorales a été l'objet d'un assez grand nombre de lois, dont la dernière, celle du 19—23 avril 1831, par son tit. III, a établi un système entièrement différent de ceux antérieurement suivis.

C'est pourquoi nous croyons pouvoir nous dispenser de donner le texte de la présente loi, qui n'offre plus d'intérêt.

Voyez, dans les notes qui accompagnent le tit. III, sect. II, de la constitution du 3—14 septembre 1791, le résumé de la législation sur les élections.

(2) Voyez le décret du 15 février 1806, qui ordonne l'ouverture d'une exposition pour le 2^e mai de cette année, et qui reproduit les dispositions du présent arrêté sur le mode d'admission des objets destinés à être exposés ; l'ordonnance du 13 janvier—3 février 1819, portant qu'il y aura tous les quatre ans une exposition des produits de l'industrie française, et qui détermine le mode d'admission de ces produits ; celles des 29 janvier—9 février et 20 février—19 mars 1823 spéciales pour l'exposition de cette même année ; celle du 4—20 octobre 1826, spéciale pour l'exposition de 1827 ; et celle du 4—12 octobre 1833, qui ordonne l'ouverture d'une exposition des produits de l'industrie en 1834, et portant qu'à l'avenir les expositions périodiques auront lieu de cinq ans en cinq ans.

au secrétariat-général de la préfecture de leur département, et d'y remettre des échantillons ou modèles des objets d'art qu'ils désireront exposer.

3. Les produits des découvertes nouvelles, et les objets d'une exécution achevée si la fabrication en est connue, pourront seuls faire partie de l'exposition. Ces produits et ces objets ne seront admis qu'après un examen préalable, et sur le certificat d'un jury particulier de cinq membres, nommé à cet effet par le préfet de chaque département.

4. Les opérations de ce jury seront terminées au 1^{er} thermidor; et les préfets feront publier et afficher les noms des manufacturiers et artistes de leurs arrondissemens respectifs, dont les productions auront été jugées dignes d'être présentées au concours général qui aura lieu à Paris; ils indiqueront l'espèce et la qualité de ces productions.

5. Les objets dont les jurys de département auront prononcé l'admission, seront examinés par un nouveau jury, composé de quinze membres nommés par le ministre de l'intérieur. Ce jury désignera les douze manufacturiers ou artistes dont les productions lui auront paru devoir être préférées à celles de leurs concurrens: il indiquera en outre les vingt autres manufacturiers ou artistes qui auront mérité, par leurs travaux et leurs efforts, d'être mentionnés honorablement.

6. Les citoyens désignés par le jury seront présentés au gouvernement par le ministre de l'intérieur.

7. Un échantillon de chacune des productions désignées par le jury sera déposé au conservatoire des arts et métiers, avec une inscription particulière qui rappellera le nom de l'artiste qui en sera l'auteur.

8. Le procès-verbal contenant le choix motivé du jury sera transmis à tous les préfets, qui en donneront connaissance à leurs administrés.

N° 97. = 16 ventose an 9 (7 mars 1801). — ARRÊTÉ et instruction pour la convocation des conseils généraux de département (1). (Code administratif de Fleurygeon (1), tome I, page 116.)

Le ministre de l'intérieur, considérant que les conseils de département ont été établis, 1° pour assurer aux administrés l'impartialité de la répartition de l'impôt, et la vérification de l'emploi des deniers levés pour le paiement des dépenses locales; 2° pour procurer au gouvernement des lumières qui seules peuvent le mettre à même de fournir aux besoins de chaque département, et d'améliorer l'ensemble de l'administration publique; — Considérant que le but de cette utile et sublime institution ne peut être parfaitement rempli, si les conseils généraux ne donnent à leurs travaux une direction uniforme, qui puisse présenter à l'administration générale des résultats susceptibles d'être classés dans un ordre méthodique et commun à tous les départemens, — Arrête que les préfets, lors de l'ouverture de la prochaine session, feront remettre aux conseils généraux de département l'instruction suivante, en les invitant à suivre, pour l'ordre de leurs délibérations et la rédaction de leurs procès-verbaux, la distribution de matières qui y est indiquée. *Le ministre de l'intérieur, Signé CHAPTAL.*

INSTRUCTION.

La loi du 28 pluviôse an 8 a fixé les attributions des conseils généraux de département. — Ces attributions consistent : — 1° A faire la répartition des

(1) Voyez, sur le mode d'élection et de convocation de ces conseils, la loi générale du 22—25 juin 1833. Jusqu'à ce que les attributions des conseils généraux de département aient été définitivement fixées par une loi, nous croyons que les anciennes règles doivent être suivies, et, par ce motif, nous donnons le texte de la présente instruction.

contributions directes entre les arrondissemens communaux du département ; — 2° A statuer sur les demandes en réduction, faites par les conseils d'arrondissement, les villes, bourgs et villages ; — 3° A déterminer, dans les limites fixées par la loi, le nombre des centimes additionnels dont l'imposition sera demandée pour les dépenses du département ; — 4° A entendre le compte annuel que le préfet rendra de l'emploi des centimes additionnels qui auront été destinés à ces dépenses ; — 5° A exprimer leur opinion sur l'état et les besoins du département. — Ces attributions présentent dans leur ensemble deux objets très distincts l'un de l'autre. — Par les quatre premiers articles les conseils généraux sont investis des fonctions administratives. — Le cinquième donne à leurs rapports avec le gouvernement un caractère de représentation départementale. — Cette division doit se retrouver dans l'ordre de la série de leurs travaux, ainsi que dans les procès-verbaux qui en sont l'expression. — Il faut que ces procès-verbaux présentent deux chapitres distincts.

CHAPITRE I^{er}.

Ce chapitre renfermera toute la partie administrative divisée en quatre titres. Pour remplir le vœu de la loi, il est nécessaire, 1° que les conseils généraux consignent dans leur procès-verbal, en procédant à la répartition de l'impôt, les détails qui prouvent l'égalité et la justice de cette opération ; — 2° Qu'ils présentent les motifs des décisions qu'ils donneront sur les demandes en réduction ; — Qu'ils offrent le tableau des dépenses qui nécessitent l'imposition des centimes additionnels dont ils auront fixé la quotité, et qu'ils fassent connaître les principales considérations qui ont déterminé l'adoption, la réduction, le rejet ou la proposition d'une dépense nouvelle ; — 4° Qu'ils fassent sur le compte annuel qu'ils doivent entendre de l'emploi des centimes additionnels, toutes les observations qu'exige l'importance de cet objet. — Cette audition de compte n'est pas une simple formalité ; c'est une mesure essentiellement conservatrice, qui a pour objet de constater qu'aucune des sommes portées en dépense n'a reçu une destination différente de celle que la loi a fixée. — Les conseils doivent s'assurer de la légalité de toutes ces dépenses, et rejeter, en énonçant les causes de la décision, celles qui ne seraient pas suffisamment justifiées. — Il serait convenable que ce titre fût sous-divisé dans l'ordre qu'on a suivi pour les états de dépenses de l'an 9, qui viennent d'être adressés aux préfets. Ces états ne comprennent que les dépenses administratives et judiciaires. On porterait dans un cahier séparé ce qui aurait trait aux autres natures de dépenses.

CHAPITRE II.

Ce chapitre doit comprendre tout ce qui peut tendre à faire connaître l'état et les besoins du département. — Cette partie des travaux des conseils est la seule dont la loi du 28 pluviose leur prescrive de faire directement l'envoi au ministre. — Cette communication immédiate a pour objet de faire parvenir au gouvernement le véritable vœu, le tableau fidèle de leurs besoins, l'expression pure de leurs pensées. — Ces mémoires doivent présenter à l'administration non seulement les maux à réparer, ou le bien à faire dans chaque département, mais des vues étendues, des idées d'utilité publique, des élémens d'amélioration et de prospérité générale. — Il importe, pour faciliter l'usage qu'on peut faire de ces documents, de les diviser par ordre de matières. — J'invite les conseils à se conformer avec quelque exactitude à la distribution que je vais leur indiquer. — Le deuxième

chapitre sera divisé en cinq titres ; — 1° Agriculture et commerce ; — 2° Secours publics, prisons ; — 3° Ponts-et-chaussées, navigation. — 4° Instruction publique ; — 5° Population, administration. — Il convient que ces cinq titres soient subdivisés en autant de paragraphes qu'il y aura d'objets sur lesquels on aura des vues à présenter, des réformes ou des améliorations à proposer. — Le premier titre contiendra l'état de l'agriculture et l'aperçu des encouragemens à lui donner ; celui des défrichemens à faire ou à restreindre, des desséchemens à opérer, des baras à conserver ou à établir, des développemens sur les ressources que le territoire peut offrir à ses habitans, à raison des denrées, des productions du pays, des manufactures qui s'y trouvent ou qu'on peut y créer, des mines à exploiter, des chemins vicinaux à rendre plus praticables ; enfin, de tous les moyens qui, sagement employés, doivent maintenir l'abondance, accroître l'industrie et vivifier le commerce. — Le deuxième titre doit présenter tout ce qui a trait aux prisons, aux hospices, aux enfans abandonnés, aux institutions de bienfaisance, aux octrois qui sont principalement établis pour le soulagement des pauvres. Tout ce que des réunions d'établissmens de ce genre, de nouveaux systèmes d'administration, ou des perfectionnemens dans la gestion peuvent procurer d'avantages, soit en diminuant les dépenses, ou en augmentant les produits, doit être soigneusement indiqué. — Le troisième titre comprendra ce qui est relatif aux travaux publics. Les grandes routes, les ponts, les digues, les canaux, les écluses, sont classés sous cette dénomination. La sollicitude des conseils généraux doit se porter essentiellement sur l'état de dégradation où se trouvent ces routes et les ponts qui en dépendent ; ils doivent indiquer les causes accidentelles ou périodiques de cette dégradation, et présenter des vues sur les moyens de restauration et de conservation qui peuvent concilier au plus haut degré la solidité et l'économie. — Le quatrième titre doit offrir le tableau de la situation des diverses écoles, des progrès ou de la décadence de l'enseignement, de l'influence des instituteurs à ce sujet, des dispositions plus ou moins prononcées des habitans pour l'instruction, et des dispositions les plus efficaces pour aider l'aptitude ou stimuler l'apathie ; des bibliothèques ; des dépôts d'objets de sciences et d'arts à compléter ; des musées, des conservatoires à favoriser ; des théâtres à multiplier ou à restreindre, des résultats qu'ont pour l'esprit public les fêtes nationales, et de ce qu'il conviendrait de faire pour leur imprimer un plus grand caractère, et leur donner plus de solennité ; enfin, des monumens publics à établir, à restaurer, à utiliser. — Le cinquième titre sera divisé en deux articles. L'un fera connaître la population, les causes de son accroissement ou de sa diminution ; l'exécution plus rapide ou plus lente que reçoivent les lois dans le département. Cet article doit contenir des détails assez précis, pour que, d'après les habitudes, les préjugés, les opinions, les mœurs et l'énergie des habitans, le gouvernement détermine le genre de surveillance, de répression, d'encouragement et de protection qui obtiendra les plus heureux effets dans les diverses localités. — Le second article doit donner l'aperçu de l'état civil du département, exprimer un avis sur les moyens les plus sûrs et les plus économiques d'en faire rédiger convenablement les actes ; sur les délimitations nouvelles du territoire ; sur la fixation actuelle des chefs-lieux ; sur les biens patrimoniaux et communaux ; sur l'avantage ou les inconvéniens du partage des biens dont la possession est demeurée commune. Il sera terminé par l'expression de l'opinion publique sur la moralité, l'aptitude et l'assiduité des fonctionnaires publics. — Il sera nécessaire, pour simplifier le travail de l'administration générale, que chaque titre, et même chaque

article soit porté sur un cahier séparé. Les conseils, j'en renouvelle l'observation, n'auront à m'envoyer que le chapitre second de leurs procès-verbaux; les préfets m'adresseront le surplus. Ceux-ci auront soin de faire passer en même temps, par extrait à chacun des ministres, ce qui, dans ces procès-verbaux, concernera leurs attributions.

Le ministre de l'intérieur, Signé CHAPTAL.

N° 98. — 16 ventose an 9 (7 mars 1801). — *Loi qui proroge, en faveur des créanciers d'individus inscrits sur la liste des émigrés, le délai accordé pour l'inscription des droits d'hypothèque ou de privilège.* (III, Bull. LXXIV, n° 568.)

Art. 1^{er}. Les délais accordés par les articles 37 et 47 du titre III de la loi du 11 brumaire an 7, et par les lois des 16 pluviôse et 17 germinal même année, pour l'inscription des droits d'hypothèque ou de privilège, sont prorogés en faveur des créanciers hypothécaires d'individus inscrits sur la liste des émigrés, et dont les biens avaient été séquestrés (1).

2. Lesdites inscriptions pourront être faites par ces créanciers, dans les trois mois, à partir du jour où la radiation du prévenu d'émigration aura été légalement constatée (2).

3. Ce jour sera, pour l'avenir, celui où l'individu rayé aura, dans le département ou les départemens de la situation des biens restitués, fait prononcer par le préfet la levée du séquestre.

4. A l'effet de fixer et assurer la date de l'arrêté qui prononcera la levée du séquestre, il sera, dans chaque préfecture, tenu un registre en forme authentique, ouvert au public, dans lequel seront inscrits, par ordre de dates et de numéros, sans aucun blanc, interligne ni lacune, les arrêtés qui auront prononcé la levée du séquestre.

5. Lorsque la radiation aura été prononcée, et le séquestre levé antérieurement à la publication de la présente loi, le délai de trois mois courra en faveur des créanciers hypothécaires des individus rayés, à compter du jour de la promulgation de la présente loi.

6. Tout porteur de créance spécifiée en l'article 1^{er}, qui se sera fait inscrire dans le délai fixé par les articles 2 et 5, conservera ses droits à la date de ses titres.

7. Les inscriptions qui seront faites en vertu des dispositions ci-dessus, ne pourront nuire aux droits des créanciers qui, porteurs d'un titre souscrit par l'individu rayé postérieurement à sa radiation, auraient, antérieurement à la promulgation de la présente, fait inscrire leur créance dans les formes voulues par la loi.

(1) L'inscription prise sur les biens d'un émigré avant ou après sa radiation provisoire est valable, si depuis il a été rayé définitivement. Cass., 2 août 1814, Sir., XV, 2, 13; et 3 octobre 1814, Sir., XV, 1, 127. — Cette loi ne s'applique pas au cas de séquestre soit sur des biens de condamné, soit sur des biens de fermier-général comptable. Cass., 26 avril 1813, Sir., XIII, 1, 270; Bull. civ., XV, 122.

(2) Cette disposition s'applique aux biens restitués en vertu de la loi du 5 décembre 1814. Cass., 11 août 1824, Sir., XXV, 1, 55. — Elle s'applique même au cas où les biens de l'émigré n'ont pas été séquestrés de fait, et où l'obligation en vertu de laquelle l'inscription est requise, a été contractée par un émigré, pendant le temps de sa mort civile. Cass., 28 juin 1808, Sir., IX, 1, 84. — Dans le cas d'inscription à prendre sur des biens rendus en vertu de la loi du 5 décembre 1814, le délai de trois mois court non du jour de la promulgation de la loi qui a ordonné la remise des biens, mais du jour où a été rendu l'arrêté du préfet portant remise effective. Cass., arrêt précité du 11 août 1824. — Jugé encore que le délai court seulement du jour de la mainlevée du séquestre, et non du jour de la notification de la radiation faite au préfet. Cass., arrêt précité du 28 juin 1808.

8. Toute poursuite en expropriation forcée contre les individus rayés désignés dans la présente loi, restera suspendue pendant le délai indiqué par les articles 2 et 5 ci-dessus.

9. Toutes ventes et aliénations antérieures à la promulgation de la présente, faites par lesdits individus, et qui, n'étant pas encore transcrites, ne le seraient que dans ledit délai, ne seront purgées que des charges et hypothèques non inscrites aux registres de la conservation avant l'expiration des trois mois. Il en sera de même des ventes ou aliénations postérieures à la promulgation de la présente, qui ne seraient transcrites que dans lesdits trois mois.

10. Les dispositions contenues en la présente loi ne sont point applicables aux créanciers des individus qui auraient été rayés, et dont les séquestres auraient été levés avant le 11 brumaire an 7, à moins que les arrêtés de radiation n'aient été rapportés, et les séquestres apposés de nouveau depuis cette époque.

N° 99. = 18 ventose an 9 (9 mars 1801). = *Loi portant que les départemens de la Roër, de la Sarre, de Rhin-et-Moselle et du Mont-Tonnerre sont partie intégrante du territoire français.* (III, Bull. LXXIV, n° 569.)

N° 100. = 19 ventose an 9 (10 mars 1801). = *Loi portant que les bois et forêts nationaux ne paieront point de contribution* (1). (III, Bull. LXXIV, n° 570.)

Art. 1^{er}. Les bois et forêts nationaux ne paieront point de contribution.

2. Les fermiers et affouagers qui, par les clauses de leurs baux ou traités avec la république, sont assujétis à payer la contribution des bois nationaux composant leurs fermes ou leurs affouages, paieront, chaque année, à l'administration des domaines, en sus du prix de leurs baux ou traités, une somme égale à celle qu'ils auront payée ou dû payer en l'an 9.

3. Les bois et forêts nationaux, qui, par vente ou par levée des séquestres, redeviendront propriétés particulières, seront, à compter de l'année qui suivra leur distraction des propriétés nationales, portés aux rôles de la contribution foncière comme les autres propriétés; et pareille somme sera ajoutée à la contribution de la commune dans laquelle ils seront situés, pour cette année et la suivante (2).

4. Les nouveaux possesseurs desdits bois et forêts nationaux en paieront à la régie des domaines la contribution foncière pour l'année de leur entrée en jouissance; et ce d'après la cotisation de l'an 9, mais dans la proportion seulement de l'espace de temps qui restera à courir depuis la date de la levée du séquestre ou de la vente, jusqu'à la fin de l'année (3).

N° 101. = 21 ventose an 9 (12 mars 1801). = *Loi portant fixation des con-*

(1) Voyez la loi générale du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798), sur la contribution foncière, art. 103 et suiv., et les notes.

(2) Modifié par la loi du 23 septembre 1814 et par d'autres lois sur les finances, qui disposent que les bois et autres propriétés qui deviennent impossibles, sont cotisés, d'après une matrice particulière, comme les autres bois et propriétés de même nature, en accroissement du contingent de chaque département, de chaque arrondissement, de chaque commune.

(3) Les nouveaux possesseurs sont maintenant cotisés à partir de leur entrée en jouissance; mais la cotisation est établie dans un rôle spécial, par la direction des contributions directes et recouvrée par les percepteurs.

tributions foncière et personnelle pour l'an 10 (1). (III, Bull. LXXIV, n° 571.)

Art. 1^{er}. La contribution foncière pour l'an 10 est fixée à deux cent dix millions. Les forêts et bois nationaux ne seront portés aux états de section et matrices de rôles que pour mémoire.

2. Les autres contributions directes et indirectes sont fixées pour l'an 10 comme pour l'an 9.

3. La répartition de la contribution foncière entre les départemens est faite conformément au tableau annexé à la présente.

4. La répartition de la contribution personnelle est faite entre tous les départemens, pour l'an 10 comme pour l'an 9.

5. Nul ne sera taxé à la contribution mobilière qu'au lieu de sa principale habitation (2). — Et sera considérée comme habitation principale, celle dont le loyer sera le plus cher. — En conséquence, tout citoyen qui aura plusieurs habitations, sera tenu de les déclarer à chacune des municipalités où elles sont situées. — Il indiquera celle dans laquelle il doit être imposé, et justifiera, dans les six mois, qu'il a été réellement imposé.

6. Il sera réparti par franc, en sus du principal des contributions directes, onze centimes, tant pour les fonds de non valeurs, que pour le paiement des traitemens fixes des tribunaux, des administrations et de l'instruction publique.

7. Il sera, en outre, réparti par chaque département, en sus desdits principal et centimes additionnels, la somme nécessaire pour les autres dépenses, tant du département, que des arrondissemens communaux qu'il renferme. Ne pourra néanmoins ladite somme excéder cinq centimes par franc du principal.

8. Les conseils municipaux des villes, bourgs et villages, répartiront la somme nécessaire pour leurs dépenses, d'après la fixation qui en aura été faite. Cette somme ne pourra excéder cinq centimes pour franc du principal. Ladite somme sera retenue par le percepteur de chaque commune, et employée par lui à l'acquittement des dépenses municipales.

(Suit le tableau mentionné à l'article 3.)

N° 102. = 21 ventose an 9 (12 mars 1801). = Loi qui détermine la portion saisissable sur les traitemens des fonctionnaires publics et des employés civils (3). (III, Bull. LXXIV, n° 572.)

Les traitemens des fonctionnaires publics et employés civils seront saisis-

(1) Voyez, sur la contribution foncière, la loi générale du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798), et les notes qui résument toute la matière; et, sur la contribution personnelle, celle du 3 nivose an 7 (23 décembre 1798), et les notes.

(2) Aneun citoyen ne doit être taxé à la contribution personnelle qu'au lieu de sa principale habitation : il n'y a d'exception à cette règle qu'en faveur de la ville de Paris, où chacun de ses habitans domicilié doit être imposé, payât-il déjà une contribution personnelle dans un autre département. Arr. du cons., 26 janvier 1809, *Sin.*, XVII, 2, 107. — L'habitation principale où chacun doit payer sa contribution personnelle et mobilière, n'est pas le lieu où l'on a son domicile légal, mais bien celui où l'on a le loyer le plus cher. Arr. du cons., 8 juillet 1818, *Sin.*, XVIII, 2, 303; et une foule d'autres arrêts. — Lorsqu'il s'agit de décider quelle est l'habitation principale dans laquelle un particulier doit être taxé à la contribution personnelle, on peut apprécier la valeur locative par la qualité de l'imposition mobilière. Arr. du cons., 16 juin 1824, *Mac.*, VI, 306.

(3) Voyez la loi du 19 pluviose an 3 (7 février 1795), qui détermine la portion saisissable des appointemens des officiers, des commissaires des guerres et employés dans les armées, et les notes; celle du 22 floréal an 7 (11 mai 1799), sur le paiement des pensions, art. 7, qui défend de saisir les arrérages des pensions, et la note; l'arrête du 7 thermidor an 10 (26 juillet 1802), portant qu'il ne sera plus reçu au trésor de significations de transport, cessions ou délé-

sables jusqu'à concurrence du cinquième sur les premiers mille francs et toutes les sommes au dessous, du quart sur les cinq mille francs suivans, et du tiers sur la portion excédant six mille francs, à quelque somme qu'elle s'élève; et ce, jusqu'à l'entier acquittement des créances (1).

N° 103. = 24 ventose an 9 (15 mars 1801). — *Loi qui autorise l'établissement de trois ponts à Paris.* (III, Bull. LXXV, n° 581.)

Art. 1^{er}. Il sera établi trois ponts à Paris sur la Seine : — Le premier, entre le Jardin des Plantes et l'Arsenal; — Le second, entre les îles de la Cité et de la Fraternité; — Le troisième, pour un passage à pied entre le Louvre et le quai des Quatre-Nations.

2. Ces ponts seront construits en bois ou en fer

3. Le gouvernement est autorisé à traiter avec les concessionnaires qui offriront de fournir les fonds nécessaires pour la construction des trois ponts, aux charges ci-après énoncées : — 1° La construction de ces ponts s'exécutera sous la conduite et d'après les plans et devis des ingénieurs des ponts et chaussées, approuvés par le ministre de l'intérieur. — 2° Ils seront construits et livrés à l'usage du public dans le délai de dix-huit mois au plus tard. — 3° Ces ponts seront conservés dans le meilleur état d'entretien pendant la jouissance des concessionnaires.

4. Il sera perçu par les concessionnaires, et à leur profit, une taxe au passage sur lesdits ponts, conformément au tarif réglé par l'article 8 ci-après.

5. Les produits de la taxe tiendront lieu aux concessionnaires du remboursement de leurs avances, et de toutes répétitions ou indemnités relatives à la construction et à l'entretien desdits ponts.

6. Les concessionnaires jouiront de ladite taxe jusqu'au 1^{er} vendémiaire de l'an 36, époque à laquelle la remise desdits ponts, rétablis en bon état, sera faite au gouvernement.

7. Si la construction de ces ponts nécessite l'emploi de terrains appartenant à des particuliers, l'acquisition en sera faite par les concessionnaires, à la charge du paiement préalable et des autres conditions réglées par les lois.

8. Tarif de la taxe sur le pont du Jardin des Plantes.

Pour chaque personne à pied, chargée ou non chargée d'un fardeau, cinq centimes; pour chaque cavalier et son cheval, dix centimes; pour chaque

gations de pensions à la charge de l'état; celui du 18 nivose an 11 (8 janvier 1803), qui déclare les traitemens des ecclésiastiques insaisissables dans leur totalité; celui du 10 germinal suivant (31 mars 1803), qui applique aux créanciers des militaires invalides les dispositions de celui du 7 thermidor an 10; et l'art. 580 du Cod. proc. civ., qui ordonne l'exécution des lois et réglemens ci-dessus.

(1) Le traitement que reçoit de la ville un officier de la garde nationale pour son service est compris dans cette disposition, et ne peut dès lors être saisi que jusqu'à concurrence de la quotité qu'elle détermine. Bordeaux, 31 mai 1826, *Sin.*, XXVI, 2, 293. — Les sommes dues par l'état aux militaires, avant la loi du 23 septembre 1814, même celles qui avaient nature d'appointemens, et ne pouvaient en conséquence être saisies que pour un cinquième, ayant été comprises par cette loi au nombre des créances de l'arrière, ont subi par là une espèce de novation et sont devenues saisissables pour la totalité. Cass., 31 mars 1828, *Sin.*, XXVIII, 1, 150; Bull. civ., XXX, 90.

L'insaisissabilité des pensions dues par l'état s'entend des pensions créées par brevet et payables par le trésor public; elle ne s'entend pas des pensions dues par les caisses des différentes administrations aux employés en retraite. Paris, 21 juillet 1814, *Sin.*, XV, 2, 81. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que la loi du 21 ventose an 9 s'applique à ces sortes de pensions. Cass., 28 août 1815, *Sin.*, XVI, 1, 216; Bull. civ., XVII, 175.

cheval ou bête de somme, non compris son conducteur, cinq centimes; pour les ânes, deux centimes; pour un carrosse à deux chevaux, vingt-cinq centimes; par cheval d'augmentation, cinq centimes; pour une chaise ou un cabriolet à un cheval, quinze centimes; par cheval d'augmentation, cinq centimes; pour une charrette ou un chariot chargé ou non chargé, à un cheval, le conducteur compris, quinze centimes; par cheval d'augmentation, cinq centimes; pour chaque bœuf ou vache, cinq centimes; pour chaque porc, mouton ou chèvre, un centime.

Tarif sur le pont entre les îles de la Cité et de la Fraternité.

Le même tarif que sur le pont du Jardin des Plantes

Tarif sur le pont vis-à-vis le Louvre.

Cinq centimes pour chaque personne, chargée ou non chargée d'un fardeau.

9. Les contestations qui pourront s'élever sur le paiement de la taxe, sont jugées comme celles sur la perception de l'octroi de bienfaisance (1).

N° 104. = 26 ventose an 9 (17 mars 1801). = *ARRÊTÉ qui annule, pour cause d'incompétence, un jugement rendu par le tribunal d'arrondissement de Toulouse, en faveur du citoyen Boyer-Fonfrède, contre les administrateurs de l'enregistrement, au mépris de deux arrêtés rendus par les consuls, le conseil d'état entendu.* (III, Bull. LXXIV, n° 575.)

N° 105. = 27 ventose an 9 (18 mars 1801). = *LOI relative à la perception des droits d'enregistrement* (2). (III, Bull. LXXVI, n° 589.)

Art. 1^{er}. A compter du jour de la publication de la présente, les droits d'enregistrement seront liquidés et perçus suivant les fixations établies par la loi du 22 frimaire an 7 et celles postérieures, quelle que soit la date ou l'époque des actes et mutations à enregistrer, sauf les modifications et changements ci-après (3).

2. La perception du droit proportionnel suivra les sommes et valeurs, de vingt francs en vingt francs, inclusivement et sans fraction.

3. Il ne pourra être perçu moins de vingt-cinq centimes pour l'enregistrement des actes et mutations dont les sommes et valeurs ne produiraient pas vingt-cinq centimes de droit proportionnel.

4. Sont soumises aux dispositions des articles 22 et 38 de la loi du 22 frimaire les mutations entre-vifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, lors même que les nouveaux possesseurs prétendraient qu'il n'existe pas de conventions écrites entre eux et les précédents propriétaires ou usufruitiers. — A défaut d'actes, il y sera suppléé par des déclarations détaillées et estimati-

(1) C'est à l'autorité administrative à statuer sur la responsabilité des constructeurs, entrepreneurs ou concessionnaires des trois ponts, à l'occasion de la perte d'un bateau par suite de leur négligence. Arr. du cons., 12 février 1807, S^{en}, XIV, 2, 430.

(2) Voyez, sur l'enregistrement, la loi générale du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798) et les notes étendues qui l'accompagnent : elles résument la législation et la jurisprudence.

(3) Confirmé, quant aux actes, par la loi du 28 avril—4 mai 1816, sur les finances, art. 59, 2^e alinéa.

L'art. 2 du Cod. civ., prohibitif de l'effet rétroactif des lois, ne s'applique pas en matière d'enregistrement : en conséquence, les actes enregistrés postérieurement à la loi du 27 ventose an 9, mais passés sous l'empire des lois antérieures qui avaient établi des droits moins onéreux que ceux fixés par la loi du 22 frimaire an 7, sont soumis aux dispositions de cette dernière loi. Cass., 19 décembre 1809, S^{en}, X, 1, 124; Bull. civ., XI, 282.

ves, dans les trois mois de l'entrée en possession, à peine d'un droit en sus (1).

5. Dans tous les cas où les frais de l'expertise autorisée par les articles 17 et 19 de la loi du 22 frimaire tomberont à la charge du redevable, il y aura lieu au double droit d'enregistrement sur le supplément de l'estimation.

6. Les dispositions de la loi du 22 frimaire, relatives aux administrations civiles et aux tribunaux alors existants, sont applicables aux fonctionnaires civils et aux tribunaux qui les remplacent.

7. Les actes et procès-verbaux de vente de prises, et de navires ou bris de navires, faits par les officiers d'administration de la marine, seront soumis à l'enregistrement dans les vingt jours de leur date, sous la peine portée aux articles 35 et 36 de ladite loi du 22 frimaire. — L'article 37 leur est applicable pour le cas qui y est prévu (2).

8. Le droit d'enregistrement des baux à ferme ou à loyer, et des sous-baux, subrogations, cessions et rétrocessions de baux, réglé par l'article 69 de la loi du 22 frimaire, paragraphe III, n° 2, à un franc par cent francs sur le montant des deux premières années, et à vingt-cinq centimes par cent francs sur celui des autres années, est réduit à soixante-quinze centimes par cent francs sur les deux premières années, et à vingt centimes par cent francs sur le montant des années suivantes. — S'il est stipulé pour une ou plusieurs années un prix différent de celui des autres années du bail ou de la location, il sera formé un total du prix de toutes les années, et il sera divisé également, suivant leur nombre, pour la liquidation du droit (3).

9. Le droit d'enregistrement des cautionnements de baux à ferme ou à loyer sera de moitié de celui fixé par l'article précédent (4).

10. L'article 69 de la loi du 22 frimaire, paragraphe IV, n° 1, et paragraphe VI, n° 2, est applicable aux démissions de biens en ligne directe.

11. Le droit proportionnel est porté à deux pour cent sur le montant des dommages-intérêts en matière civile, ainsi qu'il est réglé par l'article 69 de ladite loi, paragraphe V, n° 8, pour les dommages-intérêts en matière criminelle, correctionnelle et de police.

12. Les jugemens portant résolution de contrats de ventes pour défaut de paiement quelconque sur le prix de l'acquisition, lorsque l'acquéreur ne sera point entré en jouissance, ne seront assujétis qu'au droit fixe d'enregistrement, tel qu'il est réglé par l'article 68 de la loi du 22 frimaire, paragraphe III, n° 7, pour les jugemens portant résolution de contrats pour cause de nullité radicale (5).

(1) Les mutations d'immeubles dont il n'apparaît pas de titre donnent lieu aux droits d'enregistrement dans les cas prévus par cet article et par l'art. 12 de la loi du 22 frimaire an 7, en outre que leur existence soit antérieure à la loi du 5 décembre 1790. Cass., 24 floréal an 13, Sirey, VII, 2, 939; Bull. civ., VII, 308.

La déclaration de mutation prescrite par le présent article peut être faite par acte extrajudiciaire signifié au receveur de l'enregistrement, lorsque ce préposé a refusé de la recevoir et de l'inscrire sur son registre, telle qu'elle était offerte par la partie. Cass., 9 août 1832, Sirey, XXXII, 1, 618.

(2) Ils sont assujétis au droit d'un franc fixe par les art. 56 et 64 de la loi du 21—23 avril 1818, sur les douanes.

(3) Les droits sont définitivement réduits pour tous les baux à vingt centimes par cent francs sur le prix cumulé de toutes les années, par l'art. 1^{er} de la loi du 16—17 juin 1824.

(4) Fixé, par l'art. 1^{er} de la loi du 16—17 juin 1824, à moitié du droit de vingt centimes pour cent, à percevoir sur le prix cumulé des années des baux.

(5) Les jugemens portant résolution de contrats de vente pour défaut de paiement quelconque sur le prix de l'acquisition, et prononcés avant l'entrée en possession de l'acquéreur, n'empêchent pas qu'il ne soit dû, par l'acquéreur dépouillé, un premier droit de mutation à raison de la vente résiliée. Cass., 6 septembre 1813, Sirey, XV, 1, 95; Bull. civ., XV, 310. — Lorsqu'un acte de vente porte que le prix a été payé comptant, une contre-lettre sans date certaine, ne suffit pas

13. La dernière disposition du n° 30 du paragraphe 1^{er} de l'article 68 de la loi du 22 frimaire est applicable aux actes d'appel compris sous les paragraphes IV et V du même article.

14. Les actes de prestation de serment sont soumis à l'enregistrement sur les minutes, dans les vingt jours de leur date, sous les obligations et peines portées aux articles 35 et 37 de ladite loi du 22 frimaire. — Ceux des avoués sont classés parmi les actes de cette nature compris sous le n° 4 du paragraphe VI de l'article 68 ; ceux des gardes des barrières le sont sous le n° 3 du paragraphe III du même article (1).

15. Le droit d'enregistrement des significations d'avoué à avoué, dans le cours des instructions des procédures devant les tribunaux, est fixé à vingt-cinq centimes. Ces actes seront enregistrés dans les quatre jours de leur date, à peine de cinq francs d'amende pour chaque contravention, outre le paiement du droit (2).

16. Les présentations et les défauts et congés faute de comparoir, défendre ou conclure, qui doivent se prendre au greffe, sont soumis à un droit fixe de un franc. — Ils s'enregistrent sur les minutes ou originaux. — Le délai pour l'enregistrement est le même que celui fixé par l'article 20 de la loi du 22 frimaire, pour les actes judiciaires ; et les articles 35 et 37 de ladite loi leur sont applicables.

17. L'instruction des instances que la régie aura à suivre pour toutes les perceptions qui lui sont confiées, se fera par simples mémoires respectivement signifiés, sans plaidoiries. Les parties ne seront point obligées d'employer le ministère des avoués (3).

18. Toutes dispositions contraires à la présente sont abrogées.

N° 106. — 27 ventose an 9 (18 mars 1801). — *Loi portant établissement de quatre-vingts commissaires-priseurs-vendeurs de meubles à Paris* (4).
(III, Bull. LXXVI, n° 590.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} floréal prochain, les prisées des meubles et

pour établir le fait contraire à l'égard de la régie ; ainsi, et quand bien même le vendeur ferait prononcer la résolution de la vente pour défaut de paiement, à la faveur de la contre-lettre, cette résolution n'en serait pas moins une rétrocession, quant aux droits d'enregistrement, encre que l'acquéreur ne soit pas entré en jouissance. Cass., 11 juillet 1814, Str., XV, 1, 248 ; Bull. civ., XVI, 187. — Lorsqu'il a été stipulé dans un contrat de vente qu'à défaut de paiement, l'acquéreur serait dépossédé, la rentrée en possession obtenue en justice par le vendeur, en exécution de cette clause, est considérée comme une rétrocession si l'acquéreur était déjà entré en jouissance. Cass., 27 frimaire an 14, Str., VI, 2, 765 ; Bull. civ., VII, 522. — Un jugement par défaut qui prononce la résiliation d'une vente, faite par l'acquéreur de remplir les conditions du contrat, n'opère pas mutation de propriété, si l'acheteur n'a pas cessé de posséder l'immeuble : il n'y a donc pas lieu, dans ce cas, au droit proportionnel. Cass., 22 août 1815, Str., XVI, 1, 341. — Mais la résolution du contrat de vente prononcée en justice, pour défaut de paiement total du prix, donne ouverture au droit proportionnel de mutation, lorsque l'acquéreur a payé une partie du prix et qu'il est entré en jouissance. Cass., 18 novembre 1822, Str., XXIII, 1, 256 ; Bull. civ., XXIV, 301. — Décidé enfin que, lorsqu'un jugement prononce la résolution d'une vente d'immeubles, en exécution d'une clause du contrat portant que la vente serait nulle à défaut de paiement du prix, il y a lieu à exiger le droit proportionnel ; ce n'est pas là une résolution pour cause de nullité radicale. Cass., 15 avril 1823, Str., XXIII, 1, 339 ; Bull. civ., XXV, 153.

(1) Le droit fixe de quinze francs exigé pour les actes de prestation de serment des avoués n'est pas exigible, lorsque déjà l'avoué était en fonctions et avait prêté un premier serment. Cass., 24 février 1808, Str., VIII, 1, 259.

(2) Ce droit est élevé à cinquante centimes fixe, par le n° 1^{er} de l'art. 41 de la loi du 28 avril — 4 mai 1816.

(3) Voyez l'art. 65 de la loi du 22 frimaire an 7, et les notes ; l'avis du cons. d'état du 1^{er} juin 1807, et l'art. 76 de la loi du 28 avril — 4 mai 1816, confirmatifs.

(4) Voyez le décret du 21 (9 et) — 26 juillet 1790, et les notes. Voyez surtout l'arrêté du

ventes publiques aux enchères, d'effets mobiliers qui auront lieu à Paris, seront faites exclusivement par les commissaires-priseurs-vendeurs de meubles.— Ils auront la concurrence pour les ventes de même nature qui se feront dans le département de la Seine (1).

2. Il est défendu à tous particuliers, à tous autres officiers publics, de s'immiscer dans lesdites opérations qui se feront à Paris, à peine d'amende, qui ne pourra excéder le quart du prix des objets prisés ou vendus.

29 germinal an 9 (19 avril 1801), portant organisation de la chambre des commissaires-priseurs; les art. 625 et 935 du Cod. proc. civ., qui déterminent leur responsabilité des deniers provenant des ventes, les formalités de leurs procès-verbaux et le mode de leur nomination d'officier; l'ordonnance du 18 février—1^{er} mars 1815, qui prescrit aux commissaires-priseurs de Paris de mettre en communauté la moitié des droits qui leur sont alloués sur chaque vente; la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, art. 89, qui donne au gouvernement la faculté d'établir, dans toutes les villes où il le jugera convenable, des commissaires-priseurs dont les attributions seront les mêmes que celles des commissaires-priseurs de Paris, et qui détermine l'étendue de leur ressort et le taux de leurs émolumens; l'ordonnance du 1^{er}—17 mai suivant, qui remet en vigueur l'arrêt du conseil du 13 novembre 1778, en ce qui concerne les formalités des ventes de meubles faites par les commissaires-priseurs; celle du 26 juin—22 juillet même année, qui détermine les lieux où il doit être établi des commissaires-priseurs, en exécution de la loi du 28 avril précédent, les attributions de ceux de Paris, leur costume, etc., etc.; et celle du 31 juillet—6 août 1822, qui établit l'incompatibilité entre les fonctions de commissaire-priseur et celles de notaire.

Les cautionnements des commissaires-priseurs ont donné lieu à plusieurs dispositions législatives et réglementaires. — Voyez la loi du 25 nivôse—5 pluviose an 13 (15—25 janvier 1805), art. 1^{er} et suiv., concernant les privilèges sur ces cautionnements et le mode de leur remboursement; le décret du 24 mars 1809, qui oblige les commissaires-priseurs qui réclament ce remboursement, à produire un certificat de quitus du produit des ventes dont ils ont été chargés; l'ordonnance du 9—24 janvier 1818, concernant la délivrance de ce certificat aux commissaires-priseurs qui ne dépendent d'aucune chambre de discipline; et celle du 22 août—12 septembre 1821, qui prescrit de nouvelles formalités pour le remboursement des cautionnements des commissaires-priseurs. — Voyez encore la loi de finances précitée du 28 avril—4 mai 1816, état n° 10, portant fixation du cautionnement de ces officiers ministériels, et les lois de finances postérieures.

(1) Le privilège exclusif des commissaires-priseurs de procéder à la vente aux enchères d'effets mobiliers, s'étend à la vente du mobilier de l'état. Paris, 6 février 1830, *Str.*, XXX, 2, 174. — Jugé en sens contraire. *Cass.*, 7 mai 1832, *Str.*, XXXII, 1, 325; *Bull. civ.*, XXXIV, 81; et Orléans, 20 juin 1833, *Str.*, XXXIII, 2, 445.

Les commissaires-priseurs ne peuvent procéder à la vente des récoltes sur pied; ce ne sont pas là des effets mobiliers dans le sens de la loi qui institue les commissaires-priseurs. Douai, 7 mai 1818, *Str.*, XX, 2, 53; et *Cass.*, 1^{er} juin 1822, *Str.*, XXII, 1, 308. — Antérieurement à ce dernier arrêt, rendu par les sections réunies, la cour de cassation avait jugé que les commissaires-priseurs pouvaient vendre les récoltes sur pied. *Cass.*, 8 mars 1820, *Str.*, XX, 1, 277; *Bull. civ.*, XXII, 97.

Un brevet d'invention, la cession d'un droit à un bail, et l'achalandage d'un établissement de commerce ne sont pas des objets mobiliers dont la vente appartienne aux commissaires-priseurs, à l'exclusion des notaires. Paris, 4 décembre 1823, *Str.*, XXIV, 2, 77. — Le droit exclusif qu'ont les commissaires-priseurs de procéder aux ventes d'effets mobiliers, n'empêche pas le notaire chargé de la vente d'un brevet d'invention et de l'achalandage d'une manufacture, de vendre aussi les métiers, ustensiles et autres effets mobiliers attachés à la manufacture. Même arrêt. — Les notaires ont le droit de procéder à la vente publique et aux enchères de l'achalandage d'un établissement de commerce, ainsi qu'à la vente en bloc des outils, ustensiles et autres objets mobiliers affectés à cet établissement; alors surtout que la vente est à terme, et qu'à cette vente se joint la cession du bail des lieux occupés par le vendeur, et la stipulation soit de sûretés hypothécaires, soit d'un cautionnement. Colmar, 30 janvier 1827, *Str.*, XXVII, 2, 154. — Jugé encore que les commissaires-priseurs n'ont pas le droit de procéder à la vente d'un fonds de commerce, non plus que des meubles, ustensiles, marchandises et autres effets employés à son exploitation : la vente tant du fonds de commerce que de ses accessoires est exclusivement dévolue aux notaires. Paris, 15 juin 1833, *Str.*, XXXIII, 1, 339.

Les commissaires-priseurs ont le droit de procéder, tout aussi bien que les courtiers de commerce, à la vente publique des objets mobiliers dépendant d'une faillite. *Cass.*, 27 février 1828, *Str.*, XXVIII, 1, 122; *Bull. civ.*, XXX, 55. — Ils ont aussi le droit de procéder à la vente publique et aux enchères de toute espèce de marchandises neuves, même dans les villes où il existe

3. Lesdits commissaires-priseurs-vendeurs de meubles pourront recevoir toute déclaration concernant lesdites ventes, recevoir et viser toutes les oppositions qui y seront formées, introduire devant les autorités compétentes tous référés auxquels leurs opérations pourront donner lieu, et citer à cet effet les parties intéressées devant lesdites autorités.

4. Toute opposition, toute saisie-arrêt formée entre les mains des commissaires-priseurs-vendeurs, relatives à leurs fonctions, toute signification de jugement prononçant la validité desdites opposition ou saisie-arrêt, seront sans effet, à moins que l'original desdites opposition, saisie-arrêt ou signification de jugement, n'ait été visé par le commissaire-priseur-vendeur, ou, en cas d'absence ou de refus, par le syndic desdits commissaires.

5. Les commissaires-priseurs-vendeurs auront la police dans les ventes, et pourront faire toute réquisition pour y maintenir l'ordre.

6. Il sera alloué auxdits commissaires, pour frais de prise, six francs par chaque vacation de trois heures.

7. Il leur sera alloué, pour tous frais de vente, vacations à ladite vente, rédaction de minute et première expédition du procès-verbal, droit de clerks et tous autres droits, non compris les déboursés faits pour annoncer la vente et en acquitter les droits, savoir : huit francs pour cent francs, lorsque le produit de la vente s'élèvera jusqu'à mille francs; sept pour cent, lorsque le produit s'élèvera jusqu'à quatre mille francs, et cinq pour cent, lorsque le produit s'élèvera au dessus de quatre mille francs.

8. Le nombre des commissaires-priseurs-vendeurs sera de quatre-vingts.

9. Ils seront nommés par le premier consul, sur une liste de candidats qui sera soumise au gouvernement par le tribunal de première instance du département de la Seine, devant lequel les commissaires nommés prêteront serment.

10. Ils auront une chambre de discipline, qui sera organisée par un règlement; ils seront sous la surveillance du commissaire du gouvernement établi près le tribunal.—Ils verseront au trésor public, et par forme de cautionnement, une somme de dix mille francs, dont il sera payé un intérêt, conformément à la loi du 9 frimaire an 9.

11. Le tribunal ne pourra admettre à la prestation du serment que ceux qui justifieront de la quittance dudit cautionnement : le jugement qui donnera acte du serment mentionnera la quittance.

N° 107. = 28 ventose an 9 (19 mars 1801). = *Loi relative à l'établissement de bourses de commerce* (1). (III, Bull. LXXVI, n° 592.)

TITRE I^{er}. — Etablissement des bourses.

Art. 1^{er}. Le gouvernement pourra établir des bourses de commerce dans tous les lieux où il n'en existe pas, et où il le jugera convenable.

des courtiers de commerce. Bourges, 14 décembre 1829, *Sin.*, XXX, 1, 155; et Poitiers, 6 janvier 1832, *Sin.*, XXXII, 2, 450. — Jugé en sens contraire. Cass., 20 juillet 1829, *Sin.*, XXIX, 1, 321; Bull. civ., XXXI, 176; Bordeaux, 29 janvier 1830, *Sin.*, XXX, 2, 155; et plusieurs autres arrêts.

Voyez encore les notes sur le tit. II de la loi du 28 ventose an 9 (19 mars 1801), qui établit des courtiers de commerce.

Les bateaux de blanchissage sont meubles; les commissaires-priseurs ont le droit exclusif d'en faire des ventes publiques. Cass., 17 fructidor an 12, *Sin.*, IV, 2, 738.

Les commissaires-priseurs ne peuvent vendre qu'au comptant; toutefois, s'ils procèdent à une vente à terme, il n'appartient pas aux notaires de s'en plaindre; ce droit n'existe que pour les parties. Paris, 26 avril 1830, *Sin.*, XXX, 2, 235.

(1) Voyez le décret du 6 floréal an 3 (25 avril 1795), art. 4, qui ordonne la réouverture des

2. Il pourra affecter à la tenue de la bourse les édifices et emplacements qui ont été ou sont encore employés à cet usage, et qui ne sont pas aliénés. — Il pourra assigner à cette destination tout ou partie d'un édifice national, dans les lieux où il n'y a pas de bâtimens qui aient été ou soient affectés à cet usage. — Les banquiers, négocians et marchands pourront faire des souscriptions pour construire des établissemens de ce genre, avec l'autorisation du gouvernement.

3. Le gouvernement pourvoira à l'administration des édifices et emplacements où se tiennent les bourses, et de ceux qui seront affectés ultérieurement à la même destination, ou construits par le commerce.

4. Les dépenses annuelles relatives à l'entretien et réparation des bourses, seront supportées par les banquiers, négocians et marchands : en conséquence, il pourra être levé une contribution proportionnelle sur le total de chaque patente de commerce de 1^{re} et 2^e classes, et sur celles d'agens de change et courtiers. — Le montant en sera fixé chaque année, en raison des besoins, par un arrêté du préfet du département.

5. Le gouvernement réglera le mode suivant lequel seront faits la perception et l'emploi et rendu le compte des fonds provenant de cette contribution (1).

TITRE II. — Etablissement des agens de change et courtiers (2).

6. Dans toutes les villes où il y aura une bourse, il y aura des agens de change et des courtiers de commerce nommés par le gouvernement.

anciennes bourses de commerce; la loi du 28 vendémiaire an 4 (20 octobre 1795), sur la police des bourses en général; l'arrêté du 2 ventose suivant (21 février 1796), concernant la police de la bourse de Paris; l'arrêté du 29 germinal an 9 (19 avril 1801), rendu pour l'exécution de la présente loi, portant désignation des villes où devront être établies des bourses de commerce, et organisation de ces bourses, etc.; l'arrêté du 27 prairial an 10 (16 juin 1802), concernant la police des bourses de commerce; et les art. 71 et suiv. du Cod. comm., concernant les opérations de bourse. — Voyez aussi, dans toutes les lois de finances, les dispositions qui établissent ou maintiennent les impôts destinés à l'entretien des bourses de commerce.

Il existe un nombre considérable de décrets et d'ordonnances qui ont créé des bourses de commerce dans une foule de villes de France : comme ces décrets se ressemblent tous, et n'ont qu'un intérêt purement local, nous croyons pouvoir nous dispenser d'en donner le texte; il suffira de les indiquer par leurs titres.

(1) Voyez l'arrêté du 12 brumaire an 11 (3 novembre 1802), qui détermine le mode de cette perception.

(2) Voyez le décret du 27—30 mars 1791, qui permet aux anciens courtiers et agens de change de continuer leurs fonctions; celui du 21 avril (14, 19 et) — 8 mai 1791, qui supprime les offices d'agens de change et courtiers, et contient des dispositions nouvelles sur l'exercice de ces professions; le décret précité du 28 vendémiaire an 4 (20 octobre 1795), art. 1^{er} et suiv., qui déterminent l'organisation et les opérations des agens de change et des courtiers; l'arrêté précité du 29 germinal an 9 (19 avril 1801), art. 3 et suiv., qui déterminent le nombre, les droits, fonctions, obligations, etc., des courtiers de commerce et agens de change, pour chaque place où il y a une bourse de commerce; celui précité du 27 prairial an 10 (16 juin 1802), art. 10 et suiv., qui fixent les obligations des agens de change et courtiers; les art. 74 et suiv. du Cod. comm., qui déterminent les droits de ces officiers ministériels; l'avis du cons. d'état, du 17 mai 1809, concernant le mode de répression de l'exercice illicite des fonctions d'agent de change et de courtier; le décret du 22 novembre 1811, portant que les ventes publiques de marchandises pourront être faites, dans tous les cas, par les courtiers de commerce; celui du 17 avril 1812, qui détermine le mode d'exécution du précédent, et règle à cet effet les formalités des ventes mobilières à faire par les courtiers; l'ordonnance du 29 mai—11 juin 1816, qui conserve dans les attributions du ministre des finances la compagnie des agens de change de Paris, et contient règlement sur cette compagnie; celle du 3—12 juillet 1816, qui détermine le mode de transmission des fonctions d'agent de change et de courtier, dans tout le royaume, en cas de démission ou de décès; celle du 1^{er}—29 juillet 1818, portant que le tribunal et la chambre de commerce de Paris concourront à la formation du tableau des marchandises que les courtiers peuvent vendre; et celle du 9—23 avril 1819, qui modifie le décret du 17 avril 1812, et qui porte de nouvelles dispositions sur les formalités des ventes publiques de marchandises par les courtiers, et les notes.

7. Les agens de change et courtiers qui seront nommés en vertu de l'article précédent, auront seuls le droit d'en exercer la profession, de constater le cours du change, celui des effets publics, marchandises, matières d'or et d'argent, et de justifier devant les tribunaux ou arbitres la vérité et le taux des négociations, ventes et achats.

8. Il est défendu, sous peine d'une amende qui sera au plus du sixième du cautionnement des agens de change ou courtiers de la place, et au moins du douzième, à tous individus autres que ceux nommés par le gouvernement, d'exercer les fonctions d'agent de change ou courtier. — L'amende sera prononcée correctionnellement par le tribunal de première instance, payable par corps et applicable aux enfans abandonnés (1).

9. Les agens de change et courtiers de commerce seront tenus de fournir un cautionnement. — Le montant en sera réglé par le gouvernement, sur l'avis des préfets de département. — Il ne pourra excéder, pour les agens de change, la somme de soixante mille francs, ni être moindre de six mille francs en numéraire. — Pour les courtiers de commerce, il ne pourra excéder la somme de douze mille francs, ni être moindre de deux mille francs. — Le montant en sera versé à la caisse d'amortissement. — L'intérêt en sera payé à cinq pour cent (2).

10. En cas de démission ou décès, le cautionnement sera remboursé par la caisse d'amortissement à l'agent de change ou courtier, ses héritiers ou ayans-cause.

11. Le gouvernement fera, pour la police des bourses, et en général pour l'exécution de la présente loi, les réglemens qui seront nécessaires.

N° 108. — 28 ventose an 9 (19 mars 1801). — *Loi qui ordonne la promulgation du traité de paix définitif conclu entre sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la France* (3). (III, Bull. LXXVI, n° 593.)

Le traité dont la teneur suit, conclu à Lunéville le 20 pluviôse an 9 (9 fé-

(1) Voyez la disposition toute semblable de l'art. 4 de l'arrêté du 27 prairial an 10.

L'art. 8 de la loi du 28 ventose an 9 est applicable aux huissiers qui procèdent à une vente publique de marchandises. Cass., 19 ventose an 12, Sir., IV, 2, 244; Bull. crim., IX, 140. — L'intervention, dans une vente publique de marchandises, de personnes annoncées sous la qualité de directeurs de la vente et tenant des carnets ou notes des prix, suffit pour établir la preuve d'un exercice frauduleux des fonctions de courtier. Cass., 13 ventose an 11, Sir., XX, 1, 477; Bull. crim., VIII, 174. — De simples particuliers, qui se sont immiscés dans les fonctions de courtier de commerce, peuvent être renvoyés des poursuites exercées à cet égard contre eux, alors que l'organisation des courtiers de commerce n'a pas encore été complétée dans la ville où le courtage clandestin a eu lieu, et que le nombre de ceux qui y sont établis est insuffisant pour le service de la place. Douai, 12 septembre 1829, Sir., XXIX, 2, 287.

Le privilège des courtiers nommés par le gouvernement n'est pas limité aux opérations qui se font à la bourse; il s'étend à toutes les opérations de courtage qui se font dans toute l'étendue de la place où ils sont préposés: aucun individu, même le négociant commissionnaire, ne peut entrer en concurrence avec les courtiers. Cass., 14 août 1818, Sir., XVIII, 1, 321. — Les courtiers de commerce peuvent, dans tous les cas, procéder à la vente aux enchères publiques des marchandises portées sur les tableaux arrêtés par les tribunaux de commerce, à l'exclusion des commissaires-priseurs, encore que la vente ait lieu après saisie. Cass., 10 juin 1823, Sir., XXIII, 1, 287.

(2) Voyez l'arrêté précité du 29 germinal an 9 (19 avril 1801), tit. III, qui oblige de nouveau les agens de change et courtiers à verser un cautionnement, et l'affecte à la garantie de leurs faits de charge; la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, art. 90, qui fixe le montant de ce cautionnement; l'ordonnance du 9—24 janvier 1818, sur le même objet; et celle du 1^{er}—8 mars 1820, portant fixation du délai de rigueur dans lequel ce cautionnement doit être versé.

(3) Voyez le traité de paix du 13 brumaire an 6 (3 novembre 1797), et la note, qui s'applique pareillement au présent traité.

vrier 1801), et dont les ratifications ont été échangées à Paris le 25 ventose an 9, sera promulgué comme une loi de la république.

Traité de paix définitif entre sa majesté l'Empereur et la république française.

Sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et le premier consul de la république française, au nom du peuple français, ayant également à cœur de faire cesser les malheurs de la guerre, ont résolu de procéder à la conclusion d'un traité définitif de paix et d'amitié. — Sadite majesté impériale et royale ne désirant pas moins vivement de faire participer l'empire germanique aux bienfaits de la paix, et les conjonctures présentes ne laissant pas le temps nécessaire pour que l'Empire soit consulté, et puisse intervenir par ses députés dans la négociation, sadite majesté ayant d'ailleurs égard à ce qui a été consenti par la députation de l'Empire au précédent congrès de Rastadt, a résolu, à l'exemple de ce qui a eu lieu dans des circonstances semblables, de stipuler au nom du corps germanique. — En conséquence de quoi, les parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : — Sa majesté impériale et royale, le sieur *Louis*, comte du saint-empire romain, *de Cobenzl*, chevalier de la Toison-d'or, grand-croix de l'ordre royal de Saint-Etienne et de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, chambellan, conseiller intime actuel de sadite majesté impériale et royale, son ministre des conférences, et vice-chancelier de cour et d'état ; — Et le premier consul de la république française, au nom du peuple français, le citoyen *Joseph Bonaparte*, conseiller d'état ; — Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura à l'avenir, et pour toujours, paix, amitié et bonne intelligence entre sa majesté l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, stipulant tant en son nom qu'en celui de l'empire germanique, et la république française ; s'engageant, sadite majesté, à faire donner par ledit Empire sa ratification en bonne et due forme au présent traité. La plus grande attention sera apportée, de part et d'autre, au maintien d'une parfaite harmonie, et à prévenir toute sorte d'hostilités par terre ou par mer, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce puisse être, en s'attachant avec soin à entretenir l'union heureusement rétablie. Il ne sera donné aucun secours et protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

2. La cession des ci-devant provinces belgiques à la république française, stipulée par l'article 3 du traité de Campo-Formio, est renouvelée ici de la manière la plus formelle ; en sorte que sa majesté impériale et royale, pour elle et ses successeurs, tant en son nom qu'au nom de l'empire germanique, renonce à tous ses droits et titres aux susdites provinces, lesquelles seront possédées à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, par la république française, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent. — Sont pareillement cédés à la république française par sa majesté impériale et royale, et du consentement formel de l'Empire, — 1^o Le comté de Falkenstein avec ses dépendances ; — 2^o Le Frickthal et tout ce qui appartient à la maison d'Autriche sur la rive gauche du Rhin entre Zurzach et Bâle ; la république française se réservant de céder ce dernier pays à la république helvétique.

3. De même, en renouvellement et confirmation de l'article 6 du traité de Campo-Formio, sa majesté l'empereur et roi possédera, en toute souveraineté et propriété, les pays ci-dessous désignés ; savoir : — L'Istrie, la Dalmatie, et les îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique en dépendant ; les Bouches-du-Cattaro, la ville de Venise, les Lagunes et les pays compris entre les états héréditaires de sa majesté l'empereur et roi ; la mer Adriatique et l'A-

dige, depuis sa sortie du Tyrol jusqu'à son embouchure dans ladite mer ; le thalweg de l'Adige servant de ligne de délimitation : et, comme par cette ligne les villes de Vérone et de Porto-Legnano se trouveront partagées, il sera établi, sur le milieu des ponts desdites villes, des ponts-levis qui marqueront la séparation.

4. L'article 18 du traité de Campo-Formio est pareillement renouvelé, en cela que sa majesté l'empereur et roi s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgaw, qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modenois.

5. Il est en outre convenu que son altesse royale le grand duc de Toscane renonce, pour elle et ses successeurs et ayans-cause, au grand duché de Toscane et à la partie de l'île d'Elbe qui en dépend, ainsi qu'à tous droits, et titres résultant de ses droits, sur lesdits états, lesquels seront possédés désormais en toute souveraineté et propriété par son altesse royale l'infant duc de Parme. Le grand duc obtiendra en Allemagne une indemnité pleine et entière de ses états d'Italie. — Le grand duc disposera à sa volonté des biens et propriétés qu'il possède particulièrement en Toscane, soit par acquisition personnelle, soit par hérédité des acquisitions personnelles de feu sa majesté l'Empereur *Léopold II*, son père, ou de feu sa majesté l'Empereur *François I^{er}*, son aïeul ; il est aussi convenu que les créances, établissemens et autres propriétés du grand duché, aussi bien que les dettes dûment hypothéquées sur ce pays, passeront au nouveau grand duc.

6. Sa majesté l'empereur et roi, tant en son nom qu'en celui de l'empire germanique, consent à ce que la république française possède désormais, en toute souveraineté et propriété, les pays et domaines situés à la rive gauche du Rhin, et qui faisaient partie de l'empire germanique ; de manière, qu'en conformité de ce qui avait été expressément consenti au congrès de Rastadt par la députation de l'Empire, et approuvé par l'Empereur, le thalweg du Rhin soit désormais la limite entre la république française et l'empire germanique ; savoir, depuis l'endroit où le Rhin quitte le territoire helvétique, jusqu'à celui où il entre dans le territoire batave. — En conséquence de quoi, la république française renonce formellement à toute possession quelconque sur la rive droite du Rhin, et consent à restituer à qui il appartient les places de Dusseldorf, Ehrenbreitein, Philisbourg, le fort de Cassel et autres fortifications vis-à-vis de Mayence à la rive droite, le fort de Kehl et le vieux Brisach, sous la condition expresse que ces places et forts continueront à rester dans l'état où ils se trouveront lors de l'évacuation.

7. Et comme, par suite de la cession que fait l'Empire à la république française, plusieurs princes et états de l'Empire se trouvent particulièrement dépossédés en tout ou en partie, tandis que c'est à l'empire germanique collectivement à supporter les pertes résultant des stipulations du présent traité, il est convenu entre sa majesté l'empereur et roi, tant en son nom qu'au nom de l'empire germanique, et la république française, qu'en conformité des principes formellement établis au congrès de Rastadt, l'Empire sera tenu de donner aux princes héréditaires qui se trouvent dépossédés à la rive gauche du Rhin, un dédommagement qui sera pris dans le sein dudit Empire, suivant les arrangemens qui, d'après ces bases, seront ultérieurement déterminés.

8. Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il est convenu, ainsi qu'il avait été fait par les articles 4 et 10 du traité de Campo-Formio, que ceux auxquels ils appartiendront, se chargeront des dettes hypothéquées sur le sol desdits pays ; mais, attendu les difficultés qui

sont survenues à cet égard sur l'interprétation desdits articles du traité de Campo-Formio, il est expressément entendu que la république française ne prend à sa charge que les dettes résultant d'emprunts formellement consentis par les états des pays cédés, ou des dépenses faites pour l'administration effective desdits pays.

9. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, il sera accordé, dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par ledit traité, à tous les habitants ou propriétaires quelconques, main-levée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu. Les parties contractantes s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers, ainsi que par les établissemens publics desdits pays, et à payer ou rembourser toute rente constituée à leur profit sur chacune d'elles. En conséquence de quoi, il est expressément reconnu que les propriétaires d'actions de la banque de Vienne, devenus Français, continueront à jouir du bénéfice de leurs actions, et en toucheront les intérêts échus ou à échoir, nonobstant tout séquestre et toute dérogation, qui seront regardés comme non avenus, notamment la dérogation résultant de ce que les propriétaires devenus Français n'ont pu fournir les trente et les cent pour cent demandés aux actionnaires de la banque de Vienne par sa majesté l'empereur et roi.

10. Les parties contractantes feront également lever tous séquestres qui auraient été mis, à cause de la guerre, sur les biens, droits et revenus des sujets de sa majesté l'Empereur ou de l'Empire, dans le territoire de la république française, et des citoyens français dans les états de sadite majesté ou de l'Empire.

11. Le présent traité de paix, notamment les articles 8, 9, 10 et 15 ci-après, est déclaré commun aux républiques batave, helvétique, cisalpine et ligurienne.—Les parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance desdites républiques, et la faculté aux peuples qui les habitent, d'adopter telle forme de gouvernement qu'ils jugeront convenable.

12. Sa majesté impériale et royale renonce pour elle et ses successeurs, en faveur de la république cisalpine, à tous les droits, et titres provenant de ces droits, que sadite majesté pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre, et qui, aux termes de l'article 8 du traité de Campo-Formio, font maintenant partie de la république cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

13. Sa majesté impériale et royale, tant en son nom qu'au nom de l'empire germanique, confirme l'adhésion déjà donnée par le traité de Campo-Formio à la réunion des ci-devant fiefs impériaux à la république ligurienne, et renonce à tous droits et titres provenant de ces droits, sur lesdits fiefs.

14. Conformément à l'article 11 du traité de Campo-Formio, la navigation de l'Adige, servant de limite entre les états de sa majesté impériale et royale et ceux de la république cisalpine, sera libre, sans que, de part ni d'autre, on puisse y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre.

15. Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre, ainsi que les otages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auront pas encore été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de celui de la signature du présent traité.

16. Les biens fonciers et personnels non aliénés de son altesse royale l'archiduc *Charles*, et des héritiers de feu son altesse royale madame l'archiduchesse *Christine*, qui sont situés dans les pays cédés à la république fran-

caise, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans. — Il en sera de même des biens fonciers et personnels de leurs altesses royales l'archiduc *Ferdinand* et madame l'archiduchesse *Beatrix* son épouse, dans le territoire de la république cisalpine.

17. Les articles 12, 13, 15, 16, 17 et 23 du traité de Campo-Formio sont particulièrement rappelés, pour être exécutés suivant leur forme et teneur, comme s'ils étaient insérés mot à mot dans le présent traité.

18. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, cesseront d'avoir lieu, à dater du jour de l'échange des ratifications données au présent traité, d'une part, par sa majesté l'Empereur et par l'empire germanique; d'autre part, par le gouvernement de la république française.

19. Le présent traité sera ratifié par sa majesté l'empereur et roi, par l'Empire, et par le gouvernement de la république française, dans l'espace de trente jours, ou plus tôt si faire se peut; et il est convenu que les armées des deux puissances resteront dans les positions où elles se trouvent, tant en Allemagne qu'en Italie, jusqu'à ce que lesdites ratifications de l'empereur et roi, de l'Empire, et du gouvernement de la république française, aient été simultanément échangées à Lunéville, entre les plénipotentiaires respectifs. — Il est aussi convenu que dix jours après l'échange desdites ratifications, les armées de sa majesté impériale et royale seront rentrées sur ses possessions héréditaires, lesquelles seront évacuées dans le même espace de temps par les armées françaises, et que, trente jours après ledit échange, les armées françaises auront évacué la totalité du territoire dudit empire.

Fait et signé à Lunéville, le 20 pluviose an 9 de la république française (9 février 1801). Signé LOUIS, comte de COBENZL; JOSEPH BONAPARTE.

N° 109. = 29 ventose an 9 (20 mars 1801). = LOI qui détermine le mode d'élection des juges de paix (1). (III, Bull. LXXVI, n° 594.)

Art. 1^{er}. Les citoyens composant l'arrondissement ou canton d'un juge de paix procéderont seuls à son élection.

2. Ils voteront par séries: à cet effet le sous-préfet fera le tableau particulier des séries du canton, conformément aux dispositions des articles 3 et 4 de la loi du 13 du présent mois sur les listes de notabilité. Ce tableau sera mis sous les yeux des votans.

3. Le scrutin sera formé et dépouillé conformément aux règles prescrites par la même loi pour la notabilité communale, sauf les modifications ci-après.

4. Le scrutin sera simple et individuel: quand il concourra avec celui qui aura lieu pour la notabilité communale, les bulletins seront insérés dans une boîte particulière, sur laquelle seront inscrits ces mots: *Suffrages donnés par les votans du canton de* (on mettra le nom du chef-lieu du canton) *pour l'élection du juge de paix.*

5. Si le scrutin relatif à l'élection du juge de paix ne se fait pas en même temps que celui de la notabilité communale, il ne sera ouvert que pendant cinq jours.

6. Dans tous les cas, si le premier scrutin relatif à l'élection du juge de paix ne donne à aucun citoyen la majorité absolue des votans du canton, il sera procédé à un second scrutin, qui ne durera que trois jours, et ne

(1) Voyez, sur le même objet, les notes qui accompagnent l'art. 3 du tit. III de la loi du 16—24 août 1790. Aujourd'hui, les juges de paix sont nommés par le roi (charte constitutionnelle de 1830, art. 48).

pourra porter que sur les six candidats à qui le premier aura donné le plus de voix.

7. Celui des citoyens qui, au premier scrutin, aura eu la majorité absolue, ou, en cas de deuxième scrutin, celui des six candidats qui aura obtenu la majorité relative, sera proclamé juge de paix du canton.

8. Il sera installé par le sous-préfet, après avoir prêté serment à l'audience publique du tribunal de l'arrondissement commun:

9. Il sera tenu de donner ses audiences au chef-lieu du canton.

N° 110. = 29 ventose an 9 (20 mars 1801). = *Loi qui supprime les assesseurs des juges de paix, et donne deux suppléants à chacun de ces juges* (1). (III, Bull. LXXVI, n° 595.)

Art. 1^{er}. Les assesseurs des justices de paix sont supprimés: ils cesseront leurs fonctions du moment où les juges de paix des nouveaux cantons seront installés.

2. Chaque juge de paix remplira seul les fonctions, soit judiciaires, soit de conciliation, ou autres, qui sont attribuées aux justices de paix par les lois actuelles.

3. En cas de maladie, absence ou autre empêchement du juge de paix, ses fonctions seront remplies par un suppléant. — A cet effet, chaque juge de paix aura deux suppléants.

4. Ces deux suppléants, désignés par *premier* et *second*, seront les deux citoyens ayant réuni le plus grand nombre de suffrages, après le juge de paix, dans les élections du canton.

N° 111. = 30 ventose an 9 (21 mars 1801). = *Loi relative à la liquidation de la dette publique* (2). (III, Bull. LXXVI, n° 596.)

TITRE 1^{er}. — Dépenses non acquittées des années 5, 6 et 7

Art. 1^{er}. Il est créé deux millions sept cent mille francs de rentes perpétuelles, exclusivement affectées, jusqu'à due concurrence, au paiement des dépenses non encore acquittées du service des années 5, 6 et 7, dans la pro-

(1) Ces suppléants, qui ont remplacé les prud'hommes assesseurs institués par l'art. 1^{er} du tit. III de la loi du 16—24 août 1790, existent encore: voyez la loi du 28 floréal an 10 (18 mai 1802), art. 1^{er} et 11, qui déterminent leurs fonctions.

Les suppléants des juges de paix ne peuvent, à peine de nullité, faire aucun acte d'autorité publique, ni rendre de jugemens, s'ils n'ont, au préalable, prêté le serment de fidélité et d'obéissance aux constitutions. Cass., 12 janvier 1809, *Sir.*, VII, 2, 1198; Bull. crim., XIV, 15.

Il n'y a pas incompatibilité entre les places de juge suppléant près le tribunal de première instance et de suppléant de juge de paix. Cass., 2 frimaire an 14, *Sir.*, VI, 2, 719.

En cas de maladie, absence ou empêchement du juge de paix, ses fonctions peuvent être remplies par un de ses suppléants, pour le tribunal de police comme pour le tribunal de paix. Cass., 7 juillet 1809, *Sir.*, XVI, 1, 292; Bull. crim., XIV, 250. — Les suppléants des juges de paix peuvent tenir les audiences de police, même dans les villes où il y a plusieurs juges de paix. Cass., arrêt précité du 2 frimaire an 14, *Sir.*, VI, 2, 719; et arrêt précité du 7 juillet 1809. — Les suppléants des juges de paix sont sans qualité pour remplacer les juges de paix dans l'exercice des fonctions qui leur sont déléguées par les cours et tribunaux, notamment pour procéder à une enquête; à moins qu'il n'ait été ordonné en même temps que le juge de paix serait, en cas d'empêchement, remplacé par son suppléant. Nîmes, 28 avril 1828, *Sir.*, XXIX, 2, 16. — Les actes faits par un suppléant de juge de paix, bien qu'ils n'indiquent pas la cause légale de l'empêchement, ne sont pas nuls pour présomption légale de remplacement sans nécessité; la présomption est pour l'empêchement, sauf la preuve contraire. Cass., 6 avril 1819, *Sir.*, XX, 1, 85.

(2) Voyez, sur la liquidation de la dette publique, le décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, et toutes les lois citées dans les notes qui l'accompagnent; et spécialement l'arrêté du 13 prairial an 10 (2 juin 1802), portant création d'un conseil général de la liquidation de la dette publique.

portion de vingt-cinq millions pour l'an 5, quinze millions pour l'an 6, cinquante millions pour l'an 7. — Ces rentes seront délivrées en paiement, sur le pied de trois pour cent.

2. Les arrérages desdites rentes courront à compter du 1^{er} vendémiaire an 10, pour les inscriptions qui auront été faites en l'an 9; et successivement, à compter du semestre qui suivra celui de l'inscription

TITRE II. — Echange des deux tiers mobilisés (1).

3. Il est créé un million de rentes perpétuelles, à cinq pour cent, exclusivement affectées à l'échange de *deux tiers mobilisés* de la dette publique. Les arrérages en courront du 1^{er} vendémiaire an 10, pour les inscriptions qui auront été faites en l'an 9; et successivement, à compter du semestre qui suivra celui de l'inscription.

4. Ces rentes sont mises à la disposition de la caisse d'amortissement, pour être employées à cet échange.

5. Les propriétaires des deux tiers mobilisés qui voudront les échanger contre lesdites rentes, recevront des inscriptions au grand-livre de la dette publique, dans la proportion d'un quart pour cent de la somme apportée à l'échange.

6. Le trésor public est subrogé aux droits des créanciers des deux tiers mobilisés qui auront été échangés à la caisse d'amortissement.

7. Les acquéreurs de domaines nationaux payables en deux tiers mobilisés, qui, au 1^{er} messidor prochain, n'auront pas acquitté les termes échus du prix de leur adjudication, sont déclarés définitivement déchus; ils seront incontinent dépossédés, sans néanmoins être assujétis à la peine de la folle-enchère (2).

8. Le gouvernement fera procéder au compte à faire entre la république et les acquéreurs dépossédés, ainsi qu'à la liquidation des sommes qui pourront être respectivement dues.

TITRE III. — Tiers provisoire.

9. Il pourra être inscrit, dans le cours de l'an 9, au grand-livre de la dette publique, jusqu'à concurrence de trente millions en capital du tiers provisoire, portant intérêt de cinq pour cent.

10. Les arrérages commenceront à courir à compter du 1^{er} vendémiaire de l'an 12.

TITRE IV. — Dispositions sur les domaines nationaux.

11. Il est affecté aux dépenses de l'instruction publique et à celles des militaires invalides, un capital de cent quatre-vingts millions en biens nationaux, valeur de 1790; ces biens seront incessamment distraits de la masse; ils ne pourront être aliénés ni leur destination changée sans une loi. Leurs revenus seront appliqués, dans la proportion des trois quarts, à l'instruction publique, et d'un quart aux militaires invalides.

12. Le produit net des revenus des biens affectés par l'article précédent, sera liquidé et fixé. — Il sera fait fonds, chaque année, à la caisse d'amortissement, d'une somme égale au montant desdits revenus; cette somme sera employée à l'extinction de la dette publique. La fixation faite pour la première année servira pour toutes les années subséquentes.

(1) Voyez spécialement, sur cet objet, la loi du 16 floréal an 10 (6 mai 1802).

(2) Voyez l'arrêté du 3 ventôse an 10 (22 février 1802), qui prononce de nouveau cette déchéance.

13. Il sera vendu en numéraire une portion du restant des domaines nationaux, jusqu'à concurrence de cent vingt millions, valeur de 1790.

14. Il sera prélevé, sur le produit des ventes, trente millions applicables au service de l'an 8, et vingt millions au service de l'an 9. Le surplus sera versé à la caisse d'amortissement, pour être employé à l'extinction de la dette publique.

15. Il pourra être inscrit, dans le cours de l'an 9, au grand-livre de la dette publique, jusqu'à concurrence d'un million de rentes perpétuelles, exclusivement affectées au service de l'an 8 : les arrérages en courront à compter du 1^{er} vendémiaire de l'an 10, pour les inscriptions qui auront été faites en l'an 9 ; et successivement, à compter du semestre qui suivra celui de l'inscription.

16. Une somme en numéraire égale au capital des rentes qui auront été employées pour le service de l'an 8, sera versée à la caisse d'amortissement, et appliquée à l'extinction de la dette publique : cette somme sera prise sur le produit des ventes des domaines nationaux.

N^o 112. = 3 germinal an 9 (24 mars 1801). = *ARRÊTÉ relatif aux permissions nécessaires pour l'établissement de presses, moutons, laminoirs, balanciers et coupoirs.* (III, Bull. LXXVII, n^o 597.)

Art. 1^{er}. Les dispositions des lettres-patentes du 28 juillet 1783 (1), qui obligent les entrepreneurs de manufactures, orfèvres, horlogers, graveurs, fourbisseurs et autres artistes et ouvriers qui font usage de presses, moutons, laminoirs, balanciers et coupoirs, à en obtenir la permission, seront exécutées selon leur forme et teneur.

(1) Voici le texte de cette déclaration, qui a été enregistrée en la cour des monnaies, le 13 août même année.

LOUIS, etc., étant informé que quelques entrepreneurs de manufactures, ainsi que plusieurs artistes et ouvriers qui font usage de presses, de balanciers, de moutons, de laminoirs, de coupoirs, ou qui fabriquent ces machines, se trouvent exposés à des poursuites rigoureuses résultant des dispositions de nos édits et des arrêts de notre cour des monnaies, par lesquels il a été défendu à tous particuliers autres que les directeurs de nos monnaies, d'avoir chez eux des machines de cette nature, et à tous serruriers, forgerons et autres ouvriers de les fabriquer, sans peine d'être punis comme faux monnayeurs, nous avons pensé que s'il était dangereux de permettre indifféremment à tous nos sujets l'usage de ces machines, il ne le serait pas moins de priver les entrepreneurs de manufactures et les artistes des avantages qu'elles offrent à leur industrie, sans lesquels ils ne pourraient soutenir la concurrence avec les fabriques étrangères. La protection particulière que nous ne cesserons d'accorder au commerce et aux arts, qui en sont le principal aliment, nous a engagé à chercher les moyens de concilier ses intérêts avec les précautions nécessaires pour prévenir les abus que l'on peut faire desdites machines ; à ces causes, etc.

Art. 1^{er}. A compter du jour de la date de ces présentes, il sera libre à tous entrepreneurs de manufactures, ainsi qu'aux orfèvres, horlogers, graveurs, fourbisseurs et autres ouvriers qui travaillent et emploient les métaux, d'avoir chez eux les presses, moutons, laminoirs, balanciers et coupoirs qui leur seront nécessaires, à la charge par eux d'en obtenir la permission, soit de notre cour des monnaies, soit des officiers des sièges de monnaies établis dans nos différentes provinces.

2. Ceux qui désireront obtenir les permissions exigées par l'article précédent seront tenus de faire élection de domicile, et de joindre à leurs requêtes les plans figures et l'état des dimensions de chacune desdites machines dont ils se proposeront de faire usage ; ils y joindront pareillement des certificats des officiers municipaux ou syndics des villes, bourgs ou villages dans lesquels seront établis leurs ateliers ou manufactures, lesquels certificats attesteront l'existence de leurs établissements et le besoin qu'ils pourront avoir de faire usage desdites machines. Voulons qu'il ne puisse être expédié aucune permission de cette nature en faveur de ceux qui ne produiront pas lesdits plans, états et certificats, et que celles desdites permissions qui n'en feront pas mention, soient regardées comme nulles et non avenues.

3. Enjoignons aux substitués de notre procureur-général en la cour des monnaies d'envoyer audit sieur procureur-général, ainsi qu'au sieur contrôleur-général de nos finances, dans les mois

2. Cette permission sera délivrée, savoir, dans la ville de Paris, par le préfet de police; dans les villes de Bordeaux, Lyon et Marseille, par les commissaires généraux de police; et dans toutes les autres communes de la république, par les maires de l'arrondissement.

3. Ceux qui voudront obtenir lesdites permissions seront tenus de faire élection de domicile, de joindre à leur demande les plans figurés et l'état des dimensions de chacune desdites machines dont ils se proposeront de faire

de janvier et de juillet de chaque année, un état sur papier ordinaire, certifié par le général provincial ou l'un des juges-gardes, de toutes les permissions de cette nature qui auront été accordées pendant le cours de chaque semestre; lequel état contiendra les noms, qualités, demeures et professions de ceux qui les auront obtenues et le genre des machines qui en seront l'objet. Enjoignons parcellément au greffier en chef de notre dite cour de remettre auxdits sieurs contrôleleur-général de nos finances et procureur-général en notre dite cour, aux mêmes époques et dans la même forme, un état de lui certifié des permissions qui seront émanées directement de notre dite cour.

4. Ceux qui auront obtenu la permission d'avoir chez eux une ou plusieurs de ces machines, seront tenus de les placer dans les endroits de leurs ateliers les plus apparents et sur la rue, autant que faire se pourra; nous leur défendons d'en faire usage avant cinq heures du matin et après neuf heures du soir, et leur enjoignons de les tenir enfermées dans des endroits fermant à clef, pendant tout le temps où ils ne s'en serviraient pas.

5. Ceux qui, ayant obtenu lesdites permissions, négligeront de se conformer à ce qui leur est prescrit par l'article précédent, en seront déchus et ne pourront plus à l'avenir en obtenir de pareilles. Voulons que, dans le cas où il serait prouvé qu'ils eussent employé celles de ces machines dont ils auraient été autorisés à faire usage, à tout autre travail qu'à celui qu'ils auraient annoncé par leur requête, il leur soit fait défenses de s'en servir, et qu'ils soient contraints de les déposer au greffe du siège des monnaies le plus voisin.

6. Voulons qu'il soit procédé extraordinairement contre ceux qui, ayant obtenu la permission de faire usage desdites machines, les emploieraient à fabriquer des médailles, des jetons ou des espèces d'or, d'argent, de billon ou de cuivre, soit au coin de nos armes, soit à celui d'aucun prince souverain, et qu'ils soient punis comme faux monnayeurs; voulons aussi qu'il en soit usé de même à l'égard de ceux chez lesquels il se trouverait quelques carrés, poinçons ou autres instrumens propres à la fabrication desdites monnaies, médailles ou jetons, et que les maîtres soient personnellement responsables de tous les abus de cette nature dont leurs ouvriers ou compagnons se rendraient coupables, en leur absence comme en leur présence.

7. Défendons à tous graveurs, serruriers, fergeons, fondeurs et autres ouvriers de fabriquer aucune desdites machines pour ceux qui ne leur justifieraient pas en avoir obtenu la permission; à l'effet de quoi, ils exigeront qu'elle leur soit laissée jusqu'au moment où ils livreront lesdites machines, afin d'être en état de la représenter, en cas de visite. Voulons que, faute par eux de se conformer aux dispositions du présent article, ils soient condamnés en mille livres d'amende et confiscation des ouvrages, pour la première fois, et à de plus grandes peines en cas de récidive.

8. Enjoignons tant à ceux qui emploient ou emploieront par la suite lesdites machines qu'aux ouvriers qui les fabriquent, de se soumettre aux visites que les commissaires de notre cour des monnaies, les officiers des sièges de son ressort, leurs délégués ou préposés jugeront à propos de faire chez eux, à l'effet de vérifier s'ils ne contrevenaient point aux dispositions de ces présentes, et ce, sous peine de déchéance, et d'y être contraints par toutes les voies prescrites par les ordonnances en pareil cas.

9. N'entendons par ces présentes dispenser ceux qui seraient déjà en possession de quelques machines de la nature de celles qu'elles ont pour objet, de remplir les formalités que nous avons prescrites, pour obtenir la permission de continuer à en faire usage. Voulons que, dans le cas où ils négligeraient de s'y conformer dans le délai de deux mois, à compter du jour de l'enregistrement de ces présentes, il soit procédé contre eux extraordinairement, et qu'il en soit usé de même à l'égard de tous ceux qui auraient chez eux ou emploieraient à l'avenir lesdites machines, sans en avoir obtenu la permission. Voulons qu'elles ne puissent être accordées aux ouvriers et artistes auxquels les ordonnances et réglemens permettent de s'établir dans les lieux privilégiés, qu'à la charge par eux de se soumettre aux visites des officiers de notre cour des monnaies et des sièges de son ressort, conformément à l'article 8.

10. Avons dérogé et dérogeons à tous édits, déclarations, lettres-patentes et réglemens dont les dispositions seraient contraires à ces présentes, et notamment à nos édits des mois de juin 1696 et février 1726, lesquels seront au surplus exécutés selon leur forme et teneur, en ce qui n'y est pas dérogé.

usage. Ils y joindront pareillement des certificats des officiers municipaux des lieux dans lesquels sont situés leurs ateliers ou manufactures, lesquels certificats attesteront l'existence de leurs établissemens, et le besoin qu'ils pourront avoir de faire usage desdites machines.

4. Aucuns graveurs, serruriers, forgerons, fondeurs et autres ouvriers ne pourront fabriquer aucune desdites machines pour tout individu qui ne justifierait pas de ladite permission: ils exigeront qu'elle leur soit laissée jusqu'au moment où ils livreront lesdites machines, afin d'être en état de la représenter, lorsqu'ils en seront requis par l'autorité publique, sous les peines portées par lesdites lettres-patentes.

5. Ceux qui ont actuellement en leur possession des machines de la nature de celles ci-dessus, seront tenus d'en faire la déclaration, dans le délai de deux mois, à compter de la publication du présent arrêté, aux préfets et commissaires de police, et d'obtenir la permission de continuer à en faire usage, sous les peines portées par lesdites lettres-patentes.

N° 113. = 3 germinal an 9 (24 mars 1801). = *ARRÊTÉ qui attribue au liquidateur général de la dette publique la liquidation des pensions de tous les employés près des ministères et des administrations civiles et militaires.* (III, Bull. LXXVII, n° 598.)

N° 114. = 6 germinal an 9 (27 mars 1801). = *ARRÊTÉ contenant une nouvelle rédaction de l'article 2 de celui du 19 pluviôse an 9 sur les étapes* (1). (III, Bull. LXXVII, n° 600.)

L'article 2 de l'arrêté des consuls, du 19 pluviôse an 9, qui rend applicables à quatre nouvelles classes d'individus les dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 1^{er} fructidor an 8, relatif aux étapes, sera rédigé ainsi qu'il suit : — « En conséquence, ces individus recevront pendant leur route, en remplacement d'étape, trente centimes par myriamètre ou lieue, sur les mandats des commissaires des guerres, ou, à leur défaut, sur ceux des préfets et sous-préfets. »

N° 115. = 7 germinal an 9 (28 mars 1801). = *ARRÊTÉ relatif aux baux à longues années des biens ruraux appartenant aux hospices, aux établissemens d'instruction publique et aux communautés d'habitans* (2). (III, Bull. LXXVII, n° 607.)

Art. 1^{er}. Aucun bien rural appartenant aux hospices, aux établissemens

(1) Voyez cet arrêté, et la note.

(2) Voyez le décret du 5—11 février 1791, qui porte que les baux consentis par les établissemens publics ne pourront excéder neuf années; celui du 8—23 pluviôse an 2 (27 janvier — 11 février 1794), qui maintient provisoirement les baux des bois dans lesquels les communes ont été ou seront réintégrées; l'avis du cons. d'état du 8 brumaire an 11 (30 octobre 1802), portant que les baux qui n'excèdent pas neuf années ne sont pas compris dans les baux à longues années pour lesquels l'autorisation du gouvernement est exigée par l'arrêté du 7 germinal an 9; celui du 28 pluviôse suivant (17 février 1803), confirmatif du précédent; l'avis du cons. d'état du 10 mars 1807, portant que le décret du 18—27 avril 1791, sur les baux emphytéotiques et autres faits par les corps et communautés, ne s'appliquent pas aux baux des biens des hospices; celui du 12 août suivant, portant que les baux à ferme des biens des hospices et des établissemens d'instruction publique seront faits aux enchères; et l'ordonnance du 7—26 octobre 1818, sur la mise en ferme des biens communaux, laquelle, quant aux baux excédant neuf années, maintient le présent arrêté.

Voyez enfin la loi du 25—30 mai 1835, qui dispose que les communes, hospices et tous autres, établissemens publics pourront affermer leurs biens ruraux pour dix-huit années et au dessus, sans autres formalités que celles prescrites pour les baux de neuf années.

d'instruction publique, aux communautés d'habitans, ne pourra être concédé à bail à longues années qu'en vertu d'arrêté spécial des consuls.

2. Pour obtenir des autorisations de ce genre, il sera nécessaire de produire les pièces suivantes : — 1° La délibération de la commission des hospices, de l'administration immédiatement chargée des biens consacrés à l'instruction publique, ou du conseil municipal pour les biens communaux, portant que la concession à longues années est utile ou nécessaire; — 2° Une information de *commodo et incommodo*, faite dans les formes accoutumées, en vertu d'ordres du sous-préfet; — 3° L'avis du conseil municipal du lieu où est situé l'établissement dont dépendent les biens d'hospices ou d'instruction publique; — 4° L'avis du sous-préfet de l'arrondissement; — 5° L'avis du préfet du département.

3. Le ministre de l'intérieur fera ensuite son rapport aux consuls, qui, le conseil d'état entendu, accorderont l'autorisation, s'il y a lieu.

N° 116. = 8 germinal an 9 (29 mars 1801). = **ARRÊTÉ relatif à la police et à l'administration des succursales de l'hôtel national des Invalides** (1). (II, Bull. LXXVII, n° 609.)

Art. 1^{er}. La police et la discipline de chaque succursale de l'hôtel national des militaires invalides seront confiées au général commandant chacun desdits établissemens.

2. Le commandant aura sous ses ordres un commandant en second, et un nombre d'adjudans qui sera déterminé par le ministre de la guerre, et proportionné au nombre des invalides.

3. Les officiers chargés du commandement des succursales seront subordonnés à l'inspecteur général commandant l'hôtel national des militaires invalides de Paris.

4. Chaque succursale sera administrée par un conseil d'administration, composé, — Du commandant en second; — De deux capitaines et de deux lieutenans, nommés pour deux ans, par le général inspecteur commandant en chef l'hôtel national des militaires invalides de Paris.

5. Ces conseils correspondront, par l'entremise du commandant, avec le conseil d'administration de l'hôtel, lui rendront compte de leurs opérations, et lui en soumettront les détails, conformément au règlement que le ministre de la guerre est chargé de leur adresser à ce sujet.

6. Il y aura, près de chaque succursale, un quartier-maître chargé de l'acquittement des dépenses autorisées par le conseil d'administration : il remplira les fonctions de secrétaire du conseil et de garde des archives.

7. Un surveillant sera chargé des détails de l'infirmerie.

8. Le quartier-maître et le surveillant seront à la nomination du conseil d'administration, et confirmés par le commandant : ils seront sous la surveillance immédiate du conseil et du commandant.

9. L'entretien et les réparations des bâtimens seront confiés au génie militaire, qui se concertera, à ce sujet, avec le conseil d'administration.

10. Le ministre de la guerre désignera un inspecteur aux revues pour le service de chacune des succursales. — Si, dans les villes où elles seront placées, il se trouve un commissaire des guerres, il fera le service de la succursale : dans le cas contraire, le ministre en nommera un à cet effet, qui y résidera.

11. Le service de chaque succursale concernant les vivres-pain, sera fait par les munitionnaires généraux. — Il sera établi des masses à la disposition

(1) Voyez, sur l'organisation des invalides, le décret du 30 avril—16 mai 1792, et les notes qui résument toute la législation.

du conseil d'administration, pour l'habillement, la lingerie, le chauffage, la pharmacie, l'ameublement, la viande et la lumière.

12. Le montant de la dépense de chaque succursale, dûment constaté, sera versé, chaque mois, dans la caisse de la succursale, sur les ordonnances du ministre de la guerre; et le paiement en sera fait par la trésorerie nationale, comme solde de troupe.

13. Le ministre de la guerre déterminera, par un règlement particulier, le mode à suivre dans la répartition des fonds pour le service de l'hôtel national et des succursales, et les mesures à prendre pour en constater l'emploi.

N° 117. — 9 germinal an 9 (30 mars 1801). — *ARRÊTÉ relatif aux permissions de caler des madragues, et à la police de ces établissements.* (III, Bull. LXXVII, n° 611.)

Art. 1^{er}. Aucune madrague ou filet à pêcher des thons ne pourra être calée sans une permission du ministre de la marine, laquelle sera enregistrée au bureau de l'inspection du port dont la madrague dépendra.

2. Cette permission ne sera donnée que d'après un procès-verbal dressé par l'administration de la marine, sur l'ordre du préfet maritime. Ce procès-verbal devra constater que la madrague dont l'établissement est demandé, ne peut nuire en aucune manière à la navigation.

3. Les citoyens à qui la permission de caler une madrague sera accordée seront tenus de passer un bail dont la durée et les conditions seront déterminées par la régie des domaines nationaux; et le produit en sera versé dans ses caisses.

4. Les baux actuels continueront d'être exécutés jusqu'à leur expiration; mais l'administration de la marine s'assurera, sans délai, si l'établissement des madragues déjà affermé ne nuit point à la navigation; et dans le cas où il y nuirait, elle déterminera le nouvel emplacement qui devra leur être assigné. — A l'expiration desdits baux, les concessionnaires des madragues seront tenus aux conditions exprimées par l'article précédent.

5. La police sur l'établissement des madragues et sur les marins qui y seront employés appartiendra exclusivement, sous l'autorité du ministre de la marine, à l'administration des ports et arsenaux.

6. Cette administration veillera à ce que les concessionnaires des madragues placent sur les extrémités de leurs filets les plus avancés en mer, des orins, bouées ou gaviteaux, à peine de répondre des dommages qui pourraient résulter du défaut de cette précaution.

7. Tous pêcheurs auront la liberté de tendre des thonnaires et combrières, et de pêcher dans le voisinage des madragues, pourvu qu'ils se tiennent à une distance suffisante pour ne pas nuire à ces établissements: s'ils s'en approchent de trop près, et qu'ils occasionent des dommages, ils en demeureront responsables.

N° 118. — 9 germinal an 9 (30 mars 1801). — *ARRÊTÉ portant qu'il n'y a plus lieu à délivrer de certificats de liquidations de droits et offices domaniaux faites avant leur suppression sans indemnité.* (III, Bull. LXXVII, n° 612.)

Les consuls de la république, vu le rapport du ministre des finances sur la question de savoir si les engagistes ou aliénataires de droits et d'offices domaniaux supprimés, qui ont été liquidés avant qu'aucune loi en eût prononcé l'abolition sans indemnité, et dont les liquidations ont même été ap-

prouvées par des décrets particuliers, mais dont les certificats de liquidation n'avaient pas été délivrés lorsque l'abolition sans indemnité a été prononcée, sont fondés aujourd'hui à réclamer ces certificats et à exercer leurs créances sur l'état; — Vu les lois des 15—28 mars 1790, 9—16 juillet 1791, 25 août 1792, 17 juillet 1793, 10 frimaire et 7 pluviôse an 2 (1); — Considérant que, depuis les lois des 17 juillet 1793, 10 frimaire et 7 pluviôse an 2, il n'a plus été permis au liquidateur général de liquider les créances de droits et offices domaniaux supprimés sans indemnité, ni conséquemment d'en délivrer les certificats ou reconnaissances de liquidation; — Considérant que les liquidations faites antérieurement à l'abolition sans indemnité sont restées dans les termes de celles qui étaient encore à liquider, dès que les certificats de liquidation n'avaient pas été délivrés, le but des lois citées n'étant pas seulement de défendre la liquidation, mais d'éteindre la créance; et que, dès-lors, on n'a pu regarder comme consommées définitivement que celles de ces créances dont les certificats de liquidation, qui étaient les titres nécessaires aux parties prenantes, ont été délivrés et suivis de paiement, ou employés avant les lois qui ont prononcé l'abolition sans indemnité; — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent : — Aux termes des lois des 17 juillet 1793, 10 frimaire et 7 pluviôse an 2, il n'y a plus lieu de délivrer de certificats de liquidation aux aliénataires ou engagistes de droits et offices domaniaux supprimés sans indemnité, lors même que les liquidations auraient été faites et approuvées avant lesdites lois.

N° 119. = 13 germinal an 9 (3 avril 1801). = ARRÊTÉ contenant rectification d'un article de celui du 17 nivose an 9, relatif au remplacement des préfets en cas d'absence. (III, Bull. LXXVIII, n° 615.)

L'article 2 de l'arrêté des consuls du 17 nivose dernier (relatif au remplacement des préfets en cas d'absence), ainsi conçu : *Il est dérogé, quant à ce, à l'article 8 de l'arrêté des consuls du 17 ventose an 8*, est définitivement rédigé comme il suit : *Il est dérogé, quant à ce, à l'article 6 de l'arrêté des consuls du 17 ventose an 8*.

N° 120. = 15 germinal an 9 (5 avril 1801). = ARRÊTÉ qui règle l'uniforme des administrateurs et agens forestiers (2). (III, Bull. LXXVIII, n° 622.)

Art. 1^{er}. L'uniforme des administrateurs et agens forestiers est arrêté ainsi qu'il suit : — L'habit à revers et pantalon de drap vert, doublés de même, gilet chamois, chapeau français et une arme.

2. L'habit sera brodé en argent, d'un dessin en feuilles de chêne avec une baguette unie sur le bord, suivant le modèle joint au présent arrêté.

3. La broderie sera selon le grade, savoir : — Pour les administrateurs, aux collet, paremens, pattes et tour extérieur des poches, avec la baguette seulement autour de l'habit; — Pour les conservateurs, aux collet, paremens, et à la patte des poches, sans baguette autour de l'habit; — Pour les inspecteurs, aux collet et paremens; — Pour les sous-inspecteurs, au collet. — Le gilet des administrateurs sera brodé; celui des conservateurs, avec une baguette seulement; celui des inspecteurs et sous-inspecteurs, sera uni.

4. L'habit des arpenteurs aura le collet et les paremens en velours noir,

(1) Ces lois sont relatives à l'abolition des droits féodaux.

(2) Voyez, sur le même objet, l'ordonnance du 1^{er}—4 août 1827, rendue pour l'exécution du Code forestier, art. 18, 21 et 29 (agens de tous grades).

avec un galon d'argent et deux boutonnères à chaque côté du collet, un galon et deux boutonnères aux paremens.

5. L'habit des gardes généraux aura collet et paremens chamois, avec deux boutonnères en galon d'argent sur chaque côté du collet, et deux aux paremens.—Les gardes ordinaires seront vêtus comme ils le jugeront convenable; mais ils porteront toujours la bandoulière telle qu'elle sera fixée ci-après.

6. Le bouton sera, pour tous, de métal blanc, ayant au pourtour des feuillets de chêne, et portant, au milieu, le mot *Forêts* et le chiffre *R. F.*—Le chapeau avec ganse d'argent et petit bouton du même modèle que celui de l'habit;—L'arme, un sabre français, un ceinturon vert, avec plaque au milieu.

7. Le garde général portera une bandoulière chamois, bordée d'un galon d'argent pareil à celui de ses boutonnères; celle des gardes particuliers sera chamois, avec bandes de drap vert, et au milieu une plaque de métal blanc, portant ces mots : *République française, Forêts nationales*. Les bandoulières seront fournies aux gardes ordinaires, aux frais de la république.

N° 121.—17 germinal an 9 (7 avril 1801).—*Avis du conseil d'état sur la manière de vider les partages d'opinions dans les tribunaux de première instance et d'appel* (1). (III, Bull. LXXVIII, n° 624.)

Le conseil d'état, à qui le premier consul a renvoyé un rapport du ministre de la justice sur la manière de vider les partages d'opinions dans les tribunaux de première instance et d'appel, est d'avis qu'il suffit de revenir aux usages qui ont été long-temps et généralement pratiqués sans inconvénient.—Autrefois on faisait monter sur le siège un gradué ou un praticien présent à l'audience, ce qui dispensait de recommencer les plaidoiries. Quelquefois on ordonnait un délibéré; ou bien, si l'affaire était plus difficile, on appointait.—Aujourd'hui, la difficulté qu'on trouve à user de ces différentes ressources, ne peut tenir qu'à ce qu'on veut appliquer au nouvel ordre judiciaire, des dispositions faites pour une autre organisation.—Lorsqu'il n'y avait par département qu'un seul tribunal composé de vingt juges qui jugeaient en première instance et en cause d'appel, la loi du 14 prairial an 6 avait réglé qu'en cas de partage, les juges s'adjoindraient trois autres membres du tribunal, qui alors pouvait en effet les fournir.—Mais il est évident que la loi du 27 ventose n'ayant placé dans les seize dix-septièmes des tribunaux de première instance que trois ou quatre juges, elle n'a ni voulu ni pu vouloir l'exécution, désormais impossible, de la règle introduite par la loi du 14 prairial.—La loi du 27 ventose en se rapprochant beaucoup de l'ancienne organisation des tribunaux, et en ramenant la plupart des anciennes formes de procéder, a entendu, sans doute, qu'en cas de partage, les tribunaux usassent, pour le vider, de la simplicité des moyens pratiqués dans les anciens tribunaux.—Ainsi l'adjonction de trois juges n'est plus nécessaire pour vider un partage; il suffit de l'intervention d'un seul.—Dans ce sens, la loi du 27 ventose a procuré de suffisantes ressources à tous les tribunaux.—Il ne faut que sept juges pour rendre un jugement en cause d'appel; et le moins nombreux des tribunaux d'appel a onze juges résidant dans le lieu

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 14 prairial an 6 (2 juin 1798), et les notes.

Il a été jugé que cet avis pouvait être invoqué, lorsque la composition des tribunaux ne leur permettait pas de se conformer à la loi de prairial an 6; mais qu'il ne faisait pas obstacle à l'exécution de cette loi à l'égard des tribunaux qui pouvaient s'y conformer. Cass., 15 messidor an 14, Sir., IV, 2, 41.

de sa séance : s'il arrive un partage, c'est qu'il se sera trouvé sur le siège huit ou dix juges. Ce dernier cas doit être rare ; mais enfin s'il arrive, et que l'on ne veuille pas faire monter sur le siège un homme de loi, on peut recourir au onzième juge pour départager les autres.—Dans les tribunaux de première instance, il ne faut que trois juges pour rendre un jugement : mais d'abord il y a cent quatre-vingt-treize tribunaux composés chacun de trois juges seulement : là il n'y a point de partage possible. Ensuite il y a vingt-quatre tribunaux composés de sept ou dix juges, divisés en deux sections ; le partage arrivé dans une de ces sections, peut être aisément vidé par un juge emprunté de l'autre.—Enfin, cent quatre-vingt-cinq tribunaux sont composés de quatre juges, et s'ils sont tous assidus, si le directeur du jury n'est pas souvent empêché d'assister à l'audience, il pourra y avoir quelques partages : mais il y a près de chacun de ces tribunaux trois suppléants, et rien n'empêche d'en appeler un, si ce n'est comme suppléant, du moins comme homme de loi.—On voit donc que lors même que les tribunaux, soit d'appel ou de première instance, auraient de la répugnance à prendre un *départiteur* parmi les hommes de loi ou avoués qui auraient assisté à l'audience et entendu les plaidoiries, ce qui serait pourtant le plus sage parti pour prévenir les retards et les frais, ils pourraient toujours compter sur le secours d'un juge ou d'un suppléant pour faire marcher la justice sans qu'il fût besoin d'introduire une nouvelle machine qui ne servirait qu'à en compliquer l'action.—Le conseil d'état, après avoir, sur le renvoi des consuls et sur le rapport de la section de législation, discuté le projet ci-dessus, l'approuve, et arrête qu'il sera présenté aux consuls dans la forme prescrite par le règlement.

N° 122.—23 germinal an 9 (13 avril 1801).—**ARRÊTÉ** relatif au mode d'avancement dans l'artillerie de la marine (1). (III, Bull. LXXXIX, n° 637.)

N° 123.—23 germinal an 9 (13 avril 1801).—**ARRÊTÉ** relatif à l'administration et à la comptabilité des demi-brigades d'artillerie de la marine et des compagnies d'ouvriers (2). (III, Bull. LXXXIX, n° 638.)

N° 124.—27 germinal an 9 (17 avril 1801).—**ARRÊTÉ** qui règle le costume et les frais de bureau des substitués des commissaires du gouvernement près les tribunaux criminels (3). (III, Bull. LXXX, n° 643.)

N° 125.—29 germinal an 9 (19 avril 1801).—**ARRÊTÉ** relatif aux créances liquidées et à liquider sur les années 5, 6 et 7 (4). (III, Bull. LXXXIX, n° 640.)

TITRE 1^{er}. — Créances liquidées jusqu'à ce jour pour service des années 5, 6 et 7.

Art. 1^{er}. Les créanciers pour service des années 5, 6 et 7, dans les divers

(1) Aujourd'hui, le mode d'avancement dans l'armée est réglé par la loi du 14—17 avril 1832, qui constitue le dernier état des choses. Cette loi rend le présent arrêté sans intérêt.

(2) Cet arrêté n'a plus d'objet depuis la reconstitution de l'armée, par suite de laquelle ces demi-brigades n'existent plus.

(3) Les substitués des commissaires du gouvernement près les tribunaux criminels n'existent plus, depuis la suppression de ces tribunaux, qui ont été remplacés par les cours d'assises. Aujourd'hui, le service des cours d'assises est fait, soit par les procureurs du roi ou substitués, dans les villes où il n'y a pas de cours royales, soit par les avocats-général dans les villes qui ont les sièges de ces cours : par conséquent, le présent arrêté n'a plus d'objet.

(4) Voyez, sur la liquidation de la dette publique, le décret général du 24 août (15, 16, 17

départemens du ministère, présenteront leurs décomptes au liquidateur général de la dette publique, avant le 1^{er} messidor prochain.

2. Le liquidateur général ouvrira autant de registres qu'il y a de ministères, et y inscrira lesdits créanciers par ordre alphabétique, avec indication tant des sommes réclamées que des différens exercices.

3. Dans le même délai que ci-dessus, chaque ministre fera dresser un tableau, également par ordre alphabétique et avec distinction d'exercices, des créances par lui reconnues jusqu'à ce jour sur les années 5, 6 et 7.

4. Au 1^{er} messidor prochain, le liquidateur général de la dette publique et les ministres adresseront à celui des finances, chacun en ce qui le concerne, le dépouillement des déclarations et tableaux prescrits par les articles ci-dessus.

5. Le ministre des finances prendra les ordres des consuls, pour qu'il soit mis à la disposition des ministres les fonds nécessaires pour solder lesdites créances en inscriptions au grand-livre de la dette publique, conformément à la loi du 30 ventose dernier.

6. Les ministres, d'après la décision des consuls, délivreront leurs ordonnances dans la forme ordinaire.

7. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux certificats de liquidation délivrés jusqu'à ce jour, tant par le liquidateur général de la dette publique, que par la commission de la comptabilité intermédiaire, pour des parties de service postérieures au 1^{er} vendémiaire an 5.

TITRE II. — Liquidation restant à faire sur les années 5, 6 et 7.

8. A compter de ce jour, les ministres ne pourront délivrer aux parties aucun décompte pour quelque service que ce soit. — Le liquidateur de la dette publique et la commission de comptabilité intermédiaire, pour les parties de service postérieures au 1^{er} vendémiaire an 5, qu'ils sont chargés de liquider, ne pourront également expédier aux parties aucun certificat de liquidation ou autres pièces équivalentes.

9. Aussitôt qu'une créance sera liquidée, le montant en sera porté sur un registre ouvert à cet effet, avec distinction d'exercices et par ordre alphabétique.

10. Chaque trimestre, les ministres, le liquidateur général de la dette publique et la commission de comptabilité intermédiaire, adresseront au ministre des finances le dépouillement desdits registres; et il sera fait successivement les fonds nécessaires pour en acquitter le montant, conformément à la loi du 30 ventose dernier, en vertu des ordonnances que les ministres délivreront dans la forme ordinaire.

Disposition générale.

11. Il sera ouvert à la trésorerie, pour chacune des années 5, 6 et 7, un compte distinct et séparé des créances payées en inscriptions au grand-livre, en exécution de la loi du 30 ventose, et le résultat en sera présenté, chaque mois, aux consuls, par le ministre des finances.

N^o 126. — 29 germinal an 9 (19 avril 1801). — **ARRÊTÉ** relatif aux créances pour service de l'an 8 qui seront inscrites sur le grand-livre. (III, Bull. LXXIX, n^o 641.)

Art. 1^{er} Les créanciers pour service de l'an 8, dans les divers départe-

et) — 13 septembre 1793, et les notes qui resument la législation; et spécialement la loi du 30 ventose an 9 (21 mars 1801).

mens ou ministère, qui voudront user de la faculté qui leur est accordée par l'article 15 de la loi du 30 ventose dernier, et obtenir des inscriptions au grand-livre, en feront la demande à chaque ministre que leur service concerne.

2. Les ministres, après vérification des créances, les porteront sur un registre qui sera dressé à cet effet, dans chaque ministère, par ordre alphabétique.

3. Dans la dernière décade de prairial prochain, ils adresseront au ministre des finances le dépouillement de ce registre.

4. Ce ministre prendra les ordres des consuls pour qu'il soit mis à la disposition des divers ministres, les fonds nécessaires pour solder lesdites créances en inscriptions au grand-livre de la dette publique, conformément à la loi du 30 ventose dernier.

5. Les ministres, d'après la décision des consuls, délivreront leurs ordonnances dans la forme ordinaire.

6. Il sera ouvert à la trésorerie un compte distinct et séparé des paiemens ci-dessus; et le résultat en sera présenté chaque mois aux consuls par le ministre des finances, qui proposera tout à la fois les mesures nécessaires pour qu'il soit versé à la caisse d'amortissement, sur le produit des ventes des domaines, une somme en numéraire égale au capital des rentes qui auront été employées à acquitter le service de l'an 8.

N° 127. — 29 germinal an 9 (19 avril 1801). — *ARRÊTÉ relatif à la désignation des villes où devront être établies des bourses de commerce, à l'organisation et à la police de ces bourses* (1). (III, Bull. LXXIX, n° 642.)

TITRE I^{er}. — Dispositions préliminaires.

Art. 1^{er}. Dans un mois, à compter de la publication du présent règlement, les ministres des finances et de l'intérieur feront connaître au gouvernement, — 1° Quelles sont les villes où il convient d'établir des bourses de commerce; — 2° Quelles sont celles de ces villes qui ont eu ou ont encore un local affecté à cette destination; — 3° Quels sont, dans les villes où il n'existe pas de local employé à ce service, les édifices ou emplacements nationaux qu'on y pourrait affecter; — 4° Les soumissions que pourraient soumettre les négocians, à l'effet de construire des bourses de commerce.

2. Les ministres de l'intérieur et des finances proposeront au gouvernement, séparément pour chaque ville, les arrêtés nécessaires pour affecter un local à la tenue de la bourse, en conformité de la loi du 28 ventose.

3. Le ministre de l'intérieur fera connaître au gouvernement, dans le même délai, — 1° Le nombre d'agens de change et de courtiers qu'il sera convenable d'établir dans chaque ville où il y aura une bourse; — 2° Quelles sont les places où il sera utile d'autoriser à exercer cumulativement les mêmes fonctions; — 3° Son avis sur la somme à laquelle il convient de porter le taux du cautionnement.

4. Sur le rapport du ministre de l'intérieur, les consuls détermineront par un arrêté, — 1° Le nombre des agens de change et courtiers pour chaque place; — 2° Celles où ils pourront cumuler les deux fonctions; — 3° Le taux du cautionnement pour chacune.

TITRE II. — De la nomination et réception des agens de change et courtiers de marchandises.

5. La nomination des agens de change et courtiers aura lieu de la ma-

(1) Voyez la loi du 28 ventose an 9 (19 mars 1801), sur l'établissement des bourses de commerce, et les notes.

nière suivante : — Le tribunal de commerce de la ville nommera, dans une assemblée générale et spéciale, dix banquiers ou négocians, et, pour Paris, huit banquiers et huit négocians. — Ces citoyens se rassembleront pour former une liste double du nombre d'agens de change et courtiers à nommer. Ils adresseront cette liste au préfet du département, qui pourra y ajouter les noms qu'il voudra, sans excéder toutefois le quart du total. — Le préfet l'adressera au ministre de l'intérieur, qui pourra ajouter un nombre de noms égal aussi au quart de la première liste. — Il présentera ensuite la liste entière, avec ses propositions, au premier consul, qui fera la nomination.

6. Nul ne pourra être inscrit sur ces listes, s'il ne justifie qu'il a exercé la profession d'agent de change, banquier ou négociant, ou travaillé dans une maison de banque, de commerce, ou chez un notaire à Paris, pendant quatre ans au moins.

7. Aucun individu en état de faillite, ayant fait abandon de biens ou attermoïement, sans s'être depuis réhabilité, ou ne jouissant pas des droits de citoyen français, ne pourra être nommé agent de change ou courtier.

8. Au commencement de chaque trimestre, le tribunal de commerce nommera, conformément à l'article ci-dessus, dans les villes de département, dix négocians ou banquiers, et huit négocians et huit banquiers pour Paris, pour présenter une liste double, afin de pourvoir aux places vacantes. On suivra au surplus le même mode d'élection, et on sera astreint aux mêmes conditions d'éligibilité que pour la première élection.

9. Les commissions d'agens de change ou courtiers seront présentées et enregistrées au tribunal de commerce, qui recevra de l'agent de change ou courtier la promesse de fidélité à la constitution.

10. Les noms et demeures de tous les agens de change et courtiers qui auront rempli la formalité portée en l'article précédent, seront inscrits sur un tableau placé, dans un lieu apparent, au tribunal de commerce et à la bourse.

TITRE III. — Du cautionnement.

11. Chaque agent de change ou courtier sera tenu de verser à la caisse d'amortissement le montant du cautionnement auquel il sera assujéti, en six termes égaux. Faute par lui de remplir un ou plusieurs termes de ses obligations, il sera rayé du tableau, à la diligence du préfet du département, et défenses lui seront faites d'exercer sa profession. Les sommes par lui payées lui seront remboursées sans intérêts.

12. Le cautionnement des agens de change ou courtiers sera spécialement affecté à la garantie des condamnations qui pourront être prononcées contre eux par suite de l'exercice de leurs fonctions. Lorsque les administrateurs de la caisse d'amortissement auront fait quelques paiemens d'après la présente disposition, et que le cautionnement se trouvera entamé, l'agent de change ou courtier sera suspendu de ses fonctions jusqu'à ce qu'il l'ait complété entièrement (1).

(1) Le défaut de restitution, par un agent de change, des fonds qu'il a reçus d'un tiers pour une opération confiée plus à l'homme qu'à l'agent de change, et singulièrement pour les jouer à la bourse, à profit commun, ne constitue pas un fait de charge donnant lieu à privilège sur le cautionnement. Paris, 16 décembre 1811, *SIR.*, XIV, 2, 160.

Les créanciers pour faits de charge doivent exercer leur privilège sur le cautionnement d'un agent de change, de préférence au trésor public, pour le recouvrement d'amendes prononcées contre cet agent de change. Cass., 7 mai 1816, *SIR.*, XVII, 1, 53.

Voyez encore l'arrêté du 27 prairial an 10 (16 juin 1802), art. 13, et les notes.

TITRE IV. — Des droits de commission et de courtage.

13. Les droits de commission et de courtage seront fixés par un arrêté des consuls, sur le rapport du ministre de l'intérieur, qui consulera à cet effet les tribunaux de commerce des villes où il sera établi des bourses, et le préfet de département. — Provisoirement les usages locaux seront suivis.

TITRE V. — De la police qui s'exercera à la bourse et sur les agens de change et courtiers.

14. La police de la bourse appartiendra, à Paris, au préfet de police; à Marseille, Lyon et Bordeaux, aux commissaires généraux de police; dans les autres villes, aux maires. — Ils désigneront un des commissaires de police, ou un des adjoints, pour être présent à la bourse, et en exercer la police pendant sa tenue.

15. Les agens de change de chaque place se réuniront, et nommeront, à la majorité absolue, un syndic et six adjoints, pour exercer une police intérieure, rechercher les contraventions aux lois et réglemens, et les faire connaître à l'autorité publique.

16. S'il arrive contestation entre les agens de change relativement à l'exercice de leurs fonctions, elle sera portée d'abord devant le syndic et les adjoints, qui sont autorisés à donner leur avis. — Si les intéressés ne veulent pas s'y conformer, l'avis sera renvoyé au tribunal de commerce, qui prononcera, s'il s'agit d'intérêts civils. — Et au commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance, s'il s'agit d'un fait de police et de contravention aux lois et réglemens, pour qu'il exerce les poursuites sans délai: le tout sans préjudice du droit des parties intéressées.

17. Le préfet de police de Paris, le commissaire général de police de Marseille, Lyon et Bordeaux, et le maire des autres places de commerce, pourront proposer la suspension des agens de change qui ne se conformeront pas aux lois et réglemens, ou prévariqueront dans leurs fonctions. Le préfet de police s'adressera à cet effet au ministre de l'intérieur; — Les commissaires généraux de police aux préfets; — Les maires, aux sous-préfets, qui en rendront compte au préfet. — Sur le compte qui lui sera rendu, le ministre de l'intérieur pourra proposer au premier consul de prononcer la destitution de l'agent de change inculpé, après avoir toutefois fait demander l'avis des syndic et adjoints, devant lesquels le prévenu sera entendu.

18. Les dispositions des articles 15, 16 et 17 sont communes aux courtiers du commerce.

19. Le préfet de police de Paris, sauf l'approbation du ministre de l'intérieur; les commissaires généraux de police et les maires, sauf l'approbation du préfet de département, pourront faire les réglemens locaux qu'ils jugeront nécessaires pour la police intérieure de la bourse.

N° 128.—29 germinal an 9 (19 avril 1801). — ARRÊTÉ relatif à la revue et au placement des chevaux employés aux différens services de l'armée (1).
(III, Bull. LXXX, n° 644.)

TITRE 1^{er}. — Revue des chevaux des différens services des armées. — Distinction en différentes classes. — Nombre qui doit être conservé.

Art. 1^{er}. Il sera conservé quinze mille cent chevaux du train d'artillerie trois mille chevaux des vivres mille chevaux d'ambulance. — Total dix-neuf mille cent.

(1) Voyez, sur le même objet, le décret du 13 nivôse—4 pluviôse an 2 (2—23 janvier 1794), et le décret du 11 avril 1810.

2. Sur les quinze mille cent chevaux du train de l'artillerie, il en sera choisi huit mille cinq cents parmi ceux de l'armée du Rhin ; six cents parmi ceux de l'armée des Grisons ; six mille parmi les mulets et chevaux de l'armée d'Italie.

3. Sur les trois mille chevaux des vivres, il en sera choisi deux mille parmi ceux de l'armée du Rhin ; trois cents parmi ceux de l'armée des Grisons ; sept cents parmi les mulets et chevaux de l'armée d'Italie.

4. Sur les mille chevaux d'ambulance, il en sera choisi cinq cents parmi ceux de l'armée du Rhin ; cent parmi ceux de l'armée des Grisons ; quatre cents parmi les mulets et chevaux de l'armée d'Italie.

5. Pour procéder au choix des chevaux qui devront être conservés, les chevaux des différens services de l'armée du Rhin se réuniront successivement à Strasbourg ; ceux de l'armée des Grisons, à Besançon ; ceux de l'armée d'Italie, à Milan.

6. L'officier-général commandant en chef l'artillerie de chaque armée, passera une revue desdits chevaux ; il les distinguera en trois classes : 1^o bons, 2^o pouvant être réparés, 3^o devant être vendus. Il fera distinguer, par des marques différentes, les chevaux de chacune de ces trois classes.

7. Il répartira, s'il y a lieu, et suivant leur nombre, les chevaux qui doivent être vendus, en deux, trois ou quatre bandes ; une ou plusieurs bandes seront vendues dans le lieu de la réunion, et les autres dans les villes environnantes. Tout sera vendu à l'enchère, sous la surveillance du préfet du département.

8. Les sommes provenant de la vente desdits chevaux seront versées de suite entre les mains du receveur du département, qui en fournira des bons à vue. Lesdits bons seront adressés au directeur du trésor public ; et le montant en sera remis à la banque de France, pour être placé dans la caisse d'épargne, à intérêt accumulé de six mois en six mois. — Les sommes provenant de ladite vente, ainsi que les intérêts, resteront entre les mains de la banque jusqu'au moment où il sera nécessaire de faire une nouvelle levée de chevaux pour l'armée.

TITRE II. — Destination et placement des chevaux qui doivent être conservés.

9. Sur les dix-neuf mille cent chevaux qui doivent être conservés, deux mille sept cents resteront en activité, et seize mille quatre cents seront placés ainsi qu'il sera dit ci-après.

10. Sur les deux mille sept cents chevaux qui resteront en activité, quinze cents seront dans l'intérieur de la France, et douze cents à l'armée d'Italie.

11. Le ministre de la guerre fera connaître aux officiers généraux chargés des opérations ci-dessus pour l'armée du Rhin et des Grisons, la quantité de chevaux en état de service qui existe déjà tant à l'armée d'observation de la Gironde que dans l'intérieur, afin que le nombre total des chevaux en activité ne soit que de quinze cents. — Il leur fera connaître aussi le nombre que chacune de ces deux armées doit fournir pour compléter ces quinze cents chevaux.

12. Sur les seize mille quatre cents chevaux qui doivent être placés, treize mille six cents le seront dans l'intérieur de la France, et deux mille huit cents dans la république cisalpine.

13. Les treize mille six cents chevaux à répartir dans l'intérieur de la France le seront dans les départemens ci-après désignés : — Dyle, cent quatre-vingts ; Escout, trois cent quarante ; Forêts, quatre cent quatre-vingts ; Jemmapes, trois cent trente ; Lys, trois cent dix ; Marne, quatre cent soixante-dix ; Meurthe, quatre cents ; Meuse, cinq cent trente ; Meuse-In-

férière, cent quatre-vingt-dix; Mont-Tonnerre, trois cent soixante-dix; Moselle, cinq cent quarante; Deux-Nèthes, cent cinquante; Nord, quatre cent cinquante; Ourthe, deux cent quatre-vingts; Pas-de-Calais, huit cent quatre-vingts; Bas-Rhin, trois cent vingt; Haut-Rhin, deux cent quatre-vingts; Rhin-et-Moselle, cent cinquante; Roër, quatre cents; Sambre-et-Meuse, cent quatre-vingt-dix; Sarre, deux cent soixante-dix; Somme, quatre cents; Vosges, deux cent quatre-vingt-dix; Ain, soixante; Aube, cent vingt; Doubs, cinquante; Côte-d'Or, cent cinquante; Jura, soixante; Marne (Haute), quatre-vingts; Nièvre, cinquante; Saône-et-Loire, cinquante; Haute-Saône, cinquante; Yonne, cent trente; Allier, quatre-vingts; Ardèche, quarante; Cantal, quarante; Cher, cent; Creuse, cinquante; Gard, cent cinquante; Hérault, cent quarante; Indre, quatre-vingts; Loire, soixante; Haute-Loire, soixante; Lozère, vingt; Puy-de-Dôme, quatre-vingts; Rhône, cinquante; Tarn, soixante-dix; Vienne, cent dix; Haute-Vienne, soixante-dix; Seine-et-Oise, trois cent quarante; Seine-et-Marne, trois cent quarante; Oise, trois cent quarante; Aisne, trois cent quarante; Loiret, trois cent quarante; Eure-et-Loir, trois cent quarante; Calvados, trois cent quarante; Manche, trois cent quarante; Orne, trois cent quarante; Seine-Inférieure, trois cent quarante. — Total, treize mille six cents.

14. Le ministre de la guerre déterminera quels départemens seront réservés aux chevaux de l'armée du Rhin, et quels le seront à l'armée des Grisons.

15. Les deux mille huit cents qui doivent être placés dans la république cisalpine, le seront dans les départemens en deçà du Mincio.

TITRE III. — De la manière dont les chevaux seront conduits dans les départemens. — Mode et condition de leur placement.

16. Le général commandant en chef l'artillerie de chaque armée, après avoir fait la revue et la répartition ordonnées par les articles ci-dessus, préviendra les préfets des départemens respectifs, du nombre de chevaux qui leur seront destinés, et de l'époque où ils arriveront au premier gîte situé dans le département. — Le commandant de l'artillerie fera partir, sans nul délai, les chevaux du dépôt général de l'armée. — Le sort décidera quels chevaux seront envoyés dans chaque département.

17. Le convoi destiné pour chaque division militaire sera commandé par un capitaine du train d'artillerie, choisi à cet effet par le général commandant l'artillerie. — Il aura sous ses ordres autant de lieutenans ou sous-lieutenans du train qu'il y aura de départemens dans la division : ces lieutenans ou sous-lieutenans, choisis aussi par le général commandant l'artillerie de l'armée, seront chargés, pendant la route, de la surveillance des chevaux du département auquel ils devront eux-mêmes être attachés. — Ils auront chacun sous leurs ordres autant de maréchaux - des - logis en chef ou ordinaires qu'il y aura de sous - préfectures dans le département : ces maréchaux - des - logis, choisis aussi par le général commandant l'artillerie de l'armée, seront spécialement chargés, pendant la route, de la surveillance des chevaux de la sous-préfecture à laquelle ils devront être eux-mêmes attachés. — Il sera choisi parmi les soldats du train un homme pour quatre chevaux; ils les conduiront jusqu'à la municipalité dans laquelle ils devront être placés.

18. Les préfets feront la répartition du nombre des chevaux entre les sous-préfectures; ils prendront pour base le contingent fourni par chaque sous-préfecture, lors de la levée du contingent de l'an 8 : le sort décidera des chevaux qui seront envoyés dans chaque sous-préfecture. — Les préfets prendront des précautions, afin que les chevaux soient, dès leur entrée dans le département, dirigés vers les sous-préfectures dans lesquelles ils devront être placés.

19. Les sous-préfets répartiront entre les municipalités le nombre des chevaux qui auront été destinés à la sous-préfecture ; ils suivront les bases et prendront les précautions prescrites par l'article ci-dessus. — Les maires placeront les chevaux destinés à leur municipalité, chez les cultivateurs qui paient les plus fortes cotes de contribution.

20. Les chevaux, arrivés dans chaque municipalité, ne recevront de rations de fourrage de la république et ne seront soignés par les soldats du train que pendant trois jours au plus.

21. Tout individu qui aura reçu un cheval en aura la libre et entière disposition : il sera tenu de fournir à l'état, dans le mois qui suivra la réquisition qui, en cas de guerre, lui en sera faite, un cheval ou mulet propre au service du train de l'artillerie, c'est-à-dire âgé de cinq à dix ans ; taille, pour les mulets, d'un mètre cinquante-quatre à cinquante-sept centimètres (ou quatre pieds neuf à dix pouces) ; taille pour les chevaux, d'un mètre quarante-neuf à cinquante-quatre centimètres (quatre pieds sept à neuf pouces) ; sain, net et exempt de vices rédhibitoires.

22. Tout individu qui aura reçu un cheval ou mulet, pourra, après cinq ans, à dater du jour de la réception, verser entre les mains du receveur de l'enregistrement de son arrondissement, une somme de deux cent cinquante francs s'il a reçu un cheval de la première classe, et une somme de deux cent dix francs s'il a reçu un cheval de la seconde classe. Au moyen de ce paiement, il sera déchargé de toute responsabilité pour le cheval qu'il aura reçu.

23. A mesure que les receveurs de l'enregistrement recevront les sommes ci-dessus, ils les feront passer à la trésorerie, qui les versera dans la banque de France, aux clauses et conditions exprimées ci-dessus, article 8

24. Au départ des chevaux ou mulets pour les chefs-lieux de préfecture, il sera formé, pour chaque département, un contrôle général des chevaux confiés à chaque chef de convoi, contenant leur âge, taille, signalement, numéro et classe. — Il sera ensuite formé un contrôle pareil par sous-préfecture, contenant les noms des municipalités ; il en sera enfin formé un troisième, par municipalité, du nom des individus auxquels les chevaux ou mulets auront été remis. — Ces deux derniers contrôles seront tenus par les maréchaux-des-logis. Ils en donneront un extrait à chacun des propriétaires auxquels on aura confié des chevaux ou mulets.

25. Les officiers du train jouiront du traitement ci-après, qui leur sera payé tous les mois sur revue ; savoir : les capitaines, deux mille francs ; les lieutenants, quinze cents francs ; les maréchaux-des-logis, trois cent soixante francs. — Les officiers jouiront, en outre, de l'indemnité de logement attribuée à leur grade. — Les maréchaux-des-logis auront deux cent quarante francs chacun par an pour leur logement et vêtement. — Au moyen du traitement ci-dessus, ils n'auront aucune indemnité à réclamer pour leurs frais de tournée.

26. Les maréchaux-des-logis du train seront uniquement tenus de se transporter, tous les ans, dans chaque municipalité de la sous-préfecture, afin de s'assurer de l'existence des citoyens qui auront reçu des chevaux, et, en cas de mort, reconnaître les héritiers : ils rendront compte de leurs tournées aux lieutenants, et ceux-ci aux capitaines, pour qu'ils fassent sur les contrôles les changemens nécessaires, et ces derniers à l'inspecteur général de l'artillerie.

27. Les soldats du train qui auront conduit les chevaux seront, après l'arrivée desdits chevaux, incorporés dans les corps militaires les plus rapprochés, et dans l'arme pour laquelle ils auront été jugés les plus propres.

28. Les harnais provenant des équipages d'artillerie rentrés en France, seront répartis entre les arsenaux de Strasbourg et de Besançon. — Ils y seront, de suite, réparés à neuf. — La garde et la conservation seront confiées à un garde-magasin des charrois, sous l'inspection du garde général du parc d'artillerie, qui en sera responsable. — L'inspecteur général de l'artillerie, d'après les comptes qui lui seront rendus par les inspecteurs du corps, fera un rapport au ministre de la guerre sur les fonds annuels à faire pour l'entretien de chaque harnais : au moyen de ces fonds, qui seront attribués au garde-général du parc, toutes les réparations ou renouvellemens qu'ils pourraient exiger au moment où on sera dans le cas d'en faire usage, resteront à sa charge, et seront prélevés tant sur ses appointemens que sur la moitié de la masse d'entretien qu'il devra laisser en dépôt pour caution de sa surveillance.

N° 129. — 29 germinal an 9 (19 avril 1801). — *ARRÊTÉ relatif à la chambre des commissaires-priseurs-vendeurs de meubles* (1). (III, Bull. LXXX, n° 645.)

Art. 1^{er}. Les dispositions contenues au règlement du 13 frimaire an 9, relatif aux avoués, sont déclarées communes aux commissaires-priseurs-vendeurs de meubles, créés par la loi du 27 ventose dernier, sauf les modifications ci-après

2. La chambre des commissaires-priseurs-vendeurs sera composée d'un président, d'un syndic, d'un rapporteur, d'un secrétaire, d'un trésorier et de dix autres membres.

3. Les assemblées ordinaires de la chambre se tiendront tous les décadis à dix heures du matin.

4. Les membres de la chambre seront nommés par l'assemblée générale des commissaires-priseurs-vendeurs, réunis à cet effet dans le local qui, pour la première fois, sera indiqué à chacun des membres par le commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance.

5. Les membres de la chambre seront renouvelés tous les ans, par tiers.

6. Le renouvellement des membres de la chambre se fera chaque année, le 30 germinal.

7. Quant à la première nomination pour la mise en activité du présent règlement, elle aura lieu le 4 floréal.

8. Chaque commissaire-priseur-vendeur sera tenu de faire, au secrétariat, déclaration de toutes les ventes dont il sera chargé, vingt-quatre heures au moins avant le commencement de la vente, et d'indiquer les jour, lieu et heure où elles se feront, ainsi que le nom des requérans. Le commissaire qui négligerait cette déclaration paiera trois francs pour la première fois, dix francs pour la seconde, et vingt-cinq francs pour la troisième. — Ces déclarations seront reçues moyennant un franc, et seront portées, jour par jour, sur un registre ouvert à cet effet, signé et paraphé par le président.

9. Les membres composant la chambre de discipline pourront se transporter dans les ventes, inspecter les procès-verbaux, les parapher s'ils le jugent convenable.

10. Il y aura une bourse commune, dans laquelle entreront les deux cinquièmes des droits alloués aux commissaires et produits par chaque vente. Les fonds de cette bourse commune seront affectés, comme garantie spéciale, au paiement des deniers produits par les ventes, et seront saisissables.

11. Les commissaires-priseurs spécialement attachés à l'établissement du

(1) Voyez la loi du 27 ventose an 9 (18 mars 1801), portant établissement des commissaires-priseurs à Paris, et les notes.

mont-de-piété, étant soumis personnellement à une garantie sur les prêts, pourront, par un traité particulier passé entre eux et les autres commissaires, régler la somme que les premiers verseront dans la bourse commune, par forme d'abonnement. — Ce traité sera soumis à l'homologation du tribunal de première instance, sur les conclusions du commissaire du gouvernement.

12. La répartition des émolumens de bourse commune sera faite par portion égale entre eux, de deux mois en deux mois.

13. Les commissaires-priseurs vendeurs auront, dans l'exercice de leurs fonctions, l'habit complet noir, chapeau à la française, et une ceinture de soie noire.

N° 130. = 29 germinal an 9 (19 avril 1801). = **ARRÊTÉ qui détermine la manière dont sera régie la colonie de la Guadeloupe** (1). (III, Bull. **xcviii**, n° 818.)

N° 131. = 5 floréal an 9 (25 avril 1801). = **ARRÊTÉ qui ordonne l'envoi par les préfets d'un état du produit et de l'emploi des centimes additionnels de l'an 9**. (III, Bull. **lxxx**, n° 647.)

N° 132. = 5 floréal an 9 (25 avril 1801). = **ARRÊTÉ relatif au traitement des juges et des militaires appelés à la composition des tribunaux spéciaux** (2). (III, Bull. **lxxxi**, n° 648.)

Art. 1^{er}. Les deux citoyens qui seront appelés à la composition des tribunaux spéciaux recevront un traitement égal à celui des juges du tribunal criminel

2. Les militaires appelés à la composition de ces tribunaux, dont le traitement serait inférieur à celui ci-dessus, obtiendront un complément proportionnel; ils recevront, de plus, l'indemnité de route, d'aller et retour, pour ceux qui auront à se déplacer

3. Ces traitemens seront acquittés tous les mois par les préposés de la régie de l'enregistrement, sur les mandats des préfets, et d'après les états de distribution qui leur en seront adressés par le ministre de la justice.

N° 133. = 7 floréal an 9 (27 avril 1801). = **ARRÊTÉ contenant des mesures pour recouvrer les bois destinés à l'approvisionnement de Paris, qui ont été entraînés par la crue des eaux**. (III, Bull. **lxxxi**, n° 655.)

Les consuls., vu les procès-verbaux constatant les dégâts causés aux bois destinés à l'approvisionnement de Paris, sur les rivières d'Yonne, Eure, Beuvronne et affluens, par l'effet de la crue subite des eaux, du 27 au 28 ventose dernier; — Vu les lettres-patentes du 20 novembre 1582, l'arrêt du conseil et les lettres-patentes du 23 septembre 1625; la sentence du bureau de la ville, revêtue de lettres-patentes du 1^{er} avril 1642, divers réglemens intervenus dans des cas semblables, notamment ceux des 14 décembre 1740,

(1) Voyez, dans le § 12 de la 2^e partie des notes qui accompagnent la loi générale du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), sur l'organisation constitutionnelle des colonies, la citation des lois qui ont organisé le gouvernement de la Guadeloupe. Voyez spécialement les ordonnances des 2 janvier 1826—25 novembre 1831, 9 février—22 juin 1827, et 31 août 1830—4 octobre 1833, qui rendent le présent arrêté sans intérêt.

(2) Voyez, sur l'organisation des cours spéciales, la loi du 18 pluviôse an 9 (7 février 1801), et les notes qui résument la législation.

20 février 1749, 18 mai 1779 et 9 mars 1784 ;—Considérant la nécessité de conserver à l'approvisionnement de Paris tous les bois qui pourront être recueillis, de secondar le zèle des administrations locales, des agens de la navigation et du commerce, et d'éviter les contestations que les marchands de bois pourraient éprouver ;—Sur le rapport du ministre de l'intérieur, le conseil d'état entendu, —Arrêtent :

Art. 1^{er}. Les marchands et propriétaires des bois qui ont été entraînés par la violence des eaux, lors de la crue extraordinaire arrivée, les 27 et 28 ventose dernier, sur les rivières d'Yonne, Eure, Beuvronne et leurs affluens, feront toutes diligences pour recouvrer lesdits bois, les réunir sur les ports navigables et flottables, et les rendre à leur destination.

2. Ces bois pourront être enlevés et repris par lesdits marchands et propriétaires, leurs commis ou préposés, sur les îles, terres, prés, jardins, fossés et autres héritages, moulins, écluses, ponts, vannages, gauthiers, pertuis et lieux circonvoisins, francs et quittes de tous dommages, intérêts ou indemnités que pourraient prétendre les propriétaires d'héritages ou édifices, sous prétexte de dégâts, dommages et ruptures que pourraient avoir soufferts leurs possessions, attendu l'événement de la force majeure.

3. Dans le cas où il y aurait lieu à accorder une indemnité pour le recouvrement de portion desdits bois, elle sera fixée conformément au règlement du 9 mars 1784.

4. Il est défendu à toutes personnes d'emporter et cacher les bois épars par les eaux ; il est enjoint à tous ceux qui en auraient recueilli, d'en faire leur déclaration devant les administrations locales, à peine d'être poursuivis conformément aux lois relatives à la poursuite des délits en matière criminelle et correctionnelle.

5. Les préfets de l'Yonne et de la Nièvre, et en général, en cas semblable, ceux dont l'arrondissement s'étend sur le rayon de l'approvisionnement qui comprend la Seine et ses affluens médiats et immédiats, sont spécialement chargés de constater ou faire constater par les sous-préfets et maires, les événemens de force majeure de la nature de ceux dont est question, et d'assurer, pour la conservation des bois destinés à l'approvisionnement de Paris, l'exécution des articles 1^{er}, 2, 3 et 4 du présent règlement. Les contestations qui pourraient s'élever à ce sujet seront réglées par voie administrative, dans les formes indiquées par la loi organique du 28 pluviôse an 8 (1).

N^o 134.—9 floréal an 9 (29 avril 1801).—**ARRÊTÉ** qui ordonne un prélèvement sur les centimes additionnels des contributions de l'an 10, pour les remises ou modérations et les accidens extraordinaires. (III, Bull. LXXXI, n^o 657.)

Sur les onze centimes imposés additionnellement aux contributions foncière et personnelle de l'an 10, en exécution de l'article 6 de la loi du 21 ventose an 9, un centime restera à la disposition du préfet de chaque département, pour être employé aux remises et modérations à accorder aux contribuables et aux communes ; un autre centime sera tenu en réserve à la trésorerie, pour être employé à faire face aux accidens extraordinaires

(1) Les contestations qui ont pour objet le paiement des dommages-intérêts causés par des bois destinés à l'approvisionnement de Paris, doivent être décidées par l'autorité administrative, lorsque les bois ont été dispersés par une crue subite d'eau ; mais lorsque les bois ont été débordés et déposés volontairement sur des héritages, la contestation est du ressort des tribunaux. Arr. du cons., 29 décembre 1810, S^{en}, Jur. du cons., l^{re} 450.

que les différentes parties de la république pourraient éprouver. Il sera fait, à cet effet, des réquisitions, l'une au 1^{er} nivose an 10, et l'autre au 1^{er} messidor suivant.

N° 135.—9 floréal an 9 (29 avril 1801).—**ARRÊTE qui sursoit provisoirement à la vente des domaines nationaux** (1). (III, Bull. LXXXI, n° 658.)

Il est sursis provisoirement à la vente des domaines nationaux.—Ne sont pas compris dans ce sursis,—1° Les domaines dont la revente sera poursuivie par les porteurs d'obligations et cédulés souscrites en exécution des lois des 26 vendémiaire an 7 et 11 frimaire an 8, lesquelles n'ont point été acquittées à leurs échéances;—2° Les maisons, usines et bâtimens affectés par la loi du 27 brumaire an 7 au remboursement des bons des deux tiers.

N° 136.—9 floréal an 9 (29 avril 1801).—**ARRÊTÉ contenant des mesures relatives à la liquidation de la dette publique** (2). (III, Bull. LXXXI, n° 659.)

TITRE 1^{er}. — Des bons du tiers provisoire, et des certificats délivrés par le liquidateur général de la dette publique pour en tenir lieu.

Art. 1^{er} Les porteurs de bons du tiers provisoire, et des certificats délivrés par le liquidateur général de la dette publique pour en tenir lieu, les rapporteront, avant le 1^{er} vendémiaire an 10, audit liquidateur général, qui les enregistra, et leur délivrera à la place un bulletin de la rente à laquelle ils auront droit.

2. Au 1^{er} frimaire, le liquidateur général remettra le registre certifié par lui au ministre des finances qui le soumettra aux consuls.

3. Ledit registre, ainsi arrêté, sera déposé au trésor public, pour servir à la vérification des bulletins qui seront présentés pour l'inscription au grand-livre.

TITRE II. — Du tiers de la dette exigible non encore liquidée

4. A compter du 20 floréal, le liquidateur général ne remettra aux créanciers liquidés, ni bons du tiers provisoire, ni certificat pour leur en tenir lieu.

5. Il tiendra, par ordre de numéros, un journal des liquidations opérées qui donneront droit audit tiers provisoire, et du montant dudit tiers pour chaque créancier.

6. Au 1^{er} frimaire de l'an 10, le liquidateur remettra ledit journal, certifié par lui, au ministre des finances, lequel le soumettra aux consuls, et arrêtera, d'après leurs ordres, la somme totale des créances qui y seront portées.

7. Immédiatement après, il sera proposé au corps législatif un projet de loi pour fixer l'état desdites créances et les formalités auxquelles elles donneront lieu.

TITRE III. — Des deux tiers mobilisés de la dette publique.

8. Le liquidateur général continuera de délivrer aux créanciers de la dette constituée et de la dette exigible des certificats des deux tiers mobilisés de leurs créances, à mesure des liquidations.

9. Lesdits certificats, ainsi que les bons deux tiers actuellement émis, se-

(1) Voyez le § 3 des notes sur le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et)—25 juillet 1790, contenant le résumé des lois qui ont ordonné la vente des domaines nationaux.

(2) Voyez, sur la liquidation de la dette publique, le décret du 24 août (15, 16, 17 et)—13 septembre 1793, et les notes qui résument la législation. Voyez spécialement la loi du 30 ventose an 9 (21 mars 1801), qui porte des dispositions sur les objets compris dans le présent arrêté.

ront admis en paiement des bâtimens, maisons et usines, ou en acquisition des rentes créées par la loi du 30 ventose.

10. Ceux qui voudront les convertir en rentes les remettront à la caisse d'amortissement, laquelle leur délivrera un bon de la rente à laquelle ils auront droit; ledit bon, signé par le caissier et visé par l'un des administrateurs.

11. Chaque jour les administrateurs de la caisse d'amortissement adresseront au directeur du trésor public un bordereau des bons de rente par eux délivrés; ledit bordereau, certifié par le caissier et visé par l'un des administrateurs, pour servir à la vérification des bons présentés à l'inscription.

12. Les 10, 20 et 30 de chaque mois, les administrateurs de la caisse d'amortissement et le directeur du grand-livre enverront respectivement au ministre des finances, le bordereau des bons de rentes converties en inscriptions; ils auront soin que le montant de ces inscriptions n'excède pas le million de rentes créé par la loi du 30 ventose.

13. Les bons des deux tiers mobilisés, et certificats délivrés par le liquidateur général pour en tenir lieu seront conservés en nature à la caisse d'amortissement, et pourront être cédés par elle aux acquéreurs de maisons, bâtimens et usines, qui en auront besoin pour se libérer, sur le même pied que la loi lui a fixé pour les recevoir.

N° 137.—9 floréal an 9 (29 avril 1801).—**ARRÊTÉ** relatif aux ventes d'objets militaires qui seront faites par suite de l'état de paix. (III, Bull. LXXXI, n° 660.)

Art. 1^{er}. Les objets que le ministre de la guerre jugera devoir mettre en vente par suite de l'état de paix, seront distingués en huit classes, savoir: 1° équipages d'artillerie; 2° équipages des vivres; 3° équipages de l'ambulance; 4° matériel de l'artillerie; 5° matériel du génie; 6° vivres-pain, vivres-viande, légumes, vins et eau-de-vie; 7° approvisionnement de siège, fourrages, avoines, médicamens; 8° objets divers qui ne se trouvent pas compris dans les classes ci-dessus.

2. Aucune vente ne pourra se faire sans les ordres exprès du ministre de la guerre, qui indiquera la nature, l'espece et le nombre des objets à vendre, ainsi que les magasins ou places d'où ils pourront être tirés.

3. Le ministre des finances fera procéder à ces ventes par les préposés de la régie du domaine national, conformément aux arrêtés des 22 brumaire et 23 nivose an 6, d'après les indications qu'il aura reçues du ministre de la guerre.

4. Ces ventes seront faites en présence du préfet ou du sous-préfet. Quant aux objets d'artillerie, y compris les attelages, un officier de cette arme devra assister à la vente: il pourra l'arrêter, si les prix sont trop inférieurs à la valeur des objets.

5. Les préfets adresseront sans délai les expéditions des procès-verbaux de vente, tant au ministre de la guerre qu'à celui des finances, et veilleront à ce que les préposés de la régie versent avec célérité, et distinctement, le produit des ventes dans la caisse du receveur particulier de l'arrondissement, qui en comptera dans la forme ordinaire, mais par bordereaux séparés, au receveur général des contributions.

6. Le receveur général en fournira ses bons à vue au trésor public; il en tiendra également un compte distinct et séparé, et en adressera deux bordereaux, l'un à la trésorerie, l'autre à la caisse d'amortissement.

7. Les bons à vue du receveur général, ou leur montant en numéraire,

seront versés immédiatement par la trésorerie à la caisse d'amortissement.

8. Il sera ouvert à la caisse d'amortissement un compte distinct de cette nature de recette; ce compte sera tenu en autant de parties différentes qu'il y a de classes d'objets à vendre, déterminées par l'article 1^{er} du présent arrêté. — Les fonds provenant de cette nature de recette resteront déposés à la caisse d'amortissement pour être employés aux dépenses de même genre, le cas échéant.

9. Il ne pourra en être disposé qu'en vertu d'ordonnances délivrées dans la forme ordinaire.

10. Les bonifications que la caisse d'amortissement obtiendra avec ce fonds particulier tourneront en accroissement du capital. L'accroissement provenant de ces bonifications sera constaté deux fois par an.

11. Les payeurs des armées qui, à compter de ce jour, recevront des produits de vente, hors du territoire de la république, d'objets compris dans les huit classes déterminées par l'article 1^{er}, seront également tenus d'en compter séparément à la trésorerie, et d'en envoyer leur déclaration à la caisse d'amortissement, qui en recevra le montant du trésor public, dans la même forme et aux mêmes conditions que ci-dessus.

12. Le produit des ventes des chevaux des différens services des armées, ordonnées par l'arrêté du 29 germinal dernier, sera aussi versé à la caisse d'amortissement, dans la même forme et aux mêmes conditions que celles ci-dessus prescrites.

N° 138. = 11 floréal an 9 (1^{er} mai 1801). = ARRÊTÉ relatif au paiement des dépenses des militaires malades admis dans les hospices civils. (III, Bull. XXXI, n° 662.)

Art. 1^{er}. Dans tous les hospices civils qui n'ont pas fait au ministre de la guerre des soumissions acceptées, le prix de la journée des militaires malades sera de dix centimes en sus de ce qu'il était en 1788.

2. Les états de journées, revêtus des formes légales, seront acquittés d'après cette base, à commencer du 1^{er} floréal an 9 jusqu'au 1^{er} vendémiaire an 10.

3. Ceux des hospices civils qui, faute d'un mobilier suffisant, croiraient ne pouvoir recevoir les militaires malades, feront, par le maire de la commune, constater l'état de leur mobilier, sa quantité, et le nombre commun des malades civils qu'ils soignent.

4. Cet état, revêtu du *visa* motivé du sous-préfet de l'arrondissement et de celui du préfet, sera, dans le délai d'un mois, à compter de la publication du présent arrêté, adressé au ministre de la guerre, qui, après avoir entendu le directoire central des hôpitaux militaires, décidera s'il y a lieu ou non à accorder du mobilier.

5. Le mobilier accordé sera pris parmi celui que les hôpitaux supprimés laissent à la disposition du ministre de la guerre.

6. Ce mobilier sera estimé contradictoirement par un expert nommé par le commissaire ordonnateur de la division, et un expert nommé par le préfet du département.

7. Sa valeur sera reçue pour comptant par les administrateurs de l'hospice civil auquel il sera délivré; et elle sera prise en déduction sur le prix de la journée des militaires malades qui seront soignés par l'hospice pendant les mois suivans, en portions égales pour chaque mois, et de manière à ce que toute la dette soit éteinte le 1^{er} vendémiaire an 11.

N° 139. = 13 floréal an 9 (3 mai 1801). = ARRÊTÉ qui détermine les mai-

sons de détention dans lesquelles seront renfermés les condamnés à la réclusion, à la gêne et à la détention, par les tribunaux criminels et de première instance des départemens du Nord, etc. (III, Bull. LXXXI, n° 663.)

Les condamnés à la réclusion, à la gêne et à la détention par jugemens des tribunaux criminels, et les condamnés correctionnellement par les tribunaux de première instance, des départemens du Nord, du Pas-de-Calais, de la Lys, de la Dyle, de l'Escaut, de Jemmapes, des Deux-Nèthes, de Sambret-Meuse, de l'Ourthe, de la Meuse-Inférieure, du Mont-Tonnerre, de la Sarre, de Rhin-et-Moselle et de la Roër, seront renfermés et réunis dans la maison de détention établie à Gand, département de l'Escaut, et dans celle de Vilvorde, près Bruxelles, département de la Dyle, pour y subir la peine à laquelle ils auront été condamnés; et ils y seront employés au travail.

N° 140. = 13 floréal an 9 (3 mai 1801). = *ARRÊTÉ relatif au mobilier des militaires décédés à la maison des Invalides de Paris ou dans l'une de ses succursales* (1). (III, Bull. LXXXII, n° 664.)

Art. 1^{er}. Lorsqu'un militaire invalide sera décédé, soit à la maison de Paris, soit à une de ses succursales, le conseil d'administration fera procéder aussitôt, en présence de l'un de ses membres, par l'un des adjudans de la maison, à l'inventaire de tous les objets et effets qui appartenaient au décédé.

2. Le numéraire sera versé de suite dans la caisse du quartier-maître trésorier; et les effets seront contés à un agent nommé à cet effet, qui en tiendra registre et en sera responsable.

3. Dans les trois jours qui suivront chaque décès, le conseil fera adresser à la famille, si elle est connue, l'extrait du décédé, et l'inventaire des objets et effets qui lui appartenaient: si elle n'est pas connue, il en prévendra le préfet du département de la résidence du décédé.

4. Les conseils d'administration feront remettre, en nature, les objets et effets provenant des successions, aux héritiers qui justifieront de leurs qualités, et qui réclameront lesdits effets dans le cours de trois mois, à dater du jour du décès.—Il ne pourra être prélevé, en aucun cas, plus de cinq centimes par franc pour les frais d'inventaire, de garde, de vente, et tous autres: ces cinq centimes appartiendront à l'agent responsable.

5. Il sera fait, tous les trois mois, en présence d'un membre du conseil d'administration, par l'agent désigné ci-dessus, une vente publique et à l'enchère des effets des invalides décédés dans le cours du trimestre précédent. Le produit de ces ventes, déduction faite des cinq centimes par franc pour les frais d'inventaire, de garde et de vente, sera versé à la caisse du quartier-maître trésorier, pour être remis aux héritiers qui n'auront réclamé qu'après le délai de trois mois.

6. Les conseils d'administration se feront rendre, tous les trois mois, le compte du produit des successions et des ventes, et ils l'arrêteront. — Les succursales feront de suite verser le résultat de ce compte entre les mains du quartier-maître trésorier de la maison de Paris. — Le conseil d'administration de Paris fera verser de suite la totalité des sommes provenant du produit des successions, dans la caisse d'épargne de la banque de France:

(1) Voyez, sur l'organisation des invalides, le décret du 30 avril—16 mai 1792, et les notes qui résument toute la législation.

sauf une somme de deux mille francs environ, qui restera constamment entre les mains du quartier-maître trésorier; elle sera destinée à faire droit aux réclamations des héritiers des invalides décédés. Le quartier-maître trésorier rendra, à la fin de chaque trimestre, un compte particulier de cette partie de sa caisse.

7. En conséquence des dispositions ci-dessus, le conseil d'administration de la maison de Paris fera verser de suite dans la caisse d'épargne de la banque de France, la somme de treize mille francs, sur celle de quinze mille deux francs quatre-vingt-six centimes qui est en ce moment dans la caisse et qui provient des successions non réclamées.

8. L'intérêt des sommes versées dans la banque de France, ainsi qu'il vient d'être expliqué, sera annuellement réparti, par le conseil d'administration de Paris, en secours annuels aux veuves des invalides.

9. Les secours accordés à chacune des veuves ne pourront être moindres de soixante francs, et n'excéderont pas la somme de cent francs. Ils seront donnés, de préférence, aux veuves ayant des enfans en bas âge et à leur charge, qui se feront distinguer par la régularité de leurs mœurs et leurs soins pour leurs familles. A moins d'un extrême besoin, elles ne pourront recevoir ces secours deux années de suite.

10. Le conseil répartira les secours entre les veuves des différentes maisons, proportionnellement au nombre des invalides qu'elles contiendront, et aux besoins qu'elles éprouveront.

N° 141. — 17 floréal an 9 (7 mai 1801). — **ARRÊTÉ relatif au sauvetage des bâtimens naufragés, et à la vente de ces bâtimens et des prises** (1). (III, Bull. LXXXII, n° 665.)

SECTION 1^{re}.

Art. 1^{er}. A défaut des armateurs, propriétaires, subrécargues ou correspondans, l'officier en chef d'administration de la marine, et, en son absence, celui qui le remplace dans l'ordre du service, sera chargé du sauvetage, et de tout ce qui concerne les naufrages, quelle que soit la qualité du navire: il sera également chargé de la vente des prises, ainsi que l'était le juge de paix, dont il remplit toutes les fonctions à cet égard. — Les dispositions précédentes seront également appliquées aux navires étrangers, à moins que les traités ou conventions ne contiennent des dispositions contraires.

2. Si un navire fait naufrage, à quelque distance que ce soit du port dont il dépend, c'est à l'officier d'administration de ce port que doivent être adressés les premiers avis; et, jusqu'à son arrivée, les syndics des gens de mer donneront les premiers ordres, et requerront, en cas de besoin, l'assistance des autorités locales, soit pour pourvoir au sauvetage, soit pour empêcher le pillage.

3. Le produit de toutes les ventes provisoires, soit qu'il s'agisse de prises, soit que les effets proviennent de bâtimens naufragés, sera déposé à la caisse des invalides de la marine, sauf réclamation par qui il appartiendra, en se conformant à l'article 15 de l'arrêté du 6 germinal an 8, portant création du conseil des prises, et à l'article 5 de l'arrêté du 27 nivose, relatif

(1) Voyez, sur le sauvetage des bâtimens naufragés, le décret du 9—13 août 1791, et l'arrêté du 27 thermidor an 7 (14 août 1799): voyez aussi l'art. 475, n° 12, du Cod. pén. de 1810, qui prononce une peine contre ceux qui refusent des secours aux naufragés.

Ex. sur la vente et la liquidation des prises, l'arrêté général du 2 prairial an 11 (22 mai 1803), tit. II, et les notes.

au mode d'exécution de la loi du 30 avril—13 mai 1791 sur la caisse des prises.

4. L'équipage nommera ses fondés de pouvoirs pour le représenter dans les ports où les prises aborderont.

5. L'inspecteur qui a remplacé le contrôleur de la marine surveillera toutes les parties de ce service: il prendra communication de toutes les pièces de bord et d'instruction, et donnera ses conclusions avant que l'administrateur, et celui qu'il est autorisé à s'adjoindre, rendent leur décision. L'inspecteur surveillera l'exécution, et toutes les opérations qui doivent en être la suite.

6. L'administrateur de la marine qui aura ou présidé au jugement des prises faites par les corsaires, dans le cas de l'article 9 de l'arrêté du 6 germinal, ou procédé à l'instruction dans tous les autres cas, l'inspecteur et le fondé de pouvoirs des équipages, veilleront de concert à ce que la liquidation en soit promptement terminée.

SECTION II.

7. Il est accordé aux trésoriers des invalides quinze centimes par cent francs pour toute indemnité des frais du travail et de la responsabilité que nécessite le dépôt, dans leurs caisses, des sommes provenant des ventes des prises ou des naufrages; mais ce droit de dépôt ne sera perçu par eux que lors de la remise des fonds à qui de droit.

8. Les chanceliers et autres dépositaires, en pays étranger, du produit des ventes des prises, bris ou naufrages, jouiront de la même indemnité.

9. Le droit de commission, et les gratifications qui seront accordées aux capitaines de corsaires et aux conducteurs de prises, ne pourront, dans aucun cas, excéder les deux pour cent fixés par la déclaration du 24 juin 1778, et supporteront la retenue prescrite au profit de la caisse des invalides de la marine, conformément à ladite déclaration (1).

SECTION III.

10. Le secrétaire ou l'employé qui, dans les grands ports, fera les fonctions de greffier près l'officier d'administration chargé du dépôt des pièces, délivrera *gratis* les expéditions qui lui seront demandées, et qui seront visées par l'administrateur: il ne lui sera accordé d'indemnités ou vacations que dans le cas de déplacement, et au taux déterminé par le tarif.

11. L'officier d'administration ne pourra également réclamer de vacations que dans le cas où il serait obligé de sortir du lieu de sa résidence; et alors il lui sera alloué des frais de voyage, conformément audit tarif.

12. Les frais de timbre, d'enregistrement et autres indispensables seront avancés par le trésorier des invalides, qui en sera remboursé sur le produit des prises.

N° 142. = 23 floréal an 9 (13 mai 1801). = *AVIS du conseil d'état relatif au vrai sens de l'article 476 du Code des délits et des peines* (2). (Moniteur. n° 236.)

Le conseil d'état, après avoir lu le renvoi des consuls, et le rapport de la section de la législation, discuté un rapport du ministre de la justice, tendant à fixer le vrai sens de l'article 476 du Code des délits et des peines, —

(1) Ce droit de commission doit, dans tous les cas, et malgré toute convention contraire, être réduit à deux pour cent. Cass.. 26 janvier 1825, *Sin.*, XXV, 1, 383.

(2) Voyez cet article, et les notes.

Est d'avis que cet article n'est pas susceptible du sens que le ministre voudrait lui donner, et qu'il doit être entendu dans un sens opposé. — L'article 476 du Code des délits est conçu en termes très clairs. Il en résulte que du moment où le contumace est constitué prisonnier, ou qu'il est arrêté, le jugement et toutes les procédures postérieures à l'ordonnance, et par conséquent la déclaration du jury du jugement sont anéantis totalement. C'est ainsi que le tribunal de cassation l'a entendu, ainsi que les tribunaux criminels; et la justice et l'humanité veulent qu'on l'entende dans ce sens. Il peut, il est vrai, en résulter l'inconvénient prévu par le ministre de la justice; mais ce n'est pas contre le contumace que cet inconvénient doit être levé; ce serait plutôt en faveur de l'accusé déjà condamné, et cet objet important sera sans doute pris en considération lors de la réforme de la procédure criminelle.

N° 143.—23 floréal an 9 (13 mai 1801).—*ARRÊTÉ portant établissement d'un costume pour les membres de l'institut national* (1). (III, Bull. LXXXII, n° 667.)

Art 1^{er}. Il y aura, pour les membres de l'institut national, un grand et un petit costume.

2. Ces costumes seront réglés ainsi qu'il suit :

Grand costume.

Habit, gilet ou veste, culotte ou pantalon noirs, brodés en plein d'une branche d'olivier en soie vert foncé, chapeau à la française.

Petit costume.

Même forme et couleur, mais n'ayant de broderie qu'au collet et aux paremens de la manche, avec une baguette sur le bord de l'habit.

N° 144.—27 floréal an 9 (17 mai 1801).—*ARRÊTÉ relatif à la formation des listes de notabilité* (2). (III, Bull. XCI, n° 753.)

Art. 1^{er}. Le nombre des fonctionnaires qui devront faire partie de la première liste nationale, sera réparti entre les départemens à raison de leur population.

2. Les fonctionnaires qui excéderont le contingent assigné à leur département à raison de la population, seront inscrits sur la liste nationale, sans déduction sur le dixième tant des absens que des présens qui devront être élus pour la liste nationale; et la déduction ne comprendra que le dixième formant le contingent assigné audit département.

3. Dans chaque département où il y aura un excédant, les fonctionnaires faisant partie nécessaire de la liste nationale, qui en seront retirés pour quelque cause que ce soit, ne seront remplacés que lorsque le nombre desdits fonctionnaires sera réduit au contingent fixé pour ce département, en exécution de l'article 1^{er}.

4. Seront compris entre les citoyens qui font partie nécessaire des premières listes de notabilité, tous ceux qui, avant le 20 germinal, pour les

(1) Voyez la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), art. 298, portant création de l'institut, et les notes qui résument la législation.

(2) Voyez l'arrêté additionnel et rectificatif du 3 thermidor an 9 (22 juillet 1801); et celui du 23 vendémiaire an 10 (15 octobre 1801), sur le même objet.

Ces dispositions législatives n'ont plus d'intérêt : aujourd'hui, la formation des listes électorales est réglée par la loi du 19—23 avril 1831, qui constitue le dernier état des choses.

listes communales, le 20 messidor, pour les listes départementales, le 20 thermidor, pour la liste nationale, auront été nommés à une des fonctions qui donnent droit à l'inscription, soit qu'ils aient cessé de la remplir avant l'époque dont il vient d'être parlé, soit qu'ils n'y aient été nommés qu'en remplacement : chacun sera compris sur la liste à laquelle lui donnera droit la principale fonction qu'il aura remplie.

N° 145.—12 prairial an 9 (1^{er} juin 1801).—**ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Lyon, et qui ordonne que les fonctions d'agent de change et de courtier seront cumulativement exercées par des individus dont le nombre sera de cinquante au plus. (III, Bull. xciii, n° 776.)

N° 146.—12 prairial an 9 (1^{er} juin 1801).—**ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Montpellier, et qui fixe le nombre des agens de change à six, et celui des courtiers à douze. (III, Bull. xciii, n° 777.)

N° 147.—17 prairial an 9 (6 juin 1801).—**ARRÊTÉ** portant concession au département de la marine, d'une mine de houille située près de Quimper. (III, Bull. lxxxiii, n° 678.)

N° 148.—23 prairial an 9 (12 juin 1801).—**ARRÊTÉ** relatif à une délibération illégalement prise par le conseil municipal de Tain, sur une aliénation de propriétés avec disposition du prix, sans la participation des autorités supérieures. (III, Bull. lxxxiv, n° 679.)

Les consuls de la république, vu la pétition sans date du maire de Tain, la délibération du conseil municipal du 6 prairial an 8, l'avis du préfet de la Drôme, du 1^{er} messidor;—Considérant que le conseil municipal, par l'article 2 de sa délibération susdatée, autorise un versement de cinq cent quatre-vingt-douze francs cinquante-neuf centimes entre les mains du maire, à compte sur la vente d'un terrain, et dispose de cette somme en l'affectant à un emploi qu'il désigne, sans faire mention de la nécessité de l'approbation des autorités supérieures;—Que par l'article 3 de la même délibération, il se réserve de disposer également de la somme de deux cent quatre-vingt-seize francs trente centimes;—Que le préfet de la Drôme, par son arrêté du 1^{er} messidor, n'a point relevé les erreurs et les fautes d'administration contenues dans cette délibération;—Qu'il importe de maintenir le principe suivant lequel les municipalités ne peuvent ni aliéner leurs propriétés ni disposer d'aucuns capitaux, sans l'avis des autorités supérieures et l'autorisation du gouvernement (1);—Le conseil d'état entendu,—Arrêtent:—La somme de cinq cent quatre-vingt-douze francs cinquante-neuf centimes, et celle de deux cent quatre-vingt-seize francs trente centimes, si elle a été payée, seront réintégrées dans la caisse municipale; et l'emploi du tout sera réglé, après le vœu du conseil municipal, l'avis du sous-préfet et du préfet, et sur le rapport du ministre de l'intérieur, par un arrêté du gouvernement.

N° 149.—23 prairial an 9 (12 juin 1801).—**ARRÊTÉ** relatif aux échanges du tiers consolidé contre des bons de deux tiers. (III, Bull. lxxxiv, n° 680.)

Art. 1^{er}. Lorsque les acquéreurs de domaines nationaux, en exécution de

(1) Voyez la loi du 2 prairial an 5 (21 mai 1797), qui exige cette autorisation. Voyez aussi l'arrêté du 13 nivôse an 10 (3 janvier 1802), et les notes.

L'article 13 de l'arrêté du 9 floréal dernier, se présenteront à la caisse d'amortissement pour échanger du tiers consolidé contre des bons deux tiers, et lorsqu'il n'existera pas de bons de deux tiers dans ladite caisse, les administrateurs pourront recevoir, à titre de dépôt, le tiers consolidé qui leur sera offert, et ils feront délivrer aux acquéreurs, par la trésorerie, les rescriptions nécessaires pour obtenir quittance.

2. Le tiers consolidé qui aura été déposé à la caisse sera employé exclusivement pour satisfaire aux demandes d'échange contre des bons deux tiers qui seront faites à ladite caisse, en exécution de l'article 10 dudit arrêté du 9 floréal.

3. Il sera tenu, tant à la caisse d'amortissement qu'à la trésorerie, des états exacts des inscriptions déposées et des rescriptions délivrées.

N° 150. = 27 prairial an 9 (16 juin 1801). = *ARRÊTÉ relatif aux maisons et usines payables en bons deux tiers.* (II, Bull. LXXXIV, n° 695.)

Art. 1^{er}. Les acquéreurs de maisons et usines payables en bons deux tiers, qui n'ont pas soldé leurs acquisitions, seront admis jusqu'au 1^{er} vendémiaire prochain, à déposer à la caisse d'amortissement, soit en bons deux tiers, soit à un quart pour cent en inscriptions tiers-consolidé, le tiers de la somme dont ils sont redevables.

2. Il leur sera délivré par la caisse d'amortissement une reconnaissance de ce dépôt; ils la remettront au receveur des domaines, qui leur en donnera récépissé.

3. Il est sursis provisoirement à toutes poursuites contre les acquéreurs, débiteurs en bons deux tiers, jusqu'au 1^{er} vendémiaire prochain; passé lequel délai, le sursis n'aura lieu qu'au profit de ceux qui auront fait le dépôt autorisé par l'article 1^{er} (1).

N° 151. = 27 prairial an 9 (16 juin 1801). = *ARRÊTÉ qui renouvelle les défenses faites aux entrepreneurs de voitures libres de transporter les lettres, journaux, etc.* (2). (III, Bull. LXXXIV, n° 696.)

Art. 1^{er}. Les lois des 26—29 août 1790 (article 4) et 21 septembre 1792, et l'arrêté du 26 vendémiaire an 7, seront exécutés; en conséquence, il est défendu à tous les entrepreneurs de voitures libres et à toute autre personne étrangère au service des postes, de s'immiscer dans le transport des lettres, journaux, feuilles à la main et ouvrages périodiques, paquets et papiers du poids d'un kilogramme (ou deux livres) et au dessous, dont le port est exclusivement confié à l'administration des postes aux lettres.

2. Les sacs de procédure, les papiers uniquement relatifs au service personnel des entrepreneurs de voitures, et les paquets au dessus du poids de deux livres, sont seuls exceptés de la prohibition prononcée par l'article précédent.

3. Pour l'exécution du présent arrêté, les directeurs, contrôleurs et inspecteurs des postes, les employés des douanes aux frontières, et la gendarmerie nationale, sont autorisés à faire ou faire faire toutes perquisitions et saisies sur les messagers, piétons chargés de porter les dépêches, voitures de messageries et autres de même espèce, afin de constater les contraventions; à l'effet de quoi ils pourront, s'ils le jugent nécessaire, se faire assister de la force armée.

(1) Voyez l'arrêté du 29 fructidor an 9 (16 septembre 1801), qui proroge ce délai.

(2) Voyez, sur cet objet, l'arrêté du 2 nivose an 6 (22 décembre 1797), et la note.

4. Le commissaire du gouvernement près l'administration des postes, les préfets, sous-préfets et maires des communes, et les commissaires de police, sont chargés de veiller à l'exécution du présent arrêté.

5. Les procès-verbaux seront dressés à l'instant de la saisie; ils contiendront l'énumération des lettres et paquets saisis, ainsi que leurs adresses. Copies en seront remises, avec lesdites lettres et paquets saisis en fraude, savoir : à Paris, à l'administration des postes; et dans les départemens, au bureau du directeur des postes le plus voisin de la saisie, pour, lesdites lettres et paquets être envoyés aussitôt à leur destination avec la taxe ordinaire. Lesdits procès-verbaux seront, de suite, adressés au commissaire du gouvernement près le tribunal civil et correctionnel de l'arrondissement, par les préposés des postes, pour poursuivre contre les contrevenans la condamnation de l'amende de cent cinquante francs au moins, et de trois cents francs au plus, par chaque contravention.

6. Le paiement de ladite amende, dont il ne pourra, dans aucun cas et sous quelque prétexte que ce soit, être accordé de remise ou de modération, sera poursuivi à la requête des commissaires près les tribunaux et à la diligence des directeurs des postes, contre les contrevenans, par saisie et exécution de leurs établissemens, voitures et meubles, à défaut de paiement dans la décade du jugement qui sera intervenu.

7. Le paiement sera effectué à Paris, à la caisse générale de l'administration des postes; et dans les départemens, entre les mains du directeur des postes qui aura reçu les objets saisis. Il portera en recette le produit desdites amendes, sur lesquelles il jouira de sa remise ordinaire.

8. Le produit des amendes appartiendra, un tiers à l'administration, un tiers aux hospices des lieux, et un tiers à celui ou à ceux qui auront découvert et dénoncé la fraude, et à ceux qui auront coopéré à la saisie; celui-ci sera réparti entre eux par égale portion; ils en seront payés par le directeur des postes chargé du recouvrement de l'amende, et à Paris, par le caissier général de l'administration des postes, d'après un exécutoire qui sera délivré à leur profit par le commissaire du gouvernement près le tribunal. Lesdits exécutoires seront envoyés par le directeur, à l'appui de son compte.

9. Les maîtres de poste, les entrepreneurs de voitures libres et messageries, sont personnellement responsables des contraventions de leurs postillons, conducteurs, porteurs et courriers, sauf leur recours.

N° 152. = 27 prairial an 9 (16 juin 1801). = *ARRÊTÉ relatif à l'administration des biens affectés à la nourriture, à l'entretien et au logement des hospitalières et des filles de charité* (1). (III, Bull. CVII, n° 871.)

Les consuls de la république, sur le rapport du ministre de l'intérieur;—Vu les lois des 23 et 28 octobre—5 novembre 1790, 1^{re} mai 1793, 2 brumaire et 28 germinal de l'an 4;—Vu pareillement les lois des 16 vendémiaire et 20 ventose de l'an 5 (2);—Le conseil d'état entendu, —Arrêtent :

Art. 1^{er}. Les biens spécialement affectés à la nourriture, à l'entretien et au logement des hospitalières et des filles de charité attachées aux anciennes corporations vouées au service des pauvres et des malades, font essentiellement partie des biens destinés aux besoins généraux de ces établissemens : en conséquence, et conformément aux lois des 16 vendémiaire et 20 ventose de l'an 5, l'administration en sera rendue aux commissions

(1) Voyez le décret du 18 août 1792, et les notes.

(2) Voyez ces lois, et les notes.

administratives des hospices et des établissements de secours à domicile.

2. Sont pareillement compris dans les dispositions qui précèdent les biens affectés à l'acquit des fondations relatives à des services de bienfaisance et de charité, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit.

N° 153. — 29 prairial an 9 (18 juin 1801). — *ARRÊTÉ relatif à la vérification des poids et mesures* (1). (III, Bull. LXXXV, n° 698.)

Art. 1^{er}. Les sous-préfets chargés de la garde des étalons des poids et mesures par l'article 8 de l'arrêté du 13 brumaire dernier rempliront les fonctions de vérificateurs des poids et mesures, ordonnées par l'article 13 de la loi du 1^{er} vendémiaire.

2. Aucun fabricant ne pourra vendre, et aucun citoyen ne pourra employer pour peser et mesurer les matières de commerce, que des poids et mesures vérifiés et étalonnés par les sous-préfets de leur arrondissement.

3. Les sous-préfets assigneront les jours et heures de la décade où ils procéderont ou feront procéder à la vérification et à l'étalonnage des poids et mesures qui leur seront apportés.

4. La vérification consistera dans une comparaison exacte des poids et mesures qui seront présentés, avec les étalons confiés à la garde des sous-préfets; et elle sera faite conformément à l'instruction qui leur sera adressée par le ministre de l'intérieur.

5. Chaque sous-préfet est autorisé à prendre un employé pour l'aider dans cette vérification. Le traitement de cet employé sera pris sur la rétribution perçue pour la vérification.

6. Sur chaque poids et sur chaque mesure trouvés exacts seront apposés le poinçon de la république, et un poinçon particulier à chaque sous-préfecture.

7. Il sera tenu un registre du nombre des vérifications faites chaque jour qui y sera destiné, et des rétributions qui auront été perçues.

8. Les sous-préfets ou leurs employés seront tenus de se transporter dans les chantiers pour y faire vérifier les membrures servant au mesurage du bois de chauffage.

9. D'ici au 1^{er} vendémiaire an 10, le ministre de l'intérieur enverra à chaque sous-préfet les poinçons nécessaires à la vérification des poids et mesures. Chaque sous-préfet fera faire les poinçons particuliers qui lui seront nécessaires; les frais de cette dernière fabrication seront pris d'abord sur les centimes additionnels d'arrondissement, et remboursés sur le produit des rétributions affectées à l'étalonnage.

10. A Paris, la vérification des poids et mesures sera faite à la préfecture de police, par des employés et sous la surveillance du préfet de police.

11. Il ne pourra être exigé des citoyens qui présenteront des poids et mesures à la vérification, aucune indemnité au-delà de la rétribution fixée dans le tarif annexé au présent arrêté. Ce tarif sera imprimé et affiché dans chaque bureau de vérification.

12. Le produit de la rétribution fixée pour la vérification et le poinçonnage des poids et mesures, sera affecté à la dépense de fabrication et d'entretien des poinçons, au traitement des personnes employées à ce travail dans les sous-préfectures, et à celui des inspecteurs dont il va être parlé.

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 1^{er}—2 août 1793, portant établissement de l'uniformité des poids et mesures, le résumé des lois relatives à leur vérification. Voyez spécialement les ordonnances des 18—28 décembre 1825 et 7 juin—1^{er} juillet 1826.

13. Tous les trois mois, chaque sous-préfet adressera au préfet de son département l'état des sommes perçues pour la vérification et le poinçonnage des poids et mesures. — Les préfets enverront à la fin de chaque trimestre, au ministre de l'intérieur, l'état général des sommes perçues dans leurs départemens. Ils proposeront au ministre le traitement des employés à la vérification près des sous-préfectures.

14. Le compte de ce produit sera rendu chaque année aux consuls. Si la rétribution est moindre que les frais auxquels elle est destinée, il sera pourvu à l'acquittement de ces frais sur les dépenses du ministère de l'intérieur affectées aux poids et mesures : si le produit de la rétribution est supérieur à ces frais, les consuls détermineront l'emploi de ce surplus par un arrêté particulier.

15. Il sera nommé par le ministre de l'intérieur vingt-cinq inspecteurs, lesquels seront uniquement chargés, sous l'autorité des préfets, de surveiller l'exécution du présent arrêté, chacun dans quatre départemens au moins ; à l'effet de quoi ils parcourront tous les lieux où les marchés exigent un emploi journalier des poids et mesures. Les consuls fixeront, d'après un rapport du ministre de l'intérieur, le traitement de ces inspecteurs.

16. Les commissaires et officiers de police veilleront, de leur côté, à ce que les nouveaux poids et mesures soient seuls employés dans le commerce à l'époque déterminée, à ce qu'on n'en emploie pas d'autres que ceux qui auront été poinçonnés aux sous-préfectures. Ils seront tenus d'assister les inspecteurs dans l'exercice de leurs fonctions, et d'obtempérer à leur réquisition pour les visites et la rédaction des procès-verbaux de contravention.

Tarif de la rétribution pour la vérification des poids et mesures de chaque espèce.

Mesures linéaires.

	Pour chaque.
Décamètres, doubles et demi-décamètres.....	25 cent.
Doubles mètres.....	15
Mètres et demi-mètres pour étoffes.....	5
Mètres doubles et demi-mètres ployans pour tapissier.....	10
Demi-mètres brisés à charnière.....	10
Décimètres et doubles décimètres.	5
Stères et doubles stères.....	75

Mesures de capacité pour les grains et autres matières sèches.

Hectolitres à pieds ou sans pieds.....	75
Demi-hectolitres.....	50
Doubles décalitres.....	12
Décalitres simples.....	10
Demi-décalitres.....	7
Litres, doubles litres, demi-litres, doubles décilitres, décilitres. .	5

Mesures de capacité pour les liquides.

Décalitres, doubles et demi-décalitres.....	50
Doubles litres.....	20
Litres.....	15
Demi-litres, décilitres et doubles décilitres.....	10

Pour les mesures à lait, il sera payé moitié seulement des sommes ci-dessus.

Poids en fer.

Myriagrammes, doubles et demi-myriagrammes.....	25
---	----

	Pour chaque.
Kilogrammes, doubles et demi-kilogrammes.....	10 cent.
Doubles hectogrammes, hectogrammes, et les poids au dessous, jusqu'au plus petit.....	5
Pour les poids en cuivre, la rétribution sera augmentée de la moi- tié des sommes ci-dessus.	
Le kilogramme divisé paiera pour l'ensemble des pièces qui le composent.....	30

Disposition générale.

Tout fabricant ou marchand de poids et mesures qui présentera à la fois à la vérification plus de dix poids ou plus de dix mesures neuves de chaque espèce, jouira, pour les quantités excédantes, d'une remise de moitié sur le montant de la rétribution.

N° 164. — 3 messidor an 9 (22 juin 1801). — *ARRÊTÉ qui établit une bourse de commerce à Lorient, et qui porte que les fonctions d'agent de change et de courtier seront exercées par les mêmes individus dont le nombre sera de six, au plus.* (III, Bull. LXXXV, n° 699.)

N° 155. — 3 messidor an 9 (22 juin 1801). — *ARRÊTÉ relatif à la fixation et à la distribution des remises de la régie de l'enregistrement et du domaine national pour l'an 9.* (III, Bull. LXXXV, n° 700.)

Art. 1^{er}. La quotité de la remise générale pour l'an 9 demeure fixée, conformément aux divisions portées au tableau ci-joint, à quatre pour cent sur le produit des droits d'enregistrement, timbre, patentes, hypothèques, greffes, amendes, droits sur les voitures publiques et les tabacs, droits de garantie sur les matières d'or et d'argent, les frais de justice recouvrés, le revenu des biens saisis réellement, le droit des expéditions des actes de l'état civil à Paris, les droits d'épaves et déshérence, les coupes de bois nationaux et attributions sur ceux des communes; et à un pour cent sur le produit des revenus et prix de vente des biens nationaux, meubles et immeubles, les créances recouvrées, remboursements, et généralement toutes les recettes non désignées ci-dessus, autres que celles des droits de passe et de décime par franc, établis, avec exemption de remise, par la loi du 6 prairial an 7. — A compter de l'an 10, les produits des coupes de bois nationaux et de l'attribution sur ceux des communes, seront assimilés, pour la fixation des remises, aux produits des revenus et prix de vente des domaines nationaux.

2. Les recettes en billets du syndicat ne seront tirées, comme en l'an 8, pour la liquidation de la remise générale, qu'à raison de soixante pour cent; celles en tiers consolidé, à raison de vingt pour cent; et celles en deux-tiers mobilisés, à raison d'un et demi pour cent de leur montant valeur nominale. La même fixation aura lieu pour la liquidation des remises particulières des receveurs pendant l'an 9.

3. Les produits ne seront comptés qu'à la déduction des restitutions de droits et de revenus de biens nationaux, des paiemens aux copropriétaires des canaux ou copartageans de biens indivis et aux créanciers des biens saisis réellement, des remboursements d'amendes et portions de droits de patentes attribuées, des droits et remises des greffiers, des traitemens et dépenses des contrôleurs et essayeurs de la marque d'or et d'argent, des traitemens des officiers de l'état civil à Paris, des prix d'achat des papiers à timbrer, des timbres et filigranes, enfin des remises allouées aux receveurs, et frais d'exercice des bureaux de perception.

4. Cette remise sera, tant pour le traitement des administrateurs et préposés dénommés au tableau ci-annexé, que pour les frais des registres, impressions et reliures, ceux des ports de lettres et ballots, les menues dépenses du timbre, les frais de poursuites supportés par la régie, les frais de tournée en remplacement des inspecteurs malades, ceux de tournée des administrateurs, et les dépenses de la maison centrale; en sorte que la somme à laquelle s'élèveront ces frais et dépenses sera prélevée sur le total de la remise, et le surplus sera réparti entre lesdits administrateurs et préposés, dans la proportion portée audit tableau, et sous la déduction de leur *minimum* ou traitement fixe.

5. Il sera payé, dans le courant du quatrième trimestre de la présente année, un à-compte de moitié sur le complément présumé de la remise générale; savoir, un quart dans le mois de messidor, et un autre quart à la fin de fructidor. La liquidation définitive de ladite remise sera arrêtée après l'année expirée, à la vue des extraits certifiés des comptes en recette et dépense des directeurs.

6. A compter de la présente année, le *minimum* des frais de commis et de bureau pour les directions dont les produits susceptibles de remise ne se seront pas élevés à un million, ou qui ont moins de douze bureaux d'enregistrement et de domaine, sera de deux mille francs seulement, tel qu'il était réglé par l'article 9 de l'arrêté du 4 brumaire an 4.

7. Il pourra être passé, à compter de l'an 9, sur l'économie opérée par l'article précédent, à la régie, pour être employée, sur l'autorisation du ministre des finances, une somme de douze mille francs; laquelle sera répartie entre les directeurs dont les travaux exigeront des dépenses de bureau extraordinaires, à titre de supplément de frais de bureau de leur direction.

(Suit le tableau de la remise totale pour l'an 9, et des remises particulières revenant à chaque fonctionnaire ou employé de l'administration pendant la même année.)

N° 156.—3 messidor an 9 (22 juin 1801).—**ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Paris, qui fixe le nombre des agens de change à quatre-vingts, au plus, et qui porte que celui des courtiers ne pourra excéder soixante. (III, Bull. LXXXV, n° 701.)

N° 157.—6 messidor an 9 (25 juin 1801).—**ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Nantes, et porte à vingt, au plus, le nombre des agens de change et courtiers dont les fonctions seront distinctes. (III, Bull. LXXXV, n° 706.)

N° 158.—6 messidor an 9 (25 juin 1801).—**ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Lille, qui fixe le nombre des agens de change à seize, au plus, et celui des courtiers au maximum de dix. (III, Bull. LXXXV, n° 707.)

N° 159.—6 messidor an 9 (25 juin 1801).—**ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Toulouse, qui fixe le nombre des agens de change à un maximum de huit, et qui porte celui des courtiers à quinze, au plus. (III, Bull. LXXXV, n° 708.)

N° 160.—6 messidor an 9 (25 juin 1801).—**ARRÊTÉ** portant établissement d'une bourse de commerce à Douai, et fixation des agens de change à deux, et des courtiers à trois, au plus. (III, Bull. LXXXV, n° 709.)

N° 161.—6 messidor an 9 (25 juin 1801).—**ARRÊTÉ** qui établit une bourse de

commerce à Valenciennes, et qui fixe à quatre, au plus, le nombre des agens de change, et celui des courtiers au maximum de quinze. (III, Bull. LXXXVII, n° 719.)

N° 162. = 7 messidor an 9 (26 juin 1801). = **ARRÊTÉ** portant établissement d'une bourse de commerce à Bordeaux, d'agens de change au nombre de vingt, au plus, et de courtiers dont le nombre n'excédera pas soixante-dix. (III, Bull. LXXXVI, n° 710.)

N° 163. = 7 messidor an 9 (26 juin 1801). = **ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Dunkerque, et qui fixe à douze, au plus, le nombre des agens de change et courtiers qui rempliront aussi les fonctions de courtiers d'assurances. (III, Bull. LXXXVI, n° 711.)

N° 164. = 7 messidor an 9 (26 juin 1801). = **ARRÊTÉ** relatif aux rentes et domaines nationaux affectés aux hospices (1). (III, Bull. LXXXVI, n° 712.)

§ 1^{er}. — Des rentes affectées aux hospices.

Art. 1^{er}. Les commissions administratives des hôpitaux auront droit aux arrérages comme au principal des rentes qui leur sont affectées par la loi du 4 ventose dernier.

2. Seront réputées rentes affectées aux hospices, les rentes et prestations dues par les détenteurs de biens nationaux à titre de bail emphytéotique, ou qui dépendaient des anciens domaines engagés, ou faisaient partie des anciens apanages et des biens soumis à la confiscation, sous quelque dénomination qu'elles soient connues, s'ils n'ont pas rempli les obligations qui leur ont été imposées par les articles 29 et 39 de la loi du 22 novembre—1^{er} décembre 1790, et qu'elles soient d'ailleurs dans le cas prévu par la loi.

3. Il en sera de même, 1^o des rentes en argent ou en nature dues pour fondation à des cures, paroisses, fabriques, corps et corporations, et déclarées nationales par les lois des 8—18 février et 24 septembre—16 octobre 1791, et par celle du 13 brumaire an 2, dans les cas prévus par la loi du 4 ventose;— 2^o Des rentes foncières représentatives d'une concession de fonds, et sous quelque dénomination qu'elles se présentent; et, en cas de rachat desdites rentes, les commissions administratives se conformeront aux dispositions de la loi du 18—29 décembre 1790, dans les cas prévus par la loi du 4 ventose.

§ II. — Des domaines nationaux affectés aux hospices.

4. Les commissions administratives des hôpitaux qui pourront découvrir les biens ecclésiastiques possédés autrement qu'en vertu de décrets de l'assemblée nationale, depuis la publication de la loi du 2—4 novembre 1789, auront droit de les réclamer, en exécution de la loi du 4 ventose dernier.

5. Elles poursuivront de même en restitution ceux auxquels il a été fait des abandons de biens fonds à condition d'acquitter la portion congrue ou d'autres charges relatives au service divin, en tout ou en partie, ou de payer quelques redevances ou réfusions, s'ils n'ont pas fait le versement ou l'option prescrits par l'article 11 du titre V de la loi des 23 et 28 octobre—5 novembre 1790.

6. Seront de même poursuivis, au profit des hospices, les fermiers, locataires, concessionnaires et autres jouissant à quelque titre que ce soit, s'ils

(1) Voyez les arrêtés des 15 brumaire an 9 (6 novembre 1800), et 4 ventose suivant (23 février 1801), et les notes. — Voyez aussi le décret du 23 messidor an 2 (11 juillet 1794), sur la liquidation de l'actif et du passif des hospices, et les notes.

n'ont pas déclaré, conformément à l'article 37 des décrets des 6 et 11 — 24 août 1790, comment et en vertu de quoi ils jouissent, et s'ils n'ont pas représenté et fait parapher leurs titres.

7. Seront pareillement poursuivis, — 1^o Les détenteurs de biens à titre de baux emphytéotiques ou à longues années, qui ne seraient pas revêtus des formalités prescrites par la loi du 18 — 27 avril 1791; — 2^o Tous dépositaires, comptables et débiteurs envers les émigrés et autres auxquels la république a succédé, qui se seront soustraits aux recherches de la régie, et à l'exécution des articles 11 et suivans de la loi du 25 juillet 1793, ainsi qu'à celles des 26 frimaire an 2, 26 floréal et 21 prairial de l'an 3.

8. Les commissions administratives des hôpitaux prendront connaissance des maisons et autres propriétés nationales possédées à titre d'usufruit par des titulaires de bénéfices, en vertu de titres, usages ou autres droits quelconques; et, dans le cas où les usufruits en seraient éteints, et que les héritiers ou représentans des titulaires auraient éludé d'en faire la déclaration et remise à l'administration des domaines, les propriétés dont il est question seront, comme celles énoncées aux articles qui précèdent, soumises à l'effet de la loi du 4 ventose: le tout ainsi qu'il est prescrit par les articles 26, 27, 28 et 29 du décret du 24 juillet — 24 août 1790. — Quant aux usufruits qui s'éteindront par la suite, dans le cas où ils seraient soustraits aux recherches et à la connaissance de la régie, les commissions administratives qui parviendront à les découvrir seront subrogées aux droits de la république.

9. Conformément à l'article 2 de la loi du 4 ventose, les préfets, sous-préfets, maires, notaires et autres fonctionnaires et citoyens qui connaissent des rentes et domaines nationaux de la nature de ceux dont il est question aux articles qui précèdent, en donneront avis aux commissions administratives.

10. Pourront les commissions administratives, sur les indications qui leur seront données, compulser les registres des différens préposés de la régie des domaines et de l'enregistrement; à l'effet de quoi, lesdits préposés seront tenus de leur donner, sans frais, toutes communications et facilités nécessaires.

11. Les actions juridiques que les commissions administratives croiront devoir intenter pour les cas prévus par les articles qui précèdent, seront préalablement soumises à l'examen d'un comité consultatif, qui sera formé dans chaque arrondissement communal. Il sera composé de trois membres, qui seront choisis par le sous-préfet parmi les jurisconsultes les plus éclairés de l'arrondissement.

12. Ce comité déclarera, par une consultation écrite et motivée, s'il y a lieu de les autoriser à plaider.

13. L'avis du comité sera transmis au conseil de préfecture qui, conformément à l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an 8, accordera ou refusera l'autorisation (1).

14. Les commissaires du gouvernement feront, près des tribunaux, tous

(1) L'autorisation doit précéder la demande, à peine de nullité: cette nullité n'est couverte ni par l'autorisation survenue pendant l'instance, et avant tout jugement, ni par les défenses au fond signifiées par le défendeur. Limoges, 13 février 1826, *SIN.*, XXVI, 2, 229. — L'autorisation est exigée, non seulement au cas où la demande porte sur une rente découverte par l'hospice, mais encore au cas où elle a pour objet une rente transférée par le gouvernement. Même arrêt. — L'autorisation d'appeler d'un jugement peut être refusée à l'hospice par le conseil de préfecture, lorsque le comité consultatif a déclaré ce jugement bien fondé. *SIN.*, Jur. du cons., V, 321. — Le défaut d'autorisation ne peut donner lieu à un conflit de la part de l'autorité administrative; c'est seulement un moyen de nullité à faire valoir contre l'hospice devant les tribunaux. Arr. du cons., 19 octobre 1818, *SIN.*, Jur. du cons., I, 207; et 11 février 1820, *SIN.*, Jur. du cons., V, 321.

les réquisitoires qui seront nécessaires pour que les actions qui y seront portées, soient jugées sommairement et sans frais; ils se conformeront particulièrement aux dispositions de l'arrêté du directoire exécutif du 10 thermidor an 4.

15. Pourra le comité consultatif, pour les cas qui le permettront, transiger sur tous les droits litigieux.—Les transactions recevront leur exécution provisoire; mais elles ne seront définitives et irrévocables qu'après avoir été approuvées par le gouvernement, à l'effet de quoi elles seront transmises au ministre de l'intérieur, revêtues de l'avis des préfets et sous-préfets.

16. Tous les trois mois, les préfets se feront rendre compte des rentes et domaines usurpés, en possession desquels les commissions administratives auront pu être envoyées, soit par jugement des tribunaux, soit par mesure de conciliation et d'arbitrage; et ils en transmettront l'état au ministre de l'intérieur.

17. Dans le cas où plusieurs commissions découvriraient en même temps les mêmes rentes ou domaines usurpés, le comité consultatif prononcera, sauf la confirmation du sous-préfet, sur celle à laquelle il conviendra d'accorder la préférence.

N° 165.—7 messidor an 9 (26 juin 1801).—**ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Carcassonne, qui porte que les fonctions d'agent de change et de courtier seront cumulées, et fixe à deux au plus le nombre de ceux qui les exerceront. (III, Bull. LXXXVII, n° 720.)

N° 166.—7 messidor an 9 (26 juin 1801).—**ARRÊTÉ** qui annule, comme incompétent et contraire aux lois, un arrêté pris le 16 floréal an 9 par le conseil de préfecture du département des Bouches-du-Rhône. (III, Bull. LXXXVII, n° 721.)

Les consuls de la république, vu l'arrêté du conseil de préfecture du département des Bouches-du-Rhône, du 16 floréal dernier, soumis par le préfet à l'approbation de l'autorité supérieure, ledit arrêté portant « que la dame *Fajon*, veuve *Pellen*, est déchargée, en la qualité qu'elle agit, « du paiement de l'intérêt des intérêts, sauf l'approbation du ministre des finances,—Et qu'il n'y a lieu à délibérer sur le surplus de sa réclamation; » —Considérant que, par l'article 3 de la loi du 28 pluviôse an 8, le préfet est chargé seul de l'administration, et que, par l'article 4 (1), la juridiction des conseils de préfecture, en matière de domaines nationaux, est limitée au contentieux; et que n'y ayant rien de contentieux dans l'affaire dont le conseil du département des Bouches-du-Rhône s'est attribué la connaissance, il a excédé les bornes de son pouvoir;—Considérant de plus que sa décision au fond est contraire au décret du 30 août 1792, portant que toute somme due par les acquéreurs de biens nationaux, tant en intérêts qu'en capitaux, qui n'aurait pas été acquittée à l'échéance fixée par la loi, doit intérêt depuis le jour de ladite échéance jusqu'à celui de l'acquiescement;—Le conseil d'état entendu, —Arrêtent : — L'arrêté du 16 floréal an 9 est annulé comme incompétent, et comme contraire au décret du 30 août 1792 : en conséquence, la dame *Fajon*, veuve *Pellen*, est tenue, en conformité dudit décret, de payer l'intérêt des intérêts non acquittés par elle à l'échéance.

N° 167.—7 messidor an 9 (26 juin 1801).—**ARRÊTÉ** relatif aux décomptes et

(1) Voyez cet article, et les notes étendues qui l'accompagnent.

retenues d'hôpital des militaires atteints de maladies vénériennes et autres (1). (III, Bull. LXXXVII, n° 722.)

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} vendémiaire an 10, les militaires atteints d'une maladie vénérienne quelconque ne jouiront après leur guérison, et lors de leur rentrée sous les drapeaux, d'aucun rappel ni décompte, excepté de celui de linge et chaussure.

2. La retenue d'hôpital sera pour chacun d'eux, quel que soit son grade, des cinq sixièmes de la solde.

3. Dans chaque hôpital militaire et hospice civil où des militaires affectés d'une maladie vénérienne seraient admis, il sera dressé deux feuilles de retenue, l'une pour les vénériens, l'autre pour les autres maladies.

4. Pour le reste des maladies, les feuilles de retenue continueront d'être payées conformément à l'article 401 de l'arrêté du 24 thermidor an 8.

N° 168.—13 messidor an 9 (2 juillet 1801).—*ARRÊTÉ qui établit une bourse de commerce à Nîmes, et qui fixe à dix, au plus, le nombre des agents de change, et celui des courtiers à douze. (III, Bull. LXXXIX, n° 732.)*

N° 169.—13 messidor an 9 (2 juillet 1801).—*ARRÊTÉ qui établit une bourse de commerce à Marseille, et qui fixe à vingt, au plus, le nombre des agents de change, et celui des courtiers à cinquante. (III, Bull. LXXXIX, n° 733.)*

N° 170.—13 messidor an 9 (2 juillet 1801).—*ARRÊTÉ relatif à la plantation en bois, des dunes des côtes de la Gascogne. (III, Bull. LXXXIX, n° 735.)*

Art. 1^{er}. Il sera pris des mesures pour continuer de fixer et planter en bois les dunes des côtes de la Gascogne, en commençant par celles de la Teste, d'après les plans présentés par le citoyen *Bremoutier*, ingénieur en chef, et le préfet du département de la Gironde.

2. Il sera établi, à cet effet, une commission composée de l'ingénieur en chef du département, qui la présidera, d'un administrateur forestier, et de trois membres pris dans la société des sciences, arts et belles-lettres de Bordeaux, section de l'agriculture, lesquels seront nommés par le préfet, et sur la présentation de la société. Ladite commission dirigera et surveillera l'exécution des travaux, ainsi que l'emploi des fonds qui y seront affectés; le tout sous l'autorité et sauf l'approbation du préfet.—Les fonctions des commissaires seront gratuites; il est seulement alloué une somme annuelle de quinze cents francs pour dépenses de voyages ou autres faux frais, laquelle somme sera prise sur celle de cinquante mille francs dont il sera parlé aux articles suivants.

3. Il sera nommé par le préfet un inspecteur et un garde forestier, qui résideront à la proximité des travaux. — Le traitement de l'inspecteur sera de douze cents francs, et celui du garde de six cents francs.

4. Il sera fait fonds d'un somme annuelle de cinquante mille francs pour être employée aux dépenses de plantation des dunes situées entre la Gironde et l'Adour, à l'entretien desdites plantations et à leur administration.—L'état des dépenses sera dressé par la commission, et acquitté sur les ordonnances du préfet qui réglera chaque année le compte général.

(1) Voyez l'arrêté du 23 vendémiaire an 10 (15 octobre 1801), qui déclare les dispositions du présent applicables aux marins atteints de maladies vénériennes; et celui du 13 nivose an 10 (3 janvier 1802), contenant une nouvelle rédaction des deux premiers articles du présent.

N° 171.—17 messidor an 9 (6 juillet 1801).—**ARRÊTÉ** relatif au compte des dépenses faites, en exécution de la loi du 28 germinal an 7, pour le petit équipement et mois de solde des conscrits. (III, Bull. LXXXVII, n° 728.)

N° 172.—17 messidor an 9 (6 juillet 1801).—**ARRÊTÉ** portant établissement d'une bourse de commerce à Dijon, et déclaration que les fonctions d'agent de change et de courtier seront exercées cumulativement par des individus dont le nombre sera de six, au plus. (III, Bull. LXXXIX, n° 736.)

N° 173.—17 messidor an 9 (6 juillet 1801).—**ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Reims, et qui fixe à quatre, au plus, le nombre des agents de change, et celui des courtiers au maximum de vingt-quatre (III, Bull. LXXXIX, n° 737.)

N° 174.—17 messidor an 9 (6 juillet 1801).—**ARRÊTÉ** qui ordonne l'établissement d'une bourse de commerce à Amiens, et qui porte à huit, au plus, le nombre des agents de change, et celui des courtiers à quinze, au plus. (III, Bull. LXXXIX, n° 738.)

N° 175.—17 messidor an 9 (6 juillet 1801).—**ARRÊTÉ** contenant organisation du corps des gardes-pompiers de Paris (1). (III, Bull. LXXXIX, n° 739.)

N° 176.—19 messidor an 9 (8 juillet 1801).—**ARRÊTÉ** relatif à l'application d'un poinçon de recense sur les lingots d'or et d'argent affinés avant la promulgation de la loi du 19 brumaire an 6 (2). (III, Bull. xc, n° 741.)

Art. 1^{er}. Les propriétaires et porteurs des lingots d'or et d'argent affinés et mis en circulation avant la promulgation de la loi du 19 brumaire an 6, seront tenus de les porter, dans le délai de deux mois à compter du jour de la publication du présent arrêté, au bureau de garantie le plus voisin, pour y être marqués, sans frais, d'un poinçon de recense qui sera déterminé par l'administration des monnaies.

2. Le délai de deux mois expiré, les articles 117, 118, 119, 120, 121 et 122 de la loi du 19 brumaire an 6, sont déclarés applicables aux lingots d'or et d'argent affinés à quelque époque que ce soit, qui ne porteront pas l'empreinte du poinçon de recense ou de ceux de garantie nationale établis par la loi.

N° 177.—21 messidor an 9 (10 juillet 1801).—**ARRÊTÉ** relatif à la délivrance de congés de semestre dans les corps qui ne font point partie d'une armée (3). (III, Bull. xc, n° 746.)

Art. 1^{er}. Les officiers des demi-brigades d'infanterie de ligne et légère, ceux des régiments de carabiniers, cavalerie, dragons, chasseurs et hus-sards, qui ne font pas actuellement partie d'une armée, s'assembleront,

(1) Les gardes-pompiers de Paris ont été remplacés par le corps des sapeurs-pompiers, créé par le décret du 18 septembre 1811, qui contient une organisation complète de ce corps. Voyez encore l'ordonnance du 7—25 novembre 1821, qui réorganise de nouveau le corps des sapeurs-pompiers. Ces deux réglemens rendent le présent arrêté sans objet.

(2) Voyez, sur la garantie des matières d'or et d'argent, la loi du 19 brumaire an 6 (9 novembre 1797), et les notes qui résument la législation.

(3) Voyez l'arrêté additionnel du 27 messidor an 9 (16 juillet 1801).

La délivrance des congés absolus est l'objet d'une législation particulière.

dans le cours du mois de thermidor pour cette année, et de fructidor pour les années suivantes, avec l'autorisation du commandant de la division et du commandant de la place, chez l'inspecteur ou sous-inspecteur aux revues, pour la désignation des officiers qui pourront s'absenter par semestre.

2. En l'absence de l'inspecteur ou sous-inspecteur aux revues, l'assemblée aura lieu chez le commandant de la place.

3. Le nombre des congés à accorder sera réglé d'après celui des hommes de chaque grade présens au corps à la fin de l'année, et dans la proportion de moitié, pour les chefs de bataillon ou d'escadron, pour les capitaines, pour les lieutenans, pour les sous-lieutenans ; mais de manière à ce qu'il reste au moins un officier par compagnie.

4. L'instruction, l'organisation et l'administration exigeant la présence des chefs de brigade pour l'an 10, ils ne pourront jouir d'un congé de semestre que d'après une permission particulière du gouvernement.

5. Les officiers de chaque grade conviendront entre eux du choix de ceux qui devront profiter du semestre, conformément à ce qui est prescrit par l'article 3 ci-dessus.

6. Les chefs de bataillon ou d'escadron rouleront ensemble pour l'obtention du semestre. — Les adjudans-majors rouleront avec les capitaines. — Les adjudans pourvus du grade d'officier rouleront avec les officiers de ce grade.

7. Les quartiers-maitres et les officiers de santé ne pourront s'absenter que sur un congé du ministre de la guerre : ceux qui obtiendront des congés, pour leur tenir lieu de semestre, jouiront des mêmes avantages, à tous égards, que les officiers qui s'absenteront en vertu du semestre.

8. Les officiers nommés pour jouir du semestre de l'an 10 pourront s'absenter, pour cette fois, à dater du 1^{er} fructidor an 9, au lieu du 1^{er} vendémiaire, époque fixée pour les autres années ; et ils seront tenus d'avoir rejoint leurs drapeaux le 1^{er} floréal suivant.

9. Dans aucun cas, aucun officier ne pourra jouir de deux semestres de suite.

10. Les officiers qui devront jouir du semestre ne pourront partir qu'après en avoir obtenu la permission du commandant de la division ou de la place, qui, s'il croyait devoir la refuser, rendrait sur-le-champ compte de ses motifs au ministre de la guerre.

11. Les officiers qui partiraient sans avoir obtenu cette permission, ou qui s'absenteraient avant le 1^{er} fructidor, seront, par les ordres des commandans de division, ramenés à leurs corps ; et il sera exercé une retenue de deux mois sur leurs appointemens.

12. Les officiers auxquels le semestre sera échu seront payés de leurs appointemens, jusqu'au moment de leur départ, sur la revue de l'inspecteur aux revues.

13. Les officiers semestriers, à leur retour au corps, seront rappelés des deux tiers de leurs appointemens pour le temps pendant lequel ils auront été absens, en rapportant à l'inspecteur aux revues un certificat du conseil d'administration, qui constate le jour de leur arrivée.

14. Ceux qui n'auront pas rejoint leur corps à l'expiration du semestre seront mis aux arrêts forcés pour autant de jours qu'ils l'auront outre-passé, et privés de leurs appointemens pendant tout le temps de leur absence.

15. Si un corps reçoit ordre de se mettre en marche dans les quinze derniers jours de germinal pour aller ailleurs, les officiers semestriers ne seront tenus de le rejoindre qu'à sa nouvelle destination ; mais s'ils ne se trouvent

pas présens à la revue d'arrivée, ils seront privés de leurs appointemens, et punis conformément à ce qui est prescrit par l'article 14.

16. Les inspecteurs aux revues, et, en leur absence, les commandans de place, dresseront procès-verbal du résultat de l'assemblée qui aura eu lieu pour la désignation des officiers qui devront jouir du semestre, et de ceux qui devront rester au corps. Ils feront mention, dans ce procès-verbal, du lieu où chaque officier se proposera d'aller demeurer pendant la durée de son semestre. Ce procès-verbal sera signé par les officiers qui proliteront du semestre, par le commandant du corps et par l'inspecteur aux revues, ou, en son absence, par le commandant de la place qui l'aura suppléé.

17. Le commandant du corps et l'inspecteur aux revues seront tenus de certifier toutes les signatures véritables. S'il arrive qu'un officier ait été compris sur l'état des semestres sans avoir été réellement présent au procès-verbal et sans l'avoir signé lui-même, il sera privé de ses appointemens pendant le semestre : les appointemens du commandant du corps, de l'inspecteur aux revues, ou du commandant de la place qui l'aurait suppléé, seront aussi retenus pendant le même temps, et l'officier qui aura signé pour l'absent sera destitué.

18. Ces procès-verbaux seront signés à l'original en double expédition. Les commandans de place qui auront suppléé dans cette fonction l'inspecteur aux revues, lui enverront les deux expéditions originales. L'inspecteur aux revues, après avoir rassemblé tous les procès-verbaux des corps de son arrondissement, en adressera une expédition originale au ministre de la guerre, gardera l'autre par-devers lui, en adressera une copie au commandant de la division, et remettra à chaque corps une copie du procès-verbal le concernant.

19. Aucun officier absent par congé ou sans congé à l'époque où seront désignés les officiers qui devront jouir du semestre, ne pourra y participer.

20. A l'avenir, le ministre de la guerre n'accordera aux officiers des corps aucun congé avec appointemens, si ce n'est aux quartiers-maitres et aux officiers de santé, ainsi qu'il est réglé par l'article 7.

21. Il sera accordé des congés de semestre aux sous-officiers et soldats ayant au moins deux ans de service et dans la proportion qui sera déterminée chaque année par le ministre de la guerre.—Pour l'an 10, cette proportion est fixée à un quart des hommes de chaque grade présens aux drapeaux.

22. Les sous-officiers de l'état-major rouleront, pour l'obtention du semestre, avec les sergens-majors, maréchaux-des-logis en chef, sergens, maréchaux-des-logis, fourriers, caporaux ou brigadiers, suivant le grade auquel ils sont assimilés.—Les musiciens et les tambours concourront avec les soldats.

23. Le semestre des sous-officiers et soldats commencera le 1^{er} fructidor an 9 pour cette fois, et le 1^{er} vendémiaire pour les années suivantes; et il expirera le 1^{er} germinal.

24. Les sous-officiers et soldats auxquels il sera accordé des congés de semestre seront payés de la solde courante qui leur sera due au moment de leur départ, sur la revue de l'inspecteur.

25. Les sous-officiers et soldats qui auront joui du semestre, seront rappelés, à leur retour, de la demi-solde pour le temps de leur absence.

26. Il sera donné aux officiers, sous-officiers et soldats, pour se rendre au lieu où ils iront passer leur semestre, une feuille de route, mais sans aucune indemnité. Il en sera de même pour le retour au corps.

27. Le choix des sous-officiers et soldats qui devront obtenir un congé de semestre sera fait par le chef du corps, sur la proposition des capitaines ; et la liste en sera remise, par le commandant du corps, à l'inspecteur aux revues, qui vérifiera si on n'a point excédé les proportions fixées par le présent règlement, et qui en rendra compte au ministre de la guerre. — Les chefs de corps pourront partager la durée d'un semestre entre plusieurs soldats, pourvu que le nombre des absens au moment de la revue n'excède jamais le quart des présens sous les armes.

28. Les chefs de corps auront soin de n'accorder des congés de semestre qu'à des hommes dont l'instruction militaire soit achevée, bien connus, et ayant un domicile et des moyens de subsistance.

29. Les sous-officiers et soldats qui n'auront pas rejoint leur corps à l'expiration de leur semestre, ou qui ne justifieront pas des motifs de leur retard, soit par maladie en route, soit par les mouvemens que leur corps aurait pu faire, seront considérés comme déserteurs.

30. Les sous-officiers et soldats seront tenus, dans les cinq premiers jours de leur arrivée au lieu où ils devront passer leur semestre, de faire viser leur cartouche par le commandant de la gendarmerie du lieu où ils résideront ; et à leur retour au corps, ils seront tenus de rapporter un certificat de bonne conduite, signé du maire de la commune dans laquelle ils auront résidé ; faute de quoi ils seront privés de rappel de la demi-solde, et ne pourront obtenir de congé par la suite.

31. Les sous-officiers et soldats qui tomberont malades en route, en allant en semestre ou en en revenant, seront admis, sur la présentation de leur feuille de route et de leur cartouche, dans les hôpitaux militaires.

32. Le gouvernement se réserve de faire connaître ses intentions sur ceux des officiers d'artillerie et du génie sans troupe qui pourront s'absenter pendant le temps du semestre.

N° 178. = 23 messidor an 9 (12 juillet 1801). = *ARRÊTÉ relatif à la solde des officiers de santé de seconde classe, au service de la marine, et des jardiniers-botanistes employés dans les ports.* (III, Bull. xc, n° 749.)

La solde des officiers de santé de seconde classe au service de la marine, ainsi que celle des jardiniers-botanistes employés dans les ports, portée par erreur à dix-huit cents francs, dans l'arrêté du 17 nivose an 9, doit être réduite à seize cent quatre-vingt-sept francs cinquante centimes, conformément à l'arrêté du 9 vendémiaire de la même année.

N° 179. = 23 messidor an 9 (12 juillet 1801). = *ARRÊTÉ relatif à la juridiction des prud'hommes-pêcheurs du quartier maritime de Martigues.* (III, Bull. xc, n° 750.)

N° 180. = 23 messidor an 9 (12 juillet 1801). = *ARRÊTÉ portant établissement de prud'hommes-pêcheurs à Saint-Laurent, Bages et Leucate.* (III, Bull. xc, n° 751.)

N° 181. = 23 messidor an 9 (12 juillet 1801). = *ARRÊTÉ contenant organisation de la caisse d'amortissement* (1). (III, Bull. xci, n° 754.)

Art. 1^{er}. La caisse d'amortissement est régie par cinq administrateurs ;

(1) Voyez la loi du 6 frimaire an 8 (27 novembre 1799), concernant les obligations et cau-

l'un d'eux a le titre de directeur. — Il y a un secrétaire-général et un caissier.

2. Les administrateurs se réunissent trois fois par décade en conseil, pour recevoir le compte des opérations relatives à l'amortissement de la dette publique, particulièrement confiées au directeur, et délibérer avec lui sur les détails d'ordre et de comptabilité.

3. Le directeur travaille avec le ministre des finances, et donne directement les ordres au caissier.

4. La surveillance et la direction des travaux intérieurs sont partagées entre les quatre administrateurs, ainsi qu'il suit : — Le premier est chargé des détails relatifs à la garantie des obligations souscrites par les receveurs-généraux ; — Le deuxième, de l'exécution de la loi du 30 ventose an 9, en ce qui concerne la caisse d'amortissement ; — Le troisième, du paiement des intérêts annuellement dus sur les cautionnements ; — Le quatrième, du remboursement des cautionnements dont le capital serait exigible sur la caisse d'amortissement.

5. Le directeur est logé à la caisse d'amortissement : son traitement est fixé à vingt mille francs ; — Celui des quatre administrateurs, à douze mille francs.

6. Les dépenses administratives de la caisse d'amortissement, non compris les frais des ports de lettres et paquets, ainsi que les frais de courtage, sont fixées ainsi qu'il suit : — Pour le traitement du directeur et des administrateurs, soixante-huit mille francs ; — Pour les appointements des employés, soixante-dix-huit mille francs ; — Pour les frais et fournitures de bureau, douze mille francs. — Cette dépense sera payée chaque mois, par douzième, sur les fonds de la caisse d'amortissement, d'après l'autorisation du ministre des finances.

7. Le ministre des finances déterminera, par une instruction particulière, l'ordre du travail et l'organisation intérieure des bureaux de la caisse d'amortissement.

8. Une commission du conseil d'état vérifie, chaque année, le bilan et le compte de la caisse d'amortissement ; elle en fait son rapport au gouvernement. — Le rapport de la commission, l'arrêté pris sur son rapport, ainsi que le bilan, sont rendus publics par la voie de l'impression.

tionnements à fournir par les receveurs-généraux de département, art. 5 et suiv., portant établissement de la caisse d'amortissement, et détermination de son objet; celle du 28 nivose—8 pluviôse an 13 (18—28 janvier 1805), qui porte que la caisse d'amortissement recevra les consignations ordonnées, soit par jugement, soit par décision administrative; le décret du 11 septembre 1808, contenant règlement sur la comptabilité de cette caisse, et celui du 22 octobre 1808, sur le même objet; l'avis du cons. d'état du 13 octobre 1809, portant que les sommes provenant de successions vacantes doivent être consignées à la caisse d'amortissement; et celui du 16 mai 1810, qui règle le mode de remboursement des consignations volontaires faites à cette caisse; la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, art. 98 et suiv., portant liquidation de l'ancienne caisse d'amortissement, définition des attributions de la nouvelle caisse, désignation des fonds qui doivent y être versés, de son organisation, du mode de surveillance, etc., etc.; l'ordonnance du 8—17 mai 1816, portant nomination de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement; celle du 22 mai—6 juin suivant, concernant l'administration de cette caisse; celle du 29 mai—6 juin même année, portant fixation du traitement du directeur-général, du directeur-adjoint et du caissier; celle du 26 juin—24 août suivant, concernant la vérification des comptes du caissier de l'ancienne caisse d'amortissement.

Avant la loi de finances de 1816, les produits de la caisse d'amortissement avaient été déterminés par un assez grand nombre de décrets qu'ils est inutile de rappeler ici, parce qu'ils étaient la conséquence de la confusion des deux caisses de l'amortissement et des consignations: aujourd'hui, ces deux caisses sont distinctes (ordonnance du 22 mai—6 juin 1816); et les revenus de la première sont déterminés par les art. 104 et suiv. de cette loi, et par toutes les lois de finances postérieures.

N° 182. = 27 messidor an 9 (16 juillet 1801). = **ARRÊTÉ additionnel à celui du 21 messidor an 9 sur les congés de semestre** (1). (III, Bull. xc, n° 752.)

L'article 1^{er} de l'arrêté du 21 messidor an 9, concernant les congés de semestre, est applicable aux régimens d'artillerie à pied et à cheval, aux compagnies de pontonniers et de sapeurs, aux compagnies d'ouvriers et à celles de mineurs.

N° 183. = 27 messidor an 9 (16 juillet 1801). = **ARRÊTÉ qui annule, pour cause d'incompétence, des actes d'administration relatifs à la cession d'un terrain communal**. (III, Bull. xci, n° 755.)

Les consuls de la république, vu 1° la pétition d'*Isidore Perrin*, de la commune de Reherrey, tendant à obtenir un terrain pour bâtir, moyennant une rente; 2° le renvoi du sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville au maire de Reherrey, pour convoquer légalement les habitants en assemblée communale, pour délibérer sur la demande d'*Isidore Perrin*; 3° l'avis du sous-préfet ensuite de ladite délibération, qui a eu lieu le 2 prairial an 8; 4° l'avis du préfet de la Meurthe, du 26 thermidor an 8; — Considérant qu'aux termes de la loi du 28 pluviose an 8, les conseils municipaux sont seuls compétens pour délibérer sur des objets pareils à celui renvoyé par le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville à une assemblée générale d'habitans; — Que de semblables convocations sont contraires au texte et à l'esprit de la loi; — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent :

Art. 1^{er}. La décision du sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, du 29 floréal an 8, ordonnant une assemblée générale des habitans de Reherrey, la délibération des habitans, du 2 prairial, et les avis approuvés du sous-préfet, en date du 19 prairial, et du préfet, en date du 26 thermidor an 8, sont annulés.

2. Le ministre de l'intérieur renverra la pétition du citoyen *Isidore Perrin*, et les pièces y jointes, pour être procédé de nouveau selon les formes prescrites par la loi du 28 pluviose, pour, sur la délibération du conseil municipal, l'avis du sous-préfet de Lunéville et du préfet de la Meurthe, être, par le gouvernement, statué ce qu'il appartiendra.

N° 184. = 27 messidor an 9 (16 juillet 1801). = **ARRÊTÉ concernant les retenues sur les soldes de retraite**. (III, Bull. xci, n° 756.)

Art. 1^{er}. Les retenues établies sur les soldes de retraite par les articles 49 et 50 de la loi du 28 fructidor an 7, continueront de s'exercer à l'avenir.

2. Leur produit, qui était destiné à subvenir aux dépenses de la subsistance ou solde provisoire supprimée par l'arrêté du 19 frimaire an 9, est, à compter du 1^{er} germinal dernier, appliqué à l'entretien des militaires admis soit à l'hôtel des invalides, soit dans ses succursales (2).

N° 185. = 27 messidor an 9 (16 juillet 1801). = **ARRÊTÉ portant révocation des permissions accordées pour l'importation, sous pavillon neutre, de denrées coloniales et marchandises venant d'Angleterre, etc.** (III, Bull. xcvi, n° 817.)

(1) Voyez ce décret, et la note.

(2) Voyez la disposition semblable du décret du 10 avril 1811.

N° 186. = 28 messidor an 9 (17 juillet 1801). — *AVIS du conseil d'état qui déclare que les catalogues de livres, prospectus d'ouvrages, etc., sont compris dans les dispositions des lois des 9 vendémiaire an 6 et 6 prairial an 7 (1).* (Moniteur du 3 thermidor an 9.)

Le conseil d'état qui, d'après le renvoi des consuls, a entendu le rapport de la section des finances, sur la proposition faite par le ministre des finances de déclarer, par un arrêté, que les catalogues de livres, prospectus d'ouvrages et notices d'arts, ne sont pas compris dans les dispositions des lois des 9 vendémiaire an 6 et 6 prairial an 7, sur le timbre, et qu'ils ne doivent pas y être assujétis, est d'avis que cette proposition doit être écartée comme contraire aux dispositions de la loi du 6 prairial an 7, portant que les avis imprimés, quel qu'en soit l'objet, qui se crient et se distribuent dans les rues et lieux publics, ou que l'on fait circuler de toute autre manière, seront assujétis au timbre, à l'exception des adresses contenant la simple indication du domicile, ou le simple avis de changement. — On ne peut mettre en doute que les prospectus d'ouvrages, notices d'arts et catalogues de livres qui se distribuent et que l'on fait circuler par la poste ou autre voie, ne soient des avis que la loi a entendu assujétir au timbre; il ne peut y avoir conséquemment lieu d'adopter la proposition du ministre des finances.

N° 187. = 2 thermidor an 9 (21 juillet 1801). — *ARRÊTÉ contenant organisation des bureaux du ministère de la guerre (2).* (III, Bull. XCI, n° 758.)

Art. 1^{er}. Les bureaux du ministère de la guerre seront organisés en huit divisions, ainsi qu'il suit : — Première division, de la comptabilité générale et des fonds; seconde division, de l'organisation des troupes; troisième division, des nominations; quatrième division, des fournitures; cinquième division, des retraites; sixième division, des opérations militaires; septième division, de l'artillerie et du génie; huitième division, du secrétariat général; le dépôt général de la guerre.

2. La division centrale ou des fonds comprendra tout ce qui est relatif à l'administration des fonds de la guerre, à la comptabilité et à la liquidation. — Le chef de cette division présentera au ministre le projet de répartition des fonds entre les différens services, et tiendra, à cet effet, un compte ouvert avec chaque bureau. Les autres chefs de division travailleront avec lui pour cet objet. Toutes les décisions du ministre portant autorisation de paiement, seront remises en original à la division des fonds, qui en donnera des ampliations à qui de droit, et restera exclusivement chargée de l'expédition, enregistrement et envoi des ordonnances. — Cette division sera chargée, en outre, de présenter la comptabilité générale de la guerre, tant en matières qu'en deniers : à cet effet, les chefs des autres divisions lui remettront, le primidi de chaque décade, un état raisonné des diverses opérations qui auront eu lieu dans chaque bureau, appuyé des tableaux de situation relatifs à chaque branche d'administration, et d'une copie de tous les marchés ou décisions importantes adoptées par le ministre. — La divi-

(1) Voyez ces lois, et les notes. — Le présent avis ne peut plus être suivi : en effet, les annonces, prospectus et catalogues de librairie ont été dispensés du timbre par l'art. 76 de la loi de finances du 25—26 mars 1817; et cette exemption a été étendue par l'art. 83 de la loi de finances du 15—16 mai 1818, aux annonces, prospectus et catalogues d'objets relatifs aux sciences et arts.

(2) Voyez, sur l'organisation du ministère de la guerre, le décret du 6—7 février 1793, et la note.

sion des fonds sera composée de cinq bureaux, savoir : — Le bureau de la solde, dont les fonctions seront de correspondre avec le comité des inspecteurs aux revues, de recueillir les revues, et de faire les dispositions de fonds nécessaires pour assurer le paiement de la solde ; — Le bureau des ordonnances ; — Le bureau de la comptabilité en matières, qui tiendra un registre de la situation des magasins de tout genre appartenant à la république ; — Le bureau de liquidation ; — Le bureau des indemnités de toute espèce dues aux militaires, de quelque arme que ce soit, pour frais de route, entrée en campagne, et pertes d'équipages.

3. La division de l'organisation des troupes sera composée de quatre bureaux, savoir : — Le bureau de recrutement, dont les attributions seront, la levée et la répartition des conscrits, les autorisations de remplacement, et les exemptions ; — Le bureau de l'organisation et de l'inspection, qui sera chargé de rendre compte de l'état des troupes, de faire les travaux relatifs à l'organisation des nouveaux corps, aux incorporations et licenciements, et d'entretenir la correspondance avec les inspecteurs généraux des diverses armes (non compris l'artillerie et le génie) ; — Le bureau de la correspondance générale, dont les fonctions seront de correspondre avec les officiers généraux ou fonctionnaires militaires, et avec les autorités civiles, sur les objets intéressant l'ordre public ; — Le bureau de l'état civil et militaire de l'armée.

4. La division des nominations sera chargée du travail relatif au personnel, c'est-à-dire aux nominations, à l'avancement, à l'expédition des brevets, aux congés, aux changemens de corps, aux traitemens de réforme à accorder aux militaires de toutes les armes, excepté à ceux de l'artillerie et du génie. — Elle sera composée de quatre bureaux, savoir : — Le bureau des états-majors, qui comprendra les officiers généraux, les officiers de l'état-major général de l'armée, ceux de l'état-major des places, et les commissaires des guerres ; le bureau de l'infanterie, le bureau des troupes à cheval, le bureau de la garde des consuls et de la gendarmerie.

5. La division du matériel ou des fournitures sera composée de quatre bureaux, savoir : — Le bureau des subsistances, comprenant les vivres-pain, la viande, les fourrages, le sel, le riz, les légumes, les liquides, et les approvisionnemens de siège ; — Le bureau de l'habillement, équipement et campement ; — Le bureau des lits militaires, chauffage et remontes ; — Le bureau des hôpitaux et officiers de santé, qui sera aussi chargé de l'administration de l'hôtel des invalides et des succursales.

6. La division des retraites sera composée de deux bureaux, savoir : — Le bureau des pensions des militaires de toutes les armes, de leurs veuves et de leurs enfans ; — Le bureau des vétérans, des invalides et des prisonniers de guerre, dont les attributions seront l'admission aux invalides des militaires de toutes les armes, la répartition des prisonniers de guerre, leur police et leur échange.

7. La division des opérations militaires sera composée de deux bureaux, savoir : — Le bureau de la correspondance militaire, qui sera chargé de la correspondance avec les officiers généraux et les principales autorités, sur tout ce qui est relatif aux opérations purement militaires ; — Le bureau du mouvement, des étapes, transports et convois militaires, dont les attributions seront l'expédition des ordres de route aux corps de troupe, les avis à donner sur leur marche, les ordres relatifs à leur subsistance ainsi qu'au transport de leurs bagages, et la comptabilité qui en résulte.

8. La division de l'artillerie et du génie sera composée de quatre bureaux, savoir : — Le bureau du personnel de l'artillerie, le bureau du matériel de

l'artillerie, le bureau du personnel du génie, le bureau des fortifications.

9. La division du secrétariat sera dirigée par un secrétaire général, qui sera chargé spécialement de la préparation des travaux d'une importance générale, et qui aura sous ses ordres un chef de division. — Cette division sera composée de cinq bureaux, savoir : — Le bureau des dépêches, dont les attributions seront l'ouverture des lettres, leur répartition et enregistrement, le contre-seing, l'enregistrement des lettres chargées; — Le bureau des lois et archives, dont les attributions seront la garde, le classement et l'envoi des lois, arrêtés et réglemens, la garde et le classement de tous les papiers qui ne sont plus nécessaires au travail courant des bureaux, l'expédition des copies ou extraits à délivrer par le ministre; — Le bureau des dépenses intérieures du ministère, qui sera chargé des dépenses de la maison du ministre, des loyers, réparations et ameublement des maisons affectées aux bureaux, des états d'appointemens des employés, garçons de bureau et servans, des fournitures de bureau en tous genres, des détails relatifs aux impressions du département de la guerre, de l'envoi des courriers extraordinaires, et de la caisse particulière affectée à cet objet; — Le bureau particulier du ministre, dont les attributions seront la correspondance personnelle du ministre, l'expédition des affaires secrètes; — Le bureau de la police militaire, qui sera chargé du renvoi à faire aux tribunaux des délits parvenus à la connaissance du ministre, du classement des jugemens, et de leur notification à qui de droit.

10. Indépendamment des divisions désignées ci-dessus, il y aura, près le ministre de la guerre, des bureaux particuliers attachés au comité central de l'artillerie, à celui du génie, à celui des inspecteurs aux revues, à l'inspecteur général de la gendarmerie, au directoire de l'habillement, à celui des hôpitaux, au conseil de santé et au dépôt de la guerre.

11. Les premiers inspecteurs de l'artillerie, du génie et de la gendarmerie, travailleront avec le ministre, et se communiqueront réciproquement avec les chefs de leurs divisions respectives, les décisions dont il pourrait être utile de se donner connaissance.

12. Le président du comité des inspecteurs aux revues travaillera avec le ministre. Ce comité conservera les attributions qui sont déterminées par l'arrêté du 9 pluviôse an 8, et communiquera au chef de la division des fonds tous les renseignemens nécessaires pour établir périodiquement l'état de situation de l'armée, et le montant des sommes à affecter à la solde.

13. Le directoire de l'habillement, celui des hôpitaux, et le conseil de santé correspondront avec le ministre, mais ne travailleront pas périodiquement avec lui.

14. Le directeur général du dépôt de la guerre travaillera avec le ministre.

15. Le nombre des employés des bureaux de la guerre, y compris les comités qui dépendent du ministère, sera fixé ainsi qu'il suit : — Un secrétaire général, huit chefs de division, trente-six chefs de bureau, trente-six sous-chefs, deux cent quatre-vingts commis. — Total trois cent soixante-un.

16. Le ministre de la guerre est autorisé à conserver cent commis surnuméraires pendant l'an 10.

17. Le nombre des garçons de bureau est fixé à quarante-huit.

18. Les appointemens seront réglés ainsi qu'il suit :

1 Secrétaire général.....	15,000 fr.
4 Chefs de division, à 12,000 fr.....	48,000

<i>A reporter.....</i>	63,000
------------------------	--------

		<i>Report</i>	63,000 fr.
4	Chefs de division... à 10,000 fr.....		40,000
4	Chefs de bureau, à 8,000.....		32,000
10	<i>Idem</i> à 7,000.....		70,000
10	<i>Idem</i> à 6,000.....		60,000
12	<i>Idem</i> à 5,000.....		60,000
10	Sous-Chefs. à 4,500.....		45,000
26	<i>Idem</i> à 4,000.....		104,000
20	Commis ordinaires, à 3,600.....		72,000
30	<i>Idem</i> à 3,000.....		90,000
60	<i>Idem</i> à 2,400.....		144,000
100	<i>Idem</i> à 2,000.....		200,000
70	<i>Idem</i> à 1,800.....		126,000
8	Garçons de bureau, à 1,000.....		8,000
40	<i>Idem</i> à 800.....		32,000
TOTAL			1,146,000 fr.

Ainsi, la dépense ordinaire pour les appointemens des employés demeure fixée à un million cent quarante-six mille francs.

19. Les appointemens des cent employés surnuméraires que le ministre de la guerre est autorisé à conserver pendant l'an 10, seront réglés de la manière suivante :

2	Commis surnuméraires, à 3,000 fr.....	6,000 fr.
4	<i>Idem</i> à 2,400.....	9,600
12	<i>Idem</i> à 2,000.....	24,000
82	<i>Idem</i> à 1,800.....	147,600

TOTAL..... 187,200 fr.

Ainsi, il sera mis à la disposition du ministre de la guerre, pour la dépense extraordinaire résultant de l'emploi de cent commis surnuméraires pendant l'an 10, la somme de cent quatre-vingt-sept mille deux cents francs.

20. Lorsque le ministre de la guerre appellera des militaires ou autres fonctionnaires pour les employer dans ses bureaux, ils ne pourront cumuler le traitement de leur grade avec celui de leurs nouvelles fonctions, et ils seront tenus d'opter.

21. Les employés des bureaux de la guerre seront susceptibles d'une retraite après trente ans de service effectif, pour lesquels on comptera tous les emplois publics qu'ils auront exercés. Ces retraites seront fixées ainsi qu'il suit : — Pour les chefs de division, deux mille francs; pour les chefs de bureau, quinze cents francs; pour les sous-chefs, mille francs; pour les commis, six cents francs; pour les garçons de bureau, trois cents francs; — Il faudra, pour avoir droit à la retraite attribuée à l'un des emplois ci-dessus, l'avoir exercé comme titulaire pendant deux ans. — Chaque année de service ou chaque campagne en sus des trente années exigées ci-dessus, donnera droit à un vingtième de la pension à ajouter au *minimum* qui vient d'être établi.

22. Il sera accordé aux veuves ou orphelins des employés décédés après trente ans de service, une pension égale à la moitié de celle à laquelle le décédé aurait eu droit.

23. Pour subvenir au paiement des pensions réglées ci-dessus, il sera exercé sur les appointemens de tous les employés une retenue de cinq pour cent, laquelle retenue formera un fonds de réserve qui sera versé dans la

caisse d'amortissement, qui accumulera les intérêts, et qui rendra compte au ministre de la gestion de ces fonds.

24. Les dépenses de loyers de maisons, réparations, ameublement, fournitures de bureau, chauffage, et salaires des portiers et hommes de peine, seront fixés au plus strict nécessaire, et déterminées d'après l'état qui sera remis par le ministre.

25. Il ne sera conservé pour le placement des bureaux, que les maisons nécessaires à la nouvelle organisation. En conséquence, tout logement qui aurait pu être accordé dans ces maisons sera retiré dans le mois; et, sous aucun prétexte, il ne pourra être accordé à l'avenir ni logement, ni bois de chauffage, à aucun employé.

N° 188. = 3 thermidor an 9 (22 juillet 1801). = **ARRÊTÉ concernant la formation, l'impression et la publication des listes de notabilité** (1). (III, Bull. xci, n° 759.)

Art. 1^{er}. L'impression et la publication des premières listes de notabilité communale pourront n'avoir lieu que le 10 fructidor de l'an 9

2. Toutes les opérations relatives à la formation, publication et impression des listes de notabilité départementale et nationale, seront reculées de deux mois, en conservant d'ailleurs entre elles tous les intervalles prescrits par la loi.

3. L'article 4 de l'arrêté des consuls, en date du 27 floréal dernier, est rapporté.

4. Sont compris entre les citoyens qui font partie nécessaire des premières listes de notabilité : — 1° Tous ceux qui, au moment de la formation des listes, rempliront une des fonctions qui donnent droit à l'inscription; — 2° Tous ceux qui, depuis l'établissement de la constitution, jusqu'au moment de la formation des listes, auront été nommés à l'une des fonctions qui donnent droit à l'inscription. Chacun sera compris sur la liste à laquelle lui donnera droit la principale fonction à laquelle il aura été nommé.

N° 189. = 7 thermidor an 9 (26 juillet 1801). = **ARRÊTÉ qui règle la manière de citer en témoignage les membres du sénat conservateur, du tribunal, etc.** (2). (III, Bull. xcii, n° 761.)

Les consuls de la république, considérant que les motifs de la loi du 20 thermidor an 4 sont applicables à tous les fonctionnaires publics attachés à des fonctions dont la nature, l'importance et la continuité exigent qu'ils ne soient pas sans nécessité déplacés du lieu où ils les exercent; que les membres du gouvernement, ceux du corps législatif, les ministres, et les agents auprès des nations étrangères, sont suffisamment désignés par ladite loi; que l'application en a été faite aux membres du conseil d'état, par l'arrêté du 14 germinal an 8; le conseil d'état entendu, arrêtent ce qui suit:

Art. 1^{er}. Lorsqu'il y aura lieu de citer en témoignage, soit en matière civile, soit en matière criminelle, des membres du sénat conservateur et du tribunal, on suivra, à leur égard, les formalités prescrites par la loi du 20 thermidor an 4.

(1) Voyez, sur cet objet, l'arrêté du 27 floréal an 9 (17 mai 1801), et la note.

(2) Voyez la loi du 20 thermidor an 4 (7 août 1796); et les art. 510 et suiv. du Cod. inst. crim. de 1808.

2. Les préfets, sous-préfets et maires, ne pourront, à raison des actes qu'ils auront signés comme administrateurs, être traduits hors de leur arrondissement, soit pour reconnaître leurs signatures ou pour servir de témoins.

3. Lorsque leur reconnaissance ou leur déposition sera jugée nécessaire à raison desdits actes, ils feront leurs déclarations devant le directeur du jury de leur arrondissement, en matière criminelle; et devant un juge commis à cet effet par le tribunal de l'arrondissement, en matière civile. Procès-verbal de ces déclarations sera dressé, pour être envoyé à qui de droit.

4. Néanmoins, dans les contestations où la présence des fonctionnaires désignés en l'article 2 serait regardée comme indispensable, le juge s'adressera au ministre de la justice, qui, d'après l'examen de l'affaire, autorisera, s'il y a lieu, le déplacement desdits fonctionnaires publics

N° 190. = 7 thermidor an 9 (26 juillet 1801). = **ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce au Havre, et qui crée dans cette ville des agens de change dont le nombre ne pourra pas excéder six, et des courtiers dont le nombre sera de douze, au plus. (III, Bull. XCII, n° 762.)

N° 191. = 7 thermidor an 9 (26 juillet 1801). = **ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Rouen, et qui crée des agens de change dont le nombre ne pourra pas excéder douze, et des courtiers au nombre de trente, au plus. (III, Bull. XCII, n° 763.)

N° 192. = 7 thermidor an 9 (26 juillet 1801). = **ARRÊTÉ** portant établissement d'une bourse de commerce à Saint-Omer, et de courtiers dont le nombre ne pourra être au dessus de six. (III, Bull. XCII, n° 764.)

N° 193. = 7 thermidor an 9 (26 juillet 1801). = **ARRÊTÉ** portant établissement d'une bourse de commerce à Boulogne, d'agens de change au nombre de deux, au plus, et de courtiers dont le nombre ne pourra être au dessus de huit. (III, Bull. XCII, n° 765.)

N° 194. = 7 thermidor an 9 (26 juillet 1801). = **ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Bayonne, et qui crée dans cette ville des agens de change au nombre de huit, au plus, et des courtiers dont le nombre ne pourra s'élever au dessus de douze. (III, Bull. XCII, n° 766.)

N° 195. = 7 thermidor an 9 (26 juillet 1801). = **ARRÊTÉ** portant établissement d'une bourse de commerce à Agen, et de courtiers dont le nombre s'élèvera à six, au plus. (III, Bull. XCII, n° 767.)

N° 196. = 7 thermidor an 9 (26 juillet 1801). = **ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Clermont-Ferrand, et qui crée dans cette ville des agens de change au nombre de quatre, au plus, et des courtiers en pareil nombre. (III, Bull. XCII, n° 768.)

N° 197. = 9 thermidor an 9 (28 juillet 1801). = **ARRÊTÉ** portant établissement d'une bourse de commerce à Rodez, et d'agens de change dont le nombre sera de trois, au plus, qui pourront exercer cumulativement les fonctions de courtiers. (III, Bull. XCII, n° 769.)

N° 198. = 9 thermidor an 9 (28 juillet 1801). = **ARRÊTÉ** portant établissement d'une bourse de commerce à Toulon, et de courtiers dont le nombre ne pourra être au dessus de dix. (III, Bull. XCII, n° 770.)

N° 199. = 9 thermidor an 9 (28 juillet 1801). = **ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Niort, et des courtiers dont le nombre sera de quatre, au plus. (III, Bull. XCII, n° 771.)

N° 200. = 9 thermidor an 9 (28 juillet 1801). = **ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Blois, et des courtiers dont le nombre ne pourra s'élever au dessus de trois. (III, Bull. XCII, n° 772.)

N° 201. = 9 thermidor an 9 (28 juillet 1801). = **ARRÊTÉ** portant établissement d'une bourse de commerce à Brest, et qui autorise la cumulation des fonctions d'agent de change et de courtier par des fonctionnaires dont le nombre sera de quatre, au plus. (III, Bull. XCII, n° 773.)

N° 202. = 9 thermidor an 9 (28 juillet 1801). = **ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Arras, et qui crée des agens de change, au nombre de quatre, au plus, et des courtiers en pareil nombre. (III, Bull. XCII, n° 774.)

N° 203. = 12 thermidor an 9 (31 juillet 1801). = **ARRÊTÉ** sur l'organisation de la gendarmerie nationale (1). (III, Bull. XCV, n° 792.)

N° 204. = 13 thermidor an 9 (1^{re} août 1801). = **ARRÊTÉ** qui prohibe l'importation des chevaux anglais en France. (II, Bull. XCI, n° 775.)

N° 205. = 13 thermidor an 9 (1^{re} août 1801). = **ARRÊTÉ** qui ordonne l'établissement d'une bourse de commerce à Avignon, et qui porte qu'il y aura dans cette ville huit courtiers. (III, Bull. XCIII, n° 781.)

N° 206. = 13 thermidor an 9 (1^{re} août 1801). = **ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Honfleur, et portant qu'il y aura dans cette ville huit courtiers. (III, Bull. XCIV, n° 785.)

N° 207. = 13 thermidor an 9 (1^{re} août 1801). = **ARRÊTÉ** portant établissement d'une bourse de commerce à Caen, et déclaration qu'il y aura dans cette ville quatre courtiers, au plus. (III, Bull. XCIV, n° 786.)

N° 208. = 13 thermidor an 9 (1^{re} août 1801). = **ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Orléans, et qui fixe les agens de change au nombre de quatre, au plus, et les courtiers, au plus, à quinze. (III, Bull. XCIV, n° 787.)

N° 209. = 12 thermidor an 9 (1^{re} août 1801). = **ARRÊTÉ** qui établit une bourse

(1) Voyez la loi fondamentale du 28 germinal an 6 (17 avril 1798), et les notes; et surtout l'ordonnance du 29 octobre—29 novembre 1830, 1^{re} partie, contenant réorganisation complète du corps de la gendarmerie: cette ordonnance rend le présent arrêté sans intérêt.

de commerce à Tours, et qui déclare qu'il y aura dans cette ville huit courtiers, au plus. (III, Bull. xciv, n° 788.)

N° 210.—13 thermidor an 9 (1^{er} août 1801).—**ARRÊTÉ** portant établissement d'une bourse de commerce à Grenoble, et qui déclare que les fonctions d'agens de change et de courtiers y seront cumulées, et que le nombre des agens de change-courtiers ne pourra dépasser huit. (III, Bull. xciv, n° 789.)

N° 211.—16 thermidor an 9 (4 août 1801).—**ARRÊTÉ** relatif à la composition et à l'administration du train d'artillerie en temps de paix et en temps de guerre (1). (III, Bull. xciii, n° 782.)

N° 212.—19 thermidor an 9 (7 août 1801).—**ARRÊTÉ** qui règle la compétence sur les contestations relatives au paiement des fournitures faites pour le compte du gouvernement. (III, Bull. xciii, n° 783.)

Les consuls de la république, considérant que des conseils de préfecture ont connu de contestations existant entre les particuliers et les régies établies par le gouvernement, ou les agens desdites régies, relativement aux paiements des fournitures faites pour le compte du gouvernement, et qui doivent être jugées administrativement; le conseil d'état entendu, arrêtent : — Les contestations relatives au paiement des fournitures faites pour le compte du gouvernement, entre les particuliers et les agens du gouvernement, seront de la compétence des préfets (2).

(1) Le train d'artillerie a été réorganisé, pour le pied de paix, par l'ordonnance du 12—22 septembre 1814 : celle du 14—22 octobre 1814 a donné le nom d'*escadrons* aux bataillons du train, et a fixé la solde de ce corps.

Voyez encore l'ordonnance du 31 août—12 septembre 1815, portant licenciement et réorganisation provisoire du train d'artillerie; et celle du 4—14 décembre 1822, qui l'organise définitivement.

Ces ordonnances rendent le présent arrêté sans intérêt.

(2) Les contestations relatives au paiement de livraisons qui ont été faites à un fournisseur des armées, sur la réquisition de l'autorité compétente, sont du ressort exclusif de l'autorité administrative. Cass., 25 floréal an 12, Sra., IV, 2, 146. — Elle est encore seule compétente pour déterminer le mérite et apprécier la valeur des récépissés délivrés à un entrepreneur public pour ses fournitures; en conséquence, les tribunaux ne peuvent, sur l'opposition à une contrainte dirigée contre l'entrepreneur qui excipe de ses récépissés, prononcer qu'après que l'autorité administrative a statué sur leur mérite. Arr. du cons., 8 avril 1809, Sra., XVII, 2, 121. — Une contestation par suite de fournitures et de conventions de plusieurs natures peut être de la compétence, tout à la fois, de l'autorité judiciaire et de l'autorité administrative, savoir : de l'autorité administrative, pour les engagements directs du fournisseur avec le gouvernement, ou même pour marchés d'urgence faits dans quelques parties du service; et de l'autorité judiciaire, pour marchés faits par le fournisseur ou ses délégués, avec des sous-traitants, ou pour règlement de compte entre eux. Arr. du cons., 4 mars 1819, Sra., XX, 2, 175. — C'est à l'autorité administrative et non à l'autorité judiciaire à connaître des contestations relatives au paiement de reconnaissances de billets souscrits par des agens du gouvernement, à raison de fournitures à eux faites pour le compte de l'état. Nîmes, 14 janvier 1828, Sra., XXVIII, 2, 233. — Par exemple, lorsqu'il s'agit d'apprécier l'effet que doivent produire, contre un fournisseur, des lettres de change souscrites par lui en sa qualité. Cass., 12 pluviose an 10, Sra., II, 1, 224. — Les tribunaux de commerce sont incompétents pour statuer sur de pareilles lettres de change. Cass., 8 messidor an 11, Sra., III, 2, 339; Bull. civ., V, 308. — Par exemple, pour statuer sur l'action en paiement d'une lettre de change tirée par un consul pour le service du gouvernement. Arr. du cons., 11 avril 1810, Sra., Jur. du cons., I, 363. — Décidé encore que les tribunaux sont incompétents pour juger si les arrêtés du gouvernement qui attribuent à l'autorité administrative la connaissance des engagements contractés par tel ou tel fournisseur de subsistances, s'appliquent aux billets et lettres de change que ce fournisseur a mis en circulation. Cass., 2 germinal an 11, Sra., III, 1, 246.

Les contestations entre les fournisseurs et les officiers de la garde nationale, pour fournitures

N° 213.—19 thermidor an 9 (7 août 1801).—**ARRÊTÉ relatif à un conflit d'attribution sur une liquidation de reprises exercées par une veuve d'émigré** (1). (III, Bull. xcv, n° 793.)

Les consuls de la république, sur le rapport du ministre de la justice ; — Vu les pièces relatives à un conflit d'attribution qui s'est élevé entre le conseil de préfecture du département de la Creuse, et le tribunal de première instance de l'arrondissement de Guéret, même département, à l'occasion de la demande formée par *Anne Saint-Maur*, veuve de l'émigré *Valery Dargier*, au père de ce dernier, du montant de ses avantages matrimoniaux, d'une part ; — Et de la demande en garantie formée par le citoyen *Dargier* père contre la république, comme étant aux droits de son fils, notamment par l'effet du partage de présuccession consommé avec lui *Dargier* père, d'autre part ; — Considérant que la demande introduite devant les tribunaux par la veuve du fils *Dargier*, émigré, contre le citoyen *Dargier* père, n'a évidemment pour but que d'éluider les dispositions des lois des 25 juillet 1793, 1^{er} floréal an 3 et 24 frimaire an 6, d'après lesquelles toutes les reprises des femmes d'émigrés doivent être liquidées et réglées administrativement ; — Que l'argument tiré de l'obligation personnelle du père de famille, résultant de l'approbation par lui donnée aux conventions faites avec son fils sous sa puissance, est incapable d'opérer l'exception invoquée par la veuve de l'émigré *Dargier* ; — Qu'en premier lieu, les lois précitées ne font nulle distinction, quand elles attribuent aux corps administratifs la liquidation des avantages matrimoniaux et autres droits des femmes d'émigrés ; — Qu'en second lieu, la prétention de la veuve *Dargier* tendrait, par voie indirecte, à constituer la république justiciable des tribunaux ordinaires dans une matière administrative ; — Qu'en effet, garante de droit, comme détentrice des biens de l'émigré, la république devrait suivre le sort du garanti, c'est-à-dire du père de l'émigré, si celui-ci était valablement actionné devant les tribunaux pour l'adhésion par lui donnée aux conventions matrimoniales dont il s'agit ; — Qu'ainsi, et par ce circuit, l'une des attributions les plus importantes de l'administration pourrait lui être journellement ravie, et le droit spécial, établi en cette matière, souvent compromis ; — Considérant néanmoins que si, d'après ces motifs, le conseil

d'équipement, doivent être jugés par l'administration. Arr. du cons., 13 février 1816, *Sic.*, XVIII, 2, 87. — Il n'en est pas de même des actions relatives aux dettes contractées par les officiers d'un corps militaire, pour leur équipement ; ces actions sont du ressort de la justice ordinaire. Arr. du cons., 14 juillet 1819, *Sic.*, XX, 2, 144. — Ni des engagements pris envers des tiers par le directeur des vivres d'une division militaire, préposé d'un munitionnaire général, qui a traité à prix fixe avec le ministre de la guerre. Arr. du cons., 18 mars 1818, *Sic.*, *Jur.* du cons., IV, 275.

La question de savoir si des fournitures destinées au service d'une armée ont été faites aux individus qui les ont reçues, en leur nom personnel ou en qualité d'agents du gouvernement, peut être portée devant les tribunaux, après des arrêts de la cour de cassation qui ont déclaré les tribunaux incompétents, si, depuis ces arrêts, le gouvernement a décidé que la liquidation de toutes les créances résultant de fournitures faites à cette armée, lui était devenue étrangère, et était laissée à la charge d'un gouvernement étranger. *Cass.*, 1^{er} juillet 1829, *Sic.*, XXIX, 1, 326.

Dans un contrat passé entre un fournisseur et le ministre, la clause de soumission à la justice administrative, consentie par le fournisseur, ne peut être opposée aux tiers : ainsi, la réclamation d'un particulier, dont la propriété a été endommagée par l'abattis provenant du fait d'un fournisseur, ne peut être jugée administrativement. Arr. du cons., 20 novembre 1815, *Sic.*, XVIII, 2, 25.

(1) Voyez, sur la compétence en matière d'émigration, le décret du 30 thermidor an 12 (18 août 1804), et les notes qui l'accompagnent.

de préfecture du département de la Creuse a eu raison de se regarder comme seul compétent, il devait se borner à revendiquer l'affaire, et non à décider par voie d'évocation, ce qui n'appartient ni aux tribunaux envers les conseils de préfecture, ni à ceux-ci envers les tribunaux, mais au régulateur commun des uns vis-à-vis des autres;—Vu l'article 27 de la loi du 21 fructidor an 3, et l'article 11 du règlement du conseil, du 5 nivose an 8, concernant les conflits d'attribution;—Le conseil d'état entendu,—Arrêtent ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Creuse, du 12 thermidor an 8, est annulé au chef de l'évocation qu'il prononce.

2. Les contestations élevées entre *Anne Saint-maur*, veuve de l'émigré *Valéry Dargier*, le père de ce dernier et la république, relativement aux droits matrimoniaux de ladite veuve, seront instruites et jugées par le conseil de préfecture du département de la Creuse.

3. Il est défendu au tribunal de Guéret de continuer à en connaître.

N° 214.—21 thermidor an 9 (9 août 1801).—ARRÊTÉ portant que l'armée de l'Ouest ne comprendra plus que la 13^e division militaire, et que les 12^e et 22^e divisions entreranno dans le régime de l'administration militaire intérieure. (III, Bull. xcvi, n° 819.)

N° 215.—24 thermidor an 9 (12 août 1801).—ARRÊTÉ qui ordonne la confection d'un état des bois et forêts actuellement sous la main de l'état. (III, Bull. xciv, n° 791.)

Art. 1^{er}. L'administration générale des forêts fera dresser sans délai, par chaque conservation, l'état des bois et forêts actuellement sous la main de la république, et non aliénables aux termes de la loi du 2 nivose an 4.

2. A compter de ce jour, il ne sera donné, sous quelque prétexte que ce puisse être, aucune main-levée de séquestre sur les bois et forêts compris dans l'article précédent (1).

3. Les individus qui, à quelque titre que ce soit, auraient des réclamations à former ou des droits à faire valoir pour raison de ces bois et forêts, seront indemnisés.

N° 216.—29 thermidor an 9 (17 août 1801).—ARRÊTÉ qui maintient une cessionnaire dans la jouissance de mines de charbon concédées par arrêt du conseil du 9 avril 1778. (III, Bull. xcvi, n° 804.)

N° 217.—2 fructidor an 9 (20 août 1801).—ARRÊTÉ qui ordonne le paiement des fournitures faites en l'an 9 pour le service de différents ministères. (III, Bull. xcvi, n° 805.)

N° 218.—3 fructidor an 9 (21 août 1801).—ARRÊTÉ relatif à la marque et à l'estampille des basins, piqués, mousselinettes, toiles, draps et velours de coton. (III, Bull. xcvi, n° 806.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire prochain, les basins, piqués, mousselinettes, toiles, draps et velours de coton, qui ne porteront pas la marque

(1) Cette disposition n'est pas applicable aux bois séquestrés sur les ascendans d'émigrés rayés, éliminés ou amnésiés : ces bois doivent être restitués aux ascendans. Décis. minist., 24 frimaire an 12, Sin., IV, 2, 57

du fabricant et de l'estampille nationale, avec le numéro, seront censés provenir de fabrique anglaise, et seront confisqués conformément à la loi du 10 brumaire an 5 (1).

2. Le gouvernement fera parvenir de suite à chaque préfet, et en nombre suffisant, deux sortes d'estampilles; l'une pour marquer les étoffes existant dans les magasins, l'autre pour être apposée sur celles qui sont en fabrication.

3. Chaque préfet nommera un commissaire par chaque ville principale, qui estampera, sans frais, toutes les étoffes existant dans les magasins. — Il en désignera pareillement dans toutes les villes de fabrique, pour estamper les étoffes sortant du métier, et avant l'apprêt et le blanchissage. — Ces marques seront faites à la rouille, d'après le procédé qui sera prescrit, et apposées aux deux bouts de chaque pièce. — Il sera tenu registre du nombre des pièces marquées et du nom du fabricant : le registre sera déposé à la municipalité, et paraphé par le maire.

4. Après le 1^{er} vendémiaire, les pièces saisies sans marque, ou avec une marque fausse, seront confisquées conformément à la loi du 10 brumaire an 5, et livrées au gouvernement, pour la vente en être faite à l'étranger, et le prix distribué aux saisissans, en vertu de la même loi. — Moitié du prix, d'après la valeur présumée, sera payée de suite par le gouvernement.

N° 219. = 3 fructidor an 9 (21 août 1801). = *ARRÊTÉ qui accorde un supplément de traitement graduel aux préposés à l'inscription maritime et aux syndics des marins, jusqu'à la paix générale.* (III, Bull. xcix, n° 828.)

N° 220. = 5 fructidor an 9 (23 août 1801). = *ARRÊTÉ relatif à un conflit d'attribution entre les autorités administrative et judiciaire du département de la Somme, en matière de domaines nationaux* (2). (III, Bull. xcviij, n° 820.)

Les consuls de la république, vu les pièces relatives à un conflit d'attribution qui s'est élevé entre les autorités administrative et judiciaire du département de la Somme, à l'occasion des prétentions respectives des citoyens *Godard*, acquéreurs de la ferme nationale appelée *La Lavandière*, et du citoyen *Mathieu-Joseph Benoît*, acquéreur du ci-devant château de Montières et dépendances; — Considérant que la loi du 16 fructidor an 3, en défendant expressément aux tribunaux de connaître des actes administratifs, a bien déterminé la compétence de l'autorité administrative en tout ce qui touche à l'application et exécution immédiate des actes émanés d'elle; — Qu'ainsi les acquéreurs de domaines nationaux ne peuvent régulièrement recourir aux tribunaux pour les faire expliquer sur ce qui a été vendu par l'autorité administrative, et sur l'individu auquel la vente a été faite; — Que ces questions, qui frappent essentiellement sur la substance des actes faits par l'autorité administrative, ne peuvent être mieux résolues que par cette autorité; — Que, dans le système contraire, il dépendrait des tribunaux, par forme d'application ou d'interprétation, de modifier, dénaturer et même anéantir les actes de l'autorité administrative; — Que de telles discussions

(1) Voyez cette loi, et les notes étendues qui l'accompagnent.

(2) Voyez, sur la compétence en matière de domaines nationaux, la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), art. 4, § 8, et les notes étendues qui l'accompagnent.

Voyez aussi, sur la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire, la loi du 16 fructidor an 3 (2 septembre 1795), et les notes.

entrent d'ailleurs nécessairement dans le contentieux des domaines nationaux , lequel est expressément attribué , par la loi du 28 pluviôse an 8 , aux conseils de préfecture ; et que cette règle , appliquée aux seules difficultés originelles des actes administratifs , ne dépouille pas les tribunaux du droit de connaître des actes postérieurs passés de particulier à particulier , relativement à des biens d'origine nationale ; — Considérant que l'affaire particulière dont il s'agit est nécessairement régie par ces principes ; — Qu'en effet , il ne peut s'y agir de l'objet d'une première instance terminée par sentence arbitrale du 14 avril 1791 , et dans l'appel de laquelle le citoyen *Benoit* fut depuis déclaré non recevable en 1792 ; — Qu'il n'y a plus à revenir sur ce point , 1^o parce que deux acquéreurs de biens nationaux peuvent bien compromettre et transiger sur leurs intérêts respectifs , 2^o parce que cet article était irrévocablement consommé avant la loi du 16 fructidor an 3 , qui a innové dans cette partie ; — Mais qu'il n'en est pas ainsi des autres points restés indécis ; — Qu'on oppose vainement à ce sujet que les parties ont volontairement procédé devant les tribunaux , puisque les incompétences prononcées à raison de la matière , et puisées dans l'ordre public , ne se couvrent pas : — Qu'on opposerait tout aussi inutilement que la procédure judiciaire avait été introduite , même pour les objets étrangers à l'arbitrage , avant la nouvelle législation , puisque tout ce qui touche à l'instruction des affaires , tant qu'elles ne sont pas terminées , se règle , d'après les formes nouvelles , sans blesser le principe de non rétroactivité que l'on n'a jamais appliqué qu'au fond du droit ; — Qu'enfin il importe de bien fixer les principes en cette matière , et d'y faire jouir les acquéreurs de biens nationaux , de toute la protection des lois , sans les laisser exposés , pour le fait même de leur acquisition , à des discussions judiciaires souvent longues et ruineuses ; — Vu lesdites lois des 16 fructidor an 3 et 28 pluviôse an 8 , l'article 27 de celle du 21 fructidor an 3 , concernant les conflits d'attribution , et l'article 11 du règlement du conseil du 5 nivôse an 8 ; — Le conseil d'état entendu , — Arrêtent : — Les difficultés nées entre les citoyens *Benoit* et *Godard* , à l'occasion de l'ébranchement d'ormes situés sur le bord de la digue d'une pièce de pré appelée *Les Petits-Maraix* , ainsi que toute contestation relative à la démarcation des fonds à eux respectivement vendus par la nation , autres que celles terminées par arbitrage , seront portées , instruites et jugées au conseil de préfecture du département de la Somme.

N^o 221. = 7 fructidor an 9 (25 août 1801). — ARRÊTÉ qui établit une bourse de commerce à Strasbourg , des agens de change dont le nombre ne pourra s'élever à plus de six , et des courtiers au nombre de deux , au plus. (III, Bull. *xcviii*, n^o 821.)

N^o 222. = 7 fructidor an 9 (25 août 1801). — ARRÊTÉ qui établit une bourse de commerce à Saint-Malo , et qui crée des courtiers dont le nombre ne pourra s'élever à plus de huit. (III, Bull. *xcviii*, n^o 822.)

N^o 223. = 7 fructidor an 9 (25 août 1801). — ARRÊTÉ qui établit une bourse de commerce à Rennes , et qui crée des courtiers dont le nombre ne pourra s'élever au dessus de six. (III, Bull. *xcviii*, n^o 823.)

N^o 224. = 9 fructidor an 9 (27 août 1801). — ARRÊTÉ qui déclare communes aux bureaux de bienfaisance les dispositions de la loi du 4 ventôse an

9 (1), *sur les rentes et domaines nationaux affectés aux hospices.* (III, Bull. *xcviii*, n° 824.)

Les dispositions de la loi du 4 ventose an 9, qui affectent aux hospices les rentes appartenant à la république, dont le paiement se trouve interrompu, et les domaines nationaux usurpés par des particuliers, sont communes aux bureaux de bienfaisance et autres établissements de même nature qui existent actuellement dans l'étendue de la république.

N° 225.—9 fructidor an 9 (27 août 1801).—*ARRÊTÉ relatif à la dénomination des communes et des arrondissemens de justices de paix* (2). (III, Bull. *xcviii*, n° 825.)

Art. 1^{er}. Il ne pourra, à l'avenir, être donné aux communes d'autres noms que ceux portés aux tableaux qui contiendront la division du territoire de la république en justices de paix.

2. Les arrondissemens de justices de paix conserveront le nom de *canton* qu'ils ont porté jusqu'à ce jour.

N° 226.—9 fructidor an 9 (27 août 1801).—*ARRÊTÉ qui proroge pour l'an 10 les droits établis sur les spectacles, bals, concerts et autres fêtes publiques* (3). (III, Bull. *xcviii*, n° 826.)

Les dispositions de l'article 2 de la loi du 21 ventose an 9, relative à la prorogation pour l'an 10 des contributions directes et indirectes de l'an 9, sont applicables aux droits établis sur les spectacles, bals, concerts, courses, exercices de chevaux et autres fêtes publiques : en conséquence, l'arrêté du 7 fructidor an 8 continuera de recevoir son exécution pour l'exercice de l'an 10.

N° 227.—9 fructidor an 9 (27 août 1801). — *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Nièvre.* (III, Bull. c, n° 830.)

N° 228.—9 fructidor an 9 (27 août 1801). — *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de l'Indre* (4). (III, Bull. c, n° 831.)

N° 229. = 9 fructidor an 9 (27 août 1801). — *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département du Cher.* (III, Bull. c, n° 832.)

N° 230.—9 fructidor an 9 (27 août 1801).—*ARRÊTÉ qui établit une bourse de commerce à Alby, qui déclare qu'il n'y aura près de cette bourse que des courtiers, et qui en fixe le nombre à deux, au plus.* (III, Bull. ci, n° 834.)

(1) Voyez cette loi, et les notes.

(2) Voyez le décret du 20—23 juin 1790, qui autorise à reprendre leurs anciens noms les communes auxquelles les seigneurs avaient donné leurs noms de famille; celui du 25—26 vendémiaire an 2 (16—17 octobre 1793), qui impose certaines formalités aux communes qui veulent changer de nom; celui du 10 brumaire an 2 (31 octobre 1793), qui supprime les dénominations de *ville, bourg et village*, et y substitue celle de *commune*; l'ordonnance du 8—28 juillet 1814, qui rend aux communes le nom qu'elles avaient avant 1790; et celle du 14—18 avril 1815, qui annule la précédente. Cette dernière ordonnance, rendue pendant les Cent jours, est démentie non avenue, par le fait de la chute de Napoléon.

(3) Voyez la loi du 7 frimaire an 5 (27 novembre 1796), qui établit ces droits, et les notes qui en indiquent les prorogations successives.

(4) Cet arrêté a été rectifié par ceux des 25 ventose an 10 (16 mars 1802), et 26 floréal suivant (16 mai 1802).

N° 231. = 9 fructidor an 9 (27 août 1801). = **ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Castres, et qui n'y admet que des courtiers dont le nombre ne pourra excéder quatre. (III, Bull. ci, n° 835.)

N° 232. = 14 fructidor an 9 (1^{er} septembre 1801). = **ARRÊTÉ** relatif aux déclarations et soumissions à fournir, dans les bureaux des douanes, par les propriétaires, consignataires ou conducteurs de marchandises (1). (III, Bull. ci, n° 836.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire an 10, les propriétaires, consignataires ou conducteurs de marchandises, se conformeront, pour les déclarations et soumissions qu'ils auront à fournir dans les bureaux de douanes, et les préposés-visiteurs, liquidateurs et receveurs desdits droits, pour la perception, à la loi du 1^{er} vendémiaire an 4 (2).

2. Attendu la différence qui résulterait, dans les recettes, de l'excédant des nouveaux poids sur les anciens, la perception des droits fixés au quintal sera augmentée de deux pour cent par chaque poids de cinq myriagrammes.

N° 233. = 17 fructidor an 9 (4 septembre 1801). = **ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Morlaix, et qui porte qu'il y aura seulement dans cette ville des courtiers dont le nombre sera de huit, au plus. (III, Bull. ci, n° 837.)

N° 234. = 19 fructidor an 9 (6 septembre 1801). = **ARRÊTÉ** relatif au régime et à l'administration des collèges des Irlandais et des Écossais, établis à Paris (3). (III, Bull. ci, n° 846.)

Art. 1^{er}. Conformément aux lois des 28 octobre—7 novembre 1790, 8 et 10 mars 1793, les collèges des Irlandais et des Écossais, établis à Paris, jouiront de tous les biens et revenus non aliénés composant leur dotation; à l'effet de quoi, les dispositions provisoires de l'arrêté des consuls, du 4 prairial an 8, cesseront d'avoir leur exécution.

2. Ces biens seront régis et administrés par les supérieurs respectifs de ces deux établissements; ils seront employés à l'éducation des jeunes gens irlandais et écossais, suivant la destination des fondations.

3. La surveillance de l'administration desdits biens est remise à un bureau gratuit composé du préfet du département de la Seine, du président et du commissaire du gouvernement près le tribunal d'appel, et de deux citoyens désignés par le premier consul. Ce bureau s'assemblera au moins une fois par mois, et recevra chaque année, au 1^{er} vendémiaire, le compte de la gestion des administrateurs. — Ceux qui en ont été chargés jusqu'ici rendront compte de leur administration dans le plus bref délai.

4. Les comptes et l'arrêté seront faits triples, dont une restera entre les mains des comptables, le second aux archives du département, et le troisième sera remis au ministre de l'intérieur, qui seul pourra les arrêter définitivement.

5. L'article 2 de la loi du 2—6 avril 1791, concernant le dépôt aux archives

(1) Voyez, sur les douanes, le décret du 6—22 août 1791, et les notes qui résument la législation.

(2) Concernant le nouveau système des poids et mesures.

(3) Voyez l'ordonnance du 17—29 décembre 1818, qui détermine l'administration des établissements fondés en France pour l'instruction des jeunes catholiques d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande; et celle du 3 mars—1^{er} avril 1824, sur le même objet.

du département, des titres de tous les biens de l'établissement irlandais à Paris, sera exécuté, si fait n'a été, et est rendu commun à l'établissement écossais.

6. Si, à l'apurement du compte des administrateurs, il y a des fonds disponibles, ils seront regardés comme capitaux. Les administrateurs proposeront au bureau l'emploi qui leur paraîtra le plus convenable; et sur l'avis du bureau, le ministre proposera aux consuls d'autoriser cet emploi, dans la forme prescrite pour l'administration des propriétés des communes et des établissemens de bienfaisance.

7. Il sera fait, par le bureau établi par l'article 3, un règlement pour l'administration et le régime de ces établissemens, le nombre et le traitement des administrateurs, professeurs et autres individus attachés à chaque établissement, et l'admission des élèves. — Cet arrêté sera présenté au ministre de l'intérieur, sur le rapport duquel le gouvernement en autorisera l'exécution, s'il y a lieu, dans la forme prescrite pour les réglemens d'administration publique. — Lorsque les étudiants auront fini leur cours d'études, ils ne pourront séjourner hors du collège et en France, sans l'autorisation expresse du gouvernement.

8. Les chefs, instituteurs et professeurs desdits établissemens seront nommés par le ministre de l'intérieur, sur la présentation du bureau. — Ils pourront être suspendus de leurs fonctions par le bureau et destitués définitivement par le ministre de l'intérieur.

9. Ils feront, entre les mains du préfet du département, la promesse de se conformer, en ce qui les concerne, aux lois et réglemens de la république.

N° 235. = 19 fructidor an 9 (6 septembre 1801). = ARRÊTÉ portant établissement d'inspecteurs généraux du trésor public (1). (III, Bull. ci, n° 847.)

Art. 1^{er}. Les vérificateurs généraux établis dans les divisions militaires par l'arrêté du 22 ventose an 8, sont supprimés à compter du 1^{er} vendémiaire an 10.

2. Il y aura des inspecteurs généraux du trésor public, chargés de vérifier les caisses des receveurs généraux et particuliers, et celles des préposés des payeurs généraux dans les divisions militaires et les départemens. Leur nombre pourra être porté jusqu'à quinze. Ces inspecteurs devront s'assurer de la régularité de la gestion desdits comptables et de leur exactitude à se conformer aux instructions qui leur auront été transmises.

3. Lesdits inspecteurs généraux n'auront point d'arrondissement permanent : ils seront envoyés par le ministre des finances, ou le directeur-général du trésor public, auprès des receveurs et payeurs, et recevront successivement des ordres pour les vérifications qui seront jugées nécessaires.

4. Les pouvoirs particuliers qui seront donnés aux inspecteurs pour la vérification des receveurs de département et des payeurs divisionnaires, comprendront toujours la faculté de vérifier les préposés de ces comptables.

5. Les inspecteurs généraux du trésor public dresseront procès-verbal de leurs opérations, et en feront parvenir expédition au ministre des finances, au directeur général du trésor public, et au préfet de la résidence des comptables.

6. Les receveurs des contributions directes et payeurs seront tenus de

(1) Voyez, sur l'organisation du trésor public, le décret du 27 (10 et) — 30 mars 1791, et les notes qui résument la législation.

représenter auxdits inspecteurs, et sur leur réquisition, tous leurs registres, pièces de dépenses et valeurs qu'ils auraient en caisse : ils devront, en outre, leur fournir tous les renseignements propres à éclairer leur gestion, et à établir au vrai leur situation.

7. Lesdits inspecteurs généraux sont responsables de tous abus, malversations et négligences des comptables, qu'ils auraient reconnus, et dont ils n'auraient pas donné connaissance au ministre des finances et au directeur général du trésor public.

N° 236.—19 fructidor an 9 (6 septembre 1801). — *ARRÊTÉ relatif aux délibérations des conseils de préfecture* (1). (III, Bull. CI, n° 848.)

Art. 1^{er}. Les conseils de préfecture ne pourront prendre aucune délibération, si les membres ne sont au moins au nombre de trois. Le préfet, lorsqu'il assistera à la séance, comptera pour compléter les membres nécessaires pour délibérer (2).

2. En cas de partage, ou d'insuffisance du nombre des membres du conseil, ils seront remplacés de la manière suivante (3).

3. Les membres restant au conseil de préfecture, désigneront, à la pluralité des voix, un des membres du conseil général de département, qui siégera avec ceux du conseil de préfecture, soit qu'il faille compléter le nombre nécessaire pour délibérer ou vider un partage. Le choix ne pourra jamais tomber sur les membres des tribunaux qui font partie des conseils généraux de département.

4. En cas de partage sur le choix du suppléant, la voix du préfet, s'il assiste à la séance, ou du plus ancien d'âge des conseillers, si le préfet n'est pas à la séance du conseil, aura la prépondérance.

5. Si le préfet est absent du chef-lieu ou du département, celui qui le remplacera aura, dans tous les cas, voix prépondérante comme le préfet lui-même.

6. Le service des suppléants au conseil de préfecture sera gratuit, en cas de récusation, maladie ou partage : en cas d'absence, le suppléant aura droit, proportionnellement au temps de son service, à la moitié du traitement de celui qu'il remplacera.

N° 237.—23 fructidor an 9 (10 septembre 1801). — *ARRÊTÉ qui fixe le traitement des commissaires de police* (4). (III, Bull. CIV, n° 857.)

Art. 1^{er}. Le traitement des commissaires de police sera, à Paris, de quatre mille francs ; — A Bordeaux, Lyon et Marseille, de deux mille quatre cents francs.

(1) Voyez la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), art. 2 et 4, et les notes.

(2) Les arrêtés des conseils de préfecture n'ont caractère légal qu'autant qu'ils ont été rendus par trois membres au moins. Arr. du cons., 22 janvier 1808, Str., Jur. du cons., I, 144 ; 16 février et 6 septembre 1825, Mac., VII, 78 et 572. — Les arrêtés doivent, à peine de nullité, être signés par trois membres. Arr. du cons., 22 février 1821, Str., Jur. du cons., V, 555.

En cas d'annulation d'un arrêté du conseil de préfecture pour défaut du nombre de juges, le conseil d'état renvoie les parties devant le même conseil. Arrêt précité du 22 janvier 1808.

(3) Un conseil de préfecture est composé légalement, lorsqu'il a pourvu au remplacement de ceux de ses membres qui se sont récusés pour cause de parenté avec l'une des parties. Arr. du cons., 26 juillet 1826, Mac., VIII, 429.

(4) Voyez le décret du 21—29 septembre 1791, portant établissement des commissaires de police, et les notes : voyez aussi l'arrêté du 17 germinal an 11 (7 avril 1803), concernant les dépenses communales, art. 4, et état n° 2, portant fixation nouvelle du traitement des commissaires de police ; et l'ordonnance du 31 août—17 septembre 1830, qui détermine le traitement des commissaires de police de Paris.

2. Dans les villes de quarante mille âmes et au dessus, ce traitement sera de dix-huit cents francs ; — De quinze cents francs dans les villes de vingt-cinq mille âmes jusqu'à quarante mille ; — De douze cents francs dans celles de quinze mille âmes jusqu'à vingt-cinq mille ; — De mille francs dans celles de dix mille âmes jusqu'à quinze mille.

3. Les commissaires de police, dans les villes nommées dans l'article 1^{er}, ou auxquelles s'appliquera l'article 2, seront payés de leurs traitemens à dater du jour de leur installation.

4. Dans les villes qui ont moins de dix mille âmes de population, le traitement ne sera fixé définitivement par un règlement d'administration, que sur l'avis du préfet, et après que le conseil municipal de chaque commune aura émis son vœu. — Les ministres de la police et de l'intérieur donneront, en conséquence, des ordres pour que les délibérations déjà prises à cet égard par les conseils municipaux, soient transmises sans délai, et que ceux qui n'ont pas encore été consultés le soient le plus tôt possible. — En attendant le règlement définitif, les commissaires de police désignés au présent article seront payés sur le même pied qu'ils l'ont été jusqu'à ce jour.

5. Les conseils municipaux des villes au dessus de dix mille âmes pourront, nonobstant les dispositions du présent arrêté, faire au gouvernement, sur la fixation du traitement de leurs commissaires de police, telles observations qu'ils jugeront convenables ; et s'ils émettent une opinion à cet égard, il en sera rendu compte au gouvernement par les ministres de l'intérieur et de la police.

N° 238. = 25 fructidor an 9 (12 septembre 1801). = ARRÊTÉ portant fixation des justices de paix du département de la Seine. (III, Bull. CII, n° 852.)

N° 239. = 25 fructidor an 9 (12 septembre 1801). = ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de Seine-et-Marne (1). (III, Bull. CII, n° 853.)

N° 240. = 25 fructidor an 9 (12 septembre 1801). = ARRÊTÉ portant fixation des rations de vivres pour les troupes (2). (III, Bull. CIV, n° 858.)

N° 241. = 25 fructidor an 9 (12 septembre 1801). = ARRÊTÉ relatif à la nomination des gardes champêtres (3). (III, Bull. CIV, n° 859.)

Art. 1^{er}. Les gardes champêtres des communes seront, à l'avenir, choisis parmi les vétérans nationaux et autres anciens militaires.

2. Le ministre de la guerre enverra à chaque préfet l'état nominatif des vétérans et anciens militaires résidant dans le département, et en état de remplir les fonctions de gardes champêtres. Les préfets feront passer aux sous-préfets la liste des vétérans et anciens militaires de leur arrondissement.

(1) Il a été pris un arrêté rectificatif, le 11 messidor an 10 (30 juin 1802).

(2) Voyez le règlement du 25 germinal an 13 (15 avril 1805), sect. VIII et IX, sur les vivres en station et par étapes ; et surtout le décret du 30 juin 1810, portant tarif des rations de vivres à distribuer sur le pied de paix, de guerre et de rassemblement. Ce dernier règlement rend le présent arrêté sans utilité.

(3) Voyez, dans les notes qui accompagnent la sect. VII du tit. 1^{er} du décret du 28 septembre — 6 octobre 1791, sur la police rurale, le résumé de la législation concernant les gardes champêtres ; et spécialement l'ordonnance du 29 novembre — 10 décembre 1820, relative à leur nomination.

3. Lorsqu'il y aura lieu à nommer un garde champêtre, le maire le choisira parmi les individus de la commune ou des communes les plus voisines compris dans l'état des vétérans nationaux et anciens militaires de l'arrondissement, dont le sous-préfet lui aura donné connaissance, sur sa demande; il soumettra son choix à l'approbation du conseil municipal.

4. Lorsque le conseil municipal d'une commune aura approuvé le choix d'un vétéran ou ancien militaire pour garde champêtre, le maire de la commune en donnera avis au sous-préfet de l'arrondissement.

5. Le sous-préfet donnera une commission de garde champêtre au vétéran ou ancien militaire, lequel se rendra dans la commune qui l'aura nommé; il se présentera au maire, qui visera sa commission, et le fera reconnaître en qualité de garde champêtre.

6. Les vétérans ou anciens militaires gardes champêtres seront en tout traités comme l'étaient les gardes champêtres des communes; ils seront soumis aux mêmes obligations.

7. Les dispositions du présent arrêté ne sont point applicables aux communes dans lesquelles les salaires du garde champêtre n'équivaldraient pas à la somme de cent quatre-vingts francs par an.

N° 242. = 27 fructidor an 9 (14 septembre 1801). = ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de l'Aube (1). (III, Bull. CIV, n° 854.)

N° 243. = 27 fructidor an 9 (14 septembre 1801). = ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de l'Eure (2). (III, Bull. CIV, n° 855.)

N° 244. = 27 fructidor an 9 (14 septembre 1801). = ARRÊTÉ qui établit une bourse de commerce à Cette, et qui porte qu'il y aura dans cette ville des courtiers dont le nombre ne pourra excéder celui de dix. (III, Bull. CIV, n° 860.)

N° 245. = 27 fructidor an 9 (14 septembre 1801). = ARRÊTÉ qui décide que la connaissance des difficultés concernant le paiement des fermages d'un bien frappé du séquestre national appartient à l'administration (3). (III, Bull. CIV, n° 861.)

Les consuls de la république, vu l'arrêté du préfet du département du Nord, du 25 thermidor an 9, portant qu'en conformité de l'article 27 de la loi du 21 fructidor an 3, il déclare élever conflit entre les autorités administratives et judiciaires, pour raison du jugement rendu le 5 messidor an 8, par le tribunal civil du département du Nord, séant à Douai; lequel jugement, faisant droit sur l'opposition des héritiers *Philippe-Eloi Top*, révoque la contrainte décernée par le directeur des domaines à Douai, contre le nommé *Valbron*, sauf à la régie à suivre les droits de la république comme représentant *Marie Top* dans la succession de son père; — Considérant que la contrainte décernée par le préposé de la régie avait pour objet le paiement de fermages de biens appartenant à l'ascendant d'un prévenu d'émigration et frappés du séquestre national; que la connaissance de toutes les difficultés

(1) Il a été pris un arrêté rectificatif, le 25 ventose an 10 (16 mars 1802).

(2) Il a été rendu un arrêté rectificatif, le 15 floréal an 10 (5 mai 1802).

(3) Voyez, dans le § 3 des notes sur le décret du 9—12 février 1792, l'énonciation des lois rendues relativement aux biens des émigrés.

qui peuvent survenir au sujet de ce séquestre, est attribuée par les lois aux corps administratifs, et qu'ainsi le tribunal civil de Douai ne pouvait pas s'arroger la connaissance de l'opposition à une contrainte qui n'était que l'effet et la conséquence du même séquestre ; — Qu'il est très faux que la constitution de l'an 8 ait, comme le tribunal l'a avancé, aboli les lois relatives aux biens des ascendans d'émigrés, et que ces lois subsistent encore dans toute leur force ; — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent : — Le jugement du 5 messidor an 8 est considéré comme non avenue ; sauf à *Pierre-Augustin Falbron*, et aux héritiers *Top*, à se pourvoir, s'ils s'y croient fondés, devant l'autorité administrative, contre la contrainte du 17 prairial an 8.

N° 246. = 27 fructidor an 9 (14 septembre 1801). = ARRÊTÉ relatif au paiement de la demi-solde des semestriers (1). (III, Bull. civ, n° 862.)

Art. 1^{er}. Conformément aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté du 21 messidor sur les semestres, les sous-officiers, soldats et cavaliers semestriers seront payés, à leur retour au corps, de la demi-solde pour le temps de leur absence, et rappelés en conséquence dans la première revue qui suivra leur rentrée au corps.

2. La moitié de la solde sera calculée sans y comprendre ce qui est affecté au linge et chaussure et à la poche, dont le paiement devra être fait en totalité auxdits semestriers. Les tambours toucheront indépendamment le montant de leur haute-paie.

3. Chaque sous-officier et soldat dans l'infanterie sera en outre rappelé dans la même revue, et pour le temps du semestre, de sept centimes et demi par jour ; et chaque sous-officier et cavalier dans les troupes à cheval, de dix centimes aussi par jour.

4. Les sept centimes et demi accordés par jour, par l'article ci-dessus, aux sous-officiers et soldats dans l'infanterie, et les dix centimes dans les troupes à cheval, seront destinés à payer leur service dans l'infanterie, et le pansement de leurs chevaux dans les troupes à cheval, pour tout le temps de leur absence.

5. Dans la première décade qui suivra le retour des semestriers, les conseils d'administration arrêteront, sur états nominatifs, les sommes revenant à chaque homme qui aura fait le service du semestrier ; et ils veilleront à ce que le décompte lui en soit exactement fait, après en avoir toutefois prélevé ce qui sera nécessaire pour compléter sa masse de linge et chaussure.

N° 247. = 29 fructidor an 9 (16 septembre 1801). = ARRÊTÉ portant création d'un directeur général et de quatre administrateurs des douanes (2). (III, Bull. civ, n° 864.)

Art. 1^{er}. Il y aura un directeur général des douanes et quatre administrateurs.

2. Les frontières et les côtes de la république seront divisées par le directeur général entre les quatre administrateurs.

3. Les administrateurs se réuniront en conseil d'administration ; ce conseil sera présidé par le directeur général.

(1) Voyez l'arrêté du 21 messidor an 9 (10 juillet 1801), sur la délivrance des congés de semestre, et les notes.

(2) Voyez le décret du 23 avril — 1^{er} mai 1791, portant organisation de l'administration des douanes, et les notes qui résument toute la législation sur cet objet.

4. Toutes les affaires contentieuses seront rapportées dans ce conseil ; elles seront décidées à la majorité des voix. Les quatre administrateurs seuls délibéreront : en cas de partage des opinions, l'avis du directeur général les départagera. Dans les affaires contentieuses, il pourra, lorsqu'il le jugera nécessaire, suspendre l'effet d'une délibération, afin d'en référer au ministre des finances.

5. Le directeur général dirigera toutes les opérations ; il travaillera seul avec le ministre des finances ; il sera particulièrement chargé de faire former les états de produits, et de remettre les résultats au ministre.

6. Les nominations aux places de directeurs, inspecteurs, contrôleurs, receveurs, seront présentées au ministre par le directeur général, et proposées par le ministre au premier consul.

7. Chacun des administrateurs fera une tournée par an : l'un des trois administrateurs restans sera chargé de diriger la division de l'administrateur en tournée.

8. Le traitement du directeur général sera de vingt mille francs ; celui des quatre administrateurs demeure fixé à douze mille francs.

N° 248. = 29 fructidor an 9 (16 septembre 1801). = *ARRÊTÉ portant prorogation du sursis accordé aux acquéreurs de maisons et usines.* (III, Bull. civ, n° 865.)

Le sursis accordé par l'arrêté du 27 prairial dernier aux acquéreurs de maisons et usines payables en bons deux-tiers, qui n'ont pas soldé leurs acquisitions, est prorogé, pour dernier délai, jusqu'au 1^{er} nivose prochain, aux mêmes charges et conditions que celles prescrites par ledit arrêté.

N° 249. = 29 fructidor an 9 (16 septembre 1801). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département d'Eure-et-Loir* (1). (III, Bull. cv, n° 868.)

N° 250. = 29 fructidor an 9 (16 septembre 1801). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Marne.* (III, Bull. cv, n° 869.)

N° 251. = 29 fructidor an 9 (16 septembre 1801). = *ARRÊTÉ qui ordonne la fabrication de nouveaux timbres pour les journaux dans le département de la Seine.* (III, Bull. cxxxvi, n° 1023.)

Art. 1^{er}. Il sera gravé, pour le département de la Seine, de nouveaux timbres à trois et cinq centimes pour le timbrage des papiers destinés aux journaux, papiers-nouvelles, avis et affiches.

2. Dans les dix jours qui suivront la publication du présent arrêté, les journalistes, imprimeurs, et tous les citoyens qui auraient des papiers frappés des timbres actuels de trois et cinq centimes, seront tenus de les présenter au bureau du timbre, pour, d'après la vérification qui en sera faite, être frappés de nouvelles empreintes sans paiement de droits.

3. Après ce délai, ces papiers ne seront plus admis au nouveau timbre ; et ceux qui s'en serviraient pour l'impression des journaux, papiers-nouvelles, avis et affiches, seront soumis aux peines prononcées par l'article 60 de la loi du 9 vendémiaire an 6.

4. Les journalistes et imprimeurs qui seront dans le cas de faire timbrer

(1) Il a été rendu, le 25 ventose an 10 (16 mars 1802), un arrêté rectificatif du présent.

des papiers pour journaux, papiers-nouvelles, avis et affiches, auront un registre portatif, qu'ils représenteront au receveur toutes les fois qu'ils requerront le timbrage desdits papiers. — Le receveur du timbre inscrira sur ce registre la quantité de chacune des espèces des papiers timbrés, et la somme des droits qu'il aura reçue et portée en recette pour timbre.

N^o 252. = 3^e jour complémentaire an 9 (20 septembre 1801). = **ARRÊTÉ** contenant organisation de l'administration de l'enregistrement et des domaines (1). (III, Bull. CIV, n^o 866.)

Art. 1^{er}. Il y aura un directeur général de l'administration de l'enregistrement et des domaines, et huit administrateurs, dont deux spécialement destinés à faire des tournées extraordinaires, d'après les ordres particuliers du ministre des finances.

2. Le directeur général dirigera et surveillera toutes les opérations; — Il travaillera seul avec le ministre; — Il donnera les instructions générales; — Il fera former les états des produits, et en remettra les résultats au ministre; — Il fera former les états des versements dans les caisses du trésor public; il en remettra également les résultats au ministre.

3. Pour l'exécution du dernier paragraphe de l'article précédent, il y aura, près du directeur général, un contrôleur général des recettes, qui sera nommé par le ministre des finances, sur la présentation du directeur général du trésor public. — Il sera spécialement chargé de réunir tous les états des versements faits par les receveurs de l'enregistrement dans les caisses des départemens, et de s'assurer que les versements sont parvenus au trésor public. — Il remettra, tous les mois, au directeur général du trésor public, l'état de comparaison, par département, des recettes faites, avec les versements effectués au trésor public.

4. Le directeur général de l'enregistrement fera la division du travail, par matières, entre les six administrateurs; chacun d'eux sera, en conséquence, chargé de la suite d'une ou de plusieurs branches de perception dans toute l'étendue de la république. Le tableau de cette répartition sera soumis à l'approbation du ministre des finances: cette répartition ne pourra être changée qu'avec l'approbation du ministre.

5. Les administrateurs se réuniront en conseil d'administration; ce conseil sera présidé par le directeur général.

6. Les affaires contentieuses seront rapportées dans ce conseil; elles seront décidées à la majorité des voix. Les administrateurs seuls délibéreront: en cas de partage d'opinions, le directeur général les départagera. Il pourra, lorsqu'il le jugera nécessaire, suspendre l'effet d'une délibération, afin d'en référer au ministre.

7. Les nominations aux places de directeurs et d'inspecteurs seront présentées au ministre par le directeur général, et proposées par le ministre au premier consul. — Les nominations aux autres places seront faites par le directeur général, en conseil d'administration.

8. Le directeur général présentera incessamment au ministre des finances une organisation des bureaux de Paris, adaptée aux dispositions du présent arrêté, avec la fixation du traitement des employés: le tableau de cette organisation sera soumis à l'approbation des consuls.

9. Le traitement du directeur général sera de vingt-cinq mille francs; il

(1) Voyez, sur cet objet, le décret du 9 (8 et) — 15 mai 1791, et les notes qui résument la législation.

ne participera point aux remises. — Le traitement des administrateurs se composera du traitement fixe actuel, et des remises, qui ne pourront porter le traitement de chaque administrateur au-delà de dix-huit mille francs.

N° 253. — 4^e jour complémentaire an 9 (21 septembre 1801). — **ARRÊTÉ** qui détermine l'uniforme des administrateurs et préposés de la régie de l'enregistrement et du domaine national. (III, Bull. civ, n° 867.)

Art. 1^{er}. L'uniforme des administrateurs et préposés de la régie de l'enregistrement et du domaine national sera ainsi qu'il suit : — L'habit à collet et revers de drap vert foncé, doublé de même, gilet blanc, culotte ou pantalon vert foncé, chapeau français, et une arme.

2. L'habit sera brodé en argent, d'un dessin en feuilles et épis, avec une baguette unie sur le bord, suivant le modèle joint au présent arrêté.

3. La broderie sera suivant le grade, savoir : — Pour les administrateurs, aux collet, paremens, pattes et tour extérieur des poches, avec la baguette seulement autour de l'habit ; — Pour les directeurs de département, aux collet, paremens et à la patte des poches, sans baguette autour de l'habit ; — Pour les inspecteurs, aux collet et paremens ; — Pour les vérificateurs, au collet. — Le gilet des administrateurs sera brodé ; celui des directeurs sera entouré seulement d'une baguette ; celui des inspecteurs et vérificateurs sera uni.

4. L'habit des receveurs aura la baguette autour du collet et des paremens, avec des boutonnères conformes à la baguette à chaque côté du collet et des paremens.

5. Le bouton sera pour tous de métal blanc, ayant au pourtour des épis, et portant au milieu le mot *Domaines* et le chiffre *R. F.* — Le chapeau avec ganse d'argent, et petit bouton de même modèle que celui de l'habit. — L'arme, un sabre français ; un ceinturon blanc avec plaque au milieu.

N° 254. — 3 vendémiaire an 10 (25 septembre 1801). — **ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département de l'Aisne (1). (III, Bull. civ, n° 870.)

N° 255. — 3 vendémiaire an 10 (25 septembre 1801). — **ARRÊTÉ** relatif au mode de liquidation des rentes de cent cinquante francs et au dessous dues aux hospices civils par des établissemens supprimés, et dont les titres sont adirés (2). (III, Bull. civ, n° 872.)

Art. 1^{er}. Les rentes d'une somme annuelle et intégrale de cent cinquante francs et au dessous, appartenant aux hospices civils sur des établissemens supprimés, et dont les titres se trouvent perdus ou adirés, seront admises à la liquidation sur des extraits, en bonne forme, des registres ou comptes des anciens établissemens débiteurs, constatant l'existence et la possession de ces rentes par les hospices, antérieurement à la suppression desdits établissemens, avec déclaration de l'absence des titres, et les certificats et *visa* d'usage.

2. A défaut desdits registres ou comptes, il y sera suppléé par des extraits, aussi en bonne forme, des propres registres et comptes des hospices, pris pour les dix dernières années antérieures à la suppression des établissemens

(1) Cet arrêté a été rectifié par deux autres, des 25 pluviôse an 10 (14 février 1802) et 11 messidor suivant (30 juin 1802).

(2) Voyez la loi du 4 ventôse an 9 (23 février 1801), et les notes.

débiteurs, ou depuis la création des rentes pour celles qui auraient été consenties pendant lesdites années.

N° 256. = 3 vendémiaire an 10 (25 septembre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Seine-Inférieure** (1). (III, Bull. CVIII, n° 882.)

N° 257. = 5 vendémiaire an 10 (27 septembre 1801). = **ARRÊTÉ portant création d'un ministre du trésor public** (2). (III, Bull. CVII, n° 874.)

Art. 1^{er}. La place de conseiller d'état directeur du trésor public est supprimée.

2. Il est créé, sous le nom de ministre du trésor public, un huitième ministre chargé directement, et sous sa propre responsabilité, de toutes les fonctions que le directeur général remplissait sous la surveillance et la responsabilité du ministre des finances.

3. Les administrateurs, les payeurs généraux, les contrôleurs et autres qui étaient nommés sur la proposition du directeur général et sur la présentation du ministre des finances, seront nommés sur la présentation du ministre du trésor public. — Seront pareillement nommés sur sa présentation les inspecteurs généraux créés par l'arrêté du 19 fructidor an 9.

4. Les inspecteurs généraux vérifieront les caisses des receveurs comme celles des payeurs. — Quant aux caisses des receveurs, le double des procès-verbaux de vérification dressés par les inspecteurs généraux sera adressé par le ministre du trésor public au ministre des finances, pour être par lui proposé au gouvernement les mesures que les circonstances exigeront.

5. Les bureaux établis auprès du ministre des finances pour la correspondance relative à la situation du trésor public, à la distribution des fonds, à la liquidation des rentes perpétuelles et viagères, à la mobilisation et au mode de remboursement et de réinscription desdites rentes, à la liquidation des anciennes pensions, et de celles sur la liste civile, à la liquidation des traitemens et salaires arriérés, des pensions ecclésiastiques et des employés des bureaux, au mode de paiement et à l'acquit des rentes et pensions, sont supprimés.

6. Il ne sera fait aucune augmentation aux bureaux du trésor public, soit à raison de la création du huitième ministère, soit à raison des parties distraites du ministère des finances.

7. Le ministre des finances sera présent lorsque le ministre du trésor public travaillera avec les consuls.

8. Il n'est rien changé aux autres attributions du ministère des finances.

N° 258. = 5 vendémiaire an 10 (27 septembre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de Loir-et-Cher** (3). (III, Bull. CVIII, n° 883.)

N° 259. = 5 vendémiaire an 10 (27 septembre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département d'Indre-et-Loire**. (III, Bull. CIX, n° 884.)

(1) Cet arrêté a été rectifié par trois autres des 3 ventose an 10 (22 février 1802), 25 du même mois (16 mars 1802), et 11 messidor suivant (30 juin 1802).

(2) Ce ministère n'existe plus; sous la restauration, il a été réuni à celui des finances, dont il était un démembrement.

(3) Cet arrêté a été modifié par un autre, en date du 3 brumaire an 11 (25 octobre 1802).

N° 260. — 9 vendémiaire an 10 (1^{er} octobre 1801). — **ARRÊTÉ** portant fixation, d'après les nouvelles mesures, des rations des chevaux employés aux différens services des armées françaises (1). (III, Bull. CVII, n° 877.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} nivose an 10, époque à laquelle les nouveaux poids et mesures seront établis dans les magasins militaires, la ration des chevaux de carabiniers, de la cavalerie, des canonniers à cheval, des dragons, de la gendarmerie détachée aux armées, des guides, des officiers généraux et d'états-majors, des chefs de brigade et de bataillon, des adjudans-majors et quartiers-maitres des demi-brigades, des officiers d'artillerie et du génie, des commissaires des guerres et officiers de santé, sera de sept kilogrammes de foin, cinq kilogrammes de paille, huit litres cinquante centilitres d'avoine; — Pour les mêmes, en garnison dans l'intérieur, de cinq kilogrammes de foin, cinq kilogrammes de paille, et six litres cinquante centilitres d'avoine; — Pour les mêmes, en marche dans l'intérieur, de neuf kilogrammes de foin, et huit litres cinquante centilitres d'avoine. — La ration des chevaux de hussards et chasseurs sera de cinq kilogrammes de foin, cinq kilogrammes de paille, et six litres cinquante centilitres d'avoine aux armées; — Pour les mêmes, en garnison dans l'intérieur, de cinq kilogrammes de foin, cinq kilogrammes de paille, et quatre litres cinquante centilitres d'avoine; — Pour les mêmes, en marche dans l'intérieur, de sept kilogrammes et demi de foin, et de six litres cinquante centilitres d'avoine; — La ration des chevaux d'équipage ou train d'artillerie, des équipages à la suite des corps et des officiers généraux, de ceux des équipages des vivres et d'ambulance, de ceux employés au service de la poste et du trésor des armées, des ateliers de construction et autres travaux, sera de neuf kilogrammes de foin, et neuf litres cinquante centilitres d'avoine, aux armées et en marche dans l'intérieur; — Pour les mêmes, stationnés dans l'intérieur, de huit kilogrammes de foin, et de huit litres cinquante centilitres d'avoine. — La ration de vert à l'écurie ou à la soulée dans la prairie, sera de quarante kilogrammes d'herbes fraîches.

2. Les parties prenantes, non désignées en l'article ci-dessus, recevront les rations de fourrages dans les quantités et proportions fixées par ce tarif.

3. La distribution de l'avoine se fera avec des mesures carrées, dont les trois dimensions demeurent fixées, comme ci-après, savoir : — La mesure d'avoine, de quatre litres cinquante centilitres, aura cent soixante-cinq millimètres et un dixième de millimètre. — Celle de six litres cinquante centilitres aura cent quatre-vingt-six millimètres six dixièmes de millimètre. — Celle de huit litres cinquante centilitres aura deux cent quatre millimètres un dixième de millimètre. — La mesure double de huit litres cinquante centilitres, ou de dix-sept litres, aura deux cent cinquante sept millimètres un dixième de millimètre. — Celle de neuf litres cinquante centilitres aura deux cent onze millimètres huit dixièmes de millimètre.

4. Chacune desdites mesures portera l'indication précise de sa contenance en litres et centilitres; elle sera en outre marquée du poinçon de la république par les employés à ce destinés; elles seront aussi marquées du cachet du commissaire des guerres chargé de la surveillance des magasins.

5. Il sera remis aux commissaires des guerres les instrumens nécessaires pour la vérification desdites mesures.

(1) Voyez l'arrêté du 3 nivose an 10 (24 décembre 1801), qui fixe au 1^{er} germinal suivant la mise en activité de cette mesure.

N° 261.—9 vendémiaire an 10 (1^{er} octobre 1801).—**ARRÊTÉ** portant établissement au Boulon et à Port-Vendres de bureaux de sortie des ouvrages d'or et d'argent fabriqués en France. (III, Bull. CVII, n° 879.)

N° 262.—9 vendémiaire an 10 (1^{er} octobre 1801).—**ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département du Loiret (1). (III, Bull. CIX, n° 885.)

N° 263.—9 vendémiaire an 10 (1^{er} octobre 1801).—**ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département de l'Ain (2). (III, Bull. CIX, n° 886.)

N° 264.—14 vendémiaire an 10 (6 octobre 1801).—**ARRÊTÉ** relatif aux attributions du conseiller d'état qui sera chargé des affaires concernant les cultes (3). (III, Bull. CVII, n° 881.)

Art. 1^{er}. Il y aura auprès du gouvernement un conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

2. Ce conseiller d'état travaillera directement avec les consuls.

3. Ses attributions seront,—1° De présenter les projets de lois, réglemens, arrêtés et décisions touchant la matière des cultes;—2° De proposer à la nomination du premier consul les sujets propres à remplir les places de ministres des différens cultes;—3° D'examiner, avant leur publication en France, tous les rescrits, bulles et brefs de la cour de Rome;—4° D'entretenir toute correspondance intérieure relative à ces objets.

N° 265.—15 vendémiaire an 10 (7 octobre 1801).—**ARRÊTÉ** relatif au jugement des contumax des armées supprimées ou qui ne faisaient partie d'aucun corps. (III, Bull. CX, n° 888.)

Les contumax des armées supprimées qui appartaient à un corps militaire, seront jugés par les conseils de guerre des divisions militaires où se trouvent les corps auxquels ils appartiennent.—Ceux qui ne faisaient partie d'aucun corps seront jugés par les conseils de guerre des divisions où ils ont été ou seront arrêtés.

N° 266.—15 vendémiaire an 10 (7 octobre 1801).—**ARRÊTÉ** contenant réduction des justices de paix du département du Nord (4). (III, Bull. CXI, n° 898.)

N° 267.—15 vendémiaire an 10 (7 octobre 1801).—**ARRÊTÉ** contenant réduction des justices de paix du département de l'Yonne (5). (III, Bull. CXI, n° 899.)

N° 268.—17 vendémiaire an 10 (9 octobre 1801).—**ARRÊTÉ** relatif aux for-

(1) Un arrêté rectificatif du présent a été rendu le 25 ventose an 10 (16 mars 1802).

(2) Cet arrêté a été rectifié par un autre du 3 ventose an 10 (22 février 1802).

(3) L'administration des cultes est devenue un ministère créé par le décret du 21 messidor an 12. — Voyez, sur les différentes organisations de ce ministère, qui existe encore, la note qui accompagne le décret du 27 avril—25 mai 1791.

(4) Cet arrêté a été rectifié par un autre du 9 pluviôse an 10 (26 janvier 1802).

(5) Deux arrêtés des 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802), et 25 ventose suivant (16 mars 1802), ont rectifié le présent.

malités nécessaires pour intenter action contre des communes (1). (III, Bull. CX, n° 896.)

Les consuls de la république, vu l'édit du mois d'août 1683, qui défend aux créanciers des communes d'intenter contre elles en la personne des maires, échevins, syndics, etc., aucune action, même pour emprunt légitime, qu'après qu'ils en auront obtenu la permission par écrit des intendans et commissaires départis, à peine de nullité de toutes les procédures qui pourraient être faites au préjudice, et des jugemens rendus en conséquence; — Sur le rapport du ministre de l'intérieur, le conseil d'état entendu, arrêtent : — Les créanciers des communes ne pourront intenter contre elles aucune action, qu'après qu'ils en auront obtenu la permission par écrit du conseil de préfecture, sous les peines portées par l'édit du mois d'août 1683 (2).

(1) Voyez la loi du 29 vendémiaire an 5 (20 octobre 1796), concernant le mode d'exercer les actions des communes, et les notes qui résument la législation et la jurisprudence sur ce sujet.

(2) L'autorisation de plaider contre les communes était nécessaire avant l'arrêté du 17 vendémiaire an 10, aux termes de l'édit du mois d'août 1683. Cass., 16 messidor an 10, Str., VII, 2, 835.

Lorsqu'il s'agit de former contre une commune, soit au possessoire, soit au pétitoire, une action à raison d'un droit de propriété, il n'y a pas lieu de demander l'autorisation. Arr. du cons. du 3 juillet 1808; voyez à sa date. — Cet avis a été appliqué par un grand nombre d'arrêtés du conseil qui se sont accordés à juger que toutes les fois qu'il s'agit d'intenter contre une commune une action *réelle*, l'autorisation n'est pas nécessaire. Voyez notamment ceux des 4 juin 1806, Str., Jur. du cons., III, 302; 18 novembre 1818, *id.*, V, 143; 23 janvier 1820, *id.*, V, 296; et 12 mars 1820, *id.*, V, 375.

L'autorisation n'est pas nécessaire, dans le cas où il s'agit de réclamer d'une commune l'exécution d'un bail. Arr. du cons., 21 mars 1809, Str., Jur. du cons., I, 265. — Ni lorsqu'il s'agit d'une action formée par un particulier contre une commune civilement responsable des dommages à lui causés, aux termes de la loi du 10 vendémiaire an 4. Cass., 19 novembre 1821, Str., XXII, 1, 50; Bull. civ., XXIII, 300; et 28 janvier 1826, Str., XXVI, 1, 292; Bull. civ., XXVIII, 39. — Ni lorsqu'il s'agit d'intenter une action civile et correctionnelle, contre des communes usagères, pour abus de leurs droits d'usage. Arr. du cons., 22 février 1821, Str., XXI, 1, 368. — Ni lorsqu'il s'agit de réclamer contre l'officier municipal d'une commune une dette qu'en son propre et privé nom il a contractée dans l'intérêt de cette commune. Arr. du cons., 19 août 1808, Str., Jur. du cons., I, 194. — Ni pour intenter une action à raison d'un droit de copropriété, contre un agent du maire de la commune. Arr. du cons., 6 novembre 1817, Str., Jur. du cons., IV, 186. — Par suite du principe qui veut que l'autorisation devienne inutile, quand il s'agit d'actionner les communes à raison de droits de propriété, les conseils de préfecture sont incompétens pour prononcer sur de telles demandes d'autorisation. Arr. du cons., 23 février 1820, Str., Jur. du cons., V, 332. — Jugé encore que, lorsqu'un particulier demande à un conseil de préfecture l'autorisation de traduire une commune devant les tribunaux, comme civilement responsable des délits commis sur son territoire, le conseil de préfecture méconnaît ses attributions s'il en réfère à l'autorité souveraine; il doit examiner, dans l'intérêt de la commune, s'il y a lieu à l'autoriser à se défendre. Arr. du cons., 14 juillet 1819, Str., Jur. du cons., V, 170.

Jamais le conseil de préfecture ne doit refuser aux créanciers des communes, pour plaider contre elles, l'autorisation que la loi leur impose l'obligation de solliciter. Arr. du cons., 10 août 1825, Mac., VII, 425. — Jugé encore que l'administration peut refuser à un particulier l'autorisation de plaider contre une commune, en ce sens qu'elle ordonne à la commune de passer condamnation, mais non en ce sens qu'elle entrave l'action du particulier. Arr. du cons., 20 janvier 1819, Str., XX, 2, 174. — Un particulier n'est pas recevable à demander l'annulation d'un arrêté administratif qui refuserait à une commune l'autorisation de défendre à une action qu'il aurait intentée contre elle, lorsque cette action n'intéresse pas la généralité des habitans, mais seulement quelques uns d'entre eux; il lui suffit d'assigner sans autorisation les habitans intéressés. Arr. du cons., 18 mars 1813, Str., Jur. du cons., II, 285.

Dans l'exercice des droits des créanciers des communes, il faut distinguer la faculté qu'ils ont d'obtenir contre elles une condamnation en justice, et les actes qui ont pour but de mettre à exécution les condamnations ou autres titres : au deuxième cas, l'exécution appartient à l'autorité administrative; mais, au premier cas, la condamnation appartient à l'autorité judiciaire : les

N° 269.—17 vendémiaire an 10 (9 octobre 1801). — *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Dordogne* (1). (III, Bull. CXIII, n° 918.)

N° 270.—17 vendémiaire an 10 (9 octobre 1801). — *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Côte-d'Or* (2). (III, Bull. CXIII, n° 919.)

N° 271.—18 vendémiaire an 10 (10 octobre 1801). — *ARRÊTÉ qui prohibe les armemens en course* (3). (III, Bull. CXVI, n° 924.)

Art. 1^{er}. En conséquence du rétablissement de la paix entre la république française et la Grande-Bretagne, et leurs alliés respectifs, les armemens en course sont prohibés.

2. Conformément à l'article 11 des préliminaires conclus entre les deux puissances, seront déclarées nulles, et, comme telles, seront restituées, les prises faites sur la Grande-Bretagne ou ses alliés, ou leurs sujets et vaisseaux respectifs, dans les lieux et après les délais suivans, savoir : — Dans le canal de la Manche et les mers du Nord, après le 30 vendémiaire (22 octobre 1801); — Depuis le canal de la Manche jusqu'aux îles Canaries inclusivement, soit dans la Méditerranée, soit sur l'Océan, après le 19 brumaire (10 novembre); — Dans les parages compris entre lesdites îles Canaries et l'équateur, après le 19 frimaire (10 décembre); — Et enfin dans toutes les autres parties du monde, sans aucune exception, ni autre désignation de lieux, après le 19 ventose de la présente année (10 mars 1802).

3. Seront pareillement déclarées nulles, et, comme telles, seront restituées, toutes prises qui auraient été ou pourraient être faites sur la Grande-Bre-

conseils de préfecture ont donc seulement le droit d'accorder l'autorisation. Arr. du cons., 8 janvier 1817, *SIR.*, Jur. du cons., III, 487. — Par suite, lorsqu'un particulier demande à un conseil de préfecture l'autorisation nécessaire pour actionner une commune, ce conseil ne peut pas refuser l'autorisation sous prétexte d'un mal fondé dans la demande; il n'est pas juge de cette question. Arr. précité du cons., 21 mars 1809, *SIR.*, Jur. du cons., I, 265. — Juge encore qu'un conseil de préfecture commet un abus de pouvoir si, à l'occasion d'une demande en autorisation de plaider qui lui est demeurée, il prononce sur le fond de la demande. Arr. du cons., 6 septembre 1820, *SIR.*, Jur. du cons., V, 463; et un grand nombre d'arrêts. — Jugé enfin que, dans le cas où un particulier demande à un conseil de préfecture l'autorisation d'actionner une commune, ce conseil ne peut statuer sur le fond de la contestation, alors même qu'il s'agit seulement d'une action possessoire. Arr. du cons., 15 mars 1815, *SIR.*, Jur. du cons., III, 97. — En conséquence de ces principes, la décision qui intervient sur la demande à fin d'autorisation d'actionner une commune, ne peut jamais être considérée comme ayant l'autorité de la chose jugée sur le fond de la contestation. Arr. du cons., 26 novembre 1808, *SIR.*, Jur. du cons., I, 219; et *Cass.*, 25 mai 1819, *SIR.*, XIX, 1, 419.

Lorsqu'une commune a été autorisée à plaider devant les tribunaux les moyens de nullité qu'elle oppose au titre de son créancier, et qu'elle n'a pas usé de cette autorisation de plaider, elle ne peut être admise à prolonger plus long-temps le non-paiement des sommes adjudgées à ce créancier; en conséquence, il y a lieu d'annuler la décision ministérielle qui, par le motif que le titre est contesté par la commune, refuse, sur la demande du créancier, de faire porter ces sommes au budget communal. Arr. du cons., 21 avril 1832, *MAC.*, II, 2^e série, 188.

Les créanciers des communes ne peuvent procéder contre elles par voie de saisie-arrest, encore qu'ils aient des titres exécutoires : ils ne peuvent que prendre la voie administrative pour obtenir leur paiement. Arr. du cons., 17 janvier 1814, *SIR.*, Jur. du cons., II, 485; 1^{er} mars 1815, *id.*, III, 96; et 19 octobre 1825, *MAC.*, VII, 582.

(1) Cet arrêté a été rectifié par un autre rendu le 25 pluviôse an 10 (14 février 1802).

(2) Il a été rendu, le 25 ventose an 10 (16 mars 1802), un arrêté rectificatif.

(3) Voyez l'arrêté du 2 prairial an 11 (22 mai 1803), qui autorise la course contre les vaisseaux anglais, et qui, par cela seul, abroge le présent.

Voyez aussi l'arrêté général du même jour 2 prairial an 11, sur la police de la course maritime, et les notes.

tagne, ses alliés, leurs sujets et vassaux respectifs, dans les lieux et délais ci-dessus mentionnés, par des bâtimens armés, sortis des ports de la république postérieurement à la signature des préliminaires de la paix, et lorsque la nouvelle en était parvenue dans lesdits ports.

N° 272.—19 vendémiaire an 10 (11 octobre 1801).—**ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Auch, et qui crée dans cette ville des courtiers dont le nombre ne pourra s'élever au dessus de six. (III, Bull. cx, n° 897.)

N° 273.—19 vendémiaire an 10 (11 octobre 1801).—**ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département des Hautes-Alpes (1). (III, Bull. cxiv, n° 920.)

N° 274.—19 vendémiaire an 10 (11 octobre 1801).—**ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département des Vosges (2). (III, Bull. cxiv, n° 921.)

N° 275.—19 vendémiaire an 10 (11 octobre 1801).—**ARRÊTÉ** sur le commerce de la boulangerie à Paris (3). (Recueil des réglemens de la boulangerie.)

Art. 1^{er}. A l'avenir, nul ne pourra exercer dans Paris la profession de boulanger, sans une permission spéciale du préfet de police.

2. Cette permission ne sera accordée que sous les conditions suivantes :—1° Chaque boulanger sera tenu de verser, à titre de garantie, au magasin de Sainte-Elisabeth, quinze sacs de farine de première qualité, et du poids de quinze myriagrammes quatre-vingt-dix hectogrammes (trois cent vingt-cinq livres) ; ces quinze sacs ne pourront être achetés à la halle (4) ;—2° Chaque boulanger se soumettra à avoir constamment dans son magasin un approvisionnement de farine de première qualité ;—Cet approvisionnement sera, savoir : —1° De soixante sacs au moins du poids ci-dessus énoncé, pour les boulangers faisant, par jour, dix fournées de pain et au dessus ;—2° De trente sacs au moins pour les boulangers faisant de quatre à six fournées ; —3° De quinze sacs au moins pour les boulangers qui font au dessous de quatre fournées (5).—Ces conditions devront être remplies dans le délai qui sera déterminé par le préfet de police.

3. La permission délivrée par le préfet de police constatera le versement de farine qui aura été fait à titre de garantie, et la soumission souscrite par le boulanger pour la quotité de son approvisionnement ; elle énoncera la division dans laquelle chaque boulanger devra exercer sa profession.

4. Le préfet de police s'assurera si les boulangers ont constamment en magasin la quantité de farine pour laquelle chacun d'eux aura fait sa soumission.

5. Le préfet de police réunira auprès de lui vingt-quatre boulangers pris parmi ceux qui exercent leur profession depuis long-temps : ces vingt-quatre

(1) Il a été rendu deux arrêtés rectificatifs, les 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802), et 3 brumaire an 11 (25 octobre 1802).

(2) Cet arrêté a été rectifié par un autre du 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802).

(3) Voyez, sur le même objet, l'ordonnance du 4—25 février 1815, qui contient des dispositions additionnelles au présent arrêté ; et celle du 21 octobre 1818, art. 3, qui en ordonne l'exécution.

(4) Voyez le décret du 27 février 1811, qui règle le privilège des facteurs de la halle aux farines de Paris, sur le dépôt de garantie ; et l'ordonnance précitée du 21 octobre 1818, art. 1^{er}, qui porte ce dépôt à cent vingt sacs.

(5) Cet approvisionnement a été augmenté par l'art. 2 de l'ordonnance du 21 octobre 1818.

boulangers procéderont, en présence du préfet de police, à la nomination de quatre syndics.

6. Les syndics seront chargés de la surveillance et de l'administration des farines déposées à titre de garantie.

7. Le gouvernement fera délivrer, à titre d'encouragement, à chaque boulanger muni d'une permission du préfet de police, une quittance des droits qu'il devra pour sa patente.

8. Aucun boulanger ne pourra quitter sa profession que six mois après la déclaration qu'il devra en faire au préfet de police.

9. Nul boulanger ne pourra restreindre le nombre de ses fournées sans l'autorisation du préfet de police.

10. en cas de contravention à l'article précédent et à l'article 2, quant à l'approvisionnement auquel le boulanger se trouve assujéti, il sera procédé contre le contrevenant par le préfet de police, qui, suivant les circonstances, pourra prononcer, par voie administrative, une interdiction momentanée ou absolue de sa profession.

11. Tout boulanger qui quittera sa profession, sans y être autorisé par le préfet de police, ou qui sera définitivement interdit, ne pourra réclamer les quinze sacs de farine par lui fournis à titre de garantie. Dans l'un et l'autre cas, les farines seront vendues, et le produit en sera versé à la trésorerie.

12. A la première réquisition de tout boulanger qui, avec l'autorisation du préfet de police, renoncera librement à l'exercice de sa profession, ou à la réquisition des héritiers ou ayans cause d'un boulanger décédé dans le plein exercice de sa profession, les quinze sacs de farine déposés, à titre de garantie, seront restitués au requérant.

13. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

N° 276.—23 vendémiaire an 10 (15 octobre 1801).—*ARRÊTÉ relatif au mode de paiement de l'indemnité de logement due en argent* (1). (III, Bull. CXII, n° 901.)

Art. 1^{er}. L'indemnité de logement, due en argent aux officiers qui ne peuvent être logés en nature, ne faisant point partie de la solde, sera acquittée conformément à l'article 20 de la loi du 26 fructidor an 7, sur la masse du casernement.

2. Les inspecteurs aux revues passeront, pour cet objet, des revues particulières, qui seront adressées au ministre de la guerre aux mêmes époques et d'après les mêmes formes prescrites pour les revues de solde.

3. Le montant de ces revues sera ordonnancé par le ministre de la guerre, sur la masse du casernement, à compter du 1^{er} vendémiaire an 10.

N° 277.—23 vendémiaire an 10 (15 octobre 1801).—*ARRÊTÉ relatif au mode de paiement de l'indemnité représentative des fourrages* (2). (III, Bull. CXII, n° 902.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire an 10, il sera passé des revues séparées pour servir au paiement de l'indemnité représentative des fourrages.

2. Cette indemnité sera payée de trois mois en trois mois, à la fin de cha-

(1) Voyez, sur cet objet, le décret du 11—11 août 1793, et la note.

(2) Voyez, sur cet objet, le règlement du 25 germinal an 13 (15 avril 1805), art. 137 et suiv.

que trimestre, sur la masse des fourrages, conformément aux articles 36 et 42 de l'arrêté du 23 fructidor an 8.

N° 278. = 23 vendémiaire an 10 (15 octobre 1801). = **ARRÊTÉ concernant les meubles et ustensiles des corps-de-garde réputés militaires.** (III, Bull. CXII, n° 903.)

Art. 1^{er}. L'achat, l'entretien et le renouvellement des meubles et ustensiles des corps-de-garde réputés militaires, seront à l'avenir sous l'inspection immédiate du génie.

2. Les commissaires des guerres ne pourront s'immiscer dans cette partie de service qu'à défaut des officiers de cette arme; et, dans ce cas, ils correspondront avec l'officier du génie qui commandera la direction.

3. Cette dépense continuera à être ordonnancée sur la masse du casernement.

N° 279. = 23 vendémiaire an 10 (15 octobre 1801). = **ARRÊTÉ qui déclare applicables aux marins les dispositions de celui du 7 messidor an 9 sur les décomptes et retenues d'hôpital des militaires atteints de maladies vénériennes.** (III, Bull. CXII, n° 904.)

N° 280. = 23 vendémiaire an 10 (15 octobre 1801). = **ARRÊTÉ relatif aux listes de notabilité** (1). (III, Bull. CXII, n° 905.)

N° 281. = 23 vendémiaire an 10 (15 octobre 1801). = **ARRÊTÉ relatif aux traitemens et indemnités des membres du directoire central des hôpitaux militaires, des conseils d'administration, et des divers officiers de santé attachés au département de la guerre** (2). (III, Bull. CXII, n° 906.)

Art. 1^{er}. Les traitemens des membres du directoire central des hôpitaux militaires et des conseils d'administration des mêmes hôpitaux, seront, à dater du 1^{er} vendémiaire an 10, payés sur la masse des hôpitaux.

2. Il en sera de même des traitemens des membres du conseil de santé, et des autres officiers de santé attachés au département de la guerre, à l'exception de ceux qui sont attachés à un corps d'une arme quelconque.

3. Les frais de route accordés aux uns et aux autres, soit pour changement de destination ou pour tout autre motif, seront pris sur le même fonds.

4. Il en sera de même de l'indemnité de logement accordée, par l'article 447 de l'arrêté du 24 thermidor an 8, aux officiers de santé qui ne peuvent être logés à l'hôpital, et de l'indemnité de licenciement accordée par l'article 420 du même arrêté.

5. Il sera, pour les traitemens, passé revue des membres du directoire central des hôpitaux militaires, des membres des conseils d'administration des mêmes hôpitaux, des membres du conseil de santé, et des officiers de santé désignés ci-dessus, aux mêmes époques et de la même manière que des corps d'une arme quelconque.

(1) Cet arrêté n'a plus d'intérêt: aujourd'hui, le mode de formation des listes électorales est déterminé par la loi générale du 19—23 avril 1831, tit. III, qui constitue le dernier état des choses.

(2) Voyez la note qui accompagne le titre de l'arrêté du 4 germinal an 8 (25 mars 1800), portant création du directoire central des hôpitaux militaires.

6. Cette revue sera , aux mêmes époques et de la même manière que toute autre , envoyée au ministre de la guerre , qui l'ordonnera sur la masse des hôpitaux , et fera les dispositions nécessaires pour que les traitemens des officiers de santé et autres employés désignés dans l'article 5 , puissent être payés aux mêmes époques et de la même manière que la solde de l'armée.

7. Les frais de route , les indemnités de logement et de licenciement , seront payés d'après des décisions et des ordonnances spéciales du ministre.

8. Dans chaque demande de fonds , ou dans chaque état de dépense , les sommes à employer ou employées pour ces objets , seront portées sur une colonne particulière. — Les traitemens des membres du directoire central des hôpitaux et du conseil de santé , les frais de route et les indemnités de licenciement seront portés à l'article des dépenses générales des hôpitaux. — Les traitemens des membres des conseils d'administration et des officiers de santé seront , ainsi que l'indemnité de logement , portés à l'article des dépenses particulières de chaque établissement.

N° 282. = 23 vendémiaire an 10 (15 octobre 1801). = **ARRÊTÉ** portant établissement d'une bourse de commerce à Dieppe , et de courtiers dont le nombre sera de six , au plus. (III, Bull. CXII, n° 907.)

N° 283. = 23 vendémiaire an 10 (15 octobre 1801). = **ARRÊTÉ** relatif aux cautionnemens en immeubles des fournisseurs de l'an 10. (III, Bull. CXII, n° 914.)

Art. 1^{er}. L'arrêté des consuls du 5 fructidor dernier sera exécuté à l'égard des fournisseurs de l'an 10 , qui , soumis par leurs marchés à donner un cautionnement en immeubles , ne l'ont pas encore présenté.

2. Il sera sursis pendant un mois à l'exécution de ce même arrêté , à l'égard de ceux qui ont déjà fourni , soit en totalité , soit en partie , les cautionnemens auxquels ils sont soumis ; pendant lequel temps ils donneront au ministre du trésor public toutes les justifications nécessaires pour le mettre en état de certifier au conseil d'administration du 23 brumaire que lesdits cautionnemens sont en règle ; et faute de ce faire , l'arrêté du 5 fructidor aura son exécution.

3. A l'égard des traités qui ne contiennent qu'une simple stipulation de caution personnelle , les ministres de la guerre et de la marine fixeront , dans la quinzaine , la somme à laquelle lesdits cautionnemens doivent s'élever ; et faute par les fournisseurs de donner lesdits cautionnemens dans la quinzaine suivante , les traités qu'ils ont souscrits pourront être résiliés.

4. Les fournisseurs et entrepreneurs dont le montant du cautionnement aura été fixé , pourront le fournir ou en inscriptions du tiers consolidé de la dette publique ou en immeubles.

Dans le cas où il sera donné en immeubles , la caution s'obligera solidairement avec le fournisseur , jusqu'à concurrence du montant du cautionnement. La valeur de l'immeuble offert pour sûreté , sera calculée d'après vingt fois le montant de la contribution foncière à laquelle il est imposé ; et les formalités prescrites par les lois pour assurer l'hypothèque seront remplies.

N° 284. = 23 vendémiaire an 10 (15 octobre 1801). = **ARRÊTÉ** portant réduc-

tion des justices de paix du département de l'Arriège (1). (III, Bull. CXIV, n° 922.)

N° 285. = 23 vendémiaire an 10 (15 octobre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de l'Oise** (2). (III, Bull. CXVII, n° 928.)

N° 286. = 23 vendémiaire an 10 (15 octobre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département des Ardennes**. (III, Bull. CXVII, n° 929.)

N° 287. = 23 vendémiaire an 10 (15 octobre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Manche** (3). (III, Bull. CXVIII, n° 930.)

N° 288. = 25 vendémiaire an 10 (17 octobre 1801). = **ARRÊTÉ qui détermine le mode de paiement des traitemens et autres dépenses administratives et judiciaires** (4). (III, Bull. CXVI, n° 925.)

Art. 1^{er}. Les traitemens des préfets, secrétaires généraux, conseillers de préfecture et sous-préfets; — Ceux des professeurs des diverses écoles des départemens, — Seront ordonnancés par le ministre de l'intérieur, et acquittés par le trésor public.

2. Les traitemens des juges et greffiers des tribunaux d'appel, — Des juges et greffiers des tribunaux criminels; — Des juges et greffiers des tribunaux de première instance, — Et des greffiers des tribunaux de commerce, — Seront ordonnancés par le ministre de la justice, et acquittés également par le trésor public.

3. Les dépenses relatives aux enfans abandonnés; — Aux prisons, dépôts de mendicité, telles que traitemens de concierges, guichetiers, officiers de santé et autres employés, nourriture des détenus, ameublement, grosses réparations des prisons et prétoires, service des chaînes, et toutes autres dépenses se rapportant à celles ci-dessus énoncées; — Aux frais de justice de tout genre, — Seront payées, comme les autres dépenses variables, sur les mandats des préfets.

4. Le ministre des finances prendra sur le produit des onze centimes additionnels imposés en conformité de l'article 6 de la loi du 21 ventose an 9, en sus du principal des contributions directes, les sommes nécessaires pour le paiement des dépenses énoncées dans l'article précédent. — Il ordonnancera par ordonnances d'à-compte, au profit des préfets, par douzième chaque mois, conformément à l'état annexé.

5. Les fonds restant libres à la fin de chaque année, sur ceux destinés aux dépenses dont il est parlé à l'article 3, et aux dépenses variables en général, seront laissés aux préfets, pour être employés en améliorations des établissemens confiés à leur service.

6. En cas d'insuffisance des sommes mises à la disposition des préfets, pour quelqu'un des articles de dépenses portés au tableau joint au présent arrêté, ils pourront y suppléer avec les fonds excédant pour les autres articles.

7. Le compte des dépenses désignées dans l'article 3 sera soumis aux con-

(1) Il a été rendu un arrêté rectificatif, le 11 messidor an 10 (30 juin 1802).

(2) Il a été rendu un arrêté rectificatif, le 3 ventose an 10 (22 février 1802).

(3) Cet arrêté a été rectifié par deux autres, en date des 13 ventose an 10 (4 mars 1802) et 23 germinal suivant (13 avril 1802).

(4) Voyez, sur le même objet, la loi du 28 messidor an 4 (16 juillet 1796).

seils généraux de département, qui feront connaître leurs vœux, tant sur la suppression des abus qu'ils auraient remarqués dans le service, que sur les améliorations qu'ils croiraient convenables, et arrêteront ledit compte.

(Suit l'état, pour l'an 10, et par département, des dépenses autorisées par j'arrêté qui précède.)

* 289. = 27 vendémiaire an 10 (19 octobre 1801). = ARRÊTÉ qui charge le liquidateur général de la dette publique des liquidations de créances confiées à l'administration centrale de l'enregistrement (1). (III, Bull. cxii, n° 916.)

Art. 1^{er}. Le bureau de liquidation établi près l'administration centrale de l'enregistrement et des domaines, à Paris, par suite des dispositions de l'article 2 de la loi du 24 frimaire an 6 relative à la liquidation de l'arriéré de la dette publique, est supprimé.

2. Le liquidateur général de la dette publique liquidera et arrêtera définitivement les créances dont la liquidation définitive avait été confiée à l'administration centrale de l'enregistrement.

3. En conséquence de l'article précédent, les directeurs de l'enregistrement et des domaines adresseront à l'avenir au liquidateur général de la dette publique les liquidations provisoires qu'ils auront faites.

4. Les liquidations non encore arrêtées définitivement, qui se trouvent dans le bureau de l'administration centrale de l'enregistrement, seront remises, sous bref inventaire, au liquidateur général.

N° 290. = 27 vendémiaire an 10 (19 octobre 1801). = ARRÊTÉ portant établissement d'une bourse de commerce à Montauban, et de courtiers dont le nombre sera de six, au plus. (III, Bull. cxii, n° 917.)

N° 291. = 27 vendémiaire an 10 (19 octobre 1801). = ARRÊTÉ qui détermine un nouveau mode pour le paiement des traitemens de réforme dans l'armée de terre (2). (III, Bull. cxvi, n° 926.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire an 10, le traitement de réforme pour l'armée de terre ne sera payé que par trimestre, du 1^{er} au 15 du trimestre échu.

2. A cet effet, le commissaire des guerres attaché à chaque département formera, avant le 20 brumaire prochain, un contrôle de tous les individus résidant dans le département qui ont droit à un traitement de réforme. — Ce contrôle sera divisé par arrondissement communal et par municipalité. — Le ministre de la guerre fera adresser à chaque commissaire ordonnateur des modèles imprimés pour lesdits contrôles.

3. Du 1^{er} au 10 frimaire, et ainsi de suite dans les dix premiers jours du dernier mois de chaque trimestre, le commissaire des guerres expédiera, pour chaque individu ayant droit à un traitement de réforme, un mandat sur le payeur de la division, ou son préposé résidant au chef-lieu du département, de la somme à payer à chacun d'eux pour son traitement de réforme du trimestre courant. — Ce mandat, dont le modèle aura été arrêté

(1) Voyez, dans le § 3 des notes qui accompagnent le décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, le résumé de la législation concernant l'organisation de la liquidation de la dette publique.

(2) Voyez le décret du 16 mai 1810, sur le paiement de la solde et des masses de l'armée, art. 7, qui maintient le mode de paiement du traitement de réforme déterminé par le présent arrêté.

par le ministre de la guerre, énoncera les nom et prénoms de l'individu ayant droit au traitement de réforme, l'arrêté ou décision en vertu desquels il y aura été admis, le certificat de vie et la quittance de la partie prenante.

4. Ces mandats seront adressés par le commissaire des guerres, le 15 frimaire au plus tard, au préfet du département, avec un état indicatif des communes où résident les officiers réformés. — Les préfets en feront l'envoi aux maires, pour les remettre, avant l'expiration du mois, aux individus domiciliés dans leurs municipalités respectives. — Le commissaire des guerres remettra, le 10 frimaire, et successivement le 10 du troisième mois de chaque trimestre, au payeur de la guerre, ou à son préposé résidant au chef-lieu du département, le bordereau, par arrondissement communal et par municipalité, des mandats délivrés et des sommes à payer à chaque individu. — Les préposés du payeur adresseront à leur commettant le relevé sommaire du bordereau envoyé par le commissaire des guerres; celui-ci leur fera passer sur-le-champ les fonds nécessaires à l'acquittement des mandats délivrés.

5. Les officiers réformés, munis des mandats et des certificats de vie que les maires leur auront remis, se présenteront du 1^{er} au 10 nivose, ainsi de suite de trois mois en trois mois, au receveur particulier de leur arrondissement communal, lequel acquittera leur mandat à vue : ceux d'entre eux qui seront domiciliés dans l'arrondissement du chef-lieu, s'adresseront directement au payeur divisionnaire ou à son préposé, qui acquittera de même lesdits mandats.

6. Quand un militaire changera de domicile, mais restera dans le même département, il fera connaître au commissaire des guerres le nom de la municipalité et de l'arrondissement qu'il se proposera d'habiter. — Le militaire qui voudra passer d'un département dans un autre en donnera avis au commissaire des guerres du département qu'il quittera; celui-ci adressera cet avis au ministre de la guerre, et enverra à la partie prenante un certificat constatant la date de son dernier mandat de paiement. — Le ministre de la guerre autorisera de suite l'ordonnateur de la division dans laquelle se retirera le militaire à le faire inscrire sur le contrôle du nouveau département, et à lui faire payer son traitement de réforme à compter de l'époque indiquée dans le certificat de cessation de paiement donné par le commissaire des guerres du département du précédent domicile : ce certificat sera retiré, pour sa décharge, par le commissaire des guerres du département où la partie prenante devra être payée.

7. Les maires seront tenus d'informer sur-le-champ le commissaire des guerres du département, du jour de la mort des individus jouissant du traitement de réforme. — Le décompte de la somme à payer aux héritiers ne leur sera fait que sur la présentation, — 1^o Du mandat délivré par le commissaire des guerres; — 2^o De l'extrait mortuaire de l'officier réformé; — 3^o Des titres justificatifs des droits d'hérédité; — 4^o Et enfin de la quittance des héritiers, en bonne et due forme. — Ce paiement ne pourra être fait que par le payeur divisionnaire, ou son préposé résidant au chef-lieu du département.

8. Les commissaires ordonnateurs enverront au ministre de la guerre, à la fin de chaque trimestre, d'après les comptes qu'ils recevront des commissaires des guerres, l'état des militaires qui viendraient à décéder, ou qui, pour toute autre cause, discontinueraient d'avoir droit au traitement de réforme.

9. Le 15 nivose, et ainsi de suite de trois mois en trois mois, les receveurs particuliers d'arrondissements communaux adresseront pour comptant au

receveur du département, tous les mandats des paiemens qu'ils auront effectués d'après les articles précédens ; et celui-ci s'en fera rembourser, sur-le-champ, par le payeur divisionnaire, ou son préposé établi au chef-lieu du département.

10. Le 1^{er} du mois de pluviôse, et ainsi de suite, le payeur divisionnaire, et chacun de ses préposés établis au chef-lieu de département, remettront, sur reconnaissance sommaire, au commissaire des guerres, la totalité des mandats acquittés pour le trimestre, soit par eux, soit par les receveurs particuliers des arrondissemens communaux ; et le commissaire des guerres fera, sur ces mandats, du 1^{er} au 10 au plus tard, une revue générale portant décompte pour le trimestre révolu. — Il y rappellera les mandats arriérés pour traitement antérieur qui n'auraient pu être acquittés. — Le 11 pluviôse, le commissaire des guerres remettra la revue, avec les mandats à l'appui, au payeur divisionnaire, ou à son préposé établi au chef-lieu du département, en échange de sa reconnaissance sommaire ; et il adressera, le même jour, un duplicata de la revue au commissaire ordonnateur de la division.

11. Le commissaire ordonnateur de la division formera le bordereau total des paiemens faits par département dans la division, et l'adressera le 20 pluviôse, et ainsi de suite de trois mois en trois mois, avec les revues, au ministre de la guerre. Il sera responsable de tout retard à cet égard.

12. Le ministre de la guerre présentera aux consuls, le 9 ventose prochain, et ainsi de suite de trois mois en trois mois, le résultat de toutes les revues du traitement de réforme du premier trimestre de l'an 10, ainsi que le bordereau général des sommes payées pour cet objet.

N° 292. = 27 vendémiaire an 10 (19 octobre 1801). = ARRÊTÉ qui règle le mode de paiement de la solde de retraite pour l'armée de terre (1).
(III, Bull. CXVI, n° 927.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire an 10, la solde de retraite pour l'armée de terre sera payée par trimestre, du 10 au 15 du trimestre échu.

2. A cet effet, le commissaire des guerres attaché à chaque département formera, avant le 20 brumaire prochain, un contrôle général de tous les individus résidant dans le département qui ont droit à une solde de retraite. — Ce contrôle sera divisé par arrondissement communal et par municipalité. — Le ministre de la guerre fera adresser à chaque commissaire ordonnateur des modèles imprimés pour lesdits contrôles. — Le commissaire des guerres indiquera, dans une colonne d'observations à ce destinée, les individus qui, s'étant retirés du service pour cause d'infirmités non provenant de blessures, sont soumis, par l'article 38 de la loi du 28 fructidor an 7, à la visite annuelle de deux officiers de santé.

3. du 1^{er} au 10 frimaire, et ainsi de suite dans les dix premiers jours du dernier mois de chaque trimestre, le commissaire des guerres expédiera, pour chaque individu ayant droit à une solde de retraite, un mandat sur le payeur de la division, ou son préposé résidant au chef-lieu du département, de la somme à payer à chacun d'eux pour la solde du trimestre courant. — Ces mandats, dont le modèle sera arrêté par le ministre de la guerre, seront formés de manière à présenter les noms et titres de l'individu ayant droit à la solde de retraite ; la somme à lui payée par an et par trimestre ;

(1) Voyez le décret du 16 mai 1810, concernant le paiement de la solde et des masses de l'armée, art. 7, qui maintient le mode de paiement de la solde de retraite déterminé par le présent arrêté.

le certificat de vie à lui délivré par la municipalité; enfin la quittance de la partie prenante. — Les commissaires des guerres ne pourront expédier les mandats des individus désignés article 2 comme devant fournir des certificats, qu'au vu desdits certificats, qui resteront en leurs mains pour leur responsabilité.

4. Ces mandats seront adressés par le commissaire des guerres, le 15 frimaire au plus tard, au préfet du département, avec un état indicatif des arrondissements communaux et municipalités où résident les militaires retirés. Les préfets en feront l'envoi aux maires, pour les remettre, avant l'expiration du mois, aux individus domiciliés dans leurs municipalités respectives. — Le commissaire des guerres remettra, le 10 frimaire, et successivement le 10 du troisième mois de chaque trimestre, au payeur de la guerre ou à son préposé résidant au chef-lieu du département, le bordereau par arrondissement communal et par municipalité, des mandats délivrés et des sommes à payer à chaque individu. — Les préposés du payeur divisionnaire adresseront aussitôt à leur commettant le relevé sommaire du bordereau envoyé par le commissaire des guerres; celui-ci leur fera passer sur-le-champ les fonds nécessaires à l'acquittement des mandats délivrés.

5. Le 1^{er} du mois qui suivra l'expiration du trimestre, chaque militaire retiré présentera son mandat au maire, qui lui délivrera, sans frais, son certificat de vie, sur l'attestation de deux témoins domiciliés dans la même municipalité.

6. Les militaires retirés, munis des mandats et des certificats de vie, se présenteront, du 1^{er} au 10 nivose, et ainsi de suite de trois mois en trois mois, au receveur particulier de leur arrondissement communal, lequel acquittera leur mandat à vue. Ceux d'entre lesdits militaires qui seront domiciliés dans les arrondissements du chef-lieu, s'adresseront directement au payeur ou à son préposé. — Ceux qui ne savent pas écrire feront leur marque en présence de deux témoins, qui signeront.

7. Quand un militaire changera de domicile, mais restera dans le même département, il fera connaître au commissaire des guerres le nom de la municipalité et de l'arrondissement qu'il se propose d'habiter. — Le militaire qui voudra passer d'un département dans un autre, en donnera avis au commissaire des guerres du département qu'il quittera : celui-ci adressera cet avis au ministre de la guerre, et enverra à la partie prenante un certificat constatant la date de son dernier mandat de paiement. — Le ministre de la guerre autorisera de suite l'ordonnateur de la division dans laquelle se retirera ce militaire, à le faire inscrire sur le contrôle du nouveau département, et à lui faire payer sa solde de retraite à compter de l'époque indiquée dans le certificat de cessation de paiement, donné par le commissaire des guerres du département du précédent domicile : ce certificat sera retiré, pour sa décharge, par le commissaire des guerres du département où la partie prenante devra être payée par la suite.

8. Les maires seront tenus d'informer sur-le-champ le commissaire des guerres du département, du jour de la mort des individus jouissant de la solde de retraite. — Le décompte de la somme à payer aux héritiers ne leur sera fait que sur la présentation, — 1^o Du mandat délivré par le commissaire des guerres; — 2^o De l'extrait mortuaire du militaire retiré; — 3^o Des titres des héritiers pour toucher, et de leur quittance en bonne et due forme. — Ce paiement ne pourra être fait que par le payeur divisionnaire, ou son préposé résidant au chef-lieu du département.

9. Les commissaires ordonnateurs enverront au ministre de la guerre, à la fin de chaque trimestre, d'après les comptes qu'ils recevront des commissaires des guerres, l'état des militaires qui viendraient à décéder, ou

qui, pour toute autre cause, discontinueraient d'avoir droit à la solde de retraite.

10. Le 15 nivose, et ainsi de suite de trois mois en trois mois, les receveurs particuliers d'arrondissemens communaux adresseront pour comptant au receveur du département, tous les mandats des paiemens qu'ils auront effectués d'après les articles précédens; et celui-ci s'en fera rembourser, sur-le-champ, par le payeur de la guerre, ou son préposé établi au chef-lieu du département.

11. Le 1^{er} du mois de pluviôse, et ainsi de suite, le payeur divisionnaire, et chacun de ses préposés établis au chef-lieu du département remettront sur reconnaissance sommaire, au commissaire des guerres, la totalité des mandats acquittés pour le trimestre, soit par eux, soit par les receveurs particuliers des arrondissemens communaux; et le commissaire des guerres fera, sur ces mandats, du 1^{er} au 10 au plus tard, une revue générale portant décompte pour le trimestre révolu. — Il y rappellera les mandats arriérés pour solde antérieure qui n'auraient pu être acquittés. — Le 11 pluviôse, le commissaire des guerres remettra la revue, avec les mandats à l'appui, au payeur divisionnaire, ou à son préposé établi au chef-lieu du département, en échange de sa reconnaissance sommaire; et il adressera, le même jour, un duplicata de la revue au commissaire ordonnateur de la division.

12. Le commissaire ordonnateur de la division formera le bordereau total des paiemens faits par département dans la division, et l'adressera le 20 pluviôse, et ainsi de suite de trois mois en trois mois, avec les revues, au ministre de la guerre. Il sera responsable de tout retard à cet égard.

13. Le ministre de la guerre présentera aux consuls, le 9 ventose prochain, le résultat de toutes les revues de solde de retraite du premier trimestre de l'an 10, ainsi que le bordereau général des sommes payées pour cet objet. — Il en usera de même de trois mois en trois mois.

N° 293. = 27 vendémiaire an 10 (19 octobre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département du Doubs** (1). (III, Bull. CXVIII, n° 931.)

N° 294. = 27 vendémiaire an 10 (19 octobre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Meuse** (2). (III, Bull. CXIX, n° 932.)

N° 295. = 27 vendémiaire an 10 (19 octobre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département des Landes** (3). (III, Bull. CXIX, n° 933.)

N° 296. = 27 vendémiaire an 10 (19 octobre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département des Basses-Alpes** (4). (III, Bull. CXIX, n° 934.)

N° 297. = 27 vendémiaire an 10 (19 octobre 1801). = **ARRÊTÉ contenant**

(1) Il a été rendu un arrêté rectificatif, sous la date du 25 pluviôse an 10 (14 février 1802).

(2) Cet arrêté a été modifié par deux autres rendus le 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802) et le 25 ventose suivant (16 mars 1802).

(3) Deux arrêtés des 13 ventose an 10 (4 mars 1802) et 13 germinal suivant (13 avril 1802) ont modifié le présent.

(4) Il a été rendu trois décrets rectificatifs du présent, les 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802), 23 germinal suivant (13 avril 1802) et 3 brumaire an 11 (25 octobre 1802).

réduction des justices de paix du département du Cantal (1). (III, Bull. CXX, n° 935.)

N° 298. = 29 vendémiaire an 10 (21 octobre 1801). = *ARRÊTÉ contenant réduction des justices de paix du département de la Creuse* (2). (III, Bull. CXX, n° 936.)

N° 299. = 29 vendémiaire an 10 (21 octobre 1801). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département du Gard* (3). (III, Bull. CXX, n° 937.)

° 300. = 29 vendémiaire an 10 (21 octobre 1801). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Moselle* (4). (III, Bull. CXXIII, n° 962.)

N° 301. = 3 brumaire an 10 (25 octobre 1801). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de l'Allier* (5). (III, Bull. CXXIII, n° 963.)

N° 302. = 3 brumaire an 10 (25 octobre 1801). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de l'Hérault* (6). (III, Bull. CXXIV, n° 964.)

N° 303. = 3 brumaire an 10 (25 octobre 1801). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département du Morbihan* (7). (III, Bull. CXXIV, n° 965.)

N° 304. = 3 brumaire an 10 (25 octobre 1801). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de Seine-et-Oise* (8). (III, Bull. CXXVII, n° 982.)

N° 305. = 5 brumaire an 10 (27 octobre 1801). = *ARRÊTÉ relatif à la restitution des prises faites sur le Portugal*. (III, Bull. CXXI, n° 939.)

Art. 1^{er}. En conséquence du rétablissement de la paix entre la république française et le Portugal, et conformément à l'article 1^{er} du traité définitif conclu entre les deux puissances le 7 vendémiaire, et dont les ratifications ont été échangées le 27 du même mois, seront déclarées nulles, et comme telles seront restituées, les prises faites sur le Portugal, ses sujets et vassaux, dans les lieux et après les délais suivans, savoir : après le 12 brumaire an 10 (3 novembre 1801), dans les mers qui baignent les côtes d'Europe et celles d'Afrique jusqu'à l'équateur; après le 7 frimaire (28 novembre), dans les mers d'Amérique et d'Afrique au-delà de l'équateur; et après le 27 nivose (17 janvier 1802), dans les mers situées à l'ouest du cap Horn, et à l'est du cap de Bonne-Espérance.

2. Seront pareillement déclarées nulles, et comme telles seront restituées, toutes prises qui auraient été ou pourraient être faites sur le Portugal, ses

(1) Un arrêté rectificatif a été pris le 13 ventose an 10 (4 mars 1802).

(2) Il a été pris un arrêté modificatif, le 25 ventose an 10 (16 mars 1802).

(3) Un arrêté qui rectifie le présent a été rendu le 25 ventose an 10 (16 mars 1802).

(4) Cinq autres arrêtés des 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802), 3 et 25 ventose suivant (22 février et 16 mars 1802), 15 floréal et 11 messidor même année (5 mai et 30 juin 1802), ont modifié le présent arrêté.

(5) Cet arrêté a été modifié par un autre du 13 ventose an 10 (4 mars 1802).

(6) Cet arrêté a été modifié par un autre rendu le 3 ventose an 10 (22 février 1802).

(7) Un arrêté du 3 brumaire an 11 (25 octobre 1802) a modifié le présent.

(8) Deux arrêtés rectificatifs ont été rendus les 9 pluviôse et 25 ventose an 10 (29 janvier et 16 mars 1802).

sujets et vassaux, dans les lieux et délais ci-dessus mentionnés, par des bâtimens armés sortis des ports de la république postérieurement à la signature du traité de paix, et lorsque la nouvelle en était parvenue dans lesdits ports

N° 306.=5 brumaire an 10 (27 octobre 1801).=ARRÊTÉ *relatif aux pièces fausses qui seraient produites dans les bureaux du trésor public.* (III, Bull. CXXXI, n° 940.)

Art. 1^{er}. Toute pièce produite à fin de liquidation ou de paiement de sommes prétendues sur le trésor public ne pourra, si elle est reconnue fausse ou altérée, être rendue aux parties.

2. Le chef du bureau où la pièce aura été produite en rendra compte, sans retard, au ministre, qui en fera un rapport spécial au gouvernement.

3. Il sera sursis à toute liquidation et paiement au profit de celui qui aura produit de pareilles pièces, jusqu'à ce qu'il ait été statué par le gouvernement sur le rapport prescrit par l'article précédent.

N° 307.=5 brumaire an 10 (27 octobre 1801).=ARRÊTÉ *portant réduction des justices de paix du département de la Charente* (1). (III, Bull. CXXXIV, n° 966.)

N° 308.=5 brumaire an 10 (27 octobre 1801).=ARRÊTÉ *portant réduction des justices de paix du département des Côtes-du-Nord* (2). (III, Bull. CXXXV, n° 967.)

N° 309.=5 brumaire an 10 (27 octobre 1801).=ARRÊTÉ *portant réduction des justices de paix du département des Deux-Sèvres* (3). (III, Bull. CXXXV, n° 968.)

N° 310.=5 brumaire an 10 (27 octobre 1801).=ARRÊTÉ *portant réduction des justices de paix du département de la Haute-Loire* (4). (III, Bull. CXXXV, n° 969.)

N° 311.=5 brumaire an 10 (27 octobre 1801).=ARRÊTÉ *portant réduction des justices de paix du département de la Lozère* (5). (III, Bull. CXXXVII, n° 983.)

N° 312.=5 brumaire an 10 (27 octobre 1801).=ARRÊTÉ *portant réduction des justices de paix du département de l'Orne.* (III, Bull. CXXXVIII, n° 984.)

N° 313.=5 brumaire an 10 (27 octobre 1801).=ARRÊTÉ *portant réduction des justices de paix du département de la Gironde* (6). (III, Bull. CXXXVIII, n° 985.)

N° 314.=6 brumaire an 10 (28 octobre 1801).=ARRÊTÉ *portant réduction*

(1) Il a été pris, le 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802), un arrêté rectificatif.

(2) Il a été rendu un arrêté rectificatif, le 25 pluviôse an 10 (14 février 1802).

(3) Un arrêté modificatif a été pris le 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802).

(4) Trois arrêtés modificatifs ont été rendus, les 9 pluviôse, 25 ventôse et 11 messidor an 10 (29 janvier, 16 mars et 30 juin 1802).

(5) Il a été pris, le 25 ventôse an 10 (16 mars 1802), un autre arrêté qui a modifié le présent.

(6) Cet arrêté a été modifié par deux autres, des 9 pluviôse et 11 messidor an 10 (29 janvier et 30 juin 1802).

des justices de paix du département du Calvados (1). (III, Bull. cxxix, n° 986.)

N° 315. = 7 brumaire an 10 (29 octobre 1801). = *ARRÊTÉ qui fixe la nomenclature des dépenses du ministère de l'intérieur* (2). (III, Bull. cxxii, n° 942.)

Art. 1^{er}. En conséquence de l'article 2 de l'arrêté du 1^{er} nivose an 9, et des changemens survenus dans le classement des dépenses du ministère de l'intérieur à la charge du trésor public, la nomenclature de ces dépenses demeure invariablement fixée pour l'an 10 ainsi qu'il suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Ministère, archives nationales et préfectures.*

Traitement du ministre, appointemens de ses bureaux, frais de bureau et d'impression, archives nationales, triage des titres, traitemens des préfets, secrétaires généraux, conseillers de préfecture et sous-préfets.

CHAPITRE II. — *Secours et travaux publics.*

Hospices et maisons de charité, hospice de Charenton, hospice des Quinze-Vingts et aveugles-travailleurs, sourds-muets, secours aux réfugiés, accidens imprévus (grêles, inondations, incendies, etc.), entretien des bâtimens civils

CHAPITRE III. — *Etablissemens d'agriculture et de commerce.*

Manufactures nationales, haras, écoles vétérinaires, épizooties, pépinières nationales, conservatoire des arts et métiers, conseil et inspection des mines, poids et mesures, subsistances.

CHAPITRE IV. — *Etablissemens d'instruction publique.*

Ecole polytechnique, école de médecine, Prytanée, collège de France, cours de langues orientales et d'archéologie, traitemens des professeurs des diverses écoles des départemens.

CHAPITRE V. — *Etablissemens de sciences et arts.*

Institut national, école de peinture, sculpture et architecture, école de Rome, conservatoire de musique, bureau des longitudes, cabinet de minéralogie à la Monnaie, bibliothèque nationale, bibliothèque des Quatre-Nations, bibliothèque de l'Arsenal, bibliothèque du Panthéon, dépôts littéraires, musée central des arts, musée des monumens français, direction du domaine de Versailles, musée spécial, palais, eaux, fontaines et orangeries, musée d'histoire naturelle, théâtre des arts (Opéra), transport des monumens recueillis, achats de livres, tableaux, bustes, etc.

CHAPITRE VI. — *Encouragemens.*

Secours aux gens de lettres et artistes, encouragemens pour l'agriculture, encouragemens aux arts et métiers et découvertes utiles, encouragemens à la peinture, à la sculpture, à l'architecture, à la gravure, encouragemens à l'art dramatique et théâtral.

CHAPITRE VII. — *Ponts et chaussées.*

Navigation intérieure (travaux ordinaires), bureau du cadastre, école des géographes, lignes télégraphiques.

(1) Il a été rendu un arrêté modificatif, le 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802).

(2) Voyez le décret du 27 avril—25 mai 1791, art. 7, portant organisation du ministère de l'Intérieur.

CHAPITRE VIII.

..... Colonne nationale.

CHAPITRE IX.

Dépenses accidentelles.

Dépenses extraordinaires.

Réparations des grandes routes principales, travaux de la route du Simplon, jonction de la rivière d'Oise à l'Escaut, travaux de la rivière de Coesnon, travaux pour remédier à l'insalubrité de Rochefort, service des cultes.

2. Il n'est rien dérogé, quant au surplus, aux dispositions dudit arrêté du 1^{er} nivose an 9.

N° 316. = 7 brumaire an 10 (29 octobre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de Lot-et-Garonne.** (III, Bull. CXXIX, n° 987.)

N° 317. = 7 brumaire an 10 (29 octobre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département du Jura** (1). (III, Bull. CXXXIII, n° 1015.)

N° 318. = 7 brumaire an 10 (29 octobre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département du Finistère** (2). (III, Bull. CXXXIII, n° 1016.)

N° 319. = 8 brumaire an 10 (30 octobre 1801). = **ARRÊTÉ relatif à la délivrance de congés absolus** (3). (III, Bull. CXXI, n° 943.)

N° 320. = 9 brumaire an 10 (31 octobre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département du Pas-de-Calais** (4). (III, Bull. CXXXII, n° 1013.)

N° 321. = 9 brumaire an 10 (31 octobre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département du Gers** (5). (III, Bull. CXXXII, n° 1014.)

N° 322. = 9 brumaire an 10 (31 octobre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Vendée** (6). (III, Bull. CXXXIII, n° 1017.)

N° 323. = 9 brumaire an 10 (31 octobre 1801). = **ARRÊTÉ portant réduction**

(1) Il a été rendu un arrêté de rectification, le 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802).

(2) Un arrêté modificatif a été pris le 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802).

(3) D'après le présent arrêté, la délivrance des congés était facultative : aujourd'hui, et d'après l'art. 30 de la loi générale du 21—23 mars 1832, sur le recrutement de l'armée, les soldats dont le temps de service (sept ans) est expiré, doivent recevoir leur congé. Cette loi ayant, par son art. 50, abrogé toutes celles précédentes sur la même matière, rend le présent arrêté sans intérêt.

(4) Trois arrêtés des 3, 25 ventôse et 15 floréal an 10 (22 février, 16 mars et 5 mai 1802), ont modifié le présent.

(5) Il a été rendu, les 3 ventôse et 23 germinal an 10 (22 février et 13 avril 1802), des arrêtés qui ont modifié le présent.

(6) Cet arrêté a été modifié par un autre, du 3 ventôse an 10 (22 février 1802).

des justices de paix du département de l'Isère (†). (III, Bull. CXXXIV, n° 1018.)

N° 324. = 13 brumaire an 10 (4 novembre 1801). = **ARRÊTÉ relatif aux conflits d'attribution** (2). (III, Bull. CXXI, n° 950.)

Art. 1^{er}. Aussitôt que les commissaires du gouvernement seront informés qu'une question attribuée par la loi à l'autorité administrative a été portée devant le tribunal où ils exercent leurs fonctions, ils seront tenus d'en requérir le renvoi devant l'autorité compétente, et de faire insérer leurs réquisitions dans le jugement qui interviendra (3).

2. Si le tribunal refuse le renvoi, ils en instruiront sur-le-champ le préfet du département, auquel ils enverront en même temps copie desdites réquisitions, ainsi que des motifs sur lesquels elles sont fondées.

3. Le préfet, dans les vingt-quatre heures, élèvera le conflit, et transmettra, sans aucun retard, copie de son arrêté au commissaire du gouvernement, par lequel il sera notifié au tribunal, avec déclaration qu'aux termes de l'article 27 de la loi du 21 fructidor an 3, il doit être sursis à toutes procédures judiciaires, jusqu'à ce que le conseil d'état ait prononcé sur le conflit (4).

4. Indépendamment de toute dénonciation des commissaires du gouvernement près les tribunaux, les préfets élèveront le conflit entre les deux autorités, toutes les fois qu'ils seront informés d'ailleurs qu'un tribunal est saisi d'une affaire qui, par sa nature, est de la compétence de l'administration; et, dans ce cas, le commissaire du gouvernement sera également tenu de faire la notification prescrite par l'article précédent, quelle que puisse être son opinion sur la compétence (5).

(1) Deux arrêtés des 23 germinal an 10 et 3 brumaire an 11 (13 avril et 25 octobre 1802) ont modifié le présent.

(2) Voyez le décret du 21 fructidor an 3 (7 septembre 1795), concernant les fonctions des corps administratifs et municipaux, art. 27, qui détermine le mode de procéder, en cas de conflit d'attribution; l'arrêté du 5 nivose an 8 (26 décembre 1799), sur l'organisation du conseil d'état, art. 11, qui défère à ce conseil le jugement des conflits d'attribution (disposition reproduite dans toutes les autres lois d'organisation du conseil d'état); l'arrêté du 23 fructidor an 8 (10 septembre 1800), qui rappelle à l'exécution de la loi du 21 fructidor an 3; l'avis du cons. d'état du 5—12 novembre 1811, qui développe quelques principes en matière de conflit; celui du 22 janvier 1813, portant que les conflits d'attribution doivent être renvoyés à la commission du contentieux du conseil d'état, pour y être instruits conformément au règlement du 22 juillet 1806; celui du 6 février 1821, qui détermine le caractère des ordonnances ou arrêts du conseil rendus en matière de conflit; l'ordonnance du 12—23 décembre suivant, qui trace le mode de procéder sur les conflits; l'ordonnance générale du 1^{er}—11 juin 1828, qui détermine les cas dans lesquels le conflit peut être élevé et le mode de procéder; la circulaire adressée le 5 juillet même année, par le ministre de la justice aux procureurs-généraux et aux procureurs du roi, relativement à l'exécution de cette ordonnance; celle du 30 août suivant, adressée par le ministre de l'intérieur aux préfets sur le même objet; et enfin l'ordonnance du 12—21 mars 1831, art. 6 et suiv., qui contiennent des dispositions nouvelles sur la procédure des conflits.

Quant aux conflits de juridiction, voyez le décret du 27 novembre—1^{er} décembre 1790, sur l'organisation de la cour de cassation, art. 2, et les notes.

(3, 4 et 5) La politique a exercé une grande influence sur cette matière, et la législation a beaucoup varié: les décisions rendues sous l'empire de l'arrêté de brumaire an 10 doivent donc être distinguées avec soin de celles rendues sous l'empire de l'ordonnance de 1828, qui a établi un système différent, et qui a terminé d'une manière définitive la plupart des difficultés qui naissent antérieurement des termes peu précis de l'arrêté.

§ 1^{er}. — *Application de l'arrêté du 13 brumaire an 10.*—Pour qu'il y ait lieu de la part d'un préfet à élever le conflit, il n'est pas nécessaire que le fond de la demande portée devant un tribunal, soit une matière administrative; il suffit que l'issue de la contestation soit nécessairement subordonnée à l'examen de questions administratives. Arr. du cons., 7 août 1816, *Sic.*, Jur. du cons., III, 358. — Lorsqu'une décision judiciaire ne dispose que sur une matière soumise à la juridiction des tribunaux, quels que soient les motifs des tribunaux, il n'y a pas

1. Les commissaires du gouvernement près les tribunaux donneront connaissance au ministre de la justice de toutes les contestations qui peuvent

lieu d'élever le conflit. Arr. du cons., 1^{er} décembre 1819, *SIR.*, Jur. du cons., V, 274. — La règle que c'est au gouvernement à prononcer sur la compétence des tribunaux ou des corps administratifs n'est applicable qu'aux seuls cas où il existe un conflit positif, résultant de revendication faite par l'autorité administrative, ou un conflit négatif, résultant de la déclaration faite par les autorités judiciaire et administrative que l'affaire n'est pas dans leurs attributions respectives : hors de ces cas, l'autorité supérieure, dans la hiérarchie soit judiciaire, soit administrative, doit prononcer sur les exceptions d'incompétence qui lui sont présentées. Avis du cons., 5—12 novembre 1814, *SIR.*, XII, 2, 142. (Ces principes sont encore applicables aujourd'hui).

L'autorité administrative n'a pas le droit d'annuler les décisions de l'autorité judiciaire sous prétexte d'incompétence ou autrement ; elle ne peut qu'élever le conflit d'attribution. Arr. du cons., 15 mai 1813, *SIR.*, Jur. du cons., II, 319. — Décidé encore que, lorsque l'autorité judiciaire est saisie de la connaissance d'une affaire, l'autorité administrative, si elle se croit compétente, doit se borner à élever le conflit, et attendre, pour prononcer sur le fond, que le conseil d'état ait déterminé la compétence. Arr. du cons., 6 janvier 1813, *SIR.*, Jur. du cons., II, 185. — Pour que les actes des tribunaux puissent être examinés par le conseil d'état, il est nécessaire qu'un conflit soit élevé par l'administration ; il ne suffit pas d'une simple dénonciation par la partie privée. Arr. du cons., 7 septembre 1812, *SIR.*, XIII, 2, 317. (Ces principes sont encore applicables aujourd'hui.)

Le conflit peut être élevé sur un simple exploit de citation devant les tribunaux ; il n'est pas nécessaire d'attendre que les tribunaux aient jugé leur compétence. Arr. du cons., 19 août 1819, *DE CORMENIN*, *Questions de droit administratif*, v^o *Conflit*, page 198. (Aujourd'hui cette décision ne peut plus être suivie, l'ordonnance précitée du 1^{er} juin 1828, art. 5 et suiv., ayant ordonné l'observation de formalités préalables à la déclaration du conflit.)

Le conflit peut être élevé contre des jugemens en dernier ressort des tribunaux de première instance, contre les arrêts des cours d'appel, et même contre les arrêts de la cour de cassation. Arr. du cons., 23 avril 1807, *SIR.*, Jur. du cons., I, 68 ; 24 juin 1808, *id.*, *ibid.*, 169 ; 1^{er} décembre 1819, *SIR.*, XX, 2, 271 ; et plusieurs autres arrêts. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que le conflit ne peut être élevé contre des jugemens et arrêts passés en force de chose jugée, soit par l'acquiescement des parties, soit par l'exécution, soit par l'expiration des délais d'appel et de cassation. Arr. du cons., 15 janvier 1813, 6 janvier et 21 février 1814, *SIR.*, Jur. du cons., II, 212, 474 et 518 ; 22 juillet 1818, *SIR.*, XVIII, 2, 302 ; 23 juin 1819, *SIR.*, Jur. du cons., V, 155 ; et plusieurs autres arrêts. — Jugé même que le conflit ne peut être élevé contre des jugemens rendus en dernier ressort, ou contre des arrêts de cours d'appel, encore que le délai du pourvoi en cassation ne soit pas expiré. Arr. du cons., 6 janvier 1815, *SIR.*, Jur. du cons., III, 71 ; et 28 septembre 1816, *ibid.*, 393. (Toutes ces décisions n'ont plus d'intérêt depuis que l'ordonnance du 1^{er} juin 1828, par ses art. 4 et suiv., a précisé les cas dans lesquels le conflit peut être élevé : elle défend qu'il le soit après des jugemens rendus en dernier ressort ou acquiescés, et après des arrêts définitifs.)

Un arrêt sur la question de compétence n'est pas un obstacle à ce que le préfet élève le conflit, s'il n'y a pas encore de jugement définitif sur le fond. Arr. du cons., 1^{er} septembre 1819, *SIR.*, Jur. du cons., V, 203. (Voyez l'ordonnance du 1^{er} juin 1828, art. 8, qui permet formellement d'élever le conflit dans ce cas.)

Un préfet qui a élevé un conflit dans une affaire sur laquelle il existe déjà un jugement, ne peut ultérieurement ordonner l'exécution provisoire du jugement dans l'intérêt d'aucun particulier ; mais il peut, dans l'intérêt public, prendre toutes les mesures d'administration qu'il juge convenables. Arr. du cons., 23 février 1820, *SIR.*, XXI, 2, 184.

Lorsqu'il a été élevé un conflit d'attribution entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire, les tribunaux doivent surseoir à toute décision jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le conflit. Cass., 18 pluviose an XI, *SIR.*, III, 2, 282 ; Bull. civ., V, 147. — Une cour d'appel ne peut prononcer sur la revendication d'une contestation faite par le préfet ; elle doit se borner à prononcer un simple sursis, en attendant qu'il ait été statué par le conseil d'état sur la question de compétence. Arr. du cons., 15 octobre 1809, *SIR.*, XVII, 2, 196. — Lorsqu'après un conflit élevé contre un arrêt de cour d'appel, le préfet fait défenses aux parties d'exécuter l'arrêt, la cour d'appel ne peut lever ces défenses. Bruxelles, 14 avril 1810, *SIR.*, XI, 2, 68. — Jugé encore qu'une cour royale ne peut ordonner qu'il sera passé outre à l'exécution de son arrêt, nonobstant le conflit. Arr. du cons., 2 août 1823, *SIR.*, XXIII, 2, 252. (Ces trois dernières décisions ne sauraient plus être suivies sous l'empire de l'ordonnance du 1^{er} juin 1828, qui ne permet pas d'élever le conflit contre les arrêts définitifs des cours royales.)

Si un conflit a été élevé par un préfet dans l'intérêt d'un particulier (que le préfet tient pour régisseur ou agent de l'administration, et que les tribunaux regardent comme entrepreneur, leur justi-

intéresser la république, dans les vingt-quatre heures, pour toute préfixation de délai, qui suivront leur introduction devant lesdits tribunaux; ils l'instruiront aussi de la marche de la procédure, ainsi que des jugemens qui interviendront.

N° 325.—13 brumaire an 10 (4 novembre 1801).—**ARRETÉ** qui fixe le mode

ciable), la décision d'un tel conflit se trouve subordonnée à la question de savoir s'il y a régie; mais cette question ne pouvant être décidée par le conseil d'état, il y a nécessité de surseoir jusqu'à la décision de la haute administration active sur la question non contentieuse d'entre-prise ou de régie. Arr. du cons., 6 novembre 1817, *SIR.*, Jur. du cons., IV, 185.

Le conflit élevé par un préfet sur une action possessoire pendante devant un juge de paix, et le jugement de ce magistrat qui, par suite, renvoie devant l'administration, depuis réserves, ne dessaisissent pas entièrement le juge de paix; ils ne font que suspendre la procédure, en telle sorte que si l'administration ne statue pas elle-même sur la contestation et en renvoie plus tard la décision aux tribunaux, il peut être donné suite, par une simple demande en reprise d'instance, à l'action possessoire. *Cass.*, 11 juin 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 33g; *Bull. civ.*, XXIX, 18g. — Lorsqu'à la suite de deux arrêts de conflit portant l'un sur une action pétitoire jugée entre deux particuliers, relativement à la propriété d'un chemin, et l'autre sur une action possessoire, encore indécidée, ayant pour objet le même chemin, il intervient une ordonnance royale décidant que le chemin en litige est une propriété particulière, et renvoyant les parties devant les tribunaux pour faire statuer sur le borge, la largeur et la destination de ce chemin, sans autre explication, les arrêts de conflit sont également réputés annulés l'un et l'autre par cette ordonnance, et dès lors il peut être donné suite à l'action possessoire par une simple demande en reprise d'instance; vainement on dirait que l'ordonnance royale n'est relative qu'au pétitoire. Même arrêt. — Lorsqu'un conflit a été élevé dans une contestation jugée par un arrêt de la cour royale, contre lequel il y avait recours en cassation, s'il arrive que l'arrêt d'appel soit annulé en conseil d'état, en confirmation du conflit, la cour de cassation n'a plus à juger le pourvoi formé devant elle; elle doit déclarer qu'il n'y a lieu à statuer, et ordonner la restitution de l'amende. *Cass.*, 13 mars 1821, *SIR.*, XXI, 1, 299; *Bull. civ.*, XXIII, 70. (Cette décision ne peut plus être suivie depuis l'ordonnance de 1828.) — Lorsque, sur un conflit, le gouvernement attribue une affaire à la justice administrative, il est entendu que c'est pour qu'elle juge seulement les questions administratives; s'il survient, dans l'affaire, des questions non administratives, elles doivent être portées à l'autorité judiciaire, nonobstant le règlement sur le conflit. Arr. du cons., 4 juin 1816, *SIR.*, Jur. du cons., III, 300. — L'ordonnance qui approuve un conflit ne fait que renvoyer exclusivement au conseil de préfecture l'interprétation des actes de vente de domaines nationaux; elle ne fait pas obstacle à ce que, à défaut de documents suffisants dans la rédaction desdits actes, la connaissance du litige soit renvoyée plus tard aux tribunaux. Arr. du cons., 3 juin 1820, *SIR.*, Jur. du cons., V, 383.

Le refus d'élever un conflit ne peut donner lieu à pourvoi devant le conseil d'état; on ne peut s'en plaindre qu'au ministre de l'intérieur. Arr. du cons., 6 décembre 1820, *SIR.*, XXI, 2, 119.

Lorsque les autorités administrative et judiciaire se déclarent l'une et l'autre incompétentes pour statuer sur une contestation, c'est là un conflit négatif pour lequel on ne doit point se pourvoir en règlement de juges devant la cour de cassation; dans ce cas, c'est au gouvernement qu'il appartient de statuer. Arr. du cons., 16 mars 1807, *SIR.*, XIV, 2, 452; 14 septembre 1814, *SIR.*, Jur. du cons., III, 13; et plusieurs autres arrêts. — Lorsque, dans une matière appartenant à l'autorité judiciaire, il est arrivé d'abord qu'une cour royale a déclaré l'incompétence de l'autorité judiciaire, et que le conseil de préfecture y a statué comme compétent, s'il y a recours au conseil d'état contre l'arrêt et contre l'arrêté, le conseil peut statuer comme s'il y avait conflit négatif, c'est-à-dire qu'il peut annuler l'arrêté pour incompétence, et l'arrêt pour déni de justice; en ce cas, il doit renvoyer à la cour royale pour y être statué ce qu'il appartiendra, au fond. Arr. du cons., 24 décembre 1818, *SIR.*, Jur. du cons., V, 34. — Le roi, en conseil d'état, régle, en cas de conflit positif ou négatif entre les ministres, leurs attributions respectives. Arr. du cons., 10 septembre 1817, *SIR.*, Jur. du cons., IV, 143; et 25 février 1818, *ibid.*, 255.

Les conseils de préfecture ne peuvent élever le conflit; ce droit appartient exclusivement aux préfets de département. Arr. du cons., 9 avril 1817, *SIR.*, Jur. du cons., III, 553; et *DE CORMENIN*, *Questions de droit administratif*, v° *Conflit*, page 200, en note. — Ni les préfets maritimes. Arr. du cons., 14 juillet 1819, *SIR.*, Jur. du cons., V, 164. — Ni le préfet de police de Paris. Arr. du cons., 29 mai 1822, *DE CORMENIN*, *loc. citat.*

§ 2. — Application de l'ordonnance du 1^{er} — 11 juin 1828. — Voyez les notes qui accompagnent cette ordonnance.

TITRE 1^{er}. — *Dispositions générales.*

Distinction des dépenses.

Art. 1^{er}. Les services des ministres pour l'an 10 seront distingués en deux parties :—La première, du personnel, comprendra la solde, les traitemens et appointemens ;—La deuxième, du matériel, comprendra toutes les dépenses de fournitures et d'administration.

2. Aucun paiement sur les fonds publics ne sera définitif qu'après vérification du compte et des pièces au soutien, de la manière prescrite par les articles suivans ; et, jusque-là, les paiemens seront considérés comme provisoires, et se feront sur des mandats d'à-compte ou crédits ouverts par les différens ministres, sur l'aperçu des besoins présumés.—Les à-comptes pour fournitures ne pourront excéder les deux tiers du service présumé, ni le montant du cautionnement donné par le fournisseur.

Comptes de ces paiemens.

3. Les comptes et pièces justificatives des paiemens provisoires seront présentés par les ministres au gouvernement ; et les dépenses seront vérifiées et constatées en conseil d'administration générale, dans les délais déterminés.— Les ministres délivreront, d'après ces vérifications, les ordonnances définitives.

4. Il sera tenu, le 9 de chaque mois, un conseil d'administration générale pour les réglemens de comptes.

5. Une fois par décade, chaque ministre soumettra au gouvernement tout ce qui est relatif à l'administration des finances de son ministère.

TITRE II. — *Dispositions particulières sur la vérification des divers paiemens.*

Solde,

6. Les états de paiemens provisoires faits chaque mois pour la solde de la guerre ou de la marine seront présentés au gouvernement, avec les états de revue au soutien, dans le troisième mois qui suivra celui de la dépense ; ils seront vérifiés et constatés en conseil d'administration générale dans le mois suivant.

Traitemens et appointemens.

7. Les états de paiemens provisoires pour les traitemens et appointemens à payer directement par le trésor public, seront aussi dressés par mois, et présentés au gouvernement dans le troisième mois qui suivra celui de la dépense. — Les pièces justificatives seront, quant aux employés des bureaux des ministres, les états d'appointemens par eux émargés, vérifiés et certifiés, tant par le chef de chaque division, que par le secrétaire général du ministère ;—Et pour les fonctionnaires et employés hors des bureaux des ministres, les états nominatifs desdits fonctionnaires et employés, vérifiés et certifiés par chaque sous-préfet pour ceux de son arrondissement, et adressés directement aux ministres.—La vérification de ces dépenses sera faite, dans le mois suivant ; et les ministres délivreront, d'après cette vérification, leurs ordonnances définitives.

Dépenses de fournitures et d'administration.

8. Les états de paiemens provisoires pour dépenses de fournitures et d'administration, seront dressés par mois ou par trimestre, et non par année.

Les ministres les présenteront au gouvernement, avant la fin du troisième mois pour les dépenses faites par mois ; et, pour celles faites par trimestre, avant la fin du trimestre suivant ; et la vérification en sera faite en conseil d'administration générale dans le mois suivant. — Les états de paiemens provisoires pour des achats extraordinaires seront présentés dans le mois au plus tard, et la vérification faite dans le plus court délai ; l'époque à laquelle ils devront être faits sera toujours mentionnée dans les marchés.

TITRE III. — Méthode pour parvenir à la vérification.

9. Les ministres se conformeront, pour la rédaction des états de paiemens provisoires à présenter pour la vérification, au modèle annexé au présent, de manière qu'on y trouve, — 1° Dans l'ordre de chapitres et articles prescrit par l'arrêté du 1^{er} nivose an 9, le montant des services faits sur chaque article ; — 2° Le montant des à-comptes payés sur ces services ; — 3° Le montant des dépenses justifiées par pièces ; — 4° Les sommes que le ministre propose d'allouer ; — 5° La déclaration de la portion de service dont le règlement n'est pas proposé, ou celle que le service du mois ou du trimestre se trouve entièrement compris dans l'état proposé.

Rapports sur chaque chapitre de dépenses dont la vérification est proposée.

10. Les ministres joindront autant de rapports qu'il y aura de chapitres de dépenses présentés dans leurs états ; et ces rapports devront discuter si le montant du règlement proposé est égal au service réellement fait, et les raisons qui pourraient empêcher de proposer le règlement de celles qui n'y seraient pas comprises.

11. Si le règlement est arrêté, le procès-verbal du conseil d'administration sera envoyé au ministre des finances, pour qu'il le présente au conseil ordinaire des finances des 15, dans le bordereau des besoins.

12. Si, au contraire, le règlement est contesté, il sera renvoyé à une commission spéciale présidée par un conseiller d'état. Les parties pourront toujours se pourvoir au conseil d'état contre la décision de la commission.

13. Les ministres délivreront leurs ordonnances définitives, en conformité des procès-verbaux d'administration générale, et des distributions qui seront faites au conseil ordinaire des finances.

14. Le ministre du trésor public n'admettra jamais le remplacement d'un mandat d'à-compte en ordonnance définitive, qu'en conséquence d'un arrêté pris au conseil ordinaire des finances du 15 de chaque mois.

TITRE IV. — Des dépenses faites par des ordonnateurs secondaires sur les fonds mis à leur disposition par les ministres.

15. Les états de paiemens sur les sommes mises par les ministres à la disposition des préfets, administrateurs et commissaires ordonnateurs de la guerre ou de la marine, pour services courans ou imprévus, seront dressés, chaque trimestre, par lesdits ordonnateurs, dans la forme prescrite aux ministres, et leur seront adressés dans le quatrième mois, avec les pièces (1), et des rapports sur chaque chapitre de dépenses porté auxdits états.

16. Les ministres les présenteront au gouvernement dans le mois suivant. La vérification en sera faite en conseil d'administration générale, dans l'autre mois ; et on se conformera, au surplus, aux dispositions des articles précédens

(1) Si l'on veut faire vérifier par les conseils généraux de département, il ne faudra pas faire envoyer les pièces. (Note du Bulletin des lois.)

TITRE V. — *Des paiemens faits par les administrations et régies sur les dépenses propres à leur administration.*

Domaines, forêts, douanes, postes, loteries, salines, poudres et salpêtres.

17. Aucune administration ou régie pour le compte de la république ne pourra faire de paiemens ou autoriser de retenues, à titre de traitemens ou remises, au profit de ses employés, si elle n'a un crédit provisoire, ouvert par le ministre sous la surveillance duquel elle est placée. — Ces crédits seront ouverts par trimestre.

18. Lesdites administrations et régies feront dresser, tous les mois, par chaque direction des départemens hors Paris, l'état des paiemens qui y auront été faits sur le crédit provisoire qui leur aura été ouvert. Cet état, distribué dans la forme prescrite aux ministres, et accompagné de rapports du directeur sur chaque chapitre de dépenses, sera remis par lui, dans le mois suivant, avec les pièces au soutien, au préfet du département de sa résidence. Il sera vérifié par le préfet, qui prendra un arrêté motivé en approbation ou rejet des articles, et adressera son arrêté au ministre, dans le mois suivant. — Chaque administration fera, pour ses dépenses, dans le département de la Seine, ce qui doit être fait dans les autres départemens par ses directeurs, et remettra au ministre les états, rapports et pièces qui doivent être remis aux préfets.

19. Le ministre présentera aux consuls, par trimestre, les états des paiemens provisoires faits par chaque administration. Ces états seront présentés dans le trimestre suivant. Le ministre joindra à l'appui les arrêtés des préfets et les rapports et pièces de l'administration, avec un état de la recette du trimestre rentrée au trésor public, certifié par le ministre du trésor public.

20. Les états, rapports et pièces remis aux préfets par les directeurs des régies et administrations, seront soumis aux conseils généraux de département.

21. Lesdites administrations et régies ne pourront faire entrer en compte, à leur décharge, aucune autre déduction que le montant des ordonnances définitives qui leur auront été délivrées après la vérification des paiemens provisoires.

TITRE VI. — *Des paiemens faits par l'administration des domaines et enregistrement, pour dépenses publiques à la charge des ministres.*

22. L'administration des domaines et enregistrement continuera de faire payer, par ses préposés, sur les crédits provisoires qui lui seront ouverts par les ministres, les dépenses dont il sera jugé nécessaire de la charger.

23. Les paiemens provisoires de ces dépenses seront vérifiés et constatés de la manière prescrite pour les dépenses propres à son administration.
(Suit l'état mentionné à l'article 9.)

N° 326. = 13 brumaire an 10 (4 novembre 1801). = ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de l'Aude. (III, Bull. CXXXIV, n° 1019.)

N° 327. = 13 brumaire an 10 (4 novembre 1801). = ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département du Lot (1). (III, Bull. CXXXV, n° 1020.)

(1) Deux arrêtés des 9 pluviôse et 11 messidor an 10 (29 janvier et 30 juin 1802) ont modifié le présent.

N° 329.=13 brumaire an 10 (4 novembre 1801). = **ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département de la Mayenne (1). (III, Bull. cxxxv, n° 1021.)

N° 329.=13 brumaire an 10 (4 novembre 1801). = **ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département de la Sarthe. (III, Bull. cxxxv, n° 1022.)

N° 330.=15 brumaire an 10 (6 novembre 1801). = **ARRÊTÉ** qui annule, pour cause d'incompétence, deux jugemens rendus par le tribunal du troisième arrondissement du département du Doubs et le tribunal d'appel séant à Besançon, en matière de domaines nationaux. (III, Bull. cxxxii, n° 958.)

Les consuls de la république, vu l'arrêté pris le 18 fructidor an 9 par le conseil de préfecture du département du Doubs, par lequel il a élevé le conflit entre les autorités administrative et judiciaire, à raison du jugement rendu, le 3 floréal de la même année, par le tribunal d'appel séant à Besançon, infirmatif d'un autre jugement du tribunal de première instance, troisième arrondissement du même département du Doubs, du 4 fructidor an 8 ;—Vu lesdits jugemens et pièces produites ;—Le conseil d'état entendu, —Considérant que le contentieux des domaines nationaux est attribué à l'autorité administrative par un grand nombre de lois, et spécialement par celle du 28 pluviôse an 8 (2), et que la question dont les deux tribunaux du département du Doubs se sont arrogé la connaissance, faisait évidemment partie du contentieux, puisqu'il s'agissait de prononcer si des paiemens faits au trésor public par des acquéreurs de domaines nationaux, étaient valables ou non ;—Considérant, de plus, qu'indépendamment de l'entreprise manifeste sur l'autorité administrative, le tribunal d'appel, en infirmant le jugement de première instance qui avait débouté *Joseph-Xavier Chatelain* de sa demande, et en condamnant *Jean-Ignace Dodane* à payer une seconde fois une portion notable du prix de son acquisition, a porté une décision capable de répandre l'inquiétude et les alarmes parmi les acquéreurs de domaines nationaux, auxquels la constitution de l'état accorde une protection spéciale ;—Considérant enfin qu'avant de recourir à des mesures plus sévères, il importe au gouvernement de savoir si la conduite du tribunal d'appel du département du Doubs n'est que l'effet d'une simple erreur d'opinion, ou s'il faut l'attribuer à une affectation coupable, — Arrêtent :

Art. 1^{er}. Les jugemens des 4 fructidor an 8 et 2 floréal an 9 sont déclarés comme non avenus.

2. Le président, et, en cas d'empêchement légitime, le juge qui le suivra dans l'ordre du tableau, et le commissaire du gouvernement près le dit tribunal, se rendront à la suite du conseil d'état.

N° 331.=15 brumaire an 10 (6 novembre 1801). = **ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département du Var (3). (III, Bull. cxxxvii, n° 1037.)

N° 332.=15 brumaire an 10 (6 novembre 1801). = **ARRÊTÉ** portant réduction

(1) Deux arrêtés des 3 et 25 ventose an 10 (22 février et 15 mars 1802) ont rectifié présent.

(2) Voyez l'art. 4 de cette loi, et les notes.

(3) Il a été rendu, le 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802), un autre arrêté modificatif présent.

des justices de paix du département du Puy-de-Dôme (1). (III, Bull. CXXXVII, n° 1038.)

N° 333.—15 brumaire an 10 (6 novembre 1801).—**ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département de la Loire-Inférieure (2). (III, Bull. CXXXVIII, n° 1039.)

N° 334.—15 brumaire an 10 (6 novembre 1801).—**ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département de l'Ardèche. (III, Bull. CXLII, n° 1070.)

N° 335.—15 brumaire an 10 (6 novembre 1801).—**ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département du Rhône. (III, Bull. CXLII, n° 1071.)

N° 336.—16 brumaire an 10 (7 novembre 1801).—**ARRÊTÉ** qui accorde aux officiers de l'armée de terre, etc., qui s'embarquent pour le service de la France, la faculté de déléguer un quart de leurs appointemens (3). (III, Bull. CXXVI, n° 972.)

Art. 1^{er}. Les officiers de l'armée de terre et les employés militaires payés sur revues, qui s'embarquent pour le service de la république, sont autorisés à déléguer à leurs femmes, enfans ou autres, une portion de leurs appointemens, qui ne pourra pas être de plus du quart; lesquels alors ne leur seront payés pendant leur absence, que jusqu'à concurrence de la portion qu'ils se seront réservée.

2. Pour assurer cette déduction, mention sera faite des délégations et de leur montant, d'une manière détaillée, soit sur le livret des corps pour ce qui concerne les officiers qui y sont attachés, soit sur les livrets individuels des officiers sans troupe et employés militaires.

3. Les inspecteurs aux revues, et, à leur défaut, les commissaires des guerres, seront chargés d'établir sur les livrets la mention ci-dessus, et de recevoir les déclarations dûment signées des délégataires, lesquelles porteront énonciation des noms, prénoms, armes, grades ou emplois de ces derniers, du montant de leurs appointemens, de la portion déléguée, de l'époque à commencer de laquelle elle devra être payée, des noms, prénoms et demeures des personnes autorisées à la toucher, et de celles qui devront leur être substituées en cas de mort ou de refus des personnes auxquelles ils ont fait la délégation.

4. Ces déclarations seront certifiées par les inspecteurs aux revues, ou, à leur défaut, par les commissaires des guerres, qui énonceront au bas qu'ils ont établi sur les livrets les mentions prescrites, et les feront passer, sans délai, au ministre de la guerre, qui donnera, en conséquence, l'ordre aux inspecteurs aux revues de délivrer, soit aux femmes des délégataires, soit à leurs enfans ou autres, un livret spécial, relatant la délégation, et successivement des extraits de revue, à l'effet de recevoir des payeurs de la guerre les sommes déléguées, de trimestre en trimestre.

5. Les délégations ne pourront avoir d'effet que pour une année : néanmoins, dans le cas où l'absence des délégataires se prolongerait au-delà, la délégation pourra être renouvelée, pour une autre année, au dernier jour

(1) Cet arrêté a été modifié par un autre du 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802).

(2) L'arrêté précité du 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802) a modifié le présent.

(3) Voyez l'avis du cons. d'état du 5 septembre 1806, interprétatif du présent arrêté, qui est resté en pleine vigueur.

de l'année révolue, dans les formes prescrites ci-dessus ; mais alors , à défaut d'inspecteurs aux revues ou de commissaires des guerres, les agens de la marine sur les lieux ou les agens commerciaux les remplaceront, quant à la réception et au *visa* des nouvelles déclarations, à leur mention sur les livrets, et à l'envoi qui devra en être fait au ministre de la guerre. Si la déclaration n'est pas renouvelée, il ne sera plus fait aucun paiement après l'année révolue.

6. Les officiers qui sont actuellement aux colonies, pourront également faire leurs déclarations selon les formes prescrites par les articles précédens.

7. En cas de cessation de service du délégataire, par mort ou autrement, les inspecteurs aux revues, ou, à leur défaut, les commissaires des guerres, et, s'il y a lieu, les agens de la marine ou les agens commerciaux, en informeront aussitôt le ministre de la guerre, qui, en conséquence, fera cesser sur-le-champ l'effet de la délégation.

8. Lecture sera faite des diverses dispositions ci-dessus à tous les officiers des troupes de terre, au moment de leur embarquement ; et le ministre de la marine les fera, en outre, publier dans toutes les colonies françaises.

N° 337. = 17 brumaire an 10 (8 novembre 1801). = ARRÊTÉ qui annule un arrêté du préfet du département de Maine-et-Loire, comme incompetent, et ayant mal statué au fond. (III, Bull. CXXVI, n° 973.)

Les consuls de la république, vu la pétition de la commission administrative des hospices d'Angers, tendant à ce qu'il plaise aux consuls de la république annuler l'arrêté du préfet de Maine-et-Loire, du 6 fructidor an 9, par lequel *Marie-Françoise Leroy-Lapotherie*, veuve *Soucelles*, a été autorisée à rentrer en la jouissance de ses biens provisoirement accordés aux hospices d'Angers par arrêté de l'administration centrale du 5 fructidor an 5 ; — Vu les motifs sur lesquels ledit arrêté est fondé, ensemble les moyens dont a fait usage ladite dame veuve *Soucelles* ; — Considérant, d'une part, que la question sur laquelle le préfet de Maine-et-Loire a statué seul était contentieuse, et que, comme telle, aux termes de la loi du 28 pluviôse an 8, elle eût dû être renvoyée au conseil de préfecture ; — Et de l'autre, que le motif allégué par le même préfet pour dépouiller les hospices d'Angers en faveur de la dame veuve *Soucelles*, n'est nullement fondé, puisque, si la loi du 16 vendémiaire an 5 veut que les désignations faites par les administrations centrales de domaines nationaux à donner en remplacement aux hospices, n'aient un effet définitif qu'en vertu d'une loi, cette précaution sage a été prise uniquement dans l'intérêt de la république, et non dans celui des prévenus d'émigration dont les biens ont été désignés ; — Considérant de plus qu'il est prouvé, par l'arrêté du 5 fructidor an 5, qu'avant que les biens de la dame veuve *Soucelles* eussent été accordés en remplacement aux hospices d'Angers, ils avaient été vendus, au nom de la république, à des soumissionnaires tombés depuis en déchéance à défaut de paiement ; ce qui, aux termes de l'arrêté des consuls du 29 messidor an 8, ne laisse à ladite dame *Soucelles*, rayée définitivement de la liste des émigrés en prairial an 9, aucun droit de réclamer ni les biens en nature, ni leur valeur. — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent : — L'arrêté du préfet de Maine-et-Loire est annulé comme incompetent, et comme ayant mal statué au fond.

N° 338. = 17 brumaire an 10 (8 novembre 1801). = ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Corrèze. (III, Bull. CXXI, n° 1072.)

339. = 17 brumaire an 10 (8 novembre 1801). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Haute-Marne.* (III, Bull. CXLIV, n° 1106.)

N° 340. = 17 brumaire an 10 (8 novembre 1801). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Somme.* (III, Bull. CXLIV, n° 1107.)

N° 341. = 23 brumaire an 10 (14 novembre 1801). = *ARRÊTÉ qui ordonne la révision des liquidations faites, depuis le 1^{er} vendémiaire an 8, par les bureaux ou les agens du ministre de la guerre.* (III, Bull. CXXVI, n° 974.)

Art. 1^{er}. Toutes les liquidations faites par les bureaux ou par les agens du ministre de la guerre, depuis le 1^{er} vendémiaire an 8, seront révisées par des commissions qui les liquideront définitivement.

2. Il sera créé une commission de révision pour chacune des armées, et une pour les troupes de l'intérieur. Chacune de ces commissions sera composée de trois membres : ils seront choisis par le ministre de la guerre, parmi les officiers généraux ou supérieurs, les inspecteurs aux revues ou les commissaires des guerres actuellement en activité de service. — Le ministre de la guerre déterminera le lieu où chacune de ces commissions se réunira, et les dépenses que chacune d'elles sera autorisée à faire.

3. Ces commissions seront chargées de s'assurer de la régularité des pièces comptables qui leur seront fournies, et de la vérité des signatures ; de contrôler la quantité et la qualité des fournitures, et de faire un rapport sur l'ensemble et les détails de l'exécution de chaque traité.

4. Ces commissions formeront, pour chaque nature de service, un bordereau général ; elles formeront en même temps un bordereau particulier pour chaque fournisseur ; ce bordereau sera, s'il y a lieu, divisé par exercice, toujours en commençant les opérations par l'exercice de l'an 9. — La commission chargée des troupes de l'intérieur formera un bordereau particulier des fournitures et paiemens par division militaire.

5. Ces commissions seront aussi chargées de recevoir, de liquider et d'apurer les comptes, tant en espèces qu'en denrées, de tous les gardes-magasins et de tous les individus qui ont reçu, soit en dépôt, soit pour les transporter, soit pour les distribuer, des fonds, des denrées ou effets destinés aux troupes.

6. Ces commissions seront encore chargées de recevoir, liquider et apurer les comptes des commissaires des guerres, et de tous autres individus qui auront reçu des fonds d'avance ou pour assurer un service quelconque.

7. A cet effet, le ministre du trésor public fera adresser à chacune desdites commissions un état détaillé par exercice, par nature de fournitures ou de service, et par partie prenante, de toutes les sommes délivrées pour le paiement des services de la guerre depuis l'an 8. Les paiemens faits pour l'intérieur seront classés par division militaire.

8. Le ministre de la guerre, les commissaires ordonnateurs en chef, et tous autres qui auront délivré, n'importe sur quels fonds, des ordonnances pour les susdits services, depuis l'époque précitée, en adresseront le bordereau aux commissions respectives. Ces bordereaux présenteront les mêmes détails que ceux demandés à la trésorerie.

9. Le ministre du trésor public fera remettre à chacune desdites commissions, sous leur récépissé, les différentes pièces comptables que les fournis-

seurs, ou autres parties prenantes, ont déposées à la trésorerie à l'appui des ordonnances qui leur ont été délivrées.

10. Le ministre de la guerre leur fera remettre aussi les différentes pièces relatives auxdits services qui peuvent encore être déposées dans ses bureaux.

11. Tout entrepreneur, fournisseur et agent, tous ceux enfin qui sont détenteurs de pièces relatives aux services des troupes, à quelque titre que ce soit, seront tenus de les remettre, avant le 1^{er} pluviôse prochain, aux commissions respectives qui seront établies en vertu du présent arrêté, à peine d'être déchus, sans retour, de toute espèce de réclamation des sommes qu'ils prétendraient leur être dues.

12. Pour mettre les régisseurs ou autres agents du service des troupes à portée de satisfaire aux dispositions de l'article précédent, tous ceux qui, ayant traité avec eux ou ayant été employés par eux pour raison desdits services, prétendraient avoir des réclamations de paiement ou toutes autres à faire, soit contre ces régisseurs, soit vis-à-vis du gouvernement, seront tenus de remettre aux commissions respectives, sous leur récépissé, les pièces justificatives de leurs réclamations, avant le 1^{er} nivôse prochain, sous peine de la déchéance ci-dessus prononcée: les susdits individus ne pourront se dispenser de faire cette remise sous prétexte que ces pièces sont engagées devant les tribunaux, toute poursuite à cet égard étant et demeurant suspendue, pour y être statué par voie administrative, conformément aux lois rendues pour les objets qui intéressent le service public.

13. Dans le cas où les commissions soupçonneront quelques unes des pièces qui leur auront été fournies, d'être fausses ou altérées, elles en informeront sur-le-champ la commission centrale de révision, dont il sera parlé ci-après, qui est chargée de l'exécution des dispositions de l'arrêté du 5 brumaire an 10, relatif aux pièces produites à fin de liquidation ou de paiement.

14. Il sera créé, pour réviser et apurer définitivement toutes les liquidations faites ou à faire pour la fourniture des armées et des troupes de l'intérieur pendant les années 8 et 9, une commission centrale de révision, composée de cinq membres nommés par le premier consul.

15. Les commissions particulières adresseront à ladite commission centrale, avec leurs rapports, les bordereaux qu'elles auront dressés, et les pièces à l'appui, au fur et à mesure des liquidations qu'elles auront faites.

16. La commission centrale procédera à cette révision définitive, conformément aux dispositions de l'arrêté du 29 germinal an 9, concernant les créances pour le service de l'an 8.

17. Elle sera chargée en outre de provoquer, par un rapport au gouvernement, les poursuites à faire devant les autorités compétentes, contre ceux qui auraient fabriqué ou altéré des pièces et contre leurs complices. Elle sera chargée encore de provoquer les poursuites à faire par l'agent du trésor public contre ceux qui se trouveront en débet envers le gouvernement.

18. Si la commission centrale a besoin, pour ses travaux, de pièces déposées dans les bureaux du liquidateur général ou de la comptabilité intermédiaire, elles lui seront adressées de suite, sur sa demande et son récépissé.

19. Lorsqu'un fournisseur aura continué pendant l'an 8 un service commencé pendant les années antérieures, la commission centrale sera tenue de procéder à la liquidation entière du service qu'il aura fait.

20. La commission centrale renverra, après l'apurement des comptes, à la comptabilité intermédiaire, les pièces qu'elle en aura reçues, ainsi que celles qui concerneront les exercices que cette comptabilité est autorisée à

liquider. Il en sera de même du liquidateur général de la dette publique, pour les exercices qui lui sont confiés.

21. Dans le cas où quelque agent, fournisseur, entrepreneur, garde-magasin ou autre, refuserait de rendre ses comptes, ou bien de remettre les pièces qui lui auraient été demandées soit par la commission centrale de révision, soit par les commissions particulières, la commission centrale en fera son rapport au ministre des finances, chargé de les y contraindre par voie administrative.

22. Les comptes qui auront été arrêtés par la commission centrale, seront, sur leur demande et sans déplacement, communiqués aux parties intéressées, qui pourront se pourvoir au conseil d'état, jusqu'au moment où lesdits comptes auront été approuvés par le conseil d'administration générale.

23. Le président de la commission centrale fera, le 9 de chaque mois, au conseil d'administration générale qui sera tenu à cet effet en présence des consuls, un rapport sur chacune des liquidations que ladite commission aura révisées, et présentera le bordereau général desdites liquidations, signé par trois membres au moins.—Il présentera en même temps les projets d'arrêté nécessaires pour accélérer et assurer les opérations dont la commission centrale est chargée.

24. Si les liquidations définitives présentées par la commission centrale sont approuvées et arrêtées par le conseil d'administration générale, le procès-verbal dudit conseil sera envoyé de suite au ministre des finances, pour qu'il le présente au conseil ordinaire des finances dans le bordereau des besoins : dans le cas contraire, elles seront envoyées au conseil d'état, qui en fera son rapport aux consuls.

25. Le ministre de la guerre délivrera des ordonnances définitives, en conformité des procès-verbaux du conseil d'administration générale, et des distributions qui auront été faites au conseil ordinaire des finances dans le bordereau des besoins.

N° 342. = 23 brumaire an 10 (14 novembre 1801). = **ARRÊTÉ** contenant *organisation de la garde des consuls, et création d'un gouverneur du palais du gouvernement.* (III, Bull. CXXVI, n° 981.)

N° 343. = 26 brumaire an 10 (17 novembre 1801). = **ARRÊTÉ** relatif au *recouvrement des patentes pour l'an 10, et aux remises des percepteurs et receveurs sur cet objet pendant la même année.* (III, Bull. CXXX, n° 988.)

N° 344. = 26 brumaire an 10 (17 novembre 1801). = **ARRÊTÉ** qui rétablit *les communes dans la jouissance des amendes de police* (1). (III, Bull. CXXX, n° 989.)

Les consuls de la république, sur le rapport du ministre de l'intérieur ; — Considérant que les dispositions de l'article 3 de la septième section de la loi sur la police rurale, qui portent que les gages des gardes champêtres seront prélevés sur les amendes qui appartiendront en entier aux communes, n'ont été abrogées par aucune loi subséquente, non plus que celles qui ont attribué lesdites amendes aux communes ; le conseil d'état entendu, arrêtent : — Les communes seront rétablies dans la jouissance des amendes de police, qui leur ont été attribuées par la loi du 28 septembre—6 octobre 1791,

(1) Voyez l'art. 3 de la sect. VII du tit. 1^{er} du décret du 23 septembre—6 octobre 1791, sur la police rurale, et la note.

pour être affectées au paiement de leurs charges communales, au désir de ladite loi.

N° 345. = 26 brumaire an 10 (17 novembre 1801). = *ARRÊTÉ portant qu'il ne sera plus fait de paiemens à titre de secours provisoire.* (III, Bull. CXXX, n° 990.)

N° 346. = 27 brumaire an 10 (18 novembre 1801). = *ARRÊTÉ qui annule, pour cause d'incompétence, un jugement rendu par le tribunal du quatrième arrondissement de la Haute-Vienne, en matière de domaines nationaux.* (III, Bull. CXXXI, n° 994.)

Les consuls de la république, vu l'arrêté du préfet de la Haute-Vienne, du 22 vendémiaire an 10, portant déclaration de conflit entre les autorités administrative et judiciaire, pour raison du jugement rendu, le 15 messidor an 9, par le tribunal civil du quatrième arrondissement du département de la Haute-Vienne, séant à Rochechouart, qui sursoit à toutes poursuites de la régie des domaines et de l'enregistrement, contre le citoyen *Labrousse-Brognac*, acquéreur de domaines nationaux, et poursuivi comme débiteur de partie du prix desdits biens ; — Vu les pièces jointes ; — Considérant que le contentieux des domaines nationaux est de la compétence de l'autorité administrative, d'après un grand nombre de lois, et spécialement celle du 28 pluviôse an 8 (1) ; — Que l'opposition aux contraintes et poursuites exercées par les préposés de la régie de l'enregistrement et du domaine national, pour recouvrer le tout ou partie du prix des domaines nationaux, fait incontestablement partie de ce contentieux ; — Qu'ainsi l'entreprise du tribunal de Rochechouart sur l'autorité administrative est manifeste ; mais qu'avant de recourir à des mesures plus sévères, il importe au gouvernement de savoir si la conduite de ce tribunal n'est que l'effet d'une simple erreur d'opinion, ou s'il faut l'attribuer à une affectation coupable ; le conseil d'état entendu, arrêtent :

Art. 1^{er}. Le jugement du 15 messidor an 9 est considéré comme non avenu.

2. Le président du tribunal civil du quatrième arrondissement du département de la Haute-Vienne, et, en cas d'empêchement légitime, le juge qui le suivra dans l'ordre du tableau, se rendra à la suite du conseil d'état.

N° 347. = 27 brumaire an 10 (18 novembre 1801). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Charente-Inférieure.* (III, Bull. CXLVI, n° 1126.)

N° 348. = 27 brumaire an 10 (18 novembre 1801). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département d'Ille-et-Vilaine.* (III, Bull. CXLVI, n° 1127.)

N° 349. = 27 brumaire an 10 (18 novembre 1801). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de Maine-et-Loire.* (III, Bull. CXLVIII, n° 1142.)

N° 350. = 27 brumaire an 10 (18 novembre 1801). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Vienne.* (III, Bull. CXLVIII, n° 1143.)

(1) Voyez l'art. 4 de cette loi, et les notes.

N° 351.—27 brumaire an 10 (18 novembre 1801). = ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Loire. (III, Bull. CLII, n° 1186.)

N° 352.—27 brumaire an 10 (18 novembre 1801). = ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département du Bas-Rhin. (III, Bull. CLII, n° 1187.)

N° 353.—29 brumaire an 10 (20 novembre 1801). = ARRÊTÉ qui établit une bourse de commerce à Cherbourg, et des courtiers dont le nombre sera de six, au plus. (III, Bull. CXXXI, n° 1005.)

N° 354.—5 frimaire an 10 (26 novembre 1801). = ARRÊTÉ qui suspend l'échange des coupons de l'emprunt forcé de l'an 4 contre des certificats tenant lieu de bons de deux tiers. (III, Bull. CXXXI, n° 1008)

N° 355.—5 frimaire an 10 (26 novembre 1801). = ARRÊTÉ qui fixe des époques pour le paiement des arrérages de pensions des veuves des défenseurs de la patrie. (III, Bull. CXXXI, n° 1009.)

N° 356.—5 frimaire an 10 (26 novembre 1801). = ARRÊTÉ relatif à l'emploi des ordonnances, mandats et bons pour l'habillement, équipement et armement des bataillons de conscrits. (III, Bull. CXXXI, n° 1010.)

N° 357.—7 frimaire an 10 (28 novembre 1801). = ARRÊTÉ qui détermine l'uniforme du directeur général et des administrateurs et employés des douanes. (III, Bull. CXXXI, n° 1012.)

Le directeur général, les administrateurs, le secrétaire général, les directeurs et employés des douanes, porteront un uniforme qui est réglé ainsi qu'il suit : — Pour tous, habit croisé de drap, pantalon ou culotte verts, gilet blanc ou vert ; — Pour le directeur général, broderie en argent au collet, aux paremens, aux pattes et autour des poches, et double baguette autour de l'habit, selon le modèle joint à l'arrêté ; gilet et pantalon brodés ; chapeau français, bouton avec ces mots, *Douanes nationales*, et une ganse d'argent ; — Les administrateurs, broderie simple au collet, aux paremens, aux pattes et autour des poches, et baguette simple autour de l'habit ; gilet avec baguette ; pantalon uni ; — Le secrétaire général et les directeurs des départemens, broderie au collet, aux paremens et à la patte des poches seulement, sans baguette autour de l'habit ; gilet et pantalon unis ; — Les inspecteurs, broderie aussi en argent au collet et aux paremens ; — Les receveurs principaux, un galon double au collet et aux paremens, de treize millimètres de largeur ; — Pour ces cinq derniers grades, chapeau pareil au directeur général ; — Les contrôleurs aux visites, un galon double au collet, un simple au parement ; — Les receveurs particuliers, un galon simple au collet et au parement ; — Les commis à la navigation, un galon double au collet ; — Les commis aux déclarations, un galon simple au parement ; — Les visiteurs, un galon simple au collet et au parement ; — Les employés des bureaux, habit uni ; — Les contrôleurs des brigades, galon simple au collet, et double au parement ; — Les capitaines, galon double au parement ; — Les lieutenans principaux et d'ordre, galon simple au parement ; — Les lieutenans, deux boutons au collet, un galon d'argent ; — Les sous-lieutenans, deux bouton-

nières de même à chaque parement;—Pour ces onze derniers grades, chapeau à la française avec gause d'argent, et bouton portant ces mots : *Douanes nationales*;—Les préposés, habit, gilet et culotte unis;—Pour tous, une arme.

N° 358.= 7 frimaire an 10 (28 novembre 1801).= **ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département des Hautes-Pyrénées (1). (III, Bull. CLII, n° 1188.)

N° 359.= 7 frimaire an 10 (28 novembre 1801).= **ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département de la Haute-Garonne (2). (III, Bull. CLIV, n° 1200.)

N° 360.= 7 frimaire an 10 (28 novembre 1801).= **ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département de l'Aveyron (3). (III, Bull. CLIV, n° 1201.)

N° 361.= 7 frimaire an 10 (28 novembre 1801).= **ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département du Tarn (4). (III, Bull. CLV, n° 1202.)

N° 362.= 7 frimaire an 10 (28 novembre 1801).= **ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département de l'Aucluse. (III, Bull. CLV, n° 1204.)

N° 363.= 9 frimaire an 10 (30 novembre 1801).= **ARRÊTÉ** portant suppression des bureaux de garantie établis à Soissons, Tarascon et Thouars. (III, Bull. CXXXVI, n° 1024.)

N° 364.= 9 frimaire an 10 (30 novembre 1801).= **ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département de la Haute-Vienne. (III, Bull. CLVI, n° 1205.)

N° 365.= 9 frimaire an 10 (30 novembre 1801).= **ARRÊTÉ** portant réduction des justices de paix du département de la Drôme (5). (III, Bull. CLVI, n° 1206.)

N° 366.= 13 frimaire an 10 (4 décembre 1801). = **ARRÊTÉ** contenant des changemens dans la circonscription de la 21^e division militaire. (III, Bull. CXXXVI, n° 1025.)

N° 367. = 13 frimaire an 10 (4 décembre 1801). = **ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Rochefort, et qui porte que les fonctions d'agens de change et de courtiers seront cumulativement exercées par les mêmes individus dont le nombre sera de quatre, au plus. (III, Bull. CXXXVI, n° 1026.)

N° 368. = 13 frimaire an 10 (4 décembre 1801). = **ARRÊTÉ** portant établissement d'une bourse de commerce à Pézenas, et création de courtiers dont le nombre sera de six, au plus. (III, Bull. CXXXVI, n° 1027.)

(1) Cet arrêté a été modifié par deux autres des 25 pluviôse an 10 et 3 brumaire an 11 (14 février et 25 octobre 1802).

(2) Trois autres arrêtés des 3 ventose, 23 germinal an 10, et 3 brumaire an 11 (22 février, 13 avril et 25 octobre 1802) ont modifié le présent.

(3) Modifié par un autre arrêté du 13 ventose an 10 (4 mars 1802).

(4) Modifié par un autre arrêté du 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802).

(5) Cet arrêté a été modifié par un autre, en date du 3 ventose an 10 (22 février 1802).

N° 369. = 13 frimaire an 10 (4 décembre 1801). = *ARRÊTÉ qui établit une bourse de commerce à La Rochelle, et qui porte que les fonctions d'agens de change et de courtiers pourront être cumulativement exercées par les mêmes individus, dont le nombre ne pourra s'élever au dessus de six.* (III, Bull. CXXXVI, n° 1028.)

N° 370. = 13 frimaire an 10 (4 décembre 1801). = *ARRÊTÉ contenant un tarif pour la valeur des pièces d'or, d'argent, de billon et de cuivre, qui ont cours dans la 27^e division militaire.* (III, Bull. cc, n° 1793.)

N° 371. = 15 frimaire an 10 (6 décembre 1801). = *LOI qui ordonne la promulgation de la convention conclue le 8 vendémiaire an 9, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique* (1). (III, Bull. CXXXIX, n° 1058.)

La convention dont la teneur suit, conclue à Paris le 8 vendémiaire an 9, et dont les ratifications ont été échangées à Paris le 13 thermidor même année, sera promulguée comme loi de la république.

CONVENTION.

Le premier consul de la république française, au nom du peuple français, et le président des Etats-Unis d'Amérique, également animés du désir de mettre fin aux différens qui sont survenus entre les deux états, ont respectivement nommé leurs plénipotentiaires, et leur ont donné plein pouvoir pour négocier sur ces différens et les terminer; c'est-à-dire le premier consul de la république française, au nom du peuple français, a nommé, pour plénipotentiaires de ladite république, les citoyens *Joseph Bonaparte*, ex-ambassadeur de la république française à Rome et conseiller d'état, *Charles-Pierre Claret-Fleurieu*, membre de l'institut national et du bureau des longitudes de France, et conseiller d'état, président de la section de la marine, et *Pierre-Louis Rœderer*, membre de l'institut national de France, et conseiller d'état, président de la section de l'intérieur; et le président des Etats-Unis d'Amérique, par et avec l'avis et le consentement du sénat desdits états, a nommé, pour leurs plénipotentiaires, *Oliver Ellsworth*, chef de la justice des Etats-Unis, *William-Richardson Davie*, ci-devant gouverneur de la Caroline septentrionale, et *William Vans-Murray*, ministre résident des Etats-Unis à La Haye; — Lesquels, après avoir fait l'échange de leurs pleins pouvoirs, longuement et mûrement discuté les intérêts respectifs, sont convenus des articles suivans :

Art. 1^{er}. Il y aura une paix ferme, inviolable et universelle, et une amitié vraie et sincère, entre la république française et les Etats-Unis d'Amérique, ainsi qu'entre leurs pays, territoires, villes et places, et entre leurs citoyens et habitans, sans exception de personnes ni de lieux.

2. Les ministres plénipotentiaires des deux parties ne pouvant, pour le présent, s'accorder relativement au traité d'alliance du 6 février 1778, au

(1) L'exécution de cette convention fut interrompue par un différend survenu en 1810 entre la France et les Etats-Unis. Voyez le décret du 23 mars 1810, qui ordonne la saisie des navires de cette nation; les ordonnances du 26—28 juillet 1820, 23—27 avril 1821, 3—8 septembre 1823, concernant les droits à percevoir sur les bâtimens des Etats-Unis, chargés de marchandises pour la France; et surtout la convention de navigation et de commerce entre la France et cette puissance, du 24 juin 1822, publiée par ordonnance du 23 juin—9 juillet 1823. Les termes de cette convention impliquent abrogation entière de la présente, quant à ses stipulations commerciales.

traité d'amitié et de commerce de la même date, et à la convention en date du 14 novembre 1788, non plus que relativement aux indemnités mutuellement dues ou réclamées, les parties négocieront ultérieurement sur ces objets dans un temps convenable; et, jusqu'à ce qu'elles se soient accordées sur ces points, lesdits traités et convention n'auront point d'effet, et les relations des deux nations seront réglées ainsi qu'il suit:

3. Les bâtimens d'état qui ont été pris de part et d'autre, ou qui pourraient être pris avant l'échange des ratifications, seront rendus.

4. Les propriétés capturées et non encore condamnées définitivement, ou qui pourront être capturées avant l'échange des ratifications, excepté les marchandises de contrebande destinées pour un port ennemi, seront rendues mutuellement, sur les preuves suivantes de propriété, savoir: — De part et d'autre, les preuves de propriété, relativement aux navires marchands armés ou non armés, seront un passeport de la forme suivante: — « A tous ceux qui les présentes verront, soit notoire que faculté et permission a été accordée à....., maître ou commandant du navire appelé....., de la ville de....., de la capacité de..... tonneaux ou environ, se trouvant présentement dans le port et havre de....., et destiné pour....., chargé de.....; qu'après que son navire aura été visité, et avant son départ, il prètera serment entre les mains des officiers autorisés à cet effet, que ledit navire appartient à un ou plusieurs sujets de....., dont l'acte sera mis à la fin des présentes; de même, qu'il gardera et fera garder par son équipage les ordonnances et réglemens maritimes, et remettra une liste signée et confirmée par témoins, contenant les noms et surnoms, les lieux de naissance et la demeure des personnes composant l'équipage de son navire, et de tous ceux qui s'y embarqueront, lesquels il ne recevra pas à bord sans la connaissance et permission des officiers autorisés à ce; et, dans chaque port ou havre où il entrera avec son navire, il montrera la présente permission aux officiers à ce autorisés, et leur fera un rapport fidèle de ce qui s'est passé durant son voyage; et il portera les couleurs, armes et enseignes (de la république française ou des Etats-Unis) durant sondit voyage. En témoin de quoi, nous avons signé les présentes, les avons fait contresigner par....., et y avons fait apposer le sceau de nos armes. — Donné le..... de l'an de grace le..... » — Et ce passeport suffira sans autre pièce, nonobstant tout réglemen contraire. Il ne sera pas exigé que ce passeport ait été renouvelé ou révoqué, quelque nombre de voyages que ledit navire ait pu faire, à moins qu'il ne soit revenu chez lui dans l'espace d'une année. — Par rapport à la cargaison, les preuves seront des certificats contenant le détail de la cargaison, du lieu d'où le bâtiment est parti et de celui où il va, de manière que les marchandises défendues et de contrebande puissent être distinguées par les certificats, lesquels certificats auront été faits par les officiers de l'endroit d'où le navire sera parti, dans la forme usitée dans le pays; et si ces passeports ou certificats, ou les uns et les autres, ont été détruits par accident ou enlevés de force, leur défaut pourra être suppléé par toutes les autres preuves de propriété admissibles d'après l'usage général des nations. — Pour les bâtimens autres que les navires marchands, les preuves seront la commission dont ils sont porteurs. Cet article aura son effet à dater de la signature de la présente convention; et si, à dater de ladite signature, des propriétés sont condamnées contrairement à l'esprit de ladite convention, avant qu'on ait connaissance de cette stipulation, la propriété ainsi condamnée sera, sans délai, rendue ou payée.

5. Les dettes contractées par l'une des deux nations envers les particuliers de l'autre, ou par des particuliers de l'une envers des particuliers de

l'autre, seront acquittées, ou le paiement en sera poursuivi comme s'il n'y avait eu aucune mésintelligence entre les deux états; mais cette clause ne s'étendra point aux indemnités réclamées pour des captures ou pour des condamnations.

6. Le commerce entre les deux parties sera libre : les vaisseaux des deux nations et leurs corsaires, ainsi que leurs prises, seront traités, dans les ports respectifs, comme ceux de la nation la plus favorisée; et, en général, les deux parties jouiront, dans les ports l'une de l'autre, par rapport au commerce et à la navigation, des privilèges de la nation la plus favorisée.

7. Les citoyens et habitans des Etats-Unis pourront disposer, par testament, donation ou autrement, de leurs biens meubles et immeubles possédés dans le territoire européen de la république française, et les citoyens de la république française auront la même faculté à l'égard des biens meubles et immeubles possédés dans le territoire des Etats-Unis, en faveur de telle personne que bon leur semblera. Les citoyens et habitans d'un des deux états, qui seront héritiers de biens meubles ou immeubles situés dans l'autre, pourront succéder *ab intestat*, sans qu'ils aient besoin de lettres de naturalité, et sans que l'effet de cette stipulation leur puisse être contesté ou empêché, sous quelque prétexte que ce soit; et seront lesdits héritiers, soit à titre particulier, soit *ab intestat*, exempts de tout droit quelconque chez les deux nations. Il est convenu que cet article ne dérogera en aucune manière aux lois qui sont à présent en vigueur chez les deux nations, ou qui pourraient être promulguées à la suite contre l'émigration, et ainsi, que, dans le cas où les lois de l'un des deux états limiteraient pour les étrangers l'exercice des droits de la propriété sur les immeubles, on pourrait vendre ces immeubles, ou en disposer autrement en faveur d'habitans ou de citoyens du pays où ils seraient situés, et il sera libre à l'autre nation d'établir de semblables lois.

8. Pour favoriser de part et d'autre le commerce, il est convenu que si, ce qu'à Dieu ne plaise, la guerre éclatait entre les deux nations, on allouera, de part et d'autre, aux marchands et autres citoyens ou habitans respectifs, six mois après la déclaration de guerre, pendant lequel temps ils auront la faculté de se retirer avec leurs effets et meubles qu'ils pourront emmener, envoyer ou vendre, comme ils le voudront, sans le moindre empêchement. Leurs effets, et encore moins leurs personnes, ne pourront point, pendant ce temps de six mois, être saisis : au contraire, on leur donnera des passeports qui seront valables pour le temps nécessaire à leur retour chez eux, et ces passeports seront donnés pour eux, ainsi que pour leurs bâtimens et effets qu'ils désireront emmener ou renvoyer. Ces passeports serviront de sauf-conduits contre toute insulte et contre toute capture de la part des corsaires, tant contre eux que contre leurs effets; et si, dans le terme ci-dessus désigné, il leur était fait, par l'une des parties, ses citoyens ou ses habitans, quelque tort dans leurs personnes ou dans leurs effets, on leur en donnera satisfaction complète.

9. Les dettes dues par des individus de l'une des deux nations aux individus de l'autre ne pourront, dans aucun cas de guerre ou de démêlés nationaux, être sequestrées ou confisquées, non plus que les actions ou fonds qui se trouveraient dans les fonds publics, ou dans les banques publiques ou particulières.

10. Les deux parties contractantes pourront nommer, pour protéger le négoce, des agens commerciaux qui résideront en France et dans les Etats-Unis : chacune des parties pourra excepter telle place qu'elle jugera à propos, des lieux où la résidence de ces agens pourra être fixée. Avant ou aucun

agent puisse exercer ses fonctions, il devra être accepté, dans les formes requises, par la partie chez laquelle il est envoyé; et quand il aura été accepté et pourvu de son *exequatur*, il jouira des droits et prérogatives dont jouiront les agents semblables des nations les plus favorisées.

11. Les citoyens de la république française ne paieront, dans les ports, havres, rades, contrées, îles, cités et lieux des Etats-Unis, d'autres ni de plus grands droits, impôts, de quelque nature qu'ils puissent être, quelque nom qu'ils puissent avoir, que ceux que les nations les plus favorisées sont ou seront tenues de payer; et ils jouiront de tous les droits, libertés, privilèges, immunités et exemptions en fait de négoce, navigation et commerce, soit en passant d'un port desdits états à un autre, soit en y allant ou en revenant, de quelque partie ou pour quelque partie du monde que ce soit, dont les nations susdites jouissent ou jouiront. — Et réciproquement, les citoyens des Etats-Unis jouiront, dans le territoire de la république française en Europe, des mêmes privilèges, immunités, tant pour leurs biens et leurs personnes, que pour ce qui concerne le négoce, la navigation et le commerce.

12. Les citoyens des deux nations pourront conduire leurs vaisseaux et marchandises (en exceptant toujours la contrebande) de tout port quelconque, dans un autre port appartenant à l'ennemi de l'autre nation. Ils pourront naviguer et commercer en toute liberté et sécurité, avec leurs navires et marchandises, dans les pays, ports et places des ennemis des deux parties, ou de l'une ou de l'autre partie, sans obstacles et sans entraves; et non seulement passer directement des places et ports de l'ennemi susmentionnés, dans les ports et places neutres, mais encore de toute place appartenant à un ennemi, dans toute autre place appartenant à un ennemi, qu'elle soit ou ne soit pas soumise à la même juridiction, à moins que ces places ou ports ne soient réellement bloqués, assiégés ou investis. — Et dans le cas, comme il arrive souvent, où les vaisseaux feraient voile pour une place appartenant à un ennemi, ignorant qu'ils sont bloqués, assiégés ou investis, il est convenu que tout navire qui se trouvera dans une pareille circonstance, sera détourné de cette place ou port, sans qu'on puisse le retenir ni confisquer aucune partie de sa cargaison (à moins qu'elle ne soit de contrebande, ou qu'il ne soit prouvé que ledit navire, après avoir été averti du blocus ou investissement, a voulu rentrer dans ce port); mais il lui sera permis d'aller dans tout autre port ou place qu'il jugera convenable. Aucun navire de l'une ou de l'autre nation, entré dans un port ou place, avant qu'ils aient été réellement bloqués, assiégés ou investis par l'autre, ne pourra être empêché de sortir avec sa cargaison: s'il s'y trouve lorsque ladite place sera rendue, le navire et sa cargaison ne pourront être confisqués, mais seront remis aux propriétaires.

13. Pour régler ce qu'on entendra par contrebande de guerre, seront compris sous cette dénomination, la poudre, le salpêtre, les pétards, mèches, balles, boulets, bombes, grenades, carcasses, piques, hallebardes, épées, ceinturons, pistolets, fourreaux, selles de cavalerie, harnais, canons, mortiers avec leurs affûts, et généralement toutes armes et munitions de guerre et ustensiles à l'usage des troupes. Tous les articles ci-dessus, toutes les fois qu'ils seront destinés pour le port d'un ennemi, seront déclarés de contrebande, et justement soumis à la confiscation; mais le bâtiment sur lequel ils étaient chargés, ainsi que le reste de la cargaison, seront regardés comme libres, et ne pourront, en aucune manière, être vicés par les marchandises de contrebande, soit qu'ils appartiennent à un même ou à différents propriétaires.

14. Il est stipulé par le présent traité, que les bâtimens libres assureront également la liberté des marchandises, et qu'on jugera libres toutes les choses qui se trouveront à bord des navires appartenant aux citoyens d'une des parties contractantes, quand même le chargement ou partie d'icelui appartiendrait aux ennemis de l'une des deux ; bien entendu néanmoins que la contrebande sera toujours exceptée. Il est également convenu que cette même liberté s'étendra aux personnes qui pourraient se trouver à bord du bâtiment libre, quand même elles seraient ennemies de l'une des deux parties contractantes ; et elles ne pourront être enlevées desdits navires libres, à moins qu'elles ne soient militaires et actuellement au service de l'ennemi.

15. On est convenu au contraire que tout ce qui se trouvera chargé par les citoyens respectifs sur des navires appartenant aux ennemis de l'autre partie ou à leurs sujets, sera confisqué, sans distinction des marchandises prohibées ou non prohibées, ainsi et de même que si elles appartaient à l'ennemi, à l'exception toutefois des effets et marchandises qui auront été mis à bord desdits navires avant la déclaration de guerre, ou même après ladite déclaration, si, au moment du chargement, on a pu l'ignorer ; de manière que les marchandises des citoyens des deux parties, soit qu'elles se trouvent du nombre de celles de contrebande ou autrement, lesquelles, comme il vient d'être dit, auront été mises à bord d'un vaisseau appartenant à l'ennemi avant la guerre, ou même après ladite déclaration lorsqu'on l'ignorait, ne seront, en aucune manière, sujettes à confiscation, mais seront fidèlement et de bonne foi rendues, sans délai, à leurs propriétaires qui les réclameront ; bien entendu néanmoins qu'il ne soit pas permis de porter dans les ports ennemis les marchandises qui seront de contrebande. Les deux parties contractantes conviennent que, le terme de deux mois passé depuis la déclaration de guerre, leurs citoyens respectifs, de quelque partie du monde qu'ils viennent, ne pourront plus alléguer l'ignorance dont il est question dans le présent article.

16. Les navires marchands appartenant à des citoyens de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes, lorsqu'ils voudront passer dans le port de l'ennemi de l'une des deux parties, et que leur voyage ainsi que les effets de leur cargaison, pourront donner de justes soupçons, lesdits navires seront obligés d'exhiber, en pleine mer comme dans les ports ou rades, non seulement leurs passeports, mais encore leurs certificats prouvant que ces effets ne sont point de la même espèce que ceux de contrebande, spécifiés dans l'article 13 de la présente convention.

17. Et afin d'éviter des captures sur des soupçons frivoles et de prévenir les dommages qui en résultent, il est convenu que quand une des deux parties sera en guerre et l'autre neutre, les navires de la partie neutre seront pourvus de passeports semblables à ceux spécifiés dans l'article 4, de manière qu'il puisse par-là apparaître que les navires appartiennent véritablement à la partie neutre. Ces passeports seront valides pour un nombre quelconque de voyages ; mais ils seront renouvelés chaque année si le navire retourne chez lui dans l'espace d'une année. — Si ces navires sont chargés, ils seront pourvus non seulement des passeports susmentionnés, mais aussi de certificats semblables à ceux mentionnés au même article, de manière que l'on puisse connaître s'il y a à bord des marchandises de contrebande. Il ne sera exigé aucune autre pièce, nonobstant tous usages et réglemens contraires ; et s'il n'apparaît pas par ces certificats qu'il y ait des marchandises de contrebande à bord, les navires seront laissés à leur destination. Si, au contraire, il apparaît par ces certificats que lesdits navires aient des

marchandises de contrebande à bord, et que le commandant offre de les délivrer, l'offre sera acceptée, et le navire sera remis en toute liberté de poursuivre son voyage; à moins que la quantité de marchandises de contrebande ne soit trop grande pour pouvoir être prise convenablement à bord du vaisseau de guerre ou corsaire: dans ce cas, le navire pourra être amené dans le port, pour y délivrer ladite marchandise. — Si un navire est trouvé sans avoir le passeport ou les certificats ci-dessus exigés, l'affaire sera examinée par les juges ou tribunaux compétens; et s'il conste par d'autres documents ou preuves admissibles par l'usage des nations, que le navire appartient à des citoyens de la partie neutre, il ne sera pas condamné, et il sera remis en liberté avec son chargement, la contrebande exceptée, et aura la liberté de poursuivre sa route. — Si le capitaine nommé dans le passeport de navire venait à mourir ou à être ôté, par toute autre cause, et qu'un autre fût nommé à sa place, le navire et sa cargaison n'en seront pas moins en sûreté, et le passeport demeurera dans toute sa force.

18. Si les bâtimens des citoyens de l'une ou l'autre nation sont rencontrés le long des côtes ou en pleine mer par quelques vaisseaux de guerre ou corsaires de l'autre, pour prévenir tout désordre, lesdits vaisseaux ou corsaires se tiendront hors de la portée du canon, et enverront leur canot à bord du navire marchand qu'ils auront rencontré: ils n'y pourront entrer qu'au nombre de deux ou trois hommes, et demander au patron ou capitaine dudit navire exhibition du passeport concernant la propriété dudit navire, fait d'après la formule prescrite dans l'article 4, ainsi que les certificats susmentionnés relatifs à la cargaison. Il est expressément convenu que le neutre ne pourra être contraint d'aller à bord du vaisseau visitant pour y faire l'exhibition demandée des papiers, et pour toute autre information quelconque.

19. Il est expressément convenu par les parties contractantes, que les stipulations ci-dessus, relatives à la conduite qui sera tenue à la mer par les croiseurs de la partie belligérante envers les bâtimens de la partie neutre, ne s'appliqueront qu'aux bâtimens naviguant sans convoi; et dans les cas où lesdits bâtimens seraient convoyés, l'intention des parties étant d'observer tous les égards dus à la protection du pavillon arboré sur les vaisseaux publics, on ne pourra point en faire la visite: mais la déclaration verbale du commandant de l'escorte, que les navires de son convoi appartiennent à la nation dont ils portent le pavillon, et qu'ils n'ont aucune contrebande à bord, sera regardée par les croiseurs respectifs comme pleinement suffisante; les deux parties s'engageant réciproquement à ne point admettre sous la protection de leur convoi des bâtimens qui porteraient des marchandises prohibées à une destination ennemie.

20. Dans le cas où les bâtimens seront pris ou arrêtés sous prétexte de porter à l'ennemi quelque article de contrebande, le capteur donnera un reçu des papiers du bâtiment qu'il retiendra, lequel reçu sera joint à une liste énonciative desdits papiers: il ne sera point permis de forcer ni d'ouvrir les écoutilles, coffres, caisses, caissons, balles ou vases trouvés à bord dudit navire, ni d'enlever la moindre chose des effets, avant que la cargaison ait été débarquée en présence des officiers compétens qui feront un inventaire desdits effets; ils ne pourront, en aucune manière, être vendus, échangés ou aliénés, à moins qu'après une procédure légale, le juge ou les juges compétens n'aient porté contre lesdits effets sentence de confiscation (en exceptant toujours le navire et les autres objets qu'il contient).

21. Pour que le bâtiment et la cargaison soient surveillés avec soin, et pour empêcher les dégâts, il est arrêté que le patron, capitaine ou subrè-

cargue du navire capturé ne pourront être éloignés du bord, soit pendant que le navire sera en mer, après avoir été pris, soit pendant les procédures qui pourront avoir lieu contre lui, sa cargaison ou quelque chose y relative. Dans le cas où le navire appartenant à des citoyens de l'une ou de l'autre partie serait pris, saisi et retenu pour être jugé, ses officiers, passagers et équipages seront traités avec humanité; ils ne pourront être emprisonnés, ni dépouillés de leurs vêtements, ni de l'argent à leur usage, qui ne pourra excéder, pour le capitaine, le subrécargue et le second, cinq cents dollars chacun, et pour les matelots et passagers, cent dollars chacun.

22. Il est, de plus, convenu que, dans tous les cas, les tribunaux établis pour les causes de prises dans les pays où les prises seront conduites, pourront seuls en prendre connaissance; et quelque jugement que le tribunal de l'une ou de l'autre partie prononce, contre quelques navires ou marchandises ou propriétés réclamés par des citoyens de l'autre partie, la sentence ou décret fera mention des raisons ou motifs qui ont déterminé ce jugement, dont copie authentique, ainsi que de toute la procédure y relative, sera, à leur réquisition, délivrée sans délai au capitaine ou agent dudit navire, moyennant le paiement des frais.

23. Et afin de pouvoir plus efficacement à la sûreté respective des citoyens des deux parties contractantes, et prévenir les torts qu'ils auraient à craindre des vaisseaux de guerre ou corsaires de l'une ou l'autre partie, tous commandans de vaisseaux de guerre et de corsaires, et tous autres citoyens de l'une des deux parties, s'abstiendront de tout dommage envers les citoyens de l'autre, et de toute insulte envers leurs personnes: s'ils faisaient le contraire, ils seront punis et tenus à donner, dans leurs personnes et propriétés, satisfaction et réparation pour les dommages avec intérêt, de quelque espèce que soient lesdits dommages. — A cet effet, tous capitaines de corsaires, avant de recevoir leurs commissions, s'obligeront, devant un juge compétent, à donner une garantie au moins par deux cautions responsables, lesquelles n'auront aucun intérêt sur ledit corsaire, et dont chacune, ainsi que le capitaine, s'engagera, particulièrement et solidairement, pour la somme de sept mille dollars, ou trente-six mille huit cent vingt francs; et si lesdits vaisseaux portent plus de cent cinquante matelots ou soldats, pour la somme de quatorze mille dollars, ou soixante-treize mille six cent quarante francs, qui serviront à réparer les torts ou dommages que lesdits corsaires, leurs officiers, équipages ou quelqu'un d'eux auraient fait ou commis, pendant leur croisière, de contraire aux dispositions de la présente convention, ou aux lois et instructions qui devront être la règle de leur conduite; en outre, lesdites commissions seront révoquées et annulées dans tous les cas où il y aura eu agression.

24. Lorsque les vaisseaux de guerre des deux parties contractantes, ou ceux que leurs citoyens auraient armés en guerre, seront admis à relâcher avec leurs prises dans les ports de l'une des deux parties, lesdits vaisseaux publics ou particuliers, de même que leurs prises, ne seront obligés à payer aucun droit, soit aux officiers du lieu, soit aux juges ou à tous autres. Lesdites prises entrant dans les havres ou ports de l'une des deux parties ne pourront être arrêtées ou saisies, et les officiers des lieux ne pourront prendre connaissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir et être conduites, en toute franchise et liberté, aux lieux portés par les commissions, dont les capitaines desdits vaisseaux seront obligés de faire apparoir. Il est toujours entendu que les stipulations de cet article ne s'étendront pas au-delà des privilèges des nations les plus favorisées.

25. Tous corsaires étrangers ayant des commissions d'un état ou prince

en guerre avec l'une ou l'autre nation, ne pourront armer leurs vaisseaux dans les ports de l'une ou l'autre nation, non plus qu'y vendre leurs prises ni les échanger en aucune manière : il ne leur sera permis d'acheter des provisions que la quantité nécessaire pour gagner le port le plus voisin de l'état ou prince duquel ils ont reçu leurs commissions.

26. Il est, de plus, convenu qu'aucune des deux parties contractantes ne seulement ne recevra point de pirates dans ses ports, rades ou villes, et ne permettra pas qu'aucun de ses habitans les reçoive, protège, accueille ou recèle en aucune manière, mais encore livrera à un juste châtimement ceux de ses habitans qui seraient coupables de pareils faits ou délits. Les vaisseaux de ces pirates, ainsi que les effets et marchandises par eux pris et amenés dans les ports de l'une ou l'autre nation, seront saisis partout où ils seront découverts, et restitués à leurs propriétaires, agens ou facteurs dûment autorisés par eux, après toutefois qu'ils auront prouvé, devant les juges compétens, le droit de propriété.—Que si lesdits effets avaient passé, par ventes, en d'autres mains, et que les acquéreurs fussent ou pussent être instruits ou soupçonnés que lesdits effets avaient été enlevés par des pirates, ils seront également restitués.

27. Aucune des deux nations ne viendra participer aux pêcheries de l'autre sur ses côtes, ni la troubler dans l'exercice des droits qu'elle a maintenant ou pourrait acquérir sur les côtes de Terre-Neuve, dans le golfe de Saint-Laurent, ou partout ailleurs, sur les côtes d'Amérique, au nord des États-Unis; mais la pêche de la baleine et du veau marin sera libre pour les deux nations dans toutes les parties du monde. Cette convention sera ratifiée, de part et d'autre, en bonne et due forme, et les ratifications seront échangées dans l'espace de six mois, ou plus tôt, s'il est possible.—En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé les articles ci-dessus, tant en langue française qu'en langue anglaise, et ils y ont apposé leur sceau; déclarant néanmoins que la signature en deux langues ne sera point citée comme exemple, et ne préjudiciera à aucune des deux parties.

Fait à Paris, le huitième jour de vendémiaire de l'an 9 de la république française, et le trentième jour de septembre mil huit cent. Signé JOSEPH BONAPARTE, C. P. CL. FLEURIEU, ROEDERER; OLIV. ELLSWORTH, W. DAVIE, W. V. MURRAY.

JOHN ADAMS, *président of the United States of America, to all and singular, to whom these presents shall come, GREETING.* — *Whereas a certain convention between the United States of America and the french republic was concluded and signed between their plenipotentiaries, the honorable Oliver Ellsworth, William Richardson Davie and William Vans-Murray, esquires, their envoys extraordinary and ministers plenipotentiary to the french republic, and the plenipotentiaries of the french republic, the citizens Joseph Bonaparte, Charles-Pierre Claret-Fleurieu and Pierre-Louis Røederer, at Paris, on the 30th day of september last past; which convention is, word for word as follows, to wit:— And whereas the senate of the United States did, by their resolution, on the 3^d day of this present month of february (two thirds of the senators then present concurring), consent to and advise the ratification of the said convention, provided the second article be expunged, and that the following article be added or inserted: « It is agreed that the present convention shall be « in force for the term of eight years from the time of the exchange of « the ratifications; » now therefore, I, John Adams, president of the United States of America, having seen and considered the convention and*

additional article above cited, do, in pursuance of the aforesaid advice and consent of the senate of the said United States, by these presents, accept, ratify and confirm the said United States, by these presents, accept, ratify and confirm the said convention and additional article, and every clause and article thereof as the same are herein before set forth, saving and excepting the second article of the said convention, which I hereby declare to be expunged and of no force or validity; and I do moreover hereby declare that the said convention (saving the second article as aforesaid) and the said additional article, form together one instrument and are a convention between the United States of America and the french republic, made by the president of the United States, by and with the advice and consent of the senate thereof.—In testimony whereof I have caused the seal of the United States of America to be hereto affixed. Given under my hand, at the city of Washington, this 18th day of february, in the year of our Lord one thousand eight hundred and one, and of the independence of the said states the twenty fifth.

Signé JOHN ADAMS. By the president : signé J. MARSHALL, acting as secretary of state.

TRADUCTION.

JOHN ADAMS, président des États-Unis d'Amérique, à tous et chacun qui liront ces présentes, SALUT.—Convention entre les États-Unis d'Amérique et la république française, ayant été conclue et signée entre leurs plénipotentiaires les honorables *Oliver Ellsworth, William Richardson Davie et William Vans-Murray*, écuyers, envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires des États-Unis près la république française, et les plénipotentiaires de la république française les citoyens *Joseph Bonaparte, Charles-Pierre Claret-Fleurieu et Pierre-Louis Ræderer*, à Paris, le 30 septembre dernier, de laquelle convention la teneur suit : — Le sénat des États-Unis d'Amérique, ayant, par sa résolution du 3 du présent mois de février, et avec le concours des deux tiers des sénateurs alors présents, consenti et délibéré la ratification de ladite convention, pourvu que le second article soit retranché et que l'article suivant soit ajouté ou inséré : « Il est convenu que la présente convention sera en vigueur pendant l'espace de huit années, à dater « de l'échange des ratifications ; » en conséquence, moi *John Adams*, président des États-Unis d'Amérique, ayant vu et examiné la convention et l'article additionnel ci-dessus mentionné, et conformément audit avis et consentement desdits États-Unis, j'accepte, ratifie et confirme, par ces présentes, ladite convention, et l'article additionnel et chaque clause et article, tels qu'ils se trouvent insérés ci-dessus, réservant et exceptant le second article de ladite convention, lequel je déclare en être retranché et demeurer sans validité et sans force; et je déclare, en outre, que ladite convention (en exceptant le second article précité) et ledit article additionnel forment ensemble un même acte, et deviennent une convention entre les États-Unis d'Amérique et la république française, convention faite par le président des États-Unis, par et avec l'avis et le consentement du sénat.—En témoignage de quoi j'ai fait apposer ici le sceau des États-Unis d'Amérique. Donné par moi, dans la cité de *Washington*, ce 18 février, l'année de Notre-Seigneur 1801, et de l'indépendance desdits états, la vingtième.

Signé JOHN ADAMS. Par le président : signé MARSHALL, faisant les fonctions de secrétaire d'état.

BONAPARTE, premier consul, au nom du peuple français, — Les consuls

de la république ayant vu et examiné la convention conclue, arrêtée et signée à Paris, le 8 vendémiaire an 9 de la république française (30 septembre 1800), par les citoyens *Joseph Bonaparte, Fleurieu et Rœderer*, conseillers d'état, en vertu des pleins pouvoirs qui leur avaient été conférés à cet effet, avec MM. *Ellsworth, Davie et Murray*, ministres plénipotentiaires des États-Unis, également munis de pleins pouvoirs, desquels pleins pouvoirs et convention la teneur suit : — Approuve la convention ci-dessus, en tous et chacun des articles qui y sont contenus ; déclare qu'elle est acceptée, ratifiée et confirmée, et promet qu'elle sera inviolablement observée. — Le gouvernement des États-Unis ayant ajouté dans sa ratification que la convention sera en vigueur pendant l'espace de huit années, et ayant omis l'article second, le gouvernement de la république française consent à accepter, ratifier et confirmer la convention ci-dessus, avec l'addition portant que la convention sera en vigueur pendant l'espace de huit années, et avec le retranchement de l'article second ; bien entendu que, par ce retranchement, les deux états renoncent aux prétentions respectives qui sont l'objet dudit article.

En foi de quoi sont données les présentes, signées, contre-signées, et scellées du grand sceau de la république. A Paris, le 12 thermidor an 9 de la république (31 juillet 1801).

Signé BONAPARTE. Par le premier consul : le secrétaire d'état, signé HUGUES B. MARET. Pour copie conforme ; le secrétaire général du conseil d'état, signé J.-G. LOCRÉ.

N° 372. = 16 frimaire an 10 (7 décembre 1801). = *LOI qui ordonne la promulgation du traité de paix conclu entre la France et le roi des Deux-Siciles* (1). (III, Bull. CXL, n° 1061.)

Le traité dont la teneur suit, conclu à Florence le 7 germinal an 9 (28 mars 1801), et dont les ratifications ont été échangées le 7 floréal an 9 (27 avril 1801), sera promulgué comme une loi de la république.

Traité de paix entre la république française et S. M. le roi des Deux-Siciles.

Le premier consul de la république française, au nom du peuple français, et sa majesté le roi des Deux-Siciles, également animés du désir de faire cesser définitivement la guerre qui existe entre les deux états, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : le premier consul de la république française, au nom du peuple français, le citoyen *Charles-Jean-Marie Alquier* ; — Et sa majesté sicilienne, le sieur *Antoine de Micheroux*, chevalier de l'ordre royal Constantinien de Saint-Georges, et de l'ordre impérial russe de Sainte-Anne, de la première classe, et colonel au service de sa majesté ; — Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, ont arrêté les articles suivans :

Art. 1^{er}. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et sa majesté le roi des Deux-Siciles. Toutes hostilités par terre et par mer cesseront définitivement entre les deux puissances, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité ; et au préalable, l'armistice conclu à Foligno, le 29 pluviôse dernier, entre les généraux respectifs, aura sa pleine et entière exécution.

(1) Voyez le traité de paix du 3 brumaire an 5 (24 octobre 1796). Ces traités ont été anéantis par la guerre en 1805, et n'ont pas été renouvelés depuis. Voyez le décret du 16 frimaire an 14 (7 décembre 1805), qui autorise la course sur les bâtimens napolitains.

2. Tout acte, engagement ou convention antérieurs de la part de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes, qui seraient contraires au présent traité, seront révoqués, et seront regardés comme nuls et non avenus.

3. Tous les ports des royaumes de Naples et de Sicile seront fermés à tous bâtimens de guerre et de commerce turcs et anglais, jusqu'à la conclusion tant de la paix définitive entre la république française et ces deux puissances, que des différens survenus entre l'Angleterre et les puissances du nord de l'Europe, et spécialement entre la Russie et l'Angleterre. Lesdits ports demeureront au contraire ouverts à tous les bâtimens de guerre ou de commerce, tant de sa majesté impériale de Russie et des états compris dans la neutralité maritime du nord, que de la république française et de ses alliés; et si, par suite de cette détermination, sa majesté le roi des Deux-Siciles se trouvait exposé aux attaques des Turcs ou des Anglais, la république française s'engage à mettre à la disposition de sa majesté, et d'après sa demande, pour être employé dans ses états, un nombre de troupes égal à celui qui lui serait auxiliairement envoyé par sa majesté impériale de Russie.

4. Sa majesté le roi des Deux-Siciles renonce à perpétuité, pour elle et ses successeurs, premièrement à Porto-Longone, dans l'île d'Elbe, et à tout ce qui pourrait lui appartenir dans cette île; secondement aux états et présides de la Toscane; et elle les cède, ainsi que la principauté de Piombino, au gouvernement français, qui pourra en disposer à son gré.

5. La république française et sa majesté le roi des Deux-Siciles s'engagent à donner réciproquement main-levée du séquestre de tous effets, revenus, biens saisis, confisqués ou retenus sur les citoyens et sujets de l'une et l'autre puissance, par suite de la guerre actuelle, et à les admettre respectivement à l'exercice légal des actions et droits qui pourraient leur appartenir.

6. Afin de faire disparaître toute trace des malheurs particuliers qui ont signalé la guerre actuelle, et pour donner à la paix rétablie la stabilité qu'on ne peut attendre que d'un oubli général du passé, la république française renonce à toute poursuite par rapport aux faits dont elle peut avoir eu à se plaindre; et le roi, voulant de son côté contribuer, autant qu'il est en lui, à réparer les malheurs occasionés par les troubles qui ont eu lieu dans ses états, s'engage à faire payer, dans trois mois, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, une somme de cinq cent mille francs, qui sera partagée entre les agens et les citoyens français qui ont été particulièrement victimes des désordres arrivés à Naples, à Viterbe, et dans d'autres points de l'Italie méridionale, par le fait des Napolitains.

7. Sa majesté sicilienne s'engage aussi à permettre que tous ceux de ses sujets qui n'auraient été poursuivis, bannis ou forcés de s'expatrier volontairement, que pour des faits relatifs au séjour des Français dans le royaume de Naples, retournent librement dans leur pays et soient réintégrés dans leurs biens. Sa majesté promet également que toutes les personnes actuellement détenues à raison des opinions politiques qu'elles ont manifestées, seront incessamment remises en liberté.

8. Sa majesté le roi des Deux-Siciles s'engage à faire restituer à la république française les statues, tableaux et autres objets d'arts qui ont été enlevés à Rome par les troupes napolitaines.

9. Le présent traité est déclaré commun aux républiques batave, cisalpine et ligurienne.

10. Le présent traité sera ratifié et les ratifications échangées dans l'espace de trente jours pour tout délai.—Fait et signé à Florence, le 7 germinal an 9 de la république française (28 mars 1801). *Signé* ALQUIER et ANTOINE DE MICHEROUX.

N° 373. = 17 frimaire an 10 (8 décembre 1801). — *Loi qui ordonne la promulgation du traité de paix conclu entre la France et l'électeur palatin de Bavière* (1). (III, Bull. cXL, n° 1062.)

Le traité dont la teneur suit, conclu à Paris, le 6 fructidor an 9 (24 août 1801), et dont les ratifications ont été échangées le 27 fructidor de la même année (14 septembre 1801), sera promulgué comme une loi de la république.

Traité de paix entre la république française et l'électeur palatin de Bavière.

Le premier consul de la république française, au nom du peuple français, et son altesse sérénissime l'électeur palatin de Bavière, ayant à cœur de rétablir, d'une manière solennelle et incontestable, les anciens rapports d'amitié et de bon voisinage qui ont subsisté entre la France et la sérénissime maison bavaro-palatine, avant la guerre qui a été terminée entre la république française et l'empire germanique par le traité de paix de Lunéville, et à laquelle son altesse électorale avait pris part, non seulement moyennant les secours fournis en vertu des arrêtés de la diète, mais aussi en sa qualité d'auxiliaire des puissances alliées, les parties contractantes sont convenues de constater le retour parfait d'une bonne harmonie entre elles, par un traité de paix particulier; et, à cet effet, elles ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : le premier consul, au nom du peuple français, le citoyen *Caillard*, garde des archives du ministère des relations extérieures, et son altesse sérénissime électorale l'électeur de Bavière, le sieur *Antoine de Cetto*, son conseiller d'état actuel, et ministre plénipotentiaire au cercle électoral et à celui du Haut-Rhin; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivants.

Art. 1^{er}. Il y aura paix, amitié et bon voisinage entre la république française et l'électeur palatin de Bavière. L'une et l'autre ne négligeront rien pour maintenir cette union, et se rendre réciproquement des services propres à resserrer, de plus en plus, les liens d'une amitié sincère et durable.

2. Sa majesté l'Empereur et l'Empire ayant consenti, par l'article 6 du traité conclu à Lunéville, le 20 pluviôse an 9 de la république (ou le 9 février 1801), à ce que la république française possède désormais, en toute souveraineté et propriété, les pays et domaines situés sur la rive gauche du Rhin, et qui faisaient partie de l'empire germanique, son altesse électorale palatine de Bavière renonce pour elle, ses héritiers et successeurs, aux droits de supériorité territoriale, de propriété et autres quelconques, que sa maison a exercés jusqu'ici et qui lui appartenaient sur les pays et domaines à la rive gauche du Rhin. Cette renonciation a lieu nommément pour le duché de Juliers, le duché de Deux-Ponts avec ses dépendances, et tous les bailliages du palatinat du Rhin situés sur la rive gauche de ce fleuve.

3. Convaincue qu'il existe un intérêt pour elle à empêcher l'affaiblissement des possessions bavaro-palatines, et conséquemment de réparer la diminution de forces et de territoire qui résulte de la renonciation ci-dessus, la république française s'engage à maintenir et à défendre efficacement l'intégrité des susdites possessions à la droite du Rhin, dans l'ensemble et l'étendue qu'elles ont ou qu'elles doivent avoir, d'après le traité et les conventions conclus à Teschen, le 13 mai 1779, sauf les cessions qui auraient lieu

(1) Voyez le traité de paix entre la France et l'Autriche, du 19 janvier 1806, art. 7, par lequel l'électeur de Bavière est reconnu roi.

du plein gre de son altesse électorale et du consentement de toutes les parties intéressées.—La république française promet, en même temps, qu'elle usera de toute son influence et de tous ses moyens pour que l'article 7 du traité de paix de Lunéville, en vertu duquel l'Empire est tenu de donner aux princes héréditaires qui se trouvent dépossédés à la rive gauche du Rhin, un dédommagement pris dans son sein, soit particulièrement exécuté à l'égard de la maison électorale palatine de Bavière; en sorte que cette maison reçoive une indemnité territoriale située, autant que possible, à sa bienséance, et équivalente aux pertes de tous les genres qui ont été une suite de la présente guerre.

4. Les parties contractantes s'entendront, dans tous les temps, en bons voisins, et suivant, de part et d'autre, les principes d'une parfaite équité, pour régler les contestations qui auraient lieu, soit par rapport au cours du Thalweg entre les états respectifs, qui, aux termes de l'article 6 du traité de paix de Lunéville, sera désormais la limite du territoire de la république française et de l'empire germanique, soit par rapport à la navigation du Rhin et au commerce, soit à l'égard des constructions à faire sur l'une ou l'autre rive.

5. L'article 8 du traité de paix de Lunéville, concernant les dettes hypothéquées sur le sol des pays de la rive gauche du Rhin, servira de base à l'égard de celles dont les possessions et territoires, compris dans la renonciation de l'article 2 du présent traité, se trouvent grevés.—Comme ledit traité de Lunéville ne reconnaît à la charge de la république française que les dettes résultant d'emprunts consentis par les états des pays cédés, ou des dépenses faites pour l'administration effective desdits pays, et comme, d'un autre côté, le duché de Deux-Ponts, ainsi que la partie du palatinat du Rhin, cédés par l'article 2 du présent traité, ne sont pas pays d'états, il est convenu que les dettes desdits pays, qui, à leur origine, ont été enregistrées par les corps administratifs supérieurs, seront assimilées à celles qui ont été consenties par les états dans les pays où il y en a.—Immédiatement après l'échange des ratifications du présent, il sera nommé, de part et d'autre, des commissaires pour procéder à la vérification et à la répartition des dettes désignées ci-dessus.

6. Les dettes particulières contractées par les communes et les ci-devant bailliages, sous l'autorité du gouvernement, restent à leur charge et seront acquittées par eux.

7. Tous les papiers, documents et actes relatifs aux propriétés publiques et particulières des pays cédés par l'article 2 ci-dessus, seront, dans l'espace de trois mois, à dater de l'échange des ratifications, délivrés fidèlement au commissaire nommé par le gouvernement français pour les recevoir.—La même chose aura lieu pour tous les papiers, documents et actes concernant les objets d'administration qui se rapportent exclusivement auxdits pays. Quant à ceux desdits papiers, documents et actes qui concernent les intérêts communs des états de la maison palatine, tant ceux cédés sur la rive gauche, que ceux qu'elle conserve à la rive droite, il en sera fait, à frais communs, des copies collationnées, qui seront remises au commissaire français.

8. Du jour de l'échange des ratifications, tous séquestres qui auraient été mis, à cause de la guerre, sur les biens, effets et revenus des citoyens français dans les états de son altesse sérénissime électorale, et ceux qui auraient été mis, dans le territoire de la république française, sur les biens, effets et revenus des sujets ou serviteurs de sa susdite altesse sérénissime, domiciliés sur la rive droite, et propriétaires sur la rive gauche du Rhin, sont levés. Il n'est pas fait d'exception par rapport aux sujets ou serviteurs ba-

varo-palatins qui, lors de l'entrée des armées françaises, se sont retirés de la rive gauche à la rive droite du Rhin.

9. Le présent traité sera ratifié par les parties contractantes, dans l'espace de vingt jours, ou plus tôt si faire se peut; et son altesse sérénissime l'électeur palatin de Bavière s'engage à procurer, dans le même espace de temps, un acte d'accession de la part de son altesse sérénissime Guillaume, duc de Bavière, aux cessions faites par ledit traité.

Fait à Paris, le 6 fructidor an 9 de la république française (24 août 1801).
Ainsi signé ANTOINE-BERNARD CAILLARD et ANTOINE DE CETTO.

N° 374. = 17 frimaire an 10 (8 décembre 1801). = ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de Saône-et-Loire (1). (III, Bull. CLVII, n° 1208.)

N° 375. = 17 frimaire an 10 (8 décembre 1801). = ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département des Bouches-du-Rhône (2). (III, Bull. CLVIII, n° 1210.)

N° 376. = 17 frimaire an 10 (8 décembre 1801). = ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Meurthe (3). (III, Bull. CLX, n° 1231.)

N° 377. = 17 frimaire an 10 (8 décembre 1801). = ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département de la Haute-Saône (4). (III, Bull. CLXI, n° 1233.)

N° 378. = 18 frimaire an 10 (9 décembre 1801). = LOI qui ordonne la promulgation du traité de paix conclu entre la France et l'empereur de toutes les Russies (5). (III, Bull. CXL, n° 1063.)

Le traité dont la teneur suit, conclu à Paris, le 16 vendémiaire an 10 (8 octobre 1801), entre la république française et sa majesté l'empereur de toutes les Russies, et dont les ratifications ont été échangées à Paris le 19 vendémiaire de la même année (11 octobre 1801), sera promulgué comme une loi de la république.

Traité de paix entre la république française et S. M. l'empereur de toutes les Russies.

Le premier consul de la république française, au nom du peuple français, et sa majesté l'empereur de toutes les Russies, animés du désir de rétablir les relations de bonne intelligence qui subsistaient entre les deux gouvernements avant la guerre actuelle, et de mettre un terme aux maux dont l'Europe est affligée, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir : le premier consul de la république française, au nom du peuple français, le citoyen *Charles-Maurice Talleyrand*, ministre des relations

(1) Modifié par un autre arrêté du 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802).

(2) Modifié par un autre arrêté du 3 brumaire an 11 (25 octobre 1802).

(3) Modifié par un autre arrêté du 3 ventôse an 10 (22 février 1802).

(4) Modifié par deux arrêtés des 13 ventôse an 10 et 3 brumaire an 11 (4 mars et 25 octobre 1802).

(5) Il a été conclu entre la France et la Russie plusieurs traités successivement rompus par la guerre. Voyez ceux des 7 juillet 1807, 30 mai—8 juin 1814; celui du 20 novembre 1815; et convention du 15—20 juin 1818, conclue pour l'exécution de ce dernier traité.

extérieures; et sa majesté l'empereur de toutes les Russies, le sieur *Arcadi*, comte de *Marcoff*, son conseiller privé actuel et chevalier de l'ordre de Saint-Alexandre-Neuski, et grand-croix de celui de Saint-Waldimir, de la première classe; lesquels, après la vérification et l'échange de leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivans :

Art. 1^{er}. Il y aura dorénavant paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et sa majesté l'empereur de toutes les Russies.

2. En conséquence, il ne sera commis aucune hostilité entre les deux états, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité; et aucune des parties contractantes ne pourra fournir aux ennemis de l'autre, tant extérieurs qu'intérieurs, aucun secours ou contingent en hommes ni en argent, sous quelque dénomination que ce soit.

3. Les deux parties contractantes, voulant, autant qu'il est en leur pouvoir, contribuer à la tranquillité des gouvernemens respectifs, se promettent mutuellement de ne pas souffrir qu'aucun de leurs sujets se permette d'entretenir une correspondance quelconque, soit directe, soit indirecte, avec les ennemis intérieurs du gouvernement actuel des deux états, d'y propager des principes contraires à leurs constitutions respectives, ou d'y fomenter des troubles; et, par une suite de ce concert, tout sujet de l'une des deux puissances qui, en séjournant dans les états de l'autre, attenterait à sa sûreté, sera de suite éloigné dudit pays, et transporté hors des frontières, sans pouvoir, en aucun cas, se réclamer de la protection de son gouvernement.

4. Il est convenu de s'en tenir, quant au rétablissement des légations respectives et au cérémonial à suivre entre les deux gouvernemens, à ce qui était d'usage avant la présente guerre.

5. Les deux parties contractantes conviennent, en attendant la confection d'un nouveau traité de commerce, de rétablir les relations commerciales entre les deux pays, sur le pied où elles étaient avant la guerre, en tant que faire se pourra, et sauf les modifications que le temps et les circonstances peuvent avoir amenées, et qui ont donné lieu à de nouveaux réglemens.

6. Le présent traité est déclaré commun à la république batave.

7. Le présent traité sera ratifié et les ratifications échangées dans l'espace de cinquante jours, ou plus tôt si faire se peut.—En foi de quoi, nous soussignés, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signé ledit traité, et y avons apposé nos cachets.—Fait à Paris, le 16 vendémiaire an 10 de la république française (8 octobre 1801).

Signé CH.-MAU. TALLEYRAND; le comte de MARCOFF.

N° 379. — 19 frimaire an 10 (10 décembre 1801). — **ARRÊTÉ** relatif à l'imprimerie du gouvernement et à l'envoi des lois (1). (III, Bull. CXXXVI, n° 1034.)

TITRE I^{er}. — Organisation et comptabilité de l'imprimerie de la république.

Art. 1^{er}. L'imprimerie de la république est maintenue dans ses attributions, ainsi qu'elles ont été réglées par les lois des 8 pluviôse et 21 prairial

(1) Voyez le décret du 8 pluviôse an 3 (27 janvier 1795), art. 1^{er} et suiv., qui déterminent l'organisation de l'imprimerie royale; celui des 24 mars 1809, et les ordonnances des 28 décembre 1814—1^{er} janvier 1815, 12—18 janvier 1820, et 11—31 août 1824, qui l'ont successivement réorganisée.

Quant au mode d'impression des lois, voyez les décrets des 8—20 juillet 1791, 10—11 août 1792, 15—20 septembre suivant, et 15 nivôse an 4 (5 janvier 1796). — Voyez surtout le décret

de l'an 3. Toutes les impressions du gouvernement, des ministres et des administrations qui en dépendent, y seront exécutées.

2. Cette imprimerie continuera d'être régie et administrée sous la surveillance immédiate du ministre de la justice, conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 nivose an 5.

3. Le directeur fera dresser, dans le plus court délai, un inventaire général des poinçons, matrices, caractères, presses, machines, ustensiles et meubles de l'établissement. Une expédition en sera déposée dans les bureaux du ministère de la justice, et une autre dans ceux du ministre des finances.

4. Il tiendra de plus, 1° Un registre de l'actif en matières, et de leur consommation journalière, ainsi que des approvisionnemens successifs; — 2° Un registre-journal des travaux et dettes actives et passives; — 3° Un registre-journal de caisse, ou des recettes et dépenses effectives. — Ces trois registres seront cotés et chiffrés par le ministre. — Ils seront balancés pour chaque trimestre, et arrêtés par le ministre, ainsi que le compte des recettes et dépenses, dans le premier mois du trimestre suivant. — Tous les marchés de fournitures générales et particulières qui excéderont la somme de cinq cents francs, ne pourront être exécutés qu'après l'approbation du ministre.

5. A compter du 1^{er} vendémiaire an 10, les dépenses dites du fonds de l'imprimerie et celles de l'envoi des lois ne seront plus à la charge du trésor public : elles seront prises, comme toutes les autres dépenses de l'établissement, sur ses divers produits, résultant soit des ordonnances délivrées par les ministres pour frais d'impression de leurs ministères, soit des ouvrages de sciences et arts, soit enfin des abonnemens officiels et particuliers.

6. Lorsqu'il sera imprimé des ouvrages susceptibles de la vente au public, les exemplaires qui en auront été tirés au-delà du nombre nécessaire pour le service du gouvernement, ne pourront être vendus qu'au profit de l'imprimerie de la république.

7. S'il existe dans une année un excédant de recette, il sera affecté à des améliorations et augmentations qui seront préalablement autorisées par le ministre de la justice, ou aux besoins de l'année suivante.

8. Les sommes dues par différens ministères à l'imprimerie de la république, pour impressions des années, 5, 6 et 7, seront, pour la régularité de la comptabilité, portées en distribution, et ordonnancées au profit de l'imprimerie de la république par chaque ministre, pour la somme due par son département. — Ces ordonnances seront imputées sur les bénéfices dont l'imprimerie aurait eu à compter au trésor public : le directeur de l'imprimerie recevra, en échange des ordonnances sur lesquelles il aura mis son acquit, des récépissés de pareille somme qui lui seront délivrés par le caissier des recettes du trésor public.

9. L'arriéré dû par les ministres pour les années 8 et 9 sera payé sur des fonds qui seront spécialement mis à leur disposition, d'après un état distinct de demande que le ministre de la justice en remettra chaque mois à celui du trésor public, pour être approuvé au conseil des finances.

10. Les ministres ordonneront, tous les mois, le montant de leurs frais d'impression pour l'année courante, sur les mémoires qui en seront présentés, dans la forme ordinaire, par le directeur de l'imprimerie, et portés, par article séparé, dans l'état de distribution.

du 14—16 frimaire an 2 (4—6 décembre 1793), sect. 1^{re}, qui établit le Bulletin des lois, et les notes qui résument la législation.

Et, sur le mode de promulgation des lois, voyez le décret du 2—5 novembre 1790, et les notes étendues qui l'accompagnent.

TITRE II. — Envoi des lois, et abonnement au Bulletin.

11. Le Bulletin des lois sera imprimé dans la forme actuelle, et envoyé gratuitement aux autorités constituées et aux fonctionnaires publics qui, jusqu'à ce jour, l'ont reçu de cette manière.

12. Après l'impression du Bulletin, les lois, réglemens et arrêtés qui y auront été insérés, seront imprimés dans le même format, chacun sur une feuille séparée.—Les lois ainsi détachées seront fournies aux ministres, aux conseillers d'état, aux préfets, aux présidens et commissaires des tribunaux d'appel.—Il sera reçu des abonnemens particuliers pour l'édition des actes insérés au Bulletin par feuilles séparées.

13. Lorsqu'une loi ou un arrêté sera accompagné d'un ordre d'urgence du premier consul, le directeur de l'imprimerie sera tenu, sous sa responsabilité, d'en remettre, dans les vingt-quatre heures de la réception, un exemplaire imprimé au secrétaire d'état, et un autre au ministre de la justice.

14. Les receveurs généraux de département seront tenus de verser, en bons à vue, au trésor public, le montant général de l'abonnement des maires, par tiers, dans les trois premiers trimestres de chaque année. Ils adresseront au ministre de la justice des états détaillés des abonnemens composant ces versements, dans la première décade des mois de nivôse, germinal et messidor.

15. Les receveurs généraux sont autorisés à retenir, sur le montant de ces abonnemens, un centime par franc de remise et taxation.

16. L'abonnement commun aux citoyens sera payé entre les mains des directeurs, le bureaux de postes des communes d'une population au moins de cinq mille habitans. On pourra aussi se procurer, par la même voie, les numéros détachés du Bulletin, au prix de trois décimes par feuille de seize pages.

17. Les directeurs des bureaux de postes en donneront récépissé aux parties, et adresseront au ministre de la justice un bon à vue sur la caisse générale des postes, au nom du directeur de l'imprimerie, du montant des fonds provenant soit de cet abonnement, soit des numéros détachés. Ils compteront de ces recettes à l'administration des postes, comme de leurs autres recettes; et celle-ci acquittera les bons à vue au directeur de l'imprimerie, lorsqu'il les lui présentera avec un bordereau approuvé du ministre de la justice.

N° 380. = 19 frimaire an 10 (10 décembre 1801). = *ARRÊTÉ qui admet au traitement de réforme les officiers des compagnies de canonniers volontaires supprimées par l'arrêté du 5 pluviôse an 6.* (III, Bull. CXXXVI, n° 1035.)

N° 381. = 19 frimaire an 10 (10 décembre 1801). = *ARRÊTÉ qui prescrit la manière d'employer les adjoints chefs de brigade, de bataillon ou d'escadron, qui ont cessé de faire partie de l'état-major de l'armée.* (III, Bull. CXXXVI, n° 1036.)

N° 382. = 19 frimaire an 10 (10 décembre 1801). = *ARRÊTÉ relatif au mode*
13.

de partage des bois communaux d'affouage (1). (III, Bull. cxxxviii, n° 1054.)

Art. 1^{er}. L'arrêté du représentant du peuple *Saladin*, en date du 22 prairial an 3, est annulé.

2. Le partage des bois communaux d'affouage, autres que les futaies, dans le département de la Haute-Saône, et dans tous ceux où l'affouage a lieu, se fera par tête d'habitant, conformément à la déclaration du 13 juin 1724 et à la loi du 26 nivôse an 2.

N° 383. — 19 frimaire an 10 (10 décembre 1801). — *Loi qui ordonne la promulgation du traité de paix conclu entre la France et le prince régent du royaume de Portugal et des Algarves*. (III, Bull. cxi, n° 1064.)

Le traité dont la teneur suit, conclu à Madrid le 7 vendémiaire an 10 (29 septembre 1801), et dont les ratifications ont été échangées le 27 du même mois (19 octobre 1801), sera promulgué comme une loi de la république.

Traité de paix entre la république française et son altesse royale le prince régent du royaume de Portugal et des Algarves.

Le premier consul de la république française, au nom du peuple français, et son altesse royale le prince régent du royaume de Portugal et des Algarves, également animés du désir de rétablir les liaisons de commerce et d'amitié qui subsistaient entre les deux états avant la présente guerre, ont résolu de conclure un traité de paix par la médiation de sa majesté catholique, et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir : le premier consul de la république française, au nom du peuple français, le citoyen *Lucien Bonaparte* ; et son altesse royale le prince régent du royaume de Portugal et des Algarves, son excellence *M. Cyprien Bibeiro Freire*, commandeur de l'ordre du Christ, du conseil de son altesse royale, et son ministre plénipotentiaire près sa majesté catholique ; lesquels plénipotentiaires, après l'échange respectif de leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura, à l'avenir et pour toujours, paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et le royaume de Portugal. — Toutes les hostilités cesseront, tant sur terre que sur mer, à compter de l'échange des ratifications du présent traité, savoir : dans quinze jours, pour l'Europe et les mers qui baignent ses côtes et celles d'Afrique, en deçà de l'équateur ; quarante jours, après ledit échange, pour les pays et mers d'Amérique et d'Afrique au-delà de l'équateur, et trois mois après, pour les pays et mers situés à l'ouest du cap Horn et à l'est du cap de Bonne-Espérance. Toutes les prises faites, après chacune de ces époques, dans les parages auxquels elles s'appliquent, seront respectivement restituées : les prisonniers de guerre seront rendus de part et d'autre, et les rapports politiques entre les deux puissances seront rétablis sur le même pied qu'avant la guerre.

2. Tous les ports et rades du Portugal en Europe seront fermés de suite, et le demeureront jusqu'à la paix entre la France et l'Angleterre, à tous les vaisseaux anglais de guerre et de commerce ; et ces mêmes ports et rades seront ouverts à tous les vaisseaux de guerre et de commerce de la république française et de ses alliés. — Quant aux ports et rades du Portugal dans les autres parties du monde, le présent article y sera obligatoire dans les termes fixés ci-dessus pour la cessation des hostilités.

(1) Voyez, sur cet objet, le décret du 26 nivôse — 1^{er} pluviôse an 2 (15 — 20 janvier 1794), et la note.

3. Le Portugal s'engage à ne fournir, pendant le cours de la présente guerre, aux ennemis de la république française et de ses alliés, aucun secours en troupes, vaisseaux, armes, munitions de guerre, vivres ou argent, à quelque titre que ce soit et sous quelque dénomination que ce puisse être. Tout acte, engagement ou convention antérieurs, qui seraient contraires au présent article, sont révoqués, et seront regardés comme nuls et non avenus.

4. Les limites entre les deux Guianes française et portugaise seront déterminées, à l'avenir, par la rivière Carapanatuba, qui se jette dans l'Amazonie, à environ un tiers de degré de l'équateur, latitude septentrionale, au dessus du fort Macapa. Ces limites suivront le cours de la rivière jusqu'à sa source, d'où elles se porteront vers la grande chaîne de montagnes qui fait le partage des eaux : elles suivront les inflexions de cette chaîne jusqu'au point où elle se rapproche le plus de Rio-Branco, vers le deuxième degré et un tiers nord de l'équateur. — Les Indiens des deux Guianes qui, dans le cours de la guerre, auraient été enlevés de leurs habitations, seront respectivement rendus. — Les citoyens ou sujets des deux puissances, qui se trouveront compris dans la nouvelle détermination de limites, pourront réciproquement se retirer dans les possessions de leurs états respectifs : ils auront aussi la faculté de disposer de leurs biens meubles et immeubles ; et ce, pendant l'espace de deux années, à compter de l'échange des ratifications du présent traité.

5. Il sera négocié entre les deux puissances un traité de commerce et de navigation, qui fixera définitivement les relations commerciales entre la France et le Portugal : en attendant, il est convenu, — 1° Que les communications seront rétablies immédiatement après l'échange des ratifications, et que les agences et commissariats de commerce seront, de part et d'autre, remis en possession des droits, immunités et prérogatives dont ils jouissaient avant la guerre ; — 2° Que les citoyens et sujets des deux puissances jouiront également et respectivement, dans les états l'une de l'autre, de tous les droits dont y jouissent ceux des nations les plus favorisées ; — 3° Que les denrées et marchandises provenant du sol ou des manufactures de chacun des deux états, seront admises réciproquement sans restriction, et sans pouvoir être assujéties à aucun droit qui ne frapperait pas également sur les denrées et marchandises analogues importées par d'autres nations ; — 4° Que les draps français pourront, de suite, être introduits en Portugal, sur le pied des marchandises les plus favorisées ; — 5° Qu'au surplus, toutes les stipulations relatives au commerce, insérées dans les précédents traités, et non contraires au traité actuel, seront exécutées provisoirement, jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce définitif.

6. Les ratifications du présent traité de paix seront échangées à Madrid, dans le terme de vingt jours au plus tard.

Fait double à Madrid, le 7 vendémiaire an 10 de la république française (le 29 septembre 1801). *Signé* LUCIEN BONAPARTE et CYPRIANO BIBEIRO FREIRE.

N° 384. = 25 frimaire an 10 (16 décembre 1801). = ARRÊTÉ portant que les *bâtimens français seront seuls admis à faire le commerce dans la colonie du Sénégal* (1). (III, Bull. CXXXIX, n° 1060.)

(1) Voyez, sur le commerce français au Sénégal, les lois citées dans le § 5 de la 2^e partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), concernant l'organisation des colonies.

N° 385. = 27 frimaire an 10 (18 décembre 1801). = *ARRÊTÉ qui ordonne la liquidation des quittances de finance délivrées aux actionnaires des eaux de Paris.* (III, Bull. CXL, n° 1068.)

N° 386. = 29 frimaire an 10 (20 décembre 1801). = *ARRÊTÉ portant augmentation du corps des inspecteurs aux revues* (1). (III, Bull. CXLII, n° 1086.)

N° 387. = 3 nivose an 10 (24 décembre 1801). = *ARRÊTÉ qui rétablit le bureau de garantie de Tarascon.* (III, Bull. CXLIII, n° 1102.)

N° 388. = 3 nivose an 10 (24 décembre 1801). = *ARRÊTÉ portant établissement d'une bourse de commerce à Angoulême, et qui crée dans cette ville des courtiers dont le nombre sera de six, au plus.* (III, Bull. CXLIII, n° 1104.)

N° 389. = 3 nivose an 10 (24 décembre 1801). = *ARRÊTÉ qui fixe au 1^{er} germinal an 10 l'époque de la mise en activité des nouveaux poids et mesures pour les rations des troupes et les administrations des hôpitaux militaires et des invalides* (2). (III, Bull. CXLIII, n° 1103.)

N° 390. = 5 nivose an 10 (26 décembre 1801). = *ARRÊTÉ relatif à la liquidation des dettes de la ci-devant communauté des juifs de Metz.* (III, Bull. CXLV, n° 1112.)

N° 391. = 6 nivose an 10 (27 décembre 1801). = *Loi qui détermine le mode de perception des droits sur les fabrications du pays de Berg.* (III, Bull. CXLIX, n° 1144.)

Les droits sur les fabrications du pays de Berg désignées par la loi du 6 fructidor an 4, seront, à compter de la publication de la présente, perçus au poids, conformément au tarif du 2—15 mars 1791.

N° 392. = 7 nivose an 10 (28 décembre 1801). = *ARRÊTÉ qui fixe la remise allouée pour les frais de fonte et de fabrication des pièces de cinq francs en l'an 9.* (III, Bull. CXLV, n° 1116.)

N° 393. = 8 nivose an 10 (29 décembre 1801). = *ARRÊTÉ portant fixation de la masse de chauffage à compter du 1^{er} vendémiaire an 10.* (III, Bull. CXLV, n° 1117.)

La masse de chauffage est fixée à neuf francs par homme, au complet, non compris les officiers et la gendarmerie, à compter du 1^{er} vendémiaire an 10.

N° 394. = 8 nivose an 10 (29 décembre 1801). = *Loi relative à la peine de mort* (3). (III, Bull. CXLIX, n° 1157.)

La peine de mort continuera d'être appliquée dans les cas déterminés par les lois, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

(1) Le corps des inspecteurs aux revues a été supprimé par l'ordonnance du 29 juillet—30 septembre 1817, qui les a remplacés par des intendans militaires, et qui rend le présent arrêté sans intérêt. Voyez cette ordonnance, et les notes.

(2) Voyez les arrêtés des 25 fructidor an 9 (12 septembre 1801), et 9 vendémiaire an 10 (1^{er} octobre 1801), qui ont déterminé la quotité de ces rations.

(3) Voyez le décret du 4 brumaire an 4 (26 octobre 1795), et la note.

N° 395. = 9 nivose an 10 (30 décembre 1801). = *ARRÊTÉ relatif à la prime accordée pour la pêche de la baleine et du cachalot* (1). (III, Bull. CXLV, n° 1118.)

N° 396. = 13 nivose an 10 (3 janvier 1802). = *ARRÊTÉ relatif à l'apposition des scellés après le décès des officiers généraux ou supérieurs, des commissaires ordonnateurs, des inspecteurs aux revues, et des officiers de santé* (2). (III, Bull. CXLV, n° 1124.)

Art. 1^{er}. Aussitôt après le décès d'un officier général ou officier supérieur de toute arme, d'un commissaire ordonnateur, inspecteur aux revues, officier de santé en chef des armées, retirés ou en activité de service, les scellés seront apposés sur les papiers, cartes, plans et mémoires militaires autres que ceux dont le décédé est l'auteur, par le juge de paix du lieu du décès, en présence du maire de la commune ou de son adjoint, lesquels sont respectivement tenus d'en instruire, de suite, le général commandant la division militaire et le ministre de la guerre.

2. Le général commandant la division nommera, dans les dix jours qui suivront, un officier pour être témoin à la levée des scellés et à l'inventaire des objets ci-dessus mentionnés.

3. Lors de l'inventaire de ces objets, ceux qui seront reconnus appartenir au gouvernement, ou que l'officier nommé par le général commandant la division jugera devoir l'intéresser, seront inventoriés séparément et remis audit officier, sur son reçu. Il sera rendu compte au ministre de la guerre, de ceux de ces objets qui appartiendront en propre au décédé. L'estimation en sera faite; et la valeur en sera acquittée à qui de droit, sur les fonds affectés au dépôt de la guerre. Le surplus desdits objets provenant du défunt, sera délivré de suite, et sans frais, à ses héritiers ou ayans-droit; copies de l'inventaire et du reçu de l'officier seront adressées au ministre de la guerre, qui veillera à ce que les objets ainsi recouvrés ou acquis soient remis, sans délai, dans les dépôts respectifs qui les concernent.

4. A l'égard des officiers décédés en campagne ou sur le champ de bataille, les commissaires des guerres exerceront les fonctions attribuées aux juges de paix par l'article 1^{er}; et les chefs de l'état-major sont autorisés à commettre un adjoint à l'état-major, ou un officier particulier, pour remplir les formalités énoncées aux articles 2 et 3 du présent arrêté: ils en informeront de suite le ministre de la guerre.

(1) Voyez le décret du 23—27 mai 1792, qui accorde une prime d'encouragement pour la pêche de la baleine et du cachalot; l'arrêté du 17 prairial an 10 (6 juin 1802), interprétatif du présent; l'ordonnance du 8—21 février 1816, qui accorde de nouvelles primes pour la pêche de la morue, et détermine les conditions auxquelles le paiement de ces primes sera fait; celle du 14 février—2 mars 1819, qui rend communes à la pêche de la baleine et du cachalot les dispositions de cette ordonnance; celles des 11—31 décembre 1821 et 5—19 février 1823 qui prorogent successivement le temps pendant lequel la prime sera payée; celle du 24 février—11 mars 1825, qui proroge de nouveau ce paiement, et élève le montant de la prime à soixante-dix francs par tonneau; celle du 7—24 décembre 1829, qui élève encore la prime, et impose des conditions nouvelles aux armateurs qui veulent y participer; la loi du 22 avril—2 mai 1834, qui fixe jusqu'au mois de mars 1837 les primes d'encouragement pour la pêche de la baleine, et qui détermine les conditions auxquelles elles peuvent être accordées; et l'ordonnance du 26 avril—8 mai 1833, rendue pour l'exécution de cette loi, et qui porte, par son art. 13, abrogation de toutes les ordonnances antérieures.

Les dernières loi et ordonnance rendent le présent arrêté sans intérêt.

(2) Cet arrêté spécial n'a point été abrogé par le Cod. proc. civ.

N° 397. = 13 nivose an 10 (3 janvier 1802). = **ARRÊTÉ qui annule celui pris par un conseil de préfecture, sur une demande tendant à aliénation de propriétés communales** (1). (III, Bull. cXLV, n° 1125.)

Les consuls de la république, sur le rapport du ministre de l'intérieur ; — Considérant que l'avis à donner sur les demandes des communes tendant à obtenir l'autorisation nécessaire pour l'aliénation de leurs propriétés, n'est pas dans les attributions du conseil de préfecture ; — Que la gradation administrative de l'examen à faire, commence au conseil municipal et finit au préfet ; — Que c'est à ce dernier, chargé seul de l'administration supérieure dans son département, qu'appartient le droit et est imposé le devoir d'éclairer le gouvernement ; — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent : — L'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Aude, qui autorise la délibération du conseil municipal de Ferrals, tendant à une aliénation et à faire faire des réparations à une digue, le devis et le détail estimatif des ouvrages à faire, et qui invite le préfet à adresser les pièces au ministre, et à solliciter auprès du corps législatif son autorisation, est annulé.

N° 398. = 13 nivose an 10 (3 janvier 1802). = **ARRÊTÉ contenant une nouvelle rédaction des deux premiers articles de celui du 7 messidor an 9 (2), sur les militaires atteints de maladies vénériennes.** (III, Bull. CLI, n° 1182.)

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} vendémiaire an 10, les sous-officiers et soldats atteints d'une maladie vénérienne quelconque ne jouiront après leur guérison, et lors de leur rentrée sous les drapeaux, d'aucun rappel ni décompte, excepté

(1) Cet arrêté contient une énonciation complète des formalités, en matière d'aliénation de biens communaux : c'est pourquoi nous avons jugé utile d'y rattacher la mention des lois de la matière.

Voyez le décret du 14 décembre 1783, sur la constitution des municipalités, art. 54, qui impose au conseil général de la commune le devoir de délibérer sur les acquisitions ou aliénations d'immeubles ; la loi du 2 prairial an 5 (21 mai 1797), portant que les communes ne peuvent faire aucune aliénation ni aucun échange de leurs biens, sans une loi particulière ; l'arrêté du 23 prairial an 9 (12 juin 1801), qui annule une délibération relative à une aliénation de propriétés communales, prise sans participation des autorités supérieures ; celui du 29 nivose an 10 (19 janvier 1802), qui annule une convention souscrite par un maire, relativement à une semblable aliénation, sans autorisation du conseil municipal, ni estimation préalable ; le décret du 28 août 1812, portant que la défense faite aux communes par la loi du 2 prairial an 5, d'aliéner leurs biens sans une loi particulière, ne s'applique pas à ceux des biens des communes cédés au domaine public, en exécution de l'art. 91 du décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793 ; et l'art. 5 de l'ordonnance du 23 juin — 10 juillet 1819, concernant les formalités à suivre pour l'aliénation définitive des biens communaux usurpés.

Une vente de biens communaux, faite sans autorisation préalable du préfet, est nulle. Arr. du cons., 17 juin 1818, Sir., Jur. du cons., IV, 375. — Le préfet peut refuser son approbation à une vente de biens communaux faite sur adjudication aux enchères, s'il a été dit dans le cahier des charges que la vente ne serait définitive qu'après son approbation. Arr. du cons., 3 juin 1818, Sir., Jur. du cons., IV, 349. — Le préfet et le ministre de l'intérieur sont compétents pour apprécier le mérite d'un arrêté du maire qui, sans autorisation, et au préjudice de la commune, a annulé les clauses d'un acte d'adjudication consenti par cette dernière à un particulier : mais les décisions du préfet et du ministre ne font pas obstacle à ce que la question d'interprétation et d'exécution de l'acte d'adjudication soit portée devant les tribunaux, si elle s'élève entre l'adjudicataire et la commune. Arr. du cons., 19 octobre 1825, Mac., VII, 578. — Jugé encore que le préfet et le ministre de l'intérieur excèdent leurs pouvoirs, quand ils statuent sur des questions de dol et de violence, nées d'un acte de vente d'une forêt par une commune à une autre commune. Arr. du cons., 7 mai 1823, Mac., V, 314.

(2) Voyez ce décret, et la note.

de celui de linge et de chaussure, tel qu'il est fixé par les arrêtés du 26 ventose et du 8 floréal an 8.

2. Les officiers de tout grade atteints de la même maladie, qui seront traités aux dépens de l'état, éprouveront une retenue égale aux cinq sixièmes de leurs appointemens

N° 399. = 13 nivôse an 10 (3 janvier 1802). = *LOI portant rétablissement du péage au pont Saint-Esprit-lès-Bayonne.* (II, Bull. CLIII, n° 1189.)

N° 400. = 13 nivôse an 10 (3 janvier 1802). = *AVIS du conseil d'état sur les formalités à observer pour les rectifications à faire aux registres de l'état civil* (1). (III, Bull. CCXXV, n° 2058.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi des consuls, et sur le rapport de la section de législation, a discuté les rapports des ministres de la justice et de l'intérieur, tendant à ce qu'il soit pris un arrêté pour rectifier les registres de l'état civil du département de l'Ardèche, dans lesquels il a été commis des erreurs, des omissions et des faux, — Est d'avis que les principes sur lesquels repose l'état des hommes s'opposent à toute rectification des registres qui n'est pas le résultat d'un jugement provoqué par les parties intéressées à demander ou à contredire la rectification; que ces principes ont toujours été respectés comme la plus ferme garantie de l'ordre social; qu'ils ont été solennellement proclamés par l'ordonnance de 1667, qui a abrogé les *enquêtes d'examen à futur*; qu'ils viennent d'être encore consacrés dans le projet de la troisième loi du Code civil; qu'on ne pourrait y déroger sans porter le trouble dans les familles, et préjudicier à des droits acquis; que si la loi du 2 floréal an 3 ordonna des rectifications d'office dans les départemens de l'Ouest, cette mesure extraordinaire parut commandée par les suites de la guerre civile, mais qu'elle a éprouvé des obstacles insurmontables dans son exécution; que si le mauvais état des registres dans plusieurs départemens donne lieu à des difficultés et de nombreuses contestations, il est en-

(1) Voyez les art. 99 et suiv. du Cod. civ., sur le même objet; l'avis du cons. d'état du 12 brumaire an 11 (3 novembre 1802), concernant l'inscription sur les registres de l'état civil des actes qui n'y ont pas été portés dans les délais prescrits; les art. 855 et 856 du Cod. proc. civ., qui déterminent les formalités à observer pour obtenir la rectification des actes de l'état civil; l'art. 857 du même code, et l'avis du cons. d'état du 4 mars 1808, qui déterminent le mode de transcription des jugemens qui ordonnent des rectifications, et le mode de délivrance des actes rectifiés; et celui du 30 du même mois, qui fixe les cas dans lesquels la rectification par les tribunaux n'est pas nécessaire.

Les art. 99 et suiv. du Cod. civ., qui étaient rédigés en projet quand le présent avis a été émis, y sont en tout conformes: les arrêts de principe rendus sous le Code s'appliquent donc parfaitement à cet avis.

Lorsqu'une personne demande la rectification de son acte de naissance, elle ne peut, sur l'appel, intimier le procureur-général et plaider contradictoirement avec lui: dans ce cas, le ministère public n'a que la voie de réquisition. Bruxelles, 6 frimaire an 14, *SIN.*, VII, 2, 766. — La rectification des actes de l'état civil peut être provoquée par les procureurs du roi dans tous les cas qui intéressent l'ordre public. Circul. du grand-juge, 22 brumaire an 14, *SIN.*, XIII, 2, 297.

Des enfans sont recevables à demander la rectification de l'acte de naissance de leur mère décédée, encore qu'il se soit écoulé plus de cinq ans depuis son décès. Aix, 17 août 1808, *SIN.*, IX, 2, 272. — Lorsqu'un enfant né durant le mariage de sa mère, a cependant été inscrit sur les registres de l'état civil, comme né de père inconnu, il ne peut obtenir sur simple requête la rectification de son acte de naissance, et l'inscription du nom du mari de sa mère comme étant son père: il doit, dans ce cas, appeler en cause ceux qui peuvent avoir intérêt à contester la rectification. Bordeaux, 11 juil. 1828, *SIN.*, XXIX, 2, 29. — Lorsqu'un jugement de rectification ordonne qu'un acte de naissance, omis sur les registres de l'état civil, y sera porté, un tel jugement peut avoir effet, même vis-à-vis de tiers intéressés qui n'y ont pas été appelés, s'il a été rendu contradictoirement avec le ministère public, quand d'ailleurs il n'est produit que pour établir la qualité de Français. Poitiers, 26 juin 1829, *SIN.*, XXX, 2, 99.

core plus conforme à l'intérêt public et aux intérêts des individus de laisser opérer, suivant les cas, la rectification des actes de l'état civil par les tribunaux.

N° 401. = 17 nivose an 10 (7 janvier 1802). = *ARRÊTÉ qui détermine un mode pour les travaux du bureau central des décomptes* (1). (III, Bull. CLI, n° 1183.)

N° 402. = 19 nivose an 10 (9 janvier 1802). = *ARRÊTÉ qui règle le costume des officiers de paix* (2). (III, Bull. CLI, n° 1184.)

N° 403. = 19 nivose an 10 (9 janvier 1802). = *ARRÊTÉ relatif au renouvellement des jurys d'instruction publique* (3). (III, Bull. CLI, n° 1185.)

Art. 1^{er}. A compter de la publication du présent arrêté, chaque préfet procédera au renouvellement des jurys d'instruction publique établis dans son département.

2. Les préfets pourront renouveler les jurys d'instruction publique dans tous les cas où ils le jugeraient convenable, toutefois après en avoir obtenu l'autorisation du ministre de l'intérieur.

N° 404. = 19 nivose an 10 (9 janvier 1802). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département des Pyrénées-Orientales* (4). (III, Bull. CLXI, n° 1235.)

N° 405. = 27 nivose an 10 (17 janvier 1802). = *ARRÊTÉ relatif à la consignation d'amende sur appel* (5). (III, Bull. CLIX, n° 1215.)

Les consuls..., vu l'édit de février 1671 et l'édit de février 1691, qui prescrivent à l'appellant la consignation de l'amende; — Vu la loi du 16—24 août 1790, portant, titre X, article 10: « Tout appellant dont l'appel sera jugé mal fondé, sera condamné à une amende de neuf livres pour un appel de jugement des juges de paix, et de soixante livres pour l'appel d'un jugement du tribunal de district, sans que cette amende puisse être remise ni modérée sous aucun prétexte; » — Vu l'arrêté du 18 fructidor an 8, qui prescrit l'observation de la forme de procéder établie par l'ordonnance de 1667 et réglemens postérieurs; — Considérant que l'article 10 du titre X de la loi du 16—24 août 1790, qui prescrit la condamnation de l'appellant à

(1) Cet arrêté n'a plus d'intérêt, le mode de paiement de la solde ayant été déterminé de nouveau par le décret du 25 germinal an 13 (15 avril 1805), tit. II. Voyez notamment les art. 92 et suiv., relatifs au mode de confection des décomptes. Voyez aussi le décret du 16 mai 1810, qui ordonne l'exécution de celui du 25 germinal, en ce qui concerne le paiement de la solde.

(2) Ce costume a changé.

(3) Ces jurys avaient été établis par la loi du 3 brumaire an 4 (25 octobre 1795), art. 2, pour examiner les instituteurs des écoles primaires; ils ont été remplacés par les comités d'instruction primaire. Voyez l'ordonnance du 16 octobre—1^{er} novembre 1830, qui réorganise ces comités; la loi sur l'instruction primaire du 28 juin—1^{er} juillet 1833, art. 17 et suiv., concernant le même objet; et les art. 24 et suiv. de l'ordonnance du 16—23 juillet 1833, rendue pour l'exécution de cette loi.

(4) Il a été rendu, le 25 ventose an 10 (16 mars 1802), un arrêté rectificatif.

(5) Voyez l'arrêté du 10 floréal an 11 (30 avril 1803), qui détermine le mode de consignation de cette amende, et qui modifie quelques unes des dispositions du présent; l'art. 471 du Cod. proc. civ., portant que l'appellant qui succombe doit être condamné à l'amende d'appel; la décis. minist. du 12 septembre 1809, portant que la consignation d'amende doit continuer d'avoir lieu, encore que le Cod. proc. ne la prescrive pas formellement (Sic., X, 2, 12); et la loi du 16—17 juin 1824, sur l'enregistrement, art. 10, portant réduction de l'amende encourue pour défaut de consignation de celle d'appel.

l'amende, n'abroge pas la consignation préalable qu'il doit faire du montant de cette amende; — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent ce qui suit :

Art. 1^{er}. Tout appelant sera tenu de consigner l'amende d'avance en faisant enregistrer son acte d'appel, sauf à ordonner la restitution si l'appel est jugé bien fondé.

2. Si le tribunal ordonne la restitution de l'amende, ou si les parties transigent sur l'appel avant le jugement, le receveur restituera le montant de l'amende à qui de droit, soit sur le vu du jugement, soit sur le vu de la transaction des parties (1).

N° 406. — 29 nivose an 10 (19 janvier 1802). — ARRÊTÉ qui annule une convention souscrite par le maire de Dampierre pour l'aliénation d'un terrain sans autorisation du conseil municipal et estimation préalable (2). (III, Bull. CLIX, n° 1217.)

Les consuls....., vu la demande formée par le citoyen *Rochet* en concession d'un terrain appartenant à la commune de Dampierre, département du Haut-Rhin, pour y établir un lavoir à minerai de fer; — L'acte sous seing privé passé entre le maire de ladite commune et ledit *Rochet*, le 3 thermidor an 8, enregistré le 16 dudit mois; — L'avis approbatif du préfet du département du Haut-Rhin, du mois de brumaire an 9; — Considérant que le maire n'a pu consentir à l'aliénation d'un terrain communal, lors même qu'elle serait avantageuse, sans l'autorisation du conseil municipal et sans une estimation préalable; — Que le préfet n'aurait pas dû approuver l'acte fait par le maire sans l'accomplissement de ces formalités; — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent :

Art. 1^{er}. La convention sous seing privé passée entre le maire de Dampierre et le citoyen *Rochet*, le 3 thermidor an 8, est annulée.

2. Le conseil municipal de la commune sera consulté sur l'aliénation dont est question audit traité: s'il en est d'avis, il sera fait une estimation préalable, pour, sur le vu desdites pièces, l'avis du préfet, celui de l'administration forestière, et le rapport des ministres de l'intérieur et des finances, être par le gouvernement statué ce qu'il appartiendra.

N° 407. — 3 pluviose an 10 (23 janvier 1802). — ARRÊTÉ qui proroge pour l'an 10 les réductions ordonnées pour l'an 9 (3), sur les appointemens des officiers du génie maritime, etc. (III, Bull. CLIX, n° 1218.)

N° 408. — 3 pluviose an 10 (23 janvier 1802). — ARRÊTÉ qui annule celui d'un conseil de préfecture contenant avis sur une demande en imposition extraordinaire formée par une commune. (III, Bull. CLIX, n° 1219.)

Les consuls....., considérant que le conseil de préfecture du département

(1) Pour qu'il y ait lieu à restituer l'amende, il est nécessaire que l'appel soit déclaré bien fondé; si donc la partie se désiste, elle ne peut prétendre à la restitution. Bruxelles, 9 décembre 1806, *SIR.*, VII, 2, 779. — Jugé, au contraire, que le désistement de l'appel fait qu'il n'y a plus lieu à prononcer l'amende. Bruxelles, 28 janvier 1808, *SIR.*, VIII, 2, 219. — Il n'y a pas lieu à cassation d'un arrêt interlocutoire, par cela seul que la restitution de l'amende a été ordonnée avant l'arrêt définitif. Cass., 8 mai 1811, *SIR.*, XI, 1, 269. — Il n'y a pas lieu d'ordonner la restitution de l'amende consignée sur l'appel d'un jugement qui a nommé un conseil judiciaire à un prodigue, lorsque les juges d'appel, se bornant à changer la personne nommée, confirment d'ailleurs le jugement dans toutes ses dispositions. Cass., 9 mai 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 278.

(2) Voyez l'arrêté du 13 nivose an 10 (3 janvier 1802) et les notes qui résument la législation sur le mode d'aliénation des biens communaux.

(3) Par l'arrêté du 9 vendémiaire an 9 (1^{er} octobre 1800).

du Gard a donné son avis sur une demande en imposition extraordinaire formée par la commune de Vallabregues, tandis que le préfet seul a le droit de donner son avis en pareil cas ; — Qu'il importe de maintenir les autorités constituées dans les limites de leurs attributions ; le conseil d'état entendu , arrêtent :

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département du Gard, du 14 vendémiaire an 9, est annulé.

2. Il sera fait mention du présent en marge dudit arrêté, au registre du conseil de préfecture.

N° 409. = 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802). = *ARRÊTÉ relatif aux poursuites judiciaires contre les agens de l'administration de l'enregistrement et des domaines* (1). (III, Bull. CLIX, n° 1225.)

Le directeur général de l'enregistrement et des domaines est autorisé à traduire devant les tribunaux, sans recourir à la décision du conseil d'état, les agens inférieurs de cette administration.

N° 410. = 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802). = *ARRÊTÉ relatif aux poursuites judiciaires contre les agens de l'administration de la loterie nationale*. (III, Bull. CLIX, n° 1226.)

N° 411. = 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802). = *ARRÊTÉ relatif aux poursuites judiciaires contre les agens de l'administration des postes aux lettres* (2). (III, Bull. CLIX, n° 1227.)

L'administration générale des postes aux lettres est autorisée à traduire devant les tribunaux, sans recourir à la décision du conseil d'état, les agens qui lui sont subordonnés.

N° 412. = 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département des Basses-Pyrénées* (3). (III, Bull. CLXII, n° 1237.)

N° 413. = 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802). = *ARRÊTÉ portant réduction des justices de paix du département du Haut-Rhin*. (III, Bull. CLXIII, n° 1238.)

N° 414. = 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802). = *ARRÊTÉ contenant rectification des arrêtés qui ont déterminé la réduction des justices de paix des départemens des Hautes et Basses-Alpes, de la Charente, de la Charente-Inférieure, du Jura, de la Haute-Loire, de la Loire-Inférieure, du Lot, de la Moselle, du Nord, de Seine-et-Oise, de la Somme, du Tarn, des Vosges et de l'Yonne*. (III, Bull. CCXXVIII bis, n° 1.)

N° 415. = 9 pluviôse an 10 (29 janvier 1802). = *ARRÊTÉ contenant rectification des arrêtés qui ont déterminé la réduction des justices de paix des départemens des Hautes et Basses-Alpes, du Calvados, de la Charente, de la Charente-Inférieure, du Finistère, de l'Hérault, de la Gironde, d'Ille-et-Vilaine, de Jemmappe, du Jura, de la Loire, de la Lys, de la Haute-Marne, de la Meuse, du Puy-de-Dôme, de Saône-et-Loire, des Deux-Sèvres, du Var et de la Vienne*. (III, Bull. CCXXVIII bis, n° 2.)

(1 et 2) Voyez l'art. 75 de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), et les notes.

(3) Cet arrêté a été rectifié par un autre rendu le 15 floréal an 10 (5 mai 1802).

N° 416.—15 pluviose an 10 (4 février 1802).—**ARRÊTÉ** qui annule, pour cause d'incompétence, deux jugemens rendus par le tribunal de première instance du troisième arrondissement du Léman, sur une question relative à une vente de domaines nationaux. (III, Bull. CLXIV, n° 1242.)

Les consuls de la république, vu l'arrêté du préfet du Léman, du 13 nivose an 10 de la république, portant qu'il élève conflit d'attribution entre les autorités administrative et judiciaire, pour raison de deux jugemens rendus, les 9 thermidor an 9 et 16 frimaire an 10, par le tribunal de première instance du troisième arrondissement du Léman, par le premier desquels il s'est déclaré compétent pour prononcer sur l'opposition formée par *Joseph-Marie Delagrangé* et consorts à la contrainte décernée par le directeur du domaine national, et dont le second a déclaré qu'il n'y avait lieu d'ordonner le renvoi requis par le commissaire du gouvernement près le tribunal ;— Considérant que, dans la contestation qu'ont élevée *Joseph-Marie Delagrangé* et consorts devant le tribunal de première instance du troisième arrondissement du Léman, il s'agissait de savoir si un cheptel était ou n'était pas compris dans la vente à eux faite de deux domaines nationaux dits de *Vallon* et de *Saint-Jean* ;— Qu'il était donc question de déterminer quelles doivent être l'étendue ou les bornes d'une vente à laquelle il a été procédé par l'autorité administrative ;— Que la loi du 16 fructidor an 3 (1) défend aux tribunaux de connaître des actes administratifs, et que celle du 28 pluviose an 8 (2) attribue aux conseils de préfecture la connaissance du contentieux des domaines nationaux ;— Qu'en partant de ces lois, les consuls, par arrêté du 5 fructidor an 9, inséré au Bulletin des lois, ont bien formellement décidé qu'il n'y avait que l'autorité administrative venderesse qui pût s'expliquer sur ce qui avait été réellement vendu, et fixer les limites de la vente ;— Le conseil d'état entendu, — Arrêtent :

Les jugemens des 9 thermidor an 9 et 16 frimaire an 10 sont déclarés comme non avenus : en conséquence, les poursuites exercées par le directeur de l'enregistrement seront continuées jusqu'au paiement effectif, sauf à *Joseph-Marie Delagrangé* et consorts à former leur opposition devant l'autorité administrative, s'ils s'y croient fondés.

N° 417.—17 pluviose an 10 (6 février 1802).—**ARRÊTÉ** qui ordonne de convertir en bons à vue et de verser au trésor public les fonds provenant des centimes additionnels de l'an 8 et années antérieures, etc. (Moniteur, n° 185.)

N° 418.—23 pluviose an 10 (12 février 1802).—**ARRÊTÉ** relatif aux bons au porteur délivrés en paiement d'arrérages de rentes. (III, Bull. CLXIV, n° 1244.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} germinal prochain, les receveurs généraux de département, ceux particuliers d'arrondissement et les percepteurs de Paris, cesseront de recevoir des contribuables des bons au porteur délivrés en paiement d'arrérages de rentes.

2. Le 1^{er} germinal, les préfets ou les sous-préfets arrêteront les registres de ces comptables, et constateront leur situation sur cette valeur.

3. Les receveurs particuliers d'arrondissement enverront, sans délai, aux receveurs généraux des départemens, les percepteurs de Paris au rece-

(1 et 2) Voyez ces deux lois, et les notes étendues qui les accompagnent.

veur général du département de la Seine, et les receveurs généraux au trésor public, les bons au porteur qu'ils peuvent avoir en caisse.

4. Chaque décade, dans les cinq premiers jours, jusqu'au 5 germinal an 10, les receveurs particuliers d'arrondissement et les percepteurs de Paris verseront aux receveurs généraux des départemens les bons qu'ils auront reçus dans la décade précédente: ils joindront au dernier versement l'état de leur situation, dont il est parlé article 2.

5. Les receveurs généraux de département seront tenus d'envoyer au trésor public, dans la décade qui suivra chaque versement qui leur aura été fait, la totalité des bons qu'ils auront reçus: ils joindront au dernier versement les états de situation qui leur auront été remis par les receveurs particuliers d'arrondissement.

6. Les receveurs qui ne se seront pas conformés aux dispositions du présent en ce qui les concerne, ne seront plus admis à présenter des bons au porteur dans leurs versements, passés les délais qui leur sont prescrits; ils seront forcés en recette, en numéraire, de la somme nominale des bons qu'ils auraient dû verser.

7. Les contribuables qui, à dater du 1^{er} germinal an 10, voudront acquitter leurs contributions directes des années 7 et 8 avec des bons au porteur, les rapporteront au trésor public; et il leur sera délivré des rescriptions nominatives sur les départemens où ils auront à payer.

N° 419. = 25 pluviôse an 10 (14 février 1802). = **ARRÊTÉ** portant établissement d'une bourse de commerce à Béziers, et de courtiers dont le nombre sera de six, au plus. (III, Bull. CLXIV, n° 1245.)

N° 420. = 25 pluviôse an 10 (14 février 1802). = **ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Troyes, et des courtiers dont le nombre ne s'élève pas au dessus de six. (III, Bull. CLXIV, n° 1246.)

N° 421. = 25 pluviôse an 10 (14 février 1802). = **ARRÊTÉ** qui établit une bourse de commerce à Metz, et des courtiers dont le nombre sera de quatre, au plus. (III, Bull. CLXIV, n° 1247.)

N° 422. = 25 pluviôse an 10 (14 février 1802). = **ARRÊTÉ** portant que le nombre des courtiers de commerce près la bourse de Saint-Malo pourra être porté à seize (1). (III, Bull. CLXIV, n° 1248.)

N° 423. = 25 pluviôse an 10 (14 février 1802). = **ARRÊTÉ** contenant rectification des arrêtés qui ont réduit les justices de paix des départemens de l'Aisne, des Côtes-du-Nord, de la Dordogne, du Doubs, du Nord et des Hautes-Pyrénées. (III, Bull. CCXXVIII bis, n° 3.)

N° 424. = 27 pluviôse an 10 (16 février 1802). = **ARRÊTÉ** relatif au remplacement provisoire des préfets en cas de mort. (III, Bull. CLXIV, n° 1249.)

Dans le cas de mort d'un préfet dans le département où il exercera ses fonctions, il sera remplacé provisoirement, et pendant l'intérim, par le plus ancien des membres du conseil de préfecture: celui-ci exercera dans toute son étendue, pendant l'intérim, les fonctions attribuées au préfet.

(1) L'arrêté du 7 fructidor an 9 (25 août 1800) avait fixé ce nombre à huit.

N° 425. = 29 pluviôse an 10 (18 février 1802). = **ARRÊTÉ** qui annule l'acte de renonciation de la commission administrative d'un hospice à un legs fait en faveur de cet hospice. (III, Bull. CLXIV, n° 1250.)

N° 426. = 3 ventose an 10 (22 février 1802). = **ARRÊTÉ** relatif à l'assiette des contributions publiques (1), et à l'exercice de la police dans les communes dont le territoire s'étend sur deux départemens. (III, Bull. CLXIV, n° 1257.)

Les consuls de la république, sur le rapport du ministre de l'intérieur, et vu la loi du 26 février—4 mars 1790, qui détermine en quoi doivent consister les territoires des communes, et quelle doit être la ligne divisoire entre les départemens et les districts, lorsqu'une rivière est indiquée comme limite respective; — Vu l'arrêté du directoire exécutif, du 29 nivôse an 7, portant règlement provisoire de l'assiette des impositions pour l'an 7, sur les territoires litigieux entre les départemens, à raison de leur division par le fleuve du Rhône; — Vu les procès-verbaux de division des départemens du Gard, des Bouches-du-Rhône, de Vaucluse, de la Drôme et de l'Ardèche, ensemble les extraits de la carte de France délivrés et certifiés par le garde des archives de la république;—Considérant que la loi du 26 février—4 mars 1790 ne donne d'autre faculté administrative au département sur le territoire duquel s'étend une portion du territoire d'une commune appartenant au département limitrophe, que celle de pouvoir faire jusqu'à la limite administrative établie, ou jusqu'au milieu de la rivière ou du fleuve qui la forme, des actes de simple police répressive, tels que dispersion d'attroupemens, surveillance de brigandages, arrestations en cas de flagrant délit, poursuites de malfaiteurs, etc.; que conséquemment les officiers de police des départemens respectifs peuvent exercer concurremment leurs fonctions sur le territoire situé sur le département emprunté; mais que ce n'est qu'une faculté nécessaire accordée par la loi à ceux de ce dernier département; — Considérant que, suivant les procès-verbaux de division, les départemens du Gard et des Bouches-du-Rhône sont limités par le milieu de ce fleuve; que ceux de l'Ardèche et de la Drôme le sont également par le milieu du Rhône; mais que le département de Vaucluse est délimité par la rive gauche de ce fleuve dans toute l'étendue dudit département;—Le conseil d'état entendu,—Arrêtent :

Art. 1^{er}. Conformément à la loi du 26 février—4 mars 1790, les territoires des communes seront imposés aux contributions publiques par le département dans les arrondissemens communaux duquel se trouveront les chefs-lieux desdites communes.

2. Lorsqu'une commune aura des portions de territoire situées dans la circonscription d'un département autre que celui où elle a son chef-lieu, l'autorité administrative que pourra exercer sur ces territoires le département dans les limites duquel ils se trouvent, ne consistera que dans la fa-

(1) Voyez, sur la contribution foncière, la loi générale du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798), et les notes qui résument la législation; et spécialement l'arrêté du 29 nivôse an 7 (18 janvier 1799), concernant l'assiette des contributions directes pour les communes dont le département ou la situation relative sont contestés.

Voyez aussi le décret du 16—24 août 1790, tit. XI, sur la police municipale; celui du 19—22 juillet 1791, art. 1^{er} à 7, sur le même objet, et les notes; celui du 21—29 septembre 1791, qui établit les commissaires de police, et les notes; celui du 10 vendémiaire an 4 (2 octobre 1795), sur la police intérieure des communes, et les notes; et l'avis du cons. d'état du 26 août 1808, sur la correspondance des maires et des commissaires de police avec les magistrats.

culté d'exercer des actes de simple police répressive, tels que la dispersion d'attroupemens, la surveillance du brigandage, la poursuite des prévenus a la clameur publique, et l'arrestation en car de flagrant délit.

3. Les officiers de police des départemens respectifs peuvent en conséquence exercer concurremment, et pour ces seules parties de leurs attributions, leurs fonctions sur ces parties de territoire.

4. Les départemens du Gard et des Bouches-du-Rhône seront délimités, seulement pour l'exercice de cette police, par le milieu du Rhône.—La ville de Vallabrègues appartiendra au département du Gard, conformément aux procès-verbaux de délimitation. — Le département de Vaucluse sera délimité par la rive gauche du fleuve : ceux de l'Ardèche et de la Drôme le seront par le milieu de ce fleuve.

5. Toute assiette de contribution publique et locale, contraire à l'article 1^{er} du présent arrêté, est déclarée, dès ce moment, nulle et abusive. —Tous maires et répartiteurs seront déclarés personnellement responsables, sur leurs biens, envers le trésor public et les receveurs de deniers publics, de toutes entraves apportées à la perception par l'effet d'une répartition contraire aux précédentes dispositions.

6. Tous les habitans d'une commune, sur quelque département que soit situé le territoire qu'ils habitent, seront citoyens du département où sera le chef-lieu de leur commune. — Ils devront, en conséquence, faire dans ce dernier leurs actes civils, et y exercer leurs droits politiques.

7. Les articles 5, 6 et 7 de l'arrêté du directoire exécutif du 29 nivose an 7 sont rapportés.

N^o 427.—3 ventose an 10 (22 février 1802). — **ARRÊTÉ relatif aux acquéreurs de maisons et usines nationales payables en bons deux tiers.** (III, Bull. CLXVI, n^o 1265.)

Art. 1^{er}. Les acquéreurs de maisons et usines nationales payables en bons deux tiers, qui n'ont pas acquitté le premier sixième échu du prix de leurs acquisitions, et qui, en conséquence, n'ont pas été ou n'ont pas dû être mis en possession, demeurent définitivement déchus (1).

2. Ceux desdits acquéreurs qui, ayant payé ce sixième, ont été mis en possession, et qui restent redevables du surplus du prix, pour le tout ou pour partie, seront admis à en verser en numéraire, au trésor public, la valeur représentative, au cours du mois de leur adjudication, et conformément au tableau annexé au présent arrêté.

3. Ils acquitteront par tiers la somme dont ils demeurent débiteurs ; savoir, le premier en floréal, le second en messidor, et le troisième en fructidor prochain.

4. Le trésor public tiendra compte à la caisse d'amortissement du produit de ces versements.

5. A défaut de paiement à chacun des termes ci-dessus, l'administration de l'enregistrement et du domaine fera, en conformité de la loi du 30 ventose an 9, incontinent prendre possession de tous les domaines nationaux compris dans les adjudications non soldées ; ladite prise de possession aura lieu dès à présent, à l'égard des acquéreurs mentionnés en l'article 1^{er}.

(1) Voyez la loi du 30 ventose an 9 (21 mars 1801), sur la liquidation de la dette publique, art. 7, qui prononce cette déchéance.

Voyez aussi, dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790, le résumé des lois concernant le paiement des domaines nationaux.

Cours moyen, par chaque mois, d'après lequel la caisse d'amortissement recevra la valeur représentative des bons deux tiers.

ANS ET MOIS.	COURS MOYEN, par chaque mois, d'après le cours tenu à la trésorerie par chaque jour.	ANS ET MOIS.	COURS MOYEN, par chaque mois, d'après le cours tenu à la trésorerie par chaque jour.
AN 7.		SUITE DE L'AN 8.	
Brumaire.	2 fr. 12 c.	Messidor.	1 fr. 53 c.
Frimaire.	1 90	Thermidor.	1 55
Nivose.	1 85	Fructidor et jours complément.	1 58
Pluviose.	1 50		
Ventose.	1 50	AN 9.	
Germinal.	1 50	Vendémiaire.	1 68
Floréal.	1 50	Brumaire.	1 65
Prairial.	1 50	Frimaire.	1 60
Messidor.	1 50	Nivose.	2 50
Thermidor.	1 50	Pluviose.	2 50
Fructidor et jours complément.	1 50	Ventose.	2 50
		Germinal.	2 50
AN 8.		Floréal.	2 50
Vendémiaire.	1 50	Prairial.	2 50
Brumaire.	1 50	Messidor.	2 50
Frimaire.	1 50	Thermidor.	2 50
Nivose.	1 50	Fructidor et jours complément.	2 50
Pluviose.	1 50		
Ventose.	1 50	AN 10.	
Germinal.	1 50	Vendémiaire.	2 50
Floréal.	1 50	Brumaire.	2 50
Prairial.	1 50		

N° 428. = 3 ventose an 10 (22 février 1802). = **ARRÊTÉ** contenant rectification des arrêtés qui ont ordonné la réduction des justices de paix dans les départemens de l'Ain, de l'Hérault, de la Moselle, de l'Oise, du Pas-de-Calais, de Sambre-et-Meuse et de la Seine-inférieure. (III, Bull. CCXXXVIII bis, n° 4.)

N° 429. = 3 ventose an 10 (22 février 1802). = **ARRÊTÉ** contenant rectification de ceux qui ont ordonné la réduction des justices de paix des départemens de la Drôme, de la Haute-Garonne, du Gers, de la Mayenne, de la Meurthe, de Sambre-et-Meuse, de la Somme et de la Vendée. (III, Bull. CCXXXVIII bis, n° 5.)

N° 430. = 5 ventose an 10 (24 février 1802). = **ARRÊTÉ** relatif à la confection d'un tableau annuel des parties de la législation, dont les vices ou l'insuffisance auraient été reconnus. (III, Bull. CLXV, n° 1263.)

Art. 1^{er}. Dans le cours du mois de fructidor de chaque année, le tribunal de cassation enverra une députation de douze de ses membres, pour présenter aux consuls, en conseil d'état, les ministres présens, le tableau des parties de la législation dont l'expérience aura fait connaître à ce tribunal les vices ou l'insuffisance. — Dans ce tableau seront spécialement exposés les moyens, 1° de prévenir les crimes, d'atteindre les coupables, de propor-

tionner les peines et d'en rendre l'exemple le plus utile; — 2° De perfectionner les différens codes; — 3° De réformer les abus qui se seraient glissés dans l'exercice de la justice, et d'établir dans les tribunaux la meilleure discipline, tant à l'égard des juges qu'à l'égard des officiers ministériels.

2. Le ministre de la justice rendra compte, dans la même séance, et en présence des députés du tribunal de cassation, des observations qu'il aura recueillies sur les mêmes objets.

N° 431. = 7 ventose an 10 (26 février 1802). = *ARRÊTÉ relatif au mode de versement et à l'emploi des fonds provenant de la taxe d'entretien des routes.* (III, Bull. CLXV, n° 1264.)

N° 432. = 7 ventose an 10 (26 février 1802). = *ARRÊTÉ relatif au recouvrement des contributions arriérées de l'an 8 et années antérieures dans la commune de Paris, et au traitement des douze percepteurs* (1). (III, Bull. CLXVI, n° 1266.)

Art. 1^{er}. Les douze percepteurs des contributions de la commune de Paris seront tenus de faire, avant le 1^{er} messidor prochain, le relevé exact de toutes les cotes des contribuables qui n'ont pas soldé les contributions auxquelles ils ont été imposés pour l'an 8 et années antérieures.

2. Ces relevés seront faits par exercice et par nature de contribution : le montant des articles et des sommes appartenant à chaque nature de contribution et à chaque exercice sera sommé; et le tout sera réuni, pour former, par arrondissement de percepteur, un seul rôle de tous les restes de son arrondissement, divisé en autant de chapitres qu'il y aura de différentes natures de contributions et d'exercices.

3. Ce rôle ou relevé général sera présenté, par chaque percepteur, au directeur des contributions du département, qui le cotera par premier et dernier feuillet, et sommera le montant des articles et des sommes restant à recouvrer, et le préfet le rendra exécutoire.

4. Dans le même délai, les douze percepteurs seront tenus de présenter leurs comptes au receveur général du département.

5. Les percepteurs qui, dans les délais ci-dessus prescrits, n'auront pas satisfait aux dispositions du présent, ne pourront continuer l'exercice de leurs fonctions.

6. La charge de leur compte sera composée du montant des rôles; et la décharge, 1° des quittances de versements faits par les percepteurs; 2° des ordonnances de décharges et modérations accordées aux contribuables; 3° du montant des restes, porté au rôle prescrit par l'article 2.

7. Chaque compte sera rendu par exercice et par nature de valeurs; il comprendra toutes les recettes faites sur les rôles de l'an 8 et années antérieures: les percepteurs seront tenus de verser les reliquats et pièces comptables, et de remettre au receveur général tous les anciens rôles.

8. Le receveur général fournira aux percepteurs ses récépissés des versements qu'ils lui feront en numéraire ou quittances, ou en pièces de décharge, et ses reconnaissances de la remise des anciens rôles et du montant des articles et des sommes restant, au 1^{er} messidor, à recouvrer sur chacun d'eux.

(1) Le traitement des percepteurs des contributions et leurs remises ont été fixés d'une manière générale par la loi de finances du 5—15 ventose an 12 (25 février—6 mars 1804), art. 9 et suiv. et par l'ordonnance du 10—26 décembre 1823.

9. Ceux des percepteurs qui se seront mis en règle continueront les recouvrements des recettes; ils verseront, tous les quinze jours, au receveur général, le produit de leurs recouvrements; et celui-ci les versera, dans les cinq jours suivans, au trésor public.

10. Ils fourniront tous les mois, au préfet, un bordereau de situation sur le rôle général des restes, lui feront connaître les résultats de leurs diligences pour en activer l'apurement, et les difficultés qui, pour être levées, auraient besoin du concours de son autorité.

11. Le ministre des finances se fera rendre compte chaque trimestre, et rendra compte aux consuls, de la situation des recouvrements des restes, et leur proposera les mesures nécessaires pour en terminer l'apurement.

12. Le receveur général fera procéder à la vérification des comptes, dans les trois mois qui suivront le délai donné aux douze percepteurs pour les présenter: cette vérification se fera sous l'inspection d'une commission de six membres nommés par le gouvernement, laquelle commission devra avoir terminé son travail avant le 1^{er} vendémiaire an 11; elle s'occupera particulièrement du soin de faire accélérer le travail, et de s'assurer de l'exactitude des comptables à verser toutes leurs recettes et dans les mêmes valeurs que celles payées par les contribuables.

13. Les douze percepteurs de Paris continueront le recouvrement sur les contributions directes de l'an 9, et années subséquentes: ils seront assimilés aux receveurs particuliers de la république, et seront, en conséquence, à la nomination du gouvernement; ils feront le cautionnement en numéraire prescrit par la loi, et fourniront pour le montant des rôles de leur arrondissement, au receveur général, des soumissions comme les receveurs particuliers des autres départemens.

14. Ils n'auront d'autre traitement que celui de percepteurs: ce traitement, sur l'avis du préfet et le rapport du ministre des finances, sera réglé d'une manière proportionnelle par le gouvernement, et ne pourra excéder, au total, le produit commun de deux centimes par franc: il ne pourra, pour un percepteur, être au dessus de trente-six mille francs, ni être au dessous de vingt mille francs.

N° 433. = 9 ventose an 10 (28 février 1802). = *ARRÊTÉ portant établissement d'une bourse de commerce à Châtellerault, et création de courtiers dont le nombre sera de quatre, au plus.* (III, Bull. CLXVI, n° 1268.)

N° 434. = 9 ventose an 10 (28 février 1802). = *ARRÊTÉ portant établissement d'une bourse de commerce à Vannes, et création de courtiers dont le nombre ne pourra s'élever au dessus de quatre.* (III, Bull. CLXVI, n° 1269.)

N° 435. = 9 ventose an 10 (28 février 1802). = *ARRÊTÉ relatif au logement des commandans d'armes, adjudans et secrétaires de place* (1). (III, Bull. CLXVI, n° 1271.)

Les consuls de la république, sur le rapport du ministre de la guerre, — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent :

Art. 1^{er}. Il sera fourni à chacun des commandans d'armes, adjudans et se-

(1) Voyez, sur le logement des troupes, le décret du 8 juillet (24, 25 mai, 27, 30 juin, 4, 5 et) — 10 juillet 1791, tit. V; et surtout celui du 23 mai 1792 — 18 janvier 1793, et les notes.

Voyez aussi l'arrêté du 23 vendémiaire an 10 (15 octobre 1801), qui détermine le mode de paiement de l'indemnité de logement aux officiers qui ne peuvent être logés en nature, et la note

crétaires de place, un logement en nature dans les bâtimens militaires, et, à défaut de logement dans ces bâtimens, ou dans d'autres bâtimens actuellement affectés au département de la guerre, ou qui le seront à l'avenir par un arrêté du gouvernement, il sera payé à chacun d'eux une indemnité qui sera ci-après fixée.

2. Cette indemnité est réglée pour les commandans d'armes, sans avoir égard à leurs grades militaires: pour les commandans d'armes de première classe, y compris les frais de bureau, à douze cents francs par an; pour ceux de deuxième classe, à mille francs; pour ceux de troisième classe, à huit cents francs; pour ceux de quatrième classe, à six cents francs.

3. L'indemnité de logement est réglée, pour les adjudans de place de première classe, à deux cent seize francs par an; pour ceux de deuxième classe, à cent quarante-quatre francs.

4. L'indemnité de logement est réglée, pour les secrétaires de place de première classe, à cent quarante quatre francs par an; pour ceux de deuxième classe, à cent trente-deux francs; pour ceux de troisième classe, à cent vingt francs; pour ceux de quatrième classe, à cent huit francs.

5. Les dispositions de l'article 43 de la loi du 23 mai 1792 sont applicables aux commandans d'armes, aux adjudans et secrétaires de place.

6. La fixation réglée par les articles précédens aura lieu à compter du 1^{er} vendémiaire an 10, époque de la nouvelle organisation de l'armée.

N° 436. — 9 ventose an 10 (28 février 1802). — ARRÊTÉ qui déclare non avenus, pour cause d'incompétence, des jugemens rendus par le tribunal de première instance de Marseille. (III, Bull. CLXVI, n° 1272.)

Les consuls de la république, sur le rapport du ministre de la justice, ayant pour objet un conflit entre le préfet du département des Bouches-du-Rhône et le tribunal de première instance séant à Marseille, relativement au paiement d'arrérages d'une rente viagère due par l'hospice civil de ladite commune à la citoyenne *Allègre*, femme *Tornatori*; — Vu le jugement rendu, le 3 messidor an 9, par le tribunal de première instance séant à Marseille, qui condamne les commissaires administrateurs de l'hospice civil de cette commune, à payer à ladite femme *Tornatori* la somme de trois cent vingt francs, pour arrérages échus d'une rente viagère due par cet hospice, avec intérêts et dépens; — Vu un second jugement du même tribunal, du 2 vendémiaire an 10, qui, sur la demande des commissaires administrateurs, tendant à ce que les saisies-arrêts mises par ladite femme *Tornatori* aux mains des locataires des maisons appartenant audit hospice, fussent déclarées nulles, et à ce que les parties fussent renvoyées devant l'autorité administrative, a débouté lesdits commissaires administrateurs de leur demande; — Vu l'arrêté du préfet du département des Bouches-du-Rhône, qui établit le conflit; — Considérant que, d'après les lois des 16 vendémiaire an 5 et 16 messidor an 7, les fonctions des commissaires administrateurs des hospices civils sont de même nature que celles des administrations municipales; qu'elles en sont une dépendance; que tous les arrêts desdits commissaires sont soumis à l'approbation de l'autorité administrative, ayant la surveillance immédiate; que, par ces motifs, les actions contre les commissaires administrateurs des hospices ne peuvent être intentées que suivant les règles établies pour les actions à intenter contre la république; — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent ce qui suit: — Les jugemens rendus, le 3 messidor an 9 et le 2 vendémiaire an 10, par le tribunal de première instance séant à Mar-

seille, au profit de la femme *Tornatori*, contre les commissaires administrateurs des hospices civils de cette commune, sont considérés comme non avenus, ainsi que les saisies-arêts et toutes procédures en exécution de l'un et de l'autre de ces jugemens, sauf à ladite femme *Tornatori* à se pourvoir devant l'autorité administrative.

N° 437.—9 ventose an 10 (28 février 1802).—AVIS du conseil d'état sur une question relative à l'exercice des contraintes par corps résultant d'arrêts exécutoires de la comptabilité nationale (1). (III, Bull. CLXVI, n° 1273.)

Les consuls ont renvoyé aux sections réunies de législation et des finances un rapport du ministre du trésor public, qui demande que le conseil d'état donne son avis sur la question de savoir si, pour l'exécution de la contrainte par corps qui résulte des arrêts exécutoires de la comptabilité nationale, de la comptabilité intermédiaire et du ministre du trésor public, il est nécessaire de donner préalablement copie des marchés, des comptes, et des pièces qui forment les élémens des comptes, ou s'il suffit de notifier ces arrêts. — Une contrainte par corps a été décernée par le ministre du trésor public et exécutée contre *Dumont-Bonnevaut*, l'un des violateurs du dépôt des trois millions de florins déposés à *Castel*, notaire.—*Dumont* s'est pourvu en nullité de cette contrainte devant la première section du tribunal de première instance du département de la Seine.—Il s'est fondé sur les dispositions de l'article 3 du titre III de la loi du 15 germinal an 6, ainsi conçu : « Nulle contrainte par corps ne pourra être exercée contre aucun individu, qu'elle n'ait été précédée de la notification au contraignable, visée « par le juge de paix du canton où s'exerce la contrainte, 1° du titre qui a « servi de base à la condamnation, s'il en existe un ; 2° des jugemens prononcés contre le contraignable, s'il en est intervenu plusieurs contre lui « pour le fait de la contrainte. » —*Dumont* a prétendu que, d'après cette loi, la contrainte par corps ne pouvait être exercée contre lui, sans qu'on lui eût préalablement notifié les pièces qui ont servi de base à cette contrainte. — L'avis unanime des deux sections de législation et des finances est que cette application de l'article cité de la loi du 15 germinal an 6 n'est ni juste ni praticable.—Cette loi, en exigeant la notification préalable du titre qui a servi de base à la contrainte par corps, ajoute, s'il en existe un.—Ainsi, elle a prévu qu'il pouvait y avoir lieu à la contrainte par corps, sans qu'il existât de titre qui lui servit de base.—Telles sont les contraintes décernées pour des faits d'administration et de comptabilité publique.—Ni les marchés, ni les quittances comptables, ni le compte même, ne forment pas des titres.—Il n'y a d'autre base à la contrainte que le règlement du compte qui fixe le résultat de sa balance : ce règlement est consigné dans les arrêts de la comptabilité nationale, de la comptabilité intermédiaire ou du ministre du trésor public.—Ces arrêts sont donc la seule pièce dont il soit nécessaire de donner copie.—Lorsque la loi a exigé, pour l'exercice de la contrainte par corps, la notification préalable, non seulement des jugemens qui la prononçaient, mais encore du titre, elle a considéré que les jugemens seuls ne prouvaient pas l'existence de la dette, qui pouvait avoir été acquittée sur la remise du titre.—Cette précaution, très sage dans le cours des affaires entre particuliers, est absolument étrangère aux poursuites qui ont pour objet le recouvrement des deniers publics.—L'application que *Dumont* a voulu faire

(1) Voyez, sur la contrainte par corps, en ce qui concerne les comptables, l'art. 3 du tit. 1^{er} de la loi du 15 germinal an 6 (4 avril 1798), et les notes.

de la loi n'est donc pas juste.—Si un pareil système prévalait, la loi serait impraticable.—Comment, en effet, serait-il possible de notifier les marchés, la correspondance, les quittances comptables, les comptes, les débats, en un mot toutes les pièces qui sont les élémens de l'arrêté définitif du compte! —Dans l'hypothèse même où on pourrait, à chaque contrainte notifier tout ce qui aurait été relatif au règlement de compte, cette notification n'aurait aucun objet : les tribunaux se rendraient coupables d'excès de pouvoir, s'ils prenaient connaissance des liquidations qui concernent le trésor public ; ce sont des actes purement administratifs. Celui qui se croirait fondé à réclamer contre l'arrêté qui le constitue débiteur, ne peut s'adresser qu'à l'autorité administrative : s'il ne le fait pas, ou s'il a épuisé tous ses moyens de défense dans les différens degrés de cette hiérarchie, les juges, devant lesquels le débiteur voudrait réclamer, doivent considérer l'arrêté de compte, servant de base à la contrainte par corps, comme ayant la force de la chose jugée, sans que l'on puisse soumettre ni cet arrêté ni les pièces à leur examen.—D'une part, ces arrêtés ont l'autorité de la chose jugée ; et, de l'autre, il est déclaré par plusieurs lois qu'ils seront exécutoires provisoirement par saisie des biens et même par la voie de la contrainte par corps.—Il y en a une disposition formelle dans l'article 3 de la loi du 12 vendémiaire an 8, pour les arrêtés de la comptabilité nationale. Cette disposition a été étendue, par la loi du 13 frimaire suivant, aux commissaires de la trésorerie nationale. Ceux-ci ont été remplacés par le ministre du trésor public, qui a les mêmes attributions, et qui est spécialement autorisé par l'arrêté du gouvernement du 18 ventose an 8, à prendre contre tous comptables, fournisseurs, etc., des arrêtés pareillement exécutoires.—Ces principes et ces règles sont d'une telle évidence, qu'il ne semble pas à craindre que les tribunaux s'en écartent.—Il paraît que le ministre du trésor public a conçu à cet égard quelque inquiétude, par l'avis qui lui a été donné que le commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de la Seine a soutenu les moyens présentés par *Dumont*.—Mais on a vérifié quel avait été le résultat de cette affaire ; et on joint au dossier le jugement rendu le 16 pluviôse an 10, par lequel, sans égard aux conclusions du commissaire, *Dumont* a été débouté de sa demande en liberté et condamné aux dépens.—Les motifs exprimés dans ce jugement sont que la contrainte par corps, pour raison de deniers publics, est autorisée par les anciennes lois et par celle du 15 germinal an 6, et que la contrainte décernée par le ministre du trésor public contre *Dumont* est autorisée par les lois des 12 vendémiaire et 13 frimaire an 8. — L'erreur du commissaire ayant ainsi été sur-le-champ réparée, et ne pouvant avoir de suite, il vaut mieux ne pas mettre en question des règles indubitables et qu'on ne voit pas avoir été enfreintes. — Les sections réunies de législation et des finances sont, par ces motifs, unanimement d'avis qu'il n'y a pas, quant à présent, lieu à statuer sur la demande du ministre du trésor public.

N° 438. = 13 ventose an 10 (4 mars 1802).—**ARRÊTÉ** relatif à la formation d'un tableau quinquennal de l'état et du progrès des sciences, des lettres et des arts. (III, Bull. CLXVII, n° 1276.)

Art. 1^{er}. L'institut national de France formera un tableau général de l'état et des progrès des sciences, des lettres et des arts, depuis 1789 jusqu'au 1^{er} vendémiaire an 10.—Ce tableau, divisé en trois parties correspondantes à chacune des classes de l'Institut, sera présenté au gouvernement dans le mois de fructidor an 11.—Il en sera formé et présenté un semblable tous les cinq ans.

2. Ce tableau sera porté au gouvernement par une députation de chaque classe de l'Institut.—La députation sera reçue par les consuls, en conseil d'état.

3. A la même époque, l'institut national proposera au gouvernement ses vues concernant les découvertes dont il croira l'application utile aux services publics, les secours et encouragemens dont les sciences, les arts et les lettres auront besoin, et les perfectionnemens des méthodes employées dans les diverses branches de l'enseignement public.

N° 439.—13 ventose an 10 (4 mars 1802).—**ARRÊTÉ** contenant rectification des arrêtés qui ont ordonné la réduction des justices de paix des départemens de l'Allier, de l'Aveyron, du Cantal, des Landes, de la Manche, de la Nièvre et de la Haute-Saône. (III, Bull. CCXXVIII bis, n° 6.)

N° 440.—17 ventose an 10 (8 mars 1802).—**ARRÊTÉ** relatif aux attributions du ministre de la guerre, à la création d'un directeur de l'administration de ce département, et à la suppression de l'usage de la signature griffée (1). (III, Bull. CLXVII, n° 1290.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} germinal prochain, l'usage de la signature griffée est interdit dans le ministère de la guerre.

2. A dater de la même époque, les attributions du ministre de la guerre seront :—1° La conscription, le recrutement, l'organisation, la discipline et la police de l'armée;—2° Les mouvemens militaires, les revues, le paiement de la solde, des récompenses pour actions d'éclat, des gratifications de campagne et pertes d'équipages;—3° La nomination aux emplois et l'admission aux invalides, la solde et les masses de la gendarmerie;—4° Le personnel et le matériel des armes de l'artillerie et du génie;—5° Les pensions et soldes de retraite, et traitemens de réforme;—6° Les frais de bureau et frais extraordinaires des officiers-généraux et états-majors des divisions et des places;—7° Le dépôt et les archives de la guerre;—8° La comptabilité de toutes les parties qui forment ses attributions;—9° Les dépenses extraordinaires et secrètes.

3. Il sera créé un directeur de l'administration de la guerre ayant rang et fonctions de ministre; il présidera au conseil d'administration de la guerre, et travaillera avec les consuls en présence du ministre de la guerre.

4. Le conseil d'administration sera composé du directeur, de trois conseillers d'état et d'un secrétaire général ayant le rang d'ordonnateur.—Lesdits conseillers d'état auront sous leur surveillance et direction : — L'un, — Les vivres-pain, — Les vivres-viande, — Les liquides, fournitures de campagne et approvisionnement extraordinaires de siège, — Les lits militaires, chauffage et lumière, gîte et geolage, — La comptabilité de toutes ces parties; — Le second, — Les fonds, — Les hôpitaux, — La présentation des ordonnateurs et commissaires des guerres, officiers de santé, et agens divers de l'administration et des postes de l'armée, — La comptabilité de toutes ces parties; — Le troisième, — L'habillement et équipement, — Les effets de campement, — Les charrois, transports et convois militaires, — Les fourrages et éta-pes, — Les remontes, — L'enharnachement des chevaux, — La comptabilité de toutes ces parties.

5. Le conseil d'administration de la guerre s'assemblera au moins trois fois par décade.

(1) Voyez le décret du 6—7 février 1793, portant organisation du ministère de la guerre, et les notes qui résument les mesures dont ce ministère a été l'objet.

6. Chacun des conseillers d'état y rendra compte de la situation des différentes parties dont il sera chargé, y proposera les projets de marchés, d'entreprises ou de régies, relatifs à ses attributions, pour y être discutés, et ensuite présentés par le directeur à l'approbation des consuls.

7. Ledit conseil, toujours sauf l'approbation des consuls, réglera la liquidation de toutes les fournitures et dépenses, vérifiera la comptabilité de toutes les parties, et traitera enfin de tout ce qui peut améliorer l'administration.

8. Le secrétaire général rédigera le procès-verbal de toutes les séances, et y consignera nominativement l'opinion de chacun des membres du conseil sur les questions soumises à la discussion.

9. L'expédition du procès-verbal de chaque séance sera adressée, dans les vingt-quatre heures, au secrétaire d'état, pour être annexée au registre des procès-verbaux du conseil général d'administration de la guerre.

10. Chacun des trois conseillers d'état travaillera tous les jours avec le directeur ministre.

11. Le directeur ministre a seul, dans toutes les affaires, la décision et la signature, le droit d'organiser les bureaux, de nommer aux emplois et de faire les réglemens nécessaires.

12. Les mesures seront prises de manière qu'il n'y ait, dans le département de la guerre, ni augmentation d'employés ni augmentation de dépenses.

N° 441. = 17 ventose an 10 (8 mars 1802). — *ARRÊTÉ relatif à la suppression de l'usage de la signature griffée au ministère de l'intérieur, et aux attributions données à deux conseillers d'état chargés de diriger plusieurs parties de ce département* (1). (III, Bull. CLXVII, n° 1291.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} germinal prochain, l'usage de la signature griffée n'aura plus lieu au ministère de l'intérieur.

2. Deux conseillers d'état seront attachés au département de l'intérieur, et, conformément aux dispositions des articles 7 et 12 du règlement du con-

(1) Voyez le décret du 27 avril—25 mai 1791, concernant l'organisation du ministère, art. 7 et 8, qui déterminent les attributions du ministre de l'intérieur; celui du 29 septembre—2 octobre 1791, portant organisation des bureaux du ministère de l'intérieur; celui du 21—22 septembre 1793, qui distrait certaines matières de commerce de ce ministère pour les attribuer à l'administration des douanes; le décret du 10 vendémiaire an 4 (2 octobre 1795), art. 4, qui détermine de nouveau, d'une manière générale, les attributions du ministre de l'intérieur; l'arrêté du 7 brumaire an 10 (29 octobre 1801), portant une nomenclature des dépenses de ce ministère; celui du 22 prairial an 10 (11 juin 1802), qui détermine les attributions du ministre de l'intérieur, en ce qui concerne les travaux des ports; le décret du 13 fructidor an 13 (31 août 1805), qui définit sa compétence en matière de travaux publics; l'ordonnance du 20 novembre—13 décembre 1814, qui met sous sa surveillance l'administration des canaux d'Orléans et de Loing; celle du 11 janvier—4 février 1815, qui place sous son autorité l'administration des communes, des octrois municipaux et des hospices; celle du 14—24 décembre suivant, qui réunit au ministère de l'intérieur les attributions de la direction générale de l'agriculture, du commerce, des arts et manufactures; les attributions de la direction générale des communes, hospices et octrois municipaux, et de l'intendance des arts et monumens publics; celle du 29 mai—3 juin 1816, qui détermine les attributions du ministère de l'intérieur, en ce qui concerne les cultes; celle du 26 août—1^{er} septembre 1829, qui réunit à ce ministère la direction des sciences, lettres, beaux-arts, librairie, journaux et théâtres; celle du 17 mars—1^{er} avril 1831, qui détermine de nouveau, et d'une manière générale, les attributions du ministère de l'intérieur; et celles des 11—12 octobre 1832, 31 décembre 1832—14 janvier 1833, 6—10 avril 1834, et 2—7 mars 1836 sur le même objet.

Aujourd'hui, tout ce qui concerne le commerce et les cultes dépend de deux ministères spéciaux qui sont un démembrement du ministère de l'intérieur. — Voyez, sur la formation de ces ministères, la note qui accompagne le décret précité du 27 avril—25 mai 1791.

seil d'état, y seront chargés des parties d'administration qui leur sont attribuées dans l'article suivant.

3. L'un desdits conseillers d'état aura sous sa direction tout ce qui concerne l'instruction publique;—L'autre, tout ce qui concerne l'établissement et la perception des octrois, l'administration des communes, le budget de leurs recettes et de leurs dépenses, et la régularisation de leur comptabilité.

4. Les bureaux nécessaires à leurs attributions seront sous leur surveillance et leur direction immédiates, et seront formés de manière qu'il n'y ait, dans le département de l'intérieur, ni addition d'employés, ni augmentation de dépenses.

N° 442.—17 ventose an 10 (8 mars 1802).—*ARRÊTÉ qui supprime l'usage de la signature griffée dans le ministère de la justice et au bas du Bulletin des lois.* (III, Bull. CLXVII, n° 1292.)

A compter du 1^{er} germinal prochain, l'usage de la signature griffée n'aura plus lieu dans le ministère de la justice : celle qui était apposée au bas du Bulletin des lois sera remplacée par le nom du ministre imprimé en caractères ordinaires.

N° 443.—17 ventose an 10 (8 mars 1802).—*ARRÊTÉ portant établissement d'une bourse de commerce à Narbonne, et création de courtiers dont le nombre sera de quatre, au plus.* (III, Bull. CLXVII, n° 1293.)

N° 444.—17 ventose an 10 (8 mars 1802).—*ARRÊTÉ relatif aux primes accordées pour l'encouragement de la pêche de la morue* (1). (III, Bull. CLXX, n° 1310.)

N° 445.—19 ventose an 10 (10 mars 1802). — *ARRÊTÉ relatif aux militaires qui ont obtenu leur retraite ou leur congé.* (III, Bull. CLXX, n° 1313.)

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} germinal an 10, tout militaire qui aura obtenu sa retraite ou son congé, cessera de recevoir sa solde d'activité, à compter du jour où il sera rayé du contrôle du corps auquel il appartient.

2. Les officiers qui auront obtenu leur solde de retraite ou leur traitement de réforme, en jouiront à compter du jour où ils auront cessé de recevoir leur solde d'activité; il en sera fait rappel aux époques fixées par l'arrêté du 27 vendémiaire an 9 : ils recevront, en outre, les indemnités de route attribuées à leur grade par l'arrêté du 22 messidor an 5, jusqu'à leur arrivée

(1) Voyez le décret du 7 mars—10 avril 1791, qui ordonne de continuer le paiement des primes d'encouragement dont jouissait la pêche de la morue; l'arrêté du 17 prairial an 10 (6 juin 1802), additionnel au présent; l'ordonnance du 13—25 février 1815, sur la police de la pêche de la morue à l'île de Terre-Neuve; celle du 21 octobre—10 novembre 1818, qui accorde des primes d'encouragement pour la pêche de la morue, et détermine les formalités nécessaires pour les obtenir; celle du 4—17 octobre 1820, additionnelle à la précédente; celle du 21 novembre 1821—3 janvier 1822, portant nouveau règlement sur la police de la pêche de la morue à Terre-Neuve; celle du 20 février—9 mars 1822, qui modifie celles des 21 octobre 1818 et 4 octobre 1820, et contient des dispositions nouvelles sur le taux des primes d'encouragement et sur les conditions d'admission à ces primes; celle du 24 février—11 mars 1825, qui proroge le paiement des primes d'encouragement, et en élève le montant; celle du 7—24 décembre 1829, qui impose aux armateurs des conditions nouvelles; la loi du 22 avril—2 mai 1832, qui contient une dernière fixation des primes d'encouragement pour la pêche de la morue, jusqu'au mois de mars 1837; et des formalités nécessaires pour les obtenir; et l'ordonnance du 26 avril—8 mai 1833, rendue pour l'exécution de cette loi.

Ces dernières loi et ordonnance rendent le présent arrêté sans intérêt.

a leur destination ; ils les toucheront sur les coupons ou mandats qui leur seront délivrés par les commissaires des guerres, et le montant en sera imputé sur la masse des étapes.

3. Les sous-officiers et soldats qui auront obtenu leur congé absolu, recevront pour toute solde, et pour leur tenir lieu d'étape pendant leur route, les trente centimes par myriamètre accordés, par la loi du 23 floréal an 5, aux militaires marchant isolément.

N° 446.—19 ventose an 10 (10 mars 1802). = ARRÊTÉ relatif à l'administration des bois communaux (1). (III, Bull. CLXX, n° 1315.)

Art. 1^{er}. Les bois appartenant aux communes sont soumis au même régime que les bois nationaux ; et l'administration, garde et surveillance en sont confiées aux mêmes agents (2).

2. La régie de l'enregistrement est chargée du recouvrement du prix des adjudications de toutes les coupes extraordinaires desdits bois.

3. Il sera fait, chaque année, et dans le délai de trois mois après l'adjudication, un état par département desdites coupes qui auront été vendues, avec distinction des quantités appartenant à chaque commune, et du prix qu'elles auront donné.

4. Dans les trois mois du recouvrement de chaque portion du prix desdites coupes extraordinaires, le montant en sera versé dans la caisse d'amortissement, pour y être tenu à la disposition des communes, avec intérêt à raison de trois pour cent par an.

5. Il sera tenu à ladite caisse, département par département, et commune par commune, un compte de recettes et de dépenses.

6. Ledit compte, tant en recettes et intérêts qu'en dépenses, sera balancé à la fin de chaque année ; et le bordereau, dûment certifié, sera transmis triple au ministre de l'intérieur. — L'un de ces bordereaux triples sera déposé dans les bureaux du ministre de l'intérieur, l'autre au bureau de la préfecture du département auquel il appartient, et le troisième sera adressé à la commune qu'il regardera.

7. Seront pareillement versées dans la caisse d'amortissement, et y seront conservées dans les mêmes formes et aux mêmes conditions, les autres recettes extraordinaires provenant d'aliénation d'immeubles ou de remboursement de capitaux des communes, lesquels ne seraient pas affectés à leurs charges et dépenses ordinaires.

(1) Voyez le décret général du 15 septembre (20 août, 2, 3, 4 et) — 29 septembre 1791, sur l'administration forestière, tit. 1^{er}, art. 4 ; la loi du 9—19 floréal an 11 (29 avril—9 mai 1803), tit. II ; l'ordonnance du 11—18 octobre 1820, art. 11 ; celle du 26 août—1^{er} septembre 1824, art. 1^{er} ; le Code forestier du 21 mai—31 juillet 1827 ; et l'ordonnance du 1^{er}—4 août même année, rendue pour l'exécution de ce code, tit. V.

(2) Cette disposition est générale et absolue ; et les pré-bois des communes y sont compris : aucune coupe n'y peut, par conséquent, être faite que dans l'intérêt commun de tous les habitants, avec l'autorisation et d'après l'assiette de l'administration forestière. Cass., 9 avril 1813, Sir., XX, 1, 494 ; Bull. crim., XVIII, 183. — Il ne peut être fait de coupe dans un bois communal, même pour chauffage, sans autorisation préalable de l'administration forestière : vainement on exciperait d'usage et de prescription contraires ou d'un partage fait à l'insu de l'administration. Cass., 9 octobre 1824, Sir., XXV, 1, 88 ; Bull. crim., XXIX, 417. — Les habitants d'une commune ne peuvent couper individuellement du bois dans leur forêt communale. Cass., 27 février 1807, Sir., VII, 2, 77 ; Bull. crim., XII, 84. — L'ébranchage fait dans un bois communal est un délit, s'il n'est autorisé par l'administration forestière, bien qu'il y ait autorisation du maire et désignation par le garde forestier. Cass., 27 octobre 1815, Sir., XVI, 1, 71. — Les lois qui prohibent la chasse dans les forêts royales sont applicables aux bois des communes. Cass., 28 janvier 1808, Sir., VIII, 1, 257 ; Bull. crim., XIII, 29.

8. Les fonds qui seront dans la caisse d'amortissement, appartenant aux dites communes, seront mis à leur disposition, sur une décision motivée du ministre de l'intérieur.

9. Toutes les dispositions précédentes sont applicables aux bois des hospices et des autres établissemens publics.

N° 447. = 22 ventose an 10 (13 mars 1802). = *SÉNATUS-CONSULTE relatif à la manière dont sera fait le renouvellement des quatre premiers cinquièmes du corps législatif et du tribunal en l'an 10, et dans les trois années subséquentes.* (III, Bull. CLXIX, n° 1301.)

N° 448. = 25 ventose an 10 (16 mars 1802). = *ARRÊTÉ contenant rectification des arrêtés qui ont ordonné la réduction des justices de paix des départemens des Alpes-Maritimes, de l'Aube, de la Côte-d'Or, de la Creuse, de la Dyle, d'Eure-et-Loir, du Gard, de l'Hérault, de l'Indre, de la Haute-Loire, du Loiret, de la Lozère, de la Mayenne, de la Meuse, de la Meuse-Inférieure, de la Moselle, du Pas-de-Calais, des Pyrénées-Orientales, du Haut-Rhin, de Sambre-et-Meuse, de la Seine-Inférieure, de Seine-et-Oise et de l'Yonne.* (III, Bull. CCXXVIII bis, n° 7.)

N° 449. = 27 ventose an 10 (18 mars 1802). = *ARRÊTÉ qui établit une bourse de commerce à Limoges, et qui crée dans cette ville des courtiers au nombre de six, au plus.* (III, Bull. CLXIX, n° 1306.)

N° 450. = 27 ventose an 10 (18 mars 1802). = *ARRÊTÉ portant établissement d'une bourse de commerce à Saint-Etienne, et création de courtiers dont le nombre ne pourra s'élever au dessus de six.* (III, Bull. CLXIX, n° 1307.)

N° 451. = 29 ventose an 10 (20 mars 1802). = *ARRÊTÉ relatif aux acquéreurs de bois nationaux dont les acquisitions sont attaquées comme illégales.* (Moniteur, n° 184.)

Défenses sont faites à tous acquéreurs de bois nationaux dont les acquisitions sont attaquées comme illégales, de faire dans lesdits bois, avant la confirmation de leurs acquisitions par l'autorité compétente, aucune coupe, exploitation, défrichement, et toute autre entreprise au-delà des coupes ordinaires : à l'effet de quoi, ces bois sont mis sous la surveillance des agens forestiers.

N° 452. = 3 germinal an 10 (24 mars 1802). = *ARRÊTÉ relatif à l'emploi des fonds provenant des centimes additionnels versés au trésor public en bons à vue.* (III, Bull. CLXXI, n° 1332.)

N° 453. = 5 germinal an 10 (26 mars 1802). = *AVIS du conseil d'état relatif aux ascendans d'émigrés* (1). (III, Bull. CLXXI, n° 1339.)

Le conseil d'état, sur le rapport de la section des finances, ensuite du renvoi à elle fait par le premier consul, d'un rapport et projet d'arrêté du ministre des finances, tendant à faire décider par le gouvernement que les biens obvenus à la république et définitivement réunis à son domaine par suite du partage de présuccession fait entre elle et les ascendans des pré-

(1) Voyez l'avis additionnel et interprétatif du 25 thermidor an 10 (13 août 1802).

venus d'émigration, seront rendus auxdits ascendants, lorsque le prévenu, après la consommation du partage, parviendra à se faire définitivement rayer de la liste des émigrés, — Pense que le projet d'arrêté proposé par le ministre est contraire à la loi du 9 floréal an 3 (1). — Le partage de présuccession qu'établit cette loi, est un véritable marché à forfait entre l'ascendant et la république, au moyen duquel celle-ci prend, avant la mort de l'ascendant, la part de sa succession qu'elle n'eût dû obtenir qu'après son décès; mais elle ne l'obtient que moyennant d'importantes renonciations : — 1^o La république renonce à prendre part dans le préciput de vingt mille francs qu'emporte l'ascendant; — 2^o Dans la part de successible que la loi lui accorde en sus; — 3^o Ce qui est bien plus important, elle renonce à toutes les successions directes et collatérales qui pourraient échoir aux émigrés qu'elle représente. — Il était bien juste qu'en dédommagement de toutes ces renonciations, la part de succession qui lui est attribuée par le partage demeurât définitivement réunie à son domaine, quels que pussent être les événements postérieurs à la consommation du partage, et soit que les prévenus parvinssent ou non à se faire rayer définitivement. — Aussi la loi du 9 floréal a-t-elle tellement entendu que le lot obtenu à la république par l'événement du partage lui demeurât irrévocablement acquis, que l'article 10 ne veut pas que ce lot éprouve aucun retranchement, même pour survenance d'enfans à l'ascendant depuis le partage : ce qui prouve bien que, par ce partage, tout est consommé sans retour, et que, quoi qu'il arrive, on n'a plus rien à se demander réciproquement. — En conséquence, le conseil d'état est d'avis que la proposition du ministre ne doit point être adoptée.

N^o 454. = 7 germinal an 10 (28 mars 1802). = **ARRÊTÉ** qui exempte de droits les bâtimens français à l'entrée de la rivière du Sénégal, et détermine ceux qui seront perçus à la sortie sur la gomme, le morfil et autres productions du pays. (III, Bull. CLXXI, n^o 1342.)

Art. 1^{er}. A compter du 15 floréal prochain, il ne sera perçu aucun droit sur les bâtimens français à l'entrée de la rivière du Sénégal.

2. A partir de la même époque, et à la sortie de la rivière seulement, il sera perçu sur la gomme un droit de cinq francs par quintal.

3. Ceux sur le morfil et autres productions de ce pays, seront de cinq pour cent de leur valeur, également à la sortie.

N^o 455. = 7 germinal an 10 (28 mars 1802). = **ARRÊTÉ** qui autorise l'exportation de vingt mille feuilles de cuivre à doublage. (III, Bull. CLXXI, n^o 1343.)

N^o 456. = 7 germinal an 10 (28 mars 1802). = **ARRÊTÉ** qui donne à la manufacture de gasquets, à Orléans, le titre de manufacture nationale de bonneterie orientale. (III, Bull. CLXXIV, n^o 1347.)

N^o 457. = 18 germinal an 10 (8 avril 1802). = **LOI** relative à l'organisation des cultes (2). (III, Bull. CLXXII, n^o 1344.)

La convention passée à Paris, le 26 messidor an 9, entre le pape et le gou-

(1) Voyez cette loi, relative aux partages de présuccession, et les notes.

Voyez au surplus, dans le § 3 des notes qui accompagnent le décret du 9 — 12 février 1792, le renvoi de la législation concernant les biens des émigrés.

(2) Voyez le décret du 12 juillet — 24 août 1790, sur la constitution civile du clergé, et les

vernement français, et dont les ratifications ont été échangées à Paris, le 23 fructidor an 9 (10 septembre 1801), ensemble les articles organiques de ladite convention, les articles organiques des cultes protestans, dont la teneur suit, seront promulgués et exécutés comme des lois de la république.

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET SA SAINTÉTÉ PIE VII, ÉCHANGÉE LE 23 FRUCTIDOR AN 9 (10 SEPTEMBRE 1801).

Le premier consul de la république française, et sa sainteté le souverain pontife *Pie VII*, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs;—Le premier consul, les citoyens *Joseph Bonaparte*, conseiller d'état; *Cretet*, conseiller d'état, et *Bernier*, docteur en théologie, curé de Saint-Laud d'Angers, munis de pleins pouvoirs;—Sa sainteté, son éminence monseigneur *Hercule Consalvi*, cardinal de la sainte église romaine, diacre de Sainte-Agathe *ad Suburram*, son secrétaire d'état; *Joseph Spina*, archevêque de Corinthe, prêtre domestique de sa sainteté, assistant du trône pontifical, et le père *Casselli*, théologien consultant de sa sainteté, pareillement munis de pleins pouvoirs en bonne et due forme;—Lesquels, après l'échange des pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté la convention suivante :

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET SA SAINTÉTÉ PIE VII.

Le gouvernement de la république française reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine, est la religion de la grande majorité des citoyens français (1).—Sa sainteté reconnaît également que cette même religion a retiré et attend encore en ce moment le plus grand bien et le plus grand éclat de l'établissement du culte catholique en France, et de la profession particulière qu'en font les consuls de la république.—En conséquence, d'après cette reconnaissance mutuelle, tant pour le bien de la religion, que

notes qui résument la législation de la matière; celui du 3 ventose an 3 (21 février 1795), sur l'exercice des cultes; celui du 7 vendémiaire an 4 (29 septembre 1795), sur l'exercice et la police extérieure des cultes; la loi du 19 fructidor an 5 (5 septembre 1797), art. 25, qui ordonne l'exécution du décret précédent; le discours de M. Portalis au corps législatif, et le rapport fait au tribunaux, contenant l'exposé des motifs de la présente loi (Str., II, 2, 37 et 72); l'arrêté du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), relatif aux formalités à observer par le légat *à latere* pour l'exercice des facultés énoncées dans la bulle du pape du 6 fructidor an 9 (24 août 1801); l'arrêté du 29 du même mois de germinal (19 avril 1802), qui ordonne la publication de la bulle contenant ratification par le pape du présent concordat; l'arrêté du même jour, qui ordonne la publication d'un bref du pape, concernant l'institution de nouveaux évêques; celui du même jour, qui ordonne la publication d'une bulle concernant la nouvelle circonscription des diocèses de France; celui du même jour, qui ordonne la publication d'un indult pour les jours de fêtes; le décret du 4 avril 1806, qui ordonne la publication et l'impression d'un catéchisme uniforme pour toutes les églises catholiques de France; celui du 28 février 1810, contenant des dispositions pour l'exécution de la loi organique du concordat; le Code pénal de 1810, art. 199 et suiv., 260 et suiv., et 294, sur la police des cultes, la protection qui leur est due, la répression des délits commis contre leur liberté, etc.; la proclamation du 13 février 1813, contenant publication du concordat conclu entre la France et le pape, à Fontainebleau, le 25 janvier précédent, et le décret du 25 mars suivant, qui ordonne l'exécution de ce concordat comme loi de l'état; et le nouveau concordat conclu avec le pape le 11 juin 1817.

Le concordat de 1813 n'a pas été exécuté. Un projet de loi destiné à rendre celui de 1817 obligatoire en France avait été présenté aux chambres; mais il n'a pas été adopté. Le concordat de l'an 10 est donc resté dans toute sa force, et est seul appliqué.

Voyez encore, sur la liberté des cultes, le décret du 18 frimaire—1^{er} nivose an 2 (8—21 décembre 1793), et les notes.

Voyez enfin les lois citées dans le cours des annotations qui vont suivre.

(1) La charte de 1814, art. 6, portait que la religion catholique, apostolique et romaine était la religion de l'état. Cette disposition n'a pas été reproduite dans la charte de 1830, dont l'art. 6 enonce seulement que la religion catholique est celle de la majorité des Français; on est ainsi revenu au principe du concordat.

pour le maintien de la tranquillité intérieure, ils sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. La religion catholique, apostolique et romaine sera librement exercée en France : son culte sera public, en se conformant aux réglemens de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique.

2. Il sera fait par le saint-siège, de concert avec le gouvernement, une nouvelle circonscription des diocèses français (1).

3. Sa sainteté déclarera aux titulaires des évêchés français qu'elle attend d'eux avec une ferme confiance, pour le bien de la paix et de l'unité, toute espèce de sacrifices, même celui de leurs sièges.—D'après cette exhortation, s'ils se refusaient à ce sacrifice commandé par le bien de l'église (refus néanmoins auquel sa sainteté ne s'attend pas), il sera pourvu, par de nouveaux titulaires, au gouvernement des évêchés de la circonscription nouvelle, de la manière suivante.

4. Le premier consul de la république nommera, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de sa sainteté, aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. Sa sainteté conférera l'institution canonique, suivant les formes établies par rapport à la France avant le changement de gouvernement.

5. Les nominations aux évêchés qui vaqueront dans la suite seront également faites par le premier consul, et l'institution canonique sera donnée par le saint-siège, en conformité de l'article précédent.

6. Les évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement, entre les mains du premier consul, le serment de fidélité qui était en usage avant le changement de gouvernement, exprimé dans les termes suivans :—

« Je jure et promets à Dieu, sur les saints évangiles, de garder obéissance
« et fidélité au gouvernement établi par la constitution de la république
« française. Je promets aussi de n'avoir aucune intelligence, de n'assister à
« aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue, soit au dedans, soit au dehors,
« qui soit contraire à la tranquillité publique; et si, dans mon diocèse ou
« ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'état, je
« le ferai savoir au gouvernement. »

7. Les ecclésiastiques du second ordre, prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles désignées par le gouvernement.

8. La formule de prière suivante sera récitée à la fin de l'office divin, dans toutes les églises catholiques de France : *Domine, salvam fac rempublicam ; Domine, salvos fac consules.*

9. Le évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses, qui n'aura d'effet que d'après le consentement du gouvernement.

10. Les évêques nommeront aux cures. — Leur choix ne pourra tomber que sur des personnes agréées par le gouvernement.

11. Les évêques pourront avoir un chapitre dans leur cathédrale, et un séminaire pour leur diocèse, sans que le gouvernement s'oblige à les doter.

12. Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres non aliénées, nécessaires au culte, seront remises à la disposition des évêques.

13. Sa sainteté, pour le bien de la paix et l'heureux rétablissement de la religion catholique, déclare que ni elle ni ses successeurs ne troubleront

(1) Cette circonscription a été faite par la bulle sus-énoncée, publiée par l'arrêté du 29 germinal an 10 (19 avril 1801).

en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence, la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayans-cause.

14. Le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et aux curés dont les diocèses et les paroisses seront compris dans la circonscription nouvelle.

15. Le gouvernement prendra également des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises des fondations.

16. Sa sainteté reconnaît dans le premier consul de la république française les mêmes droits et prérogatives dont jouissait près d'elle l'ancien gouvernement.

17. Il est convenu entre les parties contractantes que, dans le cas où quelqu'un des successeurs du premier consul actuel ne serait pas catholique, les droits et prérogatives mentionnés dans l'article ci-dessus, et la nomination aux évêchés, seront réglés, par rapport à lui, par une nouvelle convention.—Les ratifications seront échangées à Paris dans l'espace de quarante jours.

Fait à Paris, le 26 messidor an 9.

Signé Joseph BONAPARTE (L. S.). Hercules, cardinalis CONSALVI (L. S.). CRETET (L. S.). JOSEPH, archiep. Corinthi (L. S.). BERNIER (L. S.). F. Carolus CASELLI (L. S.).

ARTICLES ORGANIQUES DE LA CONVENTION DU 26 MESSIDOR AN 9.

TITRE 1^{er}. — *Du régime de l'église catholique dans ses rapports généraux avec les droits et la police de l'état.*

Art. 1^{er}. Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés, ni autrement mis à exécution, sans l'autorisation du gouvernement (1).

2. Aucun individu se disant nonce, légat, vicaire, ou commissaire apostolique, ou se prévalant de toute autre dénomination, ne pourra, sans la même autorisation, exercer sur le sol français ni ailleurs aucune fonction relative aux affaires de l'église gallicane.

3. Les décrets des synodes étrangers, même ceux des conciles généraux, ne pourront être publiés en France, avant que le gouvernement en ait examiné la forme, leur conformité avec les lois, droits et franchises de la république française, et tout ce qui, dans leur publication, pourrait altérer ou intéresser la tranquillité publique.

4. Aucun concile national ou métropolitain, aucun synode diocésain, aucune assemblée délibérante, n'aura lieu sans la permission expresse du gouvernement.

5. Toutes les fonctions ecclésiastiques seront gratuites, sauf les oblations qui seraient autorisées et taxées par les réglemens (2).

(1) Les tribunaux ne peuvent puiser dans un bref du pape, non autorisé par le gouvernement, un motif pour interdire le mariage à un prêtre. Cass., 16 octobre 1809, Sir., X, 1, 60; Bull. civ., XI, 241.

Voyez, sur l'incapacité des prêtres pour contracter mariage, et sur l'application soit des canons du concile de Trente, soit des autres lois ecclésiastiques qui établissent cette incapacité, les notes qui accompagnent le décret du 12—13 août 1793.

(2) On avait conclu, de cette disposition, que les évêques ne sont pas propriétaires de leurs

6. Il y aura recours au conseil d'état, dans tous les cas d'abus de la part des supérieurs et autres personnes ecclésiastiques (1).— Les cas d'abus sont : l'usurpation ou l'excès de pouvoir, la contravention aux lois et réglemens de la république, l'infraction des règles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'église gallicane, et toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression ou en injure, ou en scandale public (2).

instructions pastorales, et qu'on peut les imprimer sans leur autorisation : cette doctrine a été repoussée par deux arrêts de la cour de cassation, des 26 thermidor an 12, *Sin.*, IV, 1, 353; *Bull. crim.*, IX, 306; et 30 avril 1825, *Sin.*, XXV, 2, 202; *Bull. crim.*, XXX, 240.

Voyez encore le décret du 7 germinal an 13 (28 mars 1805), concernant l'impression des livres d'église, heures et prières, et les notes.

(1) Un décret du 25 mars 1813, art. 5, avait dessaisi le conseil d'état de la connaissance des appels comme d'abus, et l'avait attribuée aux cours d'appel : l'ordonnance du 29 juin—6 juillet 1814, art. 8, rendit au conseil d'état la décision de ces appels; et toutes les ordonnances rendues depuis cette époque sur l'organisation du conseil d'état, lui ont conservé cette attribution. Voyez encore DE CORMÉNIL, *Questions de droit administratif*, v^o Appel comme d'abus.

Lorsqu'un ministre du culte a dit ou fait, dans l'exercice de ses fonctions, quoi que ce soit de dommageable, la partie lésée ne peut obtenir réparation en justice réglée qu'après autorisation du gouvernement. Arr. du cons., 23 avril 1818, *Sin.*, XXI, 2, 338. — Jugé encore que le particulier qui se prétend lésé par un fait que la loi a qualifié d'abus ecclésiastique, ne peut poursuivre devant les tribunaux l'ecclésiastique inculpé, sans recours préalable au conseil d'état, et sans son autorisation. Rouen, 17 octobre 1828, *Sin.*, XXVIII, 2, 333. — Lorsqu'un ministre du culte est inculpé pour un fait qualifié délit, mais qui serait un acte de fonctions ecclésiastiques, quelque dommageable que cet acte fût d'ailleurs, fût-il même une diffamation en chaire, la justice ne peut voir là qu'un abus de fonctions ecclésiastiques, et des poursuites directes contre l'ecclésiastique inculpé ne peuvent avoir lieu avant l'autorisation du conseil d'état. Cass., 25 août 1827, *Sin.*, XXVIII, 1, 22; *Bull. crim.*, XXXII, 733. — Jugé encore que le délit de diffamation commis par un prêtre dans l'exercice de ses fonctions, par exemple en chaire, est un cas d'abus de fonctions ecclésiastiques dont la répression doit d'abord être poursuivie administrativement. Cass., 28 mars 1828, *Sin.*, XXVIII, 1, 309; *Bull. crim.*, XXXIII, 228. — Postérieurement, la cour de cassation est revenue sur cette jurisprudence, et elle a décidé que les art. 6, 7 et 8 de la loi du 18 germinal an 10, d'après lesquels il y a lieu à recours au conseil d'état, dans tous les cas d'abus de la part des personnes ecclésiastiques, sont inapplicables lorsque les faits reprochés ont le caractère de crimes ou délits spécialement prévus et définis par la loi. Cass., 23 juin 1831, *Sin.*, XXXI, 1, 264; 9 septembre 1831, *ibid.*, 353; *Bull. crim.*, XXXVI, 258 et 376; et 3 et 25 novembre 1831, *Sin.*, XXXII, 1, 306 et 307; *Bull. crim.*, XXXVI, 478 et 520. — Par exemple, lorsque l'ecclésiastique s'est rendu coupable, dans l'exercice de ses fonctions, d'une attaque contre l'ordre de successibilité au trône et l'autorité que le roi tient du vœu de la nation. Mêmes arrêts.

L'appel comme d'abus interjeté contre son évêque par un curé, à raison de la destitution de sa cure, doit être porté devant le conseil d'état en la forme de pure administration. Paris, 20 janvier 1824, *Sin.*, XXIV, 2, 54. — Mais l'autorisation du gouvernement, nécessaire par préalable à toute action contre un ministre du culte, pour tout dire ou fait dommageable, doit être demandée par la voie du ministre de l'intérieur, et obtenue sur son rapport : il ne faut pas s'adresser directement au conseil d'état. Arr. du cons., 19 mars 1817, *Sin.*, XXI, 2, 338. (Nous pensons que, depuis qu'il existe un ministre des cultes, c'est par la voie et sur le rapport de ce ministre que l'autorisation de poursuivre doit être demandée et obtenue.)

Les ministres du culte israélite sont, comme les ministres des autres cultes, garantis par la loi du 18 germinal an 10, contre les poursuites ordinaires, à raison des abus par eux commis dans l'exercice de leurs fonctions : l'abus doit être dénoncé au conseil d'état. Metz, 5 janvier 1827, *Sin.*, XXVII, 2, 59.

Les ministres des cultes ne sont pas considérés comme agens du gouvernement, et il n'est pas besoin de l'autorisation préalable du conseil d'état pour les poursuivre à raison des crimes et délits par eux commis dans l'exercice de leurs fonctions; l'art. 75 de la constitution de l'an 8 leur est inapplicable. Arrêts précités des 23 juin, 9 septembre, 3 et 25 novembre 1831.

(2) La diffamation commise par un prêtre dans une allocution par lui adressée, de la barrière du Chœur, à ses paroissiens, à l'occasion de ses fonctions, et immédiatement après la bénédiction de l'eau et la procession qui, dans certains cas, précèdent la célébration de la messe, est réputée

7. Il y aura pareillement recours au conseil d'état, s'il est porté atteinte à l'exercice public du culte, et à la liberté que les lois et les réglemens garantissent à ses ministres.

8. Le recours compétera à toute personne intéressée. A défaut de plainte particulière, il sera exercé d'office par les préfets. — Le fonctionnaire public, l'ecclésiastique ou la personne qui voudra exercer ce recours, adressera un mémoire détaillé et signé, au conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes, lequel sera tenu de prendre, dans le plus court délai, tous les renseignemens convenables; et, sur son rapport, l'affaire sera suivie et définitivement terminée dans la forme administrative, ou renvoyée, selon l'exigence des cas, aux autorités compétentes.

TITRE II. — *Des ministres.*

SECTION 1^{re}. — *Dispositions générales.*

9. Le culte catholique sera exercé sous la direction des archevêques et évêques dans leurs diocèses, et sous celle des curés dans leurs paroisses.

10. Tout privilège portant exemption ou attribution de la juridiction épiscopale, est aboli.

11. Les archevêques et évêques pourront, avec l'autorisation du gouvernement, établir dans leurs diocèses des chapitres cathédraux et des séminaires. Tous autres établissemens ecclésiastiques sont supprimés.

12. Il sera libre aux archevêques et évêques d'ajouter à leur nom le titre de *citoyen* ou celui de *monsieur*. Toutes autres qualifications sont interdites.

SECTION II. — *Des archevêques ou métropolitains.*

13. Les archevêques consacreront et installeront leurs suffragans. En cas d'empêchemens ou de refus de leur part, ils seront suppléés par le plus ancien évêque de l'arrondissement métropolitain.

14. Ils veilleront au maintien de la foi et de la discipline dans les diocèses dépendant de leur métropole.

15. Ils connaîtront des réclamations et des plaintes portées contre la conduite et les décisions des évêques suffragans.

SECTION III. — *Des évêques, des vicaires généraux et des séminaires (1).*

16. On ne pourra être nommé évêque avant l'âge de trente ans, et si on n'est originaire Français.

abus de fonctions ecclésiastiques; la bénédiction et la procession font partie de l'office divin. Rouen, 17 octobre 1828, *SIR.*, XXVIII, 2, 333. — Le refus d'un prêtre du culte catholique d'administrer le sacrement du baptême à un enfant peut donner lieu à un appel comme d'abus devant le conseil d'état. Arr. du cons., 11 janvier 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 50.

Les discussions entre un curé et ses supérieurs ecclésiastiques doivent être portées, non devant l'autorité judiciaire, mais devant le conseil d'état; non en la forme contentieuse, mais en la forme administrative, c'est-à-dire par mémoire adressé au ministre de l'intérieur (aujourd'hui au ministre des cultes), qui fait son rapport. Arr. du cons., 24 mars 1819, *SIR.*, XX, 2, 64.

S'il arrive qu'un évêque, après avoir nommé d'abord un euré, en nomme un second, le curé premier nommé n'est pas fondé à se pourvoir par appel comme d'abus devant le conseil d'état. Arr. du cons., 16 février 1826, *SIR.*, XXVI, 2, 350. — Les tribunaux sont incompétens pour connaître d'une action en complainte possessoire formée par un ecclésiastique qui se prétend titulaire d'une cure, et qui se plaint d'être dépouillé par la nomination d'un autre curé faite par l'évêque. Nîmes, 26 mai 1824, *SIR.*, XXV, 2, 23. — La révocation d'un desservant par l'évêque diocésain ne peut non plus donner lieu à l'appel comme d'abus. Arr. du cons., 28 octobre 1829, *SIR.*, XXX, 2, 40. — Lorsqu'un prêtre, sans fonctions publiques, se plaint de ce que son évêque lui a interdit de dire la messe dans aucune église du diocèse, cette espèce de litige est jugée en conseil d'état sur le rapport du ministre. Arr. du cons., 28 août 1821, *SIR.*, XXI, 2, 338.

(1) Voyez le décret du 12 juillet—24 août 1790, sur la constitution civile du clergé, tit. 1^{er}, 12.

17. Avant l'expédition de l'arrêté de nomination, celui ou ceux qui seront proposés seront tenus de rapporter une attestation de bonnes vie et mœurs, expédiée par l'évêque dans le diocèse duquel ils auront exercé les fonctions du ministère ecclésiastique, et ils seront examinés sur leur doctrine par un évêque et deux prêtres qui seront commis par le premier consul, lesquels adresseront le résultat de leur examen au conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

18. Le prêtre nommé par le premier consul fera les diligences pour rapporter l'institution du pape. — Il ne pourra exercer aucune fonction avant que la bulle portant son institution ait reçu l'attache du gouvernement, et qu'il ait prêté en personne le serment prescrit par la convention passée entre le gouvernement français et le saint-siège. — Ce serment sera prêté au premier consul; il en sera dressé procès-verbal par le secrétaire d'état.

19. Les évêques nommeront et institueront les curés. Néanmoins ils ne manifesteront leur nomination, et ils ne donneront l'institution canonique, qu'après que cette nomination aura été agréée par le premier consul.

20. Ils seront tenus de résider dans leurs diocèses; ils ne pourront en sortir qu'avec la permission du premier consul.

21. Chaque évêque pourra nommer deux vicaires généraux, et chaque archevêque pourra en nommer trois: ils les choisiront parmi les prêtres ayant les qualités requises pour être évêque.

22. Ils visiteront annuellement et en personne une partie de leur diocèse, et, dans l'espace de cinq ans, le diocèse entier. — En cas d'empêchement légitime, la visite sera faite par un vicaire général.

23. Les évêques seront chargés de l'organisation de leurs séminaires, et les réglemens de cette organisation seront soumis à l'approbation du premier consul.

24. Ceux qui seront choisis pour l'enseignement dans les séminaires souscriront la déclaration faite par le clergé de France en 1682, et publiée par un édit de la même année: ils se soumettront à y enseigner la doctrine qui y est contenue, et les évêques adresseront une expédition en forme de cette soumission au conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

25. Les évêques enverront, toutes les années, à ce conseiller d'état, le nom des personnes qui étudieront dans les séminaires, et qui se destineront à l'état ecclésiastique.

26. Ils ne pourront ordonner aucun ecclésiastique, s'il ne justifie d'une

art. 10 et suiv., qui conservent ou établissent un séminaire dans chaque diocèse, et prescrivent des mesures pour leur administration; celui du 23 décembre 1790—5 janvier 1791, relatif au régime des séminaires diocésains; celui du 18—18 août 1792, qui ordonne la vente des biens des séminaires et supprime ces établissemens, et les notes; la loi du 23 ventose—3 germinal an 12 (14—24 mars 1804), qui rétablit les séminaires; le décret du 30 septembre 1807, portant établissement de bourses et de demi-bourses dans les séminaires diocésains; celui du 9 avril 1809, qui détermine les conditions d'admission dans les séminaires, et porte des dispositions sur le régime des élèves; l'ordonnance du 5—11 juin 1816, portant création de mille bourses nouvelles dans les séminaires; et celle du 3 novembre—11 décembre 1835, sur le mode de paiement des bourses accordées à l'avenir par le roi dans les séminaires.

Voyez encore l'ordonnance du 5 octobre 1814, qui autorise les archevêques et évêques à établir des écoles ecclésiastiques (dites petits séminaires); le rapport fait le 28 mai 1828, par la commission nommée pour constater l'état de ces écoles; l'ordonnance du 16—21 du même mois, qui détermine le régime de ces écoles; celle du même jour, qui en fixe le nombre, celui des élèves et les conditions du professorat; celle du 26 novembre—17 décembre 1828, contenant répartition des élèves de ces écoles entre les soixante-dix diocèses de France, et celle du 18 janvier—11 février 1829, sur le mode de nomination aux bourses fondées dans les écoles ecclésiastiques par l'ordonnance du 16 juin 1828.

propriété produisant au moins un revenu annuel de trois cents francs, s'il n'a atteint l'âge de vingt-cinq ans, et s'il ne réunit les qualités requises par les canons reçus en France (1).—Les évêques ne feront aucune ordination avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au gouvernement, et par lui agréé.

SECTION IV. — Des curés.

27. Les curés ne pourront entrer en fonctions qu'après avoir prêté, entre les mains du préfet, le serment prescrit par la convention passée entre le gouvernement et le saint-siège. Il sera dressé procès-verbal de cette prestation par le secrétaire général de la préfecture, et copie collationnée leur en sera délivrée.

28. Ils seront mis en possession par le cure ou le prêtre que l'évêque désignera.

29. Ils seront tenus de résider dans leurs paroisses.

30. Les curés seront immédiatement soumis aux évêques dans l'exercice de leurs fonctions.

31. Les vicaires et desservans exerceront leur ministère sous la surveillance et la direction des curés. — Ils seront approuvés par l'évêque et révoqués par lui.

32. Aucun étranger ne pourra être employé dans les fonctions du ministère ecclésiastique, sans la permission du gouvernement.

33. Toute fonction est interdite à tout ecclésiastique, même français, qui n'appartient à aucun diocèse.

34. Un prêtre ne pourra quitter son diocèse pour aller desservir dans un autre, sans la permission de son évêque.

SECTION V. — Des chapitres cathédraux, et du gouvernement des diocèses pendant la vacance du siège.

35. Les archevêques et évêques qui voudront user de la faculté qui leur est donnée d'établir des chapitres, ne pourront le faire sans avoir rapporté l'autorisation du gouvernement, tant pour l'établissement lui-même que pour le nombre et le choix des ecclésiastiques destinés à les former.

36. Pendant la vacance des sièges, il sera pourvu par le métropolitain, et, à son défaut, par le plus ancien des évêques suffragans, au gouvernement des diocèses. — Les vicaires généraux de ces diocèses continueront leurs fonctions, même après la mort de l'évêque, jusqu'à son remplacement (2).

37. Les métropolitains, les chapitres cathédraux, seront tenus, sans délai, de donner avis au gouvernement de la vacance des sièges, et des mesures qui auront été prises pour le gouvernement des diocèses vacans.

38. Les vicaires généraux qui gouverneront pendant la vacance, ainsi que les métropolitains ou capitulaires, ne se permettront aucune innovation dans les usages et coutumes des diocèses.

TITRE III. — Du culte.

39. Il n'y aura qu'une liturgie et un catéchisme pour toutes les églises catholiques de France (3).

(1) Voyez le décret précité du 28 février 1810, art. 2 et 3, qui rapportent cette disposition.

(2) Voyez l'art. 5 du décret précité du 28 février 1810, qui rapporte cette disposition.

(3) Voyez le décret précité du 4 avril 1806, qui ordonne l'impression et la publication de ce catéchisme.

40. Aucun curé ne pourra ordonner des prières publiques extraordinaires dans sa paroisse, sans la permission spéciale de l'évêque.

41. Aucune fête, à l'exception du dimanche, ne pourra être établie sans la permission du gouvernement (1).

42. Les ecclésiastiques useront, dans les cérémonies religieuses, des habits et ornemens convenables à leur titre : ils ne pourront, dans aucun cas ni sous aucun prétexte, prendre la couleur et les marques distinctives réservées aux évêques.

43. Tous les ecclésiastiques seront habillés à la française, et en noir. — Les évêques pourront joindre à ce costume la croix pastorale et les bas violets.

44. Les chapelles domestiques, les oratoires particuliers, ne pourront être établis sans une permission expresse du gouvernement, accordée sur la demande de l'évêque.

45. Aucune cérémonie religieuse n'aura lieu hors des édifices consacrés au culte catholique, dans les villes où il y a des temples destinés à différens cultes.

46. Le même temple ne pourra être consacré qu'à un même culte.

47. Il y aura, dans les cathédrales et paroisses, une place distinguée pour les individus catholiques qui remplissent les autorités civiles et militaires.

48. L'évêque se concertera avec le préfet pour régler la manière d'appeler les fidèles au service divin par le son des cloches. On ne pourra les sonner pour toute autre cause, sans la permission de la police locale.

49. Lorsque le gouvernement ordonnera des prières publiques, les évêques se concerteront avec le préfet et le commandant militaire du lieu, pour le jour, l'heure et le mode d'exécution de ces ordonnances.

50. Les prédications solennelles appelées *sermons*, et celles connues sous le nom de *stations* de l'aveug et du carême, ne seront faites que par des prêtres qui en auront obtenu une autorisation spéciale de l'évêque.

51. Les curés, aux prônes des messes paroissiales, prieront et feront prier pour la prospérité de la république française et pour les consuls.

52. Ils ne se permettront, dans leurs instructions, aucune inculpation directe ou indirecte, soit contre les personnes, soit contre les autres cultes autorisés dans l'état.

53. Ils ne feront au prône aucune publication étrangère à l'exercice du culte, si ce n'est celles qui seront ordonnées par le gouvernement.

54. Ils ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier civil (2).

55. Les registres tenus par les ministres du culte, n'étant et ne pouvant être relatifs qu'à l'administration des sacremens, ne pourront, dans aucun cas, suppléer les registres ordonnés par la loi pour constater l'état civil des Français.

56. Dans tous les actes ecclésiastiques et religieux, on sera obligé de se servir du calendrier d'équinoxe établi par les lois de la république ; on désignera les jours par les noms qu'ils avaient dans le calendrier des solstices.

57. Le repos des fonctionnaires publics sera fixé au dimanche (3).

(1) Voyez l'arrêté précité du 29 germinal an 10 (19 avril 1802), qui ordonne la publication d'un indult pour les jours de fêtes ; et la loi du 18-22 novembre 1814, sur la célébration des fêtes et dimanches, et les notes.

(2) Voyez l'art. 199 du Cod. pén., qui punit les contraventions à cette disposition.

(3) On avait jugé que cet article ne s'opposait pas à ce que les citoyens travaillassent les

TITRE IV. — De la circonscription des archevêchés, des évêchés et des paroisses; des édifices destinés au culte, et du traitement des ministres.

SECTION 1^{re}. — De la circonscription des archevêchés et des évêchés (1).

58. Il y aura en France dix archevêchés ou métropoles, et cinquante évêchés.

59. La circonscription des métropoles et des diocèses sera faite conformément au tableau ci-joint.

SECTION II. — De la circonscription des paroisses.

60. Il y aura au moins une paroisse dans chaque justice de paix. — Il sera en outre établi autant de succursales que le besoin pourra l'exiger (2).

61. Chaque évêque, de concert avec le préfet, réglera le nombre et l'étendue de ces succursales. Les plans arrêtés seront soumis au gouvernement, et ne pourront être mis à exécution sans son autorisation.

62. Aucune partie du territoire français ne pourra être érigée en cure ou en succursale sans l'autorisation expresse du gouvernement.

63. Les prêtres desservant les succursales sont nommés par les évêques.

SECTION III. — Du traitement des ministres (3).

64. Le traitement des archevêques sera de quinze mille francs.

65. Le traitement des évêques sera de dix mille francs.

66. Les curés seront distribués en deux classes. — Le traitement des curés de la première classe sera porté à quinze cents francs; celui des curés de la seconde classe, à mille francs.

67. Les pensions dont ils jouissent en exécution des lois de l'assemblée constituante seront précomptées sur leur traitement. — Les conseils généraux des grandes communes pourront, sur leurs biens ruraux ou sur leurs octrois, leur accorder une augmentation de traitement, si les circonstances l'exigent.

68. Les vicaires et desservans seront choisis parmi les ecclésiastiques pensionnés en exécution des lois de l'assemblée constituante. — Le montant de ces pensions et le produit des oblations formeront leur traitement.

69. Les évêques rédigeront les projets de règlement relatifs aux oblations que les ministres du culte sont autorisés à recevoir pour l'administration des sacrements. Les projets de règlement rédigés par les évêques ne pourront être publiés, ni autrement mis à exécution, qu'après avoir été approuvés par le gouvernement.

70. Tout ecclésiastique pensionnaire de l'état sera privé de sa pension, s'il refuse, sans cause légitime, les fonctions qui pourront lui être confiées.

71. Les conseils généraux de département sont autorisés à procurer aux archevêques et évêques un logement convenable.

72. Les presbytères et les jardins attenans, non aliénés, seront rendus aux curés et aux desservans des succursales. A défaut de ces presbytères, les

dimanches et fêtes, comme les jours non fériés. Cass., 13 août 1809, *Sin.*, IX, 1, 393; Bull. crim., XIV, 285. — Voyez la note sur l'art. 41 de la présente loi.

(1) Voyez la bulle de circonscription des archevêchés et évêchés, publiée par l'arrêté du 29 germinal an 10 (19 avril 1802).

(2) Voyez le décret du 11 prairial an 12 (31 mai 1804), contenant règlement pour la circonscription des succursales; et celui du 30 septembre 1807, qui en augmente le nombre.

(3) Voyez, sur la fixation du traitement du clergé (archevêques, évêques, vicaires épiscopaux, chanoines, curés et desservans), le décret du 18—20 septembre 1793, et les notes qui résument toute la législation de la matière.

conseils généraux des communes sont autorisés à leur procurer un logement et un jardin (1).

73. Les fondations qui ont pour objet l'entretien des ministres et l'exercice du culte ne pourront consister qu'en rentes constituées sur l'état; elles seront acceptées par l'évêque diocésain, et ne pourront être exécutées qu'avec l'autorisation du gouvernement.

74. Les immeubles, autres que les édifices destinés au logement et les jardins attenans, ne pourront être affectés à des titres ecclésiastiques, ni possédés par les ministres du culte à raison de leurs fonctions.

SECTION IV. — Des édifices destinés au culte.

75. Les édifices anciennement destinés au culte catholique, actuellement dans les mains de la nation, à raison d'un édifice par cure et par succursale, seront mis à la disposition des évêques par arrêté du préfet du département. Une expédition de ces arrêtés sera adressée au conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes (2).

6. Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes (3).

77. Dans les paroisses où il n'y aura point d'édifice disponible pour le culte, l'évêque se concertera avec le préfet pour la désignation d'un édifice convenable.

Tableau de la circonscription des nouveaux archevêchés et évêchés de la France (4).

PARIS, archevêché, comprendra dans son diocèse le département de la Seine; *Troyes*, l'Aube et l'Yonne; *Amiens*, la Somme et l'Oise; *Soissons*, l'Aisne; *Arras*, le Pas-de-Calais; *Cambray*, le Nord; *Versailles*, Seine-et-Oise, Eure-et-Loir; *Meaux*, Seine-et-Marne, Marne; *Orléans*, Loiret, Loir-et-Cher.

MALINES, archevêché, les Deux-Nèthes, la Dyle; *Namur*, Sambre-et-Meuse; *Tournay*, Jemmappe; *Aix-la-Chapelle*, la Roër, Rhin-et-Moselle; *Trèves*, la Sarre; *Gand*, l'Escaut, la Lys; *Liège*, Meuse-Inférieure, Ourthe; *Mayence*, Mont-Tonnerre.

BESANÇON, archevêché, Haute-Saône, le Doubs, le Jura; *Autun*, Saône-et-Loire, la Nièvre; *Metz*, la Moselle, les Forêts, les Ardennes; *Strasbourg*, Haut-Rhin, Bas-Rhin; *Nancy*, la Meuse, la Meurthe, les Vosges; *Dijon*, Côte-d'Or, Haute-Marne.

LYON, archevêché, le Rhône, la Loire, l'Ain; *Mende*, l'Ardèche, la Lozère; *Grenoble*, l'Isère; *Valence*, la Drôme; *Chambéry*, le Mont-Blanc, le Léman.

AIX, archevêché, le Var, les Bouches-du-Rhône; *Nice*, Alpes-Maritimes; *Avignon*, Gard, Vaucluse; *Ajaccio*, le Golo, le Liamone; *Digne*, Hautes-Alpes, Basses-Alpes.

(1) Voyez l'arrêté du 7 ventose an 11 (26 février 1803), concernant les formalités d'acquisition, de réparation ou de location des édifices consacrés au culte; le décret précité du 11 prairial an 12 (31 mai 1804), art. 3, qui assure l'exécution de la présente disposition.

Voyez encore le décret du 26 fructidor an 5 (12 septembre 1797), qui sursoit à la vente des presbytères qui avaient été déclarés antérieurement propriétés nationales, et les notes.

(2) Voyez l'avis du cons. d'état du 2 pluviôse an 13 (22 janvier 1805), portant que les églises et presbytères abandonnés aux communes doivent être considérés comme propriétés communales.

(3) Voyez l'arrêté du 7 thermidor an 11 (26 juillet 1803), et le décret général du 30 décembre 1809, sur l'administration des fabriques des églises, et les notes.

(4) Voyez ci-après la bulle de circonscription des diocèses, du 29 germinal an 10 (19 avril 1802); et l'ordonnance du 31 octobre—11 décembre 1822, portant publication d'une nouvelle bulle de circonscription.

TOULOUSE, archevêché, Haute-Garonne, Arriège; *Cahors*, le Lot, l'Aveyron; *Montpellier*, l'Hérault, le Tarn; *Carcassonne*, l'Aude, les Pyrénées-Orientales; *Agen*, Lot-et-Garonne, le Gers; *Bayonne*, les Landes, Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées.

BORDEAUX, archevêché, la Gironde; *Poitiers*, les Deux-Sèvres, la Vienne; *la Rochelle*, la Charente-Inférieure, la Vendée; *Angoulême*, la Charente, la Dordogne.

BOURGES, archevêché, le Cher, l'Indre; *Clermont*, l'Allier, le Puy-de-Dôme; *Saint-Flour*, la Haute-Loire, le Cantal; *Limoges*, la Creuse, la Corrèze, la Haute-Vienne.

TOURS, archevêché, Indre-et-Loire; *le Mans*, Sarthe, Mayenne; *Angers*, Maine-et-Loire; *Nantes*, Loire-Inférieure; *Rennes*, Ille-et-Vilaine; *Vannes*, le Morbihan; *Saint-Brieuc*, Côtes-du-Nord; *Quimper*, le Finistère.

ROUEN, archevêché, la Seine-Inférieure; *Coutances*, la Manche; *Bayeux*, le Calvados; *Sez*, l'Orne; *Evreux*, l'Eure.

ARTICLES ORGANIQUES DES CULTES PROTESTANS.

TITRE I^{er}. — *Dispositions générales pour toutes les communions protestantes.*

Art. 1^{er}. Nul ne pourra exercer les fonctions du culte, s'il n'est Français (1).

2. Les églises protestantes, ni leurs ministres, ne pourront avoir des relations avec aucune puissance ni autorité étrangère.

3. Les pasteurs et ministres des diverses communions protestantes prieront et feront prier, dans la récitation de leurs offices, pour la prospérité de la république française et pour les consuls.

4. Aucune décision doctrinale ou dogmatique, aucun formulaire, sous le titre de *confession* ou sous tout autre titre, ne pourront être publiés ou devenir la matière de l'enseignement, avant que le gouvernement en ait autorisé la publication ou promulgation.

5. Aucun changement dans la discipline n'aura lieu sans la même autorisation.

6. Le conseil d'état connaîtra de toutes les entreprises des ministres du culte, et de toutes dissensions qui pourront s'élever entre ces ministres (2).

7. Il sera pourvu au traitement des pasteurs des églises consistoriales; bien entendu qu'on imputera sur ce traitement les biens que ces églises possèdent, et le produit des oblations établies par l'usage ou par des réglemens (3).

8. Les dispositions portées par les articles organiques du culte catholique, sur la liberté des fondations et sur la nature des biens qui peuvent en être l'objet, seront communes aux églises protestantes.

9. Il y aura deux académies ou séminaires dans l'est de la France, pour l'instruction des ministres de la confession d'Augsbourg.

10. Il y aura un séminaire à Genève, pour l'instruction des ministres des églises réformées.

11. Les professeurs de toutes les académies ou séminaires seront nommés par le premier consul.

(1) Voyez le décret du 25 mars 1807, qui fixe l'âge de la consécration des ministres du culte protestant.

(2) C'est à l'administration seule et non aux tribunaux à connaître des questions relatives à la circonscription des églises protestantes. Cass. 16 brumaire an 12, *SIR.*, IV, 1, 216.

(3) Voyez, sur la fixation du traitement des ministres du culte protestant, l'arrêté du 15 germinal an 12 (5 avril 1804); et le décret du 5 mai 1806, concernant le logement de ces ministres et l'entretien des temples.

12. Nul ne pourra être élu ministre ou pasteur d'une église de la confession d'Augsbourg, s'il n'a étudié, pendant un temps déterminé, dans un des séminaires français destinés à l'instruction des ministres de cette confession, et s'il ne rapporte un certificat en bonne forme, constatant son temps d'étude, sa capacité et ses bonnes mœurs.

13. On ne pourra être élu ministre ou pasteur d'une église réformée, sans avoir étudié dans le séminaire de Genève, et si on ne rapporte un certificat dans la forme énoncée dans l'article précédent.

14. Les réglemens sur l'administration et la police intérieure des séminaires, sur le nombre et la qualité des professeurs, sur la manière d'enseigner, et sur les objets d'enseignement, ainsi que sur la forme des certificats ou attestations d'étude, de bonne conduite et de capacité, seront approuvés par le gouvernement.

TITRE II. — Des églises réformées.

SECTION 1^{re}. — De l'organisation générale de ces églises.

15. Les églises réformées de France auront des pasteurs, des consistoires locaux et des synodes.

16. Il y aura une église consistoriale par six mille âmes de la même communion.

17. Cinq églises consistoriales formeront l'arrondissement d'un synode.

SECTION II. — Des pasteurs, et des consistoires locaux.

18. Le consistoire de chaque église sera composé du pasteur ou des pasteurs desservant cette église, et d'anciens ou notables laïques, choisis parmi les citoyens les plus imposés au rôle des contributions directes : le nombre de ces notables ne pourra être au dessous de six, ni au dessus de douze.

19. Le nombre des ministres ou pasteurs, dans une même église consistoriale, ne pourra être augmenté sans l'autorisation du gouvernement.

20. Les consistoires veilleront au maintien de la discipline, à l'administration des biens de l'église, et à celle des deniers provenant des aumônes.

21. Les assemblées des consistoires seront présidées par le pasteur, ou par le plus ancien des pasteurs. Un des anciens ou notables remplira les fonctions de secrétaire.

22. Les assemblées ordinaires des consistoires continueront de se tenir aux jours marqués par l'usage. — Les assemblées extraordinaires ne pourront avoir lieu sans la permission du sous-préfet, ou du maire en l'absence du sous-préfet.

23. Tous les deux ans, les anciens du consistoire seront renouvelés par moitié : à cette époque, les anciens en exercice s'adjoindront un nombre égal de citoyens protestans, chefs de famille, et choisis parmi les plus imposés au rôle des contributions directes, de la commune où l'église consistoriale sera située, pour procéder au renouvellement. — Les anciens sortans pourront être réélus.

24. Dans les églises où il n'y a point de consistoire actuel, il en sera formé un. Tous les membres seront élus par la réunion de vingt-cinq chefs de famille protestans les plus imposés au rôle des contributions directes : cette réunion n'aura lieu qu'avec l'autorisation et en la présence du préfet ou du sous-préfet.

25. Les pasteurs ne pourront être destitués qu'à la charge de présenter les motifs de la destitution au gouvernement, qui les approuvera ou les rejettera.

26. En cas de décès, ou de démission volontaire, ou de destitution confirmée d'un pasteur, le consistoire, formé de la manière prescrite par l'ar-

ticle 18, choisira à la pluralité des voix pour le remplacer. — Le titre d'élection sera présenté au premier consul, par le conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes, pour avoir son approbation. — L'approbation donnée, il ne pourra exercer qu'après avoir prêté, entre les mains du préfet, le serment exigé des ministres du culte catholique.

27. Tous les pasteurs actuellement en exercice sont provisoirement confirmés.

28. Aucune église ne pourra s'étendre d'un département dans un autre,

SECTION III. — Des synodes.

29. Chaque synode sera formé du pasteur, ou d'un des pasteurs, et d'un ancien ou notable de chaque église.

30. Les synodes veilleront sur tout ce qui concerne la célébration du culte, l'enseignement de la doctrine et la conduite des affaires ecclésiastiques. Toutes les décisions qui émaneront d'eux, de quelque nature qu'elles soient, seront soumises à l'approbation du gouvernement.

31. Les synodes ne pourront s'assembler que lorsqu'on en aura rapporté la permission du gouvernement. — On donnera connaissance préalable au conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes, des matières qui devront y être traitées. L'assemblée sera tenue en présence du préfet ou du sous-préfet; et une expédition du procès-verbal des délibérations sera adressée, par le préfet, au conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes, qui, dans le plus court délai, en fera son rapport au gouvernement.

32. L'assemblée d'un synode ne pourra durer que six jours.

TITRE III. — De l'organisation des églises de la confession d'Augsbourg.

SECTION I^{re}. — Dispositions générales.

33. Les églises de la confession d'Augsbourg auront des pasteurs, des consistoires locaux, des inspections et des consistoires généraux.

SECTION II. — Des ministres ou pasteurs, et des consistoires locaux de chaque église

34. On suivra, relativement aux pasteurs, à la circonscription et au régime des églises consistoriales, ce qui a été prescrit par la section II du titre précédent, pour les pasteurs et pour les églises réformées.

SECTION III. — Des inspections.

35. Les églises de la confession d'Augsbourg seront subordonnées à des inspections.

36. Cinq églises consistoriales formeront l'arrondissement d'une inspection.

37. Chaque inspection sera composée du ministre et d'un ancien ou notable de chaque église de l'arrondissement: elle ne pourra s'assembler que lorsqu'on en aura rapporté la permission du gouvernement; la première fois qu'il écherra de la convoquer, elle le sera par le plus ancien des ministres desservant les églises de l'arrondissement. Chaque inspection choisira dans son sein deux laïques, et un ecclésiastique qui prendra le titre d'inspecteur, et qui sera chargé de veiller sur les ministres et sur le maintien du bon ordre dans les églises particulières. — Le choix de l'inspecteur et des deux laïques sera confirmé par le premier consul.

38. L'inspection ne pourra s'assembler qu'avec l'autorisation du gouvernement, en présence du préfet ou du sous-préfet, et après avoir donné connaissance préalable au conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes, des matières que l'on se proposera d'y traiter.

39. L'inspecteur pourra visiter les églises de son arrondissement ; il s'adjoindra les deux laïques nommés avec lui, toutes les fois que les circonstances l'exigeront ; il sera chargé de la convocation de l'assemblée générale de l'inspection. Aucune décision émanée de l'assemblée générale de l'inspection ne pourra être exécutée sans avoir été soumise à l'approbation du gouvernement.

SECTION IV. — Des consistoires généraux.

40. Il y aura trois consistoires généraux, l'un à Strasbourg, pour les protestans de la confession d'Ausbourg, des départemens du Haut et Bas-Rhin ; l'autre à Mayence, pour ceux des départemens de la Sarre et du Mont-Tonnerre ; et le troisième à Cologne, pour ceux des départemens de Rhin-et-Moselle et de la Roër.

41. Chaque consistoire sera composé d'un président laïque protestant, de deux ecclésiastiques inspecteurs, et d'un député de chaque inspection. — Le président et les deux ecclésiastiques inspecteurs seront nommés par le premier consul. — Le président sera tenu de prêter entre les mains du premier consul, ou du fonctionnaire public qu'il plaira au premier consul de déléguer à cet effet, le serment exigé des ministres du culte catholique. — Les deux ecclésiastiques inspecteurs et les membres laïques prêteront le même serment entre les mains du président.

42. Le consistoire général ne pourra s'assembler que lorsqu'on en aura rapporté la permission du gouvernement, et qu'en présence du préfet ou du sous-préfet : on donnera préalablement connaissance au conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes, des matières qui devront y être traitées. L'assemblée ne pourra durer plus de six jours.

43. Dans le temps intermédiaire d'une assemblée à l'autre, il y aura un directoire composé du président, du plus âgé des deux ecclésiastiques inspecteurs, et de trois laïques, dont un sera nommé par le premier consul : les deux autres seront choisis par le consistoire général.

44. Les attributions du consistoire général et du directoire continueront d'être régies par les réglemens et coutumes des églises de la confession d'Augsbourg, dans toutes les choses auxquelles il n'a point été formellement dérogé par les lois de la république et par les présens articles.

N° 458. — 18 germinal an 10 (8 avril 1802). — *ARRÊTÉ relatif aux formalités à observer par le cardinal Caprara, légat à latere, pour l'exercice des facultés énoncées dans la bulle du 6 fructidor an 9* (1). (III, Bull. CLXXVI, n° 1374.)

Art. 1^{er}. Le cardinal Caprara, envoyé en France avec le titre de légat à latere, est autorisé à exercer les facultés énoncées dans la bulle donnée à Rome le lundi 6 fructidor an 9, à la charge de se conformer entièrement aux règles et usages observés en France en pareil cas ; savoir : — 1° Il jurera et promettra, suivant la formule usitée, de se conformer aux lois de l'état et aux libertés de l'église gallicane, et de cesser ses fonctions quand il en sera averti par le premier consul de la république ; — 2° Aucun acte de la légation ne pourra être rendu public, ni mis à exécution, sans la permission du gouvernement ; — 3° Le cardinal légat ne pourra commettre ni déléguer personne sans la même permission ; — 4° Il sera obligé de tenir ou faire tenir registre de tous les actes de la légation ; — 5° Sa légation finie, il remet-

(1) Voyez la loi organique du concordat, du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), et les notes..

tra ce registre et le sceau de sa légation au conseiller d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes, qui le déposera aux archives du gouvernement ;—6° Il ne pourra, après la fin de sa légation, exercer directement ou indirectement, soit en France, soit hors de France, aucun acte relatif à l'église gallicane.

2. La bulle du pape, contenant les pouvoirs du cardinal légat, sera transcrite en latin et en français sur les registres du conseil d'état; et mention en sera faite, sur l'original, par le secrétaire du conseil d'état; elle sera insérée au Bulletin des lois.

Bulle de la nomination du légat (1).

PIE, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu :

A notre cher fils *Jean-Baptiste Caprara*, prêtre cardinal de la S. E. R. du titre de Saint-Onuphre, archevêque, évêque d'Isi, notre légat *à latere* et celui du saint-siège auprès de notre très cher fils en Jésus-Christ *Napoléon Bonaparte*, premier consul de la république française, salut et bénédiction apostolique.

La droite du Très-Haut, qui, dans tous les temps, a manifesté avec éclat sa puissance, vient de renouveler de nos jours ses prodiges. Au milieu des orages et des tempêtes dont la France vient d'être battue, la très grande majorité de cette nation a toujours demeuré fortement attachée à la religion qu'elle a reçue de ses pères, et qu'elle a sucée avec le lait. Jalouse de marcher sur les traces de ses aïeux, qui ont fait tant de bien à l'Église, elle s'est acquise une gloire immortelle dans ce qu'elle a fait pour conserver la religion. Aussi, n'avons-nous jamais cessé et ne cesserons-nous jamais de rendre, en toute humilité, des actions de grâces au Dieu des miséricordes, qui a bien voulu, au milieu des anxiétés et des peines attachées, surtout dans les temps présents, au suprême pontificat dont il nous a chargé par un secret jugement faire luire à nos yeux un rayon de consolation, en nous offrant les moyens de rendre à la religion catholique, dans ce pays, le libre exercice de son ministère, et d'y faire refleurir l'antique pureté de son culte.

L'amour paternel que nous avons toujours porté à la nation française, et notre désir ardent de voir cet ouvrage aussi heureusement commencé être conduit par nous, avec le secours de Dieu, à une heureuse fin, nous remplissent d'une vive impatience, et nous forcent à chercher tous les moyens d'opérer

(1) Texte latin :

PIUS, episcopus, servus servorum Dei :

Dilecto filio nostro *Joanni Baptiste*, tituli S. Onophrii S. R. E. presbytero cardinali, *Caprara* nuncupato, archiepiscopo, episcopo Asiaco, ad carissimum in Christo filium nostrum *Napoleonem Bonaparte*, primum Galliarum reipublice consulem, nostro et apostolicæ sedis legato *à latere*, salutem et apostolicam benedictionem.

Dextera Altissimi, quæ semper in ostensione virtutis magnificata est, renovavit etiam temporibus hisce nostris magnalia sua. Illud aiquidem est operatum, ut tot inter impetus ac procellarum jactationes quibus universa Gallia tandiu est agitata, longe maxima nationis illius pars, religionis quam a majoribus acceperat et ab incunabulis hauserat, retentissimam fuerit, in easque conservanda, avorum suorum gloriam, a quibus tot bona accepit Ecclesia, ad memoriam sæculorum omnium sit emulata. Propterea nec desivimus, nec desituri unquam erimus, in omni spiritus nostri humilitate, gratias agere misericordiarum Deo, qui, tot inter angustias quibus premimur, tantasque curarum moles, quas, quum semper, tum his potissimum temporibus necessario habere debet sarcinus supremi episcopatus, quæ infirmitati nostræ, inscrutabili Dei judicio, est imposita, ad consolandos nos divinitatis sue lumine rationem nobis suppeditare est dignatus, qua catholica religio ad liberum ministeriorum suorum exercitum in regionibus illis revocata, ad pristinum cultus sui puritatem, sanctitatemque possit reflorescere.

Paterna caritas qua nos gallicanam nationem semper complexi fuimus, et ardentia illa studia quibus urgemur, ut opus tam bene susceptum, auxiliante Deo, ad majorem ejus gloriam, per imbecillitatem nostram feliciter couseciatur, nos vehementer sollicitos habet, rationesque omnes

un aussi grand bien, d'où dépend le salut de tant d'âmes que notre Seigneur Jésus-Christ a bien voulu racheter au prix de son sang.

Or, comme il nous a paru, ainsi qu'au gouvernement français, très utile pour le but que nous nous proposons, d'établir en notre nom et au nom du siège apostolique, un légat qui, se rendant en France, pourvoie aux besoins spirituels des fidèles et accélère les heureux effets que l'on doit attendre de la convention passée entre nous et le gouvernement de la république française; après avoir oui nos vénérables frères les cardinaux de la S. E. R. que nous avons cru devoir tous convoquer pour délibérer sur une affaire d'une aussi grande importance, de leur avis et consentement unanimes, nous vous avons choisi, vous, notre cher fils, pour confier à votre foi, à votre religion et à votre prudence, une aussi importante mission, persuadé que vous surpasserez nos désirs et notre attente par la vertu et la sagesse qui vous distinguent, et surtout par cet attachement et ce zèle que vous n'avez cessé de montrer pour les intérêts de l'église catholique dans les autres fonctions que le saint-siège vous a confiées.

Nous vous choisissons donc, en vertu des présentes lettres; nous vous établissons, et nous vous députons en qualité de notre légat et en qualité de légat du siège apostolique auprès du premier consul de la république française et près du peuple français; vous recommandant, au nom de votre amour pour Dieu, de votre respect pour nous et pour le saint-siège, et de votre dévouement aux intérêts de la religion, de recevoir cette charge avec joie, de vous en acquitter, moyennant la grace de Dieu, avec fidélité et avec zèle, tant que la nécessité des circonstances nous le fera juger convenable.

Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, l'an de l'incarnation de Notre-Seigneur Jésus-Christ 1801, le 9 des calendes de septembre, la seconde année de notre pontificat.

Signé PIE VII.

N° 459.—19 germinal an 10 (9 avril 1802).—ARRÊTÉ concernant les rations de fourrages à distribuer aux chevaux de toutes armes (1). (III, Bull. CLXXIV, n° 1359.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} floréal an 10, les rations de fourrages à dis-

excitare cogit, quæ ad hoc tantum bonum constituendum conferant, cum quæ salus tam multarum animarum, quas Christus Domini sanguine suo redemit, est omnino conjuncta.

Propterea, quum ad id consequendum illud maxime, tum nobis, tum gubernio ipsi gallicano, prodesse posse videatur, si nostrum atque apostolicæ sedis legatum constituamus, qui in Galliam se conferens, et spiritualibus fidelium illorum necessitatibus præsto sit, et ea bona propter quæ ex conventionem inter nos et gubernium reipublicæ gallicanæ inita expectari debent; auditis venerabilibus fratribus nostris S. R. E. cardinalibus, quos, quemadmodum deliberatio tantæ rei postulabat, omnes convocandos censuimus, unanimi eorumdem consilio et assensu, te, dilecte fili noster, delegimus, cuius fidei, religioni et exploratæ prudentiæ tantum ac tam grave hoc munus committeremus, illud persuasi, te, pro ea virtute ac singulari sapientia quæ præstas, ac præsertim pro eo amore ac studio quod semper, in cæteris muneribus quæ tibi a sede apostolica concedita sunt administrandis, erga catholicam Ecclesiam ostendisti, desiderio atque expectationi nostræ esse cumulatissime responsurum.

Te igitur in nostrum et apostolicæ sedis legatum ad primum Galliarum reipublicæ consulem, vigore præsentium eligimus, constituimus et deputamus, circumspeditioni tue mandantes, ut munus hujusmodi pro tua in Deum pietate, in nos et hanc sanctam sedem reverentia, in christianam reipublicam studio, alacri animo suscipias, ac sedulo diligenterque, Deo juvante, exequaris, donec id pro necessitate temporum opportunum judicabitur.

Datum Romæ, apud S. Mariam Majorem, anno incarnationis dominicæ millesimo octingentesimo primo, 9 kalend. septembris, pontificatus anno secundo.

Signé PIUS VII.

(1) Voyez le décret du 25 février 1806, concernant la masse de fourrages; celui du 30 juin

tribuer aux chevaux de toutes armes seront composées ainsi qu'il suit :

		Pendant sept mois, du 1 ^{er} germinal au 30 vendémiaire.	Pendant cinq mois, du 1 ^{er} brumaire au 30 ventose.
Pour les chevaux des carabiniers, de la cavalerie, des dragons et des guides, ceux de la gendarmerie, ceux des officiers généraux et d'états-majors aux armées.....		7 kil. de foin. 5 kil. de paille. 8 lit. 1/2 d'avoine.	7 kil. de foin. 5 kil. de paille. 8 lit. 1/2 d'avoine.
Pour les chevaux des carabiniers, de la cava- lerie, des dragons et des guides.....	en marche dans l'inté- rieur.....	9 kil. de foin. 8 lit. 1/2 d'avoine.	9 kil. de foin. 8 lit. 1/2 d'avoine.
	en garnison, dépôt ou cantonnement.....	5 kil. de foin. 5 kil. de paille. 8 lit. 1/2 d'avoine.	5 kil. de foin. 5 kil. de paille. 6 lit. 1/2 d'avoine.
Pour les mêmes.....	aux armées.....	5 kil. de foin. 5 kil. de paille. 8 lit. 1/2 d'avoine.	5 kil. de foin. 5 kil. de paille. 8 lit. 1/2 d'avoine.
	en marche dans l'inté- rieur.....	7 kil. 1/2 de foin. 8 lit. 1/2 d'avoine.	7 kil. 1/2 de foin. 8 lit. 1/2 d'avoine.
Pour les mêmes.....	en garnison, dépôt ou cantonnement.....	5 kil. de foin. 5 kil. de paille. 6 lit. 1/2 d'avoine.	4 kil. de foin. 5 kil. de paille. 6 lit. 1/2 d'avoine.
	aux armées, ou en mar- che dans l'intérieur..	9 kil. de foin. 9 lit. 1/2 d'avoine.	9 kil. de foin. 9 lit. 1/2 d'avoine.
Pour les mêmes.....	stationnés dans l'inté- rieur.....	8 kil. de foin. 8 lit. 1/2 d'avoine.	8 kil. de foin. 8 lit. 1/2 d'avoine.

La ration de vert pour les chevaux de toutes les armes sera de quarante kilogrammes d'herbes fraîches à l'écurie, ou à la soulée dans la prairie.

2. La distribution de l'avoine se fera avec des mesures carrées dont les trois dimensions demeurent fixées comme ci-après; savoir : — Celle de six litres cinquante centilitres aura cent quatre-vingt-six millimètres six dixièmes de millimètre; — Celle de huit litres cinquante centilitres aura deux cent quatre millimètres un dixième de millimètre; — La mesure double de huit litres cinquante centilitres, ou de dix-sept litres, aura deux cent cinquante-sept millimètres un dixième de millimètre; — Celle de neuf litres cinquante centilitres aura deux cent onze millimètres huit dixièmes de millimètre.

1810, qui contient le tarif des rations de fourrages à distribuer sur le pied de paix, de guerre ou de rassemblement; et l'ordonnance du 7—13 mars 1817, qui contient un nouveau tarif des rations de fourrages pour servir au paiement de l'indemnité accordée aux officiers généraux d'état-major et autres officiers sans troupe

3. Chacune desdites mesures portera l'indication précise de sa contenance en litres; elle sera en outre marquée du poinçon de la république par les employés à ce destinés : elles seront aussi marquées du cachet du commissaire des guerres chargé de la surveillance des magasins.

4. Il sera remis aux commissaires des guerres les instrumens nécessaires pour la vérification desdites mesures.

N° 460.—19 germinal an 10 (9 avril 1802).—*ARRÊTÉ relatif à l'habit uniforme des membres du conseil, des ingénieurs en chef et ordinaires, et des élèves des mines.* (III, Bull. CLXXIV, n° 1360.)

Art. 1^{er}. L'habit uniforme déterminé par l'arrêté des consuls du 8 messidor an 8, pour les inspecteurs généraux, les ingénieurs en chef, ordinaires, et les élèves des ponts et chaussées, sera commun aux membres du conseil, aux ingénieurs en chef, ordinaires, et aux élèves des mines.

2. Cet habit différera seulement pour les collets et paremens, qui seront en velours bleu national; et le bouton portera pour légende, *Mines et usines*.

N° 461.—19 germinal an 10 (9 avril 1802).—*ARRÊTÉ portant fixation du nombre des rations de fourrages pour les troupes de toutes armes, à compter du 1^{er} floréal an 10 (1).* (III, Bull. CLXXV, n° 1362.)

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} floréal prochain, le nombre de rations de fourrages, soit en nature, soit en indemnité représentative, à fournir aux troupes et parties prenantes de toutes armes, tant sur pied de paix que sur pied de guerre, demeure fixé comme ci-après :

§ 1^{er}. — *Rations en nature.*

Pendant la guerre, le général en chef de chaque armée arrêtera, dans les cinq derniers jours de chaque mois, ou plus souvent s'il le juge nécessaire, l'état des rations de fourrages qui seront délivrées pendant le mois suivant, — Aux généraux de division commandant les divisions et les armes, aux généraux de division et de brigade, aux adjoints et aides-de-camp, inspecteurs aux revues et commissaires des guerres.

PARTIES PRENANTES AYANT DROIT A LA DISTRIBUTION DES FOURRAGES EN NATURE.		PIED	
		de paix.	de guerre
Commandans d'armes en cas de siège seulement.	Commandans de 1 ^{re} classe.....	»	3
	Idem de 2 ^e classe.....	»	2
	Idem de 3 ^e classe.....	»	1
	Officiers de santé en chef.....	»	3
Officiers de santé....	Officiers de santé de 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e classes, attachés à des corps d'infanterie, de l'artillerie à pied, et des bataillons de sapeurs et pontonniers.....	»	1
	Officiers de santé de toutes classes attachés aux régimens de troupes à cheval.....	1	1
	Médecins, chirurgiens, pharmaciens de 1 ^{re} classe, attachés aux divisions d'ambulance actives des armées.....	»	1

(1) Voyez l'arrêté du même jour, et la note.

		PIED	
		de paix.	de guerre.
Troupes à cheval...	Chefs de brigade de carabiniers, cuirassiers, cavalerie, artillerie à cheval, dragons, chasseurs et hussards.....	3	4
	Chefs d'escadron et capitaines.....	2	3
	Adjudans-majors.....	2	3
	Quartiers-maitres, lieutenans et sous-lieutenans.	1	2
	Adjudans sous-officiers, artistes vétérinaires, carabiniers, cuirassiers, cavaliers, canoniers à cheval, dragons, chasseurs, hussards et trompettes.....	1	1
	Chefs de brigade de l'artillerie à pied et du génie.....	»	4
Artillerie à pied, génie, pontonniers, mineurs et ouvriers.....	Chefs de bataillon d'artillerie, du génie et de pontonniers.....	»	3
	Capitaines d'artillerie, génie, pontonniers, mineurs et ouvriers.....	»	3
	Quartiers-maitres et lieutenans d'artillerie et pontonniers.....	»	2
	Lieutenans du génie et des compagnies de mineurs et ouvriers.....	»	2
	Capitaines.....	2	3
	Lieutenans et sous-lieutenans.....	1	2
Trains d'artillerie....	Lieutenans, adjudans-majors et quartiers-maitres sous-lieutenans.....	1	2
	Adjudans sous-officiers et artistes vétérinaires.	1	1
	Chevaux de selle et du train.....	1	1
	Chefs de brigade d'infanterie et de vétérans nationaux.....	»	3
	Chefs de bataillon d'infanterie, de sapeurs et de vétérans.....	»	2
	Quartiers-maitres et adjudans-majors d'infanterie et sapeurs.....	»	1
Infanterie, sapeurs et vétérans nationaux....	Capitaines, lieutenans et sous-lieutenans d'infanterie, de sapeurs et de vétérans, âgés de plus de cinquante ans.....	»	1
	Chefs de légion.....	»	4
	Chefs d'escadron.....	»	3
	Capitaines en premier et en second.....	»	3
	Lieutenans, sous-lieutenans et quartiers-maitres.	»	2
	Gendarmes montés.....	»	1
Gendarmerie détachée aux armées.....			

Gendarmerie en service extraordinaire dans l'intérieur. Les officiers, sous-officiers et gendarmes en service extraordinaire hors de leur département, ont droit aux rations de fourrages en nature attribuées aux grades correspondans dans la cavalerie de ligne, sur pied de paix, pendant la durée de leur service, et sans aucune retenue sur leur solde.

Officiers des gardes nationales employés à la défense des villes assiégées, ou marchant en vertu de réquisitions par écrit des généraux et hors de leur département. Les officiers reçoivent, suivant leur grade, et pendant leur déplacement, les fourrages attribués aux officiers de l'infanterie; mais, dans aucun cas, le commandant d'une troupe de gardes nationales ne peut recevoir que les rations du grade de chef de bataillon, à moins que cette troupe ne soit commandée par un officier d'un grade supérieur et faisant partie de la ligne; auquel cas ce dernier reçoit les fourrages suivant son grade.

Détachemens servant à l'escorte des malles et diligences. Les détachemens placés exclusivement pour l'escorte des malles et diligences, recevront, sur pied de guerre, en suivant la composition de l'arme dont ils font partie, les rations de fourrages nécessaires à la nourriture de leurs chevaux; au moyen de quoi, ils ne recevront aucun supplément de ration, soit qu'ils découchent ou rentrent le même jour à leur résidence.

Les suppléments de fourrages accordés aux ordonnances sont supprimés.

Officiers de troupes à cheval en route.	Les officiers de troupes à cheval, en route avec leur corps, ou en détachement, ou voyageant isolément pour passer d'une armée ou d'une résidence à une autre par ordre du ministre ou des généraux, ont droit aux rations de fourrages en nature, pendant leur route, suivant leur grade et l'effectif de leurs chevaux.
Officiers généraux, officiers sans troupe, officiers d'infanterie, d'artillerie et du génie, en congé de convalescence ou autre, avec ou sans traitement.	Les officiers d'état-major et les officiers sans troupe, ceux attachés aux demi-brigades d'infanterie, aux régiments d'artillerie à pied et au génie, ainsi que les inspecteurs aux revues, les commissaires ordonnateurs et les commissaires des guerres, n'ont droit ni aux rations de fourrages en nature, ni à l'indemnité représentative en argent, lorsqu'ils sont absents de leur corps ou de leur résidence autrement que par congé de convalescence avec traitement. — Cette disposition n'aura lieu que lorsque lesdits officiers laisseraient leurs chevaux au corps ou dans le lieu de leur résidence.
Officiers de troupes à cheval en congé, avec ou sans solde.	Les officiers des troupes à cheval en activité aux armées, ou stationnés dans l'intérieur, qui sont en congé de convalescence, même avec traitement, doivent laisser leurs chevaux au corps pour y être nourris aux frais de la république. — La nourriture de leurs chevaux, s'ils les emmènent, sera entièrement à leurs frais, tant en route que dans le lieu de leur résidence.
Officiers employés aux expéditions maritimes.	Il n'est alloué ni rations de fourrages en nature, ni indemnité représentative, aux officiers de toutes armes employés aux expéditions maritimes, à dater du jour où ils passent au service du département de la marine.
Militaires appelés à remplir des fonctions civiles et étrangères au département de la guerre.	Tout militaire appelé à des fonctions civiles et étrangères au département de la guerre ne pourra jouir, en aucun cas, des rations de fourrages, soit en nature, soit en indemnité représentative, attribuées à son grade militaire pendant le temps qu'il exercera ces fonctions.
Écoles d'équitation et des trompettes.	Le traitement en fourrages des officiers attachés aux écoles d'équitation et des trompettes, est le même que celui des officiers des troupes à cheval sur pied de paix; ils ont droit aux fourrages en nature suivant leur grade et l'effectif de leurs chevaux.

PIED	
	de paix. de guerre.
Directoires et administrations des hôpitaux militaires aux armées.	
Membres des directoires des hôpitaux aux armées.	3
Administrateurs ou régisseurs.	3
Agent principal.	2
Economistes ou directeurs particuliers d'ambulance, et gardes-magasins généraux.	1
Administrateurs ou régisseurs.	3
Substances militaires.	
Inspecteurs.	2
Sous-inspecteurs et chefs de bureau.	1
Agens en chef.	3
Charrois militaires (1)	
Inspecteurs.	2
Conducteurs.	1

(1) Dans le cas d'urgence, et sur l'autorisation des généraux d'armées, les vivandiers pourront recevoir, des magasins militaires, les rations de fourrages nécessaires à la nourriture de leurs chevaux, à charge d'en rembourser la valeur au prix du traité des entrepreneurs, s'il en existe; et s'il n'en existe pas, d'après la fixation réglée provisoirement par le commissaire ordonnateur, et soumise à l'approbation du ministre.

(1) Les rations de fourrages ne sont dues aux préposés des administrations militaires désignées ci-dessus, que lorsque le service se fait pour le compte direct du gouvernement (Note du Bulletin des Lois.)

Paille de couchage aux troupes campées et aux prisonniers de guerre. La paille de couchage doit être fournie, à raison de cinq kilogrammes par homme, tous les quinze jours, et à chaque changement de camp.

Chevaux de remonte stationnés dans les dépôts appartenant à la république, ou dans les dépôts d'achat des corps. Les chevaux de remonte n'ont droit aux rations de fourrages qu'à près leur réception dans les dépôts, et suivant l'arme à laquelle ils appartiennent.

Equipages des divers services aux armées et dans l'intérieur. Il ne doit être fourni de rations de fourrages aux chevaux d'équipage à la suite des corps et des officiers généraux, aux chevaux employés au service de la poste et du trésor des armées, aux équipages des vivres et de l'ambulance, qu'aux armées seulement, et à ceux desdits chevaux faisant partie des armées, rentrant dans l'intérieur, porteurs d'une feuille de route indicative de leur destination. Ce cas excepté, il ne leur sera délivré des rations des magasins militaires que d'après une autorisation particulière du ministre de la guerre. — Dans l'intérieur, les chevaux employés dans les ateliers de construction et arseaux reçoivent les fourrages suivant la composition réglée par l'arrêté du 9 vendémiaire an 10.

§ II. — Des indemnités.

		NOMBRE de rations en INDEMNITÉ.
Officiers généraux...	Général de division.....	8
	Général de brigade.....	6
Adjutans-commandans.		3
Adjoints à l'état-major	Capitaine.....	2
ayant grade de.....		2
Aides-de-camp ayant	Chef d'escadron.....	2
grade de.....	Capitaine.....	2
	Lieutenant.....	1
Inspecteurs aux revues.	Inspecteur en chef.....	8
	Inspecteur.....	4
	Sous-inspecteur.....	3
Commissaires des guer-	Commissaire ordonnateur.....	3
res.....	Commissaire des guerres.....	2
Infanterie, artillerie à	Chefs de brigade, de l'infanterie, de l'artillerie, du	2
pied, génie, pontonniers,	génie, et des vétérans nationaux.....	
sapeurs et vétérans na-	Chefs de bataillon, d'infanterie, d'artillerie, du génie,	1
tionaux.....	des pontonniers, sapeurs et vétérans.....	

Officiers en route dans l'intérieur, âgés de plus de cinquante ans. Les capitaines, lieutenans et sous-lieutenans, adjutans-majors et quartiers-maîtres d'infanterie, d'artillerie à pied et du génie, des pontonniers, sapeurs et vétérans nationaux, les capitaines et lieutenans des compagnies de mineurs et ouvriers, ainsi que les officiers de santé non montés, âgés de plus de cinquante ans, ont droit à une indemnité fixée à quatre francs cinquante centimes par gîte d'étape, quelle que soit la distance de l'un à l'autre. — Au moyen de cette indemnité, il n'est alloué, dans l'intérieur, auxdits officiers, ni fourrage en nature, ni indemnité représentative, ni cheval de selle, tant en route qu'en garnison.

Les officiers désignés ci-contre, sortant des armées pour rentrer dans l'intérieur, cessent d'avoir droit à la distribution des fourrages en nature, à dater du jour où ils ont passé la ligne de démarcation de l'armée dont ils faisaient partie, et dans le cas même où ils seraient obligés, pour se rendre à leur destination, de traverser des divisions traitées sur pied de guerre; il leur est accordé, en remplacement, l'indemnité de quatre-vingt-cinq centimes, suivant leur grade et l'effectif de leurs chevaux.

- Officiers généraux et officiers sans troupe, chefs de brigade et de bataillon de l'infanterie, de l'artillerie et du génie, des sapeurs et pontonniers en route dans l'intérieur.** Les mêmes, partant de l'intérieur pour se rendre aux armées, n'ont droit aux fourrages en nature qu'à dater du jour où ils seront entrés dans l'arrondissement de l'armée où ils ont ordre de se rendre; jusque-là, ils reçoivent l'indemnité représentative de fourrages, à raison de quatre-vingt-cinq centimes, suivant leur grade et le nombre effectif de leurs chevaux.—Ainsi et hors le cas où une division de l'intérieur aurait le titre d'armée, nulle partie prenante, autre que celles faisant partie de l'armée existant dans ladite division, ne jouira des fourrages en nature.
- Officiers dans leurs foyers par congé de convalescence ou autre.** Les généraux de division et de brigade, les adjutants-commandans et aides-de-camp, les chefs de brigade directeurs et les chefs de bataillon sous-directeurs d'artillerie, les directeurs et sous-directeurs du génie, les inspecteurs aux revues, les commissaires ordonnateurs, les commissaires des guerres absents de leur résidence par congé de convalescence seulement, avec traitement, ont droit à l'indemnité représentative des fourrages en nature; dans toute autre circonstance, les officiers absents de leur corps ou de leur poste n'y ont point droit.
- Officiers qui auront reçu ordre de se préparer à entrer en campagne.** Les officiers de tous les grades qui auront reçu l'ordre de se préparer à entrer en campagne, toucheront, jusqu'au moment où ils recevront des rations en nature, l'indemnité de quatre-vingt-cinq centimes pour le nombre de chevaux effectif qu'ils auront, lequel ne pourra jamais passer celui qui est déterminé pour leurs grades respectifs.
- Officiers et corps quittant momentanément l'armée pour y rentrer.** Les officiers et les corps qui, faisant partie d'une armée, seront momentanément renvoyés dans l'intérieur en quartier d'hiver ou de rafraîchissement, ou pour une mission spéciale tenant au service de l'armée, recevront de même l'indemnité de quatre-vingt-cinq centimes pour le nombre de chevaux effectif qu'ils auront, lequel ne pourra jamais passer celui qui est déterminé pour leurs grades respectifs.
- Officiers et autres fonctionnaires appelés par le ministre de la guerre pour être employés près de lui.** Les officiers et autres employés militaires appelés pour travailler près le ministre de la guerre ont la faculté d'opter entre le traitement de leur grade et celui de leurs nouvelles fonctions. S'ils optent pour le traitement attaché à leur grade, ils ont droit à l'indemnité représentative des fourrages; dans le cas contraire, ils ne peuvent y prétendre.
- Militaires appelés à remplir des fonctions civiles et étrangères au département de la guerre.** Les militaires et autres fonctionnaires appelés à remplir les emplois civils et étrangers au département de la guerre ne doivent, dans ce cas, recevoir ni fourrage en nature ni indemnité représentative en argent.

Officiers en non-activité.

Général de division.....	4
Général de brigade.....	3
Adjudant-commandant.....	2
Aide-de-camp.....	1
Adjoint à l'état-major général.....	1

NOMBRE
de rations en
INDENNITÉ.

2. A dater de l'époque du 1^{er} floréal, tout officier ou employé non compris dans cet état, cessera de jouir des fourrages ou de l'indemnité accordée en remplacement, auxquels il avait droit d'après les réglemens antérieurs.

3. Les indemnités représentatives des fourrages seront payées par la masse des fourrages.—Les indemnités pour représenter les chevaux en route seront payées par la masse des étapes: ces dernières indemnités seront payées. — 1^o Pour les officiers marchant avec leur corps, sur les états de revue dressés lors du départ de la troupe, et en vertu d'un mandat des préfets et sous-préfets sur les caisses de l'enregistrement, ainsi qu'il en est usé pour le paiement du supplément d'étape; — 2^o Pour les officiers mar-

chant isolément, passant d'une garnison ou d'une armée à une autre, sur les feuilles de route dont ils seront porteurs, et en vertu des coupons qui leur seront délivrés par les commissaires-ordonnateurs ou ordinaires des guerres, ou, à leur défaut, par les préfets et sous-préfets; ces coupons seront acquittés par les préposés du trésor public.

4. La composition des rations de fourrages en nature, tant sur pied de paix que sur pied de guerre, reste fixée conformément aux arrêtés à ce relatifs.

N° 462. = 19 germinal an 10 (9 avril 1802). = ARRÊTÉ contenant un tarif pour les correspondances maritimes et coloniales (1). (III, Bull. cxc, n° 1548.)

Les consuls de la république, sur le rapport du ministre des finances ; — Vu les lois des 17—22 août 1791, 23 et 24 juillet 1793, 5 nivose an 5 et 27 frimaire an 8, en ce qui concerne l'affranchissement, le transport, la réception et la distribution des correspondances de et pour les colonies et autres pays d'outre-mer ; — Vu aussi les lois des 26—29 août 1790 et 21 septembre 1792, les arrêtés des 26 vendémiaire an 7 et 27 prairial an 9, portant défenses à toutes personnes étrangères au service des postes de s'immiscer dans le transport des lettres, paquets, etc. ; — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent :

Art. 1^{er}. Les lois des 17—22 août 1791, 23 et 24 juillet 1793, 5 nivose an 5 et 27 frimaire an 8, en ce qui concerne les correspondances maritimes et coloniales, seront exécutées. En conséquence, il est expressément défendu à toutes personnes de tenir, même dans les villes et endroits maritimes, soit bureau, soit entrepôt, pour l'envoi, réception et distribution des lettres et paquets de et pour les colonies, soit françaises, soit étrangères, du poids d'un kilogramme (ou deux livres) et au dessous, à peine de l'amende prononcée par l'article 5 de l'arrêté du 27 prairial an 9.

2. Les directeurs ou préposés des bureaux de poste des villes ou autres endroits maritimes sont exclusivement chargés du service des lettres et paquets de et pour les colonies ou états d'outre-mer, du poids d'un kilogramme et au dessous

3. Tout capitaine de navire en chargement dans un des ports de la république fera connaître au préposé des postes du lieu, un mois d'avance au moins, le jour présumé du départ de son bâtiment, lorsque la destination sera autre que celle du royaume uni de la Grande-Bretagne, dont le service de correspondance est fait régulièrement de Calais à Douvres.

4. Il est expressément défendu à tout capitaine de navire d'appareiller d'aucun port de la république pour quelque colonie soit française, soit étrangère, ou autre état d'outre-mer que ce soit, avant d'être muni d'un certificat du directeur ou préposé des postes de l'endroit, qui constate la remise de la malle des dépêches adressées au lieu de la destination de son bâtiment, et la quantité des lettres et paquets y contenus, ou constatant qu'on n'en a pas à lui remettre.

5. A son arrivée dans le port de sa destination, tout capitaine de navire remettra son certificat et les dépêches au préposé du bureau des postes

(1) Voyez, dans les lois et réglemens cités en note du décret du 17—22 août 1791, les dispositions qui s'appliquent à la correspondance maritime et coloniale. — Voyez spécialement la loi du 15—17 mars 1827, art. 6, qui nous paraît rendre sans intérêt le tarif annexé au présent arrêté.

établi dans le lieu de son débarquement, ou, à défaut, au préfet maritime, ou au commandant du port, ou à tout autre agent, soit civil, soit militaire, soit militaire, de la colonie; et il en tirera un reçu, qu'à son retour dans un des ports de la république, il remettra au directeur des postes du lieu de son débarquement, qui lui en délivrera une reconnaissance.

6. Tout capitaine de navire en chargement dans quelque port des colonies ou autres états d'outre-mer, notifiera pareillement, au moins un mois en avance, au directeur ou préposé des postes, et, à son défaut, aux principaux agens, soit maritimes, soit militaires, soit commerciaux, du lieu, l'époque de son départ et le port de sa destination en France. Il ne pourra appareiller sans s'être chargé des dépêches pour la république, et s'être muni d'un certificat qui constate la quantité des lettres et paquets qui lui auront été remis par le préposé des postes ou par les agens précités de l'endroit, ou un certificat qu'on n'en a pas à lui remettre. Arrivé à sa destination, il fera viser le certificat par le principal agent maritime du port, et le remettra ensuite au directeur des postes du lieu, qui lui en délivrera un reçu.

7. Tout capitaine ou marin de l'équipage d'un navire arrivant dans un des ports de la république sera tenu, sous peine de l'amende prononcée par l'article 1^{er}, de porter ou envoyer sur-le-champ au bureau des postes du lieu, toutes les lettres ou paquets qui lui auront été confiés, autres que ceux de la cargaison des bâtimens. Le directeur ou préposé du bureau sera tenu de lui payer un décime par lettre ou paquet, conformément à l'article 26 de la loi du 17—22 août 1791.

8. Les employés des douanes, lorsqu'ils feront la visite d'un navire, s'assureront si le capitaine et les gens de l'équipage ne seraient point porteurs de lettres ou paquets qu'ils prétendraient soustraire à la poste; et dans le cas de contravention à l'article précédent, ils en dresseront procès-verbal; et après s'être assurés du lieu du départ des lettres, ils s'en saisiront pour les remettre de suite au bureau des postes du lieu, qui les fera passer au commissaire du gouvernement près les postes.

9. Dans le cas où un navire étant obligé de faire quarantaine dans quelque rade d'un des ports de la république, le capitaine livrerait d'avance les lettres et paquets dont lui et les marins de son équipage auraient été chargés, à l'administration de la santé publique du port, cette administration, après avoir fait son opération sanitaire, remettra les lettres et paquets au préposé des postes, qui seul est chargé de les distribuer ou faire distribuer, ou de leur donner cours par le plus prochain courrier ordinaire, pour leur destination ultérieure.

10. Toute contravention aux articles 1^{er} et 7 du présent arrêté sera constatée de la manière prescrite par l'article 3 de celui du 27 prairial an 9; toutes saisies, poursuites et exécutions de saisies et de jugemens intervenus, se feront comme le prescrivent les articles 5 et 6. Les paiemens des amendes auront lieu selon le mode prescrit par l'article 7, et le partage en sera fait selon les dispositions de l'article 8 de ce même arrêté.

11. Les lettres et paquets affranchis de et pour les colonies tant françaises qu'étrangères, ou états d'outre-mer, seront renfermés dans des boîtes ficelées, et scellées du cachet du bureau des postes qui les expédiera. Il en sera fait mention expresse, tant sur les certificats délivrés aux capitaines à leur départ, que sur les reçus qui leur seront donnés à leur retour.

12. Les lettres et paquets destinés pour les colonies et pays d'outre-mer seront affranchis du point du départ à Paris; et l'administration sera tenue de profiter, pour leur expédition, des premiers bâtimens qui devront partir

de quelque port que ce soit.—Sont exceptées de l'affranchissement du tarif les lettres mises aux trente bureaux des villes maritimes, d'où quelques navires seraient sur le point de faire voile pour quelques colonies. Dans ce cas, les lettres et paquets pour la destination de ces bâtimens ne paieront que deux décimes, et seront réservés par les directeurs des postes des lieux pour être joints à la masse des dépêches.

13. L'affranchissement sera fait d'après le tarif joint au présent.

(Suit le tarif qui ne peut recevoir d'application, d'après la législation actuelle.)

N° 463. = 23 germinal an 10 (13 avril 1802). = ARRÊTÉ contenant rectification des arrêtés qui ont ordonné la réduction des justices de paix des départemens des Basses-Alpes, de la Charente-Inférieure, de la Dyle, de la Haute-Garonne, du Gers, de l'Isère, de Jemmappe, des Landes, de la Manche, des Deux-Nèthes, de l'Ourthe, du Haut-Rhin et de Sambre-et-Meuse. (III, Bull. CCXXVIII bis, n° 8.)

N° 464. = 25 germinal an 10 (15 avril 1802). = ARRÊTÉ relatif au mode d'avancement pour les corps qui ont des bataillons ou des escadrons détachés aux colonies (1). (III, Bull. CLXXV, n° 1371.)

Art. 1^{er}. Le mode d'avancement aux places dévolues soit à l'ancienneté, soit à l'élection, d'après la loi du 14 germinal an 3, sera réglé de la manière suivante, pour les corps qui ont des bataillons ou des escadrons détachés aux colonies.

2. Tout bataillon, tant qu'il sera aux colonies, roulera sur lui-même pour l'avancement aux places qui reviennent à l'ancienneté. Si deux bataillons d'une même demi-brigade sont stationnés dans deux colonies différentes, chacun d'eux roulera également sur lui-même pour l'avancement à ces places : s'ils sont réunis dans la même colonie, l'avancement aux mêmes places roulera sur les deux bataillons. Le même mode sera suivi dans le bataillon ou dans les bataillons qui seront restés en Europe. Les places à l'élection continueront de rouler sur chaque bataillon.

3. Un escadron, pendant tout le temps qu'il sera aux colonies, roulera sur lui-même pour les places dévolues à l'ancienneté et à l'élection. Si deux ou trois escadrons d'un même régiment se trouvent dans des colonies différentes, chacun d'eux roulera également sur lui-même pour l'avancement à ces places : s'ils sont réunis dans la même colonie, l'avancement à ces places roulera sur tous les escadrons. Le même mode sera exécuté dans l'escadron ou dans les escadrons restés en Europe.

4. Lorsque les demi-brigades ou corps de troupes à cheval se trouveront réunis par le retour des bataillons ou escadrons qu'ils avaient fournis aux colonies, chaque officier reprendra son rang d'ancienneté parmi les officiers de son grade.

5. En conséquence de l'article ci-dessus, un lieutenant resté en France, mais plus ancien dans ce grade que celui qui, à cause du séjour aux colonies, aurait été promu avant lui au grade de capitaine, reprendra son

(1) Voyez, dans le § 3 de la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), le résumé des lois concernant l'état militaire des colonies. Voyez spécialement l'ordonnance du 15—30 août 1821, qui détermine le mode d'avancement des officiers employés aux colonies.

rang sur celui-ci, après la réunion du corps, aussitôt qu'il sera parvenu au même grade de capitaine.

6. Les officiers promus à des grades supérieurs à celui qu'ils occupent, soit pour actions d'éclat, soit au tour ou choix, soit en France, soit dans les colonies, et dans l'infanterie comme dans les troupes à cheval, continueront à prendre rang dans ces grades, en comptant de l'époque de leur élection.

N° 465. — 29 germinal an 10 (19 avril 1802). — ARRÊTÉ qui ordonne la publication d'une bulle contenant ratification de la convention passée entre le gouvernement français et sa sainteté Pie VII (1). (III, Bull. CCXVIII, n° 1994.)

Art. 1^{er}. La bulle donnée à Rome, le 18 des calendes de septembre 1801, et contenant la ratification de la convention passée à Paris le 26 messidor an 9, entre le gouvernement français et sa sainteté Pie VII, sera publiée, sans approbation des divers brefs énoncés dans ladite bulle, ainsi que des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la république, aux libertés, franchises et maximes de l'Église gallicane.

2. Ladite bulle sera transcrite, en latin et en français, sur les registres du conseil d'état, et mention en sera faite sur l'original par le secrétaire du conseil : elle sera insérée au Bulletin des lois.

Bulle de ratification de la convention (2).

Nous, Jean-Baptiste Caprara, cardinal, prêtre de la sainte Église romaine, du titre de Saint-Onuphre, archevêque, évêque d'Élési, légat à latere de notre saint père le pape Pie VII, et du saint siège apostolique, auprès du premier consul de la république française,

A tous les Français, salut en notre Seigneur.

C'est avec la plus grande joie et la plus douce consolation, que nous vous annonçons, ô Français, comme un effet de la bonté du Seigneur, l'heureux accomplissement de ce qui a été l'objet des sollicitudes de notre très saint père Pie VII dès les premiers jours de son apostolat, celui de vos vœux les plus empressés, de vos désirs les plus ardens, je veux dire du rétablissement de la religion dans votre heureux pays, après tant de maux que vous avez éprouvés.

Nous publions aujourd'hui, au nom du souverain pontife, les lettres apos-

(1) Voyez la loi organique du concordat, du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), et les notes.

(2) Texte latin :

Bulla confirmationis conventionis.

Nos, Joannes-Baptista, tituli Sancti-Onuphrii, sanctæ romanæ ecclesiæ presbyter cardinalis Caprara, archiepiscopus, episcopus Æsius, sanctissimi domini nostri Pii P. VII, et sanctæ sedis apostolicæ, ad primum Galliarum reipublicæ consulem a latere legatus, Universis Galliarum populis salutem in Domino.

Quæ præcipue fuerunt sanctissimi domini nostri in ipso sui apostolatus exordio sollicitudines, quod omnium honorum votis jamdiu expetebatur, quod a vobis tam incenso studio concupiebatur, at post tantas calamitates quæ cum publica christianam quoque rem affligerent in Galliis, hæc demum in florentissimis hisce regionibus restitueretur, tantum istud bonum, divina tandem favente gracia, advenisse vobis, Galliarum populi, summa cum exultantis animi consolatione nuntiamus.

Apostolicas siquidem sub plumbo litteras pontificio nomine publicamus, in quibus conventio

toliques, scellées en plomb, données pour la ratification solennelle de la convention conclue, à Paris, entre sa sainteté et le gouvernement de votre république. Vous trouverez clairement exposé, dans ces lettres, tout ce qui a été statué par sa sainteté pour rétablir en France le culte public de la religion, pour régler toutes les matières ecclésiastiques, et pour les réduire à une forme et à un ordre semblables dans toute l'étendue des pays qui composent le territoire actuel de la république.

L'utilité de l'Eglise, le désir de conserver l'unité, le salut des ames, ont été ses seuls motifs dans ce qu'elle a fait pour accommoder toutes choses aux lieux et aux temps. Si l'on compare le nouvel ordre établi en conséquence dans les choses ecclésiastiques au bouleversement qui existait auparavant, il n'est personne qui ne doive se réjouir de voir la religion rétablie dans un meilleur état. Elle semblait presque anéantie aux yeux de tout le monde : elle renaît merveilleusement, soutenue par les lois, et protégée par l'autorité suprême du gouvernement. Le premier consul de votre république, à qui vous devez principalement un aussi grand bienfait, qui a été destiné pour rendre à la France affligée et l'ordre et la tranquillité, devenu, comme le grand Constantin, le protecteur de la religion, laissera de lui, dans les monuments de l'Eglise de France, un éternel et glorieux souvenir.

Recevez donc avec joie et allégresse ces lettres apostoliques que nous vous avons annoncées, et que nous mettons ici sous vos yeux.

Pie, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu.

Pour en conserver le perpétuel souvenir.

L'Eglise de Jésus-Christ, qui parut aux regards de saint Jean sous l'image de la Jérusalem nouvelle descendant du ciel, tire sa consistance et son ornement, non seulement de ce qu'elle est sainte, catholique et apostolique, mais encore de ce qu'elle est une et fondée sur la solidité d'une seule pierre angulaire.

Toute la force et la beauté de ce corps mystique résulte de la ferme et constante union de tous les membres de l'Eglise dans la même foi, dans les

inter sanctitatem suam et reipublicæ vestræ gubernium Parisiis inita solemniter confirmatur. His in litteris, quæ ad instaurandum in Galliis publicum catholicæ religionis cultum, res ecclesiasticas componendas, easque in universo qua late nunc patet reipublicæ territorio, ad eandem formam atque ordinem revocandas, a sanctitate sua constituta sunt, luculentissime continentur.

Ea ut rationi locorum ac temporum accommodaret, una fecit Ecclesiæ utilitas, servandæ unitatis studium, et animarum salus. Qui inde novus exurgit rerum ecclesiasticarum ordo, is profecto si cum præterita rerum perturbatione comparetur, fieri non potest quin omnes tanto meliori objectis christianæ rei conditione recreentur. Quæ enim fere deperdita in Galliis omnium oculis videbatur, ea nunc præsidio legum, supremique regiminis auctoritate, mirum in modum reviviscit. Primus vero reipublicæ vestræ consul, cujus præcipue in tanta hac utilitate vobis commensanda partes fuerunt, cuique datum videtur ut afflictæ Galliæ tranquillitatem et ordinem restitueret, catholicæ religionis, Constantino illi magno similimus, præsidium effectus, gloriosissimam in ecclesiasticis Galliarum monumentis istorum temporum recordationem est relicturus.

Excipite igitur læta gratæque mentis officio apostolicas litteras quas nuntivimus vobis, quasque hic subjicimus.

Pius, episcopus, servus servorum Dei.

Ad perpetuam rei memoriam.

Ecclesia Christi, quam ut civitatem sanctam Hierusalem novam descendente de celo a Deo vidit Joannes, inde potissimum suam repetit firmitatem, cæteraque ornamenta quibus prædita consurgit, quod nedom sancta, catholica et apostolica, sed et una sit, asper unius soliditate petri foudata.

Ex firma et constanti membrorum Ecclesiæ omnium unione in eadem fide, in iisdem sacramentis,

mêmes sacrements, dans les mêmes liens d'une charité mutuelle, dans la soumission et l'obéissance au chef de l'Église.

Le rédempteur des hommes, après avoir acquis cette Église, au prix de son sang, a voulu que ce mérite de l'unité fût pour elle un attribut propre et particulier qu'elle conservât jusqu'à la fin des siècles. Aussi voyons-nous qu'avant de remonter au ciel, il adresse, pour l'unité de l'Église, cette prière mémorable à son père : « Dieu saint et éternel, conservez ceux que « vous m'avez donnés. Faites qu'ils forment entre eux un seul corps, « comme nous formons nous-mêmes une substance unique; ... que leur union « devienne le symbole de celle en vertu de laquelle j'existe en vous et vous « en moi; et qu'ils n'aient en nous et par nous qu'un cœur et qu'un « esprit.

Pénétrés de ces grandes idées, dès que la divine Providence, par un trait ineffable de sa bonté, a daigné nous appeler, quoique indignes, au pouvoir suprême de l'apostolat, nos regards se sont portés sur le peuple acquis par Jésus-Christ, avec le plus vif désir de notre part de conserver l'unité catholique dans les liens de la paix. Mais c'est surtout la France que nous avons fixée, ce pays célèbre depuis tant de siècles par l'étendue de son territoire, par sa population, par la richesse de ses habitants, et surtout par la gloire qu'il s'était acquise aux yeux de la religion. Quelle douleur profonde n'avons-nous pas ressentie en voyant que ces contrées heureuses, qui faisaient depuis si long-temps la gloire et les délices de l'Église, avaient, dans ces derniers temps, éprouvé des troubles si violents, que la religion elle-même n'avait pas été respectée, malgré les soins et la vigilance de notre prédécesseur d'heureuse mémoire le pontife Pie VI.

Mais à Dieu ne plaise que par le souvenir de ces maux cruels nous prétendions rouvrir des plaies que la divine Providence a guéries! Déjà nous avons exprimé combien nous désirions y apporter un remède salutaire, lorsque, dans notre bref du 15 mai de l'année précédente, nous disions à tous les évêques « que rien ne pouvait nous arriver de plus heureux que de « donner notre vie pour les Français, nos tendres enfants, si par ce sacrifice nous pouvions assurer leur salut. »

Nous n'avons cessé, dans l'affliction de notre cœur, de solliciter du Père des miséricordes cet insigne bienfait par nos prières et par nos larmes. « Ce

in iisdem vinculis caritatis, in subiectione atque obsequio omnium legitimo capiti, tota vis illa ac plenitudo est, qua hujus mysticæ corpus nobilitatur ac præstat.

Quod decus ejus præcipuum ac singulare redemptor noster cum et ejus proprium esse, et conservari usque ad consummationem sæculi maxime voluerit in eadem Ecclesia quam acquisivit sanguine suo, antequam ad patrem ascenderet, memorandis illis verbis sic pro ea oravit : « Pater « sancte, serva eos quos dediisti mihi, ut sint unum sicut et nos, ... ut omnes unum sint sicut tu, « Pater, in me et ego in te, ut et ipsi in nobis unum sint. »

Hæc nos animo cogitantes, simul ac inscrutabili divinæ Providentiæ consilio ad supremum apostolatus apicem, licet indigni, vocati fuimus, statim convertimus oculos nostros ad populum acquisitionis, solliciti servare unitatem in vinculo pacis; Galliasque potissimum intuentes, magnitudine regionum, populorum frequentia ac religionis gloria multis jam sæculis commendatissimas, maximo dolore affecti sumus, quom animadvertimus regiones ipsas, que tandiu Ecclesiæ decus ac deliciæ extitissent, postremis hæc temporibus intestinis perturbationibus adeo excitatas fuisse, ut maximum religio detrimentum exinde accepit, cujus causa recolendæ memoriæ Pius VI, decessor noster, tot tantasque curas impendit.

Nolumus nos hic commemoratione malorum ea vulnera refricare quæ divina Providentiâ nunc sanare preperat. Quibus nos divina ope adjuti quum opportuna remedia adhibere maxime cupere-mus, illud jam pridem apostolicis nostris litteris die 15 maii superioris anni, ad universos episcopos datis, professi sumus, « nihil optatius contingere nobis posse, quam vitam pro filiis nostris, « qui sunt Galliæ populi, profunderè, si eorum salus posset interitui nostro representari. »

Ad ea a Patre misericordiarum impetranda quum indesinenter preces nostræ lacrymæque in-

Dieu de toute consolation, qui nous soutient dans nos afflictions et dans nos peines, » a daigné considérer avec bonté l'excès de nos douleurs, et, par un trait admirable de sa providence, nous offrir d'une manière inattendue les moyens d'apporter remède à tant de maux, et de rétablir au sein de l'Eglise l'esprit d'union et de charité que « l'ancien ennemi » des chrétiens, en semant l'ivraie parmi eux, s'était efforcé d'affaiblir et d'éteindre.

Ce Dieu, « dont la miséricorde est infinie, et qui n'a pour son peuple » que des sentimens de paix, et non des desirs de vengeance, » a fait naître dans le cœur généreux de l'homme célèbre et juste qui exerce aujourd'hui la suprême magistrature dans la république française, le même désir de mettre un terme aux maux qu'elle éprouve, afin que la religion, rétablie par son secours, reflurît au milieu des douceurs de la paix, et que cette nation belliqueuse revînt, après ses triomphes, au centre unique de la foi.

A peine notre très cher fils en Jésus-Christ *Napoléon Bonaparte*, premier consul de la république française, nous eut-il fait connaître qu'il agrérait une négociation dont le but serait le rétablissement de la religion catholique en France, que notre premier mouvement a été d'en rendre grâce à l'Éternel, auquel seul nous rapportons cet inestimable bienfait. Pour ne manquer ni à nos devoirs ni aux desirs du premier consul, nous nous hâtâmes d'envoyer à Paris notre vénérable frère l'archevêque de Corinthe, pour commencer de suite cette heureuse négociation. Après des discussions longues et difficiles, il nous renvoya les articles que le gouvernement français lui avait définitivement proposés.

Après les avoir personnellement examinés, nous jugeâmes convenable de requérir l'avis d'une congrégation de nos vénérables frères les cardinaux de la sainte Église romaine. Ils se réunirent plusieurs fois devant nous, et nous exprimèrent leurs sentimens particuliers, tant de vive voix que par écrit.

Mais comme il convenait que, dans une matière de cette importance, nous eussions à cœur de suivre les traces de nos prédécesseurs, nous nous

maxima animi ægritudine profunderentur, « Deus totius consolationis, qui consolatur nos in « omni tribulatione nostra, » recordatus misericordie sue, respicere dignatus est dolorem nostrum, ac admirando providentie sue consilio, deo opinantibus nobis, aditum aperuit quo nos et tantis malis occurrere, et Ecclesie unitatem et caritatem quam « antiquis humani generis hostis, » superascinans zizania super mysticum Ecclesie agrum, » dissolvere atque extinguere conatus erat, constabile iterum ac revocare possemus.

Siquidem ille Dominus, « qui dives est in misericordia, cogitat consilia pacis et non afflictionis », illustrem virum penes quem summa nunc gallicane reipublice est administratio, eadem cupiditate finem tot malis imponendi inflammavit, ut ejus ope, in abundantia pacis religione restituta, bellicosissima illa visio ad fidei unicum centrum revocaretur.

Vix carissimus in Christo filius voster *Napoléon Bonaparte*, consul primus reipublice gallicane, sibi gratum fore testificatus est ut tractatio iniretur, vi cujus religionis cultus in Gallia, Deo adjuvante, feliciter restitueretur, gratias egimus Deo, ejus unius misericordie hoc nos beneficium acceptum referebamus. Itaque, ne nostro muneri ac studiis ejusdem primi consulis deessemus, statim venerabilem fratrem archiepiscopum Corinthi ad ineundam tanti hujus negotii tractationem misimus. Qui quum Parisios venisset, multis hinc inde discussis atque animadversis, tandem misit ad nos articulos quosdam sibi propositos.

Ad quos diligenter expendendos nos omni studio animum adicientes, sententiam etiam audire volumus congregationis VV. FF. nostrorum S. R. E. cardinalium, qui ad mentem suam de tota hac causa nobis aperiendam sæpe coram nobis congregati, et voce et scripto quid sentirent vobis significaverunt.

Quum autem in re tanti momenti illud præcipue, ut decebat, curandum existimus, ut vestigia pontificum prædecessorum sequeremur, propterea repentes memoria ea quæ ab iisdem

sommes rappelé ce qu'ils avaient fait dans les circonstances difficiles, au milieu des troubles et des révolutions qui agitaient les nations les plus florissantes, et nous avons trouvé dans leur conduite les moyens d'éclairer et de diriger la nôtre.

Nous crûmes, après ce mûr examen, et de l'avis de nos vénérables frères les cardinaux membres de la congrégation, devoir accepter la convention proposée, de la manière la plus convenable, et de faire de la puissance apostolique l'usage que les circonstances extraordinaires du temps, le bien de la paix et de l'unité pouvaient exiger de nous.

Nous avons fait plus encore, tant était grand notre désir de réunir la France avec le saint-siège; car à peine avons-nous appris que certaines formes de la convention proposée et renvoyée par nous à l'archevêque de Corinthe, étaient expliquées de manière à ne pas convenir aux circonstances et à retarder l'union désirée, que, supportant avec peine ce malheureux délai, nous avons résolu d'envoyer à Paris notre cher fils en Jésus-Christ *Hercule Consalvi*, cardinal diacre de Sainte-Agathe *ad Suburram*, notre secrétaire d'état. Il était un de ceux que nous avions appelés dans notre conseil pour la décision de cette importante affaire; il avait sans cesse, à raison de ses fonctions, résidé près de nous; il pouvait mieux qu'aucun autre expliquer nos véritables sentimens. Nous lui avons délégué le pouvoir de faire, si la nécessité l'exigeait, dans la forme de la convention, les changemens convenables, en évitant d'altérer la substance des choses définies, et prenant les moyens les plus efficaces pour faciliter la prompté exécution du projet et la conclusion du traité.

Le ciel a daigné seconder ce pieux dessein. Une convention a été signée à Paris entre le cardinal ci-dessus désigné, notre vénérable frère l'archevêque de Corinthe, notre cher fils *Fr. Charles Caselli*, ex-général de l'ordre des Servites, de notre part; et de la part du gouvernement français, par nos chers fils *Joseph Bonaparte*, *Emmanuel Cretet*, conseillers d'état, et *Etienne Bernier*, prêtre, curé de Saint-Laud d'Angers. Cette convention a été mû-

facta fuerant in extraordinariis temporum difficillimorum casibus, quum gravissima populorum perturbationes exortæ intestinis motibus maximas nationes agitarunt, plura gravia et lectuosa accediasse comperimus, quæ ante oculos nostros posita, qua agendi ratione uti possemus, nobis aliquo modo indicarent.

Igitur antedictæ congregationis VV. FF. nostrorum S. R. E. cardinalium sententia cognita, post sedulam considerationem propositæ conventioni, qua ratione potissimum, duximus annuendum, atque apostolicam potestatem ad ea omnia proferre quæ extraordinariæ temporum rationes, atque bonum pacis et unitatis Ecclesiæ, a nobis postulaverunt.

Quinimo, adeo ingenti exarsum desiderio Galliæ ad unitatem sanctæ sedis feliciter revocandæ, ut quum allatum ad nos esset, nonnullas formas propositæ conventionis, quam ad ven. fratrem archiepiscopum Corinthi remisimus, ea interpretatione explicari, ut gallicanæ republicæ circumstantiis non apte viderentur, atque exoptatæ unioni moram aliquam possent inferre, molestissime animo nostro id ferentes, Lutiæ mittere statuimus dilectum in Christo filium nostrum *Herculem Sanctæ-Agathæ ad Suburram* diaconum cardinalem *Consalvi*, atque a secretis nostri status, qui (utpote unus ex eorum numero quos ad hanc rem congregatos in consilium adhibuimus, quique lateri nostro continue in suo munere adherens), optime omnium et expositarum rerum intelligentiam, et veros animi nostri sensus poterat explicare, eam etiam illi facultatem impertientes, ubi necessitas postularet, in antea dictis formis eas mutationes inducere quæ determinatum a nobis rerum substantiam integram retinentes, illarum executionem quam celerissimam redderent, et faciliorem viam sternerent conventioni.

Quæ quum a nobis commissa feliciter, Deo favente, sint peracta, indeque ab eo una cum ven. fratre nostro archiepiscopo Corinthi, ac dilecto filio *Fr. Carolo Caselli*, ordinis Servorum Mariæ ex-generalis, ex nostra parte, et dilectis in Christo filiis *Josepho Bonaparte* et *Emmanuele Cretet*, consiliariis status, necnon dilecto in Christo filio presbytero *Stephano Bernier*, parrocho S. Landi Andegavensis, ex parte gallicanæ regiminis, conventio inter nos ipsamque Gal-

rement examinée tant par nous que par nos vénérables frères les cardinaux appelés dans notre conseil. Nous l'avons jugée digne de notre approbation ; et afin que son exécution n'éprouve aucun retard, nous allons, par ces présentes, déclarer et notifier à tous ce qui a été respectivement convenu et arrêté pour le bien de la religion, la tranquillité intérieure de la France, et le retour heureux de cette paix, de cette unité salutaire qui va faire la consolation et la joie de l'Église.

Le gouvernement français a déclaré d'abord qu'il reconnaissait que la religion catholique, apostolique et romaine, était celle de la grande majorité des citoyens français.

Nous avons reconnu, de notre côté, et de la même manière, que c'était de l'établissement du culte catholique en France, et de la profession particulière qu'en faisaient les consuls actuels, que la religion avait déjà retiré, et attendait encore le plus grand bien et le plus grand éclat.

ette déclaration préalablement faite, il a été statué que la religion catholique, apostolique et romaine, serait librement exercée en France, et que son culte serait public, en se conformant aux réglemens de police que le gouvernement jugera nécessaire pour la tranquillité publique.

Le principal objet qui devait après cela fixer notre attention était les sièges épiscopaux. Le gouvernement a déclaré vouloir une nouvelle circonscription des diocèses français : le saint-siège a promis de l'effectuer de concert avec lui, de telle manière que, suivant l'intention de l'un et de l'autre, cette circonscription nouvelle suffise entièrement aux besoins des fidèles.

Et comme il importe, tant à cause de la nouvelle circonscription des diocèses, que pour d'autres raisons majeures, d'éloigner tous les obstacles qui nuiraient au succès d'un si glorieux ouvrage, fermement convaincu que tous les titulaires des évêchés français feront à la religion le sacrifice de leurs sièges, plusieurs d'entre eux ayant déjà offert leur démission à notre véné-

liarum regimen Parisiis signata sit; hæc a nobis, adhibitis in consilium VV. FF. S. R. E. cardinalibus, perscrutata diligenter atque examini supposita, quum talis reperta sit ut nostra approbatione confirmari possit, nos, nulla amplius mora interposita, per apostolicas has litteras nota facimus ea omnia que a vobis constituta concessaque sunt ad religionis bonum, internæ Galliarum tranquillitatis conservationem consequendam, atque properandam illam tandiu optatam pacem, ac unitatem qua Ecclesia sancta in Domino gaudent atque letetur.

Atque illa in primis a gallicano regimine solemniter facta est declaratio, nimirum recognoscere se religionem catholicam, apostolicam, romanam, eam esse religionem quam longe maxima Gallorum civium pars proficitur.

Neque vero haud dissimili modo nos ipsi recognovimus ex catholico cultu in Gallia constituto, necnon ex particulari ejus professione quam faciunt reipublicæ consules, eandem religionem maximam utilitatem maximamque deus percepisse, et hoc quoque tempore præstolari.

Quibus ita se habentibus, illud præ omnibus constitutum est ut religio catholica, apostolica, romana, libere in Gallia exercetur. Illud etiam sancitum est ut publicus sit illius cultus, habita tamen ratione ordinationum quoad politiam, quas regimen pro publica tranquillitate necessarias existimabit.

Deinde quum illud maxime necessarium esse compertum sit, ut de episcopalibus sedibus ratio haberetur, hinc quum gallicanum regimen novam fieri gallicanarum diocesium circumscriptionem se cupere nobis significaverit, collatis enim eo consiliis nova a nobis gallicanarum diocesium circumscriptio fiet, que mutua voluntatis conjunctione ita perficietur, ut spiritualibus catholicorum necessitatibus consultum sit.

Et quoniam tum propter novam hanc ipsam diocesium circumscriptionem, tum propter alias gravissimas causas, omnia impedimenta removenda sunt que tanto operi perficiendo adversari possunt, propterea nos juxta persuasioni innixi gallicanarum ecclesiarum titulares episcopos ita animo esse comparatos, ut eidem religioni omnia sacrificia, ac vel ipsarum suarum sedium resignationem litare non sint detractaturi (quod jamdiu quam plurimi inter ipsos nunquam satis commen-

rable prédécesseur *Pie VI*, dans leur lettre du 3 mai 1791, nous exhorterons ces mêmes titulaires, par un bref plein de zèle et de force, à contribuer au bien de la paix et de l'unité. Nous leur déclarerons que nous attendons avec confiance de leur amour pour la religion les sacrifices dont nous venons de parler, sans excepter celui de leurs sièges, que le bien de l'Eglise commande impérieusement.

D'après cette exhortation et leur réponse, qui, comme nous n'en doutons pas, sera conforme à nos desirs, nous prendrons sans délai les moyens convenables pour procurer le bien de la religion, donner à la nouvelle division des diocèses son entier effet, et remplir les vœux et les intentions du gouvernement français.

Le premier consul de la république nommera les évêques et archevêques de la circonscription nouvelle, dans les trois mois qui suivront la publication de notre bulle.

Nous conférerons à ceux qui seront ainsi nommés l'institution canonique dans les formes établies par rapport à la France avant le changement de gouvernement.

La même chose sera observée tant dans la nomination que dans l'institution canonique à donner pour les évêchés qui vqueront dans la suite.

Quoique l'on ne puisse douter des sentimens et des intentions des évêques, puisque, sans l'obligation d'aucune espèce de serment, l'évangile seul suffit pour les astreindre à l'obéissance due aux gouvernemens, néanmoins, pour que les chefs du gouvernement soient plus assurés de leur fidélité et de leur soumission, notre intention est que tous les évêques, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêtent, entre les mains du premier consul, le serment de fidélité qui était en usage par rapport à eux avant le changement de gouvernement, exprimé dans les termes suivans :

« Je jure et promets à Dieu, sur les saints évangiles, de garder obéissance
« et fidélité au gouvernement établi par la constitution de la république
« française. Je promets aussi de n'avoir aucune intelligence, de n'assister
« à aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue, soit au dedans, soit au

dandis litteris ad rec. mem. prædecessorem nostrum datis die 3 maii 1791, ultro obtulerunt), prædictos titulares per nostras apostolicas litteras sollicitudinis plenas adhortabimur ut Ecclesiarum paci atque unitati consulant, significabimusque nos ab eorum qua in religionem flagrat caritate, firma fiducia, eaque superius dicta sunt sacrificia expectare, ne ipsa quidem sedium resignatione excepta, quæ ecclesie bonum imperat.

Qua hortatione præmissa, eorumque cognita responsio, quam nostris conformem votis futuram esse haud dubitamus, opportuna media adhibebimus quibus religionis bono consulari, atque ut, nova circumscriptione peracta, gallicani guberni vota impleantur, operam impendamus.

Archiepiscopos autem et episcopos novæ circumscriptionis diocesis præficiendos consul primus gallicanæ reipublice nominabit, nominationesque exhibebit intra tres menses qui promulgationem apostolicæ constitutionis consequentur.

Nos vero iisdem nominatis institutionem canonicam dabimus juxta formas relate ad Gallias ante regiminis commutationem statutas.

Eadem ratio servabitur tam in nominationibus, quam in canonica institutione eorum qui in posterum vacantibus sedibus substituentur.

Ut vero ne minimum quidem dubitari possit de sensibus ac mente episcoporum (quoniam etiam sine ullius obligatione juramenti, juxta evangelii præscripta, quid supremis præpositis debeant optime noverint, atque implere teneantur), quo certiores sint de eorum fide atque obedientia reipublice rectores, consensus ut episcopi, antequam episcopale munus gerendum suscipiant, coram primo consule juramentum fidelitatis emittant, quod erat in more positum ante regiminis commutationem, sequentibus verbis expressum :

« Ego juro et promitto, ad sancta Dei evangelia, obedientiam et fidelitatem gubernio per constitutionem gallicanæ reipublice statuto. Item promitto me nullam communicationem habiturum, nulli concilio interfuturum, nullamque suspectam unionem neque intra neque extra con-

« dehors, qui soit contraire à la tranquillité publique; et si, dans mon diocèse ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'état, je le ferai savoir au gouvernement. »

Nous voulons également, et pour les mêmes raisons, que les ecclésiastiques du second ordre prêtent le même serment entre les mains des autorités civiles désignées par le gouvernement.

Et comme tout est gouverné dans le monde par l'invisible main de la Providence, qui ne se fait sentir que par ses dons, nous avons cru qu'il convenait à la piété, et qu'il était nécessaire au bonheur public, qu'on implorât le secours de l'Eternel par des prières publiques; et il est convenu qu'après l'office, on récitera dans les églises catholiques la formule de prière suivante :

Domine, salvam fac rempublicam ;

Domine, salvos fac consules.

Après avoir établi les nouveaux diocèses, comme il est nécessaire que les limites des paroisses le soient également, nous voulons que les évêques en fassent une nouvelle distribution, qui néanmoins n'aura d'effet qu'après avoir obtenu le consentement du gouvernement.

Le droit de nommer les curés appartiendra aux évêques, qui ne pourront choisir que des personnes douées des qualités requises par les saints canons; et pour que la tranquillité publique soit de plus en plus assurée, elles devront être agréées par le gouvernement.

Comme, en outre, il faut, dans l'Eglise, veiller à l'instruction des ecclésiastiques, et donner à l'évêque un conseil qui l'aide à supporter le fardeau de l'administration spirituelle, nous n'avons pas omis de stipuler qu'il existerait dans chaque cathédrale conservée un chapitre, et dans chaque diocèse un séminaire, sans que le gouvernement soit pour cela astreint à les doter.

Quoique nous eussions vivement désiré que tous les temples fussent rendus aux catholiques pour la célébration de nos divins mystères, néanmoins, comme nous voyons clairement qu'une telle condition ne peut s'exécuter, nous avons cru qu'il suffisait d'obtenir du gouvernement que toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales, et autres non aliénées, nécessaires au culte, fussent remises à la disposition des évêques.

« servatorum, quæ tranquillitati publicæ nocent; et si tam in diocesi mea quam alibi ooverim » aliquid in status damnum tractari, gubernio manifestabo. »

Idemque de causis consensimus ecclesiasticis secundi ordinis in eadem verba jurare coram auctoritatibus civilibus quæ a rectoribus reipublicæ designabuntur.

Quum inscrutabili consilio divini Providentiæ, quæ largitate doorum ubique diffunditur, cuncta regantur in mudo, pietati congruum, et publicæ quam optimæ felicitati necessarium judicavimus, ut ad utilitatem salutemque Galliarum publicis precibus divinum auxilium imploretur. Ideo in omnibus templis catholicorum quæ suot in Gallia, post divina officia his verbis orabitur :

Domine, salvam fac rempublicam ;

Domine, salvos fac consules.

Constitutis diocæsis, quum omnino necesse sit limites etiam parochiarum constitui, eorum circumscriptionem ab episcopis fieri volumus; quæ tamen circumscriptio suum non sortietur effectum, nisi postquam gubernii consensus accesserit.

Jos nominandi parochos ad episcopos pertinebit, qui tamen personas non seligent nisi iis dotibus instructas quas Ecclesiæ canonice requirunt, atque (ut tranquillitas eo magis in tuto sit) gubernio acceptas.

Quum vero tum clericorum institutio, tum episcoporum consilio, suæque ecclesiæ administrationi consulere necesse sit, illud non omisimus ut iidem episcopi unum habeant in cathedrali ecclesiæ capitulum, unumque seminarium in sua quisque diocesi, quamvis gubernio ad dotatiois obligationem non se adstringant.

Quamvis maxime desideraretur a nobis ut templa omnia iterum sacris ministeriis exercendis catholice redderetur, quum tamen id perfici non posse videamus, satis habuimus quod omnia templa metropolitana, cathedralia, parochialis aliæque non alienata, cultui necessaria, episcoporum dispositioni tradantur.

Persévérant dans notre résolution de faire pour le bien de l'unité tous les sacrifices que la religion pouvait permettre, et de coopérer, autant qu'il était en nous, à la tranquillité des Français, qui éprouverait de nouvelles secousses si l'on entreprenait de redemander les biens ecclésiastiques; voulant surtout que l'heureux rétablissement de la religion n'éprouvât aucun obstacle, nous déclarons, à l'exemple de nos prédécesseurs, que ceux qui ont acquis des biens ecclésiastiques en France ne seront troublés, ni par nous ni par nos successeurs, dans leur possession, et qu'en conséquence la propriété de ces mêmes biens, les revenus et droits y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayans-cause.

Mais les églises de France étant par-là même depouillées de leurs biens, il fallait trouver un moyen de pourvoir à l'honnête entretien des évêques et des curés: aussi le gouvernement a-t-il déclaré qu'il prendrait des mesures pour que les évêques et les curés de la nouvelle circonscription eussent une subsistance convenable à leur état.

Il a également promis de prendre des mesures convenables pour qu'il fût permis aux catholiques français de faire, s'ils le voulaient, des fondations en faveur des églises.

Enfin, nous avons déclaré reconnaître dans le premier consul de la république française les mêmes droits et privilèges dont jouissait près de nous l'ancien gouvernement.

Il est convenu que, dans le cas où quelqu'un des successeurs du premier consul actuel ne serait pas catholique, les droits et privilèges mentionnés ci-dessus, et la nomination tant aux archevêchés qu'aux évêchés, seraient réglés par rapport à lui, par une nouvelle convention.

Toutes ces choses ayant été réglées, acceptées et signées à Paris, dans tous leurs points, clauses et articles, savoir, de notre part, et au nom du saint-siège apostolique, par notre cher fils *Hercule Consalvi*, cardinal diacre de Sainte-Agathe *ad Suburram*, notre secrétaire d'état; notre vénérable frère *Joseph*, archevêque de Corinthe, et notre cher fils *Charles Caselli*; et au nom du gouvernement français, par nos chers fils *Joseph Bo-*

Constantes in proposito ad omnia sacrificia pro bono unitatis descendendi ad quæ salva religione descendi potest, ut etiam pro viribus nostris tranquillitati Galliarum cooperemur, quæ denno totæ turbarentur si bona ecclesiastica alienata iterum essent repetenda, et ut (quod potissimum est) felix catholicæ religionis restitutio fiat, prædecessorum nostrorum exempla sectantes, declaramus eos qui bona ecclesiastica alienata acquisiverunt, molestiam nullam habituros, neque a nobis, neque a romanis pontificibus successoribus nostris; ac consequenter proprietates eorumdem bonorum, redditus, et jura iis inherentia, immutabilia penes ipsos erunt atque ab ipsis causam habentes.

Sed quoniam Galliarum ecclesiis veteri suo patrimonio privatis inveniendæ ratio aliqua est qua suppleri episcoporum ac parochorum sustentationi ac decentiæ possit, Galliarum gubernium in se recipit tum episcoporum, tum parochorum, quorum dioceses atque parochias nova circumscriptione complectitur, sustentationem quæ cujusque statum deceat.

Simili modo statutum est gallicanæ reipublicæ gubernium curaturum ut catholicis in Gallia liberum sit, si libuerit, ecclesiis consulere novis foundationibus.

Denuo declaramus recognoscere nos in primo consule gallicanæ reipublicæ eadem jura ac privilegia quibus apud sanctam sedem fruebatur antiquum regimen.

Quod si forte eveniat ut aliquis ex successoribus hodierni primi consulis catholicam religionem non profiteretur, eo casu super juribus et privilegiis superius memoratis, necnon super nominatione ad archiepiscopatus et episcopatus, respectu ipsius, nova conventio fiet.

Quum itaque omnia et singula superius recensita, ex parte quidem nostra, ac nostro et sedis apostolicæ nomine, a dilecto in Christo filio nostro *Hercule Sanctæ-Agathæ ad Suburram* diacono cardinali *Consalvi*, a secretis nostri status, necnon venerabili fratre *Josepho* archiepiscopo Corinthi, atque dilecto filio *Carolo Caselli*; ex parte vero et nomine gallicani gubernii, a di-

naparte, Emmanuel Cretet, conseillers d'état, et *Etienne Bernier*, prêtre, curé de Saint-Laud d'Angers, plénipotentiaires nommés à cet effet; nous avons jugé nécessaire pour leur parfaite exécution, de les munir, par une bulle solennelle, de toute la force et de toute l'autorité que peut avoir la sanction apostolique.

A ces causes, nous « confiant dans la miséricorde du Seigneur, qui est l'auteur de toute grâce et de tout don parfait »; espérant de sa bonté qu'il daignera seconder d'une manière favorable les efforts de notre zèle pour la perfection de cet heureux ouvrage; désirant écarter tous les obstacles étouffer toutes les dissensions, arracher du champ du Seigneur toute semence de discorde, afin que la religion et la vraie piété reçoivent de jour en jour de nouveaux accroissemens, et que la moisson des bonnes œuvres devienne de plus en plus abondante au milieu des chrétiens, pour la gloire de Dieu et le salut des âmes; de l'avis et du consentement de nos vénérables frères les cardinaux de la sainte Eglise romaine, de notre science certaine, pleine puissance et autorité, nous approuvons, ratifions et acceptons tous les susdits articles, clauses et conventions; nous leur donnons à tous notre sanction apostolique, conformément à celle que nous avons déjà donnée en particulier à l'exposition littérale de ces mêmes articles, et nous promettons, tant en notre nom qu'au nom de nos successeurs, de remplir et fidèlement exécuter tout ce qu'ils contiennent.

Nous ne voulons pas qu'on regarde comme étrangers à notre sollicitude et à notre amour paternel les ecclésiastiques qui, après la réception des ordres sacrés, ont contracté mariage ou abandonné publiquement leur état. Nous prendrons à leur égard, conformément aux désirs du gouvernement, les mêmes mesures que prit, en pareil cas, *Jules III*, notre prédécesseur d'heureuse mémoire, comme nous le leur annonçons, par notre sollicitude pour leur salut, dans un bref donné par nous le même jour que les présentes.

Nous avertissons, en outre, et nous exhortons en Jésus-Christ, tous les archevêques, évêques et ordinaires des différens lieux, qui, d'après la circon-

lectis in Christo filiis *Josepho Bonaparte* et *Emmanuele Cretet*, consiliariis status, necnon dilecto in Christo filio presbytero *Stephano Bernier*, parcho Sancti-Laudi Andegavenais, ejusdem gubernii plenipotentiaris, Lutetia Parisiorum subscripta sint, quumque post hujusmodi conventiones, pacta et concordata in omnibus et singulis punctis, clausulis, articulis et conditionibus a prefatis subscriptis, pro firmiori eorum subsistentia robur apostolicæ firmitatis adjicere, et auctoritatem sollemniorum et decretum interponere necessarium sit:

Nos ea spe freti fore ut Deus, « qui dives est in misericordia, et a quo omne datum optimum, et omne donum perfectum », studia nostra in sanctissimo hoc opere absolvendo, benigno favore prosequi dignetur, ac ut, omnibus smotis impediementis atque dissidiis, vera pietas et religio majora suscipiant incrementa, sublatisque ex agro Dominico dissensionum seminibus, abundantior in dies bonorum operum seges ad ipsius Dei laudem et gloriam, æternamque animarum salutem succrescat, de VV. FF. nostrorum S. R. E. cardinalium consilio et assensu, ac certa scientia et matura deliberatione nostris, deque apostolicæ potestatis plenitudine, supradictas concessionis, conventiones, capitula, pacta et concordata tenore præsentium coherenter ad peculiare chirographum super ipsis articulis appositum, adprobamus, ratificamus et acceptamus, illis apostolici muniminis et firmitatis robur et efficaciam adjungimus, omniaque in eis contenta ac promissa sincere et inviolabiliter ex nostra ejusque aedis parte adimpletum et servatum iri, tam nostro quam nostrorum successorum nomine promittimus ac spondemus.

Nolumus etiam paternæ nostræ caritatis uon esse participes eos ecclesiasticos viros qui in sacris constitutis matrimoniis attentarunt, sive qui a proprio instituto publice deservierunt; ideoque eorum respectu, ipsius etiam regiminis officiis obsecundantes, vestigia sequemur rec. mem. prædecessoris nostri *Julii P. III*, quemadmodum in nostris litteris in forma brevis hac eadem die datis pro eorum spirituali salute providetur.

Monemus præterea, et hortamur in Domino omnes et singulos archiepiscopos, episcopos, et

scription nouvelle, recevront de nous l'institution canonique, ainsi que leurs successeurs, les curés et autres prêtres qui travaillent dans la vigne du Seigneur, à employer leur zèle selon la véritable science, non pour la destruction, mais pour l'édification des fidèles, se rappelant toujours qu'ils sont les ministres de Jésus-Christ, appelé par le prophète *prince de la paix*, et qui, prêt à passer de ce monde à son père, « a laissé cette même paix pour héritage à ses disciples; à vivre tous dans une union parfaite de sentiment, de zèle et d'affection; à n'aimer et ne rechercher que ce qui peut contribuer au maintien de la paix, et à observer religieusement tout ce qui a été convenu et statué », ainsi qu'il est exprimé ci-dessus.

Nous défendons à qui que ce soit d'attaquer dans aucun temps nos présentes lettres apostoliques comme subreptices, obreptices ou entachées du vice de nullité, d'intention ou de forme, ou de quelque autre défaut, quelque notable qu'on le suppose. Nous voulons, au contraire, qu'elles demeurent à jamais fermes, valides et durables, qu'elles sortent leur plein et entier effet, et qu'elles soient religieusement observées;

Nonobstant toutes dispositions des synodes, conciles provinciaux ou généraux, des constitutions du saint-siège, réglemens apostoliques, règles de la chancellerie romaine, surtout celles qui ont pour but de n'ôter à aucune église un droit acquis, les fondations des églises, chapitres, monastères et autres lieux de piété, quelles qu'elles soient et quelque confirmées qu'elles puissent être par l'autorité du saint-siège ou toute autre, les privilèges, indults, et lettres apostoliques accordées, confirmées ou renouvelées qui seraient ou paraîtraient contraires aux présentes, et auxquelles dispositions, comme si elles étaient littéralement exprimées ici, nous déclarons expressément déroger en faveur de celles-ci, qui demeureront à jamais dans toute leur force.

Et comme il serait presque impossible que nos lettres apostoliques parvinssent dans tous les lieux où il est nécessaire qu'elles soient connues et observées, notre intention est et nous voulons que l'on regarde comme authentiques et que l'on ajoute foi à tous les exemplaires qui seront imprimés, signés d'un officier public, et munis du sceau d'un ecclésiastique constitué

locorum ordinarios, juxta novam gallicanarum diocesum circumscriptionem canonice institutos, eorumque successores, itemque parochos, aliosque sacerdotes in vinea Domini operarios, ut zelo secundum scientiam non in destructionem, sed in edificationem utentes, ac prae oculis habentes se ministros esse Christi, qui a propheta *princeps pacis* cognominatus est, quique transitorius de hoc mundo ad patrem, « pacem tanquam propriam hereditatem apostolis et discipulis suis » reliquit, ut omnes idem sentiant, collatis in unum studiis, ea quae pax auit, amant atque « secutur, et quaecumque », ut praefertur, « concessa, statuta et cooordinata fuerint, accurate ac diligenter servent atque custodiant. »

Decernentes easdem praesentes litteras nullo unquam tempore de subreptionis et obreptionis, aut nullitatis vitio, vel intentionis nostrae, aut alio quocumque, quamvis magno, aut inexcogitato defectu notari aut impugnari posse; sed semper firmas, validas et efficaces existere et fore, suoque plenius et integros effectus sortiri et obtinere, et invariabiliter observari debere;

Non obstantibus synodalibus, et provincialibus generalibusque conciliis, vel specialibus constitutionibus, et ordinationibus apostolicis ac nostris, et apostolicae cancellariae regulis, praesertim de jure quae non tollendo, necnon quorumcumque ecclesiarum, capitulorum, monasteriorum, aliorumque piorum locorum foundationibus, etiam confirmatione apostolica vel quavis firmitate alia roboratis, privilegiis quoque, indultis et litteris apostolicis in contrarium quomodolibet concessis, confirmatis et innovatis, ceterisque contrariis quibuscumque: quibus omnibus et singulis, illorum tenores pro expressis et ad verbum insertis habentes, illis aliis in suo robore permanentibus, ad praemissorum effectum duntaxat specialiter et expresse derogamus.

Praeterea, quia difficile foret praesentes litteras ad singula loca quibus de eis fides scienda fuerit, loca deferri, eadem apostolica auctoritate decernimus et mandamus ut earum transumptis etiam impressis, manu tamen publici notarii subscriptis, et sigillo alicujus personae in ecclesiastica

en dignité; et nous déclarons nul tout ce qui pourrait être fait au préjudice des présentes, soit sciemment, soit par ignorance, par qui que ce soit, et quelle que soit son autorité.

Nous défendons à qui que ce soit de contredire, enfreindre ou altérer le présent acte de concession, approbation, ratification, acception, dérogation, décret et statut, émané de notre libre volonté, sous peine d'encourir l'indignation du Dieu tout-puissant et éternel, et celle des bienheureux apôtres saint Pierre et saint Paul.

Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, l'an de l'incarnation 1801, le 18 des calendes de septembre, la seconde année de notre pontificat.

A. card. prodât.

R. card. BRASCHI-ONESTI

Visa de curia. J. MANASSEI.

Lieu † du plomb.

F. LAVIZZARI.

Il ne vous reste plus qu'à rendre les actions de grâces qui sont dues au Dieu tout-puissant et infiniment bon, premier auteur d'un aussi grand bien, à être fidèlement attachés à ceux qui vous l'ont procuré, à demeurer *unus entre vous par le lien de la paix*, et à mettre tous vos soins pour le maintien de la tranquillité publique.

Donné à Paris, maison de notre résidence, ce jourd'hui 9 avril 1802

J. B. card. CAPRARA, légat.

J. A. SALA, secrétaire de la légation apostolique.

N° 466.—29 germinal an 10 (19 avril 1802).—**ARRÊTÉ** qui ordonne la publication du bref concernant l'institution des nouveaux évêques (1). (III, Bull. CCXVIII, n° 1935.)

Art. 1^{er}. Le bref donné à Rome, le 29 novembre 1801, et qui donne au cardinal légat le pouvoir d'instituer les nouveaux évêques, sera publié, sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'il renferme, et

dignitate constitutæ munitis, plena ubique fides adhibeatur perinde ac si dictæ præsentis litteræ forent exhibitæ, vel ostensæ; et insuper irritum quoque et inane decernimus, si secus super his a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ concessionis, approbationis, ratificationis, acceptionis, derogationis, decreti, statuti, mandati et voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, anno incarnationis Dominicæ millesimo octingentesimo primo, decimo octavo calendæ septembris, pontificatus nostri anno secundo.

A. card. prodât.

R. card. BRASCHIUS DE HONESTIS.

Visa de curia. J. MANASSEI.

Loco † plumbi.

F. LAVIZZARIUS.

Reliquum nunc illud est, ut vos Deo optimo maximo, tanti beneficii auctori, debitas grates rependentes, et singulari studio illis devincti, per quos est illud in vos profectum, *unitati spiritus in vinculo pacis*, publicæ tranquillitati servandæ sollicitam operam collocetis.

Datum Parisiis, ex ædibus nostræ residentie, hac die 9 aprilis 1802.

Joannes Baptista cardinalis CAPRARA, legatus.

J. A. SALA, apostolicæ legationis secretarius.

(1° Voyez la loi organique du concordat, du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), et les notes.

qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la république, aux libertés, franchises et maximes de l'Eglise gallicane.

2. Ledit bref sera transcrit, en latin et en français, sur les registres du conseil d'état, et mention en sera faite sur l'original par le secrétaire du conseil : il sera inséré au Bulletin des lois.

Bref qui donne au cardinal légat le pouvoir d'instituer les nouveaux évê

PIE VII, pape.

Pour en conserver le souvenir.

Comme Dieu a bien voulu faire luire à nos yeux l'espérance de voir l'unité de notre sainte mère l'Eglise se rétablir, et la religion resplendir dans tous les pays actuellement soumis à la république française; et nous, par nos lettres apostoliques scellées en plomb, expédiées en ce même jour, ayant, à cet effet, érigé de nouveau et fondé dix églises métropolitaines et cinquante églises épiscopales; savoir : l'archevêché de Paris et ses suffragans, les évêchés de Versailles, Meaux, Amiens, Arras, Cambrai, Soissons, Orléans et Troyes; l'archevêché de Bourges et ses suffragans, Limoges, Clermont et Saint-Flour; l'archevêché de Lyon et ses suffragans, Mende, Grenoble, Valence et Chambéry; l'archevêché de Rouen et ses suffragans, Evreux, Sées, Bayeux et Coutances; l'archevêché de Tours et ses suffragans, Le Mans, Angers, Rennes, Nantes, Quimper, Vannes et Saint-Brieuc; l'archevêché de Bordeaux et ses suffragans, Angoulême, Poitiers et La Rochelle; l'archevêché de Toulouse et ses suffragans, Cahors, Agen, Carcassonne, Montpellier et Bayonne; l'archevêché d'Aix et ses suffragans, Avignon, Digne, Nice et Ajaccio; l'archevêché de Besançon et ses suffragans, Autun, Strasbourg, Dijon, Nancy et Metz; l'archevêché de Malines et ses suffragans, Tournai, Gand, Namur, Liège, Aix-la-Chapelle, Trèves et Mayence; églises auxquelles le premier consul de la même république nommera des personnes ecclésiastiques dignes et capables, qui seront approuvées et instituées par nous, et, après nous, par les pontifes romains nos successeurs, suivant les

(1) Texte latin :

Breve quo datur cardinali legato potestas novos episcopos instituendi.

PIUS P. VII.

Ad futuram rei memoriam.

Quoniam, favente Deo, spes nobis affulget assequendi ut in omnibus locis dominio gallicae reipublice ad praesens subjectis unitas sanctae matris Ecclesiae redintegretur, et catholica religio reflorescat; in quem finem, per nostras apostolicas sub plumbo hac ipsa die datas litteras, de novo creximus atque statuimus decem metropolitanas et quinquaginta episcopales ecclesias; videlicet : archiepiscopalem Parisiensem cum suffraganeis, Versalliensis, Meldensis, Ambianensis, Atrebatensis, Cameracensis, Suessionensis, Aurelianensis et Trecentensis; archiepiscopalem Bituricensem cum suffraganeis, Lemovicensis, Claromontensis et Sancti-Flori; archiepiscopalem Lugdunensem cum suffraganeis, Mimatensis, Gratianopolitana, Valentiniensis et Camberiensis; archiepiscopalem Rhotomagensis cum suffraganeis, Ebroicensis, Sagiensis, Bajocensis et Constantiensis provinciae Rothomagensis; archiepiscopalem Turonensem cum suffraganeis, Cenomaneis, Audegavensis, Rhedoneis, Nannetensis, Corisopitensis, Venetensis et Briocensis; archiepiscopalem Burdegalensem cum suffraganeis, Engolismensis, Pictaviensis et Rupellensis; archiepiscopalem Tolosanensem cum suffraganeis, Cadurcensis, Agenensis, Carcassonnensis, Montipessulani et Bajocensis; archiepiscopalem Aquisgranensem cum suffraganeis, Avenionensis, Diognensis, Niciensis et Adjacentis; archiepiscopalem Bisuntinam cum suffraganeis, Augustodunensis, Argentiniensis, Divionensis, Nanneiensis et Metensis; et archiepiscopalem Mechliniensem cum suffraganeis, Tornacensis, Gandavensis, Namurensis, Leodiensis, Aquigranensis, Trevirensis et Moguntina; ad quos digni et idonei ecclesiastici viri erunt a primo ipsius reipublice consule nominandi, et a nobis ac pro tempore existentibus romanis pontificibus successoribus nostris approbandi, et, servatis

formes depuis long-temps établies, ainsi qu'il est dit dans la convention approuvée en dernier lieu par de semblables lettres apostoliques, scellées en plomb : attendu que les circonstances où nous nous trouvons exigent impérieusement que toutes les églises métropolitaines et épiscopales soient respectivement pourvues, sans aucun délai quelconque, d'un pasteur capable de les gouverner utilement ; que d'ailleurs nous ne pouvons pas être instruits assez promptement des nominations que doit faire le premier consul, ni remplir à Rome les formalités qu'on a coutume d'observer en pareil cas ; mû par de si justes et si puissans motifs, voulant écarter tous les dangers et faire disparaître tous les obstacles qui pourraient frustrer et faire évanouir les espérances que nous avons conçues d'un aussi grand bien, sans néanmoins déroger en rien, pour l'avenir, à l'observation de la convention mentionnée ; de notre propre mouvement, science certaine, et mûre délibération, et par la plénitude de notre puissance apostolique, nous donnons, pour cette fois seulement, à notre cher fils *Jean-Baptiste Caprara*, cardinal prêtre de la sainte Église romaine, notre légat *a latere*, et celui du saint siège apostolique auprès de notre très cher fils en Jésus-Christ *Napoléon Bonaparte*, premier consul de la république française, et près du peuple français, l'autorité et le pouvoir de recevoir lui-même les nominations que doit faire le premier consul, pour lesdites églises archiépiscopales et épiscopales actuellement vacantes depuis leur érection, et aussi la faculté et le pouvoir de déposer respectivement en notre nom, auxdites églises archiépiscopales et épiscopales, et d'instituer, pour les gouverner, des personnes ecclésiastiques, même n'ayant pas le titre de docteur, après qu'il se sera assuré, par un diligent examen et par le procès d'information, que l'on abrégera suivant les circonstances, de l'intégrité de la foi, de la doctrine et des mœurs, du zèle pour la religion, de la soumission aux jugemens du siège apostolique, et de la véritable capacité de chaque personne ecclésiastique ainsi nommée, le tout conformément à nos instructions. Plein de confiance en la prudence, la doctrine et l'intégrité dudit *Jean-Baptiste*, cardinal légat, nous nous tenons assuré que jamais il n'élèvera à la dignité

formis jam pridem constitutis, canonice instituendi, juxta conventionem per similes apostolicas sub plumbo litteras nuper confirmatam ; et quoniam temporis ac circumstantiarum ratio omnino postulat ut supradictæ omnes ecclesiæ tam metropolitane quam episcopales, de utili atque idoneo pastore absque ulla vel minima mora respective provideantur, et ideo spatium minime suppetit nec habendi notitiam de nominationibus a dicto primo consule faciendis, nec alia hic in urbe gerendi quæ in similibus peragi solent ; nos attentis gravissimis causis animorum nostrum digne moventibus, ut omnia arceantur pericula, et impedimenta tollantur quæ conceptum tanti boni spem irritum fortasse et fructu prorsus vacuum redderent, salva tamen in posterum remanente debita prælatæ conventionis observantia, motu proprio et ex certa scientia, deque matura deliberatione ac apostolicæ potestatis plenitudine, dilecto filio nostro *Joanni Baptistæ*, S. R. E. presbytero cardinali *Caprara*, ad carissimum in Christo filium nostrum *Napoleonem Bonaparte*, primum Galliarum reipublicæ consulem, gallicanamque nationem, nostro et apostolicæ sedis de latere legato, potestatem et auctoritatem in hoc tantummodo peculiari casu impertimur, ut ipse nominationes ad prælatas archiepiscopales et episcopales ecclesias, a primæva earum erectione : nunc vacantes, a supradicto primo consule faciendas excipere ; et constituto sibi prius per diligens examen et per assnetum ea summaria forma qua fieri possit informativum processum, de fidei doctrinæ et morum integritate, de religionis zelo, de judicii apostolicæ sedis subjectione, deque vera idoneitate, juxta nostram instructionem, cujuslibet ecclesiastici viri sic nominati, unanquemque eorum, etiamsi doctoratus gradu non insignitum, memoratis archiepiscopaliibus et episcopaliibus ecclesiis nostro nomine respective præficere et ad illas instituere possit ac valeat. Plurimum autem in ipsius *Joannis Baptistæ* cardinalis legati prudentia, doctrinæ et integritate confisi, pro certo habemus neminem ad archiepiscopalem vel episcopalem dignitatem nullo unquam

archiépiscopale ou épiscopale aucune personne qui n'aurait pas toutes les qualités requises.

Nous accordons de plus au même cardinal légat toute l'autorité et tous les pouvoirs nécessaires pour qu'il puisse librement et licitement, ou par lui-même, ou, par tout autre évêque en communion avec le saint-siège, par lui spécialement délégué, donner la consécration à chacun des archevêques et évêques qui vont être institués comme il vient d'être dit, après que chacun d'eux aura fait sa profession de foi, et prêté le serment de fidélité; se faisant accompagner et assister, dans cette cérémonie, de deux autres évêques, ou de deux abbés, dignitaires ou chanoines, ou même, à leur défaut, de deux simples prêtres, nonobstant les constitutions, réglemens apostoliques et toutes autres choses à ce contraires, même celles qui exigeraient une mention expresse et individuelle.

Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, sous l'anneau du pêcheur, le 29 novembre 1801, la seconde année de notre pontificat.

PIE P. VII.

Certifié conforme à l'original: J.-B. card. CAPRARA, légat.

Place † du sceau.

J. A. SALA, secrétaire de la légation apostolique.

N° 467.—29 germinal an 10 (19 avril 1802).—**ARRÊTÉ** qui ordonne la publication d'une bulle contenant la nouvelle circonscription des diocèses français (1). (III, Bull. CCXVIII, n° 1996.)

Art. 1^{er}. La bulle donnée à Rome le 3 des calendes de décembre 1801, contenant la nouvelle circonscription des diocèses français, sera publiée, sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la république, aux libertés, franchises et maximes de l'Eglise gallicane.

2. Ladite bulle sera transcrite, en latin et en français, sur les registres du conseil d'état, et mention en sera faite sur l'original par le secrétaire du conseil : elle sera insérée au Bulletin des lois.

modo ipsum fore admissurum, qui requisitis ad id necessariis juxta canonicas leges non sit apprime suffultus.

Eidem insuper cardinali legato omnem facultatem et auctoritatem tribuimus ut per se, vel per quemcumque alium antistitem ab eo specialiter deputandum, et gratiam ac communionem sedis apostolicæ habentem, acitis et ad hoc assistantibus vel aliis duobus episcopis, vel duobus abbatibus, seu dignitatibus sint canonicis, sive in horum defectu etiam duobus simplicibus presbyteris, cuicumque ex archiepiscopis et episcopis, sic, ut præfertur, canonicè instituendis, emissis prius a quolibet fidei professione et fidelitatis debito juramento, consecrationis munus impendere libere ac licite similiter possit ac valeat, non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis, aliisque omnibus et singulis, etiam expressæ et individua mentione dignis, in contrarium facientibus quibuscumque.

Datum Romæ, apud Sanctam Mariam Majorem, sub annulo Piscatoris, die 29 novembris 1801, pontificatus nostri anno secundo.

PIUS P. VII.

Concordat cum suo originali: J.-B. card. CAPRARA, legat.

Loco † sigilli.

J. A. SALA, apostolicæ legationis secretarius.

(1) Voyez la loi organique du concordat, du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), et les notes.

Décret et bulle pour la nouvelle circonscription des diocèses (1).

Nous, *Jean-Baptiste Caprara*, cardinal prêtre de la sainte Église romaine, du titre de saint Onuphre, archevêque, évêque d'Iési, légat *a latere* de notre saint père le pape *Pie VII*, et du saint-siège apostolique, auprès du premier consul de la république française,

A tous les Français, salut en notre Seigneur.

Pie VII, par la divine Providence, souverain pontife, voulant concourir au rétablissement du culte public de la religion catholique, et conserver l'unité de l'Église en France, a solennellement confirmé par ses lettres apostoliques, scellées en plomb, commençant par ces mots, *Ecclesia Christi*, et données à Rome à Sainte-Marie-Majeure, le 18 des calendes de septembre, l'an de l'incarnation 1801, le second de son pontificat, la convention conclue entre les plénipotentiaires de sa sainteté et ceux du gouvernement français; et comme dans ces mêmes lettres sa sainteté a ordonné qu'il serait fait une nouvelle circonscription des diocèses français, elle a enfin voulu procéder à cette nouvelle circonscription par les lettres apostoliques scellées en plomb, dont la teneur suit :

PIE, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu.

Pour en conserver le perpétuel souvenir.

Le pontife qui remplit sur la terre les fonctions de représentant de Jésus-Christ, et qui est établi pour gouverner l'Église de Dieu, doit saisir avidement toutes les occasions qui se présentent, et tout ce qu'elles offrent d'utile et de favorable pour ramener les fidèles dans le sein de l'Église, et prévenir les dangers qui pourraient s'élever, afin que l'occasion perdue ne détruise pas la juste espérance de procurer à la religion les avantages qui peuvent contribuer à son triomphe.

Tels sont les motifs qui, dans les derniers mois, nous ont engagé à conclure et signer une convention solennelle entre le saint-siège et le premier consul de la république française. Ce sont encore ces mêmes motifs qui

(1) Texte latin :

Decretum et bulla novæ circumscriptionis diocesum.

Nos, *Joannes Baptista*, tituli sancti Honuphrii, sanctæ romanæ Ecclesiæ presbyter cardinalis *Caprara*, archiepiscopus, episcopus Asiinus, sanctissimi domini nostri *Pii P. VII*, et sanctæ sedis apostolicæ, ad primum Galliarum reipublicæ consulem a latere legatus,

Universis Galliarum populis, salutem in Domino.

Quoniam sanctissimus dominus noster *Pius* divina Providentia *P. VII*, ad restituendum in Galliis publicum catholicæ religionis cultum et Ecclesiæ unitatem servandam, conventionem a plenipotentariis sanctitatis suæ et gubernii gallicanæ reipublicæ Parisiis initam, per apostolicas sub plumbo litteras, incipientes, *Ecclesia Christi*, sub datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, anno incarnationis Dominicæ 1801, 18 calendas septembris, anno pontificatus ejus secundo, sollemniter confirmaverit, in hisque apostolicis litteris inter cætera illud quoque decretum sit novam esse faciendam circumscriptionem gallicanorum diocesum, hinc sanctitas sua ad eandem circumscriptionem peragendam devenit per apostolicas sub plumbo litteras tenoris sequentis, videlicet :

PIUS, episcopus, servus servorum Dei.

Ad perpetuam rei memoriam.

Qui Christi Domini vices in terris gerere, atque Ecclesiam Dei regere constitutus est, omnes occasiones arripere, et omni opportunitate quæ ei offeratur, uti debet, quæ possit et fidelis ad Ecclesiæ sinum adducere, et omnia quæcumque timentur pericula evitare, ne, occasione amissa, spes amittatur etiam ea bona amplius assequendi quibus catholica religio juvari possit.

Hæc fuerunt causæ quæ nos superioribus mensibus ad conventionem inter hanc apostolicam sedem et primum consulem reipublicæ gallicanæ ineundam impulerunt; et eandem cogunt nunc

nous obligent à prendre maintenant une délibération ultérieure sur ce même objet, qui, si elle était plus long-temps différée, entraînerait après elle de très grands malheurs pour la religion catholique, et nous ferait perdre cet espoir flatteur que nous n'avons pas témérairement conçu de conserver l'unité catholique au milieu des Français.

Pour procurer un aussi grand bien, nous avons, dis-je, résolu de faire une nouvelle circonscription des diocèses français, et d'établir dans les vastes états qui sont aujourd'hui soumis à la république française, dix métropoles et cinquante évêchés. Le premier consul doit nommer à ces sièges, dans les trois mois qui suivront la publication de nos lettres apostoliques, des hommes capables et dignes de les occuper ; et nous avons promis de leur donner l'institution canonique dans les formes usitées pour la France avant cette époque. Mais nous étions bien éloignés de penser que nous fussions pour cela obligés de déroger au consentement des légitimes évêques qui occupaient précédemment ces sièges, vu que leurs diocèses devaient être totalement changés par la nouvelle circonscription, et recevoir de notre part de nouveaux pasteurs. Nous les avons invités d'une manière si pressante par nos lettres remplies d'affection et de tendresse, à mettre, par ce dernier sacrifice, le comble à leurs mérites précédemment acquis, que nous espérions recevoir de leur part la réponse la plus prompte et la plus satisfaisante ; nous ne doutions pas qu'ils ne remissent librement et de plein gré leurs titres et leurs églises entre nos mains.

Cependant nous voyons avec la plus vive amertume, que si, d'un côté, les libres démissions d'un grand nombre d'évêques nous sont parvenues, d'un autre côté, celles de plusieurs autres évêques ont éprouvé du retard, ou leurs lettres n'ont eu pour objet que de développer les motifs qui tendent à retarder leur sacrifice. Vouloir adopter ces délais, ce serait exposer la France, dépouillée de ses pasteurs, à de nouveaux périls : non seulement le rétablissement de la religion catholique serait retardé, mais, ce qui est surtout à craindre, sa position deviendrait de jour en jour plus critique et plus dangereuse, et nos espérances s'évanouiraient insensiblement. Dans cet état de choses, c'est pour nous un devoir, non seulement d'écarter les dan-

ad cætera illa progredi, quæ si differrentur, et gravissimis damnis catholicam religionem affectam videre, et dilapsam apem illum omnem in quam haud temere ingressi sumus, catholicam unitatem in Gallia retinendi dolere deberemus.

In tanto hoc bono Ecclesiæ comparando quum statuissemus, et novam circumscriptionem diocesium in Gallia faciendam, et in totis quam late exapent regionibus quæ nunc temporali dominationi reipublice gallicanæ subiacent, decem ecclesias metropolitanas et quinquaginta episcopales esse erigendas, quarum singulis possent a primo ejusdem reipublice consule tribus mensibus qui proximi promulgationem litterarum nostrarum consequeretur, idonei viri ecclesiastici nominari ac digni quos consuetis, ut antea, fornis, nos cautione archiepiscopos sive episcopos eorum ecclesiarum instituere, minime putabamus futurum ut nos cogi deberemus derogare assensibus legitimorum pastorum qui pridem ecclesias illas ac dioceses obtinebant, quæ nunc omnes juxta novam circumscriptionem immutata, novis pastoribus a nobis donandæ sunt. Quinimo sperabamus, veteres omnes legitimos antistites, tanto prævertim a nobis studio atque amore ad vetera ipsorum merita magna atque præclara novo hoc sacrificio augenda excitatos litteris amantissimis nostris, quod maxime flagitabamus, statim responsuros, et sponte ac libere ecclesias suas in manibus nostris resignaturos.

Sed quoniam nunc magna cum animi nostri ægritudine in eo sumus, ut ex una parte etiam liberæ demissiones multorum episcoporum ad nos venerint, multorum tamen aut nondum allatae sint, aut litteræ allatae quæ rationes querunt quibus differri hoc sacrificium possit ; ex alia vero quum maximum periculum sit ne, si tanta res longius differatur, spoliata diutius suis pastoribus Gallia, non solum religionis restituito differatur, sed omnia, quod maxime timendum est, in deterius convertantur, atque ipse omnes nostræ ad nihilum recidant ; postulat apostolici missus nostri ratio, ut nos, in tanto rei christianæ discrimine, ceteris rationibus omnibus, quamvis

gers qui pourraient s'élever, mais encore de préférer à toute considération, quelque grave qu'elle puisse être, la conservation de l'unité catholique et celle de la religion, et de faire sans délai tout ce qui est nécessaire pour consumer l'utile et glorieux ouvrage de sa restauration.

C'est pourquoi, de l'avis de nos vénérables frères les cardinaux de la sainte église romaine, nous dérogeons à tout consentement des archevêques et des évêques légitimes, des chapitres, et des différentes églises, et de tous autres ordinaires. Nous leur interdisons l'exercice de toute juridiction ecclésiastique, quelle qu'elle soit. Nous déclarons nul et invalide tout ce qu'aucun d'eux pourrait faire dans la suite en vertu de cette juridiction; en sorte que les différentes églises archiépiscopales, épiscopales et cathédrales, et les diocèses qui en dépendent, soit en totalité, soit en partie, suivant la nouvelle circonscription qui va être établie, doivent être regardés, et sont dans la réalité, libres et vacans, de telle sorte que l'on puisse en disposer de la manière qui sera ci-dessous indiquée.

Considérant donc comme exprimé de droit, dans les présentes lettres apostoliques, tout ce qui doit y être nécessairement contenu, nous déclarons annuler; supprimer et éteindre à perpétuité tout l'état présent des églises archiépiscopales et épiscopales ci-après désignées; avec leurs chapitres, droits, privilèges et prérogatives, de quelque nature qu'ils soient; savoir :

L'église archiépiscopale de Paris avec ses suffragans, les évêchés de Chartres, Meaux, Orléans et Blois;

L'archevêché de Reims avec ses suffragans, les évêchés de Soissons, Châlons-sur-Marne, Senlis, Beauvais, Laon, Amiens, Noyon et Boulogne;

L'archevêché de Bourges avec ses suffragans, les évêchés de Clermont, Limoges, Le Puy, Tulle et Saint-Flour;

L'archevêché de Lyon avec ses suffragans, les évêchés d'Autun, de Langres, Mâcon, Châlons-sur-Saône, Dijon et Saint-Claude;

L'archevêché de Rouen et ses suffragans, les évêchés de Bayeux, Avranches, Evreux, Séez, Lisieux et Coutances;

gravibus, unitatis ac religionis causa, quæ omnium potissima est judicanda, postpositis, ad ea deveniamus quæ ad opus tam laudabile tamque Ecclesiæ salutæ cœficiendum omnino necessaria sunt.

Nos itaque, audito consilio plurimorum venerabilium fratrum nostrorum S. R. E. cardinalium, derogamus expresse cuicumque assensui legitimorum archiepiscoporum, episcoporum et capitulorum respectivarum ecclesiarum, ac aliorum quorumlibet ordinariarum; et perpetuo interdici-mus iidem quodcumque exercitium cujusvis ecclesiasticæ jurisdictionis, nullis tamen declarantes quidquid quispiam eorum sit attentaturus, ita ut eæ ecclesiæ, et respectivè earum dioceses, sive integræ, sive ex parte, juxta novam peragendam circumscriptionem, et haberi debeat et sint revera prorsus libere, ut de iis nos constituere ac dispoñere ea forma possimus quæ infra a nobis indicabitur.

Habentes igitur prorsus pro expressis et integre insertis omnia et singula quæ præsentibus litteris necessario exprimenda et inserenda forent, anprimimus, annullamus et perpetuo extinguimus titulum, denominationem, totumque statum præsentem infra scriptarum ecclesiarum archiepiscopalis et episcopalis, non enim respectivis earum capitulis, juribus, privilegiis et prærogativis cujuscumque generis, nimirum :

Archiepiscopalis Parisiensis, cum suis episcopalibus suffraganeis, Carnotensi, Meldensi, Aurelianensi, Blesensi;

Item, archiepiscopalis Remensis, et ejus suffraganeorum, Snessionensis, Catlaunensis, Silvanectensis, Bellovacensis, Laudunensis, Ambianensis, Noviomensis, Boloniensis;

Item, archiepiscopalis Bituricensis, et ejus suffraganeorum, Claromontensis, Lemovicensis, Amiciensis, Tutelensis et Sancti-Flori;

Item, archiepiscopalis Lugdunensis, et ejus suffraganeorum, Eduensis, Lingouensis, Matiscoensis, Cabillonensis, Divioneusis et Sancti-Claudii;

Item, archiepiscopalis Rotomagensis, et ejus suffraganeorum, Bajocensis, Abrincensis, Ebroidensis, Sagiensis, Lexoviensis et Constantiensis provinciarum Rothomagensis;

L'archevêché de Sens avec ses suffragans, les évêchés de Troyes, Auxerre, Bethléem et Nevers;

L'archevêché de Tours avec ses suffragans, les évêchés du Mans, Angers, Rennes, Nantes, Quimper, Vannes, Saint-Pol-de-Léon, Treguier, Saint-Brieuc, Saint-Malo et Dol;

L'archevêché d'Albi et ses suffragans, les évêchés de Rodez, Castres, Cahors, Vabres et Mende;

L'archevêché de Bordeaux avec ses suffragans, les évêchés d'Agen, Angoulême, Saintes, Poitiers, Périgueux, Condom, Sarlat, La Rochelle et Luçon;

L'archevêché d'Auch et ses suffragans, les évêchés de Dax, Lectoure, Comminges, Conserans, Aire, Bazas, Tarbes, Oloron, Lescar et Bayonne;

L'archevêché de Narbonne et ses suffragans, les évêchés de Beziers, Agde, Nîmes, Carcassonne, Montpellier, Lodève, Uzès, Saint-Pons, Alet, Alais et Elne ou Perpignan;

L'archevêché de Toulouse et ses suffragans, les évêchés de Montauban, Mirepoix, Lavaur, Rieux, Lombez, Saint-Papoul et Pamiers;

L'archevêché d'Arles avec ses suffragans, les évêchés de Marseille, Saint-Paul, Trois-Châteaux, Toulon et Orange;

L'archevêché d'Aix et ses suffragans, les évêchés d'Apt, Riez, Fréjus, Gap et Sisteron;

L'archevêché de Vienne dans le ci-devant Dauphiné et ses suffragans, les évêchés de Grenoble, Viviers, Valence, Die, Maurienne et Genève.

L'archevêché d'Embrun et ses suffragans, les évêchés de Digne, Grasse, Vence, Glandève, Senez et Nice;

L'archevêché de Cambrai et ses suffragans, les évêchés d'Arras, Saint-Omer, Tournai et Namur;

Item, archiepiscopolis Senonensis, et ejus suffraganeorum, Trecentensis, Antissiodorensis. Bethlemitanae et Nivernensis;

Item, archiepiscopolis Turonensis, et ejus suffraganeorum, Cenomanensis, Andegavensis, Rhedonensis, Nanoctensis, Corisopitensis, Venetensis, Leonensis, Trecorensis, Briucensis, Maeloviensis et Dolensis;

Item, archiepiscopolis Albiensis, et ejus suffraganeorum, Rothenensis, Castrensis provincie Albiensis, Cadurcensis, Vabrensis et Mimatensis;

Item, archiepiscopolis Burdegalensis, et ejus suffraganeorum, Agenensis, Engolismensis, Xantonensis, Pictaviensis, Petragoricensis, Condomiensis, Sarlatensis, Rupellensis et Lucionensis;

Item, archiepiscopolis Auxitanensis, et ejus suffraganeorum, Aquensis provincie Auxitanæ, Lectorensis, Convenens, Conseranensis, Adrensis, Vazensis, Tarbiensis, Olorens, Lascurrensis et Bujonensis;

Item, archiepiscopolis Narbonensis, et ejus suffraganeorum, Biterrensis, Agathensis, Nemausensis, Carcassonensis, Montispessulani, Lodovensis, Uxicensis, Sancti Pontii Thomeriarum, Electensis, Alesiensis et Elensis;

Item, archiepiscopolis Tolosanæ, et ejus suffraganeorum, Montisalbani, Mirapicensis, Vaurensis, Rivensis, Lombariensis, Sancti Ippoliti et Appamiarum;

Item, archiepiscopolis Arelatensis, et ejus suffraganeorum, Massiliensis, Sancti Pauli Tricastinensis, Tolonensis et Aurajacensis;

Item, archiepiscopolis Aquensis in provincia Provincie, et ejus suffraganeorum, Aptensis, Regensis, Forojuliensis, Vapincensis et Sistaricensis;

Item, archiepiscopolis Viennensis in Delphinatu, et ejus suffraganeorum, Gratianopolitanæ, Vivariensis, Valentianensis, Diensis, Maurianensis et Gebennensis;

Item, archiepiscopolis Ebrodunensis, et ejus suffraganeorum, Dignensis, Grassensis, Venciensis, Glandatensis, Senecensis et Niciensis;

Item, archiepiscopolis Cameracensis, et ejus suffraganeorum, Atrebatensis, Audomarensis, Tornacensis et Namurcensis;

L'archevêché de Besançon et son suffragant, l'évêché de Belley

L'archevêché de Trèves et ses suffragans, les évêchés de Metz, Toul, Verdun, Nanci et Saint-Diez;

L'archevêché de Mayence;

L'archevêché d'Avignon et ses suffragans, les évêchés de Carpentras, Vaison et Cavaillon;

L'archevêché de Malines, les évêchés de Strasbourg, Liège, Ypres, Gand, Anvers, Ruremonde et Bruges;

L'archevêché de Tarentaise, et les évêchés de Chambéry, Mariana, Accia, Ajaccio, Sagone, Nebbio et Aleria :

En sorte que, sans en excepter le droit des métropolitains, quels qu'ils soient, et quelque part qu'ils soient, tous les susdits archevêchés, évêchés, abbayes même indépendantes, et dont le territoire n'appartiendrait à aucun évêché, doivent être considérés, avec leur territoire et leur juridiction, comme n'existant plus dans leur premier état, parce que ces titres ou sont éteints, ou vont être érigés sous une nouvelle forme.

Nous dérogeons en outre à tout consentement des archevêques, évêques, chapitres et autres ordinaires qui ont une partie de leur territoire sous la domination française. Nous déclarons cette partie du territoire, à dater de ce jour, exempte de leur juridiction à perpétuité, et séparée de tout droit, autorité ou prérogative exercés par lesdits archevêques, évêques, chapitres et autres ordinaires, en sorte qu'elle puisse être remise et incorporée aux églises et diocèses qui vont être érigés en vertu de la nouvelle circonscription, comme il sera expliqué ci-dessous; sauf néanmoins la juridiction, les droits et prérogatives des mêmes archevêques, évêques, chapitres et autres ordinaires, pour cette partie de leur diocèse qui n'est pas soumise à la domination française. Nous nous réservons de pourvoir dans la suite, tant au gouvernement de la partie de ces diocèses qui était ci-devant régie par des évêques français, et qui maintenant dépend d'un prince étranger, qu'à celui des églises cathédrales

Item, archiepiscopalis Bistutinae et ejus suffraganeæ Bellicensis;

Item, archiepiscopalis Trevirensis, et ejus suffraganeorum, Metensis, Tullensis, Virdunensis, Nanciensis et Sancti Deodati;

Item, archiepiscopalis Moguntinae;

Item, archiepiscopalis Avenionensis, et ejus suffraganeorum, Carpentoracensis, Vasionensis et Cavallienensis;

Item, archiepiscopalis Mechliniensis, et episcopalia Argentinensis, Leodiensis, Ipreusis Gandavensis, Antuerpiensis, Ruremundensis et Brugensis;

Item, archiepiscopalis Tarantasiensis, et episcopalia Camberiensis, Marianensis et Acciensis, Adjacensis, Sagonensis, Nebbiensis et Aleriensis;

Ita ut (deleto etiam omni jure metropolitico cujuscumque metropolitani ubicumque existente) omnes supradicti archiepiscopus et episcopus cum abbatibus, etiam si ea vere essent nullius, cum separato territorio et jurisdictione, haberi debeant in posterum itaque non amplius in primo ipsorum statu existentes, quia aut omnimodo extincti, aut in novam formam erigendi.

Derogetur item cuicumque assensui illorum archiepiscoporum, episcoporum, capitulorum ac quorumcumque ordinariorum, quorum ecclesiae ac dioceses, quum continerentur ex parte in supradicta extensione domini gallicani, ex hoc tempore haberi debebunt perpetuo exemptae ac separatæ a quocumque jurisdictione, jure ac prærogativa prædictorum archiepiscoporum, episcoporum, capitulorum aliorumque ordinariorum, ad hoc ut respectiva earum partes applicari, uniri atque incorporari possint cum ecclesiis ac diocesis nova circumscriptione (ut infra) erigendis; firmis tamen remanentibus juribus, privilegiis ac jurisdictione ipsorum archiepiscoporum, episcoporum, capitulorum et ordinariorum in ea parte territoriorum quæ dominationi gallicanæ non subiacet (quod idem decernimus relate ad eas metropolitanas et cathedrales ecclesias quas supra nominatim suppressimus et extinxis, si ea forte partem aliquam eorum diocesium habent extra fines actualis territorii gallicanæ reipublicæ); reservata nobis cura prospiciendi in posterum tum partibus illarum diocesium quæ pridem ab episcopis gallicanis regerantur atque in aliorum principum

qui, situées au-delà du territoire français, étaient autrefois suffragantes des anciens archevêques français, et se trouvent, par le nouvel état de choses, privées de leur métropolitain.

Notre dessein étant de terminer, suivant les désirs que nous a exprimés le premier consul de la république française, l'établissement du régime ecclésiastique dans tout ce qui est urgent et nécessaire, nous déclarons établir, et par les présentes lettres nous érigeons de nouveau en France, dix églises métropolitaines et cinquante sièges épiscopaux, savoir :

L'église métropolitaine et archiepiscopale de Paris, et les nouveaux évêchés de Versailles, Meaux, Amiens, Arras, Cambrai, Soissons, Orléans et Troyes, que nous lui assignons pour suffragans ;

L'archevêché de Bourges, et les nouveaux évêchés de Limoges, Clermont et Saint-Flour, que nous lui assignons pour suffragans ;

L'archevêché de Lyon, et les nouveaux évêchés de Mende, Grenoble, Valence et Chambéri, que nous lui assignons pour suffragans ;

L'archevêché de Rouen, et les nouveaux évêchés d'Evreux, Séez, Bayeux et Coutances, que nous lui assignons pour suffragans ;

L'archevêché de Tours, et les nouveaux évêchés du Mans, Angers, Rennes, Nantes, Quimper, Vannes et Saint-Brieuc, que nous lui assignons pour suffragans ;

L'archevêché de Bordeaux, et les nouveaux évêchés d'Angoulême, Poitiers et La Rochelle, que nous lui assignons pour suffragans ;

L'archevêché de Toulouse, et les nouveaux évêchés de Cahors, Agen, Carcassonne, Montpellier et Bayonne, que nous lui assignons pour suffragans ;

L'archevêché d'Aix, et les nouveaux évêchés d'Avignon, Digne, Nice et Ajaccio, que nous lui assignons pour suffragans ;

ditione nunc constitutæ sunt, tum etiam cathedralibus ecclesiis quæ extra limites dicti gallicani territorii existentes, antea suffraganeæ essent antiquorum Galliarum archiepiscoporum, quæque, in novo hoc rerum ordine, suo metropolitano carere intensionatur.

Volentes nunc necessariam constitutionem ecclesiastici regiminis catholicorum subditorum reipublicæ gallicanæ exequi, prout etiam nobis primus consul ejusdem gallicanæ reipublicæ se desiderare significavit, apostolicis hinc nostris litteris de novo constitutimus et erigimus decem ecclesias metropolitanas, itemque quinquaginta ecclesias episcopales pro totidem archiepiscopis et episcopis, nimirum :

Ecclesiam archiepiscopalem Parisiensem, et ecclesias episcopales Versaliensem, Meldensem, Ambianensem, Atrebatensem, Cameracensem, Suessionensem, Aurelianensem et Trecentensem, quas ei in suffraganeas assignamus ;

Ecclesiam archiepiscopalem Bituricensem, cum ecclesiis episcopalibus Lemovicensi, Claromontensi et Sancti-Flori, quas ei in suffraganeas assignamus ;

Ecclesiam archiepiscopalem Lugdunensem, et ecclesias episcopales Mimatensem, Gratianopolitanam, Valentiniensem et Cambericensem, quas ei in suffraganeas assignamus ;

Ecclesiam archiepiscopalem Rothomagensis, cum ecclesiis episcopalibus Ebroidensi, Sagiensi, Bajocensi, et Constantiensi provinciarum Rothomagensis, quas ei in suffraganeas assignamus ;

Ecclesiam archiepiscopalem Turonensem, et episcopales Cenomanensem, Andegavensem, Rhodanensem, Nannetensem, Corisopitensem, Venelesensem et Briocensem, quas ei in suffraganeas assignamus ;

Ecclesiam archiepiscopalem Burdegalensem, cum episcopis Engolismensi, Pictaviensi et Ruppelleni, quas ei in suffraganeas assignamus ;

Ecclesiam archiepiscopalem Tolosanam, et episcopales Cadurcensem, Agenensem, Carcassonensem, Montepessulanam et Bajonensem, quas ei in suffraganeas assignamus ;

Ecclesiam archiepiscopalem Aquensem, cum episcopis Arvernensi, Dignensi, Niciensi et Adjacensi, quas ei in suffraganeas assignamus ;

L'archevêché de Besançon, et les nouveaux évêchés d'Autun, Strasbourg, Dijon, Nanci et Metz, que nous lui assignons pour suffragans ;

L'archevêché de Malines, et les nouveaux évêchés de Tournai, Gand, Namur, Liège, Aix-la-Chapelle, Trèves et Mayence, que nous lui assignons pour suffragans.

Nous mandons en conséquence et nous ordonnons à notre cher fils *Jean-Baptiste Caprara*, cardinal prêtre de la sainte Eglise romaine, notre légat à latere et celui du saint-siège près de notre très-cher fils en Jésus-Christ *Napoléon Bonaparte*, premier consul de la république française, et près du peuple français, qu'il ait à procéder de suite à l'établissement des églises archiepiscopales et épiscopales que nous venons d'ériger, suivant la forme que nous avons adoptée dans cette érection, en assignant à chacun des archevêques et évêques ce qui doit lui appartenir : en assignant le patron ou titulaire spécial de chaque diocèse sous l'invocation duquel la principale église est consacrée à Dieu, les dignités et membres de chaque chapitre qui doit être formé suivant les règles prescrites par les saints conciles ; l'arrondissement et les limites précises de chacun des diocèses ; le tout expliqué par lui de la manière la plus claire et la plus distincte, dans tous les décrets ou actes qu'il fera pour l'établissement desdits archevêchés, au nombre de dix, et des cinquante autres évêchés.

Nous lui conférons à cet effet les pouvoirs les plus amples, avec la faculté de les subdéléguer. Nous lui donnons en outre toute l'autorité dont il a besoin pour approuver et confirmer les statuts des chapitres, pour leur accorder les marques distinctives au chœur qui peuvent leur convenir ; pour supprimer les anciennes paroisses, les resserrer dans des bornes plus étroites, ou leur en donner qui soient plus étendues, en ériger de nouvelles, et leur assigner de nouvelles limites ; pour décider toutes les contestations qui pourraient s'élever dans l'exécution des dispositions consignées dans nos présentes lettres apostoliques, et généralement le pouvoir de faire tout ce que nous ferions nous-mêmes pour pourvoir le plus promptement possible aux pressans besoins des fidèles catholiques de France par l'érection des-

Ecclesiam archiepiscopalem Bisanthinam, et episcopales Augustodunensem, Argentinensem, Divionensem, Nanciensem et Metensem, quas ei in suffraganeas assignamus ;

Ecclesiam archiepiscopalem Mechliniensem, cum episcopatibus Tornacensi, Gandavensi, Namurcensi, Leodiensi, Aquisgranensi, Trevirensi et Moguntina, quas ei in suffraganeas assignamus.

Mandamus igitur dilecto filio nostro Joanni Baptista S. R. E. presbytero cardinali Caprara, ad carissimum in Christo filium nostrum Napoleonem Bonaparte, primum Galliarum reipublice consulem, gallicanamque nationem, nostro et apostolicæ sedis de latere legato, ut is juxta has nostras prædictarum ecclesiarum tam archiepiscopatum quam episcopatum erectiones procedens ad eas constituendas, cum congrua utrique archiepiscopo et episcopo præstanda assignatione, discernat tum sanctos titulares patronos sub quorum invocatione in unaquaque ecclesia metropolitana ac cathedrali templum majus erit appellandum, tum dignitates et canonicos cunctarumque capituli juxta præscriptum sacerdotum conciliorum efformandi, tum singularum diocesium circuitum novoque fines ; clare atque distincte omnia explicans atque constituens singulis decretis quæ ab eo emitti debebunt in acta omnibus faciendis quæ ad singulas quas diximus ecclesias, tam decem archiepiscopales, quam quinquaginta episcopales, peculiariter pertinebunt.

Ad quod præstandum amplissimas quasque ei facultates, etiam subdelegandas, impertimur, necessarias atque opportunas ad probanda statuta respectivorum capitulorum, ad concedendum illædem choralia insignia quæ iis convenire arbitrabitur, ad vetera parochias sive supprimendas, sive ætioribus limitibus circumscribendas, sive latioribus ampliandas, et ad novas novis finibus erigendas, itemque ad omnes controversias judicandas quæ suboriri unquam possent in exequendis iis quæ per has litteras nostras apostolicas declarata sunt, ac generationi ad ea omnia efficienda quæ per nos ipsos effici possent, ut per erectionem prædictarum ecclesiarum archiepiscopatum atque episcopatum, itemque per erectionem, ut primum commode fieri poterit,

dites églises archiépiscopales et épiscopales, par l'établissement des séminaires, dès qu'il sera possible, et par celui des paroisses devenues nécessaires, en leur assignant une portion convenable à toutes. Mais en autorisant ledit *Jean-Baptiste* cardinal légat à faire par lui-même tout ce qui sera nécessaire pour l'établissement desdites églises archiépiscopales et épiscopales, avant même que tout cela ait été, suivant la coutume, réglé par le saint-siège, comme nous n'avons d'autre but que de consommer par ce moyen cette importante affaire avec toute la célérité qu'elle exige, nous enjoignons à ce même cardinal de nous adresser des exemplaires authentiques de tous les actes relatifs à ces établissemens qui seront faits par lui dans la suite.

Nous attendons avec confiance de la réputation de doctrine, de prudence et de sagesse dans les conseils, que s'est si justement acquise ledit *Jean-Baptiste* cardinal légat, qu'il remplira nos justes desirs, et mettra tout en œuvre pour que cette affaire majeure soit conduite par les meilleurs moyens possibles à une heureuse fin, conformément à nos vœux, et que nous en retirions enfin, par le secours de l'Eternel, tout le bien que nous avons voulu, par nos efforts, procurer à la religion catholique en France. Nous voulons que les présentes lettres apostoliques, et ce qu'elles contiennent et ordonnent, ne puissent être impugnés, sous le faux prétexte que ceux qui ont intérêt dans la totalité ou partie du contenu desdites lettres, soit pour le présent ou le futur, de quelque état, ordre, prééminence ecclésiastique ou dignité séculière qu'ils soient, quelque dignes qu'on les suppose d'une mention expresse ou personnelle, n'y ont pas consenti, ou que quelques uns d'eux n'ont pas été appelés à l'effet des présentes, ou n'ont pas été suffisamment entendus dans leurs dires, ou ont éprouvé quelque lésion, quel que puisse être d'ailleurs l'état de leur cause, quelques privilèges, même extraordinaires qu'ils aient, quelques conleurs, prétextes ou citations de droit même inconnu qu'ils emploient pour appuyer leurs réclamations. Ces mêmes lettres ne pourront également être considérées comme entachées du vice de subreption, d'obreption, de nullité, ou du défaut d'intention de notre part, ou de consentement de la part des parties intéressées, ou de tout autre défaut, quelque grand, inattendu, substantiel ou même très substantiel qu'on puisse le supposer,

«*eminariorem, ac per constitutionem necessariarum parochiarum cum assignatione congruæ cuiuslibet parochie, spiritualibus necessitatibus omnium illarum catholicorum quam citius atque opportunius providetur. Ut vero, in potestate faciendæ præfati Joanni Baptistæ cardinali legato procedendi per se ad omnia quæ ad constitutionem prædictarum ecclesiarum archiepiscopaliæ atque episcopaliæ necessaria erunt, quin prius ea definita, ut moris est, a sede apostolica constituantur, nihil aliud optamus, nisi ut tanti momenti res ea celeritate quæ maxime necessaria est, omnino conficiatur, ita eidem cardinali mandamus ut mittere ad nos curet exemplaria singula authentica actuum omnium hujus constitutionis quæ ab eo deinde conficiantur.*

«*Confidimus autem pro ea doctrinæ, prudentiæ, consilii laude quæ præstat, supradictum Joannem Baptistam, cardinalem legatum, rectissimis nostris studiis obsecuturum, omnemque operam adhibiturum ut, meliori quâ fieri ratione possit, re tota ad exitum quem optamus perducta, hoc tantum bonum quod nos catholice religioni parare omni studio contendimus, auxiliante Deo, tandem aliquando consequi possimus. Præsentibus autem litteris, et in eis contenta et statuta quæcumque, etiam ex eo quod quilibet in præmissis seu in eorum aliquo jure aut interesse habentes, vel habere prætendentes etiam quomodolibet in futurum, cujusvis status, ordinis, præeminentiæ et ecclesiasticæ vel mundanæ dignitatis sint, etiam specificæ et individuas mentione et expressione digni, illis non consenserint, sen quod aliqui ex ipsis ad præmissa minime vocati, vel etiam nullimode aut non satis vel sufficienter auditi fuerint, aut ex alia qualibet, etiam læsionis, vel alias juridicæ, et privilegiatæ ac privilegiatissima causa, colore, prætextu et capite, etiam in corpore juris clauso, nullo unquam tempore de subreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, vel intentionis nostræ, aut interesse habentium consensus, aliove quolibet defectu quantumvis nullo, inexcusato, substantiali et substantialissimo, sive etiam ex eo quod in præmissis solem-*

soit sous prétexte que les formes n'ont pas été gardées, que ce qui devait être observé ne l'a pas été, que les motifs et les causes qui ont nécessairement les présentes n'ont pas été suffisamment déduits, assez vérifiés ou expliqués, soit enfin pour toute autre cause et sous tout autre prétexte. Le contenu de ces lettres ne pourra aussi être attaqué, enfreint, suspendu, restreint, limité ou remis en discussion; il ne sera allégué contre elles ni le droit de restitution dans l'entier état précédent, ni celui de réclamation verbale, ou tout autre moyen de fait, de droit ou de justice. Nous déclarons qu'elles ne sont comprises dans aucune clause révocative, suspensive, limitative, déroгative ou modifiante, établie par toute espèce de constitutions, décrets ou déclarations générales ou spéciales, même émanés de notre propre mouvement, certaine science et plein pouvoir, pour quelque cause, motif ou temps que ce soit : nous statuons au contraire et nous ordonnons, en vertu de notre autorité, de notre propre mouvement, science certaine et pleine puissance, qu'elles sont et demeurent exceptées de ces clauses, qu'elles sortiront à perpétuité leur entier effet, qu'elles seront fidèlement observées par tous ceux qu'elles concernent et intéressent de quelque manière que ce soit; qu'elles serviront de titre spirituel et perpétuel à tous les archevêques et évêques des églises nouvellement érigées, à leurs chapitres et aux membres qui les composeront, et généralement à tous ceux qu'elles auront pour objet, lesquels ne pourront être molestés, troublés, inquiétés ou empêchés par qui que ce soit, tant à l'occasion des présentes que pour leur contenu, en vertu de quelque autorité ou prétexte que ce soit : ils ne seront tenus ni à faire preuve ou vérification des présentes, pour ce qu'elles contiennent, ni à paraître en jugement ou dehors pour raison de leurs dispositions. Si quelqu'un osait, en connaissance de cause ou par ignorance, quelle que fût son autorité, entreprendre le contraire, nous déclarons, par notre autorité apostolique, nul et invalide tout ce qu'il aurait fait nonobstant les dispositions référées dans les chapitres de droit, sur la conservation du droit acquis, sur la nécessité de consulter les parties intéressées quand il s'agit de suppressions, et toutes autres règles de notre chancellerie apostolique, ainsi que toutes les clauses de l'érection et fondation des églises que nous venons de supprimer et d'é-

nitates et quæcumque alia, forsau servanda et adimplenda, minime servata et adimpleta, seu cause propter quas præsentibus emanaverint, non satis adductæ, verificatæ et justificatæ fuerint, aut ex quibuslibet aliis causis vel prætextibus, notari, impugnari, aut alias infringi, suspendi, restringi, limitari, aut in controversiam vocari, seu adversus eas restitutionis in integrum, aperiitionis oris, aut aliud quodcumque juris vel facti aut justitiæ remedium impetrari; easque omnino sub quibusvis contrariis constitutionibus, revocationibus, suspensionibus, limitationibus, derogationibus, modificationibus, decretis, vel declarationibus generalibus vel specialibus, etiam motu, scientia et potestatis plenitudine scribis quomodolibet ac quibusvis de causis pro tempore factis minime comprehendi, sed semper ab illis exceptas esse et fore, et tanquam ex pontificiæ providentiæ officio et motu proprio, certa scientia deque apostolicæ potestatis plenitudine nostris factas et emanantes, omnimodis firmitate perpetuo validas et efficaces existere et fore, anoque plenarias et integros effectus sortiri et obtinere, ac ab omnibus ad quos spectat et spectabit quomodolibet in futurum perpetuo et inviolabiliter observari, ac earundem ecclesiarum sic, ut præfertur, noviter erectarum episcopis, capitulis et canonicis, aliisque quorum favorem præsentibus nostræ litteræ concernunt, perpetuis futuris temporibus plenissime suffragari debere, eodemque super præmissis omnibus et singulis, vel illorum causis, ab aliquibus quavis auctoritate quomodolibet molestari, perturbari, inquietari vel impediri posse, neque ad probationem seu verificationem quorumcumque in iisdem præsentibus nostris litteris narratorum nullatenus inquam teneri, nec ad id in iudicio vel extra cogi seu compelli posse; et si accus super his a quovis quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari, irritum et prorsus inane esse et fore, pari auctoritate volumus atque decernimus, non obstantibus de jure quæsito non tollendo, de suppressionibus committendis ad partes vocatis quorum interest, aliisque nostris et cancellariæ apostolicæ regulis, necnon dictarum ecclesiarum per nos, ut præfertur, suppressarum et extincta-

teindre, les constitutions apostoliques, synodales, provinciales, celles même des conciles généraux faites ou à faire, les statuts, coutumes même immémoriales, privilèges, indults, concessions et donations faites aux églises supprimées par ces présentes, quand bien même tous ces actes auraient été confirmés par l'autorité apostolique, ou par toutes autres personnes élevées en dignité civile ou ecclésiastique, quelque grandes et quelque dignes d'une mention spéciale qu'on les suppose, fût-ce même nos prédécesseurs, les pontifes romains, sous quelques formes, et dans quelques expressions qu'aient paru les décrets ou concessions contraires aux présentes, quand bien même elles seraient émanées du saint-siège, en consistoire, du propre mouvement et de la plénitude de puissance de nos prédécesseurs, et auraient acquis un droit d'exercice et de prescription par le laps, l'usage et la possession continue depuis un temps immémorial; auxquelles constitutions, clauses, actes et droits quelconques, nous dérogeons par ces présentes et nous voulons qu'il soit dérogé, quoiqu'elles n'aient pas été insérées ou spécifiées expressément dans les présentes, quelque dignes qu'on les suppose d'une mention spéciale ou d'une forme particulière dans leur suppression; voulant de notre propre mouvement, connaissance et pleine puissance, que les présentes aient la même force que si la teneur des constitutions à supprimer, et celle des clauses spéciales à observer, y étaient nommément et de mot à mot exprimées, et qu'elles obtiennent leur plein et entier effet, notwithstanding toutes choses à ce contraires. Nous voulons aussi qu'on ajoute aux copies des présentes, même imprimées, signées de la main d'un notaire ou officier public, et scellées du sceau d'une personne constituée en dignité ecclésiastique, la même foi que l'on ajouterait aux présentes, si elles étaient représentées et montrées en original.

Qu'il ne soit donc permis à aucun homme d'enfreindre ou de contrarier, par une entreprise téméraire, cette bulle de suppression, extinction, érection, établissement, concession, distribution des pouvoirs, commission, mandement, décret, dérogation et volonté. Si quelqu'un entreprend de le faire, qu'il sache qu'il encourra l'indignation du Dieu tout-puissant et des bienheureux apôtres saint Pierre et saint Paul.

rum, etiam confirmatione apostolica vel quavis firmitate alia roboratis, statutis et consuetudinibus etiam immemorabilibus, privilegiis quoque, indultis, concessionibus et donationibus eisdem ecclesiis, ut præfertur, suppressis et extinctis, aut quibuscunque personis quacunque ecclesiastica vel mundana dignitate fulgentibus, quantumvis specifica et individua mentione dignis, etiam romanorum pontificum prædecessorum nostrorum sub quibuscunque formis et verborum tenoribus, etiam motu simili, et de apostolicæ potestatis plenitudine seu consistorialiter in contrarium præmissorum concessis et emanatis, et longissimi ac immemorabilis temporis non possessione, seu quasi exercitiis atque præscriptis. Quibus omnibus et singulis, etiam si de illis, eorumque totis tenoribus et formis specialis, specifica et individua mentio, seu quævis alia expressio habenda, aut alia aliqua exquisita forma ad hoc servanda foret, illorum tenores, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, et forma in illis tradita observata, inserti forent, presentibus pro expressis habentes, ad præmissorum omnium et singulorum effectum latissime et plenissime, ac specialiter et expresse, ex certa scientia motuque et potestatis plenitudine paribus derogamus et derogatum esse volumus, cæterisque contrariis quibuscunque. Volumus etiam et ipsarum præsentium transcriptis etiam impressis, manu alicujus notarii publici subscriptis, et sigillo alicujus persone in ecclesiastica dignitate constitute munitis, eadem prorsus fides ubique adhibeatur quæ ipsis præsentibus adhibetur si forent exhibitæ vel ostensæ.

Nulli ergo omnium hominum liceat hanc paginam nostræ suppressionis, extinctionis, erectionis, constitutionis, concessionis, impetrationis facultatum, subjectiois, commissionis, mandati, decreti, derogationis et voluntatis, infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursum.

Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, l'an de l'incarnation 1801, le 3 des calendes de décembre, la seconde année de notre pontificat.

A card. prodāt.

R. card. BRASCHI-ONESTI.

Visa de curia. J. MANASSEI.

Lieu † du plomb.

F. LAVIZZARI.

Nous donc, pour obéir aux ordres de notre très saint père, et usant des facultés qu'il nous a spécialement déléguées, les suppressions, extinctions et démembrements respectifs ayant été préalablement faits par les lettres apostoliques précitées, nous procédons par le présent décret à tout ce que notre très saint père nous a ordonné d'accomplir, et qui est encore nécessaire pour que la nouvelle érection par lui faite de dix églises archiépiscopales et de cinquante églises épiscopales dans les pays actuellement soumis à la république française, soit amenée à son entière exécution; pour que le gouvernement français, avec qui l'on a conféré et l'on s'est entendu sur tout ce qui a été fait pour le rétablissement de la religion catholique en France, voie ses justes desirs satisfaits, et enfin pour que la convention passée entre sa sainteté et le même gouvernement reçoive son plein et entier effet, sans préjudice des réglemens et dispositions contenus dans ces lettres, principalement pour ce qui concerne les églises métropolitaines et cathédrales qui ont une partie de leurs diocèses hors du territoire actuel de la république française, et les droits, privilèges et juridiction de ces églises et de leurs chapitres, comme aussi pour tout ce qui regarde les évêques qui se trouvent hors des limites de ce même territoire, et qui étaient auparavant soumis aux anciens archevêques français, en qualité de suffragans; sur quoi sa sainteté décidera et statuera, par son autorité apostolique, ce qu'elle jugera convenable.

Datum Romæ, apud Sanctam-Mariam-Majorem, anno incarnationis Dominicæ millesimo octingentesimo primo, tertio kalendas decembris, pontificatus nostri anno secundo.

A card. prodāt.

R. card. BRASCHIUS DE HONESTIS.

Visa de curia. J. MANASSEI.

Loco † plumbi.

F. LAVIZZARIUS.

Hinc est quod nos obtemperantes mandatis sanctissimi domini nostri, ac utentes facultatibus a sanctitate sua nobis specialiter delegatis, prævia suppressione, extinctione et respectiva dismembratione, a sanctitate sua ut supra factis, et salvis omnibus et singulis dispositionibus et ordinationibus in præfatis litteris apostolicis contentis, præsertim quod ad eas metropolitanas et cathedrales ecclesias quarum diocesium partes extra fines actualis territorii gallicanæ reipublicæ existunt, necnon earum ecclesiarum suorumque capitulorum jura, privilegia et jurisdictionem, itemque quod ad episcopos qui extra ejusdem territorii limites reperiantur, quique antea veteribus gallicanis archiepiscopis tanquam eorum suffraganei subdebantur, de quibus omnibus deinde sanctitas sua apostolica auctoritate statuet atque decernet quidquid magis opportunum judicabit, præsentis decreti nostri tenore ad ea omnia procedimus quæ a sanctitate sua in iisdem apostolicis litteris supplenda perficiendaque nobis committuntur, ut nova decem archiepiscopatum et quinquaginta episcopatum ecclesiarum in regionibus quæ nunc temporali dominationi reipublicæ gallicanæ subjacent, erectio a sanctitate sua ut supra facta, numeris omnibus absolvatur, juxta gubernii votis, cum quo, collatis consiliis, omnia quæ ad restituendam in Gallia catholicam religionem pertinenti acta sunt, respondeatur; conventio denique inter eandem sanctitatem suam guberniumque ipsum inita suum sortiatur effectum.

Et d'abord, sa sainteté nous ayant laissé entièrement le soin d'assigner à chaque diocèse son arrondissement et ses nouvelles limites, et d'expliquer d'une manière claire et distincte tout ce qui y a rapport, conformément à la pratique constamment observée par le saint-siège, nous eussions fait ici une énumération exacte de tous les lieux et de toutes les paroisses dont chaque diocèse devra être formé, pour prévenir les doutes qui pourraient s'élever dans la suite sur les limites ou sur l'exercice de la juridiction spirituelle de chaque évêque, et pour ôter ainsi toute occasion de litige entre les évêques des diocèses qui seront limitrophes : mais, dans le moment, il est impossible de faire aucune mention des paroisses, attendu que les archevêques et les évêques, dès qu'ils auront été canoniquement institués, seront obligés, chacun dans son diocèse, d'en faire une nouvelle érection, une nouvelle division (d'après le pouvoir qui leur est donné par sa sainteté dans ses lettres précitées, commençant par ces mots, *Ecclesia Christi*), et que d'ailleurs, les circonstances impérieuses et la brièveté du temps qui nous pressent, ne permettent pas de nommer en particulier tous les lieux qui devront former le territoire de chaque diocèse.

Nous sommes donc forcé, pour ne pas laisser plus long-temps sans secours les églises de France dans les nécessités urgentes où elles se trouvent, pour accélérer l'accomplissement des vœux de sa sainteté, des demandes réitérées du gouvernement français, des prières et des desirs de tous les catholiques; nous sommes, dis-je, forcé, par tant de raisons, à chercher le moyen le plus court de fixer et d'expliquer toutes choses, sans nous écarter entièrement des règles et des coutumes observées par le saint-siège.

Nous avons donc résolu de déterminer l'arrondissement et les nouvelles limites de chaque diocèse de la manière que nous allons l'expliquer. Comme l'étendue de chaque diocèse de la nouvelle circonscription doit comprendre un ou plusieurs départemens de la France, nous emploierons la dénomination des mêmes départemens pour désigner le territoire dans lequel chaque église métropolitaine et cathédrale, ainsi que leurs évêques titulaires, devront restreindre leur juridiction.

Ac primum, quoniam a sanctitate sua omne onus in nos transfusum est, circumitus novosque fines singularum diocesum decernendi, et clare atque distincte ea omnia quæ ad eodem pertinent explicandi, illud juxta receptam et constantissime servatam ab apostolica sede praxim et consuetudinem in hac rem esset a nobis præstandum, ut singulorum locorum ac parochiarum ex quibus unaquaque coalescere debet diocesis, diligens hoc loco enumeratio perficeretur, ne ullo unquam tempore de ipsis limitibus, et super exercitio spiritualis jurisdictionis a singulis antistitibus exerceandæ, exoriri dubium possit, utque propterea omnis inter conterminos episcopos controversiæ præcideret occasio; nunc tamen neque parochiarum mentio fieri potest, quum nova earum erectio et divisio peragi debeat ab archiepiscopis et episcopis in sua respective diocesi, postquam canonice fuerint instituti, juxta facultatem a sanctissimo domino nostro iisdem tributam in supradictis apostolicis litteris incipientibus, *Ecclesia Christi*; neque temporis angustia patietur ut loca singulorum enumeremus omnia ex quibus singularum diocesum territorium constare debet.

Ne igitur tantis gallicanarum ecclesiarum necessitatibus diutius opem et auxilium differamus, utque celeriter et ejusdem sanctitatis suæ votis, et repetitis gallicani gubernii postulationibus, et catholicorum omnium precibus ac desiderii satisfaciamus, eam, tot utilitatibus propositis, inire cogimur rationem, qua rem omnem explicare, retentis aliquo pacto sedis apostolicæ regulis et consuetudinibus, expeditissime possimus.

Ratio tantam quam in circumitu novisque diocesum finibus decernendis sequimur, hæc est : quoniam scilicet singularum diocesum novæ circumscriptionis territorium complecti debebit nam aut plures ex provinciis sive regionibus gallicanis, idcirco earum provinciarum seu regionum appellationem interea sequemur in designandis locorum spatiis intra quæ cuilibet metropolitane et cathedralis ecclesiæ eorumque antistiti jurisdictioni sese continere debet.

Nous donnerons ensuite à cet acte toute la perfection dont il est susceptible, lorsque nous aurons connaissance des paroisses et de tous les lieux contenus dans chaque diocèse, et que les nouveaux évêques pourront nous prêter leur secours, et nous procurer, sur la demande que nous ne manquerons pas de leur faire, tous les moyens de rendre ce même acte aussi régulier et aussi parfait qu'il peut l'être.

Mais, afin de nous exprimer en peu de mots et avec clarté, nous assignons respectivement aux métropoles et cathédrales érigées par les lettres apostoliques ci-dessus, une église métropolitaine et cathédrale qui leur soit propre, et les titres des saints patrons sous le nom desquels elles seront désignées; et nous y joindrons les noms des départemens que nous avons intention d'assigner en entier pour diocèse auxdites métropoles ou cathédrales, outre la ville où l'église cathédrale ou métropolitaine sera érigée.

En conséquence, pour la plus grande gloire de Dieu, pour l'honneur de la bienheureuse vierge Marie, que l'illustre nation française révère comme sa principale patronne, et de tous les saints qui seront également donnés pour patrons à chaque diocèse, et en même temps pour la conservation et l'accroissement de la religion catholique, usant des facultés ci-dessus accordées, nous traçons et nous déterminons, dans le tableau qui suit, les titres des églises métropolitaines et cathédrales, et les limites des nouveaux diocèses de France, dans le même ordre que sa sainteté a suivi en désignant les nouvelles églises métropolitaines avec leurs évêchés suffragans.

Hinc vero actum, novorum antistitem auxilio et adjuncta parochiarum omnium et locorum in unaquaque diocesi contentorum descriptione, tunc plenius exactiusque periciemus, quoniam ii, secundum ea quæ ab iisdem diligenter postulabimus, quidquid ad idem opus numeris omnibus absolvendum necessarium erit, nobis suppeditabunt.

Ut autem una et brevitate et perspicuitate inseruiamus, singulis metropolitani et cathedralibus, ut supra, erectis, propriam metropolitani et cathedralis respective ecclesiam, titulosque sanctorum patronorum sub quorum invocatione appellandæ erunt, præfigemus; nominaque provinciarum seu regionum adjuvamus, quarum integram extensionem, præter ipsam civitatem in qua metropolitana vel cathedralis erecta est, pro diocesi singulis supradictis ecclesiis intendimus assignare.

Itaque, ad maiorem omnipotentis Dei gloriam, beatissimæ virginis Mariæ, quam inclita gallicana natio ut patronam præcipue veneratur, sanctorumque quos singulæ dioceses in patronos pariter habebunt, honorem, itemque ad catholicæ religionis conservationem et incrementum, utentes facultatibus nobis ut supra tributis, metropolitani et cathedralium ecclesiarum titulos, novarumque gallicanarum diocesium limites in subiecto elenco describimus atque assignamus, eundem tenentes ordinem quem sanctitas sua in designandis novis metropolitani cum suis suffraganeis ecclesiis secuta est.

Tableau des métropoles et cathédrales, avec les noms des saints patrons titulaires sous lesquels l'église principale de chacune d'elles est dédiée, et avec les noms des départemens qui sont compris dans les limites de chaque diocèse.

MÉTROPOLES et CATHÉDRALES.	SAINTS PATRONS.	LIMITES DES DIOCÈSES.
Métropole de PARIS.....	L'Assomption de la bienheureuse vierge Marie.	1. La Seine.
Versailles.....	St-Louis, roi et confesseur..	2. Seine-et-Oise, Eure-et-Loir.
Meaux.....	St-Etienne, premier martyr..	2. Seine-et-Marne, la Marne.
Suffragans..		
Amiens.....	La bienheureuse vierge Marie.	2. Somme, Oise.
Arras.....	La bienheureuse vierge Marie.	1. Pas-de-Calais.
Cambrai.....	La bienheureuse vierge Marie.	1. Nord.
Soissons.....	St-Gervais et St-Protais, martyrs.	1. Aisne.
Orléans.....	La salote Croix.....	2. Le Loiret, Loir-et-Cher.
Troyes.....	St-Pierre et St-Paul, apôtres.	2. L'Aube, L'Yonne.
Métropole de BOURGES.....	St-Etienne, premier martyr..	2. Cher, Indre.
Limoges.....	St-Etienne, premier martyr..	3. Creuse, Corrèze, Haute-Vienne.
Clermont.....	La bienheureuse vierge Marie.	2. Allier, Puy-de-Dôme.
Saint-Flour.....	St-Flour, évêque et confesseur.	2. Haute-Loire, Cantal.
Métropole de LYON.....	St-Jean-Baptiste et St-Etienne, martyr.	3. Rhône, Loire, Ain.
Mende.....	La bienheureuse vierge Marie et St-Privat, évêque et confesseur.	2. Ardèche, Lozère.
Suffragans..		
Grenoble.....	La bienheureuse vierge Marie.	1. Isère.
Valence.....	St-Apollinaire, évêque et martyr.	1. Drôme.
Chambéri.....	St-François-de-Sales, évêque et confesseur.	2. Mont-Blanc, Léman.
Métropole de ROUEN.....	La bienheureuse vierge Marie.	1. Seine-Inférieure.
Evreux.....	La bienheureuse vierge Marie.	1. Eure.
Sées.....	La bienheureuse vierge Marie.	1. Orne.
Suffragans..		
Bayeux.....	La bienheureuse vierge Marie.	1. Calvados.
Contances.....	La bienheureuse vierge Marie.	1. La Manche.
Métropole de TOURS.....	St-Gatien, confesseur, premier évêque de Tours	1. Indre-et-Loire.
Le Mans.....	St-Julien, évêque et confesseur.	2. Sarthe, Mayenne.
Angers.....	St-Maurice et ses compagnons, martyrs.	2. Maine-et-Loire
Suffragans..		
Rennes.....	St-Pierre, apôtre.....	1. Ille-et-Vilaine.
Nantes.....	St-Pierre, apôtre.....	1. Loire-Inférieure.
Quimper.....	St-Corentin, évêque et confesseur.	1. Finistère.
Vannes.....	St-Pierre, apôtre.....	1. Morbihan.
Saint-Brieuc.....	St-Etienne, premier martyr..	1. Côtes-du-Nord.

Elencus ecclesiarum metropolitanarum et cathedralium, cum nominibus sanctorum titularium patronorum sub quorum invocatione in unaquaque ecclesia metropolitana et cathedrali templum majus erit appellandum; itemque nomina provinciarum seu regionum quarum extensionem et circuitum unaquaque diœcesis pro suo territorio ejusque limitibus habebit.

METROPOLITANÆ et CATHEDRALES.	INVOCATIONES sanctorum titularium patronorum.	LIMITES DIOECESIUM.
Metropolitana PARISIENSIS . . . / Versalliensis . . . Meudensis Suffraganeæ . . . Ambianensis . . . Atrebatensis . . . Cameracensis . . . Suessionensis . . . Aurelianensis . . . Trecentis	Beatæ Mariæ virginis in cœ- lum assumptæ . S. Ludovici, Franciæ regis . . S. Stephani, protomartyris . . Beatæ Mariæ virginis Beatæ Mariæ virginis Beatæ Mariæ virginis SS. Gervasii et Protasii, mar- tyrum . S. Crucis D. N. J. C. SS. Petri et Pauli, apostol . .	1. Provincia seu regio Si- quana. 2. Sequana et Oësis, Eburæ et Liderici. 2. Sequana et Matronæ, iten- que Matronæ. 2. Sinuæ, Oësis. 1. Freti Gallici. 1. Septentrionis. 1. Axonæ. 2. Amois Liderici, Liderici et Cari. 2. Albæ, Icaunæ.
Metropolitana BITURICENSIS . . Lemovicensis . . . Suffraganeæ . . . Clamontensis . . . Sancti-Flori	S. Stephani, protomartyris . . S. Stephani, protomartyris . . Beatæ Mariæ virginis S. Flori, episcopi et confes- soris .	2. Amnis Cari, Ingeris. 3. Crosæ, Amois Corresii et Vigennæ Superioris. 2. Flaveri, Montis-Dumæ. 2. Ligeris-Superioris, Montis Catalini.
Metropolitana LUGDUNENSIS . . Mimatensis Suffraganeæ . . . Gratianopolitana . . . Valentinensis . . . Canberiensis	SS. Joannis Baptiste et Ste- phani, protomartyris. Beatæ Mariæ virginis, et S. Pri- vati, episcopi et confessoris. Beatæ Mariæ virginis S. Apollinaris, episcopi et mar- tyris . S. Francisci Salesii, episcopi et confessoris .	3. Rhodani, Ligeris, Idani. 2. Ardeschæ, Lozerani-Montis. 1. Isaræ. 1. Drômæ. 2. Montis-Albi, Lemani La- cus.
Metropolitana ROTHOMAGENSIS . Ebroicensis Suffraganeæ . . . Sagiensis Bajocensis Constantiensis pro- vinciæ Rotho- magensis	Beatæ Mariæ virginis Beatæ Mariæ virginis Beatæ Mariæ virginis Beatæ Mariæ virginis Beatæ Mariæ virginis Beatæ Mariæ virginis	1. Sequanæ Inferioris. 1. Eburæ. 1. Olinæ. 1. Rupis Calvados nuncupatæ. 1. Oceani Britannici.
Metropolitana TURONENSIS . . . Cenomanensis . . . Suffraganeæ . . . Audegavensis . . . Rhodonensis . . . Nannetensis . . . Corisopitensis . . . Venetensis Brocensis	S. Gatiani, episcopi et eou- fessoris . S. Juliani, episcopi SS. Mauriti et sociorum, mar- tyrum . S. Petri, apostoli S. Petri, apostoli S. Corentini, episcopi et cou- fessoris . S. Petri, apostoli S. Stephani, protomartyris . .	1. Ingeris et Ligeris. 2. Saris, Medunæ. 1. Medunæ et Ligeris. 1. Isolæ et Vilanæ. 1. Ligeris Inferioris. 1. Finisterræ. 1. Sinus Morbihani. 1. Oram Septentrionalium.

MÉTROPOLES et CATHÉDRALES.	SAINTS PATRONS.	LIMITES DES DIOCÈSES.
Métropole de BORDEAUX..... Suffragans... { Angoulême..... Poitiers..... La Rochelle.....	St-André, apôtre..... St-Pierre, apôtre..... St-Pierre, apôtre..... St-Louis, roi et confesseur..	1. Gironde. 2. Charente, Dordogne. 2. Deux-Sèvres, Vienne. 2. Charente-Inférieure, Ven- dée.
Métropole de TOULOUSE..... Suffragans... { Cahors..... Agen..... Carcassonne..... Montpellier..... Bayonne.....	St-Etienne, premier martyr.. St-Etienne, premier martyr.. St-Etienne, premier martyr.. St-Nazaire et St-Celse, martyrs St-Pierre, apôtre..... La bienheureuse vierge Marie.	2. Haute-Garonne, Ariège. 2. Le Lot, l'Aveyron. 2. Lot-et-Garonne, Gers. 2. Aude, Pyrénées-Orientales. 2. Hérault, Tarn. 3. Landes, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées.
Métropole d'Aix..... Suffragans... { Avignon..... Digne..... Nice..... Ajaccio.....	St-Sauveur..... Notre-Dame des dons..... La Sainte-Vierge et St-Jérôme. St-Réparate, vierge..... St-Euphrase, évêque et con- fesseur.	2. Bouches-du-Rhône, Var. 2. Gard, Vaucluse. 2. Hautes et Basses-Alpes. 1. Alpes-Maritimes. 2. Golo, Lismone.
Métropole de BESANCON..... Suffragans... { Autun..... Strasbourg..... Dijon..... Nancy..... Metz.....	St-Jean, apôtre et évangéliste, et St-Etienne, premier mar- tyr. St-Lazare..... La bienheureuse vierge Marie. St-Etienne, premier martyr.. La bienheureuse vierge Marie St-Etienne, premier martyr..	3. Doubs, Jura, Haute-Saône. 2. Saône-et-Loire, la Nièvre. 2. Haut-Rhin, Bas-Rhin. 2. Haute-Marne, Côte-d'Or. 3. Meuse, Meurthe, Vosges. 3. Ardennes, Forêts, Moselle.
Métropole de MALINES..... Suffragans... { Tournai..... Gand..... Namur..... Liège..... Aix-la-Chapelle.. Trèves..... Mayence.....	St-Romuald, évêque et con- fesseur. La bienheureuse vierge Marie. St-Bavon, évêque et confesseur. St-Alban, martyr..... St-Lambert, évêque et martyr. La bienheureuse vierge Marie. St-Pierre, apôtre..... St-Martin, évêque et confes- seur.	2. Deux-Nèthes, la Dyle. 1. Jemmape. 2. L'Escaut, la Lys. 1. Sambre-et-Meuse. 2. L'Ourthe, Meuse-Inférieure. 2. La Roër, Rhin-et-Moselle. 1. Sarre. 1. Mont-Tonnerre.

Sa sainteté aurait désiré conserver l'honneur d'avoir un siège archiepiscopal ou episcopal à plusieurs autres églises célèbres par l'antiquité de leur origine, laquelle remonte jusqu'à la naissance du christianisme, par des prérogatives

METROPOLITANÆ et CATHEDRALES.	INVOCATIONES sanctorum titularium patronorum.	LIMITES DIOCESIUM.
Metropolitana BURDEGALENSIS.	S. Andree, apostoli.....	1. Gironnæ.
Engolismensis. . . .	S. Petri, apostoli.....	2. Carentoni, et Dordonie.
Pictaviensis. . . .	S. Petri, apostoli.....	2. Utriusque Separis, et Vi- genus.
Suffraganeæ. . . .	Rupellensis. . . . S. Ludovici, regis et confes- soris.	2. Inferioris Carentoni, et Amnis Vandeani.
Metropolitana TOLOSANA. . . .	S. Stephani, protomartyris..	2. Garunnæ Superioris et Au- rigeræ.
Cadurensis. . . .	S. Stephani, protomartyris..	2. Oldi, alias Loti, et Aveyro- nia.
Agennensis. . . .	S. Stephani, protomartyris..	2. Loti et Garunnæ, Amnis Gersii.
Suffraganeæ. . . .	Carcassonensis. . . . SS. Nazarii et Celsi, martyrum.	2. Ataxis, et Partis Pyrenæo- rum Orientalium.
Montispessulani. . . .	S. Petri, apostoli.	2. Arauræ, Tarnis.
Bajonensis.	Beatæ Mariæ virginis.	3. Agri Syrtiei, Pyrenæorum Inferiorum et Superio- rum.
Metropolitana AQUENSIS.	Sacratissimi Salvatoris.	2. Ostiorum Rhodani, et Vari
Aveionensis. . . .	Beatæ Mariæ virginis donorum.	2. Amnis Gardi, Fontis Vau- clusi.
Suffraganeæ. . . .	Dignensis. Beatæ Mariæ virginis.	2. Super et Infer. Alpium.
Niciensis.	Sanctæ Reparata, virginis. . . .	1. Alpium Maritimarum.
Adjaensis.	S. Euphrasii, episcopi et con- fessoris.	2. Colonia, et Limonis.
Metropolitana BISUNTINA. . . .	SS. Joannis, apostoli et evan- gelistæ, ac Stephani, proto- martyris.	3. Dubis, Jurassi, et Araris- Superioris.
Augustodunensis. . . .	S. Lazari a Christo suscitati..	2. Araris et Ligeris, et Am- nis Niverni.
Suffraganeæ. . . .	Argentensis. . . . Beatæ Mariæ virginis.	2. Rheni-Superioris, et Rheni- Inferioris.
Divionensis.	S. Stephani, protomartyris..	2. Matronæ - Superioris, et Collis Aurei.
Nanceiensis.	Beatæ Mariæ virginis.	3. Mosæ, Mortæ et Vossagi Saltus.
Metensis.	S. Stephani, protomartyris..	3. Ardennæ Sylvæ, Sylvarum, et Mosellæ.
Metropolitana MECLINENSIS. . . .	S. Rouualdi, episcopi et con- fessoris.	2. Utriusque-Nethæ, Dilæ.
Tornacensis.	Beatæ Mariæ virginis.	1. Gemmapii.
Suffraganeæ. . . .	Candavensis. . . . S. Bavonis, episcopi et con- fessoris.	2. Scaldis, et Legiæ.
Namurcensis.	S. Albani, martyris.	1. Sabis, et Mosæ.
Leodiensis.	S. Lamberti, episcopi et mar- tyris.	2. Mosæ-Inferioris, et Urthæ.
Aquisgranensis. . . .	Beatæ Mariæ virginis.	2. Roeris, Rheni et Mosellæ.
Trevirensis.	S. Petri, apostoli.	1. Saravi.
Moguntina.	S. Martini, episcopi et con- fessoris.	1. Montis Tonitru.

Optabat quidem sanctitas sua ut archiepiscopalis sen episcopalis cæthedræ honor conservaretur pluribus aliis ecclesiis quæ, quum propter antiquitatem originis quam a primis christianæ reli-
gionis exordiis repetunt venerabiles, tum propter earum prærogativas suorumque antistitum

illustres, et par la gloire de leurs pontifes, et qui ont d'ailleurs toujours bien mérité de la religion catholique : mais comme la difficulté du temps et l'état actuel des lieux ne le permettent pas, il paraît très convenable, et c'est le vœu des catholiques, que l'on conserve au moins la mémoire de quelques unes des plus révérees, pour être à ux nouveaux évêques un motif continuel qui les excite à la pratique de toutes les vertus.

A cet effet, usant de l'autorité apostolique mentionnée dont nous avons été revêtus, soit en général, par les lettres apostoliques précitées, scellées en plomb, soit d'une manière spéciale, par celles en date du 29 novembre 1801, expédiées sous l'anneau du pêcheur, nous appliquons et nous unissons la dénomination et le titre de ces mêmes anciennes églises à quelques unes de celles qui sont nouvellement érigées, dont l'arrondissement (diocésain s'il s'agit d'églises cathédrales, ou métropolitain s'il est question d'églises métropolitaines) comprend, en tout ou en partie, les anciens diocèses de ces églises illustres dont nous avons parlé, le tout conformément à l'énumération ci-dessous.

Tableau des églises métropolitaines et cathédrales auxquelles on a uni les dénominations et les titres de quelques autres églises supprimées.

NOUVELLES MÉTROPOLIS.	TITRES des métropoles supprimées.	NOUVELLES CATHÉDRALES.	TITRES des évêques supprimés.
Paris.	Reims et Seus.	Amiens.	Beauvais et Noyon.
Lyon.	Vienne et Embrun.	Soissons.	Laon.
Toulouse.	Auch, Albi et Narbonne.	Troyes.	Châlons-sur-Marne et Auxerre.
Aix.	Arles.	Dijon.	Langres.
		Chambery.	Genève.

gloriam celeberrimæ, optimeque de catholica religione sunt merite. Quoniam vero temporaria difficultates et circumstantiæ locorum id minime passæ sunt, maxime expediens videtur, ut aliquorum saltem ex illustrioribus, quod catholicorum desideriis respondet, memoria retineatur, quæ novis antistitibus ipsa per se ad omnem virtutem præbeat incitamenta.

Propterea nos de præfata apostolica auctoritate, tum generatim in præinsertis apostolicis sub plumbo litteris, tum in specialibus sub annulo piscatoris, die 29 novembris anni 1801 a S. S. datis, nobis tributa, aliquibus ecclesiis noviter erectis, intra quarum (diocesium si de cathedralibus, si vero de metropolitaniis agitur intra quarum metropoleon) fines, antiquæ supradictarum insignium ecclesiarum quæ, ut præfertur, suppressæ et extinctæ sunt, dioceses, vel earum pars aliqua consistit, denominationem et titulum earundem antiquarum ecclesiarum adiungimus et applicamus, juxta hanc nostram quam hic addimus enumerationem.

Elencus ecclesiarum metropolitinarum et cathedralium novæ erectionis, quibus denominationes et tituli suppressarum ecclesiarum sive archiepiscopaliû, sive episcopaliû, applicati sunt.

METROPOLITANÆ NOVÆ erectionis.	TITULI archiepiscopaliû suppressarum.	CATHÉDRALES novæ erectionis.	TITULI episcopaliû suppressarum.
Parisiensis.	Remensis et Senonensis.	Ambianensis.	Bellovacensis et Noviomensis.
Lugdunensis.	Viennensis et Ebredu- nensis.	Suessionensis. . . .	Laudunensis.
Tolosana.	Auxitanensis, Albiensis et Narbonensis.	Trecensis.	Catalaunensis et Autissin- dorensis.
Aquensis.	Arelatensis.	Dionensis.	Lingonensis.
		Chamberyensis.	Felchenensis.

Conséquemment, nous ordonnons, en vertu de l'autorité apostolique à nous déléguée, et nous donnons respectivement la faculté aux archevêques et aux évêques qui seront canoniquement institués, de joindre chacun au titre de l'église qui lui sera confiée, les autres titres des églises supprimées que nous avons mentionnées dans le tableau ci-dessus; de manière, cependant, que de cette union et de cette application de titres, uniquement faites pour l'honneur et pour conserver le souvenir de ces églises illustres, on ne puisse en aucun temps en conclure, ou que ces églises subsistent encore, ou qu'elles n'ont pas été réellement supprimées, ou que les évêques à qui nous permettons d'en joindre les titres au titre de celle qu'ils gouverneront, acquièrent par là aucune autre juridiction que celle qui est expressément conservée à chacun d'eux par la teneur de notre présent décret.

Après avoir assigné respectivement à chacune des soixante églises métropolitaines ou cathédrales nouvellement érigées, les saints patrons titulaires sous l'invocation desquels le temple principal de chacune d'elles sera désigné, et après avoir fixé les bornes de leurs diocèses respectifs, l'ordre des matières demande que nous en venions d'abord aux chapitres de ces mêmes églises. Parmi les autres choses que notre très saint père nous a ordonnées dans les lettres apostoliques si souvent mentionnées, il nous a recommandé, en particulier, de prendre les moyens que les circonstances pourront permettre, pour qu'il soit établi de nouveaux chapitres dans les églises métropolitaines et cathédrales, ceux qui existaient auparavant en France ayant été supprimés; et nous avons reçu, à cet effet, par ces mêmes lettres apostoliques, la faculté de subdéléguer pour tout ce qui concerne cet objet. Usant donc de cette faculté qui nous a été donnée, nous accordons aux archevêques et évêques qui vont être nommés, le pouvoir d'ériger un chapitre dans leurs métropoles et cathédrales respectives, dès qu'ils auront reçu l'institution canonique, et pris en main le gouvernement de leurs diocèses, y établissant le nombre de dignités et d'offices qu'ils jugeront convenable dans les circonstances, pour l'honneur et l'utilité de leurs métropoles et cathédrales, en se conformant à tout ce qui est prescrit par les conciles et les saints canons, et à ce qui a été constamment observé par l'Eglise.

Archiepiscopis ergo et episcopis canonice instituendis, quorum ecclesiarum nomina in superiori elenco descripta sunt, apostolica nobis delegata auctoritate mandamus, et respective potestatem facimus, ut eorum quilibet titulo ecclesiae ad quam promoti fuerint, alios quoque suppressarum ecclesiarum titulos adjungant, quos nos in supradicto elenco adnotavimus; ita tamen ut ex hac titulorum unione et applicatione, propter ecclesiarum quarundam insignium memoriam et honorem unice facta, nullo unquam tempore deduci possit, aut eandem ecclesiam adhuc supersse, nec resisteri fuisse suppressas, aut antistites quibus suarum ecclesiarum titulos eorundem titulorum adjungendorum potestatem fecimus, ullam aliam, præter eam quam singulis hujus decreti nostri tenore expresse tribuimus, jurisdictionem adscriptam fuisse.

Assignatis sanctis titularibus patronis sub quorum invocatione in unaqueque ex sexaginta erectis metropolitana et cathedralibus respective ecclesiis templum majus erit appellandum, præfatisque singularum diocesium limitibus, postulat rerum ordo ut ad reliqua procedentes, ab earundem ecclesiarum capitulis ducamus exordium. Inter cætera enim que nobis a sanctissimo domino nostro in ample laudatis litteris apostolicis mandata sunt, alterum illud est, ut suppressis jam a sanctitate sua antiquis omnibus gallicani territorii capitulis, nova in singulis metropolitana et cathedralibus ecclesiis, qua ratione fieri poterit, constituantur. Quod quum ita nobis commissum sit, ut facultas quoque has partes subdelegandi per memoratas litteras apostolicas nobis ipsis tributa fuerit; idem hujus facultatis vigore archiepiscopis et episcopis Galliarum primo futuris facultatem concedimus, ut posteaquam canonice instituti ecclesiarum suarum regimen actu consecuti erunt, capitulum in metropolitana et cathedralibus respective ecclesiis suis erigere ipsi possint juxta formam a sacris canonibus conciliisque prescriptam et ab Ecclesia hucusque servatam, cum eo dignitatum et canonicorum numero quem ad eorundem metropolitansarum et cathedralium ecclesiarum utilitatem et honorem, uteris rerum circumstantiis, expedire judicabunt.

Nous exhortons fortement les archevêques et évêques d'user, le plus tôt qu'il leur sera possible, de cette faculté pour le bien de leurs diocèses, l'honneur de leurs églises métropolitaines et cathédrales, pour la gloire de la religion, et pour se procurer à eux-mêmes un secours dans les soins de leur administration, se souvenant de ce que l'Eglise prescrit touchant l'érection et l'utilité des chapitres.

Nous espérons qu'ils pourront le faire d'autant plus facilement, que, dans la convention même conclue à Paris entre sa sainteté et le gouvernement français, il est permis à tous les archevêques et évêques de France d'avoir un chapitre dans leur cathédrale ou leur métropole.

Or, afin que la discipline ecclésiastique, sur ce qui concerne les chapitres, soit observée dans ces mêmes églises métropolitaines et cathédrales, les archevêques et les évêques qui vont être nommés, auront soin d'établir et d'ordonner ce qu'ils jugeront, dans leur sagesse, être nécessaire ou utile au bien de leur chapitre, à leur administration, gouvernement et direction, à la célébration des offices, à l'observance des rites et cérémonies, soit dans l'église, soit au chœur, et à l'exercice de toutes les fonctions qui devront être remplies par ceux qui en posséderont les offices et les dignités. La faculté sera néanmoins laissée à leurs successeurs de changer ces statuts, si les circonstances le leur font juger utile et convenable, après avoir pris l'avis de leurs chapitres respectifs. Dans l'établissement de ces statuts, comme aussi dans les changemens qu'on y voudra faire, on se conformera religieusement à ce que prescrivent les saints canons, et on aura égard aux usages et aux louables coutumes autrefois en vigueur, en les accommodant à ce qu'exigeront les circonstances. Tous les archevêques et évêques, après avoir érigé leurs chapitres, et avoir statué sur tout ce qui les concerne, nous transmettront les actes en forme authentique de cette érection, et tout ce qu'ils auront ordonné à son égard, afin que nous les puissions insérer dans notre présent décret, et que rien ne manque à la parfaite exécution des lettres apostoliques.

Après avoir ainsi érigé les églises métropolitaines et cathédrales, il nous restera encore à régler ce qui regarde leur dotation et leurs revenus, sui-

Et deinde autem archiepiscopos et episcopos rosis adhortamur ut, quanto citius fieri poterit, supradicta facultate, ad suarum diocesium utilitatem, ecclesiarum tam metropolitandarum quam cathedralium honorem, religionis decus, ac administrationis suae levamen, utantur, memores eorum quae ab Ecclesia circa capitulorum erectionem et utilitatem sancita sunt.

Quod quidem eo facilius ab ipsis peragi posse confidimus, quod in ipsamet supra memorata conventionis inter sanctitatem suam et gallicanum gubernum Parisiis feliciter inita statutum sit, singulos archiepiscopos et episcopos gallicani territorii unum in ecclesia metropolitana et cathedrali capitulum habere posse.

Ut vero in iisdem metropolitana et cathedralibus ecclesiis in iis quae ad capitula, ut supra, erigenda spectant, ecclesiastica disciplina servetur, iisdem archiepiscopis et episcopis primo futuris curae erit, ut quae pertinent ad eorumdem capitulorum ac erigendorum prosperum et felicem statum, regimen, gubernium, directionem, divinarum officiorum celebrationem, ceremonias ac ritus in iisdem ecclesiis earumque choro servandos, ac alia quae libet per eorumdem capitulorum dignitates et canonicos obeunda munia, pro eorumdem archiepiscoporum et episcoporum arbitrio et prudentis deficiant et constituantur, relicta tamen eorum successoribus statutorum illorum immutandorum facultate, requisito prius capitulorum respectivorum consilio, si, attentis temporum circumstantiis, id utile et opportunum judicaverint; in ipsis autem statutis vel emendandis vel immutandis religiosa sacrorum canonum observantia retineatur, usuumque ac consuetudinum laudabilium antea vigentium, praesentibusque circumstantiis accommodatarum, ratio habeatur. Quam quidem capitulorum erectionem, ceteraque omnia ad ipsa capitula pertinentia singuli archiepiscopi et episcopi quum primum perfererint, erectionis huiusmodi, omnique hanc in rem constitutorum acta authentica forma exarata nobis reddenda curent, ut ad perfectam apostolicarum litterarum executionem huic nostro decreto inserere possimus.

Porro metropolitana et cathedralibus ecclesiis sic constitutis, illud supersedet, ut iuxta receptam apostolicae sedis consuetudinem de earundem dotatione et redditibus statueremus. Sed quum

vant la pratique observée par le saint-siège. Mais attendu que le gouvernement français, en vertu de la convention mentionnée, a pris sur lui le soin de cette dotation; pour nous conformer néanmoins, autant qu'il est possible, à cette coutume dont nous venons de parler, nous déclarons que la dotation de ces mêmes églises sera formée des revenus qui vont être assignés par le gouvernement à tous les archevêques et évêques, et qui, comme nous l'espérons, seront suffisants pour leur donner les moyens de soutenir décentement les charges attachées à leur dignité, et d'en remplir dignement les fonctions.

Comme, d'après ce qui a été réglé dans la convention mentionnée ci-dessus, ratifiée par les lettres apostoliques précitées, il doit être fait dans tous les diocèses, par les nouveaux archevêques et évêques, une nouvelle circonscription des paroisses, que nous avons lieu d'espérer devoir suffire pour les besoins spirituels et le nombre des fidèles de chaque diocèse, de manière qu'ils ne manquent ni du pain de la parole, ni du secours des sacrements, ni enfin de tous les moyens d'arriver au salut éternel, nous avons voulu préparer la voie à cette nouvelle circonscription des paroisses, de la même manière que nous avons fait pour celle des diocèses, et écarter tous les obstacles qui pourraient empêcher les évêques de donner sur ce point, à la convention mentionnée, une prompte et entière exécution. En conséquence, usant de l'autorité apostolique qui nous a été donnée, nous déclarons, dès maintenant, supprimées à perpétuité, avec leurs titres, la charge d'âmes et toute espèce de juridiction, toutes les églises paroissiales comprises dans les territoires des diocèses de la nouvelle circonscription, et dans lesquelles la charge d'âmes est exercée par quelque prêtre que ce soit, ayant titre de curé, recteur, vicaire perpétuel, ou tout autre titre quelconque, de manière qu'à mesure qu'un curé ou recteur sera placé par l'autorité des nouveaux évêques dans chacune des églises érigées en paroisse, toute juridiction des anciens curés devra entièrement cesser dans le territoire assigné aux nouvelles paroisses, et que nul ne pourra être regardé et tenu pour curé, recteur, ou comme ayant aucun autre titre, quel qu'il soit, ni exercer aucune charge d'âmes dans ces mêmes églises ou dans leur territoire.

nae ipsam dotationem gallicanum gubernium, memoratæ conventiunis vigore, in se suscepit, ut, quantum in nobis est, præfatæ consuetudini satisficiamus, declaramus eandem ecclesiarum dotationem ex iis redditibus conflata fore qui ab ipso gubernio, juxta præfatæ conventionis tenorem, singulis archiepiscopis et episcopis quam primum assignandi erunt, quosque sufficientes fore juxta confidimus, ut iidem archiepiscopi et episcopi dignitatis sue decenter opera ferre et munia digne valeant implere.

Et quoniam, ut in sæpe memorata conventionne Parisiis peracta, atque a sanctitate sua per apostolicas supra citatas litteras approbata, constitutum est, nova a futura archiepiscopis et episcopis parochiarum circumscriptioni in singulorum diocesis facienda est, quam minime dubitamus talem futuram quæ fidelium in uniusquaque diocesi existentium tum copiam, tum necessitati respondeat, ne illis doctrinæ pabula, sacramentorum subsidia, atque ad æternam salutem assequendum adjumenta possint deesse, ut impedimenta omnia quæ expeditum ac plenam ipsius conventionis huc in parte executionem a singulis antistitibus peragendam retardare possent penitus removeantur, necessarium propterea ducimus ut, eo modo quo de diocesis factum est, hujusmodi novæ parochiarum circumscriptioni viam sternamus. Hinc ergo est, quod nos de præfata apostolica auctoritate nobiscum, ut supra, communicata, omnes et singulas parochiales ecclesias quæ in territoriis diocesium novæ circumscriptionis continuentur, et in quibus animarum cura per quemcumque presbyterum exercetur, qui parochi, rectores, vicarii perpetui, aut alii quocumque titulo et appellatione gaudet, cum suis titulis, animarum cura, et jurisdictione quocumque, vixit per totum, suppressas perpetuo fore declaramus; ita ut, quum singulis ecclesiis in uniusquaque diocesi in parochiales erectis singuli parochi seu rectores, novorum antistitum auctoritate præfecti fuerint, omnis antiquorum parochiarum jurisdictio in territoriis novis parochiis assignatis cessare prorsus debeat, neque ullus, præter novos parochos seu rectores a novis antistitibus institutos, illarum ecclesiarum, aut in eo territorio parochus, rector, aut alii quilibet titulo et appellatione gaudens, censeri et haberi, neque animarum in eo territorio levitularum curam exercere amplius possit.

Les mêmes archevêques et évêques déclareront que les revenus qui devront être assignés à chaque église paroissiale, conformément à ce qui a été réglé par la convention ci-dessus mentionnée, tiendront lieu à ces églises de dotation.

Après que les évêques auront exécuté toutes ces choses, ce que nous désirons qu'ils fassent le plus tôt qu'il leur sera possible, et nous les y exhortons fortement, chacun d'eux aura soin de nous transmettre un exemplaire en forme authentique de l'acte d'érection de toutes les églises paroissiales de son diocèse, avec le titre, la nomination, l'étendue, la circonscription, les limites, les revenus de chacune, ainsi que les noms des villes, villages et autres lieux dans lesquels chaque paroisse aura été érigée, afin que nous puissions pareillement joindre cet acte dans notre présent décret, et pour qu'il tienne lieu de l'énumération que nous aurions dû faire, suivant la coutume reçue, des paroisses et des lieux dont le territoire de chaque diocèse sera formé.

Tous les archevêques et évêques qui seront préposés aux églises de la nouvelle circonscription, devront, conformément à ladite convention, travailler, suivant leurs moyens et leurs facultés, à établir, en conformité des saints canons et des saints conciles, des séminaires où la jeunesse qui veut s'engager dans le service cléricale puisse être formée à la piété, aux belles-lettres, à la discipline ecclésiastique. Ils doivent donner à ces séminaires, ainsi érigés et établis (selon qu'ils jugeront devant Dieu être le plus convenable et le plus utile à leurs églises), des réglemens qui fassent prospérer l'étude de leurs sciences, et qui insinuent en toute manière la piété et la bonne discipline.

Un autre objet très important de la sollicitude des archevêques et évêques sera de procurer, par tous les moyens qui dépendront d'eux, aux églises métropolitaines et cathédrales qui auraient besoin d'être réparées, ou qui manqueraient en tout ou en partie de vases sacrés, d'ornemens et autres choses requises pour l'exercice décent des fonctions épiscopales et du culte divin, tous les secours nécessaires pour ces divers objets.

Après avoir ainsi érigé les églises métropolitaines et cathédrales, avoir

Singulis vero parochialibus ecclesiis sic erigendis, pro congrua rectorum sustentatione eos redditus qui, ut in supradicta conventione statutum est, assignandi erunt, iidem archiepiscopi et episcopi dotationis locum habituros fore declarabunt.

Hæc omnia quum singuli antistites perfecterint, quod quam citissime ut præstetur ab ipsis vehementer cupimus et hortamur, eorum quilibet nobis reddendum curet exemplar decreti authentici forma exaratum erectionis omnium ecclesiarum parochialium totius diocesis suæ, adjuncto singularum titulo, invocatione, extensione, terminatione, limitibus, congrua, adnotatisque nominibus civitatum, pagorum et locorum in quibus singulas parochias erexerint, et exemplar ipsum nostro pariter huic decreto inserere possimus ad supplementum enumerationem parochiarum et locorum ex quibus unaquaque diocesis extare debet, quæ juxta receptam consuetudinem a nobis peragi debuisset.

Seminarium quoque, ut in supra memorata conventione similiter firmatum est, ad erudiendum in pietate, litteris omnique ecclesiastica disciplina juventutem que clericali militia est viam ingressura, quibus poterunt modis ac temporalibus adjumentis ad SS. canonum et conciliorum sanctiones archiepiscopi et episcopi omnes ecclesiis novæ circumscriptionis præficiendi, quam citissime fieri poterit, curent instituendum, etque sic erecto et instituto eas leges præscribant, tum quod ad scientiarum studia, tum quod ad omnem pietatis et discipline rationem quæ magis accommodatæ suarum ecclesiarum utilitatibus temporumque circumstantiis ipsis in Domino videbuntur.

In id præterea archiepiscopi et episcopi ipsi sedulo incumbant, ut metropolitane et cathedrales ecclesie, si quæ vel reparatione aliqua indigeant, vel sacris suppellectilibus ceterisque, pro decenti pontificali non diviniq. cultus exercitio, vel omnino cariant, vel non satis instructæ sint, ad utramque rem ipsis necessaria comparantur.

Metropolitanis et cathedralibus ecclesiis ut supra erectis, finibus singularum thesaurum novæ

fixé les limites de tous les diocèses de la nouvelle circonscription, et avoir réglé tout ce qui concerne les érections des chapitres, des paroisses, des séminaires et de tout l'ordre de l'Eglise de France, nous, en vertu de l'autorité apostolique, expresse et spéciale, assignons à perpétuité, donnons respectivement et soumettons auxdites nouvelles églises et à leurs futurs évêques, pour les choses spirituelles et dans l'ordre de la religion, les cités érigées en métropoles ou en évêchés, les provinces ou départemens désignés et attribués pour diocèse à chaque église, les personnes de l'un et de l'autre sexe, laïques, clercs et prêtres, qui se trouvent dans ces pays, pour devenir leurs cité, territoire, diocèse, leur clergé et leur peuple.

En conséquence, nous permettons, en vertu de l'autorité apostolique, aux personnes qui seront données pour archevêques et pour évêques aux villes archiépiscopales et épiscopales ainsi érigées, tant pour cette fois que pour l'avenir, lors de la vacance des sièges, et en même temps nous leur ordonnons et commandons de prendre librement, en vertu des bulles de provision, et, après l'avoir prise, de conserver à perpétuité, par eux-mêmes ou par d'autres en leur nom, possession véritable, réelle, actuelle et corporelle du gouvernement, de l'administration et de toute espèce de droit diocésain sur les villes respectives, leurs églises et leurs diocèses, et sur les revenus archiépiscopaux ou épiscopaux qui y sont ou qui devront y être affectés.

Et du moment où les nouveaux archevêques et évêques qui seront canoniquement institués, conformément à ce qui a été dit ci-dessus, auront pris en main le gouvernement de leurs églises, la juridiction de tous les anciens archevêques et évêques, chapitres, administrateurs et ordinaires, sous quelque autre titre que ce soit, devra entièrement cesser, et tous les pouvoirs de ces mêmes ordinaires ne seront plus d'aucune force ni d'aucune valeur.

Enfin, comme les désirs et les demandes du premier consul de la république française ont encore eu pour objet de régler les affaires ecclésiastiques dans les grandes îles et les vastes pays des Indes occidentales, qui sont actuellement soumis à la France, et de pourvoir aux besoins spirituels du grand nombre de fidèles qui habitent ces régions; attendu que, dans les

circumscriptionis designatis, æterisque statutis quæ capitulorum, parochiarum et seminariorum erectiones totamque gallicanarum ecclesiarum ordinationem respiciunt, nos, de speciali et expressa apostolica auctoritate, eivitates in archiepiscopales et episcopales, ut præfertur, erectas itemque memoratas, et singulis ecclesiis pro diocesi adscriptas atque attributas provincias seu regiones, et in iis contentos utriusque sexus habitatores et incolæ, tam laicos quam clericos et presbyteros, novis prædictis ecclesiis, illarumque futuris præsulibus, pro suis eivitate, territorio, diocesi, clero et populo, perpetuo assignamus et respective in spiritualibus et in ordine ad religionis officia supponimus atque subijcimus.

Quocirca personis, archiepiscopaliibus et episcopaliibus ecclesiis sic erectis et institutis, in archiepiscopos et episcopos, tam pro hac prima vice, quam aliis futuris vacationibus, apostolica auctoritate præferendi, licebit (quemadmodum iisdem de simili auctoritate præcipimus et mandamus), per se ipsos vel per alios eorum nomine, veram, realem, actualem et corporalem possessionem, seu quasi, regiminis, administrationis et omnimodi juris diocesani in respectivis prædictis eivitatibus, et earum ecclesiis et diocesis ab æmenda archiepiscopaliibus et episcopaliibus assignatis vel assignandis, vigore litterarum apostolicarum provisionis, de eorum personis libere apprehendere, apprehendereque perpetuo retinere.

Proptereaque, statim ac novi archiepiscopi et episcopi canonice, ut supra, instituti suarum ecclesiarum regimen actu consecuti erunt, omnis antiquorum archiepiscoporum, episcoporum, capitulorum, administratorum ac sub alio quoconque titulo ordinariarum jurisdictione cessare prorsus debuit, facultatesque omnes ipsorum ordinariarum nullius amplius erunt roboris vel momenti.

Denum, quoniam primi Galliarum reipublice consulis vota et postulata in id etiam intenderint, ut in magnis illis insulis amplisque Indiæ occidentaliæ regionibus quæ præsentì gallicanæ reipublice dominationi subjacent, res ecclesiasticæ componantur, et necessitati fidelium qui magno numero eas incolunt regiones consulatur, quinque sanctissimo domino nostro per suas

lettres apostoliques scellées en plomb, données à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, l'an de l'incarnation de N. S. 1801, le 29 de novembre, commençant par ces mots, *Apostolicum universæ*, notre très saint père nous a muni des pouvoirs nécessaires à cet effet, nous avons, en conséquence, commencé à prendre des mesures pour que lesdites lettres puissent recevoir leur pleine exécution.

Nous croyons enfin avoir, par notre présent décret, et par les lettres apostoliques qui y sont insérées, pourvu au rétablissement et à l'administration des églises de France, de manière à prévenir toutes les difficultés et tous les doutes.

Que si, par hasard, il s'élevait des contestations, ou s'il naissait quelque doute sur l'interprétation, le sens et l'exécution desdites lettres apostoliques, notre saint père le pape ayant trouvé bon de nous revêtir, dans ces mêmes lettres, d'amples pouvoirs pour juger de pareilles contestations, et pour faire, en général, tout ce que sa sainteté pourrait faire elle-même, nous ordonnons que ces doutes, qui pourraient troubler autant la tranquillité de l'église que celle de la république, nous soient aussitôt déferés, afin qu'en vertu de la même autorité apostolique, nous puissions respectivement les expliquer, résoudre, interpréter et décider.

Or, nous voulons que toutes ces choses, tant celles qui sont contenues dans les lettres apostoliques précitées, que dans notre présent décret, soient inviolablement observées par ceux qu'elles concernent, nonobstant toutes choses à ce contraires, même celles qui exigeraient une mention spéciale et expresse, et autres auxquelles sa sainteté a voulu déroger dans lesdites lettres.

En foi de quoi nous avons ordonné que les présentes, signées de notre main, fussent munies de la souscription du secrétaire de notre légation, et scellées de notre sceau.

Donné à Paris, en la maison de notre résidence, le 9 avril 1802.

J.-B. card. CAPRARA, légat.

Lieu $\dagger$ du sceau.

J.-A. SALA, secrétaire de la légation apostolique.

apostolicas sub plumbo litteras sub datum Romæ apud sanctam Mariam Majorem, incarnationis Dominicæ 1801, tertio cal. decembris, quarum initium, *Apostolicum universæ*, hujusmodi negotio provisum sit; huic propterea operi manum jam apposuimus ut ipsæ apostolicæ litteræ debitæ executioni mandentur.

Putamus tandem per apostolicas hic præinsertas litteras nostrumque decretum, ita provisum cuicumque rei quæ ad gallicanorum ecclesiarum statum in omne reliquum tempus componendum conducatur, ut omnibus dubiis questionibusque aditus sit occlusus.

Quod si forte acciderit, ut aliquæ excitentur controversiæ, aut super intelligentia, sensu, executione tum prædictarum litterarum, tum decreti nostri, dubium aliquod exoritur; quoniam sanctissimo domino nostro visum est in iisdem litteris ad controversias hujusmodi dijudicandas, et ad ea generatim perficienda omnia quæ per se ipsam S. S. efficere posset, amplissimis nos facultatibus instruere, declaramus ea dubia questionisque, nullis excitatis contentionibus, quæ ecclesiæ non minus quam reipublicæ tranquillitatem perturbare possent, confestim ad nos deferri debere, ut eas explicare, dissolvere, componere et respective interpretari, de præfata apostolica auctoritate possimus.

Hæc autem omnia, tam in præfatis apostolicis litteris quam in præsentî decreto contenta, ab iis ad quos spectat, inviolabiliter observari volumus; non obstantibus quibuscumque in contrarium facientibus, etiam speciali et individua mentione dignis, cæterisque quæ sanctitas sua in dictis litteris voluit non obstat.

In quorum fidem præscotes manu nostra signatas, secretarii nostræ legationis apostolicæ subscriptione nostroque sigillo muniri mandavimus.

Datum Parisiis, ex ædibus nostræ residentiæ, die 9 aprilis 1802.

J. B. cardinalis CAPRARA, Legatus.

Loco $\dagger$ sigilli.

J. A. SALA, legationis apostolicæ secretarius.

N° 468. — 29 germinal an 10 (19 avril 1802). — ARRÊTÉ qui ordonne la publication d'un indult concernant les jours de fêtes (1). (III, Bull. CCXVIII, n° 1997.)

Art. 1^{er}. L'indult donné à Paris, le 9 avril 1802, et qui fixe le nombre des jours de fêtes, sera publié, sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'il renferme, et qui sont ou pourraient être contraaires aux lois de la république, aux libertés, franchises ou maximes de l'Église gallicane.

2. Ledit indult sera transcrit, en latin et en français, sur les registres du conseil d'état, et mention en sera faite sur l'original par le secrétaire général du conseil : il sera inséré au Bulletin des lois.

Indult pour la réduction des fêtes (2).

Nous, Jean-Baptiste Caprara, cardinal prêtre de la sainte Église romaine, du titre de Saint-Onuphre, archevêque, évêque d'Iési, légat à latere de notre très saint père le pape Pie VII, et du saint-siège apostolique, auprès du premier consul de la république française.

Le devoir du siège apostolique, qui a été chargé par notre Seigneur Jésus-Christ du soin de toutes les églises, est de modérer l'observance de la discipline ecclésiastique avec tant de douceur et de sagesse, qu'elle puisse convenir aux différentes circonstances des temps et des lieux. Notre très saint père le pape Pie VII, par la divine Providence, souverain pontife, avait devant les yeux ce devoir, lorsqu'il a mis au nombre des soins qui l'occupent à l'égard de l'église de France, celui de réfléchir sur ce qu'il devait statuer touchant la célébration des fêtes dans ce nouvel ordre de choses. Sa sainteté savait parfaitement que dans la vaste étendue qu'embrasse le territoire de la république française, on n'avait pas suivi partout les mêmes coutumes ; mais que, dans les divers diocèses, des jours de fêtes différens avaient été observés. Sa sainteté observait de plus que les peuples soumis au gouvernement de la même république, avaient le plus grand besoin, après tant d'événemens et tant de guerres, de réparer les pertes qu'ils avaient faites pour le commerce et pour toutes les choses nécessaires à la vie, ce qui devenait difficile par l'interdiction du travail aux jours de fêtes, si le nombre de ces jours n'était diminué. Enfin, elle voyait, et ce n'était point sans une grande douleur, elle voyait que, dans ce pays, les fêtes, jusqu'à ce jour, n'avaient pas été observées partout avec la même

(1) Voyez la loi organique du concordat, du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), art. 41, et les notes.

(2) Texte latin :

Indultum pro reductione festorum.

Nos, Joannes Baptista, tituli sancti Onuphrii, sanctæ romanæ Ecclesiæ presbyter cardinalis Caprara, archiepiscopus, episcopus Esquis, sanctissimi domini nostri Pii P. VII, et sanctæ sedis apostolicæ, ad primum Galliarum reipublicæ consullem, a latere legatus.

Apostolicæ sedis, quæ ecclesiarum omnium sollicitudo à Domino nostro Jesu-Christo imposita fuit, officium est servandæ ecclesiasticæ disciplinæ rationem ita moderari, ut locorum ac temporum circumstantiis opportune ac suaviter provideatur. Id præ oculis habens sanctissimus dominus noster Pius, divina providentia P. VII, ad cæteras animi sui curas, quas pro gallicanis ecclesiis suscepit, eam quoque adjecit, ut, quid in novo hoc rerum ordine, quod ad festos dies constituere oporteret, deliberandum sibi proponeret. Notum siquidem societati suæ in primis erat, in tanta regionum latitudine quæ gallicanæ reipublicæ territorium constituunt, non unam hac in re eandemque consuetudinem viguisse ; sed alios in aliis diocæsisibus festos dies custoditos fuisse. Animadvertēbat præterea populus qui ejusdem reipublicæ gubernio subjecit, magnam esse, post tantos bellorum eventus, earum rerum reparandarum necessitatem, quæ ad commercium pertinent ac vitæ usus, quibus quidem reparandis, propter interdictum diebus festis mensuum laborem, enormemque dierum numerum, non ita facilis via pateret. Denique, et illud non sine magno animi dolore espendebat, non eadem ubique pietate hiæc in regionibus festos

piété, d'où il résultait en plusieurs lieux un grave scandale pour les âmes pieuses et fidèles.

Après avoir examiné et mûrement pesé toutes ces choses, il a paru qu'il serait avantageux pour le bien de la religion et de l'état de fixer un certain nombre de jours de fêtes, le plus petit possible, qui seraient gardées dans tout le territoire de la république, de manière que tous ceux qui sont régis par les mêmes lois fussent également soumis partout à la même discipline; que la réduction de ces jours vint au secours d'un grand nombre de personnes dans leurs besoins, et que l'observation des fêtes conservées en devint plus facile.

En conséquence, et en même temps pour se rendre aux désirs et aux demandes du premier consul de la république à cet égard, sa sainteté nous a enjoint, en notre qualité de son légat *a latere*, de déclarer, en vertu de la plénitude de la puissance apostolique, que le nombre des jours de fêtes, autres que les dimanches, sera réduit aux jours marqués dans le tableau que nous mettons au bas de cet indult, de manière qu'à l'avenir tous les habitants de la même république soient censés exempts, et que réellement ils soient entièrement déliés, non seulement de l'obligation d'entendre la messe et de s'abstenir des œuvres serviles aux autres jours de fêtes, mais encore de l'obligation du jeûne aux veilles de ces mêmes jours. Elle a voulu cependant que, dans aucune église, rien ne fût innové dans l'ordre et le rit des offices et des cérémonies qu'on avait coutume d'observer aux fêtes maintenant supprimées et aux veilles qui les précèdent, mais que tout soit entièrement fait comme on a eu coutume de faire jusqu'au moment présent, exceptant néanmoins la fête de l'Epiphanie de notre Seigneur, la fête Dieu, celle des apôtres saint Pierre et saint Paul, et celle des saints patrons de chaque diocèse et de chaque paroisse, qui se célébreront partout le dimanche le plus proche de chaque fête.

En l'honneur des saints apôtres et des saints martyrs, sa sainteté ordonne que, dans la récitation, soit publique, soit privée, des heures canoniales, tous ceux qui sont obligés à l'office divin, soient tenus de faire, dans la solennité des apôtres saint Pierre et saint Paul, mémoire de tous les saints

hocaque dies observatos fuisse: ut propterea ob neglectam pluribus in locis festorum dierum religionem, non parvum in bonos piosque fideles scandalum dimanaret.

Hic ergo omnibus perpensis et mature libralis, factum est ut e re tunc christiana tum publica futurum judicaverit, si status quidam festorum dierum numerus (isque quo contractior fieri posset) in toto reipublicæ territorio retinendus constitueretur, ut et omnes qui iisdem legibus continerentur, æqualitate firmata, eandem disciplinam tenerent, et eorum dierum imminutione quom levari multorum necessitas, tum facilius eorum qui reliqui fierint, observatio redderetur.

Quare, quum ad hæc primi etiam reipublicæ consulis desideria et postulata accesserint, nobis uti ejusdem sanctitatis suæ a latere legato injunxit, ut de apostolicæ potestatis plenitudine, festorum dierum, qui iidem dominici non sint, numerum ad eos tantum in universo Galliarum reipublicæ territorio contractos esse declararemus, quos ad ralem indulti hujus enumerabimus, ita ut posthac, in reliquis festis diebus, omnes ejusdem incolæ non solum a præcepto audiendi missam vacandique ab operibus servilibus, sed a jejuniis etiam obligatione in diebus qui festa hujusmodi proxime præcedunt, prorsus absoluti censeantur et sint. Eam tamen legem adjectam esse voluit, ut in festis diebus vigiliisque eos præcedentibus, quæ suppressæ decernuntur, in omnibus ecclesiis nihil de consueto divinorum officiorum sacrarumque cæremoniarum ordine ac ritu innovetur, sed omnia ea prorsus ratione peragantur qua hætenus consueverant, exceptis tamen festis Epiphaniæ domini, sanctissimi corporis Christi, S. S. apostolorum Petri et Pauli, et sanctorum patronorum cujuslibet diocesis et parochiæ, quæ in dominica proxime occurrente in omnibus ecclesiis celebrabuntur.

Ad honorem autem S. S. apostolorum et martyrum, sanctitas suæ præcipit ut, tam in publica tum in privata horarum canonicarum recitatione, omnes qui ad illas tenentur, in sollemnitate SS. apostolorum Petri et Pauli, sanctorum omnium apostolorum, in festivitate vero sancti Ste-

apôtres, et dans la fête de saint Etienne, premier martyr, mémoire de tous les saints martyrs; on fera aussi ces mémoires dans toutes les messes qui se célébreront ces jours-là. Sa sainteté ordonne encore que l'anniversaire de la dédicace de tous les temples érigés sur le territoire de la république soit célébré dans toutes les églises de France, le dimanche qui suivra immédiatement l'octave de la Toussaint.

Quoiqu'il fût convenable de laisser subsister l'obligation d'entendre la messe aux jours des fêtes qui viennent d'être supprimées, néanmoins sa sainteté, afin de donner de plus en plus de nouveaux témoignages de sa condescendance envers la nation française, se contente d'exhorter ceux principalement qui ne sont point obligés de vivre du travail des mains, à ne pas négliger d'assister ces jours-là au saint sacrifice de la messe.

Enfin, sa sainteté attend de la religion et de la piété des Français, que, plus le nombre des jours de fêtes et des jours de jeûne sera diminué, plus ils observeront avec soin, zèle et ferveur, le petit nombre de ceux qui restent, rappelant sans cesse dans leur esprit que celui-là est indigne du nom chrétien, qui ne garde pas comme il le doit les commandemens de Jésus-Christ et de son Église: car, comme l'enseigne l'apôtre saint Jean, *Quiconque dit qu'il connaît Dieu, et n'observe pas ses commandemens, est un menteur, et la vérité n'est pas en lui.*

Les jours de fêtes qui seront célébrés en France, outre les dimanches, sont.

La naissance de notre Seigneur Jésus-Christ,

L'Ascension,

L'assomption de la très sainte Vierge

La fête de tous les saints.

Donné à Paris, en la maison de notre résidence, cejourd'hui 9 avril 1802.

J.-B. card. CAPRARA, légat.

J.-A. SALA, secrétaire de la légation apostolique.

phani protomartyris, omnium sanctorum martyrum commemorationem faciant; quod idem in missis omnibus iisdem diebus celebrandis agendum erit. Eadem pariter sanctitas sua mandat ut anniversarium dedicationis templorum quæ in ejusdem gallicanæ reipublice territorio erecta sunt, in dominica quæ octavam festivitatis omnium sanctorum proxime sequetur, in cunctis gallicanis ecclesiis celebretur.

Quamvis vero æquum esset ut in diebus festis sic abrogatis præceptum saltem audiendi missam retineretur, ut tamen Galliarum populi vere paternam sanctitatis suæ in omnes caritatem magis agnoscerent, hortatur solum, atque eos præsertim qui victum parare sibi labore manuum minime coguntur, ut iis diebus sacro-æmeto missæ sacrificio haud negligant interesse.

Illud denique sanctitas sua a religione ac pietate Gallorum sibi pollicetur, ut quo minor in posterum futurus erit, tum dierum festorum, tum jejuniorum numerus, eo majori studio, fervore ac diligencia, paucos illos qui supererunt observaturi sint, illud sedulo animo reputantes, christiano numine indignum esse quisquis Christi et Ecclesiæ ejus mandata, quæ par est cura, non custodit; ut enim præclare scriptum est ab apostolo Joanne: *Qui dicit se nosse Deum, et mandata ejus non custodit, mendax est, et in hoc veritas non est.*

Dies festi præter dominicos in Galliis observandi :

Nativitas D. N. J. C.,

Ascensio,

Assumptio B. M. V.,

Festum sanctorum omnium.

Datum Parisiis, ex ædibus nostræ residentie, hac die 9 aprilis 1802.

J.-B. card. CAPRARA, legatus.

J. A. SALA, apostolicæ legationis secretarius.

N° 469. — 6 floréal an 10 (26 avril 1802). — SÉNATUS-CONSULTE *relatif aux émigrés* (1). (III, Bull. CLXXVIII, n° 1401.)

Le sénat conservateur, réuni au nombre de membres prescrit par l'article 90 de la constitution;—Vu l'extrait du registre des délibérations du conseil d'état, du 26 germinal dernier, contenant un projet d'acte d'amnistie concernant les émigrés, renvoyé au conseil d'état par les consuls de la république, l'avis du conseil d'état sur ce projet, ledit avis approuvé par le premier consul, et tendant à ce que le projet d'acte d'amnistie soit présenté au sénat pour devenir la matière d'un sénatus-consulte;—Vu pareillement l'arrêté du premier consul, du 4 de ce mois, par lequel trois conseillers d'état sont nommés pour porter au sénat le projet d'acte d'amnistie et en exposer les motifs;—Après avoir entendu les orateurs du gouvernement sur les motifs qui ont déterminé les différentes dispositions dudit projet;—Délibérant sur le rapport qui lui a été fait, à cet égard, par sa commission spéciale, nommée dans la séance du 4 de ce mois;—Considérant que la mesure proposée est commandée par l'état actuel des choses, par la justice, par l'intérêt national, et qu'elle est conforme à l'esprit de la constitution;—Considérant qu'aux diverses époques où les lois sur l'émigration ont été portées, la France, déchirée par des divisions intestines, soutenait, contre presque toute l'Europe, une guerre dont l'histoire n'offre pas d'exemple, et qui nécessitait des dispositions rigoureuses et extraordinaires;—Qu'aujourd'hui la paix étant faite au dehors, il importe de la cimenter dans l'intérieur par tout ce qui peut rallier les Français, tranquilliser les familles, et faire oublier les maux inséparables d'une longue révolution;—Que rien ne peut mieux consolider la paix au dedans qu'une mesure qui tempère la sévérité des lois et fait cesser les incertitudes et les lenteurs résultant des formes établies pour les radiations;—Considérant que cette mesure n'a pu être qu'une amnistie qui fit grâce au plus grand nombre, toujours plus égaré que criminel, et qui fit tomber la punition sur les grands coupables, par leur maintenue définitive sur la liste des émigrés;—Que cette amnistie, inspirée par la clémence, n'est cependant accordée qu'à des conditions justes en elles-mêmes, tranquillissantes pour la sûreté publique, et sagement combinées avec l'intérêt national;—Que des dispositions particulières de l'amnistie, en défendant de toute atteinte les actes faits avec la république, consacrent de nouveau la garantie des ventes des biens nationaux, dont le maintien sera

(1) Ce sénatus-consulte ouvrit aux émigrés les portes de la France : les exceptions qu'il contient s'appliquaient à un très petit nombre de personnes, qui ne furent amnisties que par la restauration, en 1814. Presque tous les émigrés revinrent donc dans leur patrie, et s'empressèrent de réclamer leurs biens vendus : de là cette foule de décisions sur le sens et les effets du sénatus-consulte du 6 floréal, qui forment aujourd'hui une partie très intéressante du droit administratif.

Voyez l'avis du cons. d'état du 9 thermidor an 10 (28 juillet 1802), sur différentes questions relatives à l'exécution de ce sénatus-consulte ; la circulaire de la régie du 14 fructidor an 10 (1^{er} septembre 1802), sur la question de savoir à compter de quelle époque le certificat d'amnistie est réputé délivré aux absents de Paris (Str., II, 2, 278) ; le décret du 30 thermidor an 12 (18 août 1804), qui détermine la compétence des tribunaux pour le jugement des contestations sur l'exercice des droits dans lesquels les émigrés rayés, éliminés ou amnisties, ont été restitués ; l'avis du cons. d'état du 26 fructidor an 13 (13 septembre 1805), sur l'époque à compter de laquelle sont valables les actes faits par des émigrés amnisties par le sénatus-consulte de floréal an 10 ; et enfin l'ordonnance du 21—24 août 1814, qui abolit, à compter du jour de la promulgation de la charte constitutionnelle, toutes les inscriptions sur les listes d'émigrés, encore subsistantes à défaut d'élimination, de radiation, ou à quelque autre titre que ce soit.

toujours un objet particulier de la sollicitude du sénat conservateur, comme il l'est de celle des consuls.—Le sénat conservateur décrète ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Dispositions relatives aux personnes des émigrés.

Art. 1^{er}. Amnistie est accordée, pour fait d'émigration, à tout individu qui en sera prévenu et qui n'est pas rayé définitivement (1).

2. Ceux desdits individus qui ne sont point en France, seront tenus d'y rentrer avant le 1^{er} vendémiaire an 11.

3. Au moment de leur rentrée, ils déclareront, devant les commissaires qui seront délégués à cet effet, dans les villes de Calais, Bruxelles, Mayence, Strasbourg, Genève, Nice, Bayonne, Perpignan et Bordeaux, qu'ils rentrent sur le territoire de la république en vertu de l'amnistie.

4. Cette déclaration sera suivie du serment d'être fidèle au gouvernement établi par la constitution, et de n'entretenir, ni directement ni indirectement, aucune liaison ni correspondance avec les ennemis de l'état.

5. Ceux qui ont obtenu des puissances étrangères des places, titres, décorations, traitemens ou pensions, seront tenus de le déclarer devant les mêmes commissaires, et d'y renoncer formellement.

6. A défaut par eux d'être rentrés en France avant le 1^{er} vendémiaire an 11, et d'avoir rempli les conditions portées par les articles précédens, ils demeureront déchus de la présente amnistie, et définitivement maintenus sur la liste des émigrés, s'ils ne rapportent la preuve en bonne forme de l'impossibilité où ils se sont trouvés de rentrer dans le délai fixé, et s'ils ne justifient en outre qu'ils ont rempli, avant l'expiration du même délai, devant les agens de la république envoyés dans les pays où ils se trouvent, les autres conditions ci-dessus exprimées.

7. Ceux qui sont actuellement sur le territoire français, seront tenus, sous la même peine de déchéance et de maintenue définitive sur la liste des émigrés, de faire dans le mois, à dater de la publication du présent acte, devant le préfet du département où ils se trouveront, séant en conseil de préfecture, les mêmes déclaration, serment et renonciation.

(1) L'émigré amnistié a recouvré l'exercice de ses droits civils, à partir de l'époque où il a rempli toutes les conditions que lui imposaient les art. 2, 3 et 4 du sénatus-consulte du 6 floréal an 10, encore qu'il n'eût point obtenu, dès-lors, la délivrance de son certificat d'amnistie. Cass., 3 nivose an 13, *Sin.*, V, 1, 52. — Jugé encore que l'émigré rentré en France, en vertu de ce sénatus-consulte, a pu y contracter avant la délivrance du certificat d'amnistie. Cass., 17 janvier 1809, *Sin.*, IX, 1, 215. — L'émigré est rendu à la vie civile, et peut tester, du jour même de l'arrêt qui l'amnistie, encore qu'il ne puisse obtenir la mise en possession de ses biens que du jour de la délivrance de l'arrêt. Rouen, 12 floréal an 12, *Sin.*, IV, 2, 158. — Il ne peut succéder qu'après avoir rempli les formalités prescrites par les art. 3 et suiv. du sénatus-consulte, et qu'après avoir obtenu le certificat de son amnistie. Cass., 24 décembre 1823, *Sin.*, XXV, 1, 21; Bull. civ., XXV, 490. — L'émigré, amnistié après sa mort, est supposé, relativement à ses héritiers légitimes, être décédé amnistié; par conséquent, c'est l'héritier légitime, à l'époque de la mort naturelle de l'émigré, qui a dû recueillir sa succession. Cass., 21 décembre 1807, *Sin.*, VIII, 1, 113; Bull. civ., IX, 350. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que la succession d'un émigré, amnistié après son décès, est réputée ouverte non du jour de ce décès, mais du jour où, par l'effet de l'amnistie, ses biens ont cessé d'être sous le séquestre; qu'ainsi la succession est dévolue aux héritiers existant au moment de l'amnistie. Cass., 7 août 1820, *Sin.*, XXI, 1, 114. — Le mariage qu'un émigré a contracté dans l'étranger, pendant sa mort civile, est nul et sans effet en France, même après son amnistie. Cass., 16 mai 1808, *Sin.*, VIII, 2, 197; Bull. civ., X, 132.

Voyez une consultation en sens contraire, délibérée le 1^{er} mai 1817, par MM. Toullier, Carré, Corbière et autres jurisconsultes. *Sin.*, XIX, 2, 117.

Voyez aussi, sur la question de validité des mariages contractés par les émigrés durant leur émigration, les notes qui accompagnent l'art. 1^{er} du décret du 28 mars—15 avril 1793.

8. Les commissaires et préfets chargés de les recevoir enverront sans délai, au ministre de la police, expédition en forme du procès-verbal qu'ils en auront dressé. Sur le vu de cette expédition, le ministre fera rédiger, s'il y a lieu, un certificat d'amnistie, qu'il enverra au ministre de la justice, par lequel il sera signé et délivré à l'individu qu'il concerne.

9. Sera tenu ledit individu, jusqu'à la délivrance du certificat d'amnistie, d'habiter la commune où il aura fait la déclaration de sa rentrée sur le territoire de la république.

10. Sont exceptés de la présente amnistie, 1° les individus qui ont été chefs de rassemblements armés contre la république; 2° ceux qui ont eu des grades dans les armées ennemies; 3° ceux qui, depuis la fondation de la république, ont conservé des places dans les maisons des ci-devant princes français; 4° ceux qui sont connus pour avoir été ou pour être actuellement moteurs ou agents de guerre civile ou étrangère; 5° les commandans de terre ou de mer, ainsi que les représentans du peuple, qui se sont rendus coupables de trahison envers la république; les archevêques et évêques qui, méconnaissant l'autorité légitime, ont refusé de donner leur démission.

11. Les individus dénommés en l'article précédent sont définitivement maintenus sur la liste des émigrés; néanmoins le nombre n'en pourra excéder mille, dont cinq cents seront nécessairement désignés dans le cours de l'an 10.

12. Les émigrés amnistiés, ainsi que ceux qui ont été éliminés ou rayés définitivement depuis l'arrêt des consuls du 28 vendémiaire an 9, seront, pendant dix ans, sous la surveillance spéciale du gouvernement, à dater du jour de la radiation, élimination, ou délivrance du certificat d'amnistie.

13. Le gouvernement pourra, s'il le juge nécessaire, imposer aux individus soumis à cette surveillance spéciale l'obligation de s'éloigner de leur résidence ordinaire jusqu'à la distance de vingt lieues: ils pourront même être éloignés à une plus grande distance, si les circonstances le requièrent; mais, dans ce dernier cas, l'éloignement ne sera prononcé qu'après avoir entendu le conseil d'état.

14. Après l'expiration des dix années de surveillance, tous les individus contre lesquels le gouvernement n'aura point été obligé de recourir aux mesures mentionnées en l'article précédent, cesseront d'être soumis à la dite surveillance: elle pourra s'étendre à la durée de la vie de ceux contre lesquels ces mesures auront été jugées nécessaires.

15. Les individus soumis à la surveillance spéciale du gouvernement, jouiront, au surplus, de tous leurs droits de citoyen.

TITRE II. — Dispositions relatives aux biens.

16. Les individus amnistiés ne pourront, en aucun cas et sous aucun prétexte, attaquer les partages de présuccession, succession, ou autres actes et arrangemens faits entre la république et les particuliers avant la présente amnistie⁽¹⁾.

17. Ceux de leurs biens qui sont encore dans les mains de la nation (au-

(1) Cette disposition, conservatrice des droits des tiers, a été reproduite par l'art. 1^{er} de la loi du 5—6 décembre 1814, laquelle a fait remise aux émigrés de leur biens juvencus; et par l'art. 24 de celle du 27—28 avril 1825, qui leur accorde une indemnité. Voyez aussi la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), art. 94, qui garantit l'inviolabilité des ventes nationales, et les notes étendues qui l'accompagnent; l'art. 9 de la charte du 4—10 juin 1814, et l'art. 8 de celle de 1830, qui garantissent de nouveau cette irrévocabilité.

Les émigrés amnistiés ne peuvent remettre en question les causes du divorce obtenu contre eux pendant leur émigration. Cass., 30 pluviôse an 13, Six., V, 1, 108; Bull. civ., VII, 201. — Voyez

tres que les bois et forêts déclarés inaliénables par la loi du 2 nivose an 4, les immeubles affectés à un service public, les droits de propriété ou pré-

l'arrêté du 18 prairial an 12 (7 juin 1804). — Mais l'émigré amnistié est recevable à former tierce-opposition à un jugement en dernier ressort, rendu pendant son émigration, contre son épouse, désavouant son enfant. Cass., 6 janvier 1809, *Sir.*, IX, 1, 49. — La réintégration de l'émigré dans ses droits civils, par suite de l'amnistie, a rétabli de plein droit, pour l'avenir, même à l'égard des tiers, la communauté conjugale dissoute par l'émigration : ici ne s'applique pas l'art. 16 du sénatus-consulte du 6 floréal an 10, qui ordonne à l'émigré de respecter les droits acquis pendant l'émigration, ni l'art. 1451 du Cod. civ., d'après lequel la communauté, dissoute par séparation de corps ou de biens, ne peut être rétablie que par acte authentique. Cass., 11 août 1812, *Sir.*, XIII, 1, 30. — Mais la femme d'émigré qui, devant l'autorité administrative, a renoncé à la communauté pendant l'émigration de son mari, peut exciper de cette renonciation contre des tiers, créanciers de la communauté : ni l'amnistie, ni la cohabitation ultérieure de la femme avec son mari amnistié n'ont rétabli la communauté. Cass., 22 pluviose an 13, *Sir.*, V, 1, 91. — L'émigré amnistié ne peut exercer sur les biens acquis par la femme, durant l'émigration, les droits qui appartiennent à tout mari sur les conquêts de la communauté. Cass., 10 juin 1806, *Sir.*, VI, 1, 367; Bull. civ., VIII, 215. — Il ne peut davantage dépouiller sa femme de biens à elle abandonnés en paiement de son douaire, réputé ouvert : vainement il invoquerait la maxime *jamais mari ne paya douaire*. Arr. du cons., 3 février 1819, *Sir.*, XIX, 2, 311. — L'amnistie ne rend pas à la femme émigrée le droit de demander des gains nuptiaux et de survie dans la succession du mari, ouverte durant la mort civile. Cass., 13 juin 1808, *Sir.*, VIII, 1, 343.

Les émigrés dont les biens ont été confisqués et vendus ne sont pas passibles de leurs anciennes dettes après l'amnistie. Dijon, 12 avril 1821, *Sir.*, XXI, 2, 126; et Toulouse, 20 août 1824, *Sir.*, XXV, 2, 407. — Cette jurisprudence n'a pas prévalu : il a été jugé, au contraire, que les émigrés ne peuvent pas être affranchis des obligations personnelles contractées avant leur émigration, sous prétexte que tous les biens qu'ils possédaient alors ont été confisqués, et qu'aucune partie de ces biens ne leur a été rendue. Cass., 30 juillet 1822, *Sir.*, XXIII, 1, 320; 12 août 1823, *Sir.*, XXIV, 1, 34; et 15 avril 1828, *Sir.*, XXVIII, 1, 210; Bull. civ., XXX, 113. — La cour de Toulouse elle-même s'est réunie à cette dernière jurisprudence. 4 juin 1833, *Sir.*, XXXIII, 2, 481. — Jugé encore que, depuis l'amnistie, un émigré peut être condamné personnellement à acquitter une charge imposée sur un legs d'immeubles, qu'il a recueilli avant la révolution, quoique par suite de son émigration ces immeubles aient été confisqués, et vendus au profit de l'état. Cass., 17 mai 1809, *Sir.*, IX, 1, 279; Bull. civ., XI, 110. — L'émigré qui, avant son émigration, s'était porté héritier sous bénéfice d'inventaire d'un de ses parents, n'est pas tenu, après son amnistie, de payer sur ses propres biens les dettes de la succession bénéficiaire, quoique les biens de cette succession aient été confisqués par suite de son émigration, et que les créanciers n'aient pas touché sur ses biens le montant de leurs créances. Cass., 22 janvier 1807, *Sir.*, VII, 1, 76.

Les émigrés rentrés dans leurs biens sont passibles de toutes les dettes dont ces biens ont pu être grevés, pendant l'émigration, par suite d'une contribution de guerre dont ils ont été frappés. Arr. du cons., 19 mars 1811, *Sir.*, Jur. du cons., 1, 479.

Les émigrés ne peuvent exciper de la mort civile dont ils ont été frappés pour faire annuler, dans leur intérêt, les actes qu'ils ont souscrits nonobstant leur incapacité. Cass., 2 septembre 1807, *Sir.*, VII, 1, 450.

L'art. 16 du sénatus-consulte du 6 floréal an 10 s'oppose à ce que les émigrés puissent attaquer, sous aucun prétexte, les actes et les arrangements quelconques faits pendant leur absence entre l'état et les particuliers. Arr. du cons., 21 octobre 1818, *Sir.*, Jur. du cons., V, 3; et un grand nombre d'autres arrêts. — Jugé encore que les émigrés rayés ou amnistiés doivent prendre leurs biens dans l'état où ils se trouvent au moment de la main-lévé du séquestre, et qu'ils sont non recevables à réclamer contre les actes faits à leur préjudice par l'autorité administrative. Arr. du cons., 4 novembre 1811, *Sir.*, Jur. du cons., 1, 551. — Par suite de ces principes, les émigrés rayés ou amnistiés ne peuvent attaquer les partages de présuccession ou de succession faits entre l'état et les particuliers avant l'amnistie. Arr. du cons., 3 octobre 1811, *Sir.*, Jur. du cons., I, 544; et plusieurs autres arrêts. — *Idem*, quelque erronés que soient ces partages. Lettre et instruction minist., 25 mars et 3 septembre 1807, *Sir.*, VII, 2, 278. — Par exemple, sous prétexte d'omission. Arr. du cons., 19 août 1813, *Sir.*, Jur. du cons., II, 415. — Ainsi, lorsque la succession à laquelle un émigré avait des droits a été partagée pendant son émigration entre ses cohéritiers et la nation exerçant les droits de l'émigré, si le partage n'a pas compris tous les immeubles et autres objets qui devaient faire masse à la succession, l'émigré n'est pas recevable à provoquer la nullité du partage, sous prétexte qu'il n'a pas compris tout ce qu'il devait comprendre, ou que la république n'a reçu qu'une portion moindre que celle à laquelle

tendus tels sur les grands canaux de navigation, les créances qui pouvaient leur appartenir sur le trésor public, et dont l'extinction s'est opérée par con-

elle avait droit. Arr. du cons., 22 décembre 1811, Jur. du cons., I, 565. — Un émigré, fait *afid* par contrat de mariage de ses père et mère, n'est pas fondé à réclamer, après l'amnistie, son droit d'aînesse du chef de sa mère. lorsque, dans un partage de présuccession, l'état, représentant l'émigré, a renoncé au droit d'aînesse, et lorsque, sur la foi de cette renonciation, la mère a fait une donation précipuaire à un autre enfant : dans ce cas, l'enfant donataire a un droit acquis que doit respecter l'émigré amnistié. Cass., 14 mars 1824, Str., XXIV, 1, 166. — Jugé encore qu'un émigré amnistié n'a pu attaquer le partage dans lequel l'état, représentant cet émigré, a fait remise de la totalité des biens aux autres héritiers ; lors même que le gouvernement n'aurait point entendu renoncer à sa part, et qu'il n'aurait fait remise totale que parce qu'il ignorait le droit qu'il avait du chef de l'émigré. Cass., 25 février 1819, Str., XX, 1, 83. — Jugé de même, qu'un partage de succession ne peut être attaqué par le motif que, contrairement à la loi du 16 thermidor an 7, on aurait fait supporter à la succession maternelle, ouverte depuis le 9 floréal an 7, les créances dues par la succession paternelle, ouverte bien antérieurement. Arr. du cons., 12 juin 1813, Str., Jur. du cons., II, 361. — Jugé aussi qu'un émigré amnistié est non recevable à attaquer les actes passés pendant son émigration entre son épouse et l'état qui le représentait, encore qu'il allégué qu'elle a pris fausement le titre d'épouse, tandis qu'elle était épouse divorcée ; ces actes sont irrévocablement maintenus par le sénatus-consulte du 6 floréal. Arr. du cons., 3 février, 8 septembre et 20 octobre 1819, Str., Jur. du cons., V, 66, 213 et 231. — Les principes ci-dessus rappelés sont applicables aux héritiers des émigrés ; ceux-ci ne peuvent en conséquence attaquer les partages de présuccession faits entre l'état, représentant leur auteur, et les tiers. Arr. du cons., 20 novembre 1815, Str., Jur. du cons., III, 144. — Ils sont applicables aussi aux créanciers des émigrés, et doivent être étendus à la disposition administrative par laquelle, dans un partage, la dot d'une femme constituée en argent a été payée en biens-fonds de la succession sur lesquels les créanciers de l'émigré avaient un privilège. Arr. du cons., 20 novembre 1815, Str., Jur. du cons., III, 174. — Enfin, ils sont applicables aux prêtres déportés. Arr. du cons., 3 février 1819, Str., XIX, 2, 302.

L'art. 16 du sénatus-consulte du 6 floréal an 10 ne s'applique qu'aux actes qui ont un caractère d'arrangement transactionnel ; il ne s'applique pas aux actes qui ont un caractère de jugement ou de décision contentieuse : ainsi, est attaquant par la voie contentieuse l'arrêt de l'administration départementale qui, en 1793, réintégra une commune dans la propriété de biens communaux dont elle se prétendait dépossédée par abus de la puissance féodale, encore que les tribunaux fussent seuls compétents pour juger cette question de propriété. Arr. du cons., 3 février 1819, Str., XIX, 2, 308. — *Idem*, surtout si le domaine n'a pas été entendu dans le débat et n'a pas acquisé à l'arrêt. Arr. du cons., 29 mai 1822, Mac., III, 537. — Jugé encore que l'art. 16 du sénatus-consulte de l'an 10 ne dispose que dans l'intérêt du fisc ; qu'ainsi, rien n'empêche l'émigré de quereller le partage sous des rapports purement privés, pourvu qu'il le respecte sous le rapport de l'intérêt national. Nîmes, 25 floréal an 13, Str., V, 2, 169. — Les émigrés amnistiés ne sont pas sans moyens d'attaque ou de réclamation, lorsqu'un lieu d'un partage il n'y a eu que vente par soumission privée et approximative de leurs droits, sans liquidation administrative préalable : une telle vente n'est pas un partage virtuel, et laisse à l'émigré la faculté d'examiner s'il y a eu vente de tout ce qui lui revenait, et s'il n'a pas encore quelque portion invenue de droit successif à réclamer. Paris, 15 février 1817, Str., XVIII, 2, 33. — Jugé dans le même sens, que la soumission, faite en vertu de la loi du 28 ventose an 4, de la portion indivise d'un émigré et l'adjudication qui l'a suivie, n'équivalent pas à un partage ou à une cession de la totalité des droits de l'émigré ; qu'ainsi l'émigré amnistié peut, sans contrevenir au sénatus-consulte du 6 floréal an 10, réclamer telle qualité de biens à laquelle il aurait droit, et qui n'a été ni soumissionnée ni adjugée. Arr. du cons., 23 décembre 1815, Str., Jur. du cons., III, 179. — Jugé, de même, que rien n'empêche les émigrés amnistiés de réclamer contre des droits qui seraient restés intacts et non réglés par des actes administratifs. Cass., 23 novembre 1829, Str., XXX, 1, 16. — Ils peuvent également, sans égard à un partage effectué en vertu des dispositions rétroactives des lois des 5 brumaire et 17 nivose an 2, d'une succession ouverte antérieurement, demander un nouveau partage : le partage ainsi effectué, frappé d'abolition et de nullité par l'effet de la loi du 3 vendémiaire an 4, est censé n'avoir jamais existé. Rouen, 5 mars 1829, Str., XXX, 2, 371. — L'émigré dont le domaine a recueilli les droits dans un partage de présuccession de ses père et mère, peut se présenter comme héritier dans leur succession, si elle est ouverte depuis l'amnistie ; la renonciation en son nom, contenue dans l'acte de partage, est réputée n'avoir été faite par le domaine que dans l'hypothèse et pour le temps de sa mort civile ; elle n'a sans effet après sa réintégration : l'émigré amnistié n'est tenu qu'à rapporter à la masse les biens que le domaine a recueillis en exerçant ses droits. Cass., 18 avril

fusion , au moment où la république a été saisie de leurs biens , orois et dettes actives), leur seront rendus sans restitution de fruits , qui , en con-

1812, *SIR.*, XIII, 1, 137. — Jugé encore que les émigrés dont le père, avant qu'ils fussent rayés, éliminés ou amnistiés, a fait, de leur chef, un partage de présuccession avec l'état, peuvent, en tenant compte à leurs frères et sœurs de ce qui a été adjugé à l'état, réclamer une portion virile dans les biens laissés par le père, encore même qu'il soit mort avant l'amnistie ou l'élimination. Angers, 8 floréal an 10, *SIR.*, II, 2, 142.

Les émigrés amnistiés doivent respecter tous les arrangemens faits entre l'état qui les représentait et les tiers: ainsi, ils ne peuvent attaquer un acte par lequel l'administration a abandonné des portions de leurs biens à des particuliers qui réclamaient l'autorisation de demander ces biens en justice. Arr. du cons., 23 juin 1819, *SIR.*, Jur. du cons., V, 155. — Ni l'acte par lequel une administration centrale a reconnu, moyennant une rente annuelle, un particulier propriétaire d'un bien litigieux avec l'émigré. Arr. du cons., 2 juillet 1813, *MAC.*, V, 470. — Ni des arrêtés d'administrations centrales qui ont libéré des acquéreurs de biens d'émigrés, surtout si ces arrêtés ont été rendus en présence du domaine. Arr. du cons., 26 novembre 1808, *MAC.*, X, 789. — Ni le remboursement d'une rente fait au domaine, avant l'amnistie ou l'élimination. Arr. du cons., 31 mars 1819, *SIR.*, Jur. du cons., V, 97. — Ni l'arrêté par lequel une rente, séquestrée pendant l'émigration, a été définitivement attribuée à un hospice en vertu de la loi du 9 septembre 1807. Arr. du cons., 25 avril 1820, *SIR.*, Jur. du cons., V, 362. — Ni les ventes de leurs biens, faites par suite de leur émigration en vertu d'arrêtés de représentants du peuple en mission, non reformés dans les délais prescrits par la loi du 25 ventose an 4. Arr. du cons., 28 juillet 1819, *SIR.*, Jur. du cons., V, 171.

L'émigré doit regarder comme son propre fait, non seulement les faits de la république, exerçant ses droits ou le représentant, mais encore les actes d'autorité exercés par l'état à l'occasion de son émigration: en conséquence, l'indue annulation, par l'état, d'un bail valablement fait par l'émigré, ayant donné au fermier droit à une indemnité, cette indemnité doit être payée par l'émigré. Cass., 13 avril 1803, *SIR.*, VIII, 1, 385; *Bull. civ.*, X, 79. — Jugé encore que l'émigré amnistié est tenu d'exécuter le bail fait par celui qui avait obtenu, pendant son émigration, la jouissance provisoire de ses biens. Cass., 9 mai 1809, *SIR.*, IX, 1, 258. — L'émigré dont les immeubles ont été occupés, par ordre de l'autorité administrative, ou qui a été frappé d'un séquestre de fait par cette autorité, est sans titre et sans qualité, même après son amnistie, pour actionner le possesseur de sa maison et le détenteur des meubles séquestrés, soit à raison des loyers, soit à raison des dégâts commis sur les meubles pendant le séquestre. Arr. du cons., 16 mars 1807, *SIR.*, XVI, 2, 228. — Si, dans les actes et arrangemens administratifs faits entre l'état et les tiers, les dispositions définitives sont inattaquables, il n'en est pas de même des dispositions purement provisoires. Arr. du cons., 25 juin 1817, *SIR.*, Jur. du cons., IV, 72. — Ainsi, lorsqu'en vertu d'une police de vente, produite par un tiers, l'administration a consenti qu'une portion de terrain fût eximée du séquestre apposé sur les biens d'un émigré, mais sans préjuger la validité de la vente, rien n'empêche l'émigré réintégré dans ses droits de la contester. Arr. du cons., 17 avril 1822, *MAC.*, III, 315. — Le copropriétaire indivis d'un émigré ne peut être contraint par l'émigré amnistié, comme il pouvait l'être par la nation, à se contenter pour son lot d'une portion dans le prix du bien vendu. Cass., 21 germinal an 13, *SIR.*, V, 2, 330.

L'émigré amnistié ne peut attaquer un décret rendu contradictoirement avec le domaine par lequel il était représenté. Arr. du cons., 16 août 1820, *SIR.*, Jur. du cons., V, 438. — Ni des arrêtés administratifs, rendus, avant l'amnistie, contradictoirement avec le domaine qui exerçait ses droits, lors même que ces arrêtés seraient viciés d'incompétence. Arr. du cons., 2 février 1821, *SIR.*, Jur. du cons., V, 535. — L'émigré amnistié ne peut pas attaquer un jugement lors duquel la nation n'aurait figuré que comme représentant tel émigré dénommé, encore que l'objet litigieux appartint à plusieurs: dans ce cas, l'état a virtuellement représenté tous les émigrés ayant droit à l'objet litigieux. Paris, 21 pluviose an 10, *SIR.*, III, 2, 552. — L'état n'a pu représenter l'émigré quant aux droits de famille: en conséquence, un émigré peut attaquer un jugement rendu contradictoirement avec l'état, et par lequel un tiers a été reconnu pour frère légitime de l'émigré et admis à prendre part à la succession du père commun. Montpellier, 24 janvier 1822, *SIR.*, XXIII, 2, 53.

Les émigrés amnistiés n'ont pas qualité pour attaquer des jugemens qui ont obtenu l'autorité de la chose jugée contre l'administration, pendant l'émigration. Cass., 29 décembre 1808, *SIR.*, IX, 1, 306. — Ni les jugemens auxquels l'état a acquiescé. Cass., 22 ventose, et 10 floréal an 13, *SIR.*, V, 1, 152; 24 avril 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 433; arr. du cons., 22 février 1821, *SIR.*, Jur. du cons., V, 560, et plusieurs autres arrêts. — *Idem*, encore que la personne qui a obtenu le jugement fût elle-même inscrite sur la liste des émigrés. Cass., 19 février 1817, *SIR.*, XI, 1, 326. — L'acquiescement donné par l'état, comme représentant un émigré, à une

formité de l'arrêté des consuls du 29 messidor an 8, doivent appartenir à la république, jusqu'au jour de la délivrance qui leur sera faite de leur certificat d'amnistie (1).

sentence arbitrale, ordonnant la restitution de bois prétendus usurpés sur une commune par abus de la puissance féodale, rend l'émigré, après son amnistie, non recevable à attaquer cette sentence. Cass., 4 avril 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 216. — Jugé encore que, lorsque, dans un litige entre une commune et l'état, représentant un émigré, il y a eu sentence arbitrale, approuvée par le ministre des finances, antérieurement à la radiation ou à l'amnistie, il y a chose jugée et acquiescée par l'état, et que l'émigré amnistié doit la respecter. Arr. du cons., 24 décembre 1818, *SIR.*, Jur. du cons., V, 31. — Particulièrement, lorsque, sur une contestation entre une commune et les agens du domaine, représentant un émigré, il a été rendu, relativement à la propriété de bois, une sentence arbitrale, acquiescée conformément à la loi du 28 frimaire an 7, par le ministre des finances, avant la radiation de l'émigré: il y a dès-lors obligation pour l'émigré amnistié de souffrir l'exécution de cette sentence arbitrale. Arr. du cons., 26 octobre 1819, *SIR.*, XX, 2, 239. — Il en est de même d'une sentence arbitrale, rendue en matière de propriété de bois, et acquiescée par décision du ministre de l'intérieur: les héritiers de l'émigré amnistié sont non recevables à l'attaquer. Arr. du cons., 6 septembre 1820, *SIR.*, Jur. du cons., V, 456.

L'émigré représenté dans un arbitrage forcé, selon la loi du 10 juin 1793, par des fonctionnaires sans qualité à cet effet, est recevable à attaquer le jugement arbitral par voie de cassation. Cass., 1^{er} juillet 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 223; Bull. civ., XXV, 297; et 12 janvier 1824, *SIR.*, XXV, 1, 58; Bull. civ., XXVI, 14. — L'acquiescement donné par l'état à un jugement rendu contre lui, comme représentant un émigré, ne peut être opposé à l'émigré, si cet acquiescement est postérieur à sa radiation. Cass., 19 mai 1819, *SIR.*, XX, 1, 38; Bull. civ., XXI, 157. — Jugé encore qu'un émigré n'a pu être valablement représenté par l'administration après son amnistie; qu'en conséquence, la chose jugée contre l'administration ne lui est pas opposable. Cass., 16 mai 1815, *SIR.*, XV, 1, 191; Bull. civ., XVII, 115. — Les prévenus d'émigration peuvent attaquer, par tierce-opposition, tous jugemens antérieurs à l'époque de la prévention, lors desquels on se serait contenté d'appeler, comme étant à leurs droits, l'agent national. Cass., 5 prairial an 8, *SIR.*, I, 1, 298; Bull. civ., II, 235. — L'émigré amnistié peut reprendre les procès soutenus en son nom par la république, avec tous les droits qu'elle y a acquis. Cass., 19 prairial an 11, *SIR.*, V, 1, 151. — Un émigré amnistié peut, en vertu de l'arrêté qui le réintègre dans ses anciennes propriétés, intervenir comme défendeur dans une instance en cassation d'un jugement qui, d'après la loi du 28 brumaire an 7, a reçu l'état appelant d'une sentence arbitrale, par laquelle une commune l'aurait évincé de la propriété ou de l'usage d'une forêt possédée par l'émigré, avant son émigration: il peut faire valoir les droits et les moyens qui étaient acquis au domaine, par l'effet du séquestre. Cass., 19 prairial an 11, *SIR.*, VII, 2, 928. — Jugé encore que l'art. 16 du sénatus-consulte du 6 floréal an 10 n'interdit pas aux émigrés d'exercer les actions du domaine pour faire annuler les jugemens rendus contre lui, relativement à des droits et biens qui leur appartiennent. Arr. du cons., 7 août 1816, *SIR.*, Jur. du cons., III, 360. — Et enfin, que les émigrés ou déportés, réintégrés dans leurs droits, ne peuvent opposer, contre les jugemens rendus avec la nation, d'autres moyens que ceux que la nation pourrait opposer elle-même. Cass., 14 juin 1815, *SIR.*, XV, 1, 392; Bull. civ., XVII, 131.

Voyez encore, sur l'obligation imposée aux émigrés de respecter les droits acquis avant leur amnistie, les notes qui accompagnent l'art. 1^{er} de la loi du 5—6 décembre 1814.

(1) Le sénatus-consulte du 6 floréal an 10 était conditionnel, et ses conditions avaient un effet suspensif, en sorte que le droit de l'émigré à la remise de ses biens ne lui a été acquis que du jour de la délivrance à lui faite de son arrêt d'amnistie, et non pas du jour de la promulgation du sénatus-consulte. Cass., 18 décembre 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 409. — Les émigrés ravés ou amnistiés doivent prendre leurs biens dans l'état où ils se trouvent, au moment de la main-lévé du séquestre: ils sont non-recevables à réclamer contre les actes faits à leur préjudice par l'autorité administrative. Arr. du cons., 4 novembre 1811, *SIR.*, Jur. du cons., I, 551. — Le sénatus-consulte, en ordonnant la restitution aux émigrés amnistiés de ceux de leurs biens qui étaient encore entre les mains de la nation, doit s'entendre seulement des biens dont les émigrés étaient propriétaires avant l'émigration, et non des biens recueillis par l'état, en leur nom, dans des successions où ils n'auraient été appelés. Cass., 4 février 1819, *SIR.*, XXIX, 1, 51. — Décidé encore que les biens échus à la république, pendant la mort civile des émigrés, soit à titre de succession, soit à titre de présécession, ne leur sont pas rendus, encore que ces biens n'aient pas été partagés: toutefois, les restitutions de ces biens, ordonnées mal à propos par les préfets, sont maintenues. Lettre du conseiller d'état, ayant le département des domaines nationaux, 5 nivôse an 13, *SIR.*, V, 2, 96. — Jugé de même que, lorsqu'il s'agit

N° 470. — 6 Floreal an 10 (26 avril 1802). — ARRÊTÉ contenant approbation du

d'une succession échue durant la prévention d'un émigré amnistié, la totalité de cette succession doit être attribuée à l'état, et que les tribunaux n'en peuvent distraire aucune portion en faveur de l'émigré, même en l'absence de toutes conclusions de la part du préfet. Cass., 28 juin 1808, Sir., VIII, 1, 457; Bull. civ., X, 177. — Toutefois, encore qu'il y ait eu partage de présuccession entre le fisc et un ascendant d'émigré, l'émigré amnistié n'est pas pour cela exclu de la succession de l'ascendant, mort après l'amnistie; mais, dans ce cas, il doit tenir compte à ses co-héritiers des sommes que l'auteur commun a payées au fisc pour racheter les biens que lui avait assignés le partage. Agen, 4 janvier 1808, Sir., VII, 2, 929. — Les émigrés amnistiés ne peuvent réclamer ni les biens vendus antérieurement à leur radiation à des soumissionnaires tombés en déchéance faute de paiement, ni la valeur de ces biens, ni attaquer l'attribution de ces biens faite à un hospice, même contrairement à la loi. Arr. du cons., 17 brumaire an 10, Sir., II, 2, 8.

Les revenus et fermages de biens séquestrés, dus à l'époque du séquestre, et qui n'ont point été remboursés au fisc, avant la radiation, sont reodus à l'émigré amnistié: à plus forte raison l'émigré peut-il réclamer tous les arrérages et revenus des capitaux non séquestrés, qui ont couru pendant le temps de l'émigration et qui sont encore dus. Avis du cons., 28 floreal an 11, Sir., IV, 2, 56. — Sont rendus aux émigrés les revenus non séquestrés de fait, avant leur radiation: il en est autrement des bois qui, à l'époque de la radiation, ont été réservés par le domaine comme étant inaliénables, encore qu'ils aient, depuis la radiation, perdu leur caractère d'inaliénabilité; mais les étangs enclavés dans ces bois leur sont rendus. Instr. du directeur général de l'enregistrement, 20 février 1808, Sir., IX, 2, 224. — Décidé encore que, quoiqu'un émigré amnistié n'ait pas été réintégré dans les revenus de ses biens, pour tout le temps qu'a duré le séquestre, le débiteur de l'émigré ne peut se dispenser de lui payer ces revenus, si le gouvernement ne les réclame pas. Cass., 2 août 1810, Sir., X, 1, 379.

Voyez encore, sur cet objet, l'arrêté du 29 messidor an 8 (18 juillet 1800), et les notes.

L'émigré amnistié auquel il a été indûment restitué des biens appartenant au domaine, en vertu d'un arrêté de partage, ne peut être dispensé de restituer les fruits perçus pendant sa jouissance, encore qu'il allègue que sa possession a été de bonne foi. Arr. du cons., 3 novembre 1811, Sir., XII, 2, 192. — Les ascendants d'émigrés amnistiés conservent les fruits qu'ils ont perçus de leurs propres biens, soit pendant leur jouissance provisoire, soit lorsqu'il n'y a pas eu de séquestre réel. Décret du 31 août 1806, Sir., VI, 2, 269.

Les hypothèques existant avant la révolution, sur les biens des particuliers qui ont émigré, si elles sont restées sans effet à leur égard, pendant que l'état s'était mis à leurs droits, ont pu revivre après leur réintégration et la levée du séquestre précédemment apposé sur leurs biens. Cass., 14 novembre 1826, Sir., XXVII, 1, 329.

Voyez encore, sur les effets de la restitution des biens confisqués sur les émigrés, les notes qui accompagnent la loi du 5—6 décembre 1814.

Lorsque, par suite du séquestre, la nation a cumulativement exercé les droits respectifs de deux émigrés, elle a fait confusion dans ses mains des droits actifs et passifs de l'un et de l'autre. Arrêt préité du 4 novembre 1811, Sir., Jur. du cons., 1, 551. — Il n'y a que le gouvernement qui puisse opposer l'extinction des créances par confusion: ainsi, une rente due par un émigré à une fabrique, et transportée par le gouvernement à un bureau de bienfaisance, n'est pas éteinte, quoiqu'il y ait en un instant où l'état se soit trouvé à la fois créancier et débiteur de la rente. Arr. du cons., 26 mars 1812, Sir., Jur. du cons., II, 33. — Jugé encore que l'état seul peut opposer la confusion, et que le débiteur de l'émigré ne le peut pas. Cass., 15 ventôse an 13, Sir., V, 1, 152; 17 mai 1809, Sir., IX, 1, 279; Bull. civ., XI, 110; et 24 août 1820, Sir., XXIII, 1, 321. — Les rentes provenant de fondations pieuses, dues aux fabriques, doivent être rangées dans la classe de celles qui leur ont été restituées en vertu des arrêtés des 7 thermidor an 11, et 25 frimaire an 12, et de l'avis du cons. d'état du 30 avril 1807: en conséquence, si une rente de cette nature est réclamée contre un émigré élimié ou amnistié, il ne peut opposer la compensation au moyen de créances qui lui étaient dues par l'état au moment de son émigration, à moins qu'il n'ait, avant la restitution faite à la fabrique, et avant l'art. 3 de l'arrêté du 3 floreal an 11, justifié que cette rente avait été éteinte par l'effet de la confusion. Arr. du cons., 20 juin 1812, Sir., Jur. du cons., II, 90. — L'exception au principe que la confusion ne produit pas l'extinction des créances des émigrés entre eux, ne s'applique qu'aux capitaux, et non aux arrérages de rentes et aux fruits perçus pendant la durée du séquestre. Cass., 24 mai 1808, Sir., VIII, 1, 345. — La confusion qui s'est opérée dans les mains de l'état, représentant les émigrés, n'a frappé que les créances des individus légalement émigrés, dont la réintégration n'a eu lieu qu'à titre de grâce, et par l'effet de l'amnistie: elle n'a pas atteint les créances des individus seulement prévenus d'émigration, dont la réintégration a eu lieu à titre

régleme^{nt} pour le service du tribunal de première instance du département de la Seine (1). (III, Bull. CLXXIX, n° 1404.)

Le règlement pour le service du tribunal de première instance du département de la Seine, présenté par ce tribunal, et dont la teneur suit, est approuvé.

RÈGLEMENT POUR LE SERVICE DU TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE LA SEINE.

TITRE 1^{er}. — *Distribution des juges dans les sections.*

Art. 1^{er}. Les vingt-quatre juges du tribunal sont distribués dans les six sections, à raison de quatre par section, dont un président ou vice-président et trois juges.

2. Le président du tribunal préside la première section, et cependant il a le droit de présider les autres sections, quand il le juge à propos.

3. Tous les membres du tribunal sont distribués dans les six sections qui le composent, ainsi qu'il est énoncé au tableau ci-joint. — Les vice-présidents et les juges roulent par année, comme il est porté au même tableau : l'année commence au 15 brumaire.

4. Le service de directeur de jury est de six mois ; il commence au 15 brumaire, et se renouvelle au 15 floréal de chaque année ; il se fait pour chaque semestre par les six juges de chacune des lignes désignées au tableau, en commençant par la première. — Les juges sortant du service de directeur du jury au 15 floréal, rentrent dans la section où le roulement de l'année les a placés ; ceux sortant du même service au 15 brumaire, rentrent dans la section où le roulement les place.

5. Le service de la chambre des vacations se fait chaque année par celui des vice-présidents qui a présidé la deuxième section pendant l'année, et par deux des juges qui n'ont point été directeurs de jury dans le cours de l'année, et qui ne sont point et ne doivent point être, l'année suivante, de service aux sections chargées de la police correctionnelle, suivant l'ordre prescrit par le tableau annexé.

6. Le commissaire du gouvernement fait par lui-même, ou par l'un de ses substituts, le service des audiences de la première section, et peut également faire celui des autres sections quand il le juge à propos. Le premier

de justice, par l'effet d'une radiation, ou même par l'effet d'une élimination. Cass., 12 mars 1828, Sir., XXVIII, 1, 137; Bull. civ., XXX, 76; et Orléans, 7 mai 1829, Sir., XXIX, 2, 187. — De ce que l'état, représentant un émigré, aurait eu tout à la fois droit à intenter une action en nullité, et obligation de garantir cette action; de ce que, par suite, cette action aurait été inefficace dans les mains du fisc, ou se serait éteinte par confusion, relativement à l'état, il ne s'ensuit pas du tout que l'émigré rentré ne puisse exercer l'action en nullité qui existait de son chef, si d'ailleurs aucun droit n'a été acquis aux tiers. Cass., 14 août 1826, Sir., XXVII, 1, 217; Bull. civ., XXVIII, 300. — Un émigré amnistié, qui ne pouvait réclamer qu'une légitime de son frère aîné, également émigré, mais non amnistié, peut demander à la nation d'être rempli de sa légitime en biens non vendus et qui avaient été séquestrés : en ce cas, la confusion n'est pas opposable. Décs. minist., 30 septembre 1808, Sir., IX, 2, 67.

(1) Voyez le décret du 30 juin 1806, qui donne des attributions spéciales aux cinquième et sixième chambres de ce tribunal ; celui du 30 mars 1808, contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux, tit. II, concernant les tribunaux de première instance ; et spécialement l'art. 106, qui ordonne l'exécution des règlements spéciaux auxquels il n'est pas dérogé ; la loi du 20 avril 1810, sur l'organisation judiciaire et l'administration de la justice, chap. V, concernant les tribunaux de première instance ; le décret du 18 août 1810, contenant règlement sur l'organisation des tribunaux de première instance, et spécialement les art. 5, 6, 8, 11, 17, 34, applicables au tribunal de première instance de la Seine ; la loi du 31 juillet—6 août 1821, qui augmente le nombre des juges de ce tribunal ; et l'ordonnance du 1^{er}—6 août suivant, sur le même objet.

Voyez aussi, sur l'organisation judiciaire en général, le décret du 16—24 août 1790, et les notes étendues qui l'accompagnent.

substitut est spécialement chargé de tout ce qui concerne la police correctionnelle : les cinq autres substituts font, selon l'ordre indiqué par le commissaire, le service des audiences des deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième sections.

7. L'audience dite *des criées* est tenue les mercredis et samedis, par l'un des juges de la première section, alternativement de mois en mois : pendant la vacance du tribunal, elle est tenue par l'un des juges de la chambre des vacations.

8. L'audience pour les expropriations forcées et les contestations en dépendantes, est tenue tous les jeudis par les deux juges de la première section et par l'un des directeurs du jury : elle est présidée par le plus ancien, suivant l'ordre du tableau.

9. En cas d'abstention, récusation, empêchement ou congé, le président, pour le service de l'audience de la première section, et les vice-présidents, pour le service de celles qu'ils président, sont remplacés par le premier juge de leur section ; et celui-ci l'est ainsi qu'il est dit en l'article suivant. — Pour les référés et pour le surplus des fonctions du président, il est remplacé par celui des vice-présidents qu'il indique.

10. Dans les mêmes cas d'abstention, récusation, empêchement ou congé, les juges sont remplacés, savoir, le premier de chaque section par le second, et celui-ci par un des juges suppléants, en observant, autant que possible, l'ordre de leur nomination.

11. En cas de nouvelles nominations de présidents et de vice-présidents, ceux qui sortent de ces fonctions, remplacent, pour le service et le roulement, ceux des juges qui leur succèdent ; mais ils conservent le rang que leur a donné leur nomination au tribunal.

12. En conséquence, il est dressé deux listes, l'une de rang dans le tribunal, l'autre de rang pour le service. — La première liste établit le rang dans les cérémonies, dans les assemblées du tribunal, même entre deux juges se trouvant ensemble de service dans une même section, sans toutefois déranger l'ordre du service et du roulement réglé par la seconde. — La seconde liste sert à régler l'ordre constant du service et du roulement.

13. Les juges nouveau-nommés sont placés les derniers dans la liste de rang ; mais dans la liste de service et du roulement, ils remplacent pour toujours ceux dont la démission ou le décès a donné lieu à leur nomination.

TITRE II. — *Distribution des affaires.*

14. La première section connaît de toutes demandes relatives aux avis de parens et amis, de toutes celles à fin d'interdiction ou de conseil, ou de levée d'iceux, à fin d'envoi en possession des biens des absens, et d'autorisation des femmes pour absence ou refus de leurs maris, de celles à fin de réformation d'erreurs dans les actes de l'état civil, et autres de même nature. — Le président du tribunal tient l'audience des référés, à laquelle sont portés tous référés pour quelque cause que ce soit, autres que ceux pour simple exécution, qui se portent devant le commissaire du gouvernement ou ses substituts. — Lorsqu'il y a lieu au renvoi du référé à l'audience, le président prononce le renvoi à l'audience de la première section, à moins qu'il ne se présente litispendance, connexité ou exécution de jugement d'une autre section ; auquel cas il ordonne, s'il y a lieu, le renvoi à la section qui doit connaître de l'affaire. — Toutes requêtes à fin d'arrêt ou revendication de meubles ou marchandises ou autres mesures d'urgence, celles à fin de mise en liberté, celles à fin de permission d'assigner sur cession de

biens ou sur homologation de concordats et délibérations de créanciers, et celles à fin d'assignation à bref délai, en quelque matière que ce soit, se présentent au président du tribunal, qui les répond de son ordonnance, après le communiqué de celles qui en sont susceptibles au commissaire du gouvernement.—Les assignations en toutes matières, soit aux délais ordinaires, soit à bref délai en vertu d'ordonnances, sont données à la première section.—Sont exceptées celles qui doivent être données aux autres sections, à raison de litispendance, de connexité, ou à raison de la connaissance qui leur en appartient d'après le présent règlement.—Sur toutes assignations données à la première section, les défauts faute de comparoir sont jugés à l'audience de cette section; et les déboutés, aussi faute de comparoir, y sont également donnés.—Si, sur l'assignation principale ou en débouté, il y a constitution d'avoué, la cause est retenue à la première section, si elle est de son attribution : dans le cas contraire, elle est renvoyée pour être distribuée aux autres sections, ainsi qu'il sera expliqué ci-après.—En cas de difficultés sur les distributions d'affaires, litispendance ou connexité, les avoués sont tenus de se retirer devant le président à l'heure fixée pour la distribution; et le président statue sans forme de procès et sans frais.—Outre les différentes attributions de la première section et de son président, qui viennent d'être expliquées, elle connaît des expropriations forcées, et de toutes affaires introduites ou à introduire qui intéressent le gouvernement, autres que celles énoncées en l'article suivant, et des affaires qui intéressent les communes et les établissemens publics; le tout aux termes des lois y relatives.

15. Les cinquième et sixième sections connaissent de toutes les affaires de police correctionnelle.—Et en outre, à la cinquième section, seront portées toutes les affaires présentes ou futures de la compétence des tribunaux, quoique poursuivies par voie civile, concernant les droits de timbre, droits sur les cartes, sur les postes, messageries et voitures, droits d'octroi, et tous autres impôts indirects de semblable nature;—Et à la sixième section, seront portées toutes les affaires présentes ou futures concernant les droits d'enregistrement, les droits d'hypothèque, ceux des conservateurs des hypothèques, et les droits de greffe.

16. Les deuxième, troisième et quatrième sections connaissent indistinctement de toutes les affaires autres que celles qui viennent d'être énoncées : elles connaissent aussi indistinctement des appels de jugemens des juges de paix.

17. La distribution des affaires appartient au président du tribunal.—Il retient à la première section, et renvoie, s'il y a lieu, aux cinquième et sixième sections, les affaires qui sont de leurs attributions particulières : il renvoie également à toutes les sections les affaires dont elles doivent connaître, pour raison de connexité et de litispendance.—Pour toutes autres affaires, de quelque nature qu'elles soient, qui doivent être distribuées aux deuxième, troisième et quatrième sections, il en fait journellement, à l'issue de l'audience, la distribution par le sort, à chacune de ces sections, en nombre égal, sur le rôle général qui doit être tenu au greffe dans un registre à ce destiné, en exécution de la loi du 21 ventose an 7.—Il est laissé sur ce rôle général une colonne en blanc destinée à recevoir la mention des distributions ou des retenues, et des renvois ci-dessus énoncés aux différentes sections.—A l'égard des affaires déjà introduites, mais non encore portées sur les rôles ou mémoires d'audience des sections, les avoués qui voudront en faire faire la distribution pour en poursuivre l'audience, en feront faire l'inscription sur le rôle général prescrit par la loi du 21 ventose

an 7; et le président en fera la distribution sur ce rôle, conformément à ce qui est dit ci-dessus pour les affaires à introduire.—Il sera fait, pour chaque section, des extraits du rôle général, dans lesquelles seront mentionnées les affaires distribuées ou renvoyées à chacune d'elles: chacun des extraits sera remis au président ou vice-président de service à la section qui le concerne.

18. Les prestations de promesse de fidélité à la constitution se font à l'audience de la première section.—Les homologations de réglemens ou d'avis de chambre de discipline des officiers ministériels, se portent devant le tribunal, en assemblée générale, lorsqu'ils intéressent tout le corps des officiers ministériels, ou lorsqu'il s'agit de la suspension d'un ou plusieurs de ces officiers. Dans les autres cas, l'homologation des avis est portée à la section qui se trouve saisie de l'affaire, ou bien elle est distribuée par le président du tribunal à l'une des sections seconde, troisième ou quatrième.

TITRE III. — Des audiences

§ 1^{er}. — Des audiences des 1^{re}, 2^e, 3^e ou 4^e sections.

19. Chaque section du tribunal donne audience tous les jours, le lundi excepté, attendu que ce jour est destiné à procéder aux interrogatoires à fin d'interdiction ou sur faits et articles, aux confections d'ordre, aux partages judiciaires, et aux assemblées générales du tribunal pour son régime intérieur.

20. Les audiences de la première et de la deuxième section commencent à neuf heures; celles de la troisième et de la quatrième, à onze heures. Chacune de ces audiences doit durer au moins trois heures.—La première section donne en outre une audience distincte pour les expropriations forcées, à la suite de l'audience ordinaire, et dans la même salle, tous les jeudis: cette audience doit durer deux heures.

21. Avant l'heure fixée pour l'ouverture de l'audience des différentes sections, chaque juge sera tenu de se faire inscrire sur le registre des pointes; et le greffier devra présenter ce registre au président, pour être par lui signé avant l'audience.

22. Il est fait des affiches pour les causes à porter aux audiences, lorsqu'elles sont en état, par un premier jugement par défaut, ou par des conclusions respectivement prises à l'audience.—Chacune de ces affiches contiendra quatre-vingt-dix causes, et sera exposée dans la salle d'audience et au greffe, dix jours avant que les causes soient appelées.—Un tiers des causes est appelé le premier jour d'audience de chaque décade qui suit celle de l'exposition de l'affiche.—Ces appels servent à indiquer des jours pour plaider, lorsque les avoués se présentent. — Si à ces appels, l'un des avoués ne se présente pas, l'autre est obligé de prendre jugement qui est définitif: en cas de comparution des deux avoués, ils seront tenus de prendre des conclusions, s'ils ne l'ont déjà fait; et le tribunal indiquera un jour fixe pour la continuation de la cause.—Si l'un des deux avoués prévoit, pour le jour indiqué, quelque obstacle qui puisse l'empêcher de se présenter, il en fera l'observation; et le tribunal, s'il trouve l'observation fondée, indiquera un autre jour.

23. Au jour indiqué, la cause sera plaidée sans que les défenseurs puissent obtenir de remise, excepté pour cause de maladie du défenseur ou de l'avoué qui aura pris des conclusions.

24. Si, au jour indiqué, aucun défenseur ne se présente, ou si celui qui se présente refuse de prendre jugement, la cause sera rayée de l'affiche.

25. Toute cause rayée de l'affiche ne peut être placée sur une nouvelle affiche que sur le vu de l'expédition du jugement de radiation : tous les frais et les indemnités qui pourraient en résulter, seront supportés personnellement et sans répétition, même contre sa partie, par l'avoué qui aura donné lieu à la radiation.

26. Les causes qui restent sur l'affiche à la fin du mois sont jugées le mois ou les mois suivans, avant celles des nouvelles affiches.—Il n'est point fait et publié de nouvelles affiches pour les quatorze jours de fructidor qui précèdent la vacance du tribunal ; les affaires restées sur les affiches des mois précédens sont seulement portées aux audiences avec celles ci-après mentionnées. — A l'ouverture de chaque session judiciaire, pendant les quatorze derniers jours de brumaire, sont portées seulement aux audiences : 1^o les affaires restées sur les affiches à la fin de la session précédente ; 2^o les affaires renvoyées à jours fixes de ces derniers quatorze jours de brumaire ; 3^o les affaires mentionnées dans l'article 33 ci-après.

27. Il sera tenu au greffe un cahier des présentations, sur lequel les parties seront tenues de coter leur nom et celui de leur avoué, aux termes des lois.

28. Les défauts seront pris au greffe.

29. Les défauts seront jugés à l'audience de la première section ; l'appel en sera fait chaque jour, à l'entrée de l'audience, sur un extrait particulier du rôle.

30. Le rapport des défauts sera fait par un des juges, suivant l'ordre du tableau ; et, à cet effet, la veille de l'audience au plus tard, les pièces seront remises au juge qui sera en tour d'en faire l'examen ; et néanmoins, lorsque les parties auront été assignées à bref délai en vertu d'une ordonnance du président, les défauts continueront d'être donnés à l'audience, sans qu'il soit besoin de les prendre au greffe.

31. Les jugemens des défauts seront portés sur la feuille d'audience comme les autres jugemens.

32. Tous les jugemens contiendront littéralement les conclusions respectivement prises.

33. Les causes introduites par assignation à bref délai, celles pour declinatoires, exceptions et réglemens de procédure qui ne tiennent point au fond, celles renvoyées à l'audience, en état de référé ; celles à fin de mise en liberté ou autres de pareille urgence, sont appelées sur simples mémoires pour être plaidées et jugées sans remise.—Si, pour quelques unes de ces causes, et pour considérations extraordinaires, le tribunal croit devoir accorder remise, elle est ordonnée contradictoirement à jour fixe ; et, au jour indiqué, il n'en peut être accordé une nouvelle.

34. Aux appels des causes, celles énoncées dans l'article précédent sont retenues pour être plaidées ou vidées les premières, ensuite celles des affiches.

35. Les avoués seront tenus, dans les affaires portées aux affiches, de signifier leurs conclusions trois jours au moins avant de se présenter à l'audience, soit pour plaider, soit pour poser les qualités.—Il n'est accordé défaut ou congé à l'audience que sur les conclusions signées de l'avoué qui le requiert, et déposées sur le bureau.—En toutes causes, les avoués ou défenseurs ne sont admis à plaider contradictoirement, ou à prendre leurs conclusions, qu'après que les conclusions respectivement prises, signées des avoués, ont été remises au greffier.—S'il est pris des conclusions sur le barreau, l'avoué ou les avoués sont tenus de les remettre, après les avoir signés, au greffier, qui les portera sur les feuilles d'audience.—Les avoués

seront tenus d'ajouter à leurs conclusions, l'indication de la section où la cause est pendante, et son numéro dans le rôle général.

36. Les avoués ne peuvent requérir défaut dans les causes susceptibles de communication, s'ils n'en ont communiqué, avant l'audience, au commissaire du gouvernement : dans les causes contradictoires, ils sont tenus de lui remettre leurs pièces, avec leurs conclusions motivées, au moins trois jours avant pour les causes de l'affiche, et avant l'audience pour les autres.

37. Les oppositions et empêchemens aux qualités des jugemens sont portés, à l'issue de l'audience, par simple citation, devant le président ou vice-président de la section qui a rendu le jugement : il règle le différent, et signe les qualités sur lesquelles il décide que le jugement doit être expédié.

§ II. — Des audiences des 5^e et 6^e sections.

38. Les cinquième et sixième sections donnent chacune une audience tous les jours, les lundis exceptés : cette audience commence à onze heures. Cependant, dans les affaires de longue discussion, l'heure de l'audience pourra être avancée.

39. Les affaires pour délits prévus, depuis l'article 8 et suivans jusqu'à l'article 40 inclusivement, par la loi du 19—22 juillet 1791, celles résultant de la loi du 25 frimaire an 8, et autres qui sont relatives à des délits de même nature, seront portées concurremment aux cinquième et sixième sections. Il y aura des jours particuliers pour ces sortes d'affaires. — Elles ne seront point cumulées avec les affaires suivantes, qui seront également portées et jugées à des jours distincts et séparés. — Ces affaires sont les contraventions aux lois et réglemens de police, aux droits d'octroi, de barrière, de marque d'or et d'argent, des douanes, des loteries, aux lois forestières, et autres de même nature, ainsi que les affaires résultant de citations libellées en forme de plainte, visées par le directeur du jury.

40. Les citations libellées en forme de plainte et visées par le directeur du jury, seront, avant leur notification, déposées au parquet, pour y être enregistrées et numérotées. — Elles seront alternativement et par ordre de numéros, portées à la cinquième et à la sixième section, au jour qui sera indiqué pour les affaires de cette nature.

41. Les affaires civiles, relatives au droit de timbre, droit sur les cartes, sur les messageries, postes et voitures, droits d'octroi, droits sur le tabac, et tous les autres impôts indirects de semblable nature, sont portées à l'audience de la cinquième section, tous les samedis. — Celles relatives au droit d'enregistrement, d'hypothèque ou de greffe, sont portées, aussi tous les samedis, à l'audience de la sixième section. — Si ces jours ne suffisent pas pour les juger, elles pourront être continuées ou remises à la huitaine.

ANNÉES.	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	DIRECTEUR du jury.
	SECTION.	SECTION.	SECTION.	SECTION.	SECTION.	Années

ROULEMENT DES VICE-PRÉSIDENTS.						
1 ^{re} an 10.	1 ^{er} v.-prés.	2 ^e v.-prés.	3 ^e v.-prés.	4 ^e v.-prés.	5 ^e v.-prés.	
2 ^e an 11.	4 ^e v.-prés.	5 ^e v.-prés.	1 ^{er} v.-prés.	2 ^e v.-prés.	3 ^e v.-prés.	
3 ^e an 12.	2 ^e v.-prés.	3 ^e v.-prés.	4 ^e v.-prés.	5 ^e v.-prés.	1 ^{er} v.-prés.	
4 ^e an 13.	5 ^e v.-prés.	1 ^{er} v.-prés.	2 ^e v.-prés.	3 ^e v.-prés.	4 ^e v.-prés.	
5 ^e an 14.	3 ^e v.-prés.	4 ^e v.-prés.	5 ^e v.-prés.	1 ^{er} v.-prés.	2 ^e v.-prés.	
La sixième année comme la première, la septième comme la deuxième, et ainsi de suite pour la révolution de cinq années, et pour chaque révolution de cinq années en cinq années.						

ROULEMENT DES JUGES.						
1 ^{re} an 10.	4 ^{er} } juges 7 ^e 13 ^e	2 ^e } juges 8 ^e 14 ^e	3 ^e } juges 9 ^e 15 ^e	4 ^e } juges 10 ^e 16 ^e	5 ^e } juges 11 ^e 17 ^e	6 ^e } juges 12 ^e 18 ^e
2 ^e an 11.	6 ^e } juges 9 ^e 18 ^e	5 ^e } juges 10 ^e 17 ^e	1 ^{er} } juges 13 ^e 14 ^e	2 ^e } juges 14 ^e 15 ^e	3 ^e } juges 7 ^e 16 ^e	4 ^e } juges 8 ^e 15 ^e
3 ^e an 12.	4 ^e } juges 13 ^e 15 ^e	3 ^e } juges 11 ^e 16 ^e	6 ^e } juges 8 ^e 17 ^e	5 ^e } juges 9 ^e 18 ^e	1 ^{er} } juges 0 ^e 17 ^e	2 ^e } juges 12 ^e 14 ^e
4 ^e an 13.	2 ^e } juges 8 ^e 14 ^e	1 ^{er} } juges 7 ^e 15 ^e	4 ^e } juges 10 ^e 16 ^e	3 ^e } juges 9 ^e 15 ^e	6 ^e } juges 12 ^e 18 ^e	5 ^e } juges 11 ^e 17 ^e
5 ^e an 14.	6 ^e } juges 10 ^e 17 ^e	5 ^e } juges 9 ^e 18 ^e	1 ^{er} } juges 11 ^e 15 ^e	2 ^e } juges 12 ^e 16 ^e	4 ^e } juges 8 ^e 15 ^e	3 ^e } juges 7 ^e 16 ^e
6 ^e an 15.	3 ^e } juges 11 ^e 16 ^e	4 ^e } juges 12 ^e 15 ^e	5 ^e } juges 9 ^e 18 ^e	6 ^e } juges 10 ^e 17 ^e	1 ^{er} } juges 7 ^e 14 ^e	2 ^e } juges 8 ^e 15 ^e
La septième année comme la première, la huitième comme la deuxième, et ainsi de suite pour la révolution de six années, et pour chaque révolution suivante, de six en six années.						

SERVICE DES VACATIONS.						
An 10.	An 11.	An 12.	An 13.	An 14.	An 15.	
V. p. de la 2 ^e s.	V. p. de la 2 ^e s.	V. p. de la 2 ^e s.	V. p. de la 2 ^e s.	V. p. de la 2 ^e s.	V. p. de la 2 ^e s.	
3 ^e J. de la 1 ^{re} s.	2 ^e J. de la 3 ^e s.	1 ^{er} J. de la 1 ^{re} s.	3 ^e J. de la 1 ^{re} s.	2 ^e J. de la 3 ^e s.	1 ^{er} J. de la 1 ^{re} s.	
5 ^e J. de la 3 ^e s.	2 ^e J. de la 4 ^e s.	1 ^{er} J. de la 2 ^e s.	5 ^e J. de la 2 ^e s.	2 ^e J. de la 4 ^e s.	1 ^{er} J. de la 3 ^e s.	
Subst. de la 4 ^e s.	Subst. de la 4 ^e s.	Subst. de la 4 ^e s.	Subst. de la 4 ^e s.	Subst. de la 4 ^e s.	Subst. de la 4 ^e s.	
Les six années suivantes comme les six premières, et ainsi de suite pour chaque révolution de six années.						

N° 471. = 8 floréal an 10 (28 avril 1802). = *ARRÊTÉ relatif à l'admission en entrepôt des guinées bleues, et de différentes espèces de marchandises destinées pour le commerce du Sénégal* (1). (III, Bull. CLXXXV, n° 1482.)

N° 472. = 8 floréal an 10 (28 avril 1802). = *ARRÊTÉ relatif à la vérification des comptes de la compagnie Varville, ci-devant chargée de la fourniture des fourrages*. (III, Bull. CLXXXVIII, n° 1494.)

N° 473. = 10 floréal an 10 (30 avril 1802). = *ARRÊTÉ relatif aux formes à observer pour la mise en jugement des percepteurs des contributions* (2). (III, Bull. CLXXXVIII, n° 1496.)

Les préfets sont autorisés, après avoir pris l'avis des sous-préfets, à traduire devant les tribunaux, sans recourir à la décision du conseil d'état, les percepteurs des contributions, pour faits relatifs à leurs fonctions.

N° 474. = 11 floréal an 10 (1^{er} mai 1802). = *LOI sur l'instruction publique* (3). (III, Bull. CLXXXVI, n° 1488.)

TITRE 1^{er}. — Division de l'instruction.

Art. 1^{er}. L'instruction sera donnée, — 1° Dans des écoles primaires éta-

(1) Voyez, sur le même objet, les lois et réglemens cités dans le § 5 de la deuxième partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), sur l'organisation des colonies.

(2) Voyez l'art. 75 de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), et les notes. — Voyez aussi un arrêt de cassation du 6 mars 1806 (SIN., VI, 2, 902), qui a consacré le principe posé par le présent arrêté.

(3) Voyez le décret du 22 décembre 1789—janvier 1790, sect. III, art. 2, n° 3, portant que les administrations de département sont chargées de la surveillance de l'instruction publique et de l'enseignement politique et moral, la constitution du 3—14 septembre 1791, tit. 1^{er}, qui ordonne l'organisation d'une instruction publique commune à tous les citoyens, etc.; le décret du 26 septembre (14 et) — 12 octobre suivant, qui maintient provisoirement, sous leur régime actuel, tous les établissemens d'instruction publique existans dans le royaume; celui du 12—12 décembre 1792, sur l'organisation des écoles primaires, et les notes; celui du 30 vendémiaire an 2 (21 octobre 1793), portant organisation de l'instruction publique; celui du 9—14 pluviose suivant (28 janvier—2 février 1794), qui établit un concours pour les ouvrages destinés à l'instruction publique, et la note; la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), art. 296 et suiv., qui porte des dispositions sur l'instruction publique; l'arrêté du 27 brumaire an 6 (17 novembre 1797), contenant des mesures pour faire prospérer l'instruction publique; la loi du 12 nivose suivant (1^{er} janvier 1798), tit. XVIII, concernant l'organisation de l'instruction publique dans les colonies; l'arrêté du 19 nivose an 10 (9 janvier 1802), concernant le renouvellement des jurys d'instruction publique; et celui du 13 ventose suivant (4 mars 1802), art. 3, portant que l'Institut doit, tous les cinq ans, présenter ses vœux sur l'amélioration de l'instruction publique.

Voyez encore la loi du 10—20 mai 1806, portant création d'un corps enseignant sous le nom d'université; le décret du 17 mars 1808, portant organisation de l'université; celui du 17 septembre suivant, contenant règlement pour ce corps enseignant, et spécialement l'art. 2, portant que l'instruction publique est confiée exclusivement à l'université; celui du 4 juin 1809, contenant des dispositions pour accorder le régime des anciennes écoles avec celui de l'université; et l'ordonnance du 22—28 juin 1814, qui maintient provisoirement les réglemens de l'université de France.

Voyez aussi l'ordonnance générale du 17—21 février 1815, portant règlement sur l'instruction publique, sur les académies, les universités, les facultés, les collèges royaux et communaux, etc.; le décret du 30 mars—1^{er} avril 1815 (durant les cent jours), portant rétablissement de l'université impériale, telle qu'elle était organisée par le décret du 17 mars 1808; l'ordonnance du 15—18 août 1815, qui, attendu l'inexécution de celle du 17 février précédent, porte des dispositions provisoires sur l'organisation de l'instruction publique; celle du 18 jan-

bles par les communes ; — 2° Dans des écoles secondaires établies par des communes ou tenues par des maîtres particuliers ; — 3° Dans des lycées, et des écoles spéciales entretenues aux frais du trésor public.

TITRE II. — Des écoles primaires (1).

2. Une école primaire pourra appartenir à plusieurs communes à la fois, suivant la population et les localités de ces communes.

3. Les instituteurs seront choisis par les maires et les conseils municipaux : leur traitement se composera, — 1° Du logement fourni par les communes ; — 2° D'une rétribution fournie par les parens, et déterminée par les conseils municipaux.

4. Les conseils municipaux exempteront de la rétribution ceux des parens qui seraient hors d'état de la payer : cette exemption ne pourra néanmoins excéder le cinquième des enfans reçus dans les écoles primaires.

5. Les sous-préfets seront spécialement chargés de l'organisation des écoles primaires ; ils rendront compte de leur état, une fois par mois, aux préfets.

TITRE III. — Des écoles secondaires (2).

6. Toute école établie par les communes ou tenue par les particuliers, dans laquelle on enseignera les langues latine et française, les premiers principes de la géographie, de l'histoire et des mathématiques, sera considérée comme école secondaire.

7. Le gouvernement encouragera l'établissement des écoles secondaires, et récompensera la bonne instruction qui y sera donnée, soit par la concession d'un local, soit par la distribution de places gratuites dans les lycées à ceux des élèves de chaque département qui se seront le plus distingués, et par des gratifications accordées aux cinquante maîtres de ces écoles qui auront le plus d'élèves admis aux lycées.

vier—16 février 1816, portant suppression des facultés des lettres et des sciences dans plusieurs villes ; celle du 22 juillet—5 août 1820, qui augmente le nombre des membres de la commission d'instruction publique instituée par l'ordonnance du 15—18 août 1815 ; celle du 1^{er}—12 novembre 1820, qui donne à cette commission le titre de conseil royal de l'instruction publique, et contient règlement à cet égard ; celle du 27 février—7 avril 1821, contenant organisation de l'instruction publique ; celle du 1^{er}—13 juin 1822, qui donne au chef de l'université le titre de *grand-maître*, et définit ses attributions ; celle du 8—27 avril 1824, relative à l'administration supérieure de l'instruction publique, aux collèges, institutions, pensions, etc. ; celle du 26 août—11 septembre suivant, qui crée un ministre de l'instruction publique, et détermine ses attributions ; celle du 1^{er} septembre—14 octobre même année, qui nomme deux directeurs au département de l'instruction publique ; celle du 10—15 février 1828, qui confie la direction de l'instruction publique à un ministre secrétaire d'état qui doit exercer les fonctions de *grand-maître de l'université de France* ; celle du 16—25 novembre suivant, portant suppression de la place de directeur de l'instruction publique ; le rapport au roi du 26 mars 1829, sur l'instruction publique ; et l'ordonnance du 26 mars—4 avril 1829, portant règlement général pour l'organisation de l'instruction publique.

Voyez encore les lois citées dans le cours des annotations qui vont suivre.

Les facultés des lettres, du droit et de médecine sont l'objet d'une législation particulière que nous analyserons séparément.

(1) Voyez, sur l'organisation des écoles primaires, le décret du 12—12 décembre 1792, et les notes qui résument toute la législation.

(2) Voyez l'arrêté du 4 messidor an 10 (23 juin 1802), concernant la formation des écoles secondaires ; celui du 30 frimaire an 11 (21 décembre 1802), concernant la concession de locaux destinés à l'établissement de ces écoles, leur surveillance, etc. ; celui du 19 vendémiaire an 12 (12 octobre 1803), contenant règlement sur les écoles secondaires communales ; et celui du même jour, qui désigne les maisons d'éducation et les écoles susceptibles d'être érigées en écoles secondaires.

Voyez encore, sur les écoles secondaires ecclésiastiques, les lois citées en note de la sect. III de la loi organique du concordat, du 18 germinal an 10 (8 avril 1802).

8. Il ne pourra être établi d'écoles secondaires sans l'autorisation du gouvernement. Les écoles secondaires, ainsi que toutes les écoles particulières dont l'enseignement sera supérieur à celui des écoles primaires, seront placées sous la surveillance et l'inspection particulière des préfets.

TITRE IV. — Des lycées (x).

9. Il sera établi des lycées pour l'enseignement des lettres et des sciences. Il y aura un lycée au moins par arrondissement de chaque tribunal d'appel.

10. On enseignera dans les lycées les langues anciennes, la rhétorique, la logique, la morale, et les élémens des sciences mathématiques et physiques. — Le nombre des professeurs de lycée ne sera jamais au dessous de huit ; mais il pourra être augmenté par le gouvernement, ainsi que celui des objets d'enseignement, d'après le nombre des élèves qui suivront les lycées.

11. Il y aura, dans les lycées, des maîtres d'études, des maîtres de dessin, d'exercices militaires et d'arts d'agrément.

12. L'instruction y sera donnée, — A des élèves que le gouvernement y placera ; — Aux élèves des écoles secondaires qui y seront admis par un concours ; — A des élèves que les parens pourront y mettre en pension ; — A des élèves externes.

13. L'administration de chaque lycée sera confiée à un proviseur : il aura immédiatement sous lui un censeur des études, et un procureur gérant les affaires de l'école.

14. Le proviseur, le censeur et le procureur de chaque lycée seront nommés par le premier consul : ils formeront le conseil d'administration de l'école.

15. Il y aura dans chacune des villes où sera établi un lycée, un bureau d'administration de cette école. Ce bureau sera composé du préfet du département, du président du tribunal d'appel, du commissaire du gouvernement près ce tribunal, du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel, du maire et du proviseur. — Dans les villes où il n'y aurait point de tribunal d'appel, le président du tribunal criminel fera partie du bureau d'administration du lycée. Dans celles où il n'y aurait ni tribunal d'appel, ni tribunal criminel, les membres du bureau seront nommés par le premier consul.

16. Les fonctions de ce bureau seront gratuites. Il s'assemblera quatre fois par an, et plus souvent s'il le trouve convenable, ou si le proviseur du lycée l'y invite. Il sera chargé de la vérification des comptes, et de la surveillance générale du lycée. — Le proviseur rendra compte au bureau d'administration, de l'état du lycée. Il y portera les plaintes relatives aux fautes graves qui pourraient être commises par les professeurs dans l'exercice de leurs fonctions, et par les élèves dans leur conduite. Dans le premier cas, la plainte sera communiquée au professeur contre lequel elle sera dirigée ; elle sera ensuite adressée, ainsi que la réponse, au gouvernement. Dans le cas d'inconduite et d'indiscipline, l'élève pourra être exclu du lycée par le bureau, à la charge par celui-ci d'en rendre compte au gouvernement.

17. Il sera nommé par le premier consul trois inspecteurs généraux des études, qui visiteront une fois au moins l'année les lycées, en arrêteront définitivement la comptabilité, examineront toutes les parties de l'enseignement et de l'administration, et en rendront compte au gouvernement.

(1) Voyez, dans toutes les lois générales sur l'instruction publique précédemment citées, les dispositions spéciales aux lycées (aujourd'hui collèges).

18. Après la première formation des lycées, les proviseurs, censeurs et procureurs des lycées devront être mariés ou l'avoir été. Aucune femme ne pourra néanmoins demeurer dans l'enceinte des bâtimens occupés par les pensionnaires.

19. La première nomination des professeurs des lycées sera faite de la manière suivante : les trois inspecteurs généraux des études, réunis à trois membres de l'institut national désignés par le premier consul, parcourront les départemens, et y examineront les citoyens qui se présenteront pour occuper les différentes places de professeurs. Ils indiqueront au gouvernement, et pour chaque place, deux sujets, dont l'un sera nommé par le premier consul.

20. Lorsqu'il vaquera une chaire dans les lycées une fois organisés, les trois inspecteurs généraux des études présenteront un sujet au gouvernement ; le bureau, réuni au conseil d'administration et aux professeurs des lycées, en présentera un autre : le premier consul nommera l'un des deux candidats.

21. Les trois fonctionnaires chargés de l'administration et les professeurs des lycées pourront être appelés, d'après le zèle et le talent qu'ils apporteront dans leurs fonctions, des lycées les plus faibles dans les plus forts, des places inférieures aux supérieures : cette promotion sera proposée au premier consul, sur le rapport des trois inspecteurs généraux des études.

22. Les lycées correspondant aux arrondissemens des tribunaux d'appel devront être entièrement organisés dans le cours de l'an 13 de la république.—A mesure que les lycées seront organisés, le gouvernement déterminera celles des écoles centrales qui devront cesser leurs fonctions

TITRE V. — Des écoles spéciales (1).

23. Le dernier degré d'instruction comprendra, dans des écoles spéciales, l'étude complète et approfondie, ainsi que le perfectionnement des sciences et des arts utiles.

24. Les écoles spéciales qui existent seront maintenues, sans préjudice des modifications que le gouvernement croira devoir déterminer pour l'économie et le bien du service. Quand il y vaquera une place de professeur, ainsi que dans l'école de droit qui sera établie à Paris, il y sera nommé par le premier consul, entre trois candidats qui seront présentés, le premier par une des classes de l'institut national, le second par les inspecteurs généraux des études, et le troisième par les professeurs de l'école où la place sera vacante.

25. De nouvelles écoles spéciales seront instituées comme il suit : —1° Il pourra être établi dix écoles de droit : chacune d'elles aura quatre professeurs au plus. — 2° Il pourra être créé trois nouvelles écoles de médecine, qui auront au plus chacune huit professeurs, et dont une sera spécialement consacrée à l'étude et au traitement des maladies des troupes de terre et de mer. — 3° Il y aura quatre écoles d'histoire naturelle, de physique et de chimie, avec quatre professeurs dans chacune. — 4° Les arts mécaniques et chimiques seront enseignés dans deux écoles spéciales : il y aura trois professeurs dans chacune de ces écoles. — 5° Une école de mathématiques transcendantes aura trois professeurs. — 6° Une école spéciale de géographie, d'histoire et d'économie publique, sera composée de quatre professeurs. — 7° Outre les écoles des arts du dessin, existant à Paris, Dijon, et Toulouse, il

(1) Voyez, sur l'organisation de ces écoles la loi du 3 brumaire an 4 (25 octobre 1795), tit. III.

en sera formé une quatrième avec quatre professeurs.—8° Les observatoires actuellement en activité auront chacun un professeur d'astronomie.—9° Il y aura, près de plusieurs lycées, des professeurs de langues vivantes.—10° Il sera nommé huit professeurs de musique et de composition.

26. La première nomination des professeurs de ces nouvelles écoles spéciales sera faite de la manière suivante : les classes de l'institut correspondant aux places qu'il s'agira de remplir, présenteront un sujet au gouvernement ; les trois inspecteurs généraux des études en présenteront un second ; le premier consul choisira l'un des deux.—Après l'organisation des nouvelles écoles spéciales, le premier consul nommera aux places vacantes, entre trois sujets qui lui seront présentés comme il est dit à l'article 24.

27. Chacune ou plusieurs des nouvelles écoles spéciales seront placées près d'un lycée, et régies par le conseil administratif de cet établissement.

TITRE VI. — De l'école spéciale militaire (1).

28. Il sera établi, dans une des places fortes de la république, une école spéciale militaire, destinée à enseigner à une portion des élèves sortis des lycées les élémens de l'art de la guerre.

29. Elle sera composée de cinq cents élèves formant un bataillon, et qui seront accoutumés au service et à la discipline militaire ; elle aura au moins dix professeurs, chargés d'enseigner toutes les parties théoriques, pratiques et administratives de l'art militaire, ainsi que l'histoire des guerres et des grands capitaines.

30. Sur les cinq cents élèves de l'école spéciale militaire, deux cents seront pris parmi les élèves nationaux des lycées, en proportion de leur nombre dans chacune de ces écoles, et trois cents parmi les pensionnaires et les externes, d'après l'examen qu'ils subiront à la fin de leurs études. Chaque année il y sera admis cent des premiers, et cent cinquante des seconds : ils seront entretenus pendant deux ans aux frais de la république, dans l'école spéciale militaire ; ces deux années leur seront comptées pour temps de service.—Le gouvernement, sur le compte qui lui sera rendu de la conduite et des talens des élèves de l'école spéciale militaire, pourra en placer un certain nombre dans les emplois de l'armée qui sont à sa nomination.

31. L'école spéciale militaire aura un régime différent de celui des lycées et des autres écoles spéciales, et une administration particulière ; elle sera comprise dans les attributions du ministre de la guerre. Les professeurs en seront immédiatement nommés par le premier consul.

TITRE VII. — Des élèves nationaux (2).

32. Il sera entretenu, aux frais de la république, six mille quatre cents élèves pensionnaires dans les lycées et dans les écoles spéciales.

33. Sur ces six mille quatre cents pensionnaires, deux mille quatre cents seront choisis par le gouvernement parmi les fils de militaires ou de fonctionnaires civils, judiciaires, administratifs ou municipaux, qui auront bien servi la république ; et pendant dix ans seulement, parmi les enfans des citoyens des départemens réunis à la France, quoiqu'ils n'aient été ni militaires ni fonctionnaires publics.—Ces deux mille quatre cents élèves devront avoir au moins neuf ans, et savoir lire et écrire.

(1) Voyez, sur l'organisation des écoles militaires, l'ordonnance du 31 décembre 1817 ;—7 janvier 1818, et les notes qui résument toute la législation.

(2) Voyez, sur les bourses payées par l'état, le décret du 10 mai 1808, art. 2 et suiv., et les notes.

34. Les quatre mille autres seront pris dans un nombre double d'élèves des écoles secondaires, qui seront présentés au gouvernement, d'après un examen et un concours. — Chaque département fournira un nombre de ces derniers élèves proportionné à sa population.

35. Les élèves entretenus dans les lycées ne pourront y rester plus de six ans aux frais de la nation. A la fin de leurs études, ils subiront un examen d'après lequel un cinquième d'entre eux sera placé dans les diverses écoles spéciales, suivant les dispositions de ces élèves, pour y être entretenus de deux à quatre années, aux frais de la république.

36. Le nombre des élèves nationaux placé près des lycées pourra être distribué inégalement par le gouvernement dans chacune de ces écoles, suivant les convenances de localité.

TITRE VIII. — Des pensions nationales et de leur emploi (1).

37. Le terme moyen des pensions sera de sept cents francs. Elles seront fixées pour chaque lycée par le gouvernement, et serviront tant aux dépenses de nourriture et d'entretien des élèves nationaux, qu'aux traitemens des fonctionnaires et professeurs et autres dépenses des lycées.

38. Le prix des pensions payées par les parens qui placeront leurs enfans dans les lycées ne pourra excéder celui qui aura été arrêté par le gouvernement pour chacune de ces écoles. — Les élèves externes des lycées et des écoles spéciales paieront une rétribution, qui sera proposée pour chaque lycée par son bureau d'administration, et confirmée par le gouvernement.

39. Le gouvernement arrêtera, d'après le nombre des élèves nationaux qu'il placera dans chaque lycée, et d'après le taux de leurs pensions, la portion fixe du traitement des fonctionnaires et professeurs, laquelle portion sera prélevée sur le produit de ces pensions. Il en sera de même de la portion supplétive de traitement, qui devra être fixée par le gouvernement, d'après le nombre des pensionnaires et des élèves externes de chaque lycée. — Les provideurs des lycées sont exceptés de la dernière disposition : ils recevront du gouvernement un supplément annuel et proportionné à leur traitement et aux services qu'ils auront rendus à l'instruction.

TITRE IX. — Dispositions générales.

40. Les bâtimens des lycées seront entretenus aux frais des villes où ils seront établis.

41. Aucun établissement ne pourra prendre désormais les noms de *lycée* et d'*institut*. L'institut national des sciences et des arts sera le seul établissement public qui portera ce dernier nom.

42. Il sera formé, sur les traitemens des fonctionnaires et professeurs des lycées et des écoles spéciales, un fonds de retenue qui n'excédera pas le vingtième de ces traitemens. Ce fonds sera affecté à des retraites, qui seront accordées après vingt ans de service, et réglées en raison de l'ancienneté. Ces retraites pourront aussi être accordées pour cause d'infirmités, sans que, dans ce cas, les vingt années d'exercice soient exigées.

43. Le gouvernement autorisera l'acceptation des dons et fondations des particuliers en faveur des écoles, ou de tout autre établissement d'instruction publique. Le nom des donateurs sera inscrit à perpétuité dans les lieux auxquels leurs donations seront appliquées (2).

(1) Voyez la note du titre VII.

(2) Voyez le décret du 12 août 1807, qui détermine le mode d'acceptation des dons et legs faits aux établissemens d'instruction publique, et la note.

44. Toutes les dispositions de la loi du 3 brumaire an 4 qui sont contraires à celles de la présente loi, sont abrogées.

N° 475.—13 floréal an 10 (3 mai 1802).—*ARRÊTÉ relatif aux publications de mariage.* (III, Bull. CLXXXIV, n° 1464.)

Art. 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du 7 thermidor est rapporté.

2. Les publications de mariage ne pourront avoir lieu que les jours de dimanche, conformément à l'article 3, section II de la loi du 20 septembre 1792 sur l'état civil des citoyens (1).

N° 476.—13 floréal an 10 (3 mai 1802).—*LOI sur les contributions foncière, personnelle, somptuaire et mobilière de l'an 11.* (III, Bull. CLXXXVII, n° 1489.)

TITRE 1^{er}. — Contributions foncière, personnelle, somptuaire et mobilière pour l'an 11 (2).

Art. 1^{er}. La contribution foncière est fixée pour l'an 11, comme pour l'an 10, à deux cent dix millions de principal.

2. La répartition de cette somme entre les départemens est faite conformément au tableau annexé à la présente.

3. La contribution personnelle, somptuaire et mobilière est fixée, pour l'an 11, à trente-deux millions de principal. — Il n'est point dérogé à la loi du 3 nivose an 7 concernant les taxes somptuaires.

4. Pour la formation des rôles, on établira d'abord la taxe personnelle de chaque individu, puis les taxes somptuaires de ceux qui y sont assujétis; et la somme restante sera répartie en taxes mobilières.

5. La matrice du rôle des taxes somptuaires sera faite d'après le tarif suivant, conforme à celui de la loi du 3 nivose an 7 : — 1^o Taxe à raison des domestiques âgés de moins de soixante ans, — Pour domestiques hommes, le premier, six francs; le second, vingt-cinq francs; le troisième, soixante-quinze francs; pour chacun des autres, cent francs. Pour domestiques femmes, la première, un franc cinquante centimes; la seconde et les autres, trois francs. — 2^o Taxe à raison des chevaux et mulets de luxe, de selle, de carrosse, de cabriolet et de litière, — Dans les communes de cinquante mille habitans et au dessus, pour le premier, vingt-cinq francs; pour le second et les autres, cinquante francs; de dix mille habitans à cinquante mille, pour le premier, quinze francs, pour le second et les autres, trente francs; de deux mille habitans à dix mille, pour le premier, dix francs, pour le second et les autres, vingt francs; au dessous de deux mille habitans, pour le premier, six francs, pour le second, quinze francs, pour le troisième et les autres, vingt-cinq francs. — 3^o Taxe à raison de voitures et litières de luxe, — Pour une voiture à deux roues et suspendue, cinquante francs; pour une litière, cinquante francs; pour une voiture à quatre roues et suspendue, cent francs.

6. La répartition de la somme de trente-deux millions est faite entre les départemens, conformément au tableau annexé à la présente.

7. Il sera réparti, en sus du principal de l'une et l'autre contribution, deux centimes pour franc, pour fonds de non-valeurs et de dégrèvement.

(1) Voyez l'art. 63 du Cod. civ., qui reproduit cette disposition, et les notes qui accompagnent le tit. IV du décret du 20—25 septembre 1792, sur l'état civil.

(2) Voyez, sur la contribution foncière, la loi générale du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798); et, sur la contribution personnelle et mobilière; celle du 3 nivose an 7 (23 décembre 1798), et les notes étendues qui accompagnent ces lois.

8. A compter de l'an 11, seront acquittées, par le trésor public, les dépenses fixes pour les traitemens des—Préfets, sous-préfets, —Secrétaires généraux et membres des conseils de préfecture, — Professeurs et bibliothécaires des écoles centrales, — Membres des tribunaux d'appel, criminels et de première instance, — Traitemens des juges et greffiers de paix, et des greffiers de tribunaux de commerce;—Les taxations et remises des receveurs généraux et particuliers.

9. Seront à la charge des départemens toutes les dépenses variables de traitemens des employés et garçons de bureau, frais de papier et d'impression, loyers et réparations des préfectures, tribunaux, écoles publiques, ainsi que celle des prisons, dépôts de mendicité, et celles relatives aux enfans trouvés.

10. Chacun des départemens répartira, pour être versé au trésor public et servir à l'acquit des dépenses exprimées dans l'article 8, le nombre de centimes porté au tableau joint à la présente.

11. Chaque département répartira, en outre, pour l'acquit des dépenses mises à sa charge, le nombre de centimes pour franc qu'il jugera nécessaire, sans pouvoir excéder le *maximum* fixé par le même tableau ci-joint.

12. Les conseils municipaux des villes, bourgs et villages répartiront, de plus, pour leurs dépenses municipales, d'après la fixation qui en aura été faite, le nombre de centimes pour franc qu'ils jngeront nécessaire, sans pouvoir excéder cinq centimes par franc du principal.

TITRE II. — Contribution des portes et fenêtres (1).

13. La contribution des portes et fenêtres demeure fixée, pour l'an 11, à la somme de seize millions en principal.

14. La répartition de cette somme est faite entre les départemens, conformément au tableau annexé à la présente.

15. Il sera perçu, en outre des seize millions de principal, dix centimes additionnels par franc.

16. Ces centimes seront affectés aux frais de confection des rôles et aux fonds de dégrèvement et de non-valeurs.

17. Le contingent de chaque département sera réparti par le préfet entre les arrondissemens, dans la proportion du montant des rôles de l'an 10.

18. Le contingent de chaque arrondissement sera réparti entre les communes par le sous-préfet, d'après la même base.

19. La matrice du rôle de la contribution des portes et fenêtres sera faite d'après le tarif suivant, conforme aux lois antérieures : —1° Portes cochères dans les villes au dessous de cinq mille habitans, un franc soixante centimes; de cinq mille à dix mille, trois francs cinquante centimes; de dix mille à vingt-cinq mille, sept francs quarante centimes; de vingt-cinq mille à cinquante mille, onze francs vingt centimes : de cinquante mille à cent mille, quinze francs; au dessus de cent mille, dix-huit francs quatre-vingts centimes.—2° Portes ordinaires, et fenêtres autres que des troisième, quatrième et cinquième étages, dans les communes au dessous de cinq mille habitans, soixante centimes; de cinq mille à dix mille, soixante-quinze centimes; de dix mille à vingt-cinq mille, quatre-vingt dix centimes; de vingt-cinq mille à cinquante mille, un franc vingt centimes; de cinquante mille à cent mille, un franc cinquante centimes; au dessus de cent mille, un franc quatre-vingts centimes.—3° Fenêtres du troisième étage et au dessus, dans les villes au-

(1) Voyez, sur la contribution des portes et fenêtres, la loi du 4 frimaire an 7 (24 novembre, 1798), et les notes.

dessous de cinq mille habitans, soixante centimes; au dessus de cinq mille, soixante-quinze centimes.—4^e Maisons n'ayant qu'une porte et une fenêtre :

	Portes.	Fenêtres.
Dans les communes au dessous de 5,000 habitans....	0 f. 40 c.	20 c.
de 5,000 à 10,000.....	0	50
de 10,000 à 25,000.....	0	60
de 25,000 à 50,000.....	0	80
de 50,000 à 100,000.....	1	00
au dessus de 100,000.....	1	20

20. Si, d'après les matrices, la somme à imposer est au dessus de la somme à payer en l'an 11 par la commune, il sera fait une déduction proportionnelle par chaque cote.—Si, au contraire, la somme à imposer est au dessous de celle à payer pour l'an 11, il sera fait par chaque cote une augmentation proportionnelle.

21. Les matrices de rôles seront faites par les maires et adjoints, et vérifiées par les contrôleurs des contributions, et transmises au directeur pour l'expédition des rôles, qui seront rendus exécutoires par le préfet du département.

22. Le montant des décharges et réductions sera réimposé par chaque commune l'année suivante. — Le montant des remises et modérations sera pris sur les fonds de dégrèvement et de non-valeurs.

TITRE III. — Contribution des patentes.

23. Les patentes seront perçues pour l'an 11 comme en l'an 10.

24. Il sera perçu, en outre du droit principal, cinq centimes par franc, pour former un fonds de dégrèvement et de non-valeurs par département.

25. L'article 40 de la loi du 1^{er} brumaire an 7, relatif aux descentes de classe, est abrogé.—Les réclamations qui auront lieu, seront faites, présentées et jugées comme celles qui concernent les contributions directes.

26. La cote des citoyens sujets à patentes, qui viendront à décéder, ne sera exigible que pour le passé et le mois courant. — Les forains paieront la contribution entière dans le premier mois.

27. Les meuniers paieront le droit proportionnel sur le pied du trentième de la valeur locative de leurs maisons, moulins et usines, au lieu du dixième auquel ils ont été assujétis jusqu'à présent.

(*Suivent les tableaux mentionnés dans la présente loi.*)

N^o 477.—13 floréal an 10 (3 mai 1802).—**ARRÊTÉ** qui autorise l'acceptation d'un capital de dix mille francs offert à l'institut national par le citoyen Lalande, pour la fondation d'un prix annuel d'astronomie. (III, Bull. CLXXXVIII, n^o 1497.)

N^o 478.—14 floréal an 10 (4 mai 1802).—**LOI** relative aux contributions indirectes de l'an 11. (III, Bull. CLXXXVII, n^o 1490.)

TITRE 1^{er}. — Prorogation des contributions indirectes.

Art. 1^{er}. Les contributions indirectes perçues en l'an 10 sont prorogées pour l'an 11, avec les modifications et d'après les dispositions contenues aux titres suivans.

TITRE II. — De la poste aux lettres (1).

2. Les lettres au dessous du poids de six grammes seront taxées du port fixé par l'article 1^{er} de la loi du 27 frimaire an 8.

(1) Voyez le décret du 17—22 août 1791, qui fixe le tarif de la poste aux lettres, et les notes qui indiquent les variations successives que ce tarif a eues.

3. La lettre du poids de six grammes, et jusqu'au poids de huit grammes exclusivement, paiera un décime en sus du port simple.—La lettre du poids de huit grammes, et jusqu'à dix grammes inclusivement, paiera une fois et demie le port.—La lettre ou paquet au dessus du poids de dix grammes, et jusqu'à quinze grammes exclusivement, paiera deux fois le port de la lettre simple.—La lettre ou paquet du poids de quinze à vingt grammes exclusivement, paiera deux fois et demie le port; et ainsi de suite, la moitié du port en sus par chaque poids de cinq grammes.—Toutes les fois que le poids des lettres ou paquets donnera lieu à une fraction de cinq centimes, il sera ajouté cinq centimes pour parvenir à la taxe en décimes, conformément à l'article 5 de la loi du 27 frimaire an 8.—En conséquence, les articles 6 et 7 de la loi du 27 frimaire an 8, concernant la taxe des lettres et paquets, sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions ci-dessus.

4. A mesure qu'il sera conclu de nouvelles conventions avec les offices étrangers, la taxe des lettres *de et pour* l'étranger sera perçue, savoir, sur les lettres partant de l'intérieur de la république, selon les progressions de la présente loi et celles non abrogées de la loi du 27 frimaire an 8; et sur les lettres arrivant de l'étranger, selon les précédentes lois, et proportionnellement aux prix perçus chez l'étranger sur les lettres de la république.—Le gouvernement pourra déterminer plus particulièrement, dans la forme établie pour les réglemens d'administration publique, les taxes de départ et celles d'arrivée, selon les circonstances et la nature des conventions.

5. L'article 12 de la loi du 27 frimaire an 8 est applicable aux lettres destinées pour l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande, pour le passage de mer de Calais à Douvres, et réciproquement.

TITRE III. — *Douanes* (1).

Contributions destinées à l'entretien des ports.

6. A compter de la promulgation de la présente loi, il sera perçu, dans tous les ports de la république, une contribution dont le produit sera exclusivement affecté aux dépenses d'entretien et réparations des ports.

7. Cette contribution sera égale à la moitié du droit de tonnage : elle sera perçue de la même manière que ce droit.

8. Il sera tenu un état du produit de la contribution dans chaque port : ce produit sera employé au profit du port dans lequel il aura été perçu.

TITRE IV. — *Enregistrement* (2).

Droits sur les bacs et sur les ponts (3).

9. Le gouvernement, pendant la durée de dix années, déterminera, pour chaque département, le nombre et la situation des bacs ou bateaux de passage établis ou à établir sur les fleuves, rivières ou canaux (4).

10. Le *taux* de chaque bac sera fixé par le gouvernement, dans la forme arrêtée pour les réglemens d'administration publique.

11. Le gouvernement autorisera, dans la même forme, et pendant la même durée de dix années, l'établissement des ponts dont la construction

(1) Voyez, sur les douanes, le décret du 6 août (22 juillet et) — 22 août 1791, et les notes qui résument la législation.

(2) Voyez, sur l'enregistrement, la loi générale du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798), et les notes.

(3) Voyez la loi du 6 frimaire an 7 (26 novembre 1798), concernant le régime, la police et l'administration des bacs et passages d'eau, et les notes.

(4) Les passages publics, même sur les rivières non navigables, ne peuvent appartenir à des particuliers. Arr. du cons., 29 septembre 1810, SIA., Jur. du cons., I, 410.

sera entreprise par des particuliers : il déterminera la durée de leur jouissance, à l'expiration de laquelle ces ponts seront réunis au domaine public, lorsqu'ils ne seront pas une propriété communale. Il fixera le tarif de la taxe à percevoir sur ces ponts (1).

TITRE V. — *Administration forestière.*

De la pêche (2).

12. A compter du 1^{er} vendémiaire prochain, nul ne pourra pêcher dans les fleuves et rivières navigables, s'il n'est muni d'une licence, ou s'il n'est adjudicataire de la ferme de la pêche, conformément aux articles suivans (3).

13. Le gouvernement déterminera les parties des fleuves et rivières où il jugera la pêche susceptible d'être mise en ferme, et il réglera pour les autres les conditions auxquelles seront assujétis les citoyens qui voudront y pêcher moyennant une licence (4).

14. Tout individu qui, n'étant ni fermier de la pêche, ni pourvu de licence, pêchera dans les fleuves et rivières navigables, autrement qu'à la ligne flottante et à la main, sera condamné, — 1^o A une amende qui ne pourra être moindre de cinquante francs, ni excéder deux cents francs; — 2^o A la

(1) Un tribunal de police ne peut condamner un partienier à construire un pont, à cause d'une élévation des eaux résultant de dégradations par lui commises, sans consulter préalablement l'autorité administrative. Cass., 8 prairial an 7, *Sin.*, I, 1, 211; *Bull. crim.*, II, 453.

(2) Voyez le décret du 6—6 juillet 1793, portant abolition du droit exclusif de pêche, et les notes qui résument la législation de la matière. Voyez surtout la loi générale du 15—24 avril 1829, sur la pêche fluviale, qui abroge toutes les lois et tous les réglemens antérieurs; et l'ordonnance du 15—19 novembre 1830, rendue en conformité de cette loi.

(3 et 4) Le droit exclusif de pêche dans les fleuves et rivières navigables est irrévocablement anéanti dans les mains de ceux qui en jouissaient, soit patrimoniallement, soit à titre d'engagistes ou d'échangistes, encore que leurs titres de possession fussent antérieurs à l'édit de 1666; à cet égard, la loi du 14 floreal an 10, en rétablissant en faveur de l'état le droit exclusif de pêche dans les fleuves et rivières navigables, n'a point fait revivre les dispositions de l'art. 41, tit. XXIII, de l'ordonnance de 1666. Avis du cons., 11 thermidor an 12, *Sin.*, VII, 2, 1097; et arr. du cons., 11 avril 1810, *Sin.*, XXV, 2, 251. — Jugé encore que la pêche dans les rivières navigables appartient exclusivement au domaine; qu'il n'y a pas d'exception en faveur des anciens engagistes ou échangistes; et que la loi de floreal an 10, en faisant revivre au profit de l'état le droit exclusif de pêche, n'a apporté, à l'égard des particuliers, aucun changement aux lois de la révolution qui ont supprimé sans indemnité tout droit exclusif de pêche. Arr. du cons., 22 janvier 1823, *Sin.*, XXIV, 2, 105; et Cass., 8 mai 1826, *Sin.*, XXVI, 1, 452; *Boll. civ.*, XXVIII, 180. — La pêche dans les rivières navigables est un droit essentiellement domanial; un tel droit est inaliénable; et toute vente administrative qui présenterait du doute sur le fait d'aliénation, doit être entendue dans le sens de non-aliénation. Arr. du cons., 27 avril 1825, *Sin.*, XXVI, 2, 342. — Lorsqu'une rivière a été rendue navigable par un entrepreneur qui a traité avec les riverains du droit de creuser, canaliser et rendre navigable, les propriétaires riverains sont réputés avoir cédé leur droit de pêche, s'ils ne prouvent pas se l'être réservé. Cass., 29 juillet 1828, *Sin.*, XXVIII, 1, 431. — Un ancien concessionnaire d'un droit de pêche sur une rivière navigable, qui n'a cessé de jouir de ce droit jusqu'à ce jour, peut être dépossédé par voie de pure administration; et l'appréciation du mérite de cette dépossession n'appartient pas aux tribunaux ordinaires. Arr. précité du cons. du 22 janvier 1823, *Sin.*, XXIV, 2, 105.

Le droit de pêche sur les rivières flottables à bûches perdues appartient aux riverains et non au domaine. Avis du cons., 21 février 1822, *Sin.*, XXV, 2, 251; et Cass., 22 août 1823, *Sin.*, XXIV, 1, 1. — Une rivière n'est pas navigable ou flottable, tellement que la pêche en appartienne à l'état, par cela seul que, pour la traverser, les riverains emploient un moyen quelconque de navigation; elle ne doit être réputée navigable ou flottable que lorsque, de fait, il existe une navigation on flottaison d'amont en aval, et réciproquement. Arr. du cons., 21 juillet 1821, *Sin.*, XXII, 2, 113. Jugé enfin, et en thèse générale, que le droit exclusif de la pêche dans les rivières navigables, attribué à l'état par la loi du 14 floreal an 10, ne doit pas être étendu aux rivières flottables. Pau, 11 mars 1824, *Sin.*, XXIV, 2, 274.

confiscation des filets et engins de pêche;—3° A des dommages-intérêts envers le fermier de la pêche, d'une somme pareille à l'amende. — L'amende sera double en cas de récidive (1).

15. Les délits seront poursuivis et punis de la même manière que les délits forestiers (2).

16. Les gords, barrages, et autres établissemens fixes de pêche, construits ou à construire, seront pareillement affermés, après qu'il aura été reconnu qu'ils ne nuisent point à la navigation, qu'ils ne peuvent produire aucun atterrissement dangereux, et que les propriétés riveraines n'en peuvent souffrir de dommage.

17. La police, la surveillance et la conservation de la pêche seront exercées par les agens et préposés de l'administration forestière, en se conformant aux dispositions prescrites pour constater les délits forestiers (3).

18. Les fermiers de la pêche pourront établir des garde-pêche, à la charge

(1) Nul autre que le fermier de la pêche, ou un poivre de licence, ne peut pêcher sur les fleuves et rivières navigables autrement qu'avec une ligne flottante tenue à la main. Arrêté du 17 nivose an 12 (8 janvier 1804); et Cass., 1^{er} décembre 1810, *Sin.*, XVI, 1, 194; *Bull. crim.*, XV, 314. — L'action de pêcher avec un instrument dont l'extrémité est fixée au fond de l'eau par le moyen d'un plomb, ne saurait être assimilée à l'action de pêcher avec une ligne flottante; ce fait constitue donc le délit de pêche prévu par la loi. Même arrêt. — Celui qui prend du poisson avec la main, en plongeant dans une rivière navigable, commet le délit de pêche prévu par l'art. 14 de la loi de floréal an 10; quand cet article prohibe de pêcher autrement qu'à la ligne flottante et à la main, cela signifie qu'il n'autorise que la pêche à la ligne flottante, tenue à la main. Cass., 7 août 1823, *Sin.*, XXIV, 1, 61; *Bull. crim.*, XXVIII, 325. — L'art. 14 de la loi de floréal an 10, en punissant le fait de pêche dans une rivière navigable autrement qu'à la ligne flottante et à la main, n'empêche pas que le fait de pêche par des personnes non autorisées, et avec engins prohibés, ne reste soumis à la peine prononcée par l'art. 10, tit. XXXI, de l'ordonnance de 1669. Cass., 21 juin 1821, *Sin.*, XXI, 1, 313; *Bull. crim.*, XXVI, 265; et 20 août 1824, *Sin.*, XXV, 1, 28; *Bull. crim.*, XXIX, 318. — Ainsi, celui qui pêche autrement qu'à la ligne, sans avoir ni droit ni licence, et qui, de plus, pêche avec un engin prohibé, est passible d'une amende fixe de cent francs, aux termes de l'ordonnance de 1669, à laquelle la loi de floréal an 10 n'a pas dérogé, quant à ce. Cass., 2 mars 1809, *Sin.*, IX, 1, 289; *Bull. crim.*, XIV, 97; et plusieurs autres arrêts. (Ces dernières décisions n'ont plus d'intérêt, aujourd'hui que l'ordonnance de 1669 se trouve formellement abrogée, en ce qui concerne la pêche, par la loi du 15—24 avril 1829, qui doit seule être suivie quant aux peines.) — Le délit de pêche dans une rivière navigable n'est pas excusable à raison de la bonne foi du prévenu, qui se serait cru autorisé à pêcher en qualité de fermier d'un individu qui prétendait avoir lui-même le droit de pêcher dans la rivière. Cass., 11 juin 1825, *Sin.*, XXVI, 1, 164; *Bull. crim.*, XXX, 319.

(2) Voyez la loi précitée du 15—24 avril 1829, art. 36 et suiv.

L'administration forestière a qualité pour poursuivre les délits de pêche commis dans les eaux et pêcheries des communes. Cass., 5 mars 1829, *Sin.*, XXIX, 1, 244; *Bull. crim.*, XXXIV, 153. — Elle peut poursuivre aussi les délits de pêche commis dans les cours d'eau non navigables ni flottables. Pau, 21 août 1829, *Sin.*, XXX, 2, 18. — En cas de pêche dans une rivière non navigable ni flottable, mais en temps prohibé et avec des engins défendus, le ministère public peut et même doit agir d'office, encore que le propriétaire riverain ne se plaigne pas. Cass., 17 brumaire an 14, *Sin.*, VII, 2, 1097; *Bull. crim.*, X, 441; et 15 février 1812, *Sin.*, XII, 1, 337; *Bull. crim.*, XVII, 73. — Jugé, au contraire, que le délit de pêche dans les eaux d'un particulier qui ne se plaint pas, ne peut donner lieu à action publique. Cass., 5 février 1807, *Sin.*, VII, 2, 74. — La poursuite du ministère public, en première instance, pour simple délit de pêche dans une rivière flottable ou navigable, ne peut, en appel, être étendue à un délit de pêche en temps et avec engins prohibés; c'est là un délit à part dont l'instruction comporte deux degrés de juridiction. Cass., 29 avril 1830, *Sin.*, XXX, 1, 336; et 7 mai 1830, *id.*, *ibid.*; *Bull. crim.*, XXXV, 289.

Les délits de pêche se prescrivent par trois mois, quand ils sont commis dans des eaux privées; ce n'est pas le cas de leur appliquer la loi sur la chasse ou celle sur la police rurale, qui fixent à un mois, dans ces matières, le délai de la prescription. Cass., 8 septembre 1820, *Sin.*, XXI, 1, 18; *Bull. crim.*, XXV, 341.

(3) Voyez, concernant le mode de constatation des délits forestiers, les lois et arrêts cités dans les

d'obtenir l'approbation du conservateur des forêts, et de les faire recevoir comme les gardes forestiers (1).

N° 479. = 15 floréal an 10 (5 mai 1802). = *Loi qui détermine un nouveau mode pour la vente des fonds ruraux appartenant à la nation* (2). (III, Bull. CLXXXVII, n° 1491.)

Art. 1^{er}. La vente des fonds ruraux appartenant à la nation, non réservés par la loi du 30 ventose an 9, continuera d'avoir lieu par la voie des enchères, suivant les formes prescrites par la loi du 16 brumaire an 5.

2. La mise à prix desdits fonds est fixée à dix fois le revenu de 1790.

3. Dans le cas où il y aurait des maisons ou bâtimens dépendant de ces fonds, qui ne seraient point nécessaires à l'exploitation, ils seront estimés séparément en capital, valeur de 1790, et le montant de leur estimation sera ajouté à la mise à prix.

4. Ladite mise à prix sera en outre augmentée de dix pour cent, lesquels tiendront lieu de l'intérêt du prix de la vente, du paiement duquel les adjudicataires seront dispensés pour tout le temps du crédit qui leur est accordé par l'article suivant.

5. Le prix de la vente sera acquitté en numéraire, par cinquième; le premier, dans les trois mois de l'adjudication; le second, un an après le premier; et les trois autres aussi successivement, d'année en année.

6. Les adjudicataires seront tenus de payer le droit d'enregistrement dans les vingt jours de l'adjudication, à raison de deux pour cent: tous autres frais de vente demeurent à la charge de la république.

7. Les paiements seront poursuivis et recouvrés en vertu du procès-verbal d'adjudication; il n'y aura plus, à l'avenir, ni obligations ni échéances.

8. Les acquéreurs en retard de payer aux termes ci-dessus fixés, demeureront déchus de plein droit, si, dans la quinzaine de la contrainte à eux signifiée, ils ne se sont pas libérés: ils ne seront point sujets à la folle-enchère, mais ils seront tenus de payer, par forme de dommages et intérêts, une amende égale au dixième du prix de l'adjudication, dans le cas où ils n'auraient encore fait aucun paiement, et au vingtième s'ils ont délivré un ou plusieurs à-comptes; le tout sans préjudice de la restitution des fruits.

9. Les préfets sont autorisés à exiger des adjudicataires dont la solvabilité ne leur sera pas connue, bonne et suffisante caution pour sûreté du prix de la vente; la même obligation pourra être imposée aux commandos ou amis.

10. Les fonds ruraux que la république possède par indivis, et qui seront reconnus n'être point susceptibles de partage, seront vendus en totalité, d'après les mêmes formes et aux mêmes conditions que ceux qui lui appartiennent sans part d'autrui; et les propriétaires par indivis avec la république percevront, aux échéances, leur portion dans le prix.

notes qui accompagnent la loi du 15—29 septembre 1791, sur l'administration forestière, art. 3 et suiv. du tit. IV.

(1) La règle que les procès-verbaux des gardes-forestiers ne font foi jusqu'à inscription de faux que dans le cas où l'indemnité et l'amende encourue n'excèdent pas cent francs, est applicable aux procès-verbaux des garde-pêche, constatant les délits de pêche. Cass., 25 novembre 1824, Sir., XXV, 1, 192.

(2) Voyez dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin, et) — 25 juillet 1790, le résumé de la législation concernant la vente des domaines nationaux.

11. Pour assurer l'exécution de l'article 14 de la loi du 30 ventose an 9, qui affecte à l'extinction de la dette publique la somme de soixante-dix millions à prendre sur celle de cent vingt millions que doit produire la vente d'une portion du restant des domaines nationaux, le trésor public, à partir du 1^{er} vendémiaire an 12, versera à la caisse d'amortissement dix millions par année, jusqu'au versement complet de ladite somme de soixante-dix millions.

12. Seront, au surplus, les lois relatives à la vente des domaines nationaux, exécutées dans toutes celles de leurs dispositions qui ne renferment rien de contraire à la présente.

N° 480. = 15 floréal an 10 (5 mai 1802). = *ARRÊTÉ contenant rectification des arrêtés qui ont ordonné la réduction des justices de paix des départemens de l'Eure, de la Moselle, de la Haute-Saône et de Saône-et-Loire.* (III, Bull. CCXXVIII bis, n° 9.)

N° 481. = 15 floréal an 10 (5 mai 1802). = *ARRÊTÉ contenant rectification des arrêtés qui ont ordonné la réduction des justices de paix des départemens des Forêts, de la Loire, des Deux-Nèthes, de l'Ourthe, du Pas-de-Calais, des Basses-Pyrénées et du Bas-Rhin.* (III, Bull. CCXXVIII bis, n° 10.)

N° 482. = 16 floréal an 10 (6 mai 1802). = *LOI relative aux bons deux-tiers, et à la vente des maisons, bâtimens et usines nationaux.* (III, Bull. CLXXXVII, n° 1492.)

Art. 1^{er}. A compter de la promulgation de la présente loi, il ne sera plus délivré de bons deux-tiers; la valeur en sera acquittée en inscriptions au grand-livre, sur le pied réglé par la loi du 30 ventose an 9.

2. Les maisons, bâtimens et usines nationaux ne pourront, à l'avenir, être vendus qu'en numéraire: la mise à prix est fixée à six fois le revenu de 1790; les ventes seront faites, au surplus, suivant les formes et aux mêmes conditions que les ventes des biens ruraux

N° 483. = 17 floréal an 10 (7 mai 1802). = *LOI portant établissement d'une nouvelle compagnie d'Afrique* (1). (III, Bull. CLXXXVIII, n° 1504.)

Art. 1^{er}. La compagnie d'Afrique supprimée par la loi du 21—29 juillet 1791, et qui avait le privilège exclusif de la pêche du corail et celui de l'exploitation des concessions faites à la république française par les puissances barbaresques, reste définitivement supprimée.

2. Il sera établi une nouvelle compagnie qui jouira des avantages et prérogatives stipulés dans les derniers traités. — La pêche du corail demeurera libre à tous les Français, moyennant une rétribution qui sera payée à la compagnie par chaque bâtiment pêcheur, et dont la quotité sera fixée, tous les ans, par le gouvernement.

3. Les consuls de la république feront, en conséquence, avec les actionnaires de la nouvelle compagnie, toutes les stipulations et conditions, ainsi que les réglemens nécessaires.

N° 484. = 17 floréal an 10 (7 mai 1802). = *LOI qui fait un fonds de cinq cents*

(1) Voyez l'arrêté du 27 nivose an 9 (17 janvier 1801), portant établissement de cette compagnie.

millions pour les dépenses des divers ministères pendant l'an 10. (III, Bull. CLXXXVIII, n° 1505.)

N° 485.—18 floréal an 10 (8 mai 1802). — *LOI relative à la dérivation du cours de la rivière du Couesnon, et à la reconstruction du pont de Pontorson. (III, Bull. CLXXXVIII, n° 1506.)*

N° 486.—18 floréal an 10 (8 mai 1802). — *LOI relative à la nomination d'adjoints de maires dans les parties de communes dont les communications avec le chef-lieu seraient difficiles, dangereuses ou même temporairement impossibles (1). (III, Bull. CLXXXIX, n° 1544.)*

Art. 1^{er}. Lorsque la mer ou un autre obstacle rendra les communications difficiles, dangereuses ou impossibles entre le chef-lieu d'une commune et les fies, îlots ou villages qui en dépendent, le gouvernement nommera, ou fera nommer par le préfet, selon la population de la commune, un adjoint au maire en sus du nombre fixé par l'article 12, paragraphe 3, de la loi du 28 pluviôse an 8. Un arrêté du gouvernement, pris dans la forme prescrite pour les réglemens d'administration, déterminera chaque commune où cette nomination devra avoir lieu.

2. L'adjoint sera pris parmi les habitans de la partie de la commune qui ne peut pas, en tout temps, communiquer avec le chef-lieu ; il sera chargé de la tenue des registres de l'état-civil.

3. Pendant les temps de l'année où la communication sera impossible, la publication et l'affiche nécessaire pour la validité des mariages pourra se faire dans le lieu où demeurera l'adjoint et à la porte de sa maison, laquelle tiendra lieu de maison commune (2).

4. L'adjoint dont la nomination sera autorisée par le gouvernement en vertu de l'article 1^{er}, n'aura point de correspondance directe avec les autorités constituées, mais seulement avec le maire de la commune. — Il lui remettra, à la fin de chaque année, les registres de l'état civil, clos et arrêtés ; et le maire les réunira avec ceux du chef-lieu, pour en faire les dépôts ordonnés par la loi.

N° 487.—18 floréal an 10 (8 mai 1802). — *SÉNATUS CONSULTÉ qui réélit Napoléon Bonaparte premier consul pour les dix années qui suivront immédiatement les dix ans pour lesquels il a été nommé (3). (Moniteur, n° 231.)*

N° 488.—20 floréal an 10 (10 mai 1802). — *ARRÊTÉ des consuls portant que le peuple français sera consulté sur cette question : Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie ? (III, Bull. CLXXXIII, n° 1449.)*

N° 489.—20 floréal an 10 (10 mai 1802). — *LOI qui fixe, pour l'an 10, à six*

(1) Voyez, relativement à cet objet, l'art. 2 de la loi générale du 21—23 mars 1831, sur l'organisation municipale.

(2) Voyez, sur la tenue des registres de l'état civil, les notes qui accompagnent le décret du 20—25 septembre 1792 ; et, sur les formalités des mariages, celles du tit. IV u, ce décret.

(3) Voyez l'arrêté du 20 floréal an 10 (10 mai 1802), portant que le peuple français sera consulté sur la question de savoir si Napoléon Bonaparte sera consul à vie, et le sénatus-consulte du 14 thermidor an 10 (2 août 1802), qui le nomme consul à vie.

Voyez aussi, dans les notes qui accompagnent la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), le résumé de la législation relative au consulat.

pour eux, sans retenue l'intérêt des cautionnements fournis par les receveurs généraux et particuliers des contributions. (III, Bull. CLXXXIX, n° 1545.)

N° 490. = 20 floréal an 10 (10 mai 1802). = *Loi qui met trois cents millions à la disposition du gouvernement, à compte des dépenses des divers ministères pendant l'an 11.* (III, Bull. CLXXXIX, n° 1546.)

N° 451. = 21 floréal an 10 (11 mai 1802). = *Loi relative aux cinq pour cent consolidés et à la dette viagère* (1). (III, Bull. CLXXXIX, n° 1547.)

TITRE I^{er}. — Des cinq pour cent consolidés.

Art. 1^{er}. La partie de la dette publique constituée en perpétuel portera, à l'avenir, le nom de *cinq pour cent consolidés*.

2. Les produits de la contribution foncière sont, jusqu'à due concurrence, spécialement affectés au paiement des cinq pour cent consolidés.

3. La somme à prélever pour le paiement des cinq pour cent consolidés forme le premier article du budget de l'état : le crédit des ministres ne peut être soldé qu'après que ledit paiement est assuré.

4. Le paiement des cinq pour cent consolidés s'effectuera en totalité, pour chaque semestre, dans le mois qui suivra son expiration : cet ordre sera établi à partir du 1^{er} vendémiaire an 11, pour le deuxième semestre de l'an 10.

5. A compter du 1^{er} vendémiaire an 11, le transfert des cinq pour cent consolidés se fera avec jouissance des intérêts du semestre courant. — Il ne sera plus délivré de coupons d'intérêts.

6. A l'avenir, les propriétaires d'anciennes rentes constituées perpétuelles, qui n'ont pas encore obtenu la consolidation conformément à la loi du 9 vendémiaire an 6, ne seront inscrits qu'avec jouissance du semestre courant. — Les arrérages antérieurs seront acquittés sur ordonnances du ministre des finances.

7. La loi déterminera, chaque année, le montant des inscriptions de cinq pour cent consolidés qui pourront être portées sur le grand-livre, en conséquence des nouvelles liquidations opérées dans le cours de la même année.

8. Le gouvernement, en exécution de l'article précédent, est autorisé à faire inscrire sur le grand-livre, dans le cours de l'an 10, — 1° Trois millions de cinq pour cent consolidés ; — 2° Quatre millions pour consolidation de tiers provisoire, la jouissance à partir de l'an 12, savoir : un million cinq cent mille francs pour l'exécution de la loi du 30 ventose an 9 ; le surplus pour les liquidations faites et non comprises dans cette somme, et pour les liquidations qui seront faites en l'an 10.

TITRE II. — Amortissement des cinq pour cent consolidés.

9. Les cinq pour cent consolidés ne pourront, dans aucun temps, excéder cinquante millions ; et si, par l'effet des consolidations restant à faire en conséquence des lois existantes, ou par des emprunts que la loi autoriserait, la dette se trouvait augmentée au-delà des cinquante millions, cette augmentation ne pourra être faite, sans qu'il soit affecté un fonds d'amortissement suffisant pour amortir, au plus tard en quinze ans, l'excédant des cinquante millions.

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, le résumé de la législation concernant la liquidation et le paiement de la dette publique perpétuelle et viagère.

10. Pour assurer d'autant l'exécution de l'article précédent, il est affecté à la caisse d'amortissement, à partir de l'an 12, dix millions par an; savoir, pendant les sept premières années, en exécution de la loi du 50 ventose; et pour les années suivantes, autant que cela sera nécessaire, pour opérer dans l'espace de quinze années au plus, à compter du 1^{er} vendémiaire an 10, l'amortissement de neuf millions de cinq pour cent consolidés, en exécution du présent article.—Le produit des postes aux lettres, à compter de l'an 12, demeure spécialement affecté audit objet.

TITRE III. — De la dette viagère.

11. La dette viagère est fixée à vingt millions en intérêts annuels.

12. Les nouvelles liquidations de rentes viagères seront inscrites de suite au grand-livre de la dette viagère, à la concurrence du montant des extinctions reconnues chaque année.

13. Dans le cas où le montant des nouvelles liquidations excéderait celui des extinctions connues à la fin de l'année, l'excédant sera inscrit, en vertu d'une loi, conformément à l'article 7.

14. Il n'est rien innové, quant à présent, au mode de paiement de la dette viagère.

N° 492. — 22 floréal an 10 (12 mai 1802). — *ARRÊTÉ* contenant une nouvelle division du département de la Seine en six arrondissemens pour les substituts du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel (1). (III, Bull. cxc, n° 1573.)

N° 493. — 23 floréal an 10 (13 mai 1802). — *Loi relative aux délits emportant peine de fustigation, et aux tribunaux spéciaux qui en auront la connaissance* (2). (III, Bull. cxc, n° 1574.)

Art. 1^{er}. Tout individu qui aura été repris de justice pour un crime qualifié tel par les lois actuellement subsistantes, et qui sera convaincu d'avoir, postérieurement à sa première condamnation, commis un second crime emportant peine afflictive, sera condamné à la peine prononcée par la loi contre ledit crime, et, en outre, à être flétri publiquement, sur l'épaule gauche, de la lettre R (3).

2. La connaissance de la contrefaçon ou altération des effets publics, du sceau de l'état, du timbre national, du poinçon servant à marquer l'or et l'argent, des marques apposées au nom du gouvernement sur toute espèce de marchandises, et, en général, la connaissance de tout crime de faux

(1) Cet arrêté n'a plus d'intérêt depuis la suppression des tribunaux criminels aujourd'hui remplacés par les cours d'assises.

(2) Voyez, sur l'organisation des tribunaux spéciaux, la loi du 18 pluviôse an 9 (7 février 1801), et les notes étendues qui l'accompagnent : elles résument la législation et la jurisprudence. — Voyez aussi la loi du 28 avril — 1^{er} mai 1832, qui a aboli la peine de la fustigation.

(3) Cette disposition n'est pas applicable à des forçats qui commettent un crime par récidive. Cass., 15 thermidor an 12, Sir., IV, 2, 222; Bull. crim., IX, 295. — La peine de fustigation ne peut être appliquée pour récidive que lorsque le premier crime était qualifié tel par la loi existante à l'époque de la récidive. Cass., 26 pluviôse an 13, Sir., V, 2, 56; Bull. crim., X, 161. — Si donc le crime à raison duquel l'individu remis en jugement avait été condamné une première fois a reçu d'une loi postérieure le simple caractère de délit, la peine de la fustigation ne peut être prononcée. Cass., 26 brumaire an 12, Sir., IV, 2, 670; Bull. crim., IX, 24. — La cour spéciale qui, ignorant la circonstance de récidive, omet de prononcer la fustigation, ne peut infliger cette peine par un arrêt postérieur. Cass., 1^{er} thermidor an 13, Sir., V, 2, 183; Bull. crim., X, 375.

Voyez encore, sur les caractères de la récidive, les arrêts rapportés en note du tit. II de la première partie du Cod. pén. du 25 septembre — 6 octobre 1791.

en écritures publiques ou privées, ou d'emploi fait d'une pièce qu'on savait être fausse, appartiendra à un tribunal spécial composé de six juges, qui devront nécessairement concourir au jugement (1).

3. Dans les villes où il y a un tribunal criminel et un tribunal civil de première instance, le président et deux juges de chacun de ces tribunaux formeront le tribunal spécial; et en cas d'empêchement des uns et des autres, ils seront respectivement remplacés par leurs suppléants ordinaires. — Dans les lieux où il n'y a qu'un tribunal criminel, le président, les juges et leurs suppléants s'adjoindront, pour compléter le nombre de six juges, un ou plusieurs hommes de loi, pris parmi ceux que le premier consul aura désignés à cet effet (2).

4. Dans les départemens où il n'y a pas de tribunaux spéciaux institués en exécution de la loi du 18 pluviôse an 9, le tribunal mentionné aux articles 2 et 3 ci-dessus, connaîtra, en outre, 1^o du crime de fausse monnaie; 2^o du crime d'incendie de granges, meules de blé, et autres dépôts de grains (3).

5. La poursuite, l'instruction et le jugement des délits mentionnés dans les articles 2 et 4, auront lieu conformément aux dispositions contenues au titre III de la loi du 18 pluviôse an 9; le tribunal ordonnera toutes les vérifications qui pourront éclairer sa décision.

6. Tout individu condamné pour l'un des crimes énoncés en l'article 2, ou pour celui de fausse monnaie, sera, dès la première fois, et outre la peine prononcée par le Code pénal, flétri publiquement, sur l'épaule droite, de la lettre F (4).

(1) Les crimes de faux sont de la compétence des cours spéciales, quelle que soit la qualité des prévenus, fussent-ils même militaires. Cass., 16 ventose an 13, *SIR.*, V, 2, 172; Bull. crim., X, 182. — Mais pour qu'une cour spéciale puisse se déclarer compétente en matière de faux, elle doit, au préalable, déclarer que l'auteur du faux a agi méchamment et dans l'intention du crime; il ne suffirait pas de constater l'existence matérielle du faux. Cass., 14 thermidor an 12, *SIR.*, VII, 2, 977; Bull. crim., IX, 292. — Dans le cas d'un délit complexe qui se compose de faux et d'escroquerie, les tribunaux spéciaux ne peuvent connaître de l'escroquerie qu'autant qu'elle a eu lieu à l'aide du faux. Cass., 6 février 1806, *SIR.*, VI, 2, 782. — Jugé encore que les tribunaux spéciaux sont compétents pour connaître d'une escroquerie commise à l'aide d'un faux. Cass., 16 octobre 1806, *SIR.*, VI, 2, 582; Bull. crim., XI, 276. — Jugé aussi que celui qui, à l'aide d'un faux nom, pris par écrit, est parvenu à commettre une escroquerie, est justiciable d'une cour spéciale. Cass., 8 juillet 1808, *SIR.*, IX, 1, 94; Bull. crim., XIII, 310. — Le crime de faux témoignage dans un procès criminel ne peut être augé dans la catégorie des crimes de faux dont la connaissance est attribuée aux tribunaux spéciaux. Cass., 21 brumaire an 11, *SIR.*, III, 2, 391; Bull. crim., VIII, 63.

De nombreuses questions se sont élevées sur la compétence des cours spéciales en matière de faux; mais elles se sont toujours résumées dans le point de savoir ce qu'on devait entendre par faux en écriture publique ou privée: nous ne pourrions, sans faire double emploi, mentionner ici tous les arrêts auxquels ces discussions ont donné lieu; on les trouvera résumés d'une manière complète en note de l'art. 41 de la sect. II du tit. II de la 2^e partie du Cod. pén. du 25 septembre—6 octobre 1791.

(2) Les membres d'une cour spéciale peuvent être remplacés par des juges de première instance. Cass., 7 floréal an 12, *SIR.*, IV, 2, 115.

(3) Pour qu'il y ait lieu à l'application de cet article, il n'est pas nécessaire que le feu ait été mis directement à des dépôts de grains; il suffit qu'il y soit communiqué par l'incendie d'un bâtiment ou d'un édifice qui y atteigne ou en dépende. Cass., 14 novembre 1806, *SIR.*, VII, 2, 1010; Bull. crim., XI, 331.

(4) Voyez l'avis du cons. d'état du 6—13 fructidor an 13 (24—31 août 1805), qui déclare le présent article applicable aux fabricateurs de fausses monnaies étrangères. — Voyez aussi, sur les caractères du crime de fausse monnaie, les arrêts rapportés en note de l'art. 1^{er} de la sect. VI du tit. 1^{er} de la 2^e partie du Cod. pén. du 25 septembre—6 octobre 1791.

L'individu condamné à la peine des travaux forcés pour crime de fausse monnaie doit en outre être condamné à la flétrissure. Cass., 28 octobre 1807, *SIR.*, VII, 2, 285; Bull. crim., XII, 421.

7. La présente loi n'aura d'effet, à l'égard de la flétrissure, en cas de récidive, que jusqu'à l'époque où la déportation pourra y être substituée, conformément à ce qui est prescrit par l'article 1^{er} du titre II de la seconde partie du Code pénal du 25 septembre 1791 ; et quant au surplus de ses dispositions, que jusqu'à l'époque où la loi du 18 pluviôse an 9 cessera d'être exécutée (1).

N° 494. — 24 floréal an 10 (14 mai 1802). — *Loi portant amnistie pour crimes de désertion à l'intérieur, commis avant le 1^{er} floréal an 10 par des sous-officiers ou soldats des troupes françaises.* (III, Bull. CXC, n° 1575.)

N° 495. — 26 floréal an 10 (16 mai 1802). — *ARRÊTÉ relatif à la détention des militaires dans des chambres de police et des prisons de discipline, etc.* (2). (III, Bull. CLXXXVIII, n° 1507.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} prairial prochain, il ne sera détenu dans les prisons militaires que les militaires en jugement, et ceux voyageant sous la conduite de la gendarmerie.

2. Les militaires condamnés à des peines de discipline seront détenus dans les chambres de police ou dans les prisons de discipline établies dans l'enceinte des casernes occupées par leurs corps.

3. Le ministre de la guerre donnera incessamment les ordres nécessaires pour l'établissement des chambres de police et des prisons de discipline dans toutes les casernes de la république : elles seront établies conformément aux dispositions du règlement du 24 juin 1792.

4. Les militaires détenus à la chambre de police ou à la prison de discipline seront passés présens dans les revues, et, en conséquence, payés de leur solde, et nourris de l'ordinaire, conformément aux dispositions du règlement de discipline et police.

5. Les militaires mis en jugement seront détenus dans les prisons établies près les conseils de guerre. — Il leur sera fourni une ration de pain par la manutention des vivres. — Il sera alloué au concierge quinze centimes par jour pour la fourniture des autres alimens, et deux centimes et demi par jour pour les frais de géôlé. La paille sera fournie par les secrétaires des municipalités, aux concierges, sur l'état nominatif des détenus, dans lequel les mutations devront être toujours rappelées. La comptabilité de cette dépense est réglée par l'article 12 ci-après. — La paille sera fournie à raison de six kilogrammes (douze livres) par homme, et renouvelée chaque décade ; mais si un homme ne séjourne pas dix jours en prison, la paille sera renouvelée à chaque mutation.

6. A la fin de chaque mois, le concierge formera un état nominatif des journées des militaires de chaque corps qui auront été détenus pendant le courant du mois : cet état indiquera les jours d'entrée et de sortie, et présentera le nombre des rations de pain fournies pendant le mois pour la subsistance des détenus. — Il formera un état semblable pour les individus qui se trouveront n'appartenir à aucun corps. — Ces états seront certifiés par le président du conseil de guerre, et arrêtés par le commissaire des guerres, qui, l'un et l'autre, en vérifieront l'exactitude sur les registres d'écrou.

(1) La peine de la flétrissure et celle de la déportation ne pouvaient, sous l'empire de cette disposition, être cumulées dans le cas de récidive. Cass., 22 pluviôse an 11, S^{en}. III, 2, 410; Bull. crim., VIII, 151; et 16 floréal an 11, S^{en}. IV, 2, 39; Bull. crim., VIII, 233.

(2) Voyez l'arrêté du 29 thermidor an 11 (17 août 1803), contenant règlement sur les prisons militaires.

7. Il sera formé deux états semblables, pour servir à établir le montant de l'indemnité de quinze centimes par jour allouée pour la subsistance des détenus, ainsi que pour les deux centimes et demi de frais de géôle. — Ces états, certifiés par le président du conseil de guerre, et arrêtés par le commissaire des guerres, seront acquittés par le payeur du lieu, sur les fonds affectés à la solde.

8. Le payeur du lieu, après avoir acquitté le premier desdits états, en adressera des extraits par corps, dûment quittancés, au payeur des corps auxquels appartiendront les détenus, lequel les remettra pour comptant auxdits corps, lorsque les militaires mis en jugement seront rappelés sur la revue de solde. — Quant aux seconds états, ils seront adressés par le payeur du lieu au commissaire ordonnateur de la division, qui en ordonnancera le paiement sur les fonds destinés au gîte et géôle, d'après l'autorisation du ministre.

9. Toutes les fois qu'un militaire sera mis en jugement, l'inspecteur ou sous-inspecteur aux revues en fera mention sur le contrôle du corps et sur la revue, mais sans l'y comprendre pour la solde ni pour les fournitures, jusqu'à ce que le militaire soit de retour au corps, ou que le corps ait reçu l'avis officiel de sa condamnation ou de son évasion.

10. Lorsque le militaire mis en jugement sera de retour à son corps, il sera rappelé sur la première revue, pour tout le temps de son absence, de sa solde, de ses masses, et des fournitures auxquelles il avait droit, déduction faite des retenues qu'il doit éprouver pour les deux centimes et demi de frais de géôle, pour le pain et les quinze centimes d'autres subsistances. La retenue pour les deux centimes et demi de frais de géôle n'aura pas lieu pour les militaires qui auraient été absous par jugement.

11. Lorsque le corps aura reçu l'avis officiel de la condamnation ou de l'évasion d'un militaire mis en jugement, ce militaire sera rayé du contrôle, à dater du jour de sa condamnation ou de son évasion; et l'inspecteur le rappellera sur la première revue, jusqu'audit jour inclus, pour la ration de pain et pour les quinze centimes par jour affectés à sa subsistance sur les fonds de la solde, ainsi que pour les deux centimes et demi de gîte et géôle.

12. Le remboursement de la fourniture de la paille aux secrétaires des municipalités aura lieu à la fin de chaque trimestre, sur un état général et nominatif de tous les détenus, sans distinction de corps, appuyé des mercuriales du lieu, constatant le prix de la paille, certifié par le président du conseil de guerre, arrêté par le commissaire des guerres, et ordonnancé par le commissaire ordonnateur, d'après l'autorisation du ministre.

13. Quant aux militaires voyageant sous l'escorte de la gendarmerie, il sera fait, tous les mois, un état par corps, des rations de pain qui leur auront été fournies: cet état sera certifié par le maire du lieu, par le commandant d'armes, s'il y en a un, et arrêté par le commissaire des guerres de l'arrondissement. — Les états pour le remboursement des frais de géôle et de la fourniture de la paille, seront formés ainsi qu'il est prescrit ci-dessus, excepté que la signature du président du conseil de guerre sera remplacée par celles du maire et du commandant d'armes.

14. Il sera alloué au concierge de la prison militaire de Paris vingt-deux centimes et demi par jour pour la subsistance des détenus, et trois centimes trois quarts, aussi par jour, pour les frais de géôle. Il lui sera accordé, en outre, à compter du 1^{er} prairial prochain, un traitement de trois mille six cents francs par an, au moyen duquel il sera tenu de salarier tous ses employés.

16. Il n'est rien innové, quant à présent, à ce qui concerne les prisons militaires de la ville de Paris.

16. Les dépenses résultant de la détention des gardes nationales non soldées, tant à Paris que dans tout autre lieu de la république, cesseront d'être à la charge du département de la guerre, à compter du 1^{er} prairial prochain.

17. Le ministre de la guerre, le ministre directeur de l'administration de la guerre et celui de la police générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin des lois.

N° 496. — 26 floréal an 10 (16 mai 1802). — **ARRÊTÉ** contenant rectification des arrêtés qui ont ordonné la réduction des justices de paix des départemens de l'Escaut et de l'Indre. (III, Bull. CCXXVIII bis, n° 11)

N° 497. — 28 floréal an 10 (18 mai 1802). — **LOI** relative à une nouvelle levée de conscrits. (III, Bull. CXC, n° 1595.)

N° 498. — 28 floréal an 10 (18 mai 1802). — **LOI** relative aux justices de paix (1). (III, Bull. CXCI, n° 1596.)

Art. 1^{er}. Lorsqu'il vaquera, par mort, démission ou autrement, une place de juge de paix, le premier suppléant succédera à ce juge pour le temps d'exercice qui restait à ce dernier, si toutefois ce temps n'excède pas une année. — Au cas contraire, les citoyens du canton procéderont, selon les formes établies, à l'élection d'un juge de paix dont les fonctions finiront à l'époque où eussent dû se terminer celles du juge primitivement nommé.

2. Dans le cas où, soit par la promotion de droit exprimée en l'article précédent, soit de toute autre manière, une place de suppléant de juge de paix viendrait à vaquer, il sera pourvu au remplacement de la manière suivante : — Si le procès-verbal de la dernière élection triennale fait mention du citoyen qui avait le plus de voix après les deux suppléants élus, et s'il y est énoncé que le nombre des voix par lui obtenues s'élevait à vingt au moins, ce citoyen sera proclamé suppléant par le sous-préfet de l'arrondissement. — Au cas contraire, le premier consul nommera le suppléant, qui exercera jusqu'aux prochaines élections.

3. Tous les greffiers des juges de paix seront nommés par le premier consul. — Ils fourniront un cautionnement ; savoir : — A Paris, de quatre mille huit cents francs ; à Bordeaux, Lyon et Marseille, de trois mille six cents francs ; dans les villes de cinquante à cent mille habitans, de deux mille quatre cents francs ; dans celles de trente à cinquante mille habitans, de dix-huit cents francs ; dans celles de dix à trente mille habitans, de douze cents francs ; dans les villes ou bourgs au dessus de trois mille jusqu'à dix mille habitans, de huit cents francs ; et dans les autres lieux, de quatre cents francs (2).

4. Lorsque les greffiers des juges de paix auront un commis-greffier, le traitement de ce commis sera à leur charge (3).

(1) Voyez, sur l'organisation des justices de paix, les attributions et la compétence des juges de paix, le tit. III du décret du 16—24 août 1790, et les notes étendues qui accompagnent la plupart des articles qui composent ce titre : elles résument la législation et la jurisprudence.

(2) Voyez l'arrêté dn 27 prairial an 10 (16 juin 1802), qui détermine le mode de versement du cautionnement des greffiers des juges de paix.

(3) Les greffiers des juges de paix ont le droit d'avoir un commis assermenté, révocable

5. Chaque juge de paix nommera un huissier au moins, et deux au plus. — La première nomination pourra porter sur ceux qui ont exercé ou exercent actuellement les fonctions simples d'huissiers près des justices de paix, ou sur les huissiers déjà reçus par les tribunaux d'appel, criminels, ou de première instance, pourvu qu'ils résident dans le ressort de la justice de paix (1).

6. A l'avenir, les juges de paix ne pourront prendre leurs huissiers que dans cette dernière classe.

7. Si cependant il n'y a point d'huissiers de cette qualité résidant dans le canton, le juge de paix pourra nommer tous autres citoyens, lesquels n'entreront néanmoins en exercice qu'après que le tribunal de première instance, s'étant fait rendre compte de leurs mœurs et de leur capacité, aura confirmé leur nomination.

8. Tout juge de paix qui, après sa nomination, ne résidera point dans le canton, sera averti par le commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance, d'y fixer son domicile dans le mois de l'avertissement; passé lequel délai, et après que le commissaire aura dénoncé la non résidence au sous-préfet, il sera, à la diligence de ce dernier, pourvu, conformément à l'article 1^{er}, au remplacement du juge de paix considéré comme démissionnaire. — Il en sera de même des suppléants.

9. On ne pourra considérer comme cessation de résidence d'un juge de paix, les absences qui seront autorisées comme il suit: — Lorsqu'un juge de paix voudra s'absenter de son canton, il se munira d'une autorisation du commissaire du gouvernement près le tribunal civil de son arrondissement. — Lorsque son absence devra durer plus d'un mois, il s'adressera au ministre de la justice pour en obtenir un congé.

10. Dans tous les cas où un juge de paix demandera un congé, il devra justifier d'un certificat du premier suppléant, et, à son défaut, du second, constatant que le service public n'en souffrira point.

11. L'affirmation des procès-verbaux des gardes-champêtres et forestiers, continuera d'être reçue par le juge de paix: ses suppléants pourront néanmoins la recevoir pour les délits commis dans le territoire de la commune où ils résideront, lorsqu'elle ne sera pas celle de la résidence du juge de paix (2). — Les maires, et, à défaut des maires, leurs adjoints, pourront recevoir cette affirmation, soit par rapport aux délits commis dans les autres

suivant leur bon plaisir, pour tenir la plume aux audiences, signer les expéditions, et généralement pour remplir toutes les fonctions de leurs charges. Lettre du grand-juge, 24 pluviôse an 12, *Sin.*, VII, 2, 993.

(1) Voyez le décret du 18 (14 et)—26 octobre 1790, sur la procédure devant les tribunaux de paix, art. 3 du tit. X, qui donne aux juges de paix des villes la faculté de nommer un des huissiers ordinaires de leur arrondissement, pour être attaché au service particulier de leur juridiction; celui du 6—27 mars 1791, sur l'ordre judiciaire, art. 13, qui définit les attributions des huissiers des juges de paix, et les notes qui résument la jurisprudence sur cet objet; celui du 19—22 juillet 1791, sur la police municipale et correctionnelle, art. 35 et 37, qui déterminent les fonctions des huissiers des juges de paix en matière de police municipale; celui du 9—12 février 1793, concernant le lieu de la résidence de ces huissiers; celui du 19 vendémiaire an 4 (11 octobre 1795), sur l'organisation judiciaire, art. 27, qui détermine le nombre et les attributions des huissiers des juges de paix, et les notes; le Code du 3 brumaire an 4 (25 octobre 1795), art. 155, concernant la notification des citations en simple police, et les notes; et le Cod. proc., art. 4, concernant les attributions des huissiers des juges de paix, en matière civile.

(2) En cas de maladie, d'absence ou autre empêchement du juge de paix, son suppléant a caractère légal pour recevoir l'affirmation d'un procès-verbal de garde-forestier, même dans la commune habitée par le juge de paix. *Cass.*, 28 octobre 1824, *Sin.*, XXV, 1, 228; *Bull. crim.*, XXIX, 432.

communes de leurs résidences respectives, soit même par rapport à ceux commis dans les lieux où résident le juge de paix et ses suppléans, quand ceux-ci seront absens (1).

12. Dans les villes qui renferment plusieurs justices de paix, il n'y aura plus qu'un seul tribunal de police (2).

13. Chaque juge de paix y siégera tour-à-tour pendant trois mois. — Dans les villes où les arrondissemens sont par ordre numérique, on suivra l'ordre des numéros; dans les autres villes, on suivra l'ordre qu'occupent les justices de paix dans l'arrêté relatif à leur fixation (3).

14. Il y aura pour ce tribunal de police un greffier particulier, à la nomination du premier consul: ce greffier fournira un cautionnement supérieur, du quart en sus, à celui que devront fournir les greffiers de justice de paix établis dans la même ville (4). — Il pourra s'adjoindre un commis-greffier, qui sera tenu de prêter serment, et dont le traitement sera à sa charge.

15. Les huissiers des diverses justices de paix composant le ressort d'un même tribunal de police, exerceront concurremment leur ministère près ce même tribunal.

16. Dans le cas où le tribunal de police embrasserait plus de quatre justices de paix, le gouvernement pourra diviser ce tribunal en deux sections, dans chacune desquelles siégera un juge de paix, toujours alternativement et pendant trois mois. — Le greffier sera, dans ce cas, tenu d'avoir un commis assermenté pour le service de la seconde section.

17. Les lois relatives, soit à l'organisation, soit aux attributions des jus-

(1) Voyez, sur l'affirmation des procès-verbaux des gardes-forestiers, le décret du 15 septembre (20 août, 2, 3, 4 et) — 29 septembre 1791, tit. IV, art. 7, et les notes; et, sur l'affirmation des procès-verbaux des gardes-champêtres, le décret du 28 septembre — 6 octobre 1791, concernant la police rurale, tit. 1^{er}, sect. VII, art. 6, et les notes.

Les procès-verbaux des gardes-forestiers ne peuvent être affirmés devant les maires de communes autres que celles où les délits qu'ils énoncent ont été commis. Cass., 2 octobre 1806, *Sir.*, VI, 2, 733; et 30 mars 1809, *Sir.*, XVII, 1, 322. — Jugé de même en ce qui concerne l'affirmation des procès-verbaux des gardes-champêtres. Cass., 5 brumaire an 12, *Sir.*, IV, 2, 73. — Lorsqu'un individu est aperçu par un garde, coudoiant des bois de délit, et qu'il s'échappe, de manière à ne pouvoir être reconnu par le garde, c'est devant le maire du lieu où le bois est saisi et le délit constaté que l'affirmation doit être faite, et non devant celui de la commune où le délinquant a commencé d'être aperçu. Cass., 17 mars 1810, *Sir.*, XVI, 1, 231; Bull. crim., XV, 77. — L'affirmation reçue par l'adjoint du maire est valable, quoiqu'elle ne dise pas qu'il agit en l'absence ou à cause de l'empêchement du maire. Cass., 1^{er} septembre 1809, *Sir.*, XVI, 1, 230; Bull. crim., XIV, 316. — Les membres du conseil municipal ne peuvent, en cas d'absence du maire et de son adjoint, recevoir l'affirmation des procès-verbaux des gardes-forestiers. Cass., 18 novembre 1808, *Sir.*, XX, 1, 457.

L'art. 11 de la loi du 28 floréal an 10, en donnant aux maires le droit de recevoir l'affirmation des procès-verbaux des gardes-champêtres, leur confère implicitement le droit de recevoir les rapports et déclarations de ces gardes. Cass., 5 février 1825, *Sir.*, XXV, 1, 336; Bull. crim., XXX, 68.

Ce même article n'impose pas aux maires l'obligation d'énoncer le lieu dans lequel l'affirmation est reçue. Cass., 11 janvier 1817, *Sir.*, XVII, 1, 113; Bull. crim., XXII, 14.

Lorsque le rapport d'un garde-champêtre, et, à la suite, l'affirmation de ce rapport sont écrits par un maire sur une même feuille de papier, il suffit, pour la régularité du procès-verbal, que le maire appose sa signature au bas de l'affirmation: on ne peut voir dans le rapport et l'affirmation deux actes distincts, et exiger pour chacun la signature du maire. Cass., arrêt précité, 5 février 1825.

(2) Les suppléans des juges de paix peuvent tenir les audiences de simple police, même dans les villes où il y a plusieurs juges de paix. Cass., 2 frimaire an 14, *Sir.*, VI, 2, 719.

Il n'y a pas incompatibilité entre les places de juge suppléant près le tribunal de première instance et de suppléant du juge de paix. Même arrêt.

(3) Voyez l'art. 142 du Cod. inst. crim. de 1808.

(4) Voyez l'arrêté précité du 27 prairial an 10 (16 juin 1802), concernant le mode de versement de ce cautionnement.

tices de paix, continueront d'être exécutées dans toutes les dispositions auxquelles il n'est point dérogé par la présente.

N° 499.—29 floréal an 10 (19 mai 1802). — *Loi relative au droit d'entrée sur les tabacs en feuilles, et à celui qui sera perçu pour leur fabrication.* (III, Bull. CXII, n° 1602.)

SECTION 1^{re}. — Droit d'entrée sur le tabac en feuilles de l'étranger (1).

Art. 1^{er}. La voie de terre est prohibée pour l'importation des tabacs en feuilles de l'étranger, sous peine de confiscation de la marchandise, des chevaux, harnais et voitures qui auront servi au transport.

2. L'importation des tabacs en feuilles de l'étranger, du côté de la mer, ne pourra avoir lieu que sur les bâtimens de cent tonneaux et au dessus, et par les ports d'Ostende, de Dunkerque, du Havre, de Dieppe, de Morlaix, Nantes, Saint-Malo, Lorient, La Rochelle, Bordeaux, Cette et Marseille, sous peine de confiscation de la marchandise, et des bâtimens ou bateaux qui auront servi au transport.

3. L'importation des tabacs en feuilles de l'étranger, du côté du nord et de l'est, ne pourra avoir lieu que par le port d'une des villes de Cologne, Mayence et Strasbourg; le tout sous la peine portée en l'article précédent.

4. Les tabacs en feuilles venant de l'étranger continueront à payer six francs soixante centimes par myriagramme, lorsqu'ils seront importés par navires étrangers; et seulement quatre francs quarante centimes, lorsqu'ils seront importés par navires français.—Ils seront assujétis à l'entrepôt comme par le passé.

5. Les tabacs en feuilles venant de l'étranger pourront être dix-huit mois en entrepôt, sans payer le droit.—Passé ce délai, la taxe sera acquise et exigible au moment où le tabac sortira de l'entrepôt.

6. Le droit sera payé comptant, ou en traites à quatre mois de terme, suffisamment cautionnées.

7. Il ne sera fait aucune réduction des droits imposés sur les tabacs en feuilles, pour cause d'avarie; lors de la reconnaissance qui en sera faite, les propriétaires auront la faculté d'en distraire les parties avariées, pour être brûlées ou réexportées, sans qu'ils puissent séparer la tige des feuilles.

8. Les tabacs en feuilles ne pourront circuler dans les deux myriamètres des côtes et frontières, sans acquit à caution d'un bureau de douane, à peine de saisie et confiscation de la marchandise et des moyens de transport, et d'une amende double du droit.

SECTION II. — Droit de fabrication (2).

9. La taxe de quatre décimes par kilogramme sera établie uniformément sur toute espèce de tabac fabriqué.

10. Nul ne pourra fabriquer du tabac, sans en avoir fait une déclaration préalable au préposé de l'enregistrement, à peine d'une amende de cinq cents francs, et de confiscation des matières, marchandises et ustensiles servant à la fabrique.

11. Le directeur général de l'enregistrement fera former, par des pré-

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'art. 4 du décret du 20—27 mars 1791, sur la culture et la vente du tabac, le résumé de la législation concernant l'importation du tabac étranger.

(2) Les dispositions qui suivent n'ont plus d'intérêt, depuis que l'état s'est attribué le monopole de la fabrication et de la vente du tabac. — Voyez, dans les notes sur le décret précité du 20—27 mars 1791, le résumé des lois qui ont constitué ce monopole.

posés spéciaux, les rôles des fabricans. Ces préposés, assistés du maire de la municipalité ou de son adjoint, iront visiter les fabriques, et arrêteront lesdits rôles.

12. Les préposés de la régie sont spécialement chargés de l'inspection et surveillance des fabriques : en conséquence, ils sont autorisés à se transporter seuls dans les ateliers, toutes les fois qu'ils le jugeront nécessaire, à l'effet de vérifier si on n'y emploie pas d'autres machines que celles qui sont déclarées, et dresser procès-verbal des contraventions.

13. Les préposés pourront aussi se transporter, avec l'assistance du maire ou adjoint, dans les maisons où il serait présumé qu'il existe des fabrications clandestines ; et ils dresseront ensemble procès-verbal de leurs perquisitions, et des contraventions qu'ils auraient découvertes.

14. Les préposés, assistés comme il est dit à l'article précédent, estimeront la quantité de tabac qui pourra être fabriquée pendant l'année dans chaque fabrique, et il en sera fait mention à chaque article du rôle.

15. La taxe de fabrication sera acquittée, pour les feuilles provenant de l'étranger, à la sortie de l'entrepôt ; et ce, par moitié, en traites à six mois et un an de terme, suffisamment garanties.

16. La taxe de fabrication sera perçue, pour les feuilles indigènes, en raison du montant de la fabrication à laquelle chaque fabrique aura été estimée, déduction faite des feuilles étrangères dont le fabricant pourra justifier qu'il a acquitté le droit.

17. Il sera fait un règlement pour déterminer la forme des acquits-à-caution, de leur visa et de leur décharge.

18. Tout fabricant qui n'aura pas mis sur le devant de sa fabrique le tableau, et, sur son tabac fabriqué, l'étiquette, prescrits par l'article 17 de la loi du 22 brumaire an 7, sera condamné à une amende de cinq cents francs pour la première fois, et de mille francs en cas de récidive, ainsi que dans le cas prévu par l'article 18 de la même loi.

19. Les lois des 22 brumaire, 6 et 9 prairial an 7, seront exécutées en tout ce qui n'est pas contraire à la présente loi

N° 500. = 29 floréal an 10 (19 mai 1802). = *Loi relative aux taxes des douanes, aux entrepôts, et aux importations ou exportations de marchandises* (1). (III, Bull. cxcii, n° 1603.)

Art. 1^{er}. Le gouvernement pourra provisoirement hausser ou baisser les taxes des douanes, établir ou défendre des entrepôts, prohiber ou permettre l'importation ou l'exportation de toutes marchandises, sous les peines de droit.

2. Les modifications seront délibérées et arrêtées suivant les formes usitées pour les réglemens d'administration publique. Elles seront présentées en forme de projet de loi au corps législatif, avant la fin de sa session, s'il est assemblé, ou à sa session la plus prochaine, s'il ne l'est pas.

N° 501. = 29 floréal an 10 (19 mai 1802). = *Loi portant création d'une légion d'honneur*. (III, Bull. cxcii, n° 1604.)

TITRE 1^{er}. — Création et organisation de la légion-d'honneur (2).

Art. 1^{er}. En exécution de l'article 87 de la constitution, concernant les

(1) Voyez, sur la législation des douanes, les notes qui accompagnent le titre du décret du 6 août (22 juillet et) — 22 août 1791.

(2) Voyez l'art. 87 de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), qui assure

récompenses militaires, et pour récompenser aussi les services et les vertus civiles, il sera formé une légion d'honneur.

2. Cette légion sera composée d'un grand conseil d'administration, et de quinze cohortes, dont chacune aura son chef-lieu particulier.

des récompenses nationales aux militaires qui se sont distingués par des actions d'éclat; l'arrêté du 13 messidor an 10 (2 juillet 1802), concernant l'organisation des cohortes de la légion d'honneur; celui du 23 du même mois (12 juillet 1802), qui détermine le mode d'admission des bicus affectés à la légion d'honneur; celui du 27 du même mois (16 juillet 1802), qui ordonne la répartition dans les seize cohortes de la légion d'honneur des militaires qui ont obtenu des armes d'honneur; l'arrêté du 3 thermidor an 10 (22 juillet 1802), art. 6, portant que les caporaux et soldats, après vingt-cinq ans de services réels, sont susceptibles d'être admis dans la légion d'honneur; le sénatus-consulte organique du 16 du même mois (4 août 1802), art. 27, 43, 57 et 62, portant des dispositions concernant la légion d'honneur; celui du 28 frimaire an 12 (20 décembre 1803), tit. VI, concernant le mode de nomination des membres du grand conseil de la légion d'honneur; l'arrêté du 25 ventose an 12 (15 mars 1804), qui détermine les cas de perte de la qualité de membres de la légion d'honneur et de suspension de l'exercice des droits de ces membres; le décret du 22 messidor même année (11 juillet 1804), qui détermine la forme de la décoration de la légion; la loi du 11—21 pluviôse an 13 (31 janvier—10 février 1805), concernant la dotation de la légion d'honneur; le décret du 16 thermidor suivant (4 août 1805), qui autorise les membres de la légion d'honneur à déléguer leur traitement, lorsqu'ils s'embarquent pour le service de l'état; le sénatus-consulte du 22 février 1806, portant désignation des membres de la légion d'honneur qui font partie des collèges électoraux; le décret du 18 septembre suivant, concernant l'administration des parcs et jardins clos, faisant partie des chefs-lieux de cohorte de la légion d'honneur; l'avis du cons. d'état du 2 février 1808, sur l'inactionnabilité des soldes de retraite, des traitemens de réforme, et des pensions militaires et de la légion d'honneur; le décret du 29 mars 1809, portant organisation des maisons impériales d'écouen et de Saint-Denis destinées à l'éducation des filles des légionnaires; et celui du 11 avril suivant, qui fixe la place des membres de la légion d'honneur dans les cérémonies publiques.

Voyez encore la charte de 1814, art. 72, portant maintien de la légion d'honneur; l'ordonnance du 21—28 juin 1814, qui change la décoration; celle du 19 juillet suivant, qui confirme de nouveau l'institution de la légion d'honneur, et porte diverses dispositions concernant son organisation, sa décoration, sa dotation, etc.; celle du 3 août même année, qui détermine le mode des nominations; celle du 27 septembre—22 octobre 1814, concernant les établissemens formés pour l'éducation des orphelins de la légion d'honneur; celles des 3 mars—8 avril 1816 et 16 mai—3 juin suivant, sur le même objet; celle du 8—14 octobre 1814, qui détermine les justifications à faire pour obtenir la délivrance des lettres-patentes de chevalier de la légion d'honneur, etc., etc.; celle du 17—21 février 1815, qui détermine le mode d'avancement dans la légion d'honneur, le nombre des dignitaires, la décoration, etc., etc.; celle du 17 février—1^{er} mars 1815, qui fixe la répartition des grades de la légion d'honneur entre les divers ministères, et celle du 16—19 mars même année, qui suspend l'exécution de l'ordonnance du 17—21 février précédent; le décret impérial du 13—21 mars 1815 (pendant les cent-jours), qui annule les promotions faites dans la légion d'honneur, et les changemens apportés à la décoration depuis le 1^{er} août 1814; et celui du 3—5 mai 1815 (cent-jours), qui prescrit un mode particulier d'admission des membres de la légion d'honneur aux collèges électoraux.

Voyez aussi l'ordonnance générale du 26 mars—8 avril 1816, concernant l'organisation, la composition et l'administration de la légion d'honneur, sous le titre d'*ordre royal de la légion d'honneur*; celle du 22 mai—3 juin 1816, qui détermine le rang des membres de la légion d'honneur dans les cérémonies publiques; celle du 3—19 juillet suivant, qui confère la grand-croix de la légion d'honneur aux princes de la famille royale et aux princes du sang; celle du 25 novembre—9 décembre 1818, qui modifie l'art. 60 de celle du 26 mars 1816, en ce qui concerne la privation de la décoration dans certains cas; la loi du 6—11 juillet 1820, concernant le traitement des membres de la légion d'honneur; l'ordonnance du 3—5 avril 1821, concernant le traitement des officiers de la légion d'honneur; celle du 26 mai—9 juin 1824, concernant le traitement des militaires membres de la légion d'honneur, nés en pays étranger; celle du 18 octobre—18 novembre 1829, qui restreint à vingt les vingt-cinq années de services effectifs auparavant exigées pour l'admission dans la légion d'honneur.

Voyez enfin la charte de 1830, art. 63, qui maintient la légion d'honneur; l'ordonnance du 13—25 août 1830, et celle du 25 août—1^{er} septembre suivant, qui changent la décoration; celle du 28 novembre—18 décembre 1831, qui admet dans la légion d'honneur certaines personnes nommées pendant les cent-jours, et la loi du 19—26 avril 1832, qui accorde un traitement à ces membres.

3. Il sera affecté à chaque cohorte des biens nationaux portant deux cent mille francs de rente.

4. Le grand conseil d'administration sera composé de sept grands officiers ; savoir , des trois consuls, et de quatre autres membres, dont un sera nommé, entre les sénateurs, par le sénat ; un autre, entre les membres du corps législatif, par le corps législatif ; un autre, entre les membres du tribunat, par le tribunat ; et un enfin, entre les conseillers d'état, par le conseil d'état. Les membres du grand conseil d'administration conserveront, pendant leur vie, le titre de grand officier, lors même qu'ils seraient remplacés par l'effet de nouvelles élections.

5. Le premier consul est, de droit, chef de la légion, et président du grand conseil d'administration.

6. Chaque cohorte sera composée de sept grands officiers, de vingt commandans, de trente officiers, et de trois cent cinquante légionnaires. — Les membres de la légion sont à vie.

7. Il sera affecté à chaque grand officier cinq mille francs ; — A chaque commandant, deux mille francs ; — A chaque officier, mille francs, — Et à chaque légionnaire, deux cent cinquante francs. — Ces traitemens seront pris sur les biens affectés à chaque cohorte.

8. Chaque individu admis dans la légion jurera, sur son honneur, de se dévouer au service de la république, à la conservation de son territoire dans son intégrité, à la défense de son gouvernement, de ses lois, et des propriétés qu'elles ont consacrées ; de combattre par tous les moyens que la justice, la raison et les lois autorisent, toute entreprise tendant à rétablir le régime féodal, à reproduire les titres et qualités qui en étaient l'attribut ; enfin, de concourir de tout son pouvoir au maintien de la liberté et de l'égalité.

9. Il sera établi, dans chaque chef-lieu de cohorte, un hospice et des logemens, pour recueillir soit les membres de la légion que leur vieillesse, leurs infirmités ou leurs blessures auraient mis dans l'impossibilité de servir l'état, soit les militaires qui, après avoir été blessés dans la guerre de la liberté, se trouveraient dans le besoin.

TITRE II. — Composition.

Art. 1^{er}. Sont membres de la légion tous les militaires qui ont reçu des armes d'honneur. — Pourront y être nommés les militaires qui ont rendu des services majeurs à l'état dans la guerre de la liberté ; — Les citoyens qui, par leur savoir, leurs talens, leurs vertus, ont contribué à établir ou à défendre les principes de la république, ou fait aimer et respecter la justice ou l'administration publique.

2. Le grand conseil d'administration nommera les membres de la légion.

3. Durant les dix années de paix qui pourront suivre la première formation, les places qui viendront à vaquer demeureront vacantes jusqu'à concurrence du dixième de la légion, et par la suite, jusqu'à concurrence du cinquième. Ces places ne seront remplies qu'à la fin de la première campagne.

4. En temps de guerre, il ne sera nommé aux places vacantes qu'à la fin de chaque campagne.

5. En temps de guerre, les actions d'éclat feront titre pour tous les grades.

6. En temps de paix, il faudra avoir vingt-cinq années de service militaire, pour pouvoir être nommé membre de la légion ; les années de service, en temps de guerre, compteront double, et chaque campagne de la guerre dernière comptera pour quatre années.

7. Les grands services rendus à l'état dans les fonctions législatives, la diplomatie, l'administration, la justice ou les sciences, seront aussi des titres d'admission, pourvu que la personne qui les aura rendus ait fait partie de la garde nationale du lieu de son domicile.

8. La première organisation faite, nul ne sera admis dans la légion qu'il n'ait exercé pendant vingt-cinq ans ses fonctions avec la distinction requise.

9. La première organisation faite, nul ne pourra parvenir à un grade supérieur qu'après avoir passé par le plus simple grade.

10. Les détails de l'organisation seront déterminés par des réglemens d'administration publique : elle devra être faite au 1^{er} vendémiaire an 12; et, passé ce temps, il ne pourra y être rien changé que par des lois.

N° 502. — 29 floréal an 10 (19 mai 1802). — *Loi relative à l'établissement de bureaux de pesage, mesurage et jaugeage* (1). (III, Bull. cxcii, n° 1605.)

Art. 1^{er}. Il sera établi dans les communes qui en seront jugées susceptibles par le gouvernement, des bureaux de pesage, mesurage et jaugeage publics. Nul ne sera contraint à s'en servir, si ce n'est dans le cas de contestation (2).

2. Les tarifs des droits à percevoir dans ces bureaux, et les réglemens y relatifs, seront proposés par les conseils des communes, adressés aux sous-préfets et aux préfets, qui donneront leur avis, et soumis au gouvernement,

(1) Voyez l'arrêté du 27 brumaire an 7 (17 novembre 1798), portant établissement des bureaux de pesage, mesurage et jaugeage publics, et les notes qui résument la législation concernant ces bureaux.

L'ancien propriétaire de droits de pesage, mesurage et jaugeage, aboli par la loi du 15—28 mars 1790, ne peut rien prétendre sur les droits de pesage, mesurage et jaugeage établis par la présente loi : les droits nouveaux sont tout-à-fait différents des anciens. Cass., 12 janvier 1825, Sra., XXV, 1, 348. — L'n bureau de pesage et le droit de l'exploiter dans un local déterminé, s'il a été acheté du gouvernement antérieur, est une propriété ; en conséquence, c'est aux tribunaux et non à l'autorité administrative qu'appartient le droit de statuer sur les dommages-intérêts résultant de la dépossession de ce bureau ou de l'exercice de ce droit, quoique opérée en vertu des lois survenues sur cette matière. Arr. du cons., 1^{er} avril 1808, Sra., Jur. du cons., I, 156.

(2) L'obligation de recourir au poids public pour le pesage et le mesurage de toutes les denrées qui sont vendues dans les halles, marchés et ports, ne s'étend pas jusqu'aux pesage et mesurage que fait faire dans le port, au moment de l'arrivée des denrées et marchandises qui lui sont adressées, celui qui les a achetées et en a pris livraison dans un autre port où elles ont été embarquées pour son compte. Cass., 29 juillet 1808, Sra., VII, 2, 1104; Bull. crim., XIII, 343. — Les peseurs, jaugeurs et mesureurs publics n'ont pas un droit exclusif au pesage, jaugeage et mesurage qui se fait dans un port, dans une halle ou dans un marché pour le compte seul d'un particulier et pour sa seule satisfaction personnelle. Cass., 26 vendémiaire an 13, Sra., VII, 2, 1105; Bull. crim., X, 10. — Jugé encore que, d'après la loi du 29 floréal an 10, le ministère des jaugeurs, peseurs et mesureurs publics, n'est obligatoire ou forcé que dans le cas de contestation relativement aux objets soumis au jaugeage, pesage et mesurage; que, dans les autres circonstances, ce ministère est purement facultatif, et que toute personne indistinctement peut se livrer à cette opération. Cass., 17 avril 1806, Sra., VII, 2, 1105. — Le pouvoir attribué à l'autorité municipale de faire des réglemens pour assurer la fidélité du débit des denrées et marchandises qui se vendent au poids et à la mesure, ne va pas jusqu'à interdire aux citoyens le droit, en se servant de poids et mesures étalonnés et légaux, de faire peser et mesurer ailleurs qu'au bureau de pesage public des denrées et marchandises exposées en vente dans les foires et marchés, à part le cas de contestation entre le vendeur et l'acheteur. Cass., 13 avril 1833, Sra., XXXIII, 1, 713. — Jugé encore que les tribunaux ne doivent point appui à un règlement qui ordonnerait que le pesage et mesurage, même dans les maisons particulières, sera fait par les préposés au pesage et mesurage, la loi ne le commandant que pour le cas où le pesage et mesurage doit être fait sur les ports, places, marchés et autres lieux publics, et par suite de contestation. Cass., 21 août 1829, Sra., XXIX, 1, 845; Bull. crim., XXXIV, 491.

qui les approuvera, s'il y a lieu, en la forme usitée pour les réglemens d'administration publique (1).

3. Un dixième des produits nets de ces droits servira à compléter l'acquittement des frais de vérification des poids et mesures, et le traitement des agens préposés à cette vérification.

4. Le surplus des produits sera employé aux dépenses des communes et des hospices exclusivement; et ce, suivant les règles prescrites pour les octrois de bienfaisance.

N° 503. — 29 floréal an 10 (19 mai 1802). — *Loi relative aux contraventions en matière de grande voirie* (2). (III, Bull. cxcii, n° 1606.)

Art. 1^{er}. Les contraventions en matière de grande voirie, telles qu'anticipations, dépôts de fumiers ou d'autres objets, et toutes espèces de détériorations commises sur les grandes routes, sur les arbres qui les bordent, sur les fossés, ouvrages d'art et matériaux destinés à leur entretien, sur les canaux, fleuves et rivières navigables, leurs chemins de halage, francs-bords, fossés et ouvrages d'art, seront constatées, réprimées et poursuivies par voie administrative.

2. Les contraventions seront constatées concurremment par les maires ou adjoints, les ingénieurs des ponts-et-chaussées, leurs conducteurs, les agens de la navigation, les commissaires de police, et par la gendarmerie: à cet effet, ceux des fonctionnaires publics ci-dessus désignés qui n'ont pas prêté serment en justice, le prêteront devant le préfet (3).

3. Les procès-verbaux sur les contraventions seront adressés au sous-préfet, qui ordonnera, par provision, et sauf le recours au préfet, ce que de droit pour faire cesser les dommages (4).

(1) Les réglemens qui ont pour objet la fidélité du débit dans les marchés, halles et ports, n'ont un caractère légal, et leur infraction n'est punissable par les tribunaux, qu'autant qu'ils ont reçu l'approbation du gouvernement, d'après la loi du 29 floréal an 10, ou du ministre, d'après l'arrêté du 12 nivose an 12. Cass., 15 mars 1822, *SIR.*, XXII, 1, 213; Bull. crim., XXVII, 117. — Le maintien de ces réglemens rentre dans les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux: en conséquence, les tribunaux de simple police sont seuls compétens pour connaître des contraventions à ces réglemens. Même arrêt.

(2) Il ne s'agit ici que des *contraventions*. Voyez le décret du 28 septembre—6 octobre 1791, tit. II, art. 40, qui prononce une amende contre ceux qui auraient dégradé ou détérioré les chemins publics; la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), qui attribue aux conseils de préfecture la connaissance du contentieux ordinaire, en matière de grande voirie, art. 4, et les notes étendues qui l'accompagnent; la loi du 9—19 ventôse an 13 (28 février—10 mars 1805), concernant la plantation des grandes routes et des chemins vicinaux, art. 8, qui renvoie aux conseils de préfecture la connaissance des contraventions aux dispositions qu'elle contient; le décret du 25 juin 1806, concernant le poids des voitures et la police du roulage, et les notes; celui du 16 décembre 1811, tit. IX, relatif à la répression des délits de grande voirie; et celui du 29 août 1813, concernant le recouvrement des amendes en matière de grande voirie.

(3) Voyez le décret du 18 août 1810, qui détermine le mode de constater les contraventions en matière de grande voirie, et les notes.

(4) Les sous-préfets ont le droit de faire exécuter provisoirement leurs ordonnances rendues pour contraventions en matière de grande voirie, sauf le recours au préfet. Arr. du cens., 12 novembre 1809, *SIR.*, Jur. du cens., I, 334; et plusieurs autres arrêts. — En matière de grande voirie, les préfets ont le droit d'ordonner toutes mesures qui intéressent la sûreté publique; mais, sauf les cas de péril imminent, les oppositions aux arrêtés des préfets sont recevables et doivent être portées aux conseils de préfecture. Arr. du cens., 2 juillet 1820, *SIR.*, Jur. du cens., V, 398. — Jugé encore que les préfets sont compétens pour ordonner la destruction d'ouvrages qui entravent le cours d'une rivière navigable; et que leurs arrêtés doivent être attaqués devant le ministre de l'intérieur avant de l'être devant le conseil d'état. Arr. du cens., 13 juin 1821, *MAC.*, II, 74.

4. Il sera statué définitivement en conseil de préfecture : les arrêtés seront exécutés sans visa ni mandement des tribunaux, nonobstant et sauf tout recours ; et les individus condamnés seront contraints par l'envoi de garnisaires et saisie de meubles, en vertu desdits arrêtés, qui seront exécutoires et emporteront hypothèque (1).

(1) A l'autorité administrative seule, et non aux tribunaux ordinaires, appartient de connaître de toutes contraventions en matière de grande voirie. Arr. du cons., 14 mai 1817, *SIN.*, Jur. du cons., IV, 17; et plusieurs autres arrêtés. — Mais cette attribution conférée aux conseils de préfecture par la loi du 29 floréal an 10, est uniquement relative aux contraventions qui ont lieu dans l'intérêt public : lorsque c'est un particulier qui est lésé ou qui réclame, la contestation doit être soumise aux tribunaux ordinaires. Arr. du cons., 28 juillet 1817, *SIN.*, XX, 2, 152. — Jugé pourtant que c'est à l'autorité administrative seule à statuer entre simples particuliers sur les actions en dommages-intérêts, pour contraventions de grande voirie. Arr. du cons., 11 janvier 1808, *SIN.*, XVI, 2, 305. — Jugé encore que les particuliers peuvent, dans leur intérêt privé, et indépendamment de l'intérêt public de la navigation et du commerce, requérir l'exécution des arrêtés du conseil de préfecture qui ordonnent la destruction des ouvrages construits sans autorisation sur une rivière navigable. Arr. du cons., 20 juin 1821, *MAC.*, II, 97. — La répression des délits en matière de grande voirie n'appartient à l'autorité administrative qu'en ce qui concerne l'application des peines pécuniaires : quant aux peines corporelles, c'est aux tribunaux seuls à les prononcer. Arr. du cons., 23 avril 1807, *SIN.*, IV, 2, 449. — Jugé dans le même sens, et, de plus, que si le même délit emporte des peines de l'une et de l'autre espèce, il doit y avoir deux décisions distinctes, soit par l'une, soit par l'autre autorité. Arr. du cons., 2 février 1808, *SIN.*, XVI, 2, 313.

L'autorité administrative est seule compétente, à l'exclusion des tribunaux de police, pour connaître des contraventions commises sur les routes royales. Arr. du cons., 31 juillet 1822, *MAC.*, IV, 181. — Toutefois, les grandes routes, dans les points qui traversent les villes, bourgs ou villages ne sont pas de la grande voirie, en tant qu'il s'agit de la commodité, sûreté ou salubrité ; alors, il ne faut pas consulter la loi du 29 floréal an 10, touchant les contraventions commises sur les grandes routes, c'est plutôt la loi du 16—24 août 1790, tit. II, art. 3, touchant les contraventions sur les voies publiques : de telles contraventions doivent donc être réprimées par les tribunaux de police, non par les conseils de préfecture. Cass., 15 avril 1824, *SIN.*, XXIV, 1, 334; *Bull. crim.*, XXIX, 140. — Jugé cependant que, lorsqu'un même terrain sert de rue et de grande route, les contraventions aux règlements de police qui s'y réfèrent peuvent être concurremment poursuivies par l'autorité judiciaire et par l'autorité administrative ; ainsi, lorsqu'un particulier, en contravention à une ordonnance de police, a laissé du fumier et des immondices au devant de sa maison, le tribunal de police ne peut renvoyer le prévenu devant l'autorité administrative, sous le prétexte que la rue où le fumier a été déposé fait partie de la grande voirie ; dans ce cas, l'autorité judiciaire et l'autorité administrative étant également compétentes pour connaître de la contravention, le jugement de la cause appartient à l'autorité qui en est saisie la première. Cass., 13 juin 1811, *SIN.*, XII, 1, 64; *Bull. crim.*, XVI, 180.

Voyez encore, sur la compétence en matière de contraventions commises sur les *rues*, les arrêtés cités ci-après.

Les routes départementales sont, par le décret du 16 décembre 1811, assimilées aux routes royales, en ce qui touche les contraventions aux règlements de grande voirie : ainsi les amendes doivent être prononcées par les conseils de préfecture. Arr. du cons., 1^{er} septembre 1819, *SIN.*, XX, 2, 238.

Les dégradations commises sur une grande route, à l'occasion de travaux exécutés d'après les ordres de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, doivent être déferées aux conseils de préfecture. Arr. du cons., 20 février 1822, *MAC.*, III, 204. — Il y a également contravention de grande voirie de la compétence de ces conseils, lorsqu'un propriétaire, par des travaux pratiqués sur son fonds, a fait refluer les eaux pluviales sur une route et y a occasionné des dégradations. Arr. du cons., 25 avril 1833, *MAC.*, 2^e série, III, 229. — *Idem*, lorsqu'un propriétaire riverain a planté au milieu et sur les talus du fossé qui borde la route, sans alignement préalable. Arr. du cons., 15 mars 1826, *MAC.*, VIII, 191. — *Idem*, lorsqu'un propriétaire riverain entend de clore un chemin vicinal, déclaré tel par un acte administratif. Arr. du cons., 11 juin 1817, *SIN.*, Jur. du cons., IV, 40.

C'est à la justice administrative à punir d'amende les particuliers qui endommagent les arbres bordant les grandes routes. Arr. du cons., 14 septembre 1814, *SIN.*, Jur. du cons., III, 13. — Ou ceux qui abattent ces arbres. Arr. du cons., 3 février 1832, *MAC.*, 2^e série, II, 40. — Toutefois, un propriétaire riverain d'une route départementale, qui a obtenu l'autorisation d'abattre des arbres, ne peut être condamné à l'amende sous prétexte qu'il en a abattu d'autres

N° 504.—29 floréal an 10 (19 mai 1802).—*Loi relative au poids des voitures employées au roulage et messageries* (1). (III, Bull. CXII, n° 1607.)

Art. 1^{er}. A compter de l'époque qui sera déterminée par le gouvernement,

que ceux autorisés, lorsque l'administration n'avait pas marqué les arbres à abattre. Arr. du cons., 19 mars 1823, MAC., V, 214.

Le dépôt de matériaux fait sans autorisation sur une route départementale constitue une contravention de grande voirie, de la compétence des conseils de préfecture. Arr. du cons., 3 août 1828, MAC., X, 592.

Les conseils de préfecture sont compétents pour faire l'application des déclarations des 18 juillet 1729 et 18 août 1730, aux maisons situées dans les traverses des routes départementales, et pour ordonner la démolition des bâtiments dont les murs de face surplombent de plus de la moitié de leur épaisseur. Arr. du cons., 19 mars 1823, MAC., V, 208. — Les conseils de préfecture peuvent ordonner la démolition d'une œuvre nouvelle, d'un simple plâtrage, par exemple, fait sans autorisation préalable à une maison, le long d'une rue. Arr. du cons., 22 février 1821, MAC., I, 289. — Les contestations entre la police et les particuliers qui, en construisant sur les bords d'une rue, pourraient avoir fait des anticipations, ne sont pas du ressort de l'autorité administrative, si la rue ne fait pas partie de la grande voirie. Arr. du cons., 25 mars 1807, SIM., Jur. du cons., I, 64. — Jugé cependant que, lorsqu'une maison se trouve à la fois située sur une rue dépendant de la grande voirie et sur une autre rue dépendant de la voirie urbaine, et que des réparations non autorisées ont été faites sur cette dernière rue, le conseil de préfecture est compétent pour connaître de la contravention. Arr. du cons., 7 mars 1821, MAC., I, 369.

C'est aux conseils de préfecture qu'appartient la connaissance des contraventions aux règlements sur la police du roulage; les tribunaux de police sont incompétents à cet égard. Arr. du cons., 4 mars 1819, SIM., Jur. du cons., V, 81.

Les conseils de préfecture sont compétents pour réprimer les contraventions commises sur les rivières navigables et flottables. Arr. du cons., 20 juin 1821, MAC., II, 97; et plusieurs autres arrêts. — Il en est de même des contraventions commises sur les bras non navigables des rivières navigables. Arr. du cons., 21 juin 1826, MAC., VIII, 304. — Un dépôt de chanvre, dans une rivière navigable, constitue un délit de grande voirie qui ne peut être poursuivi et jugé que par voie administrative. Arr. du cons., 4 février 1824, MAC., VI, 91. — Est passible d'amende l'adjoint-cataire d'un gravier qui, n'étant autorisé à faire dans l'objet vendue des ouvrages défensifs, y a exécuté sans autorisation des ouvrages offensifs. Arr. du cons., 2 juillet et 23 août 1820, SIM., Jur. du cons., V, 397 et 443.

Les contraventions relatives à la servitude des chemins de halage et marche-pieds le long des rivières navigables, sont, de leur nature, matière de voirie, et doivent être réprimées par les conseils de préfecture. Arr. du cons., 8 mai 1822, MAC., III, 504. — Par exemple, lorsqu'il s'agit d'empiétement commis sur ces chemins. Arr. du cons., 8 août 1827, MAC., IX, 436. — Lors-

(1) Voyez la loi du 7—17 ventose an 12 (27 février—8 mars 1804), qui détermine la largeur des jantes pour les roues des voitures de roulage attelées de plus d'un cheval; et spécialement l'art. 7, qui donne au gouvernement le droit de modifier le tarif du poids des voitures de roulage et des messageries, et de leur chargement; le décret général du 23 juin 1806, concernant le poids des voitures et la police du roulage; le décret du 3 mai 1810, qui réprime une fausse interprétation de l'art. 8 du précédent; le décret du 18 août 1810, qui détermine le mode de constatation des contraventions en matière de police du roulage; l'ordonnance du 24 décembre 1814—15 janvier 1815, qui rectifie l'art. 27 du décret précité du 23 juin 1806; celle du 23 décembre 1816—6 janvier 1817, relative à l'établissement de barrières de dégel, art. 6, qui fixe le poids des voitures de roulage et des messageries pendant le temps du dégel; celle du 4—20 février 1820, art. 8, qui détermine le poids du chargement des diligences; celle du 20 juin—13 juillet 1821, qui détermine le chargement des voitures qui parcourent les routes sur des roues dont les jantes sont de largeur inégale; celle du 21 mai—3 juin 1823, portant rectification nouvelle de l'art. 27 du décret du 23 juin 1806; celle du 9—21 juillet suivant, qui détermine le délai pour former opposition aux arrêtés du conseil de préfecture, en matière de roulage; celle du 27 septembre—25 octobre 1827, contenant règlement général sur la police du roulage, tit. II, concernant le chargement et le poids des voitures; celle du 16—26 juillet 1828, tit. II, sur le même objet, et celle du 23 avril—13 mai 1834, qui modifie les art. 18 et 25 de celle du 16 juillet 1828, en ce qui concerne le poids des voitures publiques.

Le roulage et les messageries ont donné lieu à un grand nombre de mesures relatives à la construction des voitures, au mode de leur conduite, aux droits qu'elles doivent acquitter, etc.; tout cela est l'objet d'une législation particulière qui n'a point de rapport avec la présente loi.

dans la forme usitée pour les réglemens d'administration publique, le poids des voitures employées au roulage et messageries dans l'étendue de la république, ne pourra excéder, en comprenant le poids de la voiture et celui du chargement, les proportions suivantes :—Pendant cinq mois, à compter du 15 brumaire au 15 germinal :

Voitures ou chariots à quatre roues.....	450 myriagrammes.
Voitures ou charrettes à deux roues.....	250
Voitures ou chariots à quatre roues, avec jantes de vingt-cinq centimètres de largeur.....	550
Voitures ou charrettes à deux roues, avec jantes de vingt-cinq centimètres de largeur.....	350
Pendant sept mois, à compter du 15 germinal au 15 brumaire :	
Voitures ou chariots à quatre roues.....	550 myriagrammes.
Voitures ou charrettes à deux roues.....	375
Voitures ou chariots à quatre roues, avec jantes de vingt-cinq centimètres de largeur.....	650
Voitures ou charrettes à deux roues, avec jantes de vingt-cinq centimètres de largeur.....	475

2. Les objets non divisibles et d'un poids supérieur au précédent tarif pourront être néanmoins transportés par le roulage, sans donner ouverture à contravention.

3. Le poids des voitures sera constaté, au moyen de ponts à bascule établis sur les routes, dans les lieux que fixera le gouvernement.—Jusqu'à l'établissement des ponts à bascule, la contravention sera constatée par la vérification des lettres de voiture

qu'il est reconnu que les propriétaires riverains d'une rivière navigable, ont empiété sur le chemin de halage, et l'ont même intercepté, le conseil de préfecture ne peut s'abstenir de prononcer sous prétexte de l'ancienneté des ouvrages, et en se fondant sur le décret du 12 janvier 1808, qui permet, en certains cas, de réduire les dimensions en largeur prescrites par l'ordonnance de 1669; c'est aux contrevenans à se retirer ultérieurement devant l'administration pour réclamer cette réduction, conformément à l'art. 4 de ce décret. Arr. du cons., 6 février 1828, MAC., X, 143.

C'est à l'autorité administrative et non aux tribunaux qu'appartient la connaissance des contestations auxquelles donneraient lieu les anticipations ou détériorations commises sur les canaux, leurs chemins de halage, francs-bords et ouvrages d'art dépendant desdits canaux. Arr. du cons., 8 avril et 13 mai 1809, SÉN., Jur. du cons., I, 268 et 285.—Cette compétence ne cesse pas par cela seul que les canaux ne sont pas encore livrés à la navigation. Arr. du cons., 8 août 1827, MAC., IX, 434.

Les conseils de préfecture sont compétens pour ordonner la démolition des digues construites à la mer, sans autorisation préalable. Arr. du cons., 16 janvier 1822, MAC., III, 71.

Ils sont compétens pour connaître des contraventions aux réglemens concernant l'établissement des barrières de dégel; sauf les poursuites ultérieures devant le tribunal de police, conformément à l'art. 474 du Cod. pén. Arr. du cons., 30 mai 1821, MAC., II, 27.

Ils sont encore compétens pour connaître des contraventions relatives aux fouilles et dépôts de décombres dans le rayon fixé des fortifications des places de guerre. Arr. du cons., 28 juillet 1824, MAC., VI, 475.

Lorsque des ouvrages faits en contravention ont été continués et conservés par l'ingénieur en chef des ponts-et-chaussées du département, en sa qualité de propriétaire, il n'est pas recevable à opposer la prescription du délit. Arr. précité du cons., 20 juin 1821, MAC., II, 97.

Les mesures répressives de grande voirie, en cas de contraventions commises par le locataire, doivent frapper le propriétaire de l'édifice, sauf à lui à faire valoir ses droits contre le locataire. Arr. du cons., 4 mai 1826, MAC., VIII, 253.

Sont nuls les arrêtés des conseils de préfecture pris sur des contraventions de grande voirie commises hors de leur département. Arr. du cons., 29 janvier 1823, MAC., V, 48.

Lorsque le préfet a fait faire des démolitions à la charge d'un propriétaire, le recouvrement de la dépense est poursuivi par voie de contrainte, conformément à l'art. 4 de la loi du 29 floréal an 10. Arr. du cons., 1^{er} avril 1821, SÉN., XXI, 2, 337.

4. Les contraventions à la présente loi seront décidées par voie administrative; et les contrevenans seront condamnés à payer les dommages réglés par le tarif suivant.—L'excès de chargement de vingt myriagrammes et au dessous sera considéré comme tolérance et n'entraînera aucune condamnation;—De vingt à soixante myriagrammes, vingt-cinq francs; de soixante à cent vingt myriagrammes, cinquante francs; de cent vingt à cent quatre-vingts myriagrammes, soixante-quinze francs; de cent quatre-vingts à deux cent quarante myriagrammes, cent francs; de deux cent quarante à trois cents myriagrammes, cent cinquante francs; et au dessus de trois cents myriagrammes, trois cents francs.

5. Tout voiturier ou conducteur pris en contravention ne pourra continuer sa route qu'après avoir réalisé le paiement des dommages, et déchargé sa voiture de l'excédant de poids qui aura été constaté; jusque-là, ses chevaux seront tenus en fourrière, à ses frais, à moins qu'il ne fournisse une caution suffisante.

6. Le roulage pourra être momentanément suspendu, pendant les jours de dégel, sur les chaussées pavées, d'après l'ordonnance des préfets de département.

N° 505.—29 floréal an 10 (19 mai 1802).—*Loi qui autorise l'ouverture d'un canal de dérivation de la rivière d'Ourcq* (1). (III, Bull. CXCIV, n° 1645.)

Art. 1^{er}. Il sera ouvert un canal de dérivation de la rivière d'Ourcq; elle sera amenée à Paris à un bassin près de La Villette.

2. Il sera ouvert un canal de navigation, qui partira de la Seine au dessous du bastion de l'Arsenal, se rendra dans les bassins de partage de La Villette, et continuera par Saint-Denis, la vallée de Montmorency, et aboutira à la rivière d'Oise près Pontoise.

3. Les terrains appartenant à des particuliers, et nécessaires à la construction, seront acquis de gré à gré ou à dire d'experts.

N° 506.—29 floréal an 10 (19 mai 1802).—*Loi portant établissement d'une taxe de navigation sur les canaux du port de Cette*. (III, Bull. CXCIV, n° 1646.)

N° 507.—29 floréal an 10 (19 mai 1802).—*Loi qui autorise la régie des domaines nationaux à acquérir, à titre de vente ou d'échange, des terrains destinés en partie à l'embellissement des jardins du sénat conservateur*. (III, Bull. CXCIV, n° 1669.)

N° 508.—30 floréal an 10 (20 mai 1802).—*Loi relative à l'établissement d'un droit de navigation intérieure* (2). (III, Bull. CXCII, n° 1608.)

Art. 1^{er}. Il sera perçu dans toute l'étendue de la république, sur les fleu-

(1) Voyez l'arrêté du 25 thermidor an 10 (13 août 1802), qui fixe l'époque du commencement des travaux de ce canal, et affecte des fonds au paiement de ces travaux, etc.; la loi du 20 mai—11 juin 1818, qui autorise la ville de Paris à faire un emprunt pour l'achèvement de ce canal, et fixe les droits de navigation; l'ordonnance du 10—17 juin 1818, qui approuve le traité fait entre la ville de Paris et la compagnie Yassal et Saint-Didier, en exécution de la loi précédente; l'ordonnance du 10—26 décembre 1823, qui permet au duc d'Orléans de céder à la ville de Paris l'ancien canal de l'Ourcq, dépendant de son apanage; et celle du 23 juin—15 juillet 1824, qui règle l'exécution de la précédente.

(2) Voyez l'arrêté du 8 prairial an 11 (28 mai 1803), relatif à la navigation intérieure de la France, art. 4 et suiv., concernant la perception du droit de navigation; celui du 28 ventose même année (19 mars 1804), qui attribue au ministre des finances l'exécution des lois relatives aux droits de navigation; le décret du 4^e jour complémentaire an 13 (21 septembre 1805), concernant l'emploi et l'administration du produit des droits de navigation intérieure; et toutes les

ves et rivières navigables, un droit de navigation intérieure, dont les produits seront spécialement et limitativement affectés au balisage, à l'entretien des chemins et ponts de halage, à celui des pertuis, écluses, barrages et autres ouvrages d'art établis pour l'avantage de la navigation. — Ce droit sera aussi établi sur les canaux navigables qui n'y ont point encore été assujétis, et sur ceux où la perception des anciennes taxes serait actuellement suspendue.

2. Les produits des droits formeront des masses distinctes; et l'emploi en sera fait limitativement sur chaque canal, fleuve et rivière sur lesquels la perception aura été faite.

3. Il sera arrêté par le gouvernement, dans la forme des réglemens d'administration publique, un tarif des droits de navigation pour chaque fleuve, rivière ou canal, après avoir consulté les principaux négocians, marchands et mariniers qui les fréquentent. — A cet effet, les négocians, marchands ou mariniers seront appelés au nombre de douze pour chaque fleuve, rivière ou canal; ils seront réunis en conseil auprès du préfet qui sera désigné par le gouvernement: ils donneront leur avis sur la réformation ou le maintien des tarifs existans, pour les fleuves, rivières ou canaux où il y en a, et sur leur formation, pour les fleuves, rivières ou canaux où il n'y en a pas.

4. Les contestations qui pourront s'élever sur la perception des droits de navigation seront décidées administrativement par les conseils de préfecture.

N° 509.—30 floréal an 10 (20 mai 1802).—*Loi relative à la traite des nègres et au régime des colonies* (1). (III, Bull. CXII, n° 1609.)

Art. 1^{er}. Dans les colonies restituées à la France en exécution du traité d'Amiens, du 6 germinal an 10, l'esclavage sera maintenu conformément aux lois et réglemens antérieurs à 1789.

2. Il en sera de même dans les autres colonies françaises, au-delà du cap de Bonne-Espérance.

3. La traite des noirs et leur importation dans lesdites colonies, auront lieu conformément aux lois et réglemens existant avant ladite époque de 1789.

4. Nonobstant toutes lois antérieures, le régime des colonies est soumis, pendant dix ans, aux réglemens qui seront faits par le gouvernement.

N° 510.—30 floréal an 10 (20 mai 1802).—*Loi qui ordonne la promulgation du traité de paix conclu entre la France, le roi d'Espagne, la république batave et le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande* (2). (III, Bull. CXIII, n° 1623.)

Le traité dont la teneur suit, conclu à Amiens le 6 germinal an 10 (27 mars

lois de finances annuelles qui, jusqu'à ce jour, ont successivement maintenu la perception des droits de navigation.

Il a été rendu un grand nombre de décrets et d'ordonnances, soit pour améliorer la navigation de certaines rivières, soit pour rendre navigables celles qui ne l'étaient pas, soit enfin pour diviser les principales rivières de France en arrondissemens de navigation, et pour fixer les droits à percevoir dans chacun d'eux.

(1) Voyez, sur le régime colonial, en ce qui concerne l'esclavage des nègres, les lois citées dans les notes qui accompagnent le décret du 11 août 1792, portant abolition de la prime accordée jusque-là pour la traite des nègres, et dans celles sur le décret du 16 pluviose—21 germinal an 2 (4 février—10 avril 1794), qui abolit l'esclavage des nègres dans les colonies.

(2) En ce qui concerne l'Espagne, voyez le décret du 14 thermidor an 3 (1^{er} août 1795),

1802), entre la république française, sa majesté le roi d'Espagne et des Indes, et la république batave, d'une part; — Et sa majesté le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'autre part, et dont les ratifications ont été échangées à Paris le 28 germinal de la même année (18 avril 1802), sera promulgué comme une loi de la république.

Traité définitif de paix entre la république française, sa majesté le roi d'Espagne et des Indes, et la république batave, d'une part; et sa majesté le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'autre part.

Le premier consul de la république française, au nom du peuple français, et sa majesté le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, également animés du désir de faire cesser les calamités de la guerre, ont posé les fondemens de la paix par les articles préliminaires signés à Londres le 9 vendémiaire an 10 (1^{er} octobre 1801). — Et comme, par l'article 15 desdits préliminaires, il a été convenu « qu'il serait nommé, de part et d'autre, des plénipotentiaires qui se rendraient à Amiens, pour y procéder à la rédaction du traité définitif, de concert avec les alliés des puissances contractantes, » — Le premier consul de la république française, au nom du peuple français, a nommé le citoyen *Joseph Bonaparte*, conseiller d'état; — Et sa majesté le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le marquis de *Cornwallis*, chevalier de l'ordre très illustre de la Jarretière, conseiller privé de sa majesté, général de ses armées, etc., etc.; — Sa majesté le roi d'Espagne et des Indes, et le gouvernement d'état de la république batave, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : sa majesté catholique, don *Joseph-Nicolas d'Azzara*, son conseiller d'état, chevalier grand-croix de l'ordre de Charles III, ambassadeur extraordinaire de sa majesté près la république française, etc.; — Et le gouvernement d'état de la république batave, *Roger-Jean Schimmelpenninck*, son ambassadeur extraordinaire près la république française; — Lesquels, après s'être dûment communiqué leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivans :

Art. 1^{er}. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la république française, sa majesté le roi d'Espagne, ses héritiers et successeurs, et la république batave, d'une part; et sa majesté le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ses héritiers et successeurs, d'autre part. — Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir une parfaite harmonie entre elles et leurs états, sans permettre que, de part ni d'autre, on commette aucune sorte d'hostilité par terre ou par mer, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce puisse être. — Elles éviteront soigneusement tout ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement rétablie, et ne donneront aucun secours ni protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter préjudice à aucune d'elles.

2. Tous les prisonniers faits de part et d'autre, tant par terre que par mer, et les otages enlevés ou donnés pendant la guerre et jusqu'à ce jour, seront

portant ratification du traité de paix conclu le 4 du même mois avec cette puissance, et la note.

En ce qui concerne la Hollande, voyez le décret du 8 prairial an 3 (27 mai 1795), portant ratification du traité de paix du 27 floréal précédent, et la note.

En ce qui touche l'Angleterre, voyez le traité de paix du 30 mai—8 juin 1814; et celui du 20 novembre 1815, qui a mis fin à la longue guerre qui divisait les deux puissances et qui avait rompu le présent traité; les conventions du même jour, conclues pour l'exécution de ce traité; celles du 15—20 juin 1818, relatives à la libération de la France envers l'Angleterre; l'ordonnance du 8—9 février 1826, portant publication de la convention de commerce et de navigation conclue entre la France et l'Angleterre, le 26 janvier précédent; et l'ordonnance du 8—22 février 1826, rendue pour l'exécution de cette convention.

restitués sans rançon, dans six semaines au plus tard, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, et en payant les dettes qu'ils auraient contractées pendant leur captivité.—Chaque partie contractante soldera respectivement les avances qui auraient été faites par aucune des parties contractantes pour la subsistance et l'entretien des prisonniers dans le pays où ils ont été détenus. Il sera nommé de concert, pour cet effet, une commission spécialement chargée de constater et de régler la compensation qui pourra être due à l'une ou à l'autre des puissances contractantes. On fixera, également de concert, l'époque et le lieu où se rassembleront les commissaires qui seront chargés de l'exécution de cet article, et qui porteront en compte, non seulement les dépenses faites par les prisonniers des nations respectives, mais aussi pour les troupes étrangères qui, avant d'être prises, étaient à la solde et à la disposition de l'une des parties contractantes.

3. Sa majesté britannique restitue à la république française et à ses alliés, savoir : à sa majesté catholique et à la république batave, toutes les possessions et colonies qui leur appartenaient respectivement, et qui ont été occupées ou conquises par les forces britanniques dans le cours de la guerre, à l'exception de l'île de la Trinité et des possessions hollandaises dans l'île de Ceylan.

4. Sa majesté catholique cède et garantit, en toute propriété et souveraineté, à sa majesté britannique, l'île de la Trinité.

5. La république batave cède et garantit, en toute propriété et souveraineté, à sa majesté britannique, toutes les possessions et établissemens dans l'île de Ceylan, qui appartenaient avant la guerre à la république des Provinces-Unies ou à sa compagnie des Indes orientales.

6. Le cap de Bonne-Espérance reste à la république batave en toute souveraineté, comme cela avait lieu avant la guerre.—Les bâtimens de toute espèce appartenant aux autres parties contractantes auront la faculté d'y relâcher et d'y acheter les approvisionnemens nécessaires, comme auparavant, sans payer d'autres droits que ceux auxquels la république batave assujétit les bâtimens de sa nation.

7. Les territoires et possessions de sa majesté très fidèle sont maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre : cependant les limites des Guianes française et portugaise sont fixées à la rivière d'Arawari, quise jette dans l'Océan au dessus du cap Nord, près de l'île Neuve et de l'île de la Pénitence, environ à un degré un tiers de latitude septentrionale. Ces limites suivront la rivière d'Arawari, depuis son embouchure la plus éloignée du cap Nord, jusqu'à sa source, et ensuite une ligne droite tirée de cette source, jusqu'au Rio-Branco, vers l'ouest.—En conséquence, la rive septentrionale de la rivière d'Arawari, depuis sa dernière embouchure jusqu'à sa source, et les terres qui se trouvent au nord de la ligne des limites fixées ci-dessus, appartiendront en toute souveraineté à la république française.—La rive méridionale de ladite rivière, à partir de la même embouchure, et toutes les terres au sud de ladite ligne des limites, appartiendront à sa majesté très fidèle.—La navigation de la rivière d'Arawari, dans tout son cours, sera commune aux deux nations.—Les arrangemens qui ont eu lieu entre les cours de Madrid et de Lisbonne, pour la rectification de leurs frontières en Europe, seront toutefois exécutés suivant les stipulations du traité de Badajoz.

8. Les territoires, possessions et droits de la sublime Porte sont maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre.

9. La république des Sept-Iles est reconnue.

10. Les îles de Malte, de Gozo et Comino, seront rendues à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, pour être par lui tenues aux mêmes conditions auxquelles il les possédait avant la guerre, et sous les stipulations suivantes :—1° Les chevaliers de l'ordre dont les langues continueront à subsister après l'échange des ratifications du présent traité, sont invités à retourner à Malte aussitôt que l'échange aura eu lieu : ils y formeront un chapitre général, et procéderont à l'élection d'un grand-maître, choisi parmi les natifs des nations qui conservent des langues, à moins qu'elle n'ait été déjà faite depuis l'échange des ratifications des préliminaires.—Il est entendu qu'une élection faite depuis cette époque sera seule considérée comme valable, à l'exclusion de toute autre qui aurait eu lieu dans aucun temps antérieur à ladite époque.—2° Les gouvernemens de la république française et de la Grande-Bretagne, désirant mettre l'ordre et l'île de Malte dans un état d'indépendance entière à leur égard, conviennent qu'il n'y aura désormais ni langue française ni anglaise, et que nul individu appartenant à l'une ou à l'autre de ces puissances ne pourra être admis dans l'ordre.—3° Il sera établi une langue maltaise, qui sera entretenue par les revenus territoriaux et les droits commerciaux de l'île. Cette langue aura des dignités qui lui seront propres, des traitemens et une auberge. Les preuves de noblesse ne seront pas nécessaires pour l'admission des chevaliers de ladite langue : ils seront d'ailleurs admissibles à toutes les charges, et jouiront de tous les privilèges, comme les chevaliers des autres langues.—Les emplois municipaux, administratifs, civils, judiciaires, et autres dépendant du gouvernement de l'île, seront occupés, au moins par moitié, par des habitans des îles de Malte, Gozo et Comino.—4° Les forces de sa majesté britannique évacueront l'île et ses dépendances dans les trois mois qui suivront l'échange des ratifications, ou plus tôt, si faire se peut. A cette époque, elle sera remise à l'ordre dans l'état où elle se trouve, pourvu que le grand-maître, ou des commissaires pleinement autorisés suivant les statuts de l'ordre, soient dans ladite île, pour en prendre possession, et que la force qui doit être fournie par sa majesté sicilienne, comme il est ci-après stipulé, y soit arrivée.—5° La moitié de la garnison, pour le moins, sera toujours composée de Maltais natifs : pour le restant, l'ordre aura la faculté de recruter parmi les natifs des pays seuls qui continuent de posséder des langues. Les troupes maltaises auront des officiers maltais. Le commandement en chef de la garnison ainsi que la nomination des officiers appartiendront au grand-maître ; et il ne pourra s'en démettre même temporairement qu'en faveur d'un chevalier, d'après l'avis du conseil de l'ordre.—6° L'indépendance des îles de Malte, de Gozo et de Comino, ainsi que le présent arrangement, sont mis sous la protection et la garantie de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de l'Espagne, de la Russie et de la Prusse.—7° La neutralité permanente de l'ordre de l'île de Malte, avec ses dépendances, est proclamée.—8° Les ports de Malte seront ouverts au commerce et à la navigation de toutes les nations, qui y paieront des droits égaux et modérés. Ces droits seront appliqués à l'entretien de la langue maltaise, comme il est spécifié dans le paragraphe 3, à celui des établissemens civils et militaires de l'île, ainsi qu'à celui d'un lazaret général ouvert à tous les pavillons.—9° Les états barbaresques sont exceptés des dispositions des deux paragraphes précédens, jusqu'à ce que, par le moyen d'un arrangement que procureront les parties contractantes, le système d'hostilités qui subsiste entre lesdits états barbaresques, l'ordre de Saint-Jean et les puissances possédant des langues ou concourant à leur composition, ait cessé.—10° L'ordre sera régi, quant

au spirituel et au temporel, par les mêmes statuts qui étaient en vigueur lorsque les chevaliers sont sortis de l'île, autant qu'il n'y est pas dérogé par le présent traité.— 11° Les dispositions contenues dans les paragraphes 3, 5, 7, 8 et 10, seront converties en lois et statuts perpétuels de l'ordre, dans la forme usitée; et le grand-maître, ou, s'il n'était pas dans l'île au moment où elle sera remise à l'ordre, son représentant, ainsi que ses successeurs, seront tenus de faire serment de les observer ponctuellement.— 12° Sa majesté sicilienne sera invitée à fournir deux mille hommes natis de ses états, pour servir de garnison dans les différentes forteresses desdites îles. Cette force y restera un an, à dater de leur restitution aux chevaliers; et si, à l'expiration de ce terme, l'ordre n'avait pas encore levé la force suffisante, au jugement des puissances garantes, pour servir de garnison dans l'île et ses dépendances, telle qu'elle est spécifiée dans le paragraphe 5, les troupes napolitaines y resteront jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par une autre force jugée suffisante par lesdites puissances.— 13° Les différentes puissances désignées dans le paragraphe 6, savoir : la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche, l'Espagne, la Russie et la Prusse, seront invitées à accéder aux présentes stipulations.

11. Les troupes françaises évacueront le royaume de Naples et l'état romain : les forces anglaises évacueront pareillement Porto-Ferraio, et généralement tous les ports et îles qu'elles occuperaient dans la Méditerranée ou dans l'Adriatique.

12. Les évacuations, cessions et restitutions stipulées par le présent traité seront exécutées, pour l'Europe, dans le mois; pour le continent et les mers d'Amérique et d'Afrique, dans les trois mois; pour le continent et les mers d'Asie, dans les six mois qui suivront la ratification du présent traité définitif, excepté dans le cas où il y est spécialement dérogé.

13. Dans tous les cas de restitution, convenus par le présent traité, les fortifications seront rendues dans l'état où elles se trouvaient au moment de la signature des préliminaires; et tous les ouvrages qui auront été construits depuis l'occupation resteront intacts.— Il est convenu en outre que, dans tous les cas de cessions stipulées, il sera alloué aux habitants, de quelque condition ou nation qu'ils soient, un terme de trois ans, à compter de la notification du présent traité, pour disposer de leurs propriétés acquises et possédées soit avant, soit pendant la guerre; dans lequel terme de trois ans, ils pourront exercer librement leur religion, et jouir de leurs propriétés. La même faculté est accordée, dans les pays restitués, à tous ceux, soit habitants ou autres, qui y auront fait des établissemens quelconques pendant le temps où ces pays étaient possédés par la Grande-Bretagne.— Quant aux habitants des pays restitués ou cédés, il est convenu qu'aucun d'eux ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé, dans sa personne ou dans sa propriété, sous aucun prétexte, à cause de sa conduite ou opinion politique, ou de son attachement à aucune des parties contractantes, ou pour toute autre raison, si ce n'est pour des dettes contractées envers des individus, ou pour des actes postérieurs au présent traité.

14. Tous les séquestres mis, de part et d'autre, sur les fonds, revenus et créances, de quelque espèce qu'ils soient, appartenant à l'une des puissances contractantes, ou à ses citoyens ou sujets, seront levés immédiatement après la signature de ce traité définitif.— La décision de toutes réclamations entre les individus des nations respectives, pour dettes, propriétés, effets ou droits quelconques, qui, conformément aux usages reçus et au droit des gens, doivent être reproduites à l'époque de la paix, sera renvoyée devant les tribunaux compétens; et dans ces cas, il sera rendu

une prompt et entière justice dans les pays où les réclamations seront faites respectivement.

15. Les pêcheries sur les côtes de Terre-Neuve, des îles adjacentes, et dans le golfe de Saint-Laurent, sont remises sur le même pied où elles étaient avant la guerre. Les pêcheurs français de Terre-Neuve, et les habitants des îles Saint-Pierre et Miquelon, pourront couper les bois qui leur seront nécessaires, dans les baies de Fortune et du Désespoir, pendant la première année, à compter de la notification du présent traité.

16. Pour prévenir tous les sujets de plaintes et de contestations qui pourraient naître à l'occasion des prises qui auraient été faites en mer après la signature des articles préliminaires, il est réciproquement convenu que les vaisseaux et effets qui pourraient avoir été pris dans la Manche et dans les mers du Nord après l'espace de douze jours, à compter de l'échange des ratifications des articles préliminaires, seront, de part et d'autre, restitués; que le terme sera d'un mois, depuis la Manche et les mers du Nord jusqu'aux îles Canaries inclusivement, soit dans l'Océan, soit dans la Méditerranée; de deux mois, depuis les îles Canaries jusqu'à l'équateur; et enfin, de cinq mois, dans toutes les autres parties du monde, sans aucune exception ni autre distinction plus particulière de temps et de lieux.

17. Les ambassadeurs, ministres et autres agens des puissances contractantes, jouiront respectivement, dans les états desdites puissances, des mêmes rangs, privilèges, prérogatives et immunités dont jouissaient, avant la guerre, les agens de la même classe.

18. La branche de la maison de Nassau qui était établie dans la ci-devant république des Provinces-Unies, actuellement la république batave, y ayant fait des pertes, tant en propriétés particulières que par le changement de constitution adopté dans ce pays, il lui sera procuré une compensation équivalente pour lesdites pertes.

19. Le présent traité définitif de paix est déclaré commun à la sublime Porte-Ottomane, alliée de sa majesté britannique; et la sublime Porte sera invitée à transmettre son acte d'accession dans le plus court délai.

20. Il est convenu que les parties contractantes, sur les réquisitions faites par elles respectivement, ou par leurs ministres et officiers dûment autorisés à cet effet, seront tenues de livrer en justice les personnes accusées des crimes de meurtre, de falsification ou banqueroute frauduleuse, commis dans la juridiction de la partie requérante, pourvu que cela ne soit fait que lorsque l'évidence du crime sera si bien constatée, que les lois du lieu où l'on découvrirait la personne ainsi accusée, auraient autorisé sa détention et sa traduction devant la justice, au cas que le crime y eût été commis. Les frais de la prise de corps et de la traduction en justice seront à la charge de ceux qui feront la réquisition: bien entendu que cet article ne regarde en aucune manière les crimes de meurtre, de falsification ou de banqueroute frauduleuse commis antérieurement à la conclusion de ce traité définitif.

21. Les parties contractantes promettent d'observer sincèrement et de bonne foi tous les articles contenus au présent traité; et elles ne souffriront pas qu'il y soit fait de contravention directe ou indirecte par leurs citoyens ou sujets respectifs; et les susdites parties contractantes se garantissent généralement et réciproquement toutes les stipulations du présent traité.

22. Le présent traité sera ratifié par les parties contractantes, dans l'espace de trente jours, ou plus tôt si faire se peut; et les ratifications, en due forme, seront échangées à Paris. — En foi de quoi, nous soussignés plénipotentiaires avons signé de notre main, et en vertu de nos pleins pouvoirs respectifs, le présent traité définitif, et y avons fait apposer nos cachets respec

tifs. — Fait à Amiens, le 6 germinal an 10 de la république française (le 27 mars 1802). *Signé* JOSEPH BONAPARTE, CORNWALLIS, J.-NICOLAS D'AZZARA ET SCHIMMELPENNINCK.

N° 511. = 1^{er} prairial an 10 (21 mai 1802). = *ARRÊTÉ relatif à la bénédiction nuptiale par les rabbins.* (III, Bull. cxci, n° 1597.)

Les rabbins ne pourront donner la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier civil (1).

N° 512. = 3 prairial an 10 (23 mai 1802). = *ARRÊTÉ relatif aux pensions ecclésiastiques non liquidées pour défaut de promesse ou de prestation de serment* (2). (III, Bull. cxci, n° 1598.)

Les prêtres français qui, faute d'avoir fait les promesses ou prêté les sermens ordonnés par les lois antérieures, seraient dans le cas de perdre la pension ecclésiastique à laquelle ils pouvaient avoir droit, seront admis pendant une année, à compter de ce jour, à faire liquider leur pension, en justifiant qu'ils sont réunis à leur évêque, conformément à la loi du 18 germinal dernier. — Le défaut de prestation des anciennes promesses ou sermens ne pourra être opposé aux ex-religieuses comme obstacle à la liquidation de leurs pensions. — Les pensions ne courront qu'à dater du jour de la liquidation.

N° 513. = 3 prairial an 10 (23 mai 1802). = *ARRÊTÉ qui décharge les directeurs et administrateurs de la caisse d'amortissement, des opérations par eux faites depuis le 21 nivose an 8 jusqu'au 1^{er} vendémiaire an 10* (3). (III, Bull. cxci, n° 1599.)

Art. 1^{er}. La gestion des directeurs et administrateurs de la caisse d'amortissement, depuis le 21 nivose an 8 jusqu'au 1^{er} vendémiaire an 10, étant conforme à son institution et aux ordres du gouvernement, ils demeurent entièrement déchargés de toutes les opérations mentionnées dans leurs comptes et tableaux joints au procès-verbal de vérification faite par la commission du conseil d'état nommée à cet effet par arrêté du 13 brumaire dernier, lesquels seront déposés à la secrétairerie d'état.

2. Le rapport de la commission du conseil d'état, le bilan général qui réunit toutes les opérations de la caisse d'amortissement de l'an 8 et de l'an 9, le bordereau de tous les achats en tiers consolidé faits pendant les mêmes années, le bilan particulier du produit des ventes d'effets militaires, seront rendus publics par la voie de l'impression.

N° 514. = 3 prairial an 10 (23 mai 1802). = *ARRÊTÉ qui porte à quatre le nombre des courtiers près la bourse de commerce de Strasbourg.* (III, Bull. cxci, n° 1600.)

(1) Pareille disposition a été portée, à l'égard des ministres du culte catholique, par l'art. 54 de la loi du concordat du 18 germinal an 10 (8 avril 1802). — Voyez les art. 199 et 200 du Cod. pén., qui prononcent des peines en cas de contravention.

(2) Voyez le décret du 27 juillet 1808, qui applique le présent arrêté à tous les individus appartenant autrefois à l'état ecclésiastique.

Voyez aussi, dans les notes qui accompagnent le décret du 26—26 août 1792, le résumé des mesures dont les prêtres insermentés ont été l'objet.

(3) Voyez, sur l'organisation de la caisse d'amortissement, l'arrêté du 23 messidor an 9 (12 juillet 1801), et les notes.

N° 515.—6 prairial an 10 (26 mai 1802).—*ARRÊTÉ relatif à l'exécution des lois sur les importations et exportations dans les départemens du Golo et du Liamone.* (III, Bull. CXCH, n° 1624.)

Art. 1^{er}. Toutes les lois de la république française relatives aux importations et exportations, seront exécutées dans les départemens du Golo et du Liamone, dix jours après la publication du présent arrêté.

2. Les marchandises et denrées expédiées du continent français pour ces deux départemens, ne seront soumises à aucun droit de sortie et d'entrée.

3. Les marchandises et denrées du cru et des fabriques de ces deux départemens seront également exemptes des droits de sortie et d'entrée, lorsqu'elles seront envoyées sur le continent français, et qu'elles seront accompagnées d'un certificat d'origine et d'une expédition de la douane du port d'embarquement.

4. Les objets dont l'exportation à l'étranger est prohibée ne pourront être expédiés du continent pour l'île de Corse, que sur des permissions particulières qui seront accordées par le gouvernement.

5. Pour l'exécution des trois articles précédens, toutes les formalités prescrites par le titre III de la loi du 22 août 1791, lors de l'enlèvement des marchandises et denrées expédiées par mer d'un port, à destination d'un autre port de France, seront exactement remplies.

6. Les marchandises étrangères dont l'importation n'est pas défendue, qui, après avoir été introduites en Corse, seront expédiées pour le continent, n'y seront admises en exemption des droits qu'en représentant les acquits de paiement de ceux qui auront été perçus à leur entrée dans cette île, et une expédition de la douane du port d'embarquement.

7. Les marchandises manufacturées en Corse et de l'espèce de celles dont l'importation est défendue, qui seront expédiées des départemens du Golo et du Liamone pour les ports du continent, n'y seront admises qu'en justifiant, par des certificats authentiques, qu'elles ont été fabriquées dans cette île.

8. Les droits d'entrée et de sortie ne pourront être perçus que dans les bureaux de Bastia, Maccinaggio, l'Île-Rousse, Calvi, Saint-Florent, Cervione, Capraja, Ajaccio, Bonifacio, Porto-Vecchio et Propriano : les bureaux de Nouza, Algajola, San-Pellegrino, Sapadulella, Tizzano, Carghese et Savone, ne pourront que délivrer ou décharger les acquits à caution, et percevoir les droits de navigation lorsque des bâtimens y arriveront en simple relâche, ou sur leur lest.

N° 516.—6 prairial an 10 (26 mai 1802).—*ARRÊTÉ qui détermine la manière dont seront régies les îles de la Martinique et de Sainte-Lucie* (1). (III, Bull. CXCV, n° 1647.)

N° 517.—6 prairial an 10 (26 mai 1802).—*ARRÊTÉ qui assimile les percepteurs des contributions directes de Bordeaux aux receveurs particuliers.* (III, Bull. CXCV, n° 1648.)

N° 518.—11 prairial an 10 (31 mai 1802).—*ARRÊTÉ qui fixe les droits à*

(1) L'île de Sainte-Lucie appartient maintenant à l'Angleterre.

Quant à la Martinique, voyez les arrêtés, décrets et ordonnances cités dans le § 1^{er} de la 2^e partie des notes qui accompagnent le titre de la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), et notamment les ordonnances des 2 janvier 1826—25 novembre 1831, et 9 février—22 juin 1827, qui rendent le présent arrêté sans intérêt.

payer pour le charbon de terre importé dans les ports de l'Océan (1). (III, Bull. CCXXVII, n° 2092.)

Art. 1^{er}. Le charbon de terre importé dans les ports de l'Océan, depuis Anvers inclusivement, jusques et non compris le département de la Somme, paiera, pour le tonneau de vingt-deux quintaux, quinze francs.

2. A l'entrée du département de la Somme, et depuis Rhedon jusqu'aux Sables-d'Olonne, ainsi que dans tous les ports de la Méditerranée, le charbon de terre paiera, pour le tonneau de vingt-deux quintaux, dix francs.

3. Dans les autres ports, le droit sera de huit francs.

4. La perception du décime additionnel continuera d'avoir lieu en sus du principal.

N° 519. = 13 prairial an 10 (2 juin 1802). = *ARRÊTÉ relatif à la vente des effets mobiliers et objets d'approvisionnement de la marine qui seraient jugés inutiles ou hors d'état d'être employés au service* (2). (III, Bull. CCXIV, n° 1649.)

N° 520. = 13 prairial an 10 (2 juin 1802). = *ARRÊTÉ relatif à la formation d'un conseil de liquidation générale de la dette publique* (3). (III, Bull. CCXVI, n° 1721.)

Art. 1^{er}. Il sera formé un conseil qui sera chargé de la liquidation générale et définitive de toutes les parties de la dette publique.

2. Ce conseil sera composé d'un président conseiller d'état, directeur général; de cinq directeurs particuliers, et d'un secrétaire général.

3. Il réunira la liquidation des anciennes pensions militaires et des veuves et enfans des défenseurs de la patrie, et les diverses fonctions ci-devant attribuées, — 1° Au liquidateur général de la dette publique; — 2° Au directeur du grand-livre, quant au transport des créances de l'ancien grand-livre au nouveau; — 3° A la commission de liquidation et de comptabilité intermédiaire; — 4° A celle de l'arriéré des postes et messageries; — 5° Au ministre des finances, tant pour l'arriéré que pour ce qui concerne les pensions ecclésiastiques; — 6° A tous les ministres, pour l'arriéré à liquider, conformément à la loi du 30 ventose an 9; — 7° Les préfets, autres que celui de la Seine, continueront de faire les liquidations des créances actives et passives des anciennes corporations supprimées et des émigrés; ils les enverront au conseiller d'état ayant le département des domaines nationaux, qui soumettra à la décision du conseil d'état les demandes en recours formées contre leurs arrêtés de liquidation; — Et à l'égard des liquidations contre lesquelles il n'aura point reçu de réclamations, et qu'il n'en jugera pas susceptibles, il

(1) Ce droit a varié plusieurs fois depuis l'an 10. Il a été fixé en dernier lieu par l'ordonnance du 10—16 octobre 1835, art. 3; et plus spécialement par celle du 28—29 décembre 1835. Mais les chambres discutent, en ce moment, un projet de loi sur les douanes, dans lequel cette dernière fixation paraît devoir être encore modifiée.

(2) Voyez la loi du 11 messidor an 7 (29 juin 1799), concernant la vente des effets d'armement, d'équipement et de campement inutiles, qui existent dans les arsenaux, magasins, ateliers, fonderies et hôpitaux militaires; et la loi additionnelle du 13 du même mois (1^{re} juillet 1799).

(3) Voyez, dans le § 3 des notes qui accompagnent le décret général du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, le résumé des lois concernant l'organisation de la liquidation de la dette publique.

Voyez spécialement le décret du 13 décembre 1809, qui prononce la dissolution du conseil général de liquidation de la dette publique; et la loi du 15 janvier 1810, qui fixe définitivement l'époque de cette suppression.

les transmettra à l'instant au conseiller d'état directeur général de la liquidation.—Les bureaux chargés desdites liquidations près le préfet du département de la Seine, sont réunis à ceux de la liquidation générale; le directeur dans la division duquel ils entreront, en usera de même que les préfets, pour tout ce qui concernera lesdites liquidations.—Les préfets transmettront au directeur général de la commission de liquidation les renseignements et pièces qu'il pourra leur demander.

4. Les attributions du conseil général de liquidation seront classées en cinq divisions : le travail de chaque division sera dirigé par l'un des directeurs.

5. Le directeur général surveillera et dirigera toutes les parties, se fera rendre compte de la nature et des progrès des travaux, et proposera les améliorations qu'il jugera utiles.

6. Il présentera, avant le 1^{er} messidor prochain, l'organisation des divisions, ainsi que l'état de leurs dépenses annuelles. Ce travail sera soumis, par le ministre des finances, à l'approbation du gouvernement.

7. Le conseil général de liquidation se réunira trois jours de la semaine; chaque directeur y fera le rapport des liquidations préparées dans sa division, et proposera l'arrêté à prendre sur chacune.

8. Le conseil de liquidation ne pourra délibérer qu'autant qu'il se trouva composé de quatre directeurs au moins, et du conseiller d'état directeur général.—Les recours contre les décisions du conseil de liquidation seront portés au conseil d'état.—Les arrêtés du conseil de liquidation pris à l'unanimité recevront leur exécution provisoire, sans que le recours au gouvernement puisse la suspendre.—En cas de diversité d'opinions dans le conseil de liquidation, il en sera fait, par le conseiller d'état directeur général, un rapport au conseil d'état; et la liquidation y sera jugée comme affaire contentieuse.

9. Au premier conseil d'état du mois, le conseiller directeur général présentera aux consuls, séant en conseil d'état, le tableau des liquidations arrêtées dans le mois précédent au conseil de liquidation ou définitivement arrêtées au conseil d'état. — Une expédition dudit tableau restera déposée au secrétariat du conseil d'état. — Il en sera adressé expédition, signée par le secrétaire du conseil d'état, et visée par le conseiller d'état directeur général, au ministre des finances et au ministre du trésor public, pour être par eux, sur chacune des liquidations et comptabilités, pris les mesures qu'il appartiendra.

10. Le tableau sommaire présentera distinctement, 1^o le montant des liquidations de la dette constituée perpétuelle et viagère; 2^o celui de la liquidation de la dette exigible; 3^o celui des liquidations des pensions, subdivisées suivant leurs différentes natures; 4^o celui des liquidations faites en exécution de la loi du 30 ventose.—Il sera remis au même conseil un état particulier des arrêtés de débit des comptables.

11. Les arrêtés de liquidation de compte, constatant des débits, seront adressés de suite, par le directeur général, au ministre du trésor public, pour être mis à exécution contre les débiteurs.

12. Le directeur général du conseil de liquidation fera dresser, sans délai, et présentera aux consuls séant en conseil d'état, le tableau de ce qui restera à liquider, en exécution de la loi du 24 frimaire an 6, sur les différentes natures des dettes constituées perpétuelles et viagères ou exigibles, antérieures au 1^{er} vendémiaire an 5 : un double de ce tableau sera transmis au ministre des finances.

N° 521. = 17 prairial an 10 (6 juin 1802). = **ARRÊTÉ** relatif à l'exportation des matières, monnaies et ouvrages d'or et d'argent (1). (III, Bull. cxcv, n° 1701.)

Art. 1^{er}. Les matières d'or ou d'argent monnayées ou non, les vaisseaux d'or ou d'argent, et les vases d'or ou d'argent servant au culte, pourront être exportés à l'étranger, nonobstant les dispositions des lois des 5 et 15 septembre 1792.

2. Il est permis, en conséquence, d'exporter lesdites matières, en se conformant aux lois et réglemens relatifs aux douanes.

N° 522. = 17 prairial an 10 (6 juin 1802). = **ARRÊTÉ** additionnel à celui du 17 ventose an 10, sur la pêche de la morue. (III, Bull. cxcv, n° 1702.)

N° 523. = 17 prairial an 10 (6 juin 1802). = **ARRÊTÉ** interprétatif de celui du 9 nivose an 10, concernant les primes accordées pour l'encouragement de la pêche de la baleine. (III, Bull. cxcv, n° 1703.)

N° 524. = 17 prairial an 10 (6 juin 1802). = **AVIS** du conseil d'état concernant l'amnistie prononcée le 24 floréal an 10, pour crime de désertion. (III, Bull. cxcv, n° 1704.)

N° 525. = 20 prairial an 10 (9 juin 1802). = **ARRÊTÉ** relatif à l'entrepôt des marchandises étrangères importées par le pont du Rhin. (III, Bull. cxcvi, n° 1728.)

Art. 1^{er}. Les marchandises étrangères, autres que celles dont l'entrée est prohibée en France, importées par le pont du Rhin à la destination de Strasbourg, pourront y être entreposées dans des magasins particuliers fermés à deux clefs, dont l'une restera entre les mains des préposés de l'administration des douanes, et l'autre en celles du commerce, qui fournira et entretiendra lesdits magasins. — Les marchandises destinées pour lesdits entrepôts ne seront point vérifiées à leur passage au bureau du pont du Rhin; mais les conducteurs seront tenus de représenter des lettres de voiture, indicatives des espèces, poids, quantités et marques de chaque colis, aux préposés dudit bureau, qui les viseront, plomberont les voitures par capacité, et les expédieront sous la conduite d'un employé, et sous la formalité d'un acquit-à-caution portant lesdites espèces, poids, quantités et marques, pour la douane de Strasbourg, où les déclarations en détail, fournies par les propriétaires ou consignataires, seront aussitôt transcrites. — Les objets déclarés, après vérification immédiatement faite par les visiteurs et autres préposés, seront portés sur un registre qui sera tenu par le receveur de l'entrepôt, et sur lequel chaque propriétaire ou consignataire signera pour les objets qui le concerneront.

2. Les marchandises étrangères arrivant à Strasbourg par le Rhin ou la rivière d'Ill, seront dispensées de la visite au bureau de la Wentzeno; mais les bateliers seront tenus, avant l'abordage, d'en prévenir les préposés de la régie des douanes, et de représenter des connaissements ou manifestes qui indiqueront les espèces, poids et quantités des marchandises, ainsi que la marque de chaque colis. Ces connaissements ou manifestes seront visés par les

(1) L'exportation de l'or et de l'argent avait été défendue par le décret du 5—6 septembre 1792; elle a été permise de nouveau par l'ordonnance du 8—10 juillet 1814, et elle est libre aujourd'hui.

préposés de Wentzeno; et les marchandises seront conduites par l'un d'eux, avec acquit-à-caution spécifiant les espèces, poids, quantités et marques, à la douane de Strasbourg, où les déclarations détaillées, vérification et enregistrement, se feront dans la forme indiquée par l'article précédent.

3. Pour empêcher les abus auxquels les facilités accordées par les articles précédens peuvent donner lieu, s'il y a déficit de colis, ou s'il est constaté qu'une marchandise a été substituée à celle qui aura été déclarée, le voiturier ou le batelier sera condamné à deux mille francs d'amende par chaque colis manquant, ou dans lequel on aura mis une marchandise autre que celle déclarée; pour sûreté de laquelle amende, les voitures, chevaux et bateaux seront saisis. S'il s'agit de colis qu'on aura vu décharger dans le transport de la douane à l'entrepôt, ou lors de la réexportation dans le trajet de l'entrepôt à l'étranger, le colis sera saisi, et le voiturier ou batelier condamné à l'amende de cinq cents francs; si c'est un colis qu'on a voulu échanger, le colis qui aura été vu décharger et celui qui lui aura été substitué seront saisis avec pareille amende de cinq cents francs; le tout conformément à l'article 15 de la loi du 7 septembre 1792.

4. La durée de l'entrepôt sera de trois mois, pendant lesquels les marchandises entreposées pourront être expédiées pour l'étranger par les bureaux du pont du Rhin et de la Wentzeno. — Chaque colis réexporté sera plombé; et les acquits-à-caution délivrés pour assurer le passage des marchandises à l'étranger seront déchargés par les préposés desdits bureaux, après reconnaissance du nombre des colis, et d'un état des cordes et plombs, sous les peines portées par l'article 3. Les objets qui, pendant le même délai, seront tirés de l'entrepôt pour la consommation de la France, ainsi que ceux qui s'y trouveront à l'expiration des trois mois, seront passibles des droits d'entrée. — Le receveur de l'entrepôt tiendra un registre sur lequel il sera fait mention de la sortie de l'entrepôt, tant pour les marchandises envoyées à l'étranger que pour celles qui auront dû acquitter les droits.

5. Les appointemens des commis de l'entrepôt sont à la charge du commerce; ils sont fixés à quatre mille francs par an, dont deux mille quatre cents francs pour un garde-magasin, et seize cents francs pour un commis aux écritures: cette somme sera versée par douzième, de mois en mois, dans la caisse du receveur principal de la douane de Strasbourg.

N° 526. = 20 prairial an 10 (9 juin 1802). = *ARRÊTÉ portant suppression des ordres monastiques et congrégations régulières dans les départemens de la Sarre, de la Roër, de Rhin-et-Moselle et du Mont-Tonnerre.* (III, Bull. cxcviii, n° 1746.)

N° 527. = 20 prairial an 10 (9 juin 1802). = *ARRÊTÉ sur le mode de paiement de l'arriéré des pensions liquidées.* (III, Bull. cciv, n° 1852.)

N° 528. = 22 prairial an 10 (11 juin 1802). = *ARRÊTÉ relatif aux domaines nationaux acquis antérieurement à la loi du 28 ventose an 4, et payés en assignats ou mandats, avant leur démonétisation* (1). (III, Bull. cxevi, n° 1731.)

Les consuls de la république, vu la réclamation d'un grand nombre d'acquéreurs de domaines nationaux antérieurs à la loi du 28 ventose an 4,

(1) Voyez, sur le paiement des domaines nationaux, les lois citées dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 27 juin et) 25 juillet 1790, concernant l'aliénation de ces biens.

contre une décision du ministre des finances du 16 frimaire an 8, de laquelle il résulte, — 1° Qu'à partir de la publication de l'adite loi du 28 ventose, les assignats par eux versés dans les caisses publiques n'ont pu être admis que pour le trentième de leur valeur nominale ; — 2° Que les mandats par eux également versés dans lesdites caisses postérieurement à la loi du 29 messidor an 4, ne doivent leur être comptés qu'au cours ; — Le conseil d'état entendu ; — Considérant qu'aux termes des lois, les acquéreurs de domaines nationaux antérieurs à celle du 28 ventose an 4 ont pu valablement se libérer du prix de leurs acquisitions, en assignats et mandats valeur nominale, jusqu'à l'époque de leur démonétisation respective, arrêtent : — Tous les paiemens faits par les acquéreurs de domaines nationaux dont les acquisitions sont antérieures à la loi du 28 ventose an 4, en assignats ou mandats valeur nominale, tant que ces papiers-monnaie ont été en circulation, sont déclarés valables ; en conséquence, toute décision contraire est annulée (1).

N° 529. — 22 prairial an 10 (11 juin 1802). — *ARRÊTÉ contenant une extension territoriale dans l'exercice des fonctions du commissaire général de police de Bordeaux.* (III, Bull. CXCVI, n° 1733.)

N° 530. — 22 prairial an 10 (11 juin 1802). — *ARRÊTÉ relatif à la division des travaux des ports, et à leur classement dans les attributions des ministères de la marine et de l'intérieur* (2). (III, Bull. CXCVIII, n° 1759.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} messidor an 10, les ouvrages et établissemens maritimes des ports et rades de Brest, Lorient, Rochefort et Toulon, les travaux de la rade de Cherbourg, les travaux du port de Boulogne, l'entretien des phares, fanaux, balises, placés sur les côtes, feront seuls partie des attributions du ministère de la marine.

2. Tous les travaux des ports du commerce seront dans les attributions du ministère de l'intérieur, et continueront à être dirigés par des ingénieurs des ponts-et-chaussées.

3. Les travaux à faire dans les ports du commerce seront arrêtés par les consuls, sur les rapports concertés du ministre de l'intérieur et du ministre de la marine et des colonies.

N° 531. — 26 prairial an 10 (15 juin 1802). — *AVIS du conseil d'état sur plusieurs questions auxquelles donne lieu la loi d'amnistie du 24 floréal an 10, relative au crime de désertion à l'intérieur.* (Sirey, tome VII, partie 2, page 780.)

N° 532. — 27 prairial an 10 (16 juin 1802). — *ARRÊTÉ concernant les bourses de commerce* (3). (III, Bull. CXCVII, n° 1740.)

§ 1^{er}. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. Les bourses de commerce seront ouvertes à tous les citoyens, et même aux étrangers.

(1) Un décompte suivi d'une quittance pour solde ne peut éblir la libération d'un acquéreur de biens nationaux, si ce décompte n'a pas été délivré par l'une des trois autorités désignées par le décret du 22 octobre 1808. Arr. du cons., 5 février 1814, Sin., Jur. du cons., II, 512.

Voyez le décret du 22 octobre 1808, et les notes.

(2) Voyez le décret du 21 septembre—12 octobre 1791, concernant l'administration des ports, et les notes qui résument la législation de la matière.

(3) Voyez la loi du 28 ventose an 9 (19 mars 1801), portant établissement des bourses de commerce, et les notes qui résument toute la législation sur cet objet.

2. A Paris, le préfet de police réglera, de concert avec quatre banquiers, quatre négocians, quatre agens de change, et quatre courtiers de commerce désignés par le tribunal de commerce, les jours et heures d'ouverture, de tenue et de fermeture de la bourse.—Dans les autres villes, le commissaire général de police ou le maire fera cette fixation de concert avec le tribunal de commerce.

3. Il est défendu de s'assembler ailleurs qu'à la bourse, et à d'autres heures qu'à celles fixées par le règlement de police, pour proposer et faire des négociations, à peine de destitution des agens de change ou courtiers qui auraient contrevenu; et, pour les autres individus, sous les peines portées par la loi contre ceux qui s'immisceront dans les négociations sans titre légal. — Le préfet de police de Paris et les maires et officiers de police des villes des départemens sont chargés de prendre les mesures nécessaires pour l'exécution de cet article.

4. Il est défendu, sous les peines portées par les articles 13 de l'arrêt du conseil du 26 novembre 1781, et 8 de la loi du 28 ventose an 9, à toutes personnes autres que celles nommées par le gouvernement, de s'immiscer, en façon quelconque, et sous quelque prétexte que ce puisse être, dans les fonctions des agens de change et courtiers de commerce, soit dans l'intérieur, soit à l'extérieur de la bourse. Les commissaires de police sont spécialement chargés de veiller à ce qu'il ne soit pas contrevenu à la présente disposition (1). — Il est néanmoins permis à tous particuliers de négocier entre eux et par eux-mêmes les lettres de change ou billets à leur ordre ou au porteur, et tous les effets de commerce qu'ils garantiront par leur endossement, et de vendre aussi par eux-mêmes leurs marchandises.

5. En cas de contravention à l'article ci-dessus, les commissaires de police, les syndics ou les adjoints des agens de change et courtiers de commerce, feront connaître les contrevenans au préfet de police, à Paris, et aux maires et officiers de police, dans les départemens; lesquels, après la vérification des faits et audition du prévenu, pourront, par mesure de police, lui interdire l'entrée de la bourse. — En cas de récidive, il sera, par le gouvernement, déclaré incapable de pouvoir parvenir à l'état d'agent de change ou courtier; le tout sans préjudice de la traduction devant les tribunaux, pour faire prononcer les peines portées par les lois et arrêt du conseil ci-dessus cités.

6. Il est défendu, sous les peines portées contre ceux qui s'immiscent dans les négociations sans être agens de change ou courtiers, à tout banquier, négociant ou marchand, de confier ses négociations, ventes ou achats, et de payer des droits de commission ou de courtage, à d'autres qu'aux agens de change et courtiers. — Les syndics et adjoints des agens de change et courtiers, le préfet de police de Paris, et les maires et officiers de police des autres places de commerce, sont spécialement chargés de veiller à l'exécution du présent article, et de dénoncer les contrevenans aux tribunaux. — Le commissaire du gouvernement sera tenu de les poursuivre d'office.

7. Conformément à l'article 7 de la loi du 28 ventose an 9, toutes négociations faites par des intermédiaires sans qualité, sont déclarées nulles.

8. Les compagnies de banque ou de commerce qui émettent des actions, sont comprises dans la disposition des articles précédens, et ne pourront exiger d'autre garantie que celle prescrite par les lois et réglemens.

(1) Voyez l'art. 8 de la loi précitée du 28 ventose an 9, qui contient une semblable défense, et les notes.

9. Les agents de change pourront faire, concurremment avec les courtiers du commerce, les négociations en ventes ou achats des monnaies d'or ou d'argent et matières métalliques.

§ II. — Obligation des agents de change et courtiers (1).

10. Les agents de change et les courtiers de commerce ne pourront être associés, teneurs de livres ni caissiers d'aucun négociant, marchand ou banquier; ne pourront pareillement faire aucun commerce de marchandises, lettres, billets, effets publics et particuliers, pour leur compte, ni endosser aucun billet, lettre de change ou effet négociable quelconque, ni avoir entre eux ou avec qui que ce soit aucune société de banque ou en commandite, ni prêter leur nom pour une négociation, à des citoyens non commissionnés, sous peine de trois mille francs d'amende et de destitution.—Il n'est pas dérogé à la faculté qu'ont les agents de change de donner leur aval pour les effets de commerce.

11. Les agents de change et courtiers de commerce seront tenus de consigner leurs opérations sur des carnets, et de les transcrire, dans le jour, sur un journal timbré, coté et paraphé par les juges du tribunal de commerce, lesquels registre et carnet ils seront tenus de représenter aux juges ou aux arbitres: ils ne pourront, en outre, refuser de donner des reconnaissances des effets qui leur seront confiés.

12. Lorsque deux agents de change ou courtiers de commerce auront consommé une opération, chacun d'eux l'inscrira sur son carnet et le montrera à l'autre.

13. Chaque agent de change devant avoir reçu de ses cliens les effets qu'il vend, ou les sommes nécessaires pour payer ceux qu'il achète, est responsable de la livraison et du paiement de ce qu'il aura vendu et acheté: son cautionnement sera affecté à cette garantie, et sera saisissable en cas de non-consommation dans l'intervalle d'une bourse à l'autre, sauf le délai nécessaire au transfert des rentes, ou autres effets publics dont la remise exige des formalités.—Lorsque le cautionnement aura été entamé, l'agent de change sera suspendu de ses fonctions jusqu'à ce qu'il l'ait complété entièrement, conformément à l'arrêté du 29 germinal an 9. — Les noms des agents de change ainsi suspendus de leurs fonctions seront affichés à la bourse (2).

(1) Les courtiers qui font des négociations par l'intermédiaire de commis, sont punissables d'amende et de destitution comme prêtant leur nom à des individus non commissionnés. Cass., 9 janvier 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 332. — Jugé encore qu'un courtier, par cela seul qu'il commet et approuve l'individu non commissionné, qui traite et conclut des ventes de marchandises, lui prête réellement son nom, et se rend ainsi passible d'amende et de destitution. Cass., 4 messidor an 11, *SIR.*, III, 2, 424, *Bull. crim.*, VIII, 282.

La destitution à prononcer contre les courtiers de commerce qui prêtent leur nom à des individus non commissionnés est une véritable peine; elle peut et doit être prononcée par le tribunal saisi de la contravention. Arrêt précité du 9 janvier 1823. — Néanmoins, la destitution ne peut être prononcée en appel, si les premiers juges ont omis de la prononcer, et s'il n'y a pas eu appel, sur ce point, de la part du ministère public. Aix, 9 janvier 1830, *SIR.*, XXX, 2, 308.

(2) Le défaut de livraison par un agent de change de rentes qu'il s'est obligé de livrer, constitue un fait de charge, et donne lieu au privilège sur le cautionnement, encore que l'agent de change qui est en retard de livrer ait contracté non avec son propre client, mais avec un autre agent de change ou le client de ce dernier. Paris, 29 messidor an 12, *SIR.*, XIV, 2, 52. — Le capitaliste qui a fait habituellement des opérations à la bourse (telles que des reports mensuels, en se dessaisissant de ses fonds, sous le nom de son agent de change), opérations qui nécessitaient des comptes courants avec chances de pertes ou de bénéfices à la fin de chaque mois, n'est pas réputé avoir simplement usé du ministère obligé de l'agent de change pour l'achat d'effets publics: il peut être déclaré sans privilège sur le cautionnement et le prix de la charge de l'agent

14. Les agens de change seront civilement responsables de la vérité de la dernière signature des lettres de change ou autres effets qu'ils négocieront.

15. A compter de la publication du présent arrêté, les transferts d'inscriptions sur le grand-livre de la dette publique seront faits au trésor public, en présence d'un agent de change de la bourse de Paris, qui certifiera l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature et des pièces produites (1).

16. Cet agent de change sera, par le seul effet de sa certification, responsable de la validité desdits transferts, en ce qui concerne l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature et des pièces produites : cette garantie ne pourra avoir lieu que pendant cinq années, à partir de la déclaration du transfert (2).

17. En cas de mort, démission ou destitution d'un agent de change, il ne pourra, ainsi que ses héritiers et ayans-cause, demander le remboursement du cautionnement par lui fourni, qu'en justifiant d'un certificat des syndics des agens de change, constatant que la cessation de ses fonctions a été annoncée et affichée, depuis un mois, à la bourse, et qu'il n'est survenu aucune réclamation contre.

18. Ne pourront les agens de change et courtiers de commerce, sous peine

de change en faillite; la perte qu'il éprouve dans ce cas ne pouvant être considérée comme un fait de charge, mais bien comme la conséquence de la confiance volontaire qu'il a accordée à l'agent de change hors l'exercice légal de ses fonctions : il en serait de même, alors qu'il s'agirait d'une somme dont le capitaliste aurait en dernier lieu expressément ordonné l'emploi en achat de certains effets publics, s'il ne prouvait pas qu'au moment où l'ordre a été donné l'agent de change n'avait pas déjà détourné les fonds qui étaient laissés à sa disposition, et qui devaient être employés à cet achat. Cass., 10 mai 1827, *Sir.*, XXVII, 1, 539. — La réception, par un agent de change, en vertu du mandat de son client, des arrérages de rentes dont il a opéré le transfert, n'est point un fait de charge qui puisse donner lieu à privilège sur le cautionnement de l'agent de change, mais il en est autrement de l'exécution, par l'agent de change, du mandat à lui donné, de procurer avec les arrérages de rente ainsi reçus des traites sur l'étranger : c'est là un fait de charge qui attribue privilège au mandant pour le remboursement des fonds confiés à l'agent de change. Paris, 15 avril 1833, *Sir.*, XXXIII, 2, 193. — L'arrêté de la chambre syndicale des agens de change de Paris, du 10 fructidor an 10, qui fixe à cinq jours le délai dans lequel doivent être terminées les opérations relatives au transfert des rentes, n'est obligatoire que pour les agens de change eux-mêmes ; il ne l'est point pour les cliens forcés d'employer leur ministère : en conséquence, ceux-ci conservent leur privilège sur le cautionnement de l'agent de change, bien qu'ils aient laissé passer le délai de cinq jours sans réclamer leurs fonds ou leurs titres. Paris, 4 juillet 1828, *Sir.*, XXVIII, 2, 310; et Cass., 14 juillet 1829, *Sir.*, XXIX, 1, 324. — Le privilège, pour fait de charge, sur le cautionnement des agens de change, a lieu pour le transfert des fonds étrangers cotés à la bourse, de même que pour le transfert des fonds français. Même arrêt du 14 juillet 1829.

(1 et 2) L'agent de change qui prête son ministère au transfert d'une inscription sur le grand-livre, sans s'assurer de la capacité du vendeur, encourt une responsabilité telle que, si le transfert se trouve avoir été fait sans capacité, il est passible d'une indemnité équivalente. Paris, 24 janvier 1825, *Sir.*, XXV, 2, 346. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que les agens de change ne répondent pas de la capacité de leurs cliens, mais seulement de leur identité, de la vérité de leur signature et de celle des pièces produites. Cass., 8 août 1827, *Sir.*, XXVII, 1, 425; *Bull. civ.*, XXIX, 260. — Si les effets achetés par les agens de change ne sont pas payés par leurs cliens, ce défaut de paiement dont ils sont responsables, comme étant une suite de l'exercice de leurs fonctions, est un fait de charge qui donne lieu à privilège sur le cautionnement. Paris, 29 mai 1810, *Sir.*, XI, 2, 25. — Lorsque, sans autorisation de justice, un agent de change négocie des capitaux appartenant à un interdit, sa responsabilité est réglée non par les lois relatives aux agens de change, et à leurs obligations, mais par les lois sur la gestion d'affaires (*negotiorum gestor*) : l'agent de change répond donc en ce cas, non seulement de son dol ou de sa fraude, mais encore du plus léger manque de soins ou de précautions. Cass., 3 brumaire an 11, *Sir.*, III, 1, 58.

La prescription de cinq ans, établie au profit des agens de change, à raison de la garantie par eux due de la validité des transferts de rente opérés par leur ministère, est opposable à l'action récursoire intentée contre eux par le trésor, bien que celui-ci n'ait été lui-même actionné qu'après l'expiration des cinq ans. Paris, 25 janvier 1833, *Sir.*, XXXIII, 2, 410.

de destitution et de trois mille francs d'amende, négocier aucune lettre de change, billet, vendre aucune marchandise appartenant à des gens dont la faillite serait connue.

19. Les agens de change devront garder le secret le plus inviolable aux personnes qui les auront chargés de négociations, à moins que les parties ne consentent à être nommées, ou que la nature des opérations ne l'exige.

§ III. — Des droits à percevoir par les agens de change ou courtiers, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par le gouvernement.

20. Ne pourront les agens de change et courtiers de commerce exiger ni recevoir aucune somme au-delà des droits qui leur sont attribués par le tarif arrêté par les tribunaux de commerce, sous peine de concussion ; et ils auront la faculté de se faire payer de leurs droits après la consommation de chaque négociation, ou sur des mémoires qu'ils fourniront, de trois mois en trois mois, des négociations faites par leur entremise, aux banquiers, négocians ou autres, pour le compte desquels ils les auront faites.

§ IV. — Dispositions concernant la discipline intérieure des agens de change et courtiers.

21. Les fonctions des syndics et adjoints des agens de change et courtiers de commerce, conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté du 29 germinal, dureront un an. Extrait de la délibération portant nomination, sera, à chaque élection, envoyé dans les vingt-quatre heures au préfet de police, à Paris, et au commissaire général de police ou au maire, dans les autres places. — Les syndics et adjoints des agens de change et courtiers, donneront leur avis motivé sur les listes de candidats qui seront présentés au gouvernement.

22. Les agens de change et courtiers de commerce de chaque place sont autorisés à faire un règlement de discipline intérieure, qu'ils remettront au ministre de l'intérieur, pour être par lui présenté à la sanction du gouvernement.

§ V. — Dispositions particulières pour la ville de Paris.

23. Il sera établi à la bourse de Paris un lieu séparé, et placé à la vue du public, dans lequel les agens de change se réuniront pour la négociation des effets publics et particuliers, en exécution des ordres qu'ils auront reçus avant la bourse ou pourront recevoir pendant sa durée : l'entrée de ce lieu séparé, ou parquet, sera interdite à tout autre qu'aux agens de change. — Il sera également établi un lieu séparé convenable pour les courtiers de commerce.

24. Les agens de change étant sur le parquet, pourront proposer à haute voix la vente ou l'achat d'effets publics et particuliers ; et lorsque deux d'entre eux auront consommé une négociation, ils en donneront le cours à un crieur, qui l'annoncera sur-le-champ au public.

25. Ne sera crié à haute voix que le cours des effets publics : quant aux actions de commerce, lettres de change et billets, tant de l'intérieur que de l'étranger, leur négociation en exigeant l'exhibition et l'examen, elle ne pourra être faite à haute voix ; et les cours auxquels elle aura donné lieu seront recueillis, après la bourse, par les syndics et adjoints, et cotés sur le bulletin des cours.

26. Les syndics et adjoints des courtiers de commerce se réuniront également pour recueillir le cours des marchandises, et le coter, article par article, sur le bulletin.

27. Chaque agent de change pourra, dans le délai d'un mois, faire choix

d'un commis principal, qu'il présentera aux agents de change assemblés spécialement, lesquels, au scrutin et à la majorité, l'agréeront ou le rejeteront. La liste des commis ainsi agréés sera remise au préfet de police.

28. Ces commis ne pourront faire aucune négociation pour leur compte, ni signer aucun bulletin ou bordereau; ils opéreront pour, au nom et sur la signature de l'agent de change: en cas d'absence ou de maladie, ils transmettront chaque jour les ordres qu'ils auront reçus pour leur agent, à celui de ses collègues fondé de sa procuration. Ils seront dans la dépendance et révocables à la volonté tant de leur agent que de la compagnie.

N° 533.—27 prairial an 10 (16 juin 1802).—**ARRÊTÉ relatif aux recettes faites par les receveurs généraux et particuliers sur les contributions indirectes.** (III, Bull. CXCII, n° 1741.)

Art. 1^{er}. La place du contrôleur général des recettes, chargé par l'arrêté du troisième jour complémentaire an 9, de réunir les états de versements des préposés de l'administration de l'enregistrement et du domaine dans les caisses du trésor public, et de remettre tous les mois, au ministre dudit trésor, l'état de comparaison, par département, des recettes faites avec lesdits versements, est supprimée.

2. Pour contrôler les recettes faites par les receveurs généraux et particuliers sur les contributions indirectes détaillées dans les bordereaux mensuels qu'ils sont tenus d'adresser au ministre du trésor public, les directeurs particuliers de l'administration de l'enregistrement et du domaine, et ceux de l'administration des douanes établis dans les départements, adresseront directement au même ministre, le 10 de chaque mois au plus tard, un bordereau certifié des versements réellement effectués pendant le mois précédent, par les préposés de leurs directions respectives, dans les caisses du trésor public.

3. Le ministre du trésor public déterminera la forme de ces bordereaux. Ils seront composés de deux parties: la première embrassera tous les versements avec détail et indication des dates, ainsi que des caisses où ils seront effectués, et des valeurs qui les composeront. Le montant desdits versements dans chaque département devra être exactement balancé par la recette déclarée par le receveur général sur les mêmes produits. La seconde partie du bordereau indiquera sommairement la nature et l'origine des recettes faites par les préposés desdites administrations, le montant des dépenses qu'ils auront acquittées, et les fonds restant à leur disposition au 30 de chaque mois.

4. Tout receveur général et particulier, et généralement tout comptable, convaincu d'avoir omis ou retardé de se charger en recette sur les journaux et bordereaux de situation, des sommes qui lui auront été versées pour le service public, sera destitué et poursuivi comme coupable de détournement des deniers publics, conformément à l'article 11, section V, titre 1^{er} du Code pénal.

N° 534.—27 prairial an 10 (16 juin 1802).—**ARRÊTÉ relatif aux pensions sur la liste civile** (1). (III, Bull. CXCII, n° 1742.)

Art. 1^{er}. Les gagistes pourront obtenir la réunion de leurs services de la liste civile à ceux qu'ils auront rendus dans d'autres administrations publi-

(1) Voyez, sur les gagistes et pensionnaires de la liste civile, le décret du 27 novembre 1792, et les notes qui l'accompagnent.

ques, pour le calcul de leur droit à la pension, à raison de ces derniers services; à la charge par eux de renoncer aux pensions ou secours accordés pour ceux de leurs services dans la liste civile qu'ils voudraient faire compter avec leurs services publics.

2. A l'avenir, en matière de liquidation de pensions pour la fixation desquelles il y a lieu de supputer le revenu du pensionnaire, les pensions ou secours qu'ils auraient précédemment obtenus à d'autres titres, ne seront comptés comme revenus que jusqu'à concurrence de la portion payable par le trésor public.

3. En exécution de la loi du 7 mars 1793, il ne sera, à l'avenir, rien payé à titre d'arriéré de gages ou d'anciennes pensions, sur la liste civile, pour le premier semestre de 1793 et les subséquens, sans néanmoins qu'il puisse être fait aucune répétition contre ceux qui les ont reçus.

N° 535. = 27 prairial an 10 (16 juin 1802). = *ARRÊTÉ relatif au mode de versement des cautionnemens à fournir par les greffiers des juges de paix et des tribunaux de police* (1). (III, Bull. cxcvii, n° 1743.)

Art. 1^{er}. Les cautionnemens à fournir par les greffiers des juges de paix et ceux des tribunaux de police, conformément à la loi du 28 floréal, seront versés au trésor public en quatre termes, savoir: le premier quart avant l'installation, et les trois autres quarts successivement de deux en deux mois, à compter de cette époque.

2. Ces versements auront lieu dans la caisse du receveur général ou du receveur particulier de l'arrondissement.

3. En cas de non-paiement de tout ou partie desdits cautionnemens aux époques fixées par l'article 1^{er} ci-dessus, le commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de l'arrondissement sera tenu de provoquer la déchéance des greffiers en retard.

N° 536. = 27 prairial an 10 (16 juin 1802). = *ARRÊTÉ relatif à la délivrance de la poudre de guerre pour les bâtimens de commerce*. (III, Bull. cxcvii, n° 1744.)

Art. 1^{er}. L'administration générale des poudres et salpêtres continuera de fournir exclusivement aux armateurs et négocians la poudre de guerre nécessaire à la défense de leurs bâtimens de commerce, en se conformant à ce qui est prescrit par l'article 20 de la loi du 13 fructidor an 5.

2. Elle leur fournira également la poudre dite *de traite* dont ils auront besoin pour faire des échanges dans les colonies.

3. Les commissaires ou préposés à la vente des poudres délivreront aux armateurs et négocians un certificat qui constatera la quantité et la qualité des poudres qu'ils leur auront vendues.

4. Ce certificat sera remis aux préposés des douanes du lieu de l'embarquement, qui veilleront à ce que la totalité des poudres achetées soit embarquée.

N° 537. = 27 prairial an 10 (16 juin 1802). = *ARRÊTÉ relatif aux places de passagers dans les navires expédiés pour les îles et colonies françaises* (2). (III, Bull. cxcvii, n° 1745.)

Art. 1^{er}. Les armateurs des navires en expédition pour les îles et colonies

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 28 floréal an 10 (18 mai 1802), relative aux justices de paix, art. 3, et les notes.

(2) Voyez l'arrêté du 14 ventose an 11 (5 mars 1803), qui fixe le prix du passage des sou-

françaises, seront tenus de fournir au gouvernement des places de passagers à simple ration, à raison de deux places par cent tonneaux de port.

2. Il sera délivré par l'administration des ports, auxdits armateurs, avant le départ de leurs navires, pour la subsistance de chacun des passagers reçus gratuitement, quarante-cinq rations si l'expédition est pour les îles ou le continent d'Amérique, cent cinq pour les îles de France et de la Réunion, cent trente-cinq pour les côtes Malabar ou Coromandel, et cent cinquante pour le Bengale.

3. Dans le cas où le gouvernement ne jugerait pas à propos de disposer desdites places, lesdits armateurs demeurent provisoirement dispensés de payer, ainsi qu'ils y étaient assujétis, le prix des passages non fournis.

4. Seront, au surplus, lesdits armateurs et capitaines tenus de remplir les formalités prescrites par l'arrêt du conseil d'état du 10 septembre 1774 tant envers les administrateurs des ports de France et des colonies, qu'aux greffes des tribunaux substitués aux ci-devant amirautés, sous les peines de droit.

N° 538. = 29 prairial an 10 (18 juin 1802). = *ARRÊTÉ relatif à l'administration de la justice dans les colonies rendues à la France par le traité d'Amiens* (1). (Moniteur du 5 messidor an 10.)

Les consuls de la république, sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent :

Art. 1^{er}. Dans les colonies rendues à la France par le traité d'Amiens, du 6 germinal dernier, les tribunaux existant en 1789 continueront de rendre la justice, tant au civil qu'au criminel, suivant les formes de procéder, les lois, réglemens et tarif alors observés, et sans qu'il soit rien innové à l'organisation, au ressort et à la compétence desdits tribunaux.

2. Les dénominations de sénéchaussées, amirautés et juridictions royales seront remplacées par celle de tribunal de première instance, et la dénomination de conseil supérieur par celle de tribunal d'appel, sans que, du changement de dénomination, l'on puisse inférer aucun changement dans les attributions des anciens tribunaux, notamment des amirautés.

3. Le ministère public sera exercé par des commissaires du gouvernement et leurs substituts.

4. Il sera pourvu par un règlement spécial aux changemens relatifs aux tribunaux actuels de Tabago (2).

5. Les jugemens seront intitulés au nom de la république française.

6. Les membres des tribunaux seront provisoirement et dans les formes requises, nommés par le capitaine général; il recevra de chacun d'eux la promesse de fidélité à la république française.

N° 539. = 4 messidor an 10 (23 juin 1802). = *ARRÊTÉ qui ordonne la formation d'un état des écoles de chaque département, susceptibles d'être*

tionnaires publics dans les colonies sur les bâtimens de commerce; et l'ordonnance du 9 janvier — 28 février 1818, qui fixe de nouveau ce prix de passage.

(1) Voyez, dans le § 2 de la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), sur l'organisation des colonies, le résumé de la législation concernant l'administration de la justice dans les colonies françaises; et, dans la deuxième partie de ces notes, le résumé des lois d'organisation judiciaire particulières à chaque colonie.

(2) Tabago n'appartient plus à la France.

considérées comme écoles secondaires (1). (III, Bull. CXCVIII, n° 1761.)

Art. 1^{er}. Dans les dix jours qui suivront la réception du présent arrêté, les préfets et sous-préfets visiteront, dans leur arrondissement respectif, les écoles particulières où l'on enseigne les langues latine et française, les premiers principes de la géographie, de l'histoire et des mathématiques, et qui, par ces raisons, peuvent être considérées comme écoles secondaires; ils dresseront procès-verbal du nombre des professeurs, de celui des élèves attachés à chacune de ces écoles, ainsi que des inconvénients et des avantages du local de chacun de ces établissements.

2. Les sous-préfets adresseront leurs procès-verbaux aux préfets qui, sans délai, formeront un état général des écoles de leur département susceptibles d'être considérées comme écoles secondaires.

3. Les préfets adresseront incontinent au conseiller d'état chargé de la direction et surveillance de l'instruction publique, l'état général mentionné en l'article précédent, avec copie des procès-verbaux sur lesquels il aura été formé. Chaque état sera soumis séparément à l'approbation du gouvernement.

4. Les écoles comprises dans les états approuvés du gouvernement porteront seules le titre d'écoles secondaires, et seront les seules admises, dès la présente année, à participer aux encouragemens et récompenses mentionnées en l'article 7 de la loi du 11 floréal dernier.

5. Les communes où les instituteurs particuliers qui voudront établir des écoles secondaires, présenteront leur demande au sous-préfet de l'arrondissement, qui donnera son avis, — 1^o Sur la capacité et le moral des personnes proposées, soit pour la direction et manutention, soit pour l'enseignement; — 2^o Sur les inconvénients et les avantages de l'établissement proposé; et adressera le tout au préfet, qui le transmettra, avec son propre avis, au conseiller d'état chargé de l'instruction publique, pour être soumis à l'approbation du gouvernement.

6. Indépendamment des visites qui pourront avoir lieu plusieurs fois par an dans les écoles secondaires, les préfets et sous-préfets feront, chaque année, dans le mois de messidor, la visite des écoles de leur arrondissement, et dresseront procès-verbal du nombre des professeurs et élèves qui s'y trouveront, ainsi que des autres circonstances propres à en faire connaître la tenue.

7. Les préfets feront de ces procès-verbaux l'usage prescrit par les articles 2 et 3 du présent arrêté.

8. Les écoles qui se trouveront comprises dans les états arrêtés chaque année par le gouvernement pour chaque département, pourront seules conserver le titre d'écoles secondaires, et être admises à concourir, dans l'année, pour les avantages promis par l'article 7 de la loi du 11 floréal dernier.

9. Les élèves des écoles centrales pourront concourir avec ceux des écoles secondaires pour l'admission dans les lycées.

N° 540. = 4 messidor an 10 (23 juin 1802). = ARRÊTÉ relatif à la taxe des lettres et paquets expédiés de France en Angleterre ou d'Angleterre en France (2). (III, Bull. CXCVIII, n° 1762.)

Art. 1^{er}. L'affranchissement des lettres et paquets de Calais pour la Grande-

(1) Voyez, sur les écoles secondaires, la loi du 11 floréal an 10 (1^{er} mai 1802), concernant l'instruction publique, tit. III, et les notes.

(2) Ce tarif n'a pas cessé d'être en vigueur. — Voyez la loi du 4—14 juillet 1829, relative

Bretagne et l'Irlande, sera de trois décimes par lettre d'un poids au dessous de six grammes, savoir :

De la ville au port de mer..... 1 décime.

Et pour le trajet de mer de Calais à Douvres, conformément à

l'article 5 de la loi du 14 floréal an 10..... 2

3 décimes.

Et proportionnellement pour les lettres et paquets pesant six grammes et au dessus, à raison de leur poids, selon les progressions établies par la loi du 14 floréal.

2. L'affranchissement des lettres et paquets de tous les autres lieux de la république pour la Grande-Bretagne et l'Irlande sera perçu, par lettre au dessous du poids de six grammes, d'après la taxe de tous les bureaux de l'intérieur jusqu'à Calais; plus deux décimes pour la voie de mer; et proportionnellement pour les paquets d'un poids au dessus de six grammes, selon les progressions ordonnées par la loi du 14 floréal an 10.

3. Les lettres d'un poids au dessous de six grammes, venant de la Grande-Bretagne et d'Irlande pour Calais, seront taxées à raison de six décimes, y compris deux décimes pour la voie de mer; et les lettres et paquets de six grammes et au dessus, le seront proportionnellement aux progressions établies par la loi du 14 floréal.—Les lettres et paquets arrivant dans les dépêches d'Angleterre pour Calais, et qui en seront réexpédiés pour tout autre bureau de sa correspondance, seront taxés du port dû à Calais; plus, de celui de Calais à celui de leur adresse.

4. Les lettres et paquets de la Grande-Bretagne pour Paris, Rouen, Le Havre, Dieppe et autres lieux intermédiaires, seront taxés à raison de douze décimes, y compris le prix fixé pour la voie de mer, par lettre d'un poids au dessous de six grammes; et les lettres et paquets du poids de six grammes et au dessus, suivant les progressions de la loi du 14 floréal an 10.—Les lettres et paquets compris dans les dépêches britanniques pour Paris, et qui seront réexpédiés de cette ville pour toute autre destination que celle des lieux ci-dessus désignés, seront taxés du port fixé pour Paris; plus, de celui de Paris jusqu'à leur destination.

N° 541. = 4 messidor an 10 (23 juin 1802). = *ARRÊTÉ relatif à l'importation ou exportation des marchandises dans les îles de la Martinique, de la Guadeloupe, de Sainte-Lucie et de Tabago* (1). (III, Bull. cxcviii, n° 1763.)

Art. 1^{er}. L'arrêt du conseil du 30 août 1784, concernant le commerce

au service des postes par voie de mer, art. 2, qui détermine le prix du transport des lettres de France pour l'Angleterre, et réciproquement, au moyen d'un service extraordinaire.

Voyez aussi l'ordonnance du 7—19 octobre 1833, portant publication de la convention conclue le 14 juin précédent, entre la France et l'Angleterre, pour le transport des dépêches; celle du même jour, concernant le transport des lettres de France pour l'Angleterre et les pays qui en dépendent, et de ces pays pour la France; et celle du 18—28 octobre même année, qui établit une taxe supplémentaire sur la correspondance de Boulogne-sur-Mer avec l'Angleterre, pour le transport par estafette entre cette ville et Calais.

(1) Voyez, dans les §§ 1^{er} et 2 de la deuxième partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), sur l'organisation des colonies, le résumé des lois qui ont rapport à l'importation ou à l'exportation des marchandises dans les colonies de la Martinique et de la Guadeloupe.

Voyez spécialement l'ordonnance du 5—22 février 1826, qui permet d'importer à la Martinique et à la Guadeloupe diverses denrées, par navires nationaux ou étrangers; et l'ordonnance additionnelle du 20 septembre—1^{er} octobre 1828.

étranger dans les îles françaises d'Amérique, sera exécuté, selon sa forme et teneur, à la Martinique, la Guadeloupe, Sainte-Lucie et Tabago, tant pour l'ouverture et l'identité des ports d'entrepôt, que pour l'espèce de marchandises d'importation et exportation permises, formalités à remplir, et droits à percevoir.

2. Les marchandises, denrées ou productions dont l'entrée est permise aux colonies désignées en l'article 1^{er} du présent arrêté, ne pourront y être importées qu'en se conformant aux dispositions de l'article 3 de la loi du 21 septembre 1793, qui sera également exécuté.

3. Le droit à percevoir sur la morue étrangère sera de six francs par cinq myriagrammes, en conformité de l'arrêté du 17 ventose dernier.

N° 542.—4 messidor an 10 (23 juin 1802).—ARRÊTÉ portant qu'il sera établi, dans les hospices de Paris consacrés à la vieillesse et aux infirmités incurables, deux cents places pour les pères et mères des défenseurs de la patrie. (III, Bull. CXCIII, n° 1764.)

N° 543.—6 messidor an 10 (25 juin 1802).—ARRÊTÉ portant établissement d'un entrepôt de marchandises étrangères dans le port de Marseille (1). (III, Bull. CXCIX, n° 1781.)

Art. 1^{er}. Il y aura un entrepôt de marchandises étrangères dans le port de Marseille.

2. L'entrepôt sera réel, 1° Pour toutes les marchandises et denrées dont l'entrée est ou sera prohibée, ainsi que pour celles qui sont ou seront soumises au certificat d'origine; 2° pour les articles suivants :—Marchandises manufacturées de toute espèce (2), tabacs en feuille, poissons salés, vins, eaux-de-vie, liqueurs, huiles, sucres, cafés, indigo, cacao, et toutes autres denrées coloniales venant de l'étranger.—Les magasins seront fournis par le commerce, et fermés à deux clefs, dont l'une restera entre les mains de l'administration des douanes.

3. Les négocians qui présenteront des savons à l'exportation à l'étranger, et qui justifieront avoir payé des droits sur des huiles importées dans l'année, seront remboursés des trois quarts desdits droits dans la proportion des quantités d'huiles qui entrent dans la fabrication des savons à exporter.

4. L'entrepôt sera fictif, sur la demande des négocians, pour toutes les marchandises et denrées dont l'entrée est permise, et qui ne sont pas désignées dans l'article 2.

5. Les marchandises et denrées destinées pour l'entrepôt réel ou fictif seront, après vérification, portées sur deux registres particuliers tenus par le receveur des douanes.—Les consignataires remettront entre les mains de ce receveur une soumission valablement cautionnée de réexporter, dans l'année, les marchandises et denrées mises en entrepôt fictif, ou d'en payer les droits.

(1) Voyez le décret du 28 juillet (26 et)—1^{er} août 1791, concernant le commerce de Marseille avec le royaume, les colonies et l'étranger, et les notes.

Voyez spécialement l'ordonnance du 20—23 février 1815, qui désigne les marchandises susceptibles d'être entreposées à Marseille; celle du 11—20 juin 1816, qui contient des dispositions analogues sur l'entrepôt des denrées coloniales à Marseille; l'ordonnance générale du 10—21 septembre 1817, sect. II et III, sur l'entrepôt des marchandises dans cette ville; et celle du 28 septembre—4 octobre 1828, qui permet de convertir en farine les grains étrangers entreposés dans ce lieu.

(2) Les savons se trouvent compris sous cette dénomination. (Note du Bulletin des lois.)

6. La durée de l'entrepôt réel ne pourra excéder le terme de deux ans; les marchandises et denrées dont l'entrée est ou sera prohibée devront être réexportées dans ce délai. Les marchandises et denrées permises seront soumises à la même condition, ou acquitteront les droits.

7. Les navires qui arriveront à Marseille, chargés, en totalité ou en partie, de marchandises ou denrées prohibées, ne pourront aborder que dans la partie du port qui sera indiquée par le directeur des douanes, et où le débarquement s'effectuera. — Les marchandises et denrées prohibées qui seront tirées de l'entrepôt pour la réexportation seront embarquées dans le même local; et les navires à bord desquels elles seront mises ne pourront en sortir que pour mettre à la voile.

8. Les lois et réglemens relatifs aux douanes continueront d'être exécutés dans le port de Marseille, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

N° 544. = 6 messidor an 10 (25 juin 1802). = **ARRÊTÉ** relatif à la tenue des séances du conseil de préfecture du département de la Seine, pour les affaires contentieuses d'administration et de police. (III, Bull. CXCIX, n° 1782.)

Art. 1^{er}. Le conseil de préfecture du département de la Seine, présidé par le préfet du département, connaîtra, dans des séances qui auront lieu les lundis, mercredis et samedis, des affaires contentieuses administratives qui sont dans les attributions du préfet du département.

2. Le même conseil, présidé par le préfet de police, connaîtra, dans une séance qui aura lieu le vendredi de chaque semaine, de toutes les affaires contentieuses administratives qui sont dans les attributions du préfet de police, d'après le règlement des consuls du 12 messidor et autres postérieurs, et les dispositions de la loi du 29 floréal an 10.

3. Les séances tenues d'après l'article 2 auront lieu dans une des salles de la préfecture de police : le secrétaire général de la préfecture de police y remplira les fonctions qu'a remplies jusqu'aujourd'hui le secrétaire général de la préfecture du département (1).

N° 545. = 6 messidor an 10 (25 juin 1802). = **ARRÊTÉ** qui règle l'emploi du produit de la location des baraques et échoppes de la foire de Beaucaire. (III, Bull. CXCIX, n° 1784.)

N° 546. = 6 messidor an 10 (25 juin 1802). = **ARRÊTÉ** relatif à la manière de constater l'insolvabilité ou l'absence des redevables du trésor public (2). (III, Bull. CXCIX, n° 1786.)

Art. 1^{er}. L'insolvabilité ou l'absence des redevables du trésor public seront constatées, ou par des procès-verbaux, soit de perquisition, soit de carence, dressés par des huissiers, ou par des certificats délivrés sous leur responsabilité, par les maires et adjoints des communes de leur résidence ou de leur dernier domicile.

2. Ces certificats seront visés par les préfets pour l'arrondissement du chef-lieu, et par les sous-préfets pour les autres arrondissemens.

(1) L'art. 1^{er} de cet arrêté est encore exécuté; mais les art. 2 et 3 ne le sont plus : le préfet de police ne préside plus, dans aucun cas, le conseil de préfecture de la Seine.

(2) Voyez l'arrêté du 13 frimaire an 8 (4 décembre 1799), qui règle le mode de poursuites relatives au recouvrement du débit des comptables, art. 2, pour l'exécution duquel le présent arrêté a été rendu.

N° 547.—6 messidor an 10 (25 juin 1802).—**ARRÊTÉ** qui détermine le mode de liquidation des fermages arriérés des biens nationaux. (III, Bull. excix, n° 1788.)

Les consuls de la république, sur le rapport du ministre des finances; considérant que la plupart des fermiers des biens nationaux, par ignorance des lois rendues sur le paiement des fermages, n'ont pas profité du délai accordé par celles des 9 fructidor an 5 et 6 messidor an 6 (1), pour obtenir la réduction de leurs baux; que, si l'on exigeait aujourd'hui de ces fermiers le paiement en numéraire du prix des baux stipulés en assignats, ils seraient dans l'impossibilité de s'acquitter, parce que les sommes qu'ils auraient à payer excéderaient souvent la valeur du fonds; que l'on ne peut espérer de faire rentrer au trésor public les fermages arriérés, qu'en adoptant un mode de liquidation conforme à la justice; le conseil d'état entendu, arrêtent ce qui suit : — Les fermages arriérés des biens nationaux dus par les fermiers qui n'ont pas profité du bénéfice des lois qui les autorisaient à demander la réduction de leurs baux, seront liquidés conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 6 messidor an 6.

N° 548.—11 messidor an 10 (30 juin 1802).—**ARRÊTÉ** qui assimile les percepteurs des contributions directes de Lyon aux receveurs particuliers. (III, Bull. cc, n° 1802.)

N° 549.—11 messidor an 10 (30 juin 1802).—**ARRÊTÉ** qui ordonne la formation d'une commission pour s'occuper des moyens de répartir la contribution foncière avec la plus grande égalité (2). (III, Bull. cc, n° 1803.)

Art. 1^{er}. Il sera formé une commission de sept membres, pour s'occuper, sans délai, des moyens d'obtenir, dans la répartition de la contribution foncière, la plus grande égalité.

2. Les ministres des finances et de l'intérieur présenteront à la nomination du premier consul les membres de cette commission. — Ils seront pris dans les diverses parties du territoire français, et choisis parmi les citoyens réunissant les connaissances relatives au travail de la commission.

N° 550.—11 messidor an 10 (30 juin 1802).—**ARRÊTÉ** relatif à l'organisation administrative et judiciaire de l'île de Tabago (3). (III, Bull. cc, n° 1805.)

N° 551.—11 messidor an 10 (30 juin 1802).—**ARRÊTÉ** contenant rectification des arrêtés qui ont ordonné la réduction des justices de paix des départemens de l'Aisne, de l'Arriège, de l'Aude, des Forêts, de la Gironde, de la Haute-Loire, du Lot, du Mont-Blanc, de la Moselle, du Nord, de la Seine-Inférieure, de Seine-et-Marne et de la Somme. (III, Bull. CCXXXVIII bis, n° 12.)

N° 552.—13 messidor an 10 (2 juillet 1802).—**ARRÊTÉ** qui ordonne la confec-

(1) Voyez ces lois, concernant la liquidation des fermages, en général, eu égard à la dépréciation du papier-monnaie, et les notes.

(2) Voyez l'ordonnance du 3 octobre 1821—23 décembre 1831, qui prescrit la formation de commissions départementales dans le même but; et celle du 19 mars 1823—23 décembre 1830, portant organisation de ces commissions.

(3) Cette colonie n'appartenant plus à la France depuis 1814, cet arrêté est sans intérêt.

tion d'un état des édifices propres aux casernemens, magasins, hôpitaux, etc., nécessaires au service de la guerre. (III, Bull. CC, n° 1806.)

N° 553. = 13 messidor an 10 (2 juillet 1802). = **ARRÊTÉ relatif à l'organisation en cohortes de la légion-d'honneur** (1). (III, Bull. CCI, n° 1808.)

N° 554. = 13 messidor an 10 (2 juillet 1802). = **ARRÊTÉ qui augmente le supplément de traitement accordé aux sous-lieutenans et quartiers-maîtres de la gendarmerie nationale.** (III, Bull. CCI, n° 1809.)

N° 555. = 13 messidor an 10 (2 juillet 1802). = **ARRÊTÉ qui accorde l'indemnité de logement aux maréchaux-des-logis du train d'artillerie, détachés dans les départemens pour y faire des tournées.** (III, Bull. CCI, n° 1810.)

N° 556. = 13 messidor an 10 (2 juillet 1802). = **ARRÊTÉ portant défense aux noirs, mulâtres et autres gens de couleur, d'entrer sans autorisation sur le territoire continental de la France.** (III, Bull. CCXIX, n° 2001.)

Art. 1^{er}. Il est défendu à tous étrangers d'amener sur le territoire continental de la république aucun noir, mulâtre, ou autres gens de couleur, de l'un et de l'autre sexe.

2. Il est pareillement défendu à tout noir, mulâtre, ou autres gens de couleur, de l'un et de l'autre sexe, qui ne seraient point au service, d'entrer à l'avenir sur le territoire continental de la république, sous quelque cause et prétexte que ce soit, à moins qu'ils ne soient munis d'une autorisation spéciale des magistrats des colonies d'où ils seraient partis, ou, s'ils ne sont pas partis des colonies, sans l'autorisation du ministre de la marine et des colonies.

3. Tous les noirs ou mulâtres qui s'introduiront, après la publication du présent arrêté, sur le territoire continental de la république, sans être munis de l'autorisation désignée à l'article précédent, seront arrêtés et détenus jusqu'à leur déportation (2).

N° 557. = 16 messidor an 10 (5 juillet 1802). = **ARRÊTÉ relatif au passage accordé aux colons réfugiés, pour retourner à Saint-Domingue.** (III, Bull. CCI, n° 1812.)

N° 558. = 16 messidor an 10 (5 juillet 1802). = **ARRÊTÉ qui supprime, à compter de l'an 11, les secours accordés aux colons réfugiés en France.** (III, Bull. CCII, n° 1816.)

N° 559. = 23 messidor an 10 (12 juillet 1802). = **ARRÊTÉ relatif à l'adminis-**

(1) Voyez la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), portant création de la légion-d'honneur, et les notes qui résument toute la législation dont cette institution a été l'objet.

Les cohortes de la légion-d'honneur ont cessé d'exister depuis long-temps.

(2) Voyez dans SIXEY (XIII, 2, 297) une circulaire ministérielle du 30 pluviose an 11, qui défend à tout officier de l'état civil de recevoir aucun acte de mariage entre des blancs et des négresses, et entre des nègres et des blanches.

Le présent arrêté n'est plus exécuté depuis long-temps.

tration des biens affectés à la légion-d'honneur (1). (III, Bull. ccr, n° 1815.)

Art. 1^{er}. Les grands officiers chefs de cohorte de la légion-d'honneur administreront, avec les conseils d'administration de leur cohorte, la totalité des biens affectés à la légion qui se trouveront situés dans les départemens de l'arrondissement de la cohorte, de quelque nature que soient ces biens.

2. Tous les membres de la cohorte seront payés tous les trois mois par le trésorier de la cohorte, sur les extraits de revue délivrés par les inspecteurs aux revues, et sur des certificats de vie visés par le chancelier de la cohorte. — Les trésoriers des cohortes feront connaître, tous les dix jours, au trésorier général, l'état de leurs caisses, et celui des besoins de la cohorte d'après les états de revue.

3. Le trésorier général de la légion fera connaître, tous les trois mois, d'après les états de situation, les besoins de chaque cohorte, proposera les moyens d'y pourvoir, et rendra compte des mouvemens de fonds occasionés par l'excédant ou l'insuffisance des recettes de chaque cohorte.

4. Pour l'exécution des articles ci-dessus, le directeur général de la régie des domaines nationaux fera dresser un état détaillé de consistance de tous les biens nationaux affectés à la légion-d'honneur, par département et par arrondissement de cohorte. Cet état sera remis au grand conseil de la légion, le 1^{er} vendémiaire an 11.

5. On ne comprendra point la valeur estimative des édifices destinés aux établissemens des chefs-lieux, dans l'évaluation des revenus des biens affectés aux cohortes.

6. Tous les biens affectés à la cohorte seront affermés.

7. Les baux actuels seront exécutés jusqu'à leur expiration; mais le prix en sera versé à la caisse du trésorier de la cohorte, à compter du 1^{er} vendémiaire an 11.

8. Les baux seront renouvelés, dans les campagnes, au moins un an avant leur expiration; et dans les villes, six mois avant cette époque.

9. Les baux seront annoncés, un mois d'avance, par des affiches dans les lieux accoutumés: le lieu, le jour et l'heure de l'adjudication y seront indiqués. Il y sera procédé publiquement devant le conseil d'administration de la cohorte et les préposés de la régie des domaines et de l'enregistrement, à la chaleur des enchères, sauf à la remettre à un autre jour, s'il y a lieu.

10. L'acte sera passé par un notaire, dans la forme ordinaire, devant le conseil d'administration; les frais de double expédition seront supportés par le fermier.

11. Le conseil d'administration imposera aux adjudicataires, autant qu'il sera possible, les conditions qu'il croira les plus avantageuses. — Il exigera une caution solvable. — Il divisera les baux pour le plus grand avantage de sa gestion.

12. Quand les réparations à faire, soit aux bâtimens du chef-lieu et de l'hospice, soit aux divers bâtimens servant à l'exploitation des biens ruraux et autres appartenant à la cohorte, excéderont la valeur de trois cents francs, il en sera dressé un devis estimatif, et il sera procédé à une adjudication au

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), portant création de la légion-d'honneur, le résumé des mesures prises relativement à l'administration de ses biens.

rabais dans la forme ordinaire : ces réparations devront toujours être autorisées par le grand conseil. — Le chancelier de la légion en fera le rapport.

13. Le trésorier qui aura payé le montant des réparations sera tenu de rapporter, à l'appui de cette dépense, les devis estimatifs et les quittances des ouvriers, lorsqu'il s'agira de réparations faites par économie : à l'égard de celles faites sur adjudication, il rapportera, outre la quittance de l'adjudicataire, une expédition du procès-verbal d'adjudication, et une autre du procès-verbal de réception des ouvrages.

14. Le trésorier de la cohorte fera payer exactement, à chaque échéance, le prix des baux.

15. Toutes les poursuites judiciaires devront être autorisées par le grand conseil, faites au nom du grand-officier chef de la cohorte, et suivies par le chancelier de la cohorte.

16. Les préposés de l'administration des domaines remettront au chancelier, pour être déposés dans les archives de l'administration de la cohorte, les baux courans, ainsi que tous les titres qu'ils pourront avoir concernant les biens qui seront affectés à la cohorte : il leur en sera donné une reconnaissance au pied d'un état contenant la date et la nature de ces différens titres.

(Suit l'état des biens attribués aux cohortes de la légion-d'honneur.)

N° 560. = 27 messidor an 10 (16 juillet 1802). = **ARRÊTÉ** qui ordonne l'arpentage, l'aménagement et le bornage des forêts des quatre départemens de la rive gauche du Rhin (1). (III, Bull. CCII, n° 1836.)

N° 561. = 27 messidor an 10 (16 juillet 1802). = **ARRÊTÉ** relatif au mode de paiement des arrérages de la dette publique et des pensions du deuxième semestre de l'an 6, etc. (2). (III, Bull. CCIV, n° 1853.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire prochain, il ne sera plus délivré de bons au porteur en paiement des arrérages de la dette publique et des pensions du deuxième semestre an 6, de l'année 7 et du premier semestre de l'an 8.

2. Les arrérages des rentes et pensions desdits semestres, non encore acquittés, ne pourront être payés qu'en numéraire. Les recouvremens sur les exercices 7 et 8 qui rentreront au trésor public, sont spécialement affectés à cette dépense, et y seront appliqués dans les proportions qui seront déterminées par les consuls.

3. Les dispositions de l'article 6 de la loi du 21 floréal dernier, d'après lequel les anciennes rentes perpétuelles non consolidées ne doivent être inscrites qu'avec jouissance du semestre courant, sont rendues communes aux rentes viagères non consolidées.

N° 562. = 27 messidor an 10 (16 juillet 1802). = **ARRÊTÉ** portant que les militaires qui ont obtenu des armes d'honneur seront répartis dans les seize cohortes de la légion-d'honneur (3). (III, Bull. CCVII, n° 1877.)

(1) Ces départemens ne font plus partie de la France depuis 1814 : le présent arrêté est donc sans intérêt.

(2) Voyez, sur le mode de paiement des arrérages de la dette publique (perpétuelle et viagère), les lois citées dans les §§ 4 et 5 du décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793.

(3) Voyez la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), portant création de la légion d'honneur et les lois.

N° 563.—2 thermidor an 10 (21 juillet 1802).—**ARRÊTÉ relatif à la réduction des droits de douane sur les marchandises avariées, et à la manière de constater les avaries** (1). (III, Bull. CCIII, n° 1845.)

Art. 1^{er}. Aucune réduction de droits ne sera accordée pour cause d'avaries, que dans le cas d'échouement ou autres accidens de mer, constatés suivant les formes prescrites, et qui emporteraient recours contre les assureurs.

2. Les experts, pour faire l'estimation de ces avaries, seront nommés par le directeur ou le receveur des douanes : ils y procéderont dans les vingt-quatre heures de la déclaration d'avaries; ils établiront, par leur rapport, la valeur primitive des marchandises au cours du jour, et la perte résultant de l'avarie.

3. Ledit rapport sera communiqué aux parties intéressées ou à leurs représentants, qui, dans le délai de vingt-quatre heures, pourront donner eux-mêmes aux marchandises, une estimation supérieure à celle des experts. Les préposés des douanes ne pourront user du droit de préemption qu'à l'expiration de ce délai, et seulement d'après la nouvelle valeur, s'il en a été donné une par les parties intéressées ou leurs représentants; sinon, que d'après la valeur résultant du rapport des experts.

4. Si les préposés des douanes reconnaissent que les experts ont donné aux marchandises dont les droits se paient au poids, une estimation supérieure à leur valeur primitive avant qu'elles eussent été avariées, le paiement des droits et la remise des marchandises entre les mains du propriétaire ou consignataire, seront suspendus. Des échantillons seront levés, mis sous le cachet des experts et du receveur, et adressés au directeur général des douanes, qui les soumettra à l'examen du ministre de l'intérieur. Cependant, si le propriétaire ou consignataire désire avoir la libre disposition des marchandises, elles pourront lui être remises sous soumission valablement cautionnée de payer les droits, conformément à la décision du ministre de l'intérieur.

N° 564.—2 thermidor an 10 (21 juillet 1802). — **ARRÊTÉ relatif au rétablissement des relations commerciales entre l'île de Noirmoutiers et l'étranger.** (III, Bull. CCIII, n° 1846.)

N° 565.—2 thermidor an 10 (21 juillet 1802).—**ARRÊTÉ concernant les droits d'entrée sur le poisson venant de l'étranger.** (III, Bull. CCIII, n° 1847.)

N° 566.—2 thermidor an 10 (21 juillet 1802).—**ARRÊTÉ portant que les décisions de la chambre de discipline des avoués prononçant seulement des peines de discipline ne sont pas susceptibles de recours aux tribunaux** (2). (Sirey, tome VII, partie 2, page 801.)

Les consuls de la république, sur le rapport du ministre de la justice, vu les pièces de la contestation qui s'est élevée entre le citoyen G. L., et la chambre des avoués du tribunal de première instance de la Seine, relativement à l'arrêté de censure qu'elle a pris le 7 floréal dernier;—Considérant que, pour terminer cette contestation, et afin d'en prévenir de semblables, il est

(1) Voyez l'art. 24 du tit. II de la loi du 6 août (22 juillet et)—22 août 1791, et les notes.

(2) Voyez l'arrêté du 13 frimaire an 9 (4 décembre 1800), qui établit les chambres d'avoués, et les notes.

nécessaire d'interpréter le règlement fait par les consuls, le 13 frimaire an 9, pour l'organisation de la police des avoués ; — Le conseil d'état entendu, — Arrêtent ce qui suit :

Art. 1^{er}. Dans les cas prévus par l'article 8, où la chambre a le droit de prononcer le rappel à l'ordre, la censure simple, la censure avec réprimande, l'interdiction de l'entrée de la chambre, les décisions sont exécutées sans appel ou recours aux tribunaux.

2. Dans les cas prévus par l'article 9, où la chambre n'a le droit de prononcer que par forme d'avis, les avis n'ont d'effet qu'après qu'ils ont été homologués par le tribunal, sur les conclusions du commissaire du gouvernement.

3. Dans aucun cas, la chambre des avoués ne pourra ordonner l'impression des arrêtés de police et de discipline intérieure.

4. L'assignation que le citoyen G. L. a fait donner au syndic de la chambre des avoués, par exploit du 26 prairial dernier, ainsi que les procédures faites et les jugemens intervenus en conséquence, sont considérés comme non avenus.

N° 567. — 3 thermidor an 10 (22 juillet 1802). — **ARRÊTÉ** relatif à la haute-paie accordée aux caporaux et soldats pour ancienneté de service. (III, Bull. CCIII, n° 1848.)

Art. 1^{er}. Tous les caporaux et soldats qui, au 1^{er} vendémiaire prochain, se trouveront avoir dix ans de service effectif révolus dans le même corps, recevront une haute-paie d'un franc par mois, s'ils contractent et signent la promesse de continuer leur service pendant l'espace de cinq années.

2. Les caporaux et soldats qui, au 1^{er} vendémiaire prochain, se trouveront avoir quinze ans révolus de service effectif, recevront une haute-paie d'un franc cinquante centimes par mois, s'ils contractent et signent la promesse de servir encore pendant cinq années.

3. Les caporaux et soldats qui, à l'époque du 1^{er} vendémiaire prochain, se trouveront avoir vingt ans de service effectif, recevront une haute-paie de deux francs par mois, tant qu'ils continueront leur service.

4. A compter du 1^{er} vendémiaire prochain, tous les caporaux et soldats qui parviendront à dix, quinze et vingt ans de service effectif révolus, jouiront des hautes-paies fixées par les articles ci-dessus, en continuant leur service pendant cinq ans.

5. Les caporaux et soldats parvenus à dix ans de service porteront sur le bras gauche, comme marque distinctive, un chevron de laine rouge ; — De quinze à vingt ans, ils porteront deux chevrons ; et de vingt à vingt-cinq ans, ils porteront trois chevrons.

6. Après vingt-cinq ans de service effectif révolus, ils seront, pour le fait seul de la durée de leurs services, susceptibles d'être admis dans la légion-d'honneur.

7. Le décompte des hautes-paies sera fait en même temps et de la même manière que celui de la solde.

N° 568. — 3 thermidor an 10 (22 juillet 1802). — **ARRÊTÉ** relatif à la perception des droits de douane sur les denrées coloniales (1). (III, Bull. CCIII, n° 1849.)

(1) Voyez, dans le § 5 de la première partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivôse au 6 (1^{er} janvier 1798), sur l'organisation des colonies, le résumé de la législation concernant

N° 569. — 4 thermidor an 10 (23 juillet 1802). — *ARRÊTÉ relatif à une convocation extraordinaire des conseils municipaux.* (III, Bull. CCIII, n° 1850.)

TITRE 1^{er}. — Dispositions particulières.

Art. 1^{er}. Les préfets feront assembler extraordinairement, cette année, les conseils municipaux, du 15 au 30 thermidor, pour l'exécution des dispositions portées aux articles suivans.

2. Chaque conseil municipal formera de suite et arrêtera l'état du passif de la commune. — Chaque article portera la date à laquelle la dette a été contractée.

3. Chaque conseil indiquera également l'actif de la commune. — Il en divisera l'état par chapitres : — Le premier comprendra les créances arriérées ; — Le deuxième, les revenus fixes existans ; — Le troisième, les revenus variables.

TITRE II. — Des recettes et dépenses ordinaires des communes (1).

4. Les conseils municipaux, dans la session ordonnée par l'art. 1^{er}, et dans les sessions qui seront tenues les années suivantes à l'époque fixée par la loi du 28 pluviôse, détermineront le nombre des centimes qui seront perçus additionnellement aux contributions, pour les dépenses de l'année suivante, dans les limites établies par la loi.

5. Les conseils municipaux ne pourront demander ni obtenir aucune imposition extraordinaire pour les dépenses ordinaires des communes.

6. Les chemins vicinaux seront à la charge des communes. — Les conseils municipaux émettront leur vœu sur le mode qu'ils jugeront le plus convenable pour parvenir à leur réparation. Ils proposeront, à cet effet, l'organisation qui leur paraîtrait devoir être préférée pour la prestation en nature.

7. Les conseils municipaux indiqueront les moyens d'accroître les revenus ordinaires de la commune, 1° par la location des places aux halles appartenant aux communes, et aux foires et marchés ; 2° par l'établissement d'un poids public ; 3° par des octrois sur les consommations, perçus par abonnement, par exercice, ou à l'entrée.

8. En aucun cas, la fixation de la dépense présumée des communes ne pourra excéder le montant du revenu aussi présumé.

9. Tous les centimes perçus, tous les revenus appartenant à une commune, seront toujours employés exclusivement pour l'utilité de cette commune, de l'avis de son conseil municipal. Lorsqu'il y aura un excédant à la fin de l'année, cet excédant sera employé en améliorations, réparations et embellissemens, d'après l'avis du conseil municipal, celui du sous-préfet, et la décision du préfet.

l'importation des denrées coloniales. Voyez spécialement le décret du 1^{er} novembre 1810 ; la loi du 17—19 décembre 1814 ; celles des 7—12 décembre 1815, 28 avril—4 mai 1816, et 21—23 avril 1818 ; et l'ordonnance du 27—27 juillet 1822, portant fixation des droits de douane sur les denrées coloniales importées en France : ces lois rendent le présent arrêté sans intérêt.

(1) Voyez, sur les bases et le mode des recettes communales, la loi du 11 frimaire an 7 (1^{er} décembre 1798), §§ 2, 3 et 4 du tit. 1^{er}, et tit. II et suiv. ; l'ordonnance du 16—28 mars 1816, concernant le régime des budgets des villes ayant au moins trente mille francs de recettes ; l'ordonnance du 8—21 août 1821, art. 2, sur le même objet ; celle du 23 avril—10 mai 1823, et celle du 1^{er} mars—1^{er} avril 1835, concernant la comptabilité des communes.

Voyez spécialement, sur les attributions des conseils municipaux dans l'administration des communes, l'ordonnance précitée du 8—21 août 1821. On attend une loi générale sur cet objet.

10. L'aperçu des recettes et dépenses des communes sera adressé par le maire, en double expédition, au sous-préfet.

11. L'aperçu des recettes et dépenses sera divisé par chapitres, suivant la nature des unes et des autres.

12. Les frais d'administration de la commune seront toujours portés dans un chapitre séparé des autres dépenses.

13. Le sous-préfet examinera l'aperçu, et le fera passer dans quinzaine au plus tard au préfet, avec son avis.

14. Le préfet réglera et arrêtera définitivement l'état des dépenses, par chapitre, et l'adressera à chaque maire dans la quinzaine suivante. — Le receveur municipal ne pourra payer une somme plus forte que celle portée au chapitre, à peine de responsabilité personnelle; à l'effet de quoi, il lui sera remis une expédition en forme de l'état, tel qu'il aura été arrêté définitivement.

15. Le préfet prendra, dans la quinzaine, toutes les mesures nécessaires, suivant les lois, pour procurer aux communes les augmentations de revenus dont les moyens auront été approuvés par lui, sur la proposition du conseil municipal et l'avis du sous-préfet.

16. A leur séance ordinaire de chaque année, les conseils municipaux entendront le compte des deniers communaux, que leur rendra chaque receveur de commune, sans préjudice du compte d'administration à rendre par les maires, d'après la loi du 28 pluviôse an 8.

17. Le compte, avec les observations du conseil municipal, et les pièces justificatives, seront adressés au sous-préfet, qui les fera parvenir au préfet, avec ses observations, dans le délai d'un mois.

18. Le préfet arrêtera tous les comptes dans le délai de deux mois, et les renverra aux maires avec toutes les pièces.

19. Il adressera au conseiller d'état chargé des dépenses des communes, avant le 1^{er} fructidor, le résultat de tous les comptes des communes et de leur révision pour l'année précédente.

20. En cas que les préfets n'allouent pas tous les articles des comptes des municipalités, ils prendront un arrêté d'après lequel les receveurs municipaux seront forcés en recette du montant des dépenses non allouées, et seront tenus d'en réintégrer provisoirement le montant dans la caisse municipale; à l'effet de quoi, il pourra être décerné contre eux une contrainte.

21. En cas de contestations sur la décision des préfets, elles seront soumises au gouvernement, qui décidera en conseil d'état.

TITRE III. — Des dépenses communes à plusieurs municipalités.

22. Lorsqu'il y aura des dépenses communes à plusieurs municipalités, le sous-préfet déterminera, sur l'avis des conseils municipaux, la proportion dans laquelle chaque commune supportera la dépense. — Sur la décision du sous-préfet, approuvée par le préfet, le conseil municipal sera obligé de porter, dans l'état des dépenses annuelles de sa commune, la part à laquelle elle aura été assujétie.

23. Le sous-préfet veillera à ce que les dépenses communes à plusieurs municipalités soient acquittées par chacune d'elles, pour la part à laquelle elles sont tenues, de manière à ce que le service dont ces dépenses sont le prix ne puisse jamais être interrompu.

TITRE IV. — Dispositions particulières aux grandes communes.

24. Dans les communes qui ont plus de vingt mille francs de revenu,

l'état des dépenses et recettes de chaque année sera présenté par le maire au conseil municipal.

25. Cet état sera divisé par chapitres, ainsi qu'il est dit au titre précédent; et le conseil municipal délibérera sur tous les articles de recette et dépense qui y seront portés.

26. Dans les communes où il y a plusieurs municipalités et un commissaire général de police, chacun des maires présentera au conseil municipal l'aperçu des dépenses de l'année suivante qui concerneront sa municipalité.

27. Le commissaire général de police présentera dans la même session, au conseil municipal, le tableau des dépenses qui concernent ses attributions.

28. Le commissaire général de police et les maires se réuniront pour rédiger la partie de l'état relative aux revenus de la commune.

29. La délibération du conseil municipal sera transcrite à la suite des tableaux de dépenses et recettes présumées, et envoyée au sous-préfet, qui donnera son avis, et transmettra le tout au préfet, qui l'adressera également, avec son avis, au ministre de l'intérieur.

30. Les consuls, sur la proposition du ministre de l'intérieur, statueront définitivement sur l'état général des dépenses et recettes de chaque commune, après avoir entendu le conseil d'état.

31. Il sera ouvert, chaque trimestre, par le préfet, à chaque maire et au commissaire général de police, un crédit particulier, sur lequel chacun d'eux ordonnancera les sommes qui lui auront été allouées pour ses dépenses.

32. La recette des revenus des communes qui auront plus de vingt mille francs de revenu, sera confiée, conformément à la loi du 11 frimaire an 7, à un préposé, qui sera nommé par le conseil municipal, à la pluralité absolue des voix, et au scrutin secret : il pourra être destitué par le ministre de l'intérieur, sur la proposition du maire et l'avis du sous-préfet.

33. Ce préposé sera assujéti, pour son cautionnement, aux obligations imposées par les articles 5, 7 et 8 de l'arrêté du 16 thermidor an 8, aux percepteurs des contributions directes. Le sous-préfet remplira à cet égard les fonctions attribuées, par l'article 6 de ce même arrêté, au receveur particulier de l'arrondissement.—Le traitement de ce préposé sera porté chaque année sur l'état par aperçu des dépenses de la commune, réglé par le conseil municipal, et définitivement arrêté par le gouvernement, sur l'avis du préfet.

34. Le préposé aux recettes communales acquittera, sur les mandats respectifs des maires et du commissaire général de police, les dépenses propres à chacun d'eux, conformément à l'article 36 de la loi du 11 frimaire an 7, jusqu'à concurrence seulement de la somme fixée pour chaque chapitre, à peine de responsabilité personnelle, ainsi que pour les autres communes.

35. Les commissaires généraux de police rendront compte, comme les maires, devant le conseil municipal, en sa session du 15 pluviose, des dépenses qu'ils auront ordonnancées pendant l'année précédente.

TITRE V. — Dispositions particulières à la ville de Paris.

36. L'état des dépenses de tout genre à la charge de la commune de Paris sera dressé, en la forme prescrite dans les articles précédents, par le préfet du département de la Seine et par le préfet de police, chacun en ce qui le concerne. — Le préfet du département et celui de police se réuniront pour présenter au ministre de l'intérieur l'aperçu des recettes et les projets d'amélioration, ainsi qu'il est dit aux articles 7 et 28.

37. Le ministre de l'intérieur enverra au conseil général du département,

faisant fonctions du conseil municipal, l'état des recettes et dépenses, pour délibérer sur chaque chapitre tant de la recette que de la dépense.

38. L'état des recettes et dépenses délibéré au conseil général du département, faisant fonctions de conseil municipal, sera présenté par le ministre de l'intérieur au gouvernement, qui l'arrêtera définitivement.

39. Le receveur nommé, d'après l'article 32 du présent arrêté, pour la commune de Paris, paiera les dépenses communales sur les mandats des préfets de la Seine et de police, chacun en ce qui le concerne. Il ne pourra, comme les autres receveurs municipaux, et sous les mêmes peines, excéder, dans ses paiemens, pour une nature de dépense, les sommes accordées au chapitre qui s'y rapporte.

40. Le receveur municipal de la ville de Paris rendra compte devant le conseil général, faisant fonctions de conseil municipal, en sa session du 15 pluviose, des dépenses qu'il aura acquittées dans l'année terminée au 1^{er} vendémiaire précédent, sans préjudice du compte d'administration à rendre par le préfet du département et celui de police, d'après la loi du 28 pluviose.

41. Dans ces comptes sera compris celui des recettes et dépenses des hospices de Paris, qui seront portées et fixées, comme toutes les autres, dans l'état général des dépenses et recettes de la commune.

42. Le receveur de la commune de Paris ne pourra être destitué que par le gouvernement, sur la proposition du préfet du département ou du préfet de police, et l'avis du ministre de l'intérieur.

43. Les comptes débattus par le conseil municipal seront présentés au ministre de l'intérieur, qui les arrêtera définitivement s'ils sont en règle, et, dans le cas contraire, en rendra compte au gouvernement, qui statuera en conseil d'état.

N° 570. = 4 thermidor an 10 (23 juillet 1802). = ARRÊTÉ relatif aux percepteurs des contributions directes des villes de Rouen, du Havre et de Dieppe. (III, Bull. CCIII, n° 1851.)

N° 571. = 4 thermidor an 10 (23 juillet 1802). = ARRÊTÉ relatif à la saline de Cette. (III, Bull. CCIV, n° 1854.)

Art. 1^{er}. Les articles 1^{er}, 2 et 3 de l'arrêté de l'administration centrale de l'Hérault, confirmé par le gouvernement le 3 nivose an 6, seront exécutés.

2. L'arrêté du conseil, du 15 juin 1779, sera également exécuté dans tous les points auxquels il n'a pas été dérogé par les lois postérieures.

3. En conformité de l'article 2 dudit arrêté, le préfet du département de l'Hérault et le conseil de préfecture connaîtront, sauf le recours au conseil d'état, de tous les cas dont la connaissance était attribuée au commissaire départi dans la province de Languedoc, dont les salines concédées faisaient partie.

N° 572. = 7 thermidor an 10 (26 juillet 1802). = ARRÊTÉ portant qu'il ne sera plus reçu au trésor public de significations de transports, cessions ou délégations de pensions à la charge de l'état. (III, Bull. CCIV, n° 1867.)

Les consuls. . . , vu la déclaration du 7 janvier 1779, arrêtent :

Art. 1^{er}. Les transports et délégations de pensions faits par Joseph-Bruno Bereswill au profit de Nicolas Muller, et par Marie-Basile-Benoîte-Gabrielle-Amélie Palluat, veuve Bonnard, au profit de Nicolas Saint-Aubin, par actes passés pardevant notaires les 5 messidor an 2 et 12 prairial an 10, et noti-

fiés au conservateur des oppositions, les 27 prairial et 11 messidor an 10, sont nuls et de nul effet; sauf aux délégataires à répéter, par les voies et ainsi qu'il appartiendra, contre les cédans, la restitution des sommes qu'ils peuvent leur avoir payées.

2. Il ne sera reçu à l'avenir, au trésor public, aucune signification de transport, cession ou délégation de pension à la charge de la république (1).

3. Les créanciers d'un pensionnaire ne pourront exercer qu'après son décès, et sur le décompte de sa pension, les poursuites et diligences nécessaires pour la conservation de leurs droits.

N° 573. = 7 thermidor an 10 (26 juillet 1802). — *ARRÊTÉ qui annule un arrêté par lequel le préfet de l'Eure avait envoyé l'épouse de l'émigré Vaudeinont en possession d'une partie des biens de son mari, pour la remplir de ses créances.* (III, Bull. CCIV, n° 1868.)

Les consuls... , vu l'arrêté du préfet de l'Eure, du 6 frimaire an 10, par lequel, après avoir reconnu *Louise-Auguste-Elisabeth Colliete-Montmorency*, femme de l'émigré *Joseph-Marie Lorraine-Vaudemont*, créancière de son mari de la somme de huit cent vingt-sept mille sept cent soixante-seize francs, il l'envoie, pour la remplir de ladite somme, en propriété, possession et jouissance de tous les biens dudit émigré qui n'ont point été désignés par la ci-devant administration centrale du département pour remplacer les biens des hospices de Conches, Pont-Audemer et Harcourt, et excepte pareillement de l'envoi en possession ceux desdits biens qui ont été vendus administrativement, et dont les acquéreurs sont tombés en déchéance; et dans le cas où ladite dame ne serait pas complètement remplie, il lui réserve à se venger sur tous autres biens dudit émigré qui n'auraient pas été aliénés par la république, ni désignés à aucun hospice en exécution de la loi du 16 vendémiaire an 5; — Considérant que l'arrêté dont il s'agit est contraire à l'article 55 de la loi du 1^{er} floréal an 3; le conseil d'état entendu, arrête : — L'arrêté du 6 frimaire an 10 est annulé, sauf à *Louise-Auguste-Elisabeth Colliete-Montmorency* à se faire liquider d'après le mode déterminé par l'article 55 de la loi du 1^{er} floréal an 3.

N° 574. = 9 thermidor an 10 (28 juillet 1802). — *AVIS du conseil d'état sur différentes questions relatives à l'exécution du sénatus-consulte portant amnistie pour fait d'émigration* (2). (III, Bull. CCIV, n° 1870.)

Sur le rapport de la section de législation, à laquelle a été adjoint le citoyen *Regnier*, ensuite du renvoi à elle fait des questions suivantes : — 1° Les individus éliminés ou rayés définitivement depuis le 28 vendémiaire an 9, doivent-ils être soumis aux conditions de l'amnistie ? — 2° Les prévenus d'émigration, non rayés définitivement, dont le décès a précédé sa publication, peuvent-ils être amnistiés ? — 3° Ceux qui, existant encore au moment de l'amnistie, décédèrent avant le 1^{er} vendémiaire an 11, sans avoir rempli les conditions que le sénatus-consulte impose, peuvent-ils être amnistiés ? — 4° Les étrangers prévenus d'émigration sont-ils soumis aux conditions de l'amnistie ? — Le conseil d'état est d'avis, sur la première question, qu'elle

(1) Voyez la loi du 22 floréal an 7 (11 mai 1799), art. 7, qui porte une disposition semblable, et la note. Voyez aussi l'arrêté du 10 thermidor an 11 (31 mars 1803), qui rend communes aux militaires invalides les dispositions du présent arrêté.

(2) Voyez ce sénatus-consulte du 6 floréal an 10 (26 avril 1802), et les notes étendues qui l'accompagnent.

est résolue par l'article 1^{er} du sénatus-consulte : « Amnistie est accordée, « pour fait d'émigration, à tout individu qui en est prévenu et n'est pas « rayé définitivement; » et, comme l'élimination de la liste était aussi une radiation définitive, il est évident qu'il faut dire la même chose des éliminés que des rayés proprement dits. Ils sont soumis aux conditions portées dans leur arrêté; celles de l'amnistie ne leur sont pas applicables.—Sur la seconde question, le conseil d'état pense que l'amnistie ayant été principalement accordée en faveur des familles des émigrés, il est tout-à-fait conforme à l'esprit du sénatus-consulte d'étendre la grace aux héritiers, quand la mort a mis le prévenu lui-même hors d'état d'en profiter.—S'il eût vécu, il serait rentré dans les biens dont l'article 17 du sénatus-consulte fait remise aux amnisties : comment refuser la même grace à ses enfants républicoles et nés avant l'émigration?—Il est bien entendu que ce qui vient d'être dit ne saurait s'appliquer aux héritiers des individus compris dans quelque'une des exceptions portées par l'article 10 du sénatus-consulte; car ces individus, s'ils eussent encore vécu au moment de l'amnistie, n'en auraient jamais profité personnellement; leurs héritiers ne peuvent donc pas invoquer la considération puissante qui vient d'être relevée en faveur des héritiers des autres.—Sur la troisième question, la déchéance de l'amnistie n'est encourue qu'à défaut par l'émigré d'avoir rempli, avant le 1^{er} vendémiaire an 11, les conditions que le sénatus-consulte lui impose; ainsi, s'il vient à mourir avant l'expiration du délai, son droit, qui n'est point éteint, passe à son héritier, qui n'en doit demeurer déchu qu'à l'époque où le défunt lui-même eût encouru la déchéance.—Au reste, on suppose ici, comme sur la question précédente, que le défunt n'était point compris dans l'une des exceptions portées par l'article 10 du sénatus-consulte.—On doit observer que la plupart des conditions imposées par le sénatus-consulte à l'émigré lui-même, sont inapplicables à ses héritiers : ainsi, il doit suffire qu'avant le 1^{er} vendémiaire an 11, ceux-ci se présentent devant le préfet de leur domicile, séant en conseil de préfecture, et qu'après lui avoir représenté la preuve en bonne forme du décès de l'émigré, ils requièrent que le certificat de l'amnistie du défunt leur soit délivré, en qualité d'héritiers; délivrance qui sera effectuée, s'il y a lieu, après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 8 du sénatus-consulte.—Sur la quatrième, l'amnistie est destinée à effacer le délit dont le prévenu s'est rendu coupable, en émigrant au préjudice des défenses portées par la loi de son pays. Or, il est certain que ce délit n'a pu être commis par l'étranger; et, où il n'y a pas de délit, il ne peut y avoir ni rémission ni grace. Dans ce cas, l'acte qui consuitue l'étranger en prévention doit être considéré comme non avenu.

N° 575.—11 thermidor an 10 (30 juillet 1802). — *ANNÉE contenant désignation de villes où il y aura un entrepôt réel de marchandises et denrées étrangères, coloniales, etc.* (1). (III, Bull. CCVII, n° 1878.)

Art. 1^{er}. Il y aura un entrepôt réel de marchandises et denrées étrangères, coloniales et autres, dans les ports de Marseille, Cette, Bayonne, Bordeaux,

(1) Voyez l'arrêté du 3 thermidor an 10 (22 juillet 1802), art. 10, pour l'exécution duquel le présent est rendu; celui du 7 fructidor an 10 (25 août 1802), qui prescrit des formalités pour l'entrepôt de diverses denrées coloniales; celui du 29 vendémiaire an 11 (21 octobre 1802), sur le même objet; l'ordonnance du 9—27 décembre 1814, sur les entrepôts; et l'ordonnance du 9—24 janvier 1818, contenant des dispositions générales sur l'entrepôt des marchandises étrangères.

Il a été rendu un grand nombre d'arrêtés, de décrets et d'ordonnances pour établir des entre-

La Rochelle, Nantes, Lorient, Saint-Malo, Cherbourg, Le Havre, Dunkerque, Ostende et Anvers.

2. Il ne pourra être reçu dans l'entrepôt réel que des marchandises non prohibées, à l'exception des marchandises dites *de traite*, ci-après désignées; savoir : couteaux de traite, flacons de verre, rassades et autres verroteries, grosse quincaillerie, tabac de Brésil à fumer, toiles dites *guinées*.

3. Les villes auxquelles l'entrepôt est accordé n'en jouiront qu'à la charge de fournir, sur le port, des magasins convenables, sûrs et réunis en un seul corps de bâtiment, pour y établir ledit entrepôt; à l'effet de quoi le plan du local sera présenté au gouvernement, qui, après avoir fait examiner s'il est propre à sa destination, l'y affectera, s'il y a lieu, par un arrêté spécial. — Le présent article est commun à la ville de Marseille, en ce qu'il exige que les magasins d'entrepôt réel soient sur le port.

4. Il n'est rien dérogé, par le présent arrêté, aux dispositions de celui relatif aux denrées des colonies nationales et étrangères, du 3 thermidor présent mois, ni à celles de la loi sur l'entrepôt des tabacs.

N° 576. = 11 thermidor an 10 (30 juillet 1802). = *ARRÊTÉ relatif à l'admission aux examens prescrits pour être reçu maître au petit cabotage* (1). (III, Bull. CCVII, n° 1879.)

Nul ne sera, désormais, admis à l'examen prescrit pour être reçu maître au petit cabotage, s'il n'a au moins vingt-quatre ans d'âge, et soixante mois de navigation effective, dont douze au moins sur les bâtimens de la république.

N° 577. = 14 thermidor an 10 (2 août 1802). = *SÉNATUS-CONSULTE qui proclame Napoléon Bonaparte premier consul à vie* (2). (III, Bull. CCV, n° 1875.)

Le sénat conservateur, réuni au nombre de membres prescrit par l'article 90 de la constitution; — Délibérant sur le message des consuls de la république, du 10 de ce mois; — Après avoir entendu le rapport de sa commission spéciale, chargée de vérifier les registres des votes émis par les citoyens français; — Vu le procès-verbal fait par la commission spéciale, et qui constate que trois millions cinq cent soixante-dix-sept mille deux cent cinquante-neuf citoyens ont donné leurs suffrages, et que trois millions cinq cent soixante-huit mille huit cent quatre-vingt-cinq citoyens ont voté pour que *Napoléon Bonaparte* soit nommé premier consul à vie; — Considérant que le sénat, établi par la constitution, organe du peuple pour ce qui intéresse le pacte social, doit manifester d'une manière éclatante la reconnaissance nationale envers le héros vainqueur et pacificateur, et proclamer solennellement la volonté du peuple français de donner au gouvernement toute la stabilité nécessaire à l'indépendance, à la prospérité et à la gloire de la république, décrète ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le peuple français nomme, et le sénat proclame *Napoléon Bonaparte* premier consul à vie.

pôts de marchandises étrangères dans des villes du royaume : ces réglemens contiennent des règles spéciales à chaque entrepôt autorisé.

(1) Voyez, sur les conditions nécessaires pour être reçu maître au petit cabotage, la loi du 3 brumaire an 4 (25 octobre 1795), art. 13, et la note.

(2) Voyez la constitution du 22 frimaire an 8 (14 décembre 1799), portant création du gouvernement consulaire, et les notes.

2. Une statue de la Paix, tenant d'une main le laurier de la victoire, et de l'autre le décret du sénat, attestera à la postérité la reconnaissance de la nation.

3. Le sénat portera au premier consul l'expression de la confiance, de l'amour et de l'admiration du peuple français.

N° 578. = 16 thermidor an 10 (4 août 1802). = SÉNATUR-CONSULTE *organique de la constitution* (1). (III, Bull. CCVI, n° 1876.)

TITRE 1^{er}.

Art. 1^{er}. Chaque ressort de justice de paix a une assemblée de canton.

2. Chaque arrondissement communal ou district de sous-préfecture a un collège électoral d'arrondissement.

3. Chaque département a un collège électoral de département.

TITRE II. — Des assemblées de canton.

4. L'assemblée de canton se compose de tous les citoyens domiciliés dans le canton, et qui y sont inscrits sur la liste communale d'arrondissement. — A dater de l'époque où, aux termes de la constitution, les listes communales doivent être renouvelées, l'assemblée de canton sera composée de tous les citoyens domiciliés dans le canton, et qui y jouissent des droits de citoyen.

5. Le premier consul nomme le président de l'assemblée de canton ; — Ses fonctions durent cinq ans : il peut être renommé indéfiniment. — Il est assisté de quatre scrutateurs, dont deux sont les plus âgés, et les deux autres les plus imposés des citoyens ayant droit de voter dans l'assemblée de canton. — Le président et les quatre scrutateurs nomment le secrétaire.

6. L'assemblée de canton se divise en sections pour faire les opérations qui lui appartiennent. — Lors de la première convocation de chaque assemblée, l'organisation et les formes en seront déterminées par un règlement émané du gouvernement.

7. Le président de l'assemblée de canton nomme les présidents des sections. — Leurs fonctions finissent avec chaque assemblée sectionnaire. — Ils sont assistés chacun de deux scrutateurs, dont l'un est le plus âgé, et l'autre le plus imposé des citoyens ayant droit de voter dans la section.

8. L'assemblée de canton désigne deux citoyens sur lesquels le premier consul choisit le juge de paix du canton. — Elle désigne pareillement deux citoyens pour chaque place vacante de suppléant de juge de paix.

9. Les juges de paix et leurs suppléants sont nommés pour dix ans (2).

10. Dans les villes de cinq mille âmes, l'assemblée de canton présente deux citoyens pour chacune des places du conseil municipal. Dans les villes où il y aura plusieurs justices de paix ou plusieurs assemblées de canton, chaque assemblée présentera pareillement deux citoyens pour chaque place du conseil municipal.

11. Les membres des conseils municipaux sont pris par chaque assemblée de canton, sur la liste des cent plus imposés du canton. Cette liste sera arrêtée et imprimée par ordre du préfet (3).

12. Les conseils municipaux se renouvellent tous les dix ans par moitié.

(1) Voyez la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), et les notes.

(2) Aujourd'hui les juges de paix sont nommés directement par le roi (charte de 1830, art. 48 et 52).

(3) Voyez, sur le mode de nomination des maires et des conseillers municipaux, la loi gé-

13. Le premier consul choisit les maires et adjoints dans les conseils municipaux ; ils sont cinq ans en place : ils peuvent être renommés.

14. L'assemblée de canton nomme au collège électoral d'arrondissement le nombre de membres qui lui est assigné, en raison du nombre de citoyens dont elle se compose.

15. Elle nomme au collège électoral de département, sur une liste dont il sera parlé ci-après, le nombre de membres qui lui est attribué.

16. Les membres des collèges électoraux doivent être domiciliés dans les arrondissemens et départemens respectifs.

17. Le gouvernement convoque les assemblées de canton, fixe le temps de leur durée et l'objet de leur réunion.

TITRE III. — Des collèges électoraux (1).

18. Les collèges électoraux d'arrondissement ont un membre pour cinq cents habitans domiciliés dans l'arrondissement. — Le nombre des membres ne peut néanmoins excéder deux cents, ni être au dessous de cent vingt.

19. Les collèges électoraux de département ont un membre par mille habitans domiciliés dans le département ; et néanmoins ces membres ne peuvent excéder trois cents, ni être au dessous de deux cents.

20. Les membres des collèges électoraux sont à vie.

21. Si un membre d'un collège électoral est dénoncé au gouvernement, comme s'étant permis quelque acte contraire à l'honneur ou à la patrie, le gouvernement invite le collège à manifester son vœu : il faut les trois quarts des voix pour faire perdre au membre dénoncé sa place dans le collège.

22. On perd sa place dans les collèges électoraux pour les mêmes causes qui font perdre le droit de citoyen. — On la perd également, lorsque, sans empêchement légitime, on n'a point assisté à trois réunions successives.

23. Le premier consul nomme les présidens des collèges électoraux à chaque session. — Le président a seul la police du collège électoral, lorsqu'il est assemblé.

24. Les collèges électoraux nomment, à chaque session, deux scrutateurs et un secrétaire.

25. Pour parvenir à la formation des collèges électoraux de département, il sera dressé dans chaque département, sous les ordres du ministre des finances, une liste des six cents citoyens les plus imposés aux rôles des contributions foncière, mobilière et somptuaire, et au rôle des patentes. — On ajoute à la somme de la contribution, dans le domicile du département,

nérale du 21—23 mars 1831, qui a remplacé toutes les lois précédentes, et qui constitue le dernier état des choses.

(1) Voyez, sur le mode de formation des assemblées électORALES, le décret du 22 décembre 1789—janvier 1790; celui des 29 et 30 décembre 1789—janvier 1790; ceux des 2—3 février, 26 février—4 mars, 19—20 avril et 12—20 août 1790, et celui du 15—27 mars 1791; la constitution du 3—14 septembre 1791, tit. III, sect. II et suiv.; celle du 24 juin 1793, art. 11 et suiv., 37 et 38; celle du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), tit. III et IV; le décret du 25 fructidor suivant (11 septembre 1795); la loi du 15 pluviôse an 5 (3 février 1797), et celle du 5 ventose suivant (23 février 1797); celle du 18 ventose an 6 (8 mars 1798); celle du 6 germinal même année (26 mars 1798); la loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800), sur la division du territoire français; celle du 13 ventose an 9 (4 mars 1801), concernant la formation et le renouvellement des listes d'éligibilité; le sénatus-consulte du 28 floréal an 12 (18 mai 1804); le décret du 17 janvier 1806; le règlement du 13 mai suivant; la charte de 1814; l'acte additionnel du 22—23 avril 1815; la charte de 1830, et les lois des 5—7 février 1817, 29—30 juin 1820, 19—23 avril 1831, sur les élections; et celle du 22—25 juin 1833, sur les élections de département et d'arrondissement.

celle qu'on peut justifier payer dans les autres parties du territoire de la France et de ses colonies. — Cette liste sera imprimée.

26. L'assemblée de canton prendra sur cette liste les membres qu'elle devra nommer au collège électoral du département.

27. Le premier consul peut ajouter aux collèges électoraux d'arrondissement dix membres pris parmi les citoyens appartenant à la légion-d'honneur, ou qui ont rendu des services. — Il peut ajouter à chaque collège électoral de département vingt citoyens, dont dix pris parmi les trente plus imposés du département, et les dix autres, soit parmi les membres de la légion-d'honneur, soit parmi les citoyens qui ont rendu des services. — Il n'est point assujéti, pour ces nominations, à des époques déterminées.

28. Les collèges électoraux d'arrondissement présentent au premier consul deux citoyens domiciliés dans l'arrondissement, pour chaque place vacante dans le conseil d'arrondissement. — Un au moins de ces citoyens doit être pris hors du collège électoral qui le désigne. — Les conseils d'arrondissement se renouvellent par tiers tous les cinq ans.

29. Les collèges électoraux d'arrondissement présentent, à chaque réunion, deux citoyens pour faire partie de la liste sur laquelle doivent être choisis les membres du tribunal. — Un au moins de ces citoyens doit être pris nécessairement hors du collège qui le présente. — Tous deux peuvent être pris hors du département.

30. Les collèges électoraux de département présentent au premier consul deux citoyens domiciliés dans le département, pour chaque place vacante dans le conseil général du département. — Un de ces citoyens au moins doit être pris nécessairement hors du collège électoral qui le présente. — Les conseils généraux de département se renouvellent par tiers tous les cinq ans.

31. Les collèges électoraux de département présentent, à chaque réunion, deux citoyens pour former la liste sur laquelle sont nommés les membres du sénat. — Un au moins doit être nécessairement pris hors du collège qui le présente; et tous deux peuvent être pris hors du département. — Ils doivent avoir l'âge et les qualités exigés par la constitution.

32. Les collèges électoraux de département et d'arrondissement présentent chacun deux citoyens domiciliés dans le département, pour former la liste sur laquelle doivent être nommés les membres de la députation au corps législatif. — Un de ces citoyens doit être pris nécessairement hors du collège qui le présente. — Il doit y avoir trois fois autant de candidats différens sur la liste formée par la réunion des présentations des collèges électoraux de département et d'arrondissement, qu'il y a de places vacantes.

33. On peut être membre d'un conseil de commune et d'un collège électoral d'arrondissement ou de département. — On ne peut être à la fois membre d'un collège d'arrondissement et d'un collège de département.

34. Les membres du corps législatif et du tribunal ne peuvent assister aux séances du collège électoral dont ils feront partie. Tous les autres fonctionnaires publics ont droit d'y assister et d'y voter.

35. Il n'est procédé par aucune assemblée de canton à la nomination des places qui lui appartiennent dans un collège électoral, que quand ces places sont réduites aux deux tiers.

36. Les collèges électoraux ne s'assemblent qu'en vertu d'un acte de convocation émané du gouvernement, et dans le lieu qui leur est assigné. — Ils ne peuvent s'occuper que des opérations pour lesquelles ils sont convoqués, ni continuer leurs séances au-delà du terme fixé par l'acte de convocation. — S'ils sortent de ces bornes, le gouvernement a le droit de les dissoudre.

37. Les collèges électoraux ne peuvent, ni directement, ni indirectement, sous quelque prétexte que ce soit, correspondre entre eux.

38. La dissolution d'un corps électoral opère le renouvellement de tous ses membres.

TITRE IV. — Des consuls.

39. Les consuls sont à vie : — Ils sont membres du sénat, et le président.

40. Le second et le troisième consuls sont nommés par le sénat, sur la présentation du premier.

41. A cet effet, lorsque l'une des deux places vient à vaquer, le premier consul présente au sénat un premier sujet ; s'il n'est pas nommé, il en présente un second ; si le second n'est pas accepté, il en présente un troisième, qui est nécessairement nommé.

42. Lorsque le premier consul le juge convenable, il présente un citoyen pour lui succéder après sa mort, dans les formes indiquées par l'article précédent.

43. Le citoyen nommé pour succéder au premier consul prête serment à la république, entre les mains du premier consul, assisté des second et troisième consuls, en présence du sénat, des ministres, du conseil d'état, du corps législatif, du tribunal, du tribunal de cassation, des archevêques, des évêques, des présidents des tribunaux d'appel, des présidents des collèges électoraux, des présidents des assemblées de canton, des grands officiers de la légion-d'honneur et des maires des vingt-quatre principales villes de la république (1). — Le secrétaire d'état dresse le procès-verbal de la prestation de serment.

44. Le serment est ainsi conçu : — « Je jure de maintenir la constitution, « de respecter la liberté des consciences, de m'opposer au retour des institutions féodales, de ne jamais faire la guerre que pour la défense et la gloire de la république, et de n'employer le pouvoir dont je serai revêtu que pour le bonheur du peuple, de qui et pour qui je l'aurai reçu.

45. Le serment prêté, il prend séance au sénat, immédiatement après le troisième consul.

46. Le premier consul peut déposer aux archives du gouvernement son vœu sur la nomination de son successeur, pour être présenté au sénat après sa mort.

47. Dans ce cas, il appelle le second et le troisième consuls, les ministres, et les présidents des sections du conseil d'état. — En leur présence, il remet au secrétaire d'état le papier, scellé de son sceau, dans lequel est consigné son vœu. Ce papier est souscrit par tous ceux qui sont présents à l'acte. — Le secrétaire d'état le dépose aux archives du gouvernement, en présence des ministres et des présidents des sections du conseil d'état.

48. Le premier consul peut retirer ce dépôt, en observant les formalités prescrites dans l'article précédent.

49. Après la mort du premier consul, si son vœu est resté déposé, le papier qui le renferme est retiré des archives du gouvernement par le secrétaire d'état, en présence des ministres et des présidents des sections du conseil d'état. L'intégrité et l'identité en sont reconnues en présence des second et troisième consuls. Il est adressé au sénat par un message du gouvernement, avec expédition des procès-verbaux qui en ont constaté le dépôt, l'identité et l'intégrité.

(1) Un sénatus-consulte du 8 fructidor an 10 (26 août 1802), a désigné les villes dont les maires devaient être présents au serment du citoyen nommé pour succéder au premier consul.

50. Si le sujet présenté par le premier consul n'est pas nommé, le second et le troisième consuls en présentent chacun un : en cas de non nomination, ils en présentent chacun un autre, et l'un des deux est nécessairement nommé.

51. Si le premier consul n'a point laissé de présentation, les second et troisième consuls font leurs présentations séparées ; une première, une seconde ; et si ni l'une ni l'autre n'a obtenu de nomination, une troisième. Le sénat nomme nécessairement sur la troisième.

52. Dans tous les cas, les présentations et la nomination devront être consommées dans les vingt-quatre heures qui suivront la mort du premier consul.

53. La loi fixe pour la vie de chaque premier consul l'état des dépenses du gouvernement.

TITRE V. — Du sénat (1).

54. Le sénat règle par un sénatus-consulte organique, — 1° La constitution des colonies ; — 2° Tout ce qui n'a pas été prévu par la constitution, et qui est nécessaire à sa marche ; — 3° Il explique les articles de la constitution qui donnent lieu à différentes interprétations.

55. Le sénat, par des actes intitulés *sénatus-consultes*, — 1° Suspend pour cinq ans les fonctions de jurés dans les départemens où cette mesure est nécessaire ; — 2° Déclare, quand les circonstances l'exigent, des départemens hors de la constitution ; — 3° Détermine le temps dans lequel des individus arrêtés en vertu de l'article 46 de la constitution, doivent être traduits devant les tribunaux, lorsqu'ils ne l'ont pas été dans les dix jours de leur arrestation ; — 4° Annule les jugemens des tribunaux, lorsqu'ils sont attentatoires à la sûreté de l'état ; — 5° Dissout le corps législatif et le tribunal ; — 6° Nomme les consuls.

56. Les sénatus-consultes organiques et les sénatus-consultes sont délibérés par le sénat, sur l'initiative du gouvernement. — Une simple majorité suffit pour les sénatus-consultes ; il faut les deux tiers des voix des membres présents pour un sénatus-consulte organique.

57. Les projets de sénatus-consultes pris en conséquence des articles 54 et 55 sont discutés dans un conseil privé, composé des consuls, de deux ministres, de deux sénateurs, de deux conseillers d'état, et de deux grands-officiers de la légion-d'honneur. — Le premier consul désigne, à chaque tenue, les membres qui doivent composer le conseil privé.

58. Le premier consul ratifie les traités de paix et d'alliance, après avoir pris l'avis du conseil privé. — Avant de les promulguer, il en donne connaissance au sénat.

59. L'acte de nomination d'un membre du corps législatif, du tribunal et du tribunal de cassation, s'intitule *arrêté*.

60. Les actes du sénat relatifs à sa police et à son administration intérieure, s'intitulent *délibérations*.

61. Dans le courant de l'an 11, il sera procédé à la nomination de quatorze citoyens pour compléter le nombre de quatre-vingts sénateurs, déterminé par l'article 15 de la constitution. — Cette nomination sera faite par le sénat, sur la présentation du premier consul, qui, pour cette présentation, et pour les présentations ultérieures dans le nombre de quatre-

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le tit. II de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), le résumé de la législation concernant le sénat.

vingts, prend trois sujets sur la liste des citoyens désignés par les collèges électoraux.

62. Les membres du grand conseil de la légion-d'honneur sont membres du sénat, quel que soit leur âge.

63. Le premier consul peut, en outre, nommer au sénat, sans présentation préalable par les collèges électoraux de département, des citoyens distingués par leurs services et leurs talents, à condition néanmoins qu'ils auront l'âge requis par la constitution, et que le nombre des sénateurs ne pourra, en aucun cas, excéder cent vingt.

64. Les sénateurs pourront être consuls, ministres, membres de la légion-d'honneur, inspecteurs de l'instruction publique, et employés dans des missions extraordinaires et temporaires. — Le sénat nomme, chaque année, deux de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaires.

65. Les ministres ont séance au sénat, mais sans voix délibérative, s'ils ne sont sénateurs.

TITRE VI. — Des conseillers d'état (1).

66. Les conseillers d'état n'excéderont jamais le nombre de cinquante.

67. Le conseil d'état se divise en sections.

68. Les ministres ont rang, séance et voix délibérative au conseil d'état.

TITRE VII. — Du corps législatif (2).

69. Chaque département aura dans le corps législatif un nombre de membres proportionné à l'étendue de sa population, conformément au tableau ci-joint.

70. Tous les membres du corps législatif appartenant à la même députation sont nommés à la fois.

71. Les départements de la république sont divisés en cinq séries, conformément au tableau ci-joint.

72. Les députés actuels sont classés dans les cinq séries.

73. Ils seront renouvelés dans l'année à laquelle appartiendra la série où sera placé le département auquel ils auront été attachés.

74. Néanmoins les députés qui ont été nommés en l'an 10 rempliront leurs cinq années.

75. Le gouvernement convoque, ajourne et proroge le corps législatif.

TITRE VIII. — Du tribunal (3).

76. A dater de l'an 13, le tribunal sera réduit à cinquante membres. — Moitié des cinquante sortira tous les trois ans. Jusqu'à cette réduction, les membres sortans ne seront pas remplacés. — Le tribunal se divise en sections.

77. Le corps législatif et le tribunal sont renouvelés dans tous leurs membres quand le sénat en a prononcé la dissolution.

TITRE IX. — De la justice et des tribunaux (4).

78. Il y a un grand-juge, ministre de la justice.

(1) Voyez l'arrêté du 5 nivose an 8 (26 décembre 1799), qui détermine l'organisation du conseil d'état, et les notes qui résument la législation.

(2) Voyez le sénatus-consulte du 28 frimaire an 12 (20 décembre 1803), qui détermine l'organisation et l'ordre des travaux du corps législatif.

Voyez aussi, sur le mode de confection des lois, les notes qui accompagnent le tit. III de la constitution du 3—14 septembre 1791.

(3) Voyez l'art. 27 de la constitution du 22 frimaire an 8, et les notes qui résument la législation.

(4) Voyez, sur l'organisation judiciaire, le décret du 16—24 août 1790, et les notes étendues qui l'accompagnent.

79. Il a une place distinguée au sénat et au conseil d'état.

80. Il préside le tribunal de cassation et les tribunaux d'appel, quand le gouvernement le juge convenable.

81. Il a sur les tribunaux, les justices de paix et les membres qui les composent, le droit de les surveiller, et de les reprendre.

82. Le tribunal de cassation, présidé par lui, a droit de censure et de discipline sur les tribunaux d'appel et les tribunaux criminels : il peut, pour cause grave, suspendre les juges de leurs fonctions, les mander près du grand-juge, pour y rendre compte de leur conduite (1).

83. Les tribunaux d'appel ont droit de surveillance sur les tribunaux civils de leur ressort, et les tribunaux civils sur les juges de paix de leur arrondissement (2).

84. Le commissaire du gouvernement près le tribunal de cassation surveille les commissaires près les tribunaux d'appel et les tribunaux criminels. — Les commissaires près les tribunaux d'appel surveillent les commissaires près les tribunaux civils.

85. Les membres du tribunal de cassation sont nommés par le sénat, sur la présentation du premier consul. — Le premier consul présente trois sujets pour chaque place vacante.

TITRE X. — Droit de faire grâce.

86. Le premier consul a droit de faire grâce (3). — Il l'exerce après avoir entendu, dans un conseil privé, le grand-juge, deux ministres, deux sénateurs, deux conseillers d'état et deux juges du tribunal de cassation.

Tableau du nombre des députés à élire, par chaque département, pour la formation du corps législatif.

Ain, trois ; Aisne, quatre ; Allier, deux ; Basses-Alpes, un ; Hautes-Alpes, un ; Alpes-Maritimes, un ; Ardèche, deux ; Ardennes, deux ; Ariège, deux ; Aube, deux ; Ande, deux ; Aveyron, trois ; Bouches-du-Rhône, trois ; Calvados, quatre ; Cantal, deux ; Charente, trois ; Charente-Inférieure, quatre ; Cher, deux ; Corrèze, deux ; Côte-d'Or, trois ; Côtes-du-Nord, quatre ; Creuse, deux ;

(1) Les juges qui, se laissant aller à une pitié mal entendue, acquiescent un particulier d'ailleurs évidemment coupable, commettent une faute grave qui les soumet à la censure de la cour de cassation. Cass., 15 prairial an 11, *SIR.*, III, 1, 289. — Il en est de même du magistrat qui, dans des pétitions adressées à la chambre des députés, dénonce des complots criminels dont il déclare connaître les auteurs, et qui, appelé devant la justice pour les désigner, s'y refuse, en alléguant le serment qu'il aurait prêté. Cass., 30 novembre 1820, *SIR.*, XXI, 1, 48. — Lorsqu'un juge, convaincu d'avoir donné un faux certificat, a été condamné pour ce fait à une amende et à un emprisonnement, il se trouve dans le cas de *faute grave*, autorisant la suspension par la cour de cassation ; cette suspension n'est pas une nouvelle peine infligée au délit ; c'est bien plutôt la conséquence nécessaire de la position où le juge s'est placé. Cass., 8 décembre 1809, *SIR.*, X, 1, 202. — Décidé encore qu'un juge de paix, condamné à une peine correctionnelle pour réparation d'un délit, peut être suspendu de ses fonctions par la cour de cassation, quoiqu'il les ait reprises après avoir subi sa peine. Cass., 27 juillet 1810, *SIR.*, XI, 1, 34.

Un magistrat inculpé devant la cour de cassation exerçant le pouvoir censural doit se justifier lui-même, et ne peut avoir de défenseur. Cass., arrêt précité du 30 novembre 1820, *SIR.*, XXI, 1, 48. — Jugé en sens contraire. Cass., 14 janvier 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 566.

(2) Ce droit de surveillance n'autorise pas les tribunaux supérieurs à faire des injonctions aux tribunaux inférieurs et à les reprendre. Cass., 26 prairial an 11, *SIR.*, III, 1, 291.

Voyez, sur le pouvoir disciplinaire attribué aux cours d'appel, à l'égard des juges inférieurs, l'art. 54 et suiv. de la loi du 20 avril 1810, et les notes.

(3) Un tribunal ne peut, sans prendre l'initiative du droit de faire grâce, qui ne lui appartient pas, recommander un condamné à la clémence du chef du gouvernement, et surseoir à l'exécution de l'arrêt de condamnation. Cass., 16 pluviose an 13, *SIR.*, V, 1, 94 ; Bull. crim., X, 125.

Voyez l'art. 58 de la charte de 1830, qui attribue au roi le droit de faire grâce.

Dordogne, quatre; Doubs, deux; Drôme, deux; Dyle, quatre; Escaut, quatre; Eure, quatre; Eure-et-Loir, deux; Finistère, quatre; Forêts, deux, Gard, trois; Haute-Garonne, quatre; Gers, trois; Gironde, cinq; Golo, un; Hérault, trois; Ile-et-Vilaine, quatre; Indre, deux; Indre-et-Loire, deux; Isère, quatre; Jemmape, quatre; Jura, deux; Landes, deux; Léman, deux; Liamone, un; Loir-et-Cher, deux; Loire, trois; Haute-Loire, deux; Loire-Inférieure, quatre; Loiret, trois; Lot, quatre; Lot-et-Garonne, trois; Lozère, un; Lys, quatre; Maine-et-Loire, quatre; Manche, quatre; Marne, trois; Haute-Marne, deux; Mayenne, trois; Meurthe, trois; Meuse, deux; Meuse-Inférieure, deux; Mont-Blanc, trois; Mont-Tonnerre, trois; Morbihan, quatre; Moselle, quatre; Deux-Nèthes, trois; Nièvre, deux; Nord, huit; Oise, trois; Orne, quatre; Ourthe, trois; Pas-de-Calais, quatre; Puy-de-Dôme, quatre; Basses-Pyrénées, deux; Hautes-Pyrénées, deux; Pyrénées-Orientales, un; Bas-Rhin, quatre; Haut-Rhin, trois; Rhin-et-Moselle, deux; Rhône, trois; Roër, quatre; Sambre-et-Meuse, deux; Haute-Saône, deux; Saône-et-Loire, quatre; Sarre, deux; Sarthe, quatre; Seine, huit; Seine-Inférieure, six; Seine-et-Marne, trois; Seine-et-Oise, quatre; Deux-Sèvres, deux; Somme, quatre; Tarn, deux; Var, trois; Vaucluse, deux; Vendée, trois; Vienne, deux; Haute-Vienne, deux; Vosges, trois; Yonne, trois. — Total, trois cents.

Tableau des départemens de la république, divisés en cinq séries.

1^{re} Série. — Ain, Aisne, Allier, Eure, Pyrénées-Orientales, Hautes-Alpes, Mont-Tonnerre, Lozère, Ardennes, Haute-Marne, Indre-et-Loire, Haute-Saône, Aude, Aveyron, Cantal, Loir-et-Cher, Manche, Cher, Corrèze, Lys, Gers, Creuse, Deux-Sèvres, Gard, Meuse-Inférieure.

2^e Série. — Haute-Garonne, Var, Finistère, Seine-et-Marne, Nord, Tarn, Somme, Meurthe, Ile-et-Vilaine, Rhin-et-Moselle, Vaucluse, Hautes-Pyrénées, Calvados, Yonne, Forêts, Haut-Rhin, Vendée, Dyle.

3^e Série. — Loiret, Isère, Lot-et-Garonne, Côtes-du-Nord, Alpes-Maritimes, Pas-de-Calais, Marne, Arriège, Charente-Inférieure, Bouches-du-Rhône, Meuse, Vienne, Jura, Mont-Blanc, Nièvre, Oise, Ourthe, Ardèche, Mayenne, Deux-Nèthes, Jemmape.

4^e Série. — Gironde, Moselle, Morbihan, Basses-Alpes, Puy-de-Dôme, Orne, Bas-Rhin, Sambre-et-Meuse, Eure-et-Loir, Loire, Aube, Golo, Charente, Vosges, Sarre, Seine, Maine-et-Loire, Escaut.

5^e Série. — Dordogne, Doubs, Drôme, Seine-Inférieure, Basses-Pyrénées, Côte-d'Or, Hérault, Saône-et-Loire, Haute-Vienne, Indre, Lot, Landes, Léman, Sarthe, Liamone, Rhône, Haute-Loire, Seine-et-Oise, Loire-Inférieure, Roër.

N° 579. = 18 thermidor an 10 (6 août 1802). = **ARRÊTÉ** relatif à la prorogation, pour l'an 11, des droits établis sur les spectacles, bals et autres fêtes publiques (1). (III, Bull. ccvii, n° 1884.)

Les dispositions de la loi du 14 floréal dernier, relatives à la prorogation, pour l'an 11, des contributions indirectes de l'an 10, sont applicables aux droits établis sur les spectacles, bals, concerts, courses, exercices de chevaux, et autres fêtes publiques : en conséquence, l'arrêté du 9 fructidor an 9 continuera de recevoir son exécution pour l'exercice de l'an 11.

(1) Voyez la loi du 7 frimaire an 5 (27 novembre 1796), qui établit ce droit, et les notes qui contiennent le résumé de toutes les lois de prorogation.

N° 580. = 18 thermidor an 10 (6 août 1802). = **ARRÊTÉ concernant la pêche en goémon et varech.** (III, Bull. ccvii, n° 1885.)

Art. 1^{er}. L'arrêté rendu par l'ex-représentant du peuple *Lecarpentier*, sous la date du 12 ventose an 2, est rapporté.

2. Les préfets pourront déterminer, par des réglemens conformes aux lois, tout ce qui est relatif à la pêche en goémon et varech.

N° 581. = 18 thermidor an 10 (6 août 1802). = **ARRÊTÉ relatif aux conscrits** (1). (III, Bull. ccix, n° 1922.)

N° 582. = 22 thermidor an 10 (10 août 1802). = **ARRÊTÉ relatif à l'inscription des marchandises existant dans les communes frontières depuis Versoix jusqu'à Anvers, et à la délivrance de passavans pour leur circulation.** (III, Bull. ccvii, n° 1895.)

N° 583. = 22 thermidor an 10 (10 août 1802). = **ARRÊTÉ portant fixation des limites des territoires des communes de Criquier et de Formerie, situées dans les départemens de la Seine-Inférieure et de l'Oise.** (III, Bull. ccvii n° 1896.)

N° 584. = 23 thermidor an 10 (11 août 1802). = **ARRÊTÉ relatif à l'établissement d'un entrepôt réel de marchandises dans les ports de Cologne et de Mayence.** (III, Bull. ccviii, n° 1901.)

N° 585. = 25 thermidor an 10 (13 août 1802). = **AVIS du conseil d'état relatif aux ascendans des émigrés** (2). (Dépôt des lois, n° 1628.)

Le conseil d'état, sur le rapport des sections de législation et des finances réunies, ensuite du renvoi à elles fait par le premier consul, d'un rapport et projet d'arrêté du ministre des finances, tendant à faire décider par le gouvernement que l'arrêté du 5 germinal an 10, relatif aux ascendans d'émigrés, ne doit point être appliqué à ceux des ascendans d'émigrés qui, ensuite de la radiation définitive, ou de l'élimination des prévenus, ont été, avant ledit jour 5 germinal an 10, en vertu de l'arrêté d'une administration centrale, ou d'un préfet, remis en possession du lot obvenu à la république et réuni à son domaine par l'effet d'un partage de présuccession. — Est d'avis qu'il n'y a pas de doute, d'après l'ensemble de la loi du 9 floréal an 3, et singulièrement d'après l'article 16 de cette loi, que les biens obvenus à la république, à titre de partage fait entre elle et les ascendans des prévenus d'émigration, n'aient été réunis à son domaine, et qu'ils n'aient dû lui appartenir incommutablement. — Toutefois, l'un des prédécesseurs du ministre des finances avait porté une décision contraire; et, selon cette décision, les biens compris au lot de la république devaient toujours être rendus à l'ascendant, s'il arrivait que, postérieurement au partage consommé, le prévenu parvint à se faire rayer définitivement. — Les administrations inférieures ont cru voir tracée dans cette décision la marche qu'elles avaient à suivre.

(1) L'abolition de la conscription rend cet arrêté sans intérêt.

(2) Voyez l'avis du cons. d'état du 5 germinal an 10 (26 mars 1802).

Voyez aussi la loi du 9 floréal an 3 (28 avril 1795), sur les partages de présuccession, les notes.

Ainsi, après la radiation des descendants, elles ont rendu, sans difficulté, à l'ascendant, les domaines qui avaient été délivrés à la république à titre de partage.—L'administration s'étant ainsi prononcée, et le public ayant pu croire avec fondement que la rentrée des ascendants en possession était légitime, il semble qu'il serait trop rigoureux de porter atteinte à ce qui a été consommé d'après cette commune opinion. — Il ne s'agit pas seulement ici des ascendants auxquels les biens ont été rendus, mais des tiers qui ont contracté de bonne foi, et dont les intérêts seraient essentiellement blessés, si maintenant la république faisait rentrer dans sa main les biens rendus à ces ascendants. — La proposition du ministre est donc conforme à l'équité. Elle tend d'ailleurs à maintenir le repos des familles. Ainsi, elle doit être adoptée.

N° 586. = 25 thermidor an 10 (13 août 1802). = **ARRÊTÉ qui affecte des fonds au paiement des travaux du canal de dérivation de la rivière d'Ourcq** (1). (III, Bull. ccvii, n° 1900.)

Art. 1^{er}. Les travaux relatifs à la dérivation de la rivière d'Ourcq, ordonnée par la loi du 29 floréal an 10, seront commencés le 1^{er} vendémiaire an 11, et dirigés de manière que les eaux soient arrivées à la Villette à la fin de l'an 13.

2. Les fonds nécessaires à l'exécution de la dérivation de l'Ourcq seront prélevés sur les produits de l'octroi établi aux entrées de la ville de Paris.

3. A compter de la publication du présent arrêté, il sera perçu, aux entrées de Paris, un droit additionnel sur les vins, d'un franc vingt-cinq centimes par hectolitre. Cette perception cessera au dernier jour complémentaire de l'an 21.

4. Les produits de ce droit additionnel seront uniquement affectés au paiement des dépenses occasionées par les travaux de la dérivation de la rivière d'Ourcq, jusqu'au bassin qui sera pratiqué à la Villette, par ceux de la distribution de ses eaux, et par ceux de la construction des différentes fontaines et réservoirs qui seront jugés nécessaires.

5. Le préfet du département de la Seine est chargé de l'administration générale des travaux, même pour les parties du canal de dérivation qui sont situées hors du département de la Seine.

6. Le préfet remettra, chaque année, au conseil général du département, un compte particulier des produits du droit additionnel sur les vins, et des dépenses auxquelles ces produits auront été employés. Ce compte, après avoir été arrêté, sera soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur.

7. Les travaux seront exécutés par les ingénieurs des ponts et chaussées, d'après les plans et devis ci-joints.

N° 587. = 26 thermidor an 10 (16 août 1802). = **ARRÊTÉ relatif aux contributions payables par les officiers d'état-major et autres à résidence fixe.** (III, Bull. ccviii, n° 1915.)

Art. 1^{er}. Les officiers d'état-major des divisions et des places, les officiers sans troupe, les commissaires ordonnateurs et ordinaires, les inspecteurs en chef, les inspecteurs et sous-inspecteurs aux revues, les officiers civils, tant du département de la guerre que de celui de la marine, seront cotisés à la contribution personnelle et mobilière, au lieu de la résidence où les

(1) Voyez la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), qui autorise la construction du canal de l'Ourcq, et les notes.

fixe leur service.— Cette cotisation sera de deux centimes pour franc de leur traitement (1).

2. Tous les citoyens compris en l'article précédent devront, outre la contribution personnelle et mobilière, la contribution somptuaire, pour les objets qui y sont soumis, s'ils en ont d'autres que ceux qui leur sont accordés à raison de leur service, et seront cotisés aux rôles des communes où ces objets existent.

3. Les autres officiers, soit de terre, soit de mer, qui n'ont point de résidence fixe, et n'ont d'habitation que celle de leur garnison, ne seront pas compris aux rôles des contributions personnelle, mobilière et somptuaire. — Ceux desdits officiers qui auront des habitations particulières, soit pour eux, soit pour leur famille, seront cotisés, comme les autres citoyens, au rôle de la commune où ces habitations et les objets de luxe se trouveront.

N° 588. = 2 fructidor an 10 (20 août 1802). = **ARRÊTÉ portant établissement d'une bourse de commerce à Agde, et de courtiers dont le nombre sera de six au plus.** (III, Bull. CCVIII, n° 191.)

N° 589. = 2 fructidor an 10 (20 août 1802). = **ARRÊTÉ relatif à la sécularisation du citoyen Talleyrand.** (III, Bull. CCVIII, n° 1919.)

Le bref du pape *Pie VII*, donné à Saint-Pierre de Rome, le 29 juin 1802, par lequel le citoyen *Charles-Maurice Talleyrand*, ministre des relations extérieures, est rendu à la vie séculière et laïque, aura son plein et entier effet.

N° 590. = 2 fructidor an 10 (20 août 1802). = **ARRÊTÉ relatif au mode de partage des fruits et fermages entre l'état et les acquéreurs de domaines nationaux.** (III, Bull. CCVIII, n° 1921.)

Les consuls, vu la réclamation de l'administration de l'enregistrement et des domaines, contre deux arrêtés du conseil de préfecture du département du Nord, des 16 thermidor an 8 et 15 vendémiaire an 10, portant, savoir : le premier, que le citoyen *Laurent*, qui a payé, le 18 prairial an 4, le second quart du prix d'un domaine national à lui vendu le même jour en exécution de la loi du 28 ventose précédent, doit percevoir six mois douze jours de loyer, à compter du 18 prairial an 4 jusqu'au 12 nivose an 5, et que la nation n'a droit qu'à cinq mois douze jours, quoique la jouissance du fermier ait commencé le 12 vendémiaire an 4 ; — Le second, que le citoyen *André*, qui a payé, le 14 messidor an 4, le second quart du prix d'un domaine national par lui soumissionné en vertu de la loi du 28 ventose, doit recevoir cinq mois vingt-sept jours de fermage, à partir du 15 messidor an 4 jusqu'au 12 nivose an 5, et que la république ne doit toucher que six mois trois jours, quoique, d'après le bail, la jouissance du fermier ait commencé au 1^{er} vendémiaire an 4 ; — Vu la lettre du préfet du Nord au conseiller d'état ayant le département des domaines nationaux, en date du 25 germinal an 10, de laquelle il résulte que, dans ce département, un très grand nombre d'acquéreurs en vertu de la loi du 28 ventose an 4, se trouvent dans le même cas que les citoyens *Laurent* et *André* ; — Considérant que le paragraphe VI de

(1) Voyez, sur la contribution personnelle et mobilière, la loi du 3 nivose an 7 (23 décembre 1798), et les notes.

Et spécialement le décret du 11 avril 1810, qui rend l'art. 1^{er} du présent arrêté applicable aux officiers de gendarmerie.

la loi du 6 floréal an 4, contenant instruction sur celle du 28 ventose précédent, porte en termes exprès que les fruits et fermages seront partagés entre les acquéreurs et la république, comme les loyers des maisons, à compter du jour de l'entrée en jouissance du fermier;—Qu'en faisant ce partage à compter de l'année commencée au 12 nivose, sans égard à l'époque déterminée par les baux pour la jouissance des fermiers, le conseil de préfecture du département du Nord s'est écarté, tant de la loi précitée du 6 floréal an 4, que de celle du 3 floréal an 3, par une fausse application des lois des 9 messidor an 4, et 9 fructidor an 5, étrangères au cas sur lequel lesdits arrêtés ont statué, et que cette fausse application, par ses conséquences, deviendrait très préjudiciable au trésor public, si elle n'était réformée; le conseil d'état entendu, arrête :

Art. 1^{er}. Les arrêtés des 16 thermidor an 8 et 15 vendémiaire an 10 sont annulés.

2. Sont pareillement déclarés nuls et de nul effet, tous autres arrêtés qui, dans le même cas, auraient ordonné le partage des fruits et fermages, de la même manière, entre la république et les acquéreurs de domaines nationaux : en conséquence, il sera procédé audit partage conformément aux lois des 3 floréal an 3 et 6 floréal an 4.

N° 591. = 7 fructidor an 10 (25 août 1802). = *ARRÊTÉ portant suppression d'ateliers du timbre et établissement d'entrepôts dans les départemens* (1). (III, Bull. ccx, n° 1924.)

Art. 1^{er}. Les ateliers du timbre existant près des directions de l'enregistrement dans les départemens, sont et demeureront supprimés à compter du 1^{er} vendémiaire prochain.

2. Il y aura en chaque direction un entrepôt de papier timbré, destiné à l'approvisionnement des bureaux de distribution : ces entrepôts seront entretenus par l'atelier général établi à Paris.

3. Il sera attaché à chaque entrepôt un garde-magasin, sous la surveillance immédiate du directeur.

4. Les papiers timbrés des nouveaux timbres dans l'atelier général seront mis en débit dans tous les départemens, à compter du 1^{er} vendémiaire an 11.—Tous autres papiers timbrés dans les ateliers de département cesseront d'être débités, aussi à compter du 1^{er} vendémiaire prochain.

5. Tous ceux à qui il restera, à la même époque, des papiers timbrés des timbres actuels, pourront les rapporter au bureau de distribution de leur domicile, pour être échangés contre des papiers frappés des timbres de même prix à l'atelier général. Cette faculté est accordée jusqu'au 1^{er} nivose prochain.—Les papiers qui n'auront pas été rapportés pendant ce délai ne pourront plus être échangés.

6. Passé le même délai, il ne pourra être fait usage que des papiers frappés des nouveaux timbres, sous les peines portées par la loi du 13 brumaire an 7.

7. Conformément à l'article 37 de ladite loi, les registres timbrés des timbres actuels ne seront pas soumis aux nouveaux timbres pour les feuilles non encore écrites.

8. L'administration de l'enregistrement fera déposer aux greffes des tribunaux de première instance, d'appel et de commerce, et à ceux des tribu-

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent la loi du 13 brumaire an 7 (3 novembre 1798), le résumé de la législation concernant la fabrication et la vente du papier timbré.

naux criminels, des empreintes des nouveaux timbres de l'atelier général : elles seront apposées sur papier au filigrane de la république. — Il sera dressé, sans frais, procès-verbal de chaque dépôt.

9. Les dispositions ci-dessus s'appliquent aux timbres des effets de commerce comme aux timbres ordinaires établis en raison de la dimension du papier fourni par l'administration de l'enregistrement : la formalité du timbre extraordinaire continuera d'avoir lieu dans les départemens, ainsi qu'il est dit en l'article suivant.

10. Le receveur qui en sera chargé, appliquera sur chaque feuille de papier présentée au timbre, une griffe portant les mots, *A timbrer à l'extraordinaire* ; et après avoir perçu le droit, il délivrera un bulletin contenant la désignation de la quantité de feuilles, de la dimension du papier et de la quotité du droit. Le bulletin et le papier à timbrer seront ensuite présentés par le porteur au garde-magasin, qui, pour compléter la formalité, appliquera le timbre actuel, relatif à la quotité du droit perçu, sur le papier soumis à cette formalité.

N° 592. = 7 fructidor an 10 (25 août 1802). = ARRÊTÉ qui prescrit des formalités relatives à l'entrepôt de diverses denrées coloniales (1). (III, Bull. CCX, n° 1925.)

Les négocians et autres qui déclareront en entrepôt les sept espèces de denrées des colonies françaises dénommées au numéro 1^{er} du tarif annexé à l'arrêté du 3 thermidor dernier, et sujettes aux droits de consommation, seront tenus de déclarer au bureau des douanes, avant la mise en entrepôt, les magasins où ils renfermeront leurs marchandises, et de faire leur soumission de les représenter en même quantité et qualité toutes les fois qu'ils en seront requis ; avec défense de les changer de magasin, sans déclaration préalable et permis spécial de la douane, à peine de payer immédiatement les droits en cas de mutation non autorisée, et du double droit dans le cas de soustraction absolue.

N° 593. = 8 fructidor an 10 (26 août 1802). = SÉNATUS-CONSULTE relatif à la classification des membres du corps législatif en séries, et au mode de réduction des membres du tribunal (2). (III, Bull. CCX, n° 1930.)

N° 594. = 8 fructidor an 10 (26 août 1802). = SÉNATUS-CONSULTE relatif aux termes dans lesquels sera rédigé le sénatus-consulte qui prononcera la dissolution du corps législatif ou du tribunal, ou de l'un et de l'autre (3). (III, Bull. CCX, n° 1931.)

Art. 1^{er}. Le sénatus-consulte qui prononcera la dissolution du corps législatif ou du tribunal, ou de l'un et de l'autre, énoncera la proposition du gouvernement, le rapport d'une commission spéciale sur cet objet, et que les suffrages ont été recueillis au scrutin secret ; — Il sera rédigé dans les termes suivans : — « Le sénat décrète : — Le corps législatif ou le tribunal est dissous ; — Ou le corps législatif et le tribunal sont dissous. »

2. Le sénatus-consulte sera notifié au président du corps dissous, s'il est

(1) Voyez l'arrêté du 3 thermidor an 10 (22 juillet 1802), et la note ; et celui du 11 du même mois (30 juillet 1802), et les notes.

(2) Voyez le sénatus-consulte du 16 thermidor an 10 (4 août 1802), tit. VII, et les notes.

(3) Voyez, sur le tribunal, le tit. III de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), et les notes.

encore en session. — Si la dissolution est prononcée hors le temps de la session, l'insertion au Bulletin des lois tiendra lieu de la notification au président.

N° 595. = 8 fructidor an 10 (26 août 1802). = **SÉNATUS-CONSULTE organique portant réunion de l'île d'Elbe au territoire français** (1). (III, Bull. CCX, n° 1932.)

N° 596. = 9 fructidor an 10 (27 août 1802). = **ARRÊTÉ qui annule un arrêté par lequel un conseil de préfecture a approuvé les devis et l'imposition, sur une commune, des frais de réparation d'un four banal**. (III, Bull. CCXI, n° 1936.)

Les consuls.... vu la demande du conseil municipal de la commune de Fraisse-Cabardès, département de l'Aude, tendant à obtenir la permission d'imposer quatre cent soixante francs sur cette commune, pour réparer un four banal; ladite demande en date du 15 pluviôse an 9; — L'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Aude, du 21 ventose suivant, approubatif des devis et de ladite imposition; — Considérant que l'examen et l'approbation d'une pareille demande, l'avis à donner en pareil cas, sont des actes administratifs qui appartiennent au préfet seul; — Que c'est à tort que le conseil de préfecture s'y est immiscé; le conseil d'état entendu, arrêtent :

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de l'Aude, du 21 ventose an 9, est regardé comme incompétent, et comme tel non avenu.

2. Les pièces seront renvoyées au préfet pour avoir son avis.

N° 597. = 9 fructidor an 10 (27 août 1802). = **ARRÊTÉ relatif à une éviction prononcée en matière de partage de marais communal** (2). (III, Bull. CCXI, n° 1937.)

Les consuls.... vu, 1° la réclamation de *Charles-Joseph Ochain*, de la commune d'Aunay, contre un arrêté par lequel le préfet du département du Pas-de-Calais a décidé que le réclamant serait évincé d'une partie de marais communal qui était échue, en partage à son père, et que *Jean-François Ochain*, son frère aîné, issu d'un premier mariage, serait remis en possession de ce marais; — 2° L'avis du maire d'Aunay, celui du sous-préfet, et l'arrêté du préfet du 22 germinal; — 3° L'arrêté du conseil d'état, du 25 février 1779, concernant le partage des biens communaux dans les communautés de la ci-devant province d'Artois; le conseil d'état entendu, arrêtent :

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil d'état, du 25 février 1779, sera exécuté selon sa forme et teneur.

2. En conséquence, l'arrêté du préfet du Pas-de-Calais, en date du 22 germinal dernier, est confirmé.

N° 598. = 9 fructidor an 10 (27 août 1802). = **ARRÊTÉ qui annule, pour cause d'incompétence, des jugemens rendus par un tribunal de police municipale, relativement à un défaut d'éclairage de matériaux déposés dans une rue**. (III, Bull. CCXI, n° 1938.)

Les consuls...., vu le conflit élevé par le préfet du département du Doubs,

(1) Cette île a cessé, depuis 1814, de faire partie de la France.

(2) Voyez, sur le partage des biens communaux, le décret du 10—11 juin 1793, et les notes étendues qui l'accompagnent.

par son arrêté du 24 messidor dernier, relativement à la traduction au tribunal de police municipale de Besançon, du citoyen *Nicolas*, entrepreneur de pavé, pour avoir déposé, conformément à son marché, des matériaux sur un des côtés de la rue Sainte-Anne; — Vu l'expédition de la sentence rendue le 29 vendémiaire an 10, par le tribunal de police municipale de Besançon, confirmative de celle du 3 du même mois, qui condamne le citoyen *Nicolas* à l'amende, aux dépens et aux frais de la pose des lampions sur lesdits matériaux; ladite sentence énonciative d'une autre du 23 du même mois, qui ordonne la mise en cause du citoyen *Liard*, ingénieur; le conseil d'état entendu, arrêtent :

Art. 1^{er}. Les sentences du tribunal de police municipale de Besançon, en date des 3, 23 et 29 vendémiaire dernier, sont regardées comme non avenues: défenses sont faites au commissaire de police de rapporter devant les tribunaux aucun procès-verbal contre les entrepreneurs de travaux publics, à raison de ces travaux.

2. Le maire de Besançon se pourvoira devant le préfet, pour obtenir, s'il y a lieu, au profit de la commune, le paiement des sommes dépensées pour l'éclairage des matériaux déposés dans les rues.

N° 599. — 12 fructidor an 10 (30 août 1802). — *SÉNATUS-CONSULTE relatif à la tenue des séances et à l'ordre des délibérations du sénat* (1). (III, Bull. CCXI, n° 1943.)

Art. 1^{er}. Les consuls convoquent le sénat, et indiquent les jours et les heures des séances.

2. Les orateurs du gouvernement, chargés de présenter et de discuter les projets de sénatus-consulte, adressent la parole au sénat. — Les sénateurs l'adressent au consul.

3. Les délibérations sur toutes sortes de matières seront toujours prises et les nominations des secrétaires et des commissaires toujours faites au scrutin, à la majorité absolue; et lorsque la délibération aura lieu sur un projet de sénatus-consulte organique, aux deux tiers des voix, comme il est prescrit par l'article 56 du sénatus-consulte organique de la constitution.

4. Quand le premier consul ne préside pas, il désigne celui des deux autres consuls qui doit présider à sa place. — L'acte de désignation est lu au sénat, à l'ouverture de la séance.

5. Quand il s'agit d'élire des membres du sénat, des députés au corps législatif, des membres du tribunal, des membres du tribunal de cassation, des commissaires de la comptabilité, le premier consul peut désigner un sénateur pour présider à la séance. — Le sénateur désigné prend le titre de vice-président: la durée de ses fonctions est limitée aux séances pour lesquelles il est désigné. — Il siège à un bureau placé au dessous de l'estrade, entre les bureaux des deux sénateurs-secrétaires.

N° 600. — 12 fructidor an 10 (30 août 1802). — *ACTE du sénat conservateur qui détermine l'ordre dans lequel les cinq séries de départemens seront appelées à présenter des députés au corps législatif*. (III, Bull. CCXII, n° 1951.)

N° 601. — 14 fructidor an 10 (1^{er} septembre 1802). — *ARRÊTÉ contenant*

(1) Voyez, sur l'organisation du sénat, le tit. III de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), et les notes.

règlement pour la taxe ou l'affranchissement des lettres et paquets relatifs aux pays desservis par les postes d'Empire (1). (III, Bull. CCXI, n° 1944.)

Art. 1^{er}. Il sera désormais libre au public d'affranchir ou de ne point affranchir jusqu'à destination, les lettres et paquets pour les villes et lieux de la haute et de la basse Allemagne desservis par les postes d'Empire, et pour les autres pays qui empruntent l'intermédiaire des postes d'Empire, jusqu'aux derniers bureaux frontières d'Empire les plus contigus à ceux d'un autre office étranger qui leur donnera cours.

2. Néanmoins l'affranchissement continuera d'être obligatoire jusqu'à destination, pour les journaux, les prospectus, et en général pour toute espèce d'imprimés adressés dans les pays d'Allemagne desservis par les postes d'Empire.

3. L'affranchissement des lettres et paquets, celui des journaux et des imprimés destinés pour toutes les possessions appartenant à la maison d'Autriche, resteront pareillement obligatoires, mais seulement jusqu'à l'extrême frontière de la république.

4. L'affranchissement libre des lettres et paquets de tous les départemens de la république pour les pays de la haute et de la basse Allemagne desservis par les postes d'Empire, sera perçu selon les taxes fixées par la loi du 27 frimaire an 8, par lettre d'un poids au dessous de six grammes, jusqu'à l'extrême frontière française; et depuis la frontière française jusqu'à la destination en Empire, selon les taxes du tarif des postes impériales, gradué de dix en dix grammes, conversion faite des kreutzers en décimes, et de manière que, toutes les fois que l'évaluation des kreutzers donnera une fraction de décime, il soit ajouté à cette fraction un nombre de centimes suffisant pour parvenir à la perception de la taxe en décimes, conformément à l'article 9 de la loi du 27 frimaire an 8; — Et proportionnellement pour les lettres et paquets pesant six grammes et au dessus, à raison de leur poids, selon les progressions établies par la loi du 14 floréal an 10 dans la république, et selon celles du tarif d'Empire pour la portion de port qui devra revenir à cet office.

5. L'affranchissement libre des échantillons de marchandises, pourvu que les paquets soient présentés sous bande, ou d'une manière indicative de leur contenu, ne sera perçu qu'au tiers de l'un et de l'autre tarif. Le port n'en sera cependant jamais moindre que celui de la lettre d'un poids au dessous de six grammes, pour les postes de la république, comme il ne pourra ja-

(1) Voyez l'arrêté du 14 floréal an 11 (4 mai 1803), concernant l'affranchissement des lettres pour l'Italie; l'ordonnance du 30 décembre 1814—1^{er} janvier 1815, concernant l'affranchissement de la correspondance pour les duchés de Parme, de Plaisance et pour le Milanais, et relatif à la taxe des lettres venant de ces pays; la convention du 20 mai 1818, concernant la correspondance entre la France et divers états allemands (principautés de Latour et Taxis, Saxe, Hanovre, duché de Brunswick, duché d'Oldenbourg, principauté de Lubeck, grands-duchés de Mecklenbourg-Strelitz et Schwerin, duché de Holstein, Danemark, Islande, Suède et Norvège), l'ordonnance du 18 novembre—9 décembre 1818, rendue pour l'exécution de cette convention, et celle du 7—28 septembre 1835 qui, en conséquence de conventions postérieures, modifie la précédente; l'ordonnance du 3—15 juin 1818, qui fixe la taxe des lettres entre la France et l'Autriche, et l'ordonnance du 31 juillet—13 août 1825, qui détermine le mode de correspondance entre ces deux pays; celle du 22 août—12 septembre 1821, sur le service de la poste aux lettres entre la France et la Bavière; celle du 3—18 avril 1822, contenant règlement pour le service de la poste entre la France et le Wurtemberg; celle du 5—13 juin 1822, et celle du 1^{er}—13 décembre 1824, qui règlent le mode de correspondance entre la France et le duché de Bade; enfin celle du 3—13 octobre 1835, portant publication de la convention conclue, le 20 août 1835, entre ces deux pays, sur le même objet.

mais être inférieur à celui de la lettre pesant au dessous de dix grammes pour les postes d'Empire, conformément à leur tarif.

6. L'affranchissement obligatoire des journaux jusqu'à destination dans les pays desservis par les postes d'Empire, sera perçu d'avance, à raison de huit centimes; celui des livres brochés, catalogues et prospectus, à raison de dix centimes; le tout par feuille d'impression; et pour chaque demi-feuille et quart de feuille, à proportion.

7. L'affranchissement obligatoire des lettres et paquets, des échantillons, des journaux et des imprimés destinés pour les possessions de la maison d'Autriche, sera perçu selon les taxes fixées par la loi du 27 frimaire an 8, et selon les progressions établies par celle du 14 floréal an 10, pour l'intérieur de la république, jusqu'à Strasbourg seulement.

8. Les lettres et paquets venant des villes et lieux d'Allemagne compris dans le premier rayon des postes d'Empire le plus voisin de celui de la frontière française, et timbrés R. n° 1, pour les villes françaises de Strasbourg, Worms, Mayence, Coblenz, Cologne et Neuss, seront taxés à raison de trois décimes par lettre au dessous du poids de six grammes; et les lettres et paquets du poids de six grammes et au dessus le seront proportionnellement aux progressions établies par la loi du 14 floréal an 10.

9. Les lettres et paquets venant des villes et lieux d'Allemagne compris dans le deuxième rayon des postes d'Empire, et timbrés R. n° 2, ainsi que ceux du troisième rayon, et timbrés R. n° 3, pour les villes frontières de la république ci-dessus désignées, seront taxés à raison de six décimes par lettre du poids au dessous de six grammes; et celles du poids de six grammes et au dessus, à proportion, selon les progressions de la loi du 14 floréal an 10.

10. Les lettres et paquets des villes et lieux compris dans le quatrième rayon des postes d'Empire, et timbrés R. n° 4, ainsi que ceux de transit arrivant par la voie des mêmes postes aux bureaux français susnommés, seront taxés, pour ces lieux, de leur entrée dans la république, à raison de sept décimes par lettre d'un poids au dessous de six grammes; et les lettres et paquets du poids de six grammes et au dessus, le seront proportionnellement, selon les progressions de la loi du 14 floréal an 10.

11. Les lettres et paquets des villes et lieux compris dans tous les quatre rayons des postes d'empire, ainsi que ceux en transit pour Paris, seront taxés à raison de douze décimes par lettre du poids de six grammes; et au dessus, à proportion, selon les progressions de la même loi du 14 floréal an 10.

12. Les lettres et paquets réexpédiés des bureaux de Strasbourg, Worms, Mayence, Coblenz, Cologne, Neuss et Paris, pour toute autre destination, seront taxés du port fixé pour ces mêmes villes; plus, de celui dû depuis ces mêmes bureaux jusqu'à leur destination.

13. Les échantillons de marchandises venant des villes et lieux desservis par les postes d'Empire, ou d'autres pays étrangers, par l'intermédiaire de l'office impérial, pourvu que les paquets soient mis sous bande, ou d'une manière indicative de leur contenu, seront taxés au tiers des prix fixés pour les lettres et paquets venant des villes et lieux d'Allemagne compris dans celui des rayons d'Empire qui les aura expédiés: cependant le port n'en sera jamais moindre que celui de la lettre du poids au dessous de six grammes.

14. Les ouvrages périodiques ou journaux, les livres brochés, et toute espèce d'imprimés venant de tous autres pays étrangers, sous bande, par l'intermédiaire des postes d'Empire, et non affranchis, seront taxés, pour tous les départemens de la république; savoir: les premiers à raison de huit.

et les autres à raison de dix centimes par feuille d'impression, et à proportion pour les demi-feuilles et les quarts de feuille.

N° 602. = 14 fructidor an 10 (1^{er} septembre 1802). = **ARRÊTÉ** portant organisation des tribunaux des quatre départemens de la rive gauche du Rhin (1). (III, Bull. CCXI, n° 1945.)

N° 603. = 14 fructidor an 10 (1^{er} septembre 1802). = **ARRÊTÉ** relatif à l'exportation des cordages, brais, goudrons, résines; aux droits d'entrée des cuirs, des confitures, et à la prohibition des mélasses venant de l'étranger. (III, Bull. CCXII, n° 1952.)

N° 604. = 14 fructidor an 10 (1^{er} septembre 1802). = **ARRÊTÉ** relatif au remboursement de créances et rentes dues aux hôpitaux, et aux contestations qui en peuvent naître (2). (III, Bull. CCXII, n° 1956.)

Art. 1^{er}. Les remboursemens faits dans les caisses nationales antérieurement à la promulgation de la loi du 9 fructidor an 3 (3), des créances et des rentes foncières et constituées, originairement dues aux pauvres et aux hôpitaux, sont valables.

2. Il sera statué par l'autorité administrative sur toutes les contestations qui pourraient s'élever en matière de remboursement de créances et rentes appartenant aux pauvres et aux hôpitaux.

N° 605. = 16 fructidor an 10 (3 septembre 1802). = **ARRÊTÉ** concernant le retour des propriétaires blancs dans les colonies. (III, Bull. CCXVI, n° 1979.)

N° 606. = 16 fructidor an 10 (3 septembre 1802). = **ARRÊTÉ** relatif aux fermes d'habitations, maisons et magasins à Saint-Domingue et à la Guadeloupe. (III, Bull. CCXIX, n° 2002.)

Art. 1^{er}. Les fermes d'habitations, maisons et magasins à Saint-Domingue et à la Guadeloupe, ayant été généralement adjugées à vil prix dans le cas de l'émigration ou de l'absence, elles demeurent résiliées, à compter de la publication du présent arrêté dans la colonie, tant au bénéfice de l'administration publique desdits biens qu'à celui du propriétaire, lorsqu'il y a lieu de remettre ce dernier en possession; ce qui sera exécuté, quelque terme qui ait été stipulé à la durée du bail.

2. Il ne sera donné aucune atteinte aux arrangemens particuliers qui auraient pu intervenir de gré à gré entre le fermier et un propriétaire rentré en possession.

N° 607. = 19 fructidor an 10 (6 septembre 1802). = **ARRÊTÉ** relatif aux créances sur les colons de Saint-Domingue (4). (III, Bull. CCXII, n° 1961.)

Art. 1^{er}. Il est sursis jusqu'au 1^{er} vendémiaire an 16, tant envers les débi-

(1) Ces départemens ayant cessé, depuis 1814, de faire partie de la France, le présent arrêté est sans intérêt.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 23 messidor an 2 (11 juillet 1794), le résumé de la législation concernant les rentes dues aux hôpitaux.

(3) Cette loi sursoit à la vente des biens des hospices.

(4) Voyez, dans le § 8 de la 2^e partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6

teurs principaux, qu'envers leurs cautions, à toutes poursuites pour le paiement des créances antérieures au 1^{er} janvier 1792, causées pour vente d'habitations, de maisons et de nègres à Saint-Domingue, aussi que pour avances faites à la culture dans ladite colonie (1).

2. Durant le même délai, les créanciers des colons de Saint-Domingue, pour toutes autres causes que celles ci-dessus énoncées, ne pourront poursuivre le paiement de leurs créances sur les biens situés dans la colonie.

3. Dans le cas où les créanciers de quelque colon, pour autres causes que celles exprimées en l'article 1^{er}, exerceraient des poursuites sur les biens desdits colons situés en France, le sursis énoncé audit article 1^{er} sera levé, et tous les créanciers exerceront concurremment leurs droits sur les biens situés en France.

4. Le temps de la suspension accordée en vertu des articles ci-dessus ne pourra jamais être compté pour la prescription.

5. Dans les engagements nouveaux qui seront contractés par les propriétaires débiteurs, et pour les causes ci-dessus énoncées, il sera loisible de stipuler, au profit des nouveaux prêteurs, un privilège sur le revenu des habitations, lequel privilège cessera avec le sursis accordé pour raison des anciennes créances.

6. Pourront, au surplus, les anciens créanciers, pour les causes exprimées dans l'article 1^{er}, faire tous actes conservatoires de leurs droits, même les faire régler en justice, s'il y a lieu; sauf suspension à l'exécution des jugemens, conformément aux précédentes dispositions.

N° 608. — 19 fructidor an 10 (6 septembre 1802). — **ARRÊTÉ** contenant règlement pour l'exécution du sénatus-consulte du 16 thermidor an 10, relativement aux assemblées de canton, aux collèges électoraux, etc. (2). (III, Bull. CCXIII, n° 1964.)

(1^{er} janvier 1798), sur l'organisation des colonies, le résumé de la législation qui concerne les créanciers des colons de Saint-Domingue.

(1) Ce sursis a été renouvelé plusieurs fois jusqu'à la loi du 30 avril—13 mai 1826, qui déterminant le mode de répartition de l'indemnité promise par Saint-Domingue (ou Haïti), pour prix de la reconnaissance de son indépendance par la France. Voyez, dans les notes précitées sur la loi du 12 nivose an 6, l'indication des lois de prorogation.

La disposition de l'arrêté du 19 fructidor an 10, ordonnant le sursis, s'applique même aux acquéreurs qui ont abandonné Saint-Domingue et revendu leurs habitations. Cass., 30 juillet 1811, *SIR.*, XI, 1, 345; Bull. civ., XIII, 195. — Elle ne s'applique pas aux colons qui n'étaient plus propriétaires à Saint-Domingue lorsque la loi a été rendue, encore qu'ils le fussent lorsqu'ils contractèrent la dette. Cass., 1^{er} brumaire an 13, *SIR.*, V, 2, 27. — Elle ne s'applique pas non plus aux dettes causées pour frais de charrois ou transport de cafés. Cass., 11 fructidor an 12, *SIR.*, V, 2, 27.

Le sursis peut être invoqué par l'héritier bénéficiaire d'un colon de Saint-Domingue, comme par le colon lui-même. Cass., 23 mai 1815, *SIR.*, XV, 1, 359; et 18 novembre 1816, *SIR.*, XVII, 1, 160, Bull. civ., XVIII, 212. — Lors même qu'il existerait un traité par lequel les parties auraient réduit la créance. Arrêt précité, 23 mai 1815.

Le sursis n'a pas empêché les créanciers des colons de Saint-Domingue de leur demander des aienens. Décret du 20 juin 1807. — Pendant tout le temps qu'il a duré, les créances pour vente de biens situés à Saint-Domingue, depuis le 1^{er} janvier 1792, n'ont pu être frappées de prescription. Paris, 28 avril 1827, *SIR.*, XXVII, 2, 110. — Et la faculté laissée aux créanciers de faire des actes conservatoires pendant la durée de ce sursis, ne s'étend pas à des saisies ou oppositions qui empêcheraient l'effet de la surséance. Arrêt du 23 germinal an 11.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le tit. III du sénatus-consulte organique du 16 thermidor an 10, pour l'exécution duquel le présent arrêté est rendu, le résumé de la législation en matière d'élections, jusqu'à la loi générale du 22—25 juin 1833, qui a abrogé toutes les lois précédentes, et qui rend le présent arrêté sans intérêt.

N° 609. = 24 fructidor an 10 (11 septembre 1802). = *SÉNATUS-CONSULTE organique portant réunion des départemens du Pô, de la Doire, de Marengo, de la Sézia, de la Stura et du Tanaro au territoire français.* (III, Bull. CCXIV, n° 1965.)

N° 610. = 28 fructidor an 10 (15 septembre 1802). = *ARRÊTÉ portant suppression du ministère de la police générale* (1). (III, Bull. CCXV, n° 1977.)

Art. 1^{er}. Le ministère de la police générale est supprimé.

2. Les attributions de ce ministère sont réunies à celles du grand-juge, ministre de la justice.

N° 611. = 28 fructidor an 10 (15 septembre 1802). = *ARRÊTÉ concernant les fondateurs de lits dans les hospices.* (III, Bull. CCXV, n° 1978.)

Art. 1^{er}. Les fondateurs de lits dans les hospices, ou leurs représentans, présenteront sous trois mois, à compter de la publication du présent arrêté, les titres de leurs fondations, aux commissions administratives des hospices où ces fondations ont été faites, ou de ceux qui leur ont été substitués, et auxquels les premiers ont été réunis.

2. Le conseil général d'administration des hospices de Paris, et ailleurs les commissions administratives des hospices, feront dresser, après l'époque désignée dans l'article précédent, un état du nombre des lits fondés dans chacun des hospices : cet état contiendra, par colonnes séparées, le nom des hospices, celui des fondateurs, le nombre des lits fondés, les sommes affectées annuellement dans l'origine à ces fondations, le produit actuel des fonds, et la dépense actuelle par lit, comparée à celle du temps des fondations.

3. D'après ces états, les commissions administratives des hospices adresseront au ministre de l'intérieur leurs vues sur la manière de fixer la proportion de la jouissance à rendre aux fondateurs.

4. Le ministre de l'intérieur fera, sur ces projets, un rapport au gouvernement, lequel en ordonnera, s'il y a lieu, l'homologation dans la forme prescrite pour les réglemens d'administration publique.

N° 612. = 28 fructidor an 10 (15 septembre 1802). = *ARRÊTÉ qui place la surveillance et le paiement des masses d'entretien et de ferrage, dans les attributions du directeur de l'administration de la guerre.* (III, Bull. CCXVI, n° 1982.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire prochain, la surveillance et le paiement des masses d'entretien et de ferrage seront dans les attributions du directeur de l'administration de la guerre.

2. Le paiement de ces masses continuera d'avoir lieu en même temps que la solde, en observant les formalités prescrites par l'arrêté des consuls du 13 brumaire an 10 ; mais la dépense en sera acquittée sur les fonds particuliers qui seront faits à cet effet par le directeur de l'administration de la guerre.

3. Les comptes qui devraient être rendus au ministre de la guerre, aux

(1) Ce ministère, créé le 12 nivose an 4, avait été rétabli postérieurement au présent arrêté. Il a été supprimé définitivement par l'ordonnance du 29—31 décembre 1818 ; et ses attributions ont été réunies au ministère de l'intérieur dont elles étaient un démembrement.

termes de l'arrêté du 13 brumaire an 10, par le comité central des revues, pour raison desdites masses, le seront au directeur de l'administration de la guerre.

4. Les sommes qui seront versées à la masse d'entretien en exécution de l'article 3 du titre IV de l'arrêté du 8 floréal an 8, provenant du linge et chaussure des soldats morts, désertés, ou qui ont obtenu des congés absolus étant chez eux, seront employées dans les comptes du directeur de l'administration de la guerre pour mémoire seulement.

N° 613. — 28 fructidor an 10 (15 septembre 1802). — *ARRÊTÉ qui accorde, pendant l'an 11, un supplément d'indemnité aux troupes en marche dans l'intérieur de la république.* (III, Bull. CCXVI, n° 1983.)

N° 614. — 30 fructidor an 10 (17 septembre 1802). — *ARRÊTÉ qui règle le traitement fixe des greffiers des tribunaux de police dans les villes où il y a plusieurs justices de paix.* (III, Bull. CCXVI, n° 1988.)

Art. 1^{er}. Indépendamment des droits d'expédition attribués en matière de police, les greffiers particuliers des tribunaux de police établis dans les villes où il y a plusieurs justices de paix, auront, tant pour traitement fixe que pour subvenir aux frais d'entretien de leurs greffes et aux salaires des commis dont ils auraient besoin, les sommes portées dans l'état ci-annexé.

2. Les traitemens seront acquittés sur les centimes additionnels destinés aux traitemens et dépenses fixes.

3. Il sera payé annuellement, pour menues dépenses de ces tribunaux, les sommes portées en l'état ci-annexé, et sur les fonds réservés aux dépenses variables.

4. Les administrations municipales de chacune de ces villes pourvoiront aux frais de premier établissement, et fourniront un local distinct pour la tenue des audiences et du greffe de ces tribunaux, de manière que leurs minutes ne soient, en aucun cas, confondues avec celles des justices de paix et bureaux de conciliation.

Etat des sommes à payer pour les tribunaux de police particuliers établis dans les villes où il y a plusieurs justices de paix.

TRAITEMENS DES GREFFIERS.	MENUES DÉPENSES.
A Paris, ci..... 1,800 fr.	 900 fr.
A Lyon, Bordeaux et Marseille, chacun 1,200 fr., ci..... 3,600	Pour chaque tribunal, 400, ci..... 1,200
A Bruxelles, Gand, Toulouse, Nantes, Anvers, Lille, Liège et Rouen, chacun 900 fr., ci..... 7,200	 200, ci..... 1,600
A Caen, Nîmes, Montpellier, Reims, Orléans, Bruges, Angers, Reims, Metz, Clermont, Strasbourg, Versailles et Amiens, chacun 600 f. ci. 7,800	 100, ci..... 1,300
Et dans les autres villes, au nombre de cent trois, chacun à raison de 500 fr., ci..... 57,500	 50, ci..... 5,150
Total..... 71,900	Total..... 10,150

N° 615. = 8 vendémiaire an 11 (30 septembre 1802). = *ARRÊTÉ portant règlement pour l'exercice de la profession de boucher à Paris* (1). (III, Bull. CCXX, n° 2004.)

N° 616. = 9 vendémiaire an 11 (1^{re} octobre 1802). = *ARRÊTÉ relatif aux dépenses départementales arriérées, et à celles des préfetures pour les années 8, 9 et 10.* (III, Bull. CCXX, n° 2015.)

N° 617. = 12 vendémiaire an 11 (4 octobre 1802). = *ARRÊTÉ qui règle les formes à observer pour l'instruction et le jugement des contraventions aux lois sur le commerce étranger dans les colonies* (2). (III, Bull. CCXX, n° 2021.)

Art. 1^{er}. Les contraventions aux dispositions des lois et réglemens concernant le commerce étranger dans les colonies seront instruites et jugées en la forme ci-après.

2. L'instruction et le premier jugement en appartiendront au tribunal ordinaire du lieu où la prise aura été conduite, à la charge de l'appel, dans tous les cas, à une commission spéciale, qui prononcera en dernier ressort. Ladite instruction se fera sommairement et sur simples mémoires.

3. Dans l'étendue de chaque capitainerie-générale, la commission sera composée du capitaine-général, du préfet colonial, du commissaire de justice ou grand-juge, ou, en cas d'empêchement d'aucun d'eux, de celui qui le remplace; et en outre, de trois membres du tribunal d'appel choisis pour chaque affaire par le capitaine-général.—Quant à Tabago, cette commission d'appel sera composée du capitaine-général, du préfet colonial, du premier officier de justice, ou, en cas d'empêchement d'aucun d'eux, de celui qui le remplace; et en outre, de trois membres de la cour dite *d'amirauté*, également au choix du capitaine-général.

4. En cas de partage d'avis, celui du président sera prépondérant.

5. L'inspecteur de la marine, ou l'officier d'administration faisant fonctions d'inspecteur, remplira de droit les fonctions du ministère public en ladite commission d'appel. — Les fonctions de greffier seront remplies par un secrétaire nommé à cet effet par le capitaine général.

6. Seront au surplus exécutées les anciennes lois, dans tout ce en quoi il n'est point dérogé par le présent règlement.

(1) Voyez l'ordonnance du 9—30 octobre 1822, qui contient des dispositions sur le régime de la boucherie à Paris; celle du 12—31 janvier 1825, et celle du 18—27 octobre 1829, sur le même objet.

Voyez aussi le décret du 6 février 1811, portant établissement de la caisse de Poissy, et les notes.

Comme l'ordonnance précitée du 12—21 janvier 1825 rapporte expressément, par son art. 1^{er}, le présent arrêté, nous croyons inutile d'en donner le texte.

(2) Les affaires relatives au commerce étranger dans les colonies, qui devaient être portées en appel devant la commission spéciale créée par le présent arrêté, n'ont pu être soumises au conseil supérieur de la Martinique, même dans le moment où, après la restitution de cette colonie à la France, la commission spéciale compétente n'était pas organisée: et l'incompétence du conseil supérieur, intéressant l'ordre public, peut être proposée pour la première fois devant la cour de cassation. Cass., 7 août 1821, S^{ur}., XXII, 1, 943; Bull. civ., XXIII, 230.

Cette commission spéciale est un véritable tribunal d'appel; elle ne peut statuer que lorsqu'elle est saisie par un appel dirigé contre un jugement de première instance. Cass., 16 février 1824, S^{ur}., XXV, 1, 247; Bull. civ., XXVI, 44.

Ses arrêts doivent non seulement être rendus publiquement, mais encore contenir la mention de la publicité, à peine de nullité. Même arrêt; et Cass., 13 juillet 1825, S^{ur}., XXV, 1, 271; Bull. civ., XXVII, 250.

N° 618. — 12 vendémiaire an 11 (4 octobre 1802). — *ARRÊTÉ relatif à la formation d'une garde municipale pour la ville de Paris* (1). (III, Bull. CCXXI, n° 2025.)

N° 619. — 12 vendémiaire an 11 (4 octobre 1802). — *ARRÊTÉ portant établissement d'une école d'artillerie et du génie à Metz* (2). (III, Bull. CCXXII, n° 2026.)

TITRE I^{er}. — De l'établissement de l'école.

Art. 1^{er}. Les écoles d'artillerie et du génie, la première établie à Châlons, la seconde à Metz, seront réunies : en conséquence, ces deux écoles serviront à composer une école commune aux deux armes, qui sera établie à Metz, département de la Moselle, et portera le nom d'*école d'artillerie et du génie*.

2. Cette école fournira les élèves nécessaires aux corps de l'artillerie de terre et de mer et aux corps du génie, soit pour le service du continent, soit pour celui des colonies.

TITRE II. — Du personnel de l'école.

3. L'état-major chargé du commandement de l'école et de l'instruction militaire, sera composé de— Un chef de brigade commandant de l'école ;— Un capitaine sous-directeur de l'école, chargé spécialement de la police et de la discipline ; — Deux capitaines en second ; — Deux lieutenants. — Ces officiers seront pris indistinctement dans l'artillerie et dans le génie.

4. Il sera, de plus, spécialement attaché au service de l'école deux compagnies de canoniers à pied, une de sapeurs et une de mineurs, prises dans la garnison.

5. Les instituteurs chargés de l'instruction des élèves dans les diverses applications de la théorie, seront au nombre de sept, savoir : — Un instituteur pour l'application des sciences mathématiques et physiques aux arts militaires ; — Un adjoint ; — Un instituteur pour les levées, le dessin et les reconnaissances militaires ; — Un adjoint ; — Un instituteur pour l'architecture et les constructions militaires ; — Un adjoint ; — Un maître d'équitation. — Les instituteurs seront choisis de préférence parmi les personnes ayant des grades militaires.

6. Les employés pour l'ordre et la conservation du matériel, les réparations et constructions, seront au nombre de quatre ; savoir : — Un conservateur de la bibliothèque, cahiers, portefeuilles ; — Un conservateur du laboratoire de physique et chimie ; — Un aide au laboratoire ; — Un artiste pour la réparation et la fabrication d'instrumens.

7. Un officier de santé sera attaché à l'école. — Les détails de la comptabilité seront confiés à un quartier-maître trésorier, qui aura près de lui deux sous-officiers.

(1) Cette garde municipale avait été remplacée par un corps de gendarmerie spécial pour la ville de Paris : ce corps a été supprimé par l'ordonnance du 16—26 août 1830, qui a institué de nouveau une garde municipale sur des bases différentes de celles du présent arrêté ; organisation, habillement, équipement, administration, service, tout a été réglé de nouveau. Le présent arrêté, qui n'a pas même été visé dans l'ordonnance de reconstitution, n'offre donc aucun intérêt.

(2) Cette école a été maintenue par l'ordonnance du 12 mai—8 juin 1814, sur l'organisation de l'artillerie, art. 16, et par l'ordonnance du 5 juin—7 septembre 1831, qui vise le présent arrêté, et contient règlement général sur la composition, l'organisation, l'administration de l'école, et l'enseignement.

8. Les élèves seront portés au nombre de cent; savoir : soixante-dix pour l'artillerie, et trente pour le génie.—Ce nombre et cette proportion entre les élèves des deux armes-pourront varier en conséquence des besoins de l'une ou de l'autre arme.

9. La nomination du commandant de l'école sera faite par le premier consul, et celle des autres officiers par le ministre de la guerre, sur la proposition des premiers inspecteurs d'artillerie et du génie.

TITRE III. — Du matériel.

10. Le bâtiment militaire du ci-devant monastère de Saint-Arnould, et les pavillons de la Haute-Seille, sont affectés au service de l'école.

11. L'établissement de l'école comprend, — 1° Une bibliothèque militaire et des arts et sciences; — 2° Un cabinet de physique et chimie, avec un laboratoire; — 3° Un cabinet d'histoire naturelle des minéraux et végétaux susceptibles d'être employés dans les arts militaires; — 4° Les matériaux, outils, instruments, machines en usage dans les travaux et expériences; — 5° Les ateliers, propres aux travaux, constructions, essais, etc.; — 6° Des armes de divers genres, offensives ou défensives, modernes et anciennes; les machines et objets de tout genre servant aux manœuvres ou aux transports; — 7° Les modèles et reliefs des objets les plus importants pour le service des deux armes, et particulièrement de ceux qui ne pourront être mis en nature sous les yeux des élèves; — 8° Les magasins et parcs nécessaires; — 9° Un polygone pour le tir des armes à feu, lequel sera commun aux troupes d'artillerie en résidence dans la place; — 10° Un polygone de mines, distribué dans divers terrains de nature différente; — 11° Des salles d'exercices militaires, et un manège.

TITRE IV. — De l'admission à l'école d'artillerie.

12. Dans la première semaine de frimaire de chaque année, après l'expédition des brevets d'admission à l'école d'artillerie et génie, datés du 1^{er} vendémiaire précédent, les ministres de la guerre et de la marine enverront au commandant de l'école l'état nominatif des élèves nouvellement reçus d'après l'examen ouvert à cet effet à l'école polytechnique. Ils joindront à cet état le signalement de chacun d'eux, les procès-verbaux de leur examen, et les notes données par leur chef sur le moral, le physique et les talens de chacun des élèves reçus.

13. Les élèves seront rendus à l'école d'artillerie et génie, au plus tard le 27 frimaire de chaque année, et y resteront deux ans.

14. Les élèves seront classés en deux divisions : la première sera composée des plus anciennement reçus; la seconde, des nouveaux admis.

15. Les élèves nouvellement reçus seront tous, au 1^{er} nivôse, armés, habillés, équipés, incorporés dans les deux compagnies de canonniers employées au service de l'école. — Ils seront attachés, pendant toute la première année, à ces deux compagnies; et, pendant la deuxième année, ils serviront six mois dans chacune des deux autres. Ils suivront l'instruction de ces quatre compagnies, et s'exerceront au moins deux fois par semaine, avec elles, au maniement des armes, à la manœuvre des bouches à feu, aux manœuvres de force, aux constructions de batteries, sapes, mines, confection des artifices, etc., à toutes les choses qui doivent être l'objet de l'instruction des soldats d'artillerie et du génie.

16. Dans les six derniers mois de la résidence à l'école, les élèves seront admis à remplir les emplois affectés à chaque grade. — Ils devront rester au moins un mois dans chacun des grades de caporal, sergent, sergent-major; pendant tout ce temps, ils en porteront les marques distinctives.

17. Les élèves, en arrivant à l'école, auront le grade et le rang de sous-lieutenant.

18. Les premiers inspecteurs de l'artillerie et du génie seront chargés de désigner, parmi les officiers de leurs armes respectives, ceux auxquels il serait utile de permettre de servir pendant un certain temps, à la suite de l'école, pour perfectionner leur instruction.

TITRE V. — De l'enseignement, et des études, travaux et exercices.

19. L'enseignement, les travaux et les exercices ont pour objet, — 1° L'exécution de toutes les bouches à feu; — 2° Les manœuvres et constructions d'artillerie de toute espèce; — 3° La formation et la conduite des équipages de campagne, de siège et de ponts; — 4° Les manœuvres de l'infanterie et de la cavalerie, ainsi que leur service dans les camps et dans les places; — 5° L'art du tracé et de la construction des places; — 6° L'art de l'attaque et de la défense des places; — 7° Le tracé et la construction des ouvrages de campagne; — 8° L'art du mineur, considéré dans les rapports offensifs et défensifs; — 9° L'art de lever les plans et de dessiner la carte; — 10° Le service des officiers du génie, en temps de guerre et en temps de paix; — 11° Le service de l'artillerie aux armées, dans les parcs, dans les places, les arsenaux, sur les vaisseaux, et dans tous les établissemens quelconques; — 12° De l'administration et de la comptabilité de l'artillerie et du génie, dans les armées et dans les places, ainsi que de celles des troupes.

20. En conséquence, le ministre de la guerre nommera, sur la proposition des premiers inspecteurs, une commission d'officiers d'artillerie et du génie, à l'effet de choisir, classer et compléter les ouvrages nécessaires à l'instruction des élèves: ce travail devra être achevé dans le cours de l'an 11.

21. L'ouverture des cours et exercices de l'école aura lieu le 1^{er} nivôse de chaque année; cette ouverture se fera publiquement.

22. Les élèves seront habituellement occupés pendant sept heures par jour dans les salles d'instruction ou dans les divers lieux qui leur seront assignés. Ils participeront aussi, suivant les circonstances, aux manœuvres des différentes armes, qui auront lieu dans la place ou aux environs. — Les jours de travaux ou exercices sur le terrain, le nombre d'heures sera fixé par le commandant de l'école, de manière à profiter de tous les moyens que le temps permettra d'employer.

23. Chaque année, depuis le 10 fructidor jusqu'au 15 vendémiaire suivant, il y aura un simulacre de siège fait alternativement sur différens fronts de la place. — Les troupes des différentes armes qui se trouveront soit dans la place, soit dans celles des environs, concourront aux travaux de l'attaque et de la défense. — Ce siège sera toujours précédé d'un simulacre de guerre de campagne.

24. Le commandant de l'école facilitera aux élèves qui s'en montreront les plus susceptibles, l'acquisition des connaissances non enseignées à l'école, mais néanmoins utiles au service, telles que la statistique, les principales langues des pays limitrophes, et les connaissances littéraires utiles à la rédaction des ouvrages, sans toutefois que les études de l'école puissent en souffrir.

25. Il sera tenu, tous les deux mois, un conseil de perfectionnement de l'instruction, présidé par le commandant de l'école, ayant pour suppléant le sous-directeur de l'école, et composé en outre de deux capitaines des deux armes, de l'instituteur des sciences mathématiques et physiques, et de celui

d'architecture militaire : les autres instituteurs ou adjoints y auront voix consultative, lorsqu'ils y seront appelés par le président. — Ce conseil rédigera un règlement sur les détails de l'instruction, de l'emploi et de la distribution du temps des élèves, ainsi que sur les fonctions et le service journalier de tous les agens qui en sont chargés. Ce règlement sera adressé aux premiers inspecteurs, qui le soumettront, avec leur avis, à l'approbation du ministre de la guerre. — Il sera rendu compte, dans ce conseil, de l'état de situation des travaux des professeurs, ainsi que de ceux des élèves et officiers. Cet état de situation sera consigné dans un registre tenu à cet effet, avec l'indication des moyens pris et à prendre pour améliorer toutes les parties de l'instruction.

26. Aucune personne étrangère à l'école ou aux corps de l'artillerie et du génie, ne pourra participer à l'instruction ni aux exercices de l'école.

27. Le commandant de l'école rendra, tous les trois mois, aux premiers inspecteurs d'artillerie et du génie, un compte détaillé de la situation de l'école, des progrès de l'enseignement et de l'instruction des élèves, des officiers et des troupes attachées à l'école, et leur fera passer l'extrait du registre tenu à cet égard par le sous-directeur de l'école.

28. Il y aura toujours au moins un officier de chaque arme de service pour l'enseignement, les jours de travaux. — Ceux des instituteurs que ces travaux concerneront, y seront toujours présens. — Les jours de service extérieur, le sous-directeur et tous les officiers inférieurs seront de service.

29. Le sous-directeur fera, le 15 de chaque mois, l'inspection des travaux, pour juger de leur situation et de leur avancement.

30. Le commandant fera, sans en prévenir, l'inspection de l'école au moins une fois dans le mois. — Le sous-directeur, et à son défaut le plus ancien capitaine, fera, tous les jours de service, la revue d'inspection à l'entrée des travaux et exercices.

TITRE VI. — De la police et administration.

31. La police et l'administration de l'école seront confiées particulièrement au sous-directeur, sous l'autorité du commandant de l'école. Les réglemens particuliers à cet objet seront faits par le conseil d'administration, à la demande du sous-directeur, et conformément aux principes du règlement général. — Ces réglemens seront soumis à l'approbation du ministre de la guerre; et, à cet effet, ils seront adressés aux premiers inspecteurs d'artillerie et du génie, qui les lui remettront avec leur avis.

32. Le conseil d'administration sera tenu pendant la dernière décade de chaque trimestre; il sera composé du sous directeur, de quatre capitaines, dont deux pris parmi les compagnies attachées à l'école, et deux parmi les six attachés à la direction. — Ses comptes arrêtés seront soumis au *visa* du commandant de l'école.

33. Le sous-directeur tiendra le registre de police; le plus ancien capitaine, celui de l'administration; le quartier-maitre celui de la comptabilité.

34. La surveillance des commandans et officiers de l'état-major sur les élèves, s'étendra en tout temps en dedans et en dehors de l'école.

35. Tout élève ou autre militaire attaché à l'école, ayant contracté des dettes au-delà de ses facultés, sera puni par un mois de prison. La récidive, de la part de ceux déjà punis, pourra entraîner destitution. — L'administration civile fera connaître aux habitans qu'il ne sera reçu aucune plainte ni réclamation pour fait de dettes d'aucun militaire attaché à l'école.

36. Les instituteurs prendront, par l'entremise du sous-directeur de l'école,

les ordres du commandant de l'école, pour le temps et l'objet de l'enseignement, dans tous les cas non prévus par les réglemens.

37. Le commandant de l'école, et le sous-directeur, pourront seuls ordonner les arrêts dans la chambre ou la prison.—Les lois pénales et de police militaire seront au surplus observées en tout point.

38. L'exclusion de l'école sera prononcée par le ministre de la guerre, après avoir pris l'avis des premiers inspecteurs, sur un rapport du conseil de perfectionnement.—Le ministre sera tenu d'entendre auparavant la défense de l'élève contre lequel il aura été porté plainte.

39. L'uniforme des élèves sous-lieutenans sera l'habit, paremens, revers et collet bleus, passe-poil et doublure rouges, veste et culotte bleues, le bouton jaune, timbré d'un canon et d'une cuirasse.

40. Lorsque les circonstances et le besoin du service l'exigeront, et sur l'ordre du commandant de l'école, les compagnies attachées au service de l'école concourront avec les autres troupes de la garnison aux travaux de l'arsenal et de la place.

TITRE VII. — De la sortie de l'école.

41. Chaque année, pendant les quinze derniers jours de frimaire, il sera fait, en présence du conseil de perfectionnement, un examen pour les élèves de la première division.—Cet examen sera confié à un jury composé du commandant de l'école, de deux officiers généraux des deux armes, et d'un examinateur pour l'application des sciences exactes aux arts militaires, tous les trois nommés par le premier consul.—Ce jury formera la liste de mérite qui réglera le rang des promotions.—L'examen roulera, — 1° Sur la bonne conduite et l'intelligence que chaque élève aura manifestées pendant tout le temps qu'il aura passé à l'école; — 2° Sur le travail qu'il aura fait dans les diverses parties de l'enseignement, et dont il rendra compte; — 3° Sur le service et sur les exercices militaires.

42. Les élèves qui, d'après les registres d'instruction et de police, ne satisfaisaient pas au premier article, sont déclarés inadmissibles dans l'une et l'autre arme.—Ceux qui ne satisfaisaient pas complètement aux deuxièmes et troisièmes articles seulement, et qui n'auraient passé que deux ans à l'école, pourront avoir la faculté d'y passer une troisième année.—Ceux qui satisfiront sur les trois parties seront admis dans l'arme à laquelle ils se sont destinés, et classés suivant l'ordre de leur mérite, eu égard aux trois parties de l'examen et leurs divers degrés d'importance.—Les élèves qui demanderaient à passer dans celle des deux armes pour laquelle ils ne se sont pas destinés ne pourront l'obtenir que sur la proposition formelle du conseil de perfectionnement, présentée au ministre par le commandant de l'école, et sur l'avis des premiers inspecteurs. La demande de ces élèves ne pourra être prise en considération que lorsqu'elle aura été faite avant leur examen.

43. En conséquence du temps consacré par les élèves à leur instruction, il est reconnu à chacun d'eux quatre années de service d'officier, à l'instant où il entre en cette qualité soit dans l'artillerie, soit dans le génie.

TITRE VIII. — Des dépenses du personnel.

44. Les militaires faisant partie de l'état-major, et employés à l'école, jouissent, à titre d'indemnité pour service extraordinaire, d'un tiers en sus de leurs appointemens.—La solde des élèves restera ainsi qu'elle a été fixée par la loi du 25 fructidor an 7.

45. La solde des instituteurs et autres employés de l'école est fixée ainsi qu'il suit.

1 instituteur des sciences mathématiques et physiques...	4,000 f.	} 26,200
1 adjoint.....	2,500	
1 instituteur pour les levées et reconnaissances militaires.	2,000	
1 adjoint.....	1,500	
1 instituteur pour l'architecture et constructions militaires.....	3,500	
1 adjoint.....	2,000	
1 instituteur pour l'équitation.....	2,000	
1 conservateur de la bibliothèque, cahiers, portefeuilles.	2,000	
1 <i>idem</i> du laboratoire de physique et chimie.....	2,000	
1 aide au laboratoire.....	1,500	
1 artiste pour la réparation et fabrication d'instrumens..	1,200	}
1 officier de santé attaché à l'école.....	2,000	

Du matériel.

Pour l'entretien du mobilier, de tous les effets, matériaux, fournitures de tout genre, et le service courant...	25,000	} 38,000
Pour les simulacres, expériences.....	13,000	

TOTAL..... 64,200

46. Le conseil d'administration rendra compte des dépenses, suivant les règles de la comptabilité en usage pour le service du génie.

N° 620. = 15 vendémiaire an 11 (7 octobre 1802). = *ARRÊTÉ relatif à l'emploi des fonds provenant des centimes additionnels de l'an 8 et années antérieures.* (III, Bull. CCXX, n° 2022.)

N° 621. = 16 vendémiaire an 11 (8 octobre 1802). = *ARRÊTÉ du ministre de l'intérieur sur le flottage des petites rivières et tirage des bois.* (Recueil officiel de l'intérieur, deuxième édition, page 228.)

Le ministre de l'intérieur, informé des inconvénients résultant du mode d'après lequel s'exécutent les flots sur les rivières de Beuvron et de Sosay, soit de communauté, soit en flot particulier, pour amener les bois sur les ports flottables en trains; instruit de la conduite des ouvriers employés au fricage desdits flots; voulant faire cesser, à ce sujet, tout abus, prévenir toute confusion, et établir un ordre conforme aux intérêts respectifs et aux réglemens d'administration générale, — Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est expressément défendu aux ouvriers de s'immiscer, ni directement ni indirectement, dans le placement des bois sur les ports de la forêt; ils ne pourront les tirer ailleurs que dans les endroits qui leur seront spécialement indiqués. Cette indication sera faite par l'inspecteur de la navigation, les commis-généraux du commerce et les jurés compteurs.

2. L'inexécution de l'article ci-dessus sera constatée par procès-verbaux, lesquels seront adressés au ministre, pour, par lui, être statué sur l'exclusion des individus du travail des ports, soit limitativement, soit définitivement, sans préjudice des poursuites judiciaires, sous les rapports d'insubordination et de sûreté publique.

3. Les marchands qui feront couler leur bois en flot particulier ne pourront les embarquer avant d'avoir prévenu le commis principal, qui leur indiquera la place où ils devront les faire tirer; ils ne pourront les placer que dans les lieux qui leur auront été ainsi désignés.

4. Les flots particuliers n'auront lieu qu'avant ou après les flots de com-

munauté; en sorte que, si, au moment de l'embarquement d'un flot particulier, il se trouvait un flot de communauté en cours de fricage, et mis en état, le flot particulier sera suspendu jusqu'à ce que le flot de communauté ait été fixé et reçu.

5. L'inspecteur de la navigation, les commis généraux du commerce, et les jurés compteurs assureront, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent arrêté, qui sera imprimé et affiché partout où besoin sera.

N° 622. = 20 vendémiaire an 11 (12 octobre 1802). = **ARRÊTÉ concernant les droits payables à la sortie des vins de Corse pour l'étranger.** (III, Bull. CCXX, n° 2024.)

Les vins de Corse sont assimilés à ceux des départemens des Bouches-du-Rhône, du Var et des Alpes-Maritimes, et ne paieront, à la sortie pour l'étranger, qu'un franc cinquante centimes par muid.

N° 623. = 20 vendémiaire an 11 (12 octobre 1802). = **ARRÊTÉ qui règle le costume du grand-juge et celui des membres du tribunal de cassation** (1). (III, Bull. CCXXII, n° 2027.)

Art. 1^{er}. Le costume du grand-juge ministre de la justice est réglé ainsi qu'il suit : — 1° Dans son hôtel et en ville, — Simarre de velours ou de soie noire, à manches fermées et étroites; chapeau de soie noire; cravate de dentelle; cheveux longs ou ronds; — 2° Au palais du gouvernement, au sénat, au conseil d'état, au tribunal de cassation, — Simarre de velours ou soie écarlate; ceinture pareille, à glands d'or; toque de velours noir, brodée en or. — 3° Dans les jours de cérémonie, le grand-juge portera sur la simarre écarlate une toge de soie ou de velours violet foncé, à manches ouvertes et pendantes, bordée d'hermine devant et aux manches; toque de velours violet, large broderie en or.

2. Le costume des membres du tribunal de cassation, du commissaire du gouvernement et de ses substituts, sera, à l'avenir, ainsi qu'il suit : — 1° Aux jours d'audience ordinaire des chambres séparées, — Simarre de soie noire; ceinture rouge, à glands d'or; toge de laine noire, à grandes manches; toque de soie noire unie; cravate tombante, de batiste blanche; cheveux longs ou ronds. — Les présidens et vice-présidens auront un galon d'or à la toque; — 2° Aux audiences des chambres réunies et jours de cérémonie, — Toge de laine rouge, de la même forme que la noire; toque de velours noir, bordée d'un galon d'or, et de deux pour les présidens et vice-présidens; cravate en dentelle. — Le commissaire du gouvernement et ses substituts porteront, à la toge noire, une bordure rouge devant et aux manches, une bordure blanche à la toge rouge. — 3° A la ville, tous les membres du tribunal de cassation porteront l'habit complet noir, à la française; cheveux longs ou ronds. — Aux audiences ordinaires des consuls ou du grand-juge, même habit qu'à la ville, avec ceinture rouge à franges d'or; chapeau français uni; cravate de dentelle pendante.

3. Le greffier en chef portera les mêmes costumes, mais sans or à la toque ni à la ceinture. — Les commis-greffiers tenant la plume à l'audience du tribunal, porteront la robe noire sans simarre, et la toque de laine noire.

N° 624. = 20 vendémiaire an 11 (12 octobre 1802). = **ARRÊTÉ qui fixe le droit**

(1) Voyez le décret du 27 novembre — 1^{er} décembre 1790, portant organisation de la cour de cassation, et les notes.

de douane payable à la sortie des navires marchands construits en France pour le compte espagnol. (III, Bull. CCXXII, n° 2028.)

Le droit à percevoir, en exécution de l'arrêté des consuls du 7 thermidor dernier, sur les bâtimens construits pour le compte espagnol, demeure fixé à quinze francs par tonneau.

N° 625. = 20 vendémiaire an 11 (12 octobre 1802). = *ARRÊTÉ relatif au mode de perception des droits d'entrée et de consommation sur les sucres, les cafés, le cacao et le poivre* (1). (III, Bull. CCXXII, n° 2029.)

N° 626. = 20 vendémiaire an 11 (12 octobre 1802). = *ARRÊTÉ qui fixe le droit d'entrée à percevoir sur les armes blanches étrangères.* (III, Bull. CCXXII, n° 2030.)

Il sera perçu, à l'avenir, un droit d'entrée de cent francs par quintal sur les armes blanches étrangères.

N° 627. = 20 vendémiaire an 11 (12 octobre 1802). = *ARRÊTÉ portant modération des droits d'entrée sur les cotons en laine du Levant* (2). (III, Bull. CCXXIII, n° 2033.)

N° 628. = 20 vendémiaire an 11 (12 octobre 1802). = *ARRÊTÉ qui autorise provisoirement les armateurs de Dunkerque pour la pêche de la morue sur les côtes d'Islande; à faire entrer dans cette ville des sels d'Espagne ou de Portugal.* (III, Bull. CCXXVII, n° 2094.)

N° 629. = 24 vendémiaire an 11 (16 octobre 1802). = *ARRÊTÉ portant éta- blissement d'une masse de casernement pour le corps de la gendarmerie* (3). (III, Bull. CCXXIII, n° 2035.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire présent mois, et pour l'an 11, il sera mis à la disposition du ministre de la guerre une masse de quatre-vingts francs par chaque officier, sous-officier et gendarme monté, et de quarante francs par chaque sous-officier et gendarme à pied.

2. Cette masse servira, — 1° A payer l'entretien et réparation des mai- sous nationales actuellement occupées, ou qui pourront l'être, par les bri- gades soit à pied, soit à cheval; — 2° Au paiement des loyers des maisons particulières qui seront affermées pour la même destination; — 3° A l'in- demnité qui sera accordée à chaque sous-officier et gendarme non caserné; laquelle indemnité sera de soixante-douze francs pour l'homme à cheval, et de trente-six francs pour l'homme à pied, et ne pourra être payée qu'en rapportant un certificat du maire, visé du sous-préfet et du préfet, constatant l'impossibilité de réunir et caserner la brigade; — 4° A l'indemnité accordée aux officiers pour leur tenir lieu de logement; — 5° A l'entretien et loyer des lits.

3. La masse sera payée par mois, par douzième, et en même temps que la solde; elle sera confiée au conseil d'administration de la gendarmerie de chaque département, qui n'en disposera que d'après les ordres du ministre de la guerre, qui pourra, sur le rapport du premier inspecteur, appliquer à un ou plusieurs départemens ce qui se trouvera excéder les besoins des autres.

(1) Ce mode de perception a été réglé de nouveau par une foule de lois de douanes postérieures.

(2) Modifié par la loi des douanes du 28 avril—4 mai 1816, art. 3, et autres lois postérieures.

(3) Voyez le décret du 11 juin 1810, sur les dépenses départementales, art. 20 et 21, portant fixation des dépenses de casernement de la gendarmerie.

4. L'assiette et la distribution du logement de la gendarmerie nationale resteront établies, pour les brigades stationnées, conformément à ce qui est prescrit par la loi du 28 germinal an 6 ; mais, attendu que chaque brigade est augmentée d'un sixième gendarme qui en fait partie intégrante et peut y être souvent en activité de service, quoique censé appartenir au dépôt départemental, les casernes desdites brigades seront disposées pour six hommes, et les écuries pour huit chevaux, afin d'assurer le service de la correspondance, de même que l'exécution de l'article 85 de la loi du 28 germinal an 6, relatif au dépôt des détenus conduits sous escorte. — Les hangars et greniers destinés à recevoir les fourrages et l'avoine seront toujours disposés pour que l'approvisionnement de l'année entière se fasse au complet.

5. Les casernes des dépôts établis au chef-lieu de chaque département seront formées de manière que le tiers des hommes qui doivent composer le dépôt, soit logé comme les brigades stationnées ; et les deux autres tiers, par chambre, et suivant les mesures prescrites par les réglemens pour la troupe de ligne, à l'exception néanmoins que chaque sous-officier ou gendarme couchera seul, et aura conséquemment son lit particulier. — Dans les dépôts, les hangars et greniers auront aussi la capacité nécessaire pour l'approvisionnement complet d'un trimestre au moins quant au fourrage, et de l'année entière à l'égard de l'avoine.

6. Dans les bâtimens pris à location, le casernement des brigades stationnées sera toujours établi pour le nombre d'hommes fixé, et suivant les dispositions prescrites par l'article 4 ci-dessus. — Les baux des maisons particulières actuellement occupées par la gendarmerie, qui réuniront toutes les convenances désirables pour l'assiette du casernement, seront renouvelés le 1^{er} germinal prochain, et auront leur effet à compter du 1^{er} vendémiaire an 11.

7. Le renouvellement de ces baux s'effectuera administrativement, et de gré à gré pour trois, six ou neuf années consécutives, par l'intervention du préfet et du commandant de la gendarmerie du département. La clause du paiement par douzième y sera formellement stipulée, avec la condition expresse que lesdits baux n'aient leur plein et entier effet qu'après avoir reçu l'approbation du ministre de la guerre, à qui ils seront adressés par les préfets, avec un état descriptif des localités et de leur situation. — Les casernes jugées impropres au service de la gendarmerie seront évacuées, sauf la réserve des droits des propriétaires pour l'obtention des indemnités accordées par la loi.

8. Dans le cas où quelque dépôt ne pourrait être établi dans un bâtiment militaire ou national, il y sera pourvu par la location d'un bâtiment propre à recevoir cette destination ; et le bail en sera passé par le commissaire des guerres, conjointement avec les commandans de la gendarmerie et du génie, dans la forme prescrite par l'article 8, titre V de la loi du 10 juillet 1791, et à l'instar de ce qui se pratique pour le logement supplémentaire des troupes de garnison.

9. Si les conseils d'administration reconnaissent qu'une ou plusieurs casernes nationales ne réunissent point tous les avantages nécessaires pour remplir l'objet du service d'une brigade stationnée, il en sera dressé procès-verbal de concert avec le préfet ou le sous-préfet, les commandans de la gendarmerie et du génie : ce procès-verbal sera soumis au ministre de la guerre, qui autorisera, s'il y a lieu, l'évacuation du logement militaire et la location d'une maison particulière. — De même si une brigade non logée en nature, ou conservée dans une maison tenue à loyer, pouvait être établie plus convenablement dans un bâtiment national, les agens précités en dres-

seront aussi un procès-verbal, qui sera également soumis au ministre; de manière que, dans l'un ou l'autre des cas prévus, nulle mutation ne puisse se faire sans son autorisation préalable.

10. Le ministre de la guerre remettra aux conseils, dans les six derniers mois de l'an 11, l'état du casernement de la gendarmerie, en désignant, 1° les brigades casernées dans des bâtimens nationaux; 2° celles qui sont logées dans des bâtimens pris à loyer; 3° celles non casernées, et auxquelles il sera payé une indemnité en argent. — Cet état contiendra, en outre, la dépense résultant de l'entretien et réparation des casernes, celle des lits, et enfin le logement en argent payé aux officiers de tout grade de la gendarmerie.

11. Au moyen de la masse créée par l'article 1^{er}, le corps de la gendarmerie ne sera point compris, en l'an 11, dans la masse générale de casernement établie pour toutes les troupes de la république.

N° 630. = 24 vendémiaire an 11 (16 octobre 1802). = **ARRÊTÉ** portant que la connaissance des réclamations dirigées contre les opérations relatives aux élections des juges de paix est attribuée au gouvernement en conseil d'état. (III, Bull. CCXXIII, n° 2038.)

N° 631. = 24 vendémiaire an 11 (16 octobre 1802). = **ARRÊTÉ** qui rapporte les dispositions de l'article 4 de celui du 15 nivose an 9, qui accordait le quart de leurs appointemens d'Europe aux officiers d'administration des colonies jugés susceptibles d'utilité pour ce service. (Moniteur, n° 114.)

N° 632. = 26 vendémiaire an 11 (18 octobre 1802). = **ARRÊTÉ** concernant les droits à percevoir à la sortie des cuirs. (III, Bull. CCXXIII, n° 2042.)

Il ne sera perçu à l'avenir, à la sortie des cuirs fabriqués, que le droit de la balance du commerce.

N° 633. = 26 vendémiaire an 11 (18 octobre 1802). = **SÉNATUS-CONSULTE** organique relatif à l'admission des étrangers aux droits de citoyen français pour services rendus à l'état, importation d'inventions utiles ou formation de grands établissemens (1). (III, Bull. CCXXIV, n° 2044.)

Art. 1^{er}. Pendant cinq ans, à compter de la publication du présent sénatus-consulte organique, les étrangers qui rendront ou qui auraient rendu des services importans à la république, qui apporteront dans son sein des talens, des inventions ou une industrie utiles, ou qui formeront de grands établissemens, pourront, après un an de domicile, être admis à jouir du droit de citoyen français.

2. Ce droit leur sera conféré par un arrêté du gouvernement, pris sur le rapport du ministre de l'intérieur, le conseil d'état entendu.

3. Il sera délivré à l'impétrant une expédition dudit arrêté, visée par le grand-juge ministre de la justice, et scellée du sceau de la république.

4. L'impétrant, muni de cette expédition, se présentera devant la municipalité de son domicile, pour y prêter le serment d'être fidèle au gouver-

(1) Voyez le sénatus-consulte organique du 19 février 1808, qui porte des dispositions semblables et définitives.

Voyez aussi, sur les conditions nécessaires pour être citoyen français, la suspension ou la perte de cette qualité, la constitution du 3—14 septembre 1793, tit. II, art. 2 et suiv., et ses notes.

nement établi par la constitution : il sera tenu registre et dressé procès-verbal de cette prestation de serment.

N° 634. — 26 vendémiaire an 11 (18 octobre 1802). — SÉNATUS-CONSULTE portant suspension des fonctions du jury dans plusieurs départemens, pendant l'an 11 et l'an 12. (III, Bull. CCXXIV, n° 2045.)

N° 635. — 28 vendémiaire an 11 (20 octobre 1802). — LETTRE du ministre de la justice sur les contraventions de grande voirie (1). (Recueil officiel de l'intérieur, page 245.)

Mon prédécesseur vous disait que la loi du 29 floréal dernier, en attribuant au conseil de préfecture le pouvoir de statuer *définitivement* sur les contraventions en matière de grande voirie, et en statuant que les arrêtés seraient exécutés sans *visa* ou mandement des tribunaux, et seraient exécutoires et emporteraient hypothèque, avait entièrement dépouillé l'autorité judiciaire de la connaissance de ces sortes de contraventions, et qu'en conséquence, le conseil de préfecture pouvait et devait prononcer sur les amendes encourues par les contrevenans, comme sur les indemnités, restitutions et réparations auxquelles les contraventions pourraient donner lieu. Je suis aussi de cet avis; je pense que le recours à l'autorité judiciaire est non seulement inutile, mais encore interdit. C'en est pas seulement, en effet, la *poursuite*, la *réparation* des contraventions en matière de grande voirie, qui sont confiées à l'autorité administrative, c'est encore la *répression* même : cela résulte des termes formels de l'article 1^{er} de la loi du 29 floréal, qui porte que ces sortes de contraventions seront constatées, réprimées et poursuivies. Le pouvoir de répression, qui appartient en toutes autres matières aux tribunaux, se trouve par ces dispositions attribué, en matière de grande voirie, à l'autorité administrative. L'intention des législateurs se manifeste encore à cet égard par les dispositions de l'article 4, qui statue que les arrêtés de l'autorité administrative seront exécutés sans *visa* ni mandement des tribunaux, et détermine les voies de contrainte qui pourront être employées pour l'exécution de ces arrêtés : il est clair qu'on a voulu donner à l'autorité administrative tous les moyens d'assurer la répression des contraventions en matière de grande voirie, sans subordonner l'exécution de ces mesures à l'autorité judiciaire. — C'est aussi ce qui a été exprimé dans les motifs qui ont accompagné la proposition de la loi. — Je ne pense cependant pas que l'autorité administrative puisse prononcer des peines corporelles; elle doit se borner à appliquer les peines pécuniaires qui sont établies par les lois. L'application des peines corporelles est trop essentiellement du ressort des tribunaux de répression, pour qu'on puisse admettre que l'autorité administrative a le pouvoir de le faire. — Mais, dans le cas où les contraventions de voirie constituent un délit soumis à la peine de l'emprisonnement, comme dans le cas prévu par l'article 43, titre II de la loi du 28 septembre 1791, ce n'est pas une raison qui empêche l'autorité administrative de connaître de la contravention; elle ne doit pas moins alors prononcer les dispositions qui sont de sa compétence, sauf à renvoyer le contrevenant devant le tribunal correctionnel, pour l'application de la peine corporelle. — La loi du 29 floréal ne s'étant point expliquée sur les peines, il est nécessaire de se conformer aux lois antérieures.

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), et les notes.

N° 636.—29 vendémiaire an 11 (21 octobre 1802).—**ARRÊTÉ concernant l'envoi en transit, pendant leur année d'entrepôt, des sucres, cafés, cacao des colonies françaises, et des poivres** (1). (III, Bull. CCXXIV, n° 2048.)

Art. 1^{er}. Les sucres têtes et terrés, les cafés, cacao des colonies françaises, et les poivres, pourront, pendant leur année d'entrepôt, être envoyés en transit par terre à l'étranger, de tous les ports désignés par l'arrêté du 3 thermidor dernier, en payant, par cinq myriagrammes; savoir : les cafés et cacao, deux francs cinquante centimes; les sucres têtes et terrés, un franc cinquante centimes; et les poivres, cinq francs.

2. Le transit ne pourra s'effectuer que par les bureaux de Strasbourg, Bourg-Libre, Verrières-de-Joux, Versoix, Behobie et Ainhoa. Celles des denrées coloniales susdites qui devront sortir par le bureau de Strasbourg, pourront être mises dans l'entrepôt accordé à cette ville par l'arrêté du 20 prairial an 10, jusqu'à l'échéance du délai de leur entrepôt.

3. Si les denrées coloniales déclarées en transit ont été soustraites, ou qu'il en ait été substitué d'autres, il y aura lieu au quadruple des droits de consommation et à une amende de cinq cents francs contre les contrevenans.

4. Les certificats de décharge dont les acquits-à-caution délivrés pour les marchandises expédiées en transit devront être revêtus, ne seront valables qu'autant qu'ils seront signés par le receveur et deux autres préposés.

N° 637.—29 vendémiaire an 11 (21 octobre 1802).—**ARRÊTÉ qui confirme la répudiation d'un legs fait à l'hospice d'Agde**. (III, Bull. CCXXIV, n° 2049.)

Les consuls, vu la délibération de la commission administrative de l'hospice d'Agde, département de l'Hérault, portant demande au gouvernement de l'autorisation nécessaire pour l'acceptation d'un legs fait en 1777 audit hospice, malgré la répudiation faite en 1782 par les administrateurs dudit hospice;—L'arrêté du préfet, du 9 fructidor an 10, qui, provisoirement et en attendant la décision du gouvernement, autorise la commission administrative des hospices à prendre possession d'une vigne et d'une maison qui sont l'objet dudit legs, et à en percevoir les fruits comme dépositaire de justice;—Considérant, 1° que les charges imposées à l'hospice comme condition du legs, en excédaient la valeur en 1782; que rien n'est changé à cet égard, suivant la délibération même de la commission administrative, puisqu'elle a cru convenable de les réduire;—2° Qu'en pareil cas l'acceptation de la donation, ou sa répudiation, doivent être pures et simples;—3° Que le préfet, qui n'exerce qu'une autorité administrative, ne peut envoyer en possession provisoire d'un bien quelconque, quoique donné à un hospice, au préjudice des héritiers saisis de la succession par le décès du donateur, et qui ont droit de jouir jusqu'à la demande en délivrance du legs; le conseil d'état entendu, arrêtent :

Art. 1^{er}. L'arrêté du préfet du département de l'Hérault, du 9 fructidor an 10, est regardé comme non avenu.

2. La répudiation faite en 1782 du legs fait par *Louis Giraud* à l'hospice d'Agde est confirmée.

3. Les biens dont la commission administrative de l'hospice d'Agde a été

(1) Voyez l'arrêté du 3 thermidor an 10 (22 juillet 1802); et celui du 11 du même mois (30 juillet 1802), et les notes.

renvoyée en possession provisoire par le préfet, seront restitués à quide droit avec les fruits, si aucuns ont été perçus.

N° 638. = 29 vendémiaire an 11 (21 octobre 1802). = **ARRÊTÉ** concernant la recherche et reconnaissance des chênes qui peuvent fournir des courbes pour la marine, et des autres arbres propres à la construction (1). (III, Bull. CCXXIV, n° 2050.)

Art. 1^{er}. Les agens forestiers et ceux de la marine feront concurremment la recherche et reconnaissance, dans les bois nationaux, communaux et d'établissements publics, des arbres chênes propres à fournir des courbes, sans préjudice des recherches des autres bois propres à la construction, conformément aux réglemens.

2. Il sera dressé un état double, qui contiendra le nom des bois et le lieu de leur situation, le nombre des arbres de courbes disponibles ou d'espérance qui se trouveront dans ces bois.

3. Cet état, signé par les agens forestiers et de la marine, dans chaque arrondissement, sera adressé tant au ministre des finances qu'à celui de la marine.

4. Lors des ventes des bois nationaux, les arbres susceptibles d'être abatutés feront partie des adjudications, à la charge par les adjudicataires de les livrer aux fournisseurs de la marine : ceux d'espérance seront réservés.

5. Il sera accordé aux adjudicataires une prime d'encouragement pour chaque stère de courbes qu'ils livreront : cette prime sera payée dans les termes fixés pour les bois de marine, et en sus des prix déjà réglés ; savoir :

	Pour les ports de l'Océan.	Pour le port de Toulon.
Pour le stère..... { de 1 ^{re} espèce.....	32 fr.	14 fr.
de 2 ^e espèce.....	21	10
de 3 ^e espèce.....	10	7

6. Tous les arbres qui seront marqués pour le service de la marine nationales sur les propriétés particulières ne pourront être distraits de leur destination, sous les peines portées par les lois, et notamment par l'arrêt du conseil du 23 juillet 1748, contre les contrevenans.

7. Les propriétaires traiteront de gré à gré du prix de leurs bois avec les fournisseurs : en cas de difficulté, le prix sera réglé par experts contradictoirement nommés par les parties intéressées, ou départis par un tiers-expert, si les deux premiers ne s'accordent pas.

N° 639. = 29 vendémiaire an 11 (21 octobre 1802). = **AVIS** du conseil d'état sur les élections de domicile pour l'exercice des droits politiques, sur la durée des assemblées de canton, et sur la manière de procéder au renouvellement des juges de paix (2). (III, Bull. CCXXV, n° 2059.)

(1) Voyez, sur le même objet, les art. 122 et suiv. du Code forestier de 1827.

(2) Cet avis se rapporte à l'exécution de l'arrêt du 19 fructidor an 10 (6 septembre 1802), sur les élections, lequel n'a plus d'intérêt : voyez la note qui accompagne le titre de cet arrêté.

N° 640. = 3 brumaire an 11 (25 octobre 1802). = *ARRÊTÉ qui convertit en taxe fixe la retenue au profit de la caisse des invalides de la marine* (1). (III, Bull. CCXXV, n° 2061.)

Art. 1^{er}. La retenue de trois centimes pour franc au profit de la caisse des invalides de la marine, réglée par l'article 2 de l'arrêté des consuls du 27 nivose an 9, sur les bénéfices des gens de mer naviguant à la part, sera, conformément à l'édit de 1720, convertie en une taxe fixe.

2. Cette taxe, fixée par l'édit ci-dessus mentionné, sera augmentée d'un cinquième, pour être en proportion avec les trois centimes dont il est fait mention dans l'article 1^{er}.

3. Les prestations qui, à quelque titre que ce soit, ont été payées jusqu'à ce jour, par les bateaux de pêche, seront également soumises à l'augmentation d'un cinquième.

N° 641. = 3 brumaire an 11 (25 octobre 1802). = *ARRÊTÉ qui prescrit aux maires des formalités à remplir en cas de décès du depositaire d'un cheval du train d'artillerie*. (III, Bull. CCXXVII, n° 2100.)

En cas de décès du depositaire d'un cheval du train d'artillerie, le maire de la commune se fera représenter le cheval en dépôt, et fera constater, par le maréchal-des-logis de tournée, s'il a les qualités prescrites par l'article 21 de l'arrêté du 29 germinal an 9. — Dans le cas où le cheval aurait les qualités prescrites par ledit arrêté, le maire de la commune en donnera décharge à la succession, et le confiera, soit à un des héritiers, soit à un autre citoyen solvable de la commune, qui s'en chargera aux conditions établies par ledit arrêté. — Dans le cas, au contraire, où, d'après l'avis du maréchal-des-logis, le cheval en dépôt n'aurait point les qualités prescrites par l'arrêté du 29 germinal, le maire en réclamera le prix, suivant ce qui est fixé par l'article 22 dudit arrêté, et en versera le montant entre les mains du receveur de l'enregistrement de son arrondissement, pour être remis, par la trésorerie, à la banque de France, conformément à l'article 23 du même arrêté.

N° 642. = 3 brumaire an 11 (25 octobre 1802). = *ARRÊTÉ qui annule un jugement rendu par un juge de paix en matière de grande voirie* (2). (III, Bull. CCXXVIII, n° 2107.)

Les consuls, sur le rapport du ministre de l'intérieur;—Vu les pièces relatives au conflit d'attribution qui s'est élevé entre le préfet du département de la Sarre et le tribunal de paix de la ville de Trèves, à l'occasion d'un jugement rendu par ce tribunal, le 24 thermidor an 10, sur une matière de grande voirie;— Considérant que la contestation qui s'était élevée entre le citoyen *Zinck*, homme de loi à Trèves, et le citoyen *Geyer*, commissaire de police de cette ville, chargé par le maire de surveiller les travaux des réparations des grandes routes, était purement administrative, puisqu'il s'agissait d'un objet de voirie;— Considérant que le tribunal de paix de Trèves, qui avait reconnu son incompétence relativement à la connaissance du

(1) Voyez, sur la caisse des invalides de la marine, le décret du 29 avril (28 et)—13 mai 1791, et les notes qui résument la législation.

(2) La loi du 28 pluviôse an 8 (17 février 1800) a attribué, par son art. 4, au conseil de préfecture la connaissance des difficultés en matière de grande voirie. Voyez cet article et les notes.

fond, devait également la reconnaître à l'égard des frais, qui n'étaient que l'accessoire; le conseil d'état entendu, arrêtent :

Art. 1^{er}. Le jugement rendu le 24 thermidor dernier, entre les citoyens *Zinck* et *Geyer*, par le tribunal de paix de la ville de Trèves, est déclaré non avenu.

2. Les difficultés survenues entre ces deux citoyens seront portées, instruites et jugées au conseil de préfecture du département de la Sarre.

N° 643. = 3 brumaire an 11 (25 octobre 1802). = **ARRÊTÉ** contenant rectification des arrêtés qui ont ordonné la réduction des justices de paix des départements des Hautes et Basses-Alpes, des Bouches-du-Rhône, de la Dordogne, du Finistère, de la Haute-Garonne, de l'Isère, de Loir-et-Cher, du Mont-Blanc, du Morbihan, des Deux-Nèthes, des Hautes-Pyrénées, du Bas-Rhin et de la Haute-Saône. (III, Bull. CCXXVIII bis, n° 13.)

N° 644. = 4 brumaire an 11 (26 octobre 1802). = **ARRÊTÉ** qui fixe le traitement des différens fonctionnaires des lycées (1). (Moniteur du 25 nivose an 11.)

Art. 1^{er}. Le traitement fixe des différens fonctionnaires des lycées sera déterminé d'après le tableau suivant :

FONCTIONNAIRES.	LYCÉES		
	de 1 ^{er} ordre où la pension est de 800 fr.	de 2 ^e ordre où la pension est de 700 fr.	de 3 ^e ordre où la pension est de 600 fr.
Proviseur.....	4,000	3,500	3,000
Censeur.....	2,500	2,000	1,500
Procureur.....	2,000	1,600	1,400
Professeurs de 1 ^{re} classe.....	2,000	1,800	1,500
Idem de 2 ^e	1,800	1,500	1,200
Idem de 3 ^e	1,500	1,200	1,000
Maîtres d'étude.....	1,000	800	700
Maîtres d'exercice.....	800	600	500

2. On retiendra le dixième de la pension des élèves payans, pour former un fonds commun, qui sera réparti entre les professeurs, censeur et procureur, à raison de la portion fixe de leur traitement.

3. On prélèvera les deux tiers de la rétribution fournie par les élèves externes; la somme qui en proviendra sera distribuée aux professeurs qui auront ces élèves dans leur classe.

4. Les pensions, tant nationales que particulières, seront payées par quartier, et trois mois d'avance, entre les mains du procureur-gérant du lycée.

N° 645. = 4 brumaire an 11 (26 octobre 1802). = **AVIS** du conseil d'état sur la question de savoir si les commissaires des relations commerciales de

(1) Voyez l'ordonnance du 17—21 février 1815, sur l'instruction publique, art. 85, qui maintient les traitemens des proviseurs, maîtres d'études, professeurs, etc.

la république à l'étranger peuvent y recevoir les actes de l'état civil des Français (1). (Moniteur du 25 nivose an 11.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi des consuls, et sur le rapport des sections réunies de législation et de l'intérieur, a discuté un rapport du ministre de l'intérieur sur la question de savoir si les commissaires des relations commerciales de la république, en pays étrangers, peuvent y recevoir les actes de l'état civil des Français, — Est d'avis que l'ordonnance de 1681 et les lois et réglemens qui ont déterminé les attributions des agens commerciaux de France à l'étranger, n'y ont pas compris les actes de l'état civil, parce qu'alors les ministres des cultes étaient exclusivement chargés de les recevoir; mais que depuis, la loi du 20 septembre 1792 ayant confié à l'autorité civile la rédaction de ces actes, les agens de la république à l'étranger ont pu et dû les recevoir suivant les formes et les conditions prescrites par les lois, par trois motifs, 1° parce que l'obstacle qui s'y opposait dans l'ancienne législation ne subsistait plus; 2° que cette attribution résultait assez de l'étendue et de la nature de leurs fonctions, qui comprennent la juridiction et la réception de tous actes et contrats; 3° qu'il est juste et conforme aux lois sur la liberté des cultes, de faire jouir les Français qui se trouvent en pays étranger, du bénéfice de la loi civile nationale.

N° 646. = 5 brumaire an 11 (27 octobre 1802). = *ARRÊTÉ qui prescrit les formalités à remplir par les déserteurs de la marine, pour profiter de l'amnistie accordée par la loi du 24 floréal an 10.* (III, Bull. CCXXV, n° 2062.)

N° 647. = 5 brumaire an 11 (27 octobre 1802). = *ARRÊTÉ qui fixe les droits de sortie et d'entrée des cuivres laminés pour doublage de vaisseaux, etc.* (2). (III, Bull. CCXXV, n° 2064.)

Art. 1^{er}. Les cuivres laminés pour doublage des vaisseaux et à fond de chaudière, les barres à cheville, les clous de cuivre rouge durcis au gros marteau, les clous de cuivre allié pour doublage, et les pentures du gouvernail, ne paieront, à la sortie, que le droit de la balance du commerce.

2. Les cuivres étrangers des espèces et qualités portées à l'article précédent paieront, à l'entrée, un droit de trente-sept francs cinquante centimes par quintal.

3. Les chaudières de cuivre qui seront tirées de l'étranger, pourront être mises en entrepôt dans les ports où ils sont établis par l'arrêté du 11 thermidor an 10, et être expédiées pour les colonies françaises, en exemption de tous droits.

N° 648. = 5 brumaire an 11 (27 octobre 1802). = *ARRÊTÉ qui règle le costume des membres du conseil d'administration, des professeurs, maîtres d'études et élèves des lycées et du Prytanée.* (III, Bull. CCXXVII, n° 2101.)

N° 649. = 5 brumaire an 11 (27 octobre 1802). = *ARRÊTÉ relatif aux contestations entre les créanciers de la ferme générale et les héritiers de fermiers généraux.* (III, Bull. CCCVI, n° 3064.)

Les articles 14 et 15 de la loi du 24 septembre 1793, relative à la suppression

(1) Voyez, sur les formalités des actes de l'état civil, le décret du 20—25 septembre 1792, et les notes; et surtout le lit. II du liv. 1^{er} du Cod. civ.

(2) Modifié par la loi du 8—18 floréal an 11 (28 avril—8 mai 1803); par celle du 28 avril—4 mai 1816, sur les douanes, et autres postérieures.

sion des ci-devant ferme et régie générales, recevront leur pleine et entière exécution : le directeur général du conseil de liquidation procédera en conséquence, dans la forme ordinaire, à la liquidation des créanciers des dites compagnies, sauf à statuer ultérieurement sur les prétentions de ceux qui réclameraient l'exécution de la loi du 4 frimaire an 2.

N° 650. = 8 brumaire an 11 (30 octobre 1802). = *AVIS du conseil d'état sur les baux des biens des communes* (1). (Fleurigeon, Code administratif, tome 1^{er}, page 154.)

Le conseil d'état, vu la délibération du conseil municipal, — Considérant que la durée du bail délibéré n'est que de neuf années consécutives ; — Que les baux bornés à cette durée ne sont pas dans la classe des baux à longues années ; — Est d'avis que la location proposée peut être faite avec la seule approbation du préfet, et n'a pas besoin de l'autorisation du gouvernement, prescrite par l'arrêté des consuls du 7 germinal an 9.

N° 651. = 12 brumaire an 11 (3 novembre 1802). = *ARRÊTÉ relatif aux cédules souscrites dans le département de Jemmape par les acquéreurs de domaines nationaux*. (III, Bull. CCXXV, n° 2065.)

Les consuls, sur la demande du citoyen *Wincq*, tendant à faire confirmer par l'autorité supérieure un arrêté du 16 floréal an 9, par lequel le conseil de préfecture du département de Jemmape a déclaré nulles des cédules souscrites par l'épouse du réclamant, en vertu de la loi du 11 frimaire an 8, et pour le paiement de domaines nationaux par lui acquis au même département le 8 ventose an 6 ; vu le susdit arrêté du 16 floréal an 9, l'article 3 de la loi du 16 pluviôse an 5, auquel il n'a point été dérogé par les lois postérieures, et les observations de l'administration de l'enregistrement et des domaines ; le conseil d'état entendu, arrête :

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de Jemmape, du 16 floréal an 9, est annulé ; et en conséquence les cédules souscrites par la dame *Wincq*, pour son mari, son déclarées valables.

2. A défaut de paiement de ces cédules, les porteurs d'icelles sont autorisés à requérir la revente, à la folle-enchère du citoyen *Wincq*, des domaines qui en sont le gage, et le préfet est chargé de déferer, sans délai, à cette réquisition.

3. Le présent arrêté est déclaré commun à tous les acquéreurs du département de Jemmape qui, pour les mêmes causes, ont obtenu de semblables arrêtés du conseil de préfecture de ce département.

N° 652. = 12 brumaire an 11 (3 novembre 1802). = *ARRÊTÉ relatif à la faculté de substituer les gendres aux fils, et les fils ou gendres aux interdits, sur la liste des plus imposés d'une commune ou d'un département* (2). (III, Bull. CCXXV, n° 2066.)

N° 653. = 12 brumaire an 11 (3 novembre 1802). = *AVIS du conseil d'état concernant les formalités à observer pour inscrire, sur les registres de*

(1) Voyez, sur le même sujet, l'arrêté du 7 germinal an 9 (28 mars 1801), et les notes qui ressemblent la législation.

(2) Cet arrêté se rapporte à l'exécution de l'art. 618, tit. III, de celui du 19 fructidor an 10 (6 septembre 1802), sur les élections, lequel est aujourd'hui sans intérêt : voyez la note qui accompagne le titre de cet arrêté.

l'état civil, des actes qui n'y ont pas été portés dans les délais prescrits. (III, Bull. CCXXV, n° 2067.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi des consuls, a entendu le rapport de la section de législation sur ceux des ministres de la justice et de l'intérieur, relatifs aux questions de savoir, — 1° Si l'officier de l'état civil peut rédiger et inscrire, d'après les déclarations des parties, les actes de l'état civil non inscrits sur les registres dans les délais prescrits par la loi, ou s'il est nécessaire que cette inscription soit autorisée par un jugement; — 2° Si, dans ce cas, il ne conviendrait pas que les commissaires du gouvernement près les tribunaux intervenissent d'office pour requérir les jugemens, afin d'en éviter les frais aux parties, est d'avis, — Sur la première question, que les principes qui ont motivé l'avis du 13 nivose an 10, sur la rectification des actes de l'état civil, sont, à plus forte raison, applicables au cas de l'omission de ces actes sur les registres, puisque la rectification n'a pour objet que de substituer la vérité à une erreur dans un acte déjà existant, et que, lorsqu'on demande à réparer une omission d'acte, il s'agit évidemment de donner un état; que s'il était permis à l'officier de l'état civil de recevoir, sans aucune formalité, des déclarations tardives, et de leur donner de l'authenticité, on pourrait introduire des étrangers dans les familles, et que cette faculté serait la source des plus grands désordres; que les actes omis ne peuvent être inscrits sur les registres qu'en vertu de jugemens rendus en grande connaissance de cause de l'omission, contradictoirement avec les parties intéressées, ou elles appelées, et sur les conclusions du ministère public; et que ces jugemens peuvent même être attaqués, en tout état, par les parties qui n'y auraient pas été appelées; — Sur la seconde question, qu'il est plus convenable de laisser aux parties intéressées à faire réparer l'omission des actes de l'état civil, le soin de provoquer les jugemens, sauf le droit qu'ont incontestablement les commissaires du gouvernement, d'agir d'office en cette matière, dans les circonstances qui intéressent l'ordre public (1).

N° 654. — 12 brumaire an 11 (3 novembre 1802). — *ARRÊTÉ qui prohibe la sortie des terres des monnaies.* (III, Bull. CCXXVII, n° 2103.)

Les terres des monnaies seront assimilées aux cendres d'orfèvre; et en conséquence la sortie en sera prohibée

N° 655. — 12 brumaire an 11 (3 novembre 1802). — *ARRÊTÉ qui annule les dispositions de jugemens qui, en prononçant des condamnations contre une commune, ont réglé le mode d'exécution sur les habitants.* (III, Bull. CCXXVIII, n° 2109.)

Les consuls..., vu les jugemens du tribunal de première instance de Fontenay, des 1^{er} fructidor an 9 et 7 germinal an 10, qui, après avoir statué sur le fond de la contestation, et condamné le maire et adjoint de la commune de Nalliers, ordonnent que dix des principaux habitants de Nalliers seront contraints de faire l'avance du montant des condamnations prononcées, sauf leur recours contre les autres habitants de la commune; — L'arrêté du préfet du département de la Vendée, du 6 fructidor an 10, qui con-

(1) Voyez l'avis du cons. d'état du 13 nivose an 10 (3 janvier 1802), sur les formalités à observer pour la rectification des registres de l'état civil, et les notes. Voyez surtout les art. 99 et suiv. du Cod. civ.

teste la compétence du tribunal sur le mode d'exécution des condamnations, et établit le conflit de juridiction ; — Considérant qu'il n'appartient qu'à l'autorité administrative de régler la manière dont les dépenses des communes doivent être acquittées ; que les tribunaux ont consommé leur pouvoir, lorsqu'ils ont prononcé des condamnations contre des communes autorisées à plaider, et qu'aucune loi ne leur attribue le droit de répartir le montant des condamnations entre les habitans ; et qu'enfin la loi du 10 vendémiaire an 4, titre V, articles 8 et 9, attribue textuellement aux municipalités la répartition, entre les habitans, des dommages et intérêts auxquels les communes auront été condamnées ; le conseil d'état entendu, arrêtent :

Art. 1^{er}. Les dispositions des jugemens du tribunal de première instance de Fontenay, des 1^{er} fructidor an 9 et 7 germinal an 10, qui ordonnent que dix des principaux habitans de la commune de Nalliers seront tenus de faire l'avance des condamnations prononcées contre leur commune, ensemble ce qui a précédé et suivi, sont regardés comme non avenus.

2. Si, pour l'exécution des condamnations prononcées, il y a lieu de faire une répartition entre les habitans, il y sera pourvu par l'autorité administrative (1).

N^o 656. = 12 brumaire an 11 (3 novembre 1802). = ARRÊTÉ qui annule deux jugemens rendus par des tribunaux en matière de contributions. (III, Bull. CCXXVIII, n^o 2110.)

Les consuls....., sur le rapport du grand-juge ministre la justice, relatif à un conflit d'attribution élevé entre les autorités administrative et judiciaire dans le département du Tarn, en matière de contributions ; — Vu le procès-verbal fait le 17 germinal an 8, à la requête du citoyen *Ricons*, percepteur des contributions directes de la commune de la Guépie, pour l'exercice de l'an 7, de saisie des meubles et effets du citoyen *Cestan* fils, faite par lui d'avoir satisfait au paiement des contributions assises sur un moulin à eau à lui appartenant, — Le jugement du tribunal civil du département du Tarn, séant à Alby, du 17 floréal an 8, qui casse la saisie et condamne le percepteur aux dépens, — Autre saisie faite le 15 prairial an 8, à la requête du citoyen *Ricons*, sur le même *Cestan* fils, pour les mêmes causes, — Le jugement du 11 thermidor an 8, rendu par le tribunal de l'arrondissement de Gaillac, qui, sans avoir égard, au déclinatoire proposé par le percepteur, annule ladite saisie, condamne le percepteur en cent francs de dommages-intérêts, — Le jugement rendu sur appel et par défaut contre *Ricons*, par le tribunal civil de la Haute-Garonne, du 16 fructidor an 8, qui déboute *Cestan* fils de l'appel par lui interjeté du jugement du 17 floréal an 8, en ce qu'il ne lui accordait point de dommages-intérêts, — L'arrêté pris le 22 thermidor an 8 par le préfet du département du Tarn, qui autorise le percepteur à poursuivre, par les voies de droit, en vertu de son rôle, les citoyens *Cestan* père et fils, — Le jugement rendu le 13 fructidor an 9 par le tribunal d'appel, séant à Toulouse, qui renvoie les parties à se pourvoir en règlement de juges, — L'arrêté pris le 19 germinal an 10 par le préfet du Tarn, qui établit le conflit ; — Vu les lois des 1^{er} décembre 1790, 17 brumaire an 5, 22 brumaire an 6, 3 frimaire an 7, 28 pluviôse an 8, l'arrêté des consuls du 16 thermidor an 8 (2) ; — Considérant que, d'après toutes les lois de la

(1) Voyez l'avis du cons. d'état du 26 mai 1813, qui détermine les formalités à suivre pour obtenir le paiement des sommes dues par les communes, et la note.

(2) Voyez ces lois et cet arrêté, et les notes qui les accompagnent.

matière, la surveillance de la perception des contributions, et le contentieux relativement au recouvrement entre le contribuable et le percepteur, sont attribués à l'autorité administrative,—Le conseil d'état entendu,—Arrêtent ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les jugemens rendus par le tribunal civil du Tarn, séant à Alby, le 17 floréal an 8, et par le tribunal de l'arrondissement de Gaillac, le 11 thermidor an 8, entre *Ricons*, d'une part, et *Cestan fils*, d'autre part, ensemble tout ce qui peut s'en être suivi, sont considérés comme non avenus.

2. Les arrêtés pris par le préfet du Tarn les 22 thermidor an 8 et 19 germinal an 10, seront exécutés.

N° 657. = 12 brumaire an 11 (3 novembre 1802). = *ARRÊTÉ concernant la perception et l'emploi des contributions destinées à l'entretien des bâtimens affectés aux bourses de commerce* (1). (III, Bull. CCXXVIII, n° 2111).

Art. 1^{er}. Les contributions qui seront levées, conformément à l'article 4 de la loi du 28 ventose an 9, pour subvenir aux réparations et à l'entretien des bâtimens affectés à la tenue des bourses de commerce, seront reçues par les percepteurs des communes, de la même manière et aux mêmes termes que le droit total des patentes.

2. Le préfet du département, conformément au paragraphe 2 de l'article 4 de la même loi, rendra exécutoire le rôle de ces contributions.

3. Le percepteur aura, sur la perception qu'il en fera, une remise égale à celle qui lui est attribuée pour le rôle des patentes; et le montant de ladite remise sera compris additionnellement dans chaque cote.

4. Le montant des recettes sera versé entre les mains d'un des négocians, agens de change ou courtiers de la ville, désigné par le préfet, lequel acquittera les mandats que le préfet délivrera aux ouvriers qui auront fait les travaux.

5. Les travaux à faire aux bâtimens des bourses de commerce seront déterminés par le préfet, avec les mêmes formalités que les travaux publics nationaux, et après adjudication au rabais, si le montant du devis estimatif excède cinq cents francs.

6. Le compte des fonds provenant des contributions sera examiné à la fin de chaque année par le tribunal de commerce, et arrêté par le préfet du département.

N° 658. = 18 brumaire an 11 (9 novembre 1802). = *ARRÊTÉ qui permet la sortie des chèvres du département des Pyrénées-Orientales pour l'Espagne*. (III, Bull. CCXXV, n° 2069.)

N° 659. = 18 brumaire an 11 (9 novembre 1802). = *ARRÊTÉ portant qu'il sera perçu à l'entrée, sur le cassia lignea, le même droit que sur la cannelle commune*. (III, Bull. CCXXV, n° 2070.)

N° 660. = 25 brumaire an 11 (16 novembre 1802). = *ARRÊTÉ qui augmente les traitemens de table alloués aux officiers et aspirans embarqués sur les bâtimens destinés pour les colonies françaises, et pour les ports*

(1) Voyez, relativement à l'établissement de cette contribution, la loi du 28 ventose an 9 (19 mars 1801), sur les bourses de commerce, art. 4 et 5.

d'Espagne en Europe ou dans les colonies. (III, Bull. CCXXVIII, n° 2116.)

Art. 1^{er}. Les traitemens de table alloués par l'arrêté du 17 ventose an 5 aux officiers généraux, officiers commandans, officiers de l'état-major ou autres en faisant partie, et aux aspirans de la marine, embarqués sur les bâtimens de la république destinés pour les colonies françaises d'Amérique, d'Asie et d'Afrique, seront augmentés de moitié en sus, à compter du jour où les bâtimens aborderont dans lesdites colonies.

2. Il en sera de même pour les bâtimens qui auront une destination pour les ports d'Espagne en Europe ou dans les colonies.

3. Cette augmentation n'aura pas lieu pour les maîtres d'équipage et autres maîtres embarqués.

4. Ces dispositions seront exécutées à compter du 1^{er} vendémiaire an 11.

N° 661. = 25 brumaire an 11 (16 novembre 1802). = ARRÊTÉ contenant règlement sur la solde de l'armée navale. (III, Bull. CCXXIX, n° 2119.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} brumaire an 11, les fonds affectés à la solde de l'armée navale seront faits séparément par bâtiment.

2. Immédiatement après la revue d'armement, il sera remis par le bureau des armemens au commandant de chaque bâtiment, une copie du rôle d'équipage, conforme à l'état de revue. Sur ce rôle seront portées les avances qui auront été payées à chaque individu embarqué.

3. Tout commandant de bâtiment de l'état, dans quelques parages qu'il se trouve, sera tenu de passer, sur le pont, chaque trimestre, le 30 du dernier mois, une revue, dite de solde, de l'état-major et de l'équipage du bâtiment qu'il commande.

4. Si des circonstances quelconques s'opposent à ce que le commandant du bâtiment passe la revue de solde aux époques ci-dessus déterminées, et s'il est obligé d'en devancer ou d'en éloigner le terme de quelques jours, les motifs en seront relatés au bas de l'état de revue.

5. D'après les dispositions prescrites par l'article 3, il sera formé, tous les trois mois, par l'agent comptable, un état nominatif de tous les individus existant à bord au moment de la revue. Cet état indiquera le grade de chacun d'eux, et la solde dont il jouit; il fera connaître les mouvemens qui auront eu lieu dans l'intervalle d'une revue à l'autre, pour cause de désertion, congé, entrée aux hôpitaux, mort, etc., et les remplacements qui auront été opérés: sur cet état seront aussi relatées les sommes dues à chaque individu, à titre d'appointemens, traitement, solde ou supplément de solde, ainsi que les à-comptes qui leur auront été payés, et la date des paiemens.— Le modèle de l'état de revue sera joint au présent arrêté.

6. Si la solde due à un bâtiment porte sur plusieurs années, l'état de revue présentera séparément, sur chacun des exercices, les sommes dues à chaque individu, et celles qui lui auront été payées.

7. Il sera fait deux expéditions de l'état de revue desolde; elles seront signées de l'agent comptable, du commandant en second du bâtiment, et visées par le capitaine; et si le bâtiment fait partie d'une escadre ou d'une division, par l'officier-général qui la commandera.—Une de ces expéditions sera annexée au rôle d'équipage, et l'autre sera adressée au ministre de la marine par le commandant du bâtiment. Il sera fait mention, sur le rôle d'équipage, de l'envoi de cet état, de la date où il aura été effectué, et de la voie par laquelle il aura eu lieu.—Cet envoi sera fait par duplicata, lorsque le vaisseau se trouvera dans les colonies.—Cette disposition sera suivie par tout bâtiment dont l'équipage sera au dessus de vingt-quatre hommes. Mais si le

bâtiment n'a que vingt-quatre hommes d'équipage ou au dessous, il sera considéré comme bâtiment de service particulier du port : dans ce cas, l'expédition de l'état de revue sera remise à l'agent supérieur d'administration du port où il se trouvera, et sa solde sera payée comme celle des autres parties du service de son arrondissement.

8. Si, à l'époque de la revue, les bâtimens se trouvent dans un port où il y ait une administration maritime, le bureau de l'inspection en sera prévenu vingt-quatre heures d'avance, et l'inspecteur ou l'un des sous-inspecteurs sera tenu d'assister à la revue et d'en signer l'état.

9. Il est formellement enjoint à tous capitaines de vaisseau et autres bâtimens de la république, d'expédier régulièrement les états de revue de solde prescrits par l'article 7 ci-dessus. Ils seront responsables des retards que l'envoi de ces états éprouverait, et qu'ils auraient pu prévenir.

10. Tout capitaine de bâtiment de guerre ou de commerce, qui sera requis de se charger desdits états, ne pourra s'y refuser; il en donnera reçu, et la remise à lui faite sera consignée sur son rôle d'équipage.—A son arrivée dans un port, il déposera ces états entre les mains de l'agent en chef de la marine, qui en déchargera le rôle et les enverra au ministre.

11. Il sera ouvert, dans les bureaux du ministère de la marine, un registre pour constater la réception des états de revue, lesquels y seront, sans délai, examinés et comparés avec les états précédens.

12. Les états de revue étant parvenus au ministre, il en fera un rapport aux consuls, au premier conseil d'administration qui suivra leur réception; sur ce rapport, les fonds de solde de chaque bâtiment seront faits séparément et d'avance, si le bâtiment est éloigné, de manière que l'équipage soit immédiatement payé à son retour.

13. Tout homme de mer embarqué sur un bâtiment de la république peut déléguer le tiers de sa solde à sa famille.

14. Dans aucun cas, il n'est permis au marin de déléguer tout ou partie de ses avances ou de sa solde, qu'il n'ait justifié que son sac est fourni des vêtemens prescrits par le règlement.

15. Les délégations seront acquittées dans les quartiers, au moyen des remises qui y seront régulièrement opérées par les ports d'armement, sur les fonds affectés au paiement de la solde de chaque bâtiment. — Ces paiemens cependant n'auront lieu que lorsque l'existence et la volonté du délégataire auront été dûment constatées; en conséquence, la délégation sera mentionnée au rôle d'équipage et rappelée sur chaque état de revue.

16. Dans les paiemens qui pourront être faits à l'équipage d'un vaisseau, dans quelque port que ce soit, il sera toujours déduit au marin qui recevra sa paie la somme qui aura été déléguée par lui à sa famille.

(Suit le modèle de l'état de revue mentionné dans le présent arrêté.)

N° 662.—26 brumaire an 11 (17 novembre 1802).— **ARRÊTÉ** qui rend les gardes d'artillerie seuls responsables des munitions et approvisionnemens existant dans les magasins (1). (Moniteur, n° 115.)

Les dispositions de l'arrêté du 7 nivose an 6, qui rendent les officiers et gardes d'artillerie solidairement responsables des munitions et approvisionnemens quelconques existant dans les magasins, et qui prononcent la suspension des uns et des autres en cas de vol dans les arsenaux, ne seront à

(1) Voyez l'arrêté du 7 nivose an 6 (27 décembre 1797), qui porte des mesures pour la conservation des munitions de guerre existant dans les magasins de l'état.

l'avenir applicables qu'aux gardes d'artillerie, dont la suspension cessera lorsque le coupable ou l'un des coupables sera connu.

N° 663.—27 brumaire an 11 (18 novembre 1802).—**ARRÊTÉ relatif aux curés de première et de seconde classes et au mode de paiement des traitemens ecclésiastiques.** (Moniteur du 29 brumaire an 11.)

Art. 1^{er}. Les curés des villes dont les maires sont nommés par le premier consul sont curés de première classe.

2. Chaque année le premier consul, sur la demande des évêques, fera passer de la deuxième à la première classe, les curés qui se seront distingués par leur zèle, leur piété et les vertus de leur état.

3. Les traitemens ecclésiastiques seront payés par trimestre.—Le premier jour de chaque trimestre, le conseiller d'état chargé des affaires des cultes remettra l'état des curés qui existaient le premier jour du trimestre précédent : cet état présentera le montant de leur traitement, et celui de la pension dont ils jouissent, et dont il sera fait déduction sur leur traitement.— Cette déduction n'aura lieu qu'à compter du 1^{er} vendémiaire dernier.— Les traitemens des curés septuagénaires n'y seront pas assujétis.

4. Le ministre du trésor public présentera les demandes de fonds au conseil général des finances du 15, de manière que les fonds soient faits, et qu'au jour de l'échéance de chaque trimestre, le payeur des dépenses diverses de chaque département en effectue le paiement.

5. Le payeur des dépenses diverses de chaque département soldera les traitemens ecclésiastiques sur l'état dressé par l'évêque. Le décompte en sera fait à la préfecture, et visé par le préfet.

6. Chaque curé devra être porteur d'une lettre par laquelle le conseiller d'état chargé des affaires des cultes lui fera connaître que le gouvernement a agréé sa nomination faite par l'évêque, et fixera l'époque de laquelle datera son traitement.

7. Le trésorier du gouvernement sera chargé du paiement des traitemens ecclésiastiques des diocèses de Paris, de Versailles et de Meaux.

N° 664.—26 brumaire an 11 (19 novembre 1802).—**ARRÊTÉ qui supprime les listes locales d'émigrés formées dans les colonies** (1). (III, Bull. CCXXVIII, n° 2117.)

Art. 1^{er}. Toutes listes locales d'émigrés, formées dans les colonies, sont supprimées et regardées comme non avenues : elles ne peuvent être opposées aux propriétaires qui réclameront la mise en possession de leurs biens.

2. Les émigrés seuls du territoire européen de la république doivent être considérés comme tels dans les colonies, quand ils ne peuvent justifier de leur radiation ou amnistie, conformément aux lois, arrêtés et sénatus-consulte rendus à ce sujet.

3. En conséquence, tous propriétaires de biens coloniaux qui ont eu leur domicile sur le territoire européen de la république depuis le mois de mai 1792 ne peuvent être mis en possession de ces biens par les préfets ou autres administrateurs en chef des colonies, que lorsqu'ils ont justifié, dans les formes suivies jusqu'à ce jour, devant le ministre de la marine et des colonies, de leur résidence et non émigration ou radiation, ou qu'ils sont ad-

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792, § 1^{er}, le résumé de la législation concernant la formation des listes des émigrés et la radiation.

mis à jouir du bénéfice de l'amnistie prononcée par le sénatus-consulte du 6 floréal an 10.

4. Toutes dispositions contraires aux articles ci-dessus sont abrogées

N° 665.—28 brumaire an 11 (19 novembre 1802).—*ARRÊTÉ relatif à la division des recettes de la caisse du trésor public* (1). (III, Bull. ccxxxix, n° 2120.)

Art. 1^{er}. Les recettes de la caisse du trésor public, à Paris, seront divisées en recettes *effectives* et en recettes *d'ordre*.

2. Les recettes effectives se composeront des produits des contributions directes et indirectes, et des recettes extraordinaires et accidentelles de la république.

3. Les recettes effectives qui forment seules le revenu de l'état, auront lieu à la caisse des recettes du trésor public, 1° par les versements faits par les administrations et les comptables chargés du recouvrement des deniers publics; 2° par les versements faits par divers, soit pour acquitter immédiatement quelque droit, ou pour se libérer des débits relatifs à l'ancienne gestion du trésor public.

4. Les effets fabriqués au trésor public, tels que bons, rescriptions, etc., et destinés à l'acquit des dépenses publiques, par voie de compensation, seront portés en recette effective avant d'être émis; et, autant que faire se pourra, avec imputation sur le produit à l'acquittement duquel lesdits effets doivent être employés.

5. Les recettes d'ordre se composeront, 1° des versements faits par divers, à titre de dépôt et d'échange, pour remplacement de valeurs qui leur auront été remises par le trésor public, ou pour le produit des valeurs données à la négociation; 2° des versements des valeurs indiquées dans l'article précédent, lorsqu'elles rentreront pour comptant au trésor public.

6. Les recettes, soit effectives, soit d'ordre, seront divisées en valeurs *actives* et en valeurs *mortes*.—Les valeurs actives sont celles que le trésor public peut employer en nature à l'acquittement des dépenses publiques.—Les valeurs mortes sont celles qui, après avoir fait office de valeurs actives dans les caisses publiques, et avoir opéré la libération des contribuables ou débiteurs, à quelque titre que ce soit, sont versées au trésor public, où elles ne peuvent plus être d'aucune utilité pour le service public.

7. Pour l'exécution des articles précédens, le caissier des recettes du trésor public tiendra deux registres-journaux, affectés aux deux espèces de recettes ci-dessus désignées. Chacun desdits registres sera fait double: ils auront des colonnes distinctes pour les valeurs actives et pour les valeurs mortes, et devront être visés et arrêtés dans les formes et aux époques déterminées par le règlement du 5 germinal an 8.

8. Le compte annuel que le caissier général doit présenter à la commission de comptabilité nationale ne comprendra *nécessairement* que les recettes effectives, ainsi que les dépenses de même nature: la recette sur cette partie sera justifiée par l'un des doubles des registres ci-dessus.

9. Les recettes et les dépenses d'ordre qui résultent des échanges et négociations des valeurs, étant de simples mouvemens de caisse, qui n'influent que dans des cas particuliers sur la situation réelle et numérique du solde, ne feront pas partie nécessaire du compte du caissier général à soumettre

(1) Voyez le décret du 27 (10 et)—30 mars 1791, concernant l'organisation du trésor public, et les notes qui résument la législation.

à la comptabilité nationale; néanmoins, il devra en justifier dans le cas prévu et de la manière qui sera déterminée par les articles 14 et 15.

10. Seront classés comme dépenses effectives dans le compte du caissier général, 1° les fonds mis à la disposition des payeurs généraux, d'après les autorisations du ministre du trésor public, pour l'acquittement des paiemens ordonnés par les ministres, et des arrérages de la dette publique; 2° les versements faits à tous les autres comptables ou agents dénommés dans des arrêtés spéciaux du gouvernement; 3° les frais de négociations et de service de trésorerie alloués pour couvrir les pertes résultant des négociations, et qui doivent, en définitif, établir la balance entre la somme des valeurs remises à la négociation comme dépenses d'ordre, et la somme de celles versées en remplacement comme recettes d'ordre.

11. Les deux premières espèces de dépenses effectives indiquées dans l'article précédent, seront justifiées par les récépissés desdits payeurs-généraux ou agents comptables qui auront été désignés par les arrêtés du gouvernement, sans qu'il soit nécessaire que ces récépissés énoncent la nature des différentes valeurs représentant numéraire. La troisième espèce de dépense sera justifiée ainsi qu'il est réglé par les articles 16, 17 et 18.

12. Lorsqu'il sera jugé inutile de conserver les effets appelés valeurs mortes, provenant, soit des recettes effectives, soit des recettes d'ordre, il en sera rendu compte aux consuls par le ministre du trésor public; et, d'après leur autorisation expresse, ces valeurs seront brûlées en présence dudit ministre, de deux commissaires de la comptabilité nationale, et des principaux agents du trésor public.

13. Il sera dressé procès-verbal de ce brûlement; ledit procès-verbal constatera la nature et le montant de chacune des espèces de valeurs mortes qui auront été brûlées. D'après ce procès-verbal, le caissier général fera dépense définitive desdites valeurs, soit comme dépense effective, soit comme dépense d'ordre, suivant qu'il en aura été chargé en recette.

14. Pour justifier à la comptabilité nationale de l'existence matérielle, au trésor public, du solde dont le caissier général se reconnaîtra débiteur dans son compte de chaque année, ledit caissier général fournira, à l'appui dudit compte, une expédition authentique du procès-verbal de situation de sa caisse, dressé au cinquième jour complémentaire de ladite année par le ministre du trésor public. La différence qui pourra exister entre le solde constaté audit procès-verbal, et le solde résultant de la balance des recettes et dépenses effectives, sera justifiée de la manière suivante, si elle a pour cause un excédant de recette ou de dépense d'ordre.

15. Le caissier général fournira un compte détaillé, sommaire et par bordereaux, desdites recettes et dépenses d'ordre autorisées par le ministre du trésor public pendant l'année pour laquelle il comptera. Ledit compte sera vérifié par ordre dudit ministre, arrêté et certifié par lui, et soumis aux consuls en conseil d'administration: le solde de ce compte, approuvé par les consuls, sera admis pour comptant dans le compte du caissier général, soit en recette, soit en dépense.

16. Au commencement de chaque trimestre, le caissier général présentera au ministre du trésor public l'état général et détaillé de tous les frais de *négociations* qu'il aura été autorisé par ledit ministre à acquitter provisoirement pendant le trimestre précédent. Jusque-là, les valeurs employées successivement à l'acquittement de ces dépenses resteront pour *ordre* dans le solde de la caisse, sous la dénomination de *suspens*.

17. Le ministre du trésor public, après avoir fait vérifier l'état des frais de négociations, l'arrêtera et le soumettra aux consuls. Il y joindra un rap-

port contenant le narré des circonstances relatives auxdites négociations et des causes qui les auront nécessitées, rappellera les décisions du gouvernement qui les auront autorisées, et relatera les titres qui justifieront les frais d'escompte et autres dépenses de négociations et de frais de service qu'il aura alloués.

18. Après l'approbation donnée par les consuls auxdites dépenses, le ministre du trésor public délivrera, au profit du caissier général, une ordonnance de régularisation : ladite ordonnance sera prise pour comptant dans le compte des dépenses effectives. A l'appui de cette ordonnance seront annexées copies certifiées du rapport du ministre mentionné ci-dessus, et des expéditions des arrêtés des consuls relatifs aux frais de négociations régularisés.

19. Pour suppléer au procès-verbal de situation de la caisse du trésor public au 1^{er} germinal an 8, prescrit par l'arrêté du 5 dudit mois, lequel devait justifier du premier article de recette du caissier général pour compter de la recette des six derniers mois an 8, il sera fourni, par ledit caissier, un état de la composition du solde à ladite époque, pris sur les registres du trésor public, et certifié conforme par le ministre dudit trésor.

20. Les remboursements dûment autorisés et effectués par le caissier général depuis le 1^{er} germinal an 8, époque de la nouvelle organisation du trésor public, de valeurs données en paiement pendant l'ancienne gestion, telles que descriptions, bons et autres effets de semblable nature, et qui ont été rapportées au trésor public à défaut de paiement, seront classés dans les dépenses d'ordre.

21. Le caissier des recettes ayant tenu, conformément au règlement du 5 germinal an 8, pendant les six derniers mois de ladite année, un seul registre-journal, et pareillement un seul journal pendant l'an 9, sur lesquels les deux espèces de recettes désignées dans l'article 1^{er} du présent arrêté ont été portées successivement au fur et à mesure qu'elles avaient lieu, il sera fait deux dépouillemens desdits registres-journaux pour établir distinctement le montant de chacune de ces classes de recettes.

22. Le caissier et le contrôleur des recettes vérifieront et certifieront l'exactitude de ces dépouillemens et leur conformité avec le registre-journal. Le caissier général justifiera, à la comptabilité nationale, de ses recettes effectives faites du 1^{er} germinal an 8 au 1^{er} vendémiaire an 10, par les deux dépouillemens des recettes relatives : il y joindra aussi, comme pièce justificative, le registre-journal d'après lequel les dépouillemens auront été établis.

23. Le caissier général est tenu de présenter à la commission de comptabilité nationale son compte de chaque année, avant le 1^{er} germinal de l'année suivante.

N° 606. — 28 brumaire an 11 (19 novembre 1802). — *ARRÊTÉ relatif aux églises non comprises dans la circonscription des diocèses* (1). (Moniteur du 26 nivose an 11.)

Art. 1^{er}. Aussitôt après la circonscription des paroisses et des succursales d'un diocèse, les préfets remettront au ministre des finances et au conseiller

(1) Voyez la loi du 18 germinal an 10 (8 avril 1802), qui contient les dispositions organiques du concordat, et les notes qui résument la législation concernant l'organisation des cultes ; et spécialement le tit. IV de cette loi, concernant la circonscription des archevêchés, des évêchés et des paroisses ; et l'arrêté du 29 germinal an 10 (19 avril 1802), sur le même objet.

d'état chargé de toutes les affaires concernant les cultes, un état des églises et des presbytères qui ne se trouveront pas employés dans cette circonscription.

2. Les préfets ne pourront mettre en vente aucune des églises, aucun des presbytères non employés dans la circonscription des diocèses, qu'après avoir obtenu une décision du ministre des finances.

N° 667. = 28 brumaire an 11 (19 novembre 1802). = *ARRÊTÉ qui établit un directeur général du musée central des arts.* (Moniteur du 29 nivôse an 11.)

Art 1^{er}. Il y aura un directeur du musée central des arts.

2. Il aura sous sa direction immédiate le musée du Louvre, le musée des monumens français, le musée spécial de l'école française à Versailles, les galeries des palais du gouvernement, la monnaie des médailles, les ateliers de calcographie, de gravures sur pierres fines et de mosaïque; enfin l'acquisition et le transport des objets d'arts.

3. Les membres du musée central des arts cesseront leurs fonctions à dater du 1^{er} frimaire prochain.

4. Un architecte, un professeur d'antiquités, un commissaire expert, un garde des dessins et de calcographie, et un secrétaire, seront nommés par le gouvernement, sur la proposition faite par le directeur général au ministre de l'intérieur.

5. Les membres de l'administration actuelle jouiront, à titre d'administrateurs honoraires et de gratification annuelle, de la moitié du traitement qui leur était accordé pour l'an 11. Ceux d'entre eux qui rempliront une des fonctions indiquées dans l'article précédent recevront en entier leur traitement.

6. Il sera assigné un logement au directeur général.

7. Toutes les dépenses de traitemens, entretien, réparations, acquisitions, transports d'objets d'arts, seront ordonnancées par le ministre de l'intérieur.

N° 668. = 2 frimaire an 11 (23 novembre 1802). = *AVIS du conseil d'état sur deux questions relatives à la présidence des assemblées de canton* (1). (III, Bull. CCXXIX, n° 2121.)

N° 669. = 4 frimaire an 11 (25 novembre 1802). = *ARRÊTÉ contenant les formules des différens actes relatifs aux assemblées de canton* (2). (III, Bull. CCXXX, n° 2125.)

N° 670. = 5 frimaire an 11 (26 novembre 1802). = *ARRÊTÉ qui étend à la distance de deux myriamètres des frontières l'exécution des lois et réglemens sur le transport et la circulation des denrées et marchandises* (3). (III, Bull. CCXXIX, n° 2122.)

Art. 1^{er}. Les lois et réglemens sur le transport et la circulation des

(1) Cet avis n'a plus d'intérêt aujourd'hui; il s'appliquait à une législation électorale qui est abrogée. — Voyez, sur le mode des élections, le résumé de la législation mis en note de l'art. 14 de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799).

(2) Voyez la note précédente.

(3) Voyez l'art. 35 du tit. XIII du décret du 6 août (22 juillet et) — 22 août 1791, et les notes; et l'art. 84 de la loi du 8 — 18 floréal an 11 (28 avril — 8 mai 1803). — Voyez aussi les

denrées et marchandises dans l'étendue du myriamètre (deux lieues anciennes) des frontières de terre, seront exécutés dans les deux myriamètres (quatre lieues anciennes) desdites frontières, dix jours après la publication du présent arrêté.

2. Les bureaux de seconde ligne seront placés dans les communes désignées par les états qui en seront dressés par le conseiller d'état directeur général des douanes, et approuvés par le gouvernement (1).

3. Les étoffes de toute espèce, les toiles de coton blanches, teintes ou peintes, les toiles de nankin, les mousselines, la bonneterie, la rubanerie, les sucres raffinés, bruts, têtes et terrés, les cafés et autres denrées coloniales, les poissons salés, les cotons filés, les tabacs en feuilles et fabriqués, ne pourront, pendant la nuit, être transportés et circuler dans la distance d'un myriamètre (deux lieues anciennes) des côtes. — Les mêmes objets ne pourront également être transportés et circuler de nuit dans la distance d'un myriamètre (deux lieues anciennes) des rives des fleuves, rivières et canaux qui conduisent de la mer dans les ports intérieurs, mais jusqu'au point où il existe des bureaux de douane; le tout à peine de confiscation, et de cinq cents francs d'amende.

4. Tous négocians ou commissionnaires qui seront convaincus d'avoir importé ou exporté en fraude des denrées ou marchandises, ou d'avoir, à la faveur de l'entrepôt ou du transit, effectué des soustractions, substitutions ou versements dans l'intérieur, pourront, indépendamment des peines portées par les lois, être privés, par un arrêté spécial du gouvernement, de la faculté de l'entrepôt et du transit, ainsi que de tout crédit de droits. — Les négocians ou commissionnaires qui prêteraient leur nom pour soustraire aux effets de cette disposition ceux qui en auraient été atteints, encourront les mêmes peines.

N° 671. = 5 frimaire an 11 (26 novembre 1802). = ARRÊTÉ qui ordonne des rectifications dans les cantons formant les justices de paix des départemens des Basses-Alpes, de la Charente-Inférieure et des Forêts. (III, Bull. CCXXXVI, n° 2197.)

N° 672. = 9 frimaire an 11 (30 novembre 1802). = ARRÊTÉ relatif aux listes des plus imposés, et à l'exercice des droits politiques (2). (III, Bull. CCXXX, n° 2126.)

N° 673. = 9 frimaire an 11 (30 novembre 1802). = ARRÊTÉ qui détermine les objets à fournir, sur la masse générale, aux sous-officiers qui, après cinq ans de service effectif, seront promus au grade de sous-lieutenant ou de quartier-maître. (III, Bull. CCXXX, n° 2127.)

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} germinal prochain, tout sous-officier d'infanterie,

notes qui accompagnent le titre du décret précité du 6—22 août 1791, lesquelles contiennent le résumé de la législation sur les douanes.

(1) Un arrêté du 27 frimaire an 11 (18 décembre 1802) a désigné les communes où ces bureaux seraient placés.

(2) Cet arrêté est basé sur celui du 19 fructidor an 10 (6 septembre 1802), concernant la formation des assemblées de canton et des collèges électoraux. Cet arrêté et toute la législation qui s'y rattache n'ont plus d'intérêt aujourd'hui, tout ce qui concerne les élections ayant été réglé en dernier lieu par la loi générale du 19—23 avril 1831.

Voyez, sur la législation électorale, le résumé mis en note de l'art. 14 de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799).

d'artillerie ou des troupes du génie, qui sera promu au grade de sous-lieutenant, après cinq ans au moins de service effectif, consécutif et dans le même corps, comme sous-officier ou soldat, recevra, pour première mise, de la masse générale de son corps, un habillement, un armement, un équipement, uniformes complets, avec les marques distinctives de son grade. — Il recevra de plus, du trésor public, d'après la première revue qu'il passera en ladite qualité, une gratification extraordinaire de trois cents francs. — Ceux qui, dans les circonstances ci-dessus prévues, seront élevés au grade de quartier-maître, jouiront des mêmes avantages.

2. Les sous-officiers de troupes à cheval qui, dans les circonstances ci-dessus prévues, seront élevés au grade de sous-lieutenant, recevront de la masse générale les effets déterminés à l'article précédent : ils recevront de la masse des remotes un cheval à leur choix, dans la remonte de l'année; et du trésor public, une somme de trois cents francs en gratification extraordinaire.

3. Les inspecteurs généraux et les inspecteurs aux revues veilleront avec soin à ce que nul autre que ceux textuellement désignés dans les articles ci-dessus, ne participe aux dispositions du présent arrêté.

N° 674. = 9 frimaire an 11 (30 novembre 1802). = ARRÊTÉ concernant les certificats de vie à délivrer aux créanciers voyageurs étrangers ou domiciliés en pays étranger (1). (III, Bull. CCXXX, n° 2128.)

Art. 1^{er}. Les créanciers de rentes viagères, étrangers ou domiciliés en pays étranger, ou ceux domiciliés en France qui jouissent sur des têtes étrangères, seront admis à fournir des certificats de vie délivrés par les ambassadeurs, chargés d'affaires ou résidents de la république française, en présence de quatre témoins domiciliés, connus d'eux, qui certifieront l'individualité des créanciers. — Ces certificats seront légalisés, à Paris, par le ministre des relations extérieures.

2. Si le domicile du rentier ou de la tête sur laquelle il jouit, se trouve éloigné de plus de cinq myriamètres (dix lieues anciennes) de la résidence d'aucun agent français, ce certificat pourra être délivré par les principaux magistrats du lieu de son domicile, en faisant mention, dans le corps de l'acte, de la distance de plus de dix lieues d'aucun agent français. — Ce certificat sera légalisé par l'agent français à la résidence la plus prochaine; et la signature de cet agent sera légalisée de la même manière qu'il a été désigné ci-dessus.

3. Ces certificats seront rédigés conformément aux modèles annexés au présent arrêté.

(*Suivent les modèles des certificats.*)

N° 675. = 9 frimaire an 11 (30 novembre 1802). = ARRÊTÉ qui ordonne le remplacement des hautes-paies. (III, Bull. CCXXX, n° 2129.)

N° 676. = 10 frimaire an 11 (1^{re} décembre 1802). = ARRÊTÉ qui autorise l'entrepôt réel des eaux-de-vie de genièvre, des rhums et du tafia dans le port de Cherbourg. (III, Bull. CCXXXIII, n° 2156.)

Art. 1^{er}. Les eaux-de-vie de genièvre, les rhums et tafia, pourront être introduits dans le port de Cherbourg, et y être mis en entrepôt réel.

(1) Voyez, dans le § 5 des notes qui accompagnent le titre du décret du 24 août (15, 16, 17 et 18 septembre 1793, sur l'organisation de la dette publique, le résumé de la législation relative au mode de délivrance des certificats nécessaires aux rentiers voyageurs, pour être payés du trésor.

2. Cette ville ne jouira dudit entrepôt qu'à la charge de fournir sur le port, aux frais du commerce, des magasins convenables, sûrs et réunis en un seul corps de bâtiment et enceinte, pour y établir ledit entrepôt; à l'effet de quoi, le plan du local sera présenté au gouvernement, qui, après avoir fait examiner s'il est propre à sa destination, l'y affectera, s'il y a lieu, par un arrêté spécial.

3. Lesdites marchandises ne pourront être introduites que par des bâtiments de cent tonneaux et au dessus.

N° 677. = 15 frimaire an 11 (6 décembre 1802). = SOLUTIONS sur la police de la grande voirie, données par le directeur général des ponts et chaussées, en conformité de la lettre du ministre de la justice (1). (Recueil de l'intérieur, page 244.)

Art. 1^{er}. C'est aux sous-préfets à ordonner, par provision, la répression des contraventions en matière de grande voirie, sur le vu des procès-verbaux, sauf le recours au préfet.

2. En cas de réclamation, c'est au préfet à statuer en conseil de préfecture.

3. Les conseils de préfecture jugent définitivement : ils décident s'il y a eu contravention; ils prennent les mesures nécessaires pour la poursuite des contrevenans qui peuvent se pourvoir devant l'autorité supérieure, après s'être conformés à la décision du conseil de préfecture.

4. Les arrêtés du conseil de préfecture sont, dans ce cas, exécutoires à la poursuite et diligence des préfets et sous-préfets, par tous les moyens indiqués par l'article 4 de la loi du 29 floréal dernier. Les ingénieurs des ponts et chaussées ne doivent que surveiller et constater les délits et contraventions, suivant l'article 2.

5. L'autorité administrative doit, en vertu de la même loi, seule et sans concours de l'autorité judiciaire, statuer ainsi qu'il est dit ci-dessus, sur les contraventions en matière de grande voirie, et prononcer même sur les amendes qu'entraînent les contraventions, sans préjudice de l'indemnité qui pourra être due pour détériorations, conformément aux anciens réglemens sur la grande voirie. — Ainsi la police de conservation des routes, qui consiste dans l'application des peines, n'appartient plus aux tribunaux : la répression des contraventions en matière de grande voirie est attribuée aujourd'hui à l'autorité administrative, qui était chargée seulement par les lois des 14 et 22 décembre 1789, et 11 septembre 1790, de constater les délits, et d'en poursuivre la punition devant les tribunaux. — Le conseil de préfecture doit appliquer les peines pécuniaires, en prononçant sur les amendes encourues par les contrevenans, comme sur les indemnités, restitutions et réparations auxquelles les contraventions peuvent donner lieu. — Dans le cas où les contraventions de voirie constituent un délit soumis à la peine corporelle et d'emprisonnement, comme dans les cas prévus par les articles 43 et 44 de la loi du 28 septembre 1791, concernant les biens et usages ruraux de la police rurale, ce n'est pas une raison qui empêche l'autorité administrative de connaître de la contravention : elle ne doit pas moins prononcer alors sur les dispositions qui sont de sa compétence, c'est-à-dire en ce qui concerne la peine pécuniaire, sauf à renvoyer les contrevenans ou délinquans devant le tribunal correctionnel, pour l'application de la peine

(1) Voyez, sur la police de la grande voirie, la loi du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), et les actes qui résument la législation et la jurisprudence.

corporelle. — La loi du 29 floréal ne s'étant pas expliquée sur les peines, on doit se conformer aux lois antérieures.

N° 678. — 16 frimaire an 11 (7 décembre 1802). — **ARRÊTÉ contenant des mesures pour la répression des contrebandiers, et un mode de répartition du produit des saisies sur eux faites** (1). (III, Bull. CCXXXI, n° 2132.)

TITRE 1^{er}. — De la composition des détachemens ou compagnies d'éclaireurs employés sur l'extrême frontière pour empêcher la contrebande.

Art. 1^{er}. Toutes les demi-brigades d'infanterie de ligne et d'infanterie légère, tous les régimens de dragons, hussards et chasseurs à cheval, qui se trouveront en garnison ou en quartier dans les 5^e, 6^e, 7^e, 24^e, 25^e et 26^e divisions militaires, fourniront à leur tour, et suivant le besoin et les réquisitions faites par le préfet du département, des détachemens destinés à empêcher la contrebande sur la ligne des douanes. Ces réquisitions seront adressées aux généraux commandant les divisions, et, dans les cas urgens, elles pourront l'être aux généraux commandant les départemens.

2. La force de chacun de ces détachemens sera de cinquante hommes pour l'infanterie, et de quarante hommes pour les troupes à cheval, formés et commandés comme il sera dit ci-après :

DIRECTIONS des DOUANES.	DIVISIONS militaires.	DÉPARTEMENS.	NOMBRE D'HOMMES		OBSERVATIONS.
			d'in- fanterie.	de cavalerie.	
Direction d'Anvers...	24 ^e	Escaut.....	100	20	Flandre hollandaise.
<i>Idem</i>	24 ^e	Deux-Nèthes....	100	20	La Campine.
Direction de Clèves...	25 ^e	Meuse-Inférieure.	150	40	Inspection de Vauray.
<i>Idem</i>	25 ^e	Roër.....	100	20	Inspection de Sautou.
Direction de Cologne..	26 ^e	{ Roër..... } { Rhin et Moselle.. }	200	40	
Direction de Mayence..	26 ^e	Mont-Tonnerre..	150	40	
Direction de Strasbourg.	5 ^e	Haut et Bas-Rhin.	200	40	
Direction de Besançon.	5 ^e	Haut-Rhin.....	50	"	
<i>Idem</i>	6 ^e	Jura.....	100	"	Pour les autres fron- tières de cette direction.
Direction de Gene...	7 ^e	Doubs.....	150	"	
		Léman.....			
		TOTAUX.....	1300	220	
			1,520		

3. Les détachemens seront formés par escouades de quatre hommes et un sous-officier; les escouades seront prises, à tour de rôle, par la tête des compagnies; et chaque compagnie fournira à son tour, suivant le nombre

(1) Voyez, sur les parts de prises, l'arrêté du 9 fructidor an 5 (26 août 1797), et le décret du 18 octobre 1810, sur les douanes, art. 20.

Le mode de répression et les peines de la contrebande font la matière d'une législation particulière.

d'escouades qui devra marcher pour former le détachement de cinquante hommes pour l'infanterie et de quarante pour les troupes à cheval.

4. Chacun de ces détachemens ou compagnies d'éclaireurs sera commandé par un capitaine, un lieutenant ou sous-lieutenant, et trois sergens ou maréchaux-des-logis.

5. La durée du détachement ne pourra excéder trois mois.

6. Les détachemens, depuis le jour de leur départ jusqu'à celui de leur rentrée au corps, seront traités comme les troupes en marche, et le décompte de la solde et des indemnités leur sera fait conformément aux dispositions de l'arrêté concernant les revues et la comptabilité militaire.

TITRE II. — Du service, de la discipline des compagnies d'éclaireurs, et des parts de prises.

7. Les détachemens ou compagnies d'éclaireurs pourront être divisés réuniis, relevés, selon les besoins du service.

8. De quelque force que soit le détachement, l'officier ou sous-officier qui le commandera, recevra, en arrivant à son cantonnement ou poste sur l'extrême frontière, — 1° Une instruction générale écrite et signée par le directeur des douanes de l'arrondissement, relative aux dispositions auxquelles il doit concourir; — 2° Une instruction ou consigne particulière relative à l'étendue, à la nature du terrain et aux circonstances locales : cette dernière instruction sera signée par l'inspecteur de l'arrondissement. — Si l'officier commandant le détachement est un capitaine, ces instructions lui seront remises par l'inspecteur lui-même; — Si c'est un lieutenant ou sous-lieutenant, par un sous-inspecteur; et si c'est un sous-officier, par un principal employé des douanes. — Les commandans de détachemens seront tenus de se conformer auxdites instructions.

9. Dans le cas où il serait nécessaire de réunir momentanément plusieurs détachemens, l'avis et l'instruction relatifs à l'objet de cette réunion seront envoyés par le directeur à l'officier qui, suivant son grade, ou son rang d'ancienneté à grade égal, devra commander les détachemens réunis, en se conformant à ce qui est prescrit par l'article ci-dessus.

10. Aucun commandant de détachement, quelle que soit la position de ses postes, ne prétendra au commandement d'autres détachemens qu'il pourrait rencontrer, soit à poste fixe, soit en mouvement, que dans le cas déterminé par l'article ci-dessus.

11. Le service des détachemens contre les contrebandiers à main armée sera considéré comme service en campagne : les mêmes précautions, les mêmes détails, la même police doivent y être exécutés, comme aussi les mêmes récompenses pour les actions pourront y être appliquées.

12. Lorsque les éclaireurs militaires auront arrêté des contrebandiers et saisi des marchandises, soit qu'ils aient été employés seuls, soient qu'ils aient été réunis à des préposés des douanes, si, par la nature des circonstances, la confiscation des marchandises est prononcée sur-le-champ, la vente en sera faite sans aucun délai, et la distribution effectuée entre les militaires, conformément au règlement annexé au présent arrêté. — Et dans le cas où la confiscation sera susceptible de contestations, la distribution de la gratification ou part de prise n'aura lieu qu'après le jugement.

13. Lorsque, d'après le règlement annexé au présent arrêté, les gratifications ou parts de prise surpasseront, pour chaque individu, le doublement de sa solde pendant la durée du détachement, il sera prélevé, sur la portion de chacun, dans cet excédant, une somme égale à celle que les travailleurs paient pour leur service. — Cette somme sera versée dans la masse de leurs compagnies respectives.

TITRE III. — Dispositions pénales.

14. Tout contrebandier qui, ayant fait résistance, aura tué ou blessé un militaire ou un préposé des douanes ; tout individu saisi les armes à la main, ou prévenu d'avoir, à main armée, importé ou exporté, ou protégé l'importation ou exportation en fraude, de denrées ou marchandises, ensemble les auteurs, complices et adhérens, et ceux qui auraient assuré les marchandises, seront considérés comme ayant fait partie d'un rassemblement armé, et, conformément à la loi du 18 pluviôse an 9, traduits devant un tribunal spécial, qui sera tenu d'instruire et de juger, toute affaire cessante (1).

Règlement ou mode de répartition du produit des saisies faites sur la ligne des douanes par les militaires seuls, par les préposés aux douanes seuls, ou concurremment par les militaires et les préposés.

ARTICLE 1^{er}. — Saisies faites par les préposés seuls.

Conformément à l'arrêté du 9 fructidor an 5, la division actuelle de la valeur des prises sera maintenue ; savoir : — Division du prix de la vente des marchandises et amendes en six sixièmes, qui se distribuent de la manière suivante : — Un sixième appartient à la nation, sauf le cas où la somme à répartir n'excède pas cent francs ; ce sixième alors appartient aux saisissans, en accroissement de leurs parts. — Trois sixièmes appartiennent aux saisissans ; celui qui a commandé la saisie, a ou deux parts ou part et demie, suivant son grade : si après lui il se trouve au nombre des saisissans un lieutenant, il a part et quart ; chacun des autres saisissans a une simple part. — Les deux autres sixièmes se partagent entre les préposés supérieurs, qui sont les directeurs, inspecteurs, sous-inspecteurs, receveurs, contrôleurs de brigade et lieutenant d'ordre ; ce dernier ne peut avoir que moitié de la part qui revient aux autres préposés supérieurs.

2. — Saisies faites par les militaires seuls.

Semblable division en six sixièmes ; savoir : — Un sixième à la nation. — Les deux seconds sixièmes seront partagés entre le directeur des douanes, le receveur dépositaire, et les chefs militaires qui commanderont les détachemens ou compagnies auxquels les militaires saisissans sont attachés, soit que lesdits chefs ou commandans aient été présens à la saisie ou employés ailleurs. — Les trois autres sixièmes appartiennent aux militaires qui ont saisi. Celui qui les commande a part et demie dans ces trois sixièmes.

3. — Saisies faites concurremment par des militaires et des préposés.

Un sixième à la nation. — Sur les deux seconds sixièmes, on prélèvera une somme égale au dixième du produit net ; et cette somme appartiendra, par égale portion, au commandant de cantonnement et aux capitaines des compagnies : le surplus de ces deux sixièmes reviendra aux préposés supérieurs des douanes. — Les trois derniers sixièmes se partageront entre les saisissans, tant militaires que préposés, et par égales portions ; et cependant ceux qui commandent le détachement, de quelque force qu'il soit, auront part et demie.

N° 679. — 16 frimaire an 11 (7 décembre 1802). — ARRÊTÉ *relatif au paie-*

(1) Voyez le décret du 18 octobre 1810, portant création de tribunaux spéciaux des douanes, et les notes.

ment des soldes de retraite et des pensions dont la conversion n'a pas encore été faite. (III, Bull. CCXXXI, n° 2133.)

N° 680. — 16 frimaire an 11 (7 décembre 1802). = *ARRÊTÉ qui détermine l'uniforme des employés de la direction des contributions directes.* (III, Bull. CCXXXII, n° 2148.)

Art. 1^{er}. L'uniforme des employés de la direction des contributions directes est arrêté ainsi qu'il suit : — L'habit droit et la culotte de drap vert, doublé de même, veste blanche, chapeau français et une arme.

2. La veste sera bordée en argent, d'un dessin en épis et feuilles de vigne, suivant le modèle joint au présent arrêté.

3. Le bouton sera pour tous de métal blanc, ayant au pourtour des palmiers, et portant au milieu les mots, *contributions directes*. — Le chapeau avec ganse d'argent et petit bouton, du même modèle que celui de l'habit. — L'arme, une épée.

N° 681. — 16 frimaire an 11 (7 décembre 1802). = *ARRÊTÉ relatif à la suppression des hôpitaux militaires de l'intérieur* (1). (Dépôt des lois, n° 1688.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} ventose an 11, les hôpitaux militaires de l'intérieur, non compris dans la liste suivante, sont supprimés : Paris, Saint-Denis, Metz, Strasbourg, Bruxelles, Liège, Aix-la-Chapelle, Mayence, Lille, Rennes, Toulon, Toulouse, Bayonne et Alexandrie.

2. L'hôpital militaire d'Huningue est rétabli.

3. L'hôpital d'Aix-la-Chapelle sera transféré à Juliers, et celui de Liège à Maestricht, dès qu'on y aura disposé un local convenable.

4. Il sera établi un seizième hôpital à Ajaccio. Il y aura en outre, dans la 23^e division, quatre dépôts, dont un à Porto-Ferraio (île d'Elbe).

5. A compter du 1^{er} germinal, il y aura, dans la république italienne, un hôpital militaire français, à San-Benedetto ; — Un dépôt à Mantoue ; — Un dépôt à Peschiera ; — Un dépôt à Ponte-Legnago. — Les autres hôpitaux français existant dans la république italienne seront supprimés. — Les militaires malades seront traités, dans les hospices civils de la république italienne, au prix de un franc par journée.

6. Il sera attaché, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 4 germinal an 8, un conseil d'administration à chacun des hôpitaux militaires conservés. Ses membres seront pris indistinctement parmi ceux des hôpitaux conservés ou réformés.

7. Les fonctions des conseils d'administration des hôpitaux sédentaires conservés, seront les mêmes que celles des administrations des hospices civils ; ils régiront pour le compte de l'établissement, et recevront un prix, par journée, de vingt centimes au dessus de celui qui sera accordé à l'hospice civil du même lieu, ou des villes les plus voisines, non compris le traitement des membres des conseils, ceux des officiers de santé, l'entretien des bâtimens et le renouvellement du mobilier.

8. Le paiement des hôpitaux tant civils que militaires ne sera point ordonné pour le montant total du nombre de journées au prix convenu, mais pour le montant du prix de ces journées, la retenue d'hôpitaux déduite.

(1) Voyez, sur l'organisation des hôpitaux militaires, le décret du 27 avril (21 et) — 5 mai 1792, et les notes qui résument la législation.

— La rentrée de cette retenue s'opérera à la diligence des conseils d'administration.

9. Les conseils d'administration des hôpitaux sédentaires rendront compte de leur gestion chaque année. — Ce compte sera reçu par l'ordonnateur, assisté du maire, du préfet ou sous-préfet, et soumis à l'approbation du directeur de l'administration de la guerre.

10. Les économies que les conseils auront obtenues seront employées au profit de l'hôpital, sur la proposition des conseils, approuvée par le directeur-ministre.

11. Les fonds destinés au service des hôpitaux sédentaires seront calculés sur les états de mouvement des malades dans chaque hôpital.

12. Les conseils d'administration sont tenus d'adresser leurs états de journées au directeur-ministre, dans la forme prescrite aux administrations des hospices civils.

13. Ces états seront dressés par le conseil d'administration, dans les dix premiers jours de chaque mois, pour le mois précédent, arrêtés par le commissaire des guerres, vérifiés et arrêtés par l'ordonnateur, qui sera tenu de les adresser au directeur-ministre, dans le courant du mois.

14. Dans le cas où les conseils d'administration retarderaient l'envoi de leur état de journées, les fonds faits pour leurs services seront réduits aux deux tiers, et les conseils resteront personnellement responsables du retard, ainsi que du soutien du service.

15. Les conseils d'administration auront le choix des économes, servans, infirmiers, et généralement de tous les employés, autres que les officiers de santé.

16. Il sera dressé procès-verbal, par l'ordonnateur de chaque division, de l'état de situation du mobilier des hôpitaux militaires conservés, et de sa durée probable. — Le conseil d'administration sera chargé de l'entretien et réparation dudit mobilier, pendant le temps fixé pour sa durée. — Il ne pourra, sous aucun prétexte, sans l'autorisation du directeur-ministre, vendre, donner, ou même prêter le mobilier dudit hôpital, quel que soit son état de détérioration.

17. Les médicamens destinés au traitement des militaires malades dans les hôpitaux militaires sédentaires seront fournis, comme ils l'ont été jusqu'à présent, par le dépôt central de pharmacie, et leur prix sera précompté aux conseils d'administration sur les fonds du mois où les médicamens auront été livrés.

18. Dans le cas où la retenue pour livraison de médicamens excéderait le quart de la somme accordée pour le service du mois, elle sera divisée sur deux ou plusieurs mois, sans pouvoir excéder cette quotité.

N° 682. = 17 frimaire an 11 (8 décembre 1802). = **ARRÊTÉ** qui réunit les masses d'habillement, d'entretien et de ferrage, sous le titre de masse générale (1). (III, Bull. CCXXXV, n° 2195.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire de l'an 11, la masse d'habillement et celle d'entretien seront, pour les troupes à pied, réunies sous le titre de *masse générale*. — A dater de la même époque, la masse d'habillement, celle d'entretien et celle de ferrage, seront de même, pour les troupes à cheval, réunies sous la dénomination de *masse générale*. — Les fonds de la masse ge-

(1) Voyez le décret du 25 germinal an 13 (15 avril 1805), tit. III, qui détermine le mode de paiement de cette masse, et les notes.

nérale seront faits sur le pied du complet de paix de chaque corps, conformément au détail ci-après; savoir :

	COMPTE des corps sur le pied de paix.	MONTANT de la masse générale.
Infanterie de ligne à trois bataillons	1,961 fr.	35f. 00 c.
Infanterie de ligne à deux bataillons	1,312	
Infanterie légère à trois bataillons	1,961	35 00
Infanterie légère à deux bataillons	1,312	
Artillerie à pied	1,298	
Pontonniers	560	
Ouvriers d'artillerie	63	39 00
Canoniers vétérans	48	
Sapeurs	572	
Mineurs	64	
Vétérans	1,318	35 00
Carabiniers et cuirassiers	625	74 87
Cavalerie	403	69 66
Dragons	597	68 09
Chasseurs	772	70 02
Hussards	772	83 02
Artillerie à cheval	392	68 00
Train d'artillerie	462	53 00

La masse de ferrage ne sera point comprise dans la masse générale pour les bataillons du train, attendu les dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 16 thermidor an 9.

2. Les fonds de la masse générale s'accroîtront, — 1° Du produit de la vente des effets de linge et chaussure des soldats morts ou désertés; — 2° Du produit de ce qui restera à la masse de linge et chaussure des soldats morts ou désertés, ou qui obtiendront des congés absolus étant chez eux.

3. La masse générale sera, quant à son administration, divisée en deux parties. — La première sera administrée par le ministre directeur général; la seconde sera administrée par les conseils d'administration. Chaque portion sera réglée ainsi qu'il suit :

1^{re} Portion. Infanterie de bataille et vétérans, dix-huit francs; infanterie légère, douze francs; artillerie à pied, ouvriers, sapeurs, mineurs, pontonniers, canoniers vétérans, vingt francs; carabiniers et cuirassiers, cavalerie et dragons, vingt-trois francs; chasseurs et artillerie à cheval, seize francs; hussards, vingt-quatre francs; train d'artillerie, dix-neuf francs.

2^e Portion. Infanterie de bataille et vétérans, dix-sept francs; infanterie légère, vingt-trois francs; artillerie à pied, pontonniers, ouvriers d'artillerie, canoniers vétérans, sapeurs et mineurs, dix-neuf francs; carabiniers, cuirassiers, cinquante-un francs quatre-vingt-sept centimes; cavaliers, quarante-six francs soixante-six centimes; dragons, quarante-cinq francs neuf centimes; chasseurs, cinquante-quatre francs deux centimes; hussards, cinquante-neuf francs deux centimes; artillerie à cheval, cinquante-deux francs; train d'artillerie, trente-quatre francs.

4. Les fonds pour la première portion de la masse seront faits au ministre-directeur de l'administration de la guerre, à mesure des paiemens qu'il aura à faire, d'après les mandats des corps. — Les fonds pour la seconde

portion seront faits tous les mois, par douzième, et payes aux corps en même temps que la solde.

5. Le directeur de l'administration de la guerre administrera la première portion de la masse générale, d'après les dispositions de l'arrêté du 9 thermidor an 8, en se conformant particulièrement aux articles 24 et 25 dudit arrêté.—Les conseils d'administration des corps administreront l'autre portion de la masse générale, en se conformant aux dispositions ci-après, et à celles qui sont prescrites par les arrêtés des 8 floréal an 8, et 13 brumaire an 10.

Infanterie de ligne, infanterie légère et vétérans.

6. A compter du 1^{er} vendémiaire an 11, les objets qui seront à la charge de la portion de la masse générale administrée par le directeur de l'administration de la guerre, sont ceux dénommés ci-dessus. Lesdits objets ne seront renouvelés qu'aux époques de durée ci-après déterminées :—Le drap pour l'habit et la veste, et le cadis pour doublure, deux ans ; les drapeaux, douze ans.

7. Les objets à la charge de la portion de la masse administrée par les conseils sont ceux ci-après : —La culotte en tricot pour l'infanterie de bataille et les vétérans, un an ; le pantalon en tricot pour l'infanterie légère, un an ; le caleçon de toile, un an ; le chapeau, deux ans ; le schakos en cuir, huit ; le bonnet d'oursin, six ; le ceinturon ou baudrier en buffle blanc, la giberne, le porte-giberne en buffle blanc, la bretelle de fusil en buffle blanc, la caisse, le collier et les baguettes de tambour, vingt ans ; —La toile pour doublure, poches et droits-fils de l'habit et de la veste ; les boutons pour l'habit et la veste ; la basane pour la garniture du haut de la culotte ; la confection des effets d'habillement ; les réparations desdits effets ; celles de l'équipement ; celles de l'armement ; la première fourniture des effets de petit équipement, à faire à chaque homme à son arrivée au corps ; la première mise des sous-officiers promus au grade de sous-lieutenant ou de quartier-maître, dans les cas prévus par l'arrêté du 9 frimaire an 11 ; les épaulettes d'adjudans ; celles de grenadiers ou carabiniers ; les galons pour marques distinctives des sous-officiers et des anciens soldats ; ceux des musiciens ; les plumets et pompons pour chapeaux et schakos ; les tabliers de sapeurs et les frais de bureau.

8. Tout autre emploi des fonds de la masse générale que celui ci-dessus déterminé, est expressément défendu.—Le tambour-major ne pourra porter d'autres galons que ceux affectés à la distinction de son grade.—Les musiciens n'auront d'autre distinction qu'un simple galon d'or de dix lignes de large sur le parement de l'habit.

9. Les sous-officiers et soldats seront pourvus d'un bonnet de police, lequel sera fait avec les économies de la coupe de l'habillement neuf et les meilleurs morceaux des débris du vieil habillement.

10. Les vieilles culottes appartiendront au soldat ; mais pour qu'il en ait toujours deux, il ne pourra disposer de celles qu'on lui distribuera qu'après deux ans de l'époque de la livraison.

11. Les habits et vestes qui seront remplacés appartiendront aux corps : les meilleurs seront conservés pour servir à l'habillement des nouveaux soldats, pour le corps-de-garde, la prison, et la salle de discipline ; les autres serviront aux réparations.

12. Les inspecteurs généraux pourront permettre aux sous-officiers et soldats de se fournir de culottes de toile blanche pour l'été, lorsque leur masse de linge et chaussure sera en état d'y subvenir.

13. Les conseils d'administration prendront des moyens pour procurer à

chaque ordinaire ou chambrée un nombre de sarraux et pantalons de toile assez considérable pour en pourvoir les hommes de corvée.

14. Les hommes qui seront dans le cas d'être réformés auront un habit, une veste, une culotte et un chapeau, pris parmi les meilleurs de ceux qui seront à leur dernière année de service.

15. Les effets d'habillement des hommes morts aux hôpitaux externes seront renvoyés aux corps auxquels ils appartenaient, quand la distance ne sera pas assez éloignée pour que les frais de transport absorbent la valeur desdits effets. Dans le cas contraire, les conseils d'administration des hôpitaux militaires, et les administrateurs des hospices civils, en prévientront les conseils d'administration, qui décideront s'il y a lieu à les vendre ou à les leur faire parvenir.

Artillerie à pied, pontonniers, ouvriers, sapeurs, mineurs et canonniers vétérans.

16. Les objets à la charge de la première portion de la masse générale sont ceux ci-après :—Le drapeau pour l'habit et la veste, et le cadis pour les doublures, qui dureront deux ans; les drapeaux, douze.

17. Les objets à la charge de la deuxième portion de la masse générale sont ceux ci-après :—La culotte en tricot, le caleçon de toile, qui dureront un an; le chapeau, deux ans; le ceinturon ou baudrier en buffle blanc, la giberne, le porte-giberne en buffle blanc, la bretelle de fusil en buffle blanc; la caisse, le collier et les baguettes de tambour, vingt ans; —La toile pour doublure, poches et droits-fils de l'habit et de la veste, les boutons pour l'habit et la veste; la basane pour la garniture du haut de la culotte; la confection des effets d'habillement; les réparations desdits effets; celles de l'équipement; celles de l'armement; la première fourniture des effets de petit équipement, à faire à chaque homme à son arrivée au corps; la première mise des sous-officiers promus au grade de sous-lieutenant ou de quartier-maître, dans les cas prévus par l'arrêté du 9 frimaire an 11; les épaulettes d'adjudans, les galons pour marques distinctives des sous-officiers et anciens canonniers; les plumets et pompons pour chapeaux; les tabliers de sapeurs et les frais de bureau.

18. Les dispositions ci-dessus prescrites par les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15, relatifs à l'infanterie, seront communes aux troupes de l'artillerie et du génie.

Carabiniers, cuirassiers, cavalerie et dragons.

19. Les objets à la charge de la première portion de la masse générale sont ceux ci-après :—Le drapeau pour l'habit et la veste, et le cadis pour doublure, qui dureront quatre ans; le drapeau pour le surtout, deux; le drapeau pour le manteau, le drapeau pour la housse et les chaperons, neuf; les étendards ou guidons, vingt.

20. Les objets à la charge de la deuxième portion de la masse générale sont ceux ci-après :—La culotte, le caleçon de toile, qui dureront un an; le porte-manteau, neuf; le bonnet d'oursin, six; le casque, dix; le chapeau, deux; le ceinturon en buffle blanc, la giberne, le porte-giberne en buffle blanc, la bretelle de fusil ou de mousqueton en buffle blanc; la selle complète, vingt ans; la couverture de laine, huit; les bottes, trois; les trompettes, vingt;—Les ferrage et médicamens des chevaux; les remplacement et entretien des bridons d'abreuvoir, licols, sangles, surfaix, longes, cordes à fourrage et sacs à avoine; la toile pour doublure, poches, droits-fils de l'habit, du surtout, de la veste, de la housse et des chaperons; le treillis pour pantalon d'écurie et porte-manteau; les boutons pour

l'habit, la veste et le surtout; la confection des effets d'habillement; les réparations desdits effets; celles de l'équipement et du harnachement; celles de l'armement; la fourniture de la doublure et de la garniture de la cuirasse; la première fourniture des effets de petit équipement, à faire à chaque homme à son arrivée au corps; la première mise des sous-officiers promus au grade de sous-lieutenant ou de quartier-maître, dans les cas prévus par l'arrêté du 9 frimaire an 11; les épaulettes d'adjudans; les galons pour marques distinctives des sous-officiers et des anciens cavaliers et dragons; ceux pour les housses, chaperons et porte-manteaux; les cordons de sautoir; les gants à parement; les plumets pour chapeaux et casques, et les frais de bureau.

21. Les ustensiles d'écurie, tels que les étrilles, brosse, éponges, peignes et ciseaux, seront à la charge des carabiniers, cuirassiers, cavaliers, dragons et hussards.—Le renouvellement et l'entretien des balais, pelles, fourches, lampes, falots, seaux et baquets, seront pris sur le produit de la vente des fumiers.

22. Chaque sous-officier, carabinier, cuirassier, cavalier, dragon ou hussard, recevra, tous les deux ans, un gilet, qui sera fait avec le vieux surtout.—Le ressemelage des bottes sera à leur charge. — Les dispositions ci-dessus prescrites par les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15, sont communes aux carabiniers, aux cuirassiers, à la cavalerie et aux dragons.

Chasseurs à cheval.

23. Les objets à la charge de la première portion de la masse générale sont ceux ci-après :—Le drap pour habit-dolman et gilet, et cadis pour doublure, qui dureront quatre ans; le drap pour le surtout, deux; le drap pour le manteau, neuf; les guidons, vingt.

24. Les objets à la charge de la deuxième portion de la masse générale sont ceux ci-après :—La culotte de drap, qui durera un an; le porte-manteau, neuf ans; le schakos d'oursin, six; le schakos, quatre; le ceinturon, six; la giberne, le porte-giberne en buffle, le porte-carabine en buffle, la selle complète, vingt; la schabraque, la couverture de laine, huit; les bottes, deux; les trompettes, vingt;—Les ferrage et médicamens des chevaux; le remplacement et entretien des bridons d'abreuvoir, licols, sangles, surfaix, longues, cordes à fourrage, sacs à avoine; la toile pour doublure, poches et droits-ils de l'habit-dolman, du gilet, du surtout, et le caleçon; le treillis pour le pantalon d'écurie et le porte-manteau; les boutons pour le dolman, le gilet et le surtout; la confection des effets d'habillement, les réparations desdits effets; celles de l'équipement et du harnachement; celles de l'armement; la première fourniture des effets de petit équipement, à faire à chaque homme à son arrivée au corps; la première mise des sous-officiers promus au grade de sous-lieutenant ou de quartier-maître, dans les cas prévus par l'arrêté du 9 frimaire an 11; les épaulettes d'adjudans; les galons pour marques distinctives des sous-officiers et des anciens chasseurs; les ganses et cordonnets pour garniture de l'habit-dolman et de la culotte; la peau rouge pour garniture de l'habit-dolman; la basane pour garniture de la culotte; les cordons de sautoir; les gants sans parement; les plumets pour schakos, et les frais de bureau.

25. Les dispositions ci-dessus prescrites par les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 21 et 22, sont communes aux chasseurs.

Hussards.

26. Les effets à la charge de la première portion de la masse générale

sont ceux ci-après :—Le drap, la flanelle, et le cadis blanc, pour pelisse, dolman et gilet, qui dureront quatre ans; le drap pour surtout, deux; le drap pour manteau, neuf; les étendards, vingt.

27. Les objets à la charge de la deuxième portion de la masse générale sont ceux ci-après :—La culotte de drap, qui durera un an; le porte-manteau, neuf; le schakos d'oursin, les schakos à poil, six; le schakos, quatre; l'écharpe, le ceinturon en buffle blanc, la sabretache, six; la giberne, le porte-giberne en buffle, le porte-carabine en buffle, la selle complète, vingt; la schabraque, la couverture de laine, huit; les bottes, deux; les trompettes, vingt;—Les ferrage et médicamens des chevaux; les remplacement et entretien des bridons d'abreuvoir, licols, sangles, surfaix, longues, cordes à fourrage, sacs à avoine; la toile pour doublure, poches et droits-fils de l'habit-dolman, du gilet et du surtout, et pour le caleçon; le treillis pour le pantalon d'écurie et le porte-manteau; les boutons pour le dolman, le gilet et le surtout; la confection des effets d'habillement, les réparations desdits effets; celles de l'équipement et du harnachement; celles de l'armement; la première fourniture des effets de petit équipement, à faire à chaque homme à son arrivée au corps; la première mise des sous-officiers promus au grade de sous-lieutenant ou de quartier-maitre, dans les cas prévus par l'arrêté du 9 frimaire an 11; les épaulettes d'adjudans; le galon pour marques distinctives des sous-officiers et des anciens hussards; les ganses et cordonnets pour garniture de pelisses, dolmans et culottes; la peau d'agneau et la peau rouge pour la bordure de la pelisse et du dolman; la basane pour garniture de la culotte; les cordons de sabre; les gants sans parement; les plumets pour schakos, et les frais de bureau.

28. Les dispositions ci-dessus prescrites par les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 21 et 22, sont communes aux hussards.

Artillerie à cheval.

29. Les objets à la charge de la première portion de la masse générale sont ceux ci-après :—Le drap et le cadis pour l'habit-dolman et le gilet, qui dureront quatre ans; le drap pour le surtout, deux; le drap pour le manteau, neuf.

30. Les objets à la charge de la seconde portion de la masse générale sont ceux ci-après :—La culotte de drap qui durera un an; le schakos, quatre; le porte-manteau, neuf; le ceinturon en buffle blanc, six; la giberne, le porte-giberne en buffle blanc, la selle complète, vingt; la schabraque, la couverture de laine, huit; les bottes, deux; les trompettes, vingt;—Le ferrage et les médicamens des chevaux; les remplacement et entretien des bridons d'abreuvoir, licols, sangles, surfaix, longues, cordes à fourrage, sacs à avoine; la toile pour doublure, poches et droits-fils de l'habit-dolman, du gilet et du surtout, et pour le caleçon; le treillis pour le pantalon d'écurie et le porte-manteau; les boutons pour l'habit-dolman, le gilet et le surtout; la confection des effets d'habillement; les réparations desdits effets; celles des effets d'équipement et de harnachement; celles de l'armement; la première fourniture des effets de petit équipement, à faire à chaque homme à son arrivée au corps; la première mise des sous-officiers promus au grade de sous-lieutenant ou de quartier-maitre, dans les cas prévus par l'arrêté du 9 frimaire an 11; les épaulettes d'adjudans; les galons pour marques distinctives des sous-officiers et des anciens canonniers; les ganses et cordonnets pour garniture de l'habit-dolman et de la culotte; la peau rouge pour garniture de l'habit-dolman; la basane pour garniture

de la culotte; les cordons de sabre; les gants sans parement; les pluinets pour schakos, et les frais de bureau.

31. Les dispositions ci-dessus prescrites par les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 21 et 22, sont communes à l'artillerie à cheval.

Train d'artillerie.

32. Les objets à la charge de la première portion de la masse générale sont ceux ci-après :—Le drap et le cadis pour l'habit-veste et le gilet, qui dureront deux ans; le drap pour la capote, six.

33. Les objets à la charge de la deuxième portion de la masse générale sont ceux ci-après :—La culotte de peau qui durera un an; le porte-manteau, neuf; le chapeau, deux; le ceinturon en buffle blanc, la giberne, le porte-giberne en buffle blanc, la bretelle de fusil en buffle blanc, la selle complète, la couverture de laine, vingt; les bottes, trois; les trompettes, vingt;—La toile pour doublure, poches et droits-fils de l'habit-veste, du gilet et de la capote; le treillis pour le pantalon d'écurie et le porte-manteau; la confection des effets d'habillement; les réparations desdits effets; celles de l'équipement et du harnachement; celles de l'armement; la première fourniture des effets de petit équipement, à faire à chaque homme à son arrivée au corps; les épaulettes d'adjudans; les galons pour marques distinctives des sous-officiers et anciens soldats; les gants sans parement; les pluinets et pompons pour chapeau, et les frais de bureau.

34. Les dispositions ci-dessus prescrites par les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 21, sont communes aux soldats du train d'artillerie.

35. Le directeur de l'administration de la guerre est autorisé à faire rédiger et adresser à chaque corps les instructions et réglemens nécessaires pour l'exécution du présent arrêté.

N° 683. — 17 frimaire an 11 (8 décembre 1802). — ARRÊTÉ concernant le recouvrement des cédules d'acquéreurs de domaines nationaux qui sont dans la caisse du trésor public (1). (Moniteur du 26 nivose an 11.)

Art. 1^{er}. Les cédules d'acquéreurs de domaines nationaux, souscrites en vertu des lois des 16 brumaire an 5, 26 vendémiaire an 7 et 11 frimaire an 8, non réservées d'après des arrêtés spéciaux, et qui sont dans la caisse du trésor public, à Paris, seront remises à l'administration de l'enregistrement et du domaine, pour en faire poursuivre le recouvrement par ses préposés dans les départemens.

2. Les porteurs de cédules qui auront obtenu des jugemens des tribunaux pour défaut de paiement contre les signataires des cédules, seront remboursés sur une ordonnance du ministre du trésor public; le jugement rendu contre les signataires des cédules fera partie nécessaire des pièces à l'appui de l'ordonnance.

3. Le directeur général de l'administration de l'enregistrement et des domaines adressera, chaque mois, au ministre du trésor public, un état des rentrées effectuées par les préposés de ladite administration, à valoir sur le montant des effets qu'ils auront été chargés de recouvrer pour le compte du trésor public; il rendra, le 1^{er} germinal, un compte général du produit des rentrées effectuées, et du montant des recouvrements qui restent à faire;

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 9 juillet (25, 26, 29 juin et) — 25 juillet 1790, le résumé de la législation relative au paiement des domaines nationaux.

ces états seront successivement apportés par le ministre du trésor public au conseil général des finances, le 15 de chaque mois.

N° 684. — 17 frimaire an 11 (8 décembre 1802). — *ARRÊTÉ relatif aux souscripteurs de cédules admises en dépôt à la trésorerie pour être échangées contre des ordonnances de service.* (Moniteur du 26 nivose an 11.)

Art. 1^{er}. Le ministre du trésor public enverra à chacun des ministres l'état des souscripteurs des cédules admises en dépôt à la trésorerie pour être échangées contre les ordonnances du service dont ces souscripteurs étaient chargés.

2. Chaque ministre fera donner avis aux souscripteurs de cédules, chargés de service pour son département, que, si, au 1^{er} germinal prochain, ils n'ont pas justifié de leur service, et n'en ont pas obtenu les ordonnances, le ministre du trésor public fera remettre les cédules qu'ils ont souscrites à la régie de l'enregistrement pour en poursuivre le recouvrement.

N° 685. — 19 frimaire an 11 (10 décembre 1802). — *ARRÊTÉ qui convertit en une taxe fixe la retenue faite sur les bénéfices des gens de mer naviguant à la part* (1). (II, Bull. CCXXXIV, n° 2193.)

Art. 1^{er}. La retenue de trois centimes pour franc au profit de la caisse des invalides, réglée par l'article 2 de l'arrêté des consuls du 27 nivose an 9, sur les bénéfices des gens de mer naviguant à la part, sera, conformément à l'édit de 1720, convertie en une taxe fixe.

2. Cette taxe, fixée par l'édit ci-dessus mentionné, sera augmentée d'un cinquième, pour être en proportion avec les trois centimes dont il est fait mention dans l'article 1^{er}.

3. Les bateaux employés à la pêche du maquereau, du hareng, des huîtres, de la sardine, etc., seront assujétis à une prestation fixe et annuelle d'un franc vingt centimes par tonneau, pour les bateaux jaugeant vingt tonneaux et au dessous, et d'un franc cinquante centimes pour ceux au dessus de vingt tonneaux.

4. L'arrêté du 3 brumaire an 11 est rapporté.

N° 686. — 19 frimaire an 11 (10 décembre 1802). — *ARRÊTÉ relatif à l'enseignement dans les lycées* (2). (Dépôt des lois, n° 1668.)

Art. 1^{er}. On enseignera essentiellement dans les lycées le latin et les mathématiques.

2. Il y aura six classes pour l'étude de la langue latine; elles seront distribuées et dénommées ainsi qu'il suit : sixième, cinquième, quatrième, troisième, seconde, première.

3. Les élèves d'un talent et d'une application ordinaires feront deux classes par an, de manière qu'à la fin de la troisième année, ils aient terminé leur cours de latinité. — A cet effet, il y aura chaque année deux examens, sa-

(1) Cette taxe fixe a lieu au profit de la caisse des invalides de la marine; voyez le décret du 29 avril (28 et) — 13 mai 1791, portant organisation de cette caisse, et les notes qui résument la législation.

(2) Voyez, dans les lois citées en note de celle du 11 floréal an 10 (1^{er} mai 1802), concernant l'organisation de l'instruction publique, les dispositions qui déterminent le mode d'enseignement dans les lycées (aujourd'hui collèges). Voyez spécialement l'ordonnance du 27 février — 7 avril 1821, art. 13, 16 et suiv., concernant le mode d'enseignement dans les collèges; ces articles n'apportent que de très légères modifications au présent arrêté, qui est encore exécuté aujourd'hui.

voir : l'un au 1^{er} vendémiaire, et l'autre au 1^{er} germinal ; ceux des élèves qui ne seront pas reconnus assez forts ne monteront pas à la classe suivante. — L'élève, en arrivant au lycée, sera interrogé pour connaître dans quelle classe il doit être placé. S'il est reconnu plus fort que les élèves de la sixième classe, il fera son cours en autant moins d'années. — En l'absence des inspecteurs, ces examens seront faits par le censeur des études et le professeur de la classe pour laquelle l'élève se présente.

4. Un même professeur fera deux classes par jour, une le matin et une le soir.

5. Dans la sixième classe de latin, le même professeur enseignera aux élèves à chiffrer, en outre le latin. — Dans la cinquième classe, le professeur de latin montrera les quatre règles de l'arithmétique. — Dans la quatrième classe, on donnera des leçons de géographie, indépendamment de la leçon de latin. — Dans la troisième classe, le même professeur de latin fera continuer l'étude de la géographie, et enseignera les élémens de la chronologie et de l'histoire ancienne. — Dans la deuxième, on continuera l'étude de la géographie et de l'histoire jusqu'à la fondation de l'empire français. On apprendra la mythologie et la croyance des différens peuples dans les divers âges du monde. — Dans la première classe, on complètera l'étude de l'histoire et de la géographie par celle de l'histoire et de la géographie de la France.

6. Dans les quatre dernières classes du latin, on exercera la mémoire des élèves, en leur faisant apprendre par cœur et réciter avec soin les plus beaux endroits des auteurs qu'ils auront expliqués, ainsi que les passages des bons auteurs français qui auront traduit ou imité ces mêmes morceaux. — Dans toutes ces classes, les professeurs formeront leurs élèves à l'art d'écrire, en leur dictant des morceaux à traduire par écrit, de français en latin, et de latin en français.

7. Il y aura un professeur de belles-lettres latines et françaises, qui fera deux classes par jour. Chaque classe durera un an ; de manière qu'en deux ans le cours de belles-lettres latines et françaises soit terminé.

8. Il y aura, comme pour le latin, six classes pour les mathématiques, faites par trois professeurs, chargés chacun de deux classes par jour ; de sorte que le cours complet de mathématiques ne durera que trois ans. — Nul élève ne pourra entrer dans la classe de mathématiques, s'il n'a fait la cinquième de latin.

9. Dans la même classe de mathématiques, le même professeur, outre la leçon de mathématiques, donnera les premières notions d'histoire naturelle. — Dans la cinquième, il enseignera les élémens de la sphère. — Dans la quatrième, le même professeur expliquera les principaux phénomènes de la physique. — Dans la troisième, le professeur fera connaître les élémens de l'astronomie. — Dans la seconde, il enseignera les principes de la chimie. — Dans la première, le même professeur donnera les notions de minéralogie nécessaires pour connaître les minéraux, sous le rapport de leur utilité dans les arts et dans les usages de la vie.

10. Il y aura un professeur de mathématiques transcendantes, qui fera deux classes par jour. Le cours durera deux ans. — Dans la première classe, il enseignera l'application du calcul différentiel et intégral à la géométrie et aux courbes ; — Dans la seconde, l'application du calcul différentiel à la mécanique et à la théorie des fluides. — Il montrera, dans la première classe, l'application de la géométrie à la levée des plans et des cartes géographiques ; — Dans la seconde classe, il donnera des principes généraux de la haute physique, spécialement de l'électricité et de l'optique.

11. Il sera nommé deux commissions, l'une pour le latin, l'autre pour les

mathématiques. — Elles dresseront une instruction qui déterminera d'une manière précise les parties qu'on doit enseigner dans chaque classe, et les cours qu'on doit suivre. — Elles traceront avec soin l'ordre à établir entre les cours qui seront suivis simultanément, et la durée de chaque classe : elles s'occuperont de la réimpression des auteurs classiques, et la disposeront de manière qu'il y ait autant de volumes qu'il y a de classes, en réunissant dans un seul et même volume, tout ce que doit montrer le professeur pour une classe de latin, ainsi que tout ce qui appartient à une classe de mathématiques. — On pourra diviser les volumes selon les parties d'enseignement pour l'usage des élèves. — Le professeur ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, enseigner d'autres ouvrages.

12. Il y aura dans chaque lycée un maître d'écriture, un maître de dessin et un maître de danse.

13. Les élèves se rendront, à la même heure, dans une salle où seront les maîtres de dessin, d'écriture; mais aucun élève ne commencera le dessin que lorsqu'il sera avancé dans l'écriture.

14. Les maîtres de danse, de dessin et d'écriture, seront payés par le lycée. Il pourra y avoir des maîtres de musique; mais alors ils seront payés par les parents des élèves.

15. Tout élève qui obtiendra un prix, pourra recevoir gratuitement les leçons de musique.

16. Toutes les fois qu'il y aura plus de deux cents élèves ou pensionnaires, le nombre des professeurs sera augmenté à raison de deux professeurs par cinquante élèves, au-delà de cent cinquante. — Ces deux professeurs seront donnés pour adjoints à ceux des classes plus nombreuses.

17. Lorsqu'un lycée aura plus de quatre cents élèves, il sera partagé en deux divisions, ayant chacune huit professeurs, et organisées de la manière indiquée ci-dessus.

18. Il y aura dans chaque collège un maître de quartier, au plus, pour trente élèves.

19. Un officier instructeur sera chargé d'apprendre l'exercice aux élèves qui auront plus de douze ans; il enseignera à ceux qui auront atteint cet âge, le maniement des armes et l'école de peloton; il sera obligé de se trouver à toutes les heures, pour commander les marches des élèves dans leurs différens mouvemens de la journée.

20. Les professeurs seront divisés, pour le traitement, en trois ordres : — Le professeur de belles-lettres et celui de mathématiques transcendentes, seront compris dans le premier ordre; — Les professeurs de latin et de mathématiques des première, seconde, troisième et quatrième classes, seront compris dans le deuxième ordre; — Ceux des cinquième et sixième classes, seront compris dans le troisième ordre.

21. Les élèves seront divisés, pour la police, en compagnies de vingt-cinq. — Il y aura dans chaque compagnie un sergent et quatre caporaux, qui seront choisis parmi les élèves les plus distingués. — Un sergent-major pour toutes les compagnies sera choisi parmi les élèves qui réuniront à l'avantage de l'âge et de la taille, ceux de l'instruction et de la bonne conduite. Ce sergent-major suppléera le maître d'exercice, en cas d'absence.

22. Lorsque les élèves sortiront en corps, ils auront à leur tête le censeur, un maître de quartier et l'officier instructeur maître d'exercice.

23. Tout ce qui est relatif aux repas, aux récréations, aux promenades, au sommeil, se fera par compagnie.

24. Dans les lycées où il y aura deux divisions, chaque division aura ses compagnies séparées. La division numéro 1^{re} prendra toujours la droite.

25. Les punitions infligées aux élèves seront : la prison, la table de pénitence et les arrêts. — Les arrêts consisteront à être placé, pendant la récréation, à l'extrémité de la cour, sans pouvoir sortir d'un cercle donné.

26. Les maîtres de quartier, l'officier d'instruction, les professeurs et le censeur pourront condamner à la table de pénitence et aux arrêts. — La prison ne pourra être infligée que par le proviseur, et ne pourra durer que pendant le jour. — Si la faute d'un élève et la circonstance exigent la prison de nuit, le proviseur en rendra compte au ministre de l'intérieur.

27. Il y aura, dans chaque lycée, une bibliothèque de quinze cents volumes; toutes les bibliothèques seront composées des mêmes ouvrages; aucun autre ouvrage ne pourra y être placé sans l'autorisation du ministre de l'intérieur. — Un élève aura le titre de bibliothécaire; il aura deux adjoints. — Les ouvrages seront prêtés aux élèves, pour qu'ils puissent lire dans leur récréation, les jours de fêtes et de vacances. — On leur prêtera les ouvrages qu'ils demanderont. — Le proviseur veillera à ce que les ouvrages ne puissent ni se perdre ni se dégrader.

28. Il y aura un aumônier dans chaque lycée.

N° 687. = 9 frimaire an 11 (10 décembre 1802). = ARRÊTÉ portant que les soldes et retraitemens de réforme de la marine seront, à l'avenir, payés sur les fonds de la caisse des invalides de la marine. (Dépôt des lois, n° 1673.)

N° 688. = 20 frimaire an 11 (11 décembre 1802). = ARRÊTÉ qui ordonne la formation de six dépôts, pour recevoir les soldats qui voudraient servir aux colonies, et les conscrits déserteurs arrêtés par la gendarmerie. (Dépôt des lois, n° 1687.)

N° 689. = 24 frimaire an 11 (15 décembre 1802). = ARRÊTÉ qui affecte une portion du produit des octrois à des distributions de pain aux troupes (1). (III, Bull. CCXXXVII, n° 2208.)

Les consuls de la république, sur le rapport du ministre de la guerre; — Considérant que le droit d'octroi qui se perçoit au profit des villes, est sensiblement accru par la consommation que font les militaires qui y sont en garnison; que les militaires ont obtenu, dans tous les temps, ou une modération, ou une exemption desdits droits; que ces modérations ou exemptions ont toujours entraîné des abus, et qu'il est nécessaire cependant de rétablir la balance qui a été rompue au détriment de l'armée par la non-exemption ou modération des droits d'octroi; le conseil d'état entendu, arrêtent :

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} vendémiaire an 11, chacune des villes dont la population s'élève au dessus de quatre mille âmes et au profit desquelles il est perçu un droit d'octroi, versera au trésor public cinq pour cent du produit net dudit octroi. Ces versements seront faits ainsi qu'il suit.

2. Le ministre de l'intérieur déterminera la somme qu'en exécution de l'article précèdent chaque ville devra verser dans le trésor public pendant le cours de l'an 11 : la somme qu'il aura déterminée y sera versée par douzième et par mois, comme le reste des contributions publiques.

3. Les sommes provenant du remboursement fait par les communes seront uniquement et privativement destinées à fournir chaque jour, à chaque caporal et soldat d'infanterie, à chaque brigadier et soldat des troupes à che-

(1) Voyez, sur l'organisation des octrois, l'ordonnance du 9-27 décembre 1814, et les notes qui résument la législation.

val, ainsi qu'aux tambours, trompettes, musiciens et enfans de troupe, présens sous les armes et stationnés dans l'intérieur de la république, un demi-quart de kilogramme (ou quatre onces) de pain de pur froment blanc et rassis, pour être taillé en soupe.

4. Le trésor public complètera les sommes nécessaires pour solder la distribution de pain ordonnée par l'article précédent.

5. A dater du 1^{er} germinal, le pain de la soupe sera distribué tous les trois jours. Les conseils d'administration traiteront, pour cette fourniture, avec un ou plusieurs boulangers des lieux où ils seront en garnison; mais, dans aucun cas, ils ne pourront traiter pour la fourniture de ce pain, avec des agens directs ou indirects de l'administration des vivres-pain (1).

6. Le sous-inspecteur déterminera, par un article séparé de sa revue, le nombre des journées pour lesquelles chaque corps devra participer à la susdite distribution. Chacune des journées portées sur la revue sera payée comme la solde, sur le pied de cinq centimes. Les jours où les corps auront été en marche et auront touché l'étape ne seront point comptés pour la distribution. — La somme provenant du résultat de la revue sera versée dans la caisse du corps, y formera une masse séparée et absolument distincte, de laquelle on ne fera point de décompte, et dont il est expressément défendu aux conseils d'administration de faire ou de souffrir qu'il soit fait aucun autre emploi que celui qui est prescrit dans l'article 3, et dans les proportions y indiquées.

7. Les inspecteurs aux revues viseront fréquemment le compte de ladite masse; les inspecteurs généraux et les officiers généraux employés dans les divisions en surveilleront avec soin l'administration et l'emploi.

8. Tous les corps de l'armée française, en quelque lieu qu'ils soient stationnés, qui, en exécution des lois antérieures, reçoivent une indemnité quelconque au dessus de la solde accordée à leur arme, seront tenus de faire distribuer la quantité de pain déterminée par l'article 3 ci-dessus. Les fonds nécessaires à cette distribution seront prélevés, à raison de cinq centimes par jour, sur l'indemnité accordée à chacun de ceux qui ont droit à la distribution. Ces cinq centimes formeront une masse, qui sera administrée ainsi qu'il est prescrit articles 5 et suivans.

9. Les inspecteurs généraux, les inspecteurs aux revues et les chefs de corps, veilleront, avec le plus grand soin, à ce que, sous prétexte de la gratification ci-dessus accordée aux troupes, il ne soit rien conservé, détourné, prélevé ou distribué sur les sommes qui, en exécution des lois, doivent être employées à l'usage de l'ordinaire: en conséquence, les uns et les autres se feront souvent représenter les cahiers sur lesquels, en vertu de l'article 16 du règlement du 24 juin 1792, les différens articles de recettes et dépenses de l'ordinaire doivent être enregistrés; et ils puniront avec sévérité tous ceux qui auront permis ou n'auront point empêché les contraventions aux dispositions ci-dessus, et à celles contenues dans les articles 15 et 16 du règlement précité.

N° 690. — 24 frimaire an 11 (15 décembre 1802). — *ARRÊTÉ contenant nouvelle prorogation des délais accordés pour les inscriptions des titres de créances dans les six départemens de la vingt-septième division militaire.* (III, Bull. CCXXXVII, n° 2209.)

(1) Voyez l'arrêté du 23 nivôse an 11 (13 janvier 1803), qui applique cette disposition et les suivantes aux troupes d'artillerie de la marine non embarquées.

N° 691.—24 frimaire an 11 (15 décembre 1802).—**ARRÊTÉ** portant établissement d'un droit sur les toiles de coton blanches, brochées, brodées ou rayées. (III, Bull. CCXXXVII, n° 2210.)

Le droit de quatre cents francs par cinq myriagrammes, imposé sur les mousselines brodées étrangères, sera perçu sur toutes les toiles de coton blanches, brochées, brodées ou rayées.

N° 692.—27 frimaire an 11 (18 décembre 1802).—**ARRÊTÉ** relatif à la formation des tableaux de conscription pour l'an 11. (III, Bull. CCXXXVII, n° 2213.)

N° 693.—27 frimaire an 11 (18 décembre 1802).—**ARRÊTÉ** relatif aux déclarations, vérifications et confiscations de marchandises expédiées d'un port français à un autre port français (1). (III, Bull. CCXXXVII, n° 2214.)

Art. 1^{er}. Les négocians ou commissionnaires qui expédieront des marchandises d'un port français à destination d'un autre port français, seront tenus d'en déclarer la valeur au bureau de la douane du lieu de l'enlèvement; et si, lors de la vérification, les préposés reconnaissent que la quantité est inférieure à celle portée sur la déclaration, et que le déficit excède le vingtième des marchandises ou denrées déclarées, la valeur des quantités manquantes sera réglée suivant le prix courant du commerce au moment de l'expédition, et le déclarant obligé de payer, à titre de confiscation, la somme ainsi réglée, et de plus l'amende de cinq cents francs.

2. Si les marchandises se trouvent être d'espèces différentes de celles déclarées, elles seront saisies et confisquées, et le déclarant condamné de payer, à titre de confiscation, une somme égale à la valeur des objets portés dans la déclaration, suivant le prix courant du commerce, et une amende de cinq cents francs.

3. Dans le cas où, lors de la visite au bureau du port de destination, les préposés reconnaitraient une quantité plus considérable que celle énoncée sur l'expédition délivrée au bureau du lieu du départ, cet excédant sera saisi, et la confiscation en sera prononcée avec amende de cinq cents francs. —Cependant si l'excédant n'est que du vingtième de la quantité portée sur l'expédition, il n'y aura lieu qu'à la perception des droits imposés sur les marchandises ou denrées de même nature, venant de l'étranger.

N° 694.—27 frimaire an 11 (18 décembre 1802). — **ARRÊTÉ** contenant désignation de rentes provenant de l'ancien domaine national, du clergé ou de corporations supprimées, qui sont censées appartenir aux hospices (2). (III, Bull. CCXXXVIII, n° 2217.)

Art. 1^{er}. Toute rente provenant de l'ancien domaine national, pour laquelle la régie de l'enregistrement ne pourra justifier qu'il ait été fait de paiemens depuis le premier jour de l'an 1^{er} de la république, ou exercé de poursuites, soit par voie de contraintes signifiées, soit devant les corps administratifs ou les tribunaux, depuis la même époque, sera censée appartenir aux hospices.

(1) Voyez le décret du 6 août (22 juillet et) —22 août 1791, sur les douanes, et les notes qui résument la législation.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 23 messidor an 2 (11 juillet 1794), le résumé des lois qui ont attribué aux hospices certains biens ou rentes en remplacement de leurs biens aliénés.

2. Toute rente provenant du clergé, de corporations supprimées, d'établissements publics, de communes, ou de toute autre origine que ce soit, qui n'est pas inscrite sur les registres de la régie des domaines, ou dont cette régie, quoiqu'elle en eût les titres, n'aurait pas fait le recouvrement, ou ne l'aurait pas fait poursuivre, ainsi qu'il est dit en l'article précédent, et serait dès-lors censée en avoir ignoré l'existence, appartient également aux hospices, pourvu toutefois que six ans au moins se soient écoulés depuis le moment où la rente a été mise sous la main de la nation jusqu'au jour du présent arrêté (1).

3. L'inscription des rentes sur les registres de la régie, mentionnée en l'article 2, sera constatée à la diligence des préfets.

N° 695.—27 frimaire an 11 (18 décembre 1802). = *ARRÊTÉ qui prescrit de nouvelles formalités pour les rectifications d'erreurs sur le grand-livre de la dette publique* (2). (III, Bull. CCXXXVIII, n° 2218.)

Art. 1^{er}. Les erreurs qui auraient pu être commises sur le grand-livre de la dette perpétuelle ou sur celui de la dette viagère, quant aux noms, prénoms et dates de naissance des créanciers de l'état, et ce d'après les titres qui auraient servi à leur inscription sur lesdits grands-livres, ne pourront être rectifiées qu'en vertu des arrêtés des consuls, rendus sur le rapport du ministre du trésor public, le conseil d'état entendu.

2. Le travail relatif aux dites rectifications sera soumis aux consuls par le ministre du trésor public, au premier conseil d'administration de chaque trimestre.

3. Les formalités prescrites par la loi du 8 fructidor an 5, pour obtenir les rectifications d'erreurs sur le grand-livre de la dette publique, et qui ne sont pas contraires aux dispositions des articles précédents, continueront d'avoir leur exécution, et seront communes aux rentes perpétuelles et viagères.

N° 696.—27 frimaire an 11 (18 décembre 1802). = *ARRÊTÉ qui désigne les communes où seront placés les nouveaux bureaux des douanes en seconde ligne* (3). (III, Bull. CCXXXIX, n° 2226.)

Les bureaux de seconde ligne, dont l'établissement est ordonné par l'arrêté du 5 de ce mois, seront placés dans les communes désignées par l'état annexé au présent arrêté.

(Suit l'état des communes de la république proposées au gouvernement, pour le placement de nouveaux bureaux de perception en seconde ligne.

N° 697.—27 frimaire an 11 (18 décembre 1802). = *ARRÊTÉ qui fixe les termes*

(1) Les rentes cédées au domaine, et ayant appartenu à des corporations supprimées, peuvent être attribuées aux hospices, si ceux-ci en ont fait la découverte dans le délai de six ans après la main-mise nationale; mais ce délai doit s'entendre des six ans qui ont couru depuis la main-mise nationale jusqu'au jour de la découverte de la rente par l'hospice, et non pas du jour de la main-mise nationale jusqu'au jour de l'arrêté du gouvernement qui a créé ce droit en faveur des hospices. Arr. du cons., 5 août 1809. *Sir.*, Jur. du cons., 1, 298

(2) Voyez, dans le § 4, des notes qui accompagnent le titre du décret du 24 août (15, 16, 7 et) — 13 septembre 1793, le résumé de la législation sur cet objet.

(3) Voyez l'arrêté du 5 frimaire an 11 (26 novembre 1802), qui porte création de ces bureaux. Voyez aussi les notes qui accompagnent le titre du décret fondamental du 6 août (22 juillet et) — 22 août 1791.

et le mode de paiement du prix des adjudications des coupes ordinaires de bois (1). (Dépôt des lois, n° 1689.)

Art. 1^{er}. Le prix des adjudications des coupes ordinaires de bois continuera d'être payable, par égales portions, en quatre termes, qui écherront les 30 germinal et 30 messidor de l'année de l'adjudication, et 30 vendémiaire et 30 nivôse suivants.

2. Les adjudicataires souscriront, en conséquence, des traites payables aux époques ci-dessus, au domicile du receveur-général du département.— Ces traites seront toutes de sommes rondes, et ne pourront être divisées qu'en sommes de cinq cents francs, de mille francs et de dix mille francs : il n'y en aura aucune de somme intermédiaire entre cinq cents francs et mille francs ; il pourra seulement y avoir, pour chaque adjudication, quatre traites de cent francs chacune, si elles sont nécessaires pour faire l'appoint de cent francs.

3. Toutes les sommes au dessus de cent francs, pour chacune des quatre échéances, seront versées en numéraire, en même temps que le décime par franc dans la caisse du receveur des domaines.

4. Les traites seront faites sur un papier particulier qui sera fourni par les ordres du ministre du trésor public, à l'administration de l'enregistrement.

5. Il sera inséré dans le cahier des charges des adjudications de l'an 12 une clause expresse, portant qu'en cas de retard du paiement des traites, ou du versement des sommes exigibles en numéraire, l'adjudicataire supportera une amende du vingtième du montant de la traite ou de la somme qu'il n'aura point acquittée à son échéance. Cette amende devra être payée en même temps que le principal, dont le paiement sera poursuivi à chaque époque par les voies ordinaires (2).

N° 698.—30 frimaire an 11 (21 décembre 1802).—**ARRÊTÉ** qui ordonne la *démolition d'une usine construite, sans autorisation, sur un cours d'eau provenant de la rivière de Juines.* (III, Bull. CCXXXVIII, n° 2220.)

N° 699.—30 frimaire an 11 (21 décembre 1802).—**ARRÊTÉ** relatif aux *concessions de locaux destinés à l'établissement des écoles secondaires, à la surveillance de ces écoles, et au paiement des frais d'instruction* (3). (III, Bull. CCXXXVIII, n° 2221.)

Art. 1^{er}. Pour parvenir à obtenir régulièrement la concession des locaux promis aux communes et aux instituteurs particuliers, par l'article 7 de la loi du 11 floréal an 10, les communes et les instituteurs justifieront, par des certificats des directeurs de l'enregistrement, que les locaux dont ils demanderont la jouissance pour l'établissement des écoles secondaires, ne

(1) Aujourd'hui, les termes de paiement des coupes de bois sont fixés dans le cahier des charges des adjudications, d'après l'art. 82 de l'ordonnance du 1^{er}—4 août 1827, rendue pour l'exécution du Code forestier.

(2) On ne peut exiger des adjudicataires de bois communaux, en retard de se libérer, l'amende du vingtième prononcée en pareil cas contre les adjudicataires de bois nationaux. Décision du ministre des finances, 23 nivôse an 12, *SIR.*, VII, 2, 323.

L'amende du vingtième n'est pas représentative des intérêts : en cas de retard dans les paiements, cette amende et la condamnation aux intérêts peuvent être prononcées cumulativement. *Cass.*, 26 juillet 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 148.

(3) Voyez, sur les écoles secondaires, la loi du 11 floréal an 10 (1^{er} mai 1802), portant organisation de l'instruction publique, tit. III, et la note qui résume la législation.

tout point partie des domaines nationaux définitivement réservés à un autre service public, en vertu d'une décision formelle et spéciale du gouvernement.

2. Les bâtimens invendus qui ont servi à l'usage des collèges ou de tous autres établissemens d'instruction publique, et qui ne seront point compris dans l'exception indiquée à l'article ci-dessus, seront, de préférence, concédés aux écoles secondaires : les autres domaines nationaux disponibles ne seront concédés que subsidiairement, et à défaut de biens collégiaux.

3. Il sera dressé, par le directeur des domaines, un état des domaines mentionnés dans l'article précédent, ainsi que des revenus qu'ils produisent : cet état, certifié véritable par le sous-préfet de l'arrondissement et le préfet du département, sera transmis au ministre de l'intérieur, qui proposera ses vues au gouvernement sur la meilleure destination et l'emploi le plus utile desdits biens et revenus.

4. Les communes ou les instituteurs particuliers dont les écoles seront érigées en écoles secondaires, et auxquels il sera fait concession d'un local, en jouiront pendant tout le temps que l'établissement sera jugé digne d'être maintenu école secondaire; ils seront tenus de mettre le bâtiment en état, de le réparer et de l'entretenir. — Ces frais, ainsi que ceux de premier établissement, seront à la charge personnelle des particuliers qui auront formé ces établissemens. — Quant aux écoles secondaires fondées par les communes, les mêmes frais pourront être acquittés, soit par le produit d'une souscription volontaire, soit sur les bénéfices des pensions et rétributions payées par les élèves, soit enfin sur les revenus libres de la commune.

5. Tous les frais d'instruction des écoles secondaires établies par les communes seront prélevés sur le prix des pensions et rétributions des élèves pensionnaires et externes : en cas d'insuffisance, il pourra être fait, chaque année, sur les revenus libres des communes, un fonds qui sera spécialement employé à augmenter le traitement des professeurs qui n'auraient pas été convenablement rétribués.

6. Les maires auront la surveillance générale des écoles secondaires, sous l'autorité du sous-préfet et du préfet. — Ils veilleront particulièrement, 1^o à ce que l'enseignement donné dans lesdites écoles comprenne au moins tous les objets prescrits par l'article 6 de la loi du 11 floréal an 10; — 2^o A ce qu'il n'y ait jamais moins de trois professeurs dans chaque école, y compris le directeur, qui pourra faire lui-même les fonctions de professeur; — 3^o A ce que le mode d'enseignement, et le règlement relatif à la discipline intérieure de l'école, s'accordent, autant qu'il sera possible, avec le mode d'enseignement et le règlement de discipline des lycées.

7. Les recettes et dépenses des écoles secondaires communales seront administrées, comme les autres dépenses et revenus des communes, par les maires et les conseils municipaux des lieux où seront ces établissemens. — Les réglemens, ainsi que la nomination des chefs et professeurs de ces écoles, seront soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur

N^o 700. = 2 nivose an 11 (23 décembre 1802). = ARRÊTÉ relatif à l'enregistrement des actes passés sous signature privée ou devant notaires dans la vingt-septième division militaire. (III, Bull. CCXXXVI, n^o 2200.)

Art. 1^{er}. Les actes faits sous signature privée et ceux passés devant notaires dans les départemens de la vingt-septième division militaire, qui étaient assujétis à l'insinuation, et qui n'auraient pas reçu cette formalité avant l'établissement des lois françaises sur l'enregistrement dans cette di-

vision, pourront être présentés à l'enregistrement avant le 1^{er} messidor prochain, et être enregistrés sans amende et sans être assujétis à de plus forts droits que ceux fixés par les anciennes lois de la vingt-septième division militaire.

2. Passé le délai ci-dessus, les actes dont il s'agit seront soumis aux droits d'enregistrement, ainsi qu'ils sont établis et exigibles en vertu des lois des 22 frimaire et 6 prairial an 7, et 27 ventose an 9, et sous les peines et obligations portées par ces lois, qui seront au surplus exécutées à cet égard en tout leur contenu, soit pour la recherche et le recouvrement du droit, soit pour la responsabilité des notaires et autres officiers publics.

N° 701. = 2 nivose an 11 (23 décembre 1802). — ARRÊTÉ qui règle le costume des membres des tribunaux, des gens de loi et des avoués. (II, Bull. CCXXXVIII, n° 2222.)

Art. 1^{er}. Les membres de tous les tribunaux de la république, les gens de loi et avoués qui exercent leurs fonctions près d'eux, porteront tous, à l'avenir, dans l'exercice de leurs fonctions, un habit long, de la forme et de la couleur réglées aux articles suivants.

2. Les juges des tribunaux d'appel et des tribunaux criminels, les commissaires du gouvernement et leurs substituts près de ces tribunaux, porteront, —Aux audiences ordinaires, simarre de soie noire, toge de laine noire, à grandes manches; ceinture de soie noire pendante, et franges pareilles; toque de soie noire unie; cravate tombante, de batiste blanche, plissée; cheveux longs ou ronds. — Les présidents et vice-présidents auront, au bas de la toque, un galon de velours noir, liséré d'or. — Aux grandes audiences et aux cérémonies publiques, ils porteront le même costume, avec les modifications suivantes: — La toge de même forme, en laine rouge; toque de velours noir, bordée, au bas, d'un galon de soie, liséré d'or. — Le président aura un double galon à la toque.

3. Les greffiers en chef porteront le même costume que les juges, sans galon à la toque. — Les commis-greffiers tenant la plume, porteront, — Aux audiences ordinaires, la toge noire, sans simarre, et la toque noire, sans galon; — Aux grandes audiences et cérémonies, la toge noire, avec simarre et ceinture.

4. Les juges des tribunaux de première instance, les commissaires du gouvernement et leurs substituts, ainsi que le substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel, porteront, — Aux audiences ordinaires, simarre et toge de laine noire, à grandes manches; ceinture de laine noire, pendante; toque de laine noire unie, bordée de velours noir; cravate tombante, de batiste blanche, plissée; cheveux longs ou ronds. — Les présidents et vice-présidents auront, au bas de la toque, un galon d'argent. — Aux audiences solennelles et aux cérémonies publiques, ils porteront le même costume, avec les modifications suivantes: — Une simarre de soie noire, une ceinture de soie, couleur bleu clair, à franges de soie; un galon d'argent au bas de la toque. — Le président aura un double galon.

5. Les greffiers en chef porteront le même costume que les juges, mais sans bord à la toque. — Les commis-greffiers tenant la plume porteront la toge fermée, sans simarre.

6. Aux audiences de tous les tribunaux, les gens de loi et les avoués porteront la toge de laine, fermée par devant à manches larges, toque noire, cravate pareille à celle des juges, cheveux longs ou ronds.

7. Les juges de paix et leurs greffiers porteront, dans l'exercice de leurs fonctions, le même costume que les juges et greffiers des tribunaux de première instance.

8. Tous les huissiers porteront un habit noir complet, à la française, avec un manteau de laine noire, revenant par devant et de la longueur de l'habit. Ils auront à la main une baguette noire.

9. Les membres de tous les tribunaux porteront à la ville, comme habit de cérémonie, l'habit complet noir, à la française, manteau court, de soie ou laine, jeté en arrière; cravate de batiste, chapeau à trois cornes, cheveux longs ou ronds.

10. Les membres des tribunaux seront tenus de prendre, dans l'exercice de leurs fonctions, le costume réglé par les articles ci-dessus, avant le 1^{er} vendémiaire prochain.

N° 702. = 2 nivose an 11 (23 décembre 1802). — *ARRÊTÉ qui ordonne le prélèvement des menues dépenses des tribunaux pour l'an 11, sur les centimes additionnels variables, et détermine l'emploi du restant.* (III, Bull. CCXXXVIII, n° 2223.)

N° 703. = 3 nivose an 11 (24 décembre 1802). — *ARRÊTÉ portant établissement de chambres de commerce dans plusieurs villes* (1). (III, Bull. CCXXXVIII, n° 2225.)

CHAPITRE 1^{er}. — Formation des chambres de commerce.

Art. 1^{er}. Il sera établi des chambres de commerce dans les villes de Lyon, Rouen, Bordeaux, Marseille, Bruxelles, Anvers, Nantes, Dunkerque, Lille, Mayence, Nîmes, Avignon, Strasbourg, Turin, Montpellier, Genève, Bayonne, Toulouse, Tours, Carcassonne, Amiens, Le Havre.

2. Les chambres de commerce seront composées de quinze commerçants dans les villes où la population excède cinquante mille âmes, et de neuf dans toutes celles où elle est au dessous, indépendamment du préfet, qui en est membre né, et en a la présidence toutes les fois qu'il assiste aux séances. Le maire remplacera le préfet dans les villes qui ne sont pas chefs-lieux de préfecture.

3. Nul ne pourra être reçu membre de la chambre, s'il n'a fait le commerce en personne au moins pendant dix ans.

4. Les fonctions attribuées aux chambres de commerce sont, — De présenter des vues sur les moyens d'accroître la prospérité du commerce; — De faire connaître au gouvernement les causes qui en arrêtent les progrès; —

(1) Voyez le décret du 27 septembre—16 octobre 1791, portant suppression des anciennes chambres de commerce; celui du 5—7 septembre 1792, concernant la liquidation de ces chambres; celui du 23 septembre 1806, qui assimile les dépenses des chambres de commerce à celles des bourses de commerce, et détermine le mode de règlement de ces dépenses; l'ordonnance du 21 décembre 1815—13 janvier 1816, et toutes les lois de finances postérieures portant allocation de fonds pour ces mêmes dépenses; l'ordonnance du 23 août—6 septembre 1819, art. 12, qui détermine le mode d'après lequel les chambres de commerce, peuvent se faire représenter au conseil général de commerce; la loi de finances du 23—25 juillet 1820, art. 11, 12, 13, 14, 15 et 16, concernant les dépenses occasionnées par les bourses de commerce, et la circumscription de ces chambres; celle du 16—21 juin 1830, qui contient le tableau des chambres de commerce et du nombre de leurs délégués; celle du 16 juin—1^{er} juillet 1832, portant règlement général sur la composition et l'organisation des chambres de commerce, le mode de nomination des membres, les attributions, etc.; celle du 17 juin—1^{er} juillet même année, qui prescrit le renouvellement intégral des chambres de commerce.

Il a été rendu des ordonnances particulières pour l'établissement de chambres de commerce dans un grand nombre de villes de France.

D'indiquer les ressources qu'on peut se procurer ; — De surveiller l'exécution des travaux publics relatifs au commerce, tels, par exemple, que le curage des ports, la navigation des rivières, et l'exécution des lois et arrêtés concernant la contrebande.

5. Les chambres de commerce correspondront directement avec le ministre de l'intérieur.

6. La première formation de chaque chambre de commerce sera faite comme il suit : — Les préfets, et, à leur défaut, les maires dans les villes qui ne sont pas chefs-lieux de préfecture, réuniront, sous leur présidence, de quarante à soixante commerçans des plus distingués de la ville, qui procéderont, par scrutin secret et à la pluralité absolue des suffrages, à l'élection des membres qui doivent composer la chambre.

7. Les membres de la chambre seront renouvelés par tiers tous les ans ; les membres sortans pourront être réélus. — Pendant les deux premières années qui suivront la formation de la chambre, le sort prononcera quels sont ceux qui doivent sortir. — Les remplacements se feront par la chambre, et à la pluralité absolue des suffrages.

8. Toute nomination sera transmise au ministre de l'intérieur, pour recevoir son approbation.

9. Les chambres de commerce présenteront au ministre de l'intérieur l'état de leurs dépenses, et proposeront les moyens de les acquitter. — Le ministre soumettra leurs demandes au gouvernement.

CHAPITRE II. — Formation d'un conseil général de commerce (1).

10. Il y aura à Paris un conseil général de commerce. — Ce conseil sera établi près du ministre de l'intérieur.

11. Les membres du conseil général seront désignés par les chambres de commerce. — Chaque chambre présentera deux sujets, sur lesquels le premier consul en nommera quinze. — Ces quinze se réuniront à Paris une ou deux fois l'an ; trois d'entre eux y seront toujours présens. — Nul ne pourra être élu, s'il n'est en activité de commerce dans la ville qui fait la députation, et si, au moment de sa nomination, il n'y est présent.

N° 704. — 6 nivose an 11 (27 décembre 1802). — ARRÊTÉ relatif aux baux à ferme des eaux minérales (2). (III, Bull. CCXXXIX, n° 2227.)

Art. 1^{er}. Les baux à ferme des eaux minérales, bains et établissemens en dépendant, dont les communes sont ou seront reconnues propriétaires, seront adjugés à l'avenir par-devant le sous-préfet de l'arrondissement du département, et en présence du maire de la commune sur le territoire de laquelle les eaux sont situées.

2. En exécution de l'article 2 de la loi du 5-11 février 1791, les adjudications ne pourront avoir lieu que dans les formes prescrites par la loi du 28 octobre-5 novembre 1790.

3. Le cahier des charges en sera dressé par le sous-préfet, sur l'avis et la

(1) Voyez l'ordonnance du 23 août-6 septembre 1819, qui détermine la composition et les attributions de ce conseil, et celle du 9 février-18 juillet 1825, qui la modifie ; celle du 16-21 juin 1830, qui réunit ce conseil et celui des manufactures sous la dénomination de conseil général du commerce et des manufactures, et porte des dispositions sur son organisation ; et celle du 29 avril-11 mai 1831, qui ordonne la réorganisation de ce conseil et détermine ses attributions.

(2) Voyez, sur cet objet, l'arrêté du 3 floréal an 8 (23 avril 1800), et la note.

proposition du conseil municipal, et approuvé par le préfet du département.

4. Les réparations à faire aux sources seront autorisées par les préfets, dans les formes prescrites par l'article 2 de l'arrêté du 29 floréal an 7 et par l'article 6 de l'arrêté du 3 floréal de l'année suivante, après avoir pris l'avis du conseil municipal et du sous-préfet de l'arrondissement.

5. Seront pareillement exécutées, en ce qui concerne les constructions et améliorations dont les sources communales seront susceptibles, les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 3 floréal an 8, et, à l'égard du prix des eaux, les dispositions de l'article 4 du même arrêté.

6. Les produits des baux seront spécialement réservés pour l'entretien. les réparations et améliorations des sources, bains et établissements en dépendant, ainsi que pour le paiement des officiers de santé chargés de leur inspection. L'excédant des produits sera versé dans les caisses municipales, pour en être disposé suivant le règlement du 4 thermidor an 10 sur l'administration des revenus municipaux.

7. Les dispositions prescrites par l'article 6 seront suivies pour le produit des sources minérales qui appartiennent à la république, excepté pour le versement de l'excédant, qui sera fait dans la caisse d'amortissement, à la diligence des préposés des domaines, pour y rester à la disposition du ministre de l'intérieur, et être par lui appliqué à l'amélioration des eaux minérales, ou en secours aux indigens auxquels ces eaux seront nécessaires.

8. Le mode de nomination des officiers de santé, pour le service des sources communales, sera le même que celui prescrit par l'article 2 de l'arrêté du 23 vendémiaire an 6.—Leur traitement sera réglé d'après les bases fixées par les articles 9 et 10 de l'arrêté du 3 floréal an 8.

9. Seront, au surplus, les droits de propriété des communes sur les sources minérales discutés et réglés, en cas de contestation des communes avec la république, par-devant les conseils de préfecture, le directeur des domaines entendu, et sauf la confirmation du gouvernement (1).

10. Quant aux sources exploitées par les particuliers qui en sont propriétaires, ils seront tenus de se conformer aux réglemens de police des eaux minérales, et de pourvoir, sur le produit de ces eaux, au paiement du traitement de l'officier de santé que le gouvernement jugera nécessaire de commettre pour leur inspection; ils seront pareillement tenus de faire approuver, par le préfet, le tarif du prix de leurs eaux, sauf le recours au gouvernement en cas de contestation.

11. Seront au surplus observés, pour toutes les eaux minérales, et pour le débit et la vente des eaux hors la source, les arrêtés des 23 vendémiaire an 6, 29 floréal an 7 et 3 floréal an 8, dans tous les articles non rapportés ou modifiés par le présent.

N° 705. = 6 nivose an 11 (27 décembre 1802). = ARRÊTÉ qui règle le costume des professeurs, instituteurs et maîtres de quartier des collèges dépendant du Prytanée. (Moniteur du 30 nivose an 11.)

N° 706. = 6 nivose an 11 (27 décembre 1802). = ARRÊTÉ qui accorde le logement dans les bâtimens nationaux aux généraux commandant les

(1) L'administration n'est pas compétente, si la contestation a lieu entre une commune et un particulier; alors, ce sont les tribunaux qui doivent en connaître. Arr. du cons., 15 janvier 1804, *Sin.*, Jur. du cons., 1, 238.

divisions militaires, de leurs aides-de-camp, du chef de l'état-major et de ses bureaux, du commissaire ordonnateur, de l'inspecteur aux revues, etc. (1). (Moniteur du 30 nivose an 11.)

Art. 1^{er}. Il y aura, dans chaque division militaire, un bâtiment national définitivement affecté au logement du général commandant la division, de ses aides-de-camp, du chef de l'état-major et de ses bureaux. Lorsque cela sera possible, le commissaire ordonnateur de la division et, l'inspecteur aux revues seront logés dans la même maison.

2. Il y aura, dans chaque chef-lieu de département, un logement destiné à l'officier supérieur commandant les troupes du département. Lorsque les circonstances le permettront, le sous-inspecteur aux revues et le commissaire des guerres seront logés dans la même maison.

3. Chaque commandant d'armes, dans les places de guerre, sera également logé dans une maison nationale; et lorsqu'il sera possible, les officiers d'artillerie et du génie commandant dans les places, seront logés dans une même maison.

4. Le ministre de la guerre fera désigner, dans le plus court délai, les maisons nationales propres à ce service. Autant qu'il sera possible, on prendra les maisons qui avaient été construites pour cet usage.

5. Un rapport particulier sera fait sur les ventes qui auraient été faites de ceux de ces bâtimens qui étaient situés dans les forteresses ou enceintes des fortifications, et qui auraient été vendus, sans que le corps du génie ait autorisé lesdites ventes.

N^o 707. = 9 nivose an 11 (30 décembre 1802). = **ARRÊTÉ** contenant nouvelle fixation des droits de douane sur la vanille. (III, Bull. CCXXXIX, n^o 2228.)

Les droits de douane sur la vanille ne seront perçus à l'avenir qu'au poids net.

N^o 708. = 9 nivose an 11 (30 décembre 1802). = **ARRÊTÉ** qui prescrit le mode de remplacement des présidens des collèges électoraux et des assemblées de canton (2). (III, Bull. CCXXXIX, n^o 2229.)

N^o 709. = 10 nivose an 11 (31 décembre 1802). = **ARRÊTÉ** relatif à l'augmentation des escadrons de divers régimens de cavalerie et à l'incorporation de quatre autres. (Dépôt des lois, n^o 1695.)

N^o 710. = 14 nivose an 11 (4 janvier 1803). = **ARRÊTÉ** qui ordonne la confection d'un état des biens nationaux attribués aux hospices civils en remplacement de leurs biens aliénés (3). (III, Bull. CCXXXIX, n^o 2230.)

Art. 1^{er}. Les commissions administratives des hospices civils, à leur défaut les maires et adjoints, orsseront l'état des biens nationaux qui ont été

(1) Voyez, sur les logemens militaires, le décret du 23 mai 1792—18 janvier 1793, et les notes qui résument la législation.

(2) Cet arrêté se rapporte à un état de choses qui n'existe plus. — Voyez le résumé de la législation électorale mis en note de l'art. 14 de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799).

(3) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 23 messidor an 2 (11 juillet 1794), le résumé de la législation concernant les biens et rentes attribués aux hospices, en remplacement de leurs biens aliénés.

attribués aux hospices civils en remplacement de leurs biens aliénés en vertu de l'article 8 de la loi du 16 vendémiaire an 5.

2. Ces états seront adressés, sans délai, au ministre de l'intérieur, et, au plus tard, avant le 1^{er} germinal prochain.

3. Il sera fait un tableau général par commune, arrondissement et département, de tous les biens nationaux dont jouissent les hospices, pour mettre à exécution le paragraphe 2 du même article 8 de la loi du 16 vendémiaire, qui ordonne que les assignations de domaines nationaux, faites aux hospices par les administrations centrales, ne seront que préparatoires, et que l'effet définitif n'aura lieu qu'en vertu d'une loi.

4. Tous les hospices pour lesquels on n'aura pas envoyé au ministre de l'intérieur l'état ordonné par l'article 1^{er}, seront déchus de tous droits aux biens qui leur auraient été provisoirement attribués; et la régie des domaines nationaux en reprendra possession au nom de la république.

N° 711. — 14 nivose an 11 (4 janvier 1803). = *ARRÊTÉ sur le renouvellement des conseils municipaux* (1). (III, Bull. CCXXXIX, n° 2231.)

N° 712. — 14 nivose an 11 (4 janvier 1803). = *ARRÊTÉ qui fixe la durée des fonctions des maires et adjoints dans les villes au dessus de cinq mille habitants* (2). (III, Bull. CCXXXIX, n° 2232.)

N° 713. — 14 nivose an 11 (4 janvier 1803). = *SÉNATUS-CONSULTE portant création de sénatoreries et règlement sur l'administration économique du sénat* (3). (III, Bull. CCXXXIX, n° 2233.)

TITRE I^{er}. — Des sénatoreries.

Art. 1^{er}. Il y aura une sénaterie par arrondissement de tribunal d'appel.

2. Chaque sénaterie sera dotée d'une maison, et d'un revenu annuel, en domaines nationaux, de vingt à vingt-cinq mille francs.

3. Les sénatoreries seront possédées à vie; les sénateurs qui en seront pourvus, seront tenus d'y résider au moins trois mois chaque année.

4. Ils rempliront les missions extraordinaires que le premier consul jugera à propos de leur donner dans leur arrondissement, et ils lui en rendront compte directement.

5. Les sénatoreries seront conférées par le premier consul, sur la présentation du sénat, qui, pour chacune, désignera trois sénateurs.

6. Le revenu de la sénaterie tiendra lieu au sénateur nommé de toute indemnité pour frais de déplacement et dépenses de représentation.

7. Le sénat présentera, au mois de fructidor prochain, à la moitié des sénatoreries, et dans le mois de germinal de l'an 12, à l'autre moitié.

TITRE II. — De l'administration économique du sénat, de l'ordre et de la police intérieure et extérieure, et de la comptabilité.

8. Le sénat aura deux prêteurs, un chancelier et un trésorier, tous pris

(1) Cet arrêté n'a plus d'intérêt. Aujourd'hui, le mode de renouvellement des conseils municipaux est déterminé par l'art. 17 de la loi générale du 21—23 mars 1831, qui constitue le dernier état des choses.

(2) Voyez la loi générale du 21—23 mars 1831, sur l'organisation municipale, art. 4, qui fixe la durée des fonctions des maires et adjoints.

(3) Voyez, dans les notes qui accompagnent le tit. II de la constitution du 25 frimaire an 8 (13 décembre 1799), le résumé de la législation concernant la dotation du sénat.

dans son sein ; ils ne pourront être ni vice-présidens ni secrétaires du sénat pendant la durée de leurs fonctions.

9. Ils seront nommés pour six ans par le premier consul , sur la présentation du sénat , qui , pour chaque place , désignera trois sujets ; le sénat fera cette présentation dans le mois de fructidor prochain.

10. Les six ans expirés , ils ne pourront être réélus que sur une nouvelle présentation.

11. Les prêteurs seront chargés de tous les détails relatifs à la garde du sénat , à la police et à l'entretien de son palais , de ses jardins , et au cérémonial.—Ils se diviseront les soins de surveillance et d'administration.—Le prêteur chargé du service relatif à la garde , à la police et au cérémonial , ne pourra , pendant la durée de ses fonctions , coucher hors du palais du sénat.

12. Les prêteurs auront sous leurs ordres deux messagers , six huissiers et six brigades de gardes pour la police du palais et des jardins du sénat.

13. Le chancelier aura sous son administration les archives , où seront déposés les titres de propriété du sénat.—Aucun procès ne pourra être suivi relativement aux propriétés du sénat , et à celles de chaque sénatorerie , que sous sa direction.—Il surveillera la bibliothèque , la galerie des tableaux et le cabinet des médailles.—Il délivrera les certificats de vie et de résidence , et les passeports , aux sénateurs qui en auront besoin.—Il apposera le sceau du sénat à tous les actes qui en seront émanés.

14. Sous les ordres immédiats du chancelier , seront le garde des archives , le garde adjoint , et le nombre d'employés nécessaire pour les différentes attributions.

15. Le trésorier sera chargé des recettes , des dépenses et de la comptabilité du sénat.—Il aura sous ses ordres un caissier , et le nombre d'employés nécessaire pour l'ordre de la recette , de la dépense et de la comptabilité.

16. Les deux prêteurs , le chancelier et le trésorier seront logés au palais du sénat.

17. En exécution de l'article 22 , titre II de la constitution , il est affecté à la dotation du sénat , pour le traitement des sénateurs , l'entretien et la réparation de son palais et de ses jardins , et ses dépenses de toute autre nature , une somme annuelle de quatre millions , à prendre sur le produit des forêts nationales : cette somme sera versée dans la caisse du sénat , à compter du 1^{er} vendémiaire an 12.

18. Il sera affecté au sénat , dans le courant de l'an 12 , des biens nationaux affermés , pour un revenu annuel d'un million : ils seront pris , moitié dans les départemens de la Sarre , de la Roër , du Mont-Tonnerre et de Rhin-et-Moselle ; moitié dans ceux du Pô , du Tanaro , de la Stura , de la Sésia , de la Doire et de Marengo : ces biens seront administrés par le sénat , et le revenu en sera versé dans sa caisse.

19. Les prêteurs , le chancelier et le trésorier travailleront avec le premier consul , au moins une fois par trimestre.

20. Au commencement de chaque année , il sera tenu un conseil d'administration , présidé par le premier consul : les second et troisième consuls , les deux secrétaires en exercice , et sept sénateurs nommés par le sénat , formeront ce conseil.

21. Dans ce conseil seront arrêtés les dépenses de toute nature , et les traitemens qui devront être accordés aux officiers et membres du sénat.—Il fixera aussi les sommes qui seront prises , s'il y a lieu , sur les revenus du sénat , pour assurer une subsistance honnête aux familles des sénateurs après leur mort.

N° 714. = 14 nivose an 11 (4 janvier 1803). = *AVIS du conseil d'état relatif au choix et au remplacement des maires et adjoints* (1). (Moniteur du 28 nivose an 11.)

N° 715. = 18 nivose an 11 (8 janvier 1803). = *ARRÊTÉ qui déclare les traitemens ecclésiastiques insaisissables dans leur totalité.* (III, Bul. CCXLI, n° 2247.)

Les traitemens ecclésiastiques seront insaisissables dans leur totalité.

N° 716. = 20 nivose an 11 (10 janvier 1803). = *ARRÊTÉ relatif à la direction et administration du théâtre des Arts* (2). (Moniteur du 30 nivose an 11.)

Art. 1^{er}. Le préfet du palais, qui a la surveillance du théâtre des Arts, n'est chargé d'aucune comptabilité.

2. Sous lui sont, 1° un directeur, 2° un administrateur comptable, tous deux nommés par le premier consul.

3. Le directeur est chargé, sous l'autorité du préfet du palais, 1° du personnel et du traitement des artistes et des employés; 2° de tout ce qui est relatif à la mise en représentation des pièces et ballets; 3° du maintien de l'ordre et de la police.

4. Au commencement de chaque mois, il remet d'avance, au préfet du palais, un aperçu des dépenses fixes et des dépenses variables du mois.

5. Aucune pièce nouvelle, aucun nouveau ballet ne peuvent être donnés, aucune décoration nouvelle établie, que l'aperçu de la dépense n'ait été soumis au gouvernement et approuvé par le premier consul.

6. Il sera dressé un tableau, 1° des traitemens fixes des artistes et employés du théâtre; 2° des gratifications qui leur sont accordées sous le nom de feux.—Ce tableau sera soumis, par le préfet du palais, à l'approbation du premier consul.

7. L'administrateur comptable est chargé de tout ce qui tient à la comptabilité, soit en matières, soit en argent, tant en recette qu'en dépense.—Il rend tous les mois, au préfet du palais, un compte détaillé des entrées et sorties en matières, des recettes et dépenses en argent, visé par le directeur.

8. Il tient un compte ouvert pour chaque artiste, pour chaque préposé, pour chaque fournisseur, et ne délivre sur la caisse aucun mandat que sur un état de distribution signé du directeur.—Il arrête, chaque jour de représentation, le registre des recettes.

9. Pendant l'an 11, le ministre de l'intérieur ordonnancera cinquante mille francs par mois au profit du théâtre des Arts. L'ordonnance sera délivrée à l'administrateur comptable.

10. Tous les six mois, sur la proposition du ministre de l'intérieur, il sera nommé par le premier consul une commission de trois personnes, pour examiner et vérifier les dépenses, les recettes et la comptabilité du théâtre des Arts.

11. Il y a un caissier nommé par le ministre du trésor public et destitua-

(1) Sans intérêt actuel. — Voyez l'art. 4 de la loi du 21—23 mars 1831, sur l'organisation municipale.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 13—19 janvier 1791, le résumé complet de la législation concernant les théâtres.

Dans le système du présent arrêté, l'exploitation du théâtre de l'Opéra avait lieu pour compte du gouvernement, par une agence; aujourd'hui ce système est changé, et cette exploitation a lieu pour le compte personnel d'un directeur, auquel l'état accorde seulement une subvention annuelle.

ble par lui, s'il y a lieu.—Il fournit un cautionnement de cent mille francs, en capitaux de rentes à cinq pour cent déposés à la caisse d'amortissement.

12. Sa recette se compose,—1° Des recettes journalières faites à la porte du théâtre ; — 2° Du produit des loges louées à l'année ou par représentation ; — 3° Des fonds de supplément versés par le trésor public.—Il paie toutes les dépenses sur les mandats de l'administrateur comptable, appuyés de l'état de distribution signé par le directeur.

13. Tous les dix jours, le caissier remet l'état de sa caisse au ministre du trésor public.

14. Les billets sont déposés et timbrés à la caisse.—Le caissier les délivre, soit aux artistes qui ont droit d'en recevoir gratuitement, et qui les recevront sur un état de distribution arrêté par le directeur et visé par l'administrateur comptable, soit aux personnes chargées de les distribuer, lesquelles en compteront, soit en argent, soit en billets non distribués.—L'état des billets rentrés faute de distribution, sera chaque jour dressé par le caissier et vérifié par l'administrateur comptable.

15. Personne, sans exception, n'aura ni logement ni entrées gratuites, sauf les droits des auteurs et compositeurs.

16. Les ouvreuses de loges seront fréquemment déplacées, et il y aura un inspecteur chargé de vérifier si l'on n'a pas introduit dans les loges des personnes qui n'y devaient pas être.

17. Toutes personnes, autres que les concierges et employés nécessaires à la conservation du théâtre, qui occuperaient des logemens dans les bâtimens en dépendant, sont tenues de les évacuer dans le plus bref délai.

N° 717. = 22 nivose an 11 (12 janvier 1803). = *ARRÊTÉ contenant règlement sur l'administration de l'île d'Elbe* (1). (III, Bull. CCXL, n° 2236.)

N° 718. = 22 nivose an 11 (12 janvier 1803). = *ARRÊTÉ qui règle les attributions du général commandant la vingt-troisième division militaire dans les départemens du Golo et du Liamone* (2). (III, Bull. CCXL, n° 2237.)

Art. 1^{er}. Le général de division commandant la vingt-troisième division militaire, indépendamment des fonctions qu'il a à remplir en cette qualité, aura, dans les départemens du Golo et du Liamone seulement, les attributions suivantes : — 1° Il veillera à l'exécution exacte des lois et arrêtés relatifs à la police ; — 2° Il fera arrêter et traduire devant les tribunaux correctionnels ceux qui contreviendront à ces lois et réglemens ; — 3° Il ordonnera et fera exécuter les désarmemens des communes ou familles qui sont prévenues d'assassinats, ou d'autres délits contre l'ordre public ; — 4° Il fera arrêter et traduire les prévenus devant le tribunal criminel ; — 5° Il décernera des mandats d'amener contre ceux qui sont dans les cas prévus par l'article 46 de l'acte constitutionnel, et paragraphe III de l'article 45 du sénatus-consulte du 16 thermidor an 10 ; — 6° Il donnera son avis sur tous les travaux qui seront proposés et exécutés pour l'ouverture des routes et communications nationales ou vicinales ; — 7° Il fera exécuter, de concert avec les préfets, les lois sur la conscription militaire et la conscription maritime.

2. Pour tout ce qui est relatif aux délits de police correctionnelle, arrestation et punition des prévenus, les substituts des commissaires du gouver-

(1) Cette île a cessé d'appartenir à la France, en exécution du traité de Paris, du 20 novembre 1815: par conséquent, le présent arrêté est sans intérêt.

(2) Ces départemens sont aujourd'hui réunis sous le nom de département de la Corse.

nément, de service près les tribunaux de police correctionnelle, correspondront directement avec le général de division commandant.—Ils seront tenus de lui communiquer toujours la plainte, et ensuite, s'il y a lieu, toutes les pièces de l'instruction et de la procédure, toutes les fois qu'il les requerra, ou lorsqu'ils jugeront l'affaire assez importante pour lui en donner connaissance; le tout cependant sans arrêter la marche de la procédure. — Ils lui adresseront copie du jugement, dans le jour où il sera rendu, soit qu'il condamne, soit qu'il absolve le prévenu, afin que, dans ce dernier cas, le général de division puisse s'assurer s'il n'est pas détenu pour autre cause.

3. Pour ce qui sera relatif aux délits qui sont dans les attributions des tribunaux criminels ou spéciaux, les relations du général de division commandant auront lieu, avec les commissaires du gouvernement près les tribunaux criminels, de la manière réglée par l'article précédent.

4. Pour ce qui sera relatif aux mandats décernés d'après le paragraphe V de l'article 1^{er} du présent arrêté, le général de division commandant en rendra compte sans délai au grand-juge ministre de la justice, et au ministre de l'intérieur.

5. Pour ce qui est relatif aux travaux des routes et communications, les préfets et les ingénieurs en chef des ponts et chaussées seront tenus de lui communiquer les plans et devis de tous leurs travaux. — Le général de division donnera et enverra sur cet objet son avis motivé au ministre de l'intérieur.

6. Le directeur de la poste aux lettres du lieu de la résidence du général de division commandant sera tenu de lui envoyer les lettres et paquets à son adresse, deux heures avant de commencer la distribution générale; et dans le cas où le bateau de poste arriverait et déposerait ses dépêches dans un autre port, ils lui seront envoyés extraordinairement.

7. Pour tout ce qui intéresse la police et la tranquillité des deux départemens du Golo et du Liamone, les autorités civiles et administratives seront tenues d'informer directement le général de division commandant de tous les événemens qui viendront à leur connaissance. De son côté, il correspondra, pour toutes ses opérations, et notamment pour toutes les attributions extraordinaires résultant du présent arrêté, savoir, sur les lieux avec les préfets des départemens du Golo et du Liamone, et avec le grand-juge ministre de la justice, les ministres de l'intérieur et de la guerre.

8. Le général commandant la division ne pourra, sous aucun prétexte, faire ni requérir la disposition d'aucune somme sur les caisses civiles ou militaires. — Il sera mis seulement, s'il en est besoin, des fonds à sa disposition par un ou plusieurs départemens du ministère, d'après l'autorisation des consuls.

9. Les règles d'administration et de comptabilité générale seront rigoureusement observées dans l'île de Corse. En conséquence, le général commandant la division, ni aucun administrateur de la guerre ou de la marine, ne pourra s'immiscer dans aucune partie de l'administration de la préfecture, des finances ou du domaine, ni disposer des fonds y affectés.

10. Les fonds versés entre les mains des payeurs de la guerre ou de la marine ne sortiront de leurs caisses que sur les mandats des ordonnateurs respectifs, sans qu'en aucun cas les préfets de département puissent exercer à cet égard aucune autre action que celle de surveillance qui leur est attribuée par les lois.

N° 719. = 22 nivôse an 11 (12 janvier 1803). = ARRÊTÉ qui charge le conseil d'administration de la guerre de la liquidation définitive des comptabilités des différentes armées. (III, Bull. CCXLI, n° 2248.)

Art. 1^{er}. Le conseil d'administration de la guerre, créé par l'arrêté du 17 ventose an 10, est chargé de la liquidation définitive de toutes les comptabilités résultant des dépenses administratives des armées qui ont existé sur le Rhin, sur le Danube et en Helvétie; de celles de réserve de première et de deuxième ligne et des Grisons; de celles d'observation du Midi et de la Gironde, ainsi que de l'armée d'Orient, à dater du 1^{er} vendémiaire an 8, jusqu'à la dissolution desdites armées.— Cette liquidation s'étendra aux dépenses des armées des Alpes et d'Italie, savoir, pour les dépenses concernant la vingt-septième division militaire, jusqu'au 1^{er} messidor an 9, et pour tout le reste, jusqu'au 1^{er} vendémiaire; et pour la vingt-troisième division, jusqu'aux époques de la reprise des divers services par les entrepreneurs de l'intérieur.

2. Les présidents des commissions supprimées, ainsi que les commissaires ordonnateurs qui sont dépositaires de pièces de comptabilité concernant les armées ci-dessus désignées, en feront l'envoi, dans le délai de deux mois au plus tard, au directeur de l'administration de la guerre, en les classant par service, régie ou entreprise.

3. Les commissaires ordonnateurs ou autres agens quelconques précédemment chargés de la liquidation des dépenses desdites armées ne pourront retenir les pièces dont ils sont dépositaires, sous prétexte qu'elles ne seraient point arrêtées ou visées, ou qu'il pourrait manquer quelques formalités. Ils adresseront les pièces dans l'état où elles se trouveront, sauf à accompagner l'envoi de telles observations qu'ils jugeront convenables.

4. Le conseil d'administration ne s'occupera de la liquidation d'aucune comptabilité, que lorsque les entrepreneurs, régisseurs ou fournisseurs auront produit un état général et définitif de leur service, en renonçant expressément à la faculté de fournir postérieurement des états supplémentaires de quelque espèce que ce soit.

5. Tous entrepreneurs, régisseurs ou fournisseurs et autres qui n'auraient point justifié de l'emploi des fonds qu'ils auraient reçus à compte de leurs services, seront tenus de le faire dans le délai de deux mois, à dater de la publication du présent arrêté.— Ils feront l'envoi au directeur de l'administration de la guerre des pièces justificatives de l'emploi desdits fonds, dans l'état où elles se trouveront; et faute par eux de faire cette remise, ils seront considérés comme détenteurs des deniers publics, et, comme tels, poursuivis par l'agent du trésor public, en réintégration des sommes qui pourraient leur avoir été remises à titre d'à-compte.

6. Avant de soumettre aucun service à la vérification du conseil d'administration, le directeur ministre fera faire le triage des pièces appartenant aux exercices antérieurs à l'an 8, pour être adressées au liquidateur général de la dette publique. — Dans le cas où cette séparation ne serait pas praticable, il en sera référé aux consuls, qui décideront si le tout doit être liquidé par le conseil d'administration, ou renvoyé au liquidateur général.

7. Toutes les comptabilités précédemment arrêtées en tout ou en partie par les commissions supprimées ou par les ordonnateurs, seront soumises à l'examen et à l'arrêté définitif du conseil d'administration.

8. Les décisions du conseil d'administration devront être rendues par trois membres au moins, y compris le président. — Les recours contre ces décisions seront portés au conseil d'état.

9. Les arrêtés de liquidation de compte constatant des débits seront adressés de suite par le directeur de l'administration de la guerre au ministre du trésor public, pour être mis à exécution contre les débiteurs.

N° 720. = 23 nivose an 11 (13 janvier 1803). = **ARRÊTÉ qui applique aux troupes d'artillerie de la marine non embarquées les dispositions de l'arrêté du 24 frimaire an 11 sur le pain de la soupe des sous-officiers et soldats.** (III, Bull. CCXL, n° 2238.)

N° 721. = 27 nivose an 11 (17 janvier 1803). = **ARRÊTÉ portant règlement pour les forges d'artillerie.** (III, Bull. CCXLII, n° 2251.)

TITRE 1^{er}

SECTION 1^{re}.

Art. 1^{er}. La direction des forges est distincte, séparée et en tout indépendante des autres directions de l'artillerie. Les officiers et employés sont responsables de leur service; et leurs fonctions et attributions demeurent fixées ainsi qu'il est dit ci-après.

SECTION II. — Du directeur.

2. Le directeur des forges sera tenu de faire tous les ans une visite générale de toutes les forges et fourneaux travaillant pour l'artillerie, compris dans les arrondissemens des forges à moins qu'il ne reçoive des ordres contraires. Indépendamment de cette visite générale, il en pourra faire encore d'extraordinaires, quand les circonstances l'exigeront, hors le temps consacré aux tournées. Sa résidence est à Paris.

3. Il sera chargé de recevoir les ordres du ministre, de les transmettre dans les différens arrondissemens ou établissemens, de veiller à leur exécution, et d'en rendre compte.

4. Pendant ses tournées, les ordres iront directement du ministre aux sous-directeurs, qui les exécuteront de suite, et en informeront le plus promptement possible le directeur.

5. Il proposera au ministre les marchés qu'il croira convenables; mais il n'en conclura aucun, à moins qu'il n'ait reçu de lui une autorisation spéciale à cet effet.

SECTION III. — Des sous-directeurs, autres officiers et employés.

6. La résidence des sous-directeurs sera à Charleville ou Méziers, pour l'arrondissement des Ardennes; à Metz ou Sarrebrouck, pour celui des forges de la Moselle et de la Sarre; et à Turin, pour celui du Piémont. La résidence des officiers employés aux forges et des contrôleurs leur sera indiquée par les sous-directeurs, selon les besoins et les ordres du directeur.

7. Les fonctions des sous-directeurs, officiers et contrôleurs employés dans les forges comprendront, 1° la distribution des commandes; 2° la surveillance des travaux; 3° les réceptions; 4° les comptes à rendre.

8. Les sous-directeurs seront chargés, dans leurs arrondissemens, de faire connaître aux maîtres des forges les commandes qu'ils auront à remplir; ils répondront de l'exécution ponctuelle de toutes les clauses des marchés, dont copies leur seront envoyées à cet effet.

9. Ces commandes ne pourront s'exécuter que dans les ateliers désignés dans les marchés, à moins d'une autorisation spéciale du ministre pour en

employer d'autres. Les maîtres de forge seront tenus de prévenir d'avance le sous-directeur du temps où ils commenceront à y travailler.

10. Aussitôt après l'assiette des commandes, le sous-directeur assignera à chacun des officiers et contrôleurs employés sous ses ordres les établissements qu'il aura à surveiller particulièrement.

11. Les officiers seront chargés de maintenir dans les travaux l'activité nécessaire, et seront en outre responsables de l'exactitude des formes et des dimensions des fers forgés et coulés.

12. Les contrôleurs répondront de la bonne qualité des fers forgés et coulés.

TITRE II. — *Des réceptions.*

13. Toutes les réceptions se feront par le sous-directeur de l'arrondissement, assisté par l'officier chargé spécialement de la surveillance de l'établissement où elles auront lieu, et par le contrôleur. Les épreuves à faire subir aux fers seront fixées ci-après.

14. Les réceptions des fers forgés se feront dans les forges mêmes où ils auront été confectionnés.

15. Toutes les pièces reçues seront marquées sur-le-champ de trois poinçons, celui du sous-directeur de l'arrondissement, celui du maître de forge, et celui du contrôleur : ce dernier sera personnellement responsable de ses réceptions, et condamné à une amende d'un franc par chaque pièce de fer qui, marquée de son poinçon, serait ensuite reconnue de mauvaise qualité.

16. Le contrôleur ne pourra être obligé de mettre son poinçon sur aucune pièce qui ne lui paraîtrait point recevable, quand même le sous-directeur serait d'une opinion contraire.

17. Le sous-directeur sera libre de recevoir, s'il le juge à propos, une ou plusieurs pièces rebutées par le contrôleur; il y fera mettre son poinçon et celui du maître de forge. Le contrôleur sera déchargé alors de la responsabilité, qui retombera sur le sous-directeur.

18. Dès que les pièces auront été reçues, il sera dressé procès-verbal de leurs espèces, de leur nombre et de leur poids. Il y sera fait mention et désignation particulière de toutes celles qui auront été reçues en conséquence de l'article 17.

19. Après la réception, elles seront transportées, par le fournisseur, dans la place qui se trouvera en même temps la plus à portée de la forge et de la destination des fers : le garde d'artillerie de cette place les recevra comme dépôt, et il en fera son reçu au bas du procès-verbal de réception; et ce reçu, visé du sous-directeur des forges, servira au paiement du fournisseur, tant pour les fers que pour le transport.

20. Il sera fait quatre expéditions du procès-verbal : une pour le ministre, une pour le fournisseur, une autre pour le directeur de l'artillerie de la place où se fera le dépôt, la quatrième pour le sous-directeur des forges.

21. Le garde d'artillerie dépositaire des fers les tiendra dans un magasin à part, si faire se peut, et toujours prêts à être remis au sous-directeur des forges, à sa première réquisition. Il en fera mention sur ses états de situation, dans un article à part, sous le titre de *fers appartenant à la direction des forges*.

22. Le directeur de l'arsenal, auquel ces fers auront été destinés, sur l'avis qu'il recevra du sous-directeur des forges qu'ils sont prêts à lui être livrés, avisera aux moyens de les faire transporter; et il fera connaître au sous-directeur des forges celui qu'il aura chargé de les prendre, pour qu'il les lui fasse remettre.

23. Le sous-directeur des forges préviendra le directeur d'artillerie de la quantité et des espèces de fers appartenant à la direction des forges,

qu'il tirera successivement des magasins pour les envoyer à leur destination.

24. Si les moyens de transport se trouvaient prêts, les fers pourraient être eulévés de la forge même, aussitôt après la réception, pour être conduits à leur destination. Le reçu du conducteur chargé des voitures, fait au bas du procès-verbal, et visé par le sous-directeur des forges, servirait au paiement du fournisseur : dans ce cas, il ne serait fait que trois expéditions du procès-verbal de réception; une pour le ministre, une pour le fournisseur, la troisième pour le sous-directeur des forges.

25. Lorsque les directeurs d'arsenaux trouveront des pièces non recevables dans les envois qui leur seront faits, ils les renverront, après y avoir fait mettre une marque qu'ils feront connaître au sous-directeur des forges, avec les motifs de rejet, signés d'eux et des officiers d'ouvriers employés à l'arsenal: elles seront remplacées provisoirement. Si les maîtres de forge contestaient la validité des motifs de rebut, les pièces seraient conservées jusqu'à l'arrivée de l'inspecteur général de l'artillerie, qui nommerait des experts pour les examiner, et jugerait la contestation. Si le jugement est en faveur des maîtres de forge, les fers seront renvoyés à l'arsenal; s'il leur est contraire, le prix ainsi que les frais de transport seront à la charge du fournisseur.

26. Les fers coulés auront la marque du maître de forge. Leurs réceptions se feront dans la place qui se trouvera en même temps la plus à portée du fourneau et de leur destination présumée: on y suivra les procédés ordonnés par le règlement du 23 mars 1775. Les frais de transport pour les rebuts seront, pour l'aller et le retour, à la charge du fournisseur.

27. Si les projectiles reçus ont une destination arrêtée, ils seront déposés entre les mains du garde d'artillerie de la place où la réception aura été faite, avec les formalités qui auront été prescrites ci-dessus pour les fers forgés.

28. S'ils n'ont aucune destination fixe lors de la réception, ils seront remis définitivement au garde d'artillerie de la place où la réception aura été faite: le sous-directeur de l'arrondissement des forges en donnera avis au directeur d'artillerie dont cette place dépendra.

29. Si le directeur d'artillerie ne trouvait point ces fers coulés de qualité convenable, il ferait connaître au sous-directeur des forges les défauts qu'il y trouverait; et, dans le cas où ils ne pourraient parvenir à s'accorder, les projectiles en litige seraient déposés dans des lieux séparés, de manière à ne pouvoir être confondus avec d'autres: l'inspecteur-général d'artillerie, lors de sa tournée, jugerait la contestation.

30. Les fers forgés ou coulés seront, lors des réceptions, et pourront être de même pendant la fabrication, soumis aux épreuves suivantes:—Le fer carré sera éprouvé par le taraudage, et ensuite plié à coups de marteau sur la partie taraudée; le fer destiné pour bandage sera percé pour recevoir les clous; celui qui doit être soudé, sera éprouvé par le soudage. Toute espèce de fer s'éprouvera en le changeant d'échantillon.—Les pièces platinées et ébauchées seront cassées à leur extrémité: à cet effet, elles auront une longueur supérieure à celle nécessaire à leur emploi.—Celles ébauchées où il y aura des talons relevés, seront éprouvées particulièrement pour s'assurer que le fer est bien soudé à la partie du talon.—Les boulets seront éprouvés par le rebattage, qui sera fait suivant le règlement du 23 mars 1775, en présence de l'officier chargé de la surveillance du fourneau.—Les projectiles creux seront éprouvés en martelant autour de l'œil, à l'effet de découvrir les cavités intérieures qui pourraient y exister, et en essayant s'ils résistent

à l'explosion des quantités de poudre fixées pour chaque calibre. Toutes ces épreuves seront faites sur quelques pièces prises au hasard dans le nombre de celles à recevoir des différentes espèces.

TITRE III. — *Des comptes à rendre.*

31. Les officiers chargés de la surveillance des établissemens rendront, tous les mois, au sous-directeur de l'arrondissement, compte des travaux qu'ils sont chargés de surveiller.

32. Les sous-directeurs des arrondissemens enverront, tous les mois, au directeur des forges, des états représentant la totalité des commandes existant dans leur arrondissement, celles qui sont exécutées, ce qui reste à faire, les expéditions qui auront eu lieu, la destination des objets expédiés, ce qui reste en dépôt; et celui-ci en adressera l'ensemble au ministre de la guerre et au premier inspecteur général de l'artillerie. — Pendant que le directeur sera en tournée, les sous-directeurs enverront ces états directement au ministre et au premier inspecteur général de l'artillerie. Ils rendront aux inspecteurs généraux d'artillerie, lors de leurs inspections, tous les comptes qu'ils leur demanderont.

33. Les officiers qui se trouveront détachés dans quelques établissemens particuliers enverront au directeur des forges, et, en son absence, au ministre de la guerre et au premier inspecteur, les états mentionnés dans l'article précédent.

TITRE IV. — *Dispositions générales.*

34. Le ministre de la guerre fixera, tous les ans, pour chacune des forges employées au service de l'artillerie, les prix des différens objets qu'elle s'engagera à lui fournir; et c'est d'après ces prix que le paiement des fournitures faites sera effectué pendant l'année.

N° 722. — 27 nivose an 11 (17 janvier 1803). — **ARRÊTÉ** relatif aux officiers et employés civils de la marine dont le traitement n'excède pas douze cents francs. (III, Bull. CCXLII, n° 2252.)

A compter du 1^{er} vendémiaire an 11, et nonobstant toutes dispositions contraires, les officiers et autres employés civils de la marine dont le traitement est de douze cents francs et au dessous, jouiront de la totalité des appointemens qui leur sont accordés par l'arrêté du 7 thermidor an 8.

N° 723. — 29 nivose an 11 (19 janvier 1803). — **ARRÊTÉ** portant destitution d'un notaire et d'un huissier, pour réception et notification d'un acte contraire au respect dû aux lois et actes du gouvernement. (III, Bull. CCXLIII, n° 2254.)

N° 724. — 1^{re} pluviose an 11 (21 janvier 1803). — **ARRÊTÉ** qui fixe pour l'an 11 les droits de sortie des tourteaux et pains de navette, œillette, etc. (III, Bull. CCXLIII, n° 2255.)

N° 725. — 1^{re} pluviose an 11 (21 janvier 1803). — **ARRÊTÉ** qui permet la sortie des huiles de poisson. (III, Bull. CCXLIII, n° 2256.)

N° 726. — 1^{re} pluviose an 11 (21 janvier 1803). — **ARRÊTÉ** relatif aux saisies et oppositions formées entre les mains des payeurs divisionnaires et

des autres préposés des payeurs du trésor public (1). (III, Bull. CCXXXVI n° 2794.)

Art. 1^{er}. Les dispositions de la loi du 30 mai 1793, concernant les saisies et oppositions formées au trésor public, sont applicables au service fait par les payeurs divisionnaires et autres préposés des payeurs dudit trésor.

2. Ceux qui voudront former des oppositions entre les mains soit desdits payeurs divisionnaires, soit de leurs préposés, seront tenus de déclarer dans leur exploit le montant de leur créance, et de fournir copie ou extrait en forme de leur titre.

3. L'huissier chargé des saisies et oppositions sera tenu de déposer son exploit, pendant vingt-quatre heures, entre les mains du payeur auquel il le signifiera, pour y être par lui visé sans frais. Toutes saisies et oppositions non visées seront nulles.

4. Lesdites saisies et oppositions n'auront d'effet que jusqu'à concurrence de la somme portée auxdits titres seulement, ou de ce qui sera déclaré en rester dû.

5. Toutes saisies et oppositions qui seront faites entre les mains des comptables dénommés en l'article 2, sans que les conditions y énoncées aient été remplies, ne seront pas reçues, et demeureront comme non avenue.

N° 727. = 3 pluviose an 11 (23 janvier 1803). = ARRÊTÉ contenant une nouvelle organisation de l'institut national (2). (III, Bull. CCXLIII, n° 2257.)

Art. 1^{er}. L'institut national, actuellement divisé en trois classes, le sera désormais en quatre; savoir :

1^{re} classe. Classe des sciences physiques et mathématiques.

2^e classe. Classe de la langue et de la littérature françaises.

3^e classe. Classe d'histoire et de littérature ancienne.

4^e classe. Classe des beaux-arts.

Les membres actuels et associés étrangers de l'Institut seront répartis dans ces quatre classes. — Une commission de cinq membres de l'Institut, nommés par le premier consul, arrêtera ce travail, qui sera présenté à l'approbation du gouvernement.

2. La première classe sera formée des dix sections qui composent aujourd'hui la première classe de l'Institut, d'une section nouvelle de géographie et navigation, et de huit associés étrangers. — Ces sections seront composées et désignées ainsi qu'il suit :

Sciences mathématiques. Géométrie, six membres; mécanique, six membres; astronomie, six membres; géographie et navigation, trois membres; physique générale, six membres. — *Sciences physiques.* Chimie, six membres; minéralogie, six membres; botanique, six membres; économie rurale et art vétérinaire, six membres; anatomie et zoologie, six membres; médecine et chirurgie, six membres. — La première classe nommera, sous l'approbation du premier consul, deux secrétaires perpétuels, l'un pour les sciences mathématiques, l'autre pour les sciences physiques. — Les secrétaires perpétuels seront membres de la classe, mais ne feront partie d'aucune section. — La

(1) Voyez, sur les oppositions formées au trésor public, le décret du 14—19 février 1793 et les notes qui résument la législation de la matière.

(2) Voyez la constitution du 5 fructidor an 3 (22 août 1795), art. 298, portant création de l'Institut, et les notes qui résument toute la législation relative à ce corps savant; les diverses réorganisations qu'il a subies y sont mentionnées.

première classe pourra élire jusqu'à six de ses membres parmi ceux des autres classes de l'Institut. — Elle pourra nommer cent correspondans pris parmi les savans nationaux et étrangers.

3. La seconde classe sera composée de quarante membres. — Elle est particulièrement chargée de la confection du dictionnaire de la langue française; elle fera, sous le rapport de la langue, l'examen des ouvrages importants de littérature, d'histoire et de sciences. Le recueil de ses observations critiques sera publié au moins quatre fois par an. — Elle nommera dans son sein, et sous l'approbation du premier consul, un secrétaire perpétuel, qui continuera à faire partie du nombre des quarante membres qui la composent. — Elle pourra élire jusqu'à douze de ses membres parmi ceux des autres classes de l'Institut.

4. La troisième classe sera composée de quarante membres, et de huit associés étrangers. — Les langues savantes, les antiquités et les monumens, l'histoire et toutes les sciences morales et politiques dans leur rapport avec l'histoire, seront les objets de ses recherches et de ses travaux; elle s'attachera particulièrement à enrichir la littérature française des ouvrages des auteurs grecs, latins et orientaux qui n'ont pas encore été traduits. — Elle s'occupera de la continuation des recueils diplomatiques. — Elle nommera dans son sein, sous l'approbation du premier consul, un secrétaire perpétuel, qui fera partie du nombre des quarante membres dont la classe est composée. — Elle pourra élire jusqu'à neuf de ses membres parmi ceux des autres classes de l'Institut. — Elle pourra nommer soixante correspondans nationaux ou étrangers.

5. La quatrième classe sera composée de vingt-huit membres, et de huit associés étrangers. — Ils seront divisés en sections, désignées et composées ainsi qu'il suit : — Peinture, dix membres; sculpture, six membres; architecture, six membres; gravure, trois membres; musique (composition), trois membres. — Elle nommera, sous l'approbation du premier consul, un secrétaire perpétuel, qui sera membre de la classe, mais qui ne fera point partie des sections. — Elle pourra élire jusqu'à six de ses membres parmi ceux des autres classes de l'Institut. — Elle pourra nommer trente-six correspondans pris parmi les nationaux ou les étrangers.

6. Les membres associés étrangers auront voix délibérative seulement pour les objets de sciences, de littérature et d'arts. Ils ne feront partie d'aucune section, et ne toucheront aucun traitement.

7. Les associés républicoles actuels de l'Institut feront partie des cent quatre-vingt-seize correspondans attachés aux classes des sciences, des belles-lettres et des beaux-arts. — Les correspondans ne pourront prendre le titre de membre de l'Institut. — Ils prendront celui de correspondant, lorsqu'ils seront domiciliés à Paris.

8. Les nominations aux places vacantes seront faites par chacune des classes où ces places viendront à vaquer. Les sujets élus seront confirmés par le premier consul.

9. Les membres des quatre classes auront le droit d'assister réciproquement aux séances particulières de chacune d'elles, et d'y faire des lectures lorsqu'ils en auront fait la demande. — Ils se réuniront quatre fois par an, en corps d'Institut, pour se rendre compte de leurs travaux. — Ils éliront en commun le bibliothécaire et le sous-bibliothécaire de l'Institut, ainsi que les agens qui appartiennent en commun à l'Institut. — Chaque classe présentera à l'approbation du gouvernement les statuts et réglemens particuliers de sa police intérieure.

10. Chaque classe tiendra tous les ans une séance publique à laquelle les trois autres assisteront.

11. L'Institut recevra annuellement du trésor public quinze cents francs pour chacun de ses membres non associés; six mille francs pour chacun des secrétaires perpétuels; et pour ses dépenses, une somme qui sera déterminée tous les ans sur la demande de l'Institut, et comprise dans le budget du ministre de l'intérieur.

12. Il y aura pour l'Institut une commission administrative composée de cinq membres, deux de la première classe, et un de chacune des trois autres, nommés par leurs classes respectives.— Cette commission fera régler, dans les séances générales prescrites par l'article 9, tout ce qui est relatif à l'administration, aux dépenses générales de l'Institut, et à la répartition des fonds entre les quatre classes.— Chaque classe réglera ensuite l'emploi des fonds qui lui auront été assignés pour ses dépenses, ainsi que tout ce qui concerne l'impression et la publication de ses mémoires.

13. Tous les ans chaque classe distribuera des prix, dont le nombre et la valeur sont réglés ainsi qu'il suit : — La première classe, un prix de trois mille francs; — La seconde et la troisième classe, chacune un prix de quinze cents francs; — Et la quatrième classe, de grands prix de peinture, de sculpture, d'architecture, et de composition musicale. Ceux qui auront remporté un de ces quatre grands prix seront envoyés à Rome, et entretenus aux frais du gouvernement.

N° 728.—3 pluviöse au 11 (23 janvier 1803).—**ARRÊTÉ** portant établissement à Rouen d'un entrepôt réel de marchandises et denrées étrangères. (III, Bull. CCXLIII, n° 2258.)

N° 729.—4 pluviöse au 11 (24 janvier 1803).—**ARRÊTÉ** additionnel à celui du 20 prairial an 10, sur l'entrepôt des marchandises étrangères établi à Strasbourg. (III, Bull. CCXLIII, n° 2259.)

Art. 1^{er}. La durée de l'entrepôt des marchandises étrangères accordé au commerce de la ville de Strasbourg par arrêté du 20 prairial an 10, sera de six mois.

2. Les marchandises étrangères permises, à l'exception des toiles peintes, mousselines et tabacs en feuille, pourront transiter par terre à l'étranger, en passant par les bureaux de Bourg-Libre, de Strasbourg et d'Oppenheim, et réversiblement, mais toujours en suivant les routes directes : elles acquitteront le droit de la balance du commerce.

3. Celles déclarées en transit devront suivre leur destination pour l'étranger, sans pouvoir être mises dans l'entrepôt de Strasbourg : elles seront expédiées dans les formes ordinaires, sous plomb et avec acquit-à-caution.

4. Si les marchandises déclarées en transit ont été soustraites, il y aura lieu au quadruple des droits de consommation et à une amende de cinq cents francs contre les contrevenans. Si les marchandises expédiées en transit sont reconnues être d'espèces différentes de celles déclarées, les contrevenans seront condamnés à payer, à titre de confiscation, la valeur des marchandises déclarées, au cours desdites marchandises, et à une amende de cinq cents francs.

5. Les certificats de décharge dont les acquits-à-caution délivrés pour les marchandises expédiées en transit devront être revêtus, ne seront valables qu'autant qu'ils seront signés par le receveur et deux autres préposés.

6. A compter de la publication du présent arrêté, le traitement des préposés des douanes employés à l'entrepôt de la ville de Strasbourg, sera à la charge de la régie des douanes.

N° 730 = 4 pluviose an 11 (24 janvier 1803). = *ARRÊTÉ relatif aux enquêtes faites depuis la publication du décret du 3—8 brumaire an 2* (1). (III, Bull. CCXLIII, n° 2260.)

Art. 1^{er}. Les enquêtes qui ont eu lieu depuis la publication du décret du 3 brumaire an 2, et sur le sort desquelles il n'a pas encore été définitivement prononcé, ne pourront être arguées de nullité, lorsqu'elles auront été faites, soit à l'audience, conformément au décret du 7 fructidor an 3, soit dans les formes prescrites par l'ordonnance de 1667 et réglemens postérieurs.

2. La loi du 27 ventose et l'arrêté du 18 fructidor an 8 seront exécutés. — En conséquence, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les avoués suivront exactement, en ce qui concerne les enquêtes, les dispositions de l'ordonnance de 1667 et réglemens postérieurs.

N° 731. = 4 pluviose an 11 (24 janvier 1803). = *ARRÊTÉ qui fixe les droits d'entrée des cornes plates ou en feuillets transparents*. (III, Bull. CCXLIII, n° 2261.)

N° 732. = 4 pluviose an 11 (24 janvier 1803). = *ARRÊTÉ qui autorise l'établissement de receveurs particuliers dans les villes et communes dont les rôles s'élèvent au dessus de quinze mille francs* (2). (III, Bull. CCXLIII, n° 2262.)

Art. 1^{er}. Il pourra être établi, à compter de l'an 12, des receveurs particuliers dans les villes et communes de la république dont le montant des rôles s'élèvera au dessus de quinze mille francs.

2. Ces receveurs particuliers seront à la nomination du premier consul : ils seront tenus de fournir à la caisse d'amortissement un cautionnement en numéraire, du vingtième de la contribution foncière, et de souscrire des soumissions à l'instar de celles des receveurs d'arrondissement.

3. Le traitement de ces receveurs particuliers ne pourra être au dessus de quatre centimes par franc du montant des contributions qu'ils seront chargés de percevoir.

N° 733. = 4 pluviose an 11 (24 janvier 1803). = *ARRÊTÉ contenant fixation des droits de sortie sur le beurre qui s'exporte par les départemens maritimes*. (III, Bull. CCXLIII, n° 2263.)

N° 734. = 4 pluviose an 11 (24 janvier 1803). = *ARRÊTÉ qui fixe les droits d'entrée du sel ammoniac venant de l'étranger*. (III, Bull. CCXLIII, n° 2264.)

N° 735. = 5 pluviose an 11 (25 janvier 1803). = *CIRCULAIRE de l'administration des cultes contre les associations religieuses illicites*. (Recueil de l'intérieur, page 252.)

N° 736. = 8 pluviose an 11 (28 janvier 1803). = *ARRÊTÉ portant organisation de l'école spéciale militaire* (3). (III, Bull. CCXLIV, n° 2274.)

(1) Voyez le décret du 3—8 brumaire an 2 (24—29 octobre 1793), sur la procédure civile, et les notes étendus qui l'accompagnent.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 14 (12 et) — 24 novembre 1790, le résumé de la législation concernant les receveurs particuliers; et notamment la loi du 27 ventose an 8 (18 mars 1800), et les notes.

(3) Cette école spéciale, d'abord placée à Fontainebleau, puis à La Flèche, a été supprimée.

N° 737.—8 pluviöse an 11 (28 janvier 1803). — **ARRÊTÉ** qui annule celui du conseil de préfecture du département du Gard, par lequel un émigré rayé avait été renvoyé en possession d'une métairie, malgré les dispositions contraires d'un arrêté de l'administration centrale. (III, Bull. CCXLV, n° 2295.)

Le gouvernement...., vu l'arrêté du conseil de préfecture, du 10 vendémiaire an 11, du département du Gard, rendu sur la demande de *Sauvan*, émigré, portant qu'un arrêté du directoire du département du Gard, en date du 30 mars 1793, qui a réintégré la commune d'Arramon dans la possession d'un domaine par elle réclamé, que possédait le citoyen *Sauvan*, et dont il était seigneur, est annulé;—Que *Sauvan* et les habitants d'Arramon seraient renvoyés pour plaider devant les tribunaux sur la question de propriété;—Que *Sauvan* serait réintégré provisoirement en possession du dit domaine, sauf la décision des tribunaux;—Qu'il serait renvoyé au préfet pour assurer, par la force, le déguerpissement des terrains partagés illégalement et sans les formes prescrites;—Que la demande en restitution des fruits serait rejetée, et que *Sauvan* reprendrait possession sans indemnité de réparations ou augmentations;—Considérant que le conseil de préfecture ne pouvait annuler un arrêté de l'administration centrale:—Que le gouvernement seul pouvait statuer sur le maintien ou l'annulation de cet arrêté;—Que si *Sauvan* a des réclamations à faire, il doit les porter devant le gouvernement;—Le conseil d'état entendu, arrête:—L'arrêté du conseil de préfecture du département du Gard, du 10 vendémiaire dernier, qui annule celui du directoire de ce département, du 30 mars 1793, et renvoie *Sauvan*, émigré rayé, en possession provisoire de la métairie dite des *Agasses*, est annulé.

N° 738.—11 pluviöse an 11 (31 janvier 1803).—**ARRÊTÉ** qui règle le mode de perception des droits d'entrée sur les tabacs en feuilles venant de l'étranger et entreposés (1). (III, Bull. CCXLV, n° 2296.)

Les droits d'entrée sur les tabacs en feuilles venant de l'étranger, entreposés, d'après la faculté accordée par l'article 5 de la première section de la loi du 29 floréal an 10, continueront d'être perçus, à la sortie de l'entrepôt, sur le poids net et effectif constaté au moment de leur entrée audit entrepôt.

N° 739.—11 pluviöse an 11 (31 janvier 1803).—**ARRÊTÉ** contenant une nouvelle rédaction de l'arrêté du 16 frimaire an 11 sur la conversion des anciennes pensions militaires en soldes de retraite. (III, Bull. CCXLVII n° 2302.)

N° 740.—13 pluviöse an 11 (2 février 1803).—**ARRÊTÉ** qui accorde une prime pour la pêche du hareng d'automne (2). (III, Bull. CCXLVI, n° 2298.)

Art. 1^{er}. La pêche du hareng continuera à être libre et non limitée, conformément à la loi du 15 vendémiaire an 2.

par ordonnance du 30 juillet—17 août 1814, et réorganisée par cette ordonnance et celle du 23 septembre—3 novembre suivant.

Voyez, sur l'organisation et l'administration des écoles militaires (spéciales et autres), l'ordonnance du 10—27 juin 1818, portant abrogation de toutes les ordonnances sur la matière, antérieures au 31 décembre 1817, et les notes qui résument la législation. Cette ordonnance et celles précitées rendent le présent arrêté sans intérêt.

(1) Voyez l'arrêté du 29 floréal an 10 (19 mai 1802), sur cet objet, et la note.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 15—18 vendémiaire an 2 (6—9 octobre 1793), le résumé de la législation sur la pêche du hareng.

2. Il sera accordé aux armateurs, pour la pêche du hareng d'automne, une prime de cinquante francs par homme, dans tous les cas où le bateau pêcheur sera du port de vingt-cinq tonneaux au moins, et aura un équipage de vingt hommes et au dessus.

3. Cette prime sera payée par le ministre de l'intérieur, sur les fonds mis à sa disposition pour l'encouragement des pêches nationales, à la fin de chaque campagne, sur la présentation du rôle d'équipage, certifié par le commissaire de la marine, d'après les revues d'armement et désarmement qu'il aura passées; et à la charge par les armateurs de se conformer aux dispositions prescrites par les articles 4 et 5 du titre III de l'arrêté du gouvernement, du 17 ventose an 10, relatif aux primes pour l'encouragement de la pêche de la morue.

4. Il sera apposé, par les préposés des douanes, une marque nationale sur chaque baril de harengs provenant de la pêche d'automne. Cette marque ne pourra être apposée que depuis le 15 fructidor jusqu'au 5 pluviose; elle portera ces mots : *Pêche d'automne, année...*

5. Ceux qui auront mis en fraude du hareng-gai dans les barils qu'ils présenteront à la marque, encourront la peine de la confiscation, et d'une amende de mille francs, qui sera double et triple en cas de première et seconde récidives.

6. Il sera perçu un droit de quinze centimes par baril sur lequel on appose la marque.

7. Dans chaque ville où il se fait des armemens pour la pêche des harengs d'automne, cinq armateurs pour cette pêche, désignés par le préfet du département, proposeront un projet de règlement sur les formes à suivre pour les vérifications préalables à l'apposition de la marque.

8. La peine contre les contrefacteurs de la marque sera la même que celle établie contre les contrefacteurs du timbre national.

9. Les commissaires du gouvernement près les tribunaux criminels, leurs substitués, et tous officiers de police, poursuivront d'office les prévenus du délit de contrefaçon.

N° 741.—13 pluviose an 11 (2 février 1803).—**ARRÊTÉ** qui ordonne la vente des chevaux réformés dans les différens corps de troupes. (III, Bull. CCXLVI, n° 2299.)

Art. 1^{er}. Les chevaux réformés par suite du travail d'inspection dans les différens corps de troupes à cheval, seront vendus dans le mois, à l'enchère, en présence des membres du conseil d'administration de chaque corps, et d'un inspecteur ou sous-inspecteur aux revues, qui en dressera procès-verbal.

2. Le produit de la vente sera versé à la caisse du régiment, par forme de supplément à la masse de remotes.

3. Le récépissé du conseil d'administration sera donné au bas du procès-verbal de vente, et adressé de suite par l'inspecteur ou sous-inspecteur aux revues au ministre de la guerre: une expédition du procès-verbal, ainsi que du récépissé, sera pareillement adressé au directeur de l'administration de la guerre.

4. Les conseils d'administration des régimens de troupes à cheval comptent du produit de la vente des chevaux réformés, de la même manière que de la masse des remotes, et aux mêmes époques.

N° 742.—13 pluviose an 11 (2 février 1803).—**ARRÊTÉ** qui détermine la ma-
IX. 30

nière dont seront régies les îles de France et de la Réunion (1). (III, Bull. CCXLVII, n° 2303.)

N° 743. = 13 pluviôse an 11 (2 février 1803). = **ARRÊTÉ** portant établissement d'une bourse de commerce à Libourne, et de courtiers dont le nombre sera de dix au plus. (III, Bull. CCXLVII, n° 2304.)

N° 744. = 15 pluviôse an 11 (4 février 1803). = **ARRÊTÉ** contenant des formules d'actes relatifs aux collèges électoraux d'arrondissement. (III, Bull. CCXLVI, n° 2300.)

N° 745. = 15 pluviôse an 11 (4 février 1803). = **ARRÊTÉ** contenant des formules d'actes relatifs aux collèges électoraux de département. (III, Bull. CCXLVI, n° 2301.)

N° 746. = 15 pluviôse an 11 (4 février 1803). = **ARRÊTÉ** relatif à l'exploitation des mines de fer connues sous le nom général de mines de Saint-Pancré. (III, Bull. CCXLVII, n° 2306.)

N° 747. = 15 pluviôse an 11 (4 février 1803). = **ARRÊTÉ** concernant la police de la pêche de la morue à l'île de Terre-Neuve (2). (III, Bull. CCXLVIII, n° 2311.)

Concession des places.

Art. 1^{er}. Les havres et places, avec leurs grèves (ou graves) en dépendant, aux côtes de l'île de Terre-Neuve, ne seront plus au choix du premier arrivé ni du premier occupant.

2. Les armateurs qui se proposent d'expédier des navires pour la pêche de la morue aux côtes de Terre-Neuve, ou les correspondans desdits armateurs, se réuniront à Saint-Malo le 10 ventose prochain, sous la présidence du commissaire principal de marine; et les opérations auxquelles ils procéderont seront terminées dix jours après cette réunion.

3. Cette assemblée dressera un état des havres et places qui étaient ordinairement occupés par les capitaines français avant la dernière guerre. Cet état, qui désignera le nom et le nombre de chaque place dans chaque havre, indiquera le nombre de bateaux pêcheurs auquel chaque place peut suffire. — Cet état sera envoyé au ministre de la marine et des colonies.

4. Les armateurs des villes maritimes qui se proposent d'envoyer cette année des navires à la pêche, à la côte de Terre-Neuve, feront, au commissaire principal de marine, la déclaration du nombre de navires et de bateaux que chacun d'eux doit armer, ainsi que celle du havre où ils désirent les envoyer. Il sera dressé procès-verbal de ces déclarations.

(1) L'île de France ne nous appartient plus.

Voyez, dans le § 4 de la 2^e partie des notes qui accompagnent la loi générale du 12 nivôse an 6 (1^{er} janvier 1798), sur l'organisation des colonies françaises, le résumé de la législation concernant le gouvernement de l'île de la Réunion (aujourd'hui Bourbon); et notamment les ordonnances des 26 avril 1818, 22 novembre 1819—6 septembre 1823, 13 août—6 septembre 1823, et 21 août—10 novembre 1825, qui rendent le présent arrêté sans intérêt.

(2) Voyez, sur le même objet, l'ordonnance du 13—25 février 1815, qui modifie les art. 11 et 24 du présent arrêté; et l'ordonnance générale du 21 novembre 1821—3 janvier 1822, qui contient un nouveau règlement pour la pêche de la morue au banc de Terre-Neuve.

Les primes d'encouragement pour la pêche de la morue font l'objet d'une législation particulière. Voyez, à cet égard, la note qui accompagne le titre de l'arrêté du 17 ventose an 10 (8 mars 1802).

5. Si deux ou plusieurs armateurs prétendent à la fois à l'occupation d'une place où leurs embarcations ne pourraient être rassemblées sans qu'il en résultât pour eux un préjudice mutuel, et si ces armateurs ne se concilient pas sur le choix des places, il sera décidé par la voie du sort entre les divers concurrents.

6. Alors le tirage des places s'effectuera ainsi qu'il suit, en présence du commissaire principal de marine et des armateurs réunis. Il sera fait autant de bulletins qu'il y aura de navires pour chaque armateur prétendant à la même place; et le nom de chaque navire sera mis sur chaque bulletin. — Ces bulletins seront mis dans un vase, et la place sera adjugée au navire dont le nom sortira le premier. — Si les armateurs réunis ne se conciliaient point pour s'assigner respectivement les places dont l'état sera dressé conformément à l'article 3, il sera mis dans un vase autant de bulletins qu'il y aura de navires dans l'expédition générale. Ces bulletins seront tirés en présence de tous les armateurs réunis: à fur et mesure que le nom d'un navire sortira, son armateur lui choisira une place, et ainsi de suite jusqu'au dernier.

7. Il sera dressé procès-verbal du tirage au sort autorisé par les deux articles précédens.

8. Aussitôt que les diverses places à occuper à la côte de Terre-Neuve par les capitaines français auront été déterminées, soit par les conventions et arrangements conciliatoires, soit par la voie du sort, il sera dressé un tableau de la répartition des havres, places et graves adjugés à chaque navire.

9. Ce tableau, rédigé suivant le plan topographique de la côte que les Français ont le droit d'occuper conformément aux traités, présentera le nom de chaque havre, l'étendue de la grave qui dépend de chaque place, le nombre de bateaux auquel chaque place peut suffire, les noms des armateurs auxquels chaque place aura été adjugée, la ville où ils sont domiciliés, les noms des navires, leur port en tonneaux, la force de leur équipage, le nombre de bateaux, le port d'où chaque navire devra être expédié, et la désignation du havre qui lui aura été assigné.

10. Ce tableau de répartition sera adressé au ministre de la marine et des colonies; il sera imprimé et rendu public.

11. Chaque armateur conservera, pendant trois ans, la jouissance du havre et de la place qui lui auront été adjugés, tant qu'il continuera d'expédier le même nombre de navires, de bateaux ou d'hommes pour la pêche de la morue. — Il conservera, pendant le même temps, la propriété des échafauds, dépendances et graves qu'il aura occupés et fait préparer dès cette année.

12. Les trois années expirées, il sera, conformément aux articles 5 et 6, procédé par la voie du sort au partage des places, à moins que les armateurs ne soient d'accord entre eux à conserver celles qu'ils occupaient; ce qui sera constaté par un nouveau procès-verbal, en présence du commissaire principal de marine à Saint-Malo.

13. Il sera délivré, dès cette année, à chaque armateur, un bulletin de mise en possession, contenant le nom du havre et de la place qui leur auront été concédés pour chaque navire; et, dans le cas où lesdites places ne seraient pas déjà désignées, ledit bulletin contiendra les renseignemens nécessaires pour constater et faire facilement reconnaître la place adjugée à l'armateur.

14. Le commissaire principal de marine à Saint-Malo adressera un état de ces bulletins aux administrateurs des ports d'où les navires seront expédiés.

15. Les échafauds, leurs dépendances et grèves, tels qu'ils se trouveront

à l'arrivée des navires, appartiendront, dès le moment que la répartition des places aura été faite, conformément aux articles 4, 5 et 6 du présent règlement, au navire auquel chaque place aura été adjugée, ou à un autre navire armé en remplacement par le même armateur, quel que soit le nombre de bateaux qu'il équipe en plus que lors de l'armement du premier navire : si ledit armateur équipe moins de bateaux, il y aura lieu au partage de la grève, seulement en raison du moindre nombre de bateaux. — Ainsi, dans le cas où un navire qui, en l'an 11, aurait occupé une place pour vingt bateaux, en l'an 12 serait remplacé par un navire qui n'occuperait que dix bateaux, le capitaine devra céder la moitié de la grève qu'il occupait précédemment. Si le navire auquel la place a été adjugée pour l'an 11, n'est pas expédié ou remplacé la seconde année, sa place sera réputée vacante, et pourra être concédée à ceux qui la réclameront, sans que le premier concessionnaire qui l'aura abandonnée puisse y conserver aucun droit ni prétendre à aucune indemnité.

16. Quoique les limites de chaque grève doivent être déterminées, autant qu'il sera possible, et ce conformément à l'article 9 du présent règlement, deux capitaines qui partageront la même grève, s'arrangeront à l'amiable entre eux pour poser les limites dans lesquelles ils devront respectivement se renfermer. — S'ils ne parviennent pas à s'accorder, les autres capitaines du même havre ou du havre le plus voisin assigneront, comme arbitres, à chacun une étendue convenable à cette grève, et proportionnée au nombre effectif de ses bateaux. — Il sera dressé procès-verbal de cette démarcation de limites; et, au retour de la pêche, une copie de ce procès-verbal sera remise à l'administration de la marine dans le port d'armement.

17. Un armateur qui n'aurait point fait cette année les déclarations prescrites par l'article 4 du présent règlement, ou qui, dans les années postérieures, n'aurait pas obtenu, dans les formes prescrites, un bulletin de mise en possession, ne pourra s'établir sur une grève déjà occupée, ou qui serait du nombre de celles indiquées par le tableau de répartition. — Il ne pourra également prétendre au partage d'un terrain non occupé, mais qu'un premier concessionnaire aurait défriché à neuf, et disposé pour faciliter et étendre l'exploitation de la pêche. — Les administrateurs de la marine dans les ports d'armement ne délivreront de rôles d'équipage aux navires destinés à être expédiés pour la pêche de la morue aux côtes de l'île de Terre-Neuve, qu'autant que les armateurs auront justifié qu'ils sont mis en possession d'une place, conformément au présent règlement.

18. Lorsque, postérieurement à l'an 11, un nouvel armateur voudra faire une expédition pour la pêche, il devra, à l'époque du 1^{er} ventose au plus tard, en prévenir le commissaire principal de marine à Saint-Malo, et lui désigner la place dont il désire la concession. — La demande de ce nouvel armateur sera communiquée immédiatement, par le commissaire, aux autres armateurs ou capitaines concessionnaires dans le même havre. — S'ils déclarent que la place demandée existe, ledit commissaire fera délivrer sans retard, au nouvel armateur, un bulletin de mise en possession, et il en rendra compte au ministre de la marine. — Si, au contraire, l'avis desdits armateurs est négatif, ledit commissaire communiquera la demande aux armateurs ou capitaines concessionnaires des deux havres voisins de celui où une place aura été réclamée; et dans le cas où la réponse de ceux-ci serait également négative, le nouvel armateur serait tenu de choisir une autre place de la côte pour en demander la concession. — Mais si l'avis des concessionnaires voisins était opposé à celui des concessionnaires occupant un havre dont une portion de grève serait réclamée, le commissaire principal

de marine s'adjoindrait deux armateurs non intéressés à la réclamation ; et après avoir examiné avec eux les avis et représentations exposés de part et d'autre , il prononcera s'il y a lieu à admettre ou rejeter la demande formée par le nouvel armateur. — Ledit commissaire en rendra compte au ministre de la marine.

Capitaines des navires employés à la pêche de la morue sur les côtes de l'île de Terre-Neuve.

19. Le capitaine le plus ancien remplira dorénavant les fonctions qui étaient précédemment attribuées au capitaine le premier arrivé.

20. Il est spécialement chargé de maintenir la discipline, la police et le bon ordre dans le havre, d'assurer à chaque capitaine la jouissance du havre et de l'étendue de grève qui lui sont assignés, d'inspecter les filets, de veiller à la sûreté des mouillages et rades, de recevoir les plaintes des capitaines pêcheurs, et d'y faire droit, lorsqu'il est compétent pour les juger, après avoir toutefois vérifié les faits, et acquis des preuves, autant qu'il lui est possible. — Il préside toutes les réunions de capitaines qui peuvent avoir lieu dans le havre ; il termine , comme *prud'homme arbitre*, et sans frais, les contestations qui peuvent s'élever entre les capitaines : il ne peut exiger aucune rétribution ni émolumens des capitaines pêcheurs ; il garde minute des décisions qu'il prononce ; il constate, par des procès-verbaux, toutes les contraventions au présent règlement commises pendant la durée de la pêche ; il signe ces procès-verbaux, et les fait signer par les officiers et le maître d'équipage ; et, à son retour, il doit remettre lesdites décisions et procès-verbaux à l'administrateur de la marine dans le port d'où il est parti. — Il remettra aussi audit administrateur un rapport détaillé sur la navigation et sur tout ce qui peut intéresser l'amélioration de la pêche.

21. Si le capitaine *prud'homme* était lui-même intéressé dans une contestation, ou s'il est absent, elle sera portée et soumise au jugement du *prud'homme* du havre le plus voisin.

22. Lorsque des bâtimens de l'état sont en station sur les côtes de l'île de Terre-Neuve, et que le capitaine *prud'homme* a eu connaissance de délits qui sont du ressort de la police correctionnelle, il les dénonce au commandant desdits bâtimens, et provoque contre les délinquans les peines prononcées par les lois sur la discipline des équipages.

23. S'il est commis des délits qui, en France, seraient du ressort des tribunaux criminels, le capitaine *prud'homme* remplit les fonctions de juge de paix : il forme la première instruction ; il veille à ce que le prévenu ne puisse s'évader ; et, à son arrivée, il remet les pièces au commissaire du gouvernement près le tribunal criminel.

24. La répartition des havres et places devant être déterminée, conformément au présent règlement, avant le départ des navires, l'intérêt que chaque capitaine avait à aborder le premier n'existe plus : néanmoins, il est défendu aux capitaines de navires expédiés pour la pêche de la morue, sous peine de mille francs d'amende (*ordonnance du 8 mars 1702*), d'appareiller et de faire route pour la côte de Terre-Neuve avant le 30 germinal ; il leur est également défendu, sous la même peine, d'expédier des bateaux à leur arrivée sur la côte, si le navire en est éloigné de plus de deux lieues, et même à une plus courte distance, s'il y a banquise formée, ce qui sera constaté par les journaux des capitaines et des officiers.

25. Chaque capitaine recevra, avant son départ pour l'île de Terre-Neuve, de l'administrateur de la marine dans le port d'où il sera expédié, un bulletin de mise en possession, conforme au modèle ci-après : il sera

tem d'exhiber ledit bulletin au capitaine prud'homme du havre où il devra être placé.

PÊCHE
DE LA MORUE.
COTE
DE TERRE-NEUVE.
Bulletin de mise en
possession.

Nota. Si la place concédée ne peut être nominativement désignée, sa position topographique, son étendue et ses limites devront être indiquées avec assez de détails pour qu'elle soit facilement reconnue, et pour prévenir toute contestation entre les capitaines pêcheurs.

Le navire le , appartenant au citoyen
de commandé par le citoyen du port
de tonneaux, ayant hommes d'équipage, devant
armer et équiper bateaux.

Le présent bulletin a été délivré par le de marine au
citoyen capitaine du navire le conformément
au règlement du an 11, pour constater que ledit capitaine a le droit d'occuper dans le havre de la place
et dépendance nommée qui a été adjugée audit navire,
avec la faculté de jouir de ladite place pendant trois ans, sans
trouble ni empêchement.

Sont en conséquence requis tous ceux qui sont chargés de
concourir à l'exécution dudit règlement, d'aider et de maintenir
ledit citoyen capitaine du navire le dans la
possession et jouissance de ladite place, sous peine, par les
contrevenans, de cinq cents francs d'amende (*article 4, titre VI, livre V de l'ordonnance du mois d'août 1681*), et de tous
dommages et intérêts qui pourraient être, au retour en France,
réclamés auprès des tribunaux.

26. Il est défendu à tout capitaine de navire expédié pour la pêche de la morue, d'occuper un havre ou une grève dont la concession ne sera pas constatée par un bulletin de mise en possession, sous la peine portée ci-dessus et d'interdiction de commandement.

27. Chaque capitaine expédié pour les côtes de Terre-Neuve sera muni d'un exemplaire du présent règlement, ainsi que d'un exemplaire du tableau de répartition prescrit par l'article 9.

28. Il est défendu à tout capitaine, sous peine de cinq cents francs d'amende, de jeter du lest dans les havres, de s'emparer des sels et huiles qui auraient pu être laissés l'année précédente, de rompre, transporter ou dégrader les échafauds et leurs dépendances qui se trouveront dressés à la côte (*article 7, titre VI, livre V de l'ordonnance du mois d'août 1681*). Il est même expressément recommandé à tout capitaine d'améliorer la place qu'il occupe.

29. Il est défendu également à tout capitaine de s'emparer des chaloupes et bateaux qui seraient échoués sur la côte, sans un pouvoir spécial des propriétaires de chaloupes, à peine d'en payer le prix, et de cinquante francs d'amende.—Mais si les propriétaires des chaloupes et bateaux ne s'en servent pas ou n'en ont pas disposé, ceux qui en auront besoin pourront, avec la permission du capitaine prud'homme, s'en servir pour faire leur pêche, à condition qu'à leur retour ils en paieront le loyer au propriétaire.—Les capitaines qui auront employé ces chaloupes et bateaux seront tenus de remettre au prud'homme du havre, et, en son absence, à un capitaine voisin, un état contenant le nombre des chaloupes, avec la soumission d'en payer le loyer, de les remettre au propriétaire, s'il arrive à la côte, ou à tout autre ayant pouvoir du propriétaire.—Si les chaloupes et bateaux ne sont pas remis au propriétaire pendant la durée de la pêche, les capitaines qui les auront employés seront tenus de les faire échouer en lieu de sûreté, de le faire constater par un certificat délivré par le capitaine prud'homme, et, en son absence, par le certificat d'un autre capitaine. (*Articles 8, 9, 10, 11, titre VI, livre V de l'ordonnance de 1681*.)

30. Les capitaines seront tenus de procurer aux commandans des bâtimens de l'état employés en station sur les côtes de l'île de Terre-Neuve, tous

les renseignemens et détails que ces officiers leur demanderont sur l'exploitation de la pêche, sur la police observée par les pêcheurs, sur le nombre et l'état de leurs navires, de leurs bateaux, de leurs équipages.

Instrumens de pêche.

31. L'usage des filets appelés *hallopes* est défendu dans toute l'étendue des pêcheries françaises à la côte de Terre-Neuve.

32. Pour prendre le poisson appelé *capelan* ou celui nommé *lançon*, servant l'un et l'autre d'appât à la morue, il ne pourra être employé que des seines ayant huit à neuf cents mailles de hauteur, et trente brasses de longueur lorsqu'elles seront montées.

33. Il est défendu de se servir de seines à capelan et à lançon autrement qu'au moulinet, et sans jamais déborder à terre.

34. Il est défendu de couler entièrement les seines ou d'en ajuster deux ensemble, de manière à ce qu'elles râclent sur le fond.

35. L'usage des seines à morue est maintenu.

36. Leur étendue sera à volonté; mais la grandeur des mailles au sac ne pourra être au-delà de cinquante millimètres entre nœuds au carré.

37. Il est défendu de se servir des seines à morue autrement qu'au moulinet, et sans jamais déborder à terre.

38. Un bateau débordant à la seine ne pourra approcher d'un bateau pêchant à la ligne, à une distance moindre que cent vingt brasses.

39. A l'instant qu'un bateau à la seine débordera et approchera d'un bateau pêchant à la ligne, à une distance réputée de cent vingt brasses, il jettera à la mer un targon, qui restera pour mesurer la distance en cas de réclamation.

40. Un bateau pêchant à la ligne, qui réclamera le mesurage des distances, pour prétendre part au coup de filet, jettera de son côté à la mer une bouée mise sur son aussière, à l'endroit où celle-ci était tournée à l'avant du bateau, et il la filera ensuite.

41. Le maître du bateau à la ligne se rendra à bord du bateau de seine pour y prendre une ligne de cent cinquante brasses, que celui-ci sera tenu d'avoir constamment à son bord, et il demandera un homme de l'équipage pour mesurer avec lui la distance d'une bouée à l'autre.

42. Le refus fait par le bateau de seine de jeter à la mer et de mesurer la distance emportera conviction que l'espace est moindre de cent vingt brasses, et obligera de droit ce bateau à donner, en indemnité à celui pêchant à la ligne, tout le poisson provenant de la pêche qu'il aurait faite dans le lieu où la contestation s'est élevée.

43. Sous peine de donner à son tour une batelée de morue au bateau pêchant à la seine, et même de plus grands dommages s'ils étaient adjugés, il est aussi défendu au bateau pêchant à la ligne de venir mouiller dans le circuit de la seine ni d'en venir gêner les mouvemens, une fois que le bateau de seine aura prévenu qu'il va déborder, et qu'il aura effectivement commencé à jeter son filet à la mer.

44. Toute demande en indemnité pour les faits prévus par les articles ci-dessus sera jugée sommairement et sans appel par les autres capitaines du havre non intéressés par leurs armemens aux bâtimens en contestation. Les capitaines seront convoqués et présidés par le prud'homme; et s'il est intéressé ou absent, par le capitaine le plus ancien d'âge.

45. Toutes contraventions au présent règlement pour l'usage des seines, soit de la part des armateurs, soit de celle des capitaines de navires, seront

punies par des amendes, conformément aux réglemens concernant les seines et autres filets prohibés, et notamment les amendes prononcées par les arrêts et déclarations de 1725, 1726, 1727 et 1754.— Ces amendes seront prononcées par le tribunal de commerce des villes où les bâtimens feront leur retour. — Les procès-verbaux constatant lesdites contraventions seront à cet effet adressés à ces tribunaux par les capitaines prud'hommes qui en auront fait leur rapport.

46. Le produit des amendes sera versé dans la caisse des invalides de la marine.

N° 748. = 18 pluviôse an 11 (7 février 1803). = *ARRÊTÉ relatif à l'exportation des soies des six départemens de la vingt-septième division militaire.* (III, Bull. CCXLVII, n° 2308.)

N° 749. = 18 pluviôse an 11 (7 février 1803). = *ARRÊTÉ portant que Belle-en-mer est sous le régime des douanes.* (III, Bull. CCXLVII, n° 2310.)

N° 750. = 21 pluviôse an 11 (10 février 1803). = *ARRÊTÉ qui ordonne le paiement des sommes arriérées sur les soldes d'activité, de retraite, et traitemens de réforme pour l'an 10.* (III, Bull. CCXLVIII, n° 2315.)

N° 751. = 21 pluviôse an 11 (10 février 1803). = *ARRÊTÉ sur l'enregistrement des premiers actes de recours au tribunal de cassation en matière civile.* (III, Bull. CCXLVIII, n° 2316.)

Tout premier acte de recours au tribunal de cassation, quel qu'en soit l'objet, excepté en matière criminelle, doit être enregistré moyennant le droit de quinze francs.

N° 752. = 21 pluviôse an 11 (10 février 1803). = *ARRÊTÉ qui ordonne l'établissement d'un bureau de douane à Lyon.* (III, Bull. CCXLIX, n° 2317.)

N° 753. = 23 pluviôse an 11 (12 février 1803). = *ARRÊTÉ qui décide que, lorsque le créancier d'un émigré a reçu son titre de liquidation, la dette de l'émigré est éteinte (1).* (Manuscrit.)

Le gouvernement de la république, vu l'arrêté du préfet du département de Maine-et-Loire, du 5 frimaire an 11, qui dénonce à l'autorité supérieure deux jugemens rendus contre Dubost, émigré réintégré; — Considérant que du moment ou un prévenu d'émigration, rétabli dans ses droits et traduit devant les tribunaux, prétend que la créance pour laquelle il est poursuivi a été définitivement liquidée, les tribunaux doivent renvoyer les parties devant l'autorité administrative, à l'effet de statuer sur ce point; — Considé-

(1) Pour qu'un créancier d'émigré, qui a demandé sa liquidation au gouvernement, ait perdu le droit de faire des poursuites directes et personnelles contre l'émigré, il ne suffit pas qu'il y ait eu liquidation obtenue, il faut encore que le créancier se soit fait inscrire sur le grand-livre comme créancier de l'état. Lyon, 5 avril 1824, *SIR.*, XXVI, 2, 156. — Jugé encore que le créancier qui a fait liquider sa créance, mais qui n'a pas obtenu son inscription, peut revenir contre l'émigré. Arr. du cons., 2^e jour complémentaire an 12, *SIR.*, V, 2, 93; et Agen, 4 et 10 juin 1831, *SIR.*, XXXI, 2, 187. — En cas de liquidation poursuivie contre la nation, comme étant sous les droits d'un émigré, mais non consommée, le créancier peut reprendre ses titres et poursuivre l'émigré amnistié. Arrêté du 3 floréal an 11, *SIR.*, V, 1, 153.

Voyez encore, sur les droits des créanciers des émigrés, la loi du 27—28 avril 1825, qui alloue une indemnité à leurs débiteurs, art. 18, et les notes.

rant que le citoyen *Gigant* a retiré, le 22 ventose an 7, le certificat de liquidation de sa créance, et que l'acceptation du certificat le rend définitivement créancier de l'état; le conseil d'état entendu, arrête:

Art. 1^{er}. Le jugement du tribunal de première instance, séant à Baugé, du 27 nivose an 10, et celui du tribunal d'appel séant à Angers, du 30 prairial suivant, sont déclarés comme non avenus.

2. Au moyen de la liquidation faite au profit du citoyen *Gigant* et de sa femme, et de l'acceptation par eux faite de leur certificat de liquidation, l'action résultant du contrat de rente, du 25 octobre 1780, est et demeure éteinte.

N° 754. = 28 pluviôse an 11 (17 février 1803). = *ARRÊTÉ qui fixe les droits d'entrée sur les savons venant de l'étranger.* (III, Bull. CCXLIX, n° 2320.)

N° 755. = 28 pluviôse an 11 (17 février 1803). = *ARRÊTÉ relatif au mode suivant lequel les agens subordonnés à l'administration générale des forêts peuvent être traduits devant les tribunaux* (1). (III, Bull. CCXLIX, n° 2321.)

L'administration générale des forêts est autorisée à traduire devant les tribunaux, sans avoir recours à la décision du conseil d'état, les agens qui lui sont subordonnés.

N° 756. = 28 pluviôse an 11 (17 février 1803). = *ARRÊTÉ relatif aux maisons et emplacements loués pour les établissemens des douanes.* (III, Bull. CCXLIX, n° 2322.)

Les maisons et emplacements loués par baux pour les établissemens des douanes seront, lorsque les circonstances et l'intérêt du service exigeront le déplacement des bureaux ou postes, remis aux propriétaires: il leur sera payé une indemnité, qui sera fixée conformément à l'usage des lieux.

N° 757. = 28 pluviôse an 11 (17 février 1803). = *ARRÊTÉ qui autorise l'entrepôt des denrées et productions des colonies françaises dans le port de Granville.* (III, Bull. CCXLIX, n° 2323.)

N° 758. = 28 pluviôse an 11 (17 février 1803). = *ARRÊTÉ qui annule celui du conseil de préfecture du département de la Meurthe, par lequel la commune de Bainville a été autorisée à plaider contre le citoyen Girardin.* (III, Bull. CCL, n° 2333.)

Le gouvernement....., vu les pièces à l'appui de la demande de la commune de Bainville, département de la Meurthe, tendant à obtenir la permission de s'imposer extraordinairement une somme de douze cents francs, pour suivre un procès qu'elle a été autorisée à soutenir contre le citoyen *Girardin*, suivant l'arrêté du conseil de préfecture du 2 fructidor an 8;—Considérant que le procès que la commune de Bainville a intenté, a pour objet des changemens faits par le citoyen *Girardin* à son moulin situé à Bainville;—Que ces changemens n'ont pu avoir lieu sans l'autorisation du gouvernement, ou qu'ils ont été faits en contravention aux lois et réglemens sur cette matière;—Que, sous ce rapport, l'affaire est de la compétence de l'administration supérieure, à laquelle le préfet de la Meurthe

(1) Voyez l'art. 75 de la constitution du 22 frimaire an 8 (13 décembre 1799), et les notes.

doit en référer préalablement, au lieu de faire autoriser la commune de Bainville à plaider; — Le conseil d'état entendu, arrêtent :

Art. 1^{er}. L'arrêté du conseil de préfecture du département de la Meurthe, qui autorise la commune de Bainville à plaider contre le citoyen Girardin, inconnu, est regardé comme non avenu.

2. Le ministre de l'intérieur donnera des ordres pour que visite de l'état du moulin et des lieux soit faite par l'ingénieur du département, à la diligence du préfet, pour s'assurer si les lois et réglemens ont été observés.

3. Toutes procédures relatives à ladite affaire sont regardées comme non avenues.

4. Il sera statué administrativement par le conseil de préfecture, sauf le recours au gouvernement, conformément à la loi du 28 pluviôse an 8.

N° 759. = 28 pluviôse an 11 (17 février 1803.) = *ARRÊTÉ qui détermine le costume des chefs de comptoir dans l'Inde.* (III, Bull. ccl., n° 2334)

N° 760. = 28 pluviôse an 11 (17 février 1803.) = *AVIS du conseil d'état sur les baux des biens des communes* (1). (Fleurbaey, Code administratif, tome I, page 154.)

Le conseil d'état qui, d'après le renvoi du gouvernement, a entendu le rapport de la section de l'intérieur sur celui du ministre de l'intérieur, tendant à faire régler, par un arrêté du gouvernement, que les baux des biens des communes et des hospices qui n'excéderont pas neuf ans consécutifs, ne sont pas des baux à longues années, que leur passation est un acte d'administration ordinaire, qui est dans les attributions des administrateurs légaux de ces biens; — Considérant que la dernière décision du gouvernement, donnée sur l'avis du conseil d'état, le 8 brumaire dernier, consacre ce principe; — Que les autorisations antérieures accordées par le gouvernement pour des baux de neuf années n'empêchent pas que ce même principe appliqué au dernier cas qui s'est présenté ne le soit également à ceux qui se présenteront à l'avenir, parce que cette application n'est contrariée par aucune loi ou aucun règlement contraires, est d'avis que le dernier arrêté du 8 brumaire an 11, quoique rendu sur un cas particulier, établit la règle générale, et suffit pour autoriser le ministre de l'intérieur à donner aux préfets des instructions en conséquence

N° 761. = 30 pluviôse an 11 (19 février 1803.) = *AVIS du conseil d'état sur la suppression des prestations établies par des titres constitutifs de redevances seigneuriales et droits féodaux* (2). (III, Bull. ccl., n° 2340.)

Le conseil d'état, d'après le renvoi du gouvernement, et sur le rapport de la section de législation; — Vu les articles 1 et 2 de la loi du 17 juillet 1793, portant suppression des redevances ci-devant seigneuriales, droits féodaux fixes et casuels, et qui n'exceptent de cette disposition que les *rentes ou prestations purement foncières et non féodales*; — L'article 6 de la même loi, qui ordonne le brûlement des titres constitutifs ou récognitifs des droits supprimés par les articles 1 et 2; — Le décret du 2 octobre 1793, par lequel la convention, sur la proposition de séparer ce qui était purement foncier

(1) Voyez, sur le même sujet, l'avis du cons. d'état du 8 brumaire an 11 (30 octobre 1802); et surtout l'arrêté du 7 germinal an 9 (28 mars 1801), et la note qui résume toute la législation.

(2) Voyez le décret du 17—18 juillet 1793, abolitif des rentes et redevances féodales, et les notes étendues de législation et de jurisprudence qui l'accompagnent.

dans les actes portant concession primitive de fonds à titre d'inféodation ou d'acensement, et de proroger en conséquence, à six mois, le délai fixé pour le brûlement des titres féodaux mixtes, passe à l'ordre du jour motivé sur la loi du 17 juillet relative aux droits féodaux; — Le décret du 7 ventose an 2, par lequel la convention, sur la question proposée, si la régie nationale de l'enregistrement et des domaines pouvait recevoir le rachat offert d'une rente qualifiée foncière et seigneuriale par le titre primitif de bail d'héritage, contenant en même temps un cens emportant lods et ventes, déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer, attendu qu'elle a déclaré, par la loi du 17 juillet précédent, supprimer sans indemnité les rentes foncières qui avaient été créées, même pour concession de fonds, avec mélange de cens ou autres signes de seigneurie ou féodalité; — Considérant que si les articles 1 et 2 de la loi du 17 juillet 1793 pouvaient laisser quelques doutes sur l'objet et l'intention des législateurs, ces doutes ont été pleinement levés par le décret d'ordre du jour du 2 octobre 1793; que le refus de proroger le délai fixé pour le brûlement des titres constitutifs et récongnitifs de seigneurie, et d'autoriser la séparation de ce qui pouvait être purement foncier, annonce clairement que la convention regardait tous les droits quelconques établis par ces titres, comme supprimés par une suite de leur mélange avec des cens ou autres signes de féodalité; — Que le décret du 7 ventose an 2, qui déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur l'autorisation demandée par la régie nationale, pour recevoir un remboursement de rente foncière stipulée par un acte mélangé de cens, aurait achevé de dissiper toute incertitude, s'il avait pu encore en exister; — Que telle a été, depuis, l'opinion constante du corps législatif; qu'elle s'est manifestée, en l'an 5 et en l'an 8, dans les discussions sur les projets présentés à l'effet d'établir une distinction entre les rentes et prestations créées par des actes constitutifs ou récongnitifs de seigneurie, pour soustraire à la suppression celles qu'on regardait comme purement foncières; — Attendu qu'il n'est pas possible de méconnaître des intentions aussi évidentes, et qu'il ne peut y avoir lieu à interpréter des dispositions qui ne sont nullement obscures, — Est d'avis que toutes prestations, de quelque nature qu'elles puissent être, établies par des titres constitutifs de redevances seigneuriales et droits féodaux supprimés par le décret du 17 juillet 1793, ont été pareillement supprimées, et que l'on ne pourrait admettre les demandes en paiement de ces prestations, sans changer la législation.

N° 762. — 6 ventose an 11 (25 février 1803). — **ARRÊTÉ** portant organisation d'une école d'arts et métiers à Compiègne (1). (III, Bull. ccl., n° 2335.)

TITRE 1^{er}. — *Disposition générales.*

Art. 1^{er}. A compter du mois de germinal an 11, l'instruction donnée au collège de Compiègne aura pour but de former de bons ouvriers et des chefs d'atelier. — L'établissement sera, en toutes ses parties, sous l'autorité du ministre de l'intérieur.

2. Les élèves d'un âge au dessous de douze ans seront répartis, pour l'enseignement, en trois classes

3. On enseignera dans la première classe, à lire, à écrire, et les premiers éléments de la grammaire française; — Dans la deuxième, on continuera ces

(1) Cette école, transportée à Châlons-sur-Marne, a été maintenue et réorganisée par l'ordonnance du 26 février—8 mars 1817. Voyez cette ordonnance, et la note.

premières études, et on y joindra les quatre règles de l'arithmétique et les fractions; — Dans la troisième, outre les objets ci-dessus, on enseignera les premiers élémens de géométrie et les principes du dessin.

4. Les élèves passeront ensuite à l'étude des arts et métiers.—Il y aura, à cet effet, cinq ateliers principaux établis dans l'école :

1^{er} atelier. Métiers de forgeron, limeur, ajusteur, tourneur de métaux.

2^e atelier. Métier de fondeur

3^e atelier. Métier de charpentier et menuisier en bâtimens, meubles et machines.

4^e atelier. Métier de tourneur en bois.

5^e atelier. Métier de charron.

5. Les élèves seront répartis dans ces ateliers, d'après les goûts et les dispositions que les chefs leur reconnaîtront.

6. Le travail des ateliers sera de huit heures par jour.

7. Deux autres heures par jour seront employées à l'étude de la théorie des arts : on enseignera, à cet effet, la géométrie descriptive à l'usage des arts, le dessin et le lavis appliqués aux plans et aux machines.

8. Les élèves qui feront de grands progrès ou marqueront d'heureuses dispositions recevront ensuite un enseignement plus élevé. On continuera pour eux l'étude du dessin, du lavis, des plans et machines, et on leur fera connaître l'application des principes de la mécanique à la pratique des arts.

TITRE II. — Organisation de l'école.

SECTION 1^{re}.

9. L'école sera administrée et dirigée par un proviseur, un directeur des travaux, un sous-directeur, des chefs d'atelier, un garde-magasin. — Il y aura en outre des professeurs et des maîtres pour l'enseignement ordonné par les articles précédens. — Leur nombre sera fixé par un règlement particulier.

SECTION II. — Du proviseur.

10. Le proviseur sera chargé de veiller à l'entretien, au logement et à la nourriture des élèves, à la conservation de leur santé et de leurs mœurs, et à toutes les parties de service dans l'établissement.

SECTION III. — Du directeur et du sous-directeur des travaux.

11. Le directeur des travaux sera chargé de la conduite des travaux; il surveillera l'instruction relative aux arts et métiers.

12. Il fera les plans, coupes et élévations des objets à exécuter, et en dressera les devis.—Il tracera les épures, pour guider les chefs d'atelier, et donnera à ceux-ci les explications nécessaires.

13. Le directeur des travaux démontrera ses plans, ses devis et ses épures aux élèves; il les exercera à les faire, et à tracer et distribuer les ouvrages eux-mêmes.— Les plans des ouvrages à exécuter seront exposés dans une salle, au moins un mois avant l'exécution.

14. Le directeur des travaux donnera aux élèves toutes les explications nécessaires sur la nature et les propriétés des matières qui seront mises en œuvre.

15. Les élèves seront employés, soit comme dessinateurs, soit comme calculateurs, soit comme écrivains, aux travaux de bureau nécessaires pour les plans et devis.— Ce travail de bureau sera une partie de l'instruction à laquelle doivent participer tous les élèves doués des dispositions nécessaires.

16. Le sous-directeur des travaux remplira, sous les ordres du directeur des travaux, les mêmes fonctions que celui-ci.

SECTION IV. — Des chefs d'atelier.

17. Les chefs d'atelier seront sous les ordres du directeur et du sous-directeur des travaux.

18. Les chefs d'atelier se conformeront exactement aux épreuves du directeur des travaux, et ne pourront rien y changer sans son ordre.

19. Ils seront tenus de se trouver dans les ateliers pendant la durée des travaux, pour instruire et diriger les élèves.

TITRE III. — Des élèves.

SECTION 1^{re}. — De la formation des élèves en compagnies.

20. Pour tous les exercices relatifs à l'étude des arts et à leur pratique, les élèves seront distribués en autant de compagnies qu'il y aura de fois vingt-sept élèves dans l'école.

21. Chaque compagnie sera composée d'un sergent, de deux caporaux et de vingt-quatre élèves destinés aux mêmes métiers; elle sera subdivisée en deux sections, dont chacune sera composée d'un caporal et de douze élèves.

22. Pour la formation des compagnies, on choisira, sur la totalité des élèves, les sujets les plus distingués par leur expérience, leur instruction et leur habileté, qui seront destinés à remplir les places de sergent ou de caporal. Le reste des élèves sera distribué en six classes égales en nombre, autant qu'il sera possible, d'après l'ordre du mérite et des dispositions de chaque élève. — Aucun élève ne pourra être placé dans une de ces classes, s'il n'a déjà participé, pendant une année, aux exercices relatifs à la pratique des arts.

23. Les vingt-quatre élèves qui doivent former une compagnie, seront pris dans ces six classes, à raison de quatre par chacune; et le nombre des compagnies à attacher à chaque atelier sera déterminé par le proviseur et les directeur et sous-directeur des travaux, sous l'approbation du ministre de l'intérieur.

24. Les élèves qui n'auront pas encore participé aux exercices pendant une année formeront une classe particulière, sous le nom de *surnuméraires*. Ils seront répartis entre les compagnies, par portions égales, autant que faire se pourra. — Aucun élève ne pourra entrer dans la classe des surnuméraires, s'il n'a douze ans accomplis.

25. Indépendamment des élèves entretenus aux frais de la république, l'école pourra admettre, à titre de pensionnaires, et moyennant une somme de quatre cents francs par année, payable par quartier, des enfans que leurs parens ou leurs tuteurs destineront à apprendre un des métiers dont l'instruction est donnée dans l'école. — Ces élèves pensionnaires seront répartis dans les compagnies, lorsqu'ils auront les conditions requises, et soumis au même régime déterminé pour ceux élevés aux dépens de la république.

26. A la fin de chaque semestre, le directeur des travaux, assisté du sous-directeur, fera, en présence du proviseur, un examen des sergens, caporaux et élèves. Cet examen roulera sur les connaissances dans les arts, et sur l'habileté à les pratiquer. Les élèves seront promus aux grades, et à des classes supérieures, suivant que l'examen les en aura fait connaître capables. Les sergens, caporaux et les élèves qui n'auront fait aucun progrès, descendront à des classes inférieures.

27. Il sera tenu registre du temps que chaque élève aura passé dans chaque grade ou dans chaque classe.

28. Les sergens conduiront leurs compagnies dans les ateliers, aux heures précises fixées par le règlement; ils feront l'appel, et remettront la note des absens au directeur des travaux, qui la transmettra au proviseur de l'école.—Les sergens aideront de leurs conseils les caporaux et les élèves de leur compagnie; ils leur feront des explications sur l'exécution des travaux dont ils seront chargés, et tiendront la main à ce que les tâches assignées à chacun soient remplies.

29. Lorsqu'une section travaillera isolément, le caporal y remplira, relativement à l'ordre et à la police, des fonctions analogues à celles que le sergent remplit dans sa compagnie.

30. Lorsque le détachement qui travaillera isolément sera inférieur en nombre à une section, on mettra à la tête de ce détachement, ou un caporal ou un élève de la première classe, qui en remplira les fonctions sous le titre d'adjoint.

31. Tout élève qui, dans le cours d'un mois, aura, sans cause légitime, manqué six fois, tant à se trouver à l'appel qu'à remplir sa tâche, sera privé du montant du dixième de la part qui lui est attribuée, dans les articles suivants, sur le produit de la vente des objets manufacturés, et des journées de travail.

32. Chaque année, des examinateurs nommés par le ministre de l'intérieur choisiront parmi les sergens, les caporaux et les élèves de première classe, cinq sujets auxquels le ministre enverra des brevets d'aspirans.

33. Pendant la première année qui suivra leur nomination, les aspirans seront adjoints au directeur des travaux, et feront, sous ses ordres, les parties de service dont il jugera à propos de les charger.

34. Pendant cette année, les aspirans continueront d'être nourris et habillés aux frais de l'école; ils seront logés dans un quartier différent des autres élèves, et ne seront plus soumis aux mêmes règles relativement aux communications avec l'extérieur.

35. Pendant la deuxième année qui suivra leur nomination, les aspirans seront entretenus à Paris auprès du conservatoire des arts et métiers. Ils seront placés dans les principaux ateliers de la capitale, pour y étudier et y comparer les procédés des arts.

36. Au bout de la deuxième année, les aspirans seront examinés de nouveau; et ceux qui en seront trouvés dignes recevront, de la part du gouvernement, un brevet de capacité dans l'art ou le métier qu'ils auront exercé. — Ceux qui auront obtenu ces brevets seront employés de préférence dans les travaux et ateliers qui sont au compte du gouvernement.

SECTION II. — Entretien des élèves.

37. Les fonds destinés à l'entretien et à la nourriture des élèves, au paiement du proviseur, du directeur des travaux, et autres employés, des professeurs et instituteurs, achat de matières premières, outils et instrumens, et autres dépenses de l'établissement, sont fixés à raison de quatre cents francs par an et par élève, de quelque grade et de quelque classe qu'il soit, ainsi qu'il sera réglé ultérieurement sur le rapport du ministre de l'intérieur.

38. Indépendamment de ce fonds annuel, il sera fait à l'école un fonds extraordinaire de soixante mille francs pour les premières dépenses de la fondation, et applicables aux objets désignés ci-dessous : — 1° Pour achat d'in-

truments et outils, vingt-trois mille francs; 2° pour achat de matières premières, dix-sept mille francs; 3° pour subvenir aux frais de premier établissement, seize mille francs; 4° pour les dépenses imprévues, quatre mille francs.—Total soixante mille francs.

39. Le produit de la vente des objets manufacturés, ainsi que le salaire des journées de travail, appartient aux élèves; il en sera seulement déduit le montant de la valeur des matières premières fournies pour être mises en œuvre, et des frais d'entretien ou de remplacement des outils ou instruments.

40. En conséquence, le produit des ventes et des journées de travail sera versé en totalité dans la caisse particulière établie par le présent arrêté. A la fin de chaque année, les prélèvements indiqués dans l'article précédent seront faits; et le reste, sur l'état arrêté par le proviseur, le directeur et le sous-directeur des travaux, sera tenu en réserve, pour être remis aux élèves à leur sortie de l'école.—La répartition de ces fonds sera faite entre eux dans la proportion ci-dessous:—Les aspirans auront droit à trente francs par mois, pris sur la somme totale.—Le surplus sera réparti également entre toutes les compagnies; et la somme revenant à chacune d'elles sera ensuite divisée en soixante-sept parts, dont il sera attribué, —Au sergent cinq parts, aux caporaux huit, aux élèves de première classe quatorze, de deuxième douze, de troisième dix, de quatrième huit, de cinquième six, de sixième quatre.—Le contrôle de l'école fera mention de cette répartition, à la suite du nom de chaque élève.

41. Les pensionnaires admis en vertu de l'article 25 auront droit à ces répartitions comme les élèves entretenus aux frais de la république.

TITRE IV. — Des approvisionnemens.

42. Six mois d'avance, le directeur des travaux dressera un état des matières, outils et instrumens de toute espèce nécessaires pour entretenir les ateliers. Le proviseur visera cet état, et le transmettra au ministre, pour avoir l'autorisation de faire l'achat de ces matières.—Il sera mis à la disposition du proviseur une somme déterminée, pour pourvoir aux dépenses imprévues et urgentes.

43. Les matières, outils ou instrumens achetés seront reçus au magasin, en présence du directeur des travaux, qui pourra rebuter tous ceux qui n'auront pas des qualités conformes aux engagemens pris par les fournisseurs dans leurs marchés: le paiement ne pourra en être fait que sur la production d'un récépissé délivré par le garde-magasin, et visé par le directeur des travaux, lequel demeurera entre les mains du payeur comme pièce comptable.

44. Le récépissé constatera, — 1° La date de l'entrée; — 2° La qualité et le prix de la matière entrée.

45. Chaque espèce de matière donnera lieu à un récépissé séparé, quand même il y aurait en livraison de matières différentes, faite au même instant par le même vendeur.

46. Les matières reçues seront enregistrées séparément, par ordre de dates, et en spécifiant leur quantité, leur qualité et leur prix.

47. Lorsqu'un chef d'atelier aura besoin de tirer quelque matière des magasins, il en fera la demande au directeur des travaux, qui y apposera un *visa* par lequel il constatera le besoin qui donne lieu à la demande, et il spécifiera les quantités. La demande, ainsi visée, sera communiquée au proviseur, qui y mettra le bon à délivrer.

48. Le garde-magasin fera acquitter chaque bon par le chef d'atelier auquel sera délivrée la matière spécifiée dans ce bon.

49. Le garde-magasin enregistrera les bons acquittés, par ordre de matières, comme il a été dit ci-dessus à l'égard des récépissés.

50. Le garde-magasin tiendra un journal où seront mentionnés, par ordre de dates, tous les mouvemens des matières qui entreront au magasin ou qui en sortiront : ces articles spécifieront toujours la qualité, la quantité et le prix.

51. Lorsque les objets à manufacturer auront été confectionnés, ils seront remis en magasin, et enregistrés, tant pour l'entrée que pour la sortie, avec les mêmes formalités établies par l'article 48.—Il sera fait mention sur ce registre, de leur valeur, comparativement au prix des matières et à celui de la main-d'œuvre.

52. Il sera fourni à chaque élève un assortiment des outils qui lui seront nécessaires; il aura soin de les entretenir et de les maintenir dans le meilleur état de service.

53. Les chefs d'atelier rendront, toutes les fois qu'ils en seront requis, compte des matières qui leur auront été confiées.

54. Le directeur des travaux sera tenu de justifier de l'emploi dans les fabrications, ou de l'existence dans les ateliers, de toutes les matières livrées par les magasins pour être façonnées.

TITRE V. — *Comptabilité.*

55. Les appointemens du directeur et du sous-directeur des travaux, ceux des employés de la caisse et des magasins, seront payés sur un état arrêté par le proviseur et émargé par les parties prenantes.

56. Les appointemens des chefs d'atelier et de leurs inférieurs, salariés au mois ou à l'année, seront payés sur un état visé par le directeur des travaux, arrêté par le proviseur et émargé par les parties prenantes.

57. Il y aura dans l'école une caisse particulière pour les recettes et dépenses des ateliers.

58. Le prix des matières entrées en magasin sera payé sur la production des récépissés, ainsi qu'il a été ordonné au titre précédent.

59. Chaque année, dans le mois de vendémiaire, il sera fait un inventaire général : cet inventaire présentera un état exact de la situation de l'établissement en matières et deniers.

60. Les comptes, soit de matières, soit de deniers, ordonnés par le présent arrêté, seront remis au ministre de l'intérieur avant la fin de vendémiaire.

N° 763. — 7 ventose an 11 (26 février 1803). — **ARRÊTÉ relatif aux ouvriers employés pour le service de la marine** (1). (III, Bull. CCLI, n° 2345.)

Art. 1^{er}. Les administrateurs de la marine, préposés à l'inscription maritime, procéderont à un nouvel enregistrement des charpentiers de navire, perceurs, calfats, voiliers, poulieurs, tonneliers, cordiers et scieurs de long, exerçant leur profession dans les ports et lieux maritimes, et non inscrits comme marins.

2. Lorsque ces ouvriers seront appelés dans les ports et arsenaux maritimes, la levée s'en fera conformément à la loi du 3 brumaire an 4.

3. Si les besoins du service de la marine exigent que des ouvriers d'autres professions, tels que des forgerons, menuisiers et ouvriers des bâtimens civils, soient appelés dans les ports, ils seront tenus de s'y rendre sur la réquisition qui en sera faite par les administrateurs de la marine.

(1) Voyez, sur cet objet, le décret du 25—27 janvier 1793, et les notes.

4. Les ouvriers levés pour le service recevront, pour leur route, les frais et indemnités fixés par les lois et arrêtés.—Ceux desdits ouvriers qui ne se rendront pas à leur destination seront arrêtés et traduits dans les ports par la gendarmerie, de brigade en brigade.—Les municipalités sont tenues de prêter main forte à la première réquisition des administrateurs de la marine.

—Les commissaires préposés à l'inscription maritime sont autorisés à établir garnison chez les ouvriers désobéissants ou déserteurs.

5. La paie des ouvriers sera fixée ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} ventose an 11 : — Contre-maitres de première classe, deux francs trente centimes ; de deuxième classe, deux francs. — Aides-contre-maitres de première classe, un franc quatre-vingts centimes ; de deuxième classe, un franc soixante-dix centimes. — Ouvriers de première classe, un franc cinquante centimes à un franc soixante centimes ; de deuxième classe, un franc trente-cinq centimes à un franc quarante-cinq centimes ; de troisième classe, un franc quinze centimes à un franc trente centimes ; de quatrième classe, un franc à un franc dix centimes. — Apprentis, trente centimes à quatre-vingts ; journaliers, un franc à un franc vingt centimes ; officiers marinières employés aux travaux de garniture, un franc trente-cinq centimes à un franc soixante centimes ; matelots employés aux mêmes travaux, un franc dix centimes ; mousses et novices employés aux mêmes travaux, trente centimes à quatre-vingts.

5. Les ouvriers seront classés de manière que la totalité des taxes réunies puisse donner une moyenne proportionnelle d'un franc quarante centimes par homme.

7. Les ouvriers non inscrits qui seront appelés dans les ports par suite des levées extraordinaires, et conformément à la loi du 3 brumaire an 4 concernant l'inscription maritime, recevront, lorsqu'ils seront mariés ou pères de famille, un quart en sus du salaire journalier auquel ils auront été taxés ; ce supplément de salaire sera payé à leurs femmes, dans le lieu de leur domicile.

8. Conformément à l'arrêté du 17 ventose an 5, le nombre des contre-maitres et aides-contre-maitres demeure fixé au vingtième des ouvriers de tous les ateliers pris en masse, non compris l'atelier de la garniture et les compagnies d'ouvriers.—Les contre-maitres employés actuellement dans les chantiers et ateliers y pourront être maintenus ; mais il ne sera fait aucun remplacement parmi ceux des diverses professions, que le nombre n'en soit réduit au vingtième sur la totalité. — Les aides-contre-maitres qui excéderont le nombre prescrit seront rangés dans la première classe des ouvriers, et payés comme tels, jusqu'à ce qu'ils puissent être admis de nouveau dans la classe des aides.

9. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le nombre des apprentis ne sera pas limité dans les classes de charpentier et de calfat, et on pourra les recevoir depuis douze ans jusqu'à dix-huit.—Pour toute autre profession que celle de charpentier et de calfat, le nombre des apprentis sera fixé au huitième de celui des ouvriers de la même profession, pendant deux ans, et réduit au dixième après l'expiration de ces deux années. Le surplus ne sera congédié que dans le cas où les apprentis excédants demanderaient leur licenciement ; sinon, la réduction sera faite par extinction. Ces apprentis seront reçus de douze à quinze ans.—Les apprentis seront divisés, par nombre égal, en quatre classes. Le passage d'une classe à une autre ne pourra se faire que par remplacement.—Cette promotion sera faite tous les ans, dans le mois de vendémiaire, d'après un examen fait authentiquement,

en présence des officiers civils et militaires, et des maîtres entretenus dont dépendent les ateliers respectifs; en outre, d'un capitaine de vaisseau ou de frégate, nommé par le préfet maritime; de l'inspecteur ou d'un sous-inspecteur; du commissaire ou sous-commissaire chargé des ateliers, et du commis chargé du détail.—Un apprenti qui aura passé deux années sans être jugé digne d'avancement, sera averti qu'on le révoquera l'année suivante, s'il n'a pas fait plus de progrès; et s'il est en effet renvoyé, il sera tenu de servir trois ans comme journalier dans le port, ou comme novice sur les vaisseaux.—La préférence pour l'admission à l'apprentissage aura lieu dans l'ordre suivant: — Aux fils d'ouvriers de la même classe; — Aux fils de marins, de militaires de mer et de terre, en service ou morts au service; — Aux élèves des hospices.

10. Tout ouvrier qui saura exercer à la fois la profession de charpentier et celle de calfat recevra un supplément de dix centimes par jour, s'il est employé dans le port ou s'il est embarqué pour les deux professions.—Les apprentis charpentiers seront appliqués à la fois à la profession de charpentier et à celle de calfat.—Le supplément ci-dessus accordé ne sera point compté lorsqu'il s'agira d'établir la *paie moyenne*, par homme, d'un franc quarante centimes.

11. Une somme de douze francs sera distribuée chaque mois, à raison de trois francs, à chacun des quatre ouvriers qui se seront distingués par leur application et leur talent. — Les noms des ouvriers qui obtiendront cette récompense seront affichés sur la porte du bureau du chef de service sous les ordres duquel ils seront employés, et sur celle du commissaire chargé du détail des chantiers et ateliers.

12. La paie ne sera assignée à chaque ouvrier nouvellement arrivé, quand il n'aura pas sur son livret une taxe antérieurement établie légalement, qu'après vingt jours d'épreuve. Si la fin du mois arrivait avant l'expiration de ces vingt jours, il recevrait une paie provisoire pour ce temps seulement, et sauf rappel au mois suivant.

13. La fixation des taxes provisoires ou définitives, ainsi que les diminutions de paie dont les ouvriers se rendraient susceptibles par leur négligence, auront lieu sur le rapport du chef de service, du commissaire des chantiers dont les ouvriers dépendent. — Il y a lieu à rectification seulement pour l'augmentation, mais non pour la diminution de la taxe, au mois de vendémiaire suivant, par la commission dont il est parlé article 9.

14. Nulle augmentation ou diminution de taxe provisoire ou définitive, faite dans le cours de l'année, ou faite et rectifiée au mois de vendémiaire, n'aura lieu que d'après la décision et approbation du préfet maritime.

15. Tous les copeaux provenant de l'ébauche et dégrossi des bois de construction et autres, seront journellement ramassés et empilés pour être transportés dans un lieu séparé, et être vendus au profit de la république, ou employés à chauffer les pigoulières, étuves et corps-de-garde. — Les menus copeaux qui ne pourront être utilement employés seront également mis à part, pour être distribués aux ouvriers, en présence des chefs de service, et du commissaire préposé aux chantiers et ateliers, ou de leurs préposés. — Le jour et l'heure de cette distribution seront indiqués à l'avance, et l'enlèvement du bois ne sera annoncé qu'une demi-heure avant la sortie du travail. — Tous les ouvriers du port, à l'exception des apprentis, participeront à cette distribution. — La moitié de ces menus copeaux sera réservée pour être vendue publiquement chaque mois; et le produit de cette vente sera distribué aux ouvriers du port dont les familles seront les plus nombreuses. Le rôle de cette distribution sera arrêté par le préfet maritime,

sur la proposition des chefs de service et du commissaire des chantiers et ateliers.

16. Les ouvriers qui, ayant été levés pour le service des ports et arsenaux, désertent, ou s'écarteront du port de plus de deux lieues sans permission, encourront la peine de huit jours de prison ; et ils seront obligés à travailler dans le même port pendant six mois de plus. — Ceux qui s'absenteront pendant huit jours sans permission seront réputés déserteurs, punis comme tels, et privés de leur paie et demi-solde, même en cas d'amnistie.

17. Les ouvriers qui n'auront pas répondu à l'appel, quel que soit le motif de leur absence, hors le cas de maladie dûment constatée, ne jouiront d'aucune solde jusqu'à ce qu'ils aient repris leur travail.

18. Les ouvriers *domiciliés* qui s'absenteront pendant trois jours de suite pour tout autre motif que celui de maladie dûment constatée, ou sans permission expresse du chef de service, seront renvoyés du port.

19. Les ouvriers *de levée* qui se seront absentés du port sans permission pendant trois jours au plus, sauf le cas de maladie, seront détenus pendant autant de jours qu'ils auront été absents, sans préjudice des cas prévus par les lois sur la désertion.

20. Il sera alloué six francs de gratification aux gendarmes qui arrêteront un ouvrier déserteur, et l'auront ramené dans le port où il était employé, ou l'auront remis à la disposition du commissaire ou sous-commissaire préposé à l'inscription maritime, dans le quartier auquel le déserteur appartient. — Le montant de cette gratification sera retenu sur la solde qui pourra être due à l'ouvrier.

21. Tout ouvrier malade sera traité dans les hospices aux frais de la république ; et pendant son séjour dans lesdits hospices, dûment constaté par les rôles de journées d'hôpitaux, il jouira de la moitié de sa paie.

N° 764. = 7 ventose an 11 (26 février 1803). = ARRÊTÉ sur les formalités d'acquisition, location ou réparation des bâtimens destinés au culte. Recueil de l'intérieur, page 255.)

Art. 1^{er}. En conséquence de l'article 72 de la loi du 18 germinal an 10 (1), les conseils municipaux s'assembleront avant le 1^{er} floréal, et délibéreront sur les dispositions qui seraient à prendre par la commune, 1^o pour l'acquisition, la location ou la réparation du bâtiment destiné au culte ; 2^o pour l'établissement ou la réparation du presbytère (2).

2. Les conseils municipaux délibéreront sur le mode le plus convenable de lever les sommes à fournir par la commune pour subvenir à ces dépenses.

3. Ces délibérations seront transmises par le préfet, avant le 1^{er} thermidor, pour qu'il y soit statué par le gouvernement.

N° 765. = 13 ventose an 11 (4 mars 1803). = ARRÊTÉ qui ordonne la réunion de l'hôpital des vieillards de Saint-Germain à l'hôpital des malades de la même ville, et détermine la manière de procéder à la fixation des dépenses des autres hôpitaux. (III, Bull. CCLI, n° 2347.)

Art. 1^{er}. L'hôpital des vieillards de la ville de Saint-Germain sera réuni,

(1) Voyez cette loi, et les notes qui l'accompagnent.

(2) Voyez spécialement, sur les presbytères, la note qui accompagne la loi du 26 fructidor an 5 (12 septembre 1797), portant sursis à leur aliénation.

avec les meubles, biens et revenus en dépendant, à l'hôpital des malades; à la charge par la commission administrative, d'entretenir pour les pauvres vieillards un nombre de lits égal à celui des places fixées par les fondations.

2. La dépense des deux hôpitaux réunis, ensemble le fonds de supplément à fournir par l'octroi, seront réglés, sauf la confirmation du gouvernement, par le préfet du département, sur la proposition de la commission administrative et l'avis du sous-préfet.

3. Le fonds de supplément, réglé dans la forme prescrite par l'article qui précède, sera purement et simplement compris dans le budget de la commune, et prélevé par douzième, de mois en mois, et par préférence à toute autre dépense, sur les produits de l'octroi, pour être versé dans la caisse des hospices, et administré à l'instar des autres revenus de ces établissements.

4. Il sera procédé à la fixation des dépenses des autres hôpitaux de la république, et aux fonds de supplément à leur fournir, suivant et conformément aux articles qui précèdent.

5. Toutes dispositions contraires au présent sont rapportées.

N° 766. — 14 ventose an 11 (5 mars 1803). — *ARRÊTÉ relatif aux formalités à remplir pour les baux des biens des pauvres et des hospices à l'égard desquels les commissions administratives ont consenti une résiliation ou une modération de prix.* (III, Bull. CCLII, n° 2359.)

La résiliation ou la modération du prix des baux des biens des pauvres et des hospices, consentie par les commissions administratives des hospices ou par les bureaux de bienfaisance, n'auront leur effet qu'en remplissant les formalités prescrites par l'arrêté du 7 germinal an 9 (1) sur les baux à longues années.

N° 767. — 14 ventose an 11 (5 mars 1803). — *ARRÊTÉ qui étend jusqu'à Escaut la navigation dite du petit cabotage.* (III, Bull. CCLII, n° 2360.)

N° 768. — 14 ventose an 11 (5 mars 1803). — *ARRÊTÉ qui fixe le prix des passages pour les colonies orientales, occidentales et la côte d'Afrique* (2). (III, Bull. CCLII, n° 2361.)

Art. 1^{er}. Les passages pour les colonies orientales, occidentales, et la côte d'Afrique, des personnes employées soit dans le militaire, soit dans le civil, qui seront embarquées sur des bâtimens du commerce, seront payés sur le pied ci-après; savoir :

La Guiane française, les îles de l'Amérique, du vent et sous le vent.

	En allant.	En revenant.
Pour chaque passager, nourri à la table du capitaine, trois cents francs en allant, et quatre cents francs en revenant.....	300 fr.	400 fr
Pour chaque passager, à la ration simple, y compris sa nourriture, cent francs en allant, et cent cinquante francs en revenant.....	100	150

(1) Voyez cet arrêté, et la note.

(2) Voyez l'arrêté du 27 prairial an 10 (16 juin 1802), qui oblige les armateurs des bâtimens de commerce à fournir au gouvernement des places de passagers pour les colonies françaises et la note.

Louisiane.

En allant. En revenant.

Il sera payé un quart en sus des prix ci-dessus, tant en allant qu'en revenant.

Sénégal et côte d'Afrique.

Pour chaque passager, nourri à la table du capitaine, deux cent quarante francs en allant, et trois cents francs en revenant.....	240 fr.	300 fr.
Pour chaque passager, à la ration simple, y compris sa nourriture, quatre-vingts francs en allant, et cent vingt francs en revenant.....	80	120

Ile de France.

Pour chaque passager, à la table, neuf cents francs en allant, et onze cent vingt-cinq en revenant.....	900	1,125
A la ration simple, trois cents francs en allant, et trois cent cinquante francs en revenant.....	300	350

Poudichéry.

A la table, douze cents francs en allant, et quatorze cent quarante francs en revenant.....	1,200	1,440
A la ration, quatre cents francs en allant, et quatre cent quarante francs en revenant.....	400	440

Bengale.

A la table, quatorze cents francs en allant, et seize cent cinquante francs en revenant.....	1,400	1,650
A la ration, quatre cent soixante-dix francs en allant, et cinq cent vingt francs en revenant.....	470	520

2. Il sera fait des conventions particulières avec les armateurs, pour les militaires allant aux colonies ou en revenant en corps de troupes.

N° 769. = 14 ventose an 11 (5 mars 1803). = ARRÊTÉ contenant une nouvelle fixation du droit d'entrée sur le stockfish. (III, Bull. CCLIII, n° 2367.)

Le droit d'entrée sur le stockfish sera, à l'avenir, de huit francs par cinq myriagrammes.

N° 770. = 14 ventose an 11 (5 mars 1803). = ARRÊTÉ relatif aux concessions des grèves ou graves dans les îles Saint-Pierre et Miquelon (1). (III Bull. CCLIII, n° 2373.)

Art. 1^{er}. La propriété des grèves ou graves ci-devant concédées aux îles Saint-Pierre et Miquelon est maintenue aux conditions suivantes.

2. Tout concessionnaire de grèves sera tenu de justifier de son droit, pardevant l'administrateur général desdites îles, dans l'espace d'une année, à compter de l'arrivée des agents du gouvernement sur les lieux.

3. A défaut de justification, lesdites grèves retourneront au domaine de la république.

(1) Voyez, sur cet objet, les différentes ordonnances citées dans le § 7 de la 2^e partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), portant organisation des colonies.

4. Dans l'espace de deux années, à compter de la même époque, les concessionnaires seront obligés d'établir leur concession, conformément à l'usage du pays, et de manière à pouvoir concourir utilement à l'exploitation de la pêche, sous la susdite peine de réunion au domaine.

5. Lorsqu'il y aura lieu à ladite réunion, elle sera poursuivie à la diligence des agents du gouvernement.

6. Les grèves ainsi réunies seront de nouveau concédées provisoirement par l'administrateur général, à la charge d'établissement dans l'espace de deux années, à dater du jour de l'approbation du gouvernement.

7. Tous les trois mois, le tableau des réunions et concessions qui auront lieu conformément à l'article précédent, sera adressé au ministre de la marine et des colonies par l'administrateur général.

N° 771. — 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803). — *Loi sur la promulgation, les effets et l'application des lois* (1). (III, Bull. CCLIV, n° 2375.)

N° 772. — 16—26 ventose an 11 (7—17 mars 1803). — *Loi qui augmente le nombre des juges dans les tribunaux de première instance de Paris et de Rouen* (2). (III, Bull. CCLIV, n° 2388.)

Art. 1^{er}. Le nombre des juges composant le tribunal de première instance du département de la Seine sera porté à trente-deux. — Les huit nouveaux juges seront répartis entre les quatre premières sections de ce tribunal.

2. Le nombre des juges composant le tribunal de première instance de Rouen, département de la Seine-Inférieure, sera porté à dix, et celui des suppléants à six. — Le tribunal se divisera en trois sections.

3. Il sera établi un nouveau substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Rouen.

N° 773. — 16—26 ventose an 11 (7—17 mars 1803). — *Loi qui fixe l'âge auquel on peut être juge, commissaire du gouvernement, substitut du commissaire ou greffier dans les tribunaux* (3). (III, Bull. CCLIV, n° 2389.)

Art. 1^{er}. Il suffit d'être âgé de vingt-cinq ans pour être juge ou suppléant dans un tribunal de première instance, pour être commissaire du gouvernement dans un tribunal de première instance, et pour être greffier, soit d'un

(1) Cette loi forme le titre préliminaire du Code civil, composé de trente-six lois distinctes, réunies en un seul corps, avec une seule série de numéros pour tous les articles, en exécution de la loi du 30 ventose—10 germinal an 12 (21—31 mars 1804), qui a fixé l'époque à partir de laquelle ce Code serait exécutoire, et a prononcé l'abrogation de toutes les lois, ordonnances, coutumes, statuts et réglemens concernant les matières sur lesquelles il dispose.

Comme le Code civil est entre les mains de tout le monde, nous jugeons inutile d'en insérer le texte dans cette collection : nous mentionnerons seulement à leurs dates les diverses lois qui le composent, en ayant soin de faire connaître les additions ou les modifications qu'elles ont subies jusqu'à ce jour.

Des deux dates que portent ces lois, la première est celle de leur confection, la seconde celle de leur promulgation.

Voyez, sur la promulgation des lois, le décret du 2—5 novembre 1790, et les notes qui résument complètement la législation de la matière.

(2) Voyez, dans les notes qui accompagnent l'arrêté du 6 floréal an 10 (26 avril 1802), portant réglemant pour le service du tribunal de première instance de la Seine, l'indication des lois qui ont successivement augmenté les membres de ce tribunal.

(3) Voyez la loi du 27 ventose an 8 (18 mars 1800), sur l'organisation des tribunaux, art. 4, et la note.

tribunal d'appel, soit d'un tribunal de première instance, soit d'un juge de paix.

2. On peut être, à vingt-cinq ans, substitut du commissaire du gouvernement près d'un tribunal d'appel; et à vingt-deux ans, substitut du commissaire du gouvernement près d'un tribunal d'arrondissement.

3. L'article 4 de la loi du 27 ventose an 8 est rapporté, en ce qu'il a de contraire aux dispositions de la présente loi.

N° 774. = 7 ventose an 11 (8 mars 1803). = *ARRÊTÉ qui prohibe l'importation des sucres raffinés.* (III, Bull. CCL, n° 2338.)

N° 775. = 17—27 ventose an 11 (8—18 mars 1803). = *LOI sur la jouissance et la privation des droits civils.* (1). (III, Bull. CCLV, n° 2398.)

N° 776. = 19 ventose an 11 (10 mars 1803). = *ARRÊTÉ relatif au traitement de réforme ou solde de retraite à toucher dans les colonies.* (III, Bull. CCLIV, n° 2390.)

Art. 1^{er}. Les militaires jouissant en France du traitement de réforme ou de la solde de retraite, qui voudront passer dans les colonies et y toucher le montant desdits traitemens de réforme ou solde de retraite, seront tenus d'en prévenir le commissaire des guerres de leur département.

2. Ce commissaire des guerres en fera mention sur les contrôles qu'il est chargé de tenir sur ces deux traitemens, conformément aux arrêtés du 27 vendémiaire an 10.—Il délivrera en même temps aux parties intéressées un certificat de cessation de paiement, constatant les nom et prénoms du militaire, le montant du traitement de réforme ou de la solde de retraite dont il jouit, l'époque à laquelle il a cessé d'en être payé, et le lieu de sa nouvelle résidence.

3. Le commissaire des guerres en donnera de suite avis au ministre de la guerre; et ce ministre fera dresser, de mois en mois, des états de ces militaires, contenant les indications ci-dessus, lesquels états seront transmis par lui au ministre de la marine et des colonies.

4. Le ministre de la marine donnera en conséquence les ordres nécessaires dans les colonies, pour que ces militaires y soient payés de leur traitement de réforme ou solde de retraite, en se rapprochant, autant que possible, du mode prescrit, à l'égard des paiemens de cette nature, par les arrêtés du 27 vendémiaire an 10.

N° 777. = 19 ventose an 11 (10 mars 1803). = *ARRÊTÉ relatif au droit dû pour l'expédition d'actes et jugemens du tribunal de cassation dans les affaires de la nature de celles mentionnées en l'article 9 du décret du 27 novembre — 1^{er} décembre 1790.* (III, Bull. CCLIV, n° 2391.)

Le droit d'expédition de cinquante centimes par rôle sera acquitté par les parties auxquelles sont délivrés des actes et jugemens du tribunal de cassation, dans les affaires de la nature de celles mentionnées en l'article 9 de la loi du 1^{er} décembre 1790 (2), comme pour toutes celles de la compétence de ce tribunal.

(1) Voyez Cod. civ., liv. 1^{re}, tit. 1^{er}, art. 7 et suiv.—Voyez aussi la note qui accompagne la loi du 14—25 ventose an 11 (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.

(2) Voyez ce décret, qui contient l'organisation de la cour de cassation, et les notes étendues qui l'accompagnent.

N° 778. = 19—29 ventose an 11 (10—20 mars 1803). = *Loi relative à l'exercice de la médecine.* (III, Bull. CCLVI, n° 2436.)

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire de l'an 12, nul ne pourra embrasser la profession de médecin, de chirurgien ou d'officier de santé, sans être examiné et reçu comme il sera prescrit par la présente loi (1).

2. Tous ceux qui obtiendront, à partir du commencement de l'an 12, le droit d'exercer l'art de guérir, porteront le titre de *docteurs* en médecine ou en chirurgie, lorsqu'ils auront été examinés et reçus dans l'une des six écoles spéciales de médecine, ou celui d'*officiers de santé*, quand ils seront reçus par les jurys dont il sera parlé aux articles suivans.

3. Les docteurs en médecine et les chirurgiens reçus par les anciennes facultés de médecine, les collèges de chirurgie et les communautés de chirurgiens, continueront d'avoir le droit d'exercer l'art de guérir comme par le passé. Il en sera de même pour ceux qui exerçaient dans les départemens réunis, en vertu des titres pris dans les universités étrangères, et reconnus légaux dans les pays qui forment actuellement ces départemens. — Quant à ceux qui exercent la médecine ou la chirurgie en France, et qui se sont établis depuis que les formes anciennes de réception ont cessé d'exister, ils continueront leur profession, soit en se faisant recevoir docteurs ou officiers de santé, comme il est dit aux articles 10 et 24, soit en remplissant simplement les formalités qui sont prescrites à leur égard à l'article 23 de la présente loi.

4. Le gouvernement pourra, s'il le juge convenable, accorder à un médecin ou à un chirurgien étranger et gradué dans les universités étrangères, le droit d'exercer la médecine ou la chirurgie sur le territoire de la république.

TITRE II. — Des examens et de la réception des docteurs en médecine ou en chirurgie.

5. Il sera ouvert, dans chacune des six écoles spéciales de médecine, des examens pour la réception des docteurs en médecine ou en chirurgie.

6. Ces examens seront au nombre de cinq; savoir: —Le premier, sur l'anatomie et la physiologie; —Le deuxième, sur la pathologie et la nosologie; —Le troisième, sur la matière médicale, la chimie et la pharmacie; —Le quatrième, sur l'hygiène et la médecine légale; —Le cinquième, sur la clinique interne ou externe, suivant le titre de docteur en médecine ou de docteur en chirurgie que l'aspirant voudra acquérir. — Les examens seront publics; deux d'entre eux seront nécessairement soutenus en latin.

7. Après les cinq examens, l'aspirant sera tenu de soutenir une thèse qu'il aura écrite en latin ou en français.

8. Les étudiants ne pourront se présenter aux examens des écoles qu'après avoir suivi, pendant quatre années, l'une ou l'autre d'entre elles, et acquitté les frais d'étude qui seront déterminés.

9. Les conditions d'admission des étudiants aux écoles, le mode des inscriptions qu'ils y prendront, l'époque et la durée des examens, ainsi que les frais d'étude et de réception, et la forme du diplôme à délivrer par les

(1) Cette disposition n'est pas applicable à l'art du dentiste: l'exercice de cet art n'est assujéti à l'obtention d'aucun diplôme, certificat ou lettres de réception. Cass., 23 février 1827, S^{én}. XXVII, 1, 214; Bull. crim., XXXII, 114. — Mais elle est applicable à l'art de l'oculiste. Cass. 20 juillet 1833, S^{én}. XXXIII, 1, 536; Bull. crim., XXXVIII, 372.

écoles aux docteurs reçus, seront déterminés par un règlement délibéré dans la forme adoptée pour tous les réglemens d'administration publique : néanmoins la somme totale de ces frais ne pourra excéder mille francs ; et cette somme sera partagée dans les quatre années d'étude et dans celle de la réception.

10. Les médecins et chirurgiens qui, ayant étudié avant la suppression des universités, facultés et collèges de médecine et de chirurgie, et n'ayant pas pu subir d'examen par l'effet de cette suppression, voudront acquérir le titre de docteur, se présenteront à l'une des écoles de médecine avec leurs certificats d'études : ils y seront examinés, pour recevoir le diplôme ; et ils ne seront tenus d'acquitter que le tiers des frais d'examen et de réception.

11. Les médecins ou chirurgiens non reçus comme ceux de l'article précédent, mais qui ont été employés en chef ou comme officiers de santé de première classe pendant deux ans dans les armées de terre ou de mer, se présenteront, s'ils veulent obtenir le titre de docteur en médecine ou en chirurgie, avec leurs brevets ou commissions certifiés par les ministres de la guerre ou de la marine, à l'une des écoles de médecine, où ils seront tenus de subir le dernier acte de réception seulement, ou de soutenir thèse. Il leur sera délivré un diplôme ; et ils ne paieront que les frais qui seront fixés pour la thèse.

12. Ceux des élèves qui, ayant étudié dans les écoles de médecine instituées par la loi du 14 frimaire an 3, ont subi des examens et ont fait preuve de capacité dans ces écoles suivant les formes qui y ont été établies, se pourvoiront à celle de ces écoles où ils auront été examinés, pour y recevoir le diplôme de docteur. Ils seront tenus d'acquitter la moitié des frais fixés pour les examens et la réception.

13. Les élèves nationaux admis par le concours des lycées ou des Prytanées aux écoles spéciales de médecine, d'après l'article 35 de la loi du 11 floréal an 10, seront seuls dispensés de payer les frais d'étude et de réception.

14. Le produit des études et des réceptions dans chaque école de médecine, sera employé au traitement des professeurs et aux dépenses de chacune d'elles, ainsi qu'il sera réglé par le gouvernement ; sans néanmoins que les sommes reçues dans l'une de ces écoles puissent être affectées aux dépenses des autres.

TITRE III. — Des études et de la réception des officiers de santé (1).

15. Les jeunes gens qui se destineront à devenir officiers de santé ne seront pas obligés d'étudier dans les écoles de médecine ; ils pourront être reçus officiers de santé, après avoir été attachés, pendant six années, comme élèves, à des docteurs, ou après avoir suivi, pendant cinq années consécutives, la pratique des hôpitaux civils ou militaires. Une étude de trois années consécutives dans les écoles de médecine, leur tiendra lieu de la résidence de six années chez les docteurs ou de cinq années dans les hospices.

16. Pour la réception des officiers de santé, il sera formé, dans le chef-lieu de chaque département, un jury composé de deux docteurs domiciliés dans le département, nommés par le premier consul, et d'un commissaire pris parmi les professeurs des six écoles de médecine, et désignés par le

(1) L'ordonnance du 26 mars—14 avril 1809, sur l'instruction publique, art. 7, a prescrit la confection d'un règlement universitaire sur la forme, la durée et les matières des examens des aspirans au grade d'officier de santé : ce règlement n'a pas encore été fait.

premier consul. Ce jury sera renommé tous les cinq ans; ses membres pourront être continués.

17. Les jurys des départemens ouvriront une fois par an les examens pour la réception des officiers de santé. — Il y aura trois examens : — L'un sur l'anatomie, — L'autre sur les élémens de la médecine, — Le troisième sur la chirurgie, et les connaissances les plus usuelles de la pharmacie. — Ils auront lieu en français, et dans une salle où le public sera admis.

18. Dans les six départemens où seront situées les écoles de médecine, le jury sera pris parmi les professeurs de ces écoles; et les réceptions des officiers de santé seront faites dans leur enceinte.

19. Les frais des examens des officiers de santé ne pourront pas excéder deux cents francs. La répartition de cette somme entre les membres du jury sera déterminée par le gouvernement.

20. Le mode des examens faits par les jurys, leurs époques, leur durée, ainsi que la forme du diplôme qui devra être délivré aux officiers de santé, seront déterminés par le règlement dont il est parlé à l'article 9.

21. Les individus qui se sont établis depuis dix ans dans les villages, les bourgs, etc., pour y exercer la chirurgie, sans avoir pu se faire recevoir depuis la suppression des lieutenances du premier chirurgien et des communautés, pourront se présenter au jury du département qu'ils habitent, pour y être examinés, et reçus officiers de santé. Ils ne paieront que le tiers du droit fixé pour ces examens.

TITRE IV. — De l'enregistrement et des listes des docteurs et des officiers de santé.

22. Les médecins et les chirurgiens reçus suivant les anciennes formes supprimées en France, ou suivant les formes qui existaient dans les départemens réunis, présenteront, dans l'espace de trois mois après la publication de la présente loi au tribunal de leur arrondissement et au bureau de leur sous-préfecture, leurs lettres de réception et de maîtrise. — Une inscription sur une liste ancienne légalement formée, ou, à défaut de cette inscription ou de liste ancienne, une attestation de trois médecins ou de trois chirurgiens dont les titres auront été reconnus, et qui sera donnée par voie d'information devant un tribunal, suffira pour ceux des médecins et des chirurgiens qui ne pourraient pas retrouver et fournir leurs lettres de réception et de maîtrise.

23. Les médecins ou chirurgiens établis depuis la suppression des universités, facultés, collèges et communautés, sans avoir pu se faire recevoir, et qui exercent depuis trois ans, se muniront d'un certificat délivré par les sous-préfets de leurs arrondissemens, sur l'attestation du maire et de deux notables des communes où ils résident, au choix des sous-préfets : ce certificat, qui constatera qu'ils pratiquent leur art depuis l'époque indiquée, leur tiendra lieu de diplôme d'officier de santé; ils le présenteront, dans le délai prescrit par l'article précédent, au tribunal de leur arrondissement et au bureau de leur sous-préfecture. — Les dispositions de cet article seront applicables aux individus mentionnés dans les articles 10 et 11, et même à ceux qui, n'étant employés ni en chef ni en première classe aux armées de terre ou de mer, et ayant exercé depuis trois ans, ne voudraient pas prendre le titre et le diplôme de docteur en médecine ou en chirurgie.

24. Les docteurs ou officiers de santé reçus suivant les formes établies dans les deux titres précédens seront tenus de présenter, dans le délai d'un mois après la fixation de leur domicile, les diplômes qu'ils auront obtenus, au greffe du tribunal de première instance et au bureau de la sous-préfecture de l'arrondissement dans lequel les docteurs et officiers de santé voudront s'établir.

25. Les commissaires du gouvernement près les tribunaux de première instance dresseront les listes des médecins et chirurgiens anciennement reçus, de ceux qui sont établis depuis dix ans sans réception, et des docteurs et officiers de santé nouvellement reçus suivant les formes de la présente loi et enregistrés aux greffes de ces tribunaux : ils adresseront, en fructidor de chaque année, copie certifiée de ces listes au grand-juge ministre de la justice.

26. Les sous-préfets adresseront l'extrait de l'enregistrement des anciennes lettres de réception, des anciens certificats et des nouveaux diplômes dont il vient d'être parlé, aux préfets, qui dresseront et publieront les listes de tous les médecins et chirurgiens anciennement reçus, des docteurs et officiers de santé domiciliés dans l'étendue de leurs départemens. Ces listes seront adressées par les préfets au ministre de l'intérieur, dans le dernier mois de chaque année.

27. A compter de la publication de la présente loi, les fonctions de médecins et chirurgiens jurés appelés par les tribunaux, celles de médecins et chirurgiens en chef dans les hospices civils, ou chargés par des autorités administratives de divers objets de salubrité publique, ne pourront être remplies que par des médecins et des chirurgiens reçus suivant les formes anciennes, ou par des docteurs reçus suivant celles de la présente loi.

28. Les docteurs reçus dans les écoles de médecine pourront exercer leur profession dans toutes les communes de la république, en remplissant les formalités prescrites par les articles précédens.

29. Les officiers de santé ne pourront s'établir que dans le département où ils auront été examinés par le jury, après s'être fait enregistrer comme il vient d'être prescrit. Ils ne pourront pratiquer les grandes opérations chirurgicales, que sous la surveillance et l'inspection d'un docteur, dans les lieux où celui-ci sera établi. Dans le cas d'accidens graves arrivés à la suite d'une opération exécutée hors de la surveillance et de l'inspection prescrites ci-dessus, il y aura recours à indemnité contre l'officier de santé qui s'en sera rendu coupable.

TITRE V. — De l'instruction et de la réception des sages-femmes.

30. Outre l'instruction donnée dans les écoles de médecine, il sera établi dans l'hospice le plus fréquenté de chaque département, un cours annuel et gratuit d'accouchement théorique et pratique, destiné particulièrement à l'instruction des sages-femmes.—Le traitement du professeur et les frais du cours seront pris sur la rétribution payée pour la réception des officiers de santé.

31. Les élèves sages-femmes devront avoir suivi au moins deux de ces cours, et vu pratiquer pendant neuf mois ou pratiqué elles-mêmes les accouchemens pendant six mois dans un hospice ou sous la surveillance du professeur, avant de se présenter à l'examen.

32. Elles seront examinées par les jurys sur la théorie et la pratique des accouchemens, sur les accidens qui peuvent les précéder, les accompagner et les suivre, et sur les moyens d'y remédier.—Lorsqu'elles auront satisfait à leur examen, on leur délivrera gratuitement un diplôme dont la forme sera déterminée par le règlement prescrit par les articles 9 et 20 de la présente loi.

33. Les sages-femmes ne pourront employer les instrumens dans les cas d'accouchemens laborieux, sans appeler un docteur, ou un médecin ou chirurgien anciennement reçu (1).

(1) Si l'accouchement est difficile, la sage-femme qui n'appelle pas un médecin à son aide,

34. Les sages-femmes feront enregistrer leur diplôme au tribunal de première instance, et à la sous-préfecture de l'arrondissement où elles s'établiront et où elles auront été reçues.—La liste des sages-femmes reçues pour chaque département sera dressée dans les tribunaux de première instance, et par les préfets, suivant les formes indiquées aux articles 25 et 26 ci-dessus.

TITRE VI. — Dispositions pénales

35. Six mois après la publication de la présente loi, tout individu qui continuerait d'exercer la médecine ou la chirurgie, ou de pratiquer l'art des accouchemens, sans être sur les listes dont il est parlé aux articles 25, 26 et 34, et sans avoir de diplôme, de certificat ou de lettre de réception, sera poursuivi et condamné à une amende pécuniaire envers les hospices (1).

36. Ce délit sera dénoncé aux tribunaux de police correctionnelle, à la diligence du commissaire du gouvernement près ces tribunaux.—L'amende pourra être portée jusqu'à mille francs pour ceux qui prendraient le titre et exerceraient la profession de docteur;—A cinq cents francs pour ceux qui se qualifieraient d'officiers de santé et verraient des malades en cette qualité;—A cent francs pour les femmes qui pratiqueraient illicitement l'art des accouchemens.—L'amende sera double en cas de récidive; et les délinquans pourront, en outre, être condamnés à un emprisonnement qui n'excédera pas six mois (2).

N° 779.—20—30 ventose an 11 (11—21 mars 1803).—*Loi relative aux actes de l'état civil* (3). (III, Bull. CCLVII n° 2437.)

commet une imprudence, et au cas de mort de la mère ou de l'enfant, elle commet un homicide par imprudence. Cass., 18 septembre 1817, Str., XVIII, 1, 115.

(1) L'exercice de la médecine ou de la chirurgie sans titre légal ne peut être excusé sous prétexte de bonne foi. Cass., 19 février 1807, Str., VII, 2, 236; Bull. crim., XII, 69. — Jugé dans le même sens, en ce qui concerne l'exercice illégal de la profession de sage-femme. Cass., 6 juillet 1827, Str., XXVII, 1, 500; Bull. crim., XXXII, 573. — Jugé encore que l'exercice, sans diplôme, de la profession de médecin ou de chirurgien ne saurait être excusé sous prétexte que le prévenu est porteur de brevets à lui délivrés par le roi et de certificats de l'autorité administrative; qu'il est en possession depuis plusieurs années de la qualité qui lui est contestée, et qu'enfin il aurait donné gratuitement ses soins aux indigens. Cass., arrêt précité du 20 juillet 1833, Str., XXXIII, 1, 536; Bull. crim., XXXVIII, 372.

L'exercice illégal de la médecine ou de la chirurgie ne peut être puni que d'une amende de simple police, lorsqu'il n'y a pas eu usurpation du titre de docteur ou d'officier de santé. Cass., 18 mars 1825, Str., XXVI, 1, 57; Bull. crim., XXX, 143; et 5 novembre 1831, Str., XXXI, 1, 393; Bull. crim., XXXVI, 481. — Néanmoins, c'est devant les tribunaux correctionnels que les contrevenans doivent être traduits. Cass., 28 août 1832, Str., XXXII, 1, 572.

Un officier de santé a action pour citer directement devant le tribunal correctionnel un individu qui exerce illégalement la médecine ou la chirurgie, lorsque cet exercice illégal, ayant lieu dans l'endroit même où est établi l'officier de santé, nuit ainsi essentiellement à ses intérêts. Paris, 4 juin 1829, Str., XXIX, 2, 201.

Voyez encore l'avis du cons. d'état du 8 vendémiaire an 14 (30 septembre 1805), portant que l'art. 35 de la présente loi n'est pas applicable aux curés et desservans qui donnent des conseils et des soins à leurs paroissiens malades.

(2) Dans le cas de récidive, on doit prendre pour base de la condamnation le maximum de l'amende prononcée par cet article. Cass., 30 décembre 1813, Str., XIV, 1, 77; Bull. crim., XVIII, 640.

(3) Voyez la note qui accompagne la loi du 14—25 ventose an 11 (3—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.—Voyez aussi le Cod. civ., liv. 1^{er}, tit. 11, art. 54 et suiv.—Voyez enfin le décret du 20—25 septembre 1792, et les notes qui résument toute la législation de la matière.

N° 780. = 21 ventose an 11 (12 mars 1803). = ARRÊTÉ qui prohibe jusqu'à nouvel ordre l'exportation du numéraire. (III, Bull. CCLII, n° 2563.)

N° 781. = 21 ventose an 11 (12 mars 1803). = ARRÊTÉ portant établissement d'un hôpital des maladies contagieuses dans le château de Saint-Germain-en-Laye. (III, Bull. CCLIV, n° 2395.)

N° 782. = 21 ventose—1^{er} germinal an 11 (12—22 mars 1803). = LOI qui prohibe la pêche dite pêche aux bœufs ou à la drège, et la pêche au ganguy. (III, Bull. CCLX, n° 2465.)

Art. 1^{er}. La pêche dite pêche aux bœufs ou à la urege, et celle connue sous le nom de pêche au ganguy, sont prohibées.

2. Tout contrevenant sera condamné à trois cents francs d'amende, au profit de la caisse des invalides de la marine. Les filets qui auront servi à ces pêches seront brûlés, et les bateaux, agrès et appareils seront séquestrés pour sûreté du paiement; ils seront même vendus pour opérer ledit paiement, s'il n'a été autrement effectué dans la quinzaine, à compter du jour de la signification du jugement de condamnation.

3. En cas d'une première récidive, l'amende sera double; en cas d'une seconde récidive, elle sera triple; et ainsi de suite.

N° 783. = 21 ventose—1^{er} germinal an 11 (12—22 mars 1803). = LOI relative au déplacement des fabriques et manufactures qui auraient favorisé la contrebande. (III, Bull. CCLX, n° 2466.)

Art. 1^{er}. Le déplacement des fabriques et manufactures qui se trouveront dans la ligne des douanes pourra être ordonné, lorsqu'elles auront favorisé la contrebande, et que le fait sera constaté par un jugement rendu par les tribunaux compétens.

2. Il sera accordé, pour effectuer le déplacement, un délai qui ne pourra être de moins d'un an.

N° 784. = 23 ventose an 11 (14 mars 1803). = ARRÊTÉ qui prohibe l'exportation de toute espèce de matières d'or et d'argent. (III, Bull. CCLIII, n° 2374.)

N° 785. = 23 ventose—3 germinal an 11 (14—24 mars 1803). = LOI relative au domicile (1). (III, Bull. CCLVII, n° 2438.)

N° 786. = 24 ventose—4 germinal an 11 (15—25 mars 1803). = LOI relative aux absens (2). (III, Bull. CCLIX, n° 2442.)

24 ventose an 11. = Promulgation des lois, voyez 14 du même mois.

(1) Voyez la note qui accompagne la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois. — Voyez aussi le Cod. civ., liv. 1^{re}, tit. III, art. 102 et suiv. — Il ne s'agit ici que du domicile civil; la fixation du domicile politique est l'objet d'une législation particulière.

(2) Voyez la note sur la loi du 14—24 ventose an 11. — Voyez aussi le Cod. civ., liv. 1^{re}, tit. IV, art. 112 et suiv.; l'ordonnance du 3—5 juillet 1816, et la loi du 13—15 janvier 1817, qui déterminent le mode de constatation de l'absence des militaires.

N° 787.—25 ventose—5 germinal an 11 (16—26 mars 1803).—*Loi contenant organisation du notariat* (1). (III, Bull. CCLVIII, n° 2440.)

TITRE 1^{er}.—*Des notaires et des actes notariés.*

SECTION 1^{re}.—*Des fonctions, ressort et devoirs des notaires.*

Art. 1^{er}. Les notaires sont les fonctionnaires publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique, et pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et expéditions (2).

2. Ils sont institués à vie.

3. Ils sont tenus de prêter leur ministère lorsqu'ils en sont requis (3).

4. Chaque notaire devra résider dans le lieu qui lui sera fixé par le gouvernement. En cas de contravention, le notaire sera considéré comme démissionnaire ; en conséquence, le grand-juge ministre de la justice, après avoir

(1) Voyez, sur l'organisation du notariat, le décret du 29 septembre—6 octobre 1791, et les notes qui résument la législation : voyez aussi, dans *SIREY* (III, 2, 65), les motifs de la présente loi qui a remplacé le décret de 1791.

(2) L'acte sous seing privé, reconnu par toutes les parties, acquiert le caractère de l'authenticité, lorsqu'il est déposé par elles chez un notaire, et l'hypothèque conférée par cet acte devient valable. *Cass.*, 11 juillet 1815, *SIR.*, XV, 1, 336. — Jugé encore que l'acte sous seing privé, déposé chez un notaire par celui que cet acte constitue débiteur, devient, par le fait du dépôt, authentique contre celui qui a fait ce dépôt, et qu'il peut être exécuté contre lui par voie de saisie immobilière. *Bourges*, 27 juin 1823, *SIR.*, XXIV, 2, 51. — Jugé aussi qu'on peut considérer comme titre authentique, susceptible d'être délivré en forme de grosse exécutoire, et autorisant des poursuites en saisie immobilière, un acte de vente que le débiteur du prix de la vente a déposé chez un notaire, avec reconnaissance de sa signature et autorisation d'en délivrer des copies ou extraits à qui il appartiendra. *Cass.*, 27 mars 1821, *SIR.*, XXI, 1, 327. — Un acte notarié dont l'authenticité aurait pu être querrellée, en ce que le notaire y avait stipulé pour une des parties contractantes, peut être considéré avoir acquis définitivement un caractère d'authenticité par l'effet d'un jugement par défaut, passé en force de chose jugée, qui aurait validé des poursuites présupposant nécessairement l'authenticité de l'acte. *Toulouse*, 7 décembre 1832, *SIR.*, XXXIII, 2, 235.

Un acte notarié ne perd pas son caractère d'authenticité à défaut d'enregistrement dans le délai fixé ; par exemple, un testament qui n'est pas enregistré dans les trois mois du décès du testateur. *Cass.*, 23 janvier 1810, *SIR.*, X, 1, 126. — Jugé, dans le même sens, qu'un enfant naturel, reconnu devant notaire, a un titre authentique de reconnaissance, encore que l'acte ne soit pas enregistré dans le délai. *Bruxelles*, 12 janvier 1808, *SIR.*, X, 2, 543. — Et qu'un acte notarié, dûment enregistré, ne perd pas son caractère d'authenticité par cela seul que l'enregistrement a été bâtonné dans la suite, à défaut de paiement du droit. *Cass.*, 16 décembre 1811, *SIR.*, XII, 1, 81.

Des avant 1633, et depuis l'époque où les notaires sont investis du droit de recevoir les actes passés entre les particuliers et de leur donner une forme authentique, tous autres officiers publics sont sans caractère pour cet objet : ainsi, toute convention de propriété qui serait passée devant des officiers publics administratifs et judiciaires, serait sans authenticité. *Cass.*, 27 janvier 1825, *SIR.*, XXV, 1, 261.

C'est devant notaire, et sans l'intervention d'un commissaire-priseur, que doit avoir lieu la vente des intérêts saisis dans les compagnies de finance et d'industrie. *Paris*, 2 mai 1811, *SIR.*, XIV, 2, 213. — Les notaires n'ont pas le droit de faire la signification d'un transport. *Bruxelles*, 23 mars 1811, *SIR.*, XI, 2, 281.

Voyez encore, sur les attributions respectives des notaires et des commissaires-priseurs, les nombreuses décisions citées en note de l'art. 1^{er} de la loi du 27 ventose an 9 (18 mars 1801), portant institution de ces commissaires à Paris.

Toute personne peut se rendre dépositaire d'un acte sous seing privé et en délivrer des copies aux parties intéressées, sans que, pour cela, elle soit réputée porter atteinte au privilège du notariat. *Cass.*, 31 mai 1831, *SIR.*, XXXI, 1, 241.

(3) Le notaire peut être renvoyé de la plainte formée contre lui à raison de son refus, si le fait, par ses circonstances, ne présente pas de matière à blâme. *Colmar*, 23 mai 1834, *SIR.*, XXXV, 2, 364.

pris l'avis du tribunal, pourra proposer au gouvernement le remplacement (1).

5. Les notaires exercent leurs fonctions, savoir, ceux des villes où est établi le tribunal d'appel, dans l'étendue du ressort de ce tribunal ;—Ceux des villes où il n'y a qu'un tribunal de première instance, dans l'étendue du ressort de ce tribunal ;—Ceux des autres communes, dans l'étendue du ressort du tribunal de paix (2).

6. Il est défendu à tout notaire d'instrumenter hors de son ressort, à peine d'être suspendu de ses fonctions pendant trois mois, d'être destitué en cas de récidive, et de tous dommages-intérêts (3).

7. Les fonctions de notaires sont incompatibles avec celles de juges, com-

(1) Le ministre de la justice a seul juridiction pour contraindre un notaire à résider dans le lieu fixé, et pour prononcer une peine à raison du défaut de résidence : c'est à une matière de haute police et d'administration dont les tribunaux ne peuvent connaître. Turin, 9 janvier 1810, *SIR.*, XVII, 2, 161 ; et Metz, 21 juillet 1818, *SIR.*, XIX, 2, 49.—Le ministère public n'a pas le droit d'intervenir directement devant un tribunal, par voie de réquisition, pour faire constater le défaut de résidence d'un notaire dans le lieu qui a été fixé par le gouvernement ; le ministre de la justice peut seul, dans ce cas, faire remplacer le notaire par le gouvernement. *Cass.*, 24 juin 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 266.—Jugé encore que c'est au gouvernement, et non aux tribunaux, à servir, même par voie de destitution, contre un notaire qui (dans l'arrondissement pour lequel il est institué) se donne une double résidence, et s'établit quelques jours de chaque semaine dans une commune où exerce un autre notaire, pour y attendre des clients, et y passer des actes de son ministère. Nîmes, 23 décembre 1825, *SIR.*, XXVI, 2, 197.—Le ministère public a le droit d'exiger du greffier une expédition de l'avis donné par le tribunal au garde-des-sceaux, sur la question de savoir si un notaire doit être remplacé pour défaut de résidence, alors d'ailleurs qu'il est prouvé que cet avis a été consigné sur les registres du tribunal ; et le greffier, en cas de refus, peut être condamné par corps à délivrer cette expédition. Poitiers, 1^{er} juillet 1831, *SIR.*, XXXII, 2, 138.

Le notaire doit la résidence et l'étude sont établies dans un chef-lieu d'arrondissement, et qui va néanmoins deux jours de la semaine, avec son clerc, dans une autre commune du même arrondissement (où réside un autre notaire), pour y attendre des clients et y passer des actes de son ministère, ne peut être, par cela seul, réputé avoir une double résidence, ni avoir une double étude ; et il ne peut être poursuivi par voie disciplinaire pour ce fait. *Cass.*, 21 février 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 117 ; et Paris, 14 mai 1832, *SIR.*, XXXII, 2, 405.—Si un notaire ne se tient pas au lieu de sa résidence, mais vient exercer en lieu où un autre notaire du même ressort a la sienne, ce dernier ne peut demander contre son confrère des dommages-intérêts, sous prétexte qu'il lui enlève une partie de sa clientèle et lui cause ainsi une perte réelle. Metz, arrêt précité du 21 juillet 1818, *SIR.*, XIX, 2, 49 ; et tribunal de Clermont-Ferrand, 7 juin 1832, *SIR.*, XXXII, 2, 360.—Jugé en sens contraire. Riom, 18 mai 1833, *SIR.*, XXXIII, 2, 582.

(2) Voyez l'avis du cons. d'état du 7 fructidor an 12 (25 août 1804), portant que les notaires qui résident dans des bourgs ou villages faisant partie d'une justice de paix dont le chef-lieu est une ville, siège d'un tribunal ou d'une cour, peuvent bien exercer dans la partie de cette ville qui dépend de leur justice de paix, mais qu'ils ne peuvent être considérés comme notaires ayant droit d'exercer dans tout le ressort du tribunal.

Les anciens notaires ont pu instrumenter, même depuis la publication de la loi du 25 ventose an 11, dans toute l'étendue du département de leur résidence, tant qu'ils n'ont pas eu la nouvelle commission du gouvernement qui devait circonscrire leur ressort. *Cass.*, 6 avril 1809, *SIR.*, IX, 1, 277.—Néanmoins, toutes les mesures d'exécution de cette loi ayant été prises, le droit d'instrumenter dans l'ancien ressort jusqu'à la délivrance de la nouvelle commission n'a pu continuer d'exister indéfiniment ; en conséquence un acte daté de 1813 est nul s'il a été reçu par un notaire hors du ressort déterminé par la loi nouvelle, quoique ce notaire n'eût pas obtenu alors la commission prescrite par cette loi. *Cass.*, 10 décembre 1816, *SIR.*, XVIII, 1, 54.

(3) Le notaire qui date d'un lieu de son ressort un acte qu'il reçoit hors de ce ressort, commet un faux criminel. *Cass.*, 11 août 1809, *SIR.*, X, 1, 87 ; Bull. crim., XIV, 297.—Un notaire n'est pas réputé avoir instrumenté hors de son ressort, lorsque, pour la vente publique d'un immeuble, il a fait apposer dans un autre ressort que le sien des affiches annonçant que la vente serait passée en sa présence, qu'il y a reçu la mise à prix et les enchères, et même qu'il y a procédé à l'adjudication de l'immeuble, si d'ailleurs l'acte de vente a été passé dans le lieu de la résidence du notaire. *Cass.*, 3 juillet 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 440.—Un notaire n'est pas réputé non plus avoir instrumenté hors de son ressort, parce qu'il aura, hors de ce ressort,

maires du gouvernement près les tribunaux, leurs substitués, greffiers, avoués, huissiers, préposés à la recette des contributions directes et indirectes, juges, greffiers et huissiers des justices de paix, commissaires de police et commissaires aux ventes.

SECTION II. — Des actes, de leur forme, des minutes, grosses, expéditions et répertoires.

8 Les notaires ne pourront recevoir des actes dans lesquels leurs parents ou alliés, en ligne directe à tous les degrés, et en collatérale jusqu'au degré d'oncle ou de neveu inclusivement, seraient parties, ou qui contiendraient quelque disposition en leur faveur (1).

9. Les actes seront reçus par deux notaires (2), ou par un notaire assisté

aidé deux contractans à passer un acte de vente sous seing privé, encore que le même acte de vente soit plus tard converti en acte public par le même notaire, mais dans son ressort. Cass., 3 juillet 1826, *Sin.*, XXVI, 1, 441.

(1) La qualité de mandataire, même salarié, ne donne point au mandataire celle de *partie* dans les actes notariés où il figure comme mandataire, et ne lui confère pas cet intérêt dont le présent article fait une cause de nullité de l'acte. Grenoble, 8 mars 1832, *Sin.*, XXXII, 2, 416. — Un notaire peut recevoir des actes pour une société anonyme, bien qu'un de ses parens au degré prohibé soit actionnaire, et même administrateur de cette société : ni l'une ni l'autre de ces qualités ne peut faire considérer celui qui en est revêtu comme partie à l'acte. Même arrêt; et Cass., 30 juillet 1834, *Sin.*, XXXIV, 1, 678. — La défense faite par cet article aux notaires est absolue et doit recevoir son exécution, quelque éventuelles et quelque modiques que soient les dispositions : ainsi, est nul le testament dans lequel le testateur, en légant un immeuble, déclare que si le légataire veut le vendre un jour, il sera tenu d'en donner la préférence à un tel, neveu du notaire rédacteur du testament. Bourges, 30 juin 1828, *Sin.*, XXIX, 2, 238. — L'art. 8 de la loi du 25 ventose an 11 est applicable aux testaments comme aux autres actes. Douai, 29 mai 1810, *Sin.*, XI, 2, 359; et 17 mars 1815, *Sin.*, XVI, 2, 176. — Un notaire peut recevoir le testament de son cousin germain : l'incapacité des notaires d'instrumenter pour leurs parens ne s'étend pas, en ligne collatérale, au-delà du degré d'oncle et de neveu : le principe est vrai pour les testaments comme pour les autres actes : l'art. 975 du Cod. civ. est en ce cas inapplicable et doit être restreint aux témoins. Riom, 3 décembre 1827, *Sin.*, XXX, 2, 39.

L'art. 175 du Cod. pén. qui défend à tout fonctionnaire, à tout officier public, de prendre ou de recevoir soit directement, soit indirectement, soit par personnes interposées, un intérêt dans les actes, entreprises ou régies dont il avait, au temps de l'acte, l'administration ou la surveillance, n'est point applicable à un notaire qui se rend, sous le nom d'un tiers, cessionnaire de la créance dont il reçoit l'acte de cession : dans ce cas, la seule peine est la nullité prononcée par l'art. 8 de la loi de l'an 11. Cass., 18 avril 1817, *Sin.*, XVII, 1, 257. — Jugé pourtant qu'un notaire, chargé par un tribunal de vendre les immeubles d'une succession, s'il s'en rend adjudicataire par personne interposée, est passible des peines correctionnelles portées par l'art. 175 du Cod. pén. Cass., 28 octobre 1826, *Sin.*, XXVIII, 1, 26.

En pays de droit écrit, le legs fait à un notaire par un codicile qu'il a écrit comme homme privé, et dont il a dressé la suscription comme homme public, était valable si le testateur avait approuvé spécialement la disposition, en la rappelant par sa propre écriture. Cass., 26 février 1806, *Sin.*, VI, 1, 214. — Le notaire, institué légataire par testament mystique, peut néanmoins recevoir l'acte de suscription de ce testament : peu importe que le notaire ait écrit le testament. Nîmes, 21 février 1821, *Sin.*, XXI, 2, 274. — Le testament par lequel un individu lègue à ses débiteurs les intérêts qu'ils pourront lui devoir à sa mort, n'est pas nul, au préjudice des tiers légataires, par cela seul que le notaire qui l'a reçu se trouve au nombre de ces débiteurs hors du décès du testateur : il faudrait, pour que la nullité pût être prononcée, établir, par acte ayant date certaine, qu'à l'époque de la confection du testament, le notaire était déjà débiteur de sommes produisant intérêt en faveur du testateur : des billets émanant du notaire, quoique portant une date antérieure au testament, ne suffisent pas pour faire cette preuve, si d'ailleurs ils n'offrent quelque caractère particulier qui puisse les faire considérer comme ayant une date certaine. Cass., 20 juin 1827, *Sin.*, XXVII, 1, 367; Bull. civ., XXIX, 196.

Un notaire ne peut être nommé exécuteur testamentaire *salaré*, dans un testament passé devant lui. Douai, 15 janvier 1834, *Sin.*, XXXIV, 2, 115. — Mais il peut être nommé exécuteur testamentaire *non salarié*; par exemple, être constitué dépositaire des valeurs léguées par le testateur. Cass., 27 décembre 1831, *Sin.*, XXXII, 1, 193.

Un notaire a qualité pour recevoir un compromis dans lequel les parties le nomment arbitre de leurs différends. Toulouse, 17 juillet 1826, *Sin.*, XXVII, 2, 70.

(2) Une controverse très vive a eu lieu sur le point de savoir si, lorsque les actes sont reçus

de deux témoins, citoyens français, sachant signer, et domiciliés dans l'arrondissement communal où l'acte sera passé (1).

par deux notaires, le notaire qui signe en second doit, à peine de nullité, être présent à la rédaction de l'acte. Pour l'affirmative, on a dit que l'art. 9 de la loi de l'an 11, en ordonnant que l'acte fût reçu par deux notaires, voulait nécessairement la présence du notaire en second, aussi bien que la présence du notaire en premier, puisque le notaire en second ne faisait que remplacer les témoins, dont la présence eût été indispensable; on a ajouté que, si le notaire en second n'assistait pas à la rédaction de l'acte, cet acte n'était plus reçu par un seul notaire, et que la garantie résultant pour les parties du concours simultané des deux notaires manquait absolument. Les partisans de l'opinion contraire se sont appuyés sur l'usage généralement adopté de faire signer les actes en second par un notaire qui n'a pas assisté à leur rédaction, usage connu du gouvernement et toléré par lui: ils ont rappelé que cet usage prenait sa source dans les anciens édits qui avaient été d'abord pour Paris, et ensuite dans tout le royaume, des notaires dont l'unique emploi était de signer en second les actes faits par leurs confrères; ils ont ajouté que les statuts des notaires de plusieurs grandes villes (par exemple ceux des notaires de Paris) obligeaient les notaires à signer respectivement leurs actes en second, sans pouvoir refuser, nonobstant le défaut de présence; qu'enfin dans les villes, où les transactions sont multiples, l'exécution littérale de la loi du 25 ventose an 11 était impossible. Ces dernières raisons paraissent avoir prévalu; et la jurisprudence a le plus généralement admis que le défaut de présence du notaire en second aux actes qu'il signe n'entache pas ces actes de nullité: cela résulte des arrêts suivants.

Un acte notarié peut n'être pas déclaré nul, bien que le notaire en second n'ait pas été présent à sa rédaction, et qu'il ne l'ait signé qu'après et hors la présence des parties: à cet égard, l'usage constant et public qui existe depuis la loi du 25 ventose an 11, sans que le gouvernement ait cherché à le faire cesser, doit être considéré comme une abrogation tacite de la loi. Bordeaux, 17 juin 1826, *Str.*, XXVI, 2, 307. — Antérieurement, la cour royale de Toulouse avait jugé en sens contraire, 28 novembre 1825, *Str.*, XXVI, 2, 241. — Jugé de nouveau et en thèse générale, que l'absence du notaire en second, lors de la rédaction de l'acte, n'emporte pas nullité. Nîmes, 15 juin 1830, *Str.*, XXX, 2, 312; *Cass.*, 6 août 1833, *Str.*, XXXIII, 1, 625; et plusieurs autres arrêts. — Cette règle s'applique même aux actes de donation. Mêmes arrêts. — Jugé encore qu'un notaire qui signe un acte public, comme ayant été présent à sa rédaction, encore que le fait de la présence ne soit pas vrai, peut être à l'abri de l'accusation de faux, à cause de l'usage existant à cet égard. *Cass.*, 14 juillet 1825, *Str.*, XXVI, 1, 77. — L'acte notarié, révoquant un testament, doit être rédigé et signé en présence du second notaire, à peine de nullité: ici, la présence simultanée des deux notaires est indispensable. *Cass.*, 24 avril 1828, *Str.*, XXVIII, 1, 204. — La preuve qu'un testament a été reçu par deux notaires résulte suffisamment, et sans qu'à cet égard il soit besoin de mention expresse, de la circonstance avérée que deux notaires ont signé et paraphé le testament en leur qualité d'officiers publics. Turin, 16 avril 1806, *Str.*, VI, 2, 736.

(2) L'application de la disposition de cet article qui veut que les témoins instrumentaires soient citoyens français, nécessite ordinairement l'examen de la question de savoir quelles sont les conditions nécessaires pour que cette qualité existe: à cet égard, on a jugé que l'enfant né en France d'un étranger qui a acquis la qualité de Français, n'est pas seulement Français, mais qu'il est encore *citoyen français*. Rennes, 13 février 1824, *Str.*, XXIV, 2, 78. — Que l'étranger d'origine est devenu républicain et même sujet, tellement qu'il a pu être témoin dans un acte public, s'il a résidé plus de vingt ans en France, s'il y jouit de tous les droits civils, et s'il a annoncé constamment vouloir être Français. Turin, 10 avril 1809, *Str.*, X, 2, 85. — Mais que l'étranger (Suisse) qui a fait en France un établissement de commerce, depuis moins de dix ans, n'est pas, par cela seul, citoyen français, surtout s'il a manifesté constamment l'intention de continuer d'appartenir à sa nation; et qu'ainsi il ne peut être témoin dans un acte public. Rennes, 11 août 1809, *Str.*, X, 2, 9; et *Cass.*, 23 janvier 1811, *Str.*, XI, 1, 243. — Que la disposition de la constitution de l'an 8, d'après laquelle l'exercice des droits de citoyen est suspendu par l'état de domestique à gages, n'a été abrogée ni modifiée par aucune loi postérieure; qu'en conséquence un domestique est incapable d'être témoin dans un acte notarié, et que l'acte auquel il assisterait en cette qualité serait essentiellement nul. Rennes, 23 juin 1827, *Str.*, XXVII, 2, 158. — Mais que la suspension des droits de citoyen prononcée contre le failli, par l'art. 5 de la même constitution et par le Code civil, n'emporte pas incapacité d'être témoin instrumentaire, dans le sens de cet article. *Cass.*, 10 juin 1824, *Str.*, XXIV, 1, 204.

Spécialement, en ce qui concerne les testaments, on a jugé que la capacité des témoins a sa règle dans ses art. 925 et 980 du Cod. civ., et non dans la loi du 25 ventose an 11. Bruxelles, 13 février 1808, *Str.*, VII, 2, 1036; Caen, 19 août et 4 décembre 1812, *Str.*, XIII, 2, 65 et 113; Paris, 18 avril 1814, *Str.*, XIV, 2, 437; et Rouen, 16 novembre 1818, *Str.*, XIX,

10. Deux notaires parens ou alliés au degré prohibé par l'article 6, ne pourront concourir au même acte.—Les parens, alliés, soit du notaire, soit des parties contractantes, au degré prohibé par l'article 8, leurs clercs et leurs serviteurs, ne pourront être témoins (1).

11. Le nom, l'état et la demeure des parties, devront être connus des notaires, ou leur être attestés dans l'acte par deux citoyens connus d'eux, ayant les mêmes qualités que celles requises pour être témoin instrumentaire (2).

2, 28.—Que, par suite, il n'était pas nécessaire que les témoins d'un testament fussent domiciliés dans l'arrondissement où le testament était passé. Cass., 10 mai 1825, *Sin.*, XXVI, 1, 54; 4 janvier 1826, *Sin.*, XXVI, 1, 294; Bull. civ., XXVIII, 11; et un grand nombre d'arrêts des cours royales.

Les témoins instrumentaires doivent, à peine de nullité, réunir toutes les qualités exigées par la loi; à cet égard, la loi ne se contente pas d'une capacité putative. Turin, 17 avril 1806, *Sin.*, VI, 2, 887. — Jugé en sens contraire. Limoges, 7 décembre 1809, *Sin.*, XIII, 2, 335; Cass., 28 février 1821, *Sin.*, XXII, 1, 1; 18 janvier 1830, *Sin.*, XXX, 1, 43; et 28 juillet 1831, *Sin.*, XXXII, 1, 174. — Lorsqu'un acte public, fait en présence du nombre voulu de témoins capables, et réunissant toutes les qualités nécessaires, il assiste d'autres témoins manquant de quelques unes de ces qualités, l'acte n'est pas nul par cela seul. Cass., 6 avril 1809, *Sin.*, VII, 2, 1222. — L'art. 9 de la loi du 25 ventose an 11 doit être entendu en ce sens qu'il suffit que les témoins instrumentaires soient domiciliés dans l'arrondissement de sous-préfecture: il n'est pas nécessaire qu'ils soient domiciliés dans le lieu même de la confection de l'acte. Turin, 31 août 1808, *Sin.*, XIII, 2, 359.

Quoique ces décisions aient été rendues à l'occasion de testaments, le principe qui les a dictées nous paraît applicable à tous les actes authentiques.

Il n'y a pas faux punissable de la part d'un notaire qui énonce dans un acte par lui reçu la présence des témoins instrumentaires, bien que ces témoins fussent absents et n'aient signé l'acte que postérieurement. Bordeaux, 13 décembre 1834, *Sin.*, XXXV, 2, 88.

(1) Cette disposition ne s'applique pas à la parenté respective des témoins: ainsi, deux frères peuvent être témoins dans le même acte, par exemple, dans un testament. Bruxelles, 25 mars 1806, *Sin.*, XIII, 2, 51.—Un individu ne peut être considéré comme clerc d'un notaire, par cela seul qu'il s'occupe dans son étude, si ses occupations principales sont étrangères au notaire. Bruxelles, 20 mars 1811, *Sin.*, XI, 2, 316.—Jugé pourtant qu'on peut considérer comme clerc celui qui travaille dans l'étude d'un notaire, bien qu'il soit en même temps revêtu de fonctions publiques étrangères au notariat, telles que celles de greffier de la justice de paix. Paris, 13 mars 1832, *Sin.*, XXXII, 2, 385. — Jugé aussi que celui qui s'occupe habituellement dans l'étude d'un notaire, est considéré comme clerc, encore que le travail qu'il y fait ne soit pas continu, qu'il ne demeure pas chez le notaire et qu'il ne soit pas inscrit sur le tableau des aspirans au notariat; il est donc incapable d'assister comme témoin aux actes reçus par ce notaire. Bruxelles, 12 avril 1810, *Sin.*, XVII, 2, 161.

(2) Les notaires qui ont été trompés sur le nom et la personne de la partie contractante sont civilement et solidairement responsables des dommages résultant de cette erreur; mais ils ne sont pas soumis à la contrainte par corps pour ces réparations civiles. Paris, 12 thermidor an 12, *Sin.*, XVII, 2, 161.—Juge encore que le notaire qui a négligé de faire certifier l'individualité des parties à lui inconnues, est responsable envers les tiers du dommage résultant de ce que les parties ont pris de faux noms dans l'acte. Toulouse, 28 janvier et 19 décembre 1820, *Sin.*, XXII, 2, 137 et 138. — *Idem*, même dans le cas où le notaire serait étranger aux stipulations des parties. Amiens, 24 juillet 1823, *Sin.*, XXIV, 2, 267. — *Idem*, même dans le cas où les parties se seraient présentées d'elles-mêmes et spontanément devant le notaire qui n'aurait fait que prêter son ministère sur leur demande. Cass., 17 mars 1828, *Sin.*, XXVIII, 1, 363. — Mais il n'en serait pas de même si la partie qui éprouve le dommage résultant de la supposition de personne, trompée elle-même par les apparences, avait certifié au notaire l'individualité de la partie qui se présentait sous un faux nom. Même arrêt. — La négligence du notaire à faire certifier l'individualité des parties ne peut être excusée sur le motif que l'une d'elles avait dû lui inspirer toute confiance: en un tel cas, si l'acte passé est, par exemple, une vente, et que la personne supposée soit le vendeur, les tiers qui auraient acheté de l'acquéreur, s'ils sont évincés par suite de la supposition de personne, peuvent considérer la négligence du notaire comme cause du dommage qu'ils éprouvent, et par suite exercer contre lui une action en dommages-intérêts. Cass., 30 décembre 1828, *Sin.*, XXIX, 1, 4; Bull. civ., XXX, 309. — Toutefois, s'il résulte des circonstances que les tiers-acquéreurs avaient connaissance, au moment de leur acquisition, de la supposition de personne, ils sont inadmissibles à réclamer des dommages-intérêts contre le notaire, en ce qu'ils doivent être réputés avoir couru volontairement les

12. Tous les actes doivent énoncer les nom et lieu de résidence du notaire qui les reçoit, à peine de cent francs d'amende contre le notaire contrevenant (1).—Ils doivent également énoncer les noms des témoins instrumentaires, leur demeure, le lieu, l'année et le jour où les actes sont passés, sous les peines prononcées par l'article 68 ci-après, et même de faux, si le cas y échoit (2).

chances de leur contrat. Montpellier, 1^{er} juillet 1829, *Sin.*, XXX, 2, 23; et *Cass.*, 4 avril 1831, *Sin.*, XXXI, 1, 422. — Lorsque des inscriptions sur le grand-livre ayant été volées dans les bureaux du trésor public, puis transférées en vertu de procurations notariées dans lesquelles le voleur a pris le nom du propriétaire, le trésor public a été contraint de rendre à ce propriétaire des inscriptions équivalentes à celles dont on l'avait dépouillé, il peut à son tour se faire indemniser par le notaire qui a reçu les fausses procurations. Paris, 19 mai 1806, *Sin.*, VII, 2, 1214. — Après tout, le notaire qui a négligé de faire certifier l'individualité d'une partie à lui inconnue, n'est pas tellement responsable des suites de cette négligence, que les tribunaux ne puissent le décharger, selon les circonstances, des dommages-intérêts réclamés contre lui par l'autre partie; surtout si les dommages éprouvés par le réclamant n'ont pas pour cause principale la négligence du notaire. Angers, 19 janvier 1828, *Sin.*, XXVIII, 2, 108.

Voyez encore, en ce qui concerne la responsabilité des notaires envers les parties, l'art. 68 de la présente loi, et les notes.

La destitution d'un notaire peut être prononcée par un tribunal, au cas où, le notaire ayant négligé de faire attester le nom, l'état et la demeure d'une partie contractante qu'il e connaissait pas, il en est résulté un acte faux, sans cependant qu'il soit coupable de ce faux. *Cass.*, 13 décembre 1810, *Sin.*, XI, 1, 237.

(1) Avant cette loi, et sous l'empire de celle du 29 septembre—6 octobre 1791, il n'était pas nécessaire, à peine de nullité, que les actes notariés contiennent la mention du département où résidait le notaire rédacteur. Poitiers, 15 prairial an 11, *Sin.*, III, 2, 508.

(2) L'art. 12 de la loi du 25 ventose an 11 ne s'applique pas aux testaments; en conséquence, le défaut d'énonciation du lieu de la demeure des témoins d'un testament public n'en emporte pas nullité. Bruxelles, 9 août 1808, *Sin.*, IX, 2, 59. — Cet arrêt a été cassé, et il a été jugé que la loi de l'an 11 s'applique aux testaments comme aux autres contrats, et qu'en conséquence, un testament public est nul, encore qu'il soit fait conformément au Code civil, s'il ne contient pas l'indication de la demeure des témoins instrumentaires. *Cass.*, 1^{er} octobre 1810, *Sin.*, XI, 1, 21; *Bull. civ.*, XII, 192. — La mention de la demeure des témoins testamentaires est suffisamment exprimée par les mots: *tels et tels... témoins... tous de tel endroit*, le mot *demeurant* à tel endroit n'est pas un mot sacramentel dont l'omission emporte nullité. Aix, 3 décembre 1812, *Sin.*, XIII, 2, 374; et *Cass.*, 23 novembre 1825, *Sin.*, XXVI, 1, 157. — La mention que les témoins sont des communes de..., est encore suffisamment indicative de leur demeure, surtout lorsqu'il est constaté que les témoins habitent les communes désignées. Caen, 12 novembre 1814, *Sin.*, XVI, 2, 361.

Pour remplir le vœu de la loi sur la manière dont on doit énoncer le lieu où est reçu un acte notarié, il suffit que l'énonciation, sans être expresse, ne laisse aucun doute sur le lieu où l'acte a été passé. Reunes, 9 mars 1809, *Sin.*, IX, 2, 216. — Il n'y a point obligation de désigner la maison, ou le lieu spécial (*locus loci*) où l'acte a été passé; il suffit de la désignation de la ville ou de la commune. Bruxelles, 10 juin 1819, *Sin.*, XXI, 2, 175.

Jugé spécialement, en ce qui concerne les testaments, qu'avant la loi du 25 ventose an 11, la mention du lieu où le testament était passé, n'était pas nécessaire, à peine de nullité. *Cass.*, 17 juillet 1816, *Sin.*, XVI, 1, 315; *Bull. civ.*, XVIII, 155. — Mais que, depuis cette loi, le défaut d'énonciation du lieu où le testament est passé, est une cause de nullité. Lyon, 18 janvier 1832, *Sin.*, XXXII, 2, 363. — Jugé aussi qu'un testament n'est pas nul, faute par le notaire d'énoncer la maison où il a été passé; qu'il suffit d'indiquer la commune. *Cass.*, arrêt précité, 23 novembre 1825, *Sin.*, XXVI, 1, 157. — Et que les lieu et jour où l'acte a été passé sont suffisamment exprimés par la mention mise à la fin du testament, qu'il a été signé dans la maison de la testatrice, à..., le..., Douai, 28 novembre 1814, *Sin.*, XVI, 2, 115.

Les notaires ne doivent donner qu'une date aux contrats qu'ils reçoivent; si les parties signent à des jours différents, et qu'il soit donné à l'acte deux dates correspondantes aux jours des diverses signatures, le délai pour l'enregistrement court du jour où l'acte a été signé par le notaire. Décis. minist., 27 avril—9 mai 1809, *Sin.*, X, 2, 340. — Les erreurs et omissions dans la date d'un acte authentique n'emportent pas la nullité de l'acte, si elles peuvent être réparées par les énonciations qu'il renferme, et par les circonstances. Caen, 2 août 1817, *Sin.*, XVII, 2, 401; et *Cass.*, 19 février 1818, *Sin.*, XVIII, 1, 176. — Même décision à l'égard des testaments. Reuven, 23 juillet 1825, *Sin.*, XXVI, 2, 227.

L'omission de la date, dans un testament, sans fraude ni dol, de la part du notaire rédacteur,

13. Les actes de notaires seront écrits en un seul et même contexte, lisiblement, sans abréviation, blanc, lacune ni intervalle; ils contiendront les noms, prénoms, qualités et demeures des parties, ainsi que des témoins qui seraient appelés dans le cas de l'article 11; ils énonceront en toutes lettres les sommes et les dates; les procurations des contractants seront annexées à la minute, qui fera mention que lecture de l'acte a été faite aux parties: le tout à peine de cent francs d'amende contre le notaire contrevenant (1).

14. Les actes seront signés par les parties, les témoins et les notaires, qui doivent en faire mention à la fin de l'acte. — Quant aux parties qui ne savent ou ne peuvent signer, le notaire doit faire mention, à la fin de l'acte, de leurs déclarations à cet égard (2).

r constitue pas une faute grave dont ce notaire soit responsable. Riom, 10 janvier 1810, *Sin.*, XI, 2, 344. — Jugé en sens contraire. Rouen, 24 juillet 1828, *Sin.*, XXIX, 2, 252. — La méprise du notaire qui, datant un testament, écrit un mois pour un autre, et recèle son erreur au moyen d'une surcharge qui laisse apercevoir les deux mots, n'emporte pas nullité, si d'ailleurs il est indifférent que ce testament ait été fait dans un mois plutôt que dans l'autre. Grenoble, 22 février 1809, *Sin.*, IX, 2, 299.

Un notaire peut se faire substituer pour la rédaction d'un acte; mais alors il faut que la minute reste au notaire suppléé, et qu'elle soit portée sur le répertoire de chacun des deux notaires. Décis. minist., 18 janvier 1809, *Sin.*, IX, 2, 314; et instruction de la régie, 11 novembre 1819, *Dictionnaire du notariat*, v° *Acte notarié*.

(1) Les notaires, en laissant dans les actes des blancs qu'ils remplissent après la signature et en l'absence des parties, par des barres transversales, contrevennent au présent article: toutefois, dans le cas où les notaires seraient obligés, sur la demande des parties, de laisser des blancs destinés à être remplis ultérieurement par quelque clause, ils devront, si la clause n'est pas insérée, remplir les blancs par des barres, et faire approuver ces barres par les parties, au moment même de la signature de l'acte. Instruction de la régie de l'enregistrement, 9 août 1813, *Sin.*, XXIV, 2, 87.

Enoncer en chiffres, dans une liquidation notariée, les sommes revenant à chaque partie, après avoir exprimé en toutes lettres les sommes composant les masses active et passive, ce n'est pas contrevenir à l'art. 13 de la loi de ventose an 11. Colmar, 18 mai 1829, *Sin.*, XXIX, 2, 301.

Lorsqu'un acte notarié est passé en vertu d'une procuration, il y a nécessité pour le notaire d'annexer la procuration à son acte, et d'exiger que le mandataire lui la remette; peu importerait que la procuration fût d'ailleurs connue, et non aux mains du mandataire: la contrevenant à la règle est passible de cent francs d'amende. Metz, 10 décembre 1817, *Sin.*, XIX, 2, 158. — L'obligation d'annexer existe pour les procurations en minute, aussi bien que pour les procurations en brevet. Rouen, 2 février 1833, *Sin.*, XXXIV, 2, 105. — L'acte doit contenir mention de l'annexe de la procuration, à peine de cinquante francs d'amende, par application de l'art. 43 de la loi du 22 frimaire an 7. Décis. minist., 18 avril 1817, *Dictionnaire du notariat*, v° *Annexe*. — Lorsque le notaire qui reçoit un acte pour des parties qui agissent en vertu de procuration, est déjà dépositaire de cette procuration, il suffit de s'y référer. *Dictionnaire du notariat*, v° *Annexe*. — Le défaut d'annexe des pièces n'emporte qu'une seule amende, quel que soit le nombre de pièces. Décision de la régie, 7 février 1818, *Dictionnaire du notariat*, *verbo citato*.

La mention de la lecture de l'acte s'applique aux renvois approuvés. Cass., 3 août 1808, *Sin.*, VIII, 1, 557.

(2) Les actes notariés, passés sous l'ancienne législation, devaient, à peine de nullité, porter mention de la signature des parties contractantes. Cass., 16 juillet 1833, *Sin.*, XXXIII, 1, 581; *Bull. civ.*, XXXV, 145. — Sous l'empire de la loi de ventose an 11, le défaut de mention de la signature des parties, ou des témoins, dans un acte notarié, en entraîne la nullité. Bruxelles, 26 avril 1806, *Sin.*, VII, 2, 1222; et Cass., 6 juin 1821, *Sin.*, XXIII, 1, 41. — Jugé cependant qu'il n'y a pas nécessité de mentionner la signature des deux parties, lorsque l'acte contient une simple obligation unilatérale: peu importe que celui au profit de qui l'obligation a lieu ait été présent, et stipulât au contrat; peu importe encore que l'obligation soit à terme, et que ce terme soit réputé consenti. Cass., 8 juillet 1808, *Sin.*, XIX, 1, 241. — La vente d'un immeuble à laquelle le propriétaire fait procéder devant un notaire, et à la chaleur des enchères, ne cesse pas d'être une vente volontaire: dans ce cas, la forme de l'acte est déterminée par la loi du 25 ventose an 11; le procès-verbal doit être revêtu de la signature de l'adjudicataire et mentionner cette signature, à peine de nullité. Cass., 24 janvier 1814, *Sin.*,

15. Les renvois et apostilles ne pourront, sauf l'exception ci-après, être écrits qu'en marge; ils seront signés ou paraphés, tant par les notaires que par les autres signataires, à peine de nullité des renvois et apostilles. Si la longueur du renvoi exige qu'il soit transporté à la fin de l'acte, il devra être non seulement signé ou paraphé comme les renvois écrits en marge, mais encore expressément approuvé par les parties, à peine de nullité du renvoi (1).

XIV, 1, 157. — La mention de la signature du testateur est nécessaire, à peine de nullité. Turin, 8 novembre 1811, *SIR.*, XII, 2, 375. — La clause additionnelle d'un acte notarié doit, comme l'acte lui-même, et à peine de nullité, porter mention de la signature des parties. Grenoble, 26 décembre 1832, *SIR.*, XXXIII, 2, 233. — Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la mention de la signature des parties soit faite par le notaire à la fin de l'acte; elle peut être faite au commencement. Turin, 25 février 1810, *SIR.*, XI, 2, 6. — Jugé encore que la mention de cette signature peut être insérée dans l'acte, immédiatement avant la date. Douai, 28 novembre 1814, *SIR.*, XVI, 2, 115. — Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la mention de la signature des témoins instrumentaires, dans un acte notarié, soit faite à la fin de l'acte; elle peut être faite au commencement. Cass., 4 juin 1823, *SIR.*, XXIII, 1, 265. — La mention que telle partie n'a signé, pour ne le savoir, de ce requise, remplit suffisamment le vœu de la loi qui exige la déclaration de la partie de ne savoir signer. Grenoble, 20 janvier 1830, *SIR.*, XXX, 2, 133. — Mais la mention qu'une partie a apposé sa marque ordinaire, pour remplacer sa signature, selon son usage, n'est pas suffisante. Colmar, 4 mars 1817, *SIR.*, XVIII, 2, 104.

Dans les lieux où étaient reconnus valables, avant la loi du 6 octobre 1791, les contrats passés devant un notaire et deux témoins, il suffisait que l'un des deux témoins sût signer, lorsque les parties contractantes ou l'une d'elles ne le savait pas. Cass., 25 fructidor an 11, *SIR.*, IV, 1, 75; *Bull. civ.*, V, 418. — Les témoins instrumentaires doivent signer l'acte au moment où il est passé; si la signature du témoin a été omise à la passation de l'acte, et s'il s'est écoulé un délai moral qui ne permette pas de considérer les deux instans comme identiques, l'addition de la signature du témoin est un faux caractérisé. Cass., 7 novembre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 192; *Bull. crim.*, XVII, 477. — Les témoins instrumentaires qui assistent le notaire dans un acte respectueux doivent, à peine de nullité, signer tant l'original de cet acte que la copie. Paris, 12 février 1811, *SIR.*, XI, 2, 471. — Jugé, au contraire, qu'il n'est pas nécessaire que les témoins signent la copie de l'acte respectueux. Montpellier, 31 décembre 1821, *SIR.*, XXII, 2, 247; et Toulouse, 7 juin 1830, *SIR.*, XXX, 2, 242. — Le défaut de mention de la signature des témoins, dans un acte notarié, entraîne la nullité, quoique l'acte ait été revêtu de la signature. Bourges, 28 juillet 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 207. — Cette mention est faite d'une manière suffisante, lorsque le notaire dit qu'ayant interpellé les témoins de signer, ils ont déclaré le faire. Cass., 16 février 1814, *SIR.*, XIV, 1, 118; *Bull. civ.*, XVI, 74. — Les expressions: *et ont les parties déclaré ne savoir signer, à la réserve des soussignés*, ne renferment pas une mention suffisante de la signature des témoins. Paris, 25 mai 1826, *SIR.*, XXVII, 2, 48. — Un témoin peut signer d'un surnom, au lieu de son nom véritable, s'il est indifféremment connu sous les deux noms: dans ce cas, il n'y a pas nullité. Grenoble, 7 avril 1827, *SIR.*, XXVIII, 2, 168.

En ce qui concerne la responsabilité du notaire, faute par lui d'avoir fait signer l'acte par les parties, ou d'avoir mentionné régulièrement cette signature, voyez l'art. 68 de la présente loi, et les notes.

Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que les actes authentiques contiennent la mention de la signature des notaires. Avis du cons., 16—20 juin 1810, *SIR.*, X, 2, 342; et Cass., 11 mars 1812, *SIR.*, XII, 1, 353; *Bull. civ.*, XIV, 79. — Par exemple, il n'est pas nécessaire qu'un testament authentique contienne la mention de cette signature. Riom, 17 novembre 1808, *SIR.*, IX, 2, 73. — Ce n'est pas, en cette matière, la loi de l'an 11 qu'il faut consulter, mais le Code civil. Dijon, 8 janvier 1811, *SIR.*, XI, 2, 439; et plusieurs autres arrêts.

Voyez encore, en ce qui concerne la signature et le mode d'énonciation de la signature des testaments authentiques, la table tricenale de *SIREY*, v° *Testament authentique*, § 8.

(1) Les renvois mis à la fin des actes notariés ne sont pas approuvés, dans le sens du présent article, par cela seul qu'ils sont placés avant les signatures: pour la validité de ces renvois, il faut encore qu'il y ait, de la part des signataires, une approbation spéciale et expresse qui ne laisse aucun doute sur leur intention de les approuver. Montpellier, 13 février 1820, *SIR.*, XXX, 2, 13; Cass., 23 mars 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 138; *Bull. civ.*, XXXI, 59; Lyon, 18 janvier 1832, *SIR.*, XXXII, 2, 363; et autres arrêts. — Idem peu importe que les signatures soient précédées de ces mots: *approuvé le renvoi*, écrits par le notaire. Cass., 6 juin 1826, *SIR.*, XXVII, 1, 211. — Les simples annotations que le notaire rédacteur d'un acte met en marge de ce

16. Il n'y aura ni surcharge, ni interligne, ni addition dans le corps de l'acte; et les mots surchargés, interlinés ou ajoutés, seront nuls. Les mots qui oeuvront être rayés, le seront de manière que le nombre puisse en être constaté à la marge de leur page correspondante, ou à la fin de l'acte, et approuvé de la même manière que les renvois écrits en marge; le tout à peine d'une amende de cinquante francs contre le notaire, ainsi que de tous dommages-intérêts, même de destitution en cas de fraude (1).

17. Le notaire qui contreviendra aux lois et aux arrêtés du gouvernement concernant les noms et qualifications supprimés, les clauses et expressions féodales, les mesures et l'annuaire de la république, ainsi que la numération décimale, sera condamné à une amende de cent francs, qui sera double en cas de récidive.

18. Le notaire tiendra exposé, dans son étude, un tableau sur lequel il inscrira les noms, prénoms, qualités et demeures des personnes qui, dans l'étendue du ressort où il peut exercer, sont interdites et assistées d'un conseil judiciaire, ainsi que la mention des jugemens relatifs; le tout immédiatement après la notification qui en aura été faite, et à peine des dommages-intérêts des parties (2).

acte, pour lui servir de renseignemens, ne doivent pas être considérées comme des renvois soumis aux mêmes formalités que le corps de l'acte; telle, par exemple, l'indication, en marge d'un procès-verbal de vente d'effets mobiliers, des noms des acheteurs, suivis de quelques énonciations, à l'effet de distinguer ceux qui ont payé et ceux qui n'ont pas payé. Colmar, 28 juillet 1827, *SIN.*, XXVIII, 2, 83. — Les renvois non paraphés ou non signés à la marge de l'acte, ne donnent pas lieu, contre le notaire, à l'amende de cinquante francs. *Cass.*, 24 avril 1809, *SIN.*, IX, 1, 252. — Le Code civil ne contenant aucune disposition relative au mode de constater les ratures, les renvois et les apostilles des testamens notariés, c'est à la loi du 25 ventose an 11 qu'il faut se reporter, pour les règles à suivre en cette matière. Grenoble, arrêt précité, 26 décembre 1832, *SIN.*, XXXIII, 2, 233.

(1) La surcharge des mots exprimant le jour et le mois, dans la date d'un contrat, opère la nullité des mots surchargés, et, par suite, la nullité du contrat comme non daté. *Cass.*, 27 mars 1812, *SIN.*, XII, 1, 369. — Jugé encore que la surcharge de la date, dans les actes publics, donne lieu à l'amende, comme la surcharge dans le corps même de l'acte. *Cass.*, 20 février 1816, *SIN.*, XVI, 1, 362; *Bull. civ.*, XVIII, 36. — Jugé pourtant que la surcharge qui se trouve dans la date d'un testament n'en opère pas la nullité, s'il est évident que cette surcharge n'a été que la rectification d'une erreur commise à l'instant même de la confection du testament. Grenoble, 22 février 1809, *SIN.*, IX, 2, 299. — Jugé encore que la surcharge d'une lettre, dans un mot essentiel à la validité d'un testament, n'opère pas la nullité de cet acte, lorsque d'ailleurs aucune incertitude ne peut exister sur le mot qui est écrit. *Cass.*, 3 août 1808, *SIN.*, VIII, 1, 557. — La radiation entière d'un mot dans un acte notarié, par une rature qui en fait disparaître les signes, doit être assimilée à une surcharge. Bruxelles, 28 juillet 1830, *SIN.*, XXXI, 2, 61. — L'amende de cinquante francs est due par les notaires pour chacun de leurs actes dans lesquels il se rencontre des surcharges, interlignes ou additions, quoique ces contraventions aient été constatées par un seul procès-verbal. *Cass.*, 29 janvier 1812, *SIN.*, XVII, 2, 161. — Mais ils ne sont point passibles d'autant d'amendes de cinquante francs qu'il y a d'endroits interlinés, surchargés ou ajoutés dans le corps de l'acte. *Cass.*, arrêt précité du 24 avril 1809, *SIN.*, IX, 1, 252. — Indépendamment de la peine qu'entraîne toute surcharge, elle peut être punie comme constituant un faux, si elle a été faite méchamment, et à dessein de nuire, fût-ce même pour opérer une *post-date* et frauder les lois sur l'enregistrement. *Cass.*, 20 février 1809, *SIN.*, XVII, 2, 161.

Voyez encore, sur la responsabilité imposée aux notaires, à raison des surcharges qu'ils font dans leurs actes, les notes sur l'art. 68 de la présente loi.

On doit admettre, jusqu'à preuve contraire, que les ratures faites sur la minute d'un acte notarié ont en lieu postérieurement à sa passation, lorsque cette minute n'en contient aucune constatation ou approbation. Bruxelles, arrêt précité, 28 juillet 1830, *SIN.*, XXXI, 2, 61. — Et lorsqu'un mot se trouve écrit sur une rature, on doit présumer, jusqu'à preuve contraire, de la part du notaire poursuivi, qu'il y avait quelque chose d'écrit avant la rature: ce n'est pas au ministère public à prouver l'existence d'une écriture primitive à l'endroit raté. Même arrêt.

(2) Voyez l'art. 501 du Cod. civ., portant que les jugemens d'interdiction ou de nomination

19. Tous actes notariés feront foi en justice, et seront exécutoires dans toute l'étendue de la république (1).—Néanmoins, en cas de plainte en faux

d'un conseil doivent être inserits, dans les dix jours de la signification à partie, dans les études des notaires de l'arrondissement.

La notification de ces jugemens doit être faite par extrait au secrétaire de la chambre des notaires qui est chargé de l'afficher et de la communiquer à ses collègues, pour qu'ils l'inscrivent sur le tableau exposé dans leurs études. Tarif des frais et dépens du 16 février 1807, art. 92 et 175. — Il n'est pas nécessaire d'apposer une affiche dans chaque étude de notaire de l'arrondissement; il suffit d'une seule affiche au tableau de la chambre. Turin, 4 janvier 1812, *Sin.*, XIII, 2, 322. — Lorsque le jugement portant interdiction, ou nomination d'un conseil judiciaire, n'a pas été inscrit au tableau placé dans l'auditoire du tribunal et dans les études des notaires de l'arrondissement, suivant le vœu de l'art. 502 du Cod. civ., les actes qui ont été passés par l'interdit, postérieurement à l'interdiction, ne sont pas frappés de nullité. Cass., 16 juillet 1810, *Sin.*, XI, 1, 5. — Il n'est pas nécessaire, pour opérer la nullité des obligations consenties par l'interdit, que le jugement d'interdiction ait été affiché dans chacun des arrondissements où ces obligations ont eu lieu; il suffit que l'affiche ait lieu dans l'arrondissement du domicile de l'interdit. Cass., 29 juin 1819, *Sin.*, XX, 1, 8; Bull. civ., XXI, 177.

(1) Voyez l'art. 1319 du Cod. civ., portant que l'acte authentique fait pleine foi des conventions qu'il renferme, entre les parties contractantes et leurs héritiers ou ayans cause, sauf suspension de son exécution dans les cas que cet article détermine; et l'art. 1341 du même Code, qui prohibe la preuve testimoniale contre et outre le contenu aux actes.

L'acte public fait pleine foi quand il est reconnu l'œuvre de l'officier public, et qu'il est revêtu des formalités extérieures d'acte public, encore qu'il y ait contestation sur le point de savoir s'il est vicie d'irrégularités extrinsèques. Limoges, 13 décembre 1813, *Sin.*, XV, 2, 275. — Mais cette règle ne s'étend pas aux altérations matérielles; par exemple, aux surcharges et altérations d'une partie des mots qui, dans une donation, expriment la somme donnée: ces mots peuvent être réputés nuls ou non écrits; il n'est pas nécessaire pour cela d'inscription de faux. Cass., 27 juillet 1825, *Sin.*, XXVI, 1, 127. — Jugé encore que toute expédition délivrée par le notaire rédacteur de la minute, encore qu'elle ne soit pas revêtue de la formule exécutoire, est un acte authentique auquel on accorde le même degré de confiance et d'autorité qu'à la minute même, lorsque celle-ci ne peut être représentée. Cass., 17 messidor an 10, *Sin.*, II, 1, 345. — Pour déterminer la foi qui est due à un acte notarié, il n'y a pas à examiner quelle langue parlaient respectivement le notaire qui a reçu l'acte et les parties qui y ont figuré et l'ont signé. Cass., 19 décembre 1815, *Sin.*, XVI, 1, 241; Bull. civ., XVII, 214. — Les actes authentiques font foi, même à l'égard des tiers, de la sincérité des conventions qu'ils renferment; et la foi qui leur est due ne peut être détruite par de simples présomptions, fondées sur la parenté qui existe entre les parties. Bordeaux, 25 août 1810, *Sin.*, XI, 2, 185.

En thèse générale, il n'y a de constaté d'une manière authentique, dans les actes des notaires, que ce dont ils ont pu juger par le témoignage de leurs sens. Cass., 14 février 1828, *Sin.*, XXVIII, 1, 339. — Par suite, la preuve testimoniale est admissible, en ce qui concerne les faits et circonstances dont la constatation matérielle ne peut entrer dans l'office du fonctionnaire. Cass., 22 novembre 1810, *Sin.*, XI, 1, 73. — Ainsi, la preuve testimoniale est admissible sur la dénoncée de l'un des contractans, encore que le notaire ait énoncé qu'il était sain d'esprit et d'entendement. Pau, 18 décembre 1807, *Sin.*, XIV, 2, 100. — De ce qu'un acte de vente passé devant notaire énoncé que le vendeur est mineur, il ne s'ensuit pas que l'état de minorité doive être tenu pour certain: si donc la vente est attaquée pour cause de minorité, celui qui l'attaque est tenu de rapporter la preuve de cette minorité. Cass., arrêt précité du 14 février 1823, *Sin.*, XXVIII, 1, 339. — Lors même qu'un acte notarié énoncé la numération des espèces, à la vue des notaires, cette énonciation peut être détruite par des preuves contraires, si elles sont basées sur un commencement de preuve écrite; il n'est pas nécessaire de s'inscrire en faux. Cass., 26 janvier 1820, *Sin.*, XXI, 1, 10. — Mais lorsque, par un contrat public de vente, il est constaté que l'acheteur a payé son prix aux vendeurs conjointement, les tribunaux ne peuvent déclarer que la vente a été *sans prix* à l'égard d'un des vendeurs: ce serait porter atteinte à la foi due à l'acte. Cass., 12 août 1812, *Sin.*, XIII, 1, 9; Bull. civ., XIV, 253.

Un testament public fait foi, jusqu'à inscription de faux, non seulement des dispositions qui y sont contenues, mais encore de leur ponctuation: ainsi, l'inscription de faux est nécessaire lorsqu'on prétend qu'une virgule a été placée après coup, dans telle ou telle partie d'un testament. Limoges, 14 août 1810, *Sin.*, XII, 2, 385. — Lorsqu'un testament contient la mention de l'accomplissement d'une formalité exigée par la loi, ou ne peut, sans s'inscrire en faux, prouver par témoins que cette formalité n'a point été observée. Bruxelles, 14 juin 1806, *Sin.*, VII, 2, 17. — Ainsi, lorsque le testament énoncé la dictée par le testateur, on ne peut prouver que par l'inscription de faux, que le testateur ne pouvait parler. Cass., 19 décembre 1810, *Sin.*, XI, 1, 75.

principal, l'exécution de l'acte argué de faux sera suspendue par la déclaration du jury d'accusation, prononçant *qu'il y a lieu à accusation* : en cas d'inscription de faux faite incidemment, les tribunaux pourront, suivant la gravité des circonstances, suspendre provisoirement l'exécution de l'acte (1).

20. Les notaires seront tenus de garder minute de tous les actes qu'ils recevront (2). — Ne sont néanmoins compris dans la présente disposition, les certificats de vie, procurations, actes de notoriété, quittances de fermages, de loyers, de salaires, arrérages de pensions et rentes, et autres actes simples qui, d'après les lois, peuvent être délivrés en brevet (3).

et Grenoble, 3 août 1829, *SIR.*, XXX, 2, 309. — Cependant, de ce que le notaire a dit, dans le testament, qu'il lui a été dicté par le testateur, on ne peut conclure que l'état du testateur ait été certifié par le notaire, comme on fait de sa compétence, et jusqu'à inscription de faux. Caen, 9 janvier 1824, *SIR.*, XXIV, 2, 265. — L'inscription de faux est nécessaire pour combattre la mention de l'écriture du testament par le notaire. Limoges, arrêt précité du 13 décembre 1813, *SIR.*, XV, 2, 275. — Mais il n'est pas nécessaire de s'inscrire en faux contre la déclaration faite par le notaire que le testateur est sain d'esprit ; on peut prouver le contraire par témoins, le notaire n'étant pas juge de l'état et de la capacité du testateur. Cass., arrêt précité du 22 novembre 1810, *SIR.*, XI, 1, 73 ; et 18 juil. 1816, *SIR.*, XVII, 1, 158. — L'inscription de faux n'est pas nécessaire pour établir que le testateur a pu signer, quoique le notaire ait dit qu'il ne le savait ou ne le pouvait. Trèves, 18 novembre 1812, *SIR.*, XIII, 2, 366 ; et Limoges, 26 novembre 1823, *SIR.*, XXVI, 2, 180. — On peut aussi, sans prendre la voie de l'inscription de faux, prouver que les témoins du testament étaient domiciliés dans un lieu autre que celui indiqué par le notaire. Bruxelles, 13 avril 1811, *SIR.*, XII, 2, 18.

La règle qui veut que l'acte authentique fasse pleine foi des conventions qu'il renferme, ne s'applique pas au cas de simulation. Cass., 10 juil. 1816, *SIR.*, XVI, 1, 447 ; Bull. civ., XVIII, 117. — Ainsi, la preuve de la simulation doit être reçue. Cass., 22 thermidor an 9, *SIR.*, II, 1, 24 ; 11 frimaire an 10, *SIR.*, II, 1, 140 ; et plusieurs autres arrêts. — Jugé aussi que le souscripteur d'une obligation pour prêt notarié fait avant l'acte, mais dont la cause véritable a été l'introduction de marchandises prohibées, saisies à leur entrée en France, est recevable à prouver, sous inscription de faux, la fausseté de la cause de l'obligation. Colmar, 19 février 1828, *SIR.*, XXVIII, 2, 182.

L'acte ne fait pas foi jusqu'à inscription de faux, lorsqu'il est vicié de fraude et de dol ; toute preuve de la fraude et du dol est admissible. Paris, 7 décembre 1814, *SIR.*, XVI, 2, 76 ; et Cass., 31 juillet 1833, *SIR.*, XXXIII, 1, 840. — Il n'est pas besoin d'inscription de faux pour arriver à établir qu'un acte public a été obtenu par violence ; la preuve testimoniale et de simples présomptions sont, en ce cas, admissibles. Cass., 5 février 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 232.

(1) L'exécution d'un acte notarié ne peut être suspendue par une opposition. Colmar, 14 avril 1815, *SIR.*, XVI, 2, 344. — Ni par la demande d'un interrogatoire sur faits et articles. Turin, 12 septembre 1809, *SIR.*, XIV, 2, 79. — Ni parce qu'il existerait des présomptions de fraude ou de dol. Cass., 23 bromaire an 13, *SIR.*, V, 2, 29 ; Bull. civ., VII, 49. — Jugé cependant qu'elle peut l'être lorsque l'acte est argué de simulation prohibée. Bordeaux, 13 février 1806, *SIR.*, VI, 2, 376. — Elle peut encore l'être provisoirement par le juge en état de référé, lorsque la somme n'est pas liquide ; comme si, par exemple, l'obligation ayant été contractée pendant le cours du papier-monnaie, se trouve réductible. Cass., 5 décembre 1810, *SIR.*, XV, 1, 199. — La plainte en faux principal contre un acte notarié n'est suspendue l'exécution que lorsque le juge a déclaré qu'il y a lieu à accusation. Colmar, 3 mai 1808, *SIR.*, X, 2, 557.

(2) Les notaires ne peuvent plus continuer d'écrire les minutes de leurs actes sur un registre : ils doivent les écrire sur des feuilles isolées. Lettre minist., 15 février 1809, *SIR.*, IX, 2, 314.

(3) La présente disposition renvoyant aux lois antérieures pour la désignation des actes qui peuvent être délivrés en brevet, on a coutume de se reporter à la déclaration du roi du 7 décembre 1723, enregistrée au parlement de Paris le 22 du même mois, et dont l'art. 5, selon M. Favard de Langlade (*Repertoire de la nouvelle législation*, v° *Acte notarié*, § 3), a conservé toute sa force. Cet article est ainsi conçu : — « Toutes les actes seront et demeureront divisés en deux classes. « La première sera composée des actes simples et qui se passent ordinairement sans minute ; savoir : les procurations, avis de parens, attestations ou certificats, autorisations d'un mari et d'une femme, désaveu, répandant de domestiques, désistemens, consentemens, main-lèvrées, « élargissemens, décharges de pièces, papiers et meubles, cautionnemens, et généralement tous « actes simples qui n'ont rapport à aucun titre ou acte, et ne contiennent aucune obligation « respective. Les apprentissages ou alloués, transports d'iceux, quittances de gages de domestiques, d'arrérages de pensions ou de rentes, quittances d'ouvriers, artisans, journaliers,

21. Le droit de délivrer des grosses et des expéditions n'appartiendra qu'au notaire possesseur de la minute; et, néanmoins, tout notaire pourra délivrer copie d'un acte qui lui aura été déposé pour minute (1).

22. Les notaires ne pourront se dessaisir d'aucune minute, si ce n'est dans les cas prévus par la loi, et en vertu d'un jugement. — Avant de s'en dessaisir, ils en dresseront et signeront une copie figurée, qui, après avoir été certifiée par le président et le commissaire du tribunal civil de leur résidence, sera substituée à la minute, dont elle tiendra lieu jusqu'à sa réintégration (2).

23. Les notaires ne pourront également, sans l'ordonnance du président du tribunal de première instance, délivrer expédition ni donner connaissance des actes à d'autres qu'aux personnes intéressées en nom direct, héritiers ou ayans-droit, à peine des dommages-intérêts, d'une amende de cent francs, et d'être, en cas de récidive, suspendus de leurs fonctions pendant trois mois; sauf néanmoins l'exécution des lois et réglemens sur le droit d'enregistrement, et de celles relatives aux actes qui doivent être publiés dans les tribunaux (3).

« manouvriers et autres personnes du commun, pour choses concernant leur état et métier; »
 « quittances de loyers et fermages, cautionnements des employés dans nos fermes et siffires, le »
 « tout, à quelques sommes qu'ils puissent monter. Les conventions, marchés et obligations qui »
 « n'excéderont point la somme de trois cents livres; les commissions d'archidiacre pour desservir »
 « une cure, les actes de vêtue, noviciat ou profession dans les monastères; les nominations de »
 « gradués, procurations pour compromettre, requérir, résigner, céder ou rétroceder un bénéfice; »
 « celles pour notifier les noms, titres et qualités des gradués, ou pour consentir érection ou ex- »
 « tinction de pensions, révocations desdites procurations, rétractations, significations desdits »
 « actes et des brefs, bulles, signatures, rescrits apostoliques, des concordats et attestations de »
 « temps d'étude, notifications de degrés et autres représentations, réquisitions de visa, de »
 « fulminations de bulles, d'admission à prendre l'habit, à faire noviciat et profession; celles pour »
 « satisfaire au décret d'une provision de bénéfice régulier, et celles faites aux curés pour publier »
 « aux prônes des messes les prises de possession, les publications à issues de messes des prises »
 « de possession, en cas de refus des curés, actes de refus d'ouvrir les portes pour prendre »
 « possession ou autrement, oppositions à prise de possession, lettres d'intronisation et les ré- »
 « pudations des provisions. — Et la seconde classe sera composée de tous les autres actes non »
 « compris dans ladite première classe. »

(A l'exception de tout ce qui concerne les matières ecclésiastiques, pour lesquelles les notaires n'ont plus aucune qualité, on suit la nomenclature qui précède des actes qui peuvent être délivrés en brevet.)

Le notaire qui ne peut, par son fait, représenter la minute d'un acte qu'il a reçu, ni en délivrer l'expédition, est tenu des dommages-intérêts des parties : la preuve de l'existence de l'acte est suffisamment établie par l'extrait du registre de l'enregistrement où l'acte a été inscrit. Douai, 1^{er} juillet 1816, *SIR.*, XVII, 2, 50. — Cette preuve peut d'ailleurs être faite par temoins, à quelque somme que s'élève l'obligation constatée par l'acte. Agen, 16 février 1813, *SIR.*, XIV, 2, 109.

(1) On peut considérer comme titre authentique, susceptible d'être délivré en forme de grosse exécutoire, un acte de vente sous seing privé que le débiteur du prix de la vente a déposé chez un notaire, avec reconnaissance de sa signature et autorisation d'en délivrer des copies ou extraits. Cass., 27 mars 1821, *SIR.*, XXI, 1, 327. — Les procès-verbaux de vente de meubles à l'encan ne peuvent être délivrés en forme de grosse, pour contraindre les adjudicataires, à moins qu'ils ne soient signés du vendeur, de l'acheteur, du notaire et des témoins. Bruxelles, 22 mars 1810, *SIR.*, X, 2, 333. — Les notaires ont le droit de délivrer copie, non seulement des actes qui leur ont été déposés, mais de tous les actes et pièces qui leur sont représentés et qu'ils rendent à l'instant; toutes ces copies s'appellent copies collationnées. *Dictionnaire du notariat*, v^o *Copie collationnée*. — Et ces collations de pièces sont soumises chacune au droit fixe d'un franc. *Dictionnaire de l'enregistrement*, v^o *Collation*. — Les notaires peuvent délivrer au testateur une expédition de son testament non encore enregistré. Décis. minist., 25 avril 1809, *SIR.*, IX, 2, 270.

(2) Les notaires ne peuvent remettre au testateur l'original du testament qu'ils ont reçu; et l'acte ne pouvant être révoqué en tout ou en partie que suivant les formes prescrites par l'art. 1035 du Cod. civ. Avis du cons., 7 avril 1821, *SIR.*, XXIII, 2, 82.

(3) Les notaires sont tenus, si les parties intéressées ou leurs ayans-droit le demandent, non

24. En cas de compulsoire, le procès-verbal sera dressé par le notaire dépositaire de l'acte, à moins que le tribunal qui l'ordonne ne commette un de ses membres, ou tout autre juge, ou un autre notaire (1).

25. Les grosses seules seront délivrées en forme exécutoire; elles seront intitulées et terminées dans les mêmes termes que les jugemens des tribunaux (2).

26. Il doit être fait mention, sur la minute, de la délivrance d'une première grosse, faite à chacune des parties intéressées: il ne peut lui en être délivré d'autre, à peine de destitution, sans une ordonnance du président du tribunal de première instance, laquelle demeurera jointe à la minute.

27. Chaque notaire sera tenu d'avoir un cachet ou sceau particulier, portant ses nom, qualité et résidence, et, d'après un modèle uniforme, le type

seulement de délivrer des expéditions des actes qu'ils ont recus, mais encore d'en représenter la minute, pour que les parties puissent en constater l'état. Paris, 22 juillet 1809, *SIR.*, XII, 2, 298. — Mais, pour cette communication, les notaires sont en droit de prendre les précautions qui leur paraissent les plus convenables: ainsi, ils peuvent exiger qu'elle ait lieu devant le président du tribunal; et, dans ce cas, les frais de déplacement sont à la charge des parties. Pau, 12 février 1833, *SIR.*, XXXIII, 2, 347. — Les notaires ne sont pas tenus de délivrer expédition d'un acte à d'autres qu'aux parties intéressées et à leurs héritiers ou ayans-droit, lorsqu'il n'y a pas d'instance engagée entre les tiers qui demandent l'expédition, et les parties signataires de l'acte. Paris, 8 février 1810, *SIR.*, XV, 2, 200. — Pour que des tiers puissent exiger du notaire l'expédition d'un acte auquel ils n'ont pas été parties, il n'est pas nécessaire qu'ils requièrent un compulsoire: il suffit qu'ils soient porteurs d'une ordonnance du président du tribunal civil, autorisant la délivrance de l'expédition. Rouen, 13 mars 1826, *SIR.*, XXVI, 2, 295. — Le notaire qui a reçu une procuration ne peut en refuser une seconde expédition au mandataire, lorsque le mandant n'y a pas formé opposition. Paris, 2 mai 1808, *SIR.*, VII, 2, 977. — Le notaire est soumis, même après la cessation de ses fonctions, vis-à-vis des parties contractantes, à leur faire délivrer par son successeur expédition des actes passés devant lui; et, faute de cette délivrance, il est personnellement passible de dommages-intérêts. Bourges, 17 juin 1829, *SIR.*, XXXI, 2, 65.

Voyez encore la loi du 22 frimaire an 7 (12 décembre 1798), sur l'enregistrement, art. 54, qui oblige les notaires à communiquer leurs actes aux préposés de la régie, sans déplacement, à toute réquisition; et l'art. 851 du *Cod. proc. civ.*, qui les autorise à refuser expédition des actes par eux recus jusqu'à ce que les déboursés et honoraires de ces actes leur aient été payés.

Il a été jugé que cette dernière disposition s'applique même au cas où l'expédition est réclamée par un tiers cessionnaire. Paris, 27 novembre 1834, *SIR.*, XXXIV, 2, 687. — Jugé encore que le notaire non payé de frais d'actes passés en son étude par un individu depuis tombé en faillite, peut se refuser à délivrer expédition de ces actes aux syndics, tant qu'il n'aura pas été remboursé des frais à lui dus par le failli pour les minutes. Paris, 23 octobre 1834, *SIR.*, XXXIV, 2, 650.

(1) Voyez les art. 816 et suiv. du *Cod. proc. civ.*, qui déterminent les formalités à suivre pour obtenir le compulsoire.

(2) La formule exécutoire des actes des notaires (ainsi que celle des jugemens) a suivi les changemens de gouvernement. — Voyez spécialement, en ce qui concerne la formule exécutoire des actes notariés, l'arrêt du 15 prairial an 11 (4 juin 1803); l'avis du cons. d'état du 4^e jour complémentaire an 13 (21 septembre 1805); l'arrêt du 7—9 avril 1814, et celui du 26—27 juin 1815; l'ordonnance du 30 août—6 septembre 1815, qui prescrit la rectification de la formule des actes expédiés depuis la révolution de 1789 jusqu'à la restauration; celle du 3—5 août 1830; et finalement celle du 16 août—1^{er} septembre même année, qui change la formule exécutoire des actes notariés, et qui constitue le dernier état des choses.

Un acte est exécutoire lorsqu'il est revêtu de la formule exécutoire qui existait à l'époque de sa confection, encore qu'il ne soit pas revêtu de la formule exécutoire en vigueur à l'époque où il est fait usage de cet acte. Bruxelles, 25 juin 1807, *SIR.*, VII, 2, 345; et Riom, 25 novembre 1830, *SIR.*, XXXIII, 2, 479. — Sous le régime des lois de la révolution, un titre n'a pu être déclaré non exécutoire, par cela seul qu'il n'était pas revêtu de la formule prescrite par l'art. 14 de la loi du 6 octobre 1791. Cass., 25 mai 1807, *SIR.*, VII, 2, 747; *Bull. civ.*, IX, 171. — Jugé encore que, dans l'intervalle de l'abolition de la royauté à la loi du 25 ventose an 11, les actes notariés ont pu être exécutés, encore qu'ils ne fussent pas revêtus de la formule exécutoire prescrite par la loi du 6 octobre 1791. Cass., 21 vendémiaire an 11, *SIR.*, III, 2, 503; et 8 août 1808, *SIR.*, VIII, 1, 486; *Bull. civ.*, X, 224.

de la république française.—Les grosses et expéditions des actes porteront l'empreinte de ce cachet.

28. Les actes notariés seront légalisés, savoir, ceux des notaires à la résidence des tribunaux d'appel, lorsqu'on s'en servira hors de leur ressort; et ceux des autres notaires, lorsqu'on s'en servira hors de leur département.—La légalisation sera faite par le président du tribunal de première instance de la résidence du notaire, ou du lieu où sera délivré l'acte ou l'expédition (1).

29. Les notaires tiendront répertoire de tous les actes qu'ils recevront (2).

30. Les répertoires seront visés, cotés et paraphés par le président, ou, à son défaut, par un autre juge du tribunal civil de la résidence: ils contiendront la date, la nature et l'espèce de l'acte, les noms des parties, et la relation de l'enregistrement.

TITRE II. — Régime du notariat.

SECTION 1^{re}. — Nombre, placement et cautionnement des notaires.

31. Le nombre des notaires pour chaque département, leur placement et résidence, seront déterminés par le gouvernement, de manière, 1^o que, dans les villes de cent mille habitants et au dessus, il y ait un notaire, au plus, par six mille habitants; 2^o que, dans les autres villes, bourgs ou villages, il y ait deux notaires au moins, ou cinq au plus, par chaque arrondissement de justice de paix (3).

32. Les suppressions ou réductions de places ne seront effectuées que par mort, démission ou destitution (4).

(1) Un acte notarié ne peut être exécuté dans un autre département que celui où il a été reçu si, préalablement, il n'a été légalisé. Colmar, 26 mars 1808, *SIN.*, XV, 2, 44. — Jugé, au contraire, que s'il est procédé à une saisie immobilière dans un ressort autre que celui où l'acte en vertu duquel on procède, a été reçu, le défaut de légalisation de l'acte n'entraîne pas la nullité de la procédure. Cass., 10 juillet 1817, *SIN.*, XVIII, 1, 385; et Poitiers, 19 mars 1822, *SIN.*, XXIV, 2, 53.

(2) Voyez la loi du 22 frimaire an 7, sur l'enregistrement, art. 49, qui impose aux notaires l'obligation de tenir répertoire, et l'art. 51, qui les oblige à faire viser ce répertoire par les receveurs de l'enregistrement de leur résidence; et les notes sur ces articles. — Voyez encore la loi du 16 floréal an 4 (5 mai 1796), qui astreint les notaires à déposer chaque année un double de leur répertoire au greffe du tribunal civil du département de leur résidence, et les notes. — Nous ne pourrions reproduire ces annotations sans faire un double emploi: on y trouvera plusieurs arrêts sur la question de savoir si les obligations imposées aux notaires, de tenir un répertoire, de le faire viser et de le déposer, ont continué de subsister après la loi du 25 ventose an 11, question sur laquelle l'affirmative est constante aujourd'hui.

(3) Voyez l'avis du cons. d'état, du 7 fructidor an 12 (25 août 1804), concernant les notaires qui résident dans les bourgs ou villages faisant partie d'une justice de paix dont le chef-lieu est une ville où siège le tribunal.

(4) Voyez la loi de finances du 28 avril—4 mai 1816, art. 91, qui donne aux notaires la faculté de présenter leurs successeurs, et les notes.

L'extinction du titre d'un notaire, par suite de la réduction des notaires du canton, ne donne lieu en faveur de ce notaire ou de son héritier à aucune indemnité, soit contre le notaire de la commune voisine, soit contre tous les autres notaires du canton. Tribunal de Valence, 27 mars 1832, *SIN.*, XXXII, 2, 480. — Cependant lorsque, sur la présentation à l'agrément du roi, du successeur d'un notaire, le garde-des-sceaux a pris une décision portant que la nomination n'aurait lieu qu'après paiement préalable d'une indemnité aux héritiers d'un notaire prédécédé et dont la place a été supprimée, il n'appartient pas aux tribunaux de décider qu'une indemnité n'est pas due. Rennes, 29 juin 1833, *SIN.*, XXXIII, 2, 619.

Lorsque le nombre des notaires d'un canton excède celui fixé par ordonnance royale, le gouvernement ne peut faire une nouvelle nomination, même sur la production de deux titres, si ces deux titres sont éteints par décès: pour qu'il y ait lieu à nomination, il faut que l'un des deux titres au moins soit celui d'un notaire vivant. Lettre ministérielle, 1^{er} mai 1832, *SIN.*, XXXII, 2, 616.

33. Les notaires exercent sans patentes ; mais ils sont assujétis à un cautionnement fixé par le gouvernement d'après les bases ci-après, et qui sera spécialement affecté à la garantie des condamnations prononcées contre eux, par suite de l'exercice de leurs fonctions (1). — Lorsque, par l'effet de cette garantie, le montant du cautionnement aura été employé en tout ou en partie, le notaire sera suspendu de ses fonctions, jusqu'à ce que le cautionnement ait été entièrement rétabli ; et, faute par lui de rétablir, dans les six mois, l'intégralité du cautionnement, il sera considéré comme démissionnaire, et remplacé.

34. Le cautionnement sera fixé par le gouvernement, en raison combinée des ressort et résidence de chaque notaire, d'après un *minimum* et un *maximum*, suivant le tableau ci-après ; savoir (2) :

ET RÉSIDENCES	POUR LES NOTAIRES DES RESSORTS					
	de tribunaux d'appel. — DROIT S.		de tribunaux de 1 ^{re} instance. — DROITS.		de justices de paix. — DROITS.	
	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.
au dessous de 5,000 habit.	"	"	1,000 f.	1,500 f.	500 f.	800 f.
de 5,000 à 10,000. . . .	2,000 f.	2,500 f.	1,500	1,800	800	1,000
de 10,000 à 25,000. . . .	2,500	3,200	1,800	2,200	1,000	1,400
de 25,000 à 50,000. . . .	3,200	3,800	2,200	2,800	1,400	2,000
de 50,000 à 75,000. . . .	3,800	4,400	2,800	3,400		
de 75,000 à 100,000. . . .	4,400	5,000	3,400	4,000		
de 100,000 et au dessus. .	"	6,000				
de Paris.	"	12,000				

Ces cautionnements seront versés, remboursés et les intérêts payés con-

(1) Voyez, sur le cautionnement des notaires, les lois citées dans les notes qui accompagnent le décret du 29 septembre—6 octobre 1791, concernant l'organisation du notariat. — Voyez spécialement la loi du 25 nivôse—5 pluviôse an 13 (15—25 janvier 1805), qui désigne les faits ou créances dont les cautionnements des notaires doivent répondre, et détermine le mode de remboursement des cautionnements ; le décret du 18 septembre 1806, qui prescrit quelques formalités additionnelles pour ce remboursement, et les notes qui accompagnent ces actes.

Il y a fait de charge donnant lieu au privilège de premier ordre sur son cautionnement, de la part d'un notaire qui, chargé de placer une somme d'argent, garde les fonds à lui confiés, et ne remet à son client qu'une obligation frappée de nullité, pour défaut de forme. Paris, 4 mars 1834, *Str.*, XXXIV, 2, 221.

Voyez encore, dans les notes sur l'art. 68 ci-après, plusieurs décisions qui ont imposé aux notaires la responsabilité de faits analogues.

Le cautionnement des officiers ministériels (notaires ou autres), peut être saisi-arrêté, pour sécularité du paiement des amendes qu'ils ont encourues : il n'est pas nécessaire de procéder par

(2) Le taux de ce cautionnement a été élevé par la loi précitée du 28 avril—4 mai 1816, art. 88, et état n° 7. — Voyez, au surplus, sur la fixation du cautionnement des notaires, le mode de versement, le paiement et les intérêts, la loi du 7 ventôse an 8 (26 février 1800), état n° 2, et les notes qui résument la législation de la matière. — Voyez enfin un avis du cons. d'état, du 17 pluviôse an 9 (6 février 1801), portant que les notaires sont contraignables par corps au paiement des amendes pour contravention à cette loi du 7 ventôse an 8.

formément aux lois sur les cautionnements, sous la déduction de tous versements antérieurs.

SECTION II. — Conditions pour être admis, et mode de nomination au notariat.

35. Pour être admis aux fonctions de notaire, il faudra, — 1° Jouir de l'exercice des droits de citoyen; — 2° Avoir satisfait aux lois sur la conscription militaire, — 3° Être âgé de vingt-cinq ans accomplis; — 4° Justifier du temps de travail prescrit par les articles suivants.

36. Le temps de travail ou stage sera, sauf les exceptions ci-après, de six années entières et non interrompues, dont une des deux dernières, au moins, en qualité de premier clerc chez un notaire d'une classe égale à celle où se trouvera la place à remplir.

37. Le temps de travail pourra n'être que de quatre années, lorsqu'il en aura été employé trois dans l'étude d'un notaire d'une classe supérieure à la place qui devra être remplie, et lorsque, pendant la quatrième, l'aspirant aura travaillé, en qualité de premier clerc, chez un notaire d'une classe supérieure ou égale à celle où se trouvera la place pour laquelle il se présentera.

38. Le notaire déjà reçu, et exerçant, depuis un an, dans une classe inférieure, sera dispensé de toute justification de stage, pour être admis à une place de notaire vacante dans une classe immédiatement supérieure.

39. L'aspirant qui aura travaillé pendant quatre ans, sans interruption, chez un notaire de première ou de seconde classe, et qui aura été, pendant deux ans au moins, défenseur ou avoué près d'un tribunal civil, pourra être admis dans une des classes où il aura fait son stage, pourvu que, pendant l'une des deux dernières années de son stage, il ait travaillé, en qualité de premier clerc, chez un notaire d'une classe égale à celle où se trouvera la place à remplir.

40. Le temps de travail exigé par les articles précédents devra être d'un tiers en sus, toutes les fois que l'aspirant, ayant travaillé chez un notaire d'une classe inférieure, se présentera pour remplir une place d'une classe immédiatement supérieure.

41. Pour être admis à exercer dans la troisième classe de notaires, il suffira que l'aspirant ait travaillé, pendant trois années, chez un notaire de première ou de seconde classe, ou qu'il ait exercé, comme défenseur ou avoué, pendant l'espace de deux années, auprès d'un tribunal d'appel ou

voie de saisie-exécution. Cass., 11 juin 1811, Sir., XVII, 2, 161; Bull. civ., XIII, 117. — Ce n'est pas seulement l'intérêt, c'est le capital des cautionnements qui est affecté au paiement de ces amendes, ainsi que des frais. Cass., 1^{er} juin 1814, Sir., XV, 1, 236; Bull. civ., XVI, 157; et 26 mars 1821, Sir., XXI, 1, 346; Bull. civ., XXIII, 80. — Le capital du cautionnement d'un notaire peut bien être saisi par ses créanciers ordinaires, mais il ne peut leur être distribué qu'à la cessation des fonctions de notaire: jusqu'à cette époque, les intérêts peuvent seuls être distribués aux créanciers. Grenoble, 15 février 1823, Sir., XXIII, 2, 176. — Mais lorsque le cautionnement d'un officier ministériel est saisi pour condamnations prononcées contre lui, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, le saisissant a droit d'exiger le versement actuel entre ses mains des sommes formant le montant de ce cautionnement: le versement ne peut être différé jusqu'au décès ou la démission de l'officier ministériel. Cass., 24 février 1822, Sir., XXII, 1, 343; Bull. civ., XXIV, 43.

Les intérêts de toutes les sommes payables par la caisse d'amortissement (ou des consignations) se prescrivent par cinq ans. Avis du cons., 24 mars 1809, Sir., X, 2, 550. — Et cette caisse est libérée de ces intérêts, du moment qu'elle a délivré ses mandats, quoiqu'il survienne ultérieurement des oppositions. Avis du cons., 12 août 1809, Sir., VII, 2, 1151. — Ces règles sont applicables au cautionnement des notaires dont les intérêts sont payables par la caisse des consignations.

de première instance, et qu'en outre il ait travaillé, pendant un an, chez un notaire.

42. Le gouvernement pourra dispenser de la justification du temps d'étude les individus qui auront exercé des fonctions administratives ou judiciaires.

43. L'aspirant demandera à la chambre de discipline du ressort dans lequel il devra exercer, un certificat de moralité et de capacité. Le certificat ne pourra être délivré qu'après que la chambre aura fait parvenir au commissaire du gouvernement du tribunal de première instance, l'expédition de la délibération qui l'aura accordé (1).

44. En cas de refus, la chambre donnera un avis motivé, et le communiquera au commissaire du gouvernement, qui l'adressera au grand-juge, avec ses observations.

45. Les notaires seront nommés par le premier consul, et obtiendront de lui une commission qui énoncera le lieu fixe de la résidence.

46. Les commissions de notaires seront, dans leur intitulé, adressées au tribunal de première instance dans le ressort duquel le pourvu aura sa résidence.

47. Dans les deux mois de sa nomination, et à peine de déchéance, le pourvu sera tenu de prêter, à l'audience du tribunal auquel la commission aura été adressée, le serment que la loi exige de tout fonctionnaire public, ainsi que celui de remplir ses fonctions avec exactitude et probité. — Il ne sera admis à prêter serment qu'en représentant l'original de sa commission et la quittance du versement de son cautionnement. — Il sera tenu de faire enregistrer le procès-verbal de prestation de serment au secrétariat de la municipalité du lieu où il devra résider, et aux greffes de tous les tribunaux dans le ressort desquels il doit exercer.

48. Il n'aura le droit d'exercer qu'à compter du jour où il aura prêté serment.

49. Avant d'entrer en fonctions, les notaires devront déposer au greffe de chaque tribunal de première instance de leur département, et au secrétariat de la municipalité de leur résidence, leur signature et paraphe. — Les notaires à la résidence des tribunaux d'appel feront, en outre, ce dépôt aux greffes des autres tribunaux de première instance de leur ressort.

SECTION III. — Chambre de discipline.

50. Les chambres qui seront établies pour la discipline intérieure des notaires, seront organisées par des réglemens (2).

51. Les honoraires et vacations des notaires seront réglés, à l'amiable, entre eux et les parties; sinon, par le tribunal civil de la résidence du notaire, sur l'avis de la chambre et sur simples mémoires, sans frais (3).

(1) Les chambres des notaires ne peuvent être astreintes à procéder à l'examen de la moralité et de la capacité des aspirans au notariat, que quand ceux-ci ont un intérêt né et actuel; lors donc que le nombre des notaires légalement fixé est complet, et qu'aucune place n'est vacante, une chambre des notaires ne peut, même sous prétexte d'une demande de rétablissement d'une place supprimée, être tenue d'examiner les aspirans au notariat. Douai, 25 mars 1831, *Sir.*, XXI, 2, 213. — Le ministère public a qualité pour poursuivre les membres des chambres des notaires, à raison du refus par eux fait de procéder à l'examen de la capacité et de la moralité des aspirans au notariat. Même arrêt.

(2) Voyez l'arrêt du 2 nivose an 12 (24 décembre 1803), portant organisation des chambres des notaires, et les notes.

(3) Lorsque plusieurs personnes ont chargé un notaire d'un travail qui tourne à leur profit commun, elles sont tenues solidairement des honoraires fixés par la loi ou par l'usage; peu importe que ces personnes soient des co-héritiers, et que le travail à faire soit une liquidation de

52. Tout notaire suspendu, destitué ou remplacé, devra, aussitôt après la notification qui lui aura été faite de sa suspension, de sa destitution ou de

succession. Cass., 27 janvier 1812, *SIR.*, XII, 1, 198; *Bull. civ.*, XIV, 18. — Jugé encore que les notaires ont une action solidaire contre chacune des parties pour le paiement de leurs déboursés et honoraires, sauf le recours de la partie qui paie contre les autres parties, s'il y a lieu. Cass., 19 avril 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 396; *Bull. civ.*, XXVIII, 163. — Jugé aussi que la solidarité existe au profit du notaire contre chacune des parties contractantes, encore que les parties aient convenu dans l'acte que l'une d'elles seule serait tenue du paiement des frais et honoraires, si d'ailleurs il n'est pas établi que le notaire ait donné son assentiment à cette condition. Cass., 10 novembre 1828, *SIR.*, XXIX, 1, 79; *Bull. civ.*, XXX, 243. — La solidarité s'applique même au cas d'acte de vente, nonobstant la disposition de l'art. 1593 du *Cod. civ.*, portant qu'en matière de vente, les frais d'actes sont à la charge de l'acheteur; d'ailleurs, le notaire ne perdrait pas son action contre le vendeur, par cela seul qu'il serait long-temps, par exemple un an, sans réclamer son paiement, et que, durant l'intervalle, l'acquéreur serait failli. Cass., 20 mai 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 272; *Bull. civ.*, XXXI, 132. — Le vendeur et l'acquéreur sont obligés solidairement envers le notaire aussi bien pour le paiement des honoraires et pour les frais de transcription, que pour le remboursement des frais d'enregistrement. Cass., 15 novembre 1820, *SIR.*, XXI, 1, 95; *Bull. civ.*, XXII, 308. — Le notaire qui a rédigé une promesse de vente, sur la demande du vendeur et sans mandat de l'acheteur, doit s'adresser au vendeur et non à l'acheteur pour le paiement de ses honoraires. Cass., 5 janvier 1819, *SIR.*, XIX, 1, 334. — Le notaire qui a fait pour les parties l'avance des droits d'enregistrement des actes de vente ou d'obligation passés devant lui, a, contre chacune d'elles, une action solidaire pour le remboursement de ses avances; la loi spéciale, en désignant celle des parties qui doit, eu définitive, payer les droits d'enregistrement, n'a pas entendu déroger à cette solidarité. Cass., 26 juin 1820, *SIR.*, XX, 1, 409; *Bull. civ.*, XXII, 218. — Le notaire peut poursuivre le remboursement des droits d'enregistrement, par lui avancés pour les parties, sur la seule représentation de ses minutes: la loi des aux minutes, à cet égard, ne peut être détruite par de simples présomptions. Cass., 14 octobre 1811, *SIR.*, XII, 1, 354; *Bull. civ.*, XIII, 246; et 4 avril 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 385; *Bull. civ.*, XXVIII, 144. — Jugé cependant que les minutes ne dispensent pas les notaires de tout autre adjuvantage, à l'appui de leur demande en paiement de frais, surtout lorsqu'il a déjà été délivré de premières expéditions de ces minutes, et que les parties soutiennent avoir payé tout ce qui était dû: en pareil cas, les juges peuvent accueillir ou rejeter la demande, selon les présomptions qui naissent des circonstances. Cass., 18 novembre 1813, *SIR.*, XIV, 1, 232. — Jugé encore que la délivrance des expéditions des actes fait légalement presumer le paiement des frais dus au notaire. Cass., arrêt précité du 4 avril 1826. — Les notaires n'ont pas droit à l'intérêt des avances qu'ils font pour payer les droits d'enregistrement de leurs actes. Cass., 30 mars 1830, *SIR.*, XXX, 1, 131.

La partie qui a réglé amiablement les honoraires d'un notaire est non recevable à requérir la taxe: la taxe ne peut être requise qu'à défaut de règlement amiable. Paris, 4 décembre 1822, *SIR.*, XXIII, 2, 226. — *Idem*, alors surtout qu'il y a eu exécution de la convention. Cass., 17 mars 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 140; *Bull. civ.*, XXXI, 55; et 17 juin 1831, *SIR.*, XXXV, 2, 491. — Jugé encore que, lorsque les honoraires d'un notaire, pour raison d'un contrat de vente, ont été fixés à l'amiable entre lui, l'acquéreur et le vendeur, ces derniers ne peuvent ultérieurement attaquer cette fixation comme excessive, et provoquer la taxe. Paris, 13 avril 1809, *SIR.*, XVII, 2, 161. — Jugé, dans le même sens, que, lorsque le cahier des charges d'une adjudication devant notaire, fixe les déboursés et honoraires du notaire, l'adjudicataire doit payer suivant cette fixation, et ne peut réclamer la taxe. Cass., 27 mai 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 351. — Jugé aussi que, lorsque les honoraires d'un notaire ont été réglés entre lui et le fondé de pouvoir du client, celui-ci n'est pas recevable à contester le règlement et à demander la taxe. Paris, 21 avril 1806, *SIR.*, XVII, 2, 161. — Jugé enfin, conformément aux principes qui précèdent, que les tribunaux ne peuvent s'immiscer dans le règlement des honoraires et vacations des notaires, et procéder à la taxe de ces honoraires, qu'autant qu'il n'y a pas eu, à cet égard, de règlement amiable entre le notaire et les parties. Cass., arrêt précité du 17 mars 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 140; *Bull. civ.*, XXXI, 55.

De ce que les honoraires dus à un notaire ont été payés amiablement, il ne s'ensuit pas que la partie ne puisse réclamer contre toute erreur, dol ou fraude, quand bien même elle aurait payé. Amiens, 9 mai 1823, *SIR.*, XXV, 2, 165. — Ce droit de réclamation existe à l'égard d'honoraires réglés amiablement pour des actes spécifiés au tarif de 1807, et à un taux excédant celui fixé par ce tarif: la faculté de régler amiablement n'existe que pour les honoraires non spécialement tarifés. Même arrêt. — L'action en restitution d'honoraires excessifs, perçus par un notaire en vertu d'un règlement amiable, n'est pas soumise à la prescription de dix ans établie par l'art. 1304 du *Cod. civ.*; elle dure trente ans. Même arrêt.

Les cours ne peuvent, sur la demande des notaires d'une ville, homologuer le tarif par eux

son remplacement, cesser l'exercice de son état, à peine de tous dommages et intérêts, et des autres condamnations prononcées par les lois contre tout fonctionnaire suspendu ou destitué qui continue l'exercice de ses fonctions (1). — Le notaire suspendu ne pourra les reprendre, sous les mêmes peines, qu'après la cessation du temps de la suspension.

53. Toutes suspensions, destitutions, condamnations d'amende et dommages-intérêts seront prononcées contre les notaires par le tribunal civil de leur résidence, à la poursuite des parties intéressées, ou d'office, à la poursuite et diligence du commissaire du gouvernement. Ces jugemens seront sujets à l'appel, et exécutoires par provision, excepté quant aux condamnations pécuniaires (2).

arrêté pour les honoraires des actes de leur ministère qui ne sont pas tarifés, et que l'art. 51 de la loi du 25 ventose an 11 laisse à l'arbitrage des tribunaux, sur l'avis des chambres de discipline. Nîmes, 30 août 1811, *SIR.*, XII, 2, 159.

L'art. 51 de la loi de ventose an 11, qui impose aux tribunaux l'obligation de prendre l'avis de la chambre des notaires, en cas de contestation sur les honoraires dus aux notaires, n'est applicable que lorsque la contestation porte sur la *quantité* des honoraires : l'avis préalable de la chambre n'est pas nécessaire quand il s'agit du *droit même* à ces honoraires. *Cass.*, arrêt précité du 19 avril 1826, *SIR.*, XXVI, 1, 396; *Boll. civ.*, XXVIII, 163. — Jugé encore que l'art. 51 de cette loi ne renvoie aux chambres de discipline, pour donner leur avis, que dans le cas où les contestations entre les notaires et les parties n'ont pour objet que les honoraires et vacations : si elles se lient à une autre contestation principale, les juges saisis du différent peuvent arbitrer les articles qui leur paraissent suffisamment justifiés, sans demander l'avis de la chambre de discipline. *Cass.*, 5 décembre 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 290. — Le jugement qui statue sur une demande en règlement des honoraires d'un notaire n'est pas nul par cela seul qu'il ne mentionne pas l'avis de la chambre, alors que l'avis a réellement été donné, et qu'il est constant que le tribunal en a eu connaissance. *Cass.*, 10 avril 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 455.

Voyez encore le tarif des frais et dépens du 16 février 1807, art. 173, portant que tous les actes des notaires, autres que ceux spécialement désignés aux art. 168 et suiv., et notamment les partages et ventes volontaires qui auront lieu pardevant eux, seront taxés par le président du tribunal de première instance de leur arrondissement, suivant leur nature et les difficultés que leur rédaction aura présentées, et sur les renseignements qui leur seront fournis par les notaires et par les parties. — Cet article, combiné avec l'art. 51 de la loi du 25 ventose an 11, a donné lieu aux décisions suivantes.

La règle que les tribunaux ne doivent juger les difficultés entre les notaires et leurs clients, qu'après avoir consulté la chambre des notaires, reçoit exception au cas où il s'agit de taxer les honoraires d'un notaire, à l'occasion d'un *partage* reçu par lui; l'art. 173 du décret du 16 février 1807 a modifié sur ce point l'art. 51 de la loi de l'an 11 : les présidents des tribunaux peuvent aujourd'hui taxer les actes de partage, sans autres éléments de décision que ceux qui leur sont fournis par les parties ou le notaire. *Cass.*, 19 mars 1828, *SIR.*, XXVIII, 1, 131. — Lorsqu'il y a contestation sur les honoraires dus à un notaire, au sujet d'une *vente volontaire*, le président du tribunal civil de la résidence du notaire est autorisé à les taxer, sans en référer au tribunal. *Cass.*, 24 mars 1825, *SIR.*, XXVI, 1, 210. — Et sans en référer à la chambre des notaires. Bourges, 30 décembre 1829, *SIR.*, XXX, 2, 149. — Lorsqu'il y a réclamation devant le président du tribunal, relativement à la taxe des actes d'un notaire, cet officier ministériel est tenu, sur la simple invitation du président, de se rendre auprès de ce magistrat : le notaire ne peut se borner à fournir des renseignements par écrit, ni à prétendre qu'il devait lui être fait sommation judiciaire de se présenter. Même arrêt. — Dans ce même cas, le notaire doit apporter au président, si ce magistrat l'exige, les minutes des actes qui donnent lieu à la réclamation. Même arrêt. — L'art. 173 du tarif de 1807 qui attribue aux présidents des tribunaux civils la taxe des honoraires des notaires, ne s'applique pas au cas où les parties se pourvoient en restitution de sommes excessives qu'elles prétendent avoir payées pour ces honoraires : les tribunaux saisis de la demande en restitution sont compétents pour régler eux-mêmes le taux des honoraires dus. *Cass.*, arrêt précité du 19 avril 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 455. — Les ordonnances qui statuent sur les oppositions formées à la taxe des honoraires d'un notaire, sont susceptibles d'appel devant les cours royales. Paris, 22 décembre 1832, *SIR.*, XXXIII, 2, 348.

(1) Les frais des sommations faites aux notaires destitués pour les contraindre au dépôt de leurs minutes, doivent être avancés, comme frais de justice, par les caisses de l'enregistrement, sauf le recours contre la partie intéressée. *Décs. minist.*, 16 mai 1809, *SIR.*, IX, 2, 304.

(2) Les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire en matière de destitution de notaires. Turin,

SECTION IV. — Garde, transmission, tables des minutes, et recouvrements.

54. Les minutes et répertoires d'un notaire remplacé ou dont la place aura été supprimée, pourront être remis par lui ou par ses héritiers à l'un des

16 mars 1811, Str., XI, 2, 347; et Cass., 31 octobre 1811, Str., XII, 1, 41. — *Idem*, et il y a lieu de casser le jugement qui s'abstient de prononcer la destitution, par crainte d'excéder les dispositions de la loi. Cass., 20 novembre 1811, Str., XII, 1, 128; Bull. civ., XIII, 292. — Jugé encore que la destitution d'un notaire peut être prononcée dans d'autres cas que ceux prévus par la loi du 25 ventose an 11; que les dispositions de cette loi, à cet égard, ne sont qu'indicatives et non limitatives; et que les juges ont toute latitude pour l'appréciation des faits et circonstances qui peuvent donner lieu à leur application. Cass., 24 juin 1828, Str., XXVIII, 1, 370. — La destitution d'un notaire ne peut être prononcée à raison du simple fait de l'éloignement de ce notaire du lieu de sa résidence. Turin, 9 janvier 1810, Str., XVII, 2, 161. — Elle peut être prononcée par un tribunal, au cas prévu par l'art. 10 de la loi du 25 ventose an 11, c'est-à-dire lorsque le notaire ayant négligé de se faire attester le nom, l'état et la demeure d'une des parties contractantes, il en est résulté un acte faux, sans cependant qu'il soit coupable de ce faux. Cass., 13 décembre 1810, Str., XI, 1, 237.

Il eût fallu qu'un notaire ait subi une condamnation correctionnelle pour qu'il soit convenable de prononcer sa destitution; la maxime *non bis in idem* n'est point un obstacle à la prononciation de cette peine disciplinaire, par un jugement postérieur à celui de condamnation. Turin, arrêt précité, 16 mars 1811, Str., XI, 1, 347; et Cass., arrêt précité, 31 octobre 1811, Str., XII, 1, 41. — L'arrêt de la chambre d'accusation qui déclare n'y avoir lieu à suivre contre un notaire inculpé de faux, ne fait point obstacle à ce que le notaire soit pour suivi par voie disciplinaire à raison du même fait. Colmar, 5 et 8 mars 1825, Str., XXV, 2, 416 et 417. — Jugé même que le notaire, acquitté sur une accusation de faux, peut être poursuivi et puni de la destitution, à raison des faits qui ont servi de base à l'accusation de faux. Cass., 6 avril 1808, Str., XVII, 2, 161. — *Idem*, lorsque l'accusation étant fondée sur des altérations commises dans les minutes, le notaire a reconnu le fait des altérations, mais a prétendu qu'elles avaient seulement pour but de soustraire les parties au paiement des droits de mutation, et ne constituaient pas un faux. Cass., 13 janvier 1825, Str., XXV, 1, 257. — Jugé enfin que la destitution peut être prononcée contre un notaire qui a subi une condamnation pour délit d'habitude d'usure, et qui a été l'objet de deux procédures en faux dirigées contre des actes par lui reçus, quoiqu'il ait été déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre. Cass., 24 juin 1828, Str., XXVIII, 1, 370. — Jugé cependant qu'un notaire acquitté sur une accusation de faux commis dans un acte ne peut être ensuite judiciairement destitué par le motif que les énonciations qu'il aurait insérées dans l'acte seraient fausses: l'autorité de la chose jugée et la règle *non bis in idem* s'opposent également à la destitution. Cass., arrêt précité du 24 juillet 1822, Str., XXIII, 1, 39. — Lorsqu'un acte d'adjudication d'immeubles, reçu par un notaire commis par la justice, contient ou paraît contenir des faits constitutifs de deux crimes ou délits, l'un de faux, l'autre d'achat au moyen d'interposition de personne, si le notaire est acquitté sur le faux, il peut être repris sur l'achat prohibé. Cass., 28 décembre 1816, Str., XVII, 1, 117. — Le notaire, acquitté par un tribunal de justice répressive, peut être puni de suspension, à raison du même fait, par mesure de discipline, lorsque l'acquiescement a été prononcé par le motif que le délit était prescrit. Cass., 30 décembre 1824, Str., XXV, 1, 257.

Le notaire qui prête sciemment son ministère à des prêts usuraires, peut être suspendu: vainement il s'excuserait sur ce que le ministère du notaire est forcé. Caen, 15 décembre 1828, Str., XXX, 2, 159. — Il peut l'être aussi à cause de sa négligence à ne rendre à l'assemblée annuelle provoquée pour le renouvellement de la chambre. Bourges, 23 juillet 1827, Str., XXVII, 2, 247.

La disposition de l'art. 53 de la loi du 25 ventose an 11, qui attribue aux tribunaux civils compétence pour prononcer toutes suspensions, destitutions et condamnations d'amende contre les notaires, n'est pas restreinte à l'application des peines portées dans les cas prévus par cette loi; elle s'applique à toutes autres fautes que les notaires peuvent commettre et pour lesquelles il y a lieu à suspension, destitution ou amende. Même arrêt. — Un notaire n'est justiciable, pour un fait emportant suspension, destitution ou condamnation à des dommages-intérêts, que du tribunal civil; il ne peut être renvoyé par une cour royale devant la chambre de discipline. Cass., 8 octobre 1829, Str., XXIX, 1, 377; Bull. crim., XXXIV, 579. — Jugé encore que les condamnations à l'amende pour infraction à la loi de ventose an 11 ne peuvent être poursuivies que devant les tribunaux civils, et non devant les tribunaux de justice répressive; et que la prescription de ces amendes n'est pas réglée par le Code d'instruction criminelle. Cass., 30 juin 1814, Str., XIV, 1, 261; Bull. crim., XIX, 66.

Lorsque les chambres de discipline négligent de prononcer contre un notaire des peines de

notaires résidant dans la même commune, ou à l'un des notaires résidant dans le même canton, si le remplacé était le seul notaire établi dans la commune (1).

55. Si la remise des minutes et répertoires du notaire remplacé n'a pas été effectuée, conformément à l'article précédent, dans le mois à compter du jour de la prestation de serment du successeur, la remise en sera faite à celui-ci (2).

56. Lorsque la place de notaire sera supprimée, le titulaire ou ses héritiers seront tenus de remettre les minutes et répertoires, dans le délai de deux

discipline qu'il a encourues, le tribunal peut les prononcer, à leur défant, sur la poursuite du ministère public. Bourges, arrêt précité du 23 juillet 1827, *SIR.*, XXVII, 2, 247.—L'art. 53 de la loi de l'an 11, qui autorise le ministère public à poursuivre toutes les suspensions, destitutions et condamnations à l'amende encourues par les notaires, ne doit s'entendre que des peines qui doivent être prononcées par les tribunaux. *Cass.*, 24 juin 1829, *SIR.*, XXIX, 1, 266.—La destitution d'un notaire peut être provoquée d'office par le ministère public, et sans avis préalable de la chambre de discipline. *Cass.*, arrêt précité du 6 avril 1808, *SIR.*, XVII, 2, 161.—Elle peut être prononcée sur cette poursuite d'office, et sans avis préalable de la chambre de discipline. *Cass.*, 13 mai 1807, *SIR.*, VII, 2, 109; 13 décembre 1810, *SIR.*, XI, 1, 237; et Bordeaux, 3 décembre 1827, *SIR.*, XXVIII, 2, 190.—Lorsqu'à la suite d'une démission donnée par un notaire il a été pourvu à son remplacement, et que l'ordonnance portant nomination de son successeur a été exécutée, le ministère public n'est plus recevable à donner suite à une demande en destitution de ce notaire qu'il avait déjà formée; il doit être déclaré non recevable. *Cass.*, 11 juillet 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 511.—Le ministère public peut interjeter appel d'un jugement qui rejette sa demande à fin de destitution d'un notaire. *Cass.*, arrêt précité du 13 mai 1807, *SIR.*, VII, 2, 109.—La signification, sans protestations ni réserves par le ministère public, d'un jugement qui refuse de prononcer la destitution d'un notaire, n'opère pas un acquiescement qui rende le ministère public non recevable à appeler de ce jugement. *Cass.*, 13 décembre 1824, *SIR.*, XXV, 1, 212; *Bull. civ.*, XXVI, 390.—Le ministère public n'est recevable à se pourvoir en cassation contre les jugements qui ont renvoyé des notaires de poursuites exercées contre eux, qu'après avoir épuisé la voie de l'appel. *Cass.*, 20 octobre 1830, *SIR.*, XXXI, 1, 49.—La suspension d'un notaire ne peut être requise incidemment dans une instance où une action en responsabilité est dirigée contre le notaire: elle doit être l'objet d'une action principale devant le tribunal de la résidence du notaire inculpé. Rennes, 9 juillet 1834, *SIR.*, XXXV, 1, 105.

Les tribunaux ne peuvent destituer un notaire, en son absence, et sans l'avoir assigné à comparaitre. Turin, 12 janvier 1810, *SIR.*, X, 2, 385.

La régie de l'enregistrement n'a pas qualité pour poursuivre en son nom la condamnation aux amendes encourues par les notaires; cette condamnation doit être poursuivie par le ministère public, sauf à la régie à poursuivre le recouvrement de ces amendes. *Cass.*, 10 décembre 1822, *SIR.*, XXIII, 1, 156.

C'est à l'autorité administrative, et non à l'autorité judiciaire, qu'il appartient de décider si un notaire est incapable d'exercer ses fonctions. Paris, 23 thermidor an 10, *SIR.*, II, 2, 300.

(1) Le successeur d'un notaire décédé ne peut exiger des héritiers de ce notaire la remise de ses minutes, registres et répertoires, lorsqu'ils les ont remis à un autre notaire du lieu, avant la nomination du réclameur. *Cass.*, 26 nivose an 12, *SIR.*, IV, 2, 66.—Jugé encore que la veuve, restée en possession des minutes de son mari jusqu'à la loi du 25 ventose an 11, a pu les remettre, en exécution de cette loi, à l'un des notaires résidant dans le canton, exclusivement à celui qui n'avait obtenu qu'une commission provisoire de l'administration centrale pour remplacer le notaire décédé. Nîmes, 14 messidor an 12, *SIR.*, IV, 2, 546.—La remise que les héritiers d'un notaire, dont le titre se trouve supprimé, ont fait, volontairement et sans ordonnance du juge, des minutes de leur auteur, à un notaire de leur choix résidant dans le même canton, doit, jusqu'à preuve contraire, être considérée comme définitive; c'est aux héritiers à établir, s'ils le prétendent, que le dépôt n'était que provisoire. Orléans, 11 décembre 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 67.—Les syndics d'un notaire tombé en faillite n'ont pas le droit de traiter avec un autre notaire de la remise des minutes du failli. Bruxelles, 23 mars 1839, *SIR.*, XXXIII, 2, 495.

(2) Lorsqu'un notaire démissionnaire a cédé ses minutes à celui qu'il a présenté pour son successeur, et qui a été nommé par le gouvernement, mais à la charge de fixer sa résidence dans une autre commune du canton, le nouveau notaire n'a pas cessé d'avoir un droit exclusif à la conservation des minutes, quoiqu'il y ait un autre notaire dans la commune où son prédécesseur avait sa résidence. Dijon, 1^{er} avril 1818, *SIR.*, XVIII, 2, 226.

mois du jour de la suppression, à l'un des notaires de la commune, ou à l'un des notaires du canton, conformément à l'article 54.

57. Le commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance est chargé de veiller à ce que les remises ordonnées par les articles précédents soient effectuées; et dans le cas de suppression de la place, si le titulaire ou ses héritiers n'ont pas fait choix, dans les délais prescrits, du notaire à qui les minutes et répertoires devront être remis, le commissaire indiquera celui qui en demeurera dépositaire.—Le titulaire ou ses héritiers en retard de satisfaire aux dispositions des articles 55 et 56, seront condamnés à cent francs d'amende par chaque mois de retard, à compter du jour de la sommation qui leur aura été faite d'effectuer la remise.

58. Dans tous les cas, il sera dressé un état sommaire des minutes remises, et le notaire qui les recevra, s'en chargera au pied de cet état, dont un double sera remis à la chambre de discipline (1).

59. Le titulaire ou ses héritiers, et le notaire qui recevra les minutes, aux termes des articles 54, 55 et 56, traiteront, de gré à gré, des recouvrements, à raison des actes dont les honoraires sont encore dus, et du bénéfice des expéditions. — S'ils ne peuvent s'accorder, l'appréciation en sera faite par deux notaires dont les parties conviendront, ou qui seront nommés d'office parmi les notaires de la même résidence, ou, à leur défaut, parmi ceux de la résidence la plus voisine.

60. Tous dépôts de minutes, sous la dénomination de *chambres de contrats*, *bureaux de tabellionage*, et autres, sont maintenus à la garde de leurs possesseurs actuels. Les grosses et expéditions ne pourront en être délivrées que par un notaire de la résidence des dépôts, ou, à défaut, par un notaire de la résidence la plus voisine. — Néanmoins, si lesdits dépôts de minutes ont été remis au greffe d'un tribunal, les grosses et expéditions pourront, dans ce cas seulement, être délivrées par le greffier (2).

61. Immédiatement après le décès du notaire ou autre possesseur de minutes, les minutes et répertoires seront mis sous les scellés par le juge de paix de la résidence, jusqu'à ce qu'un autre notaire en ait été provisoirement chargé par ordonnance du président du tribunal de la résidence.

TITRE III. — Des notaires actuels.

62. Sont maintenus définitivement tous les notaires qui, au jour de la promulgation de la présente loi, seront en exercice.

63. Sont également maintenus définitivement les notaires qui, au jour de la promulgation de la présente loi, n'ayant point été remplacés, n'auraient interrompu l'exercice de leurs fonctions ou n'auraient été empêchés d'y entrer que pour cause, soit d'incompatibilité, soit de service militaire

(1) Lorsqu'à la cessation de ses fonctions un notaire a fait remise des minutes de son étude à un ou plusieurs autres notaires, et que ceux-ci en ont fait le déplacement, ils sont garans envers lui, par le fait de ce déplacement, des dommages-intérêts auxquels il est condamné envers les parties, par suite de la non-représentation de ses minutes : peu importe qu'aucun état des minutes n'ait été dressé, et qu'il n'en ait été fourni aucun récépissé lors de leur remise. Bourges, 17 juin 1829, *Sin.*, XXXI, 2, 65.

(2) Encore que les notaires ne puissent faire que des copies collationnées des actes dont ils ne sont pas dépositaires, il y a exception à cette règle par l'art. 60 de la loi du 25 ventose an 11, pour les actes faisant partie des minutes connues sous le nom de *chambres de contrats*, *bureaux de tabellionage* et autres, et qui restent à la garde de leurs possesseurs actuels : en ce cas, les notaires peuvent délivrer des grosses et même de simples expéditions, sans les soumettre à l'enregistrement et sans les inscrire sur leur répertoire; ils ne sont assujétis à cette double formalité que s'ils délivrent des copies collationnées. Décis. minist., 18 avril 1809, *Sin.*, IX, 2, 313.

64. Tous lesdits notaires exerceront ou continueront d'exercer leurs fonctions, et conserveront rang entre eux, suivant la date de leurs réceptions respectives. — Mais ils seront tenus, dans les trois mois du jour de la publication de la présente loi, — 1° De remettre au greffe du tribunal de première instance de leur résidence, et sur un récépissé du greffier, tous les titres et pièces concernant leurs précédentes nomination et réception; — 2° De se pourvoir, avec ce récépissé, auprès du gouvernement, à l'effet d'obtenir du premier consul une commission confirmative, dans laquelle seront rappelés la date de leurs nomination et réception primitives, ainsi que le lieu fixe de leur résidence (1).

65. Dans les deux mois qui suivront la délivrance de cette commission, chacun desdits notaires sera tenu de prêter le serment prescrit par l'article 47, et de se conformer aux dispositions de l'article 49 pour le dépôt des signatures et paraphe. — Le présent article et le précédent seront exécutés, à peine de déchéance (2).

66. Les notaires qui réunissent des fonctions incompatibles seront tenus, dans les trois mois du jour de la publication de la présente loi, de faire leur option, et d'en déposer l'acte au greffe du tribunal de première instance de leur résidence; sinon, ils seront considérés comme ayant donné leur démission de l'état de notaire, et remplacés; et dans le cas où ils continueraient à l'exercer, ils encourront les peines prononcées par l'article 52.

67. A compter du jour de leur option, ils auront un délai de trois mois pour obtenir la commission du premier consul, et pour remplir les formalités prescrites aux articles 47 et 49; le tout sous les mêmes peines.

Dispositions générales.

68. Tout acte fait en contravention aux dispositions contenues aux articles 6, 8, 9, 10, 14, 20, 52, 64, 65, 66 et 67, est nul, s'il n'est pas revêtu de la signature de toutes les parties; et lorsque l'acte sera revêtu de la signature de toutes les parties contractantes, il ne vaudra que comme écrit sous signature privée; sauf, dans les deux cas, s'il y a lieu, les dommages-intérêts contre le notaire contrevenant (3).

(1) Un ancien notaire a pu recevoir un acte dans toute l'étendue du département de sa résidence, pendant l'espace de temps qui s'est écoulé depuis la présente loi, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu d'une nouvelle commission, conformément à cet article. Cass., 6 avril 1809, *Sir.*, IX, 1, 277. — S'il n'a pas été pourvu d'une commission nouvelle dans les délais fixés par cet article, il n'a pu continuer d'instrumenter valablement dans l'étendue du ressort fixé par les lois des 29 septembre—6 octobre 1791 et 18 brumaire an 2. Cass., 10 décembre 1816, *Sir.*, XVIII, 1, 54.

(2) Le notaire qui n'a pas remis ses titres et pièces au greffe du tribunal, dans le délai de trois mois, aux termes de cet article, est, par cela seul, déchu de plein droit de ses fonctions: en conséquence, un testament qu'il a reçu après l'expiration de ce délai, est nul. Turin, 21 avril 1807, *Sir.*, VII, 2, 668.

(3) L'acte notarié revêtu de la signature des parties, qui ne peut valoir comme acte authentique, vaut comme acte sous seing privé. Cass., 28 brumaire an 14, *Sir.*, VI, 2, 614. — Mais l'acte notarié, nul comme acte public, ne vaut pas comme acte sous seing privé si, étant passé entre trois personnes, dont deux solidaires pour un même objet, il manque de la signature d'une des parties solidaires. Cass., 27 mars 1812, *Sir.*, XII, 1, 369; Metz, 24 février 1831, *Sir.*, XXXI, 2, 199; et Cass., 26 juillet 1832, *Sir.*, XXXII, 1, 492. — L'acte public, nul pour défaut de forme, mais signé de toutes les parties, peut valoir comme acte sous seing privé, encore qu'il ne soit pas fait double. Bruxelles, 17 juin 1812, *Sir.*, XIII, 2, 67; et Cass., 8 mai 1827, *Sir.*, XXVII, 1, 453. — Il n'est pas besoin non plus, pour valoir comme acte sous seing privé, qu'il contienne la mention du fait double, si d'ailleurs il est signé de toutes les parties. Paris, 13 avril 1813, *Sir.*, XIV, 2, 255. — Un contrat notarié, qui ne porte pas la mention que le notaire l'a signé, ne vaut que comme acte sous seing privé, encore qu'il porte la signature du notaire. Besançon, 5 décembre 1809, *Sir.*, X, 2, 260. — Mais s'il n'a jamais été revêtu de la signature du notaire, il ne vaut pas comme acte sous seing privé, quoique signé par toutes les

69. La loi du 6 octobre 1791, et toutes autres, sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente (1).

parties, s'il ne renferme pas tout ce qui est nécessaire pour la validité d'un acte privé. Paris, 17 décembre 1829, *SIN.*, XXX, 2, 119.

L'art. 68 de la loi du 25 ventose an 11, qui rend les notaires responsables des nullités qu'ils commettent dans les actes de leur ministère, n'est pas applicable lorsque la nullité provient également du fait des parties; spécialement, lorsque les parties ont passé devant le notaire un acte déclaré nul par la loi. Bourges, 28 août 1832, *SIN.*, XXXIV, 2, 38. — Cet article n'est applicable qu'aux nullités résultant du dol ou d'une erreur comparable au dol; il ne l'est pas au cas d'erreurs sur lesquelles il y a diversité d'opinions parmi les juriconsultes: ainsi, lorsqu'un testament a été déclaré nul, par cela seul que l'un des parents du notaire avait été institué légataire, le notaire n'est pas responsable des suites de la nullité. Douai, 29 mai 1810, *SIN.*, XI, 2, 359. — Il en est de même au cas où le testament a été annulé parce qu'il contenait des dispositions indirectes au profit du notaire rédacteur, en ce que ce notaire se trouvait au nombre des débiteurs du testateur, débiteurs auxquels le testament accordait un sursis, d'une manière générale. Riom, 28 juillet 1829, *SIN.*, XXIX, 2, 317. — A plus forte raison doit-il en être ainsi, en ce que l'un des témoins instrumentaires se serait aussi trouvé débiteur du testateur, mais à l'insu du notaire. Même arrêt. — Jugé encore que les notaires ne sont garans des actes de leur ministère que pour dol personnel ou erreur grossière, équipollente à dol; on ne peut considérer comme faute grave donnant ouverture à responsabilité la négligence du notaire à insérer dans un testament la mention expresse de la lecture en présence des témoins, encors qu'avant la rédaction du testament la partie ait présenté une formule d'acte que le notaire n'a point voulu suivre. Rouen, 7 juin 1809, *SIN.*, IX, 2, 403. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire qu'il y a faute lourde, équipollente à dol, ou ignorance crasse, donnant ouverture à la responsabilité du notaire, si cet officier ne mentionne pas convenablement la lecture du testament en présence des témoins, et si, par suite, le testament est annulé. Colmar, 4 juillet 1809, *SIN.*, IX, 2, 405. — Jugé encore que les notaires sont responsables des nullités de leurs actes, lorsque ces nullités peuvent être attribuées à leur négligence; et qu'il n'y a pas besoin, pour donner lieu à la responsabilité, qu'il y ait dol ou fraude de leur part. Bourges, 28 juillet 1829, *SIN.*, XXX, 2, 297.

Le notaire qui a négligé de dresser l'acte d'une obligation conçue devant lui, est passible des dommages-intérêts des parties. Riom, 28 février 1825, *SIN.*, XXV, 2, 389. — *Idem*, si le notaire a été trompé sur le nom et la personne de la partie contractante. Paris, 12 thermidor an 12, *SIN.*, XVII, 2, 161. — Il est responsable de l'individualité des parties et du dommage résultant de ce qu'elles ont pris de faux noms dans l'acte. Arrêts précités, Toulouse, 28 janvier et 19 décembre 1820, *SIN.*, XXII, 2, 137 et 138. — *Idem*, même dans le cas où les parties se sont présentées d'elles-mêmes et spontanément devant le notaire, qui n'a fait que prêter son ministère à leur demande. Cass., 17 mars 1828, *SIN.*, XXVIII, 1, 363. — *Idem*, et la négligence du notaire ne peut être excusée, sur le motif que l'une des parties avait dû lui inspirer toute confiance. Cass., arrêt précité, 30 décembre 1828, *SIN.*, XXIX, 1, 4; Bull. civ., XXX, 309. — A moins pourtant que l'une des parties n'ait certifié au notaire l'individualité de celle qui s'est présentée sous un faux nom. Cass., arrêt précité du 17 mars 1828. — Le notaire n'est pas tenu de faire constater les prénoms des parties, et n'est pas responsable de leurs fausses déclarations à cet égard. Cass., arrêt précité, 8 janvier 1823, *SIN.*, XXIII, 1, 153. — Enfin, les notaires ne sont pas responsables de l'insapacité des parties qui se présentent devant eux pour contracter. Alger, 17 avril 1833, *SIN.*, XXXIII, 2, 620.

Le notaire, rédacteur d'un testament déclaré nul à cause de l'inobservation d'une formalité prescrite par la loi de l'an 11 pour la validité des actes notariés en général, peut être déclaré non responsable de la nullité, si le testament a été passé à une époque où l'application de la loi de ventose à la rédaction des testaments était controversée. Lyon, 18 janvier 1832, *SIN.*, XXXII, 2, 363. — L'omission de la date dans un testament constitue, de la part du notaire, une faute grave, donnant lieu à responsabilité. Rouen, 24 juillet 1828, *SIN.*, XXIX, 2, 252. — Jugé en sens contraire, surtout s'il n'y a ni fraude ni dol de la part du notaire. Riom, arrêt précité, 10 janvier 1810, *SIN.*, XI, 2, 344.

Le notaire n'est pas responsable des surcharges qui ont pu faire annuler quelques mots d'une donation et qui ont entraîné la réduction de cette donation, s'il n'est pas établi que la volonté du donateur était autre que celle exprimée dans l'acte. Cass., 27 juillet 1825, *SIN.*, XXVI, 2, 127.

Un notaire n'encourt point de responsabilité pour avoir, dans la mention de l'écriture d'un

(1) Les lois nouvelles sur l'enregistrement et le notariat ont abrogé les déclarations de 1696 et 1699, qui défendaient aux notaires d'écrire et de signer comme témoins des actes sous signature privée. Cass., 30 novembre 1807, *SIN.*, VIII, 1, 85.

N° 788. =26 ventose—6 germinal an 11 (17—27 mars 1803).—*Loi relative au mariage* (1). (III, Bull. CCLIX, n° 2443.)

testament, mis le mot *rédigé* à la place du mot *écrit*. Colmar, 11 février 1815, *Sir.*, XVIII, 2, 159. — Mais il est responsable de l'omission de la mention de la déclaration faite par le testateur, qu'il ne savait ou ne pouvait signer. Cass., 14 mai 1822, *Sir.*, XXIII, 1, 185. — Il est également responsable de l'omission de la mention de la lecture du testament au testateur. Grenoble, 13 juillet 1831, *Sir.*, XXXII, 2, 299. — Il en est de même au cas où le notaire n'a pas pris soin de faire signer les parties, dans un contrat de donation, ou lorsque, dans l'expédition de ce contrat, il a faussement énoncé que les signatures existaient sur la minute. Paris, 1^{re} floréal an 11, *Sir.*, III, 2, 298.

Le notaire n'est point responsable de l'incapacité des témoins d'un testament. Trèves, 18 novembre 1812, *Sir.*, XIII, 2, 366. — Par exemple, de l'incapacité résultant de ce que l'un des témoins ne comprenait pas la langue française. Metz, 30 avril 1833, *Sir.*, XXXIII, 2, 549. — Il est ou peut être déclaré responsable de la nullité d'un testament, pour incapacité de l'un des témoins résultant de la parenté de ce témoin avec l'un des légataires. Cass., 15 janvier 1835, *Sir.*, XXXV, 1, 535. — Les notaires doivent s'assurer de la capacité des témoins appelés aux testaments, comme de ceux appelés à tous autres actes notariés. Même arrêt. — Le notaire qui, dans un contrat de mariage, au lieu de se faire assister par des témoins, se contente de deux parents, simples assistants des parties contractantes, commet une faute lourde, équipollente à dol, et dont il est responsable. Colmar, 16 mars 1813, *Sir.*, XIV, 2, 5. — Toutefois, le notaire n'est pas responsable de la parenté prohibée des témoins avec les parties. Riom, 20 novembre 1818, *Sir.*, XX, 2, 1. — Jugé encore que la parenté prohibée des témoins d'un contrat de mariage avec les parties contractantes ne peut être une cause de responsabilité de la part du notaire rédacteur, si le contrat remonte à une époque rapprochée du Code civil, parce qu'alors il existait, sur la nécessité de l'assistance de deux témoins au contrat de mariage, diversité d'opinions et de jurisprudence. Riom, 28 mai 1824, *Sir.*, XXVI, 2, 98.

L'omission de la mention de la signature des témoins dans un acte notarié constitue, de la part du notaire rédacteur, une faute grave de nature à le rendre responsable de la nullité qui en résulte. Paris, 25 mai 1826, *Sir.*, XXVII, 2, 48; et Bourges, 28 juillet 1829, *Sir.*, XXXI, 2, 297. — Toutefois, l'omission de la mention d'une seule signature dans un acte qui en contient plusieurs autres, n'entraîne pas de responsabilité de la part du notaire, quand même il en résulterait une nullité. Douai, 7 mai 1819, *Sir.*, XX, 2, 127. — Mais le notaire est responsable de la nullité d'un acte, résultant de ce qu'il ne l'a pas signé; il ne peut alléguer pour excuse que, n'ayant pas reçu des parties les fonds pour l'enregistrement, il n'a pas signé l'acte afin de n'être pas obligé de le faire enregistrer. Bourges, 29 avril 1823, *Sir.*, XXIV, 2, 34.

Le notaire qui, dans l'expédition d'un acte qu'il délivre, attribue par erreur à cet acte une date autre que celle qui lui appartient, est responsable des conséquences que peut avoir pour les parties la fausseté de la date portée en l'expédition. Bourges, arrêt précité du 28 août 1832, *Sir.*, XXXIV, 2, 38. — Mais l'erreur commise par un notaire dans l'expédition d'un contrat peut n'entraîner contre lui aucune responsabilité, encore qu'elle ait donné lieu à une transaction entre les parties, si le dommage résultant de l'erreur est, relativement à l'objet du contrat, d'une valeur tellement minime qu'elle ne paraisse pas avoir été l'unique cause de la transaction. Cass., 19 janvier 1832, *Sir.*, XXXII, 1, 663.

Le notaire en second qui signe un acte est responsable, vis-à-vis des parties intéressées, de la fausseté de cet acte. Rennes, 19 juillet 1834, *Sir.*, XXXIV, 2, 481. — Mais le notaire qui signe en second l'expédition d'un acte n'est point responsable des fausses énonciations qu'elle renferme. Paris, 25 janvier 1834, *Sir.*, XXXIV, 2, 81.

Quant à l'étendue de la responsabilité du notaire, une fois reconnue, on a jugé que la responsabilité du notaire rédacteur d'un testament annulé pour vice de forme, ne s'étend pas nécessairement à toute la perte que le légataire éprouve par l'annulation du testament; et que les usages peuvent se borner à prononcer des dommages-intérêts qui, sans être l'équivalent de la perte éprouvée, peuvent cependant être considérés comme une peine suffisante de la faute commise. Caen, 27 août 1827, *Sir.*, XXVIII, 2, 187. — Que, lorsque l'inobservation des formalités voulues, à peine de nullité, dans un testament authentique, a eu lieu au su et dans l'intérêt de l'héritier institué, celui-ci, après l'annulation du testament, n'a pas de recours contre le notaire rédacteur.

(1) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 14—24 ventose an 11 (5—25 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.

Voyez encore le Cod. civ., liv. 1^{re}, tit. V, art. 144 et suiv. — Voyez aussi le décret du 20—25 septembre 1792, sur l'état civil, tit. IV, concernant les conditions et formalités du mariage, et les notes qui résument toute la législation de la matière.

N° 789.—26 ventose an 11 (17 mars 1803).—**ARRÊTÉ** contenant des rectifications aux cantons qui forment les justices de paix dans plusieurs départemens. (III, Bull. CCLXII, n° 2526.)

teur pour le montant du legs, et qu'il y a lieu seulement de condamner le notaire aux frais et dépens du procès. Cass., 15 janvier 1823, *SIR.*, XXIV, 2, 269.

Il a été rendu encore sur la responsabilité des notaires plusieurs décisions que nous croyons devoir mentionner ici, quoiqu'elles ne prennent pas leur source dans les dispositions spéciales de la loi du 25 ventose an 11, relatives aux formalités des actes notariés : mais elles forment le complément de celles qui précèdent ; et l'on y retrouve l'application des mêmes principes généraux.

Ainsi, on a jugé que le notaire commis par un tribunal pour procéder à une vente sur publications volontaires, commet une faute lourde qui le rend responsable de la nullité de la vente s'il omet de faire apposer les affiches, de faire faire les insertions prescrites par les art. 960 et suiv. du Cod. proc., et d'appeler à la vente les parties intéressées. Colmar, 4 juin 1830, *SIR.*, XXX, 2, 334. — Que le notaire qui a reçu et accepté le mandat de procurer un placement sur hypothèque, peut être déclaré responsable du défaut de solidité du placement, s'il a négligé de se livrer aux investigations qui pouvaient l'éclairer sur la position de l'emprunteur. Toulouse, 30 mai 1829, *SIR.*, XXX, 2, 144 ; et Rennes, 9 juillet 1834, *SIR.*, XXXV, 2, 105. — Jugé en sens contraire. Paris, 26 janvier 1833, *SIR.*, XXXIII, 2, 157. — Jugé encore que le notaire, par les conseils duquel a eu lieu un placement de fonds, n'est pas, à raison de ces simples conseils, responsable de la solidité du placement, lorsque, d'ailleurs, il n'a point agi comme mandataire salarié. Paris, 16 août 1832, *SIR.*, XXXII, 2, 567. — Que la négligence ou omission d'un notaire, devant lequel est passé un acte de prêt, de faire connaître au prêteur la position de l'emprunteur (connue de lui), n'entraîne aucune responsabilité contre le notaire à raison des suites dommageables du prêt. Même arrêt. — Que le notaire auquel un de ses clients s'est adressé pour faire un placement d'argent, n'est pas garant de la solidité du placement, en telle sorte qu'il doive répondre de l'insuffisance de la valeur de l'immeuble offert en hypothèque, si d'ailleurs il s'est borné à une simple indication de ce placement, sans se constituer le mandataire du prêteur, et sans se charger de prendre des renseignements sur la solvabilité de l'emprunteur. Paris, 22 mai 1832, *SIR.*, XXXII, 2, 459. — Que le notaire qui, en prêtant une somme d'argent sur simple billet, pour le compte de son client, même à des personnes désignées par le client lui-même, néglige de faire signer le billet en sa présence, peut ensuite, si la signature de l'un des emprunteurs est reconnue fautive, être responsable des suites de sa négligence. Angers, 28 mars 1833, *SIR.*, XXXIII, 2, 179. — Qu'enfin, le notaire qui, en recevant un contrat d'hypothèque, n'a pas exigé du débiteur la justification de son droit de propriété, n'a pas commis une faute grave qui le rende responsable envers le créancier de l'efficacité de l'hypothèque, par suite de la résolution ultérieurement prononcée pour défaut de paiement du prix : qu'il en serait autrement, si le notaire avait été conseil du créancier. Paris, 27 novembre 1834, *SIR.*, XXXV, 2, 141. — En tout cas, les dommages-intérêts dus alors par le notaire ne s'étendent pas nécessairement à la totalité de la somme placée, et ils peuvent, selon les circonstances, être restreints par les juges. Arrêt précité du 30 mai 1829. — Le notaire qui délivre un certificat de propriété d'une rente sur l'état, à un individu pourvu d'un conseil judiciaire, n'est pas obligé de mentionner cette circonstance dans son certificat ; et son silence à cet égard ne peut le rendre responsable de l'aliénation de la rente, consentie sans l'assistance du conseil judiciaire, et en vertu du certificat de propriété. Cass., 8 août 1827, *SIR.*, XXVII, 1, 425 ; Bull. civ., XXIX, 260.

Le notaire qui, dans l'acte de main-levée d'une inscription hypothécaire, énonce par erreur le numéro d'une autre inscription que celle à radier, existant au profit du même créancier sur le même débiteur, est responsable du dommage causé par cette erreur au créancier : toutefois, la responsabilité, dans ce cas, ne doit pas être étendue à toute la perte éprouvée par le créancier, parce que celui-ci, partie à l'acte, se trouve avoir participé personnellement à l'erreur commise. Lyon, 13 avril 1832, *SIR.*, XXXIII, 2, 393.

Le notaire, chargé de faire rayer des inscriptions hypothécaires, et qui a reçu les fonds nécessaires à ce sujet, doit être considéré comme mandataire de son client ; il est tenu de payer l'intérêt des sommes qu'il n'a pas employées conformément au mandat : il peut même, suivant les circonstances, être condamné en des dommages-intérêts. Paris, 14 février 1823, *SIR.*, XXIII, 2, 261. — Les fonds confiés à un notaire pour opérer un placement doivent être considérés comme lui étant confiés par suite de ses fonctions : en conséquence, le notaire est passible de la contrainte par corps pour la restitution de ces fonds, lorsqu'au lieu d'en faire le placement, il en a disposé à son profit. Lyon, 3 février 1830, *SIR.*, XXX, 2, 122 ; Cass., 18 novembre 1834, *SIR.*, XXXIV, 1, 777 ; Bull. civ., XXXVI, 218 ; et plusieurs autres arrêts. — Un notaire peut être

N° 790. = 26 ventose an 11 (17 mars 1803). — *AVIS du conseil d'état portant que la comparution volontaire ou forcée de celui qui a été condamné par contumace par une cour de justice criminelle spéciale, anéantit l'arrêt de compétence tout aussi bien que l'arrêt définitif* (1). (Sirey, tome VII, partie 2, page 878.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi du gouvernement, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand-juge ministre de la justice, relatif à la question de savoir si la présence d'un accusé dans les prisons d'un tribunal spécial, anéantit le jugement de compétence rendu pendant sa contumace, ou si ce jugement doit subsister après son arrestation, est d'avis que la loi du 18 pluviôse an 9, portant établissement des tribunaux spéciaux, n'ayant point prévu le cas de la contumace, il paraîtrait convenable de recourir au Code des délits et des peines qui forme le droit commun.

26 ventose an 11. = *Nombre des juges à Paris et à Rouen; Age nécessaire pour être juge, etc.*, voyez 16 du même mois.

27 ventose an 11. = *Jouissance et privation des droits civils*, voyez 17 du même mois.

N° 791. = 28 ventose — 8 germinal an 11 (19 — 29 mars 1803). — *Loi relative aux droits de pâturage, pacage et autres usages dans les forêts nationales.* (III, Bull. CCLXII, n° 2535.)

Art. 1^{er}. Les communes et particuliers qui se prétendront fondés par titres ou possession, en droits de pâturage, pacage, chauffage, et autres usages de bois tant pour bâtiment que pour réparations dans les forêts nationales, seront tenus, dans les six mois qui suivront la publication de la présente loi, de produire, sous récépissé, aux secrétariats des préfectures et sous-préfectures, dans l'arrondissement desquelles les forêts prétendues grevées desdits droits se trouvent situées, les titres ou actes possessoires dont ils infèrent l'existence; sinon, et ce délai passé, défenses leur sont faites d'en continuer l'exercice, à peine d'être poursuivis et punis comme délinquants (2).

déclaré responsable du déficit des sommes reçues par ses eleres, au dessus de simples expéditionnaires, dans son étude, en son absence. Cass., 2 décembre 1824, S^{ir.}, XXV, 1, 196.

Un notaire qui règle les conventions de ses eliens d'une manière conforme à la vérité, mais qui, en cela, donne lieu à des droits d'enregistrement qu'il aurait pu éviter, au moyen d'une rédaction différente, ne commet point une faute qui le rende responsable envers les eliens du droit d'enregistrement qui aurait pu être évité. Cass., 24 août 1825, S^{ir.}, XXVI, 1, 2; Bull. civ. XXVII, 304. — Et la question de savoir si, dans ce cas, le notaire a encouru quelque responsabilité, est plus une question de *droit* que de fait, dont l'examen rentre dans les attributions de la cour de cassation. Même arrêt. — Le notaire est responsable, même vis-à-vis des contractants, du défaut d'enregistrement des actes par lui reçus, encore que les parties ne lui aient remis aucune somme pour faire enregistrer; mais la responsabilité du notaire cesse, lorsque, abstraction faite de la faute par lui commise, il en a été commis par la partie une autre qui lui serait également dommageable. Nîmes, 14 février 1813, S^{ir.}, XIV, 2, 64.

La responsabilité encourue par un notaire qui, par sa faute, a commis des nullités dans un contrat, doit être subie par ses héritiers, mais avec moins de rigueur, surtout si l'action en responsabilité n'est exercée qu'après nombre d'années, et s'il y a lieu de penser que le notaire aurait pu avoir des moyens justificatifs qui ne se retrouvent pas à la portée des héritiers. Angers, 9 mars 1825, S^{ir.}, XXVI, 2, 181.

(1) Voyez le décret du 4 thermidor an 2 (22 juillet 1794), et les notes.

(2) Voyez, sur le même objet, la loi du 19 — 29 germinal an 11 (9 — 19 avril 1803), et

2. Les communes et particuliers dont les droits d'usage ont été reconnus et fixés par les états arrêtés au ci-devant conseil, sont dispensés de la formalité prescrite par l'article précédent.

29 ventose an 11. — *Exercice de la médecine*, voyez 19 du même mois.

N^o 792. — 30 ventose — 10 germinal an 11 (21 — 31 mars 1803). — **LOI sur le divorce** (1). (III, Bull. CCLXI, n^o 2524.)

30 ventose an 11. — *Actes de l'état civil*, voyez 20 du même mois.

1^{er} germinal an 11. — *Pêche à la drège, etc.; Fabriques et manufactures qui favorisent la contrebande*, voyez 21 ventose précédent.

celle du 14 — 24 ventose an 12 (5 — 15 mars 1804), qui ordonnent la production des jugemens qui ont reconnu aux communes des droits d'usage dans les forêts nationales. — Voyez aussi, sur le mode d'exercice du droit de pâturage et autres droits d'usage, l'arrêté du 5 vendémiaire an 6 (26 septembre 1797), et les notes; et spécialement les art. 61 et suiv. du Code forestier du 21 mai — 31 juillet 1827; et les art. 109 et suiv. de l'ordonnance du 1^{er} août suivant, rendue pour l'exécution de ce code.

Entre une commune stipulant pour ses droits d'usage, et l'administration domaniale stipulant pour l'état, le ministre n'est pas un véritable juge; il n'est que l'administrateur supérieur, en matière de gestion domaniale: ainsi, le règlement du droit d'usage doit être porté en conseil d'état, si la commune n'adhère pas à l'avis du ministre. Arr. du cons., 21 mars 1821, Sra., Jur. du cons., V, 574. — Lorsqu'une commune et le domaine ont respectivement consenti à la conversion d'un droit d'usage non contesté, sur une forêt royale, en une redevance annuelle de stères de bois, le ministre des finances n'a pas qualité pour fixer la quotité de la redevance sans l'adhésion de la commune. Arr. du cons., 21 mars 1821, Mac., I, 393.

L'arrêté d'un conseil de préfecture en faveur d'une commune, sur la question de savoir si elle est fondée dans un droit d'usage, est réputé un simple avis, une simple consultation, lorsque le conseil de préfecture a été ainsi comme conseil domanial, en exécution de la loi du 28 ventose an 11. Arr. du cons., 2 février 1821, Sra., Jur. du cons., V, 541. — C'est aux tribunaux, et non à l'autorité administrative qu'il appartient de prononcer sur les questions relatives aux droits d'usage dont se prévaudraient les habitants d'une commune pour faire des coupes de bois dans les forêts nationales, lorsque ce droit leur est contesté. Arr. du cons., 23 avril 1807, Sra., Jur. du cons., I, 77. — Jugé encore que c'est aux tribunaux, et non à l'autorité administrative, qu'il appartient de prononcer sur la validité d'un titre en vertu duquel une commune réclame l'exercice d'un droit de pacage ou de dépaissance. Arr. du cons., 6 février 1811, Sra., Jur. du cons., I, 461. — *Idem*, lorsqu'il s'agit de déterminer l'étendue d'un droit de pâturage prétendu par une commune dans une forêt de l'état. Arr. du cons., 23 juillet 1823, Mac., V, 495. — Jugé encore qu'une décision ministérielle qui se borne à reconnaître, au nom du domaine, les droits d'usage acquis à des habitants d'une commune, sur un bois national, ne fait pas obstacle à ce que les parties discutent devant les tribunaux l'étendue des droits d'usage ou la qualité de ceux qui prétendent les exercer. Arr. du cons., 23 janvier 1824, Mac., VI, 22. — Jugé enfin que, lorsque les demandes adressées par une commune au préfet, et soumises à la décision du conseil de préfecture, n'ont pas seulement pour objet d'obtenir la délivrance en nature des coupes de bois en litige, mais qu'elles tendent aussi à ce qu'elle soit maintenue, à l'exclusion de l'état, dans la jouissance pleine et entière et sans part d'autrui, dans lesdites coupes, cela constitue une question de propriété dont il n'appartient qu'aux tribunaux de connaître. Arr. du cons., 27 août 1828, Mac., X, 653.

Le dépôt de titres, fait au secrétariat de la préfecture, en exécution de la présente loi, n'a point interrompu la prescription des droits d'usage, en ce sens qu'il puisse tenir lieu de la reconnaissance desdits droits. Cass., 21 mars 1832, Sra., XXXII, 1, 470; Bull. civ., XXXIV, 47; et plusieurs autres arrêts.

L'art. 2 du tit. III du décret du 20 août 1792, qui a suspendu, pendant cinq ans, la prescription des droits corporels et incorporels, ne s'applique pas à des droits d'usage dans une forêt. Cass., 27 août 1834, Sra., XXXIV, 1, 609; Bull. civ., XXXVI, 190; et plusieurs autres arrêts.

(1) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 14 — 24 ventose an 11 (5 — 15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.

Voyez encore Cod. civ., liv. 1^{re}, tit. VI, art. 229 et suiv. — Voyez aussi le décret du 20 — 25 septembre 1792, sur le divorce, et les notes qui résument toute la législation de la matière.

N° 793.—2 germinal an 11 (23 mars 1803). = ARRÊTÉ contenant règlement sur l'artillerie (1). (III, Bull. CCLXV, n° 2576.)

TITRE 1^{er}. — De l'avancement.

Art. 1^{er}. Les artificiers de chaque compagnie, dans l'artillerie à pied et dans l'artillerie à cheval, seront choisis parmi les canonniers ayant au moins deux ans de service.

2. Les caporaux et brigadiers seront pris parmi les premiers canonniers.

3. Les fourriers, sergens, maréchaux-des-logis, seront pris parmi les caporaux, brigadiers et artificiers.

4. Les sergens-majors, maréchaux-des-logis chefs et conducteurs d'artillerie seront pris parmi les sergens-fourriers et maréchaux-des-logis.

5. Les seconds lieutenans seront pris parmi les élèves sous-lieutenans, les sergens-majors et maréchaux-des-logis chefs.—Les gardes d'artillerie et adjudans sous-officiers seront pris parmi les sergens-majors et les maréchaux-des-logis chefs seulement.

6. Les premiers lieutenans seront pris parmi les seconds lieutenans et les adjudans sous-officiers.

7. Les capitaines seront pris parmi les premiers lieutenans ;—Les chefs de bataillon, parmi les capitaines ;—Les chefs de brigade, parmi les chefs de bataillon ;—Les généraux de brigade, parmi les chefs de brigade ;— Les généraux de division, parmi les généraux de brigade.

TITRE II. — Des conditions nécessaires à l'avancement.

8. En temps de guerre, nul ne pourra être artificier, s'il ne sait lire couramment et écrire sous la dictée, et les quatre règles de l'arithmétique. Il devra en outre connaître les devoirs du canonnier dans toutes les circonstances du service, et les différentes manœuvres de l'artillerie.

9. Tout caporal ou brigadier devra seulement posséder les connaissances des différentes manœuvres de l'artillerie, et particulièrement être au fait du pointage, et être instruit des principales dispositions du Code pénal, afin d'en instruire les soldats de sa chambrée.

10. Tout maréchal-des-logis, ou sergent et fourrier, devra être instruit et rendre raison des différens devoirs de son grade.—Il devra, en outre, être en état d'enseigner les différentes manœuvres de l'artillerie aux nouveaux canonniers, et savoir les principaux détails de la comptabilité d'une compagnie.

11. Tout sergent-major ou maréchal-des-logis chef, outre les connaissances exigées pour les sergens et maréchaux-des-logis, devra y joindre, dans toute son étendue, celles de la comptabilité d'une compagnie.

12. Tout second lieutenant sortant des sous-officiers, et tout adjudant sous-officier, devra être instruit à fond des connaissances exigées pour les grades inférieurs, et avoir des notions générales de la fortification permanente et de campagne.

13. En temps de paix, et lorsque quatre compagnies seront réunies d'une

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 18 floréal an 3 (7 mai 1795), le résumé des réglemens qui ont réorganisé nombre de fois l'artillerie.

Voyez notamment les ordonnances des 12 mai—8 juin 1814, 16 juillet—11 août 1815, 31 août—12 septembre et 22—26 septembre même année, 27 février—30 mars 1825, 5—27 août 1829 et 18—28 septembre 1833.

Ces ordonnances rendent sans intérêt plusieurs des dispositions du présent arrêté, notamment celles qui concernent l'admission aux grades supérieurs ; mais il en est une foule d'autres, par exemple, celles qui déterminent les connaissances nécessaires pour l'admission aux grades inférieurs, qui ne nous paraissent nullement abrogées.

manière stable dans le même lieu, il sera exigé en outre :—Pour les sergens et maréchaux-des-logis, la connaissance des quatre règles et des fractions démontrées d'après le cours en usage, et des notions de la fortification ; — Pour les sergens-majors et maréchaux-des-logis chefs, la connaissance de l'arithmétique entière ; — Pour les seconds lieutenans sortant des sous-officiers, et les adjudans sous-officiers, la connaissance de l'arithmétique et des élémens de géométrie, de trigonométrie et de fortification, d'après le cours qui sera fait à leur usage.

TITRE III. — Du choix dans les différens grades et du mode d'avancement (1).

14. A l'avenir, il sera formé des listes de candidats pour chaque grade, de la manière suivante.

15. Les officiers de chaque compagnie nommeront, à la pluralité des voix, les deux canonniers de leur compagnie qu'ils croiront les plus propres à remplir les fonctions d'artificier.—La voix du commandant de la compagnie comptera pour deux.

16. Ils choisiront de la même manière les deux premiers canonniers qu'ils croiront les plus propres à remplir les fonctions de caporal ou brigadier ; — Les caporaux ou brigadiers ou artificiers qu'ils croiront les plus propres à remplir les fonctions de sergens, maréchaux-des-logis ou fourriers ; — Le sergent ou maréchal-des-logis le plus propre à remplir les fonctions de sergent-major ou de maréchal-des-logis en chef.

17. Il sera formé une liste des sujets choisis dans chaque compagnie, et des sergens-majors ou maréchaux-des-logis du régiment ou bataillon, pour être examinés de la manière suivante.

18. Chacun des sergens-majors ou maréchaux-des-logis chefs sera examiné par un jury, composé dans chaque école :—Du commandant de l'école ; — D'un chef de brigade ; — De deux chefs de bataillon ; — Du professeur de mathématiques. — Chacun des sujets compris dans le reste de la liste de chaque régiment sera examiné par un jury composé :—Du chef de brigade commandant le régiment ; — De deux chefs de bataillon choisis par lui ; — D'un professeur de mathématiques, — Et du capitaine de la compagnie dont les sujets seront examinés. — Pour les détachemens, le jury sera composé des trois officiers les plus élevés en grade.

19. L'examen de chaque individu roulera sur les objets exigés pour chaque grade dans le titre précédent.

20. Les sujets qui ne seraient pas jugés capables par le jury seront effacés de la liste ; ils seront remplacés par d'autres sujets présentés dans la même forme, excepté les sergens-majors et maréchaux-des-logis chefs.

21. Cette liste, ainsi rectifiée, formera celle des candidats pour l'avancement, servira pendant une année entière, sera renouvelée au 1^{er} vendémiaire de chaque année, et faite par ancienneté pour chaque grade.

22. Lorsqu'il vaquera une place d'artificier, le commandant de la compagnie présentera trois sujets parmi les six plus anciens candidats, au commandant du corps, qui choisira.

23. L'ordre établi dans l'article précédent sera suivi pour chacun des grades de caporal et de sergent, de brigadier et de maréchal-des-logis.

24. Le capitaine commandant de la compagnie dans laquelle il viendra à vaquer une place de fourrier, de sergent-major, ou de maréchal-des-logis chef, désignera trois sujets au chef de brigade, qui choisira.

(1) Voyez spécialement, sur l'avancement dans le corps de l'artillerie, les réglemens cités au vote du titre du decret du 16—27 avril 1791.

25. Les adjudans sous-officiers et les adjudans-majors seront au choix des chefs titulaires de corps. Les adjudans-majors ne seront pris que parmi les premiers lieutenans, et pourront être conservés dans cet emploi jusqu'à ce que leur rang les porte au grade de capitaine commandant.

26. Lorsqu'il reviendra une place de second lieutenant aux sous-lieutenans, les six plus anciens officiers du grade le plus élevé dans chaque régiment d'artillerie à pied, les trois plus anciens du grade le plus élevé dans les bataillons de pontonniers et les régimens d'artillerie à cheval, présenteront chacun un sujet pris dans la liste, au commandant du corps, qui choisira.

27. Le tiers effectif des grades de capitaine et de lieutenant continuera d'être occupé par des sous-officiers : en conséquence, cette proportion ayant été dépassée, l'avancement, à l'avenir, sera réduit au sixième, jusqu'à ce qu'elle ait été rétablie. — Cet avancement est indépendant de celui fixé par les articles 39, 40 et 49.

28. Les seconds lieutenans de l'école d'application prendront rang dans les régimens, du jour de leur entrée à l'école d'application; ils concourront ensuite à l'ancienneté dans leur régiment, avec les autres lieutenans en second et les adjudans sous-officiers, pour arriver au grade de premier lieutenant.

29. En temps de paix, les premiers lieutenans parviendront au grade et à l'emploi de capitaine, les trois quarts à l'ancienneté, et un quart au choix du gouvernement; et ce, en roulant sur tout le corps de l'artillerie.

30. En temps de guerre, les premiers lieutenans parviendront au grade et à l'emploi de capitaine, les deux tiers à l'ancienneté, et un tiers au choix du gouvernement, en roulant sur tout le corps d'artillerie.

31. En conséquence des articles précédens, les inspecteurs généraux de l'artillerie remettront au premier inspecteur, après chaque tournée d'inspection, les noms des lieutenans qui méritent plus particulièrement d'être avancés. Le premier inspecteur soumettra au ministre une liste des noms de ces derniers, et d'un nombre double de celui des places vacantes et revenant au choix, avec l'analyse des services et du mérite de chaque officier. Le ministre présentera cette liste, avec son avis, au premier consul, qui choisira.

32. Les nominations à l'ancienneté précéderont celles du choix.

33. Les nominations aux emplois de chef de bataillon ou d'escadron seront faites par le gouvernement parmi les quatre-vingts plus anciens capitaines de l'arme. — Les capitaines qui se trouveront dans le nombre des vingt plus anciens depuis cinq ans, et qui voudront prendre leur retraite, auront droit à celle de chef de bataillon. — Les nominations aux emplois de chef de brigade, de général de brigade et de général de division, seront entièrement au choix du gouvernement.

34. Lorsqu'un détachement d'un corps d'artillerie se trouvera au-delà des mers et hors de l'Europe, ou dans une place assiégée, les remplacements d'officiers et le renouvellement des listes pour ce grade ne pourront avoir lieu, si le détachement n'est composé au moins de quatre compagnies pour l'artillerie à pied, et de trois pour l'artillerie à cheval et les pontonniers. — L'officier le plus élevé en grade remplira, par rapport à ce détachement, les fonctions de chef de corps; mais, dans tous les cas, il sera réservé aux seconds lieutenans de l'école d'application les places qui leur reviennent, et ce dans la proportion établie dans le présent règlement; et les officiers employés aux colonies participeront à l'avancement des troupes du continent, s'il leur offre plus d'avantages. — Tous les remplacements que le bien du service aurait exigés dans les cas prévus au présent article, et qui seraient contraires aux présentes dispositions, ne seront que provisoires jusqu'à l'approbation du gouvernement.

35. Les remplacements des sous-officiers, caporaux et brigadiers et le renouvellement des listes pour ces grades, dans les cas prévus dans l'article précédent, ainsi que dans celui où le détachement se trouve à plus de deux cents lieues de l'état-major, ne pourront avoir lieu, si le détachement n'est composé au moins d'une demi-compagnie, et commandé par un officier.

36. Dans les ouvriers d'artillerie, les listes pour les sous-officiers seront faites par compagnie. Les directeurs d'artillerie dans les places et le directeur des parcs aux armées rempliront, par rapport à ces compagnies, les fonctions de chef de brigade.

37. Lorsqu'il vaquera une place de second lieutenant, revenant à un sous-officier, le premier inspecteur général choisira parmi les sergents-majors d'ouvriers jugés capables par le jury d'examen.

38. Les seconds lieutenans des ouvriers rouleront entre eux à l'ancienneté, pour arriver au grade et à l'emploi de premier lieutenant.

39. Les gardes et conducteurs d'artillerie, aux armées, seront nommés par le ministre de la guerre, sur la proposition du premier inspecteur général, faite d'après la demande des généraux commandant l'artillerie; et en temps de paix, sur une liste formée par la réunion des sujets présentés chaque année par les inspecteurs, au nombre de six par chaque régiment d'artillerie à pied, et trois par chaque régiment d'artillerie à cheval et bataillon de pontonniers.

40. Les gardes et conducteurs d'artillerie qui seront choisis à l'avenir, seront remplacés dans leur compagnie; mais trente d'entre eux seront susceptibles d'obtenir le grade de second lieutenant, qu'ils conserveront avec leur emploi.

41. Les gardes et conducteurs généraux d'artillerie, aux armées, seront choisis par le ministre de la guerre, sur la proposition du premier inspecteur général, et d'après la demande des généraux commandant l'artillerie. Ils seront pris parmi les premiers lieutenans remplacés à leurs corps, et conserveront la faculté d'y reprendre le premier emploi vacant de leur grade. Ils pourront être conservés dans leur emploi jusqu'à ce que leur rang les porte au grade de capitaine commandant.

42. Les ouvriers vétérans chefs et les ouvriers vétérans seront nommés par le ministre de la guerre, sur la proposition du premier inspecteur général, et pris, les premiers, parmi les sergens et sergens-majors d'ouvriers; et les seconds, parmi les ouvriers ayant vingt ans de service.

TITRE IV. — Mode d'avancement du train d'artillerie.

43. L'instruction nécessaire pour l'admission aux différens grades du train sera fixée ainsi qu'il suit : — Pour être brigadier, il faudra savoir lire et écrire couramment; — Pour être maréchal-des-logis, les quatre règles de l'arithmétique, les principaux détails de la comptabilité d'une compagnie, et les principales dispositions du Code pénal; — Pour être maréchal-des-logis chef, la connaissance de la comptabilité d'une compagnie, et l'arithmétique entière; — Enfin, pour être sous-lieutenant, il faudra avoir, d'une manière plus complète, les connaissances exigées ci-dessus, et des notions suffisantes sur l'art vétérinaire.

44. Les listes des candidats pour le train d'artillerie seront faites de la manière suivante : — Les officiers de chaque compagnie présenteront, pour chacun des grades de brigadier et de maréchal-des-logis, un individu du grade inférieur. Tous ces noms, réunis à ceux des maréchaux-des-logis chefs, formeront la liste des candidats.

45. Lorsqu'il vaquera une place de brigadier, le commandant de la compagnie présentera trois sujets pris hors de la compagnie, au capitaine commandant le bataillon, qui choisira.

46. Cette marche sera suivie pour les nominations aux emplois de maréchaux-des-logis.

47. La nomination des maréchaux-des-logis chefs et fourriers sera faite par le capitaine commandant le bataillon, sur la proposition du lieutenant commandant la compagnie, qui en présentera trois. — Les premiers seront pris parmi les maréchaux-des-logis, et les seconds parmi les brigadiers.

48. Lorsqu'il vaquera une place de sous-lieutenant, le capitaine commandant le bataillon présentera trois des six maréchaux-des-logis chefs, dans l'intérieur, au général commandant l'école; et à l'armée, au chef de l'état-major d'artillerie, qui choisira.

49. Il est réservé, dans chaque bataillon du train, quatre places d'officiers pour des sous-officiers d'artillerie qui mériteraient de l'avancement. — Ils seront nommés par le ministre, sur la proposition du premier inspecteur général, et pris dans la liste des sujets destinés au remplacement des gardes et conducteurs.

50. Les sous-lieutenants du train rouleront tous entre eux, ainsi qu'avec les adjudans sous-officiers, à l'ancienneté, pour arriver au grade de lieutenant.

51. L'adjudant-major et les adjudans sous-officiers de chaque bataillon seront nommés, dans l'intérieur, par le commandant de l'école, et aux armées, par le commandant de l'artillerie, sur la proposition du capitaine commandant le bataillon.

52. Les emplois de capitaines commandant les bataillons seront tous au choix du gouvernement. Ce choix sera fait sur l'avis du premier inspecteur général de l'artillerie.

TITRE V. — Dispositions générales.

53. Chacun des grades d'artillerie étant susceptible de remplir des fonctions différentes toutes les fois que le bien du service l'exigera, les officiers, chacun dans leur grade, pourront être changés de destination, par ordre du ministre de la guerre, sur la proposition du premier inspecteur général.

N° 794. — 2—12 germinal an 11 (23 mars—2 avril 1803). — *LOI sur la paternité et la filiation* (1). (III, Bull. CCLXIII, n° 2565.)

N° 795. — 2—12 germinal an 11 (23 mars—2 avril 1803). — *LOI relative à l'adoption et à la tutelle officieuse* (2). (III, Bull. CCLXIII, n° 2566.)

N° 796. — 3 germinal an 11 (24 mars 1803). — *ARRÊTÉ portant établissement d'une bourse de commerce à Châlons (Saône-et-Loire), et de courtiers dont le nombre sera de quatre au plus*. (III, Bull. CCLXIV, n° 2568.)

(1) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.

Voyez aussi Cod. civ., liv. I^{re}, tit. VII, art. 312 et suiv.

(2) Voyez la note sur la loi précitée du 14—24 ventose an 11.

Voyez aussi Cod. civ., liv. I^{re}, tit. VIII, art. 343 et suiv. — Voyez encore la loi du 25 germinal—5 floréal an 11 (15—25 avril 1803), concernant les adoptions faites antérieurement au Code civil, et les notes.

N° 797.—3 germinal an 11 (24 mars 1803).—*ARRÊTÉ qui fixe à dix au plus le nombre des courtiers pour le service de la bourse d'Orléans.* (III, Bull. CCLXIV, n° 2569.)

N° 798.—3 germinal an 11 (24 mars 1803).—*ARRÊTÉ portant que les maires et adjoints des communes au dessous de cinq mille habitans seront renouvelés ou réélus de cinq ans en cinq ans* (1). (III, Bull. CCLXIV, n° 2570.)

N° 799. = 3 germinal an 11 (24 mars 1803).—*ARRÊTÉ relatif aux tribunaux des îles de France et de la Réunion* (2). (III, Bull. CCLXVII, n° 2607.)

Art. 1^{er}. Les tribunaux des îles de France et de la Réunion sont rétablis sur le même pied qu'en 1789.

2. Ils jugeront, tant au civil qu'au criminel, suivant les formes de procéder, les lois, réglemens et tarifs alors observés, et sans qu'il soit innové à l'organisation, au ressort et à la compétence desdits tribunaux, sauf les exceptions portées dans l'article suivant.

3. Les dénominations de *juridiction royale* et de *conseil supérieur* seront remplacées par celles de *tribunal de première instance* et de *tribunal d'appel*; sans que, du changement de dénomination, l'on puisse inférer aucun changement dans les attributions des anciens tribunaux, notamment dans les cas d'amirauté, purement contentieux. Seront exécutées, au surplus, toutes les dispositions des arrêtés du 17 floréal an 9 et du 14 ventose dernier.

4. Le ministère public sera exercé par des commissaires du gouvernement et leurs substituts.

5. L'ordonnance du 25 septembre 1766, portant création d'un tribunal terrier dans chacune des deux îles, sera exécutée, sauf en ce qui concerne la composition desdits tribunaux, laquelle se fera ainsi qu'il suit : — Le tribunal terrier sera composé du capitaine-général, du préfet, du commissaire de justice, ou de ceux qui les représentent dans les deux îles, et de quatre membres du tribunal d'appel dans le ressort duquel lesdites contestations seront élevées. Lesdits membres du tribunal d'appel devant composer le tribunal terrier seront au choix du capitaine général; l'un d'eux fera les fonctions du ministère public.

6. Tous autres tribunaux et toutes autorités créés dans lesdites îles pendant la révolution, et non confirmés par le gouvernement, demeurent supprimés.

7. Les jugemens seront intitulés, *Au nom de la république française.*

N° 800.—3—13 germinal an 11 (24 mars—3 avril 1803).—*Loi relative à la puissance paternelle* (3). (III, Bull. CCLXIII, n° 2567.)

3 germinal an 11. = *Domicile*, voyez 23 ventose précédent.

N° 801.—4—14 germinal an 11 (25 mars—4 avril 1803). = *Loi relative aux*

(1) La loi générale du 21—23 mars 1831, sur l'organisation municipale, a réduit, par son art. 4, la durée des fonctions des maires et des adjoints à trois ans.

(2) Voyez les lois citées dans le § 4 de la 2^e partie des notes qui accompagnent la loi du 12 nivose an 6 (1^{er} janvier 1798), sur l'organisation des colonies.

(3) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.

Voyez encore Cod. civ., liv. 1^{re}, tit. IX, art. 371 et suiv. — Voyez aussi le décret du 28 août 1793—30 mai 1793, qui affranchit les majeurs de la puissance paternelle, et la note.

crédits ouverts pour les dépenses des années 5, 6 et suivantes, et à la fixation des contributions de l'an 12. (III, Bull. CCLXIV, n° 2571.)

4 germinal an 11. = *Absens*, voyez 24 ventose précédent.

N° 802. = 5 germinal an 11 (26 mars 1803). = **ARRÊTÉ qui prohibe la sortie des soies teintes et fleurets teints.** (III, Bull. CCLVI, n° 2436 bis.)

N° 803. = 5 germinal an 11 (26 mars 1803). = **ARRÊTÉ relatif aux approvisionnements en vivres pour le service de la marine.** (III, Bull. CCLXVII, n° 2611.)

Art. 1^{er}. Les approvisionnements en vivres destinés pour le service de la marine, dans les six résidences des préfets maritimes, Dunkerque, Le Havre, Brest, Lorient, Rochefort et Toulon, ne seront soumis à aucun droit ou taxe d'octroi.

2. Aucune denrée ou approvisionnement quelconque reçus pour le service de la marine, ne pourront, à moins de cas extraordinaires et dont le munitionnaire sera tenu de justifier, être détournés de leur destination; il sera pris, à cet effet, par les préfets maritimes, conjointement avec les autorités locales, les mesures propres à prévenir toutes contraventions à cet égard. Les directeurs des vivres, dans les ports, demeureront responsables de ces contraventions.

3. Si quelques circonstances donnent lieu à des ventes de denrées, ces ventes seront faites publiquement et d'après des affiches préalables : les objets mis en vente et dont la vente sera effectuée, seront considérés comme objets de commerce, et conséquemment soumis au paiement des droits d'octroi.

4. Les directeurs ou régisseurs des octrois pourront être présents aux ventes qui auront lieu, et y prendre par eux-mêmes connaissance de la quantité et de la nature des objets mis en vente. — Les préfets maritimes, inspecteurs et chefs d'administration dans les ports, leur donneront toutes les facilités qu'ils réclameront, et qui seront compatibles avec l'ordre et la régularité du service.

5. Dans le cas où des armemens seraient ordonnés par le gouvernement, dans quelques autres ports que ceux dénommés dans l'article 1^{er}, les denrées et approvisionnements destinés pour le service de la marine seront exempts de tous droits d'octroi. — L'officier principal d'administration de la marine du port où ces armemens auront lieu fera, à cet effet, à la municipalité, la déclaration par écrit des quantités et espèces de denrées et approvisionnements nécessaires pour lesdits armemens.

N° 804. = 5—15 germinal an 11 (26 mars—5 avril 1803). = **LOI sur la minorité, la tutelle et l'émancipation** (1). (III, Bull. CCLXVI, n° 2579.)

5 germinal an 11. = *Notariat*, voyez 25 ventose précédent

(1) Voyez la note qui accompagne le titre de la loi du 14—24 ventose an 11; (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.

Voyez encore Cod. civ., liv. 1^{re}, tit. X, art. 388 et suiv. — Voyez aussi la loi du 15—25 pluviose an 13 (4—14 février 1805), concernant la tutelle des enfans admis dans les hospices; et l'avis du cons. d'état du 20 novembre 1806, qui dispense de la tutelle les ecclésiastiques desservant les cures.

6 germinal an 11. = *Mariage*, voyez 26 ventose précédent.

N° 805. = 7—17 germinal an 11 (28 mars—7 avril 1803). = *Loi sur la fabrication et la vérification des monnaies* (1). (III, Bull. CCLXV, n° 2577.)

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Cinq grammes d'argent, au titre de neuf dixièmes de fin, constituent l'unité monétaire, qui conserve le nom de *franc*.

TITRE 1^{er}. — De la fabrication des monnaies.

Art. 1^{er}. Les pièces de monnaie d'argent seront d'un quart de franc, d'un demi-franc, de trois quarts de franc, d'un franc, de deux francs et de cinq francs.

2. Leur titre est fixé à neuf dixièmes de fin et un dixième d'alliage.

3. Le poids de la pièce d'un quart de franc sera d'un gramme vingt-cinq centigrammes;—Celui de la pièce d'un demi-franc, de deux grammes cinq décigrammes;—Celui de la pièce de trois quarts de franc, de trois grammes soixante-quinze centigrammes;—Celui de la pièce d'un franc, de cinq grammes;—Celui de la pièce de deux francs, de dix grammes;—Et celui de la pièce de cinq francs, de vingt-cinq grammes.

4. La tolérance du titre sera, pour la monnaie d'argent, de trois millièmes en dehors, autant en dedans.

5. La tolérance de poids sera, pour les pièces d'un quart de franc, de dix millièmes en dehors, autant en dedans; pour les pièces d'un demi-franc et de trois quarts de franc, de sept millièmes en dehors, autant en dedans; pour les pièces d'un franc et de deux francs, de cinq millièmes en dehors, autant en dedans; et pour les pièces de cinq francs, de trois millièmes en dehors, autant en dedans.

6. Il sera fabriqué des pièces d'or de vingt francs et de quarante francs.

7. Leur titre est fixé à neuf dixièmes de fin et un dixième d'alliage.

8. Les pièces de vingt francs seront à la taille de cent cinquante-cinq pièces au kilogramme, et les pièces de quarante francs à celle de soixante-dix-sept et demi.

9. La tolérance du titre de la monnaie d'or est fixée à deux millièmes en dehors, autant en dedans.

10. La tolérance de poids est fixée à deux millièmes en dehors, autant en dedans.

11. Il ne pourra être exigé de ceux qui porteront les matières d'or ou d'argent à la monnaie, que les frais de fabrication. — Ces frais sont fixés à neuf francs par kilogramme d'or, et à trois francs par kilogramme d'argent.

12. Lorsque les matières seront au dessous du titre monétaire, elles supporteront les frais d'affinage ou de départ (2).—Le montant de ces frais sera calculé sur la portion desdites matières qui doit être purifiée, pour élever la totalité au titre monétaire.

13. Il sera fabriqué des pièces de cuivre pur, de deux centièmes, de trois centièmes, et de cinq centièmes de franc.

(1) Les monnaies d'argent sont encore fabriquées aujourd'hui conformément aux dispositions de cette loi.

Voyez, sur l'organisation des monnaies, le décret du 21—27 mai 1791, et les notes qui résument la législation.

(2) Voyez l'arrêté du 26 prairial an 11 (15 juin 1803), qui dispense de ces frais les piastres destinées à être converties en monnaies.

14. Le poids des pièces de deux centièmes sera de quatre grammes ;—Celui des pièces de trois centièmes, de six grammes ; — Et celui des pièces de cinq centièmes, de dix grammes.

15. La tolérance de poids sera , pour les pièces de cuivre, d'un cinquantième en dehors.

16. Le type des pièces de monnaie est réglé comme il suit : — Sur une des surfaces des pièces d'or, d'argent et de cuivre, la tête du premier consul , avec la légende : *Bonaparte, premier consul* ; — Sur le revers, deux branches d'olivier , au milieu desquelles on placera la valeur de la pièce ; et en dehors, la légende, *République française*, avec l'année de la fabrication ; — Sur les pièces d'or et de cuivre , la tête regardera la gauche du spectateur ; et sur les pièces d'argent, elle regardera la droite. — La tranche des pièces de cinq francs portera cette légende : *Dieu protège la France* (1).

17. Le diamètre de chaque pièce sera déterminé par un règlement d'administration publique.

TITRE II. — De la vérification des monnaies.

18. Les monnaies fabriquées aux termes de la présente, ne seront mises en circulation qu'après vérification de leur titre et de leur poids : cette vérification se fera sous les yeux de l'administration des monnaies, immédiatement après l'arrivée des échantillons.

19. Les directeurs de fabrication pourront assister en personne aux vérifications, ou se faire représenter par un fondé de pouvoir.

20. L'administration dressera procès-verbal des opérations relatives à la vérification du monnayage ; elle enverra ce procès-verbal aux ministres des finances et du trésor public, avec sa décision.

21. Les pièces qui auront servi à constater l'état de la fabrication resteront déposées aux archives de l'administration des monnaies pendant cinq ans : elles seront ensuite passées en recette au caissier, qui les enverra à la fonte.

22. En cas de fraude dans le choix des échantillons , les auteurs, fauteurs et complices de ce délit seront punis comme faux-monnayeurs.

N° 806. — 8—18 germinal an 11 (29 mars—8 avril 1803). — *LOI sur la majorité, l'interdiction et le conseil judiciaire* (2). (III, Bull. CCLXVI, n° 2580.)

8 germinal an 11. — *Droits de pâturage et autres, dans les forêts nationales, voyez 28 ventose précédent.*

N° 807. — 9 germinal an 11 (30 mars 1803). — *ARRÊTÉ relatif aux permissions nécessaires pour l'exportation des piastres*. (III, Bull. CCXCIII, n° 2888.)

N° 808. — 10 germinal an 11 (31 mars 1803). — *ARRÊTÉ relatif au mode de paiement des créances sur les militaires invalides*. (III, Bull. CCLXVII, n° 2612.)

Les dispositions de l'arrêté du 7 thermidor an 10, relatives aux créanciers des pensionnaires du gouvernement, sont applicables à ceux des militaires invalides : en conséquence, les formes établies à cet égard pour les pensions

(1) Voyez, dans les notes qui accompagnent le décret du 5—6 février 1793, l'indication des changements que le type des monnaies a subis.

(2) Voyez la note sur la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803), concernant la promulgation, les effets et l'application des lois.

Voyez aussi le Cod. civ., liv. I^{re}, tit. XI, art. 488 et suiv.

qui se paient directement par le trésor public, seront également observées pour celles qui sont payées par la caisse de l'administration de l'hôtel des invalides, ainsi que par celles des succursales de Louvain et d'Avignon.

10 germinal an 11. = *Divorce*, voyez 30 ventose précédent.

N^o 809. = 11—21 germinal an 11 (1^{er}—41 avril 1803). = *Loi relative aux prénoms et changements de noms* (1). (III, Bull. CCLXVII, n^o 2614.)

TITRE 1^{er}. — Des prénoms.

Art. 1^{er}. A compter de la publication de la présente loi, les noms en usage dans les différens calendriers, et ceux des personnages connus de l'histoire ancienne, pourront seuls être reçus, comme prénoms, sur les registres de l'état civil destinés à constater la naissance des enfans; et il est interdit aux officiers publics d'en admettre aucun autre dans leurs actes.

2. Toute personne qui porte actuellement comme prénom, soit le nom d'une famille existante, soit un nom quelconque qui ne se trouve pas compris dans la désignation de l'article précédent, pourra en demander le changement, en se conformant aux dispositions de ce même article.

3. Le changement aura lieu d'après un jugement du tribunal d'arrondissement, qui prescrira la rectification de l'acte de l'état civil. — Ce jugement sera rendu, le commissaire du gouvernement entendu, sur simple requête présentée par celui qui demandera le changement, s'il est majeur ou émancipé, et par ses père et mère ou tuteur, s'il est mineur.

TITRE II. — Des changements de noms.

4. Toute personne qui aura quelque raison de changer de nom, en adressera la demande motivée au gouvernement (2).

5. Le gouvernement prononcera dans la forme prescrite pour les réglemens d'administration publique.

6. S'il admet la demande, il autorisera le changement de nom, par un arrêté rendu dans la même forme, mais qui n'aura son exécution qu'après la révolution d'une année, à compter du jour de son insertion au Bulletin des lois (3).

(1) Voyez le décret du 24—26 brumaire an 2 (14—16 novembre 1793), portant que les citoyens ont la faculté de se nommer comme il leur plait; celui du 6 fructidor même année (23 août 1794), qui défend de porter d'autres noms et prénoms que ceux exprimés dans les actes de naissance, et d'ajouter aucuns surnoms aux noms propres, à peine d'emprisonnement et d'amende; et l'arrêté du 19 nivose an 6 (8 janvier 1798), rendu pour l'exécution de ce dernier décret.

(2) Sous l'ancienne législation, comme sous la loi du 11 germinal an 11, les changements et additions de noms ne pouvaient s'opérer légalement que par une autorisation du gouvernement. Cass., 16 novembre 1824, *SIR.*, XXV, 1, 148. — Lorsque le nom d'individus d'une même famille a été altéré ou changé dans les actes de l'état civil, il appartient aux tribunaux de statuer sur la demande en rectification de ces actes, formée par les descendans de ces individus, à l'effet de reprendre l'ancien nom; il ne s'agit pas là d'un changement de nom, pour lequel il y ait nécessité de recourir au gouvernement. Rennes, 15 février 1826, *SIR.*, XXVIII, 2, 166.

(3) Ceux qui ont obtenu la concession d'un nom soit par addition, soit par changement, ne peuvent faire usage, qu'après le délai d'un an, des droits que l'ordonnance de concession leur confère. Arr. du cons., 2 juin 1819, *SIR.*, Jur. du cons., V, 134. — Lorsque des lettres de noblesse ont été enregistrées par une cour royale, et qu'ensuite une ordonnance du roi autorise l'individu anobli à ajouter un nouveau nom au sien, la cour royale ne peut, sans excès de pouvoir, ordonner la publication et la lecture de l'ordonnance, et l'addition du nouveau nom sur l'arrêt d'enregistrement des lettres de noblesse, surtout lorsqu'il ne s'est pas encore écoulé une année, à compter de l'insertion au Bulletin des lois, de l'ordonnance autorisant l'addition de nom. Cass., 18 février 1824, *SIR.*, XXIV, 1, 254; Bull. civ., XXVI, 53.

7. Pendant le cours de cette année, toute personne y ayant droit sera admise à présenter requête au gouvernement pour obtenir la révocation de l'arrêté autorisant le changement de nom ; et cette révocation sera prononcée par le gouvernement, s'il juge l'opposition fondée (1).

8. S'il n'y a pas eu d'oppositions, ou si celles qui ont été faites n'ont point été admises, l'arrêté autorisant le changement de nom aura son plein et entier effet à l'expiration de l'année.

9. Il n'est rien innové, par la présente loi, aux dispositions des lois existantes relatives aux questions d'état entraînant changement de noms, qui continueront à se poursuivre devant les tribunaux dans les formes ordinaires (2).

N^o 810. = 12 germinal an 11 (2 avril 1803). = **ARRÊTÉ qui fixe les retraites**

(1) Les ordonnances du roi portant permission d'ajouter un nom, sont susceptibles d'opposition de la part des tiers intéressés. Arr. du cons., 18 avril 1816, S^{ra}., XVIII, 2, 69. — Peu importe qu'il ait été délivré par erreur un certificat de non opposition. Arr. du cons., 12 août 1818, S^{ra}., J^{ur}. du cons., IV, 416. — Et le délai d'un an, pendant lequel est recevable l'opposition aux ordonnances de concession, ne commence à courir que du jour de l'insertion de l'ordonnance au Bulletin des lois. Arr. du cons., 3 juin 1818, S^{ra}., XVIII, 2, 305. — Juge encore qu'au cas où le changement ou l'addition de nom sont soumis à une condition, le délai de l'opposition ne court qu'à partir de l'accomplissement de la condition. Arr. du cons., 16 décembre 1831, S^{ra}., XXXII, 2, 105.

Le nom de famille est une propriété qui ne se transmet que par filiation. Arr. du cons., 13 décembre 1815, S^{ra}., XVI, 2, 33. — Ainsi, des actes authentiques, passés dans le sein des familles, ne peuvent faire titre au possession de nom, en faveur des membres de cette famille. Paris, 26 juin 1824, S^{ra}., XXVI, 1, 357. — Jugé encore que des copies de titres ne suffisent pas pour établir le droit d'une famille à un nom et à des armoiries qu'elle réclame ; qu'il faut nécessairement représenter les titres originaux ou des expéditions régulières. Cass., 25 février 1823, S^{ra}., XXIII, 1, 281 ; Bull. civ., XXV, 68.

L'institution des noms ayant pour objet de distinguer les familles, il suffit d'être en possession d'un nom depuis très long-temps pour être fondé à s'opposer à ce qu'il devienne le nom d'une autre famille. Arr. précité du cons., 3 juin 1818, S^{ra}., XVIII, 2, 305. — L'individu qui porte un autre nom que celui exprimé dans son acte de naissance, ne peut, au cas de réclamation des tiers intéressés, être autorisé à conserver le nom emprunté, alors même qu'il serait en possession de ce nom depuis sa naissance, et qu'on le lui aurait attribué dans divers actes émanant de l'autorité. Cass., 29 juin 1825, S^{ra}., XXVI, 1, 405. — Des enfans ne peuvent joindre à leur nom le nom propre de leur mère, encore que, suivant un usage local, leur père l'eût toujours ajouté au sien : dans ce cas, la possession résultant d'un usage ne peut établir la propriété du nom. Nîmes, 15 décembre 1810, S^{ra}., XI, 2, 260.

Sous l'ancienne législation, il était permis par l'usage d'ajouter, sans l'autorisation du roi, à son nom patronimique, le nom d'une terre noble qu'on avait acquise : cet usage forme aujourd'hui, pour celui qui en a profité, un droit acquis, s'il est soutenu de la possession, dont il n'a pas été privé par la nouvelle législation sur les changemens ou additions de nom. Nîmes, 7 juillet 1829, S^{ra}., XXX, 2, 4. — S'il arrive qu'une famille ait une terre de son nom, il ne suffit pas à un étranger d'avoir acheté la terre, pour qu'il lui soit permis d'en prendre le nom. Arr. précité du cons., 13 décembre 1815, S^{ra}., XVI, 2, 33. — L'individu dont l'acte de naissance porte un surnom qui n'avait été pris par ses auteurs, et ne lui a été donné qu'à raison de la possession d'une terre, est sans qualité pour contester au possesseur actuel de cette terre le droit, dans la possession duquel il se trouve depuis long-temps, de joindre à son nom celui de cette même terre. Cass., 14 novembre 1832, S^{ra}., XXXIII, 1, 324.

On n'a pu, même avant la loi du 11 germinal an 11, donner pour prénom à un enfant le nom de famille d'un individu qui ne reconnaît pas en être le père. Bruxelles, 5 janvier 1807, S^{ra}., VII, 2, 62. — Un enfant adultérin est sans droit pour porter le nom de son père, bien que celui-ci le lui ait toujours donné. Paris, 22 mars 1828, S^{ra}., XXIX, 2, 75.

(2) Dans une instance en usurpation de nom, les juges ne sont pas tenus de suspendre le jugement de la cause, sur le motif que la partie, accusée d'usurpation, se serait adressée au gouvernement pour être autorisée à porter le nom prétendu usurpé. Nîmes, arrêté précité du 15 décembre 1810, S^{ra}., XI, 2, 260.

La décision ministérielle qui refuse à un particulier l'autorisation d'ajouter à son nom celui d'un tiers, n'est pas susceptible de recours au conseil d'état par la voie contentieuse. Arr. du cons., 28 octobre 1831, S^{ra}., XXXI, 2, 352.

des professeurs et répétiteurs attachés aux écoles d'artillerie et du génie.
(Moniteur du 30 germinal an 11.)

Art. 1^{er}. A l'avenir, les professeurs et répétiteurs attachés aux écoles d'artillerie et du génie seront assimilés pour les retraites à ceux des lycées et des écoles spéciales : à cet effet, il sera formé un fonds de retenue sur leur traitement, conformément aux dispositions de l'article 42 de la loi du 11 floréal an 10.

2. Néanmoins, ceux des professeurs et répétiteurs des écoles d'artillerie et du génie qui, d'ici à la fin de l'an 15, voudront prendre leur retraite, jouiront, après trente années de service, de pensions qui seront acquittées par le trésor public, et dont le montant sera de mille francs pour les professeurs de mathématiques, de huit cents francs pour ceux de dessin, et de six cents francs, pour les répétiteurs de mathématiques.

N° 811. = 12 germinal an 11 (2 avril 1803). = ARRÊTÉ relatif aux sous-officiers et soldats d'artillerie qui voudront concourir pour entrer à l'école polytechnique (1). (Moniteur du 30 germinal an 11.)

Art. 1^{er}. Les sous-officiers et soldats d'artillerie qui, au jugement des professeurs des écoles de cette arme, auront acquis les connaissances exigées pour entrer à l'école polytechnique, pourront concourir par voie d'examen pour y être admis, jusqu'à l'âge de trente ans accomplis, au lieu de vingt-six fixés par la loi du 25 frimaire an 8.

2. Ceux de ces sous-officiers et soldats qui, au jugement des mêmes professeurs, auront le degré d'instruction prescrit pour passer de cette école à celle d'application, pourront également, jusqu'au même âge, se faire examiner concurremment avec les élèves de l'école polytechnique, et passer comme eux à l'école d'application, si, par l'examen, ils en sont jugés susceptibles. Les militaires qui seront dans l'un ou l'autre de ces deux cas, recevront des feuilles de route pour se rendre à Paris, à l'effet de se présenter aux examens de l'école polytechnique.

12 germinal an 11. = *Paternité, filiation; Adoption et tutelle officieuse, voyez 2 du même mois.*

13 germinal an 11. = *Puissance paternelle, voyez 3 du même mois.*

N° 812. = 14—24 germinal an 11 (4—14 avril 1803). = LOI relative aux pièces d'or et d'argent rognées ou altérées (2). (III, Bull. CCLXV, n° 2578.)

Art. 1^{er}. A compter du jour de la publication de la présente, les pièces d'or de vingt-quatre et de quarante-huit livres tournois, rognées ou altérées, ne seront admissibles dans les paiemens, qu'au poids.

2. Il en sera de même des pièces de six livres tournois rognées.

3. Les pièces dénommées dans les articles précédens seront portées aux hôtels des monnaies pour être refondues; elles y seront échangées contre des pièces neuves, sans aucune retenue de frais de fabrication.

4. Le tarif suivant lequel ces pièces seront reçues dans les paiemens et aux

(1) Voyez le décret du 7 vendémiaire an 3 (28 septembre 1794), portant création de l'école polytechnique, et les notes qui résument toutes les lois et tous les réglemens qui y ont rapport.

(2) Voyez la loi du 14—18 juin 1829, qui fixe l'époque à laquelle les anciennes monnaies doivent cesser d'avoir cours, et la valeur pour laquelle elles seront prises alors; et celle du 30 mars—1^{er} avril 1834, qui proroge le délai, et porte de nouvelles dispositions sur cet objet.

hôtels des monnaies, sera déterminé par un règlement d'administration publique.

5. Les auteurs, fauteurs et complices de l'altération et de la contrefaçon des monnaies nationales, seront punis de mort.

14 germinal an 11. — *Contributions de l'an 12, voyez 4 du même mois.*

N° 813. — 15 germinal an 11 (5 avril 1803). — *ARRÊTÉ portant confirmation d'un arrêté pris le 24 floréal an 5 par le général Hoche, pour l'acquit de fournitures faites aux armées françaises par les habitans des quatre départemens de la rive gauche du Rhin.* (III, Bull. CCLXIV, n° 2572.)

N° 814. — 15—25 germinal an 11 (5—15 avril 1803). — *LOI relative aux pensions* (1). (III, Bull. CCLXVII, n° 2616.)

Art. 1^{er}. Il ne sera, pendant cinq ans, créé, chaque année, de pensions, que pour une somme égale à la moitié des extinctions survenues pendant l'année.

2. Aucune pension ne pourra excéder six mille francs.

3. Le fonds des pensions fera, chaque année, un article particulier de la loi sur les dépenses publiques.

4. Ne sont pas comprises dans les dispositions de l'article 1^{er}, les soldes de retraite, les anciennes pensions restant à liquider, ni les pensions à payer sur les fonds formés par des retenues faites dans diverses administrations sur les traitemens des employés.

N° 815. — 15 germinal an 11 (5 avril 1803). — *ARRÊTÉ relatif à la composition des conseils d'administration des corps* (2). (Dépôt des lois, n° 1823.)

15 germinal an 11. — *Minorité, tutelle, émancipation, voyez 5 du même mois.*

N° 816. — 17—27 germinal an 11 (7—17 avril 1803). — *LOI qui ordonne un sursis aux poursuites contre les communes des quatre départemens de la rive gauche du Rhin et leurs coobligés et cautions.* (III, Bull. CCLXVIII, n° 2620.)

(*) Voyez le décret du 3—22 août 1790, portant règlement sur les conditions nécessaires pour l'obtention de pensions, sur leur taux et la suppression de certaines pensions; le décret interprétatif du 18—22 août 1791; l'arrêté du 15 floréal an 11 (5 mai 1803), portant des dispositions réglementaires relatives aux demandes de pensions, et le décret du 13 septembre 1806, sur le même objet; la loi du 11—21 septembre 1807, qui fixe le *maximum* des pensions des grands fonctionnaires de l'état et de leurs familles, et les notes; le décret du 27 février 1811, concernant le mode de demande des pensions, de leur inscription et de leur paiement; le décret additionnel du 19 octobre même année; la loi de finances du 15—26 mars 1817, art. 22 et suiv., 27 et suiv., sur les pensions; l'ordonnance du 20—28 juin suivant, rendue pour l'exécution de cette loi; et toutes les lois de finances postérieures, portant fixation du montant des pensions et allocation de fonds pour cet objet.

Voyez aussi, sur le cumul des pensions avec les traitemens, le décret du 18 thermidor an 2 (5 août 1794), et les notes; et, sur le cumul des pensions entre elles, le décret du 14 messidor an 3 (2 juillet 1795), et les notes.

Voyez encore, sur le mode de paiement des pensions, les lois citées dans le § 5 des notes qui accompagnent le décret du 24 août (15, 16, 17 et) — 13 septembre 1793, concernant la dette publique.

Les pensions de retraite *civiles et militaires* sont l'objet d'une législation spéciale.

(2) Voyez, sur cet objet, la note qui accompagne le titre de la loi du 25 fructidor an 5 (11

N° 817. = 17 germinal an 11 (7 avril 1803). — ARRÊTÉ relatif aux dépenses des communes (1). (III, Bull. CCLXVIII, n° 2621.)

Art. 1^{er}. Dans toutes les villes qui ont vingt mille francs de revenus et au dessus, et dont la population est au dessous de cent mille âmes, les frais d'administration, qui consistent en abonnemens de journaux, registres de l'état civil, entretien de la maison commune (non compris le loyer), le bois, lumière, encre, papier, ports de lettres, impressions et affiches, les greffiers-secrétaires, commis, agens, huissiers, sergens, appariteurs, sonneurs, gardes champêtres et employés quelconques, les fêtes nationales et dépenses imprévues, sont fixés à cinquante centimes par habitant, sur les états de population arrêtés au conseil d'état.

2. Dans les tableaux de dépenses que lesdites villes adresseront tous les ans au gouvernement, conformément à l'arrêté du 4 thermidor an 10, tous les articles de dépenses énoncés ci-dessus formeront un chapitre à part, sous le titre de dépenses fixes, et ne pourront, sous quelque prétexte que ce soit, dépasser la somme réglée sur la base donnée par l'article 1^{er} du présent arrêté.

3. Les dépenses variables, qui formeront le deuxième chapitre des tableaux adressés par les villes, seront divisées en titres de dépenses, distincts, et strictement conformes aux modèles imprimés qui leur seront adressés par le conseiller d'état chargé de la comptabilité des communes.

4. Les commissaires de police des villes dont la population est au dessous de dix mille habitans recevront un traitement qui ne pourra être au dessus de huit cents francs.

5. Il ne pourra être alloué aux receveurs des revenus communaux plus de cinq pour cent, lorsque les revenus ne passent pas cent mille francs, et plus d'un demi pour cent sur l'excédant de cent mille francs.

6. La réduction des dépenses, d'après les bases précitées, n'aura lieu que pour les trois derniers mois de l'an 11 : en conséquence, les dépenses allouées à chacune des communes de Laon, Vannes, Morlaix, Dreux, Pau, Alby, Bergues, Bailleul, Hazebrouck, Chartres, Niort, Ypres, Carcassonne, Saint-Amand, Bourg, Armentières, Mayence, Wazèmes, Quimper, Wassy, Saint-Dizier, Valence, Bourges, Maëstricht, Limoges, Rochefort, Epinal, Langres, Saintes, Ostende, Cambrai, Agen, Saint-Malo, Alost, Angoulême, Angers, Bruges, Amiens, Liège, Courtrai, Turcoing, Perpignan, Beauvais, Colmar, Trèves, Laval, Blois, Castres, Saint-Brieuc, Dinan, Lunéville, Valognes, Namur, Valenciennes, Douai, Abbeville, Poitiers, Malines, Brest, Avignon, Lorient, Dunkerque, Besançon, Rennes, Toulouse, Gand, Lille, Bruxelles, Nantes, Rouen, Cberbourg, Schelestat, Saint-Étienne, sont fixées et réduites, pour l'an 11, aux sommes arrêtées par le gouvernement et portées au tableau n° 1^{er}, annexé au présent arrêté.

7. Tous les articles de dépenses portés aux budgets des villes mentionnées ci-dessus, sont approuvés, à l'exception des frais d'administration, qui sont réduits à cinquante centimes par habitant, pour les trois derniers mois de l'an 11 ; le tout conformément au tableau n° 2, annexé au présent arrêté.

septembre 1797) : elle explique les motifs qui nous portent à ne pas donner le texte du présent arrêté.

(1) Voyez, sur cet objet, la loi du 11 frimaire an 7 (1^{er} décembre 1798), tit. III, et les notes

8. Les maires ne pourront excéder, dans leurs mandats, les sommes réglées pour chaque nature de dépenses, ni le receveur municipal payer au-delà desdites sommes, sous peine de responsabilité personnelle pour les uns et les autres, conformément à l'article 34 de l'arrêté du 4 thermidor.

(Suit l'état des sommes à allouer pour les dépenses des communes désignées audit état, pour l'an 11.)

Maximum des dépenses fixées pour les communes ayant plus de vingt mille francs de revenus.

Abonnemens aux journaux.....	106
Registres de l'état civil.....	
Entretien de la maison commune, sans y comprendre le loyer.	
Greffiers, commis, agens, expéditionnaires, appariteurs, messagers, gardes champêtres, et tous autres employés quelconques..	
Bois, lumière, papier, encre, frais de bureau, impressions, ports de lettres.....	
Fêtes publiques.....	
Dépenses imprévues.....	

Total pour les objets ci-dessus..... » f. 50 c.

Commissaires	de police de Paris.....	4,000 f.
	de Lyon, Bordeaux, Marseille.....	2,400
	de quarante mille habitans et au dessus.....	1,800
	des villes de vingt-cinq mille et au dessus.....	1,500
	de quinze mille et au dessus.....	1,200
	de dix mille et au dessus.....	1,000
	au dessous de dix mille.....	800

Toutes les autres dépenses seront portées dans le budget d'après la délibération des conseils municipaux et l'avis des préfets, et le gouvernement les approuvera, ajournera ou réduira séparément; mais on ne leur règle pas de base fixe, parce qu'elles doivent nécessairement varier suivant les circonstances et les localités. Cependant on fixera dans ce budget, dorénavant, pour la recette des revenus, une somme qui ne pourra pas excéder cinq pour cent pour les villes qui ont depuis cent mille francs jusqu'à vingt mille francs, et un demi pour cent pour les villes qui ont plus de cent mille francs de revenus. On ne comprend pas dans cette fixation, Paris, Lyon, Bordeaux et Marseille.

17 germinal an 11. = *Fabrication et vérification des monnaies, voyez 7 au même mois.*

N° 818. = 18 germinal an 11 (8 avril 1803). = ARRÊTÉ qui ordonne le dépôt aux secrétariats des préfectures des mandats et bons de réquisition reçus en paiement des contributions directes. (III, Bull. CCLXVIII, n° 2823.)

N° 819. = 18 germinal an 11 (8 avril 1803). = ARRÊTÉ relatif aux traitemens des ministres du culte et autres dépenses accessoires. (III, Bull. CCLXVIII, n° 2624.)

Art. 1^{er}. Les conseils généraux de département, conformément à la loi du 18 germinal an 10, sont autorisés à voter une augmentation de traitement aux archevêques et évêques de leurs diocèses, si les circonstances l'exigent. — Ils détermineront, pour les vicaires généraux et chanoines, un traitement qui ne pourra être moindre que celui qu'a fixé l'arrêté du 14 nivose an 11. —

Ils proposeront, en outre, les sommes qu'ils croiront convenable d'appliquer, 1° aux acquisitions, locations, réparations et aménagement des maisons épiscopales, 2° à l'entretien et réparation des églises cathédrales, 3° à l'achat et entretien de tous les objets nécessaires au service du culte dans ces églises.

2. Ces sommes seront imputées sur les centimes additionnels affectés chaque année aux dépenses variables de leurs départemens.

3. Les conseils municipaux, en exécution de l'article 67 de la loi du 18 germinal an 10, délibéreront, 1° sur les augmentations de traitement à accorder, sur les revenus de la commune, aux curés, vicaires et desservans; 2° sur les frais d'ameublement des maisons curiales; 3° sur les frais d'achat et entretien de tous les objets nécessaires au service du culte dans les églises paroissiales et succursales.

4. Les conseils municipaux indiqueront le mode qu'ils jugeront le plus convenable pour lever les sommes à fournir par la commune pour subvenir aux dépenses désignées en l'article précédent.

5. Les délibérations des conseils généraux de département et celles des conseils municipaux ne pourront être mises à exécution qu'après l'approbation du gouvernement. Elles seront transmises séparément par les préfets au ministre de l'intérieur.

N° 820. = 18 germinal an 11 (8 avril 1803). = *AVIS du conseil d'état sur la question de savoir si un mariage contracté devant un officier civil est valable, quoique la déclaration n'ait pas été faite devant l'officier public du domicile* (1). (Dépôt des lois, n° 1682.)

Le conseil d'état, qui, d'après le renvoi du gouvernement et sur le rapport des sections de législation et de l'intérieur, a discuté un rapport du ministre de l'intérieur sur la question de savoir si un mariage contracté devant un officier civil est valable, quoique la déclaration n'en ait pas été faite devant l'officier public du lieu du domicile, conformément à la loi du 20 septembre 1792, — Est d'avis que l'article 9, section IV, de la loi du 20 septembre 1792, en prescrivant « à tous ceux qui, avant la publication de « cette loi, se seraient mariés devant les officiers civils, de venir dans la « huitaine déclarer leur mariage devant l'officier public de leur municipa- « lité, » a reconnu que les mariages ainsi contractés étaient valables, et que le défaut de déclaration ne peut rendre ces mariages nuls, puisque la déclaration n'a point été exigée par la loi, à peine de nullité. Le délai de huitaine n'est pas tellement impératif, que cette déclaration ne puisse être reçue postérieurement, moins pour valider les mariages que pour en constater plus authentiquement l'existence.

18 germinal an 11. = *Interdiction et conseil judiciaire*, voyez 8 du même mois.

N° 821. = 19 germinal an 11 (9 avril 1803). = *ARRÊTÉ portant création d'auditeurs près des ministres et des sections du conseil d'état* (2). (III, Bull. CCLXIX, n° 2670.)

Art. 1^{er}. Il y aura, auprès des ministres et des sections du conseil d'état,

(1) Voyez, sur les formalités du mariage, les notes qui accompagnent le tit. IV. du décret du 20—25 septembre 1792; et surtout les art. 63 et suiv., 144 et suiv. du Cod. civ.

(2) Les auditeurs près les ministres n'existent plus depuis long-temps : ceux près le conseil d'état existent encore. Voyez, dans toutes les lois d'organisation du conseil d'état, citées en note de l'arrêté du 5 nivose an 8 (26 décembre 1799), les dispositions relatives à ces auditeurs.

seize auditeurs destinés, après un certain nombre d'années de service, à remplir des places dans la carrière administrative et dans la carrière judiciaire. — Ils seront distribués ainsi qu'il suit : — Quatre auprès du grand-juge ministre de la justice, et de la section de législation ; — Deux auprès du ministre et de la section des finances ; — Deux auprès du ministre du trésor public et de la section des finances ; — Quatre auprès du ministre et de la section de l'intérieur ; — Deux auprès du ministre, du directeur-ministre, et de la section de la guerre ; — Deux auprès du ministre et de la section de la marine.

2. Ces auditeurs seront chargés de développer, près les sections du conseil d'état, les motifs soit des propositions de lois ou de réglemens faites par les ministres, soit des avis ou décisions qu'ils auront rendus sur les diverses matières qui font l'objet des rapports soumis par eux au gouvernement, et dont le renvoi est fait au conseil d'état.

3. En conséquence, pour tous les cas prévus par les articles 8 et 11 du règlement du 5 nivose an 8, les ministres indiqueront, à la marge de leur rapport, le nom de l'auditeur attaché près d'eux et près de la section du conseil d'état correspondante à leur ministère, dont ils auront fait choix pour remplir les fonctions détaillées en l'article 2. — Ne sont pas compris dans cette disposition les objets qui sont de la compétence des conseillers d'état chargés spécialement de quelque partie de l'administration.

4. Lorsque les rapports des ministres auront été renvoyés par le gouvernement au conseil d'état, les auditeurs chargés d'en développer les motifs se rendront aux sections du conseil qui doivent en faire l'examen, le jour que le président leur aura fait indiquer pour être appelés aux séances dans lesquelles la discussion aura lieu.

5. Si la section a besoin de renseignemens ultérieurs, elle les fera recueillir dans le département du ministère par l'auditeur ; et, à cet effet, le ministre ordonnera aux chefs de ses bureaux de donner les communications qui seront demandées.

6. Les auditeurs seront présens au conseil d'état. — Ils y auront séance, sans voix délibérative, et se placeront derrière les conseillers d'état de la section à laquelle ils seront attachés. — Ils n'auront la parole que pour donner les explications qui leur seront demandées.

7. Les auditeurs du département de la justice sont spécialement chargés, auprès du grand-juge, du rapport des demandes de lettres de grace et de commutation de peine. Celui d'entre eux qui aura fait le rapport, accompagnera le grand-juge ministre de la justice au conseil privé : il y aura la même séance qu'au conseil d'état.

8. Le traitement des auditeurs sera de deux mille francs.

9. Les auditeurs porteront l'habit de velours ou de soie noire, à la française, complet, avec broderie de soie noire au collet, aux paremens et aux poches, dessin du gouvernement ; chapeau français et une épée.

N° 822. — 19—29 germinal an 11 (9—19 avril 1803). — *Loi concernant les communes auxquelles les tribunaux ont adjugé des droits de propriété ou d'usage dans les forêts nationales, etc.* (1). (III, Bull. CCLXIX, n° 2669.)

Art. 1^{er}. Les communes qui ont obtenu, dans les tribunaux civils, des jugemens qui leur ont adjugé des droits de propriété ou d'usage, soit dans les forêts nationales, soit dans celles où la république a quelque intérêt, et

(1) Voyez la loi du 28 ventose—8 germinal an 11 (19—29 mars 1803), sur le même sujet, et les notes.

à l'exécution desquels il a été sursis par la loi du 29 floréal an 3, produiront, par-devant le préfet de leur département, lesdits jugemens et les pièces justificatives, dans le délai de six mois; passé lequel, et faute de ce faire, lesdits jugemens seront regardés comme non avenus (1).

2. Il sera procédé à l'examen et révision desdits jugemens, conformément aux articles 2 et 3 de la loi du 28 brumaire an 7.

3. Le délai pour y statuer sera d'un an, à dater de la remise qui aura été faite des jugemens et des pièces. Le même délai est accordé, à compter de la publication de la présente, pour prononcer sur les jugemens et pièces justificatives, précédemment produits, et sur lesquels il n'a pas été statué. Ces délais expirés, les jugemens qui n'auront pas été attaqués par la voie de l'appel, auront leur plein et entier effet.

4. L'article 5 de la loi du 28 brumaire an 7 est maintenu. Toutes autres dispositions de loi contraires à la présente, sont abrogées.

N° 823.—21 germinal—1^{er} floréal an 11 (11—21 avril 1803).—*Loi contenant organisation des écoles de pharmacie* (2). (III, Bull. CCLXX, n° 2676.)

TITRE 1^{er}.—Organisation des écoles de pharmacie.

Art. 1^{er}. Il sera établi une école de pharmacie à Paris, à Montpellier, à Strasbourg, et dans les villes où seront placées les trois autres écoles de médecine, suivant l'article 25 de la loi du 11 floréal an 10.

2. Les écoles de pharmacie auront le droit d'examiner et de recevoir, pour toute la république, les élèves qui se destineront à la pratique de cet art; elles seront de plus chargées d'en enseigner les principes et la théorie dans des cours publics, d'en surveiller l'exercice, d'en dénoncer les abus aux autorités, et d'en étendre les progrès.

3. Chaque école de pharmacie ouvrira, tous les ans et à ses frais, au moins trois cours expérimentaux, l'un sur la botanique et l'histoire naturelle des médicamens, les deux autres sur la pharmacie et la chimie.

4. Il sera pourvu, par des réglemens d'administration publique, à l'organisation des écoles de pharmacie, à leur administration, à l'enseignement qui y sera donné, ainsi qu'à la fixation de leurs dépenses et au mode de leur comptabilité.

5. Les donations et fondations relatives à l'enseignement de la pharmacie pourront être acceptées par les préfets, au nom des écoles de pharmacie, avec l'autorisation du gouvernement.

TITRE II.—Des élèves en pharmacie, et de leur discipline.

6. Les pharmaciens des villes où il y aura des écoles de pharmacie feront inscrire les élèves qui demeureront chez eux, sur un registre tenu à cet effet dans chaque école: il sera délivré à chaque élève une expédition de son inscription, portant ses nom, prénoms, pays, âge et domicile; cette inscription sera renouvelée tous les ans.

7. Dans les villes où il n'y aura point d'école de pharmacie, les élèves domiciliés chez les pharmaciens seront inscrits dans un registre tenu à cet effet par les commissaires généraux de police, ou par les maires.

8. Aucun élève ne pourra prétendre à se faire recevoir pharmacien, sans avoir exercé pendant huit années au moins son art dans des pharmacies légalement établies. Les élèves qui auront suivi pendant trois ans les cours

(1) Cette loi n'est pas applicable aux jugemens rendus au profit des particuliers. Cass., 11 février 1808, S^{en}., VIII, 1, 262.

(2) Voyez, sur l'exercice de la pharmacie, le décret du 14—17 avril 1791, et les notes.

donnés dans une des écoles de pharmacie, ne seront tenus, pour être reçus, que d'avoir résidé trois autres années dans ces pharmacies.

9. Ceux des élèves qui auront exercé pendant trois ans, comme pharmaciens de deuxième classe, dans les hôpitaux militaires ou dans les hospices civils, seront admis à faire compter ce temps dans les huit années exigées. — Ceux qui auront exercé dans les mêmes lieux, mais dans un grade inférieur, pendant au moins deux années, ne pourront faire compter ce temps, quel qu'il soit, que pour ces deux années.

10. Les élèves paieront une rétribution annuelle pour chaque cours qu'ils voudront suivre dans les écoles de pharmacie : cette rétribution, dont le *maximum* sera de trente-six francs par chacun des cours, sera fixée pour chaque école par le gouvernement.

TITRE III. — Du mode et des frais de réception des pharmaciens.

11. L'examen et la réception des pharmaciens seront faits, soit dans les six écoles de pharmacie, soit par les jurys établis dans chaque département pour la réception des officiers de santé, par l'article 16 de la loi du 19 ventôse an 11.

12. Aux examinateurs désignés par le gouvernement pour les examens dans les écoles de pharmacie, il sera adjoint, chaque année, deux docteurs en médecine ou en chirurgie, professeurs des écoles de médecine : le choix en sera fait par les professeurs de ces écoles.

13. Pour la réception des pharmaciens par les jurys de médecine, il sera adjoint à ces jurys, par le préfet de chaque département, quatre pharmaciens légalement reçus, qui seront nommés pour cinq ans et qui pourront être continués. A la troisième formation des jurys, les pharmaciens qui en feront partie, ne pourront être pris que parmi ceux qui auront été reçus dans l'une des six écoles de pharmacie créées par la présente loi.

14. Ces jurys pour la réception des pharmaciens, ne seront point formés dans les villes où seront placées les six écoles de médecine et les six écoles de pharmacie.

15. Les examens seront les mêmes dans les écoles et devant les jurys. Ils seront au nombre de trois : deux de théorie, dont l'un sur les principes de l'art, et l'autre sur la botanique et l'histoire naturelle des drogues simples ; le troisième, de pratique, durera quatre jours, et consistera dans au moins neuf opérations chimiques et pharmaceutiques désignées par les écoles ou les jurys. L'aspirant fera lui-même ces opérations ; il en décrira les matériaux, les procédés et les résultats.

16. Pour être reçu, l'aspirant, âgé au moins de vingt-cinq ans accomplis, devra réunir les deux tiers des suffrages des examinateurs. Il recevra, des écoles ou des jurys, un diplôme qu'il présentera, à Paris, au préfet de police, et dans les autres villes, au préfet de département, devant lequel il prêtera le serment d'exercer son art avec probité et fidélité. Le préfet lui délivrera, sur son diplôme, l'acte de prestation de serment.

17. Les frais d'examen sont fixés à neuf cents francs dans les écoles de pharmacie, à deux cents francs pour les jurys. Les aspirants seront tenus de faire en outre les dépenses des opérations et des démonstrations qui devront avoir lieu dans leur dernier examen.

18. Le produit de la rétribution des aspirants pour leurs études et leurs examens dans les écoles de pharmacie, sera employé aux frais d'administration de ces écoles, ainsi qu'il sera réglé par le gouvernement, conformément à l'article 4 ci-dessus.

19. Le même règlement déterminera le partage de la retribution payée par les pharmaciens pour leur réception dans les jurys, entre les membres de ces jurys.

20. Tout mode ancien de réception, dans les lieux et suivant des usages étrangers à ceux qui sont prescrits par la présente loi, est interdit, et ne donnera aucun droit d'exercer la pharmacie.

TITRE IV. — De la police de la pharmacie.

21. Dans le délai de trois mois après la publication de la présente loi, tout pharmacien ayant officine ouverte sera tenu d'adresser copie légalisée de son titre, à Paris, au préfet de police, et dans les autres villes, au préfet de département.

22. Ce titre sera également produit par les pharmaciens, et sous les délais indiqués, aux greffes des tribunaux de première instance dans le ressort desquels se trouve placé le lieu où ces pharmaciens sont établis.

23. Les pharmaciens reçus dans une des six écoles de pharmacie pourront s'établir et exercer leur profession dans toutes les parties du territoire de la république.

24. Les pharmaciens reçus par les jurys ne pourront s'établir que dans l'étendue du département où ils auront été reçus.

25. Nul ne pourra obtenir de patente pour exercer la profession de pharmacien, ouvrir une officine de pharmacie, préparer, vendre ou débiter aucun médicament, s'il n'a été reçu suivant les formes voulues jusqu'à ce jour, ou s'il ne l'est dans l'une des écoles de pharmacie, ou par l'un des jurys, suivant celles qui sont établies par la présente loi, et après avoir rempli toutes les formalités qui y sont prescrites (1).

26. Tout individu qui aurait une officine de pharmacie actuellement ouverte, sans pouvoir faire preuve du titre légal qui lui en donne le droit, sera tenu de se présenter, sous trois mois, à compter de l'établissement des écoles de pharmacie ou des jurys, à l'une de ces écoles, ou à l'un de ces jurys, pour y subir ses examens, et y être reçu.

27. Les officiers de santé établis dans les bourgs, villages ou communes où il n'y aurait pas de pharmaciens ayant officine ouverte, pourront, nonobstant les deux articles précédens, fournir des médicamens simples ou composés aux personnes près desquelles ils seront appelés, mais sans avoir le droit de tenir une officine ouverte.

28. Les préfets feront imprimer et afficher, chaque année, les listes des pharmaciens établis dans les différentes villes de leur département; ces listes contiendront les noms, prénoms des pharmaciens, les dates de leur réception, et les lieux de leur résidence.

29. A Paris, et dans les villes où seront placées les nouvelles écoles de

(1) Cette disposition s'applique aux sœurs de la charité comme à toutes autres personnes; elle s'applique aussi aux remèdes *magistraux* comme aux remèdes *officinaux*. Bordeaux, 28 janvier 1830, *Str.*, XXXI, 2, 299.

Les pharmaciens sont non recevables à poursuivre un individu pour exercice illégal de la pharmacie: le ministère public a seul qualité à cet égard. Bourges, 17 mars 1831, *Str.*, XXXI, 2, 299. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que les pharmaciens ont action pour intervenir dans les poursuites exercées par le ministère public, et faire condamner les contrevenants à des dommages-intérêts, indépendamment des autres peines que le ministère public peut requérir. Cass., 1^{er} septembre 1832, *Str.*, XXXII, 1, 569; *Boll. crim.*, XXXVII, 467; et 15 juin 1833, *Str.*, XXXIII, 1, 458; *Boll. crim.*, XXXVIII, 304. — Jugé de plus que cette action appartient à chaque pharmacien individuellement aussi bien qu'aux pharmaciens réunis, et que la difficulté d'apprécier le dommage souffert ne saurait être un obstacle à la recevabilité de l'action. Même arrêt du 15 juin 1833.

pharmacie, deux docteurs et professeurs des écoles de médecine, accompagnés des membres des écoles de pharmacie, et assistés d'un commissaire de police, visiteront, au moins une fois l'an, les officines et magasins des pharmaciens et droguistes, pour vérifier la bonne qualité des drogues et médicaments simples et composés. Les pharmaciens et droguistes seront tenus de représenter les drogues et compositions qu'ils auront dans leurs magasins, officines et laboratoires. Les drogues mal préparées ou détériorées seront saisies à l'instant par le commissaire de police; et il sera procédé ensuite conformément aux lois et réglemens actuellement existans.

30. Les mêmes professeurs en médecine et membres des écoles de pharmacie pourront, avec l'autorisation des préfets, sous-préfets ou maires, et assistés d'un commissaire de police, visiter et inspecter les magasins de drogues, laboratoires et officines des villes placées dans le rayon de dix lieues de celles où sont établies les écoles, et se transporter dans tous les lieux où l'on fabriquera et débitera, sans autorisation légale, des préparations ou compositions médicinales. Les maires et adjoints, ou, à leur défaut, les commissaires de police, dresseront procès-verbal de ces visites, pour, en cas de contravention, être procédé contre les délinquans, conformément aux lois antérieures.

31. Dans les autres villes et communes, les visites indiquées ci-dessus seront faites par les membres des jurys de médecine, réunis aux quatre pharmaciens qui leur sont adjoints par l'article 13.

32. Les pharmaciens ne pourront livrer et débiter des préparations médicinales, ou drogues composées quelconques, que d'après la prescription qui en sera faite par des docteurs en médecine ou en chirurgie, ou par des officiers de santé, et sur leur signature. Ils ne pourront vendre aucun remède secret. Ils se conformeront, pour les préparations et compositions qu'ils devront exécuter et tenir dans leurs officines, aux formules insérées et décrites dans les dispensaires ou formulaires qui ont été rédigés ou qui le seront dans la suite par les écoles de médecine (1). Ils ne pourront faire, dans les mêmes lieux ou officines, aucun autre commerce ou débit que celui des drogues et préparations médicinales (2).

33. Les épiciers et droguistes ne pourront vendre aucune composition ou préparation pharmaceutique, sous peine de cinq cents francs d'amende. Ils pourront continuer de faire le commerce en gros des drogues simples, sans pouvoir néanmoins en débiter aucune au poids médicinal (3).

34. Les substances vénéneuses, et notamment l'arsenic, le réalgar, le sublimé corrosif, seront tenues, dans les officines des pharmaciens et les boutiques des épiciers, dans des lieux sûrs et séparés, dont les pharmaciens et épiciers seuls auront la clef, sans qu'aucun autre individu qu'eux puisse en disposer. Ces substances ne pourront être vendues qu'à des personnes connues et domiciliées qui pourraient en avoir besoin pour leur profession

(1) Voyez l'ordonnance du 8-14 août 1816, qui ordonne la publication d'un formulaire pharmaceutique.

(2) Cette disposition n'ayant déterminé aucune peine, les tribunaux ne peuvent suppléer à son silence, et prononcer des peines contre le pharmacien qui fait, dans son officine, un autre commerce que celui des drogues ou préparations médicinales. Cass., 4 juillet 1828, SIREY, XXIX, 1, 38.

Voyez cependant l'arrêt du 22 août 1828, rapporté ci-après en note de l'art. 37.

(3) Les épiciers droguistes sont en contravention à cette disposition, lorsqu'ils exposent dans leurs boutiques ou arrière-boutiques, les compositions ou préparations pharmaceutiques dont la vente leur est interdite. Cass., 9 octobre 1824, SIREY, XXV, 1, 281; Bull. crim., XXIX, 409.

ou pour cause connue, sous peine de trois mille francs d'amende de la part des vendeurs contrevenans.

35. Les pharmaciens et épiciers tiendront un registre coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police, sur lequel registre ceux qui seront dans le cas d'acheter des substances vénéneuses, inscriront de suite et sans aucun blanc, leurs noms, qualités et demeures, la nature et la quantité des drogues qui leur auront été délivrées, l'emploi qu'ils se proposent d'en faire, et la date exacte du jour de leur achat; le tout à peine de trois mille francs d'amende contre les contrevenans. Les pharmaciens et les épiciers seront tenus de faire eux-mêmes l'inscription, lorsqu'ils vendront ces substances à des individus qui ne sauront point écrire, et qu'ils connaîtront comme ayant besoin de ces mêmes substances (1).

36. Tout débit au poids médicinal, toute distribution de drogues et préparations médicamenteuses sur des théâtres ou étalages, dans les places publiques, foires et marchés, toute annonce et affiche imprimée qui indiquerait des remèdes secrets, sous quelque dénomination qu'ils soient présentés, sont sévèrement prohibés. Les individus qui se rendraient coupables de ce délit, seront poursuivis par mesure de police correctionnelle, et punis conformément à l'article 183 et suivans du Code des délits et des peines (2).

37. Nul ne pourra vendre, à l'avenir, des plantes ou des parties de plantes médicinales indigènes, fraîches ou sèches, ni exercer la profession d'herboriste, sans avoir subi auparavant, dans une des écoles de pharmacie, ou par-devant un jury de médecine, un examen qui prouve qu'il connaît exactement les plantes médicinales, et sans avoir payé une rétribution qui ne pourra excéder cinquante francs à Paris, et trente francs dans les autres départemens, pour les frais de cet examen. Il sera délivré aux herboristes un certificat d'examen par l'école ou le jury par lesquels ils seront examinés; et ce certificat devra être enregistré à la municipalité du lieu où ils s'établiront (3).

38. Le gouvernement chargera les professeurs des écoles de médecine, réunis aux membres des écoles de pharmacie, de rédiger un *codex* ou formulaire, contenant les préparations médicinales et pharmaceutiques qui devront être tenues par les pharmaciens. Ce formulaire devra contenir des préparations assez variées pour être appropriées à la différence du climat et des productions des diverses parties du territoire français: il ne sera publié qu'avec la sanction du gouvernement et d'après ses ordres (4).

(1) L'amende de trois mille francs prononcée par cet article est applicable intégralement, quelle que soit la quantité des substances vendues sans remplir la formalité que la loi impose: les tribunaux ne peuvent modérer la peine sous prétexte de circonstances atténuantes. Cass., 28 janvier 1830, *SIR.*, XXX, 1, 141; Bull. crim., XXXV, 58.

(2) Voyez la loi du 29 pluviôse—9 ventose au 13 (18—28 février 1805), qui détermine les peines applicables à la violation de cette disposition; le décret du 25 prairial suivant (14 juin 1805), portant que la même disposition n'est pas applicable aux remèdes dont la distribution a été permise par le gouvernement, soit avant soit depuis la loi de germinal an 11; et celui du 18 août 1810, qui défend aux inventeurs et propriétaires de remèdes secrets de les débiter eux-mêmes.

(3) Quoique cette disposition ne prononce pas de peine au cas de contravention, cependant il y a lieu d'appliquer aux contraventions les peines de simple police. Donnai, 22 août 1828, *SIR.*, XXIX, 2, 5. — Les élèves en pharmacie peuvent préparer eux-mêmes et vendre des médicaments dans les pharmacies où ils sont agréés, tant qu'ils agissent sous la surveillance de leurs chefs; mais cette faculté cesse dans le cas où ceux-ci s'absentent, de telle manière qu'ils ne peuvent exercer une surveillance suffisante sur leurs élèves: en un tel cas, l'autorité municipale a le droit de faire fermer la pharmacie où les élèves restent seuls. Nîmes, 13 août 1829, *SIR.*, XXIX, 2, 280.

(4) On a pu, sans commettre le délit de contrefaçon, insérer dans un ouvrage sur la phar-

2^e germinal an 11. = *Prénoms et changements de noms*, voyez 11 du même mois.

N° 824. = 22 germinal—2 floréal an 11 (12—22 avril 1803). = *Loi relative aux manufactures, fabriques et ateliers* (1). (III, Bull. cclxx, n° 2677.)

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. Il pourra être établi, dans les lieux où le gouvernement le jugera convenable, des chambres consultatives de manufactures, fabriques, arts et métiers.

2. Leur organisation sera faite par un règlement d'administration publique (2).

3. Leurs fonctions seront de faire connaître les besoins et les moyens d'amélioration des manufactures, fabriques, arts et métiers.

4. Il pourra être fait, sur l'avis des chambres consultatives dont il est parlé en l'article 1^{er}, des réglemens d'administration publique, relatifs aux produits des manufactures françaises qui s'exporteront à l'étranger. Ces réglemens seront présentés en forme de projet de loi au corps législatif, dans les trois ans à compter du jour de leur promulgation.

5. La peine de la contravention à ces réglemens sera une amende qui ne pourra excéder trois mille francs, et la confiscation des marchandises. Les deux peines pourront être prononcées cumulativement ou séparément, selon les circonstances.

TITRE II. — De la police des manufactures, fabriques et ateliers.

5. Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires, et suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, sera punie d'une amende de cent francs au moins, de trois mille francs au plus; et, s'il y a lieu, d'un emprisonnement qui ne pourra excéder un mois.

7. Toute coalition de la part des ouvriers pour cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans certains ateliers, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, enclêmer les travaux, sera punie, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, d'un emprisonnement qui ne pourra excéder trois mois.

8. Si les actes prévus dans l'article précédent ont été accompagnés de violences, voies de fait, attroupemens, les auteurs et complices seront punis des peines portées au Code de police correctionnelle ou au Code pénal, suivant la nature des délits (3).

macie, une partie des formules contenues dans le *Code ou Formulaire* composé et publié en exécution de cette disposition; pourvu toutefois que le nouvel ouvrage diffère tellement du premier par le plan, le format et les divisions, qu'il soit impossible de prendre l'un pour l'autre. *Cass.*, 27 février 1820, *Sic.*, XX, 1, 257.

(1) Voyez les art. 413 et suiv. du Code pénal de 1810, qui punissent la violation des réglemens relatifs aux manufactures, et les lois citées dans les notes qui vont suivre.

Les manufactures et les ateliers dangereux, nuisibles ou incommodes, sont l'objet d'une législation particulière : voyez, à cet égard, le décret du 15 octobre 1810, et les notes.

(2) Voyez l'arrêté du 10 thermidor an 11 (29 juillet 1803), portant organisation des chambres consultatives des manufactures, et les notes.

(3) Voyez les art. 415 et 416 du Code pénal de 1810, qui prononcent des peines contre la coalition des ouvriers des manufactures.

TITRE III. — Des obligations entre les ouvriers et ceux qui les emploient.

.. Les contrats d'apprentissage consentis entre majeurs, ou par des mineurs avec le concours de ceux sous l'autorité desquels ils sont placés, ne pourront être résolus, sauf l'indemnité en faveur de l'une ou de l'autre des parties, que dans les cas suivans, 1° d'inexécution des engagements de part ou d'autre; 2° de mauvais traitemens de la part du maître; 3° d'inconduite de la part de l'apprenti; 4° si l'apprenti s'est obligé à donner, pour tenir lieu de rétribution pécuniaire, un temps de travail dont la valeur serait jugée excéder le prix ordinaire des apprentissages.

10. Le maître ne pourra, sous peine de dommages et intérêts, retenir l'apprenti au-delà de son temps, ni lui refuser un congé d'acquit, quand il aura rempli ses engagements. — Les dommages-intérêts seront au moins du triple du prix des journées depuis la fin de l'apprentissage.

11. Nul individu employant des ouvriers ne pourra recevoir un apprenti sans congé d'acquit, sous peine de dommages-intérêts envers son maître.

12. Nul ne pourra, sous les mêmes peines, recevoir un ouvrier, s'il n'est porteur d'un livret portant le certificat d'acquit de ses engagements, délivré par celui de chez qui il sort.

13. La forme de ces livrets et les règles à suivre pour leur délivrance, leur tenue et leur renouvellement, seront déterminés par le gouvernement, de la manière prescrite pour les réglemens d'administration publique (1).

14. Les conventions faites de bonne foi entre les ouvriers et ceux qui les emploient seront exécutées.

15. L'engagement d'un ouvrier ne pourra excéder un an, à moins qu'il ne soit contre-maître, conducteur des autres ouvriers, ou qu'il n'ait un traitement et des conditions stipulées par un acte exprès.

TITRE IV. — Des marques particulières.

16. La contrefaçon des marques particulières que tout manufacturier ou artisan a le droit d'appliquer sur les objets de sa fabrication, donnera lieu, 1° à des dommages-intérêts envers celui dont la marque aura été contrefaite; 2° à l'application des peines prononcées contre le faux en écritures privées (2).

17. La marque sera considérée comme contrefaite, quand on y aura inséré ces mots : *façon de...*, et à la suite le nom d'un autre fabricant ou d'une autre ville (3).

(1) Voyez l'arrêté du 9 frimaire an 12 (1^{er} décembre 1803), qui détermine la forme de ce livret.

(2 et 3) Voyez l'arrêté du 23 nivose an 9 (13 janvier 1801), qui autorise les fabricans de quincaillerie et de contellerie à frapper leurs ouvrages d'une marque particulière dont la propriété leur est assurée, et le décret du 5 septembre 1810, contenant des dispositions tendantes à réprimer la contrefaçon de ces marques; le décret du 11 juin 1809, sur les conseils de prud'hommes, art. 4 et suiv., qui déterminent la compétence de ces conseils en matière de contrefaçon des marques des fabricans; et celui du 20 février 1810, art. 4 et suiv. (deuxième rédaction du précédent), sur le même objet; le décret du 22 décembre 1812, portant que toutes les manufactures de draps existant en France pourront obtenir l'autorisation de mettre sur leurs produits une lièrière particulière à chacune d'elles, et contenant des dispositions pour assurer la propriété de ces lièrières; et celui du même jour, qui établit une marque particulière pour les savons de Marseille.

Les lois qui assurent aux fabricans la propriété de leur marque ne peuvent être invoquées que lorsqu'il s'agit d'une marque distinctive et caractéristique de leur fabrique: ainsi, le fabricant français qui appose la marque d'une fabrique étrangère sur ses marchandises, pour en augmenter le débit à l'étranger, n'acquiert point la propriété exclusive de cette marque. Paris, 26 mars 1822, *Sin.*, XXIII, 2, 56. — Un fabricant ne peut adopter une marque composée des lettres

18. Nul ne pourra former action en contrefaçon de sa marque, s'il ne l'a préalablement fait connaître d'une manière légale, par le dépôt d'un modèle au greffe du tribunal de commerce d'où relève le chef-lieu de la manufacture ou de l'atelier (1).

TITRE V. — De la juridiction.

19. Toutes les affaires de simple police entre les ouvriers et apprentis, les manufacturiers, fabricans et artisans, seront portées, à Paris, devant le préfet de police; devant les commissaires généraux de police dans les villes où il y en a d'établis, et, dans les autres lieux, devant le maire ou un des adjoints. — Ils prononceront sans appel les peines applicables aux divers cas, selon le Code de police municipale (2). — Si l'affaire est du ressort des tribunaux de police correctionnelle ou criminels, ils pourront ordonner l'arrestation provisoire des prévenus, et les faire traduire devant le magistrat de sûreté.

20. Les autres contestations seront portées devant les tribunaux auxquels la connaissance en est attribuée par les lois.

21. En quelque lieu que réside l'ouvrier, la juridiction sera déterminée par le lieu de la situation des manufactures ou ateliers dans lesquels l'ouvrier aura pris du travail.

N° 825. — 23 germinal an 11 (13 avril 1803). — **ARRÊT** relatif aux ordonnances susceptibles d'être acquittées par les payeurs extérieurs du trésor public. (III, Bull. cclxix, n° 2672.)

Art. 1^{er}. Dans les cinq premiers jours qui suivront l'expiration de chaque trimestre, les payeurs extérieurs du trésor public adresseront, au ministre de ce département, toutes les ordonnances qui auraient *six mois de date* au moins, et qui, étant payables par eux à des parties prenantes y dénommées, n'auraient pas encore été acquittées.

2. Les fonds destinés au paiement desdites ordonnances seront reversés par les payeurs extérieurs à la caisse centrale du trésor public, en leurs *déclarations de fonds libres*. — Ces déclarations seront comprises comme comptant dans de nouveaux envois de fonds, et adressées aux payeurs qui les auront souscrites, ou à ceux des départemens voisins.

3. Les payeurs dresseront, aux mêmes époques, des bordereaux indicatifs de la portion des crédits ouverts dans les départemens, aux ordonnateurs particuliers de la guerre, de la marine et de l'administration civile, et sur

initiales de son nom, lorsqu'une pareille marque est déjà adoptée par un fabricant de même genre et de la même ville, de telle sorte qu'il puisse y avoir méprise et confusion entre les deux. Trib. cass., 28 mai 1822, Sir., XXII, 1, 337; Bull. civ., XXIV, 153. — Il n'y a pas délit de contrefaçon, s'il n'y a imitation de la marque distinctive adoptée par le fabricant et application de la marque imitée à des objets sortis d'une manufacture étrangère. Cass., 22 janvier 1807, Sir., VII, 1, 552; Bull. crim., XII, 37. — Pour que la contrefaçon des marques puisse constituer un crime de faux, il faut que, s'il s'agit de marques apposées sur des vases contenant des liquides, les marques soient apposées de manière à ce que ces liquides ne puissent être extraits des vases sans rompre la marque et détruire son application aux vases. Cass., 22 janvier 1807, Sir., VII, 2, 235; Bull. crim., XII, 35. — Une empreinte imprimée sur du papier attaché à des objets manufacturés peut être considérée comme marque du fabricant aussi bien que les empreintes placées sur les objets manufacturés eux-mêmes. Arrêt précité du 28 mai 1822.

(1) Pour que la plainte en contrefaçon soit recevable, il suffit que le dépôt ait précédé la plainte; il n'est pas nécessaire qu'il ait eu lieu avant la contrefaçon. Cass., arrêt précité du 28 mai 1822.

(2) Les contestations relatives aux congés dus aux ouvriers sont de la compétence de la police administrative. Cass., 23 juin 1812, Sir., XIII, 1, 136; Bull. civ., XIV, 204.

lesquels lesdits ordonnateurs n'auraient pas fait de dispositions par la délivrance de leurs mandats. — Ces bordereaux ne comprendront que les crédits ouverts par les ordonnances des ministres, et qui auraient au moins six mois de date.

4. Des extraits de ces bordereaux seront ensuite adressés aux ministres, pour ce qui concerne le service de leurs départemens respectifs : les ministres feront connaître à celui du trésor public la portion de ces ordonnances susceptible d'être annulée ; et les fonds devenus libres par ces annulations seront reversés au trésor public, de la manière prescrite par l'article 2.

5. Les arrérages de la dette publique et des pensions payables dans les départemens, et qui n'auraient pas été réclamés par les rentiers et pensionnaires dans les six mois qui suivront le terme fixé pour consommer le paiement d'un semestre échu, ne pourront plus être acquittés qu'à Paris ; en conséquence, les fonds affectés au paiement de ces arrérages non réclamés seront pareillement reversés à la caisse centrale du trésor public par les préposés du payeur-général de la dette publique.

6. Les comptes des ministres seront crédités sur les registres du trésor public à Paris, de la portion des fonds réintégrés par les versements desdits payeurs, en leurs déclarations de fonds libres.

N° 826. — 23 germinal an 11 (13 avril 1803). — ARRÊTÉ additionnel à celui du 19 fructidor an 10 (1), relatif aux actes conservatoires des créances sur les colons de Saint-Domingue. (III, Bull. cclxx, n° 2679.)

Le gouvernement....., vu l'arrêté du 19 fructidor an 10, dont l'article 1^{er} porte qu'il est sursis, jusqu'au 1^{er} vendémiaire an 16, tant envers les débiteurs principaux qu'envers leurs cautions, à toutes poursuites pour le paiement des créances antérieures au 1^{er} janvier 1792, causées pour ventes d'habitations, de maisons et de nègres à Saint-Domingue, ainsi que pour avances faites à la culture dans ladite colonie, et dont l'article 6 porte que les anciens créanciers pourront, pour les causes exprimées dans l'article 1^{er}, faire tous actes conservatoires de leurs droits, même les faire régler en justice, s'il y a lieu, sauf suspension à l'exécution du jugement, conformément aux précédentes dispositions ; — Considérant qu'il importe de faire cesser les difficultés qui se sont élevées sur l'exécution dudit article 6 ; le conseil d'état entendu, arrête :

Art. 1^{er}. Ne sont pas compris au nombre des actes conservatoires autorisés par l'article 6 de l'arrêté du 19 fructidor an 10, concernant les créanciers des colons de Saint-Domingue, les actes qui empêcheraient l'effet de la surséance, tels que saisies mobilières ou réelles, oppositions à la délivrance des revenus, fruits, denrées et autres objets mobiliers.

2. Les oppositions mises à la délivrance des capitaux dus auxdits colons pour les causes énoncées en l'article 1^{er} dudit arrêté, n'empêcheront pas la délivrance desdits capitaux, mais assujétiront les colons auxquels ces remboursements auront été faits, à justifier, dans le délai de six mois à compter du jour desdites oppositions, que l'emploi des sommes en provenant a été fait à l'exploitation ou amélioration d'une habitation de ladite colonie ; sinon ils pourront être déclarés déchus du bénéfice de la surséance accordée par l'article 1^{er} dudit arrêté du 19 fructidor an 10.

(1) Voyez le décret du 19 fructidor an 10 (6 septembre 1802), et la note.

N° 827. = 24 germinal an 11 (14 avril 1803). = ARRÊTÉ relatif à la manière dont les contestations entre différentes sections d'une même commune doivent être suivies devant les tribunaux (1). (III, Bull. CCLXXI, n° 2699.)

Le gouvernement...., vu la lettre du préfet du département du Haut-Rhin, relative aux contestations qui se sont élevées au sujet de la possession de bois qui ont été adjugés aux sections de Saint-Blaise et Fertru, d'Oscherie et de la Petite Liepvre, de la commune de Sainte-Marie, et à laquelle la section dite *Egalité* de la même commune prétend avoir des droits ;— Considérant que la loi du 29 vendémiaire an 5, portant que les actions qui intéressent les communes seront suivies par les agens et adjoints municipaux, et celle en date du 28 pluviôse an 8, qui charge les maires et adjoints de remplir les fonctions administratives exercées jusque-là par ces agens ou adjoints, n'ont pas prévu le cas où les sections d'une même commune seraient en contestation relativement à des intérêts particuliers, et n'ont pas déterminé par conséquent le mode d'après lequel ces contestations devront être suivies devant les tribunaux ; le conseil d'état entendu, arrête :

Art. 1^{er}. Le sous-préfet de l'arrondissement dans lequel la commune de Sainte-Marie se trouve comprise, désignera dix personnes prises parmi les plus imposées, dont cinq pour les sections de Saint-Blaise et Fertru, d'Oscherie et de la Petite-Liepvre, et cinq pour la section dite *Egalité*.

2. Les dix personnes désignées conformément à l'article précédent formeront une commission qui se rassemblera chez le sous-préfet, à l'effet d'y exposer les motifs de plainte et de contestation des sections qu'elles représentent, et de délibérer s'il y a lieu à intenter ou soutenir le procès.

3. S'il n'y a pas conciliation, le procès-verbal de l'assemblée, tendant à obtenir l'autorisation de plaider, sera adressé au conseil de préfecture, qui prononcera (2).

4. Si l'autorisation de plaider est accordée, les membres élus par le sous-préfet nommeront, chacun pour les sections qu'ils représentent, un d'entre

(1) Voyez, sur le mode d'exercer les actions des communes, la loi du 29 vendémiaire an 5 (20 octobre 1796), et les notes étendues qui l'accompagnent : elles résument la législation et la jurisprudence de cette matière.

(2) La forme de procéder en matière de contestations entre des sections de commune, relativement à la propriété de leurs biens communaux, est réglée par l'arrêté du 24 germinal an 11 ; tout autre mode est irrégulier : tel un compromis passé entre des sections de commune, à l'effet d'un arbitrage autorisé par le sous-préfet et homologué par le conseil de préfecture. Arr. du cons., 6 décembre 1820, *SIR.*, Jur. du cons., V, 501. — Des sections de commune autorisées en 1777 à plaider, par l'autorité compétente, n'ont pu, postérieurement à la loi du 29 vendémiaire an 5 et à l'arrêté du 24 germinal an 11, suivre leur procès, sans une nouvelle autorisation du conseil de préfecture. Nîmes, 10 floréal an 13, *SIR.*, V, 2, 252. — Les habitants d'un village, qui plaident en nom individuel, et n'agissent pas même en leur qualité d'habitants de tel ou tel village, ne sont pas réputés être une section de commune et devoir être autorisés. Cass., 15 novembre 1808, *SIR.*, IX, 1, 107 ; et 10 novembre 1812, *SIR.*, XIII, 1, 149 ; Bull. civ., XIV, 309. — Jugé encore que plusieurs particuliers, plaident pour un intérêt commun, contre la commune dont ils font partie, lorsqu'ils ont été assignés individuellement, ne doivent pas être considérés comme formant une section de commune, et peuvent dès lors être dispensés de remplir les formalités prescrites par l'arrêté de l'an 11. Angers, 21 mai 1825, *SIR.*, XXVI, 2, 122. — Jugé aussi que, pour que les habitants d'un territoire particulier, dans une commune, soient réputés former une section de commune, corps moral, soumis, pour intenter action, aux formalités prescrites par l'arrêté précité, il faut qu'il s'agisse d'un droit appartenant à l'ensemble des habitants, à titre d'habitants de cette localité : s'il s'agit de droits individuels appartenant seulement à ceux qui sont propriétaires, alors ce ne sont que des consorts ou co-intéressés qui peuvent agir et plaider sans aucune autorisation administrative : tels sont les propriétaires des bords d'un cours d'eau, quand il s'agit d'un droit d'irrigation. Cass., 3 décembre 1828, *SIR.*, XXIX, 1,

eux, qui sera chargé de suivre l'action devant les tribunaux. — Ce choix ne pourra tomber ni sur le maire, ni sur l'adjoint de la commune (1).

N° 828. — 24 germinal—4 floréal an 11 (14—24 avril 1803). — *Loi relative à la banque de France* (2). (III, Bull. CCLXXI, n° 2698.)

Art. 1^{er}. L'association formée à Paris sous le nom de *Banque de France*, aura le privilège exclusif d'émettre des billets de banque, aux conditions énoncées dans la présente loi.

207. — Des hameaux d'une même commune peuvent être assimilés à des sections de commune. Arr. du cons., 6 décembre 1820, SIR., XXI, 2, 51. — Lorsqu'un conseil municipal refuse d'autoriser une section de commune à revendiquer des biens dont elle a été dépouillée, le ministre de l'intérieur a qualité pour intervenir au nom et dans l'intérêt de la section de commune, pour obtenir l'autorisation du roi en conseil d'état. Arr. du cons., 25 mars 1819, SIR., XX, 2, 67.

(1) Lorsqu'il y a opposition d'intérêt et contestation entre diverses sections d'une même commune, le maire cesse d'être le représentant légal : alors on doit appliquer l'arrêté du 24 germinal an 11, et nommer des syndics. Arr. du cons., 4 juillet 1827, MAC., IX, 326; 13 avril 1828; MAC., X, 334; et plusieurs autres arrêtés. — Si, au contraire, c'est une section de commune qui demande à plaider, soit contre une autre commune, soit contre des particuliers, les formalités prescrites par l'arrêté de l'an 11 sont inutiles; et son représentant légal est le maire de la commune dont elle dépend. Arrêt précité du 4 juillet 1827. — Jugé encore qu'il n'y a pas lieu à la nomination de syndics, s'il ne s'agit que d'une action entre une section de commune et des particuliers. Arr. du cons., 19 juillet 1826, MAC., VIII, 367; et 17 mai 1833, MAC., III, 2^e série, 261. — Jugé enfin que des hameaux qui veulent exercer des droits contre une commune autre que celle dont ils font partie ne doivent pas observer les formes prescrites par l'arrêté de l'an 11. Cass., 13 mai 1828, SIR., XXVIII, 1, 375. — Il n'y a pas non plus lieu à l'observation de ces formalités au cas où une commune veut plaider contre son maire : en ce cas, l'action appartient exclusivement à l'adjoint du maire. Arr. du cons., 19 juillet 1826, SIR., XXVII, 2, 272. — Mais il y a lieu à la nomination d'un syndic, lorsqu'une section de commune seulo plaide contre le domaine. Cass., 15 mars 1831, SIR., XXXI, 1, 101. — Celui qui plaide contre une section de commune ne peut être compris parmi les membres de la commission des propriétaires les plus imposés qui doivent nommer les syndics chargés de représenter la section. Arr. du cons., 25 juillet 1834, SIR., XXXIV, 2, 629. — Lorsqu'un syndic a été nommé, hors les cas permis à la commune qui a désiré ce syndic, qui l'a nommé avec autorisation et qui a plaidé par son intermédiaire, peut plus tard, et en cas d'insuccès, faire annuler administrativement la nomination du syndic. Arrêt précité du 19 juillet 1826.

Le conseil de préfecture n'est pas compétent pour désigner le syndic chargé de représenter une section de commune. Arr. du cons., 17 juin 1829, MAC., XI, 200. — Les arrêtés en vertu desquels les communes ont été syndiquées et autorisées à plaider, ne peuvent être attaqués devant le conseil d'état : ce sont des actes de tutelle administrative. Arr. du cons., 23 mai 1830, MAC., XII, 254. — Jugé encore que les habitants nommés pour représenter une section de commune sont sans qualité pour contester l'autorisation de plaider donnée à une autre section de la même commune, après un premier arrêté de refus. Arr. du cons., 22 juin 1825, MAC., VII, 306. — Le syndic d'une section de commune perd sa qualité par l'acceptation de fonctions incompatibles, telles que celles de maire de la commune; il ne peut la recouvrer, après avoir cessé d'être maire, que par une nomination nouvelle, dans la forme prescrite. Cass., 25 novembre 1823, SIR., XXIV, 1, 125. — Est valable la signification d'une ordonnance de *soit communiqué* faite à un maire, conformément à une ordonnance du garde des sceaux, bien qu'il s'agisse d'une contestation relative à une section de commune. Arr. du cons., 21 mars 1821, SIR., Jur. du cons., V, 576. — La signification d'un acte d'appel, au nom d'une section de commune, peut être valablement faite au maire de la commune, lorsque l'autre section de cette commune à laquelle elle est adressée se trouve n'avoir pas de syndic pour la représenter. Même arrêt.

(2) Voyez les statuts fondamentaux de la Banque de France, arrêtés par l'assemblée générale, le 23 vendémiaire an 12 (16 octobre 1803) (SIR., IV, 2, 605); l'avis du cons. d'état du 30 frimaire an 14 (21 décembre 1805), concernant la faculté de recevoir les billets de la banque; la loi générale du 22 avril—2 mai 1806, qui proroge pour vingt-cinq ans en sus du terme accordé par la présente, le privilège de la banque, et porte des dispositions étendues sur son organisation et sur ses opérations; l'arrêté du conseil général de la banque de France, du 5 août 1807, qui réduit à quatre pour cent l'escompte sur les effets de commerce (SIR., VII, 2, 204); le décret du 16 janvier 1808, portant approbation des statuts définitifs de la banque de France; celui du 28 mai suivant, portant organisation des comptoirs d'escompte de la banque, et désignation

2. Le capital de la banque de France sera de quarante-cinq mille actions, de mille francs chacune, en fonds primitifs, et plus du fonds de réserve. — Tout appel de fonds sur ces actions est prohibé.

3. Les actions de la banque seront représentées par une inscription nominale sur les registres; elles ne pourront être mises au porteur.

4. La moindre coupure des billets de la banque de France sera de cinq cents francs.

5. La banque escomptera les lettres de change et autres effets de commerce. — La banque ne pourra faire aucun commerce autre que celui des matières d'or et d'argent. Elle refusera d'escompter les effets dérivant d'opérations qui paraîtront contraires à la sûreté de la république; les effets qui résulteraient d'un commerce prohibé; les effets dits de circulation, créés collusionement entre les signataires, sans cause ni valeur réelle.

6. L'escompte sera perçu à raison du nombre des jours à courir, et même d'un seul jour, s'il y a lieu.

7. La qualité d'actionnaire ne donnera aucun droit particulier pour être admis aux escomptes de la banque.

8. Le dividende annuel, à compter du 1^{er} vendémiaire an 13, ne pourra excéder six pour cent pour chaque action de mille francs: il sera payé tous les six mois. — Le bénéfice excédant le dividende annuel sera converti en fonds de réserve (1). — Le fonds de réserve sera converti en cinq pour cent consolidés; ce qui donnera lieu à un second dividende. — Le fonds de réserve actuel sera aussi converti en cinq pour cent consolidés. — Le dividende des six derniers mois de l'an 11 sera réglé suivant les anciens usages de la banque. — Le dividende de l'an 12 ne pourra excéder huit pour cent, y compris le dividende à provenir des produits du fonds de réserve.

9. Les cinq pour cent consolidés acquis par la banque seront inscrits en son nom, et ne pourront être revendus sans autorisation, pendant la durée de son privilège.

10. L'universalité des actionnaires de la banque sera représentée par deux cents d'entre eux, qui, réunis, formeront l'assemblée générale de la banque.

11. Les deux cents actionnaires qui composeront l'assemblée générale seront ceux qui, d'après la revue de la banque, seront constatés être, depuis six mois révolus, les plus forts propriétaires de ses actions: en cas de parité dans

des opérations auxquelles ces comptoirs peuvent se livrer; celui du 24 juin même année, portant établissement de comptoirs d'escompte de la banque à Lyon et à Rouen; celui du 3 septembre même année, qui approuve une délibération du comité général de la banque de France concernant les dépôts volontaires; celui du 29 mai 1810, qui établit un comptoir d'escompte à Lille; celui du 25 septembre 1813, qui détermine le mode de transfert des actions de la banque de France, appartenant à des mineurs ou à des interdits; la loi du 4—8 juillet 1820, sur le partage des bénéfices de la banque, mis en réserve; l'ordonnance du 13—30 septembre même année, concernant la réserve des actions de la banque de France affectées à des majorats et à des dotations; la loi du 6—8 décembre 1831, contenant de nouvelles dispositions sur la répartition de la réserve des bénéfices; celle du 17—24 mai 1834, qui contient plusieurs dispositions sur le même objet, qui autorise la mobilisation des actions immobilisées en vertu de l'art. 7 du décret du 16 janvier 1808, et qui accorde à la banque la faculté de faire des avances sur tous les effets publics français, à échéance non déterminée; et l'ordonnance du 15—27 juin suivant, rendue pour l'exécution de cette loi.

(1) Le fonds de réserve des actions de la banque de France, qui s'est formé pendant la durée d'un usufruit, n'est pas un fruit civil qui appartienne à l'usufruitier; ce fonds de réserve accroît au principal, et par suite appartient exclusivement au nu-propriétaire: le droit de l'usufruitier se réduit à la jouissance de la portion de ce fonds de réserve qui a été distribuée dans le cours de l'usufruit, et il ne peut rien prétendre sur la portion non distribuée au moment où l'usufruit s'éteint. Paris, 27 avril 1827, Str., XXVII, 2, 183.

le nombre des actions, l'actionnaire le plus anciennement inscrit sera préféré

12. L'assemblée générale de la banque se réunira dans le courant de vendémiaire de chaque année. Elle sera assemblée extraordinairement dans les cas prévus par les statuts.

13. Les membres de l'assemblée générale devront assister et voter en personne, sans pouvoir se faire représenter. Chacun d'eux n'aura qu'une voix, quelque nombre d'actions qu'il possède.

14. Nul ne pourra être membre de l'assemblée générale de la banque, s'il ne jouit des droits de citoyen français.

15. La banque sera administrée par quinze régens, et surveillée par trois censeurs, choisis entre tous les actionnaires par l'assemblée générale. Les régens et censeurs réunis formeront le conseil général de la banque.

16. Les régens seront renouvelés chaque année par cinquième, et les censeurs par tiers.

17. Sept régens sur les quinze, et les trois censeurs seront pris parmi les manufacturiers, fabricans ou commerçans actionnaires de la banque; ils seront complétés par les élections des années 11, 12 et 13.

18. Il sera formé un conseil d'escompte, composé de douze membres pris parmi les actionnaires exerçant le commerce à Paris. Les douze membres seront nommés par les trois censeurs: ils seront renouvelés par quart chaque année. Les membres de ce conseil seront appelés aux opérations d'escompte, et ils auront voix délibérative.

19. Les régens, les censeurs et les membres du conseil d'escompte sortans pourront être réélus.

20. Les fonctions des régens, des censeurs et des membres du conseil d'escompte seront gratuites, sauf des droits de présence.

21. Le conseil général nommera un comité central, composé de trois régens. L'un d'eux sera nommé président; et dans cette qualité, il présidera l'assemblée générale, le conseil général, et tous les comités auxquels il jugera à propos d'assister.

22. Les fonctions de président dureront deux ans; les deux autres membres du comité seront renouvelés par moitié et tous les ans; les membres sortans pourront être réélus.

23. Le comité central de la banque est spécialement et privativement chargé de la direction de l'ensemble des opérations de la banque.

24. Il est en outre chargé de rédiger, d'après ses connaissances et sa discrétion, un état général, divisé par classes, de tous ceux qui seront dans le cas d'être admis à l'escompte, et de faire successivement dans cet état les changemens qu'il jugera nécessaires. Cet état servira de base aux opérations d'escompte.

25. Ceux qui se croiront fondés à réclamer contre les opérations du comité central relativement à l'escompte, adresseront leurs réclamations à ce comité, et en même temps aux censeurs.

26. Les censeurs rendront compte à chaque assemblée générale de la surveillance qu'ils auront exercée sur les affaires de la banque, et déclareront si les règles établies pour l'escompte ont été fidèlement observées.

27. Le conseil général actuel de la banque de France est tenu de faire, dans un mois, les statuts nécessaires à son administration intérieure.

28. Le privilège de la banque lui est accordé pour quinze années, à dater du 1^{er} vendémiaire an 12.

29. Les régens et censeurs actuels de la banque de France conserveront leur titre, et exerceront leurs fonctions pendant le temps fixé par les statuts et réglemens.

30. La caisse d'escompte du commerce, le comptoir commercial, la factorerie et autres associations qui ont émis des billets à Paris ne pourront, à dater de la publication de la présente, en créer de nouveaux, et seront tenus de retirer ceux qu'ils ont en circulation, d'ici au 1^{er} vendémiaire prochain.

31. Aucune banque ne pourra se former dans les départemens, que sous l'autorisation du gouvernement, qui pourra leur en accorder le privilège; et les émissions de ses billets ne pourront excéder la somme qu'il aura déterminée. Il ne pourra en être fabriqué ailleurs qu'à Paris. Les articles 3, 5, 6, 13, 24 et 25 de la présente loi leur seront applicables.

32. La moindre coupure des billets émis dans les villes auxquelles le privilège en sera accordé sera de deux cent cinquante francs.

33. Aucune opposition ne sera admise sur les sommes en compte courant dans les banques autorisées.

34. Les actions judiciaires relatives aux banques seront exercées au nom des régens, poursuites et diligence de leur directeur général.

35. Il pourra être fait un abonnement annuel avec les banques privilégiées, pour le timbre de leurs billets.

36. Les fabricateurs de faux billets, soit de la banque de France, soit des banques de départemens, et les falsificateurs de billets émis par elles, seront assimilés aux faux monnayeurs, poursuivis, jugés et condamnés comme tels.

24 germinal an 11. — *Pièces d'argent rognées ou altérées*, voyez 14 du même mois.

N° 829. — 25 germinal — 5 floréal an 11 (15 — 25 avril 1803). — *Loi relative aux adoptions faites avant la publication du titre VIII du Code civil* (1). (III, Bull. CCLXXI, n° 2700.)

Art. 1^{er}. Toutes adoptions faites par actes authentiques depuis le 18 janvier 1792 jusqu'à la publication des dispositions du Code civil relatives à l'adoption, seront valables, quand elles n'auraient été accompagnées d'aucune des conditions depuis imposées pour adopter et être adopté (2)

(1) Voyez le décret du 18 janvier 1792, et la note.

(2) Cette disposition s'applique: — A l'adoption faite par un grand-père de ses petits-enfants quoique ceux-ci, par la mort civile de leur mère, se trouvaient, en vertu de la représentation, au premier degré de l'aïeul adoptant. Besançon, 18 janvier 1808, *Sir.*, VII, 2, 773. — A l'adoption d'un mineur, faite antérieurement au Code civil. Besançon, 4 août 1808, *Sir.*, IX, 2, 264. — A l'adoption d'un mineur, sans le consentement de son père. Cass., 16 fructidor an 12, *Sir.*, IV, 1, 389; Bull. civ., VI, 428. — A l'adoption d'un enfant naturel reconnu. Cass., 24 novembre 1806, *Sir.*, VI, 2, 586; et Toulouse, 5 mars 1817, *Sir.*, XVIII, 2, 252. — *Idem*, encore qu'à l'époque où l'adoption avait lieu l'adoptant eût un enfant légitime. Cass., 24 juillet 1811, *Sir.*, XI, 1, 329; Bull. civ., XIII, 189. — Sous l'empire du Code civil, la validité de l'adoption d'un enfant naturel reconnu est très controversée: il existe une foule d'arrêts pour et contre.

La loi du 25 germinal an 11 s'applique aux adoptions d'enfants adultérins. Cass., 9 février 1824, *Sir.*, XXIV, 1, 195. — Jugé du moins que des parens collatéraux n'ont pu contester la validité d'une pareille adoption, consommée antérieurement à cette loi. Même arrêt. — Jugé en sens contraire. Cass., 23 décembre 1816, *Sir.*, XVII, 1, 164; 26 juin 1832, *Sir.*, XXXII, 1, 555; Bull. civ., XXXIV, 110; et plusieurs autres arrêts. — Jugé encore que l'enfant ne peut diviser le titre dont il se sert, pour en invoquer la partie qui établit son adoption, et rejeter celle qui l'entache du vice d'adultérinité. Nancy, 18 août 1814, *Sir.*, XV, 2, 209. — Jugé en sens contraire, c'est-à-dire que l'enfant peut profiter de l'adoption, et repousser la partie de l'acte qui le qualifierait d'enfant adultérin. Toulouse, 15 mai 1827, *Sir.*, XXVII, 2, 188. — Jugé aussi que la loi du 25 germinal an 11 maintient les adoptions faites dans les pays réunis, encore qu'elles ne fussent pas conformes aux statuts locaux. Cass., 12 novembre 1811, *Sir.*, XIII, 1, 424. — Jugé en sens contraire. Bruxelles, 12 juillet 1806, *Sir.*, VI, 2, 167. — Jugé enfin que l'adoption faite avant le Code civil par une femme, non autorisée de son mari, a été validée par la loi du 25 germinal an 11. Cass., 13 décembre 1809, *Sir.*, X, 1, 82. — Et qu'une lettre écrite aux officiers municipaux d'une com-

2. Pourra néanmoins celui qui aura été adopté en minorité, et qui se trouverait aujourd'hui majeur, renoncer à l'adoption dans les trois mois qui suivront la publication de la présente loi. — La même faculté pourra être exercée par tout adopté aujourd'hui mineur, dans les trois mois qui suivront sa majorité. — Dans l'un et l'autre cas, la renonciation sera faite devant l'officier de l'état civil du domicile de l'adopté, et notifiée à l'adoptant dans un autre délai de trois mois.

3. Les adoptions auxquelles l'adopté n'aura point renoncé produiront les effets suivans : — Si ses droits ont été réglés par acte ou contrat authentique, disposition entre-vifs ou à cause de mort, faits sans lésion de légitime d'enfant, transaction ou jugement passé en force de chose jugée, il ne sera porté aucune atteinte auxdits acte, contrat, disposition, transaction ou jugement, lesquels seront exécutés selon leur forme et teneur (1).

4. En l'absence ou à défaut de toute espèce d'actes authentiques spécifiant ce que l'adoptant a voulu donner à l'adopté, celui-ci jouira de tous les droits accordés par le Code civil, si, dans les six mois qui suivront la publication de la présente loi, l'adoptant ne se présente devant le juge de paix de son domicile, pour y affirmer que son intention n'a pas été de conférer à l'adopté tous les droits de successibilité qui appartiendraient à un enfant légitime (2). — Cette faculté d'affirmer l'intention est un droit personnel à l'adoptant, et n'appartiendra point à ses héritiers.

5. Dans le cas où l'adoptant aurait fait l'affirmation énoncée dans l'article précédent et dans le délai prescrit par cet article, les droits de l'adopté seront, quant à la successibilité, limités au tiers de ceux qui auraient appartenu à un enfant légitime.

6. S'il résultait de l'un des actes maintenus par l'article 3, que les droits

mune, dans laquelle un individu déclare adopter une personne désignée, est un acte authentique d'adoption dans le sens de cette même loi, lorsque la lettre a été suivie d'une délibération de la commune, qui a déclaré l'adoption valable. Tribunal civil de la Seine, 22 prairial an 11, *Sir.*, IV, 2, 7.

(1) Les enfans adoptifs dont le titre est antérieur au Code civil, ne peuvent invoquer les dispositions de cette dernière loi, lorsqu'ils ont reçu de leur père des donations quelconques : ces donations sont réputées un règlement de leurs droits dans le sens de l'art. 3 de la loi du 25 germinal an 11. Besançon, arrêt précité du 18 janvier 1808, *Sir.*, VII, 2, 773. — Lorsque, dans l'acte d'adoption, les père et mère ont déclaré que l'adopté jouirait de la part héréditaire que la loi, par la suite, conférerait aux adoptés, ils n'ont pu ultérieurement naer de la faculté, accordée par la loi de germinal an 11, de réduire les droits successifs de cet enfant. Cass., 26 avril 1808, *Sir.*, VIII, 1, 333. — La clause d'une acte d'adoption portant que les adoptés entreront dans tous les biens des adoptans, en conformité des lois, n'est pas un règlement des droits de l'adopté qui empêche ses parens adoptifs de le réduire ultérieurement. Cass., 6 octobre 1808, *Sir.*, IX, 1, 21. — Il en est de même d'un legs fait à l'adopté par l'adoptant ; ce n'est pas là un règlement de droits. Même arrêt. — L'enfant adoptif peut, comme l'enfant naturel et l'enfant légitime, demander la réduction des avantages que ses père et mère adoptifs se sont conférés après l'adoption, même quand il s'agirait d'une succession ouverte avant la publication de la loi transitoire de l'an 11. Cass., arrêt précité du 26 avril 1808, *Sir.*, VIII, 1, 333. — Jugé de même sous l'empire du Code civil. Montpellier, 8 juin 1823, *Sir.*, XXIII, 2, 295 ; et Cass., 20 juin 1825, *Sir.*, XXVII, 1, 29 ; Bull. civ., XXVII, 239.

(2) Les adoptions antérieures à la loi du 25 germinal an 11 n'ont pu être arbitrairement révoquées par les parens adoptifs, ni avant ni après la publication de cette loi : la révocation qui en aurait eu lieu, n'équivaut pas même à la déclaration autorisée par l'art. 4 de la loi de germinal, que l'adoptant n'a pas entendu conférer à l'adopté tous les droits de successibilité qui appartiendraient à l'enfant légitime, mais qu'au contraire il prétend les restreindre. Cass., arrêt précité du 26 avril 1808, *Sir.*, VIII, 1, 333. — En matière d'adoption antérieure au Code civil, les héritiers légitimes de l'adoptant ne pouvaient retenir sa succession au préjudice de l'enfant adoptif, tant que ce dernier n'avait pas atteint l'âge de vingt-un ans, sous prétexte que, jusqu'à cette époque, il avait la faculté de renoncer à l'adoption, et qu'ainsi elle ne pouvait jusqu'alors produire des effets définitifs. Paris, 9 nivose an 13, *Sir.*, VII, 2, 772.

de l'adopté fussent inférieurs à ceux accordés par le Code civil, ceux-ci pourront lui être conférés en entier par une nouvelle adoption, dont l'instruction aura lieu conformément aux dispositions du Code, mais sans autres conditions, de la part de l'adoptant, que d'être sans enfans ni descendans légitimes, d'avoir quinze ans de plus que l'adopté, et si l'adoptant est marié, d'obtenir le consentement de l'autre époux.

7. Les articles 341, 342, 343, 345 et 346 du Code civil, au titre de l'Adoption, sont au surplus déclarés communs à tous les individus adoptés depuis le décret du 18 janvier 1792 et autres lois y relatives.

N° 830. = 25 germinal—5 floréal an 11 (15—25 avril 1803). = *Loi interprétative de l'article 32 de celle du 13 brumaire an 7, sur le timbre* (1). (III, Bull. CCLXXI, n° 2701.)

Art. 1^{er}. L'article 32 de la loi du 13 brumaire an 7, sur le timbre, qui fixe à trois jours le délai pour signifier les procès-verbaux de contravention à cette loi, ne sera applicable qu'à ceux des contrevenans domiciliés dans l'arrondissement du bureau où les procès-verbaux auront été rapportés.

2. Lorsque les contrevenans auront leur domicile hors de cet arrondissement, le délai sera de huit jours jusqu'à cinq myriamètres (dix lieues) de distance, et d'un jour de plus par chaque cinq myriamètres au-delà de cette distance.

25 germinal an 11. = *Pensions*, voyez 15 du même mois.

N° 831. = 26 germinal—6 floréal an 11 (16—26 avril 1803). = *Loi relative aux divorces prononcés ou demandés avant la publication du titre VI du Code civil* (2). (III, Bull. CCLXXII, n° 2709.)

Tous divorces prononcés par des officiers de l'état civil, ou autorisés par jugement avant la publication du titre du Code civil relatif au divorce, auront leurs effets conformément aux lois qui existaient avant cette publication (3).—A l'égard des demandes formées antérieurement à la même époque, elles continueront d'être instruites, les divorces seront prononcés, et auront leurs effets conformément aux lois qui existaient lors de la demande (4).

(1) Voyez cette loi, et les notes étendues qui l'accompagnent.

(2) Voyez, sur le divorce, le décret du 20—25 septembre 1792, et les notes étendues qui l'accompagnent.

(3) Cette loi maintient indistinctement tous les divorces antérieurs au Code civil, en ce sens qu'il n'est plus permis de remettre en question ni les causes de ces divorces ni la régularité des actes de poursuite, si l'acte est revêtu de la forme extérieure et matérielle prescrite par les lois. Cass., 1^{er} février 1807, Sir., VII, 1, 82; Bull. civ., IX, 25; et 11 février 1807, Sir., VII, 2, 733; Bull. civ., IX, 33. — Toutefois, elle ne s'applique qu'aux divorces obtenus contre des émigrés, et à ceux dont on voudrait remettre en question les causes; elle ne s'applique pas au cas de particuliers non émigrés qui arguent de nullité les procédures préliminaires et l'acte même de divorce. Paris, 23 août 1806, Sir., VII, 2, 903. — Jugé néanmoins que la loi du 26 germinal an 11 met à l'abri de toute atteinte les divorces obtenus contre des émigrés, encore qu'ils aient été prononcés sous l'empire de la loi du 26 vendémiaire an 3, non par l'officier de l'état civil du domicile du mari, mais par celui du lieu de la résidence de la femme, incompétent à cet effet. Cass., 14 prairial an 13, Sir., VII, 2, 906. — Jugé enfin que la loi de germinal a mis à couvert de toute attaque au fond les divorces dont la prononciation, précédée de toutes les formalités requises, a été faite régulièrement avant la promulgation du Code civil. Cass., 22 mars 1806, Sir., VI, 1, 225.

Voyez encore l'avis du cons. d'état du 18 prairial an 12 (7 juin 1804), et la note.

(4) Cette disposition, en autorisant la continuation de l'instruction des demandes en divorce, antérieurement formées, ne s'applique pas au cas d'une demande annulée. Cass., 21 octobre 1807, Sir., VIII, 1, 148. — La demande en divorce est formée, dans le sens de cet article, par la seule

N° 832.—26 germinal—6 floréal an 11 (16—26 avril 1803).—*Loi qui ordonne de proposer un mode de remplacement des contributions mobilière et somptuaire de la ville de Paris.* (III, Bull. CCLXXII, n° 2710.)

N° 833.—26 germinal—6 floréal an 11 (16—26 avril 1803).—*Loi relative au paiement des contributions assises sur les biens communaux* (1). (III, Bull. CCLXXII, n° 2711.)

Art. 1^{er}. Les fermiers et locataires des biens communaux mis en ferme ou donnés à bail, comme les biens ruraux, terres, près et bois, ou les moulins, usines ou maisons d'habitation, seront tenus de payer, à la décharge des communes, et en déduction du prix du bail, le montant des impositions de tout genre assises sur ces propriétés.

2. Lorsqu'une commune possédera des domaines utiles dont chaque habitant profitera également, et qui ne seront pas susceptibles d'être affermés, comme des bois, pacages et marais communaux, ou des bâtimens servant à l'usage commun, et qu'elle n'aura pas de revenus suffisans pour payer la contribution due à raison desdits domaines, cette contribution sera répartie en centimes additionnels sur les contributions foncière, mobilière et somptuaire de tous les habitans.

3. Lorsque tous les habitans n'auront pas un droit égal à la jouissance du bien communal, la répartition de la contribution assise sur ce bien sera faite par le maire de la commune, avec l'autorisation du préfet, au prorata de la part qui en appartiendra à chacun.

4. Lorsqu'une partie seulement des habitans aura droit à la jouissance, la répartition de la contribution n'aura lieu qu'entre eux, et toujours proportionnellement à leur jouissance respective.

27 germinal an 11.—*Sursis aux poursuites contre les communes de la rive gauche du Rhin.* voyez 17 du même mois.

N° 834.—28 germinal an 11 (18 avril 1803).—*ARRÊTÉ relatif aux marins portés sur la liste des émigrés* (2). (III, Bull. CCLXIX, n° 2674.)

Art. 1^{er}. Les marins et ouvriers soumis à l'inscription maritime, qui ont été portés sur la liste des émigrés, et qui sont rentrés en France, ou qui pourront y rentrer avant le 1^{er} germinal an 12, seront rétablis sur les matricules du quartier auquel ils étaient affectés primitivement, ou sur celles du quartier dans lequel ils désireront se fixer.

2. Les administrateurs de la marine préposés à l'inscription maritime, donneront acte auxdits marins et ouvriers de leur rétablissement sur les matricules; et cette pièce leur tiendra lieu provisoirement de certificat d'amnistie. Il sera tenu registre des actes délivrés à ces marins et ouvriers.

3. Les listes de tous les individus ainsi réintégrés au service seront en-

obtention d'une cédule, à l'effet de convoquer les parens ou amis: il n'est pas nécessaire que cette cédule ait été suivie de signification valide et efficace. Cass., 19 germinal an 12, Str., IV, 1, 284.

(1) Voyez, sur la contribution foncière, la loi du 3 frimaire an 7 (23 novembre 1798), et les notes.

(2) Voyez, sur les caractères de l'émigration, l'inscription sur les listes, la radiation, l'élimination et l'amnistie, le § 1^{er} des notes qui accompagnent le décret du 9—12 février 1792: la matière y est complètement résumée.

voyées, par chaque administrateur de la marine, au préfet maritime de l'arrondissement, lequel les adressera au grand-juge ministre de la justice, pour que les certificats d'amnistie en bonne forme leur soient expédiés.

4. Les marins et ouvriers seront susceptibles d'être levés pour le service de l'état, du moment où ils auront été rétablis sur les matricules de l'inscription maritime.

N° 835.— 28 germinal an 11 (18 avril 1803). — ARRÊTÉ additionnel à celui du 11 messidor an 10 sur l'organisation administrative et judiciaire de l'île de Tabago. (III, Bull. cclxix, n° 2675.)

N° 836.— 28 germinal an 11 (18 avril 1803). — ARRÊTÉ qui fixe les diamètres des nouvelles pièces d'or, d'argent et de cuivre. (Moniteur du 2 floréal an 11.)

Les diamètres des nouvelles pièces d'or, d'argent et de cuivre sont fixés ainsi qu'il suit :

Or. Pièces de quarante francs, vingt-six millimètres; de vingt francs, vingt-un millimètres.

Argent. Pièces de cinq francs, trente-sept millimètres; de deux francs, vingt-sept millimètres; d'un franc, vingt-trois millimètres; de trois quarts de franc, vingt-un millimètres; d'un demi-franc, dix-huit millimètres; d'un quart de franc, quinze millimètres.

Cuivre. Pièces de cinq centimes, vingt-sept millimètres; de trois centimes, vingt-cinq millimètres; de deux centimes, vingt-deux millimètres.

N° 837.— 28 germinal — 8 floréal an 11 (18—28 avril 1803). — LOI qui augmente le nombre des juges du tribunal criminel du département de la Seine, et lui attribue pendant cinq ans la connaissance des crimes commis dans les colonies contre la sûreté générale et le gouvernement français (1). (III, Bull. cclxxiii, n° 2732.)

Art. 1^{er}. Le nombre des juges du tribunal criminel du département de la Seine sera augmenté de trois juges et d'un substitut.

2. Le tribunal criminel du département de la Seine connaîtra de tous les crimes commis dans les colonies de la république française contre la sûreté générale des colonies, contre le gouvernement français ou ses délégués, et contre les actes qui en sont émanés.

3. Le tribunal criminel du département de la Seine se formera en tribunal spécial pour le jugement de ces affaires, et procédera conformément aux lois des 18 pluviôse an 9 et 23 floréal an 10.

4. Lorsqu'il y aura empêchement légitime à ce que des individus résidant dans les colonies, dont le témoignage serait jugé nécessaire, puissent venir en France, le tribunal pourra juger sur leurs dépositions écrites, lesquelles devront être reçues dans les colonies par un juge, et transmises en France, revêtues du visa du capitaine général ou du commissaire de justice. — Ces dépositions seront communiquées à l'accusé, au moins trois jours avant le jugement; il pourra les débattre et fournir ses moyens de reproches contre les témoins.

5. L'attribution donnée au tribunal criminel de la Seine par les articles ci-dessus n'aura d'effet que pendant cinq ans.

(1) Cette loi n'a plus d'intérêt depuis la création des cours d'assises qui ont remplacé les tribunaux criminels.

N° 838.—28 germinal—8 floréal an 11 (18—28 avril 1803).—*Loi relative aux délais des assignations pour les colonies* (1). (III, Bull. CCLXXIII, n° 2733.)

Art. 1^{er}. Les délais des assignations données aux parties domiciliées dans les colonies, pour comparaître devant les tribunaux de France, seront de six mois, à compter du jour de la signification à personne ou à domicile, pour les colonies occidentales, et les côtes d'Afrique jusqu'au cap de Bonne-Espérance, et d'un an pour les colonies à l'est du même cap.

2. Lorsqu'une assignation à une partie domiciliée dans les colonies sera donnée à sa personne en France, elle n'emportera que les délais ordinaires, sauf au tribunal à les prolonger, s'il y a lieu.

3. Il n'est rien innové aux lois relatives au domicile élu, et à ce qui concerne les personnes domiciliées en France, et qui se trouvent dans les colonies.

N° 839.—29 germinal—9 floréal an 11 (19—29 avril 1803).—*Loi relative aux successions* (2). (III, Bull. CCLXXIV, n° 2742.)

29 germinal an 11.—*Droits d'usage et de propriété dans les forêts nationales, voyez 19 du même m^os.*

N° 840.—30 germinal an 11 (20 avril 1803).—*ARRÊTÉ relatif au mode de paiement des traitemens de réforme et soldes de retraite de l'armée de terre.* (III, Bull. CCLXXI, n° 2702.)

Art. 1^{er}. A compter du 1^{er} vendémiaire prochain, les traitemens de réforme et la solde de retraite de l'armée de terre seront acquittés aux chefs-lieux de département par les payeurs divisionnaires de la guerre ou par leurs préposés.

2. Lesdits payeurs ou leurs préposés acquitteront à vue les mandats délivrés par les commissaires des guerres pour traitement de réforme et solde de retraite, de préférence à toute autre dépense de solde, sans cependant qu'ils puissent y appliquer les fonds destinés au paiement des ordonnances des ministres.

3. Ces paiemens continueront d'être effectués aux époques et selon les formes prescrites par les arrêtés du 27 vendémiaire an 10, dont toutes les dispositions sont maintenues, sauf ce qui concerne l'intervention des receveurs généraux ou particuliers.

(1) Voyez l'art. 73 du Cod. proc. civ.

(2) Voyez la note qui accompagne la loi du 14—24 ventose an 11 (5—15 mars 1803), sur la promulgation, les effets et l'application des lois.

Voyez encore Cod. civ., liv. III, tit. 1^{er}, art. 718 et suiv. Voyez enfin le décret du 8—15 avril 1797, et les notes qui résument toute la législation sur les successions.

TABLE DES MATIÈRES.

(Les caractères italiques indiquent les dates de sanction , de promulgation ou de publication.)

AN 9 (1800).

- | | |
|--|--|
| <p>N° 1^{er}. — 3 vendémiaire (25 septembre). — Arrêté qui détermine un mode pour le remplacement dans la gendarmerie. 1</p> <p>N° 2. — 3 vendémiaire (25 septembre). — Arrêté sur les fonctions de grand-juge dans les cours martiales maritimes. 1</p> <p>N° 3. — 4 vendémiaire (26 septembre). — Arrêté sur les tirages de la loterie nationale. 1</p> <p>N° 4. — 5 vendémiaire (27 septembre). — Arrêté sur le mode de délivrance des brevets d'invention. 1</p> <p>N° 5. — 6 vendémiaire (28 septembre). — Arrêté sur le canonage maritime. 1</p> <p>N° 6. — 7 vendémiaire (29 septembre). — Arrêté qui détermine les cas dans lesquels les matres ou patrons de bateaux sont exempts de service sur les vaisseaux de l'état. 2</p> <p>N° 7. — 9 vendémiaire (1^{re} octobre). — Arrêté portant réduction des appointemens des officiers du génie maritime, d'administration, de santé, etc. 2</p> <p>N° 8. — 9 vendémiaire (1^{re} octobre). — Arrêté qui annule deux jugemens rendus contre les fermiers du dernier bail de la ferme générale. 2</p> <p>N° 9. — 16 vendémiaire (8 octobre). — Arrêté qui annule un jugement rendu par le tribunal de Sambre et Meuse, en conflit d'attribution avec l'administration centrale. 3</p> <p>N° 10. — 16 vendémiaire (8 octobre). — Arrêté relatif à l'état-major de l'armée. 3</p> <p>N° 11. — 19 vendémiaire (11 octobre). — Arrêté qui prescrit aux juges et suppléans un délai pour se faire recevoir. 3</p> <p>N° 12. — 23 vendémiaire (15 octobre). — Arrêté sur l'organisation des bureaux de la liquidation générale de la dette publique. 4</p> <p>N° 13. — 25 vendémiaire (17 octobre). — Arrêté relatif à la police de la rivière de Bièvre. 5</p> <p>N° 14. — 23 vendémiaire (17 octobre). —</p> | <p>Arrêté sur la composition des corps municipaux des communes. 7</p> <p>N° 15. — 25 vendémiaire (17 octobre). — Arrêté relatif aux tables décennales de l'état civil. 7</p> <p>N° 16. — 27 vendémiaire (19 octobre). — Avis du conseil d'état portant que la retenue du vingtième ne peut plus avoir lieu sur les traitemens et salaires publics. 7</p> <p>N° 17. — 28 vendémiaire (20 octobre). — Arrêté relatif aux individus inscrits sur la liste des émigrés. 7</p> <p>N° 18. — 3 brumaire (25 octobre). — Arrêté relatif à l'étendue de la juridiction du préfet de police de Paris. 11</p> <p>N° 19. — 5 brumaire (27 octobre). — Arrêté qui détermine les fonctions des commissaires généraux de police. 11</p> <p>N° 20. — 7 brumaire (29 octobre). — Arrêté relatif aux places et postes de guerre des quatre départemens de la rive gauche du Rhin et des neuf départemens réunis le 9 vendémiaire an 4. 11</p> <p>N° 21. — 7 brumaire (29 octobre). — Arrêté relatif à l'établissement de bureaux de pesage, mesurage et jaugeage publics. 11</p> <p>N° 22. — 7 brumaire (29 octobre). — Arrêté sur la solde de retraite pour l'armée navale. 12</p> <p>N° 23. — 13 brumaire (4 novembre). — Arrêté qui annule pour incompétence des poursuites commencées contre un agent du gouvernement. 12</p> <p>N° 24. — 13 brumaire (4 novembre). — Arrêté qui substitue le bureau des douanes de La Cibourg à celui de Renans, pour les formalités du transit de l'Helvétie. 13</p> <p>N° 25. — 13 brumaire (4 novembre). — Arrêté sur le mode d'exécution du système décimal des poids et mesures. 13</p> <p>N° 26. — 14 brumaire (5 novembre). — Arrêté relatif au mode de nomination</p> |
|--|--|

- des aides-de-camp et adjoints. 14
- N° 27.—15 brumaire (6 novembre).—Arrêté relatif au paiement des sommes dues aux hospices civils, et au remplacement en capitaux de leurs biens aliénés. 15
- N° 28.—15 brumaire (6 novembre).—Arrêté additionnel à celui du 27 prairial an 8, sur les franchises et contre-seings. 15
- N° 29.—17 brumaire (8 novembre).—Arrêté sur le mode de paiement des masses aux corps incomplets, et aux dépôts de ceux qui servent hors de l'Europe, etc. 15
- N° 30.—24 brumaire (15 novembre).—Arrêté relatif à la répartition des contributions directes et indirectes de l'an 9, dans les quatre départemens en-deçà du Rhin. 16
- N° 31.—25 brumaire (16 novembre).—Arrêté qui ordonne la main-léevée des séquestres et oppositions mis sur les biens des héritiers et co-intéressés des fermiers généraux des baux de David, Salzard et Mager. 16
- N° 32.—27 brumaire (18 novembre).—Arrêté concernant les inspecteurs en chef, etc., de la loterie nationale. 16
- N° 33.—1^{er} frimaire (22 novembre).—Exposé de la situation de la république. 16
- N° 34.—2 frimaire (23 novembre).—Arrêté sur les pensions accordées à des militaires incurables. 16
- N° 35.—2 frimaire (23 novembre).—Arrêté qui fixe la remise des directeurs des monnaies pour les frais de fonte, etc., des pièces de cinq francs. 16
- N° 36.—2 frimaire (23 novembre).—Arrêté relatif à la formation d'une masse pour l'habillement et l'équipement des artilleurs de la marine. 16
- N° 37.—3 frimaire (24 novembre).—Arrêté relatif aux rations des troupes à cheval. 16
- N° 38.—4 frimaire (25 novembre).—Arrêté relatif aux fonctions et au traitement des membres de directoires et de conseils d'administration des hôpitaux militaires. 17
- N° 39.—5 frimaire (26 novembre).—Arrêté qui suspend toute exportation à l'étranger de beurres et de chaires salés. 17
- N° 40.—9 frimaire (30 novembre).—Arrêté qui détermine l'époque de paiement des cautionnemens des greffiers, avoués et huissiers. 17
- N° 41.—9 frimaire (30 novembre).—Arrêté qui prohibe la sortie du houblon. 17
- N° 42.—9 frimaire (30 novembre).—Loi qui fixe pour l'an 9 l'intérêt des cautionnemens des receveurs généraux et particuliers des contributions. 17
- N° 43.—11 frimaire (2 décembre).—Loi relative aux jugemens arbitraux obtenus par des communes touchant la propriété de forêts prétendues nationales. 17
- N° 44.—13 frimaire (4 décembre).—Arrêté qui établit une chambre des avoués auprès du tribunal de cassation et de chaque tribunal d'appel et de première instance. 18
- N° 45.—13 frimaire (4 décembre).—Arrêté qui fixe la répartition des cautionnemens à fournir par les payeurs généraux et caissiers du trésor public, etc. 22
- N° 46.—17 frimaire (8 décembre).—Arrêté qui charge les préfets de surveiller la perception et l'emploi des deniers publics. 22
- N° 47.—19 frimaire (10 décembre).—Arrêté relatif aux soldes de retraite et aux admissions à l'hôtel des invalides, etc. 22
- N° 48.—19 frimaire (10 décembre).—Arrêté additionnel à celui du 1^{er} fructidor an 8, sur le service des étapes. 24
- N° 49.—22 frimaire (13 décembre).—Arrêté qui prescrit des changemens dans la dénomination et la circonscription des 16^e et 17^e divisions militaires. 24
- N° 50.—25 frimaire (14 décembre).—Arrêté relatif au recrutement des troupes de la marine. 24
- N° 51.—25 frimaire (16 décembre).—Arrêté relatif au service et à la direction des parcs d'artillerie dans quatre grands ports. 24
- N° 52.—25 frimaire (16 décembre).—Arrêté sur les pensions accordées aux veuves et enfans des militaires et marins. 26
- N° 53.—29 frimaire (20 décembre).—Arrêté relatif à l'organisation de la commission de comptabilité nationale. 26
- N° 54.—1^{er} nivose (22 décembre).—Arrêté relatif au décompte des sommes dues pour solde aux corps de troupe, aux officiers généraux, des états-majors, etc. 27
- N° 55.—3 nivose (24 décembre).—Arrêté relatif à l'entretien des élèves du Prytanée. 27

AN 9 (1801).

- N° 36. — 15 nivose (5 janvier).—Arrêté qui ordonne la liquidation des comptabilités, suites de marchés ou traités commencés dans les années 5 et 6. 27
- N° 37.—15 nivose (5 janvier). — Arrêté relatif au traitement de réforme des officiers de santé. 27
- N° 58.—16 nivose (6 janvier).— Loi sur l'organisation d'une nouvelle administration forestière. 28
- N° 59.—17 nivose (7 janvier). — Arrêté relatif aux établissements de santé de la marine et des colonies. 29
- N° 60. — 17 nivose (7 janvier).—Arrêté relatif à la manière dont les préfets doivent être représentés en cas d'absence. 31
- N° 61. — 19 nivose (9 janvier).—Loi qui fait des fonds pour les dépenses des différents ministères en l'an 9, et relative aux comptes généraux des recettes et dépenses publiques pendant la même année. 31
- N° 62.—23 nivose (13 janvier).—Arrêté relatif à la nourriture des détenus. 31
- N° 63.—23 nivose (13 janvier).— Arrêté qui autorise les fabricans de quincaillerie et de coutellerie à frapper leurs ouvrages d'une marque particulière. 31
- N° 64.—27 nivose (17 janvier).— Arrêté portant rétablissement de la compagnie d'Afrique. 32
- N° 65.—27 nivose (17 janvier).—Arrêté portant établissement d'une compagnie pour la pêche du corail. 32
- N° 66.—27 nivose (17 janvier). — Arrêté relatif aux saisies ou oppositions formées sur les ci-devant fermiers généraux. 33
- N° 67.—27 nivose (17 janvier). — Arrêté relatif au mode d'exécution du décret du 30 avril—13 mai 1791, sur la caisse des invalides. 35
- N° 68.—27 nivose (17 janvier).— Arrêté relatif à la renonciation des religieuses à leurs pensions de retraite pour opérer l'affranchissement de leurs dots. 34
- N° 69.—30 nivose (20 janvier). — Arrêté qui défend la course sur les bâtimens russes. 34
- N° 70.—2 pluviôse (22 janvier).— Arrêté relatif aux congés accordés aux juges et aux commissaires près les tribunaux. 34
- N° 71.—2 pluviôse (22 janvier). — Arrêté qui détermine les fonctions des maires relativement aux conseils municipaux. 35
- N° 72.—6 pluviôse (26 janvier).—Arrêté concernant les conservateurs des bois et forêts. 35
- N° 75.—7 pluviôse (27 janvier).— Arrêté relatif à la formation des listes des jurés. 53
- N° 74.—7 pluviôse (27 janvier).—Arrêté qui supprime l'indemnité de logement accordée aux employés de l'administration des hôpitaux militaires. 58
- N° 75.—7 pluviôse (27 janvier).—Loi relative à la poursuite des délits en matière criminelle et correctionnelle. 58
- N° 76.—8 pluviôse (28 janvier). — Loi portant réduction des justices de paix. 58
- N° 77.—11 pluviôse (31 janvier).— Arrêté qui fixe les remises attribuées aux administrateurs et préposés de l'enregistrement et des domaines. 59
- N° 78.—13 pluviôse (2 février).—Loi relative aux demandes en concession de mines. 59
- N° 79.—15 pluviôse (4 février).— Arrêté relatif aux lazarets du midi de la France. 40
- N° 80.—15 pluviôse (4 février).—Arrêté relatif au mode de recrutement des troupes de la marine. 40
- N° 81.—16 pluviôse (5 février).—Arrêté additionnel à celui du 29 messidor an 8, relatif aux demandes en restitution de fruits et revenus. 40
- N° 82.—17 pluviôse (6 février).—Avis du conseil d'état, qui porte que les notaires sont contraignables par corps au paiement des amendes prononcées contre eux, pour contravention à la loi du 7 ventôse an 8, sur les cautionnements. 41
- N° 85.—18 pluviôse (7 février). — Loi relative à l'établissement de tribunaux spéciaux. 42
- N° 84.—19 pluviôse (8 février). — Arrêté relatif au remplacement provisoire des juges nommés à des fonctions législatives. 47
- N° 85.—19 pluviôse (8 février).—Arrêté qui désigne les individus auxquels l'étoile n'est point fournie en nature. 48
- N° 86.—23 pluviôse (12 février).—Arrêté relatif à la solde d'activité à laquelle ont droit les officiers qui ont été prisonniers de guerre. 48
- N° 87.—27 pluviôse (16 février). — Loi relative aux réclamations des percepteurs

- et receveurs des contributions. 48
- N° 88. — 29 pluviôse (18 février). — Arrêté relatif au paiement des officiers militaires, d'administration, et autres employés au service de la marine. 49
- N° 89. — 29 pluviôse (18 février). — Loi relative à l'exercice des fonctions d'avoués près les tribunaux de première instance, d'appel et criminels. 52
- N° 90. — 4 ventose (23 février). — Arrêté qui fixe les époques de la réunion des conseils d'arrondissement et des conseils généraux de département. 52
- N° 94. — 4 ventose (23 février). — Loi qui affecte des rentes et des domaines nationaux aux besoins des hospices. 53
- N° 92. — 7 ventose (26 février). — Arrêté qui fixe pour l'an 9 les dépenses administratives, d'instruction publique, et judiciaires, à la charge des départements. 53
- N° 93. — 9 ventose (28 février). — Arrêté relatif aux prises qui seront faites par les bâtimens de l'état. 54
- N° 94. — 12 ventose (3 mars). — Arrêté qui règle les crédits des ministres pour l'an 9. 60
- N° 95. — 13 ventose (4 mars). — Loi concernant la formation et le renouvellement des listes d'éligibilité prescrites par la constitution. 60
- N° 96. — 13 ventose (4 mars). — Arrêté relatif à une exposition publique et annuelle des produits de l'industrie française. 60
- N° 97. — 16 ventose (7 mars). — Arrêté et instruction pour la convocation des conseils généraux de département. 61
- N° 98. — 16 ventose (7 mars). — Loi qui proroge, en faveur des créanciers d'individus inscrits sur la liste des émigrés, le délai accordé pour l'inscription des droits d'hypothèque ou de privilège. 64
- N° 99. — 18 ventose (9 mars). — Loi qui réunit quatre départemens au territoire français. 65
- N° 100. — 19 ventose (10 mars). — Loi qui affranchit les bois et forêts nationaux du paiement des contributions. 65
- N° 101. — 21 ventose (12 mars). — Loi portant fixation des contributions foncière et personnelle pour l'an 10. 65
- N° 102. — 21 ventose (12 mars). — Loi qui détermine la portion saisissable sur les traitemens des fonctionnaires publics et des employés civils. 66
- N° 103. — 24 ventose (15 mars). — Loi qui autorise l'établissement de trois ponts à Paris. 67
- N° 104. — 26 ventose (17 mars). — Arrêté qui annule, pour incompétence, un jugement rendu par le tribunal de Toulouse contre les administrateurs de l'enregistrement. 68
- N° 105. — 27 ventose (18 mars). — Loi relative à la perception des droits d'enregistrement. 68
- N° 106. — 27 ventose (18 mars). — Loi portant établissement de quatre-vingts commissaires - priseurs - vendeurs de meubles à Paris. 70
- N° 107. — 28 ventose (19 mars). — Loi relative à l'établissement de bourses de commerce. 72
- N° 108. — 28 ventose (19 mars). — Loi qui ordonne la promulgation du traité de paix conclu entre la France, et l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême. 74
- N° 109. — 29 ventose (20 mars). — Loi qui détermine le mode d'élection des juges de paix. 78
- N° 110. — 29 ventose (20 mars). — Loi qui supprime les assesseurs des juges de paix, et donne deux suppléans à chacun de ces juges. 79
- N° 111. — 30 ventose (21 mars). — Loi relative à la liquidation de la dette publique. 79
- N° 112. — 3 germinal (24 mars). — Arrêté relatif aux permissions nécessaires pour l'établissement de presses, moulins, laminoirs, etc. 81
- N° 113. — 3 germinal (24 mars). — Arrêté qui attribue au liquidateur général de la dette publique la liquidation des pensions de tous les employés près des ministères et des administrations civiles et militaires. 83
- N° 114. — 6 germinal (27 mars). — Arrêté contenant une nouvelle rédaction de l'article 2 de celui du 19 pluviôse, sur les étapes. 83
- N° 115. — 7 germinal (28 mars). — Arrêté relatif aux baux à longues années des biens ruraux appartenant aux hospices, aux établissemens d'instruction publique et aux communautés d'habitans. 83
- N° 116. — 8 germinal (29 mars). — Arrêté relatif aux succursales de l'hôtel des invalides. 84
- N° 117. — 9 germinal (30 mars). — Arrêté relatif aux permissions de caler des madragues, et à la police de ces établissemens. 85
- N° 118. — 9 germinal (30 mars). — Arrêté portant qu'il n'y a plus lieu à délivrer de certificats de liquidations de droits et offices domaniaux faites avant leur sup-

pression sans indemnité.	85	l'an 10, pour les remises et modérations,	
N° 119. — 13 germinal (3 avril). — Arrêté		et les accidens extraordinaires.	98
rectificatif d'un article de celui du 17 ni-		N° 135. — 9 floréal (29 avril). — Arrêté	
vose an 9, sur le remplacement des		qui sursoit à la vente des domaines	
préfets en cas d'absence.	86	nationaux.	99
N° 120. — 15 germinal (5 avril). — Arrêté		N° 136. — 9 floréal (29 avril). — Arrêté	
qui règle l'uniforme des administrateurs		relatif à la liquidation de la dette pu-	
et agens forestiers.	86	blique.	99
N° 121. — 17 germinal (7 avril). — Avis		N° 137. — 9 floréal (29 avril). — Arrêté	
du conseil d'état sur la manière de		relatif aux ventes d'objets militaires	
vider les partages d'opinions dans les		faites par suite de l'état de paix.	100
tribunaux de première instance et d'ap-		N° 138. — 11 floréal (1 ^{er} mai). — Arrêté	
pel.	87	relatif au paiement des dépenses des	
N° 122. — 23 germinal (13 avril). — Arrêté		militaires malades admis dans les hospi-	
relatif au mode d'avancement dans l'ar-		civils.	101
tillerie de la marine.	88	N° 139. — 13 floréal (3 mai). — Arrêté	
N° 123. — 23 germinal (13 avril). — Arrêté		concernant les maisons de détention	
relatif aux demi-brigades d'artillerie		dans lesquelles seront renfermés les	
de la marine et aux compagnies d'ou-		condamnés à la réclusion.	101
vriers.	88	N° 140. — 13 floréal (3 mai). — Arrêté	
N° 124. — 27 germinal (17 avril). — Arrêté		relatif au mobilier des militaires décédés	
concernant les substituts des commis-		à l'hôtel des invalides ou dans l'une de	
saires du gouvernement près les tribu-		ses succursales.	102
naux criminels.	88	N° 141. — 17 floréal (7 mai). — Arrêté	
N° 125. — 29 germinal (19 avril). — Arrêté		relatif au sauvetage des bâtimens nau-	
relatif aux créances liquidées et à li-		fragés, et à la vente de ces bâtimens	
quider sur les années 5, 6 et 7.	88	et des prises.	103
N° 126. — 29 germinal (19 avril). — Arrêté		N° 142. — 23 floréal (13 mai). — Avis	
relatif aux créances pour service de		du conseil d'état relatif au sens de l'ar-	
l'an 8 qui seront inscrites sur le grand-		ticle 476 du Code des délits et des	
livre.	89	peines.	104
N° 127. — 29 germinal (19 avril). — Arrêté		N° 143. — 23 floréal (13 mai). — Arrêté	
relatif à la désignation des villes où		qui établit un costume pour les mem-	
devront être établies des bourses de		bres de l'Institut.	103
commerce, etc.	90	N° 144. — 27 floréal (17 mai). — Arrêté	
N° 128. — 29 germinal (19 avril). — Arrêté		relatif aux listes de notabilité.	103
relatif à la revue et au placement des		N° 145. — 12 prairial (1 ^{er} juin). — Arrêté	
chevaux employés aux différens ser-		qui établit une bourse de commerce à	
vices de l'armée.	92	Lyon.	106
N° 129. — 29 germinal (19 avril). — Arrêté		N° 146. — 12 prairial (1 ^{er} juin). — Arrêté	
relatif à la chambre des commissaires-		qui établit une bourse de commerce à	
priseurs-vendeurs de meubles.	96	Montpellier.	106
N° 130. — 29 germinal (19 avril). — Arrêté		N° 147. — 17 prairial (6 juin). — Arrêté	
qui détermine la manière dont sera ré-		portant concession au département de	
gie la Guadeloupe.	97	la marine d'une mine de houille située	
N° 131. — 5 floréal (25 avril). — Arrêté qui		près de Quimper.	106
ordonne l'envoi par les préfets d'un		N° 148. — 23 prairial (12 juin). — Arrêté	
état du produit et de l'emploi des cen-		relatif à une délibération illégalement	
times additionnels de l'an 9.	97	prise par le conseil municipal de Tain,	
N° 132. — 5 floréal (25 avril). — Arrêté		etc.	106
relatif au traitement des juges et des		N° 149. — 23 prairial (12 juin). — Arrêté	
militaires appelés à la composition des		relatif aux échanges du tiers consolidé	
tribunaux spéciaux.	97	contre des bons de deux tiers.	106
N° 133. — 7 floréal (27 avril). — Arrêté		N° 150. — 27 prairial (16 juin). — Arrêté	
concernant la conservation des bois des-		relatif aux maisons et usines payables	
tinés à l'approvisionnement de Paris,		en bons de deux tiers.	107
qui ont été entraînés par les eaux.	97	N° 151. — 27 prairial (16 juin). — Arrêté	
N° 134. — 9 floréal (29 avril). — Arrêté qui		qui renouvelle les défenses faites aux en-	
ordonne un prélèvement sur les cen-		trepreneurs de voitures libres de trans-	
times additionnels des contributions de		porter les lettres, journaux, etc.	107

N° 152. — 27 prairial (16 juin). — Arrêté relatif à l'administration des biens affectés à la nourriture, à l'entretien, etc., des hospitalières et des filles de charité.	108	relatif à la plantation en bois des dunes des côtes de la Gascogne.	116
N° 153. — 29 prairial (18 juin). — Arrêté relatif à la vérification des poids et mesures.	109	N° 171. — 17 messidor (6 juillet). — Arrêté relatif au compte des dépenses faites pour le petit équipement et mois de solde des conscrits.	117
N° 154. — 3 messidor (22 juin). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Lorient.	111	N° 172. — 17 messidor (6 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Dijon.	117
N° 155. — 3 messidor (22 juin). — Arrêté relatif à la fixation et à la distribution des remises de la régie de l'enregistrement et du domaine national pour l'an 9.	111	N° 173. — 17 messidor (6 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Reims.	117
N° 156. — 3 messidor (22 juin). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Paris.	112	N° 174. — 17 messidor (6 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Amiens.	117
N° 157. — 6 messidor (25 juin). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Nantes.	112	N° 175. — 17 messidor (6 juillet). — Arrêté qui organise le corps des gardes pompiers à Paris.	117
N° 158. — 6 messidor (25 juin). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Lille.	112	N° 176. — 19 messidor (8 juillet). — Arrêté relatif à l'application d'un poinçon de recense sur les lingots d'or et d'argent affinés, etc.	117
N° 159. — 6 messidor (25 juin). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Toulouse.	112	N° 177. — 21 messidor (10 juillet). — Arrêté sur la délivrance de congés de semestre dans les corps qui ne font pas partie d'une armée.	117
N° 160. — 6 messidor (25 juin). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Douai.	112	N° 178. — 23 messidor (12 juillet). — Arrêté relatif à la solde des officiers de santé de seconde classe, au service de la marine, et des jardiniers botanistes employés dans les ports.	120
N° 161. — 6 messidor (25 juin). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Valenciennes.	112	N° 179. — 23 messidor (12 juillet). — Arrêté sur la juridiction des prud'hommes pêcheurs du quartier maritime de Martigues.	120
N° 162. — 7 messidor (26 juin). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Bordeaux.	113	N° 180. — 23 messidor (12 juillet). — Arrêté qui établit des prud'hommes pêcheurs à St-Laurent, Bages et Leucate.	120
N° 163. — 7 messidor (26 juin). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Dunkerque.	113	N° 181. — 23 messidor (12 juillet). — Arrêté qui organise la caisse d'amortissement.	120
N° 164. — 7 messidor (26 juin). — Arrêté relatif aux rentes et domaines nationaux affectés aux hospices.	113	N° 182. — 27 messidor (16 juillet). — Arrêté additionnel à celui du 21 messidor an 9, sur les congés de semestre.	122
N° 165. — 7 messidor (26 juin). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Carcassonne.	113	N° 183. — 27 messidor (16 juillet). — Arrêté qui annule des actes d'administration relatifs à la cession d'un terrain communal.	122
N° 166. — 7 messidor (26 juin). — Arrêté qui annule, pour incompétence, un arrêté pris par le conseil de préfecture des Bouches-du-Rhône.	113	N° 184. — 27 messidor (16 juillet). — Arrêté concernant les retenues sur les soldes de retraite.	122
N° 167. — 7 messidor (26 juin). — Arrêté relatif aux décomptes et retenues d'hôpital des militaires atteints de maladies vénériennes et autres.	113	N° 185. — 27 messidor (16 juillet). — Arrêté qui révoque les permissions accordées pour l'importation, sous pavillon neutre, de denrées coloniales, et marchandises venant d'Angleterre.	122
N° 168. — 13 messidor (2 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Nîmes.	116	N° 186. — 28 messidor (17 juillet). — Avis du conseil d'état concernant les catalogues de livres, prospectus d'ouvrages, etc.	123
N° 169. — 13 messidor (2 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Marseille.	116		
N° 170. — 13 messidor (2 juillet). — Arrêté			

- N° 187. — 2 thermidor (21 juillet). — Arrêté qui organise les bureaux du ministère de la guerre. 123
- N° 188. — 3 thermidor (22 juillet). — Arrêté concernant la formation, l'impression et la publication des listes de notabilité. 127
- N° 189. — 7 thermidor (26 juillet). — Arrêté sur la manière de citer en témoignage les membres du sénat conservateur, du tribunal, etc. 127
- N° 190. — 7 thermidor (26 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce au Havre. 128
- N° 191. — 7 thermidor (26 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Rouen. 128
- N° 192. — 7 thermidor (26 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à St-Omer. 128
- N° 193. — 7 thermidor (26 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Boulogne. 128
- N° 194. — 7 thermidor (26 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Bayonne. 128
- N° 195. — 7 thermidor (26 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Agen. 128
- N° 196. — 7 thermidor (26 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Clermont Ferrand. 128
- N° 197. — 9 thermidor (28 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Rodez. 128
- N° 198. — 9 thermidor (28 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Toulon. 129
- N° 199. — 9 thermidor (28 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Niort. 129
- N° 200. — 9 thermidor (28 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Blois. 129
- N° 201. — 9 thermidor (28 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Brest. 129
- N° 202. — 9 thermidor (28 juillet). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Arras. 129
- N° 203. — 12 thermidor (31 juillet). — Arrêté sur l'organisation de la gendarmerie. 129
- N° 204. — 13 thermidor (1^{er} août). — Arrêté qui prohibe l'importation des chevaux anglais en France. 129
- N° 205. — 13 thermidor (1^{er} août). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Avignon. 129
- N° 206. — 13 thermidor (1^{er} août). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Montleul. 129
- N° 207. — 15 thermidor (1^{er} août). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Caen. 129
- N° 208. — 13 thermidor (1^{er} août). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Orléans. 129
- N° 209. — 13 thermidor (1^{er} août). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Tours. 129
- N° 210. — 13 thermidor (1^{er} août). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Grenoble. 130
- N° 211. — 16 thermidor (4 août). — Arrêté sur l'administration du train d'artillerie en temps de paix et en temps de guerre. 130
- N° 212. — 19 thermidor (7 août). — Arrêté qui règle la compétence sur les contestations relatives au paiement des fournitures faites pour le compte du gouvernement. 130
- N° 213. — 19 thermidor (7 août). — Arrêté relatif à un conflit d'attribution sur une liquidation de reprises exercée par une veuve d'émigré. 131
- N° 214. — 21 thermidor (9 août). — Arrêté sur la composition de l'armée de l'Ouest, et sur les 12^e et 22^e divisions militaires. 132
- N° 215. — 24 thermidor (12 août). — Arrêté qui ordonne la confection d'un état des bois et forêts actuellement sous la main de l'état. 132
- N° 216. — 29 thermidor (17 août). — Arrêté relatif à une concession de mines de charbon, faite par arrêt du conseil du 9 avril 1778. 132
- N° 217. — 2 fructidor (20 août). — Arrêté qui ordonne le paiement des fournitures faites en l'an 9, pour le service de différents ministères. 132
- N° 218. — 3 fructidor (21 août). — Arrêté sur la marque et l'estampille de différentes étoffes. 132
- N° 219. — 3 fructidor (21 août). — Arrêté relatif à un supplément de traitement graduels préposés à l'inscription maritime, etc. 133
- N° 220. — 5 fructidor (23 août). — Arrêté sur un conflit d'attribution entre les autorités administrative et judiciaire du département de la Somme, en matière de domaines nationaux. 133
- N° 221. — 7 fructidor (25 août). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Strasbourg. 134
- N° 222. — 7 fructidor (25 août). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à

Saint-Malo.	134	paix de la Seine.	139
N° 223. — 7 fructidor (25 août). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Rennes.	134	N° 239. — 25 fructidor (12 septembre). — Arrêté portant réduction des justices de paix de Seine-et-Marne.	139
N° 224. — 9 fructidor (27 août). — Arrêté qui déclare communes aux bureaux de bienfaisance les dispositions de la loi du 4 ventose an 9, sur les rentes et domaines nationaux affectés aux hospices.	134	N° 240. — 25 fructidor (12 septembre). — Arrêté portant fixation des rations de vivres pour les troupes.	139
N° 225. — 9 fructidor (27 août). — Arrêté relatif à la dénomination des communes et des arrondissements de justices de paix.	135	N° 241. — 25 fructidor (12 septembre). — Arrêté relatif à la nomination des gardes champêtres.	139
N° 226. — 9 fructidor (27 août). — Arrêté qui proroge les droits établis sur les spectacles, bals, etc.	135	N° 242. — 27 fructidor (14 septembre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de l'Aube.	140
N° 227. — 9 fructidor (27 août). — Arrêté qui réduit les justices de paix de la Nièvre.	135	N° 243. — 27 fructidor (14 septembre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de l'Eure.	140
N° 228. — 9 fructidor (27 août). — Arrêté qui réduit les justices de paix de l'Indre.	135	N° 244. — 27 fructidor (14 septembre). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Cotte.	140
N° 229. — 9 fructidor (27 août). — Arrêté qui réduit les justices de paix du Cher.	135	N° 245. — 27 fructidor (14 septembre). — Arrêté qui décide que la connaissance des difficultés concernant le paiement des fermages d'un bien frappé du séquestre national appartient à l'administration.	140
N° 230. — 9 fructidor (27 août). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Alby.	135	N° 246. — 27 fructidor (14 septembre). — Arrêté relatif au paiement de la demi-solde des semestriers.	141
N° 231. — 9 fructidor (27 août). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Castres.	136	N° 247. — 29 fructidor (16 septembre). — Arrêté qui crée un directeur-général et quatre administrateurs des douanes.	141
N° 232. — 14 fructidor (1 ^{er} septembre). — Arrêté relatif aux déclarations et soumissions à fournir, dans les bureaux des douanes, par les propriétaires, consignataires ou conducteurs de marchandises.	136	N° 248. — 29 fructidor (16 septembre). — Arrêté qui proroge le sursis accordé aux acquéreurs de maisons et usines.	142
N° 233. — 17 fructidor (4 septembre). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Morlaix.	136	N° 249. — 29 fructidor (16 septembre). — Arrêté qui réduit les justices de paix d'Eure-et-Loir.	142
N° 234. — 19 fructidor (6 septembre). — Arrêté relatif aux collèges des Irlandais et des Ecossais établis à Paris.	136	N° 250. — 29 fructidor (16 septembre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de la Marne.	142
N° 235. — 19 fructidor (6 septembre). — Arrêté qui établit des inspecteurs-généralx du trésor public.	137	N° 251. — 29 fructidor (16 septembre). — Arrêté qui ordonne la fabrication de nouveaux timbres pour les journaux dans le département de la Seine.	142
N° 236. — 19 fructidor (6 septembre). — Arrêté relatif aux délibérations des conseils de préfecture.	138	N° 252. — 3 ^e jour complémentaire (20 septembre). — Arrêté sur l'organisation de l'administration de l'enregistrement et des domaines.	143
N° 237. — 23 fructidor (10 septembre). — Arrêté qui fixe le traitement des commissaires de police.	138	N° 253. — 4 ^e jour complémentaire (21 septembre). — Arrêté sur l'uniforme des administrateurs et préposés de la régie de l'enregistrement et du domaine national.	144
N° 238. — 23 fructidor (12 septembre). — Arrêté portant fixation des justices de			

AN 10 (1801).

N° 254. — 5 vendémiaire (25 septembre). — Arrêté qui réduit les justices de paix	de l'Aisne.	144
N° 255. — 5 vendémiaire (25 septembre).		

- Arrêté relatif à la liquidation de certaines rentes dues aux hospices civils par des établissemens supprimés, et dont les titres sont adriés. 144
- N° 256.— 3 vendémiaire (25 septembre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de la Seine-Inférieure. 145
- N° 257.— 5 vendémiaire (27 septembre). — Arrêté qui crée un ministre du trésor public. 145
- N° 258.— 5 vendémiaire (27 septembre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de Loir-et-Cher. 145
- N° 259.— 5 vendémiaire (27 septembre). — Arrêté qui réduit les justices de paix d'Indre-et-Loire. 145
- N° 260.— 9 vendémiaire (1^{re} octobre). — Arrêté qui fixe les rations des chevaux employés aux armées. 146
- N° 261.— 9 vendémiaire (1^{re} octobre). — Arrêté qui établit au Boulon et à Port-Vendres des bureaux de sortie des ouvrages d'or et d'argent fabriqués en France. 147
- N° 262.— 9 vendémiaire (1^{re} octobre). — Arrêté qui réduit les justices de paix du Loiret. 147
- N° 263.— 9 vendémiaire (1^{re} octobre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de l'Ain. 147
- N° 264.— 14 vendémiaire (6 octobre). — Arrêté relatif aux attributions du conseiller d'état, chargé des affaires concernant les cultes. 147
- N° 265.— 15 vendémiaire (7 octobre). — Arrêté sur le jugement des contumax des armées supprimées, ou qui ne faisaient partie d'aucun corps. 147
- N° 266.— 15 vendémiaire (7 octobre). — Arrêté qui réduit les justices de paix du Nord. 147
- N° 267.— 15 vendémiaire (7 octobre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de l'Yonne. 147
- N° 268.— 17 vendémiaire (9 octobre). — Arrêté relatif aux formalités nécessaires pour intenter action contre des communes. 147
- N° 269.— 17 vendémiaire (9 octobre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de la Dordogne. 149
- N° 270.— 17 vendémiaire (9 octobre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de la Côte-d'Or. 149
- N° 271.— 18 vendémiaire (10 octobre). — Arrêté qui prohibe les armemens en course. 149
- N° 272.— 19 vendémiaire (11 octobre). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Auch. 150
- N° 273.— 19 vendémiaire (11 octobre). — Arrêté qui réduit les justices de paix des Hautes-Alpes. 150
- N° 274.— 19 vendémiaire (11 octobre). — Arrêté qui réduit les justices de paix des Vosges. 150
- N° 275.— 19 vendémiaire (11 octobre). — Arrêté sur le commerce de la boulangerie à Paris. 150
- N° 276.— 23 vendémiaire (15 octobre). — Arrêté sur le paiement de l'indemnité de logement due en argent. 151
- N° 277.— 23 vendémiaire (15 octobre). — Arrêté relatif à l'indemnité représentative des fourrages. 151
- N° 278.— 23 vendémiaire (15 octobre). — Arrêté concernant les meubles et ustensiles des corps de garde réputés militaires. 152
- N° 279.— 23 vendémiaire (15 octobre). — Arrêté qui déclare applicables aux marins les dispositions de celui du 7 messidor an 9. 152
- N° 280.— 23 vendémiaire (15 octobre). — Arrêté sur les listes de notabilité. 152
- N° 281.— 23 vendémiaire (15 octobre). — Arrêté sur les traitemens et indemnités des membres du directoire central des hôpitaux militaires, des conseils d'administration, et des divers officiers de santé attachés au département de la guerre. 152
- N° 282.— 23 vendémiaire (15 octobre). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Dieppe. 153
- N° 283.— 23 vendémiaire (15 octobre). — Arrêté relatif au cautionnement en immeubles des fournisseurs de l'an 10. 153
- N° 284.— 23 vendémiaire (15 octobre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de l'Ariège. 153
- N° 285.— 23 vendémiaire (15 octobre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de l'Oise. 153
- N° 286.— 23 vendémiaire (15 octobre). — Arrêté qui réduit les justices de paix des Ardennes. 154
- N° 287.— 23 vendémiaire (15 octobre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de la Manche. 154
- N° 288.— 23 vendémiaire (17 octobre). — Arrêté sur le paiement des traitemens et autres dépenses administratives et judiciaires. 154
- N° 289.— 27 vendémiaire (19 octobre). — Arrêté qui charge le liquidateur général de la dette publique des liquidations de créances confiées à l'administration centrale de l'enregist-

tremont.	153	N° 309.—5 brumaire (27 octobre).—Ar-	161
N° 290.—27 vendémiaire (19 octobre).		réti qui réduit les justices de paix des	
Arrêté qui établit une bourse de com-		Deux-Sèvres.	161
merce à Montauban.	153	N° 310.—5 brumaire (27 octobre).—Ar-	
N° 291.—27 vendémiaire (19 octobre).		réti qui réduit les justices de paix de la	
Arrêté relatif au paiement des traite-		Haute-Loire.	161
mens de réforme dans l'armée de terre.	153	N° 311.—5 brumaire (27 octobre).—Ar-	
N° 292.—27 vendémiaire (19 octobre).		réti qui réduit les justices de paix de la	
—Arrêté sur le paiement de la solde de		Lozère.	161
retraite pour l'armée de terre.	157	N° 312.—5 brumaire (27 octobre).—Ar-	
N° 293.—27 vendémiaire (19 octobre).		réti qui réduit les justices de paix de	
—Arrêté qui réduit les justices de paix		l'Orne.	161
du Doubs.	159	N° 313.—5 brumaire (27 octobre).—Ar-	
N° 294.—27 vendémiaire (19 octobre).		réti qui réduit les justices de paix de la	
—Arrêté qui réduit les justices de paix		Gironde.	161
de la Meuse.	159	N° 314.—6 brumaire (28 octobre).—Ar-	
N° 295.—27 vendémiaire (19 octobre).—		réti qui réduit les justices de paix du	
Arrêté qui réduit les justices de paix		Calvados.	161
des Landes.	159	N° 315.—7 brumaire (29 octobre).—Ar-	
N° 296.—27 vendémiaire (19 octobre).—		réti sur la nomenclature des dépenses	
Arrêté qui réduit les justices de paix		du ministère de l'intérieur.	162
des Basses-Alpes.	159	N° 316.—7 brumaire (29 octobre).—Ar-	
N° 297.—27 vendémiaire (19 octobre).—		réti qui réduit les justices de paix de	
Arrêté qui réduit les justices de paix		Lot-et-Garonne.	163
du Cantal.	159	N° 317.—7 brumaire (29 octobre).—Ar-	
N° 298.—29 vendémiaire (21 octobre).—		réti qui réduit les justices de paix du	
Arrêté qui réduit les justices de paix		Jura.	163
de la Creuse.	160	N° 318.—7 brumaire (29 octobre).—Ar-	
N° 299.—29 vendémiaire (21 octobre).—		réti qui réduit les justices de paix du	
Arrêté qui réduit les justices de paix		Finistère.	163
du Gard.	160	N° 319.—8 brumaire (30 octobre).—Ar-	
N° 300.—29 vendémiaire (21 octobre).		réti sur la délivrance des congés abso-	
—Arrêté qui réduit les justices de paix		lus.	163
de la Moselle.	160	N° 320.—9 brumaire (31 octobre).—Ar-	
N° 301.—3 brumaire (25 octobre).—Ar-		réti qui réduit les justices de paix du	
réti qui réduit les justices de paix de		Pas-de-Calais.	163
l'Allier.	160	N° 321.—9 brumaire (31 octobre).—Ar-	
N° 302.—3 brumaire (25 octobre).—Ar-		réti qui réduit les justices de paix du	
réti qui réduit les justices de paix de		Gers.	163
l'Hérault.	160	N° 322.—9 brumaire (31 octobre).—Ar-	
N° 303.—3 brumaire (25 octobre).—Ar-		réti qui réduit les justices de paix de la	
réti qui réduit les justices de paix du		Vendée.	163
Morbihan.	160	N° 323.—9 brumaire (31 octobre).—Ar-	
N° 304.—3 brumaire (25 octobre).—Ar-		réti qui réduit les justices de paix de	
réti qui réduit les justices de paix de		l'Isère.	163
Seine-et-Oise.	160	N° 324.—13 brumaire (4 novembre).—	
N° 305.—5 brumaire (27 octobre).—		Arrêté relatif aux conflits d'attribution.	164
—Arrêté relatif à la restitution des prises		N° 325.—13 brumaire (4 novembre).—	
faites sur le Portugal.	160	Arrêté qui fixe le mode de paiement et	
N° 306.—5 brumaire (27 octobre).—Ar-		de vérification des dépenses ministé-	
réti relatif aux pièces fausses qui se-		rielles.	166
raient produites dans les bureaux du		N° 326.—13 brumaire (4 novembre).—	
trésor public.	161	Arrêté qui réduit les justices de paix de	
N° 307.—5 brumaire (27 octobre).—Ar-		l'Aude.	169
réti qui réduit les justices de paix de la		N° 327.—13 brumaire (4 novembre).—	
Charente.	161	Arrêté qui réduit les justices de paix du	
N° 308.—5 brumaire (27 octobre).—Ar-		Lot.	169
réti qui réduit les justices de paix des		N° 328.—13 brumaire (4 novembre).—	
Côtes-du-Nord.	161	Arrêté qui réduit les justices de paix de	

la Mayenne.	170	soire.	176
N° 329.—13 brumaire (4 novembre).—		N° 346.—27 brumaire (18 novembre).—	
Arrêté qui réduit les justices de paix de la Sarthe.	170	Arrêté qui annule un jugement rendu en matière de domaines nationaux.	176
N° 330.—15 brumaire (6 novembre).—		N° 347.—27 brumaire (18 novembre).—	
Arrêté qui annule deux jugemens rendus, pour incompétence, en matière de domaines nationaux.	170	Arrêté qui réduit les justices de paix de la Charente-Inférieure.	178
N° 331.—15 brumaire (6 novembre).—		N° 348.—27 brumaire (18 novembre).—	
Arrêté qui réduit les justices de paix du Yar.	170	Arrêté qui réduit les justices de paix d'Ille-et-Vilaine.	176
N° 332.—15 brumaire (6 novembre).—		N° 349.—27 brumaire (18 novembre).—	
Arrêté qui réduit les justices de paix du Puy-de-Dôme.	170	Arrêté qui réduit les justices de paix de Maine-et-Loire.	176
N° 333.—15 brumaire (6 novembre).—		N° 350.—27 brumaire (18 novembre).—	
Arrêté qui réduit les justices de paix de la Loire-Inférieure.	171	Arrêté qui réduit les justices de paix de la Vienne.	176
N° 334.—15 brumaire (6 novembre).—		N° 351.—27 brumaire (18 novembre).—	
Arrêté qui réduit les justices de paix de l'Ardèche.	171	Arrêté qui réduit les justices de paix de la Loire.	177
N° 335.—15 brumaire (6 novembre).—		N° 352.—27 brumaire (18 novembre).—	
Arrêté qui réduit les justices de paix du Rhône.	171	Arrêté qui réduit les justices de paix du Bas-Rhin.	177
N° 336.—16 brumaire (7 novembre).—		N° 353.—29 brumaire (20 novembre).—	
Arrêté qui accorde aux officiers de l'armée de terre, etc., qui s'embarquent pour le service de la France, la faculté de déléguer un quart de leurs appointemens.	171	Arrêté qui établit une bourse de commerce à Cherbourg.	177
N° 337.—17 brumaire (8 novembre).—		N° 354.—5 frimaire (26 novembre).—	
Arrêté qui annule, pour incompétence, un arrêté rendu par un préfet.	172	Arrêté qui suspend l'échange des coupons de l'emprunt forcé de l'an 4 contre des certificats tenant lieu de bons de deux tiers.	177
N° 338.—17 brumaire (8 novembre).—		N° 355.—5 frimaire (26 novembre).—	
Arrêté qui réduit les justices de paix de la Corrèze.	172	Arrêté qui fixe des époques pour le paiement des arrérages de pensions des veuves des défenseurs de la patrie.	177
N° 339.—17 brumaire (8 novembre).—		N° 356.—5 frimaire (26 novembre).—	
Arrêté qui réduit les justices de paix de la Haute-Marne.	173	Arrêté sur l'emploi des ordonnances, mandats et bons pour l'habillement, l'équipement et l'armement des bataillons de conscrits.	177
N° 340.—17 brumaire (8 novembre).—		N° 357.—7 frimaire (28 novembre).—	
Arrêté qui réduit les justices de paix de la Somme.	173	Arrêté sur l'uniforme du directeur-général et des administrateurs et employés des douanes.	177
N° 341.—23 brumaire (14 novembre).—		N° 358.—7 frimaire (28 novembre).—	
Arrêté relatif aux liquidations faites, depuis le 1 ^{er} vendémiaire an 8, par les bureaux ou les agens du ministre de la guerre.	173	Arrêté qui réduit les justices de paix des Hautes-Pyrénées.	178
N° 342.—23 brumaire (14 novembre).—		N° 359.—7 frimaire (28 novembre).—	
Arrêté sur la garde des consuls, et la création d'un gouverneur du palais du gouvernement.	175	Arrêté qui réduit les justices de paix de la Haute-Garonne.	178
N° 343.—26 brumaire (17 novembre).—		N° 360.—7 frimaire (28 novembre).—	
Arrêté sur le recouvrement des patentes pour l'an 10, etc.	175	Arrêté qui réduit les justices de paix de l'Aveyron.	178
N° 344.—26 brumaire (17 novembre).—		N° 361.—7 frimaire (28 novembre).—	
Arrêté qui rétablit les communes dans la jouissance des amendes de police.	175	Arrêté qui réduit les justices de paix du Tarn.	178
N° 345.—26 brumaire (17 novembre).—		N° 362.—7 frimaire (28 novembre).—	
Arrêté portant qu'il ne sera plus fait de paiemens à titre de secours provi-		Arrêté qui réduit les justices de paix de Vaucluse.	178
		N° 363.—9 frimaire (30 novembre).—	
		Arrêté qui supprime trois bureaux de	

garantie.	178	canonniers volontaires supprimées par l'arrêté du 3 pluviôse an 6.	195
N° 364. — 9 frimaire (30 novembre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de la Haute-Vienne.	178	N° 381. — 19 frimaire (10 décembre). — Arrêté relatif aux adjoints chefs de brigade, de bataillon ou d'escadron, qui ont cessé de faire partie de l'état-major de l'armée.	195
N° 365. — 9 frimaire (30 novembre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de la Drôme.	178	N° 382. — 19 frimaire (10 décembre). — Arrêté sur le mode de partage des bois communaux d'affouage.	195
N° 366. — 13 frimaire (4 décembre). — Arrêté relatif à la vingt-unième division militaire.	178	N° 383. — 19 frimaire (10 décembre). — Loi qui ordonne la promulgation du traité de paix conclu avec le régent du Portugal et des Algarves.	196
N° 367. — 13 frimaire (4 décembre). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Rochefort.	178	N° 384. — 25 frimaire (16 décembre). — Arrêté portant que les bâtimens français seront seuls admis à faire le commerce au Sénégal.	197
N° 368. — 13 frimaire (4 décembre). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Pérénas.	178	N° 385. — 27 frimaire (18 décembre). — Arrêté qui ordonne la liquidation des quittances de finance délivrées aux actionnaires des eaux de Paris.	198
N° 369. — 13 frimaire (4 décembre). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à La Rochelle.	179	N° 386. — 29 frimaire (20 décembre). — Arrêté portant augmentation du corps des inspecteurs aux revues.	198
N° 370. — 13 frimaire (4 décembre). — Arrêté relatif aux pièces d'or, d'argent, etc., qui ont cours dans la vingt-septième division militaire.	179	N° 387. — 3 nivose (24 décembre). — Arrêté qui rétablit le bureau de garantie de Tarascon.	198
N° 371. — 15 frimaire (6 décembre). — Loi qui ordonne la promulgation de la convention conclue avec les États-Unis d'Amérique.	179	N° 388. — 3 nivose (24 décembre). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Angoulême.	198
N° 372. — 16 frimaire (7 décembre). — Loi qui ordonne la promulgation du traité de paix conclu avec le roi des Deux-Siciles.	188	N° 389. — 3 nivose (24 décembre). — Arrêté qui fixe l'époque de la mise en activité des nouveaux poids et mesures pour les rations des troupes et les administrations des hôpitaux militaires, etc.	198
N° 373. — 17 frimaire (8 décembre). — Loi qui ordonne la promulgation du traité de paix conclu avec l'électeur palatin de Bavière.	190	N° 390. — 5 nivose (26 décembre). — Arrêté relatif à la liquidation des dettes de la ci-devant communauté des juifs de Metz.	198
N° 374. — 17 frimaire (8 décembre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de Saône-et-Loire.	192	N° 391. — 6 nivose (27 décembre). — Loi qui détermine le mode de perception des droits sur les fabrications du pays de Berg.	198
N° 375. — 17 frimaire (8 décembre). — Arrêté qui réduit les justices de paix des Bouches-du-Rhône.	192	N° 392. — 7 nivose (28 décembre). — Arrêté qui fixe la remise allouée pour les frais de fonte et de fabrication des pièces de cinq francs.	198
N° 376. — 17 frimaire (8 décembre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de la Meurthe.	192	N° 393. — 8 nivose (29 décembre). — Arrêté qui fixe la masse de chauffage à compter du 1 ^{er} vendémiaire an 10.	198
N° 377. — 17 frimaire (8 décembre). — Arrêté qui réduit les justices de paix de la Haute-Saône.	192	N° 394. — 8 nivose (29 décembre). — Loi relative à la peine de mort.	198
N° 378. — 18 frimaire (9 décembre). — Loi qui ordonne la promulgation du traité de paix avec l'empereur de Russie.	192	N° 395. — 9 nivose (30 décembre). — Arrêté sur la prime accordée pour la pêche de la baleine et du cachalot.	199
N° 379. — 19 frimaire (10 décembre). — Arrêté relatif à l'imprimerie du gouvernement et à l'envoi des lois.	193		
N° 380. — 19 frimaire (10 décembre). — Arrêté qui admet au traitement de réforme les officiers des compagnies de			

AN 10 (1802).

- N° 396. — 13 nivose (3 janvier). — Arrêté relatif à l'apposition des scellés après le décès des officiers généraux ou supérieurs, des commissaires ordonnateurs, etc. 199
- N° 397. — 13 nivose (3 janvier). — Arrêté qui annule celui pris par un conseil de préfecture, sur une demande tendant à aliénation de propriétés communales. 200
- N° 398. — 13 nivose (3 janvier). — Arrêté qui modifie les deux premiers articles de celui du 7 messidor an 9. 200
- N° 399. — 13 nivose (3 janvier). — Loi qui rétablit un péage au pont Saint-Esprit-Bayonne. 201
- N° 400. — 15 nivose (3 janvier). — Avis du conseil d'état sur les formalités à observer pour les rectifications à faire aux registres de l'état civil. 201
- N° 401. — 17 nivose (7 janvier). — Arrêté relatif aux travaux du bureau central des décomptes. 202
- N° 402. — 19 nivose (9 janvier). — Arrêté qui règle le costume des officiers de paix. 202
- N° 403. — 19 nivose (9 janvier). — Arrêté sur le renouvellement des jurys d'instruction publique. 202
- N° 404. — 19 nivose (9 janvier). — Arrêté qui réduit les justices de paix des Pyrénées-Orientales. 202
- N° 405. — 27 nivose (17 janvier). — Arrêté relatif à la consignation d'amende sur appel. 202
- N° 406. — 29 nivose (19 janvier). — Arrêté qui annule une convention souscrite par un maire pour l'aliénation d'un terrain sans autorisation du conseil municipal et estimation préalable. 203
- N° 407. — 3 pluviose (23 janvier). — Arrêté qui proroge les réductions ordonnées pour l'an 9, sur les appointemens des officiers du génie maritime, etc. 203
- N° 408. — 3 pluviose (23 janvier). — Arrêté qui annule celui d'un conseil de préfecture contenant avis sur une demande en imposition extraordinaire formée par une commune. 203
- N° 409. — 9 pluviose (29 janvier). — Arrêté relatif aux poursuites judiciaires contre les agens de l'administration de l'enregistrement et des domaines. 204
- N° 410. — 9 pluviose (29 janvier). — Arrêté relatif aux poursuites judiciaires contre les agens de l'administration de la loterie. 204
- N° 411. — 9 pluviose (29 janvier). — Arrêté relatif aux poursuites judiciaires contre les agens de l'administration des postes aux lettres. 204
- N° 412. — 9 pluviose (29 janvier). — Arrêté qui réduit les justices de paix des Basses-Pyrénées. 204
- N° 413. — 9 pluviose (29 janvier). — Arrêté qui réduit les justices de paix du Haut-Rhin. 204
- N° 414. — 9 pluviose (29 janvier). — Arrêté rectificatif d'arrêtés portant réduction des justices de paix dans quinze départemens. 204
- N° 415. — 9 pluviose (29 janvier). — Arrêté rectificatif d'arrêtés portant réduction des justices de paix dans vingt départemens. 204
- N° 416. — 15 pluviose (4 février). — Arrêté qui annule deux jugemens rendus sur une question relative à une vente de domaines nationaux. 205
- N° 417. — 17 pluviose (6 février). — Arrêté qui ordonne de convertir en bons à vue et de verser au trésor les fonds provenant des centimes additionnels de l'an 8 et années antérieures. 205
- N° 418. — 23 pluviose (12 février). — Arrêté sur les bons au porteur délivrés en paiement d'arrérages de rentes. 205
- N° 419. — 25 pluviose (14 février). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Béziers. 206
- N° 420. — 25 pluviose (14 février). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Troyes. 206
- N° 421. — 25 pluviose (14 février). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Metz. 206
- N° 422. — 25 pluviose (14 février). — Arrêté relatif aux courtiers de commerce près la bourse de Saint-Malo. 206
- N° 423. — 25 pluviose (14 février). — Arrêté qui rectifie ceux qui ont réduit les justices de paix dans six départemens. 206
- N° 424. — 27 pluviose (16 février). — Arrêté relatif au remplacement provisoire des préfets en cas de mort. 206
- N° 425. — 29 pluviose (18 février). — Arrêté qui annule l'acte de renonciation de la commission administrative d'un hospice à un legs fait en faveur de cet hospice. 207
- N° 426. — 3 ventose (22 février). — Ar

- réti relatif à l'assiette des contributions publiques, et à l'exercice de la police dans les communes dont le territoire s'étend sur deux départemens. 207
- N° 427. — 3 ventose (22 février). — Arrêté relatif aux acquéreurs de maisons et usines nationales, payables en bons de tiers. 208
- N° 428. — 3 ventose (22 février). — Arrêté qui rectifie des arrêtés qui ont ordonné la réduction des justices de paix dans sept départemens. 209
- N° 429. — 3 ventose (22 février). — Arrêté qui rectifie des arrêtés ordonnant la réduction des justices de paix dans huit départemens. 209
- N° 430. — 5 ventose (24 février). — Arrêté relatif à la confection d'un tableau annuel des parties de la législation, dont les vices ou l'insuffisance auraient été reconnus. 209
- N° 431. — 7 ventose (26 février). — Arrêté relatif au mode de versement et à l'emploi des fonds provenant de la taxe d'entretien des routes. 210
- N° 432. — 7 ventose (26 février). — Arrêté relatif au recouvrement des contributions arriérées de l'an 8 et années antérieures, dans la commune de Paris, et au traitement des douze percepteurs. 210
- N° 433. — 9 ventose (28 février). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Châtellerault. 211
- N° 434. — 9 ventose (28 février). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Yannes. 211
- N° 435. — 9 ventose (28 février). — Arrêté relatif au logement des commandans d'armes, adjudans et secrétaires de place. 211
- N° 436. — 9 ventose (28 février). — Arrêté qui déclare non avenus des jugemens rendus par le tribunal de première instance de Marseille. 212
- N° 437. — 9 ventose (28 février). — Avis du conseil d'état sur une question relative à l'exercice des contraintes par corps, résultant d'arrêtés exécutoires de la comptabilité nationale. 213
- N° 438. — 15 ventose (4 mars). — Arrêté relatif à la formation d'un tableau quinquennal de l'état et du progrès des sciences, des lettres et des arts. 214
- N° 439. — 15 ventose (4 mars). — Arrêté qui rectifie des arrêtés portant réduction des justices de paix dans sept départemens. 215
- N° 440. — 17 ventose (8 mars). — Arrêté relatif aux attributions du ministre de la guerre, à la création d'un directeur de l'administration de ce département, et à la suppression de l'usage de la signature griffée. 215
- N° 441. — 17 ventose (8 mars). — Arrêté relatif à la suppression de l'usage de la signature griffée au ministère de l'intérieur, et aux attributions données à deux conseillers d'état chargés de diriger plusieurs parties de ce département. 216
- N° 442. — 17 ventose (8 mars). — Arrêté qui supprime l'usage de la signature griffée dans le ministère de la justice et au bas du Bulletin des lois. 217
- N° 443. — 17 ventose (8 mars). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Narbonne. 217
- N° 444. — 17 ventose (8 mars). — Arrêté relatif aux primes accordées pour l'encouragement de la pêche de la morue. 217
- N° 445. — 19 ventose (10 mars). — Arrêté relatif aux militaires qui ont obtenu leur retraite ou leur congé. 217
- N° 446. — 19 ventose (10 mars). — Arrêté sur l'administration des bois communaux. 218
- N° 447. — 22 ventose (13 mars). — Sénatus-consulte relatif à la manière dont sera fait le renouvellement des quatre premiers cinquièmes du corps législatif et du tribunat, en l'an 10, et dans les trois années subséquentes. 219
- N° 448. — 25 ventose (16 mars). — Arrêté rectificatif d'arrêtés portant réduction des justices de paix dans vingt-trois départemens. 219
- N° 449. — 27 ventose (18 mars). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Limoges. 219
- N° 450. — 27 ventose (18 mars). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à St-Etienne. 219
- N° 451. — 29 ventose (20 mars). — Arrêté relatif aux acquéreurs de bois nationaux dont les acquisitions sont attaquées comme illégales. 219
- N° 452. — 3 germinal (24 mars). — Arrêté sur l'emploi des fonds provenant des centimes additionnels versés au trésor en bons à vue. 219
- N° 453. — 3 germinal (26 mars). — Avis du conseil d'état relatif aux ascendans d'émigrés. 219
- N° 454. — 7 germinal (28 mars). — Arrêté qui exempte de droits les bâtimens français à l'entrée de la rivière du Sénégal, et détermine ceux qui seront perçus à la sortie sur la gomme, le morfil, etc. 220

- N° 455. — 7 germinal (28 mars). — Arrêté qui autorise l'exportation de feuilles de cuivre à doubler. 220
- N° 456. — 7 germinal (28 mars). — Arrêté relatif à la manufacture de gasquets d'Orléans. 220
- N° 457. — 18 germinal (8 avril). — Loi sur l'organisation des cultes. 220
- N° 458. — 18 germinal (8 avril). — Arrêté relatif aux formalités à observer par le cardinal Caprara, pour l'exercice des facultés énoncées dans la bulle du 6 fructidor an 9. 234
- N° 459. — 19 germinal (9 avril). — Arrêté concernant les rations de fourrages à distribuer aux chevaux de toutes armes. 236
- N° 460. — 19 germinal (9 avril). — Arrêté relatif à l'habit uniforme des membres du conseil, des ingénieurs en chef et ordinaires et des élèves des mines. 238
- N° 461. — 19 germinal (9 avril). — Arrêté qui fixe le nombre des rations de fourrages pour les troupes, à compter du 1^{er} floréal an 10. 238
- N° 462. — 19 germinal (9 avril). — Arrêté contenant un tarif pour les correspondances maritimes et coloniales. 245
- N° 463. — 25 germinal (15 avril). — Arrêté qui rectifie des arrêtés portant réduction des justices de paix dans treize départemens. 245
- N° 464. — 25 germinal (15 avril). — Arrêté sur le mode d'avancement pour les corps qui ont des bataillons ou des escadrons détachés aux colonies. 245
- N° 465. — 29 germinal (19 avril). — Arrêté qui ordonne la publication d'une bulle contenant ratification de la convention passée entre le gouvernement français et Pie VII. 246
- N° 466. — 29 germinal (19 avril). — Arrêté qui ordonne la publication du bref concernant l'institution des nouveaux évêques. 257
- N° 467. — 29 germinal (19 avril). — Arrêté qui ordonne la publication d'une bulle contenant la nouvelle circonscription des diocèses français. 260
- N° 468. — 29 germinal (19 avril). — Arrêté qui ordonne la publication d'un indult concernant les jours de fête. 283
- N° 469. — 6 floréal (26 avril). — Sénatus-consulte relatif aux émigrés. 288
- N° 470. — 6 floréal (26 avril). — Arrêté contenant approbation du règlement pour le service du tribunal de première instance du département de la Seine. 295
- N° 471. — 8 floréal (28 avril). — Arrêté sur l'admission en entrepôt de différentes marchandises destinées pour le commerce du Sénégal. 303
- N° 472. — 8 floréal (28 avril). — Arrêté relatif à la vérification des comptes de la compagnie Varville. 303
- N° 473. — 10 floréal (30 avril). — Arrêté sur la mise en jugement des percepteurs des contributions. 303
- N° 474. — 11 floréal (1^{er} mai). — Loi sur l'instruction publique. 303
- N° 475. — 13 floréal (3 mai). — Arrêté relatif aux publications de mariage. 309
- N° 476. — 13 floréal (3 mai). — Loi sur les contributions foncière, personnelle, somptuaire et mobilière de l'an 11. 309
- N° 477. — 13 floréal (3 mai). — Arrêté relatif à une somme offerte par Lalande, pour la fondation d'un prix annuel d'astronomie. 311
- N° 478. — 14 floréal (4 mai). — Loi relative aux contributions indirectes de l'an 11. 311
- N° 479. — 15 floréal (5 mai). — Loi relative à la vente des fouds ruraux appartenant à la nation. 315
- N° 480. — 15 floréal (5 mai). — Arrêté qui rectifie des arrêtés portant réduction des justices de paix dans quatre départemens. 316
- N° 481. — 15 floréal (5 mai). — Arrêté qui rectifie des arrêtés portant réduction des justices de paix dans sept départemens. 316
- N° 482. — 16 floréal (6 mai). — Loi relative aux bons deux tiers, et à la vente des maisons, bâtimens et usines nationaux. 316
- N° 483. — 17 floréal (7 mai). — Loi portant établissement d'une nouvelle compagnie d'Afrique. 316
- N° 484. — 17 floréal (7 mai). — Loi qui fait un fonds pour les dépenses des divers ministères pendant l'an 10. 316
- N° 485. — 18 floréal (8 mai). — Loi relative à la rivière du Couësson et au pont de Pontorson. 317
- N° 486. — 18 floréal (8 mai). — Loi relative à la nomination d'adjoints de maires dans les parties de communes dont les communications avec le chef-lieu seraient difficiles, etc. 317
- N° 487. — 18 floréal (8 mai). — Sénatus-consulte qui réélit Napoléon Bonaparte premier consul pour dix nouvelles années. 317
- N° 488. — 20 floréal (10 mai). — Arrêté des consuls portant que le peuple français sera consulté sur cette question :

<i>Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie ?</i>	517	autorise l'ouverture d'un canal de dérivation de la rivière d'Ourcq.	335
N° 489. — 20 floréal (10 mai). — Loi qui fixe pour l'an 10 l'intérêt des cautionnements fournis par les receveurs des contributions.	517	N° 506. — 29 floréal (19 mai). — Loi qui établit une taxe de navigation sur les canaux du port de Cette.	355
N° 490. — 20 floréal (10 mai). — Loi qui met trois cents millions à la disposition du gouvernement, à compte des dépenses des divers ministères pendant l'an 11.	518	N° 507. — 29 floréal (19 mai). — Loi qui autorise la régie des domaines nationaux à acquérir des terrains destinés en partie à l'embellissement des jardins du sénat conservateur.	355
N° 491. — 21 floréal (11 mai). — Loi relative au cinq pour cent consolidé et à la dette viagère.	518	N° 508. — 30 floréal (20 mai). — Loi sur l'établissement d'un droit de navigation intérieure.	355
N° 492. — 22 floréal (12 mai). — Arrêté contenant une nouvelle division du département de la Seine pour les substituts du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel.	519	N° 509. — 30 floréal (20 mai). — Loi sur la traite des nègres et le régime des colonies.	356
N° 493. — 23 floréal (13 mai). — Loi relative aux délits emportant peine de flétrissure, et aux tribunaux spéciaux qui en auront la connaissance.	519	N° 510. — 30 floréal (20 mai). — Loi qui ordonne la promulgation du traité de paix conclu entre la France, le roi d'Espagne, la république batave et le roi d'Angleterre.	356
N° 494. — 24 floréal (14 mai). — Loi portant amnistie pour crime de désertion à l'intérieur, commis avant le 1 ^{er} floréal an 10 par des sous-officiers ou soldats.	521	N° 511. — 1 ^{er} prairial (21 mai). — Arrêté relatif à la bénédiction nuptiale par les rabbins.	362
N° 495. — 26 floréal (16 mai). — Arrêté relatif à la détention des militaires dans des chambres de police et des prisons de discipline.	521	N° 512. — 3 prairial (23 mai). — Arrêté sur les pensions ecclésiastiques non liquidées pour défaut de promesse ou de prestation de serment.	362
N° 496. — 26 floréal (16 mai). — Arrêté rectificatif de deux arrêtés contenant réduction des justices de paix dans deux départemens.	523	N° 513. — 3 prairial (23 mai). — Arrêté qui décharge les directeurs et administrateurs de la caisse d'amortissement, des opérations par eux faites depuis le 21 nivose an 8 jusqu'au 1 ^{er} vendémiaire an 10.	362
N° 497. — 28 floréal (18 mai). — Loi sur une levée de conscrits.	523	N° 514. — 3 prairial (23 mai). — Arrêté qui fixe le nombre des courtiers près la bourse de commerce de Strasbourg.	362
N° 498. — 28 floréal (18 mai). — Loi sur les justices de paix.	525	N° 515. — 6 prairial (26 mai). — Arrêté relatif à l'exécution des lois sur les importations et exportations dans les départemens du Golo et du Liamone.	363
N° 499. — 29 floréal (19 mai). — Loi relative aux droits d'entrée des tabacs en feuilles, et à leur fabrication.	526	N° 516. — 6 prairial (26 mai). — Arrêté sur la manière dont seront régies la Martinique et Sainte-Lucie.	365
N° 500. — 29 floréal (19 mai). — Loi relative aux taxes des douanes, aux entrepôts, et aux importations ou exportations de marchandises.	527	N° 517. — 6 prairial (26 mai). — Arrêté qui assimile les percepteurs des contributions directes de Bordeaux aux receveurs particuliers.	365
N° 501. — 29 floréal (19 mai). — Loi portant création d'une légion d'honneur.	527	N° 518. — 11 prairial (31 mai). — Arrêté qui fixe les droits à payer pour le charbon de terre importé dans les ports de l'Océan.	365
N° 502. — 29 floréal (19 mai). — Loi sur l'établissement de bureaux de pesage, mesurage et jaugeage publics.	530	N° 519. — 13 prairial (2 juin). — Arrêté relatif à la vente des effets mobiliers et objets d'approvisionnement de la marine qui seraient jugés inutiles ou hors d'état d'être employés au service.	366
N° 503. — 29 floréal (19 mai). — Loi sur les contraventions en matière de grande voirie.	531	N° 520. — 13 prairial (2 juin). — Arrêté sur la formation d'un conseil de liquidation générale de la dette publique.	366
N° 504. — 29 floréal (19 mai). — Loi relative au poids des voitures employées au roulage et des messageries.	535		
N° 505. — 29 floréal (19 mai). — Loi qui			

- N° 521. — 17 prairial (6 juin). — Arrêté sur l'exportation des matières, monnaies et ouvrages d'or et d'argent. 346
- N° 522. — 17 prairial (6 juin). — Arrêté additionnel à celui du 17 ventose an 10, sur la pêche de la morue. 346
- N° 523. — 17 prairial (6 juin). — Arrêté interprétatif de celui du 9 nivose an 10, concernant la pêche de la baleine. 346
- N° 524. — 17 prairial (6 juin). — Avis du conseil d'état concernant l'amnistie prononcée le 24 floréal an 10, pour crime de désertion. 346
- N° 525. — 20 prairial (9 juin). — Arrêté relatif à l'entrepôt des marchandises étrangères importées par le pont du Rhin. 346
- N° 526. — 20 prairial (9 juin). — Arrêté qui supprime les ordres monastiques et congrégations régulières dans quatre départemens. 347
- N° 527. — 20 prairial (9 juin). — Arrêté relatif au paiement de l'arriéré des pensions liquidées. 347
- N° 528. — 22 prairial (11 juin). — Arrêté relatif aux domaines nationaux acquis antérieurement à la loi du 28 ventose an 4, et payés en assignats ou mandats, avant leur démonétisation. 347
- N° 529. — 22 prairial (11 juin). — Arrêté relatif à l'exercice des fonctions du commissaire général de police de Bordeaux. 348
- N° 530. — 22 prairial (11 juin). — Arrêté relatif aux travaux des ports, et à leur classement dans les attributions des ministères de la marine et de l'intérieur. 348
- N° 531. — 26 prairial (15 juin). — Avis du conseil d'état sur plusieurs questions auxquelles a donné lieu la loi d'amnistie du 24 floréal an 10. 348
- N° 532. — 27 prairial (16 juin). — Arrêté sur les bourses de commerce. 348
- N° 533. — 27 prairial (16 juin). — Arrêté sur les recettes faites par les receveurs généraux et particuliers sur les contributions indirectes. 353
- N° 534. — 27 prairial (16 juin). — Arrêté relatif aux pensions sur la liste civile. 353
- N° 535. — 27 prairial (16 juin). — Arrêté relatif aux cautionnemens à fournir par les greffiers des juges de paix et des tribunaux de police. 354
- N° 536. — 27 prairial (16 juin). — Arrêté sur la délivrance de la poudre de guerre pour les bâtimens de commerce. 354
- N° 537. — 27 prairial (16 juin). — Arrêté relatif aux places de passagers dans les navires expédiés pour les îles et colonies françaises. 354
- N° 538. — 29 prairial (18 juin). — Arrêté relatif à l'administration de la justice dans les colonies rendues à la France par le traité d'Amiens. 355
- N° 539. — 4 messidor (23 juin). — Arrêté qui ordonne la formation d'un état des écoles susceptibles d'être considérées comme écoles secondaires. 357
- N° 540. — 4 messidor (23 juin). — Arrêté sur la taxe des lettres et paquets expédiés de France en Angleterre, et réciproquement. 356
- N° 541. — 4 messidor (23 juin). — Arrêté sur l'importation ou exportation des marchandises dans les îles de la Martinique, de la Guadeloupe, de Sainte-Lucie et de Tabago. 357
- N° 542. — 4 messidor (23 juin). — Arrêté sur l'établissement dans les hospices de Paris consacrés à la vieillesse, etc., de deux cents places pour les pères et mères des défenseurs de la patrie. 358
- N° 543. — 6 messidor (23 juin). — Arrêté portant établissement d'un entrepôt de marchandises étrangères à Marseille. 358
- N° 544. — 6 messidor (23 juin). — Arrêté sur la tenue des séances du conseil de préfecture de la Seine, pour les affaires contentieuses d'administration et de police. 359
- N° 545. — 6 messidor (23 juin). — Arrêté relatif au produit de la location des baraques et échoppes de la foire de Beaucaire. 359
- N° 546. — 6 messidor (23 juin). — Arrêté relatif à la manière de constater l'insolvabilité ou l'absence des redevables du trésor public. 359
- N° 547. — 6 messidor (23 juin). — Arrêté sur la liquidation des fermages arriérés des biens nationaux. 360
- N° 548. — 11 messidor (30 juin). — Arrêté qui assimile les percepteurs des contributions directes de Lyon aux receveurs particuliers. 360
- N° 549. — 11 messidor (30 juin). — Arrêté qui ordonne la formation d'une commission pour s'occuper de la répartition de la contribution foncière. 360
- N° 550. — 11 messidor (30 juin). — Arrêté relatif à l'organisation administrative et judiciaire de Tabago. 360
- N° 551. — 11 messidor (30 juin). — Arrêté rectificatif des arrêtés ordonnant réduction des justices de paix dans treize départemens. 360
- N° 552. — 13 messidor (2 juillet). — Ar-

- rêté qui ordonne la confection d'un état
 des édifices propres aux casernemens,
 magasins, hôpitaux, etc., nécessaires
 au service de la guerre. 360
 N° 553. — 13 messidor (2 juillet). — Ar-
 rêté relatif à l'organisation en cohortes
 de la légion-d'honneur. 361
 N° 554. — 13 messidor (2 juillet). — Ar-
 rêté sur le traitement accordé aux sous-
 lieutenans et quartiers-maitres de la
 gendarmerie. 361
 N° 555. — 13 messidor (2 juillet). — Ar-
 rêté qui accorde l'indemnité de loge-
 ment aux maréchaux-des-logis du train
 d'artillerie, détachés dans les départe-
 mens pour y faire des tournées. 361
 N° 556. — 13 messidor (2 juillet). — Ar-
 rêté portant défense aux noirs, mulâ-
 tres et autres gens de couleur, d'entrer
 sans autorisation sur le territoire conti-
 nental de la France. 361
 N° 557. — 16 messidor (5 juillet). — Ar-
 rêté relatif au passage accordé aux co-
 lons réfugiés, pour retourner à Saint-
 Domingue. 361
 N° 558. — 16 messidor (5 juillet). — Arrêté
 qui supprime les secours accordés aux
 colons réfugiés en France. 361
 N° 559. — 23 messidor (12 juillet). — Ar-
 rêté relatif à l'administration des biens
 affectés à la légion-d'honneur. 361
 N° 560. — 27 messidor (16 juillet). — Ar-
 rêté sur l'arpentage, l'aménagement et
 le bornage des forêts des départemens
 de la rive gauche du Rhin. 363
 N° 561. — 27 messidor (16 juillet). —
 Arrêté sur le paiement des arrérages de
 la dette publique et des pensions du
 deuxième semestre de l'an 6, etc. 363
 N° 562. — 27 messidor (16 juillet). —
 Arrêté relatif aux militaires qui ont ob-
 tenu des armes d'honneur. 363
 N° 563. — 2 thermidor (21 juillet). —
 Arrêté relatif à la réduction des droits
 de douane sur les marchandises avari-
 ées, et à la manière de constater les
 avaries. 364
 N° 564. — 2 thermidor (21 juillet). —
 Arrêté sur le rétablissement des rela-
 tions commerciales entre l'île de Noir-
 moutiers et l'étranger. 364
 N° 565. — 2 thermidor (21 juillet). —
 Arrêté relatif au poisson venant de l'é-
 tranger. 364
 N° 566. — 2 thermidor (21 juillet). —
 Arrêté relatif aux décisions de la cham-
 bre de discipline des avoués pronon-
 çant des peines de discipline. 364
 N° 567. — 3 thermidor (22 juillet). —
 Arrêté sur la haute-paie accordée aux
 caporaux et soldats pour ancienneté de
 service. 365
 N° 568. — 3 thermidor (22 juillet). —
 Arrêté relatif à la perception des droits
 de douane sur les denrées coloniales.
 365
 N° 569. — 4 thermidor (23 juillet). —
 Arrêté relatif à une convocation extra-
 ordinaire des conseils municipaux. 366
 N° 570. — 4 thermidor (23 juillet). —
 Arrêté relatif aux percepteurs des con-
 tributions directes des villes de Rouen,
 du Havre et de D'eppe. 369
 N° 571. — 4 thermidor (23 juillet). —
 Arrêté sur la saline de Cette. 369
 N° 572. — 7 thermidor (26 juillet). —
 Arrêté portant qu'il ne sera plus reçu
 au trésor public de significations de
 transports, cessions ou délégations de
 pensions à la charge de l'état. 369
 N° 573. — 7 thermidor (26 juillet). — Ar-
 rêté qui annule un arrêté du préfet de
 l'Eure relatif à la veuve d'un émigré.
 370
 N° 574. — 9 thermidor (28 juillet). —
 Avis du conseil d'état relatif à l'exécu-
 tion du sénatus-consulte portant am-
 nistie pour fait d'émigration. 370
 N° 575. — 11 thermidor (30 juillet). —
 Arrêté qui désigne les villes où il y
 aura un entrepôt réel de marchandises
 et de denrées étrangères, coloniales,
 etc. 371
 N° 576. — 11 thermidor (30 juillet). —
 Arrêté sur l'admission aux examens pres-
 crits pour être reçu maître au petit ca-
 botage. 372
 N° 577. — 14 thermidor (2 août). —
 Sénatus-consulte qui proclame Napoléon
 Bonaparte premier consul à vie. 372
 N° 578. — 16 thermidor (4 août). —
 Sénatus-consulte organique de la con-
 stitution. 373
 N° 579. — 18 thermidor (6 août). —
 Arrêté relatif à la prorogation des droits
 établis sur les spectacles, bals, etc. 380
 N° 580. — 18 thermidor (6 août). —
 Arrêté sur la pêche en goémon et va-
 rech. 381
 N° 581. — 18 thermidor (6 août). —
 Arrêté relatif aux conscrits. 381
 N° 582. — 22 thermidor (10 août). —
 Arrêté relatif à l'inscription des mar-
 chandises existant dans les communes
 frontières, depuis Versoix jusqu'à An-
 vers, etc. 381
 N° 583. — 22 thermidor (10 août). —
 Arrêté qui fixe les limites des territoires
 des communes de Criqueur et de For-
 merie. 381

- N° 584. — 25 thermidor (14 août). — Arrêté sur l'établissement d'un entrepôt réel de marchandises à Cologne et à Mayence. 381
- N° 585. — 25 thermidor (15 août). — Avis du conseil d'état relatif aux ascendans des émigrés. 381
- N° 586. — 25 thermidor (15 août). — Arrêté relatif au paiement des travaux du canal de dérivation de la rivière d'Ourcq. 382
- N° 587. — 28 thermidor (16 août). — Arrêté relatif aux contributions payables par les officiers d'état-major et autres à résidence fixe. 382
- N° 588. — 2 fructidor (20 août). — Arrêté qui établit une bourse de commerce à Agde. 383
- N° 589. — 2 fructidor (20 août). — Arrêté relatif à la sécularisation du citoyen Talleyrand. 383
- N° 590. — 2 fructidor (20 août). — Arrêté sur le mode de partage des fruits et fermages entre l'état et les acquéreurs de domaines nationaux. 383
- N° 591. — 7 fructidor (25 août). — Arrêté qui supprime les ateliers du timbre et qui établit des entrepôts dans les départemens. 384
- N° 592. — 7 fructidor (25 août). — Arrêté relatif à l'entrepôt de diverses denrées coloniales. 385
- N° 593. — 8 fructidor (26 août). — Sénatus-consulte relatif à la classification en séries des membres du corps législatif, et au mode de réduction des membres du tribunal. 385
- N° 594. — 8 fructidor (26 août). — Sénatus-consulte relatif à la rédaction du sénatus-consulte qui prononcera la dissolution du corps législatif ou du tribunal, ou de l'un et de l'autre. 385
- N° 595. — 8 fructidor (26 août). — Sénatus-consulte organique portant réunion de l'île d'Elbe au territoire français. 386
- N° 596. — 9 fructidor (27 août). — Arrêté qui annule un arrêté de conseil de préfecture qui a approuvé l'imposition sur une commune des frais de réparation d'un four banal. 386
- N° 597. — 9 fructidor (27 août). — Arrêté relatif à une éviction prononcée en matière de partage de marais communal. 386
- N° 598. — 9 fructidor (27 août). — Arrêté qui annule, pour cause d'incompétence, des jugemens rendus par un tribunal de police municipale, relativement à un défaut d'éclairage de matériaux déposés dans une rue. 386
- N° 599. — 12 fructidor (30 août). — Sénatus-consulte sur la tenue des séances et l'ordre des délibérations du sénat. 387
- N° 600. — 12 fructidor (30 août). — Acte du sénat conservateur, qui détermine l'ordre dans lequel les cinq séries de départemens seront appelées à présenter des députés au corps législatif. 387
- N° 601. — 14 fructidor (1^{er} septembre). — Arrêté sur la taxe et l'affranchissement des lettres et paquets relatifs aux pays desservis par les postes d'Empire. 387
- N° 602. — 14 fructidor (1^{er} septembre). — Arrêté sur les tribunaux des départemens de la rive gauche du Rhin. 390
- N° 603. — 14 fructidor (1^{er} septembre). — Arrêté relatif à l'exportation des cordages, brais, goudrons, résines; aux droits d'entrée des cuirs, des confitures, et à la prohibition des mélasse venant de l'étranger. 390
- N° 604. — 14 fructidor (1^{er} septembre). — Arrêté sur le remboursement des créances et des rentes dues aux hôpitaux, etc. 390
- N° 605. — 16 fructidor (3 septembre). — Arrêté concernant le retour des propriétaires blancs dans les colonies. 390
- N° 606. — 16 fructidor (3 septembre). — Arrêté relatif aux fermes d'habitations, maisons et magasins à Saint-Domingue et à la Guadeloupe. 390
- N° 607. — 19 fructidor (6 septembre). — Arrêté relatif aux créances sur les colonies de Saint-Domingue. 390
- N° 608. — 19 fructidor (6 septembre). — Arrêté pour l'exécution du sénatus-consulte du 16 thermidor an 10, relatif aux assemblées de canton, etc. 391
- N° 609. — 24 fructidor (11 septembre). — Sénatus-consulte organique, qui réunit six départemens au territoire français. 392
- N° 610. — 28 fructidor (15 septembre). — Arrêté qui supprime le ministère de la police générale. 392
- N° 611. — 28 fructidor (15 septembre). — Arrêté sur les fondateurs de lits dans les hospices. 392
- N° 612. — 28 fructidor (15 septembre). — Arrêté relatif à la surveillance et au paiement des masses d'entretien et de ferrage. 392
- N° 613. — 28 fructidor (15 septembre). — Arrêté qui accorde un supplément d'indemnité aux troupes en marche dans l'intérieur de la république. 395
- N° 614. — 30 fructidor (17 septembre). —

Arrêté sur le traitement fixe des greffiers des tribunaux de police, dans les

villes où il y a plusieurs justices de paix. 393

AN 11 (1802).

- N° 615. — 8 vendémiaire (30 septembre). — Arrêté sur l'exercice de la profession de boucher à Paris. 394
- N° 616. — 9 vendémiaire (1^{re} octobre). — Arrêté sur les dépenses départementales arriérées, et sur celles des préfectures pour les années 8, 9 et 10. 394
- N° 617. — 12 vendémiaire (4 octobre). — Arrêté relatif à l'instruction et au jugement des contraventions aux lois sur le commerce étranger dans les colonies. 394
- N° 618. — 12 vendémiaire (4 octobre). — Arrêté relatif à la formation d'une garde municipale pour Paris. 395
- N° 619. — 12 vendémiaire (4 octobre). — Arrêté qui établit une école d'artillerie et du génie à Metz. 395
- N° 620. — 15 vendémiaire (7 octobre). — Arrêté sur l'emploi des fonds provenant des centimes additionnels de l'an 8 et années antérieures. 400
- N° 621. — 16 vendémiaire (8 octobre). — Arrêté du ministre de l'intérieur sur le flottage des petites rivières et tirage des bois. 400
- N° 622. — 20 vendémiaire (12 octobre). — Arrêté sur les droits payables à la sortie des vins de Corse pour l'étranger. 401
- N° 623. — 20 vendémiaire (12 octobre). — Arrêté sur le costume du grand-juge et celui des membres du tribunal de cassation. 401
- N° 624. — 20 vendémiaire (12 octobre). — Arrêté qui fixe le droit de douane payable à la sortie des navires marchands construits en France pour le compte espagnol. 402
- N° 625. — 20 vendémiaire (12 octobre). — Arrêté sur la perception des droits d'entrée et de consommation sur les sucres, les cafés, le cacao et le poivre. 402
- N° 626. — 20 vendémiaire (12 octobre). — Arrêté qui fixe le droit d'entrée à percevoir sur les armes blanches étrangères. 402
- N° 627. — 20 vendémiaire (12 octobre). — Arrêté qui modère les droits d'entrée sur les cotons en laine du Levant. 402
- N° 628. — 20 vendémiaire (12 octobre). — Arrêté qui autorise provisoirement les armateurs de Dunkerque pour la pêche de la morue sur les côtes d'Islande, à faire entrer dans cette ville des sels d'Espagne. 402
- N° 629. — 24 vendémiaire (16 octobre). — Arrêté qui établit une masse de casernement pour la gendarmerie. 402
- N° 630. — 24 vendémiaire (16 octobre). — Arrêté qui attribue au conseil d'état la connaissance des réclamations dirigées contre les opérations relatives aux élections des juges de paix. 404
- N° 631. — 24 vendémiaire (16 octobre). — Arrêté relatif à celui du 15 nivose an 9, sur les officiers des colonies. 404
- N° 632. — 26 vendémiaire (18 octobre). — Arrêté sur les droits à percevoir à la sortie des cuirs. 404
- N° 633. — 26 vendémiaire (18 octobre). — Sénatus-consulte organique sur l'admission des étrangers aux droits de citoyen français, pour services rendus à l'état, etc. 404
- N° 634. — 26 vendémiaire (18 octobre). — Sénatus-consulte qui suspend les fonctions du jury dans plusieurs départements. 405
- N° 635. — 28 vendémiaire (20 octobre). — Lettre du ministre de la justice sur les contraventions de grande voirie. 405
- N° 636. — 29 vendémiaire (21 octobre). — Arrêté sur l'envoi en transit, pendant leur année d'entrepôt, des sucres, cafés, etc. 406
- N° 637. — 29 vendémiaire (21 octobre). — Arrêté qui confirme la réputation d'un legs fait à l'hospice d'Agde. 406
- N° 638. — 29 vendémiaire (21 octobre). — Arrêté sur la recherche et reconnaissance des arbres propres aux constructions de la marine. 407
- N° 639. — 29 vendémiaire (21 octobre). — Avis du conseil d'état sur l'élection de domicile pour l'exercice des droits politiques, sur la durée des assemblées de canton, et sur le renouvellement des juges de paix. 407
- N° 640. — 3 brumaire (25 octobre). — Arrêté relatif à la retenue réglée au profit de la caisse des invalides de la marine. 408
- N° 641. — 3 brumaire (25 octobre). — Arrêté qui prescrit aux maires des formalités à remplir, en cas de décès du dépositaire d'un cheval du train d'ar-

- tillerie. 408
- N° 642.—3 brumaire (25 octobre).—Arrêté qui annule un jugement rendu par un juge de paix en matière de grande voirie. 408
- N° 643.—3 brumaire (25 octobre).—Arrêté rectificatif d'arrêtés portant réduction de justices de paix dans quatorze départemens. 409
- N° 644.—4 brumaire (26 octobre).—Arrêté sur le traitement des différens fonctionnaires des lycées. 409
- N° 645.—4 brumaire (26 octobre).—Avis du conseil d'état sur la question de savoir si les commissaires des relations commerciales de la république à l'étranger peuvent y recevoir les actes de l'état civil des Français. 409
- N° 646.—5 brumaire (27 octobre).—Arrêté qui prescrit les formalités à remplir par les déserteurs de la marine, pour profiter de l'amnistie accordée par la loi du 24 floréal an 10. 410
- N° 647.—5 brumaire (27 octobre).—Arrêté sur les droits de sortie et d'entrée des cuivres laminés pour doublage de vaisseaux. 410
- N° 648.—5 brumaire (27 octobre).—Arrêté sur le costume des membres du conseil d'administration, des professeurs, etc., des lycées et du Prytanée. 410
- N° 649.—5 brumaire (27 octobre).—Arrêté sur les contestations entre les créanciers de la ferme générale, et les héritiers des fermiers généraux. 410
- N° 650.—8 brumaire (30 octobre).—Avis du conseil d'état sur les baux des biens des communes. 411
- N° 651.—12 brumaire (3 novembre).—Arrêté relatif aux cédules souscrites dans le département de Jemmapes, par les acquéreurs de domaines nationaux. 411
- N° 652.—12 brumaire (3 novembre).—Arrêté relatif à la faculté de substituer les gendres aux fils, et les fils ou gendres aux interdits sur la liste des plus imposés d'une commune ou d'un département. 411
- N° 653.—12 brumaire (3 novembre).—Avis du conseil d'état relatif aux actes qui n'ont pas été portés sur les registres de l'état civil dans les délais prescrits. 411
- N° 654.—12 brumaire (3 novembre).—Arrêté qui prohibe la sortie des terres des monnaies. 412
- N° 655.—12 brumaire (3 novembre).—Arrêté qui annule les dispositions des jugemens qui, en prononçant des condamnations contre une commune, ont réglé le mode d'exécution sur les habitants. 412
- N° 656.—12 brumaire (3 novembre).—Arrêté qui annule deux jugemens rendus par des tribunaux en matière de contributions. 413
- N° 657.—12 brumaire (3 novembre).—Arrêté concernant les contributions destinées à l'entretien des bâtimens affectés aux bourses de commerce. 414
- N° 658.—18 brumaire (9 novembre).—Arrêté qui permet la sortie des chèvres des Pyrénées-Orientales pour l'Espagne. 414
- N° 659.—18 brumaire (9 novembre).—Arrêté relatif au droit à percevoir sur le cassia-lignea. 414
- N° 660.—25 brumaire (16 novembre).—Arrêté sur le traitement de table alloué aux officiers et aspirans embarqués pour les colonies françaises et pour les ports d'Espagne en Europe. 414
- N° 661.—25 brumaire (16 novembre).—Arrêté sur la solde de l'armée navale. 415
- N° 662.—26 brumaire (17 novembre).—Arrêté qui rend les gardes d'artillerie seuls responsables des munitions et approvisionnement existant dans les magasins. 416
- N° 663.—27 brumaire (18 novembre).—Arrêté relatif aux curés de première et de deuxième classe, et au mode de paiement des traitemens ecclésiastiques. 417
- N° 664.—28 brumaire (19 novembre).—Arrêté qui supprime les listes locales d'émigrés formées dans les colonies. 417
- N° 665.—28 brumaire (19 novembre).—Arrêté relatif à la division des recettes de la caisse du trésor public. 418
- N° 666.—28 brumaire (19 novembre).—Arrêté relatif aux églises non comprises dans la circonscription des diocèses. 420
- N° 667.—28 brumaire (19 novembre).—Arrêté qui établit un directeur général du musée central des arts. 421
- N° 668.—2 frimaire (25 novembre).—Avis du conseil d'état sur deux questions relatives à la présidence des assemblées de canton. 421
- N° 669.—4 frimaire (25 novembre).—Arrêté contenant les formules des différens actes relatifs aux assemblées de canton. 421
- N° 670.—5 frimaire (26 novembre).—Arrêté qui étend à la distance de deux myriamètres des frontières l'exécution

- des lois et réglemens sur le transport et la circulation des denrées et marchandises. 421
- N° 671. — 5 frimaire (26 novembre). — Arrêté qui ordonne des rectifications dans les cantons formant les justices de paix de trois départemens. 422
- N° 672. — 9 frimaire (30 novembre). — Arrêté relatif aux listes des plus imposés et à l'exercice des droits politiques. 422
- N° 673. — 9 frimaire (30 novembre). — Arrêté qui détermine les objets à fournir, sur la masse générale, aux sous-officiers qui, après cinq ans de service effectif, seront promus au grade de sous-lieutenant ou de quartier-maître. 422
- N° 674. — 9 frimaire (30 novembre). — Arrêté concernant les certificats de vie à délivrer aux créanciers voyageurs, étrangers ou domiciliés en pays étranger. 423
- N° 675. — 9 frimaire (30 novembre). — Arrêté qui ordonne le remplacement des hautes-paies. 423
- N° 676. — 10 frimaire (1^{er} décembre). — Arrêté qui autorise l'entrepôt réel des eaux-de-vie de genièvre, de rhums et du tafia, à Cherbourg. 423
- N° 677. — 15 frimaire (6 décembre). — Solutions sur la police de la grande voirie, données par le directeur général des ponts et chaussées. 424
- N° 678. — 16 frimaire (7 décembre). — Arrêté relatif à la répression des contrebandiers, et au mode de répartition du produit des saisies sur eux faites. 423
- N° 679. — 16 frimaire (7 décembre). — Arrêté relatif au paiement des soldes de retraite et des pensions dont la conversion n'a pas encore été faite. 427
- N° 680. — 16 frimaire (7 décembre). — Arrêté qui détermine l'uniforme des employés de la direction des contributions directes. 428
- N° 681. — 16 frimaire (7 décembre). — Arrêté relatif à la suppression des hôpitaux militaires de l'intérieur. 428
- N° 682. — 17 frimaire (8 décembre). — Arrêté qui réunit les masses d'habillement, d'entretien et de serrage, sous le titre de masse générale. 429
- N° 683. — 17 frimaire (8 décembre). — Arrêté concernant le recouvrement des cédules d'acquéreurs de domaines nationaux qui sont dans la caisse du trésor public. 435
- N° 684. — 17 frimaire (8 décembre). — Arrêté relatif aux souscripteurs de cédules admises en dépôt à la trésorerie pour être échangées contre des ordon-
- nances de service. 436
- N° 685. — 19 frimaire (10 décembre). — Arrêté qui convertit en une taxe fixe la retenue faite sur les bénéfices des gens de mer naviguant à la part. 436
- N° 686. — 19 frimaire (10 décembre). — Arrêté relatif à l'enseignement dans les lycées. 436
- N° 687. — 19 frimaire (10 décembre). — Arrêté sur le mode de paiement des soldes de retraite et traitemens de réforme de la marine. 439
- N° 688. — 20 frimaire (11 décembre). — Arrêté qui ordonne la formation de six dépôts, pour recevoir les soldats qui voudraient servir aux colonies, et les conscrits déserteurs arrêtés par la gendarmerie. 439
- N° 689. — 24 frimaire (15 décembre). — Arrêté qui affecte une portion du produit des octrois à des distributions de pain aux troupes. 439
- N° 690. — 24 frimaire (15 décembre). — Arrêté contenant nouvelle prorogation des délais accordés pour les inscriptions des titres de créances dans les six départemens de la 27^e division militaire. 440
- N° 691. — 24 frimaire (15 décembre). — Arrêté qui établit un droit sur les toiles de coton blanches, brochées, brodées, ou rayées. 441
- N° 692. — 27 frimaire (18 décembre). — Arrêté relatif aux tableaux de conscription pour l'an 11. 441
- N° 693. — 27 frimaire (18 décembre). — Arrêté relatif aux déclarations, vérifications et confiscations de marchandises expédiées d'un port français à un autre port français. 441
- N° 694. — 27 frimaire (18 décembre). — Arrêté qui désigne les rentes provenant de l'ancien domaine national du clergé ou des corporations supprimées, qui sont censées appartenir aux hospices. 441
- N° 695. — 27 frimaire (18 décembre). — Arrêté relatif aux rectifications d'erreurs sur le grand-livre de la dette publique. 442
- N° 696. — 27 frimaire (18 décembre). — Arrêté qui désigne les communes où seront placés les nouveaux bureaux des douanes en seconde ligne. 442
- N° 697. — 27 frimaire (18 décembre). — Arrêté qui fixe les termes et le mode de paiement du prix des adjudications des coupes ordinaires de bois. 442
- N° 698. — 30 frimaire (21 décembre). — Arrêté qui ordonne la démolition d'une

- usine construite sans autorisation. 443
 N° 699. — 30 frimaire (21 décembre). — Arrêté relatif aux écoles secondaires, etc. 445
 N° 700. — 2 nivose (23 décembre). — Arrêté relatif à l'enregistrement des actes passés sous signature privée ou devant notaires dans la 27^e division militaire. 444
 N° 701. — 2 nivose (23 décembre). — Arrêté qui règle le costume des membres des tribunaux, etc. 445
 N° 702. — 2 nivose (23 décembre). — Arrêté qui ordonne le prélèvement des menues dépenses des tribunaux pour l'an 11, sur les centimes additionnels variables, etc. 446
 N° 703. — 3 nivose (24 décembre). — Arrêté qui établit des chambres de commerce dans plusieurs villes. 446
 N° 704. — 6 nivose (27 décembre). — Arrêté relatif aux baux à ferme des eaux minérales. 447
 N° 705. — 6 nivose (27 décembre). — Arrêté qui règle le costume des professeurs, instituteurs et maîtres de quartier des collèges dépendant du Prytanée. 448
 N° 706. — 6 nivose (27 décembre). — Arrêté relatif au logement dans les bâtimens nationaux des généraux commandant les divisions militaires, etc., etc. 448
 N° 707. — 9 nivose (30 décembre). — Arrêté concernant les droits de douane sur la vanille. 449
 N° 708. — 9 nivose (30 décembre). — Arrêté sur le mode de remplacement des présidens des collèges électoraux et des assemblées de canton. 449
 N° 709. — 10 nivose (31 décembre). — Arrêté relatif à l'augmentation des escadrons des divers régimens de cavalerie, etc. 449

AN 11 (1803).

- N° 710. — 14 nivose (4 janvier). — Arrêté qui ordonne la confection d'un état des biens nationaux attribués aux hospices civils en remplacement de leurs biens aliénés. 449
 N° 711. — 14 nivose (4 janvier). — Arrêté sur le renouvellement des conseils municipaux. 450
 N° 712. — 14 nivose (4 janvier). — Arrêté qui fixe la durée des fonctions des maires et adjoints dans les villes au dessus de cinq mille âmes. 450
 N° 713. — 14 nivose (4 janvier). — Sénatus-consulte qui crée des sénatoreries et règle l'administration économique du sénat. 450
 N° 714. — 14 nivose (4 janvier). — Avis du conseil d'état sur le choix et le remplacement des maires et adjoints. 452
 N° 715. — 18 nivose (8 janvier). — Arrêté qui déclare les traitemens ecclésiastiques insaisissables dans leur totalité. 452
 N° 716. — 20 nivose (10 janvier). — Arrêté relatif à la direction du théâtre des Arts. 452
 N° 717. — 22 nivose (12 janvier). — Arrêté sur l'administration de l'île d'Elbe. 453
 N° 718. — 22 nivose (12 janvier). — Arrêté sur les attributions du général commandant la 25^e division militaire dans les départemens du Golo et du Liamône. 453
 N° 719. — 22 nivose (12 janvier). — Arrêté qui charge le conseil d'administration de la guerre de la liquidation définitive des comptabilités des différentes armées. 455
 N° 720. — 23 nivose (15 janvier). — Arrêté qui applique aux troupes d'artillerie de la marine non embarquées les dispositions de l'arrêté du 24 frimaire an 11. 456
 N° 721. — 27 nivose (17 janvier). — Arrêté relatif aux forges d'artillerie. 456
 N° 722. — 27 nivose (17 janvier). — Arrêté relatif aux officiers et employés civils de la marine, dont le traitement n'exécède pas douze cents francs. 459
 N° 723. — 29 nivose (19 janvier). — Arrêté portant destitution d'un notaire et d'un huissier, pour réception et notification d'un acte contraire au respect dû aux lois, etc. 459
 N° 724. — 1^{re} pluviôse (21 janvier). — Arrêté qui fixe les droits de sortie des tourteaux et pains de navette, melleite, etc. 459
 N° 725. — 1^{re} pluviôse (21 janvier). — Arrêté qui permet la sortie des huiles de poisson. 459
 N° 726. — 1^{re} pluviôse (21 janvier). — Arrêté relatif aux saisies et oppositions formées entre les mains des payeurs divisionnaires, etc. 459
 N° 727. — 3 pluviôse (23 janvier). — Arrêté concernant l'organisation de l'institut national. 460

- N° 728.— 3 pluviôse (23 janvier).— Arrêté qui établit à Rouen un entrepôt réel de marchandises et denrées étrangères. 462
- N° 729.— 4 pluviôse (24 janvier).— Arrêté additionnel à celui du 20 prairial an 10, sur l'entrepôt de Strasbourg. 462
- N° 730.— 4 pluviôse (24 janvier).— Arrêté relatif aux enquêtes faites depuis la publication du décret du 3—8 brumaire an 2. 463
- N° 731.— 4 pluviôse (24 janvier).— Arrêté sur les droits d'entrée des cornes plates, etc. 463
- N° 732.— 4 pluviôse (24 janvier).— Arrêté qui autorise l'établissement de receveurs particuliers dans certaines villes et communes. 463
- N° 733.— 4 pluviôse (24 janvier).— Arrêté qui fixe les droits de sortie sur le beurre, qui s'exporte par les départemens maritimes. 463
- N° 734.— 4 pluviôse (24 janvier).— Arrêté qui fixe les droits d'entrée du sel ammoniac. 463
- N° 735.— 5 pluviôse (25 janvier).— Circulaire de l'administration des cultes contre les associations religieuses illicites. 465
- N° 736.— 8 pluviôse (28 janvier).— Arrêté qui organise l'école spéciale militaire. 465
- N° 737.— 8 pluviôse (28 janvier).— Arrêté qui annule celui du conseil de préfecture du Gard, par lequel un émigré rayé avait été renvoyé en possession d'une métairie, etc. 464
- N° 738.— 11 pluviôse (31 janvier).— Arrêté qui règle le mode de perception des droits d'entrée sur les tabacs en feuilles venant de l'étranger, et entreposés. 464
- N° 739.— 11 pluviôse (31 janvier).— Arrêté concernant celui du 16 frimaire an 11, sur la conversion des anciennes pensions militaires, etc. 464
- N° 740.— 13 pluviôse (2 février).— Arrêté qui accorde une prime pour la pêche du hareng d'automne. 464
- N° 741.— 13 pluviôse (2 février).— Arrêté qui ordonne la vente des chevaux réformés. 465
- N° 742.— 13 pluviôse (2 février).— Arrêté relatif à la manière dont seront régies les îles de France et de la Réunion. 465
- N° 743.— 13 pluviôse (2 février).— Arrêté qui établit une bourse de commerce à Libourne. 466
- N° 744.— 15 pluviôse (4 février).— Arrêté contenant des formules d'actes relatifs aux collèges électoraux d'arrondissement. 466
- N° 745.— 15 pluviôse (4 février).— Arrêté contenant des formules d'actes relatifs aux collèges électoraux de département. 466
- N° 746.— 15 pluviôse (4 février).— Arrêté relatif à l'exploitation des mines de fer de Saint-Pancré. 466
- N° 747.— 15 pluviôse (4 février).— Arrêté sur la police de la pêche de la morue à l'île de Terre-Neuve. 466
- N° 748.— 18 pluviôse (7 février).— Arrêté relatif à l'exportation des soies des départemens de la 27^e division militaire. 472
- N° 749.— 18 pluviôse (7 février).— Arrêté qui place Belle-Ile-en-Mer sous le régime des douanes. 472
- N° 750.— 21 pluviôse (10 février).— Arrêté qui ordonne le paiement des sommes arriérées sur les soldes d'activité, de retraite, et les traitemens de réforme pour l'an 10. 472
- N° 751.— 21 pluviôse (10 février).— Arrêté sur l'enregistrement des premiers actes de recours au tribunal de cassation en matière civile. 472
- N° 752.— 21 pluviôse (10 février).— Arrêté qui ordonne l'établissement d'un bureau de douanes à Lyon. 472
- N° 753.— 23 pluviôse (12 février).— Arrêté qui décide que, lorsque le créancier d'un émigré a reçu son titre de liquidation, la dette de cet émigré est éteinte. 472
- N° 754.— 28 pluviôse (17 février).— Arrêté relatif aux droits d'entrée sur les savons venant de l'étranger. 475
- N° 755.— 28 pluviôse (17 février).— Arrêté sur le mode suivant lequel les agens subordonnés à l'administration générale des forêts peuvent être traduits devant les tribunaux. 475
- N° 756.— 28 pluviôse (17 février).— Arrêté relatif aux maisons et emplacements loués pour les établissemens des douanes. 475
- N° 757.— 28 pluviôse (17 février).— Arrêté qui autorise l'entrepôt des denrées et productions des colonies françaises à Granville. 475
- N° 758.— 28 pluviôse (17 février).— Arrêté qui annule celui du conseil de préfecture de la Meurthe, relatif à la commune de Bainville. 475
- N° 759.— 28 pluviôse (17 février).— Arrêté qui détermine le costume des chefs de comptoir dans l'Inde. 476

- N° 760.—28 pluviôse (17 février).—Avis du conseil d'état sur les baux des biens des communes. 474
- N° 761.—30 pluviôse (19 février).—Avis du conseil d'état sur la suppression des prestations établies par des titres constitutifs de redevances seigneuriales et droits féodaux. 474
- N° 762.—6 ventose (25 février).—Arrêté qui organise une école d'arts et métiers à Compiègne. 475
- N° 763.—7 ventose (26 février).—Arrêté relatif aux ouvriers employés pour le service de la marine. 480
- N° 764.—7 ventose (26 février).—Arrêté sur les acquisitions, locations ou réparations des bâtimens destinés au culte. 483
- N° 765.—13 ventose (4 mars). — Arrêté qui ordonne la réunion de l'hôpital des vieillards de Saint-Germain à celui des malades de la même ville, etc. 485
- N° 766.—14 ventose (5 mars). — Arrêté relatif aux formalités à remplir pour les baux des biens des pauvres et des hospices à l'égard desquels les commissions administratives ont consenti une exécution ou une-moderation de prix. 484
- N° 767.—14 ventose (5 mars). — Arrêté qui étend jusqu'à l'Escaut la navigation dite du petit cabotage. 484
- N° 768.—14 ventose (5 mars). — Arrêté qui fixe le prix des passages pour les colonies orientales, occidentales, et la côte d'Afrique. 484
- N° 769.—14 ventose (5 mars). — Arrêté relatif aux droits d'entrée sur le stock-fish. 485
- N° 770.—14 ventose (5 mars). — Arrêté relatif aux concessions de grèves dans les îles Saint-Pierre et Miquelon. 485
- N° 771.—14—24 ventose (5—15 mars). —Loi sur la promulgation, les effets et l'application des lois. 486
- N° 772.—16—26 ventose (7—17 mars). —Loi qui augmente le nombre des juges dans les tribunaux de première instance de Paris et de Rouen. 486
- N° 773. — 16—26 ventose (7—17 mars). —Loi qui fixe l'âge auquel on peut être juge, commissaire du gouvernement, etc. 486
- N° 774.—17 ventose (8 mars). — Arrêté qui prohibe l'importation des sucres raffinés. 487
- N° 775.—17—27 ventose (8—18 mars). —Loi sur la jouissance et la privation des droits civils. 487
- N° 776.—19 ventose (10 mars).—Arrêté relatif au traitement de réforme ou solde de retraite à toucher dans les colonies. 487
- N° 777.—19 ventose (10 mars).—Arrêté relatif au droit dû pour l'expédition d'actes et jugemens du tribunal de cassation, dans les affaires de la nature de celles mentionnées en l'article 9 du décret du 1^{er} décembre 1790. 487
- N° 778.—19—29 ventose (10—20 mars). —Loi relative à l'exercice de la médecine. 488
- N° 779.—20—30 ventose (11—21 mars). —Loi relative aux actes de l'état civil. 492
- N° 780.—21 ventose (12 mars).—Arrêté qui prohibe l'exportation du numéraire. 493
- N° 781.—21 ventose (12 mars).—Arrêté qui établit un hôpital des maladies contagieuses dans le château de Saint-Germain-en-Laye. 493
- N° 782. — 21 ventose — 1^{er} germinal (12—22 mars). — Loi qui prohibe la pêche aux bœufs ou à la drège, et celle au ganguy. 493
- N° 783.—21 ventose—1^{er} germinal (12—22 mars). — Loi relative aux fabriques et manufactures qui auraient favorisé la contrebande. 493
- N° 784.—23 ventose (14 mars).—Arrêté qui prohibe l'exportation des matières d'or et d'argent. 493
- N° 785.—23 ventose—3 germinal (14—24 mars).—Loi relative au domicile. 493
- N° 786.—24 ventose—4 germinal (15—25 mars). — Loi relative aux absens. 493
- 24 ventose. — *Promulgation des lois.* 493
- N° 787.—25 ventose—5 germinal (16—26 mars).—Loi sur le notariat. 494
- N° 788.—26 ventose—6 germinal (17—27 mars).—Loi relative au mariage. 518
- N° 789.—26 ventose (17 mars). — Arrêté rectificatif des justices de paix dans plusieurs départemens. 519
- N° 790.—26 ventose (17 mars).—Avis du conseil d'état relatif aux individus condamnés par contumace par une cour de justice criminelle spéciale. 520
- 26 ventose.—*Nombre des juges à Paris et à Rouen ; Age nécessaire pour être juge, etc.* 520
- 27 ventose. — *Jouissance et privation des droits civils.* 520
- N° 791.—28 ventose—8 germinal (19—29 mars).—Loi relative au pâturage, au pacage, etc., dans les forêts nationales. 526
- 29 ventose. — *Exercice de la médecine.* 521
- N° 792.—30 ventose—10 germinal (21—

31 mars).—Loi sur le divorce.	521	10 germinal.— <i>Divorce.</i>	531
30 ventose.— <i>Actes de l'état civil.</i>	521	N° 809.—11—21 germinal (1 ^{er} —11 avril).	
1 ^{er} germinal.— <i>Pêche à la drège, etc.; Fabriques et manufactures qui favorisent la contrebande.</i>	521	—Loi relative aux prénoms et changements de noms.	531
N° 793.—2 germinal (23 mars).—Arrêté sur l'artillerie.	522	N° 810.—12 germinal (2 avril).—Arrêté sur les retraites des professeurs et répétiteurs attachés aux écoles d'artillerie et du génie.	532
N° 794.—2—12 germinal (23 mars—2 avril).—Loi sur la paternité et la filiation.	526	N° 811.—12 germinal (2 avril).—Arrêté sur les sous-officiers et soldats d'artillerie qui voudront concourir pour entrer à l'école polytechnique.	533
N° 795.—2—12 germinal (23 mars—2 avril).—Loi sur l'adoption et la tutelle officieuse.	526	12 germinal.— <i>Paternité, filiation; Adoption et tutelle officieuse.</i>	533
N° 796.—3 germinal (24 mars).—Arrêté qui établit une bourse de commerce à Châlons (Saône-et-Loire).	526	13 germinal.— <i>Puissance paternelle.</i>	533
N° 797.—3 germinal (24 mars).—Arrêté relatif aux courtiers de la bourse d'Orléans.	527	N° 812.—14—24 germinal (4—14 avril).—Loi sur les pièces d'or et d'argent rognées ou altérées.	533
N° 798.—3 germinal (24 mars).—Arrêté relatif au mode de renouvellement des maires et adjoints des communes au dessous de cinq mille âmes.	527	14 germinal.— <i>Contributions de l'an 12.</i>	534
N° 799.—3 germinal (24 mars).—Arrêté relatif aux tribunaux des îles de France et de la Réunion.	527	N° 813.—15 germinal (5 avril).—Arrêté qui confirme un arrêté pris le 24 floréal an 5, par le général Hoche.	534
N° 800.—3—15 germinal (24 mars—5 avril).—Loi relative à la puissance paternelle.	527	N° 814.—15—25 germinal (5—15 avril).—Loi sur les pensions.	534
3 germinal.— <i>Domicile.</i>	527	N° 815.—15 germinal (5 avril).—Arrêté relatif aux conseils d'administration des corps.	534
N° 801.—4—14 germinal (25 mars—4 avril).—Loi relative aux crédits ouverts pour les dépenses des années 5, 6 et suivantes, et à la fixation des contributions de l'an 12.	527	15 germinal.— <i>Minorité, tutelle, émancipation.</i>	534
4 germinal.— <i>Absens.</i>	528	N° 816.—17—27 germinal (7—17 avril).—Loi qui ordonne un sursis aux poursuites contre les communes des quatre départemens de la rive gauche du Rhin, etc.	534
N° 802.—5 germinal (26 mars).—Arrêté qui prohibe la sortie des soies et fleurs teints.	528	N° 817.—17 germinal (7 avril).—Arrêté relatif aux dépenses des communes.	533
N° 803.—5 germinal (26 mars).—Arrêté sur les approvisionnemens en vivres pour la marine.	528	17 germinal.— <i>Fabrication et vérification des monnaies.</i>	536
N° 804.—5—15 germinal (26 mars—5 avril).—Loi sur la minorité, la tutelle et l'émancipation.	528	N° 818.—18 germinal (8 avril).—Arrêté qui ordonne le dépôt, aux secrétariats des préfetures, des mandats et bons de réquisition reçus en paiement des contributions directes.	536
5 germinal.— <i>Notariat.</i>	528	N° 819.—18 germinal (8 avril).—Arrêté relatif aux traitemens des ministres du culte, etc.	536
6 germinal.— <i>Mariage.</i>	529	N° 820.—18 germinal (8 avril).—Avis du conseil d'état sur la validité d'un mariage contracté sans la déclaration devant l'officier public du domicile.	537
N° 805.—7—17 germinal (28 mars—7 avril).—Loi sur la fabrication et la vérification des monnaies.	529	18 germinal.— <i>Interdiction et conseil judiciaire.</i>	537
N° 806.—8—18 germinal (29 mars—8 avril).—Loi sur la majorité, l'interdiction et le conseil judiciaire.	530	N° 821.—19 germinal (9 avril).—Arrêté qui crée des auditeurs près des ministres et des sections du conseil d'état.	537
8 germinal.— <i>Droits de pâturage et autres dans les forêts nationales.</i>	530	N° 822.—19—29 germinal (9—19 avril).—Loi concernant les communes auxquelles les tribunaux ont adjugé des droits de propriété ou d'usage dans les	
N° 807.—9 germinal (30 mars).—Arrêté sur l'exportation des piastres.	530		
N° 808.—10 germinal (31 mars).—Arrêté relatif au paiement des créances sur les militaires invalides.	530		

forêts nationales.	533	noncés ou demandés avant la publication du titre VI du Code civil.	534
N° 823. — 21 germinal—1 ^{er} floréal (11—21 avril). — Loi qui organise les écoles de pharmacie.	539	N° 832. — 26 germinal—6 floréal (16—26 avril). — Loi relative au remplacement des contributions mobilière et somptuaire de Paris.	555
21 germinal — <i>Prénoms et changemens de noms.</i>	544	N° 833. — 26 germinal—6 floréal (16—26 avril). — Loi relative au paiement des contributions assises sur les biens communaux.	553
N° 824. — 22 germinal—2 floréal (12—22 avril). — Loi relative aux manufactures, fabriques et ateliers.	544	27 germinal. — <i>Suris aux poursuites contre les communes de la rive gauche du Rhin.</i>	555
N° 825. — 23 germinal (13 avril). — Arrêté sur les ordonnances susceptibles d'être acquittées par les payeurs extérieurs du trésor public.	546	N° 834. — 28 germinal (18 avril). — Arrêté relatif aux marins portés sur la liste des émigrés.	555
N° 826. — 23 germinal (13 avril). — Arrêté additionnel à celui du 19 fructidor an 10, relatif aux actes conservatoires des créances sur les colons de Saint-Domingue.	547	N° 835. — 28 germinal (18 avril). — Arrêté additionnel à celui de 11 messidor an 10 sur l'organisation de Tabago.	556
N° 827. — 24 germinal (14 avril). — Arrêté relatif aux contestations entre différentes sections d'une même commune.	548	N° 836. — 28 germinal (18 avril). — Arrêté qui fixe les diamètres des nouvelles pièces d'or, d'argent et de cuivre.	556
N° 828. — 24 germinal—4 floréal (14—24 vril). — Loi sur la banque de France.	549	N° 837. — 28 germinal—8 floréal (18—28 avril). — Loi sur le nombre et les attributions des juges du tribunal criminel de la Seine, etc.	556
24 germinal. — <i>Pièces d'argent rognées ou altérées.</i>	552	N° 838. — 28 germinal — 8 floréal (18—28 avril). — Loi relative aux délais des assignations pour les colonies.	557
N° 829. — 25 germinal—5 floréal (15—25 avril). — Loi sur les adoptions faites avant la publication du titre VIII du Code civil.	552	N° 839. — 29 germinal—9 floréal (19—29 avril). — Loi relative aux successions.	557
N° 830. — 25 germinal—5 floréal (15—25 avril). — Loi interprétative de l'article 32 de celle du 15 brumaire an 7, sur le timbre.	554	29 germinal. — <i>Droits d'usage et de propriété dans les forêts nationales.</i>	557
25 germinal. — <i>Pensions.</i>	554	N° 840. — 30 germinal (20 avril). — Arrêté relatif au paiement des traitemens de réforme et soldes de retraite de l'armée de terre.	557
N° 831. — 26 germinal— 6 floréal (16—26 avril). — Loi relative aux divorces pro-			

RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET ORDONNANCES,

DEPUIS LE 7 AOÛT 1830;

AVEC DES NOTES EXPLICATIVES ET DEUX TABLES ANNUELLES

L'UNE CHRONOLOGIQUE, ET L'AUTRE ANALYTIQUE ET ALPHABÉTIQUE;

Par les Rédacteurs du Journal des Notaires et des Avocats.

Paraissant par **CAHIER** de DEUX ou TROIS feuilles d'impression, régulièrement tous les mois, ou au moins tous les quarante jours.

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL : CINQ FRANCS, FRANC DE PORT

Ce recueil est la suite indispensable de celui de 1789 à 1830. Toutes les lois, ordonnances sans exception y sont insérées *in extenso*, avec tous les tableaux, documents qui y sont annexés, notamment aux lois de finances. Des annotations étendues et raisonnées rappellent, pour chaque loi, la législation antérieure sur la matière, indiquent ses variations, ses progrès, les modifications qu'y apporte la loi nouvelle. Sous chaque article de loi, on présente l'analyse de l'exposé des motifs et des rapports aux chambres, le résumé des discussions, les amendements dont il a été l'objet, les motifs qui ont déterminé son adoption. Quelquefois on permet d'en signaler les imperfections. Quant aux ordonnances, on énonce les lois dont elles sont l'exécution, les réglemens antérieurs qu'elles abrogent ou modifient, on insère les rapports au Roi et les instructions ministérielles.

Le *Recueil général des lois et ordonnances* compte dix mille abonnés; on s'étonnera que le nombre n'en soit pas plus considérable si l'on considère qu'il coûte pour CINQ FRANCS, le *Recueil* donne tout ce que contient le *Bulletin des lois*, dont l'abonnement coûte neuf francs, et en outre des notes explicatives sur toutes les lois.

Le prix des volumes antérieurs à l'année courante est de trois francs.

Les personnes qui s'abonnent au *Recueil général des lois et ordonnances* sont dispensées tout envoi de fonds; elles acquitteront le prix de leur abonnement sur des mandats de l'administration du *Journal des Notaires*, entre les mains des correspondans qu'elle a établis dans tous les chefs-lieux d'arrondissement.

MODÈLE DE SOUSCRIPTION AU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET ORDONNANCES.

Je soussigné
demeurant à _____ bureau de po
de _____ département de _____
déclare m'abonner au *Recueil général des lois et ordonnances* pour l'année _____ moyen
la somme de cinq francs par an, franc de port.

Je demande que les volumes de ce *Recueil*, depuis le 7 août 1830 jusqu'à l'année
soient adressés au prix de trois francs par an, franc de port, l'intervalle écoulé du 7 août 1830
au 1^{er} janvier 1832 ne comptant que pour une année (_____ volumes, _____ francs);

Je m'oblige de payer le prix de la présente souscription sur un mandat de l'Administration
du *Journal des Notaires* et des Avocats, entre les mains de son correspondant, au chef-lieu
mon arrondissement.

A _____ le _____ 18 _____
Adresser cette souscription, à l'ADMINISTRATION DU JOURNAL DES NOTAIRES ET DES AVOCATS.
RUE CONDÉ, n° 10, A PARIS.

JOURNAL DES NOTAIRES ET DES AVOCATS, 15 fr. par an (franco).

NOTA. On répond gratuitement aux questions proposées par les Abonnés.

COLLECTION DE JOURNAL DES NOTAIRES ET DES AVOCATS, du 1^{er} janvier 1808 au 1^{er} jan
1839, 55 vol. in-8°. Prix : 166 fr. (Port en sus.)

Chaque volume pris séparément : 3 fr. 30 c.

TABLES GÉNÉRALES, chronologique, analytique et de concordance du JOURNAL, de
à 1834. Prix : 8 fr. (Frais de port en sus).

DICTIONNAIRE DU NOTARIAT (3^e édition), 6 gros vol. in-8°. Prix : 36 fr. (Le port en sus)

SUPPLÉMENT À LA 3^e édit. du *Dictionnaire du Notariat*, 2 vol. in-8°. Prix : 12 fr. (Port en sus)

NOUVEAU FORMULAIRE DU NOTARIAT. Un gros vol. in-12. Prix : 6 fr. (Port en sus.)

Paris.—Imprimerie de Paul Dupont et Comp., rue Grenelle-Saint-Honoré, 45.